



7



S.3.

~~Let. N. ord. V. num. 17.~~

X

7. 1. 13. 14. 15. 16. 17. 18. 19. 20. 21. 22. 23. 24. 25.

h

ABREGÉ
DES ACTES,
TITRES,
ET MEMOIRES
CONCERNANT LES AFFAIRES
DU CLERGE
DE FRANCE,
ET TOUT CE QUI S'EST FAIT
contre les Heretiques depuis le Regne de S. Louis
jusques à present.

Par Monsieur BORJON.



A PARIS,
Chez FEDERIC LEONARD Imprimeur ordinaire du Roy, & du
Clergé de France, rue S. Jacques, à l'Ecu de Venise.

M. DC. LXXX.

Avec Privilege du Roy.





3

74

C

A NOSSEIGNEURS
DU CLERGE
DE FRANCE,

MESSEIGNEURS,

La conduite de Dieu pour la conservation de son Eglise, a été accompagnée de tant de merveilles, que bien que cette divine Epouse de Iesus-Christ se soit veüe plusieurs fois comme opprimée par ses ennemis, elle a néanmoins toujours subsisté, & est demeurée victorieuse des plus cruelles persecutions, au milieu même des supplices, & toute teinte du sang de ses Martyrs.

Après la défaite de tant de Tirans qui avoient conjuré sa ruine, son Epoux luy suscita dans les temps qu'il avoit marqué par sa Divine Providence des puissances pour la faire reviver, & pour la deffendre; & continua de luy donner de Saints Pasteurs pleins de Zele pour la soutenir, de lumiere pour l'instruire, & de



E P I S T R E.

sagesse pour la conduire : C'est par ce soin amoureux qu'elle a été élevée à cet estat de grandeur & de majesté qui la fait sensiblement connoître à ceux qui la cherchent sincèrement, n'ayant fait que tirer un plus grand éclat des tenebres de l'heresie qui ont tant de fois tâché inutilement de l'obscurcir.

Celle de Calvin qui a été la dernière, avoit fait de la France un Theatre de desordres, de Guerres Civiles, de meurtres, de sacrileges, & d'impiété, & sembloit menacer d'une double ruine, ce Royaume si florissant, & avecque luy l'une des plus nobles & des plus anciennes portions de l'Eglise. Les Rois Charles IX. & Henry III. ne pûrent par leur autorité arrêter les efforts ny les violences de cette furieuse, Henry le Grand y travailla par l'exemple de sa conversion, & par ses Loix; & Louis le Juste apres avoir subjugué ses Sectaires par la justice & la force de ses armes les réduisit à l'observation de ses Edits.

Mais, MESSEIGNEURS, ce grand ouvrage seroit encor bien éloigné de sa perfection si la Divine Providence ne nous avoit donné

E P I S T R E.

en la personne de Louis le Grand un Prince animé de Zele pour les interets de son Eglise, qui par la conduite d'une sagesse toujours si juste dans ses projets, & toujours si seure dans l'exécution de ses desseins, a su reduire ce monstre aux abois, sans qu'il soit besoin d'employer presentement pour sa destruction la force de ses armes victorieuses, auxquelles rien ne resiste plus.

Cette même Providence nous a encore donné en vos personnes Sacrées, par le choix de ce grand Monarque, des Prelats revêtus de la force d'en-haut, & animez de l'esprit de Dieu, pour combattre ses ennemis, des Prelats remplis d'une profonde doctrine pour détruire le mensonge & l'erreur, des Prelats d'une vertu exemplaire dont toutes les actions édifient; en un mot, des Prelats vigilans, laborieux, & zelez, dont tous les soins sont de travailler au salut des ames, de faire observer exactement la discipline, & maintenir l'ordre & l'Etat Ecclesiastique dans l'honneur & le rang qui luy sont deus.

Ce fut ce soin, MESSEIGNEURS, qui vous porta il y a quelques années a faire mettre au jour ce grand ouvrage qui contient

EPISTRE.

*en six volumes , tous les Actes , les Titres ,
& les Memoires qui concernent le Clergé de
France ; Ouvrage dans lequel chacun peut
utilement s'instruire , les Ecclesiastiques pour y
apprendre leurs fonctions , les Laïques leurs de-
voirs , & les Heretiques l'injustice de leurs re-
voltes , & la naissance de leurs erreurs.*

*Que je serois heureux , MESSEIGNEURS ,
si vôtre Auguste Assemblée agréoit l'extrait que
j'en ay fait , & si ce petit Ouvrage que je
prends la hardiesse de luy presenter pouvoit , en
vous evitant la peine d'avoir tant de Volumes
entre les mains vous les rendre tous presens dans
celuy-cy , & vous épargner quelque partie de ce
temps qui est si precieux à l'Eglise ; & sur tout si
elle me faisoit l'honneur & la justice de le regar-
der comme une preuve de la profonde veneration
que j'ay pour vos sacrées personnes , & du par-
fait respect avec lequel je seray toute ma vie ,*

De Vos Grandeurs ,

MESSEIGNEURS ,

Le tres humble & très
obeïssant serviteur BORJON.

AVERTISSEMENT.

ON ne scauroit assez louer les soins qu'ont pris Nosseigneurs du Clergé de France de faire une recherche exacte de tous les Titres & Memoires de ce qui s'est passé touchant les affaires de la Religion & de l'Eglise Gallicane depuis son commencement jusques à present.

Les Matieres ayant été jointes ensemble, se sont trouvées en si grand nombre qu'elles ont formé six grands volumes *in folio*, qui ont été imprimez en 1675. par les soins des Assemblées generales

Elles ont été mises dans un tres-bel ordre, par Monsieur l'Abbé le Gentil qui a assemblé les Edits, les Declarations des Roys, les Arrests, Reglemens, & toutes les autres pieces comme les Capitulaires des Roys, les Conciles, & les Articles des Ordonnances qui ont été placez suivant l'ordre des Matieres. Il a de plus ajouté les Reglemens faits par les Assemblées generales, & aussi ceux qui ont esté faits de particulier à particulier, tant par lesdites Assemblées, que par les Arrests du Conseil d'Etat, par ceux du Conseil Privé, & ceux des Parlemens.

Ce grand recueil, que l'on peut appeller *Le Corps du Droit Canonique de l'Eglise Gallicane*, étant absolument necessaire à tous Nosseigneurs les Archevêques, Evêques, Abbez, Prieurs, & generalement à tous les Ecclesiastiques Reguliers & Seculiers qui composent le Clergé du Royaume; même aux Laïques en plusieurs occasions: il falloit qu'il fut plus commode, & d'un commerce plus facile & plus

AVERTISSEMENT.

agreable, & donner lieu par là à un grand nombre de personnes de s'instruire de leur devoir, sans être obligées d'avoir plusieurs Livres pour un seul qui leur suffira.

C'est ce qui a donné lieu à cet Ouvrage, lequel nonobstant qu'il soit intitulé Abregé, auroit beaucoup mieux été nommé Extrait qu'Abregé, d'autant que toutes les Matieres sont suffisamment exprimées pour n'avoir pas besoin des six volumes, les Reglemens y étant rapportez exactement article par article, avec les dattes des Pieces qui forment l'article; & generalement tout ce qui est necessaire pour s'acquiter regulierement de toutes les fonctions Ecclesiastiques, & pour s'instruire à fond de toutes les choses ordinairement pratiquées dans l'Eglise de France, & parmy ceux qui y sont attachez par leurs Ministres; & pour donner une plus grande facilité à les trouver l'on a fait trois Tables.

La premiere qui est au commencement contient les Titres & les Chapitres dans l'ordre qu'ils sont dans les six volumes, & dans l'Abregé.

La seconde qui est à la fin contient par ordre alphabetique toutes les Matieres qui ne regardent aucunement celles de la Religion pretendue reformée.

Et la troisiéme contient par le mesme ordre tout ce qui concerne ladite R. P. R. & l'on a trouvé à propos de distinguer cette derniere Table de la precedente pour éviter une grande confusion que les Matieres de ladite R. P. R. auroient apportée, si l'on les avoit mêlées avec les autres.

On a de plus ajoûté un grand nombre de pieces, com-

AVERTISSEMENT.

comme Declarations , Arrests & Reglemens , &c. qui ne sont point comprises dans les six volumes , & qui ont été faites , données & recouvrées depuis la dernière Assemblée du Clergé de 1675. Ce qui est facile à voir par les dattes.

Les Lecteurs y trouveront encor de temps en temps des Memcies historiques , qui en les divertissant , les instruiront suffisamment de plusieurs particularitez curieuses qui sont bonnes à scavoir , comme aussi un extrait de soixante & onze , tant Remonstrances, Discours , que Harangues faites aux Roys par le Clergé dans les temps de les Assemblées , sur plusieurs matieres differentes , lesquelles dans leur Original composent presque tout le cinquième volume , & desquelles on a tiré tout ce qui a paru de plus essentiel & de plus agreable.

Où il y a un &c. cela veut dire que l'article n'a pas été mis tout au long , mais que l'on s'est contenté d'y rapporter tout ce qu'il y avoit de plus essentiel & de plus necessaire , & que ce que l'on en a retranché n'est pas d'usage , ou qu'il est rapporté ailleurs en quelque autre endroit de cet Abregé.

Il ne reste plus qu'à prier les Lecteurs de suplérer à tous les manquemens qu'ils pourront rencontrer dans cet Ouvrage , & considerer qu'on leur évite bien de la peine , en leur donnant dans un mesme volume un nombre considerable de Matieres qu'ils ne pourroient aller chercher ailleurs sans perdre bien du temps , outre qu'un chacun n'étant pas toujours en état d'ache-

AVERTISSEMENT.

ter les six grands volumes, on aura dans celuy-cy dequoy se passer des autres.

Que si le Lecteur y trouve quelque chose qui luy soit utile & profitable, qu'il en donne toute la gloire à JESUS-CHRIST qui est le modele de toutes les perfections, & qui est LA VOYE, LA VERITE, & LA VIE.

Extrait du Privilege du Roy.

LE Roy par ses Lettres Patentes a permis à Federic Leonard son Imprimeur Ordinaire & du Clergé de son Royaume, d'imprimer, vendre & debiter tous les *Edits, Declarations, Arrests, Remonstrances, & generalement toutes les choses qui regardent le Clergé, ou qui luy seront baillées par les Assemblées generales ou par les Agens generaux du Clergé de France, & ce pour le temps & espace de vingr ans,* avec defences a rous autres de les imprimer, faire imprimer, contrefaire, ny d'en avoir d'autres que de l'Impression dudit Leonard. à peine de six mille livres d'amende, confiscation des Exemplaires. dépens, dommages & interets, comme il est porté plus au long par lesdites Lettres; Données à S. Germain en Laye le 4. Decembre, l'an de grace mil six cent soixante quatorze. Et de nostre Regne le trente-deuxième: Par le Roy en son Conseil; Signé, DESVIEUX.
Et scellées.

TABLE

DES TITRES ET CHAPITRES DU PRESENT LIVRE.

PREMIER TOME.

PREMIERE PARTIE.

Des Personnes Ecclesiastiques, & de la Discipline & Police de l'Eglise.

TITRE PREMIER.

| | |
|---|----|
| C HAPITRE premier. Des Archevêques & Evêques. | 1 |
| Chapitre II. Des Chapitres, Chanoines & Dignitez des Eglises Cathedrales & Collegiales. | 15 |
| Chapitre III. Des Vicaires generaux, Archidiacons, Archipretres, & Doyens Ruraux. | 22 |
| Chapitre IV. Des Curez & Vicaires perpetuels. | 27 |
| Chapitre V. Des Abbez, Prieurs & Religieux, comme aussi des Abbeses, Prieures, & Religieuses. | 31 |
| Chapitre VI. Des Seminaires. | 41 |
| Chapitre VII. Des Personnes Ecclesiastiques admises aux Conseils des Rois, & pourvues de Charges de Judicature. | 44 |
| Chapitre VIII. De l'honneur dû aux Personnes Ecclesiastiques, & de leurs rangs & seances. | 47 |

TITRE SECOND.

De la Discipline de l'Eglise.
Reglement de Melun. 54

| | |
|---|-----|
| C HAPITRE premier. Des Conciles generaux & Provinciaux. | 69 |
| Chapitre I I. De la veneration des Eglises & autres lieux Saints, | 72 |
| Chapitre I I I. de la celebration des Fêtes. | 73 |
| Chapitre IV. Du Service divin, de l'exposition du saint Sacrement, des Reliques des Saints, des Ornaments Ecclesiastiques, & des Confrairies. | 75 |
| Chapitre V. Des Processions, Te Deum, & autres prieres publiques. | 82 |
| Chapitre VI. Des Enterremens. | 84 |
| Chapitre VII. Des droits honorifiques. | 85 |
| Chapitre VIII. De la mission des Predicateurs, Approbation des Confesseurs, & Administration des Sacremens. | 88 |
| Chapitre IX. De la Jurisdiction Ecclesiastique en general. | 99 |
| Chapitre X. Du pouvoir & Jurisdiction ordinaire des Evêques. | 102 |
| Chapitre XI. De l'Ordination & des | |

| | |
|--|-----|
| <i>Dimissoires.</i> | 106 |
| <i>Chapitre XII. De la visite des Archevêques, Evêques, Archidiaques, & autres.</i> | 111 |
| <i>Chapitre XIII. De la Clôture & de la visite des Monasteres de Religieuses.</i> | 116 |
| <i>Chapitre XIV. De l'autorité des Evêques sur les exempts, ou qui se disent exempts de leur Jurisdiction.</i> | 120 |

TOME SECOND.

Suite de la premiere Partie.

| | |
|--|-----|
| <i>CHAPITRE XV. De la Jurisdiction contentieuse, & des Officiaux, Promoteurs, & autres Officiers.</i> | 133 |
| <i>Chapitre XVI. De l'exécution des Sentences des Juges Ecclesiastiques, & de l'imploration du bras seculier.</i> | 147 |
| <i>Chapitre XVII. Du privilege de Clericature, du delit commun, & du cas privilegié.</i> | 148 |
| <i>Chapitre XVIII. Des appellations comme d'abus, & des prises à partie.</i> | 153 |
| <i>Chapitre XIX. Des Monitions, Censures Ecclesiastiques, & des autres peines Canoniques.</i> | 157 |
| <i>Chapitre XX. De l'impression des Livres, & des Universitez & Ecoles.</i> | 162 |
| <i>Chapitre XXI. De la punition des Jureurs, Blasphemateurs, Sacrileges, & autres Profanateurs des choses Saintes.</i> | 182 |

SECONDE PARTIE.

Des Benefices.

| | |
|--|-----|
| <i>TITRE premier. Des qualitez requises pour estre pourveu de Benefices.</i> | 188 |
| <i>Titre I. Des Elections & Benefices electifs.</i> | 189 |
| <i>Titre II. Des Provisions de Cour de Rome.</i> | 192 |
| <i>Titre IV. Des Visa que donnent les Ordinaires.</i> | 198 |
| <i>Titre V. Du Patronage des Benefices.</i> | 204 |
| <i>Titre VI. De la Regale.</i> | 206 |
| <i>Titre VII. Des Benefices à la nomination du Roy</i> | 213 |
| <i>Titre VIII. Des Benefices que le Roy confere pour son joyeux avènement à la Couronne.</i> | 212 |
| <i>Titre IX. De l'Indult de M. le Chancelier, & de Messieurs du Parlement de Paris.</i> | 223 |
| <i>Titre X. Des Graduez simples & nommez.</i> | 225 |
| <i>Titre XI. Des autres graces expellatives, & des reserves de Benefices au Pape.</i> | 228 |
| <i>Titre XII. Des portions congrües des Curés, ou des Vicaires perpetuels.</i> | 228 |
| <i>Titre XIII. Des pensions sur les Benefices.</i> | 231 |
| <i>Titre XIV. De la residence.</i> | 235 |
| <i>Titre XV. De l'incompatibilité des Benefices.</i> | 238 |
| <i>Titre XVI. De la Simonie & Conscience.</i> | 240 |
| <i>Titre XVII. De la garde & recellement des corps des Beneficiers de-</i> | |

| | |
|--|-----|
| cedez. | 244 |
| Titre XV III. Des Devolus. | 245 |
| Titre XVI. de l'usurpation des Benefices, des biens & lieux qui en dependent. | 247 |
| Titre XVII. Des procedures & instructions des procez, en matiere Beneficiale. | 250 |
| Titre XVIII. Des insinuations Ecclesiastiques. | 254 |
| Titre XIX. Divers Reglemens & questions jugées en matieres Beneficiales, que l'on n'a pu comprendre dans les precedens Titres. | 259 |

TOME III.

TROISIE'ME PARTIE.

Des biens temporels de l'Eglise.

TITRE PREMIER.

Des Dixmes.

| | |
|---|-----|
| CHAPITRE premier. Des Dixmes en general. | 267 |
| Chapitre II. Des Premices, Neufmes & Novales. | 277 |
| Chapitre III. Des Dixmes infodés, | 278 |

TITRE II.

Des autres biens, droits & Domaines de l'Eglise.

| | |
|--|-----|
| CHAPITRE premier. Des Domaines, Fiefs & Seigneuries, Cens, Rentes foncieres & constituées, Bois, Chasses, Champars & autres Droits fonciers & Seigneuriaux, appartenans aux Ecclesiastiques, | 279 |
| Chapitre II. des Seigneuries, & | |

| | |
|--|-----|
| Justices que les Ecclesiastiques ont en pariage avec le Roy. | 284 |
| Chapitre III. Des Justices temporelles des Seigneurs Ecclesiastiques, & de leurs Officiers. | 286 |
| Chapitre IV. Des titres & papiers concernans les biens, revenus, & droits des Ecclesiastiques, & des Archives du Clergé de France. | 291 |

TITRE III.

Des Fabriques & Marguilliers, de leur administration & reddition de leurs comptes.

TITRE IV.

Des Hôpitaux & Aumônes,

| | |
|--|-----|
| CHAPITRE premier. Des Hôpitaux & Maladeries, ou Leproseries, de leur administration & reddition de comptes. | 299 |
| Chapitre II. Des Assemblées qui se font pour pourvoir aux necessitez des pauvres, & de la taxe & cottisation pour les aumônes. | 309 |
| Chapitre III. des Oblats ou Religieux lais. | 312 |

TITRE V.

Des reparations des Eglises, & autres lieux pieux, ou dependans des Benefices.

TITRE VI.

Des alienations des biens de l'Eglise autres que pour subvention.

| | |
|--|--|
| CHAPITRE premier. De l'Alienation des biens Eccle- | |
|--|--|

fiastiques, & de leur recouvrement. 317

Chapitre I I. Des Baux à rente, Baux Emphyteotiques, ou à longues années des Domaines de l'Eglise. 318

QUATRIÈME PARTIE.

Des privilèges, franchises, immunités & exemptions des Eglises, des personnes Ecclesiastiques & de leurs biens.

CHAPITRE premier. Immunités, privilèges, & exemptions generales. 320

Chapitre I I. Exemption de la Jurisdiction des Prevosts des Marchaux, & de l'emprisonnement pour dettes. 324

Chapitre I I I. Exemption des Tailles, Cadastres, Tarifs, Subsistances, & d'autres semblables impositions. 324

Chapitre I V. Exemption des Gabelles. 328

Chapitre V. Exemption des Aides, 330

Chapitre V I. Exemption des emprunts, subventions, deniers d'otroy, & dettes communes des Villes. 333

Chapitre V I I. Exemption du logement, subsistance, & entretien des Gens de-Guerre, du Ban & Arriere-Ban, Garde & Guet, des taxes & levées pour les fortifications, Ponts & Chaussées. 337

Chapitre V I I I. Exemption des taxes & cotisations pour les aumônes. 342

Chapitre I X. Exemption de rendre

foy & hommage, aveux & denombrements pour les biens Ecclesiastiques. 342

Chapitre X. Exemption de toutes recherches, & taxes des Francs Fiefs, nouveaux acquests, & amortissemens. 346

Chapitre X I. Revocation de plusieurs Edits, Declarations & Arrests donnez au prejudice des immunités, franchises & exemptions du Clergé, où plusieurs desdites exemptions generales & particulieres sont confirmées. 352

TOME IV.

CINQUIÈME PARTIE.

Des Assemblées du Clergé, de leurs Deputez & Officiers, & des Agens generaux.

TITRE PREMIER.

Des Assemblées Diocesaines & des Syndics des Dioceses. 357

TITRE II.

Des Assemblées Provinciales. 358

TITRE III.

Des Assemblées generales. 360

CHAPITRE premier. De la convocation & tenuë des Assemblées generales, & les Reglemens qui les concernent. 361

Chapitre I I. Du pouvoir & jurisdiction des Assemblées generales. 377

Chapitre I I I. De la reception des Commissaires du Roy dans les Assemblées generales, & de l'ordre pour conferer avec Messieurs du Conseil sur les affaires du Clergé. 379

TITRE IV.

Des Deputez & Officiers des As-
semblées generales du Cler-
gé. 382

CHAPITRE premier. Des De-
putez aux Assemblées genera-
les, de leurs qualitez & privile-
ges. 382

Chapitre II. Des Officiers des Assem-
blées generales, & de leurs fon-
ctions, 383

TITRE V.

Des Assemblées extraordinai-
res. 386

TITRE VI.

Des Agens generaux du Clergé
de France, de leurs fonctions
& privileges. 387

SIXIEME PARTIE.

Des Decimes & Subventions
accordées aux Rois par le
Clergé de France.

TITRE PREMIER.

Des Decimes ordinaires, & de
ceux à qui la jurisdiction & con-
noissance en appartient. 395

CHAPITRE premier. De l'im-
position, departement & levée
des Decimes, 395

Chapitre II. Des traites, faits avec
les Chevaliers de Malte, pour leurs
Decimes, communement appellez la
Composition des Rhodiens. 404

Chapitre III. De l'exemption de la
clause solidaire. 405

Chapitre IV. Des décharges en fa-
veur des Beneficiers spoliez. 406

Chapitre V. De la jurisdiction & con-
noissance des Decimes; des anciens
Syndics & Deputez generaux du
Clergé, & des Chambres Eccle-
siastiques, ou Bureaux generaux
& Diocesains. 408

Chapitre VI. Privileges des Deputez
aux Bureaux & des Diocesains.
417

TITRE II.

Des Receveurs & autres Officiers
des Decimes, de leurs privile-
ges & exemptions. 418

CHAPITRE premier. Du Re-
ceveur general du Clergé, ibid.

Chapitre II. Des Receveurs & Con-
trôleurs generaux provinciaux des
Decimes, Edits de leur creation,
& les Contrats faits avec eux
touchant leurs Offices. 420

Chapitre III. Des Receveurs & Con-
trôleurs particuliers & Diocesains
des Decimes, Edits de leur crea-
tion, & les Contrats faits avec
eux pour raison de leurs Offices.
428

Chapitre IV. Privileges & exemp-
tions accordées par les Rois aux
Receveurs & Contrôleurs des De-
cimes. 435

TITRE III.

Contenant les Contrats faits par
le Clergé de France avec les

Rois, & les Receveurs généraux pour l'imposition & levée des Decimes, & quelques actes sur les differens mûs entre ledit Clergé & la Ville de Paris pour le paiement des rentes de l'Hôtel de Ville.

438

CHAPITRE premier. *Les Contrats faits par le Clergé avec les Rois & Receveurs généraux dudit Clergé, pour l'imposition, levée & recpte des Decimes ordinaires.*

439

Chapitre II. *Quelques actes sur les differens meus entre le Clergé de France & la ville de Paris, pour le paiement des rentes de l'Hôtel de Ville.*

448

TITRE IV.

Des Subventions extraordinaires, ou dons gratuits, accordez aux Rois par le Clergé de France, & les Contrats passez en consequence.

450

TITRE V.

Des alienations & ventes du temporel du Clergé, pour Subventions accordées aux Rois, en vertu des Bulles des Papes, & des Lettres patentes données sur icelles.

455

TITRE VI.

Du rachapt & réunion des Domaines de l'Eglise, vendus & alienez pour lesdites Subventions, & les Edits, Declara-

tions & Arrests donnez pour cet effet en faveur du Clergé.

462

TOME V.

SEPTIÈME PARTIE.

Des comptes des Decimes, & autres deniers qui se levont sur le Clergé.

CHAPITRE premier. *Des Comptes du Receveur general du Clergé.*

467

Chapitre II. *Des comptes des Receveurs Provinciaux & Particuliers des Decimes.*

472

Chapitre III. *Des comptes des frais communs, & autres dépenses & gratifications qui se font pendant la tenue des Assemblées generales, & les Contrats passez avec les Receveurs généraux pour le remboursement des avances par eux faites pour les taxes des Deputez, & autres taxes desdites Assemblées.*

472

Chapitre IV. *Des comptes des Ministres convertis, & autres Pensionnaires du Clergé.*

474

Chapitre V. *Des impositions & levées qui se font sur les Dioceses, pour leurs affaires communes.*

478

HUITIÈME PARTIE.

TITRE PREMIER.

Contenant l'extrait de 71. tant Remontrances qu'Harangues, faites aux Rois & aux Roynes par le Clergé de France, tant aux Etats généraux qu'aux Assemblées.

semblées generales & particulieres dudit Clergé, 479. & suivans.

TITRE II.

Extrait des Cahiers presentez à sa Majesté & réponsus, avec les Edits, Declarations & Lettres patentes données en consequence. 567

TITRE III.

Divers Reglemens pour les Reguliers, & autres matieres Ecclesiastiques qui n'ont pû estre inserées dans leur ordre. 571

TOME VI. ET DERNIER.

NEUVIÈME PARTIE.

Contenant ce qui s'est passé contre les Heretiques.

CHAPITRE premier. De la connoissance du crime d'heresie qui appartient aux Juges d'Eglise. 577

Chapitre II. Contenant les Ordonnances, Edits, Reglemens & Arrests donnez contre les Heretiques en general. 578

Chapitre III. Du rétablissement de la Religion Catholique, des Eglises & biens Ecclesiastiques dans les lieux infectez de l'heresie. 586

Chapitre IV. De la veneration due au saint Sacrement & choses sacrées, & ce qui a esté fait & ordonné contre les heretiques sur ce sujet. 587

Chapitre V. De l'Observation des Fêtes de l'Eglise par ceux de la R.

P. R. & de l'abstinence des viandes aux jours défendus. 590

Chapitre VI. Du choix des Predicateurs dans les lieux occupez par les Heretiques, & de la liberté qu'ils doivent avoir d'y prêcher y estans envoyez par les Evêques. 592

Chapitre VII. Touchant le prêché, & exercice de la R. P. R. & ses Ministres. 593

Chapitre VIII. Des Temples de ceux de la R. P. R. & de leur demolition. 602

Chapitre IX. Des Ecoles & Academies tenues par ceux de la R. P. R. & de l'impression des livres des Heretiques, sur les matieres de la Religion. 608

Chapitre X. De l'éducation des enfans nouvellement convertis, & de ceux dont le pere est Catholique, ensemble des privilèges accordés aux nouveaux convertis. 611

Chapitre XI. Des enterremens de ceux qui sont morts dans la R. P. R. 615

Chapitre XII. Des Relaps & Apostats & du mariage des Prêtres & Religieux qui ont quitté la Religion Catholique 617

Chapitre XIII. Des Charges, honneurs, emplois & Mairises & Places d'Oblats, dont les Heretiques sont exclus. 619

Chapitre XIV. De la connoissance des proces, & differens entre les Catholiques & ceux de la R. P. R. de la maniere de les juger, & des Chambres de l'Edit. 622

Chapitre XV. De l'imposition & levée de deniers pour ceux de la R. P. R. pour l'entretien de leurs Ministres, frais de leurs Synodes, & pour autres choses concernant l'exercice de leur Religion. 625
Chapitre XVI. Plusieurs Actes, Edits, Declarations & Arrêts rendus, contre ceux de la R. P. R. sur différentes matieres, & qui

n'ont pu être réduits sous les precedens Chapitres. 626
Ensuite est l'extrait des Edits de pacification des Rois Charles IX. Henry III. Henry IV. & Louis XIII. avec les Declarations données en consequence, & un abrégé de l'Histoire des Troubles, sous le titre de Memoires Historiques.

Fin de la Table des Titres & Chapitres du present Livre.

E R R A T A.

Pag. 89. art. 4. l'instrueroit, lisez l'institueroit.
 Pag. 110. art. 1 x. lig. 14. Chanoines par eux, lisez Chanoines des Censures par eux.
 Pag. 121. art. v. 1. après Pie V. il faut effacer du 1.
 Pag. 137. art. 15. après remise, lisez & le défendeur.
 Pag. 141. art. 13. & 14. ligne dernière, avoient, lisez avoit.
 Pag. 148. art. 3. à la fin 1571, lisez 1571.
 Pag. 192. col. 1. ligne dernière, lisez en usage à
 Pag. 106. col. 1. art. 1. lig. 23. offence, lisez défence.
 Pag. 197. le premier mot s, lisez ils.
 Pag. 455. col. 2. art. 11. lig. 1. sur, lisez sous.
 Pag. 586. col. 1. art. 1v. lig. 18. delay, lisez Edit.
 Pag. 617. col. 1. art. xv. lig. 6. dorénavant, lisez seront faits dorénavant.
 Pag. 675. col. 1. lig. 1. ces trois, lisez ces quatre.
 Pag. 695. col. 1. lig. 6. à tout qui est, lisez à tout ce qui est.
 Pag. 704. col. 2. art. 22. lig. 2. comptereaux desquels rendus, lisez comptereaux rendus.

ABRÉGE



ABREGE' DES ACTES.

TITRES ET MEMOIRES

Concernant les Affaires du Clergé de France.

PREMIERE PARTIE.

*Des Personnes Ecclesiastiques , & de la Discipline ,
& Police de l'Eglise.*

TITRE PREMIER.

Des personnes Ecclesiastiques.

CHAPITRE I.

Des Archevêques & Evêques.

ARTICLE I.



ES Evêques ayant succédé aux Apôtres, tiennent le premier rang dans la Hierarchie de l'Eglise, & sont au dessus des autres Ecclesiastiques.

Concile de Trente , Sess. 23. ch. 4.

A eux seuls appartient de conférer les Sacremens de Confirma-

tion, & de donner les autres Ordres Sacrez, aux Ministres de l'Eglise.

Ibid.

Et dans l'Ordination des Evêques, des Prêtres, & des autres Ministres, l'agrément du peuple, le consentement des Magistrats, ny l'autorité d'aucune puissance seculiere, n'y sont necessaires : & au contraire ceux qui se sont servis de ces moyens, pour entrer dans la maison du Seigneur, doivent être regardez comme des Larrons, qui ne sont point entrez par la porte, C'est le Concile de Trente qui les appelle ainsi, *Fures &*

A

Latrones per ostium non ingressos.

Sess. 23. ch. 4.

II.

Les Eglises Cathedrales ne peuvent estre regies que par un Chef qui soit né de mariage legitime, d'un âge meur, d'une integrité, & gravité de mœurs jointe à une grande doctrine suivant la Constitution du Pape Alexandre III. qui commence, *Cum in cunctis.*

Ibid. Sess. 7. de reformat.

III.

Cette Constitution fut publiée au Concile de Latran, & porte ensuite qu'aucun ne soit élu Evêque qu'il n'ait l'âge de 30. ans passez. *Statuimus ut nullus in Episcopum eligatur, nisi qui jam trigessimum annum atatis exegerit &c.*

Il suffit neanmoins d'avoir 27. ans, suivant l'Ordonnance de Blois, art. 2. & conformément au Concordat passé entre le Pape Leon X. & le Roy François I.

IV.

Outre lesdites qualitez, ils doivent dans six mois se faire promouvoir aux Ordres Sacrez. Et pour estre plus capables de s'acquitter du devoir attaché à cette dignité, l'Evêque doit estre Bachelier, Docteur ou Licentié en Theologie dans quelque Université, ou Docteur en Droit Canon, ou jugé capable de son Ministère, & d'enseigner les autres par le témoignage de quelque Academie publique.

Si c'est un Regulier, il doit se faire instruire, & tirer de ses Supérieurs des Certificats de vie & de

mœurs, capacité & Religion, qui luy seront suffisans.

Et il faut remarquer que ceux de qui l'on tirera l'instruction ou les Certificats necessaires de toutes les qualitez requises, s'en doivent acquitter fidellement, & *gratis*, à peine d'en charger leurs consciences.

Ibid. Sess. 22. de reformat.

V.

De quelle qualité que soient ceux qui se veulent faire recevoir Archevêques ou Evêques, quand même ils seroient Cardinaux de l'Eglise Romaine, s'ils ne se font consacrer dans 3. mois, ils seront obligez à la restitution des fruits; & si ensuite ils laissent encore écoulér trois autres mois après les trois premiers, qui seroient six mois, ils seront privez de leurs Eglises *ipso Jure.*

Si l'on procede au Sacre hors la Cour de Rome, ce doit estre dans l'Eglise de leur dignité, ou même dans la Province s'il y a plus de commodité. *Ce Decret est conforme à l'Article 8. de l'Ordonnance de Blois.*

VI.

L'on doit rendre l'honneur deus aux Evêques soit dans le chœur, dans le Chapitre, dans les Processions, & dans tous les Actes publics ils doivent avoir la premiere place dans le lieu qu'ils auront choisi: l'autorité principale dans toutes les affaires Ecclesiastiques leur appartenant.

Concile de Trente Sess. 25. ch. 6. de reformat.

VII.

Les Archevêques & Evêques seront âgez de 27. ans pour le moins, avant l'expédition des lettres de nomination de S. M. & examinez sur leur doctrine par un Archevêque ou Evêque avec deux Docteurs en Theologie commis pour cet effet, lesquels enverront leur Certificat de la capacité, & suffisance des nommez à sa Majesté.

Que si lefd. nommez n'ont pas les qualitez requises, sera procédé à nouvelle nomination d'autres personnes, de la même maniere que dessus, & défenses à tous Juges d'avoir égard aux provisions qui auront esté obtenues, autrement Monsieur le Procureur General se peut porter pour appellant comme d'abus desdites provisions, & S. M. veut qu'elles soient déclarées nulles & abusives, par les Cours de Parlement, pour ensuyte proceder à la nomination d'autres personnes selon la forme susdite.

Ordonnance de B'ois art. 2.

Les Etrangers ne peuvent estre Archevêques, Evêques, ny Abbez d'Abbayes de chef d'Ordre, par mort, par resignation ny autrement, nonobstant quelque dispense, ou clause derogatoire qu'ils puissent obtenir de S. M. à quoy elle ne veut point qu'on ait d'égard: il faut estre originaire François.

Ibid. art. 4.

Les Archevêques & Evêques

nommez se feront promouvoir aux Saints Ordres, & consacrer dans trois mois après leur provision; ou ils seront contrains sans autre declaration de rendre les fruits qu'ils auront pris, & perceus, pour estre employez à œuvres pies: & si dans trois autres mois suivans, ils n'y ont pas satisfait, ils seront entierement privez du droit de leurs Eglises sans autre declaration, & suivant les Saints Decrets.

Ibid. art. 2.

On peut voir, touchant la maniere de pourvoir aux Evêchez; les Titres 2. & 7. de la seconde partie de cet Abregé.

VIII.

Les Archevêques peuvent faire porter leur Croix, & officier pontificalement dans toute l'étendue de leur Province, même dans les lieux exempts.

Et les Evêques peuvent donner la benediction & celebrer l'Office Divin, dans tous les endroits de leurs Dioceses qui sont exèpts de leur jurisdiction.

Mais ny les uns, ny les autres ne peuvent pretendre pour ce sujet d'autres droits ny jurisdiction, par la Constitution de Clement V. faite & publiée au Concile de Vienne.

IX.

Les Archevêques peuvent faire porter leurs Croix dans les Dioceses de leurs suffragans, par la deliberation generale de l'Assemblée du Clergé de France tenue à Paris en 1635. & conformément à la Clementine cy-dessus.

X.

L'Evêque de Châlons sur Saône surmaintenu en possession, de mettre en officiant pontificalement, une chaire sur le marchepied de l'Autel, & de donner seul la benediction à trois fois, & défenses faites au Doyen de son Eglise Cathedrale, & à tous autres, de s'attribuer les mêmes droits, *par Arrest du Parlement de Dijon du 10. Fevrier 1654.*

On peut voir l'Arrest du Conseil d'Etat du 3. May 1623. par lequel le Roy sans s'arrêter aux Arrests du Parlement d'Aix y mentionnez, ordonne que le Theatre disposé pour la séance de l'Archevêque d'Aix au Chœur de l'Eglise Metropolitaine, demeurera au lieu où il avoit esté posé, lequel Arrest est inseré cy-après au dernier Chapitre du present Titre.

XI.

Les Doyens & Chanoines de Châlons sur Saône, sont tenus de se mettre à genoux, lorsque l'Evêque donnera la benediction, *par Arrest du Parlement de Dijon du 25. Fevrier 1655.*

XII.

L'Abbé de Sainte Genevieve ne peut assister à la ceremonie de la procession du Saint Sacrement en habits Pontificaux, ny y donner la benediction.

Il ne peut non plus faire promouvoir ses Religieux aux Ordres par autre que par l'Archevêque de Paris, ny donner aucuns Monitoires que dans les causes qui leur

sont renvoyées par Arrest, ou par sentence d'un Juge seculier, ou qui leur seront devoluës, *ainsi jugé par Arrest du Parlement de Paris rendu à l'Audience de la grand Chambre le 4. Juillet 1668.*

Le plaidoyé de Monsieur l'Avocat General est inseré tout au long dans ledit Arrest & contient des matieres tres-curieuses touchant les Dignitez, les Rangs, les Privilèges, & les droits de l'Eglise,

XIII.

Les Cloches de l'Eglise Cathedrale de Laon ayant esté fondues de la seule autorité du Chapitre, sur l'opposition formée par Monseigneur l'Evêque de Laon contre led. Chapitre, le Parlement de Paris, *par son Arrest du 17. Decembre 1646.* ordonna qu'à l'avenir on ne feroit aucune fonte de Cloches sans le consentement de l'Evêque, & qu'il seroit mis deux lames de cuivre, l'une dans la Sacrificie, & l'autre au Clocher, sur lesquelles seront gravez le temps de la fonte, les noms du Roy & de l'Evêque & le contenu audit Arrest.

XIV.

ATTENTAT DE MAISTRE

Estienne Louytre Doyen de Nantes, soy disant subdelegué des Commissaires Apostoliques, pour l'exécution du Bref du Pape Urbain VIII. concernant les Carmelites de la reforme de sainte Therese.

Ledit Louytre en ladite qualité de Subdelegué de M. M. les Cardinaux de la Rochefoucault, & de la Vallette, pour l'exécution

du Bref de nostre S. Pere le Pape Urbain VIII. rendit une Sentence le 12. Avril 1625. contre les Carmelites de Morlais au Diocèse de Leon, & incidamment contre Monsieur l'Evêque de Leon interdisant son Eglise Cathedrale, sa maison, le menaçant d'irregularité, luy faisant des Commandemens, le prononçant indigne de l'entrée de son Eglise, & même le suspendant de ses fonctions Episcopales.

XV.

Ce procedé si plein d'ignorance, d'injures, d'audace, d'impietez, de temerité, & même de nullitez essentielles, fut cause que Messieurs les Cardinaux, les Archevêques, Evêques & Ecclesiastiques, faisans leur Assemblée generale à Paris en l'an 1625. desirans étouffer promptement ce scandale, & en empêcher les suites, Le 16. Juin de ladite année declarerent abusif, nul & de nul effet, tout ce que Maître Estienne Louytre avoit fait & prononcé contre la maison, l'Eglise Cathedrale, & contre la personne de l'Evêque de Leon, comme ayant esté fait par attentat, sans pouvoir, & contre les Saints Canons : Et par cette declaration il est facile à voir comme tout le Clergé de France s'est élevé contre cette Sentence, comme estant un attentat, & une injure faite à tous les Evêques en la personne de Monseigneur l'Evêque de Leon.

XVI.

Cette declaration ayant esté leüe en pleine Assemblée, & en presence des Prelats non deputez, & extraordinairement appelez, elle fut estimée generalement, tant par le zele que pour l'eloquence qui y paroist, & jugée necessaire d'entre signée, ce qui fut executé. Elle est adressée audit Seigneur Evêque de Leon, aux Doyen & Chanoines de son Eglise. Ceux qui la voudront voir au long, y trouveront bien du zele, & beaucoup d'eloquence.

XVII.

Il fut encore resolu de faire entendre aux Seigneurs Archevêques & Evêques absens la temerité dudit Louytre, & les prier de ne le recevoir dans leurs Diocèses en la communion des Fidelles jusqu'à une deüe satisfaction. Monseigneur l'Evêque d'Orleans fut prié d'en dresser la lettre, & une particuliere pour Monseigneur l'Evêque de Nantes, de l'Eglise Cathedrale duquel ledit Louytre estoit Doyen; ce qui fut fait, & lesdites deux lettres sont au long dans les Memoires du Clergé aux deux Articles suivans 18. & 19.

XVIII.

L'adresse de ladite Declaration contre Louytre fut faite à Monseigneur l'Evêque de Rennes, ou à Monseigneur l'Evêque de Saint Brieuc, qui furent priez de contribuer tout ce que leur pieté & leur zele faisoient esperer pour faire valoir ladite Declaration au plus

grand honneur de Dieu & dignité de l'Eglise.

XIX.

La Faculté de Theologie de Paris ayant reçu la copie collationnée de la Declaration de l'Assemblée contre le sieur Louytre, Docteur de la même Faculté, elle fit commandement au sieur Syndic de ladite Faculté le 3. Juillet 1625. de venir remercier tres-humblement Messieurs de l'Assemblée, & leur témoigner la part que ladite Faculté prenoit à cet interest public, ayant cité & fait commandement audit Louytre de comparoir au premier jour du mois prochain, pour rendre compte à la Faculté de ses actions, & voir proceder contre luy ainsi que l'importance de l'affaire le requieroit.

XX.

Monseigneur l'Evêque de Marseille ayant esté averty le 10. Juillet que ledit Louytre devoit venir en Sorbonne, & en ayant donné avis à l'Assemblée, mondit Seigneur de Marseille fut prié de voir Monseigneur l'Archevêque de Paris de la part de l'Assemblée, pour empêcher ledit Louytre de dire la Messe jusqu'à ce qu'il fût venu à résipiscence, & d'en faire avertir Messieurs de Sorbonne.

XXI.

Il arriva ensuite que Monseigneur l'Evêque d'Orléans ayant eu avis de Rome, que sur un faux exposé Sa Sainteté avoit cassé la Declaration de l'Assemblée, ou quelque chose d'approchant, il en

donna avis à l'Assemblée par sa lettre du 11. Septembre, portant qu'il avoit eu recours au Roy & l'avoit supplié de quatre choses.

La première, qu'en presence du Legat, du Nonce, des Docteurs Italiens, des Peres de l'Oratoire & du Conseil, les Evêques fissent voir les impertinences, ignorance, temeritez, & attentats de Louytre, que leur Declaration ne peut estre calomniée, & que le Pape n'a dû y toucher sans les ouyr.

La seconde, de faire supprimer ce Bref, ou envoyant à Rome un Courrier exprès, ou en faisant voir au Legat les inconveniens qui en peuvent arriver.

La troisième, que si cela ne se pouvoit accommoder, qu'il permit un Concile national pour y pourvoir, & pour demander un Concile general.

La quatrième, qu'il permit aux particuliers les appels comme d'abus de toutes les Bulles & Brefs, qui regardent les Peres de l'Oratoire & les Carmelites, afin de reduire tout cela sous les Evêques.

Et que tous ces moyens avoient plu à S. Majesté & à son Conseil, & que pour agir prudemment on commenceroit par le Legat pour se résoudre sur sa réponse aux autres.

XXII.

L'on envoya des Memoires à Monsieur l'Ambassadeur de France à Rome, pour faire des remontrances à sa Sainteté, sur le Bref donné contre ladite Declaration

de l'Assemblée du Clergé : contenant.

Que les Evêques de France offroient d'aller à Rome rendre raison de leur Declaration, & faire voir qu'ils ont pu faire ce qu'ils ont fait, & au contraire que le nommé Louytre n'a pu faire ce qu'il a fait ; & qu'à Rome l'on n'a dû proceder comme l'on a fait.

Qu'avant que de donner leur avis sur la Sentence dudit Louytre, lesdits Evêques ont député un Cardinal & plusieurs Archevêques vers le Legat pour s'en plaindre & en demander justice ; comme aussi vers les deux Cardinaux Commissaires de sa Sainteté pour l'exécution du Bref des Carmelites.

Que ladite Declaration n'est pas une Sentence, ny un Acte de Jurisdiction, mais un avis qui a esté si salutaire, qu'il a étouffé tout le scandale & le mal que ledit Louytre avoit excité en toute la Bretagne.

Que par les lettres des Evêques attachées à ladite Declaration, il paroist que ce n'estoit qu'un avis, & non une Sentence, d'autant qu'ils le renvoyent pardevant son Juge pour en faire justice, ce qui fait voir qu'ils n'avoient pas entendu prononcer contre ledit Louytre, mais seulement donner leurs avis.

Que ces mots qui estoient dans les lettres, *luy dénier dans leurs Dioceses toute sorte de communion, & de n'avoir aucune part, ny aucune société avec luy*, ne sont pas une excommunication, mais une separation

de communion, qui selon le droit ancien n'est pas un acte de jurisdiction ; & qu'aujourd'huy n'ême par le droit commun un Evêque n'est pas tenu de bailler la communion sacerdotale à un Prestre Passant & Erranger, ny de luy laisser dire la Messe, & ce refus n'est pas une excommunication.

Que lesdits Evêques ont parfois rendu compte au Legat & au Nonce de leur Declaration, qui en ont esté contens, & auxquels ils ont protesté qu'ils n'ont point entendu par leur Declaration toucher au Bref du Pape, ny empêcher l'exécution d'iceluy.

Que s'ils n'en ont point fait de mention dans leur Declaration, ils ne l'ont pu, parce que plusieurs Evêques se voulans porter pour appellans vers Sa Sainteté dudit Bref, & des Bulles, par lesquelles Elle assujettit les Carmelites aux Peres de l'Oratoire, cela auroit fait tort à leur appel.

Que lesdits Evêques feront voir ladite Sentence de Louytre insoutenable, du sentiment même de la Sorbonne, & de tous les Parlemens.

Et que Sa Sainteté n'a pu prononcer contre tant d'Evêques, qui ont signé ladite Declaration, sans les ouyr, & sans commettre *in partibus*, suivant les Concorrats & Privileges de l'Eglise Gallicane.

SATISFACTION
du Sieur Louytre.

Ledit sieur Louytre reconnoissant sa faute, & en ayant rendu tous les témoignages de déplaisir & de repentir qui se peuvent desirer sur l'attentat par luy commis en l'Eglise Cathedrale de Leon, Messieurs d'Orleans & de Chartres ayant esté deputez pour recevoir ladite satisfaction, on trouva à propos d'en donner avis à Sa Sainteté, à Monseigneur l'Evêque de Leon, & aux autres Seigneurs & Prelats du Royaume, afin qu'il fût reçu dans la même charité qu'il auroit esté avant la Declaration de l'Assemblée.

XXIV.

Ladite satisfaction fut réitérée par ledit sieur Louytre en l'Assemblée du Clergé le 1. Decembre 1625. & l'Assemblée receut en bonne part sa satisfaction, & ensuite Monseigneur le President dit qu'il seroit écrit en sa faveur par tous les Diocèses. Monseigneur d'Orleans fut chargé de la Lettre Circulaire de l'Assemblée, pour donner avis à tous les Prelats du Royaume de ladite satisfaction, & Monseigneur l'Evêque de Chartres de celles de Sa Sainteté, lesquelles ayant esté lues à l'Assemblée, & approuvées par les Provinces furent inserées dans le Procès verbal.

XXV.

La Lettre de Monseigneur d'Orleans porte entre autres choses,

que l'union qui a paru entre les Evêques, a dissipé le scandale qu'avoit causé l'action dudit Louytre, & donné experience à l'avenir qu'il n'y avoit point d'entreprises, ny d'opositions contre l'Eglise qu'elle ne pût faire cesser d'elle même sans autre remede, que ledit Louytre Doyen de Nantes l'a reconnu comme les autres, & s'est porté à satisfaire & contenter l'Assemblée, & qu'il est raisonnable que tous les Evêques luy donnent part à la paix de l'Eglise, & à la société qu'ils ont avec JESUS-CHRIST, & le reçoivent selon que le rang & la qualité qu'il a dans le Clergé le meritent.

XXVI.

PROCEZ FAIT A
Monseigneur l'Evêque de Leon

Le Pape Urbain VIII. ayant à l'instance du Roy Louis XIII. accordé un Bref du 8. Octobre 1631. portant pouvoir aux Archevêque d'Arles, Evêques de Boulogne, Saint Flour, & Saint Malo, de faire & parfaire le procez à toutes personnes Ecclesiastiques, même Abbez, Evêques ou Archevêques qui se trouveroient avoir attenté contre sa Personne & contre son Etat.

Monseigneur l'Evêque de Leon ayant esté accusé de crime de cette nature, auroit esté jugé par lesdits Commissaires & privé de son Evêché par leur Sentence du dernier May 1635. ensuite de quoy ledit

dit Seigneur Evêque ayant fait diverses poursuites auprès de Sa Sainteté, afin d'obtenir un nouveau Bref & d'autres Juges pour luy faire droit sur ses prétentions, l'Ambassadeur de France auprès de Sa Sainteté auroit formé opposition à l'expédition dudit Bref; ce qui fut cause que les choses demeurèrent en cet état jusqu'à ce que l'Assemblée generale du Clergé assemblée à Paris, ayant envoyé ses Deputés au Roy, pour supplier très-humblement S. M. de vouloir faciliter l'obtention dudit Bref, & faire lever tous les empêchemens,

XXVII

Sa Majesté y ayant incliné, fit déclarer par le sieur Gueffier Conseiller d'Etat, Agent en Cour de Rome pour ses affaires, que la poursuite dud. Seign. Evêque estoit du sçeu & agrément de Sa Majesté, qui n'entendoit pas empêcher qu'il luy fût pourvû par nôtre Saint Pere le Pape, & que justice luy fût faite en la forme qui seroit jugée par Sa Sainteté la plus Canonique.

XXVIII.

L'Assemblée generale du Clergé tenuë à Paris en l'an 1645. écrivit ensuite une Lettre au Pape Innocent X. dattée du 27. Octobre de ladite année, par laquelle Sa Sainteté fut suppliée de recevoir Monseigneur l'Evêque de Leon en son appel interjeté de la Sentence renduë contre luy le dernier May 1635. par lesdits Commisaires, auquel il est bien fondé par

plusieurs raisons dont les principales sont contenuës dans ladite Lettre & repetées dans le Memoire suivant avec plusieurs autres.

XXIX.

Outre ladite Lettre, l'Assemblée du Clergé donna au sieur Doyen de S. Seran envoyé à Rome par Monseigneur l'Evêque de Leon pour le même sujet, une instruction pour représenter à Sa Sainteté,

Que les Prelats de l'Assemblée ayant eu connoissance de la procedure faite contre Monseigneur l'Evêque de Leon, ont esté surpris de voir la facilité avec laquelle un Prelat de grande naissance & vertu a esté privé de son Evêché; que lesdits Evêques estans obligés de reprendre les vices, *ini-irri* tent souvent les méchants, qui par ressentimens se portent à conspirer contre eux, & que pour les garantir, l'Eglise a voulu qu'il fust difficile de faire le procez à un Prelat, comme le Pape Innocent III. le dit au Concile de Latran *in cap. 24. qualiter & quando 2. extr. de Appellationibus.*

Que les saints Decrets, & particulièrement celui du Pape Leon IV. ont voulu que l'Evêque ne pût estre condamné par un moindre nombre que de 12. Evêques, comme il est porté par le Concile de Carthage *in corpore Canonum cap. 12. & 14. Conc. Triburienſe, Can. 10. Can. Felix 1597. & cap. ult. 3. quest. 8. capitul. 16. c. 235.*

Qu'en France le plus infame criminel ne peut estre condamné

dans un Parlement qu'il n'y ait dix Juges. Que pour condamner un Gentilhomme ou un Ecclesiastique qualifié pour le cas privilégié, il faut assembler la grand-Chambre, celle de la Tournelle, & celle de l'Edit. Que pour decreter seulement contre un Conseiller, ou contre'un Pair de France, il faut assembler les cinq Chambres du Parlement, qu'ainsi plus les qualitez des personnes accusées sont grandes, plus il faut de Juges pour les juger.

Que la dignité Episcopale étant tres-grande dans l'Eglise, elle est avilie aux yeux du peuple quand il voit un Evêque jugé par quatre Juges; parce que ces quatre Commissaires ont esté choisis de quatre Provinces différentes, fort éloignées les unes des autres, contre les saints Decrets, qui veulent que les Juges soient de la Province de l'accusé ou de la voisine.

Concil. Sardie, Canon 4. & sequens.

L'Assemblée se remet aux Memoires de Monseigneur l'Evêque de Leon, pour représenter les griefs qu'il a receus en la Procédure & en la Sentence, & il sera remarqué soigneusement qu'elle ne porte que privation de l'Evêché, & non des autres Benefices ny déposition, ny aucune censure, & que par consequent elle n'a pû estre executée pendant l'appel, & ledit Seigneur Evêque a deû demeurer en possession de son Evêché.

Qu'il a semblé bien extraordinaire que Sa Sainteté ait pourvû

un autre Evêque en la place dudit Seigneur Evêque sur un simple rapport, & encore plus que le S. Siege qui a d'ordinaire rétabli les Evêques deposez, & pour cela a souvent cassé & annulé même les Decrets des Conciles, ait différé jusquesà present de donner des Commissaires pour juger l'appel de ce Prelat.

Que l'Assemblée qui sçait que Sa Sainteté ne peut non plus abandonner la protection des Evêques qu'une mere celle de ses enfans, comme parle le Canon 8. *ad Romanam* 2. *quest.* 6. n'a pû croire que le S. Siege ayant donné des Commissaires pour juger ce Prelat qu'ils ont privé de son Evêché, refusa de luy en accorder sur son appel pour se justifier, s'il n'y avoit quelque empêchement de la part du Roy qui doit à present estre osté, le Roy ayant écrit à Monsieur Gueffier son Agent à Rome, de témoigner sa volonté & agrément, à ce que Sa Sainteté donna des Commissaires pour proceder sur l'appel de ce Prelat.

Que S. M. a écrit la même chose à Monseigneur le Nonce de Sa Sainteté en cette Cour, qui est tout ce que le Clergé pouvoit desirer, & que n'y ayant plus d'empêchement de cette Cour, le Clergé esperoit que Sa Sainteté feroit promptement justice.

Que la clause, *omni appellatione remota*, qui est dans la commission en vertu de laquelle Monseigneur l'Evêque de Leon a esté condam-

né, n'empêchera pas que l'appel ne soit reçu, puisqu'il est fondé en droit par le Concile de Sardique, & par plusieurs autres, & que la justice en est évidente, suivant les chap. *Pastoris*, & *cap. ut debitur*, & *ibid. Glossa extrav. de Appellatione*.

Que les anciens Canons, & le Concile de Trente ont réservé le jugement des Prelats au S. Siege, afin qu'il fût leur refuge, mais que nos Rois ayans résisté à cet ordre, & aux determinations de ce Concile en ce point, & nostre S. Pere le Pape s'en estant départy à la priere de Sa Majesté par les Brefs qu'il donna en l'an 1632. pour faire le procez aux Evêques, en vertu desquels Monseigneur l'Evêque de Leon a esté condamné, Sa Sainteté sera suppliée de suivre la même voye, & de n'estre pas plus difficile à luy donner moyen de se justifier en faisant juger son appel, que le S. Siege l'a esté à accorder les premiers Commissaires.

Le sieur Doyen insinuera doucement que la condamnation du sieur Evêque par 4. Commissaires estant contre les anciens Canons, & contre la Police de ce Royaume, il estoit conseillé de se pourvoir au Parlement par appel comme d'abus, mais qu'il a mieux aimé souffrir en se tenant aux ordres de l'Eglise, que de chercher refuge ailleurs qu'au S. Siege, ce que l'Assemblée a lotté.

Suppliera Sa Sainteté de donner sur ce sujet un Bref, en la même forme que les deux de l'an 1632.

mais qu'il soit special, dans lequel il soit exposé qu'ils avoient esté donnez à l'instance du Roy, & que les mêmes clauses y soient pour pouvoir donner Sentence ou Sentences, omni appellatione remoto, & que des Commissaires nommez, aucuns estans suspects ou recusez, ne pouvans juger, les autres Commissaires en puissent choisir & subdeleguer d'autres du voisinage à leur place.

Demandera le plus grand nombre de Commissaires qu'il pourra obtenir, & qui soient des Provinces voisines de celle de Tours, sur tout il fera diligence, & représentera à Sa Sainteté les causes que le Clergé a de desirer la promptitude en ses graces, & ayant un Bref s'en reviendra incontinent, & cependant donnera avis tous les Ordinaires des facilitez, ou difficultez qu'il y trouvera.

Fait à Paris en l'Assemblée le 27. Octobre 1645.

XXX.

Le Pape Innocent X. accorda un Bref le 23. Decembre 1645. par lequel il commit Messieurs les Archevêque de Sens, Evêques d'Evreux, de Senlis, de Laon, d'Angoulême, de Maillezais, & du Mans, pour juger l'appel de Monseigneur l'Evêque de Leon.

XXXI.

Sur lequel Bref S. M. accorda ses Lettres Patentes du 12. Mars 1646.

XXXII.

Et Messieurs les Commissaires acceptèrent la Commission portée

B ij

par ledit Bref le 29. Mars suivant de la mesme année.

XXXIII.

Monseigneur l'Archevêque de Sens, & Monseigneur l'Evêque d'Evreux estans decedez dans le cours des poursuites, on fut obligé de substituer à leur place M. M. les Evêques d'Amiens & de Vabres pour l'exécution dudit Bref le 11. Aoust 1646.

XXXIV.

JUGEMENT DE L'APPEL
de Monseigneur l'Evêque
de Leon.

Le 6. Septembre suivant 1646. M. M. les Commissaires faisant droit sur l'appel qu'avoit remis Monseigneur l'Evêque de Leon de la Sentence renduë contre luy le dernier May 1635. ont infirmé ladite Sentence, déclaré ledit Evêque absous de ladite accusation, & rétably dans son Evêché.

Le Bref du 8. Octobre 1632. par lequel le Pape Urbain VIII. donna des Commissaires à Monseigneur l'Evêque de Leon, & les Lettres Patentés sur led. Bref, ny la Sentence renduë ensuite par Messieurs les Commissaires contre ledit Seign. Evêque le dernier May 1635. ne se trouvant pas, on n'a pû donner plus grand éclaircissement de cet affaire, & ils n'ont pû estre recouvrez.

XXXV.

L'Assemblée generale du Clergé tenuë en 1650. prit une resolution d'écrire à Sa Sainteté contre le Bref de 1632. pour empêcher

qu'à l'avenir le proces ne soit fait aux Evêques par Commissaires, & qu'il seroit fait un Acte de Protestation à Monseigneur le Nonce le plus respectueusement que faire se pourroit, en luy donnant la Lettre qu'on a resolu d'écrire au Pape, par lequel il luy sera déclaré de la part de l'Assemblée, *qu'elle proteste de nullité contre les Brefs qui seront expediez pour des Causes Majeures dans la forme de celui de 1632. & de tout ce qui sera fait ensuite, à ce que ledit Bref de 1632. ne puisse estre tiré à consequence,*

La Lettre de ladite Assemblée au Pape est du 21. Octobre 1650. & celle qui fut envoyée en même temps à Messieurs les Prelats de France, est du 24. Octobre.

Il y en a encore une troisième à nostre S. Pere le Pape touchant le Bref qu'il avoit envoyé à l'Assemblée, elles sont toutes au long dans les Memoires du Clergé, & sont les articles 36, 37, 38. du chap. 1.

XXXVI.

L'Assemblée deputa à Monseigneur le Nonce pour luy porter la Lettre écrite à Sa Sainteté, & pour luy faire agréer non seulement ladite Protestation, mais qu'elle luy seroit signifiée par des Notaires : à quoy il s'opposa, disant à Messieurs les Deputez qu'il les prioit de ne point envoyer de Notaires pour la signification qu'ils pretendoient faire, qu'il seroit obligé de les chasser. Ce qui ayant esté rapporté à l'Assemblée, la Compagnie après avoir discuté

la difficulté que faisoit Monseigneur le Nonce de recevoir cet Acte de Protestation, jugea à propos pour bonnes considérations de ne s'y pas arrêter, & ordonna au Promoteur de faire signifier ledit Acte de Protestation à son Hôtel, ce qui fut exécuté, & les Actes inserez au *Procès Verbal du 26. Novembre 1650. art. 41.*

XXXVII.

Les immunités, & exemptions acquises aux Cardinaux, Archevêques & Evêques doivent estre inviolablement gardées & observées dans ce Royaume. Ce qui fut ordonné par sa Majesté par Arrest de son Conseil d'Etat du 26. Avril 1657. & la Commission du 11. Septembre 1654. qui avoit esté envoyée au Parlement de Paris pour faire le Procès à Monseigneur le Cardinal de Rets, fut déclarée nulle, & qu'au cas qu'ils soient accusez du crime de leze Majesté, leur Procès sera instruit & jugé pour leurs personnes, par les Juges Ecclesiastiques, conformément aux saints Decrets, & Constitutions Canoniques, & suivant les formes observées dans le Royaume aux causes des Evêques.

Sa Majesté donna une Declaration du même jour 26. Avril 1657. qui confirme ledit Arrest.

XXXVIII.

Les Evêques qui ont passé Procuration pour se démettre de leurs Evêchez, ne peuvent point estre troublez en l'exercice des fonctions spirituelles dans leur Dio-

cèse, ny les Officiers par eux nommez, en l'exercice de leurs charges, jusqu'à ce que leur demission soit admise par le Pape.

Il a esté ainsi jugé par Sa Majesté, par Arrest de son Conseil d'Etat du 9. Avril 1647. pour Monseigneur l'Evêque de S. Flour, contre les Doyen & Chapitre de son Eglise, qui s'estoit immiscé en l'exercice desdites fonctions spirituelles, nonobstant l'Arrest de provision du Parlement de Paris du 26. Novembre 1646. & défenses ont esté faites au Chapitre de S. Flour de s'immiscer en icelles, ny de troubler lesdits Officiers nommez par ledit Seigneur Evêque, à peine de trois mil livres d'amende.

XXXIX.

Monseigneur l'Archevêque de Rouën qui avoit resigné son Archevêché à son neveu le Sieur Abbé de Jumieges, obtint un pareil Arrest du Conseil d'Etat du 27. Juin 1651.

XL.

Et ensuite par un autre Arrest du Conseil d'Etat du 26. Avril 1657. donné sur les remontrances du Clergé, il est défendu aux Chapitres des Eglises Cathedrales de troubler les Evêques ny leurs Officiers en l'exercice de la juridiction spirituelle, & autres fonctions Episcopales, sous pretexte de procurations par eux passées pour resigner leurs Evêchez avant que les Resignations ayent esté admises à Rome par nostre S.

Pere le Pape: & défenses aux Parlemens de juger au contraire; & que les nouveaux pourvus d'Evêchez après avoir pris possession pourront exercer les fonctions spirituelles auparavant le serment de fidélité.

XLI.

Les Grands-Vicaires & Promoteurs de l'Evêché de Constance ayant été dépossédés par le Chapitre sous prétexte de la résignation faite par l'Evêque en faveur du sieur Abbé de Lessville, furent déchargés de l'assignation à eux donnée au Parlement de Rouën, & les Sentences rendues par les Officiers nommez par ledit Chapitre déclarées nulles, comme données par des Juges incompetents, *par Arrest du Conseil Privé du 5. Avril 1659.*

XLII.

Mêmes défenses furent faites au Chapitre de Rodez, & aux Vicaires generaux qu'il avoit nommez, de troubler Monseigneur l'Evêque de Rodez ny ses Vicaires generaux & les autres Officiers en la juridiction & fonctions Episcopales, jusqu'à ce que la résignation faite par led. Seigneur Evêque en faveur de Monsieur Abelly, fut admise par le Pape. *Par Arrest du Conseil d'Etat du 23. Octobre 1663.*

Portant encore pareilles défenses aux pourvus par sa Majesté de Benefices du Diocèse de Rodez, sous prétexte de Vacance de cet Evêché, ou par sa Sainteté, soit par les Vicaires generaux dudit Cha-

pitre, sur le prétendu défaut de puissance dudit Seign. Evêque, & ses Grands-Vicaires, de troubler dans la possession desdits Benefices les pourvus par ledit Evêque de Rodez ou par ses Vicaires generaux.

XLIII.

DES COADJUTEURS
des Archevêques ou Evêques.

Quand il y a nécessité de donner un Coadjuteur à un Prelat, le Coadjuteur doit estre nommé pour luy succeder, & Sa Sainteté doit auparavant avoir une entiere connoissance de la cause, & de toutes les qualitez requises de droit & par les saints Decrets ausdits Evêques & Prelats.

Concil. de Trent. sess. 25. ch. 7. de reform.

XLIV.

Il est enjoint aux Prelats qui par maladie, vieillesse ou autrement, ne pourront vacquer à leurs charges, de prendre & recevoir des Coadjuteurs & Vicaires qui soient de qualitez requises, tant pour prêcher, que pour administrer les Sacremens, & ausquels lesdits Prelats donneront une pension raisonnable: à faute de quoy en sera donné avis à S. M. par ses Officiers des lieux, pour y pourvoir.

Ordonnance de Blois art. 76.

XLV.

Le Roy Louis XIII. par son Ordonnance de 1629. art. 4. déclara qu'il n'entendoit accorder à l'avenir aucunes Coadjutoreries d'Evêchez, ny d'Abbayes, & mê-

me revoca les Brefs expediez, au cas qu'il n'y eut encore point de Bulles expediees sur iceux. Que si quelqu'un en obtenoit ensuite quelques uns par surprise ou autrement, il les declaroit nuls & de nul effet; & défendit tres-expresément d'obtenir aucunes Coadjutoreries, pour Prebendes ou autres Dignitez aux Eglises Cathedrales ou Collegiales, même aux Cures.

On peut voir l'Arrest du Parlement de Paris rendu à l'Audience de la grand'Chambre le 25. Fevrier 1642. lequel traite amplement des Coadjutoreries, & qui a jugé que les Benefices simples, ou qui n'ont charges d'ames ne peuvent être sujets aux Coadjutoreries.

XLVI.

Quand le décès de quelqu'un de Messieurs les Prelats arrivera, Messieurs les Agens Generaux du Clergé ont ordre d'en avertir tous Nosseigneurs les Evêques de France, par une Lettre circulaire. *Ce qui fut ainsi réglé par l'Assemblée Generale du Clergé, tenue en 1655. & 1656. conformément au precedens Reglement de l'année 1626.*

XLVII.

DES EVEQUES *In Partibus.*

Les Evêques *In Partibus*, ne doivent point être appelez aux Assemblées particulieres des Evêques de France; ce qui fut resolu dans l'Assemblée Generale de l'année 1656. & que l'on feroit à Rome les Instances necessaires, afin que Sa

Sainteté ne leur donne point de Commissions à executer dans ce Royaume; & que M. le Chancelier seroit prié de ne point donner de Lettres Patentes pour l'execution desdits Brefs adressez ausdits Evêques; & que lors qu'il sera necessaire de les entendre dans les Assemblées generales & particulieres, on leur donnera place separée de celles des Evêques de France, mais que ce Reglement n'auroit point de lieu pour les Coadjuteurs nommez à des Evêchez de France avec future succession, ni pour les anciens Evêques qui se sont démis de leurs Evêchez.

Et quoy que Monseign. l'Evêque d'Olonne fût Evêque *In Partibus*, il ne laissa pas de prendre séance entre les Evêques de France du jour de son Sacre, par tout où il s'est trouvé avec le Clergé, & dans les Assemblées generales, lors qu'il s'y est présenté pour quelques Affaires particulieres, parce qu'il avoit été promu à l'Episcopat pour être Suffragant de M. l'Evêque de Clermont qui étoit devenu aveugle, où il avoit exercé quelque temps les fonctions Episcopales.

CHAPITRE II.

Des Chapitres, Chanoines, & Dignitez des Eglises Cathedrales, & Collegiales.

ART. I.

LE 12. Chapitre de la Session 24. du Concile de Trente qui

commence, *Cum Dignitates in Ecclesiis præsertim Cathedralibus, &c.* traite des qualitez que doivent avoir ceux qui possèdent des Dignitez dans les Eglises, particulièrement dans les Cathedrales, comme de leurs mœurs, pieté, Religion, doctrine, âge qu'ils doivent avoir, de leur résidence, absence, distributions, habillemens, & des choses où ils ne se doivent point attacher, comme la chasse, le jeu, les femmes, la danse, les cabarets. Toutes lesquelles choses ayant été réglées par des Edits, Ordonnances & Arrêts, conformes aud. Concile, & qui sont raportez cy-après, on n'a pas trouvé à propos de grossir cet Abregé des propres termes des Decrets dudit Concile.

II.

Les distributions quotidiennes des Chapitres des Eglises Cathedrales & Collegiales, ne doivent être distribuées qu'aux presens, & les absens en doivent être privez, s'ils n'ont point d'excuses legitimes, comme maladies, &c. *par la Constitution d'Alexandre III. promulguée dans le Concile de Latran, & renouvelée par le Decret du Concile de Trente cité cy-dessus.*

III.

Il y a encore un Decret dans ledit Concile de Trente sur le sujet des distributions quotidiennes, dans la Sess. 22. ch. 3. *de Reform.* par lequel il est porté, que les Evêques peuvent assigner & affecter la tierce partie du Revenu des Dignitez, Offices & Prebendes de l'Eglise

pour les Distributions.

IV.

Ceux qui ne sont point Soudiacres dans une Eglise, ne peuvent avoir voix en Chapitre, & ceux qui sont obligez pour leurs Dignitez ou Prebendes de faire les fonctions Ecclesiastiques, doivent recevoir les Ordres qui leur sont necessaires dans l'an, *par ledit Concile de Trente ch. 4.*

V.

L'on voit un reglement de la vie des Chanoines dans les Capitulaires de Charlemagne. *Liv. 5. cap. 115.*

VI.

Il faut avoir 14. ans pour pouvoir être Chanoine dans une Eglise Cathedrale, & dix ans complets dans les Collegiales, *par la Regle 17. des Regles de Chancellerie du Pape Innocent VIII. qui sont recennés en France.*

VII.

DES DIGNITEZ DES EGLISES Cathedrales & Collegiales.

Les premieres Dignitez des Eglises tant Cathedrales que Collegiales, Penitenceries, Prebendes Theologales, & Preceptoriales, esquelles la qualité & capacité de la personne sont particulièrement requises, ne sont plus sujettes ny affectées aux Graduez nommez, ny autres graces expectatives, & les Collateurs ne pourront être prevenus en Cour de Rome; mais procederont aux Elections, & Provisions desdites Dignitez & Prebendes dans six mois, qui leur sont

font donnez par les Constitutions Canoniques.

Edit de 1596. art. 2. donné sur les Remontrances du Clergé.

VIII.

Les Dignitez des Eglises Cathedrales sont chargées des Indults, & graces expectatives, tant envers les Graduez qu'autres, & ceux qui en sont pourvus se doivent faire promouvoir à l'Ordre de Prêtrise dans l'an, à compter du jour de la paisible possession, à peine d'être déchûs de leur droit. *Par l'Edit de 1606. article 1. donné pareillement sur les Remontrances du Clergé.*

IX.

Pour estre pourvu des Dignitez des Eglises Cathedrales, comme encore des premieres Dignitez des Collegiales, il faut estre gradué en Theologie, ou en Droit Canon, à peine de nullité des Provisions. *Par l'Art. 31. du même Edit de 1606.*

X.

Les Dignitez des Eglises Cathedrales ne sont point sujettes aux Graduez nommez par les Universitez; il a ainsi esté jugé avec grande connoissance de cause, le 23. Fevrier 1638. *par Arrest du Parlement de Paris rapporté au Journal des Audiences, imprimé en 1658.*

XI.

L'Archidiacre de Noyon n'est pas sujet aux Graduez, non plus que les autres Dignitez des Eglises Cathedrales. Il fut ainsi jugé *par l'Arrest du Parlement de Paris*

rendu à l'Audience en la troisième des Enquêtes le 3. Septembre 1657.

XII.

Il en fut dit de même pour l'Archidiaconé de Coutances. *Par Arrest du même Parlement du 8. Mars 1664.*

XIII.

La Chantrierie de Troyes fut encore jugée non sujette aux Graduez comme estant une Dignité d'une Eglise Cathedrale. *Par Arrest du même Parlement du 18. Juillet 1665.*

XIV.

DES PREBENDES
Theologiques & Preceptoriales.

Il y aura un Maistre pour enseigner la Grammaire & autres choses, non seulement dans les Eglises Cathedrales, mais encore és autres où il y aura un revenu suffisant: c'est ce qu'ordonne le Concile de Latran tenu sous le Pape Innocent III. de Magistris Scholasticis cap. 2.

L'Eglise Metropolitaine doit néanmoins avoir un Theologal, qui enseigne l'Ecriture Sainte aux Pretres & autres, & qui les instruit de tout ce qui concerne le soin des ames, & tant ledit Maistre, que ledit Theologal, doivent avoir chacun une Prebende, dont l'une qui est la premiere doit estre assignée par le Chapitre, & l'autre par le Metropolitain.

XV.

Le Concile de Bâle *sess. 31.* veut qu'il y ait des Theologales en cha-

que Eglise Cathedrale, qui soient données *uni Magistro Licentiato, vel in Theologia Baccalaureo formato, qui per decennium in Universitate privilegiata studuerit, & onus residentie ac lectionis & predicationis subire voluerit, quique bis aut semel ad minus per singulas hebdomadas, cessante legitimo impedimento legere habeat, & ut liberius studio vacare possit, nihil perdat cum absens fuerit à divinis.* Ce même Decret est dans la Pragmatique Sanction, & dans le Concordat du Pape Leon X. fait avec le Roy François I. au titre de *Collationibus.*

XVI.

Lesdites Constitutions pour l'établissement, fonctions & privilèges des Theologaux, sont renouvelles & augmentées par le Concile de Trente *sess. 5. ch. 1. de reformat.*

XVII.

En chaque Eglise Cathedrale il y aura un Theologal pour annoncer la parole de Dieu les Dimanches & Fêtes solennelles, & les autres jours. Il fera & continuera trois fois la semaine une leçon publique de l'Ecriture Sainte où les Chanoines seront obligés & contraints d'assister, par privation de leurs distributions, & outre ladite Prebende Theologale une autre Prebende, ou le revenu d'icelle sera destiné pour l'entretien d'un Precepteur, pour instruire les jeunes enfans de la Ville gratuitement & sans salaire.

Ordonnance d'Orléans art. 2. & 9.

XVIII.

Laquelle Ordonnance a esté renouvellee par les articles 33. & 34. de celle de Blois, tant pour la Theologale, que pour la Preceptoriale, excepté les Eglises où le nombre des Prebendes ne seroit que de dix, outre la principale Dignité.

XIX.

Les Prebendes ou le revenu d'icelles destiné pour un Precepteur, suivant l'Ordonnance d'Orléans cy-dessus art. 9. doit estre pris sur le nombre ordinaire des Prebendes, vacation advenant seulement, ne pouvant le salaire dudit Precepteur estre pris sur les fruits & revenus de l'Evêque & Chapitre auparavant ladite vacation.

Edit de Melun art. 13. donné sur les Remontrances du Clergé 1580.

XX.

Dans l'Eglise de Cisteron les premières Prebendes vacantes sont affectées à un Docteur en Theologie & à un Precepteur, à la charge de prêcher, & annoncer la parole de Dieu & d'enseigner gratuitement. *Par Arrest du Parlement d'Aix du 7. Fevrier 1566.*

Les Prebendes Theologiques ne tombent en Regale. Ainsi jugé par Arrest de la grand'Chambre du Parlement de Paris du 21. Fevrier 1611. *Loüet Lettre P. nomb. 46.*

Elles ne sont sujettes ny affectées aux Graduez nommez, ny aux autres graces expectatives, par l'art. 2. de l'Edit de 1596. Le Commentateur des Arrests de Loüet en

déduit les raisons au même endroit & rapporte un Arrest du Parlement de Paris rendu en pareil cas le 30. Juillet 1620. à l'Audience de la grand'Chambre, par lequel conformément aux Conclusions de Monsieur l'Avocat General Servin, le Pourvû par Monseigneur l'Evêque de Noyon de la Theologale dudit lieu fut maintenu à l'exclusion du Gradué nommé pourvû de la même Theologale par le Metropolitain, sur le refus du Seigneur Evêque, comme n'estant la Theologale affectée aux Graduez nommez.

XXI.

*DIVERS REGLEMENS
& Questions jugées touchant les
Chapitres & les Chanoines des
Eglises Cathedrales & Collegiales.*

Les fruits de la Prebende d'un Chanoine luy furent adjugez pendant cinq ans en faveur de ses études. *Par Arrest du Parlement de Toulouse du 9. Juillet 1597.*

XXII.

Les Conseillers Clercs au Parlement doivent jouir du Gros des Prebendes dont ils sont pourvûs, tant qu'ils servent en leurs Offices, & non des distributions manuelles, quand ils ne resident pas. *Par Arrest du Parlement de Paris du 25. Juin 1595.*

XXIII.

Les Chanoines Conseillers Clercs au Parlement sont privez des distributions manuelles, quand ils ne resident pas, *ainsi jugé par Ar-*

rest du Parlement de Paris du dernier Janvier 1608.

On peut voir l'*Arrest du Conseil Privé du 19. Juin 1585.* rendu en forme de Reglement, portant entr'autres choses, que les *Conseillers Clercs, & Officiers de la Chapelle du Roy* pourvûs de Canonicats sont tenus d'y resider, hors le temps de l'exercice de leurs charges: lequel Arrest est tout au long dans les *Memoires du Clergé partie 2. tit. 14. de la Residence.*

Et il ne pourra y avoir plus de quatre Chanoines en chaque Eglise dispensez de la residence pour ce sujet, *suivant l'Arrest dudit Parlement du 4. Mars 1614.*

XXIV.

*DES CHANOINES QUI
sont à la suite des Evêques.*

Un Chanoine qui est à la suite de l'Evêque doit estre payé des fruits de sa Prebende, excepté des distributions manuelles, & du bois qui se distribuë aux Chanoines. *Ainsi jugé pour un Chanoine de Noyon par Arrest du Parlement de Paris du 19. Mars 1612.*

Deux Chanoines estans à la suite de Monseigneur l'Evêque de Meaux furent reputez presens pour les fruits de leurs Prebendes de même que les autres privilegiez. *Par Arrest du Parlement de Paris du 6. Fevrier 1606.*

XXV.

La même chose fut encore jugée en faveur d'un Chanoine de l'Eglise d'Anch, qui estant à la

suite de son Evêque, il fut dit qu'il seroit payé des fruits de sa Prebende. *Par Arrest dudit Parlement du 20. Fevrier 1638.*

XXVI.

Idem pour les deux Chanoines choisis par Monseigneur l'Archevêque de Reims pour l'assister, lesquels doivent jouir de tous les fruits & revenus de leurs Prebendes, comme ceux qui sont employez pour les affaires du Chapitre. *Ainsi réglé par Arrest du Parlement de Paris du 16. Juillet 1650.*

XXVII.

Les Chanoines employez par l'Evêque aux Missions & Predications doivent estre reputez presens. *Par Arrest du Conseil Privé du 30. Octobre 1640.*

Les Evêques qui sont Chanoines de leurs Eglises Cathedrales gagnent franc les fruits de leurs Prebendes, sans assister aux Heures Canoniales : comme il fut jugé pour Monseigneur l'Evêque d'Alby, *par l'Arrest de Toulouse du 18. Juillet 1602.*

XXVIII.

Un Chanoine portant les cheveux trop longs & refusant de les faire couper, après en avoir esté averty, est justement privé de son revenu, & réputé absent de l'Eglise & du Chapitre. *Par Arrest du Parlement de Paris du 18. May 1654.*

XXIX

DU POUVOIR DES CHAPITRES
des Eglises Cathedrales le Siege vacant.

Le Concile de Trente *sess. 24.*

ch. 16. de reform. qui commence *Capitulum sede vacante &c.* traite de ce que les Chapitres doivent faire le Siege Episcopal vacant, comme de nommer un ou plusieurs Oeconomes, un Official ou un Vicaire, des qualitez qu'ils doivent avoir, des Collations des Benefices &c. Toutes lesquelles choses ayant esté réglées ensuite conformément audit Concile, on n'a pas jugé à propos de repeter les termes y contenus.

XXX.

La Collation des Cures appartient aux Chapitres le Siege Episcopal vacant. *Ainsi jugé par Arrest du Parlement de Paris du 6. Septembre 1642.*

XXXI.

On peut voir un autre Arrest du Parlement du 26. Avril 1580. contenant divers Reglemens du pouvoir des Chapitres des Eglises Cathedrales le Siege vacant, & particulièrement pour les droits du sceau,

XXXII.

DES MAISONS CANONIALES.

Les Laïques ne doivent loger dans les Maisons Canoniales. *Il fut ainsi réglé par Arrest du 19. Janvier 1624. donné au Parlement de Paris, à la poursuite des Doyen, Chanoines & Chapitre de S. Martin de Tours.*

XXXIII.

Les Seculiers autres que les peres, meres & freres des Chanoines ne doivent avoir leur

habitation dans les Maisons Canoniales, situées dans les Cloîtres des Chapitres. *Par Arrest du Parlement du 20. Avril 1655.*

XXXIV.

Mêmes Reglemens pour Messieurs les Chanoines de S. Thomas du Louvre, tant pour leurs Maisons Canoniales qu'ils doivent habiter, & relover partie à des personnes de bonne vie, mœurs, & reputation; que pour l'assistance au Chœur, à peine d'estre privez des distributions manuelles qui accroîtront aux presens. *Par Arrest du Parlement du 30. Avril 1622.*

XXXV.

Les ornemens faits & apposez par un Chanoine dans une Maison Canoniale appartiennent au Chapitre, à l'exclusion des heritiers. *Par Arrest du Parlement du 11. Juillet 1629.*

XXXVI.

DES MOYENS DE POURVOIR à la subsistance des Chanoines.

On peut voir la *sess. 24. ch. 15. de reformat.* du Concile de Trente, qui commence, *In Ecclesiis Cathedralibus &c.* par la raison ditte cy-dessus à l'art. 29.

XXXVII.

Lorsque dans les Eglises Cathedrales ou Collegiales il se trouvera avoir tel nombre de Prebendes, que le revenu avec la distribution quotidienne ne seront suffisans pour soutenir honnestement la qualite de Chanoine : les Archevêques, & Evêques pourront

augmenter ledit revenu, par l'union des Benefices simples, pourvu qu'ils ne soient pas Reguliers, ou en reduisant leddites Prebendes à un moindre nombre, moyennant qu'il suffise pour le service divin, & pour l'entretienement de ladite Eglise; le tout avec le consentement du Chapitre & des Patrons auxquels la presentation appartient, si les Prebendes & Benefices sont en patronage Lay.

Ordonnance de Blois art. 25.

XXXVIII.

Monseigneur l'Evêque de Tulle ayant uny l'Aumônerie de son Eglise Cathedrale à la Menſe du Chapitre de ladite Eglise, cette union fut confirmée au prejudice des Graduez qui avoient requis ce Benefice. *Par Arrest du grand Conseil rendu contradictoirement à l'Audience le 30. Janvier 1667.*

Les Villes de Maillezais & de Luçon furent erigées en Citez, & en Evêchez, tirez de celui de Poitiers par la Bulle du Pape Jean XXII. du mois d'Aoust 1317.

Lequel Pape confirma l'Election faite de l'Abbé de Maillezais, pour estre le premier Evêque de Maillezais en consequence de ladite erection cy-dessus.

XXXIX.

Le Monastere de Maillezais de l'Ordre de S. Benoist fut secularisé & donné par le Pape Urbain VIII. par sa Bulle du mois de Janvier 1631. pour l'erection d'un Chapitre secular à Fontenay le Comte, où l'on vouloit transferer le



Siege Episcopal de Maillezaïs, mais ce Chapitre fut depuis transféré, ou plutôt érigé à la Rochelle avec ledit Siege Episcopal.

XL. XLI.

Le Pape Innocent dixième au mois de May 1648. donna une Bulle pour la translation de l'Evêché de Maillezaïs à la Rochelle, & pour l'érection d'un Chapitre séculier en ladite Ville de la Rochelle, laquelle confirme aussi la secularisation du Monastere de Maillezaïs en faveur dudit Chapitre, & fut registrée au Parlement le 7. Septembre 1650. sur laquelle Bulle Sa Majesté donna ses Lettres Patentes du mois d'Aoust 1648. registrées en même temps.

XLII.

Le Roy Louis XIV. par ses Lettres Patentes du 10. May 1648. confirma la translation de l'Evêché de Maillezaïs à la Rochelle, & ladite secularisation & erection du Chapitre de la même Ville de la Rochelle, *verifiées en Parlement le 4. May de l'année suivante.*

XLIII.

Et le Parlement par son Arrest du 4. May 1665. verifia les précédentes Bulles, & Lettres Patentes, aux charges y contenuës.

Les anciens Religieux de l'Ordre de S. Benoist pourvus des Offices Clausaux de l'Eglise de Maillezaïs furent deboutez de l'opposition par eux formée à l'union des Offices qui avoit esté faite en vertu de la Bulle du Pape Innocent dixième du mois de May

1648. pour l'établissement d'un Chapitre séculier en l'Eglise de la Rochelle. *Par Arrest du Parlement de Paris du 7. Mars 1665.*

On a fait plusieurs autres secularisations de cette nature pour l'établissement des Chapitres des Eglises Cathedrales, comme à Luçon & ailleurs, mais on s'est contenté de rapporter celle-cy comme la plus recente.

CHAPITRE III.

Des Vicaires Generaux des Archevêques & Evêques; des Archidiaques, & Doyens ruraux.

I.

LE grand Vicaire doit estre au moins Docteur ou Licencié en Droit Canon, *vel alias quantum fieri poterit idoneus.*

Concile de Trente, Sess. 2. ch. 16. de reform.

Les Vicaires Generaux des Archevêques & Evêques ou autres Beneficiers, aussi bien que leurs Vicaires, doivent être originaires du Royaume de France, & non Etrangers.

Edict de Henry II. 1554.

Pour estre Vicaire General, ou Official d'un Archevêque ou Evêque il faut estre gradué & constitué és Ordres de Prêtrise, & dans cette qualité l'on ne peut tenir aucune ferme de son Prelat, soit du Sceau ou autres.

Ordonnance de Blois art. 45.

II.

Les Archevêques & Metropolitains doivent donner leurs Vi-

carriats à personnes constituées en Dignitez Ecclesiastiques residans dans le ressort des Parlemens, pour y avoir recours quand besoin sera, à peine de saisie de leur temporel.

Ordonnance de Moulins art. 76.

Il fut ordonné à Mons^r. l'Archevêque de Bezançon *par Arrest du Parlement de Dijon du 3. Avril 1585.* de commettre dans le ressort dudit Parlement, un Vicaire general au spirituel, & au temporel, dans trois mois, apres la signification de l'Arrest qui seroit faite à son Official étably dans Auxone. *Cet Arrest rapporté par Fevret dans son traité de l'Abus, liv. 3. ch. 4.*

III.

Le Parlement de Grenoble ayant défendu à deux Religieux de l'Ordre de S. Dominique, Prêtres & Docteurs en Theologie, d'exercer, sur peine de faux, la charge de Vicaires Generaux, à laquelle Monseigneur l'Evêque de Valence les avoit commis, & ordonné qu'à faute d'établir d'autres grands Vicaires par ledit Seigneur Evêque, le plus ancien Chanoine gradué seroit la charge. Le Roy *par Arrest de son Conseil Privé du 14. Janvier 1633.* ordonna que son Procureur General audit Parlement envoyeroit les motifs de l'Arrest au Greffe du Conseil : cependant que lesdits Religieux exerceront la charge de Vicaires.

Il fut ordonné à Monseigneur l'Archevêque de Besançon, *par Arrest du Parlement de Dijon du 3.*

Avril 1585. de commettre dans le ressort dudit Parlement un Vicair general au spirituel, & au temporel dans trois mois après la signification de l'Arrest qui seroit faite à son Official étably dans Auxonne. Ledit Arrest rapporté par Fevret en son Traité de l'Abus liv. 3. ch. 4.

IV.

Le Parlement de Paris ayant donné *un Arrest le 18. Avril 1637.* qui attribuoit plusieurs droits à l'Official de Clermont privativement aux grands Vicaires de l'Evêque. Ledit Arrest fut cassé par celui du Conseil Privé du Roy du 18. Aoust suivant, sauf aux parties à se pourvoir pour le Reglement de leurs charges d'Official.

V.

Le Chapitre de Reims ayant élu un grand Vicair pendant l'absence, & au prejudice de ceux de Monseigneur l'Archevêque de Reims, ladite election fut déclarée nulle *par Arrest du Parlement de Paris du 26. Novembre 1630.* & ensuite ordonné, qu'il seroit fait mention du présent Arrest en tous les endroits où le grand Vicariat du Chapitre auroit esté enregistré.

VI.

INSINUATIONS.

Tous les Vicariats pour nommer, presenter, ou conferer Benefices, & les revocations d'iceux, doivent estre registrez és Greffes des Archevêques ou Evêques aux

avoir aucun effet jusqu'à ce qu'ils ayent esté enregistrez esdits Greffes.

*Edit des Infamations d'Henry II.
du mois de Mars 1553.*

Les grands Vicaires & autres Ecclesiastiques employez par les Evêques pour le gouvernement des Diocèses, sont tenus pour presens dans leurs Eglises, & jouissent de tous les fruits de leurs Canoncats, même des distributions manuelles, comme s'ils assistoient à toutes les Heures. *Par Arrest du Conseil d'Etat du 23. Fevrier 1636.*

VII.

DES ARCHIDIACRES.

Les Archidiacres, *qui oculi dicuntur Episcopi*, dans toutes les Eglises, doivent autant que faire se pourra estre Bacheliers en Theologie, Docteurs ou Licentiez en Droit Canon.

Concile de Trente Sess. 14. ch. 12. de reform.

VIII.

Il y a un Reglement entre l'Evêque de Treguier & son Archidiacre sur la jurisdiction: ledit Archidiacre pretendoit avoir son Officialité, & decerner des chefs de Monitoires &c. Ce qu'il luy est défendu par l'*Arrest du grand Conseil du 13. Mars 1613.*

IX.

Les Archidiacres & l'Official de Paris ont aussi esté reglez pour la jurisdiction contentieuse par l'*Arrest du Parlemens de Paris du 19.*

Janvier 1619. par lequel il est défendu ausdits Archidiacres de Paris, de Jozas & de Brie, & leurs Officiaux de ne point connoistre des Causes Matrimoniales, decerner Monitions & Absolutions sans permission expresse dudit Evêque de Paris, ny même des Causes Civiles de consequence, mais seulement des Causes Civiles pour choses legeres dont les Juges Ecclesiastiques peuvent connoistre. Il leur est pareillement défendu d'entreprendre aucune Cour ny Jurisdiction, à moins que dans leurs visites ne se presentent quelques causes de riotés & chaleur pour injures ou excès qui se puissent juger promptement, par quelque amende, peine pecuniaire, reprehension ou leger correction &c.

X.

La transaction faite entre Monseigneur l'Evêque de Chartres, & les Archidiacres touchant leurs fonctions & jurisdictions du mois de May 1630. fut homologuée par *Arrest du grand Conseil du 11. Fevrier 1631.*

Il fut dit par un autre *Arrest dudit grand Conseil du 18. Juillet 1633.* que ladite transaction seroit exécutée, & ordonné,

Que deux des six Archidiacres de ladite Eglise assisteroient alternativement ledit Evêque lorsqu'il seroit l'Office Pontificalement à toutes les heures de l'Office, outre les deux Chanoines commis & depu.

deputez par le Chapitre pour même effet.

Que lesdits Archidiares visiteront en personne au moins tous les deux ans, toutes les Cures & Parroisses de leur Archidiaconé, dresseront leurs Procez Verbaux de ce qu'ils auront connu pendant leurs visites qu'ils enverront deux mois après au Greffe dudit Evêque de Chartres, comme encore ceux des Doyens ruraux.

Que le grand Archidiacre aura deux Sieges pour l'exercice de sa juridiction & deux Officiaux seulement, & l'Archidiacre de Blois un seul Official dans la Ville de Blois.

Que les Archidiares & leurs Officiaux auront une Jurisdiction, & connoistront de toutes Causes Civiles de la Jurisdiction Ecclesiastique, fors des Causes de Mariage qui seront contractez : Ne pourront néanmoins donner aucunes dispenses de bans pour Mariages, & qu'en cas d'urgente nécessité, que les Mariages commencez ne puissent estre differez sans inconvenient & peril notable.

Que lesdits Archidiares & leurs Officiaux ne pourront decerner aucunes menitions, ny donner absolutions, ny permission de publier des Indulgences, & établir des Confrairies sans la permission expresse & par écrit dudit Sieur Evêque de Chartres.

Ne pourront faire aucunes informations ny attestations de vie & mœurs, de ceux qui voudront

estre pourvus de Benefices en Cour de Rome : ny donner des Dispenses aux Curez de resider dans leurs Cures, ny des Lettres à des Prêtres pour deffervir lesdites Cures, ny pour s'habituer dans l'étendue de leurs Archidiaconez.

Que lesdits Archidiares & leurs Officiaux visiteront les lieux qui auront esté pollus, & en dresseront leurs Procez verbaux, qu'ils enverront audit Evêque, pour estre lesdits lieux reconciliez par l'Official dudit Evêque, ou par ses Vicaires.

Qu'ils auront connoissance de toutes causes criminelles en leurs Archidiaconez, s'ils ne sont pas prevenus par l'Official, ou par les Vicaires dudit Evêque de Chartres, excepté des crimes d'Herésie, & de Sorilege, dont la connoissance appartient à l'Evêque seul, ou à son Official ou Vicaire, à la charge des Appellations de toutes les Sentences desdits Archidiares, ou leurs Officiaux pardevant ledit Evêque ou son Official à Chartres.

Qu'ils feront conduire es prisons dudit Seigneur Evêque ceux qu'ils condamneront à la peine des Prisons, trois jours après la condamnation.

Que ledit Evêque faisant les Visites de son Diocese, se fera une fois par chacun an représenter par lesdits Archidiares, ou leurs Officiaux, les Registres & Papiers de leur Jurisdiction, Ordonnances civiles & criminelles,

& les Seaux, lesquels il pourra retenir pendant cinq jours, en chacun Siege de Jurisdiction desdits Archidiaconez; & pendant ledit temps exercer, ou faire exercer par ses Vicaires toute Jurisdiction Civile & Criminelle, corriger les abus & desordres, qu'il trouvera d'ans l'exercice desdites Juridictions, & entreprises, si aucunes étoient faites au prejudice de ses droits, &c.

XII.

Monseigneur l'Evêque d'Autun rendit une Ordonnance le 3. Novembre 1668. par laquelle il avoit défendu aux Officiaux & Promoteurs des Archidiacres de son Diocèze, & à tous Prêtres de prendre dans le même Diocèze, la qualité d'Official, de Promoteur ou de Juge Ecclesiastique, ny de faire aucune fonction de Jurisdiction volontaire, ou contentieuse sans son autorité & ses Lettres sur peine de suspension *ipso facto*.

Comm'aussi à tous les Diocèzains de reconnoître d'autres Officiaux, Promoteurs ou Grands Vicaires, que ceux qu'il avoit pourvus & instituez, ny de se servir de dispenses, ou autres actes émanez desdits Archidiacres, leurs Officiaux pretendus, & Promoteurs, à peine d'excommunication sans prejudice de la Jurisdiction qui peut appartenir selon le droit commun aux Archidiacres dans le cours de leurs Visites.

Et cette Ordonnance a eu son execution *par Arrêt du Conseil*

d'Etat du 4. Fevrier 1669. qui la confirme entierement.

XIII.

DU DROIT DE DEPORT
dont jouissent les Archidiacres.

Le grand Archidiacre de Chartres a esté maintenu en la possession du droit de Deport en la Cure de Champront, pendant qu'elle a esté en litige, *par Arrêt du Parlement de Paris du 26. Aoust 1651.*

XIV.

Les Cures tant regulieres que seculieres sont sujettes au droit de Deport, appartenant aux Archidiacres de Soissons, excepté celles dont les Titulaires seront pourvus par Permutation ou Religiation en faveur. *Ainsi jugé par Arrêt de la grand'Chambre de Paris le 17. Decembre 1652.*

On peut voir dans ledit Arrêt les playdoyez de Monsieur l'Avocat General, & des Avocats des parties qui sont tout au long dans ledit Arrêt.

XV.

DES ARCHIPRETRES

& Doyens Ruraux.

Leurs fonctions sont de s'informer de la vie, des mœurs, capacité, doctrine, & pieté des Prêtres, de sçavoir si les Curez s'acquittent de leur devoir, si ce qui a esté ordonné par l'Evêque, ou son Vicaire pendant sa Visite, a esté executé, soit pour le salut des ames, pour retablissement des Eglises, & de la discipline Ecclesiastique, dans celles ou elle n'est pas observée, & de

toutes lesquelles choses, ils doivent donner advis, aux Evêques ou leurs grands Vicaires tous les trois mois pour le plus grand bien de l'Eglise.

XVI.

Les Consuls de l'Isle d'Albigeois ne doivent convoquer aucuns Conseils, ny assemblées pour quelque occasion que ce soit, sans y appeller l'Archiprêtre de la Ville, ainsi Jugé par Arrêt du parlement de Toulouse du 8. Octobre 1626.

CHAPITRE IV.

DES CUREZ ET VICAIRES
Perpetuels

I.

La maniere de pourvoir aux Cures vacantes, & d'y mettre des Ecclesiastiques pour le service pendant la vacance &c. se voit dans le Concile de Trente sess. 24. ch. 18. de Reform. que commence expedir maximè &c.

II.

Et Par lad. session 24. ch. 1. de Refor. matrim. du même Concile, il est dit que le Curé doit avoir un livre pour Ecrire le nom des mariez, celuy des témoins, le jour & le lieu où s'est contracté le Mariage; lequel livre il doit garder soigneusement. Il en est de même des Baptêmes par le ch. 2. de la même sess.

III.

Une personne qui pretend se faire pourvoir d'une Eglise Paroissiale, ou d'une grace expectative, si elle

n'entend ou ne parle intelligiblement l'Idiome ou la langue du lieu, ou est scituée lad. Eglise, ses provisions, son Mandat, & sa grace expectative, luy seront inutiles.

Regles de la Chancellerie du Pape Innocent 8.
Regle 19. de Idiome.

IV.

Les Curez des villes closes doivent estre graduez, suivant les saints Decrets & Concordats.

Henry 2. par sa Declarat du 9. May 1557
V.

Les Curez tant des villes qu'au-tres seront conservez es droits d'Oblations, & autres droitz Paroissiaux, qu'ils ont accoustumé de percevoir, selon les anciennes, & loüables Coustumes, nonobstant l'Ordonnance d'Orleans, à laquelle il a esté dérogé par celle de Blois, art. 51.

Edict de Melun, Art. 27.

VI.

Les Testaments & dispositions de dernière volonté pourront estre receus par les Curez ou Vicaires, quoyque par iceux il y ait des legs à œuvres pies, pourceu que lesdits legs ne soient faits en leur faveur ou de leurs parens; à la charge de faire signer le Testateur & les Témoins, ou de faire mention de l'interpellation qu'ils auront faite ausdits Testateur & Témoins pour signer, & de la cause pour laquelle il's n'auront sceu le faire, suivant les Ordonnances, sans déroger néanmoins aux Coustumes, & communes Observances des lieux, requerant autre ou plus grande solemnité, soit au pays de

droit écrit ou coutumier.

Ordonnance de Blois art. 63.

VII.

Tous Prestres reguliers, ou seculiers ne doivent point s'immiscer es fonctions spirituelles des Cures, & autres Benefices, sans mission, & institution canonique, & en cas de contravention, 'seront punis.

Louis XIII. 1629. art. 7.

VIII.

Les Archevêques & Evêques pourvoiront aux Cures, des personnes capables, & telles reconnues apres suffisant examen, & prefereront toujours les plus capables aux autres, & celui qui sera natif du lieu, à ceux qui n'en font pas, en cas de concurrence de capacité & suffisance : & ceux qui sont de doctrine suffisante, accompagnée de bonnes mœurs & devotion, sont préférables à la doctrine éminente, qui n'a pas de bonnes mœurs & devotion.

Ibid. Art. 14.

Les pourvus aux Cures ne pourront estre Promoteurs, ny Officiaux es Cours Ecclesiastiques, ny avoir aucune Prebende ou autre Benefice qui les puisse dispenser de la residence actuelle.

Ibid.

IX.

DES VICAIRES PERPETUELS.

Dans les Eglises ou il y a des Moines reguliers, le peuple ne doit point être gouverné par l'un d'eux, mais par un Chapelain qui doit être nommé par l'Evêque

de l'advis desdits Reguliers, & qui soit absolument dependant dudit Evêque ou de ses Vicaires soit pour l'ordination, deposition, ou autrement *Concile de Clermont tenu sous Urbain II. inseré aux decretales au titre de Capellis Monachorum.*

On peut voir encore la dessus la Decretale du Pape Alexandre III. au Chapitre ad hæc de officio Vicarii.

X.

Un Curé doit servir son Benefice en personne, & ne le point commettre à un Vicairé à moins que ledit Benefice ne soit une annexe de quelque dignité, ou Prebende, & en ce cas il doit mettre un Vicairé perpetuel, qui soit Canoniquement Etably, & qui ait une portion Congruë sur ledit Benefice.

Concile de Latran. tenu sous le Pape Innocent, III.

XI.

Les Vicaires qui seront pourvus des Eglises pour les gouverner, seront perpetuels, & doivent observer les choses que le Droit Ecclesiastique a déterminé, sur l'âge, vie, & mœurs, & sur le temps de se faire pourvoir.

Clement V. au Concile de Vienne,

XII.

L'on peut en voir la session 25. ch. 16. de Reform. du Concile de Trente, qui commence, Statuit sancta Synodus &c. touchant les Vicaires perpetuels, & leurs portions congrues.

XIII.

Les Cures unies aux Abbayes,

Prieurez, Eglises Cathedrales, ou Collegiales, doivent être tenues à part, & à titre de Vicariat perpétuel. *Par l'Ordonnance de 1629: art. 12.*

XIV.

Les Archevêques & Evêques ordonneront aux Abbez, Prieurs, Chapitres, & autres Ecclesiastiques, qui jouissent des droits des Curez Primitifs dans les Paroisses desservies par Curez Amovibles, de leur nommer en certain temps des Prêtres de la qualité requise pour être par eux institués Vicaires perpétuels, auxquels ils assigneront une Portion congrüe, convenable à leur entretien, eu égard à l'étendue de la Paroisse, & au service qu'il y faudra faire.

Déclaration du Roy du mois de Février 1657. sur les Rem. du Clergé art. 29.

Les Chapitres qui ont des Cures unies à leur Manse, y feront pourvoir de Vicaires perpétuels; & le Chapitre de Langres qui donnoit Commission de trois ans, en trois ans à un Chanoine pour desservir la Cure de S. Pierre & de S. Paul unie à la Manse dudit Chapitre, il a été dit par Arrêt du Parlement de Paris, donné en forme de Règlement le 23. Février 1664. Que ledit Chapitre ne le pouvoit faire, & ordonné que ledit Chapitre de Langres, & tous les autres Chapitres & Communautés du Ressort du Parlement qui ont des Cures unies à leurs manses, y feront incessamment pourvoir &c.

XV.

La Cure de S. Maximin du Diocèse d'Aix, est demeurée unie au Monastere des Religieux de saint Dominique Reformez de la Ville de saint Maximin, par Arrêt de la Grand Chambre de Paris du 20. Aoust 1667. à la charge qu'ils presenteront un de leur corps à l'Archevêque Diocésain, pour desservir ladite Cure, qui sera sujet à la Visite & Jurisdiction comme les autres Curez, & ne pourra être révoqué sans sa permission, sans qu'à l'avenir lesdits Religieux puissent prétendre d'autre Droits Episcopaux.

Le Plaidoyé de Monsieur l'Avocat general y est inséré tout au long.

XVI.

Le Pape Urbain VIII. donna un Bref le 12. Novembre 1639. par l'avis de la Congregation des Cardinaux, par lequel il a jugé que les Religieux de S. Maximin sont sujets à l'Archevêque d'Aix leur Diocésain pour la Cure de Saint Maximin, & que ledit Archevêque y a droit de Jurisdiction, Visite, & Correction, nonobstant les Bulles de Boniface VIII. Sixte IV. & autres Papes.

XVII.

DES MOYENS DE POURVOIR à la subsistance des Curez.

Il faut voir La sess. 24. ch. 13. de Reform. du Concile de Trente qui commence in Parrochialibus. Et qui traite de la maniere dont les Evêques doivent pourvoir au nécessaire des Curez.

XVIII.

Les Prelats doivent proceder à l'union des Benefices, distribution des Dixmes, & autres revenus Ecclesiastiques suivant les saints Decrets, afin que les Curez puissent sans excuses vaquer à leurs Charges.

Ordonnance d'Orléans art. 16

XIX.

Et les Eglises Parroissiales qui n'ont pas assez de revenu, pour entretenir le Curé, les Evêques avec deüë connoissance de cause & selon les formes prescrites par les Conciles, y pourront unir d'autres Benefices, Cures ou non Cures, & proceder à la distribution des Dixmes, & autre revenu Ecclesiastique.

Ordonnance de Blois art. 22.

XX.

L'Edit de Melun art. 27. dit la même chose, comme nous avons déjà remarqué dans l'art. 5. du present chapitre.

On peut voir ce qui est dit des Portions congrües au titre 12. de la 2^e. partie, qui est le moyen le plus ordinaire de pourvoir à la subsistance des Curez.

XXI.

DES HABITATIONS DES Curez & des maisons Presbyterales.

Les Archevêques & Evêques, & autres Supérieurs faisant leurs Visitations (les Officiers des lieux appellez) pourvoiront à ce que les Eglises soient fournies de Livres, Croix, Calices, Cloches, Orne-

mens necessaires pour le Service divin, & pareillement à la restauration, & entretènement des Eglises Paroissiales, & edifices d'icelles, en sorte que le Service divin s'y puisse commodement faire & à couvert : & que les Curez soient convenablement logez. Enjoint ausdits Officiers de tenir la main à l'exécution de ce qui sera ordonné pour ce regard avec pouvoir de contraindre les Marguilliers, Paroissiens par toutes voyes deüës & raisonnables, même les Cûrez, si leur revenu est suffisant, pour y contribuer.

Ordonnance de Blois art. 54.

XXII.

Les Syndics & Consuls de Mauvezin furent condamnez à faire delaissement au profit de leur Curé, tant du Cimetiere que de la place du Presbytere, & luy en rebâtir un, & cependant luy fournir un logement commode, & en payer les loyers. *Par Arrest du Parlement de Toulouse du 16. Fevrier 1639.*

XXIII.

Les Consuls & Habitans de Savarac furent aussi condamnez de faire bâtir à leur Recteur, ou Curé un Presbytere, & en attendant de luy fournir logement & payer les loyers de celuy qu'il avoit occupé, *par Arrest dud. Parl. du 25. May 1643.*

XXIV.

Les Paroissiens sont obligez de rétablir les Presbyteres, & Maisons Curiales demolies par l'injure des Guerres civiles, ou par

caducité, & de fournir d'Ornemens aux Eglises, nonobstant tous Arrests à ce contraires. Et pour cet effet ils pourront se cottiser & lever sur eux jusqu'à la somme de 300. liv. pour une fois seulement, en vertu des Lettres d'Assiette qui leur seront accordées sans frais aux Chancelleries, & le département s'en fera, tant sur les Nobles de la Parroisse qu'autres, de l'avis des Parroissiens, sans frais à la Parroisse, & compteront desdits deniers, comme de ceux de leur fabrique. Défenses aux Elus & à tous autres Juges, de les inquiéter pour raison desdits comptes.

Declaration du Roy du mois de Fevrier 1677. donn. sur les Remontr. du Clergé art. 30.

XXV.

Messieurs les Evêques sont exhortez par S. M. & même leur est enjoint, & en cas d'empêchement à leurs Vicaires & Officiaux de visiter les Maisons Presbyterales, & de pourvoir à ce qu'elles soient deüement réparées, & qu'il y ait des Presbyteres bâtis de neuf aux lieux où il n'y en avoit point auparavant. *Par Declar. du Roy du 18. Fevrier 1661. verifiée au Parlement le 18. Juillet 1664.*

La Declaration du mois de Mars 1666. art. 28. donnée sur les Remontrances du Clergé. ORDONNE le même pour les Reparations des Maisons Presbyterales, & pour la fourniture des Ornemens d'Eglise, que les deux Declarations citées cy-dessus.

1.

CHAPITRE V.

DES ABBEZ, PRIEURS;
& Religieux, comme aussi des
Abbeses, Prieures & Religieuses.

I.

DAns le Concile de Trente *sess. 25. au decret*, de Regularibus & Monialibus, *chap. 1.* il est parlé de l'observation de la Regle ancienne qu'il veut être rétablie dans les Communautés Regulieres d'hommes, & de femmes, & à laquelle ils se doivent conformer, & ordre aux Superieurs d'y tenir la main &c.

II.

Ceux qui se sont engagez par vœu à la vie Monastique, y doivent vivre regulierement sur ce qui est écrit. *Vota vestra reddite Deo vestro. Melius est non vovere, quam vovere & non reddere &c.*

Capit. de Charlem. & Louis le Debonnaire liv. 2. cap. 13. de voto Monachorum.

III.

Les Laïques n'ont aucun droit de Priorité sur les Religieux dans leurs Monasteres. *Et Laici non sint prepositi Monachorum infra Monasteria.*

Ibid. cap. 116.

IV.

Les Moines & Religieux en quelle cité ou Region qu'ils soient établis, doivent obéir à l'Evêque. *Ibid. lib. 5. cap. 25. qui commence Monachos per unamquamque civitatem, &c.*

V.

Les Evêques doivent prendre

32 DES ABBEZ, PRIEURS ET RELIGIEUX

soin des Monasteres. *Episcopum convenit civitatis competentem Monasteriorum providentiam gerere.*

Ibid. cap. 27.

VI.

Ils doivent sçavoir le nombre des Religieux qui sont dans chaque Abbaye, & leur maniere de vivre, & les obliger de mener une vie reguliere, ou du moins canonique.

Ibid. capit. 79. ut Episcopi sciant. &c.

VII.

Les Abbez doivent estre soumis aux Evêques, & peuvent être corrigez par eux, & se rendre une fois l'année au lieu qui leur sera indiqué par l'Evêque.

Ibid. liv. 6. capitul. 137.

VIII.

Un Religieux qui par ambition ou par vanité voudroit se bâtir une cellule éloignée de son Monastere, ne le pourroit sans la permission de l'Evêque, ou sans le consentement de son Abbé.

Ibid. capitul. 138.

IX.

Un Abbé ne peut pas presider sur deux Monasteres. *Unum Abbatem duobus Monasteriis presidere interdicitur.*

Ibid. capitul. 139.

X.

Les Moines & Religieux qui ont fait choix d'un Couvent ou d'une Congregation pour y passer leur vie, & qui les quittent pour aller demeurer avec leurs parens ou ailleurs, après qu'ils auront esté avertis par l'Evêque de s'en re-

tourner dans leur Couvent, s'ils n'y obeïssent, seront interdits & suspendus de la Communion, & ne pourront recevoir la grace de l'Eucharistie, qu'ils n'ayent satisfait à la Justice de l'Evêque.

Ibid. liv. 7. cap. 256. de Monachis qui Monasteria sua committunt, ab Episcopo revocandos.

XI.

Extrait de la premiere addition faite par Louis le Debonaire ausdits Capitulaires.

Ut soli & sine alio fratre in via non dirigantur, cap. 15.

XII.

Ut nullus pro munere recipiatur in Monasterio, nisi quem bona voluntas & merita commendans.

Ibid. cap. 75.

Il ya beaucoup d'autres choses dans lesdits Capitulaires touchant les Abbez & les Religieux, & la discipline Ecclesiastique, cette matiere y estant répandue presque par tout, & il seroit trop long, & trop ennuyeux de rapporter tout ce que lesdits Capitulaires en disent.

XIII.

DE LA PROFESSION Religieuse.

L'on ne peut recevoir aucun homme ny femme à la Profession Religieuse qu'ils n'ayent l'âge de 16. ans complets. *Concile de Trente sess. 25. ch. 15. De Regularibus & Monialibus.*

XIV.

Pour la renonciation & protestation contre les vœux, il faut voir le chap. 16. de ladite sess. dudit Concile

Concile, où il est encore parlé du Noviciat.

XV.

Les filles doivent avoir plus de douze ans pour pouvoir recevoir l'habit de Religieuses, & avant que d'en venir à la Profession, leur volonté doit estre parfaitement connue &c.

Ibid., ch. 17.

XVI.

Le Chapitre 18. est contre ceux qui obligent une femme ou fille d'entrer en Religion contre son gré, & traite de ce qu'il faut observer avant que d'admettre les Religieuses à la Profession &c.

XVII.

Ceux & celles qui prétendent sortir de Religion sous prétexte d'y avoir esté mises par crainte, & dans un âge trop foible, doivent se pourvoir dans les cinq ans depuis la Profession, passé lesquels il n'y a plus de retour, *par le ch. 19. de ladite session dudit Concile.*

XVIII.

La Profession des Religieux & Religieuses ne se fera point avant l'âge de seize ans accomplis, ny devant l'an de Probation après l'habit pris, à peine de nullité, tant de ladite Profession, que de tous les Contrats, Obligations, & Dispositions des biens faites à cause d'icelle. Et ceux qui auront fait Profession avant ledit âge, pourront disposer de leurs biens en faveur de leurs parens, ou autres que ben leur semblera, mais non au profit d'aucun Monastere di-

rectement ny indirectement, & ce trois mois après l'âge de seize ans accomplis, & s'ils n'ont disposé de leurdits biens avant led. temps, ledits biens retourneront à leurs prochains heritiers *ab intestat.*

Ordon. de Blois art. 28.

Les Abbeßes ou Prieures sont tenuës un mois avant que de donner aux filles des habits de Profession, d'en avertir l'Evêque, son grand Vicaire, ou Supérieur de l'Ordre, pour s'enquerrir par eux & s'informer de la volonté desdites filles, & s'il y a eu contrainte ou induction, & leur faire entendre la qualité du vœu auquel elles s'obligent.

Ordon. de Blois *ibid.*, art. 28.

XIX.

Les Abbez, Abbeßes & autres Chefs de Monasteres avant que de recevoir aucun à faire vœu & profession, avertiront les Evêques Diocésains, à ce qu'ils ayent à s'informer des volentez & intentions de ceux qui se présentent pour faire ledit vœu.

Louis XIII., 1629. art. 2.

XX. & XXI.

Toutes personnes qui après l'an de probation auront pris l'habit de Religieux Profes de quel Ordre que ce soit, & demeuré cinq ans avec ledit habit dans le Monastere où ils l'auront pris, ou autre du même Ordre, seront censés & réputés Profes, & partant incapables de disposer de leurs biens, succéder à leurs parens, ny

recevoir aucune donation.

Ibid. art. 9.

XXII.

Les preuves des tonsures & profession du vœu Monachal seront receuës par lettres, & non par témoins, comme aussi les preuves des Jugemens condemnatoires, ou absolutoires dont on voudra s'aider pour reproches ou salvations de témoins es matieres, où lefd. témoignages auront lieu, saufs la perte des Registres estoit alleguëz, d'où la preuve en ce cas sera receuë.

Ordon. de Moulins art. 55.

XXIII.

Sur l'appel comme d'abus interjeté, tant de l'obtention & execution d'un rescrit de Cour de Rome, obtenu par une Religieuse qui avoit reclamé contre ses vœux, que des procédures faites en conséquence en l'Officialité de Chartres, les parties furent mises hors de Cour, & renvoyées à l'Official, par Arrest de la grand'Chambre de Paris du 31. Juillet 1631.

XXIV.

Il y en eut encore un autre de même, donné le 9. Juillet 1643. sur les Conclusions de Monsieur le Procureur General, dont le playdoyé est inséré tout au long audit Arrest.

La même chose fut encore jugée le 5. Avril 1664. par Arrest contradictoire du Parlement, en la cause de la Damoiselle de Champetiere qui avoit pareillement reclamé contre les vœux, sur l'appel comme d'abus interjeté par

le sieur Vicomte d'Alegre & la Dame sa femme, de l'execution du rescrit obtenu en Cour de Rome par lad. Damoiselle de Champetiere, & de la procedure faite à même fin par Monseigneur l'Evêque de Clermont, les parties furent mises hors de Cour, & renvoyées pardevant l'Official de Clermont, lequel ayant ensuite déclaré la Profession nulle, & lesdites parties en ayant encore appellé comme d'abus, par un second Arrest la Cour déclara qu'il n'y avoit point d'abus, & le tout conformément aux Conclusions de Monsieur le Procureur General.

XXV.

REGLEMENS TOUCHANT la discipline Monastique ou Reguliere.

Tous Abbez, Abbeses, Prieurs, Prieures qui ne seront pas Chefs d'Ordre, tous Chanoines & Chapitres tant Seculiers que Reguliers des Eglises Cathedrales ou Collegiales sont indifferemment sujets à l'Archevêque ou Evêque Diocesain, sans qu'ils puissent s'aider d'aucun privilege d'exemption pour la visitation, & pour la punition des crimes, nonobstant oppositions ou appellations quelconques & sans prejudice d'icelles &c.

Ordon. d'Orleans art. 11.

Auront toutefois lefdits Abbez, Abbeses, Prieurs & Prieures la visitation & correction accoutumée sur leurs Religieuses qui n'ob-

serviront pas la Regle.

Ibid.

XXVI.

Il fut ordonné & enjoint aux Supérieurs & Chefs d'Ordre de procéder diligemment à l'entière reformation des Monasteres du Royaume, suivant la première institution, & regle, dans chacun desquels sera entretenu aux dépens de l'Abbé ou Prieur, un bon & notable personnage pour enseigner les saintes Lettres, & instruire les Novices &c.

Ibid. art. 20.

XXVII.

Les Religieux qui n'ont point de Chef d'Ordre seront tenus & contraints d'élire & choisir un Ordre certain & reglé pour estre visités sans prejudice de la jurisdiction ordinaire des Prelats.

Ordon. de 1592. art. 7.

XXVIII.

En chacune Abbaye & Prieuré Conventuel sera entretenu un Precepteur pour instruire les Moines & les Religieux.

Ordon. de Blois art. 25.

XXIX.

Les Abbez, Convents & Prieurez Conventuels entretiendront aux Ecoles & Universitez, tel nombre de Religieux que le revenu de l'Abbaye, Prieuré ou Convent pourra porter, & pour cet effet y sera employée la portion Monachale des Etudiants, & si elle n'est suffisante, sera pourvue par lesdits Abbez, Prieurs & Convents.

Ibid. art. 26.

Tous Monasteres qui ne sont sous Chapitres generaux, & qui se pretendent sujets immediatement du S. Siege Apostolique seront tenus dans un an de se reduire à quelque congregation de leur Ordre en ce Royaume; en laquelle seront dressés Statuts & Commis Visitateurs pour faire executer, garder & observer ce qui aura esté arresté pour la discipline reguliere; & en cas de refus ou delay, y sera pourvû par l'Evesque.

Ibid. art. 27.

En tous Monasteres Regulierz tant d'hommes que de femmes, les Religieux & les Religieuses vivront en commun selon la Regle où ils ont fait profession, & à cet effet les Archevêques & Evêques faisant leurs visites, y établiront la discipline Monastique suivant leur première institution & le nombre de Religieux requis pour celebrer le service divin &c.

Ibid. art. 28.

XXX.

Les Archevêques, Evêques & Chefs d'Ordre qui ont droit de visitation sont invitez de vacquer soigneusement à la reformation des Monasteres suivant le 30. art. de l'Ordonnance de Blois. Et il est enjoint aux Baillifs, Senéchaux & Substituts des Procureurs generaux de tenir la main à l'execution des Ordonnances qui seront faites par lesdits Prelats, procedans ausdites visitations.

Édit de 1596, donné sur les Remonstrances du Clergé art. 6.

E ij

Et attendant que les Abbez & Religieux qui sont exempts de la juridiction & vifitation des Archevêques & Evêques se reduifent & aggregent en une Congregation de leur Ordre, nomment & elifent des Vifiteurs pour la reformation des Monafteres fuivant le 27. article de l'Ordonnance de Blois, les Archevêques & Evêques chacun en leur Diocèfe vifiteront lefdits Monafteres, & pourvoiront à ce qui fera de la reformation & difcipline reguliere, appelez avec eux deux Peres de l'Ordre defdits Monafteres, & que ce qui fera ordonné par lefdits Archevêques & Evêques fera executé nonobftant oppofition ou appellation quelconque.

Ibid. art. 7.

XXXI.

Par l'Ordonnance de 1629. art. 4. il eft enjoint à tous Prelats tant Reguliers que Seculiers, de proceder dans fix mois après la publication d'icelle à la reformation des Abbayes, Prieurez, & autres maifons de leurs Diocèfes, tant des Religieux que des Religieufes qui ne font pas en Congregation reformée, y faire garder la Regle Monafrique, & la clôture conformément aux articles 30. & 31. de l'Ordonnance de Blois, nonobftant toutes referves au S. Siege, & de tenir la main à ce que les Superieurs defdites Congregations y faffent observer les Regles & Conftitutions, & s'acquient de leur devoir.

XXXII.

Les Abbez & Prieurs Conventuels de l'âge requis par les Conciles doivent, fuivant iceux, fe faire promouvoir à l'Ordre de Prêtrifé dans un an après leur provision, à moins qu'ils n'ayent obtenu une difpenfe legitime, & fi deux après ils ne font pas Prêtres, leurs Benefices feront vacans & impetrables, & eux contrainsts de reftituer les fruits qu'ils auront perceus, pour eftre distribuez & employez à œuvres pies.

Ordonnance de Blois art. 9.

XXXIII.

Il eft défendu à toutes fortes de perfonnes autres qu'Ecclefiaftiques de faire leur demeure & habitation ordinaire dans les Abbayes, Monafteres, Prieurez, & autres maifons Ecclefiaftiques, à peine d'amende arbitraire, applicable à la reparation des Eglifes.

Par l'Edit de 1606. art. 5.

Les Religieux de quelque Ordre que ce foit fe trouvant hors de leurs Abbayes, fans avoir congé par écrit de leurs Superieurs, pourront eftre emprifonnez par Ordonnance des Archevêques ou Evêques, leurs grands Vicaires ou Officiaux & mulctez de peines & amendes arbitraires, qui feront executées nonobftant tous privileges, exemptions & appellations quelconques, & fans prejudice d'icelles.

Ibid. art. 7.

XXXIV.

Les Etrangers ne peuvent eftre

admis ny élus aux charges dans les Monasteres. *Ainsi jugé par Arrest du Parlement de Paris du 9. Mars 1619.*

XXXV.

Un Religieux affligé du mal caduc ne peut estre mis hors du Monastere, ny dispensé de ses vœux. *Ainsi jugé par Arrest du Parlement de Paris du 2. Juin 1628.*

XXXVI.

Tous les anciens Religieux des Ordres de S. Benoist, Cluny, Cisterciens, & Premontré qui se sont retirez de leurs Abbayes, y doivent retourner pour assister assiduëment au service divin, & défenses de sortir desdites Abbayes sans permission des Superieurs, à peine d'estre punis comme vagabons & apostats, & d'estre privez de leurs pensions Monachales, qui seront appliquées à la decoration de l'Eglise. *Par Arrest du Conseil d'Etat du 12. Novembre 1641.*

XXXVII.

Les anciens Religieux de l'Ordre des Chanoines Reguliers de S. Augustin se doivent retirer en leurs Abbayes, sur les mêmes peines, s'ils ne sont employez aux charges de Prieurs, Curez ou Vicaires, selon l'ancienne institution de l'Ordre. *Par Arrest du Conseil Privé du 24. Juillet 1642. conforme au precedent.*

XXXVIII.

Tous Religieux se doivent retirer dans les Monasteres de leur profession, y resider & assister au service divin, vivre selon leur Re-

gle & leurs Constitutions, & porter l'habit de leur Ordre, à peine d'estre punis comme vagabons & apostats, & de privation de leurs pensions Monachales.

Arrest du Parlement de Rouen du 27. Aoust 1659.

XXXIX.

Tous ceux qui se pretendent Chefs, Generaux, Officiers, Commandeurs, ou Religieux de l'Ordre appellé du S. Esprit, rapporteront entre les mains du Procureur General du grand Conseil le Poulié des Benefices dependans dudit Ordre, qu'à faute de ceils seront emprisonnez, & leur procez fait par ledit grand Conseil, avec défenses de faire aucunes fonctions desdits Offices.

Arrest du Conseil d'Etat du 11. Avril 1654.

XL.

Il y eut Reglement par provision pour la reformation des abus qui se commettoient dans l'Abbaye de S. Victor de Marseille par les Religieux de ladite Abbaye, & qu'entre autres choses suivant leur Regle & Institut, ils vivront dorénavant en commun, n'auront qu'une même table, garderont la clôture, & logeront dans le Monastere &c. Ledit Reglement fait suivant l'avis de M. M. les Archevêque d'Arles & Evêque de Marseille, & de Monsieur le premier President au Parlement d'Aix, Commissaires à ce deputez, & conformément à l'Arrest du Conseil d'Etat du 16. Mars 1668.

XLI.

Et l'année suivante le 26. Juillet 1669. le Conseil d'Etat donna un autre Arrest portant Reglement definitif pour le rétablissement de la discipline reguliere dans l'Abbaye de S. Victor de Marseille de l'Ordre de S. Benoist, suivant l'avis de l'Evêque Diocesain Superieur dudit Monastere, à qui le Roy avoit renvoyé la connoissance de cette affaire.

XLII.

L'exécution des Arrests rendus par provision pour le rétablissement des Religieux de l'Ordre de Cluny dans le Prieuré de S. Denys de la Chartre du même Ordre, a esté ordonnée par Arrest contradictoire du Conseil Privé du 2. Mars 1660. lequel en consequence maintient definitivement dans ce Prieuré les Religieux qui avoient esté envoyez, ou autre pareil nombre qui seroit envoyé par l'Abbé de Cluny, enjoignant pour cet effet au Prieur Commandataire dudit Prieuré, de leur laisser les Cloîtres libres, & autres lieux Reguliers, & de les mettre en état qu'ils y puissent loger, comme aussi de leur continuer le payement de douze cens livres par an, & ce par quartier & par avance.

XLIII.

Les Religieux de l'Ordre de Cluny ont esté declarez capables d'assister dans toutes les Assemblées du Clergé, même aux Etats Generaux, & d'y avoir comme les autres Deputez voix active &

passive.. Par l'Arrest du grand Conseil du 26. Fevrier 1654. avec les Agens Generaux du Clergé qui y consentirent suivant les Conclusions de M^r. l'Avocat General.

La Chambre Souveraine des Decimes établie à Paris, donna un Arrest le 31. Octobre 1657. portant que dorénavant il y auroit dans le Bureau ou Chambre Ecclesiastique d'Orleans un Deputé Regulier pour les Abbez, Prieurs & Communantez Regulieres du Diocèse d'Orleans payans Decimes, & qu'il y auroit voix deliberative comme les autres Deputez, qu'à cette fin de trois en trois ans, les Abbez & Prieurs de chaque Monastere, ou autre pour eux avec pouvoir s'assembleront, pour estre ledit Deputé Regulier nommé, & présenté à l'Evêque ou à son grand Vicaire..

XLIV.

DU PARTAGE DES BIENS
des Abbayes & des Prieurez Con-
ventuels entre les Abbez, Prieurs
& Religieux.

L'Abbé Commandataire de S. Berthaud de Chaumont en Portien doit faire partage de tous les biens de cette Abbaye en trois lots, dont les Religieux prendront celui que bon leur semblera, & l'Abbé les deux autres, moyennant quoy ledit sieur Abbé sera tenu d'acquiescer toutes les charges ordinaires & extraordinaires de ladite Abbaye, & lesdits Religieux y entretiendront le nombre des Reli-

gieux accoutumé. *Par l'Arrest du Parlement de Paris du 27. Juillet 1630.*

XLV.

Il fut réglé de même pour le partage des biens de l'Abbaye de Nostre Dame de Restauré, de l'Ordre de Premontré. *Par Arrest du Parlement du 7. May 1650.*

XLVI.

Et par celui du 7. Septembre 1654. il fut ordonné de proceder au partage des biens de l'Abbaye de Molême en trois lots égaux, sans y comprendre les Offices Claustraux, ny ce qu'on appelle le petit Convent, qui demeureront aux Religieux de ladite Abbaye outre leurs tiers.

XLVII.

La même chose a esté ordonnée pour le partage des biens de l'Abbaye de Marmoutier, *par Arrest du grand Conseil du 30. Juin 1666.* dans lequel n'entreront point les Offices Claustraux.

XLVIII.

DES ABBESSES, PRIEURES,
& autres Religieuses

Dans les Capitulaires de Charlemagne & de Louis le Debonaire au livre 5. capitul. 231 *de electione Abbatisse*, l'on voit la maniere d'élire une Abbessé, & comme elle doit estre confirmée par l'Evêque auquel son Monastere est sujet.

XLIX.

Il n'est par permis aux Abbesses de pratiquer des manieres de benedictions, d'impositions de mains & des signes de croix sur les têtes

des hommes &c. qui ne sont pas pratiquées dans l'Eglise de Dieu.

Ibid. l. 1. cap. 6. de Abbatissis contra morem Ecclesia Dei facientibus.

L.

Dans le même lieu add. 2. cap. 11. *Quod Presbyteri inconsultis Episcopis viduas velare non debeant.*

LI.

Cap. 12. *De puellis virginibus à Presbyteris non velandis.*

LII.

Cap. 13. *Quod quedam femina sibi velum absque assensu Sacerdotum imponunt.*

LIII.

Cap. 14. *De Abbatissis & Sanctimonialibus, que contra Canones viduis & puellis velum imponunt.*

LIV.

Cap. 15. *De feminis nobilibus que post mortem virorum suorum capita velant statim.*

LV.

Cap. 55. *Ut nullus Canoniarum vel Monachorum, nisi predicationis aut alicujus certe necessitatis causa & hoc licentiâ Episcopi, vel ejus qui ab eo suâ vice fungitur, Monasterium Monacharum, aut Canoniarum adire presumat.*

LVI.

Le Concile de Trente. *sess. 25. au Decret de Regularibus & Monialibus ch. 5* qui commence *Bonifacii octavi* traite de la clôture des Religieuses & de la maniere dont les Eveques la doivent rétablir, si elle a esté violée & porte,

Que les Religieuses après leur Profession ne peuvent point for-

tir du Monastere, même pour peu de temps sous quelque pretexte que ce soit.

Personne ne doit entrer dans les Monasteres sans la permission des Evêques, qui ne doit estre donnée que dans la necessité.

Que les Religieuses qui ont leurs Convents hors des Villes, peuvent demander de les transférer dans les Villes &c.

Au chap. 7. *Abbatissa & Priorissa &c.* il est parlé de l'élection des Abbeïsses, Prieures & Supérieures.

Qu'elles ne peuvent estre élus, qu'elles n'ayent l'âge de 40. ans, & qu'il ne se soit passé 8. ans depuis la Profession dans une vie loüable.

Que dans les occasions on peut les recevoir Supérieures quand elles ont l'âge de 30. ans, & 5. ans depuis la Profession, pourveu que l'Evêque ou quelque autre Supérieur y consente.

Qu'une Supérieure ne le peut pas estre en deux Monasteres &c.

Au Chap. 10. *Attendants diligenter Episcopi &c.* il est porté que les Religieuses se doivent confesser, & communier tous les mois.

Qu'outre leur Confesseur ordinaire l'Evêque ou quelqu'autre Supérieur leur en enverra un autre extraordinaire deux ou trois fois l'année, qui les entendra toutes en confession &c.

L VII.

Les Abbeïsses & Prieures doivent estre (vacation advenant)

élus par les Religieuses de leurs Monasteres pour trois ans seulement; & de trois ans en trois ans on doit proceder à nouvelle election.

Ordonnance d'Orléans art. 3.

LVIII.

La clôture des Religieuses sera soigneusement entretenue par les Archevêques & Evêques, qui contraindront les desobeïssantes par censures Ecclesiastiques.

Ordonnance de Blois art. 32.

Les Religieuses après leurs Professions ne pourront sortir de leurs Monasteres pour quelque temps, ny sous quelque pretexte que ce soit, sinon pour cause legitime approuvée de l'Evêque ou du Supérieur, & ce nonobstant toutes dispenses & privileges au contraire.

Ibid. art. 31.

Aucune personne de quelle qualité, sexe, ou âge qu'elle soit, ne peut entrer dans la clôture desdits Monasteres sans la licence par écrit de l'Evêque ou du Supérieur, és cas necessaires seulement, sur les peines de Droit.

Ibid. art. 31.

L IX.

Les Religieuses ne peuvent estre pourvues d'Abbayes & Prieurez Conventuels que dix ans après leur Profession, ou qu'elles n'ayent exercé un Office Claustral pendant six ans entiers.

Edit de 1606. art. 4.

Les Archevêques & Chefs d'Ordre auront soin de pourvoir à la translation, & union des Monaste-

rés desdites Religieuses situez és lieux champêtres, & mal asurez, en autres Convents du même Ordre, situez és Villes le plus commodément que faire se pourra.

Ibidem.

CHAPITRE VI.

DES SEMINAIRES.

I.

Sur le sujet des Seminaires on peut lire le Canon 1. du 2. Concile de Bazas tenu en l'an 529.

II.

Le quatrième Concile de Tolède tenu en l'année 633. Can. 2.

Où l'on voit la nécessité qu'il y a d'élever des jeunes Ecclesiastiques, & d'occuper leur jeunesse dans la discipline de l'Eglise &c.

III.

Les Capitulaires de Charlemagne & de Louis le Debonaire liv. 2. chap. 5. lequel est tiré des Decrets du Concile d'Attigny tenu sous Louis le Debonaire.

IV.

Le Concile de Paris tenu sous Louis le Debonaire en l'an 829. Canon 30. autorisé par le même Prince, & inséré dans les Capitulaires, *addit. 2. capitul. 3.*

V.

L'on peut encore lire les mêmes Capitulaires *addit. 3. capitul. 48.* qui est tiré du troisième Concile de Tours.

VI.

Le Concile de Trente traitant

de l'établissement des Seminaires dans les Diocèses au ch. 18. *de re-form.* qui commence *Cum adolescentium aetas &c.*

Ordonne, Que les Eglises Cathedrales auront chacune un College ou Seminaire auprès d'elles pour l'éducation de certain nombre de jeunes garçons qui soient de la Ville, du Diocèse ou de la Province, & qui seront choisis par lesdits Seigneurs Evêques, pour estre entretenus & élevez religieusement dans led. College, qui soient obligez de s'instruire à la discipline de l'Eglise.

Que ceux qui voudront entrer ausdits Seminaires auront tout au moins douze ans, seront nez de legitime mariage, sçauront lire & écrire raisonnablement, & auront des dispositions qui fassent bien esperer d'eux pour l'état Ecclesiastique.

Que les enfans des pauvres seront plutôt élus que les autres, & les riches ne seront pas exclus, mais y seront nourris à leurs frais & dépens, pourvu que leur plus grand dessein soit le service de Dieu.

Que ces enfans seront divisés en autant de classes qu'il plaira à l'Evêque suivant leur âge, & leur progrès à la discipline Ecclesiastique, & seront mis au service de l'Eglise quand il le trouvera à propos.

Seront toujours habillez clericalement & s'occuperont ordinairement à la Grammaire, au chant,

au nombre & computations Ecclesiastiques ; étudieront l'Ecriture Sainte , les livres Ecclesiastiques , les Homelies des Saints , & la maniere d'administrer les Sacremens , & particulièrement la Confession , le Rituel & les Ceremonies de l'Eglise.

Se confesseront tous les mois , & se communieront quand leur Supérieur le trouvera à propos.

Les jours de Fête iront servir dans la Cathedrale , ou dans les autres Eglises du lieu ; ce qui sera examiné & continué , & pour cet effet seront visitez.

Les malicieux & incorrigibles seront punis & même chassés , selon que les cas le requerront.

Le surplus regarde les fondations desdits Seminaires , & de la maniere dont on s'y doit prendre pour les doter suffisamment &c.

VII.

Par l'Ordonnance de Blois art. 24. il est enjoint aux Archevêques & Evêques de dresser & instituer des Seminaires suivant la nécessité & condition des lieux dans leur Diocese & de pourvoir à la fondation & dotation d'iceux par union des Benefices , assignation de pensions ou autrement : & ordonné aux Cours Souveraines & à tous autres Juges de tenir la main à l'exécution de ce qui aura esté ordonné pour l'institution , dotation & Reglement desdits Seminaires.

VIII.

Par le premier article de l'Edit

de Melun les Archevêques & les Metropolitains furent admonestés , & leur fut enjoint de tenir les Conciles Provinciaux dans six mois prochainement venans , & dès lors en avant de trois ans en trois ans dans les lieux les plus convenables pour pourvoir à la discipline Ecclesiastique , & institution des Seminaires & Ecoles , suivant les Saints Decrets. Défenses à tous Juges d'empêcher directement la Celebration desdits Conciles , & enjoint à eûx de tenir la main à l'exécution & Ordonnance d'iceux , sans que les appellations comme d'abus de ce qui sera ordonné ausdits Conciles , pour la correction & discipline Ecclesiastique ayent aucun effet suspensif,

IX.

Et le Roy Louis XIII. par son *Ordonnance de 1629. art. 6.* a ordonné que les Archevêques vauqueroient incessamment à établir les Seminaires dans leurs Diocèses suivant le premier article de l'Edit de Melun ; & pour cet effet que tous Benefices excédans six cens livres en revenu , seront tenus d'y contribuer , nonobstant oppositions ou appellations quelconques. Enjoint aux Cours Souveraines de tenir la main à l'exécution de tout ce qui aura esté ordonné pour ce sujet.

X.

Maistre Charles Godefroy Curé de Creteville au Diocèse de Coutances en Normandie , ayant proposé l'érection des Colleges ou

Séminaires des Saints Exercices par les Provinces de ce Royaume le 22. Decembre 1625. à l'Assemblée Generale du Clergé de France tenuë à Paris : ladite Assemblée approuva ladite érection par deliberation dudit jour & luy donna pouvoir de mettre en pratique le Livre des Saints Exercices qu'il avoit fait sur ce sujet.

XI.

Monseigneur l'Evêque de Xaintes ayant établi un Seminaire dans ladite Ville par l'union de la Cure de S. Preuil audit Seminaire, & des anciens bâtimens du Prieuré de S. Vivien, & par la permission de lever sur le Diocèse de Xaintes douze cens livres par an pour l'entretien dudit Seminaire jusques à ce qu'on y eust pourvû par union de Benefices suffisans, ledit établissement a esté confirmé par les Lettres Patentes de Sa Majesté du mois de Septembre 1644. verifiées au grand Conseil le 13. Juillet 1645.

XII.

Le Seminaire fut établi en la Ville d'Aire par l'union de la Menſe Conventuelle & des Offices Clauſtraux de l'Abbaye de Sainte Quittaire de Mas. Les Lettres Patentes ſont du mois d'Aouſt 1645.

XIII.

Celuy de S. Nicolas du Char-donet en la Ville de Paris fut érigé par Meſſire Jean François de Gondy premier Archevêque de Paris le 20. Avril 1644.

XIV.

Ladite érection fut confirmée par Lettres Patentes de S. M. du mois de May 1644. & verifiée au Parlement avec certaine modification le 21. Juin 1644. & depuis purement & ſimplement le 25. May 1661.

XV.

Ladite verification ne fut qu'à la charge qu'ils ne pourroient accepter ny recevoir aucuns dons que par donation entre viſs, ſans retention d'uſufruit ledit jour 21. Juin 1644.

XVI.

Le Roy donna ſes Lettres de juffion au Parlement le 21. May 1661. pour verifier purement & ſimplement leſdites Lettres.

XVII.

Leſquelles furent verifiées purement & ſimplement le 25. dud. mois & an.

XVIII.

Le Seminaire du Diocèse de S. Malo fut erigé par l'Evêque Dioceſain, avec l'union de la Menſe Conventuelle, Offices Clauſtraux, & bâtimens de l'Abbaye de S. Meen, par Lettres Patentes de S. M. du mois de Mars 1646.

XIX.

Le Roy accorda à Monſeigneur l'Evêque de Laon au mois d'Aouſt 1661. des Lettres Patentes pour l'établiffement, fondation & dotation d'un Seminaire en ladite Ville de Laon, pour l'inſtruction de ceux qui deſireront eſtre admis aux Ordres & autres fonctions & charges Eccleſiaſtiques.

XX.

L'Assemblée du Clergé du Diocèse de Laon ayant arrêté qu'il seroit imposé par chacun an sur les Beneficiers dudit Diocèse une somme de deux mil livres pour la subsistance dudit Seminaire, & le Rôle des taxes & assiette de ladite somme, lequel acte d'assemblée fut homologué *par Arrest du Parlement du 1. Février 1663.*

XXI.

Le Seminaire en la Ville de Luçon fut ébly par Lettres Patentes *du mois de Juillet 1663. verifiées au Parlement le 13. Aoust de la même année.*

XXII.

Le Seminaire de la Rochelle fut aussi ébly *par Lettres Patentes du mois de Juin de l'an 1664. verifiées au Parlement le 5. Septembre suivant,* avec confirmation des taxes faites sur les Benefices du Diocèse de la Rochelle pour la subsistance dudit Seminaire.

XXIII.

Monseigneur l'Archevêque d'Aix ayant uny au Seminaire de ladite Ville le Prieuré de Cabries situé dans son Diocèse, Maître Pierre Baltazard Prêtre du Diocèse de Sens, nommé en tenant l'Indult de feu Monsieur Baltazard Maître des Requêtes, ayant formé la complainte pour raison du Possessoire dudit Prieuré en ladite qualité, contre le Directeur dudit Seminaire, il en fut debouté, & ladite union confirmée *par Arrest contradictoire du grand Conseil du der-*

nier Decembre 1666. nonobstant la requisition dudit Benefice par l'Indultaire.

XXIV.

L'on peut voir le Plaidoyé de Monsieur Duhamel pour le Directeur du Seminaire, étant fort instructif sur les matieres des Seminaires, & des unions des Benefices: il est au long dans les Memoires du Clergé.

XXV.

Le Seminaire du Diocèse de Châlons en Champagne fut ébly par Lettres Patentes de S. M. du mois de Janvier 1650. *verifiées au Parlement de Paris le 19. May de la même année.*

XXVI.

Tous les autres Seminaires qui ont depuis esté établis dans les Diocèses, ont esté établis de la même maniere; & il seroit inutile de les rapporter en détail. Il y a encore un Reglement general des Seminaires fait par l'Assemblée de Melun dont il sera parlé cy-aprés.

CHAPITRE VII.

DES PERSONNES

ECCLESIASTIQUES admises aux Conseils des Rois, & pourvus de Charges de Judicature dans les Parlemens & autres Tribunaux.

I.

LE Roy Louis XIII. *par son Ordonnance de 1629, art. 38. veut*

& entend que quelques uns des principaux du Clergé soient appelez dans ses Conseils, pour y avoir *Entrée, Séance & Voix*: outre lesquels, les autres Prelats qui ont prêté le Serment, pourront y entrer, & séoir selon, & en la maniere qu'il est porté par les Reglemens des années 1624, & 1628.

II.

Le Roy Louis XIV. ayant fait une *Declaration au mois de Juillet 1648.* pour assembler un Conseil, dans laquelle on avoit nommé les Princes du sang & autres Princes, Ducs & Pairs, & autres Officiers de la Couronne, les gens du Conseil du Roy, les principaux Officiers des Cours Souveraines, sans que les Prelats y fussent designez pour y estre appelez, sur la plainte qui en fut faite par les Agens, Sa Majesté accorda un Brevet par lequel Elle declaroit que son intention n'avoit point esté d'exclure lesdits Prelats dudit Conseil, mais qu'Elle veut & entend que lesdits Prelats de son Royaume soient appelez en son Conseil, comme étant le premier corps de son Etat, *Du 10. Septembre 1648.*

III.

DES CONSEILLERS CLERCS
dans les Parlemens.

Par l'Edit du Roy Louis XI. 1461. il est porté qu'outre les 12. Pairs de France & les 8. Maîtres des Requestes qui estoient alors, le Parlement de Paris, seroit composé de 80. Officiers, sçavoir 4.

Presidens, 76. Conseillers tant Ecclesiastiques que Laïques, dont le nombre seroit egal. C'estoit l'ancien usage qui a changé depuis.

Registres du Parlement.

IV.

Autrefois quand il arrivoit vacation de la Charge de premier Avocat General du Parlement de Paris, le second montoit à la place du premier. Le Roy Charles IX. l'avoit ainsi ordonné par ses *Lettres Patentes du 10. Juillet 1570.* & lorsque lesdites Lettres furent enregistrées au Parlement de Paris audit temps: ce fut à la charge que celui qui monteroit seroit tenu d'avoir des Lettres de Conseiller & Avocat Clerc en ladite Cour, mais cela n'est plus en usage,

V.

Nul ne peut estre receu aux Offices de Presidens aux Enquêtes & de Conseiller Clerc en la Cour du Parlement de Paris, s'il n'est au moins Souëdiacre, encore qu'il eut dispense. *Ainsi réglé par ledit Reglement le 23. Decembre 1596.*

Et il est à remarquer que les Presidens aux Enquestes estoient pour lors Ecclesiastiques. Qui est un ancien usage qui a duré long temps, comme l'on peut voir par les Registres de la Cour.

VI.

Dans les Cours de Parlemens où il n'y avoit pour lors aucun Conseiller d'Eglise, par l'Edit de 1596. donné sur les Remontrances du Clergé: Il fut ordonné que les

Offices de Conseillers Clercs, ou Laïcs, qui vaueroient ensuite, feroient & demeureroient affectez aux Ecclesiastiques, jusques à ce que le nombre requis fût rempli, ne pouvant estre pourvus ausdites Charges que ceux qui seront constituez aux Ordres sacrez.

Art. II.

VII.

Et par l'Article suivant il est ordonné que les Offices de Conseillers Clercs, ou qui sont tenus par dispense, & qui ont esté cy-devant laïsez, demeureront tellement affectez aux Ecclesiastiques, qu'autres n'estant de cette qualité n'en pourront cy-après, vacation advenant par mort, ou resignation, estre pourvus, nonobstant les Lettres de dispense, ou laïssation qu'ils en pourroient avoir obtenues, & Arrests de verification d'icelles.

VIII.

Les Offices de Presidens aux Enquestes & Conseillers, tant dans les Parlemens, que dans les Sieges Presidiaux qui sont affectez aux Ecclesiastiques, ne peuvent estre occupez par d'autres. *Par l'Edit de 1610. art. 8.*

IX.

Ce qui a esté confirmé par l'Ordonnance de 1629. art. 37.

X.

Les Offices de Conseillers Clercs au Parlement ne peuvent estre tenus que par des Clercs, & leur nombre doit estre rempli, vacation advenant par mort, resigna-

tion ou autrement. *Par Arrest contrainctif du Conseil Privé du 14. Juin 1633.*

XI.

Monseigneur l'Archevêque de Toulouse fut déclaré Conseiller né au Parlement par S. M. & en même temps réglé, que les Evêques pourvus d'Offices, ou qui ont droit d'entrer audit Parlement, ne seront tenus de renouveler le serment aux ouvertures dudit Parlement: ils mettront la main *ad pectus*, sans estre obligez de se mettre à genoux.

Arrest du Conseil d'Etat du 10. Fevrier 1639.

XII.

Les Evêques & Abbez de Bearn ont séance dans le Conseil Souverain de Pau. *Par Arrest dudit Conseil du 19. Octobre 1620.*

XIII.

DES CONSEILLERS CLERCS des Presidiaux.

Le Roy Charles IX. *par son Edit du mois d'Aoust 1572.* crea un Office de Conseiller Clerc en chaque Presidial, *verifié au Parlement le 24. Septembre, & en la Chambre des Comptes le 14. Octobre suivant.*

XIV.

Les Agens Generaux du Clergé ayant formé une opposition à la reception d'un Conseiller Clerc au Chastelet de Paris, sur ce qu'il n'estoit pas dans les Ordres sacrez, il fut dit par Jugement Souverain des Requestes de l'Hostel le 28.

Juin 1633. que ledit Conseiller seroit receu, à la charge qu'il se feroit promouvoir à l'Ordre de Soudiacre lorsqu'il en auroit l'âge, à peine de nullité de sa reception.

CHAPITRE VIII.

DE L'HONNEUR DEUB
aux Personnes Ecclesiastiques,
& de leurs Rangs & Séances,

I.

Episcopis præterea ubique is honor tribuatur, qui eorum dignitati par est: eisque in Choro & in Capitulo, in Processionibus & aliis actibus publicis sit prima sedes, & locus quem ipsi elegerint, & præcipua omnium rerum agendarum auctoritas,

Concile de Trente Sess. 25. ch. 6. de reform.

II.

Dans les Capitulaires de Charlemagne & de Louis le Debonnaire au liv. 2. cap. 6. de admonitione ad Comites, pro utilitate sanctæ Dei Ecclesiæ.

Vobis verò Comitibus dicimus, vosque commonemus: quia ad vestrum ministerium maxime pertinet, ut reverentiam & honorem sanctæ Dei Ecclesiæ exhibeatis, & cum Episcopis vestris concorditer vivatis, & eis adiutorium ad suum ministerium peragendum præbeatis.

III.

Et dans le Capitulaire 7. de admonitione ad Laicos, pro honore Ecclesiastico conservando, où tous

les Laïques y sont invitez en ces termes:

Omnes verò Laicos monemus, ut honorem Ecclesiasticum conservent, & dignam venerationem Episcopis, & Dei sacerdotio exhibeant; & ad eorum prædicationem cum suis devotè occurrant, & jejunia ab illis communiter indicta reverenter observent, & suos observare doceant, & compellant.

IV.

Et dans le Capitulaire 170. du liv. 5. de Honore & Obedientiâ Episcoporum & reliquorum Sacerdotum, dans lequel est recommandé l'honneur & le respect deub aux Evêques, & autres Prêtres & Ecclesiastiques.

Episcopos & Sacerdotes, quibus omnis terra caput inclinat, per quos & nostrum potest imperium, admodum honorari omnes monemus, nec eos lacerari, aut blasphemari, aut detrahi à quoquam volumus: quia detractio sacerdotum, ad Christum pertinet, ejus vice legatione funguntur in Ecclesiâ.

V.

Et au liv. 7. cap. 306. *Volumus atque præcipimus, ut omnes suis Sacerdotibus, tam majoris Ordinis, quam inferioris, à minimo usque ad maximum, ut summo Deo, ejus vice in Ecclesiâ legatione funguntur, obediens existant &c.*

VI.

L'on doit respecter & honorer les Archevêques & Evêques comme il appartient à leur Dignité, & l'on en doit user comme anciennement, lors même que là

piété & devotion des Chrétiens convioit un chacun à leur rendre toutes sortes d'honneurs & de respects. Ce qui est ainsi ordonné par l'Edit de 1606. art. 29. & que l'on en useroit par tout le Royaume, comme l'on en use à Paris. *La même chose a esté ordonnée par l'Edit de 1610. art. 8.*

VII.

L'ordre Ecclesiastique doit estre conservé dans son ancienne splendeur & dignité ; c'est l'intention de Sa Majesté, & pour cet effect les Pairs Ecclesiastiques tiendront le même rang auprès d'Elle, & dans les Parlemens, qui leur a esté accordé d'ancienneté ; & les Archevêques & Evêques qui seront dans leurs Diocèses, precederont à toutes Assemblées generales & particulieres les Gouverneurs qui ne seront pas Princes du sang, & dans les Assemblées generales des Maisons de Ville, les Vicaires generaux des Archevêques & Evêques y tiendront la seconde place, sans prejudice neanmoins de la coutume des lieux où ils ont droit de tenir la premiere comme Seigneurs, de presider & avoir la direction de la police.

Déclaration du Roy du mois de Fevrier 1657. art. 26.

VIII.

Monseignr. l'Archevêque d'Aix ayant fait accommoder le Siege Archiepiscopal de l'Eglise Metropolitaine de S. Sauveur pour la plus grande commodité & decence du Service Divin aux Ceremo-

nies Pontificales : la Cour de Parlement le fit avertir de remettre ladite Chaire Episcopale en son ancien état, & donna des Arrests contre luy : ensuite dequoy le Roy, sans s'arreter ausdits Arrests dudit Parlement d'Aix, Ordonna que le Theatre disposé pour la Séance de l'Archevêque d'Aix au Chœur de ladite Eglise demeureroit au lieu où il a esté posé. *Par l'Arrest du Conseil d'Etat du 3. May 1623.*

IX.

Monseigneur l'Evêque de Castres a esté maintenu dans la faculté d'aller après le Poële aux Processions, & d'avoir auprès de sa personne deux de ses domestiques pour porter les choses necessaires à son service. *Par Arrest du Conseil d'Etat du dernier Juin 1645.*

X.

En execution duquel Arrest le Roy écrivit une Lettre à Monseigneur l'Evêque de Castres datée du 1. Juillet 1645. de Paris.

XI.

Monseigneur l'Evêque d'Autun a esté maintenu au droit d'avoir le Daix sur la Chaire Episcopale, de la faire relever de trois marches, de se faire conduire par ses Appareilleurs & Bedeaux avec leurs massés & verges, qui demeureront auprès de ladite Chaire jusques à ce que ledit Seigneur Evêque en forte. *Par Arrest du Parlement de Dijon du 14. Mars 1657.*

XII.

DE LA PRESEANCE
des Evêques sur les Gouverneurs
de Provinces ou Lieutenans de Roy
qui ne sont Prince du sang.

Monseigneur l'Archevêque de Bourdeaux precede en l'Audiance du Parlement & en tous autres actes les Lieutenans de Sa Majesté au Gouvernement de Guyenne, s'ils ne sont Princes, & les Présidens même du Parlement hors la Séance. *Arrest du Conseil d'Etat du 21. Mars 1573. qui casse l'Arrest du Parlement de Bourdeaux du 2. Avril 1562.*

XIII.

Les Evêques de Languedoc precederont au Parlement de Toulouse les Gouverneurs & Lieutenans generaux pour Sa Majesté, s'ils ne sont Princes du sang. *Arrest du Conseil d'Etat du 11. Aoust 1641.*

XIV.

DE LA PRESEANCE
des Evêques sur les Conseillers au
Parlement, & sur les Présidens,
même hors la Séance.

Le Parlement de Bourdeaux a déclaré que les Présidens & Conseillers de ladite Cour n'ont jamais pretendu aucune preséance en particulier sur les Evêques. *Par Arrest du 15. Juillet 1630.*

XV.

Le Parlement de Toulouse allant en Corps à l'Eglise Metropolitaine prendra séance en la premiere Chaire joignant celle de l'Arche-

vêque, & aux suivantes, & en toutes autres Assemblées, les Archevêques & Evêques qui s'y trouveront en habit precederont les Présidens & Conseillers du même Parlement. *Par Arrest du Conseil d'Etat du 4. Janvier 1629. portant Reglement pour la preséance entre l'Archevêque & le Parlement.*

XVI.

DE LA PRESEANCE
des Evêques aux Etats des Pro-
vinces & autres Assemblées.

Monseigneur l'Evêque d'Autun est maintenu en possession de presider aux Etats de Bourgogne, en qualité de President né & perpetuel desdits Etats. *Par Arrest contradictoire du Conseil d'Etat du 3. Avril 1658.*

Il y a des Prelats qui sont Présidens nez aux Etats des Provinces où sont situez leurs Evêchez. Monseigneur l'Archevêque d'Aix fut maintenu en la qualité de Procureur & President né aux Etats de Provence. *Par Arrest du grand Conseil du 23. Decembre 1537.*

Et les Prelats de cette Province furent maintenus en la possession d'envoyer leurs grands Vicaires aux Etats & autres Assemblées de ce pays-là, pour les représenter en leur absence. *Par Arrest du Conseil d'Etat du 2. Decembre 1635.*

L'Archevêque de Narbonne dans les Etats de Languedoc.

L'Archevêque d'Aix dans les Etats de Provence.

L'Evêque de Rhodéz aux Etats de Rouergue.

Les Archevêques & Evêques ont séance en qualité de Conseillers nez dans les Parlemens qui sont dans les Villes où sont situez leurs Archevêchez & Evêchez.

XVII.

La séance & presidence de Monseigneur l'Evêque de Châlons en Champagne, & de ses Officiers aux Assemblées generales & particulieres de ladite Ville, & en celle des Pauvres avec le Lieutenant General, & autres Officiers du Roy, ont esté réglées par l'Arrest contradictoire du Conseil Privé du 1. Aoust 1651.

XVIII.

PRESEANCE DES EVEQUES sur le Recteur de l'Université, tant dans les Actes qui se font en l'Université, que dans les autres rencontres.

Le Roy cassant un Decret fait par l'Université de Toulouse, & un Arrest donné en consequence au Parlement dudit Toulouse, fit défenses au Recteur & autres Officiers de ladite Université d'entreprendre aucune preséance contre l'Archevêque de ladite Ville. Par Arrest du Conseil Privé du 23. Juillet 1630. Et cet Arrest est intervenu à l'occasion d'un Acte de Droit Canon où Monseigneur l'Archevêque de Toulouse avoit assisté le 17. May 1630.

XIX.

DE LA RECEPTION DES Evêques dans les Villes de leurs Diocèses.

Les habitans de Villeneuve d'Agenois ayant fait refus de recevoir Monseigneur l'Evêque d'Agen avec le poêle, Sa Majesté leur écrivit une Lettre le 16. Novembre 1633. par laquelle il leur ordonne & commande de le recevoir avec le poêle, quand il ira faire la visite dans ladite Ville, à peine de defobeissance.

XX.

Les habitans de Penne en firent de même, & le Roy leur écrivit aussi une Lettre pareille à la precedente du 20. Avril 1648.

XXI.

Il en arriva autant aux habitans de la Reolle, auxquels S. M. ordonna par sa Lettre du 20. Avril 1648. de donner le poêle à Monseigneur l'Evêque de Bazas, lors qu'il feroit sa premiere visite dans ladite Ville, à peine de defobeissance.

XXII.

S. M. écrivit en même temps une Lettre à Monseigneur d'Espèron Gouverneur de Guyenne, par laquelle elle luy ordonne de tenir la main à ce que les habitans de Penne & de la Reolle, rendent aux Evêques d'Agen & de Bazas les honneurs qui leurs sont deus, & les reçoivent avec le poêle.

XXIII.

Il est ordonné aux Jurats, &

Consuls de la Reolle & de Penne, & généralement à ceux de toutes les Villes du Royaume, de recevoir avec leurs Robbes, Chaprons & Livrées Consulaires, & avec le poêle les Archevêques & Evêques aux Entrées qu'ils feront dans lesdites Villes, à peine de desobeïssance, & de punition contre les contrevenans. *Par Arrest du Conseil d'Etat du 19. Janvier 1651.*

Plusieurs Evêques jouissent de grands privileges à leurs Entrées dans leurs Villes Episcopales (comme entr'autres Monseigneur l'Evêque d'Orleans) qui ne leur sont point contestez, & qui même sont particuliers à certains Evêchez; mais ces Actes sont en si grand nombre qu'il seroit inutile d'en grossir ce volume.

XXIV.

Monseigneur L'Archevêque de Vienne est maintenu en la possession de mettre le feu aux feux de joye, qui se feront pour les réjouissances publiques, avec défenses à la Cour des Aydes nouvellement établie à Vienne de le troubler, & injonction aux Archers qui l'avoient fait, de luy aller demander pardon, & jusques à ce interdits. *Par Arrest du Conseil d'Etat du 4. Janvier 1639.*

XXV.

DÉS RANGS ET SEANCES
& Prerogatives d'honneur des personnes Ecclesiastiques autres que les Evêques.

Le Parlement de Rouën & la

Chambre des Comptes de la même Ville se trouvant ensemble dans l'Eglise de Rouën, il sera réservé quatre Chaires vers le grand Autel, du costé où sera le Parlement pour la séance des dignitez & Chanoines de ladite Eglise, & encore huit Chaires pour leur séance du costé où sera la Chambre des Comptes. *Ainsi réglé par Arrest du Conseil Privé du 29. May 1618.*

XXVI.

En l'Eglise Cathedrale de Rennes outre la place de l'Evêque, six Chaires hautes de chacun côté du Chœur seront réservées pour les Dignitez & Chanoines, lorsque le Parlement de Bretagne y assistera en Corps. *Ainsi jugé par Arrest du Conseil Privé du 30. Octobre 1637.* avec défenses à ladite Cour de troubler l'Evêque dans sa Jurisdiction.

XXVII.

Le Parlement de Bretagne ayant fait refus d'exécuter ledit Arrest, se mit en devoir par des violences & excez, & par des Arrests tant contre le Chapitre que contre led. Seigneur Evêque, de le troubler dans sa Jurisdiction: ce qui obligea Sa Majesté de casser tout ce qui avoit été fait par ledit Parlement & luy ordonner entr'autres choses que l'Arrest du 30. Octobre 1637. seroit exécuté, avec défenses à ladite Cour de troubler l'Evêque de Rennes & son Chapitre dans les rangs & séances portées par ledit Arrest.

XXVIII.

PRESEANCE DES CHANOINES

des Eglises Cathedrales sur les Prevosts des Marchands & Echevins des Villes, sur les Officiers des Presidiaux & autres.

Les Torches & Flambeaux envoyez par les Chanoines & Comtes de Lyon aux Convois & Enterremens, precederont ceux des Prevosts des Marchands & Echevins de ladite Ville. *Par Arrest du Conseil d'Etat du 26. Mars 1692.*

XXIX.

La preséance est adjugée par provision aux Chanoines deputez des Chapitres des Eglises Collegiales, sur les Tresoriers de France de ladite Ville en l'Assemblée, qui se fait le jour de S. Thomas dans l'Eglise de S. Nisier. *Par Arrest du Parlement de Paris du 17. May 1630.*

XXX.

Les Chanoines & Comtes de Lyon precederont les Prevosts des Marchands & Echevins de la Ville de Lyon ; comme aussi les Officiers du Presidial, & ce en toutes Assemblées publiques & particulieres de Corps à Corps, de Deputez à Deputez, & de Particulier à Particulier. *Par Arrest contradictoire du Conseil Privé du 25. Septembre 1643.*

XXXI.

Les Chanoines & Dignitez des Eglises Cathedrales sont maintenus en la preséance en toutes Assemblées publiques ou particulieres

sur tous les Officiers des Presidiaux & Seneschaux de Corps à Corps, de Deputez à Deputez & de Particulier à Particulier. *Par l'Arrest du Conseil Privé du 27. Juillet 1646. portant Reglement general.*

XXXII.

Lequel Reglement fut confirmé en faveur des Chanoines de l'Eglise de Beziers, qui furent maintenus en la preséance en toutes Assemblées sur lesdits Officiers du Presidial de Beziers. *Par l'Arrest du Conseil Privé du 24. Mars 1656. avec défenses de les y troubler.*

XXXIII.

Le Roy par sa Declaration du 8. Fevrier 1657. confirmant les Arrests cy-dessus, maintient les Chanoines des Eglises Cathedrales en la preséance en toutes Assemblées publiques & particulieres sur les Officiers des Baillages, Seneschaulx, Presidiaux & autres Sieges, de Corps à Corps, de Deputez à Deputez, & de Particulier à Particulier. *Ladite Declaration verifiée au grand Conseil le 7. Mars suivant,*

XXXIV.

Les Chanoines de l'Eglise de Valence ont esté maintenus dans le même droit sur les Officiers du Presidial de Valence. *Par Arrest du Conseil Privé du dernier Aoust 1660, & conformément à ladite Declaration.*

XXXV.

Même Reglement a esté fait pour les Chanoines du Chapitre de la Rochelle. *Par Arrest du Con-*

feil d'Etat du 3. Mars 1671. & conformément à ladite Declaration de 1657.

XXXVI.

DIVERS ARRESTS RENDUS en faveur des Ecclesiastiques du second Ordre pour la conservation de leurs rangs & séances, & autres prerogatives.

L'Abbé d'Issoire faisant son Entrée dans la Ville d'Issoire dont il est Seigneur haut Justicier, les Consuls sont tenus de luy en offrir les clefs, & aux Processions & Assemblées, & en tous autres actes & lieux, les Officiers de ladite Abbaye precederont les Consuls, excepté dans la maison de Ville, & sans que lesdits Consuls puissent pretendre Jurisdiction, ny police. *Ainsi jugé par Arrest du Parlement de Paris du 8. Aoust 1626.*

XXXVII.

Les Consuls de l'Isle d'Albigeois, ne peuvent convoquer aucuns Consuls, ny Assemblées pour quelque occasion que ce soit, sans y appeller l'Archiprêtre de ladite Ville. *Par l'Arrest de Toulouse du 8. Octobre 1626.*

XXXVIII.

Le Recteur de la Ville d'Hauterive doit estre appellé en toutes affaires publiques & particulieres, qui seront faites pour les affaires de lad. Ville, & il y aura le premier rang, & la premiere place après le Magistrat qui presidra. *Ainsi jugé par l'Arrest du Parlement de Toulouse du 14. Janvier 1643.*

XXXIX.

Il est défendu aux Consuls des Villes & lieux du Diocèse d'Uzès de tenir aucunes Assemblées que dans les Maisons communes, & non pas dans les particulieres, & ils y doivent appeller les Prieurs, Curez ou leurs Vicaires, lesquels y auront voix délibérative, & la séance qui leur est due, & que les Consuls & habitans de la Religion P. R. n'y pourront excéder le nombre des Catholiques. *Par Arrest du même Parlement du 9. May 1662.*

Il arriva un différent entre le Clergé & le Parlement de Paris pour les saluts, à l'occasion du service pour les funeraillles de M. le Duc de Beaufort, où le Clergé, le Parlement, & les autres Compagnies avoient esté invitées: le Parlement ayant pretendu qu'il devoit estre salué immédiatement après les Princes qui mènent le deuil, & avant le Clergé, & l'Assemblée generale du Clergé tenuë à Pontoise en l'an 1670. ayant soutenu au contraire que cet honneur appartenoit au Clergé, comme faisant le premier ordre du Royaume, on fit dresser des Memoires en forme de remontrances pour les presenter à Sa Majesté, & pour répondre aux Memoires fournis par le Parlement de Paris contenant ses pretentions sur led. pretendu differend: Ce qui a esté fait article par article, comme on le peut voir au long dans les Memoires du Clergé tom. 2. pag.

244. dans les Additions.

Le Roy pour eviter toutes les contestations, ordonna qu'on ne feroit point les salutations accoutumées en cette cerémonie.

Ceux qui se voudront instruire des justes raisons que le Clergé avoit de maintenir un droit, & des prerogatives qui luy appartiennent si legitimement, n'ont qu'à voir lesdits Memoires dans le lieu cité cy-dessus.

TITRE SECOND

De la Discipline de l'Eglise

REGLEMENT GENERAL
fait par l'Assemblée de Melun le
premier Septembre 1579. pour la
reformation de la Discipline Eccle-
siastique.

TITRE I.

*Dudit Reglement de fidei Catho-
licæ professione.*

Messeigneurs les Evêques & leurs Vicaires auront soin dans tous les Synodes Dioecésains & Provinciaux de faire faire la profession de foy publique, tant aux Clercs qu'aux Laïques.

Et que personne de quel sexe, âge, condition & qualité qu'elle soit, ne sera admise à aucun Benefice, Prebende, Dignité, degré de Theologie, ny même à enseigner les principes de la Grammaire quine fasse sa profession de foy.

TITRE II.

*De Pastorum diligentia contra
hereses adhibenda.*

Les Evêques, Curez & autres Pasteurs instruisans leurs troupeaux à la pieté, les exhorteront à éviter le commerce des heretiques, soit dans la conversation, soit dans les alliances, & les Princes & les Magistrats sont invitez à soutenir les soins & les bons desfeins des Pasteurs.

TITRE III.

De temerè jurantium castigatione.

Ledsits Pasteurs, Princes & Magistrats sont priez de vouloir contribuer à la punition, au châtiement & à l'extermination des impiés, blasphemateurs & scelerats.

TITRE IV.

*De magicis Artibus in genere,
& de Divinationibus jure
prohibitis.*

Comme aussi des Devins, Magiciens, Enchanteurs, Sorciers, &c.

TITRE V.

De Ecclesiarum visitatione.

Ceux qui ont droit de visiter les Eglises seront accompagnez de personnes de bonnes mœurs, modestes, sobres, & dont la vertu soit connue, & visiteront lesdites Eglises diligemment, & plutost le matin que l'aprèsdiné.

Si lesdits Visiteurs ne sont pas

Evêques ou grands Vicaires, ils doivent avoir des pouvoirs à estre autorisez, même par le Roy, afin qu'ils soient receus partout avec grand reverence & respect, & ne doivent estre troublez, à peine de punition exemplaire.

La visite se doit commencer par la Cité, & de la Cathedrale & Collegiales non exemptes, il faut aller aux Parroissiales, & n'en pas oublier une, à moins qu'on n'y pût atteindre sans danger, auquel cas il la faut renvoyer à l'Archiprêtre pour la visiter dans un autre temps.

Quand on est arrivé sur les lieux il faut appeller le Magistrat dans l'Eglise, & s'enquerir de la manière dont vivent les Clercs & les Laïques.

Si l'Evêque fait la visite, il doit faire appeller le peuple dans l'Eglise, proposer de donner la Confirmation, absoudre les Penitens des cas réservés, & donner la benediction au peuple.

Les Visiteurs doivent prêcher pour disposer le peuple à mieux vivre que par le passé.

Ils doivent parler doucement, & plutôt instruire que corriger, & se servir plutôt de la doctrine que de la punition, estre patient envers tous, consoler les affligés, &c.

Doivent s'informer comme l'on porte le Saint Sacrement aux malades.

S'il y a une lumière devant le S. Ciboire,

Si les mariages se font dans les formes requises.

Si l'on baptise d'abord les enfans.

Si les fonds baptismaux sont toujours fermés, & tenus nettement.

Si les Curez ont leurs Registres des Mariages, des Baptêmes & des Enterremens.

Si les Autels sont tous consacrés.

Si les Cimetieres sont clos.

S'il y a des reparations à faire en quelques lieux.

S'il manque quelques ornemens.

Si les Messes se disent aux heures ordinaires.

S'il y a des Confreries, en retrancher les abus.

Si les biens de l'Eglise sont engagés ou aliénés.

Si les Fabriciens s'acquittent de leur devoir.

S'ils ont une description de tous les immeubles de l'Eglise, par quantité, confins & mesure des lieux.

Si les Curez vivent bien, & s'acquittent de leur devoir.

Si le Vicaire est établi dans les formes, & s'il n'a point quitté de Benefice pour gagner davantage.

Si l'on fait le Catechisme au peuple, & s'il y a des Ecoles pour les petits enfans.

Il sera bon d'interroger quelques Parroissiens, pour sçavoir s'ils sont bien instruits.

Inviter le Curé de vivre en paix avec son peuple, de soulager les pauvres, de pacifier les differens, & de s'attacher à son devoir.

Si le Curé est coupable, l'avertir avec charité & douceur : & si le scandale est si grand qu'il blasphème le nom de Dieu, & n'ait pas des bons sentimens de l'Eglise, il le faut interdire, ou le déposer.

Sçavoir si l'on ne dit point de Messes en des lieux profanes sans la permission de l'Evêque.

S'informer des Mendians s'ils prêchent avec fruit, ou autrement, & si l'on peut leur permettre de confesser.

Sçavoir si dans la Cité il n'y a point de scandaleux publics, de blasphémateurs, incestueux, adultères, homicides, sacrilèges, usuriers, yvrognes, &c.

Voir si les biens des pauvres sont bien administrez dans les Hospitaux, & si la vie que l'on y mène est dans l'ordre.

S'informer des vies & mœurs des Religieuses qui servent les Hospitaux, &c.

S'il y a College, s'informer des Maîtres des Livres qu'ils enseignent, de leurs mœurs & religion.

Voir & visiter les Bibliothèques & Boutiques de Libraires, voir s'il y a des Livres suspects & défendus, & s'il y en a, les brûler.

LES METROPOLITAINS qui visiteront leurs Provinces, s'informeront,

Si les Evêques résident dans leurs Diocèses, s'ils prêchent, s'ils vivent apostoliquement, & comme ils se comportent dans la colla-

tion des Ordres & des Benefices.

Si leurs Confesseurs, Penitenciers & Officiaux sont capables, & font leur devoir.

Si leurs Vicaires généraux sont capables de s'acquies de leurs charges.

S'ils observent les anciens Canons & les Ordonnances du Royaume.

Ils doivent corriger les Evêques qui feront du scandale, les déferant au Synode Provincial, ou si le cas le requiert au S. Siège Apostolique.

LES ARCHIDIACRES doivent visiter les Diocèses ou quelque partie d'iceux pour lesdits Evêques, & toutes les fautes graves qu'ils ne pourront pas corriger, ils les rapporteront aux Ordinaires, &c.

TITRE VI.

De Festorum cultu.

Les Arts ne doivent point estre enseignez les jours de Fêtes, ny pratiqués.

Les Boutiques doivent estre fermées.

Les Chariots, & Charrettes & toutes voitures de Marchandises publiques doivent cesser ce jour là.

Les Marchez & Cabarets ne seront point aux portes des Eglises, aux Cloîtres, ny proche d'iceux.

Les Jeux publics cesseront cesdits jours aux heures du service de l'Eglise, & l'on ne souffrira aucuns spectacles qui en puissent détourner

détourner les Parroissiens.

TITRE VII.

De Sacramentis in genere.

Les Pasteurs annonceront souvent à leurs troupeaux la grande utilité de l'usage des Sacremens, & les inviteront à les recevoir le plus souvent qu'ils pourront, & principalement aux Fêtes de Noël, de Pâques, de la Pentecoste, & autres Solemnitez de l'Eglise.

Et éviteront la simonie dans les retributions qu'ils en retireront.

TITRE VIII.

De Sacramentis in specie, & primum de Baptismo.

Il n'est permis à aucun de baptiser les enfans dans les maisons, ny en particulier, que dans une urgente necessité; & en ce cas choisir plutôt un Prêtre ou un Ecclesiastique qu'un Seculier; & quand il n'y a point d'hommes, on peut se servir d'une femme, mais il est mieux de le faire porter à l'Eglise à la maniere ordinaire.

Les Parrains ne doivent point estre choisis par des considerations humaines, & l'on doit éviter toute confusion, vanité, & jeux au-dits Baptêmes, les festins & excès, & se contenter de celebrer avec une joye spirituelle ledit jour du Baptême.

Les Acouchées iront le jour de leur premiere sortie, remercier

Dieu, & recevoir la benediction du Curé.

Les Parrains ne feront point de presens aux Parens de l'enfant, s'ils ne sont pauvres.

L'on ne donnera aucun nom profane, ny ridicule dans le Baptême, ny des noms Juifs.

L'on ne prendra aucun Parrain qui soit heretique, excommunié, ny usurier public, concubinaire, ny ceux qui ne suivent pas les Commandemens de Dieu & de l'Eglise, ny les ignorans qui ne savent pas leur Symbole de foy, ny les Moines, Religieux & Religieuses.

TITRE IX.

De Confirmatione.

Les Pasteurs doivent avertir leurs Parroissiens, & les exhorter à la reception de ce Sacrement, & leur en exprimer les forces, & la puissance de ses effets.

Il faut avoir plus de sept ans pour recevoir ce Sacrement, & se confesser, & estre sans péché, ou à tout le moins faire un acte de contrition, & promettre de se confesser incessamment.

Ce Sacrement n'est point à reiterer: on peut avoir un Parrain, & un Parrain en peut présenter deux.

Les degrez de cognation spirituelle entre le Parrain & le Confirmé doivent estre gardez, & les Confirmez doivent avoir le front lié d'une bande, que l'on doit porter trois jours, si l'Evêque n'a pas essuyé le front avec lad. bande.

H

TITRE X.

*De Eucharistia Sacrosancto
Sacramento.*

Les Pasteurs instruiront leurs Parroissiens des mysteres de l'Eucharistie, comme il faut la recevoir souvent, & s'y preparer. Et l'instruction sera simple & pure, conformément au Concile de Trente.

Les lieux où sera le S. Sacrement de l'Autel seront toujours parez avec decence & sûrs, afin que les heretiques ne puissent violer & profaner ce Sacrement.

Il y aura une lampe perpetuellement allumée audevant desdits lieux.

Celuy qui porte l'Eucharistie doit toujours estre orné honorablement du surplis, & avoir une Etole.

Le vase dans lequel on la porte doit estre decent & couvert, & envelopé dans de la soye avec decence, ou quelqu'autre voile.

Elle doit toujours estre precedée de flambeaux allumez, avec un Clerc qui batte la sonnette quand on la porte aux malades.

Le Prêtre au retour à l'Eglise peut dire quelques paroles d'instruction au peuple, & luy donner la benediction.

On ne tirera aucun lucre de l'administration de ce Sacrement.

Les pecheurs publics seront privez de la communion.

Les jeunes se doivent faire in-

struire avant que de la recevoir.

Les peuples y doivent estre invitez à tout le moins à Pasques, & ceux qui n'auront pas communiqué à Pasques seront deferez à l'Evêque.

TITRE XI.

*Qua pertinent ad celebrationem
Missæ.*

Les Evêques ou leurs grands Vicaires doivent faire dire la Messe à ceux qui y sont obligez, par eux, ou par autrui, particulièrement aux Prêtres qui dédaignent de la dire.

Prendre garde qu'il n'y ait aucune superstition, sortilege, impieté dans la celebration du Sacrifice.

Les Prêtres d'un autre Diocèse auront leurs Lettres testimoniales pour pouvoir dire la Messe.

Les Prêtres avant que de celebrer doivent examiner leur conscience, prier & mediter, & avoir dit l'Office de la premiere heure, estre vêtu des habits sacrez, avoir lavé leurs mains, & qu'il y ait des lumieres sur l'Autel.

Les hosties, le vin & l'eau doivent estre recens.

Aucun Clerc ny Laïque ne se doit promener dans l'Eglise pendant la Messe.

Deux grandes Messes ne doivent point estre chantées dans la même Eglise, que la distance de l'une à l'autre ne soit assez grande pour ne se pas troubler l'une & l'autre.

La Messe ne peut estre dite que sur des Autels de pierre, & consacrez suivant le Concile de Trente.

Aux nouvelles Messes on doit éviter tous festins, dances, réjouissances, & se comporter avec modestie & gravité decente.

TITRE XII.

De Penitentia.

Les Curez doivent avoir soin de bien instruire les Parroissiens de la necessité de la Penitence, & de la preparation que l'on y doit apporter, qui consiste en trois choses, *la Contrition, la Confession de bouche, & la Satisfaction.*

Et quand les Curez ne peuvent pas suffire, ils peuvent choisir des Confesseurs dont la pieté, la doctrine & la prudence soient connues.

Le Sacrement de Penitence ne doit pas estre administré dans les maisons particulieres sans necessité, mais dans les Eglises & chez les Religieux dans les lieux destinez pour cet effet, mais non la nuit.

Chacun une fois l'an est obligé de se confesser à son propre Prêtre ou Curé.

Les Medecins ne doivent point entreprendre de traiter un malade qu'il ne soit confessé, & l'y doivent inviter.

Les Evêques doivent avoir dans leurs Cathedrales des Penitenciers, comme le veut le Concile de Tren-

te, pour les cas reservez qu'ils doivent sçavoir.

Ceux qui ne veulent point satisfaire ny restituer ne doivent point estre absous, ny estre admis aux Sacremens qu'à la mort, ny ceux qui ne veulent point pardonner, il en est de même des Usuriers & Concussionnaires publics.

Les Confesseurs ne pretendront rien que ce qui leur sera offert volontairement, n'exigeront rien, & en donnant des penitences pecuniaires, éviteront d'y avoir aucun interst.

Les Confesseurs suivront les Decrets, Regles & Preceptes du Concile de Trente.

Il faut donner aux pecheurs publics des penitences publiques, suivant ledit Concile.

Aucun ne pourra confesser sans l'approbation de l'Evêque par écrit, & même sans examen, s'il le veut ainsi.

TITRE XIII.

De jejuniis.

Personne ne doit mépriser le jeûne du Carême, s'il veut imiter JESUS-CHRIST, ny celuy des Quatre-temps destiné pour prier pour ceux qui se font promouvoir aux Ordres de l'Eglise.

Il faut les jours de jeûnes éviter tous les maux, comme le luxe, l'yvrognerie, le jeu & tout excez que l'on a accoustumé de faire ordinairement en Carnaval.

TITRE XIV.

De Extremâ-unctione.

Le Prêtre, & les parens du malade doivent prendre garde pour luy faire administrer ce Sacrement qu'il soit sain d'entendement, & qu'ayant quitté toutes les pensées de la terre, s'abandonnant tout en Dieu, il soit exhorté, & excité au desir de la beatitude éternelle, & qu'il se réjouisse de se voir appelé de Dieu, mais il faut qu'au paravant il ait receu l'Eucharistie & l'Onction sacrée.

Les assistans doivent estre exhortez à prier pour le malade.

TITRE XV.

De Matrimonio.

Dans la celebration des Noces il faut éviter toutes sortes de jeux & d'excez.

Et ne point contracter Mariage avec les Heretiques & Infideles.

Ne point celebrer les Noces clandestinement, ny de nuit.

Il faut se confesser avant que de recevoir la benediction nuptiale.

Ne pas celebrer les Noces dans les temps défendus par l'Eglise, & par le Concile de Trente.

Parler deux ou trois fois l'année dans les Parroisses au peuple de la dignité de ce Sacrement, afin de ne pas tomber dans ces fautes.

Ceux qui forcent des personnes au mariage sont punissables.

Quand les mariez ne sont assu-

rez de la mort l'un de l'autre, ils ne peuvent contracter mariage.

Il faut observer ce que le Concile ordonne sur le mariage des vagabonds.

Les enfans de famille ne se peuvent marier sans le consentement de leurs parens.

Ceux qui commettent sortilèges, venefices, ou enchantemens sur les mariez doivent estre excommuniez.

Et pour les éviter il faut se servir des anciennes prieres de l'Eglise, & de l'usage des Sacremens, & non de caracteres ny autrement.

La benediction nuptiale se doit faire dans la Parroisse des mariez.

Les degrez de consanguinité, d'affinité & de cognation spirituelle, doivent estre observez, suivant le Concile de Trente.

Les trois proclamations doivent estre observees, à moins qu'il n'y ait dispense donnée en connoissance de cause legitime par l'Evêque ou ses grands Vicaires.

TITRE XVI.

De Sacramento Ordinis, & primùm de vitâ & honestate Clericorum in genere.

Le premier ministere des Prêtres est de rendre Dieu propice au peuple qui luy est commis par ses prieres & sacrifices, ils doivent estre Saints, *Sancti erunt Deo suo.*

Et le second d'estre Maistres de la Religion, & mediter jour & nuit

la Loy du Seigneur. *Labia enim Sacerdotis custodiunt scientiam.*

TITRE XVII.

Tres causa ob quas male audit Clerus.

Trois choses principales doivent estre évitées par les Ecclesiastiques.

La premiere est la cupidité ou l'avarice, qui est la source de tous les maux; elle attire après soy le soin des affaires du siecle, les tutelles, ou curatelles de leurs Neveux, les procès, le trafic mercenaire, &c.

La seconde est le luxe; il est permis au Prêtre de vivre de l'Autel, *luxuriari tamen licet nunquam*; mais il ne doit pas pour cela en user avec excez, ny s'abandonner à l'ivrognerie, ny s'attacher à la vanité des theatres, aux débauches, aux festins, ny aux Cabarets. &c.

La troisième est le faste: il faut néanmoins que les sacrez Ornaments soient honnestes, & tenus nettement & proprement, aussi bien que les Fonds Baptismaux, le vase des Huiles sacrées, les Calices, &c. & l'on dit des Prêtres & des Curez qui sont plus propres dans leurs maisons que dans leur Eglise, *plus lucent calcaria quam altaria*. C'est S. Bernard *ad Eugenium*.

Leurs habits doivent estre modestes, & éloignez de toutes superfluités, & vanitez,

Ils doivent éviter la trop grande communication, & le trop frequent commerce avec les femmes, & ne doivent point se trop commettre avec les Laïques, ny s'y laisser attirer par la bonne chere qui ensuite les rend leur sujets.

Et celuy qui n'a pas assez de bien pour subsister peut par l'écriture, par la peinture, par l'arithmetique & par la musique, & même par l'aiguille, chercher un gain licite & honneste pour y suppléer.

TITRE XVIII.

De Promotione ad Sacros Ordines.

Ceux qui se font promouvoir aux Ordres Sacrez doivent estre pieux, doctes & de bonnes mœurs; & s'il n'y a aucun empêchement, doivent les Festes & Dimanches dire la Messe, & tous les jours dire l'Office, & prieres des heures Canoniales, à peine d'estre privez des fruits de leurs Benefices s'ils en ont.

TITRE XIX.

De Episcopis.

Les Evêques doivent estre irréprehensibles, attachez à leurs Eglises, *unius uxoris viri*, prudents, sobres, avoir de la pudeur, estre propres, charitables, doctes, modestes, & éloignez de toute violence & d'avarice, ennemis des procès, & reglez dans leurs maisons,

TITRE XX.

De Canonicis.

Les Chanoines doivent avoir de la pieté par dessus les autres, des mœurs integres, & une decence gravité; la doctrine ne leur convient pas moins qu'à l'Evêque pour l'assister de ses conseils au besoin.

Doivent reciter les prières, & l'office devotement, attentivement & gravement, ne point porter de manteaux ny d'habits de Laïques que par nécessité, & pour éviter la ploye.

Ne doivent point se laisser venir de longues barbes.

Ne doivent point quitter leur Aumusse, leur Surplis, & les autres marques Canonicales dans l'Eglise.

Ny se promener dans l'Eglise, ny vaguer par le Chœur pendant l'Office, ny parler ensemble, ny estre dans un silence oyseux, mais doivent estre assis avec decence, & ne point faire de bruit.

L'on ne doit point pendant l'Office, ny pendant la Messe convoquer le Chapitre, & quand il est assemblé, il faut éviter les contestations & démêlez, & proceder sans bruit & avec modestie, & preferer toujours le spirituel au temporel.

Les procez entre les Evêques & les Chapitres doivent estre ensevelis, ou du moins les terminer par l'arbitrage des gens de bien.

Il faut qu'il y ait un Office dans

le Chœur dont la fonction soit de marquer les absens & presens aux heures de l'Office, & les fautes qu'il verra faire contre la coutume de l'Eglise, afin que l'on y mette ordre. C'est proprement *Punctuarius*.

TITRE XXI.

De Parrochis.

Les Curez doivent instruire à la foy les enfans de la Parroisse tous les jours, ou à tout le moins le Dimanche.

Doivent prêcher les Fêtes & Dimanches.

Avoir soin des pauvres, des veuves & des orphelins.

Corriger les vices publics, & les particuliers.

Accomoder les procès & differens.

Eviter de tout leur soin les crimes de simonie & de confidence.

Faire observer les Fêtes & Dimanches.

TITRE XXII.

De Residentia.

Doivent resider dans leurs Parroisses, & ne doivent point supposer d'excuses pour s'en exempter.

Et ne doivent point servir d'autre Benefice, que celui auquel ils sont attachez.

TITRE XXIII.

De Reformatione Regularium.

La Menſe dans tous les Monaſteres d'hommes ou de filles doit eſtre commune.

Doivent tous prendre leurs reſeſtions au Reſectoïr.

La benediſtion ſe doit faire avec la reſeſtion à la maniere accouſtümée en chaque Monaſtere.

Pendant la reſeſtion on doit faire la lecture de l'Ecriture Sainte, des Homelies ou Sermons des Saints Peres.

A la fin de la reſeſtion doivent aller à l'Egliſe chantant le *Psalm. Miſerere mei Deus, &c.* & le *Psalm. De profundis pro benefactoribus defunctis.*

Dire Complies après le ſoupé, & enſuite ſe retirer au Dortoir pendant la nuit.

Le Prieur du Dortoir en aura les clefs toute la nuit.

Qui n'aura pas paſſé la nuit au Dortoir ſera puny comme fugitif.

Le Superieur preſidera tous les jours au Chapitre, auquel on chantera *Pretioſa in conſpectu Domini*, avec la lecture precedente du Martyrologe, &c.

Aucun Moine ne pourra ſortir du Monaſtere ſans la licence de l'Abbé ou du Prieur en ſon abſence, leſquels ne donneront aucune permiſſion ſans neceſſité.

Les Moines ne pourront aller à aucune rejouiſſance publique, comme Feſte, Nopces, &c.

Porteront l'habit de leur Or-

dre, à peine de priſon.

Les Religieuſes ne doivent point entrer dans les lieux Regulariers.

Neanmoins les femmes de grande qualité y eſtant pouſſées par devotion y pourront entrer accompagnées des Superieurs.

Aucun Moine ne pourra avoir dans ſa Cellule des armes, comme épées, piſtolets, &c.

Que ſ'il eſt neceſſaire d'en avoir pour la conſervation du Monaſtere, elles ſeront ſous la garde du Superieur.

Aucun Moine particulier ne pourra recevoir des Seculiers des biens meubles ou immeubles, qu'il ne les remette au Superieur pour les incorporer au Convent.

Les Superieurs ne pourront donner l'adminiſtration ny l'uſage des biens immeubles à un Regularier, mais ſeulement aux ſeuls Officiers qui ſe pourront changer de temps en temps comme il plaira aux Superieurs.

Aucun Regularier ne pourra prêcher ny enſeigner ſans la permiſſion de ſon Superieur, pas même avec licence de l'Evêque; comme eſtant hors de ſon Convent, il ne pourra prêcher ſans la permiſſion de l'Evêque.

Les jours de Feſtes ordonnez par l'Evêque ſeront obſervez par les Regulariers.

Après la Profeſſion aucune Religieuſe ne pourra ſortir du Convent ſous quelque pretexte que ce ſoit, à moins qu'il n'y ait une ur-

gente nécessité, sans permission par écrit du Supérieur.

Défenses à toutes personnes d'entrer dans les Convents de Religieuses, à peine d'excommunication encourue *ipso facto*.

Il n'y a que le Confesseur, les Medecins, Chirurgiens & autres personnes nécessaires, comme les ouvriers, qui puissent y entrer.

Les Religieuses doivent porter l'habit de leur Ordre, sans affecter des parures du siècle.

Les Abbeßes ne peuvent se choisir un Confesseur, un Predicateur, ny un Procureur sans la permission du Supérieur.

Les Moines & les Religieuses doivent s'abstenir de viandes la quatrième Ferie, qui est le Mercredi, & dans l'Avent & la Septuagésime, suivront leur Regle.

TITRE XXIV.

Leges Collegii Seminarii quod juxta Concilium Tridentinum institui debet in quavis Diocesi.

L'on peut voir dans ce Reglement tout ce qui regarde les Seminaires dont nous avons déjà parlé cy-devant au Chap. 6. du Titre premier : Il est composé de six Chapitres ;

Le premier, *De admittendis & dimittendis.*

Le second, *De iis qua ad pietatem spectant.*

Le troisième, *De eis qua ad obedientiam pertinent,*

Le quatrième, *De iis qua ad modestiam.*

Le cinquième, *De iis qua ad studia.*

Le sixième, *De iis qua Seminarii negotiis spiritualibus & litterariis, ac etiam temperantia præerunt.*

TITRE XXV.

De rebus temporaneis cap. 7.

Plus le nombre des Clercs sera grand, plus le fruit des Seminaires apportera d'avantage à l'Eglise : C'est pourquoy leurs revenus doivent estre grands ; à quoy on se doit occuper, sur tout quand plusieurs Dioceses concourent à la fondation d'un Seminaire.

Les maisons des Seminaires doivent estre commodés, situées en bon air, le plus près qu'il se peut des Colleges quand il n'y a point de Precepteurs.

Avoir des meubles suffisans, & une Bibliotheque mediocre.

Ceux qui sont dans les Seminaires doivent estre habillez & nourris honnestement, & avoir les commoditez nécessaires pour la santé & pour l'étude, afin qu'ils ne se rebutent point de leurs desseins.

Les Ecclesiastiques coucheront seuls. Du dîné au soupé auront une heure pour repeter, & pour se divertir. Se leveront à quatre heures & se coucheront à neuf.

Celuy qui entre au Seminaire doit estre habillé à neuf en Ecclesiastique, & comme les autres, doit apporter son lit & quelques meubles s'il se peut.

TITRE

TITRE XXVI.

De Hospitalibus & Infirmariis, quas vulgus leproſarias vocant.

Les Evêques doivent prendre garde que les biens affectez aux pauvres, & pour les malades, ne ſoient point mis à un autre uſage; les Hôſpitaux, les Maladeries & les Fabriques des Eglises eſtant également recommandez par le Concile de Trente.

Ils doivent empêcher que l'on ne reçoive dans les Hôſpitaux & Maladeries que des ſujets de la qualité requiſe.

Les bâtimens ne ſeront negligez, mais conſervez en leur entier autant qu'il ſe pourra.

Et quand il ſera neceſſaire de vendre les biens deſdits Hôſpitaux, ce ſera publiquement, & non en particulier.

On ne peut recevoir pour Administrateurs ceux qui ſont débiteurs de la Maïſon, de la Fabrique ou de la Conſrerie,

TITRE XXVII.

De rebus aut piis cauſis.

Il ſeroit à propos d'élire en chaque Diocèſe un Procureur des Cauſes Pies, pour veiller à l'exécution des volontez des défunts qui ont donné à l'Egliſe dans leurs Teſtaments.

Et il faudroit ordonner, à peine d'excommunication, à tous les Notaires qui reçoivent les Teſtaments, de donner avis à l'Evêque

ou ſon grand Vicaire des legs faits à l'avantage de l'Egliſe, un mois après la mort des Teſtateurs, pour éviter toutes les fraudes.

TITRE XXVIII.

De Cultu & Ornatu Eccleſiarum

On ne doit point traiter d'affaires profanes dans l'Egliſe, ny ſ'y promener, ny y ſouffrir des jeux, des dances, ny des ſpectacles dans les Cimetieres, & veſtibules deſdites Eglises.

Ny ſouffrir que perſonne ſoit aſſis, ny appuyé contre les Fonds Baptismaux, ny contre les Autels.

Ny ſouffrir dans l'Egliſe des oyſeaux, des chiens de chaffe, ny des armes, excepté l'épée.

Ny qu'il y ait des étables proche icelles.

Ny des pauvres demandans l'aumône pendant les Meſſes & le Sermon.

Les Eglises doivent eſtre conſervées par ceux qui y ſont obligez.

Les Vaſes, Ornemens, Livres & tous les autres meubles doivent eſtre propres & nets.

Un Clerc doit eſtre commis dans l'Egliſe pour impoſer ſilence à ceux qui parlent ou qui font du bruit.

Prendre garde de ne point ſouffrir de Tapisſeries profanes, ny d'autres objets dans les Eglises, ny dans les Proceſſions.

Les Cimetieres doivent eſtre clos pour empêcher les animaux d'y entrer.

Les Joûeurs de farces & vendeurs de baumes ne seront point soufferts dans les Parroisses pour amuser le peuple ; & à cet effet les Magistrats seculiers seront priez de les en chasser.

TITRE XXIX

De Funere & Exequiis Catholicorum.

Les Ceremonies qui estoient anciennement observées dans la sepulture des Evêques seront remises en usage.

Les Chanoines doivent celebrer une Messe Capitulaire pour les défunts Chanoines & Prebendiers, & dire chacun une Messe pour eux.

Ceux qui n'ont pas dequoy se faire enterrer seront ensevelis aux dépens de l'Eglise.

Les Chanoines ne doivent assister dans les funerailles qu'en habits decents, & doivent éviter avec soin tout ce qui regarde la vanité, la superstition & l'avarice.

C'est un abus de souffrir des corps pourris dans des sepulchres élevez, & ornez dans le milieu des Eglises, comme si c'estoient des corps de Saints, &c.

TITRE XXX.

De Ecclesiasticorum bonorum Conservatione.

Les biens de l'Eglise doivent estre employez à racheter les Captifs, à nourrir les pauvres, & à

la défense de la Foy Catholique; distraction faite de l'entretien utile & nécessaire des Ecclesiastiques.

Les Fermes & Admodiations des biens Ecclesiastiques ne doivent estre de plus long temps que de neuf ans, & se doivent faire sans diminution, si le temps le permet,

Les Evêques & Chapitres ne peuvent aliener les biens Ecclesiastiques sans nécessité urgente. Il faut à l'Evêque le consentement du Chapitre, & au Chapitre le consentement de l'Evêque.

L'on doit tenir un Inventaire de tous les titres & biens meubles & immeubles des Eglises.

Les Decimes seront payées conformément au Concile de Trente,

TITRE XXXI.

De his quæ ad forensẽ jurisdictionem pertinent.

Ce Titre n'est remply que de la maniere de proceder par les Juges Ecclesiastiques contre leurs Justiciables, & à la fin il entre en matiere de la correction des crimes publics.

TITRE XXXII.

Et primùm de meretricibus & lenonibus.

Ou les Curez & les Magistrats sont invitez de supprimer autant qu'ils pourront tous commerces

de femmes & filles débauchées dans leur territoire.

TITRE XXXIII.

De Concubinariis.

Les Concubinaires doivent estre avertis & tous les ans à l'entrée du Carefme, doivent estre menacés d'excommunication, en leur donnant terme de quinze jours, passé lequel temps, s'ils ne quittent leurs Concubines, ils seront excommuniés en general & en particulier, &c.

TITRE XXXIV.

De Usuris.

Il ne faut point tirer de profit de ce que l'on preste, *mutuum date, nihil inde sperantes.*

Ne point vendre plus cher sous prétexte de credit.

C'est usure que de vendre à vil prix sous prétexte de rachat dans tel temps, lequel passé la chose demeure à l'acheteur.

Ne point emprunter de danrées, comme vin, bled, huile, à condition d'en rendre davantage.

Ne point faire de Contrats simulez, &c.

TITRE XXXV.

De Synodo Diocesana.

Les Curez doivent rendre compte dans leurs Synodes Diocésains de tous les scandaleux publics de leurs Paroisses, com-

me les Blasphémateurs, Adultères, Concubinaires, Usuriers, Homicides, & autres.

L'on doit faire des prières dans toutes les Eglises pour la direction du Synode, & tous les jours que durera le Synode.

Chaque Curé ou autre Ecclesiastique ou Bénéficiaire doit payer sans retardement le tribut qu'il doit à l'Eglise.

TITRE XXXVI.

De testibus Synodaliibus.

Les témoins des Synodes doivent estre des gens de bien, & sans reproche, qui puissent sans aucune crainte ny considération humaine, rapporter à l'Eveque tout ce qui se passe contre l'ordre dans la Ville ou dans le Diocèse, &c.

L'année qu'ils seront en charge ils se doivent informer des choses suivantes.

Si les Festes sont bien observées.

Si l'on se comporte bien dans les Eglises.

Si quelqu'un méprise d'entendre la Messe, ou ne l'entend pas avec la reverence requise.

Si les Pasteurs, Bergers, & Bergeres vivent Chrétiennement dans les Champs gardant le bestail.

Si l'on méprise d'aller les Festes à la Paroisse entendre la Messe.

Si les jeûnes de l'Eglise sont observés.

S'il y a quelque chose dans les

Eglises contre la pieté, ou si l'on manque à quelque chose.

Si les enfans sont catechisez.

Si quelqu'un méprise, ou maltraite son Curé.

Si les legs pies sont bien payez.

Si quelqu'un manque à se confesser & communier à Pasques,

Si un excommunié ne fait point de cas de son excommunication.

Si les enfans sont desobeissans à leurs Parents.

Si les Decimes sont payées fidellement.

Si les Doyens des Eglises & des Chapitres sont exemplaires, & s'acquittent de leur devoir.

Si les Curez font leur devoir, & donnent bon exemple.

Si les Clercs inferieurs font bien aussi leur devoir.

Si dans le Diocese il y a des Sacerdotes, des Concubinaires, des Adulteres, soit Laïcs ou Clercs, des femmes débauchées, des Ravisseurs, des Incestueux, des Heretiques, Magiciens, Enchanteurs & Sorciers; de toutes lesquelles choses ils doivent faire leur rapport aux Synodes.

TITRE XXXVII.

De Vicariorum foraneorum & Archipresbyterorum munere.

Doivent informer de la vie, mœurs, étude, pieté des Prêtres & Curez.

De ce que l'Evêque ou son grand Vicaire ont ordonné dans leurs visites pour le salut des ames,

& pour la discipline Ecclesiastique, &c. & en faire rapport à l'Evêque ou à son Vicaire, & tous les trois mois rendre compte de la partie du Diocese qu'ils ont en charge.

TITRE XXXVIII.

De Ludi Magistris.

Ceux qui ont soin de l'education des enfans doivent plutôt regarder les mœurs que les lettres.

Et ne leur point donner de livres heretique à lire, ny à expliquer, ny des livres qui respirent la volupté; mais plutôt des livres qui redressent les mœurs & la pieté.

L'on les doit mener à la Messe Parroissiale les Fêtes & Dimanches autant qu'il se pourra pour les instruire à la Foy Catholique.

TITRE XXXIX.

De immoderatis sumptibus coercendis.

Les biens de l'Eglise ne sont pas destinez aux dépenses vaines & superflues: le Roy, les Princes & les Magistrats sont priez d'ordonner la reforme du luxe des Ecclesiastiques dans leurs tables, dans leurs habits, chevaux, carrosses, équipages, domestiques superflus, qui sont inutiles & dommageables par leur exemple, &c.

TITRE XL.

& dernier dudit Reglement.

De Signaturis.

Ce Titre regarde certains termes dont on se servoit dans les Lettres Apostoliques, qu'il seroit necessaire de reformer, comme ils estoient auparavant, pour éviter les équivoques prejudiciables qui rendoient l'exécution desdites Lettres plus difficile; lesquels sont exprimez au long dans ledit Titre.

CHAPITRE I.

Des Conciles Generaux & Provinciaux.

I.

Les Conciles Generaux sont établis pour détruire les erreurs, & les heresies, extirper les schismes, corriger les excès, & reformer les abus.

Le Concile de Constance ordonna que l'on en celebreroit un dans cinq ans. Un autre sept ans après, & après de dix ans en dix ans, suivant qu'il plaira à Sa Sainteté, avec le Conseil des Cardinaux.

Decrets dudit Concile.

II.

Le Roy François II. écrivit une Lettre le 10. Septembre 1560. aux Prelats de son Royaume, par laquelle il les exhorte de se rendre à Paris au mois de Janvier suivant, pour consulter & resoudre ce qui

doit estre proposé au Concile General, & cependant reformer les abus introduits dans l'Eglise.

III.

L'Assemblée generale du Clergé de France tenuë les 19. May & 7. Juin 1615. voulant deliberer sur la reception du Concile de Trente se fit faire lecture de la délibération de la Chambre Ecclesiastique des Etats Generaux du 23. Mars 1615. par laquelle l'Assemblée qui devoit estre tenuë au mois de May de ladite année, est instamment exhortée de prier, procurer & solliciter, pour obtenir les réponses du Cahier présenté par ladite Chambre, & d'entreprendre ladite sollicitation, & de faire particuliere instance sur les Articles choisis, & plus importants à l'Eglise, par exprès sur la Publication du Concile de Trente: rétablissement de la Jurisdiction Ecclesiastique: Conference sur ce avec des Commissaires de la part du Roy, & le rétablissement de la Religion Catholique au Pays de Bearn. Messieurs de l'Assemblée Generale estant entrez en délibération sont unanimement convenus, & ont déclaré qu'ils sont obligez par leur devoir & conscience à recevoir ledit Concile, qu'ils promettent observer autant qu'ils peuvent par leur fonction & autorité spirituelle & pastorale.

Et afin que la reception en soit faite plus solennellement, on a résolu de faire des Conciles dans six mois en chaque Province, pour

y recevoir ledit Concile : & ensuite dans les Synodes de chaque Diocèse suivant la deliberation des Etats Generaux du Royaume, dont l'article est inseré ensuite dans les Memoires, & signé par trois Cardinaux, sept Archevêques, & quarante-deux Evêques, & par tous les autres Ecclesiastiques de l'Assemblée..

IV.

Monseigneur l'Evêque d'Angers un des Deputez de l'Assemblée Generale du Clergé tenuë à Paris l'an 1625. pour dresser les Canons, proposa l'importance qu'il y avoit de poursuivre auprès de Sa Majesté la reception du S. Concile de Trente pour la Discipline: ce qui fut de rechef resolu.

Le Clergé de France a tres-souvent demandé la reception & publication de ce Concile : lequel neanmoins a esté receu pour la Discipline en plusieurs Conciles Provinciaux, comme il se voit dans le Recueil imprimé à Paris par les soins de Messire Louis Odespurg, sieur de la Meschinie en l'année 1646..

On a aussi tenu en France ensuite de ce Concile general plusieurs Conciles Provinciaux, dans lesquels ces Decrets ont esté receus, en ce qui ne derogeoit pas aux libertez de l'Eglise Gallicane, & plusieurs Reglemens y ont esté faits: ce que l'on peut voir au même lieu.

V.

Des Conciles Provinciaux.

Le premier Concile general de Nicée au Canon 5. sur la fin, ordonne que l'on celebrera un Concile en chaque Province avant le Carême, & un autre en Autonne. *Concilia verò celebrentur, unum quidem ante Quadragesimam Pasche, ut omni disensione sublatâ, munus offeratur Deo purissimum: secundum verò circa tempus Autumni.*

VI.

Ce qui est confirmé par le premier Concile de Constantinople, qui est le second Concile general tenu en l'année 381. sous le Pape Damase au Canon 2. en ces termes *Manifestum namque est quod per singulas quasque Provincias Synodus Provincialis administrare & gubernare omnia debeat, secundum ea que sunt in Nicæa definita.*

VII.

Le même fut encore ordonné par le Concile de Chalcedoine, qui est le quatrième general tenu en 451. sous le Pape Leon I. & l'Empereur Marcien Canon. 19. *Decrevit sancta Synodus secundum Canones Patrum, bis in anno Episcopos in id ipsum in unamquamque Provinciam convenire, quo Metropolitani Episcopus probaverit, & corrigere singula, si qua fortassis emergerint.*

VIII.

Le second Concile de Nicée qui est le septième general tenu en l'an 787. dans le Canon 6. re-

Auit ces Conciles à un par an. *Definierunt sexta Synodi Sancti Patres, omni excusatione remotâ, modis omnibus semel in anno fieri, & depravata corrigi, &c.*

IX.

Le Concile de Latran tenu sous le Pape Innocent III. en l'an 1215 qui est le douzième Concile general, Canon 6. confirme le même en ces termes : *Metropolitani singulis annis cum suis suffraganeis provincialia non omittant Concilia celebrare, &c.*

X.

Le Pape Jean XXIII. enjoignit à tous les Archevêques de tenir les Conciles Provinciaux de trois ans en trois ans, par sa Bulle, laquelle fut transcrite, & collationnée sur l'Original de l'Ordonnance de Gerard Evêque de Paris en 1414. à la requeste du Recteur de l'Université de ladite Ville.

XI.

Le Concile de Trente ordonne que la convocation & tenue des Conciles Provinciaux sera faite du moins de trois ans en trois ans, & celle des Synodes Diocésains tous les ans : *C'est dans la sess. 24. ch. 2. de reform.*

XII.

L'Article premier de l'Edit de Melun ordonne aux Archevêques, & Evêques de tenir leurs Synodes Provinciaux de trois ans en trois ans. *L'Edit de 1606. art. 6. de même.*

XIII.

La Chambre Ecclesiastique des

Etats Generaux de 1614. delibera que les Conciles Provinciaux se tiendroient de deux ans, en deux ans, ou pour le moins de trois ans en trois ans.

XIV.

L'Assemblée generale du Clergé de 1625. sur le sujet des Conciles Provinciaux delibera qu'ils se tiendroient au plutôt, & que dans le premier on assigneroit le temps & le lieu du suivant en chaque Province, soit dans un, deux ou trois ans, pourvu qu'il ne pût se estre davantage différé.

XV.

Et la même Assemblée par autre deliberation du mois d'Aoust même année resolut que les Conciles Provinciaux se tiendroient entre les Fêtes de Pasques prochaines & celles de la Pentecoste, pour estre continués au moins pendant quelque temps d'an en an.

XVI.

Le Formulaire de l'indiction des Conciles Provinciaux par les Metropolitains est intitulé, *Epistola Archiepiscoporum pro convocatione Conciliorum Provincialium ex consilio & deliberatione totius Cleri Gallicani Lutetia Comitum habentis anno 1625.*

XVII.

L'Assemblée fit encore une Lettre Circulaire aux Archevêques de France en leur envoyant la Lettre ou Formulaire cy-dessus pour la convocation de leurs Conciles Provinciaux.

XVIII.

L'Assemblée generale du Clergé de 1645. fit une deliberation qui tend à même fin.

XIX.

Et le Roy exhorte les Archevêques de son Royaume de tenir les Conciles Provinciaux du moins de trois ans en trois ans, *par sa Declaration du 16. Avril 1646, verifiée au Parlement le 26. du même mois, donnée sur les Remontrances de l'Assemblée de 1645. faisant défenses aux Juges d'en empêcher la celebration, & même leur enjoint de tenir la main à l'exécution de ce qui sera ordonné.*

XX.

La même resolution de tenir les Conciles Provinciaux fut encore prise dans *l'Assemblée generale du Clergé de 1650.* & Monseigneur de Vabres en a écrit au nom de l'Assemblée à Messieurs les Prelats absens.

XXI.

Monseigneur l'Archevêque de Rouën ayant fait convoquer un Concile Provincial, & l'ayant commencé, Sa Majesté luy écrivit une *Lettre du premier Fevrier 1651.* par laquelle Elle luy témoigne la satisfaction qu'Elle a de son dessein, l'invitant de le pousser dans sa perfection, étant si nécessaire au bien de l'Eglise, luy offrant toutes les assistances qui dépendront d'Elle.

Le Clergé de France a toujours considéré les Conciles Provinciaux comme un moyen tres-utile & nécessaire, pour mainte-

nir la Discipline Ecclesiastique ; & que depuis que l'ancienne coutume de les tenir a esté interrompue par le malheur des temps, il en a aussi toujours demandé le rétablissement avec instances. Ce qui se peut voir par les Remontrances faites aux Rois pendant les Assemblées generales, & lorsque les Etats Generaux ont esté convoquez dans les Cahiers presentez à leurs Majestez dans les mêmes occasions.

Cette matiere des Conciles Provinciaux est traitée plus particulièrement dans la Remontrance de Monseigneur le Coadjuteur de Rheims faite au Roy en l'an 1670. que dans toutes les autres.

CHAPITRE II.

De la veneration des Eglises & autres lieux Saints.

I.

L'On doit tenir la main à ce que l'honneur & le respect deub aux Eglises leur soit rendu, & que la maison de Dieu & les Autels ne soient point accessibles aux chiens, que les vases sacrez soient conservez avec grande veneration &c.

Capitul. de Charlemag. liv. 1. cap. 71. de honore Ecclesiar. Dei.

II.

Que les affaires seculieres ne soient point traitées dans les Eglises ny dans les maisons Ecclesiastiques,

siastiques, ny même proche l'entree d'icelles.

Ibid. lib. 5. cap. 91.

III.

Dans les Eglises, & même dans les Cimetieres les spectacles de routes manieres sont défendus par le Concile de Bâle, & toute sorte de commerce séculier, comme assemblées, colloques, negotiations, dances, trafic, marchandise, &c. à peine d'estre punis suivant les Censures Ecclesiastiques. C'est par le Decret dudit Concile, *De spectaculis in Ecclesia non faciendis*, qui est inferé dans la Pragmatique sanction.

IV.

Il est défendu à routes personnes indifferemment, de quelle qualité & condition qu'elles soient, de se promener dans les Eglises pendant le service Divin; mais de se tenir prosterner & en devotion, l'Eglise estant la maison de Dieu & d'Oraison.

Franc. 11. 1551. Edit de Chasteau Briant art. 40. Ord. de Blois art. 39.

V.

Le Baillif de Rouën donna une *Ordonnance du 11. Mars 1495.* qui portoit que des deniers communs de la Ville de Rouën, seroit bâtie une maison dans la même Ville pour les Assemblées & Negotiations des Marchands & autres personnes, afin d'oster l'abus qu'ils avoient introduit de s'assembler pour leurs affaires dans l'Eglise Metropolitaine.

Cette Ordonnance est rappor-

tée pour servir de modèle, au cas qu'un pareil abus arrivât en d'autres lieux, l'on peut voir au long ladite Ordonnance dans les Memoires du Clergé.

VI.

Le Parlement de Rennes par son *Arrest du 14. May 1622.* fit défenses d'entrer dans les Eglises & Cimetieres, avec armes à feu & bâtons, d'y commettre des insolences, ny d'apporter aucun trouble au service Divin, de fait, ny de parole, sur peine de la vie.

CHAPITRE III.

De la Celebration & Solemnité des Fesses.

I.

LE Roy Gontran ensuite du second Concile de Mascon de l'an 585. donna une Ordonnance tirée de ses Decrets le 10. Novembre, le 24. de son Regne, par laquelle il défend de travailler les Fêtes & Dimanches, si ce n'est à ce qui regarde la preparation des viandes.

II.

Le même est ordonné dans les Capitulaires de Charlemagne & Louis le D. *lib. 1. cap. 81. & lib. 2. cap. 7.*

III.

Il est défendu à tous Juges de permettre qu'aucunes Foires & Marchez soient tenus, ny dances publiques faites les jours de Dimanche & Fêtes annuelles & so-

lemnelles, & leur est enjoint de punir les contrevenans.

Ordon. d'Orleans art. 23.

IV.

Défenses à tous Joueurs de farces, Bâteleurs & autres semblables, de jouer les jours de Dimanches & Festes aux heures du service Divin, de se vêtir en habits Ecclesiastiques, de représenter des choses indecentes, dissoluës & de mauvais exemple, à peine de prison & de punition corporelle.

Ibid. art. 4.

V.

L'Ordonnance de Blois art. 38. confirme celle d'Orleans sur les Articles cy-dessus, & y ajoute les Cabaretiers, les Maîtres de jeu de Paume d'Escrimes.

VI.

Le Parlement de Paris donna un *Arrest en forme de Reglement le premier Octobre 1588.* par lequel il défend à tous Juges de permettre aux jours de Dimanches & Festes solemnelles, aucunes Foires, Marchés ny danses publiques.

Aux Artisans, Ouvriers, & autres personnes de travailler, ny faire travailler lesdits jours de Festes & Dimanches.

Et aux Cabaretiers, Triportiers, Maîtres d'Escrire, d'ouvrir leurs Cabarets, Tavernes, jeux de Paumes & Salles pendant les mêmes jours.

VII.

Défenses de travailler les jours de Festes & Dimanches, aux Hôtelières & Cabaretiers de donner à

manger & à boire esdits jours pendant le service Divin; comme aussi de donner de la viande aux jours défendus par l'Eglise; même à ceux de la Religion prétendue Réformée, auxquels il est enjoint de porter honneur au S. Sacrement.

Arrest des grands Jours de Poitiers en forme de Reglement le 23. Decembre 1634.

Défenses à toutes sortes de personnes d'aller au Cabaret pendant le service Divin, & aux Cabaretiers de les y recevoir pendant ce temps-là. Comme aussi défenses aux Officiers de Justice de tenir Cabarets, & d'y exercer aucun Acte de Jurisdiction, ny de les fréquenter, à peine pour la première fois de cinquante livres d'amende, & pour la seconde fois d'interdiction de leurs Charges. *Par Arrest du Parlement de Paris donné en forme de Reglement, sur la requisiion de Monsieur le Procureur General, du 22. Janvier 1672.*

VIII.

Défenses à tous Juges de permettre dans l'étendue du Diocèse de Meaux aucunes Foires, ny Marchés aux jours de Dimanches & Festes, & que lesdites Foires & Marchés seront transferez au lendemain. *Par Arrest du Conseil Privé du dernier Juin 1640.*

IX.

Mêmes défenses aux Baillifs de Nantueil, de permettre Foire ny Marché le jour de l'Assomption, ny autres Festes & Dimanches, & que conformément au préce-

dent Arrest du dernier Juin 1640. lesdites Foires & Marchez seront transferez au lendemain, nonobstant toutes Coûtumes contraires. *Arrest du Conseil Privé du 27. Juillet 1645.*

X.

Mêmes défenses aux Officiers de la Justice Patrimoniale de Grandvilliers, de permettre aucune Foire au jour & feste de leur Patron, & à tous Marchands d'y étaler leurs Marchandises ledit jour, à peine de confiscation d'icelles, & de 100. livres d'amende contre chacun des Contrevenans, & que lesd. Foires seront remises au lendemain, non Dimanche. *Arrest du Conseil Privé du 12. Fevrier 1667.*

XI.

Les Foires, Marchez, & dances appellées Baladoires sont défendues aux Dimanches & Fêtes de Patron, à peine de cent livres d'amende contre chacun Contrevenant, même contre les Seigneurs & Officiers qui le souffriront. *Par Arrest du Parlement de Paris en forme de Reglement du 3. Septembre 1667. conformément à celui de Grandjourns de Clermont du 14. Decembre 1665.*

XII.

Le même Parlement donna un autre Arrest le 11. Aoust 1670. en execution du precedent.

XIII.

Il est défendu à tous Huissiers, Sergens, Archers & autres porteurs de contraintes pour deniers Royaux, de les mettre à execu-

tion les jours de Fêtes & Dimanches, à peine de trois mil livres d'amende. *Par l'Arrest du Conseil d'Etat du 10. Fevrier 1661.*

CHAPITRE IV.

Du Service Divin, de l'Exposition du S. Sacrement, des Reliques des Saints, des Ornaments Ecclesiastiques, & des Confrairies.

I.

Le Concile de Trente dans le Decret *De observandis & evitandis in celebratione Missæ* sess. 22. qui commence : *Quantā curā*; après avoir parlé de l'importance du Sacrifice de la Messe, & de la malediction qui tombe sur ceux qui s'y comportent negligemment; invite les Evêques & Ordinaires des lieux de ne point souffrir de marques d'avarice & de bassesse, d'irréverence, ny de superstition, comme encore de commerce honteux pour les Messes, particulièrement pour les nouvelles, où l'on exige plutôt des aumônes par importunité, que l'on ne les demandes avec soumission.

Il les invite de plus à ne point permettre aux Prêtres inconnus & passans de dire la Messe, ny à ceux qui sont tachez de crimes connus.

Ny de dire la Messe hors les Eglises dans les maisons des Particuliers.

Deplus à retrancher des Musiques tout ce qui sera lassif & im-

pur, & toute sorte de commerce
seculier, vains & profanes, com-
me de parler les uns avec les au-
tres, se promener, faire du bruit,
&c.

Que les Prêtres ne disent la
Messe que dans les heures permi-
ses, & usitées,

Eviter le nombre superstitieux
de chandelles sur les Autels.

Et avertir le peuple d'aller à
la Paroisse les Dimanches & Fê-
tes solennelles.

I I.

Charlemagne & Louis le De-
bonaire ordonnerent qu'il n'y au-
roit point de Chapelles dans leurs
Palais, ny ailleurs sans la permis-
sion de l'Evêque du lieu, & que
l'on celebreroit les Dimanches &
Festes depuis le matin jusques au
soir.

Liv. 5. capitul. 182.

III.

Et dans le cap. 230. *De his qui
in domo sua Oratorium fecerint* : il
est porté que l'on peut avoir un
Oratoire dans sa maison pour y
prier, mais l'on n'y peut dire la
Messe sans la permission de l'E-
vêque, à peine de confiscation de
ladite maison &c.

IV.

Les Messes ne doivent point
estre celebrées dans des lieux non
consacrez, si l'on n'y est contraint
par hostilité ou dans un long voya-
ge, & il faut que l'Autel soit con-
sacré par l'Evêque quand on y est
contraint par la nécessité.

Ibid. liv. 6. capit. 205.

V.

L'on ne doit point assister à la
Messe ny à Vespres avec des ar-
mes dont on se sert à la guerre,
& en ce cas-là, les Prêtres ont
pouvoir d'y mettre ordre, & de
châtier ceux qui en porteront.

Ibid. liv. 7. cap. 202.

VI.

Les Laïques ne doivent point
s'approcher, ny se tenir près de
l'Autel pendant l'Office, mais se
tenir toujours au deça des Balu-
stres, où sont les places des Clercs.

Ibid. liv. 7. cap. 203.

VII.

Et dans le même endroit cap.
334. il est défendu de consacrer,
sous des grandes peines, dans des
lieux illicites avec des vases qui
ne sont pas consacrez, & avec des
ornemens qui ne sont pas benis
par l'Evêque.

L'on peut voir les Titres 11, 12,
13, 14, 15, 16, 17, 18, & 19. de la
pragmatique sanction, qui regar-
dent le service Divin. Au Titre 8.
de la seconde partie de cet Abregé.

VIII.

Les Cabaretiers, Taverniers, &
Maîtres de jeu de Paume ne re-
cevront aux heures du service Di-
vin aucunes personnes de quelle
qualité & condition qu'elles soient,
& défenses à toutes personnes d'y
aller, à peine de l'amende pour la
premiere fois, & la seconde de
prison. Enjoint aux Juges d'y te-
nir la main.

Ordon. d'Orléans art. 15.

IX.

Les Seigneurs temporels & autres personnes quelconques de la Religion P. R. ne pourront se servir de Cloches & meubles des Eglises, ny occuper les Eglises & lieux dediez pour le service Divin, ny contraindre les Curez ou leurs Vicaires de changer ou differer les heures dudit service ordinaires & accoutumées. *Par l'Edit de 1671. art. 2.*

X.

Il est défendu de se promener dans les Eglises durant la celebration du service Divin, & enjoit aux Huissiers ou Sergens, sur peine de privation de leurs États, de mettre & constituer prisonniers les contrevenans à l'Article 39. de l'Ordonnance de Blois.

XI.

Défenses à toutes personnes de quelle qualité & condition qu'elles soient d'occuper es Eglises les places destinées aux Ecclesiastiques pendant la celebration du service Divin, même les hautes Chaires du Chœur desdites Eglises affectées aux Chanoines & autres Ecclesiastiques qui y font le service.

*Henry IV. Edit de 1606. art. 29.
Déclaration de 1657. art. 25.*

XII.

Et quand les Cours de Parlement & autres Cours Souveraines qui en sont en possession, iront en Corps, les Dignitez & Chanoines se reduiront aux six Chaires les plus honorables de chaque

côté, & laisseront les autres Chaires pour les Officiers desd. Cours.

Decl. du Roy de 1657. art. 25.

Les Gouverneurs ne doivent point loger aux maisons Episcopales de leur Gouvernement, quand même les Evêques y consentiroient ou l'offriroient; ny qu'eux ou autres personnes Laïques exigent des Predicateurs qu'ils leur adressent la parole. *Ibid.*

L'Art. 26. de la Decl. de 1666 est conforme.

XIII.

Le Parlement de Rennes donna un *Arrest en forme de Reglement* le 16. Octobre 1627. qui enjoit d'assister avec reverence au service Divin avec défenses de demeurer cependant dans les Cimetières, ny d'entrer dans les Tavernes, à peine de trente sols d'amende contre les Contrevenans; applicables à la Fabrique de l'Eglise, & de dix livres d'amende contre les Taverniers qui les laisseront entrer pendant le service Divin, &c.

XIV.

Il est défendu de contraindre les Curez de publier aux Prônes des Messes Parroissiales les Proclamations & Encheres des biens qui sont en Decret: *Par Arrest du Conseil Privé du 3. Juillet 1640.* qui porte que les Publications qui seront faites par les Huissiers ou Sergens aux portes des Eglises à l'issuë desdites Messes, seront de pareille vertu que si elles avoient esté faites aux Prônes.

XV.

Pareilles défenses aux Parle-
K iij

mens & autres Juges d'obliger les Ecclesiastiques à telles Publications, par l'Art. 20. de la Declaration du mois de Fevrier 1657. qui ajoute que les Curez, & autres Ecclesiastiques publieront néanmoins de l'ordre des Evêques Diocésains ce qui leur sera envoyé concernant le service de S. M. & le bien de l'Etat.

XVI.

L'Eglise ayant ordonné que les Fidèles assisteront au moins de trois Dimanches l'un à leur Messe Parroissiale, avec pouvoir aux Prelats de les y contraindre par Censures Ecclesiastiques. Cette Ordonnance doit estre gardée, tant pour rendre son devoir à sa propre Eglise, que pour y entendre le Prône, la publication des Fêtes, des jeûnes, des monitoires, &c. C'est pourquoy il est défendu aux Religieux de prêcher ny d'enseigner aucune doctrine, ny donner des Conseils contraires à cela; & ne pourront prêcher, faire des processions, tenir des Congregations & des assemblées publiques en leurs Monasteres aux heures de la Messe Parroissiale.

Declaration en forme de Reglement de l'Assemblée generale tenue en 1625. confirmée par celle de 1635. & renouvelée par celle de 1645. appelée le Reglement des Reguliers, art. 3.

XVII.

Les Religieux ne pourront permettre de dire la Messe dans les Eglises de leurs Monasteres, Maisons & Congregations à aucuns

Prêtres d'autres Dioceses, de quelque qualité qu'ils soient, s'ils n'en ont permission par écrit de l'Evêque Diocésain, ou de son grand Vicairé, à moins que ce ne soient des passans qui soient connus par les Superieurs des Maisons.

Ibid. art. 4.

XVIII.

DE LA CONNOISSANCE du Service Divin qui appartient à l'Eglise.

Les Chanoines de Romans du Diocèse de Valence, & les Prêtres habituez de la même Eglise ayant eu quelque démêlé touchant l'ordre du service Divin, & leurs distributions, s'étans pourvus au Conseil Privé du Roy, furent renvoyez pardevant l'Evêque Diocésain sur leurs différens. *Par l'Arrest du 20. Decembre 1638.*

XIX.

Le Parlement de Toulouse ayant dénié au Curé de la Gardelle son renvoy pardevant l'Archevêque Diocésain, sur une contestation concernant le service, & la forme de donner de l'eau benîze. Le Conseil Privé par son Arrest du 9. Septembre 1639. cassa l'Arrest dudit Parlement, avec défenses de se pourvoir ailleurs que pardevant ledit Seigneur Archevêq. ou ses Officiers pour semblables différens.

XX.

Pareilles défenses furent faites au Juge Mage de la Seneschaussée de Tarbes de prendre aucune connoissance du service Divin, & or-

dre d'iceluy, des Procéssions, rangs & Confrairies, Porteurs de Cierges, & autres assistans ausdites Procéssions, & que les Ordonnances de l'Evêque Diocésain sur ce rendues, seront exécutées. *Par Arrest du Conseil Privé du 30. Septemb. 1639.*

XXI.

Mêmes défenses furent faites au Lieutenant general d'Alençon, & à tous autres Juges seculiers, de prendre aucune connoissance du service Divin, ny du fait des Confrairies *Par l'Arrest du Conseil Privé du 9. Aoust 1674.*

XXII.

DE L'EXPOSITION
du S. Sacrement.

Sur la contestation qui estoit entre Monseigneur l'Archevêque de Bourdeaux & les Religieux de l'Ordre de S. Dominique de la même Ville, pour l'exposition du S. Sacrement dans leur Eglise.

La Congregation des Cardinaux établie pour l'interpretation du Concile de Trente, envoya son Decret en l'an 1644. à Monseigneur le Cardinal Grimaldi, qui estoit alors Nonce Apostolique en France, par lequel il est porté que les Reguliers même dans leurs propres Eglises, ne peuvent point exposer le S. Sacrement, *nisi ex causâ publicâ, que probata sit ex Ordinario: ex causâ privatâ posse, dummodo Sanctissimum Sacramentum à Tabernaculo non extrahatur, & sit velatum, ita ut ipsa sacra Hostia videri non possit.* Ce sont les pro-

pres termes du Decret.

XXIII.

L'Assemblée Generale du Clergé par sa Declaration appellée *le Reglement des Reguliers* art. 2. fit défenses tres-expresses d'exposer le S. Sacrement à découvert sur l'Autel, ny de le porter dans les Procéssions, sinon lorsque l'Eglise fera l'Office du S. Sacrement, ou es jours de devotions extraordinaires faites pour cause publique, & approuvée par l'Evêque & avec sa permission.

Et qu'à l'avenir ne pourront les Ecclesiastiques Reguliers ou Seculiers, exempts ou non exempts, s'obliger par Contrat ou Convention quelconque d'exposer le S. Sacrement à découvert, ny recevoir aucune fondation à cette fin, si ce n'est par l'ordre ou du consentement de l'Evêque Diocésain.

XXIV.

DES RELIQUES DES SAINTS
& des Ornaments pour le Service
Divin.

Le Concile de Trente *sess. 25.* par son Decret de *invocatione, veneratione & Reliquiis Sanctorum, & sacris Imaginibus*, qui commence par ces mots, *Mandat sancta Synodus, &c.*

Ordonne aux Evêques d'instruire les Fidelles de l'intercession & invocation des Saints, de l'honneur deû à leurs Reliques, & de l'usage legitime des Images, & de declarer impies ceux qui auront des sentimens contraires, & de les

condamner avec l'Eglise comme anathemes.

XXV.

Toutes personnes Ecclesiastiques pourront estre indifferemment executées en leurs meubles, sauf és Ornemens servans & destinez à l'Eglise, comme leurs Livres & vestemens ordinaires & necessaires. *Par l'Art. 28. de l'Ordonnance d'Orleans.*

XXVI.

Et par celle de Blois *art. 57.* les personnes constituées és Ordres Sacrez ne pourront en vertu de l'Ordonnance faite à Moulins estre contraincts par emprisonnement de leurs personnes, ny pareillement pour le payement de leurs dettes estre executés en leurs meubles destinez au service Divin, ou pour usage necessaire & domestique, ny en leurs Livres.

XXVII.

Et comme l'on estoit contrevenu ausdites Ordonnances en plusieurs Cours Souveraines, le Roy *par son Edit de 1606. art. 23.* en confirmant lesdites Ordonnances, declara tous emprisonnemens & executions faites au contraire, tortionnaires & injurieuses, donnant pouvoir aux Ecclesiastiques de se pourvoir pour leurs dommages & interets, tant contre la partie civile, que contre ceux qui avoient fait lesdits emprisonnemens & executions.

XXVIII.

Les Ecclesiastiques peuvent vendre leurs Reliques & autres Or-

nemens d'Eglise sur ceux qui les detiennent, soit en dépost ou autrement, sans qu'ils puissent estre retenus sous quelque pretexte que ce soit, estant permis aux Ecclesiastiques d'informer contre ceux qui ont spolié les Eglises, du moins à fin civile, pour la repetition de ce qui a esté mal pris. *Par l'Edit de 1596. donné en faveur du Clergé.*

XXIX.

Les Parroissiens sont obligez de rétablir les Presbyteres & Maisons d'habitations des Curez démolies par l'injure des Guerres Civiles, ou par caducité, & de fournir d'Ornemens aux Eglises nonobstant tous Arrests à ce contraires; & pour cet effet ils pourront tous se cottiser à lever sur eux jusques à la somme de trois cens livres &c. *Par la Declaration du mois de Fevrier 1657. art. 30. & par celle du mois de Mars 1666. art 28.*

XXX.

Les Parroissiens contribueront telles sommes que les Prelats verront estre necessaires pour la réedification des maisons Presbyterales des Curez, Fonds Baptismaux & Clochers des Eglises Parroissiales, & fourniront en outre de Croix, Calices, Cloches, & toutes autres choses requises pour le service Divin & administration des Sacremens, comme estant lesdites choses pour le service & usage des Parroissiens, à moins que les Prelats ne trouvent que les revenus des Cures soient si grands & le

& le nombre des Parroissiens si petit & si pauvre, que lesdits Curez y doivent contribuer dont leur honneur & leurs consciences seront chargées.

C'est par l'Art. 18. de ceux qui furent presentez au Roy Henry III. par le Clergé de France au mois de Novembre 1583. & répondu par S. M. le 5. Mars suivant & accordé purement & simplement.

XXXI.

DES CONFRAIRIES.

Les Evêques non seulement comme Evêq. mais encore comme Délégués du S. Siege Apostolique, doivent prendre connoissance de toutes les dispositions de dernière volonté faites à causes pies, de la visite des Hôpitaux & Colleges, & encore des Confrairies des Laïques, instituées pour le culte de Dieu, pour le salut des âmes, & pour le soulagement des pauvres, nonobstant tous privileges à ce contraires. C'est le Concile de Trente qui l'ordonne ainsi dans la sess. 22. au ch. 8. de reformatione, qui commence, *Episcopi etiam tamquam, &c.*

XXXII.

Il arrive souvent des Monopoles dans la multiplicité des Confrairies, & que les deniers qui sont destinez à des œuvres pies, sont souvent consummez par des festins & des excès de bonne chere, c'est pourquoy le Concile Provincial de Sens tenu en 1524. défend tres-expressément à toutes personnes de

quelle qualité qu'elles soient, de plus eriger de nouvelles Confrairies, sans l'autorité des Conciles Provinciaux des Evêques, ou de deux Vicaires, à peine d'excommunication.

XXXIII.

Il y a plusieurs autres Conciles Provinciaux de France qui ont fait des Decrets semblables au precedent, pour empêcher les abus qui se commettent dans les Confrairies, particulièrement des Artisans, & c'est aussi pour ôter ces abus, que les Rois ont mis dans leurs Ordonnances les Articles suivans.

XXXIV.

Que suivant les anciennes Ordonnances & Arrests des Cours Souveraines, toutes Confrairies de gens de métiers & artisans seront abbatuës, interdites & défendues par tout le Royaume.

François I. 1539. à Villiers-coiretts an. 185.

Monsieur Bourdin Procureur general au Parlement de Paris qui a commenté cette Ordonnance, dit que par ladite Ordonnance on n'a point aboly absolument les Confrairies des Artisans, mais les abus, monopoles & excès dans les festins & les assemblées illicites que les Artisans faisoient sans permission de S. M. au sujet desdites Confrairies.

XXXV.

Les deniers & revenus de toutes Confrairies, la charge du service Divin déduite & satisfaite, seront appliquez à l'entretenement des Ecoles & aumônes es

plus prochaines Villes & Bourga-
des où lefdites Confrairies auront
esté instituées, sans que lefdits
deniers puissent estre employez à
autre usage sous quelque pretexte
que ce soit.

Ordonnance d'Orléans art. 10.

XXXVI.

Tous Banquets, tant pour Do-
ctorats & autres degrez en quel-
que Faculté que ce soit, que pour
Maistrises des Sciences, Arts ou
Métiers, & aussi pour Confrairies,
sont défendus, à peine de 500. li-
vres tournois contre chacun de
ceux qui auront assisté ausdits Ban-
quets, applicables le tiers au Roy,
le tiers aux pauvres, & le tiers au
denonciateur.

*Ord. de Roussillon du mois de Janvier
1563. art. 37.*

XXXVII.

*Lesdites Ordonnances confirmées
par celle de Moulins de 1566. art. 74.
& par celle de Blois art. 37.*

CHAPITRE V.

*Des Processions, Te Deum, & au-
tres Prières pour causes publiques
& necessitez urgentes.*

I.

L'Evêque doit calmer, & accom-
moder tous les differens qui
naissent de la preséance ou pre-
férence; & qui arrivent souvent
avec scandale entre les Ecclesia-
stiques Seculiers & les Reguliers
dans les Processions, Enterremens,
& quand il s'agit de porter le Dais
& autres occasions, & regler les-
dits differens, nonobstant toutes

appellations, &c. Comme enco-
re doit appeller aux Processions
les Clercs Seculiers & Reguliers,
& les obliger d'y aller, à la reser-
ve de ceux qui vivent dans une
perpetuelle clôture.

*Concil. de Trent. sess. 25.^e ch. 19.
de Regularibus & Monialibus.*

La même chose est ordonnée
en plusieurs Conciles Provinciaux
en execution du Concile de Tren-
te, & par le Reglement de l'As-
semblée de Melun tit. 31. *de his
que ad jurisdictionem pertinent.*

II.

L'Archevêque & le Parlement
de Rouën ayant eu difficulté sur
l'ordre des Processions generales
ordonnées par le Roy, ils furent
reglez, par *Arrest du Conseil Privé
du 10. Juin 1554.* portant que tou-
tesfois & quantes, que par Or-
donnance du Roy il sera fait Pro-
cession generale en ladite Ville
de Roüen, & que les gens dela-
dite Cour seront assistans, seront
tenus en avertir ledit Archevêque
de Roüen ou ses Vicaires, pour
prendre de luy jour & heure, temps
& lieu le plus commode pour fai-
re ladite Procession generale; afin
que tant ledit Seigneur Archevê-
que, ses Vicaires, ou pareillement
ladite Cour, fassent leurs prepara-
tifs ou devoirs en tel cas requis;
& en ce faisant iceluy Archevê-
que, ses Vicaires ou autres Mini-
stres de ladite Eglise, seront tenus
de les recevoir & donner lieu, &
tel ordre & prééminence, que
l'Evêque de Paris & ses Vicaires

ont accoutumé de faire, & recevoir les gens de la Cour du Parlement de Paris dans lesdites Processions generales, sans que les gens de ladite Cour puissent entreprendre aucunement pour le fait de l'ordre desdites Processions & Predications; auxquels gens de ladite Cour est enjoint pour le bien de la Justice & des sujets du Roy, de faire leurs Charges & Etats suivant les Ordonnances.

III.

Le Chapitre de l'Eglise de Paris donna ensuite une attestation de l'usage que l'on y observoit en tel cas, contenant entr'autre ces termes, *Dicimus Chorum dictæ Ecclesiæ nostræ tunc dividi in quatuor partes, quorum dextræ & sinistraliteris, medias à parte majoris altaris usque ad medium Chori, idest, usque ad gradus assensus Cathedralium ex utroque latere per nos & Ecclesiæ nostræ Beneficiatos & Capellanos sursum & deorsum occupari: aliam partem dextræ lateris per Dominos Supremi Senatus, & aliam sinistri sursum deorsumque per Dominos Computorum urbis, & Curia subsidiorum conjunctim. Et ita à dictis Dominis in omnibus convocationibus, & absque ulla contentionem perpetuò observatum fuisse.*

IV.

Les Officiers du Presidial de Clermont ayant pretendu avoir leur séance dans les hautes Chaires du Chœur de l'Eglise dudit lieu aux Festes solennelles par leurs Sentences rendues contre les Cha-

noines, le Parlement de Paris par son Arrest du 14. Juillet 1611. cassant lesdites Sentences, ordonna qu'aufdits jours il n'y auroit que le Seneschal, le President audit Presidial, le Lieutenant General & le Lieutenant Criminel, ou en leur absence le Lieutenant Particulier, & les trois plus anciens Conseillers, qui ayent séance ausdites Chaires, & ce après les Dignitez & Chanoines de ladite Eglise.

V.

Lequel differend avoit esté renvoyé au Parlement de Paris, par l'Arrest du Conseil Privé du 10. Juillet 1610.

VI

Les Maires & Echevins de la Ville de Provins ayans de leur autorité seule ordonné de chanter le *Te Deum*, & qu'ils y avoient contrainsts les Ecclesiastiques sans attendre l'ordre de Monseigneur l'Archevêque de Sens, dans le Dioecèse duquel la Ville est située: même fait défenses d'exécuter son Mandement lorsqu'il l'avoit envoyé; Surquoy lesdits Maires & Echevins furent assignez au Conseil par l'Arrest dudit Conseil Privé du 14. Decembre 1638. leurs Ordonnances cassées, déchargez de l'amende portée par icelles, avec défenses à eux d'ordonner des choses appartenans à l'Eglise, ny de troubler ledit Seigneur Archevêque aux fonctions de sa charge.

VII.

Le Chapitre de Bourdeaux ne doit recevoir l'ordre pour les

actions de grâces, ou autres prières publiques, que Sa Majesté aura trouvé bon estre faites en ladite Eglise, d'autre personne que de l'Archevêque ou de ses Vicaires Generaux en son absence. *Ainsi jugé par Arrest contradictoire du Conseil Privé du 20. Novembre 1643.* portant suppression d'un Acte fait sur ce sujet par ledit Chapitre.

VIII.

Les Processions generales, *Te Deum*, & autres prières publiques qui se feront par l'ordre supérieur, seront indites par l'Evêque ou son grand Vicaire, dont le Chapitre sera gracieusement averty, & les prières particulières par la resolution commune de l'Evêque & du Chapitre. *Ainsi jugé par Arrest du Parlement de Paris du 8. Janvier 1647.*

CHAPITRE VI.

Des Enterremens & autres devoirs envers les morts.

I.

PAR les Capitulaires de Charlemagne & de Louis le Debonaire il n'estoit pas permis d'enterrer les morts dans les Eglises. *Ut nullus deinceps in Ecclesia mortuorum sepelias lib. 1. cap. 159.*

II.

Cela estoit déjà observé auparavant, comme il se voit au livre 2. cap. 47. où il est porté, *ut de sepeliendis in Basilicis mortuis, illa constitutio servetur, qua ab antiquis Patribus constituta est.*

III.

Et il estoit défendu aux Fidéles de rien retenir des anciennes Ceremonies des Payens dans les enterremens, par ces termes : *admoncantur fideles, ut ad suos mortuos non agant, qua de Paganorum ritu remanserunt, &c.*

Lib. 6. cap. 194.

IV.

Et dans le même lieu au liv. 6. cap. 195. les jeûnes & oblations que les Fidéles font pour leurs parens ou amis doivent estre achevées dans trente jours, & ne doivent point dans les sepultures mettre corps sur corps, ny sortir les os des tombeaux, pour les mettre sur terre.

V.

Le Concile de Trente dans la sess. 24. ch. 4. de reformatione, ordonne aux Evêques dans leurs Synodes de mettre ordre à l'accomplissement des prières, que les Testateurs ont ordonné par leurs testamens estre faites pour eux, &c.

VI.

Et le même Concile en la même sess. chap. 19. de reformatione, ordonne que ceux qui auront esté tuez en duel soient privés pour toujours de sepulture Ecclesiastique : *si in ipso conspectu decesserint, perpetuo careant Ecclesiastica sepultura.*

Ce qui est confirmé par l'Edit de 1606. art. 16.

Ceux de la Religion P. R. font aussi priver de ladite sepulture Ecclesiastique, quand ils seroient

fondateurs d'Eglises, suivant l'art.
10. du même Edit.

VII.

Les corps des decedez doivent estre enterrez dans leurs Parroisses, s'ils n'en ont autrement disposé par leurs testamens & dernieres volontez. *Il a ainsi esté jugé par l'Arrest du Parlement de Rennes du 19. Juillet 1628.*

VIII.

Il y a un Reglement entre les Curez de la Ville & Faux-bourgs de Paris & les Religieux, par lequel il est dit que quand quelqu'un aura élu sa sepulture dans l'Eglise desd. Religieux ou Religieuses, soit que les Monasteres se trouvent construits dedans ou dehors la Parroisse du défunt, le Curé ou son Vicaire levera le corps, & le conduira jusques à la porte dudit Convent, où le défunt aura élu sa sepulture, auquel lieu le corps sera reçu par le Supérieur, & après que le Curé aura certifié que le défunt est mort en la communion de l'Eglise, il se retirera & le luminaire sera partagé par moitié. *C'est par l'Arrest du Parlement de Paris du 27. May 1646.*

IX.

Le même a esté ordonné par un autre Arrest dudit Parlement du dernier May 1631. qui permet aux Religieux en cas de refus des Curez deuëment sommer, d'enlever lesdits corps, & les faire porter & enterrer dans leurs Eglises.

X.

Le corps d'un Catholique ayant

esté enterré avec ceux de la Religion P. R. fut deterré pour le mettre en terre sainte. *Par Arrest du Parlement de Paris du 9. Aoust 1611.*

XI.

Les Cloches ne doivent estre sonnées après le decez des Parroissiens & autres qui seront enterrez dans la Parroisse, que le Curé n'en soit averty, & qu'il n'ait donné son consentement, l'émolument de la sonnerie demeurant à la Fabrique. *Il a ainsi esté jugé par Arrest dudit Parlement du 21. Mars 1621.*

CHAPITRE VII.

Des Droits honorifiques.

I.

DANS les Capitul. de Charlemagne, & de Louïs le Debonnaire, il est porté, *Ut Episcopi provideant quem honorem Presbyteri pro Ecclesiis suis Senioribus tribuant.* C'est au liv. 1. chap. 148.

II.

Aucun de quelle qualité & condition qu'il soit, ne pourra prendre droit, possession, autorité, prerogative ou prééminence au dedans des Eglises, soit pour y avoir bancs, sieges, oratoires, escabeaux, accoudoirs, sepultures, chœurs, titres, armoiries, écussons, & autres enseignes de sa Maison, à moins qu'il ne soit Patron ou Fondateur desdites Eglises, & qu'il n'en puisse promptement justifier par Lettres ou Titres de Fondation, ou par Sentence ou Jugement donnez

en connoissance de cause, & partie legitime.

François I. 1539. pour la Bretagne

Et outre les cas susdits, les Sujets de Sa Majesté ne seront receus à faire intenter aucun procez ou instance, pour raison desdits pretendus droits, &c.

Ibid.

III.

Les Cures qui sont apresent unies aux Abbayes, Prieurez, Eglises Cathedrales ou Collegiales, seront dorénavant tenues à part, & à titre de Vicariat perpetuel, sans qu'à l'avenir lesdites Eglises puissent pretendre sur icelles Cures, autres droits qu'honoraires.

Louis XIII. 1629. art. 12.

IV.

Les Patrons seuls peuvent former complainte pour les droits honorifiques, & particulierement pour leurs bancs. *Ainsi jugé par Arrest du Parlement de Paris du 7. Mars 1670.*

V.

Ce n'est pas assez pour établir la qualité de Patron d'avoir ses Armes gravées ou peintes aux cloches, ou dans l'Eglise, mais il faut encor d'autres titres & enseignemens. *Ainsi jugé par un autre Arrest dudit Parlement du 18. Janvier 1603.*

VI.

Les Patrons & Seigneurs hauts-Justiciers faisant profession de la Religion P. R. ne peuvent jouir des droits honorifiques, tant qu'ils demeureront en cette Religion P. mais seulement lorsqu'ils seront

Catholiques. *Ainsi jugé par la Chambre de l'Edit de Paris le 3. Juin. 1609.*

VII.

Même chose a été jugée par Arrest dudit Parlement de Paris du 26. Aoust 1617.

VIII.

Les Seigneurs faisant profession de la Religion P. R. ne pourront user d'aucuns droits honorifiques, dans les Eglises, de sepultures, bancs, titres, tant dehors que dedans les Eglises, & Patronages, demeurans lesdits droits en surcance, tant qu'ils feront profession de ladite Religion P. R.

Declaration du Roy de 1655. & 1656. art. 5.

IX.

Il y a un Arrest du Parlement de Rouen du 14. May 1607. intervenu sur ce que des Gentils-hommes habitans d'une Paroisse dont l'Eglise est en Patronage Ecclesiastique avoient fait mettre leurs Armes dans le Chœur de ladite Eglise portant qu'elles seroient effacées, & que les Bancs qu'ils y avoient aussi fait poser (quoy que par le permission du Patron Ecclesiastique) soient transportez dans la Nef, avec defenses audit Patron, de donner à l'avenir de telles permissions, tant pour les bancs, que pour la sepulture dans le Chœur, à la reserve du Curé.

Il y a eu plusieurs Arrests dudit Parlement de Rouen donnez en pareil cas, celui du 14. Avril 1607. rapporté par Berault sur l'art. 14. de la Coutume de Normandie au titre des Fiefs.

Celuy du 2. Aoust 1584. ibid.

Celuy du 29. Mars 1596.

& celuy du 21. Juillet 1598.

Il y a faute en l'original dans les articles.

X.

Le Patron peut choisir tel jour de feste que bon luy semble, pour presenter seul le Pain benit, quoy-qu'il ne demeure pas dans la Paroisse, & que les Paroissiens ayent accoustumé d'y rendre le Pain benit chacun à leur tour.

Arrest du Parlement de Paris du 28. Janvier 1612.

XI:

L'Arrest du grand Conseil du 28. Septemb. 1618. ordonne que le nommé de la Touche aura la séance & autres honneurs & prééminences de l'Eglise, après les Abbez, Religieux & Convent de Savigny, & condamné du Hamel à réintégrer, rétablir & remettre le banc dudit de la Touche en la Nef de ladite Eglise, au lieu le plus eminent après celuy desdits Abbez, & Religieux, & qu'après ledit de la Touche, le nommé de Brecy aura lesdits honneurs, & prééminences.

XII.

Ledit Arrest fut confirmé par celuy du 8. Mars 1619. les parties ayant obtenu des Lettres en forme de Requeste Civile.

XIII.

Il n'appartient pas au Seigneur haut Justicier, qui ne l'est que par engagement de faire peindre des *Littres* dedans, & à l'entour de

l'Eglise, mais seulement de faire mettre un poteau en place publique avec les Armes du Roy & les siennes au dessous. *Ainsi jugé par Arrest du Parlement de Paris du 5. Juillet 1554.*

XIV.

L'Engagiste du Domaine du Roy qui en cette qualité est Seigneur haut Justicier, n'a pas droit de *Littre* non plus que le Seigneur moyen & bas Justicier.

Arrest du Parlement de Paris du 29. Aoust 1620.

XV.

Les Gentils-hommes non Patrons, qu'on't point de bancs dans l'Eglise, doivent s'adresser à leur Curé, ou au Doyen Rural, ou aux Marguilliers de la Paroisse, pour leur assigner place dans la Nef. Et les hommes doivent preceder au Processions & Offrandes les Damoiselles femmes desdits Gentils-hommes non Patrons. *Il a ainsi esté réglé par trois Arrests du Parlement de Rouen des 2. Mars 1599. 13. Fevrier 1603. & 10. Juillet 1609.*

XVI.

Le Parlement de Paris donna un Arrest le 23. Juillet 1622. contenant plusieurs Reglemens touchant les droits honorifiques, particulièrement pour le rang de divers Seigneurs dans les Processions qui se font sur diffetens territoires, & pour leurs bancs qui sont reglez, & posez du consentement du Curé & des Marguilliers, de maniere qu'ils n'incomodent point le Service divin. Lequel Arrest

porte encore condamnation contre l'un d'entr'eux à aumôner certaine somme à l'Eglise pour avoir usé de voye de fait : avec défenses à tous d'en user, ny troubler le Service, sur peine de punition exemplaire.

XVII.

Un Gentil-homme pretendant les droits honorifiques dans une Paroisse, ne peut intenter son action contre le Curé, Sauf à luy à le faire ordonner avec le Seigneur du lieu après la declaration faite par le Curé d'exécuter de sa part ce qui en seroit ordonné. *Ainsi jugé par l'Arrest du Parlement de Paris du 26. May 1630.*

XVIII.

Les Enfans de Chœur revêtus des habits Clericaux, & aydans à la celebration du service Divin, doivent preceder aux Processions, offrandes & asperision de l'eau benîte, distribution des pains benits, & autres Ceremonies, tous les Laïques de quelle condition qu'ils soient, Gentilshommes, Seigneurs ou Patrons, comme faisans alors partie du Clergé, & un même Corps avec les Prêtres. *Ainsi jugé par Arrest du grand Conseil du 14. Septembre 1625.*

XIX.

Le Curé de Fayel doit donner de l'eau benîte au Seigneur de la Paroisse & à ses enfans après ceux qui serviront actuellement à l'Autel, & qui seront revêtus de Chapes & de Surplis, & autres servans audit Autel, comme représentant le

Clergé. *Il a ainsi esté jugé par Arrest du Parlement de Paris du 17. May 1664.* lequel porte deplus que ledit Curé recommandera aux Prêtres ledit Seigneur & ses enfans aux prieres des Parroissiens & de sa Paroisse.

XX.

Il fut défendu à la Dame Marquise de Mirepoix de prendre la qualité de Fondatrice de l'Eglise Cathedrale de Mirepoix, ny de troubler le service Divin, d'occuper les Chaires du Chœur, ny de se faire donner de l'encens & de l'eau benîte à la main : comme encore de troubler la Jurisdiction de l'Evêque. *Par Arrest contradictoire du Conseil Privé du 11. Mars 1646. Voyez l'Art. 19. du ch. 4. cy-devant.*

XXI.

Les Curez doivent faire tous les Dimanches l'eau benîte conformément au Rituel, & après avoir aspergé l'Autel & tous les Ecclesiastiques estant au Chœur, ils donneront par asperision de l'eau benîte aux Seigneurs & Dames des lieux estans en leurs bancs ordinaires. *Ce qui fut ainsi résolu par l'Assemblée Generale tenue en 1655. & 1656. par l'avis des Provinces.*

CHAPITRE VIII.

De la Mission des Predicateurs, approbation des Confesseurs, & administration des Sacrements.

I.

Tous les Evêques, Archevêques, Primats & autres Prelats de

de l'Eglise doivent autant qu'ils pourront prêcher eux-mêmes l'Evangile de JESUS-CHRIST, & quand ils auront de justes empêchemens, ils commettront des personnes capables de le prêcher utilement.

Les Prêtres, Archiprêtres, & Curez doivent aussi prêcher au moins les Fêtes & Dimanches dans les Eglises qui leur sont commises, & catechiser & instruire le peuple des choses nécessaires à salut, & faire les Catechismes aux enfans. *Parvuli petierunt panem, & non erat qui frangeret eis.* C'est le Concile de Trente qui l'ordonne ainsi dans la *sess. 2. c. 2. de reformat.* qui commence, *Quia verò Christiana Reip.* & encore dans la *sess. 24. ch. 4.*

Il est porté dans le même Chapitre, que les Reguliers ne pourront prêcher, pas même dans les Eglises de leur Ordre sans la permission de leurs Supérieurs, qu'ils doivent encore présenter à l'Evêque, pour recevoir de luy sa benediction, & sa permission pour prêcher dans les autres Eglises.

Un Predicateur qui sème des erreurs, & qui fait du scandale, soit dans les Eglises de son Ordre, soit dans les autres, peut estre interdit par l'Evêque.

Le Concile de Trente, ibid.

II.

Le même Concile fait encore un autre Decret sur les sujets cy-dessus dans la *sess. 24. ch. 4. de reformat.* qui commence, *Predic-*

cationis munus, &c.

III.

Les Evêques expliqueront ou feront expliquer au peuple ce qui est nécessaire pour bien recevoir les Sacremens, & pour cet effet feront des Catechismes qu'ils publieront en langue vulgaire, & les feront distribuer au peuple pour l'instruire plainement de toutes les veritez & mysteres nécessaires à salut.

C'est le même Concile, ibid. ch. 7

IV.

L'établissement d'un Penitencier en chaque Eglise Cathedrale fut encore ordonné par ledit Concile au *ch. 8. de la même session*, où il est porté que l'Evêque l'instruira par l'union de la premiere Prebende vacante, & que led. Penitencier seroit Maître es Arts, Docteur, ou Licentié en Theologie, ou en Droit Canon, & âgé de 40. ans.

V.

Aucun Prêtre seculier ny regulier ne pourra entendre les Confessions des seculiers ny des Prêtres, à moins qu'il n'ait un Benefice Cure, ou qu'il n'ait esté examiné par l'Evêque, & jugé digne & capable par une approbation d'iceluy, qui doit estre donnée *gratis.* C'est le même Concile *sess. 23. ch. 15. de reformat.*

VI.

Aucun Clerc étranger sans attestation de son Ordre ne doit estre admis à l'administration des Sacremens par aucun Evêque.

Ibid. ch. 16.

M

VII.

Les Evêques font invitez d'annoncer la parole de Dieu, soit par eux, soit par leurs Vicaires ; par les Capitulaires de Charlemagne & de Louis le Debonaire liv. 1. ch. 109. *de pabulo Verbi Divini nunciando.*

VIII.

Et les Prêtres se doivent appliquer à prêcher & enseigner le peuple qui leur est commis.

Ibid. cap. 167.

IX.

L'on ne doit jamais médire des Prêtres ny des Predicateurs, ny les blâmer. *Nolite tangere Christos meos, & in Prophetis meis nolite malignari.*

Ibid. liv. 6. cap. 100.

X.

Que personne ne soit si hardy que de prêcher, s'il n'est Prêtre ou choisy par l'Evêque du lieu. *Ut nullus audeat predicare, nisi Sacerdos ab Episcopo loci electus, sive sit Monachus, sive sit Laicus, qui cujuslibet scientie nomine gloriatur.*

Ludovicus Pius add. 4. Capitularium cap. 19.

XI.

Nul ne doit estre receu à prêcher, soit Regular ou Seculier qui aura esté repris d'heresie, ou qui en soit soupçonné, à moins qu'il n'en soit bien & deuëment purgé pardevant un Juge competent, & à qui en appartienne la connoissance, dont il exhibera la Sentence & Declaration contenant sa purgation.

Edit. de Chastelnubriant 1551. art. 43.

XII.

Tous Juges doivent laisser aux Archevêques, Evêques & autres Superieurs Ecclesiastiques, la libre & entiere disposition des Predicateurs, auxquels elle appartient de droit.

Edit de Melun art. 6

XIII.

Les Predicateurs ne pourront obtenir la Chaire des Eglises, même pour l'Advent & le Carême, sans la mission & permission des Archevêques & Evêques ou leurs grands Vicaires, chacun en leur Diocèse ; sans néanmoins y assujettir les Eglises où il y a coutume au contraire, esquelles il suffira d'obtenir l'approbation desdits Archevêques & Evêques du choix & election qu'on aura fait.

Edit de 1606. art. 11.

Et au cas qu'il y ait différend pour le salaire des Predicateurs, ils ne se pourront adresser aux Juges ordinaires, mais seulement pardevant lesdits Archevêques & Evêques ou leurs Officiaux.

Ill.

XIV.

Ledit Article 11. de l'Edit de Melun a esté renouvelé & confirmé par l'Art. 7. de la Declaration du mois de Mars 1666. & par celle du mois de Fevrier 1657. lesquelles deux Declarations ont esté données sur les Remontrances du Clergé.

XV.

M^r le Procureur General ayant fait des plaintes à la Cour de ce que quelques Predicateurs, avoient usé

dans leurs Sermons d'invectives les uns contre les autres, le Parlement de Paris *par son Arrest du 9. Mars 1542.* renvoya lesdites plaintes à l'Evêque de Paris.

XVI.

Quelques Predicateurs prêchans dans Paris, ayans tenu publiquement des discours scandaleux, & tendans à sedition, *le Parlement par son Arrest du 9. Avril 1557.* ordonna audit Seigneur Evêque de Paris d'en faire informer par ses Officiers, & que les Curez de la même Ville, au cas qu'ils ne veuillent prêcher eux-mêmes dans leurs Parroisses, seront tenus de présenter audit Seigneur Evêque conjointement avec les Marguilliers, les Predicateurs qu'ils auront choisis pour prêcher l'Avent & le Carême, & ce trois mois auparavant.

XVII.

Et le 17. *Janvier 1558.* la Cour fit défenses à tous Curez, Vicaires & Marguilliers de la Ville & Fauxbourgs de Paris, de souffrir prêcher aucun Predicateur le Carême suivant sans la permission de l'Evêque de Paris, & ses Vicaires & Deputez.

XVIII.

L'Evêque de Chartres fut maintenu en la possession d'envoyer des Predicateurs tels que bon luy semblera en la Ville de Blois, qui est de son Diocèse, avec défenses aux Maires & Eschevins d'empêcher la quête pour la subsistance desdits Predicateurs. *Par Arrest contradictoire du Conseil Privé du 30. Mars 1635.*

XIX.

L'Evêque de Valence & de Die a aussi esté maintenu au droit d'envoyer tels Predicateurs que bon luy semblera dans la Ville de Crest, encore que les Consuls de ladite Ville se prétendissent en possession d'en nommer. *Arrest contradictoire du Conseil Privé du 26. Aoust 1639.*

XX.

Le Parlement de Bourdeaux ayant défendu au Seigneur Evêque de Bazas, d'informer de la doctrine prêchée dans son Diocèse par le sieur de la Badie, *le Roy par Arrest de son Conseil Privé du 16. Mars 1646.* cassant l'Arrest du Parlement de Bourdeaux, a fait défenses tant à ladite Cour, qu'autres Cours & Juges, d'empêcher en quelque façon & manière que ce soit, les Prelats de son Royaume d'informer de la doctrine qui aura esté prêchée dans leurs Diocèses par les Ecclesiastiques, tant Reguliers que Seculiers, concernant le fait de la Religion.

XXI.

Monseigneur l'Evêque d'Autun a obrenu six Arrests du Conseil Privé du Roy, trois desquels sont contradictoires contre les Eschevins & Habitans de la Ville de Saulieu, Diocèse dudit Autun, pour les obliger de recevoir & loger les Predicateurs qui leur seroient envoyez par ledit Seigneur Evêque, sans avoir égard au droit de nomination par eux prétendu, avec défenses d'empêcher la quête

M ij

pour la subsistance defdits Predicateurs. *Lesdits Arrêts sont des 5. Fevrier, 26. Octobre & 17. Decembre 1655. 10. Mars 1656. 22. Juin 1657. & 12. Mars 1658.*

XXII.

Défenses au Parlement de Paris, & à tous autres de prendre connoissance des matieres de doctrine, Missions des Predicateurs, Approbations des Confesseurs, & autres matieres purement spirituelles. *Par Arrest du Conseil d'Etat du 9. Janvier 1657.*

XXIII.

Le Roy par un pareil Arrest de son Conseil Privé du 6. Juillet 1658. cassant les Arrêts du Parlement de Bourdeaux, & déchargeant l'Official de Sarlat des Assignations à luy données en conséquence, fait défenses audit Parlement & à tous autres Juges de prendre connoissance de l'approbation des Confesseurs, Mission des Predicateurs, de leur doctrine, & de toutes autres matieres purement spirituelles.

XXIV.

L'exécution de precedent Arrest du 6. Juillet a esté ordonnée par Arrest du Conseil d'Etat du 24. Decembre 1658. & les mêmes défenses continuées sauf au parties de se pourvoir par Appel simple, par-devant les Juges Ecclesiastiques, qui doivent connoistre de ces differents.

XXV.

Les plus notables Religieux, de Paris, sçavoir les Jésuites, Ma-

thurins, Carmes de la place Maubert, Cordeliers, Carmes Dechaussés, Jacobins Reformez du Fauxbourg S. Honoré, Augustins Dechaussés, Augustins Reformez du Fauxbourg S. Germain, Feuillans, Minimes, & Recollets, ont reconnu par Aste du 19. Fevrier 1633. qu'ils ont signé à Paris en présence de M. le Cardinal de Richelieu, qu'ils sont obligez de subir l'examen, & d'avoir l'approbation & permission des Ordinaires pour prêcher & confesser.

XXVI.

Monseigneur l'Archevêque de Sens ayant eu differenc avec les PP. Capucins de Joigny, & de S. Florentin, pour l'administration des Sacremens de Penitence, & d'Eucharistie, & de la Predication qu'ils pretendoient faire sans sa permission : les Prelats assembles extraordinairement à Paris, envoyèrent une Lettre circulaire aux autres Evêques de France, datée du 5. Avril 1653. contenant le détail de tout ce qui s'est passé dans cette affaire.

XXVII.

Et sur le different arrivé entre l'Evêque d'Angelopolis en la nouvelle Espagne dans les Indes Orientales, & les PP. Jésuites pour la Predication, & l'administration des Sacremens aux Seculiers, le Pape Innocent X. donna son Bref le 16. Avril 1648. par lequel il est porté que lesdits Religieux ne peuvent point entendre les Confessions des personnes Seculieres,

dans la Cité & Dioceze d'*Angelopolis*, sans l'approbation de l'Evêque dudit lieu, ny même prêcher dans les Eglises de leur Ordre sans avoir demandé sa benediction, & dans les autres Eglises, sans sa permission, ny même dans celle de leur Ordre, s'il y contredit: & au cas qu'ils contreviennent aux Ordres de l'Evêque ils pourront être punis par les Censures Ecclesiastiques, suivant la constitution de Gregoire XV. qui commence, *Infermabili Dei Providentiâ, &c.*

XXVIII.

Sur les doutes proposez par l'Evêque d'Angelopolis au S. Siege, il fut décidé par la sacrée Congregation des Cardinaux, établie pour l'Interpretation du Concile de Trente.

I. Qu'un Evêque qui ordonne aux Reguliers, même à ceux de la Compagnie de Jesus, l'observation de quelques Decrets du Concile de Trente, dans les cas, ou par les constitutions Apostoliques ils sont declarez exempts de la Jurisdiction & correction de l'Evêque, lesdits Reguliers ne peuvent point élire de conservateurs pour cet effet.

II. Ils ne peuvent non plus assigner des Juges conservateurs, quand l'Ordinaire, *Juris ordine servato*, procede contre lesdits Reguliers, dans les cas auxquels ils luy sont soumis par ledit Concile, ou par les Constitutions Apostoliques.

III. Et les ordinaires ne doi-

vent point ajoûter de foy auxdits Reguliers & Jesuites qui asseurent qu'ils ont des Privileges qui les dispensent de l'obeissance de l'Evêque dans l'execution des decrets du Droit commun dudit Concile, & des Constitutions Apostoliques; à moins qu'ils ne les fassent voir entierement.

IV. Lorsque les termes desdits privileges sont obscurs & ambigus, ils n'est pas permis auxdits Reguliers de recourir au Metropolitain, ny à l'Evêque plus voisin, n'y d'élire des Conservateurs pour les faire interpreter; ils doivent aller directement au Pape.

V. Que la Constitution *felicitæ recordationis* de Gregoire XV. publiée l'an 1621. concernant les conservateurs des Reguliers avec les declarations de la congregation des Interpretes dudit Concile de Trente, regarde aussi bien les Jesuites, que les Reguliers des autres Ordres, & que les Conservateurs doivent être élus conformément à icelle, nonobstant tous privileges, d'autant que toutes choses doivent être reduites aux termes de ladite Constitution.

VI. Que lesdits Reguliers quand il s'agit d'intérêt d'autrui, de comptes, ou d'execution de testaments, doivent être appelez par-devant l'Ordinaire du lieu, au cas qu'ils n'ayent point élu de Conservateurs conformément à ladite Constitution de Gregoire XV. ou qu'ils n'en ayent point justifié par

Acte au Greffe dudit Ordinaire.

VII. Que lesdits Reguliers ne sont point tenus quand il s'agit de défendre leurs droits, ou leurs privileges, de prester caution devant l'Ordinaire, ny devant aucun autre Juge competent, ny des'en tenir au jugement, ny de payer le jugé: au cas qu'ils succombent dans ledit jugement.

VIII. Qu'il n'est pas permis aux Reguliers de recourir à leurs Conservateurs lorsque les Evêques pour défendre les droits de leurs Eglises Cathedrales pardevant un Juge competent, produisent des Livres, des Titres & des Memoires, qui expriment leurs droits, & les acquisitions excessives desdits Religieux, pourvu qu'il y ait de la verité dans leurs productions, & de la modestie dans leurs poursuites.

IX. Que les Reguliers, & même les Jesuites qui sont aprouvez dans un Diocèze pour administrer le Sacrement de Penitence aux Seculiers, ne peuvent pas dans un autre Diocèze jouir du même droit s'ils n'ont l'approbation de l'Evêque Diocésain.

X. Que les Reguliers qui entendent les Confessions des Seculiers dans un Diocèze, sans l'approbation de l'Evêq. du lieu, & qui prêchent dans les Eglises de leur Ordre sans son consentement, peuvent estre interdits & restrains par les remedes de droit, & même punis par l'Evêque Diocésain, comme delegué du S. Siege, en vertu de

ladite Constitution de Gregoire XV. qui commence Inscrutabili Dei Providentiâ, &c.

XI. Et quand il ne conste pas audit Evêque desdites Permissions obtenues, il peut ordonner ausdits Seculiers, de s'abstenir desdites Confessions & Predications, si pendant un temps prescrit, ils n'en justifient pas; sans estre obligé de requerir le Provincial dans un autre Diocèze, ou qui soit éloigné; mais seulement leudit Religieux, ou leurs Superieurs qui sont dans le Diocèze.

XII. Que si un Religieux s'élève, ou s'emporte contre un Evêque dans son Diocèze par paroles injurieuses, ou par écrit, en sorte que le peuple en soit scandalisé; le Supérieur Regulier doit punir severement led. Religieux dans le temps qui luy sera donné par l'Evêque, & ensuite doit venir assurer l'Evêque de ladite punition; autrement ledit Evêque le doit punir conformément à ce qui est porté *par le Concile de Trente ch. 14. Sess. 25 de Regularibus*, & si le delinquant passe dans un autre Diocèze, il faut observer ce qui est porté dans la Constitution de Clement VIII. qui commence *suscepti muneris ratio*.

XIII. Les Conservateurs estant nommez & élus par lesdits Reguliers, sont obligez avant d'exercer leur Jurisdiction, d'exhiber le titre de leur élection à l'ordinaire à peine de nullité.

XIV. Ils doivent de plus ex-

hiber à l'ordinaire les Privileges qu'ils ont contre sa Jurisdiction, en cas qu'ils s'en veuillent servir.

XV. Les Maisons ou Domaines de Campagne, les Mines ou Boutiques de Sucre appartenans auxdits Reguliers, & même les Maisons Seculieres, dans lesquelles ils ne demeurent qu'un ou deux, ne peuvent jouir des mêmes privileges que les Colleges ou Convents.

XVI. Les Boutiques des Marchands, ou places de Marché, qui se rencontrent proche les Convents ou Colleges ne peuvent point estre défendues par les Evêques, à moins qu'elles ne fussent cause de scandale au peuple; auquel cas l'Evêque feroit ce qui est porté par la douzième decision cy-dessus.

XVII. Les Reguliers ny les Jesuites ne peuvent point administrer le Sacrement de Baptême, ny celui de Mariage, ny l'Extrême-onction, ny l'Eucharistie au temps de Pasques à leurs domestiques, valets ou autres dans les maisons de leurs domaines, ny autres maisons seculieres situées dans une autre Paroisse que la leur, sans la licence de l'Ordinaire ou du Curé.

XVIII. Les Peres de la Societé dans la Cité & Diocèse d'Angelopolis ne peuvent consacrer les Vases sacrez, les Autels, ny autres choses où l'onction est requise.

XXIX.

Sur les doutes proposez par les Religieux de la Compagnie de J E S U S

au S. Siege, il fut décidé par ladite Congregation des Cardinaux établie pour l'interpretation du Concile de Trente.

I. Que les Evêques *in partibus* des Indes ne doivent point interdire de la Confession tout un Monastere ny un College à la fois, sans une cause tres grande, à cause du scandale & du danger que les ames peuvent courir; la Sacrée Congregation charge fortement leurs consciences sur ces sortes de suspensions.

II. Qu'un Regulier une fois approuvé pour les Confessions, & même ayant esté examiné, ne peut point estre interdit par l'Evêque sans une nouvelle cause, & qui provienne des Confessions.

III. Que l'Evêque peut proceder contre les Reguliers exempts avec les Censures Ecclesiastiques, s'ils ont esté desobeissans dans l'administration du Sacrement de Penitence, ou dans la predication. *Par la Constitution de Gregoire XV. qui commence Inscrutabili Dei providentiâ.*

IV. Que l'Evêque peut donner la permission de confesser & de prêcher, par Lettres en forme, par simples Lettres missives, & même verbalement.

V. Que dans les lieux où il n'y a point de Juges Synodaux, la faculté d'élire des Conservateurs accordée à la societé par Gregoire XIII. a lieu; mais ladite Societé n'en doit point élire de ceux de son Ordre; & pour le Surplus, la

forme de ladite Constitution de Gregoire XV. doit estre observée.

VI. Que les Conservateurs de la Societé peuvent donner des Sentences contre les Vicaires Generaux des Evêques, & les condamner par censures & peines Ecclesiastiques, lorsqu'ils leur font des manifestes violences & injures: *Et ce en vertu de la Bulle de Gregoire XIII. qui commence aquum reputamus.*

Toutes lesquelles Decisions ont esté confirmées par le Pape, tant pour l'Evêque d'Angelopolis, que pour les Reverends Peres Jêuites de ce Pays-là.

XXX.

Monseigneur l'Evêque d'Agen ayant eu difficulté avec les Reguliers de son Diocèse, sur le fait de la Predication & de la Confession, il obtint un *Arrest du Conseil d'Etat du 14. Mars 1669.* par lequel entr'autres choses sur les contestations des parties: il est porté que conformément à l'avis des Prelats à ce commis; commé aussi aux Regles & usage de l'Eglise & en execution les Seculiers ny les Reguliers ne pourront prêcher sans la permission de l'Evêque Diocésain, ny confesser sans son approbation, qu'il pourra limiter & revoquer ainsi que bon luy semblera.

XXXI.

L'Assemblée generale du Clergé tenue en l'année 1670. donna avis à tous les Evêques de France dudit Arrest.

XXXII.

Monseig. l'Evêque de Nevers ayant fait défenses à tous Curez & autres Ecclesiastiques de son Diocèse, de recevoir aucun Prêtre seculier, ou Regulier à la celebration de la Messe, administration des Sacremens, & à anoncer la parole de Dieu, sans sa permission par écrit, ou de son Vicaire general, à peine de quinze livres à aumôner; les Chanoines de Nevers se porterent pour Appellans comme d'abus de l'Ordonnance dud. Seignr. Evêque; mais ils furent declarez non recevables, *Par l'Arrest du Parlement de Paris du 19. Mars 1670.*

XXXIII.

DE L'ADMINISTRATION
du Sacrement de Mariage.

Le Concile de Trente par son Decret de reformatione Matrimonii sess. 24. ch. 1. traite du Mariage, & de la maniere de l'administrer, de ce que les Evêques & les Curez y doivent observer; mais comme les Ordonnances des Rois cy-après contiennent les mêmes choses, il seroit inutile de les repeter.

Le chap. 2. dudit Decret, qui commence *Docet experientia*, & les suivans continuent à traiter des choses qui peuvent former des empêchemens au Mariage, desquelles les Curez doivent estre instruits, & prendre garde de ne se pas laisser surprendre.

Le chap. 6. *Decernit sancta Synodus*, déclare qu'il ne peut point y avoir de Mariage, entre le Ravisseur

viſſeur & celle qui eſt ravie, que ſi elle eſt ſeparée de ſon Ravifſeur dans un lieu ſeur & libre, & qu'elle le veuille pour ſon mary, pour lors le mariage eſt bon, & le nom de Ravifſeur s'évanouiſſoit. Ledit Concile declare excommuniez *ipſo jure* infames & indignes de charges &c. ceux qui favorifent les Rapt par leur conſeil, ayde & faveur.

Le Chapitre 7. *multi ſunt*, parle du mariage des vagabonds qui n'ont aucun Pays perſeant, & qui ſouvent épouſent pluſieurs femmes, à quoy doivent prendre garde les Curez.

XXXIV.

Le Decret du même Concile de la ſeſſion 9. declare anathemes les perſonnes de qualité, & Sciſmeurs qui contraignent leurs juſdiciables, domeſtiques & ſujets de ſe marier en leur oſtant la liberté par de bons ou de mauvais traitemens.

Le Chap. 10. *ab Adventu Domini* ne parle que des temps défendus par l'Egliſe, pour contracter mariage, qui ſont depuis l'Avent juſques au jour des Roys, & depuis les Cendres juſques à l'Oſtave de Paſques: ce que les Evêques feront obſerver.

XXXV.

En France aucunes perſonnes de quelle qualité & condition qu'elles ſoient, ne peuvent valablement contracter mariage ſans proclamations precedentes de bans faites

pendant trois jours de Feſtes avec intervalle competent, dont on ne pourra obtenir diſpenſe, ſinon après la premiere proclamation faite, & ce ſeulement pour quelque urgente ou legitime cauſe & à la requiſition des principaux, plus proches parens commis par les parties contractantes, après leſquels bans elles peuvent eſtre épouſées publiquement.

Ordonnance de Blois art. 40.

Pour la forme qui doit eſtre obſervée eſdits mariages, quatre perſonnes dignes de foy y doivent aſſiſter pour le moins, dont ſera fait Regiſtre, le tout ſur les peines portées par les Conciles.

Ibid.

Les Curez, Vicaires & autres doivent ſ'enquerir ſoigneuſement de la qualité de ceux qui ſe voudront marier, & ſ'ils ſont enfans de famille, ou ſous la puiſſance d'autrui, il leur eſt défendu de paſſer outre à la celebration deſdits mariages, ſ'il ne leur apparoiſſe du conſentement des peres, meres, tuteurs ou curateurs, à peine d'eſtre punis comme fauteurs du crime de rapt.

Ibidem.

Et leſdits enfans de famille qui contracteront mariage ſans le conſentement de leurs peres, meres, tuteurs & curateurs pourront eſtre exheredez. *Par l'Art. 41. de ladite Ordonnance de Blois.*

Et ceux qui auront ſubornés les fils ou filles de familles, muneurs.

N

de 15. ans, même de leur consentement devant ou après le rapt, sans le gré, vouloir & consentement exprez desdits peres, meres & tuteurs seront punis de mort, sans esperance de grace ny pardon, & ceux qui auront contribué au rapt seront aussi punis extraordinairement.

Ibid. art. 42.

Les tuteurs ne pourront accorder ny consentir au mariage de leurs mineurs qu'avec l'avis & consentement des plus proches parens d'iceux, à peine de punition exemplaire.

Ibid. art. 43.

Défenses à tous Notaires de passer ny recevoir aucunes promesses de mariage par paroles de present, à peine de punition corporelle.

Ibid. art. 43.

Tous Gentils-hommes & Seigneurs qui contraindront leurs sujets & autres de bailler leurs filles, nieces ou pupils en mariage à leurs serviteurs ou autres contre la volonté & liberté qui doit estre en tels contractz, seront privez du droit de Noblesse, & punis comme coupables de rapt.

Ibidem art. 45.

Ceux qui abusent de la faveur du Roy par importunité, ou plutôt qui subreptivement ont obtenu, ou obtiennent des Lettres de cachet closes, ou patentes, en vertu desquelles ils font enlever ou séquestrer des filles, pour les épou-

ser à d'autres contre le vouloir du pere, mere ou parens, tuteurs & curateurs, seront punis de la même peine.

Ibidem.

XXXVI.

Les mariages clandestins sont declarez nuls par l'Ordonnance de Blois, & par celle de Louis XIII. de 1629. art. 39. qui porte défenses à tous Curez & autres Prêtres Seculiers ou Reguliers, de celebrer aucun mariage de personnes qui ne seront de leurs Parroissiens sans la permission de leurs Curez, ou de l'Evêque Diocesain, nonobstant tous privileges à ce contraires, à peine d'amende arbitraire.

Les Juges Ecclesiastiques doivent juger les causes desdits mariages par ledit article.

XXXVII.

Tous Juges, même ceux de Cour d'Eglise ne pourront recevoir à l'avenir aucunes preuves par témoins & autres que par écrit en fait de mariage, excepté entre personnes de village, de basse & de vile condition: & la preuve n'en peut estre admise que des plus proches parens de l'une & l'autre des parties, & au nombre de six pour le moins.

Louis XIII. 1629. art. 40.

XXXVIII.

Les Lieutenans Criminels ne doivent connoistre directement ny indirectement des causes où il est question de promesses de mariage. *Il a ainsi esté jugé par Arrest du Parlement de Paris du 5. Mars*

1633. & que le Lieut enant Criminel de Paris ne doit renvoyer les parties pour estre mariées au Curé de S. Sulpice, mais à leur propre Curé, ou à l'O'fficial.

CHAPITRE IX.

De la Jurisdiction Ecclesiastique.

I.

CE Chapitre commence par un Traité de la Jurisdiction Ecclesiastique, qui a esté tiré des derniers Recueils des affaires du Clergé, imprimé en l'an 1652. lequel est divisé en trois Parties.

Dans la premiere il est montré que les Officiers du Roy ne doivent point connoistre des causes Ecclesiastiques ; ce qui est prouvé par les autoritez de l'écriture, des Saints Peres, des Conciles, de l'ancien usage de l'Eglise, depuis Clovis premier Roy Chrétien, jusques à François premier, & même par l'histoire, par les Ordonnances, par les Auteurs Jurisconsultes, & par les Arrests. Ce que l'on peut voir amplement dans ledit Traité, ne pouvant en dire davantage sans aller contre les Regles de l'Abbrege.

II.

La seconde partie traite des cas privilegiez, desquels les Officiers du Roy peuvent prendre connoissance, & cite plusieurs Jugemens desdits cas que l'on peut voir au long audit lieu.

III.

Et la troisieme, de l'appellation

comme d'abus, qui est appellée le plus grand mal, & la plus grande playe que jamais l'Eglise ait receuë en sa jurisdiction & police ; & un moyen inventé par les Officiers, pour attirer à eux toutes sortes d'affaires contentieuses & non contentieuses, dont ils n'ont aucune competence, &c. L'on voit dans cette partie le temps auquel on a commencé d'en parler, & l'injustice que l'on a fait à l'Eglise de les introduire, nonobstant que les Roys ayent toujours maintenu l'Eglise en ses droits & en sa jurisdiction sans diminution aucune, comme il se voit par les Ordonnances.

IV.

S. Louis par sa pragmatique sanction conserva à l'Eglise sa pleine & entiere jurisdiction en ces termes : *statuimus, & ordinamus, ut Ecclesiarum regni nostri Prelati, Patroni & Beneficiorum Collatores ordinarii, jus suum plenarium habeant, & unicuique sua jurisdictio debite servetur.*

V.

Le Roy Louis X. surnommé Hutin par ses Lettres Patentes du mois de Decembre 1315. confirma les graces, privileges & exemptions accordées à l'Eglise par les Rois ses predecesseurs, comme aussi la Jurisdiction Ecclesiastique, spirituelle & temporelle, avec defences à tous les Officiers de S. M. d'y apporter aucun trouble ; même qu'aux premieres assises qu'ils tiendroient, ils juroient en presence

N ij

de l'Evêque Diocésain de les conserver, & de ne rien entreprendre ny juger au contraire. Il y en a encore plusieurs autres remarquables & avantageuses au Clergé.

V I.

Les Juges Ecclesiastiques ne doivent estre aucunement troublez ny empêchez en la Jurisdiction & connoissance des causes qui leur appartiennent. *Par l'Edit de 1571. art. 6.*

V I I.

Les Cours de Parlement & tous les autres Juges & Officiers de S. M. doivent soigneusement tenir la main à l'exécution des Jugemens & Ordonnances des Archevêques, Evêques, & de leurs Officiaux, & Chefs d'Ordre, concernant la decence des habits, tant des Ecclesiastiques Seculiers que Reguli-
 ers, sans avoir égard aux appellations comme d'abus qui pourroient estre interjetées par eux, nonobstant lesquelles ils pourront estre contrainsts d'y obeyr, même par emprisonnement de leurs personnes.

Edit de 1606, art. 6.

V I I I.

Les Officiers du Roy, qui sous pretexte de possessoires, complaintes, nouvelettez voudront connoistre directement ou indirectement d'aucunes causes spirituelles, & concernant les Sacremens, Office, Conduite & Discipline de l'Eglise, & entre Ecclesiastiques: les Ordonnances des Rois qui ont attribué ausdits Officiers ce qui

est de leur connoissance, & réglé aussi la Jurisdiction Ecclesiastique, doivent estre observées & gardées en sorte que chacun se tienne en son devoir & dans les bornes de ce qui luy appartient, sans rien entreprendre l'un sur l'autre. Ce qui est défendutres-expresément

Par l'art. 4. de l'Edit de 1610.

Et ensuite il est enjoint aux Cours de Parlement de laisser à la Jurisdiction Ecclesiastique les causes qui sont de leur connoissance; même celles qui concernent les Sacremens & autres causes spirituelles & purement Ecclesiastiques, sans les attirer à eux sous pretexte de possessoire, ou pour quelque autre occasion que ce soit.

Ibidem.

I X.

Les Cours de Parlement ny les autres Juges ne doivent prendre aucune connoissance ny jurisdiction des causes spirituelles, ny de celles qui concernent l'administration des Sacremens & autres qui appartiennent aux Juges Ecclesiastiques, ny entreprendre directement ny indirectement sur leur jurisdiction, même sous pretexte de complainte ou possessoire appliqué ausdites causes, conformément au 4. art. de l'Edit de 1620. ny plus avant qu'és cas portez par les Ordonnances des Rois predecesseurs de Louis XIII. & les siennes de 1620.

Louis XIII. 1629. art. 31.

X.

Les mêmes choses, & en mêmes

termes sont contenuës dans l'Art. 11. de la Declaration donnée sur les Remontrances du Clergé au mois de Fevrier 1657.

Par l'Art. 8. de ladite Declaration aucuns Juges de S. M. ne doivent prendre connoissance de l'honneur des Ecclesiastiques, ny de la celebration & transgression des Fêtes, sinon en ce qui concerne la police seulement.

Et par l'Art. 14. S. M. n'entend par ses Ordonnances esquelles il est fait mention des choses Ecclesiastiques & temporelles, attribuer aucune nouvelle jurisdiction & connoissance à ses Juges, autre que celle qui leur appartient de droit, sinon pour les faire plus exactement observer, & empêcher les contraventions aux saints Decrets, dont les seuls Juges de Sa Majesté sont les seuls conservateurs, sous son autorité, & des personnes Ecclesiastiques; & ce par la voye d'appel comme d'abus seulement.

Cette Declaration contient encore plusieurs autres Articles qui regardent la Jurisdiction Ecclesiastique, particulièrement les 6, 7, 9, 10, 11, 12, 13, 16, 18, 19, & 23.

L'on peut encore voir la Declaration donnée aussi sur les Remontrances du Clergé au mois de Mars 1666. pour la jurisdiction Ecclesiastique, laquelle est conforme à celle de 1657.

XI.

Les procedures faites, au Parlement de Bretagne à la requeste

de Monsieur le Procureur General contre le grand Vicaire & Officiel de Treguier, sur un fait de doctrine & pretendu schisme furent évoquées par Arrest du Conseil Privé du 8. Fevrier 1638. & renvoyées pardevant le Metropolitain ou son Officiel.

XII.

Il fut défendu aux Cours Souveraines, & tous autres Juges Royaux, de prendre connoissance des causes & matieres purement spirituelles, & Ecclesiastiques. Par l'Arrest du Conseil Privé du 28. Aoust 1637.

XIII.

Et par l'Arrest du Conseil Privé du 6. Novembre 1637. il fut dit que sur le fait de doctrine les parties se pourvoiroient pardevant l'Archevêque d'Arles, ou son Officiel, avec défenses de faire aucunes poursuites au Parlement de Provence.

XIV.

Un Archidiaque du Mans ayant eu différent avec son Evêque, & s'estant pourvu au Parlement de Paris, le différent fut depuis évoqué au Conseil, & les parties renvoyées pardevant le Metropolitain, pour leur estre pourveu avec l'avis des Evêques Comprovinciaux, nonobstant les procedures faites audit Parlement, par Arrest du Conseil Privé rendu sur la Requeste des Agens Generaux du Clergé, le 21. May 1658.

XV.

Et pour servir d'éclaircissement

audit Arrest, il y en a un autre du Conseil privé du 11. Decembre 1627. qui evoque audit Conseil les Procédures faites par ledit Archidia-cre, contre ledit Seigneur Evêque du Mans, tant au Parlement de Paris, qu'au Presidial de la Fleche, lesquelles sont renvoyées par ledit Arrest cy-dessus pardevant le Metropolitain.

XVI.

La Cour des grands jours de Clermont ayant ordonné plusieurs choses au préjudice de la Jurisdiction Ecclesiastique, par les Arrests du 30. Octobre, 10. & 24. Novembre 1669. Le Roy par son Arrest du Conseil d'Etat du 11. Decemb. 1665. ordonne que le motif de ces Arrests luy seront incessamment envoyez par son Procureur general en ladite Cour, & cependant défenses de les executer.

Et par autre Arrest dudit Conseil du 1. Avril 1666. le Roy. sans s'ar- rester ausdits Arrests des grands jours, défend à tous ses Juges de prendre connoissance de l'admini- stration des Sacremens, & des matieres purement spirituelles.

CHAPITRE X.

DU POUVOIR ET JURIS-
diction ordinaire des Evêques.

I.

Toutes les Eglises qui sont bâ- ties en divers lieux, & celles que l'on bâtit tous les jours sont en puissance de l'Evêque, sur le territoire duquel elles sont scituées

Par le Decret d'un Concile d'Orleans rapporté au Decret. Cause 16. quest. 7. Canon 7.

II.

Et par les Capitulaires de Char- lemagne, & de Louis le Debon- naire, on ne peut point bâtir d'E- glise, qu'auparavant l'Evêque du lieu n'ait planté une Croix publi- quement dans l'endroit destiné pour la bâtir, & que les fonds ne soient établis pour cet effet.

Cap. 229. de Ecclesiâ edificandâ.

III.

Les Evêques ont le pouvoir de conduire & gouverner toutes les choses Ecclesiastiques suivant les saints Decrets; les Laïques doi- vent obeir aux Evêques dans leur ministère, & dans ce qui concer- ne la regie des Eglises de Dieu, la defense des Vêves & des Or- phelins, & la conservation de la Religion Chrétienne

Cap. 114.

IV.

Les Ecclesiastiques Seculiers, & Regulars doivent reconnoître leur pouvoir & leur autorité, aussi bien que tous les Convents, & Monasteres, d'hommes, & de femmes, les Prêtres étrangers, & le reste du Peuple de Dieu.

1bid. lib. 6. c. 121.

V.

Un Religieux de l'Ordre de Pre- montré, étant Prieur Curé, est su- jet à la Jurisdiction de l'Evêque Il a ainsi été jugé par l'Arrest du Parlement de Paris, du 7. May 1646. & par un autre Arrest de la Grand

Chambre du S. Fevrier 1656. rapporté dans le journal des audiences par Dufresne.

VI.

Les Curez exempts de la Jurisdiction des Evêques Diocésains, & soumis à celles du Chapitre, ne laissent pas d'être sujets à leur visite & correction en ce qui regarde les fonctions Curiales, & l'administration des Sacramens *Ainsi jugé par Arrest de la Grand Chambre du Parlement de Paris le 1. Juin 1646.*

VII.

Les Informations sur lesquelles le Vicaire general de la Congregation de la Reforme de Premontré, avoit decreté contre un Religieux de ladite Congregation, pourvu d'une Cure dans le Diocèse de Laon, & l'avoit fait enlever, furent rapportées pardevant l'Evêque Diocésain, ou pardevant son Official, & ledit Religieux à eux rendu pour luy faire son Procez. Le tout ainsi ordonné par provision, *Par l'Arrest du Conseil d'Etat du 23. Juin 1668.*

VIII.

Monseigneur l'Evêque d'Angers ayant fait des défenses à l'Abbesse & Religieuses de Ronceray d'ouvrir les portes du Chœur de leur Eglise pour y recevoir les Processions qui avoient accoutumé de s'y faire au nombre de 7. tous les ans, & aux Ecclesiastiques & Laïques d'y entrer, le Chapitre en apella comme d'abus, d'un costé, & les Religieuses d'autre, lesquels

les furent mises hors de Cour & de Procez, néanmoins ordonné que ledit Chœur seroit ouvert à la Procession du S. Sacrement, & celle du jour S. Marc (quoy-qu'il ne fut point question desdites Processions dans l'Apellation comme d'Abus desdites Religieuses) M. l'Evêque d'Angers ne voulant point lever ses défenses, & n'ayant pas voulu permettre par l'avis qui luy en fut donné par un nombre de Prelats trouvé à Paris, il arriva que lesdites portes furent rompues à l'heure de la Procession en presence du Juge des lieux, & de son autorité, suivant le Mandement de la Cour, ce qui causa un grand scandale; ensuite duquel Mr. d'Angers pour en éviter les suites, demanda à l'Assemblée generale du Clergé tenue en 1615. ses avis, & comme il se devoit comporter en ce rencontre, s'il leveroit ses défenses, & acquiesceroit à l'Arrest de la Cour. Ladite Assemblée luy répondit unanimement, qu'attendu le fait dont s'agit duquel la Jurisdiction & connoissance n'appartient qu'à l'Eglise, il ne devoit ny ne pouvoit en conscience lever lesdites défenses, ny les Ecclesiastiques, ny Laïques y contrevenir. Ce qui fut enregistré au Procez verbal de ladite Assemblée.

IX.

Sur le different arrivé entre l'Abbé & les Religieux d'Aumale de l'Ordre de S. Benoist Diocèse de Rouën, il fut dit que l'Ar-

chevêque Diocésain regleroit le nombre des Religieux qui doit estre dans laditte Abbaye, & si le Prieur Claustral seroit Triennal, ou perpetuel. *Par Arrest du Parlement de Paris du 7. Juin 1670.*

X.

Les Evêques peuvent eriger & unir les Benefices dans leurs Diocèses : *Par la Constitution du Pape Alexandre III. confirmée par le Concile de Trente Sess. 21. ch. 4. De reformat.*

Et les Parlemens ont reconnu par plusieurs Arrests, que les Evêques ont le droit d'eriger des Cures dans leurs Diocèses.

Le Parlement de Bourdeaux par son Arrest du 23. May 1669. reconnut le Pouvoir qu'ont les Evêques, d'eriger des Cures dans leurs Diocèses, & declara qu'il n'y avoit point d'abus dans les Ordonnances faites par l'Evêque de Bayonne sur ce sujet.

XI.

Le Pape Celestin III. attribué encore ce droit d'union des Benefices aux Evêques en ces termes : *Episcopi est Ecclesiarum sua Diocesis unio & subiectio earumdem*, qui sont aux Decretales. *De excessibus Prelatorum cap. 3.*

XII.

Le Concile de Trente le confirme dans la sess. 21. ch. 5. *de Reformat.* en ces termes, *Posunt facere uniones quarumcumque Ecclesiarum Parrochialium, & quicunque Beneficiorum Curatorum vel non Curatorum &c.*

XIII.

Les Prelats doivent proceder à l'union des Benefices, distribution des Dixmes, & autres revenus Ecclesiastiques, afin que les Curez puissent sans aucunes excuses vacquer à leurs charges.

Ordon. d'Orléans art. 16.

XIV.

Les Archevêques & Evêques peuvent proceder à l'augmentation du revenu des Eglises de leurs Diocèses, soit par l'union des Benefices, pourvu qu'ils ne soient pas Reguliers, par reduction des Prebendes à moindre nombre, pourvu qu'il soit suffisant pour le service, & le tout avec le consentement du Chapitre & des Patrons desdittes Prebendes ou Benefices.

Ord. de Blois art. 22. Edit de Melun art. 27.

XV.

Et par l'Edit de 1606. art. 18. lesdits Prelats peuvent chacun en leurs Diocèses proceder ausdites unions, tant des Benefices Seculiers, que Reguliers, selon qu'ils jugeront estre commode, & pour le bien & utilité de l'Eglise, du consentement néanmoins des Patrons & Collateurs, & sans toucher aux Offices Claustraux qui doivent residence aux Eglises desquelles ils dépendent.

XVI.

Le Roy Louis XIII. par son Ordonnance de 1629. art. 11. confirme les precedentes, & spécialement l'art. 27. de l'Edit de Melun.

XVII.

L'Evêque de Rennes ayant rendu

du des Ordonances pour faire abbatre les Ifs qui estoient dans les Cimetieres de son Diocese, à peine d'interdiction & d'excommunication ; sur lesquelles Ordonnances il y eut des appellations comme d'abus qui furent portées au Parlement de Bretagne. Le Roy par Arrest de son Conseil Privé du 23. Octobre 1637. evoquant les appellations, mit sur icelles les parties hors de Cour, & ordonna que lesdites Ordonnances seroient executées.

XVIII.

Et l'Arrest dudit Parlement de Bretagne qui fut casé par le susdit estoit du 6. Avril 1637. & défendoit à tous Recteurs, Curez, Marguilliers ou autres personnes, d'abbatre ny faire abbatre les Ifs des Cimetieres de ladite Province.

XIX.

Il est défendu aux Parlemens d'enregistrer aucuns Breffs, sans l'avis des Evêques Diocesains. Par Arrest du Conseil d'Etat du 14. Decembre 1639.

XX.

Monseigneur l'Evêque d'Amiens, les grands Vicaires & Officiers ayans eu plusieurs difficultez à regler entr'eux le Chapitre, ses Officiers & les Officiers de ladite Ville : enfin par Arrest contradictoire du Conseil Privé du 26. Janvier 1644. il y eut un Règlement entre les parties, portant entre autres choses.

Que le Chapitre ne prendroit à l'avenir aucune jurisdiction ny con-

noissance contre les Officiers dudit Seigneur Evêque, quoy que du corps du Chapitre.

Que les Processions generales que l'on proposera à faire dans ladite Ville se résoudront d'un commun consentement de l'Evêque, son grand Vicaire, ses Officiers, & le Chapitre, comme aussi tous les changemens qu'il y conviendra faire.

Que lorsque S. M. s'adressera à l'Evêque pour faire faire des prières publiques dans son Eglise, il en donnera avis au Chapitre, ou au Doyen, ou à celui qui presidera en son absence.

Que lorsque ledit Seigneur Evêque aura receu ordre de publier quelque Jubilé en son Diocese, il en communiquera avant que d'en faire l'ouverture audit Chapitre, soit qu'il y ait procession generale, ou non ; sans que néanmoins pour cela il soit obligé d'avoir leur consentement, & que tous les Curez & autres seront tenus d'executer les Mandemens qui en seront envoyez, sans que d'autres Mandemens puissent estre publiez pour raison de ce.

Ledit Règlement est fort long, & contient beaucoup d'autres Chefs, comme l'on peut voir dans les Memoires du Clergé, les Regles de l'Abregé ne me permettant pas d'en dire davantage.

XXI.

Le Seigneur Marquis de Rabat ayant offensé Monseigneur l'Evêque de Rieux en la personne d'un

de ses Domestiques, lequel en voulant avoir justice & raison, ledit Sieur Marquis s'en remit au jugement des Archevêques & Evêques de la Province de Languedoc, auxquels le Roy en renvoya la connoissance, par *Lettre datée du 23. Janvier 1648.* & écrivit en même temps audit Seigneur Evêque, l'invitant de consentir au Jugement qui interviendrait; ce qu'il fit: & par ledit Jugement ledit Sieur Marquis de Rabat fut condamné de se trouver dans la Ville de Rieux au jour qu'il plairoit à l'Evêque luy marquer, & là dans l'Eglise Cathédrale ledit Evêque revêtu de Rochet & Camail en présence des Magistrats & autres qui s'y trouveront, ledit sieur Marquis luy demandera pardon de l'offense qu'il luy a faite en la personne de son domestique, en luy en témoignant du regret; le suppliera pour marque d'oubly de tout ce qui s'est passé, de luy vouloir donner sa benediction, & se mettra à genoux pour la recevoir.

En outre ledit sieur Marquis donnera pour aumône à ladite Eglise de Rieux une Lampe d'argent du moins de six marcs qu'il dottera de 18. livres de rente par an, pour l'entretenir dans ladite Eglise: ce qui fut exécuté.

XXII.

Les Archevêques & Evêques résidans dans leurs Diocèses ne peuvent estre empêchez par les Parlemens ny autres Juges, de connoître eux-mêmes des Causes Spi-

rituelles & Ecclesiastiques, dont la connoissance appartient à l'Eglise, & les appellations des Sentences par eux données, seront jugées par les Archevêques Primats, & Supérieurs constituez en ordre Episcopal: sauf en cas d'absence des sultits Archevêques & Evêques dans leurs Diocèses, à estre jugées par leur Officiaux.

Declaration de 1657. art. 3. & celle du mois de Mars de 1666. art. 4.

XXIII.

Sur le differend arrivé entre Monseigneur l'Archevêque de Paris & l'Abbé de S. Germain des Prez pour la publication & ouverture du Jubilé accordé par le Pape Clement IX. ledit Abbé prétendant (fondé sur sa juridiction & privilege) le faire publier dans son détroit. Il fut réglé par *Arrest du Conseil d'Etat du 17. Decembre 1667.* que le Mandement de Monseigneur l'Archevêque de Paris pour l'ouverture dudit Jubilé seroit publié dans le Fauxbourg par provision, nonobstant les privileges & juridiction prétendu par ledit Abbé dans ledit Fauxbourg, Voyez l'art. 22. cy-dessus.

CHAPITRE XI.

De l'Ordination & des Dimissoires.

I.

Les Evêques doivent conférer les Ordres par eux-mêmes, & même estans incommodez ils ne doivent point donner de Dimissoires qu'à des Sujets connus & examinez. *C'est le Concile de Trente*

sess. 23. ch. 3. de reformat. qui commence, Episcopi per semetipsos.

Ils ne doivent point conférer la Tonfure à ceux qui ne sont pas confirmez, qui ne sont pas instruits des principes de la Foy, & qui ne sçavent lire ny écrire. *Ibid. ch. 4. qui commence, prima tonsura.*

Ceux qui se veulent faire promouvoir *ad Minores Ordines* doivent prendre un certificat de leur Curé & de leurs Maîtres d'Ecole &c. *Ibid. ch. 5. ad Minores Ordines.*

Quand les Evêques auront résolu de donner les Ordres, les Ordinandans s'y trouveront trois ou quatre jours auparavant, ou le Jeudy, & seront commis de doctes Ecclesiastiques pour les examiner. *Ibid. chap. 7. Sancta Synodus, &c.*

Les Ordres ne doivent estre conferez par les Evêques que dans les Eglises Cathedrales dans les temps ordonnez par l'Eglise: que si l'on est obligé par nécessité à les conférer dans un autre lieu du Diocèse, il faut toujours que ce soit dans le lieu le plus digne. *Ibid. ch. 8. Ordinationes sacrorum Ordinum.*

Un Evêque ne doit conférer les Ordres à aucun de ses familiers & domestiques qu'il n'ait demeuré trois ans avec luy auparavant, & qu'il ne luy donne un Benefice en même temps. *Ibid. ch. 9. Episcopus familiarem &c.*

Les Abbez ne peuvent sous pretexte de leurs privileges & exemptions conférer la Tonfure ny les

Ordres moindres à ceux qui ne sont pas de leur Regle, &c. *Ibid. ch. 10. Abbatibus ac aliis &c.*

Les Ordres Mineurs ne peuvent pas estre conferez à ceux qui n'entendent pas encore la langue latine, à moins que l'Evêque ne le juge à propos; & ceux qui auront lesdits Ordres moindres ne pourront en prendre d'autres qu'une année après sans nécessité, ou qu'il ne s'agisse de l'utilité de l'Eglise. *Ibid. ch. 11. Minores Ordines iis &c.*

Les Evêques ne conféreront l'Ordre de Souâdiacre à aucun qu'il n'ait atteint l'âge de 22. ans: celui de Diacre qu'à 23. & celui de Prêtrise qu'à 25. ans. *Ibid. ch. 12. nullus inpoiterum.*

Les Souâdiacres & Diacres ne doivent point estre receus que sur de bons certificats, & qu'ils n'ayent esté examinez & éprouvez dans les Ordres moindres, & servy dans les Eglises avec bon exemple, & qu'il ne se soit passé une année d'un Ordre à l'autre; à moins que l'Evêque ne le trouve à propos autrement. *Ibid. art. 13. Subdiaconi & Diaconi, &c.*

Ceux qui seront Souâdiacres & Diacres, & qui se voudront faire promouvoir à l'Ordre de Prêtrise ne le peuvent faire que pendant une année ils n'ayent servy dans l'Eglise, & qu'ils n'apportent de bons certificats, qu'ils n'ayent prêché & enseigné les choses nécessaires pour la Foy, & administré les Sacremens &c. *Ibid. ch. 14. qui piè & fideliter &c.*

Qu'aucun Ecclesiastique ne soit promu aux Ordres qu'il ne soit jugé utile à quelque Eglise, & qu'il ne s'attache à y faire le service de son ministère, sans vaguer d'Eglise en Eglise : que s'il quitte le lieu qui lui sera assigné par l'Evêque, qu'il soit interdit. *Ibid.* ch. 16. *cum nullus.*

Le Chapitre 17. de la même session qui commence : *ut sancto-rum Ordinum*, traite du rétablissement des fonctions des Ordres Mineurs depuis le Diaconat jusques à l'Office de Portier, & de les faire exercer à ceux qui y seront reçus dans les Eglises Cathedrales, Collegiales, Parroissiales, &c.

I I.

Il est défendu à tous Prelats de recevoir en leurs Diocèses les Prêtres qui se disent de nul Diocèse, ny d'en promouvoir aucuns aux Ordres par Lettres Dimissoires sans juste cause, & à l'Ordre de Prêtrise qu'il n'ait l'âge de trente ans, & qui ne soit de probité, de bonnes mœurs, & littérature, qu'ils n'ayent un patrimoine de 50. livres de rente au moins certifié pardevant les Juges ou par quatre Bourgeois solvables, lequel temporel est inalienable, ny sujet à aucunes obligations ny hypothèques créées depuis la promotion du Prêtre durant sa vie.

Ordon. d'Orléans art. 12.

L'âge de 30. ans aux Prêtres a depuis esté changé par l'Ordonnance de Blois art. 29. & réduit à 25. ans conformément au Concile

de Trente en ces termes : *Les Ordres Sacrez se pourront prendre en l'âge prescrit par les Constitutions Canoniques ; Sçavoir l'Ordre de Soudiacre à 22. ans, de Diacre à 23. & de Prêtre à 25. nonobstant l'Ordonnance d'Orléans à laquelle il est dérogé.*

Ordon. de Blois art. 29.

I I I.

On ne pourra rien prendre pour la collation d'aucuns Ordres, Tonsure des Clercs, Dimissoires, Lettres testimoniales, soit pour le scel, ou pour autre chose quelconque, que la taxe qui sera faite pour les Dimissoires & Lettres testimoniales, aux Greffiers pour leurs salaires qui ne pourra excéder la dixième partie d'un écu, & ce seulement pour ceux qui n'ont autres gages ny émolumens pour exercer leur Office, sans que les Evêques ny autres en puissent rien retirer, nonobstant tous usages contraires.

Ordon. de Blois art. 10.

I V.

Les Archevêques & Evêques du Royaume doivent signer eux-mêmes toutes les Lettres des Ordres & défendre à leurs Secretaires d'en signer aucunes qu'elles ne le soient auparavant par eux. *Ce qui fut ainsi réglé par l'Assemblée generale de 1635. & inséré dans le Procès verbal de ladite Assemblée du 12. Janvier 1636. pag. 500.*

V.

Il y eut plusieurs Reglemens faits par l'Assemblée de 1655. touchant l'Ordination des Religieux

& des personnes qui sont d'un autre Diocèse, les Dimissoires, l'expédition des Lettres d'Ordres & la Tonsure, où il fut déterminé,

1. Qu'on ne recevra point de Religieux aux Ordres qu'ils n'apportent leurs Extraits Baptistaires & les Lettres des derniers Ordres, lesquelles leur seront délivrées toujours gratuitement & promptement.

2. Qu'on ne donnera les Dimissoires que pour un seul Ordre, pour estre reçu dans 4. ou 6. mois, à condition de faire la retraite établie dans un grand nombre de Diocèses, & que Nosseigneurs nouvellement promûs revoqueront tous les Dimissoires donnez par leurs Predecesseurs ou par les Chapitres le Siege vaquant.

3. Que Monseigneur le Nonce seroit prié d'empêcher qu'on donnât à l'avenir des Rescrits à Rome pour recevoir la Tonsure contre la volonté de son propre Evêque, & Nosseigneurs ne la donneront point sur tels Rescrits, ny les Saints Ordres sans Lettres testimoniales de leur vie, mœurs & capacité données par leurs propres Evêques Diocésains, & que chacun de nosdits Seigneurs établira les Reglemens qu'il trouvera convenables pour la reception de la Tonsure, ainsi que l'Eglise l'a tant de fois ordonné, & qu'il se pratique en plusieurs Diocèses avec une particuliere benediction.

4. Que pour l'Ordination on

n'aura égard qu'à l'Evêque du lieu de la naissance, & non pas de la demeure ny du Benefice.

5. Qu'on ne prendra rien pour Lettres d'Ordres & autres droits du sceau que conformément aux Decrets du Concile de Trente & aux Reglemens du Clergé.

V I.

Les Ordres doivent estre conferez par l'Evêque Diocésain, & ne le peuvent estre par un autre sans sa permission, par le Concile de Trente sess. 6. ch. 5. *de reformat.* qui commence : *Nulli Episcopo liceat, &c.*

V II.

L'Evêque Diocésain est recevable à former complainte contre les exempts qui pretendent recevoir les Ordres dans son Diocèse, d'un Evêque Etranger.

Jeannes Galles quasi, 106

V III.

Deux Chanoines d'Autun sur le refus de leur Evêque ayant esté ordonnez par Monseigr. de Bâle, Monseigneur l'Evêque d'Autun en porta sa plainte à l'Assemblée de 1660. dans laquelle Monseigneur l'Evêque de Laon en fit le rapport, où il fait voir que l'Evêque est proprement celui du Baptême, même à l'égard des Religieux, nonobstant le privilege à eux accordé par Pie V. revoqué par Gregoire XIII. & exagerant le sujet de plainte dudit Seigneur Evêque d'Autun, demande à l'Assemblée ses avis pour se conduire en cette affaire.

IX.

Il fut arrêté par l'Assemblée qu'il seroit écrit à Sa Sainteté au nom d'icelle, pour luy demander justice de l'entreprise de Monseigneur l'Evêque de Bâle sur l'autorité de Monseigneur d'Autun, d'avoir promu aux Ordres Sacrez deux de ses Chanoines sans ses Dimissoires; Comme aussi à Monseigneur le Cardinal Dataire, pour le supplier de refuser les expeditions de l'absolution que pourroient demander lesdits Chanoines par eux encouruës, mais de les renvoyer à leur Evêque; & à l'égard de l'appel comme d'abus interjeté par eux de la Sentence de suspension & d'excommunication renduë contr'eux par Monseigneur l'Evêque d'Autun, relevée au Parlement de Dijon: Sa Majesté sera tres-humblement suppliée de vouloir évoquer le tout à sa propre personne, & que les Agens Generaux du Clergé se joindront audit Seigneur Evêque jusques à l'Arrest deffinitif, &c. *Procez verbal de l'Assemblée de 1660. pag. 226.*

X.

Les Lettres qui furent écrites à nostre S. Pere le Pape, & au Cardinal Corrado sur ce sujet furent dressées par Monseigneur l'Evêque de Laon, & datées du 22. Octobre 1660.

XI.

Il y eut un *Arrest contradictoire du Conseil Privé* du 28. Mars 1662. par lequel sur l'appel comme d'abus interjeté par lesdits Chanoi-

nes d'Autun, de la Sentence contre eux renduë par ledit Seigneur Evêque le 7. May 1660. portant suspension & excommunication pour avoir pris sans sa permission les Ordres de Diacre & de Prêtrise dudit Seigneur Evêque de Bâle. Le Roy a déclaré qu'il n'y a point d'abus, & ordonne que la Sentence sera executée, avec défenses aux Chanoines de ladite Eglise de prendre les Ordres d'un autre Evêque que sur les Dimissoires dudit Seigneur Evêque d'Autun, & au Chapitre de leur en donner: sauf audit Chapitre de leur donner des Lettres testimoniales, sur lesquelles ils se presenteront audit Seigneur Evêque pour recevoir de luy les Ordres, s'ils en font par luy ou ses Vicaires Generaux trouvez capables après les avoir examinez. *Voyez au Titre 1. cy-devant ch. 1. l'art. 12.*

DU TITRE SACERDOTAL.

XII.

L'Evêque qui conferera les Ordres de Diaconat & de Prêtrise à des Clercs qui n'auront aucun bien, ny patrimoine pour subsister, il est obligé de les entretenir jusques à ce qu'il leur ait donné quelque Prébende dans quelque Eglise. *Par la Constitution du Pape Alexandre III. faite au Concile de Latran, & qui est rapportée aux Decretales, de Præbendis & Dignitatibus ch. 4. qui commence. Episcopus si aliquem.*

XIII.

Et par le Concile de Trente aucun Clerc seculier, quoy qu'il soit capable, de bonnes mœurs, & d'âge suffisant, ne doit estre admis à recevoir les Ordres Sacrez, s'il n'est pourvû d'un Beneficé Ecclesiastique dont le revenu le puisse entretenir, & dont il soit paisible possesseur &c. Sess. 12. ch. 2. *de reformat.* qui commence : *Cum non deceat eos, &c.*

XIV.

Il est défenlu à tous Prelats de promouvoir aucun à l'Ordre de Prêtrise, qu'il n'ait du bien temporel, ou Benefice suffisant pour se nourrir & entretenir, lequel sera certifié sans fraude pardevant le Juge ordinaire de valeur de 50. livres tournois par an, au moins par quatre Bourgeois, ou habitants du lieu solvables, qui seront tenus de faire valoir & fournir ladite somme, lequel revenu temporel est déclaré inalienable & non sujet à aucunes obligations, ny hypothèques, créées depuis la promotion du Prêtre durant sa vie.

Ordon. d'Orleans 1560. art. 12.

Depuis cette Ordonnance de 1560. les choses nécessaires à la vie ayant augmenté de prix, on a aussi augmenté le titre Sacerdotal, & proportionné à la qualité des lieux & à la cherté des vivres, estant fixé dans plusieurs à cent cinquante livres, & ainsi des autres à proportion.

XV.

L'heritage donné pour servir de

titre Sacerdotal ne peut estre revuqué par le Donateur pour la survenance des enfans. *Il a ainsi esté jugé par Arrest du Parlement de Paris du 15. Juin 1643. rapporté dans le Journal des Audiences.*

CHAPITRE XII.

De la Visite des Archevêques, Evêques, Archidiacres & autres.

I.

Les Benefices Ecclesiastiques qui ont charge d'ames, & qui dépendent des Eglises Cathedrales, Collegiales ou autres Eglises, Monasteres, Colleges ou lieux pieux doivent estre visitez tous les ans par les Ordinaires des lieux qui doivent pourvoir à ce qu'ils soient bien desservis &c. C'est le Concile de Trente sess. 7. ch. 7. *de reformat.* qui commence : *Beneficia Ecclesiastica curata, &c.*

Le Chapitre 8. contient la même chose, & y adjoute les reparations nécessaires à faire, à quoy doivent pourvoir les Ordinaires, ledit Chapitre commence : *Locorum Ordinarii.*

II.

Les Ordinaires doivent soigneusement vaquer à pourvoir à tout ce qui regarde le culte de Dieu dans les visites qu'ils font, & doivent faire tous les ans dans les Monasteres, Abbayes, Prieurez & autres Benefices, & doivent y établir l'observance reguliere quand il y aura du relâche, nonobstant tous privileges & exemptions, &

faire faire toutes les reparations nécessaires, & contraindre lesdits Monasteres, Abbayes, Prieurez & autres Benefices par saisie des fruits, nonobstant toutes oppositions & appellations quelconques &c. Par le Concile de Trente sess. 21. ch. 8. *de reformat.* qui commence : *Quacunque in Diocesi, &c.*

III.

Les Patriarches, Primats, Metropolitains & Evêques doivent faire leur visite en personne, à moins qu'ils ne soient incommodez, ou empêchez, auquel cas leurs Vicaires Generaux y doivent proceder tous les ans, & si les lieux sont en trop grand nombre, doivent continuer l'année suivante. Les Metropolitains après avoir visité leur Dioceses, ne doivent point visiter les Eglises Cathedrales ny les Dioceses de leurs Comprovinciaux sans cause connue & approuvée du Concile Provincial, &c. *Ibid.* sess. 24. ch. 3. *de reformat.* qui commence : *Patriarche, Primates, &c.*

IV.

Ceux qui procederont ausdites visites ne pourront prendre aucun present ny argent pour raison desdites visites sous pretexte de vivres, à peine de restitution du double à l'Eglise où ils auront reçu ledit argent dans le mois après, à faute de quoy seront interdits par les Patriarches, Archevêques, & Evêques. *Ce qui a ainsi été ordonné par la Constitution du Concile General de Lyon, renouvelé par le De-*

cret precedent du Concile de Trente, qui commence : Exigit perversorum audacia.

V.

Les Eglises qui se pretendent exemptes comme n'estant d'aucun Diocèse, seront visitées par l'Evêque le plus voisin, ou par celui qui sera choisi dans le Concile Provincial, non seulement en qualité d'Evêque, mais encore comme Subdelegué du S. Siege, & le tout nonobstant tous privileges. *Concile de Trente sess. 24. ch. 9.* qui commence : *Quæ alias sub &c.*

Dans lesquelles visites lesdits Evêques ont tout pouvoir de corriger les mœurs, de regler & moderer, executer & punir, suivant les saints Canons, les pechez & desordres de leurs sujets sans qu'ils puissent se pourvoir au S. Siege, ny appeller de leurs Jugemens. *Ibid.* ch. 10. *Episcopi ut aptius, &c.*

VI

Les Archevêques, Evêques & Archidiaques visiteront en personne les Eglises & Cures de leurs Dioceses, & taxeront leur pretendu droit de visitation si modérément, que l'on n'ait occasion de s'en plaindre.

Ordon. d'Orleans art. 6.

VII.

Tous Abbez, Abbeses, Prieurs & Prieures qui ne sont point Chefs d'Ordre, & même tous Chanoines & Chapitres, tant Séculiers que des Eglises Cathedrales,

drales ou Collegiales, seront indifferemment sujets à l'Archevêque ou Evêque Diocesain pour le regard de la vifitation & de la punition des crimes, fans qu'ils puissent s'ayder d'aucun privilege d'exemption, nonobstant toutes oppositions ny appellations quelconques, & fans prejudice d'icelles, desquelles S. M. a évoqué la connoissance à son Conseil Privé.

Ordon. d'Orléans art. 11.

Lefd. Abbez & Abbeffes, Prieurs & Prioures auront toujours néanmoins la vifitation & correction acoutumée sur leurs Religieux & Religieuses qui n'observeront pas la Regle.

VIII.

Les Religieux qui sont fans Chef d'Ordre seront tenus & contraints d'élire & choisir un Ordre certain & réglé pour estre vifitez fans prejudice de la juridiction des Prelats.

Edit de 1571. art. 7.

IX.

Tous Monasteres qui ne sont sous Chapitres Generaux, & qui se pretendent sujets immédiatement au S. Siege Apostolique, furent obligez dans un an de se reduire à quelque Congregation de leur Ordre en ce Royaume : en laquelle seroient dressez des Statuts & commis des Vifitars, pour faire executer, garder & observer ce qui seroit arrêté pour la discipline reguliere ; & en cas de refus ou delay, il y seroit pourvû par l'Evêque.

Ordon. de Blois art. 27.

X.

Les Archevêques & Evêques visiteront en personne tous les ans les lieux de leurs Dioceses, & s'ils sont empêchez legitiment, leurs Vicaires Generaux ; & si pour la grande contenance d'iceux ladite vifitation ne peut estre accomplie dans ledit temps, la paracheveront dans deux ans.

Ibid. art. 31.

XI.

Les Archevêques & Evêques, & autres Superieurs faisant leurs visites pourvoient (les Officiers des lieux appelez), à ce que les Eglises soient fournies de Livres, Croix, Calices, Cloches & Ornaments necessaires pour le Service divin, à la restauration & entretènement des Eglises Parroissiales & Edifices d'icelles, en sorte que le Service divin s'y puisse commodement & deuëment faire & à couvert, & que les Curez soient convenablement logez, &c.

Ibid. art. 32.

XII.

Les Archevêques, Evêques ou Chefs d'Ordre visitans les Monasteres dépendans de leurs charges, y rétabliront la discipline Monastique, soit dans les Monasteres d'hommes ou de femmes, suivant la premiere Institution, & mettront le nombre de Religieux requis pour la celebration du Service divin, & ce qui sera par eux ordonné sera executé, nonobstant toutes oppositions ou appellations quelconques, & sans prejudice d'icelles.

P.

celles, pour lesquelles ne sera différencé, mais passé outre.

Edit de Melun art. 2.

L'Art. 3. dudit Edit est conforme à l'Art. 11. precedent.

XIII.

Pourront visiter les Eglises Paroissiales situées és Monastères, Commanderies, & Eglises des Religieux qui se prétendent exemptes de la juridiction des Ordinaires sans prejudice de leurs privileges en autres choses, à la charge toutesfois qu'ils seront tenus de faire lesdites visites en personne, & sans aucuns salaires ny taxes sur les Cures.

Edit de 1606. art. 3.

Lesdits Archevêques, Evêques, Abbez & Archidiacres, & autres Ecclesiastiques qui ont droit de visite y seront conservez en les faisant en personne & non autrement, & ne pourront affermer leur Spirituel, mais le tiendront par leurs mains.

Ibid. art. 17.

XIV.

Les Cures, Eglises & Chapelles dépendantes de l'Ordre de S. Jean de Jerusalem seront sujetes à la visitation & juridiction des Ordinaires en ce qui concerne la correction des abus qui se commettent en l'administration des Sacremens, tant de mariage qu'autres, celebration du Service divin, & residence sans prejudice des privileges dudit Ordre en autres choses.

Louis XIII. 1619. art. 5.

XV.

Les Cures dépendantes des Commanderies de l'Ordre de S. Jean de Jerusalem sont sujettes à la visite des Evêques, de leurs Officiaux, & de leurs Archidiacres, comme les autres Cures. *Ainsi jugé par Arrest du Parlement de Dijon du 24. Janvier 1620.*

XVI.

Le Parlement de Paris a aussi jugé la même chose; mais il a prononcé que l'Evêque en personne peut visiter lesdites Cures, mais qu'elles ne peuvent estre visitées par d'autres. *Par Arrest du 25. Janvier 1629.*

XVII.

Le Chapitre de l'Eglise Paroissiale & Collegiale de Ligny prétendant estre exempt de la juridiction Episcopale, appella comme d'abus de la visitation sur luy ordonnée par l'Evêque de Toul, & ledit Evêque de Toul fut maintenu par provision à visiter le saint Ciboire, les Autels, les Fons Baptismaux, & les saintes Huiles, & user des autres droits Paroissiaux dans l'Eglise Paroissiale & Collegiale dudit Ligny. *Par Arrest du Parlement de Paris du 6. May 1611.*

XVIII.

Monseigneur l'Evêque de Grace fut aussi maintenu au droit de visiter les Paroisses dépendantes de l'Abbaye de S. Honnorat de Lerins de la Congregation du Mont-Cassin. *Par Arrest du Parlement d'Aix du 21. Mars 1623.*

XIX.

Monseigneur l'Evêque d'Avranches esté aussi maintenu au droit de visiter l'Eglise Parroissiale du Mont S. Michel, qui dépend de l'Abbaye du même lieu, & qui est à la collation de plein droit de l'Abbé, comme aussi de visiter le Monastere, quoy qu'agregé à la Congregation de S. Maur, excepté toutesfois les lieux reguliers, la discipline Monastique & les personnes des Religieux, tant qu'ils demeureront en ladite Congregation. *Par Arrest du grand Conseil du 3. Fevrier 1648.*

Le même Arrest a ordonné que le Curé de ladite Parroisse assistera aux Synodes de l'Evêque, & défend ausdits Religieux de confesser aucuns Seculiers, ny de commettre à cet effet sans son approbation.

XX.

Il y eut ensuite une Sentence arbitrale donnée en interpretation & execution de l'Arrest cy-dessus le 18. Juin 1650. qui porte que le Curé du Mont S. Michel, sera sujet à la correction & jurisdiction de l'Evêque d'Avranches, en ce qui concerne l'administration des Sacremens & autres fonctions Curiales bien que ladite Cure soit à la collation de plein droit de l'Abbé du Mont S. Michel, & qu'il y ait jurisdiction contentieuse en premiere instance.

Que l'Archidiacre du même lieu ayant droit en cette qualité de visiter cette Parroisse, sera tenu d'y

faire executer les Ordonnances Synodales dudit Seigneur Evêque, de luy envoyer les Procez verbaux de visites, d'assister à ses Synodes, même de prêter serment entre ses mains, & qu'il sera son justiciable en tout ce qui regarde l'exercice de ladite charge, encore qu'elle soit exercée par le Prieur Clausral de lad. Abbaye, exempt par le privilege de sa Congregation.

XXI.

Monseigneur l'Archevêque de Vienne a esté aussi maintenu au droit de visiter dans l'Eglise de S. Antoine de Viennois de l'Ordre de S. Antoine, les Fons Baptismaux, & la Chapelle où la Cure dudit lieu est desservie avec ses annexes, & d'y exercer tous actes de jurisdiction comme dans les autres Cures de son Diocese, privativement à l'Abbé de S. Antoine General dudit Ordre. *Par Arrest contradictoire du Conseil Privé du 17. Avril 1668.*

XXII.

Sur les contestations formées entre Monseigneur l'Evêque d'Amiens, & les Abbez & Religieux de S. Vallery, au sujet de la visite faite par ledit Seigneur Evêque dans l'Eglise Parroissiale de S. Vallery, à laquelle lesdits Abbez & Religieux s'estoient opposez, & en avoient appellé comme d'abus se pretendans Ordinaires dudit lieu, & qu'il estoit de nul Diocese. *Il fut jugé par Arrest du Parlement de Paris du 5. Fevrier 1664. que par*

provision ledit Seigneur Evêque jouiroit de tous les droits Episcopaux sur les habitans & sur le Clergé de ladite Ville, sans prejudice aux Religieux de leur exemption dans l'enclos de leur Monastere.

XXIII.

Monseigneur l'Evêque de Paris peut non seulement par lui-même, mais encor par ses grands Vicaires, & autres personnes qu'il commettra, visiter & reformer l'Abbaye de S. Victor lez Paris, nonobstant & sans prejudice de l'union d'icelle aux Peres de la Congregation des Chanoines Reguliers de Sainte Genevieve. *Ainsi jugé par l'Arrest du Parlement de Paris du 11. Janvier 1620.*

XXIV.

Les Religieux de S. Melaine de Rennes, agregés à la Congregation des Monasteres exempts de l'Ordre de S. Benoist en France, sont sujets à la visite de l'Evêque de Rennes, tant sur le fait de la Discipline Monastique qu'autrement. *Ainsi jugé par Arrest contradictoire du Conseil Privé du 21. Juin 1624.*

XXV.

Le Vicaire Perpetuel de Cabris dépendant du Monastere de Lerins, soy disant exempt de la jurisdiction de l'Ordinaire, fut condamné de payer à Monseigneur l'Evêque de Grasse cinquante livres pour les frais de sa visite audit lieu de Cabris, & à cette fin permis audit Seigneur Evêque de faire sa visite une fois l'année dans ledit Mona-

stere, & enjoint audit Vicaire de luy fournir, & à ceux de sa suite, les vivres nécessaires pendant le temps de sa visite. *Par Arrest du Parlement d'Aix du 1. Mars 1660.*

XXVI.

Il y eut un autre Arrest du même Parlement du 6. Avril 1660. rendu en execution du precedent, & qui le confirme; par lequel l'assignation donnée à Monseigneur l'Evêque de Grasse, à la requête de l'Oeconomie du Monastere de S. Honoré de Lerins, pour comparoître en Cour de Rome, est déclarée abusive, & contre les libertez de l'Eglise Gallicane, avec défenses audit Oeconomie de se servir de pareilles citations.

CHAPITRE XIII.

De la Cloture & de la Visite des Monasteres des Religieuses.

I.

Les Religieuses de quel Ordre qu'elles soient, & en qu'elle part du Monde qu'elles habitent, ne peuvent rompre la Cloture sans une grande nécessité, ny introduire des personnes seculieres dans leurs Convents. *Par la Constitution de Boniface VIII. qui commence Periculoso, & detestabili, &c.*

Et il est enjoint aux Ordinaires sous de grandes peines, de rétablir la Cloture des Religieuses, où elle aura esté violée, & de la faire conserver avec soin là où elle aura toujours esté observée; & de punir par Censures Ecclesiastiques tous

les contrevenans, nonobstant toutes oppositions ny appellations quelconques. C'est le Concile de Trente *sess. 25. ch. 5. au decret De Regularibus & Monialibus, en confirmant ladite Constitution de Boniface VIII.*

Il est défendu à toutes sortes de personnes de quel âge & qualité qu'elles soient d'entrer dans lesdits Monasteres ny de rompre la Cloture, sans la permission de l'Evêque, à peine d'excommunication encourue *Ipso facto. ibid.*

Les Religieuses après leur profession ne peuvent sortir du Monastere ny même pour peu de temps *ad breve tempus* sans la permission de l'Evêque qui ne se doit donner que sur une cause legitime. *ibid.*

Les Abbeïsses ou Prieures des Monasteres qui auront des Fiefs dépendans de leurs Monasteres, & qui seront obligées de rendre l'hommage, ou de prester le serment de fidelité au Seigneur temporel; si elles ne le peuvent pas faire par procureur, elles pourront sortir de leur Monastere avec une honneste & decente compagnie, pour prester ledit serment ou ledit hommage au Seigneur dudit Fief, après lequel elles se doivent retirer dans leur Monastere, &c. *ibidem.*

I I.

L'Evêque doit pourvoir à ce qui regarde la Cloture des Religieuses, & à leurs autres necessitez; c'est pourquoy il peut visiter les Monasteres sujets aux Reguliers, & y faire observer tout ce qui concerne la

Cloture. *Ainsi réglé par la Declaration des Cardinaux établis pour l'interpretation du Concile de Trente.*

Les Religieuses ne peuvent point sortir de leur Monastere par une cause probable, sans le consentement du Superieur Regulier, & de son Evêque. *Congregatio Concilii, 28. Avril 1594.*

L'Evêque ne peut pas être empêché par les Reguliers d'entrer dans les Monasteres qui leurs sont sujets, quand c'est pour voir si la Cloture est bien observée, ou non. *Congregatio Concilii, 17. Junii 1597.*

Et quand il s'agit de la Cloture, l'Evêque peut visiter les Monasteres des Religieuses qui sont sujettes aux Reguliers, toutefois & quantes qu'il le trouve à propos. *ibid.*

I I I.

Le Decret & la Constitution cy-dessus touchant la Cloture des Monasteres des Religieuses, ont esté confirmés & expliqués par la Bulle du Pape Pie V. du 28. May 1566. comme aussi la permission qui leur est necessaire pour en pouvoir sortir, & les cas auxquels cette permission leur peut être accordée, & la maniere de quester pour la subsistance desdits Monasteres.

I V.

Aucunes Religieuses ne doivent sortir de leurs Monasteres pour visiter leurs parens, freres, sœurs, aliez, ou cousins, sous pretexte d'infirmité, ou autre, sous peine d'excommunication encourue *ipso facto*, tant contre celles qui sortent, que contre ceux qui leur accordent de

sortir, si ce n'est en cas d'*incendie*, d'*infirmité*, d'*lepre*, ou de *peste*, & le cas attesté par les Superieurs, Evêques, & Ordinaires des lieux, encor que les Monasteres fussent exempts; & ce par écrit. *Par la Declaration du même Pape, du 1. Février 1570.*

V.

Le Pape Paul V. *par sa Constitution du 10. Juillet 1612.* revoqua toutes les permissions accordées aux Femmes d'entrer dans les Monasteres des Religieuses.

V I.

Et le Pape Urbain VIII. *par sa Declaration du 27. Octobre 1624.* ordonna que nonobstant la permission qui seroit accordée aux Femmes par le Pape pour entrer dans les Monasteres des Religieuses, elles ne pourront toutefois y entrer sans le consentement des Religieuses, qui doit être donné Capitulairement, & par voix secretes.

V I I.

Dans les Monasteres de Filles, même exempts, aucun ne peut, même Regulier, entendre les Confessions des Religieuses sans l'approbation de l'Ordinaire de qui ils dépendent pour l'administration des Sacrements dans lesdits Monasteres, quoy qu'exempts; & sont sujets dans lesdites choses à sa jurisdiction, visite, & correction. *Bulle du Pape Gregoire XV. du 5. Février 1623.*

Les Seculiers & Reguliers, quelle exemption qu'ils aient, s'ils commettent des fautes contre les

personnes qui gardent la clôture, ou contre la clôture, ou dans l'administration du bien des Religieuses, même soumisés aux Reguliers, seront punis par l'Evêque du lieu, quand & autant de fois qu'il sera nécessaire. *Ibid.*

Aucuns Confesseurs ne les pourront confesser, à moins qu'ils n'en soient jugez dignes par l'Evêque qui leur donnera son approbation par écrit, & *gratis*. *Ibid.*

Les Administrateurs des biens des Religieuses doivent compter tous les ans en presence de l'Evêque & des Superieurs Reguliers, sans frais & gratuitement, à peine d'y estre contrainsts par les voyes de Droit. *Ibid.*

L'Evêque pourra avertir les Superieurs Reguliers de changer les Confesseurs & Administrateurs des biens desdites Religieuses, quand il le trouvera à propos par raison, & en cas de refus ou de negligence, ledit Evêque le pourra faire luy même quand & autant de fois qu'il voudra. *Ibid.*

L'Evêque peut assister avec les Superieurs Reguliers à l'élection des Abbeſſes; Prieures & Supérieures desdits Monasteres, sans frais, par luy-même ou par son Deputé, pour y presider. *Ibid.*

Les Reguliers qui prêcheront dans d'autres Eglises que celles de leur Ordre sans l'approbation de l'Evêque, ou même dans celles de leurs Ordres, sans avoir demandé la benediction de l'Evêque, ou ledit Evêque y contredisant, se-

ront punis par censures & autres peines par ledit Evêque, nonobstant tous privilèges, même de S. Jean de Jérusalem. *Ibid.*

VIII.

Toutes les Religieuses Hospitalières de France sont soustraites de la juridiction du grand Aumônier, & soumises à celles des Evêques Diocésains, & particulièrement à leur visite, correction & autres droits de superiorité, à la reserve seulement de celles de la Ville & Fauxbourgs de Paris. *Ce qui fut ainsi réglé par la Bulle de Gregoire XV. du mois de Mars 1622.* donnée à la requisition de Monseigneur le Cardinal de la Rochefoucault grand Aumônier de France, & du consentement du Roy.

IX.

Les Archevêques & Evêques, & autres Superieurs remettront & entretiendront soigneusement la clôture des Religieuses, & contraindront les desobeïssantes par censures Ecclesiastiques & autres peines de droit, nonobstant toutes oppositions & appellations. *Ordonnance de Blois art. 31.*

Les Religieuses après la Profession ne pourront plus sortir de leurs Monasteres pour quelque temps & sous quelque pretexte que ce soit, sinon pour cause legitime qui soit approuvée de l'Evêque ou Superieur, nonobstant tous privilèges au contraire. *Ibid.*

Et aucune personne de quelle qualité, sexe ou âge qu'elle soit ne pourra entrer dans la clôture

desdits Monasteres sans la licence par écrit de l'Evêque ou Superieur dans les cas necessaires seulement, sur les peines de Droit. *Ibidem.*

X.

Il fut tres-expressément enjoint par l'Ordonnance de 1629. art. 4. à tous Prelats, tant Reguliers, que Seculiers, de proceder six mois après la publication de ladite Ordonnance à la reformation des Abbayes, Prieurez & autres Maisons de leurs Diocèses, tant de Religieux que de Religieuses qui ne sont point en Congregation reformée, d'y faire garder la regle Monastique, & clôture conformément à l'Ordonnance de Blois art. 30. & 31. nonobstant toutes reserves au S. Siege, & de tenir la main que les Superieurs desdites Congregations fassent leur devoir.

XI.

Le Parlement de Paris confirma, suivant les Ordonnances, le droit qui appartient aux Evêques de visiter & d'ordonner la clôture des Monasteres des Religieuses. *Par Arrest du 16. Juillet 1635.*

XII.

Les Evêques furent encore maintenus au droit de visite sur les Monasteres de Fontevault. *Par Arrest contradictoire du Conseil Privé du 27. Aoust 1635.* qui confirme les Ordonnances par eux faites en conséquence pour la clôture des Religieuses du même Ordre, sauf à se pourvoir contre, pardevant le Juge Metropolitain.

XIII.

Monseigneur l'Evêque d'Apt donna une Sentence pour le rétablissement de la clôture & de la reforme des Religieuses de sainte Catherine d'Apt de l'Ordre de S. Augustin, le 21. Decembre 1638. laquelle fut confirmée par Arrest du Parlement de Provence du 29. Juin 1639.

XIV.

L'Abbesse & les Religieuses de la Regle de l'Ordre de S. Benoit furent déclarées sujettes à la visite & à toute autre juridiction & supériorité de l'Evêque de Limoges. Par Arrest du Parlement de Paris rendu à l'Audience de la grande Chambre du 6. Mars 1653.

XV.

Monseigneur l'Evêque du Puy fut aussi maintenu au droit d'entrer dans le Monastere des Religieuses de sainte Claire de ladite Ville, de la reforme de Sainte Collette, pour y visiter la Cloture, nonobstant leurs privileges & exemptions. Par Arrest Contradictoire du Conseil Privé du 26. Aoust 1653.

XVI.

Monseigneur l'Evêque de Cisteron fut aussi maintenu au même droit, & par Arrest du Conseil Privé du 16. Septembre 1670. il fut dit conformément aux Edits, Ordonnances, & Arrêts, qu'il continueroit sa visite, tant du Tabernacle & Ciboire de l'Eglise Abbatiale de Sainte Claire de ladite Ville, que dedans & dehors de l'Abbaye pour

le fait de la Cloture, à quoy les Religieuses seroient contraintes par saisie de leur Temporel en cas de refus, même par ouverture & fraction de leurs portes, si besoin est.

XVII

Sur l'appel comme d'abus interjeté tant de la destitution de la Supérieure des Benedictines de S. Calais, faite par l'Evêque Diocésain, que de l'institution par luy faite d'une autre Religieuse en sa place, ensemble de l'ouverture des portes de ce Monastere lors de la visite dudit Seigneur Evêque, & des procédures faites à l'Officialité contre ladite Religieuse, & ses Adherentes, les parties furent mises hors de Cour & de procez, & la destitution confirmée. Par l'Arrest du Parlement de Paris du 13. Aoust 1660.

CHAPITRE XIV.

Du Droit des Evêques sur les Exempts, ou soy disant Exempts de leur Jurisdiction.

I.

L'Archevêque de Sens a Jurisdiction sur les Chanoines & Dignitez de son Eglise, même sur les Curez du Patronage dudit Chapitre, comme aussi sur le Chapitre de Bray, & sur l'Hôtel-Dieu (dont toutesfois l'administration est demeurée au Chapitre de Sens) il a même le droit de visite dans lesdites Eglises, & même dans les Cloîtres des Chanoines, & dans l'Hôtel-Dieu. Par Arrest du Parlement de Paris, du 2. Septembre 1670.

Cet

Cet Arrest a esté confirmé par un du Conseil d'Etat du 30. Mars 1671.

La Congregation de la doctrine Chrétienne est declarée seculiere, & demeure soumise à la juridiction & visite des Evêques Diocesains, même à leur correction dans le cas de droit. *Par Arrest du Conseil d'Etat du 18. Septembre 1672.* conformément à l'avis des Prelats à ce commis, & en execution des Brefs Apostoliques mentionnez audit Arrest, dans lequel S. M. exhorte les Evêques de permettre l'usage du Breviaire Romain dans toutes les maisons de ladite Congregation, pour la commodité des particuliers qui la composent, &c.

II.

L'Evêque de Luçon fut maintenu dans la juridiction sur son Chapitre, & sur tous les Ecclesiastiques & Officiers qui en dépendent. *Par l'Arrest du Parlement de Paris du 29. Janvier 1661.* par lequel la discipline interieure & correction pour les fautes legeres, doivent demeurer au Chapitre, auquel l'Evêque pourra presider.

III.

DU DROIT DES EVEQUES
sur les Reguliers exempts, ou s'oy-
disans exempts de leur juridiction.

Les privileges accordez par les Papes predecesseurs de Pie IV. aux Reguliers, pour l'administration des Sacremens, & particulièrement de la Confession, furent

reduits aux termes du Concile de Trente, *par ledit Pie IV. par sa Bulle du 16. Janvier 1564.*

IV.

Les Religieux & autres personnes qui suivent les ceremonies de l'Eglise Greque ont esté declarez. sujets aux Ordinaires en ce qui regarde le culte Divin, l'administration des Sacremens & autres matieres spirituelles, *par une autre Bulle du même Pape Pie IV. du même jour*, qui revoque tous les privileges accordez au contraire.

V.

Il est défendu à tous les Reguliers de quel Ordre qu'ils soient, & quelques degrez qu'ils aient, d'ouyr les Confessions des Seculiers sans avoir esté auparavant examinez & approuvez par l'Evêque Diocésain. *Par la Bulle du Pape Pie V. du 5. Aoust 1571. & conformément au Concile de Trente.*

VI.

Les Evêques Diocesains doivent visiter les Eglises Parroissiales dépendantes de l'Ordre des Chevaliers de S. Jean de Jerusalem, & ceux qui desservent lesdites Cures sont sujets à leur correction. *Par la Bulle du même Pape Pie V. du 5. du 22. Septembre 1571.*

VII.

Les privileges accordez aux Chevaliers de S. Jean de Jerusalem furent reduits aux termes du Concile de Trente & leurs Vicaires & autres personnes employées au service de cet Ordre sont sujetes à la juridiction, visite & correction

de l'Evêque Diocefain. *Par la Bulle du Pape Gregoire XIII. du 25. Novembre 1580.*

VIII.

Le Pape Pie V. fit une Constitution le 14. Octobre 1568. contre ceux qui se font promouvoir aux Ordres sacrez, sans titre, sous pre-texte qu'ils portent l'habit de Religion, & qu'ils demeurent dans des Monasteres, comme s'ils estoient veritablement Religieux, quoy qu'ils n'ayent pas fait profession.

IX.

Tous les privileges accordez aux Reguliers par le Pape Pie V. furent reduits aux termes du Droit commun & du Concile de Trente. *Par la Bulle de Gregoire XIII. du premier Mars 1573.*

X.

Et tous ceux qui avoient esté accordez par le S. Siege aux Reguliers de quelque Ordre qu'ils soient sans exception, d'ouyr les Confessions des Seculiers, sans l'approbation de l'Evêque Diocefain, furent aussi revoquez *par la Bulle du Pape Urbain VIII. du 12. Septemb. 1628.*

XI.

Le même Pape *par sa Bulle du 20. Decembre 1631.* confirma & ordonna l'exécution de celle de Gregoire XV. *du 12. Juillet 1622.* qui avoit revoqué tous les privileges accordez de vive voix, tant aux Reguliers, qu'autres personnes, & qui n'avoient pas eu d'exécution.

XII.

Les Evêques ne peuvent point

donner la permission de bâtir de nouveaux Convents de Mendians dans leurs Dioceses sans entendre les raisons des Prieurs & Procureurs des autres Convents desdits Dioceses; & ne pourront estre établis, s'ils peuvent porter du prejudice aux autres. *Par la Constitution de Clement VIII. du 23. Juillet 1603.*

Et si dans lesdits éclaircissements il y a des appellations au S. Siege des Ordonnances de l'Evêque Diocefain, ledit Seigneur Evêque suspendra l'érection des nouveaux Convents jusques à ce qu'il ait esté pourvû. *Ibidem.*

XIII.

L'érection d'aucuns nouveaux Monasteres ne sera permise, qu'au cas que ledit Monastere ne puisse nourrir douze Religieux, & que ceux des lieux n'ayent esté ouys, & encore ceux qui ne sont pas éloignez de plus de quatre mil pas du lieu où l'on propose de faire l'érection; & s'il n'y a point de Religieux esdits lieux, l'Evêque n'en doit point permettre l'érection, que ledit nombre de douze n'y puisse subsister, perquisés sur ce les voix des plus notables des lieux. *Ainsi réglé par la Confirmation & ampliation de la susdite Constitution de Clement VIII. touchant les nouveaux Monasteres, faite par Gregoire XV. du 17. Aoust 1622.*

XIV.

Le Pape Urbain VIII. fit défenses de bâtir de nouveaux Monasteres sans la permission de l'E.

vêque Diocesain, & revoqua toutes permissions contraires accordées par le S. Siege, *par sa Bulle du 28. Aoust 1624.*

XV.

REGLEMENT DES ASSEMBLÉES GENERALES du Clergé de France, tenues les années 1625, 1635, & 1645. touchant les Reguliers.

Ce Reglement est composé de 38. Articles, à l'exécution desquels les Evêques, les grands Vicaires & les Officiaux peuvent contraindre les contrevenans à y obéir, par censures, excommunications, & autres peines de Droit, nonobstant toutes oppositions ou appellations quelconques, & sans prejudice d'icelles.

Par l'article premier. L'Evêque doit visiter le S. Sacrement dans les Monasteres & ailleurs, comme encore les saintes Huiles, Fons Baptismaux, &c.

I. L'exposition du S. Sacrement à découvert estant devenuë trop frequente sous pretexte de Fondations, d'Indulgences, de Professions de filles, de Processions, &c. Il est défendu d'exposer ledit S. Sacrement que dans les Eglises où l'on en fait l'Office, &c.

III. Les Parroissiens sont obligez d'assister de trois Dimanches l'un à leur Messe Parroissiale, & peuvent y estre contraincts par censures Ecclesiastiques, & défenses aux Religieux de rien conseiller au contraire, de prêcher, faire des Processions, ny tenir d'Assem-

blées pendant lesdites Messes Parroissiales.

IV. Les Prêtres d'autres Dioceses ne peuvent dire la Messe dans aucune Eglise sans la permission de l'Evêque Diocesain ou de son grand Vicaire.

V. Il est enjoint à toutes personnes de se confesser & communier au moins à Pâques en sa Paroisse, défenses à tous Religieux & autres de rien faire ny prêcher au contraire.

VI. Les Religieux ne pourront confesser qu'ils n'ayent suby l'examen, & ne soient approuvez par l'Evêque Diocesain ou son grand Vicaire, avec telle restriction qu'il leur plaira.

VII. Les Religieux ne pourront se servir d'aucuns Indults, ny Privileges de la Sainteté, pour absoudre des cas reservez, comme d'heresie & d'irregularité, sans que l'Evêque Diocesain ne les ait jugez bons & valables, &c.

VIII. Les Prêtres doivent avoir leur approbation par écrit de l'Evêque Diocesain pour confesser dans les Eglises de la Ville ou de la Campagne, &c.

IX. Il est défendu à tous Religieux ou Religieuses de se servir de Parrains ou de Maraines.

X. Les Indulgences ne doivent estre publiées, soit de Confrairies ou Congregations établies sans la permission de l'Evêque Diocesain par écrit, ny les miracles publiez sans l'en avoir averty auparavant.

XI. Les decedez doivent estre

enterrez dans leurs Parroisses, à moins qu'ils n'ayent leur tombeau de famille ailleurs; c'est au Curé d'enlever le corps, & les Religieux ne peuvent pas porter l'Etoile hors de leurs Monasteres,

XII. Les Religieux, même ceux qui se disent exempts ne peuvent prêcher en aucunes Eglises sans la permission de l'Evêque Diocésain, même dans leurs Eglises, & le choix des Predicateurs appartient à l'Evêque.

XIII. Les Predicateurs, même ceux qui se disent exempts ne prêcheront point de mauvaise doctrine, & qui ne soit orthodoxe, à peine d'estre punis par les Evêques, ou leurs grands Vicaires.

XIV. Les Abbez, Prieurs, Chapitres & Communautéz Religieuses qui sont Recteurs ou Curez primitifs de quelque Eglise Paroissiale; ne seront, ny ne feront faire aucunes fonctions Curiales sans approbation de l'Evêque ou de son grand Vicaire.

XV. Aucun Evêque ne pourra conférer les Ordres dans un autre Diocèse que le sien, sans la permission du Diocésain, ny même aucune fonction Episcopale dans les Monasteres & lieux exempts, aux peines de Droit, & d'être privé de toute voix active & passive aux Assemblées generales & provinciales.

XVI. Les Religieux sous quelque pretexte que ce soit ne pourront recevoir les Ordres, qu'ils n'ayent les Lettres Dimissoires de l'Evêque de leur résidence, &c.

XVII. Ceux qui auront pris les Ordres prendront des Lettres où sera employé le nom de leur Religion, & celui qu'ils porteroient dans le monde, sans lesquelles & l'obedience de leur Supérieur, ils ne pourront estre admis à celebrer, prêcher ny confesser,

XVIII. Les Evêques auront soin de ne point recevoir aux Ordres de Religieux qui n'obligent leur maison de les retenir ou conserver, ou de pourvoir à leur entretien, s'ils en sortent, &c.

XIX. Les Religieux sous pretexte d'exemption ne pourront refuser de publier les Mandemens de l'Evêque qui leur seront adressés pour garder les Fêtes du Diocèse, de dire l'Office des Saints des lieux, & d'assister aux Processions publiques qui leur seront indiquées.

XX. Les Religieux recevront l'Evêque avec ses habits Pontificaux & l'Archevêque avec sa croix élevée, quand bon luy semblera, dans leurs Villes, Monasteres & Eglises avec l'honneur & reverence qui luy est due, & y fera les fonctions Episcopales quand il luy plaira.

XXI. L'Evêque faisant son entrée dans une Ville tous les Religieux assisteront aux Processions solennelles qui s'y font, & prendront leur rang qui leur sera assigné par l'Evêque, nonobstant toutes oppositions, &c.

XXII. Aucunes Cures ne seront exemptes de la juridiction

de l'Evêque, soit qu'elles soient de l'Ordre de S. Jean de Jerusalem ou d'autres Ordres Regulars, lesquelles ils pourront visiter, & feront lesdits Curez obligez de suivre & d'obeir à leurs Ordonnances, &c.

XXIII. Les Curez se presenteront à l'Evêque pour estre examinez & établis dans leurs Cures par son autorité.

XXIV. Les Communautéz Regulars exemptes qui ont des Cures dont ils sont Curez primitifs, souffriront des Vicaires perpetuels dans icelles qui seront établis par les Evêques avec portion congrue suffisante.

XXV. Tous Monasteres immediatement dépendans du S. Siege & qui dans le tems porté par le Concile de Trente & les Etats de Blois ne se sont mis en Congregation reformée, receuë & approuvée, seront sujets à la jurisdiction de l'Evêque Diocésain.

XXVI. Toutes Congregations nouvelles demeureront sujetes à l'Evêque Diocésain, & si aucun Monastere estant sous la jurisdiction de l'Ordinaire vient à estre agregé à une autre Congregation exempte, il demeurera néanmoins sous la jurisdiction de l'Ordinaire.

XXVII. Nuls Religieux ne tiendront d'Ecoles pour les Seculiers dans leurs Convents, ny ne feront de questes dans le Diocese sans la permission de l'Evêque Diocésain, &c.

XXVIII. Les Religieux & Re-

ligieuses ne pourront estre établis sans le consentement par écrit de l'Evêque, & le Siege vacant il ne se fera aucun établissement nouveau, & ne pourront lesdits nouveaux établis dire la Messe en aucun Autel profane ny portatif sans la permission de l'Evêque Diocésain, ny consacrer des Calices, nonobstant tous privileges.

XXIX. Ceux qui ont pouvoir de benir des Ornaments d'Eglises, des Images & des Corporaux, ne le feront qu'en leurs maisons, & pour le service d'icelles, mais ne pourront benir ny Oratoires ny Cimetieres, ny reconcilier d'Eglise sans la permission de l'Evêque Diocésain; & les Abbez Regulars qui ont privilege de porter la Mitre & la Crosse n'en jouyront qu'aux termes de leurs privileges deüement receus, & les Abbez Commendataires ne pourront porter la croix pectorale, ny le Camail sur le Rochet, mais seulement le Rochet sous le Mantelet ou le Manteau.

XXX. Les Regulars ne peuvent donner des Lettres testimoniales *de vita, moribus, religione & natalibus*, ny Lettres Commendatrices aux Seculiers & autres qui ne sont de leur Ordre, cela appartient aux Evêques, ou à leurs Vicaires, ou aux Curez.

XXXI. Tous Regulars demeurans hors de leurs Monasteres, sont sujets en tous cas à la jurisdiction des Ordinaires; & ceux qui commettront quelques crimes ne

pourront estre envoyez en d'autre Diocèse, s'ils changent de Diocèse, ils seront renvoyez dans celui où ils ont delinqué, pour y estre punis par leurs Supérieurs qui en doivent avertir l'Evêque, à faute dequoy l'Evêque peut proceder contre eux, &c.

XXXII. Les Evêques pourront tous les ans, & même extraordinairement quand ils voudront visiter les Monasteres, leurs clôtures dedans & dehors, nonobstant tous privileges, & la faire observer.

XXXIII. Les Ordonnances de l'Evêque pour la clôture des Monasteres seront gardées, & aucune Religieuse ne pourra sortir de son Monastere qu'en cas de droit; & outre la permission du Supérieur, elle aura encore celle de l'Evêque Diocésain par écrit.

XXXIV. Les Supérieures des Convents ne recevront aucune Novice à la profession, qu'elles n'avertissent l'Evêque ou son grand Vicaire un mois auparavant ou environ, pour la faire examiner, & l'examen sera fait hors la clôture & les lieux Reguliers du Monastere.

XXXV. Aucuns Prêtres Seculiers ny Reguliers ne peuvent sous quel pretexte que ce soit ouyr les Confessions des Religieuses, s'ils n'ont la permission speciale pour cet effet de l'Evêque Diocésain; & les Confesseurs qui ne s'acquitteront pas bien de leurs charges, après que l'Evêque aura averty les Supérieures de les ôter, si elles n'y

satisfont, ils le pourront faire eux-mêmes de leur autorité.

XXXVI. Les Domestiques des Religieuses & leurs familles demeurans hors des lieux Reguliers ou de la clôture, sont sujets à leurs Parroissies comme les autres habitants, si le Monastere n'est spécialement privilegié, & les Servantes Seculieres enfermées garderont la clôture.

XXXVII. Les Evêques peuvent changer les Directeurs du bien temporel des Monasteres s'ils ne s'acquittent pas bien de leurs charges, & les changer comme les Confesseurs.

XXXVIII. L'Evêque doit estre averty de l'élection qui se doit faire d'une Supérieure dans un Monastere où l'élection a lieu, pour y assister & presider par luy ou quelqu'autre sans frais ny dépense audit Convent.

Les Eglises Cathedrales, Collegiales & leurs dépendances véritablement exemptes ne sont pas comprises en la presente declaration, aux droits & privileges desquels elle ne pourra nuire ny prejudicier.

Suppliant tres-humblement Sa Sainteté de l'avoir ainsi agreable.
Deliberé en l'Assemblée Generale du Clergé tenuë à Paris au Convent des Augustins le premier Septembre 1645.

XVI.

L'Assemblée Generale de 1625. écrivit une Lettre Circulaire aux Archevêques & Evêques de Fran-

ce pour l'exécution dudit Règlement cy-dessus. Et celle de 1645. leur en écrivit une autre pour l'exécution du Règlement des Religieux, auquel il avoit déjà esté contrevenu par quelques Religieux du Diocèse d'Agde.

XVII.

Monseigneur l'Archevêque de Toulouse fit un discours à l'Assemblée de 1645. sur le sujet du même Règlement & des privilèges des Religieux; Contenant que les Religieux durant plusieurs siècles n'avoient point demandé ny obtenu des Papes aucune exemption de la juridiction des Ordinaires, que leurs premiers privilèges n'estoient obtenus par les Fondateurs que des Evêques, & confirmez aux Conciles.

Que lorsqu'ils ont commencé à demander des privilèges les grands personnages du temps les avoient blâmés, même les Religieux, soutenant qu'il n'y avoit aucune parole dans l'Ecriture Sainte, ny d'exemple dans la Hierarchie Celeste qui favorisât leurs desseins: Que néanmoins ces privilèges s'étoient multipliés & étendus: Que les Evêques avoient résisté à ces privilèges, comme l'on voit au Titre de *excessibus Prelatorum* dans le Droit Canon: Que lesdits Religieux se sentans appuyez ont beaucoup excédé comme il paroît dans le Titre de *Privilegiis* aux Decretales: Qu'il n'y avoit Monastere qui n'eut vendu ce qu'il avoit de meilleur & de

plus précieux pour avoir des exemptions & des marques d'honneur, comme la Mitre, la Croisse, les Sandales, & de donner la benediction dans leurs Chapelles, &c.

Que nonobstant tous lesdits privilèges il restoit une grande étendue de juridiction aux Ordinaires sur les Privilégiez, qui sont réduits à 4. Chefs.

Le premier pour les respects & marques d'honneur que les Religieux doivent aux Evêques, comme ceux qui ne sont pas exempts: ce qu'il a prouvé par les exemples des enfans emancipés & des affranchis, qui doivent tout respect & reverence à leur pere & à leur maître, & par l'autorité de plusieurs Docteurs.

Le second est pour l'administration des Sacremens qu'il a dit appartenir de droit Divin aux Prelats ordinaires.

Le troisieme pour la doctrine & pour la predication, qu'il a montré estre la propre fonction des Evêques.

Le quatrieme pour la punition des crimes qu'il a réduits à quatre cas, après avoir montré que la punition des crimes des Ecclesiastiques appartient aux Evêques de Droit Divin; tous lesquels points il a prouvé, & a conclu que tous les Reglemens redigez aux Assemblées Generales de 1626. & 1635. se reduisoient à ces Chefs, &c.

XVIII.

Le Formulaire des permissions qui doivent estre données aux Regu-

liers pour prêcher & confesser fut dressé par l'Assemblée Generale du Clergé tenuë en 1650. en ces termes.

N. Ecclesie N. Episcopus dilecto nobis in Christo N. Ordinis, vel Societatis N. Presbytero, Salutem & Benedictionem. Cum multa Jesu Christi messis exigat, ut undequaque ad auxilium nostrum operarios advocemus, teque Charissime frater, Pium & Deûm examine noverimus, aptumque ut sub nostri regiminis magisterio procuranda Fidelium salutis infervias, Verbo Dei predicando, admistrandoque pœnitentia Sacramento admoveere statuimus ad (hîc debet exprimi tempus.) presentibus post illud tempus, non valiturus; eâ tam conditione, ut a casibus nobis servatis non absolvas. Datum, &c.

XIX.

QUELQUES ACTES DE
Satisfaction faite à des Evêques par des Religieux qui avoient prêché & confesse contre leurs défenses & au prejudice du Reglement cy-dessus.

Les Superieurs de la Congregation des Feuillans firent satisfaction à Monseigneur l'Evêque de Limoges pour Dom Roger Religieux du même Ordre, qui avoit contrevenu aud. Reglement, & reconnurent les Evêques pour la permission de prêcher & confesser.

XX.

Monseigneur de Limoges écrivit aux Agens Generaux du Clergé sur le sujet de ladite satisfac-

tion, & Messieurs les Prelats qui se trouverent à Paris au nombre de 16. après la separation de l'Assemblée de 1650. écrivirent aussi une Lettre Circulaire à tous les autres Evêques de France sur le même sujet le 22. Novembre 1651. ce que firent encore les Agens Generaux du Clergé, pour accompagner ladite Lettre.

XXI.

Les Religieux de la Ville de Rouën ayans prêché contre l'Ordonnance, d'entendre la Messe Parroissiale de trois Dimanches l'un, que Monseigneur l'Archevêque de Rouën avoit mis dans le Rituel de son Diocèse en le faisant imprimer, luy en firent satisfaction.

XXII.

Le Pere General des Jesuites écrivit une Lettre à Monseigneur l'Archevêque de Rouën sur le sujet de cette satisfaction de l'injure que le Pere Beaumer luy avoit faite le 15. Juin 1639.

XXIII.

Un Religieux de l'Ordre de Premontré ayant écrit contre Monseigneur l'Evêque de Laon, & fait un livre injurieux à sa personne, il fut ordonné par l'Assemblée de 1660. à Messieurs les Agens d'intervenir en toute juridiction où ladite injure sera poursuivie, & que Nosseigneurs seront priez de n'admettre l'auteur du livre à aucune fonction, jusques à ce qu'il ait fait réparation, & que ceux de son Ordre ne l'ayent desavoué.

XXIV.

XXIV.

Il y eut une Lettre Circulaire de ladite Assemblée à tous les Evêques de France sur ce sujet le 16. Juin 1661.

XXV.

Le R. Pere General de l'Ordre de Premontré fit satisfaction à Monseigneur de Laon, pour l'Auteur du Livre fait contre l'honneur & la dignité dudit Seigneur Evêque du 28. Septembre 1670.

XXVI.

Et ensuite Frere Norbert Cailleur auteur dudit Livre a desavoué en general & en particulier par écrit du 27. Septembre 1670. tout ce qui peut offenser Monseigneur l'Evêque de Laon & déclaré que ce n'a pas esté son intention, & que tout ce qu'il a raconté de contraire à la vérité du fait, a esté sur de faux Memoires qui luy ont esté donnez, & par lesquels il a esté surpris, en demandant pardon audit Seigneur Evêque, &c.

XXVII.

ACTES CONCERNANS la reception & l'établissement des RR. PP. Jesuites au Royaume de France.

Les Bulles & Lettres Patentes obtenues par les Peres Jesuites du mois de Janvier 1550. ayant esté presentées au Parlement de Paris: il fut dit par Arrest du 3. Aoust 1554. qu'elles seroient communiquées à l'Evêque de Paris & à la Faculté de Theologie.

XXVIII.

Les Gens du Roy donnerent leurs Conclusions pour l'enregistrement, attendu la Declaration faite par les Peres Jesuites, qu'ils n'entendent par leurs privileges prejudicier aux Loix du Royaume, ny aux droits Episcopaux, & autres droits de l'Eglise.

XXIX.

Le Parlement de Paris ayant fait quelque difficulté audit enregistrement, le Roy François II. envoya ses Lettres de jussion audit Parlement du 31. Octobre 1560. pour l'enregistrement desdites Bulles, & Lettres Patentes.

XXX.

Ensuite desquelles le Parlement de Paris renvoya la reception & approbation de la Compagnie de JESUS à l'Assemblée Generale du Clergé qui estoit pour lors à Poissy, laquelle Assemblée recut & approuva lad. Compagnie en forme de Societé & College, & non de Religion nouvellement instituée, à la charge qu'ils feront tenu de prendre autre Titre que de Societé de JESUS ou de Jesuites, & que sur icelledite Societé & College l'Evêque Diocesain aura toute superintendance, jurisdiction & correction de chasser & ôter de ladite Compagnie les forfaites & malvivans.

Que les Freres d'icelle Compagnie n'entreprendront & ne feront en spirituel ny en temporel aucune chose au prejudice des Evêques, Chapitres, Curez, Par-

roissés & Universitez, ny des autres Religions; mais seront tenus de se conformer entierement à la disposition du Droit Commun, sans qu'ils ayent droit ny jurisdiction aucune, & renonçans au préalable & par exprés à tous privileges portez par leurs Bulles, aux choses susdites contraires: autrement à faute de ce faire, ou que pour l'avenir ils en obtiennent d'autres, lad. reception & approbation demeureront nulles & de nul effet & vertu, sauf le droit de ladite Assemblée, & l'autrui en toutes choses: Ce sont les propres termes de l'Acte de reception & approbation de ladite Compagnie de JESUS en France par l'Assemblée Generale du Clergé tenuë à Poissy en l'an 1561. le 15. Septembre.

XXXI.

Ledit Acte de reception & approbation de ladite Compagnie fut enregistré au Parlement le 13. Fevrier 1562. par forme de Société & College, qui seroit nommé le College de Clermont, & aux charges & conditions contenues en leur dite Declaration & Lettres d'approbation susdite.

Le consentement de Monseigneur l'Eveq. de Paris à l'homologation & verification desd. Lettres Bulles, fut à la charge que lesdits Freres ne pourroient exercer aucune jurisdiction Episcopale, prêcher & annoncer la parole de Dieu sans la permission & consentement de leur Eyêque: qu'au cas qu'ils

soient pourvus d'aucuns Benefices Ecclesiastiques, mêmement Curez, ils répondront pour raison de leurs Charges devant leursdits Evêques sans aucune expedition. Qu'ils seront visitez par leursdits Evêques: qu'ils ne pourront administrer aucuns Sacremens, même de Confession & d'Eucharistie sans la permission expresse des Curez de ceux auxquels ils voudront administrer lesdits Sacremens: Qu'ils ne feront aucun prejudice auxdits Curez, tant au spirituel, qu'au temporel, soit pour les oblations, droits de sépulture, & autres semblables qu'ils feront en leurs Eglises & Chapelles.

Qu'ils ne pourront lire ny interpreter la Sainte Ecriture publiquement ny en particulier, sans qu'ils soient approuvez de la Faculté de Theologie des Universitez fameuses: le tout sans prejudice des autres Ordres & Religions, à ce qu'ils ne puissent attirer à eux, & recevoir en leur Compagnie les Religieux Profes desdits Ordres: Et qu'ils ne pourront faire aucunes Constitutions nouvelles, changer ny alterer celles qu'ils ont ja faites, lesquelles seront soussignées du Secrétaire de l'Assemblée, &c.

XXXII.

DIVERS ARRESTS RENDUS en faveur des Evêques touchant les droits qu'ils ont sur les Religieux exempts & non exempts de leur jurisdiction.

Sur l'Appel comme d'abus interjeté par des Religieux de l'Ab-

baye de S. Chastre Ordre de S. Benoist, Diocèse du Puy, des procédures contr'eux faites à l'Officialité du Puy, en conséquence de ce qu'ils avoient esté renvoyez par ladite Cour pardevant leur Juge d'Eglise competant, sans le designer; lesdits Religieux pretendans n'avoir autre Juge que le Supérieur de leur Monastere, comme estant Chef d'Ordre, & qu'ils estoient exempts de la jurisdiction de l'Evêque. *Par Arrest rendu au Parlement de Toulouse à l'Audience le 17. Janvier 1606.* les procédures faites par l'Official furent confirmées, & les appellans condamnez aux dépens.

XXXIII.

Le même Parlement donna un *Arrest ensuite le 9. May 1623.* portant entr'autres choses, que sans avoir égard à l'appel comme d'abus des procédures faites en l'Officialité du Puy, contre les Religieux du Prieuré de S. Pierre de la Ville du Puy membre de l'Abbaye de S. Chastre, elles seront continuées par l'Official, au contraire que les procédures faites par le Vicaire General de la même Abbaye contre le Vicaire perpétuel qui en dépend, sont déclarées abusives.

Que sur le Reglement requis par l'Evêque Diocésain pour le maintien de sa jurisdiction sur les Religieux de ce Monastere, les parties écriront & produiront cependant la provision en faveur de l'Evêque. Arrest qui peut servir d'é-

claircissement au precedent, & à celui qui suit, où l'on peut voir les Plaidoyez des Avocats & celui de Monsieur l'Avocat General qui contiennent plusieurs choses remarquables touchant la jurisdiction Episcopale: les privileges de l'Ordre de S. Benoist, l'interdit & la reconciliation des Eglises polluës, & autres semblables.

XXXIV.

Monseigneur l'Evêque du Puy fut maintenu definitivement au droit d'exercer toute sa jurisdiction contentieuse contre les Religieux du Monastere de S. Pierre de la Ville du Puy, hors les cas concernans l'observation de la regle & la discipline Monastique. *Par Arrest du Parlement de Toulouse du 8. Fevrier 1624.* comme aussi en la direction entiere des Parroisses dépendantes de ce Monastere, soit pour l'administration des Sacremens, la Predication, les Processions, les Reglemens des Confrairies, la publication des Monitoires, l'institution des Vicaires perpetuels sur la presentation du Prieur, & autres droits semblables.

XXXV.

L'Evêque Diocésain doit connoistre de tous delits qui pourroient estre commis par les Religieux, Prieurs, Curez de l'Ordre de Premontré, tant pour ce qui regarde l'administration des Sacremens, que leur vie & mœurs, & au residu que l'Abbé Gene-

ral de Premontré en connoistra par concurrence avec l'Evêque. *Ainsi jugé par Arrest du Parlement de Paris rendu par provision le 8. Fevrier 1656.*

XXXVI.

Un Religieux de l'Abbaye de S. Martin de Laon de l'Ordre de Premontré ayant appelé tant comme d'abus, que comme de Juge incompetent, de la procedure faite contre luy par l'Official de Laon se fondant sur les privileges de son Ordre, fut *par Arrest du grand Conseil du 22. Septembre 1663.* déclaré non recevable en ses appellations. Enjoint aux Religieux de ladite Abbaye & à tous autres qui voudront prêcher dans leurs Eglises, de recevoir la benediction de l'Evêque Diocesain quand il y

sera present, laquelle pourra donner aux assistans. Deplus que lesdits Religieux seront tenus d'ouvrir les portes de leurs Eglises, lorsque l'Evêque y voudra conferer les Ordres; comme aussi de se trouver aux Processions solennelles comme les autres Religieux.

XXXVII.

Monseigneur l'Evêque de Laon a encore esté maintenu aux droits de jurisdiction, visite & correction dans l'Eglise Collegiale de Rozoy du Diocèse de Laon, & sur toutes personnes qui composent ledit Chapitre, ou qui en dépendent, avec pouvoir de regler & ordonner de tout ce qui concernera leurs mœurs, le Service Divin & la police Ecclesiastique. *Par Arrest du Parlement de Paris du 9. May 1671.*





ABREGE' DES ACTES,
TITRES ET MEMOIRES
Concernant les Affaires du Clergé de France :
TOME SECOND
ET SUITE DE LA PREMIERE PARTIE.

CHAPITRE XV.
De la premiere Partie.

De la juridiction contentieuse & des Officiaux, Vicesgerens, Promoteurs & autres Officiers.

REGLEMENT DES
Officialitez fait par l'Assemblée Generale du Clergé tenuë à Paris en l'année 1666.

I.

 N ne pourra citer aucune personne à comparoir en la juridiction Ecclesiastique, sinon en vertu d'un Mandement qui contiendra la cause particuliere de l'obtention d'iceluy.

II.

Quand la citation se fait dans l'enclos du Manoir Archiepiscopal ou Episcopal, & dans les limi-

tes du lieu où se tient la juridiction, il n'est besoin d'aucun Mandement.

III.

Tout Mandement sera signé du Juge, paraphé du Greffier, & scellé du sceau de chacune juridiction.

IV.

Les citations ne pourront estre faites que par personnes Clercs, Majeurs d'ans, ou constituez aux Ordres Sacrez, demeurans dans le Diocese du lieu, de l'habitation & demeure des Parties, ou par Notaires, ou Appariteurs de chacune juridiction, & à leur défaut par le premier Sergent trouvé sur les lieux.

V.

Dans les Exploits desdites citations on exprimera la personne

R ij

& le domicile de celui qui sera cité, comme encore le jour, le mois & l'an. On donnera copie dudit Mandement & Relation, & fera mention s'ils ont esté baillez, offerts ou refusez, & seront lesdits Exploits attestez d'un Recors, pour le moins qui les souscrira & signera, à peine de nullité suivant l'Ordonnance, & de condamnation de dépens & intérêts vers les parties requérantes.

VI.

Toute signification de suspension ou excommunication demeurera sans effet, si elle n'est faite à la personne, sur laquelle elle est decretée, pour éviter que par ignorance il ne celebre la Messe au prejudice des censures.

VII.

La publication des Mandemens, Censures Ecclesiastiques ou Excommunications, ne pourra estre faite que par des Curez, Vicaires ou Prêtres commis par eux, lesquels feront ladite publication, sans intermission de Dimanche en Dimanche, dont ils dresseront Procès Verbaux chaque Dimanche, signez de trois personnes presentes pour le moins, qui attesteront avec eux ladite publication, lesquels Procès verbaux ils enverront clos & scelez, soit au Juge Ecclesiastique ou Laïc, suivant la teneur du Mandement, si lesdits Curez ou autres Prêtres, pour causes raisonnables de Droit & selon leurs consciences s'abstiennent de faire ladite publication,

ils seront tenus dans même jour de délivrer ledit Mandement à un autre Prêtre pour le publier, sur les peines de Droit.

VIII.

Ne pourront lesdits Curez ou leurs Vicaires celebrer aucun mariage, sans qu'il leur soit apparu de la publication de trois bans faite aux deux Parroisses, de l'actuelle demeure des parties, à laquelle ne soit intervenu aucun empêchement, à moins que les parties ne fussent dispensées de la publication par un ou deux Dimanches. Et pour éviter les inconveniens des mariages clandestins, ladite dispense sera registrée dans les Registres de la Cour Ecclesiastique, sans que l'on puisse dispenser aucun de la publication de tous les trois bans, mais bien d'un ou deux pour cause legitime.

IX.

Tous Curez seront tenus de faire Registre des Baptêmes, Mariages & Mortuaires qui arriveront dans leurs Parroisses.

X.

Les Citations & assignations auront un delay competent, selon la distance des lieux où elles seront faites, & selon les Reglemens qui en pourront estre faits en chaque Diocèse & Cour Metropolitaine.

• ORDRE DE PROCEDER
des défauts.

XI.

En tout Siege d'Officialité les parties assignées seront appelées

à haute voix, la juridiction seant: si l'une d'icelles ne compare, il sera baillé acte du défaut, contenant l'appel fait en Audience, & ledit acte contiendra le nom des demandeurs & défaillans, avec la datte de l'exploit; même le sujet de la demande, avec mandement pour reassigner ledit défaillant, & sera ledit acte signé du Juge, & paraphé du Greffier.

XII.

Dans toutes les causes de mariages introduites en première instance, le demandeur & le défendeur doivent comparoir en personne à la première assignation, & ne seront receus à fonder par Procureur, quoy qu'ils fassent apparoir de Procuration, à moins que le Juge pour cause légitime ne diffère lad. comparition. Pour toutes les autres matières il suffit de comparoir par Procureur, à moins qu'il ne soit autrement ordonné.

XIII.

Si la partie assignée compare en l'absence de celui qui l'a fait assigner, défaut luy sera donné, pour le profit duquel l'adjourné sera délié de l'action du défaillant avec dépens, lesquels il sera tenu de payer comme judiciaires; toutesfois en cause de mariage lesdits dépens seront réservés.

XIV.

En toute action pure, personnelle & pecuniaire, si la demande n'excede la somme de soixante sols, en affirmant par le demandeur que ladite somme luy est ju-

stement & loyalement due, il obtiendra dès le premier jour condamnation ou les fins de sa demande, si la partie adverse fait défaut & qu'elle ait esté bien & dûement adjournée.

XV.

Aux autres actions excédentes ladite somme sera le défaillant reassigné, en parlant à sa personne, ou domicile; & s'il fait défaut sera pour lors fait droit sur les conclusions du demandeur, ou donné Règlement de proceder selon l'exigence du cas.

XVI.

Toute action en treves, plainte, & assurance, entre personnes Ecclesiastiques, ou bien quand le défendeur sera Ecclesiastique, se jugera & terminera dès le premier jour après avoir sommairement oûi les parties en leurs demandes & défenses, pour éviter à longueur de Procez.

XVII.

Si les injures meritent qu'il en soit informé, l'acte du 1 jour contiendra la plainte & défense, & sera tenu le complaignant de produire & faire oûir au prochain jour ses témoins, sans fournir plus long libelle conclusion ou articles, à moins que le Juge pour la qualité du fait n'avisé d'en ordonner autrement.

XVIII.

Aux accusations de crimes atroces, pour la punition desquels on procede extraordinairement, les plaintes & articles seront signez de la partie complaignante, pour

en estre informé par l'Official, ou Commissaire par luy député, lequel sera tenu en toute l'instruction du Procez, examen de témoins, interrogatoire, recollement, & confrontations de garder l'Ordonnance de 1539. & d'observer toutes les formalitez comme necessaires, avant que proceder au jugement.

XIX.

L'Acte du 1. jour en toutes causes, contiendra nuëment, & sans raison de droit la demande, & défense des parties, & sera dressé par leurs Avocats ou Procureurs, pour y estre l'Ordonnance employée par le Greffier ou son Commis qui aura tenu le pluinatif.

XX.

Si la cause n'a pû estre terminée dès le premier jour sur le plaidoyé des parties en l'Audiance, & qu'audit jour l'Official ait donné appointement de bailler par le demandeur la conclusion, ou son fait, led. demandeur sera tenu de le produire au defendeur avec le fuid. Acte, dans le temps ordinaire, pour le venir contester dans pareil temps.

XXI.

Si ledit fait ou conclusion sont debatus d'impertinences, le defendeur sera tenu sur le champ de deduire ses moyens, & le demandeur ses soutiens au contraire, sur lesquels se donnera jugement en l'Audiance, sans que les parties puissent estre appointées à écrire, sinon aux causes de grande consequence.

XXII.

Si ledit fait est contesté nega-

tivement, l'Official accordera aux parties respectivement Lettres de contestation en cause, & leur donnera jour competant selon la distance des lieux, & qualité des causes pour se trouver en jugement, afin de jurer de calomnie, auquel jour ils comparoîtront en personne, ou par Procureur fondé spécialement.

XXIII.

Toutes expéditions communes ne contiendront que les qualitez des parties, & l'appointement, lesquelles qualitez se prendront sur l'Acte du 1. jour.

XXIV.

Si en jugeant il se fait quelque offre, obeissance, soumission, ou declaration de consequence en la cause, celui qui l'aura faite sera tenu de la signer sur le champ au Registre du Greffier, & si en l'absence de la partie le Procureur fait ladite declaration, il la signera de même, & se fera avouer en la prochaine remise en la cause.

XXV.

En toute cause on peut prendre un delay, ou retardement de proceder, sans payer des depens, lequel delay ne sera plus long que le temps du renvoy ordinaire de la cause.

XXVI.

Si apres. ledit delay la partie ne fait ses diligences, il payera les depens du retardement, puis continuant la prolongation du Procez sera forclos de dire, faire ou proceder en la cause, sauf le prochain jour auquel temps l'Official prononcera

noncera la forclusion absolument.

XXVII.

Si depuis la partie se presente en cause, & demande à estre reçuë à sifter en jugement, il luy sera permis en refundant les depens (qu'elle payera comme prejudiciaux, avant que pouvoir contester) moins que pour certaines considerations l'Official ne l'ordonne autrement.

XXVIII.

Après que les parties ont respectivement juré de calomnie, & affirmé judiciairement leur cause bonne & veritable, l'Official accorde Lettre dudit serment, & ordonne que le demandeur aux fins de la preuve, baillera par écrit des faits, ou positions pour interroger le defendeur sur les cas resultans du Procez, & preuve entreprise à faire; & où il ne voudroit faire ouïr, la partie donnera articles, pour (à la prochaine remise de la cause) faire venir des témoins qui seront examinez sur la verité deid. articles.

XXIX.

A ladite remise ou assignation ordinaire de la cause, les témoins assignez comparoîtront en jugement, & en présence de la partie, ou de son Procureur, seront jugez pour estre examinez par l'Official, ou autre par luy commis, sur les articles produits en justice.

XXX.

Lors du serment ou de la jurande des témoins, la partie se peut réserver de les reprocher en temps & lieu.

XXXI.

Le Juge donnera tel temps pour produire les témoins qu'il reconnoitra la cause le requérir, & ne pourra différer plus de trois remises, sinon en cause de Mariage, en faveur de laquelle il est permis de faire ouïr des témoins en tout temps avant la publication de l'enquête.

XXXII.

Après le delay donné par l'Official de faire venir des témoins, le demandeur declare qu'il se restraint au nombre des témoins citez, ou qu'il se depart de faire venir les de faillans.

XXXIII.

Si le demandeur veut continuer à faire examiner lesdits témoins adjournez, pour les contraindre de comparoir, il peut obtenir un Mandement d'excommunication, condamnation d'Amande pecuniaire, ou prise de corps, avec invocation du bras seculier.

XXXIV.

Aussi-tost que les témoins auront esté ouys, l'Official donnera appointment que les noms, surnoms, aages, conditions & demoures desdits témoins soient donnez à la partie pour venir à la prochaine assignation declarer s'il entend les reprocher.

XXXV.

Si le demandeur declare qu'il veut donner des reproches, l'Official ordonnera qu'il y satisfera la premiere remise, & le defende à donnera ses salvations au contrai-

re, & cela étant fait, l'enquête sera déclarée ouverte & publiée, sans prejudice desdits reproches, sur lapreuve desquels sera pourvû, s'il se trouve raisonnable avant que juger definitivement.

XXXVI.

L'enquête est déclarée publiée & ouverte, quand les deux parties en ont eu communication.

XXXVII.

Après la publication de l'enquête les parties doivent prendre appointement de conclure en cause, & peuvent faire declaration de persister à la preuve desdits reproches, ou d'y renoncer.

XXXVIII.

Si l'une des parties a des pieces dont elle pretende s'aider, au fait dont il s'agit, elle les pourra produire avant la conclusion du Procez, ausquelles pieces nouvelles la partie adverse donnera les contredits dans certain temps, & le produisant, salvation dans pareil temps.

XXXIX.

Que si lesdites pieces sont produites après la conclusion, le produisant refondera tels depens que de raison.

XL.

Les parties ayant déclaré qu'elles ont conclu en cause, les deux Procureurs collationneront les pieces du Procez ensemble, pour sçavoir s'il se produit ou soustrait quelque piece qui n'ait pas esté communiquée, lesquelles pieces seront contremarquées, par les deux Procureurs qui feront l'in-

ventaire d'icelles, & dans le delay donné par le Juge, selon la consequence de la cause: & lesdites parties si bon leur semble, feront écrire par leurs Avocats par avertissement, les raisons de droit ou de fait pour estre mises au Greffe & procedé au jugement.

XLI.

Le Greffier, ses commis & les Procureurs garderont l'art. 90. de l'Ordonnance d'Orleans pour l'écriture de chacune, page, ligne, mots, & feuillets.

XLII.

Les Procureurs ayant déclaré avoir mis leur Procez au Greffe, l'Official donne jour aux parties pour se trouver en l'Audiance, & pour avoir jugement. La Sentence sera donnée ce jour là par écrit, en Latin, ou en François selon la coûtume du lieu.

XLIII.

L'Official trouvant des reproches pertinents, & étant besoin d'en faire preuve, avant que de juger definitivement, il ordonnera que lesdites parties feront venir des témoins aux fins de leur preuve dans la premiere assignation: lesquels témoins ouïs, ledit Juge prononcera selon qu'il appartiendra par raison.

XLIV.

Les Sentences interlocutoires seront délivrées en papier seulement, & les definitives en parchemin, signées du Juge, paraphées du Greffier, & scellées du sceau de la Cour Episcopale.

XLV.

Si par la Sentence l'une des parties est condamnée aux dépens, ou qu'il faille faire une liquidation de frais, à la poursuite & recherche du Mariage; le Procureur de la partie qui aura obtenu effet en cause, baillera sad. declaration au Procureur de partie adverse, pour y écrire ses diminutions & contredits, lesquels apposez, sera procédé par l'Official à la taxe des dépens.

XLVI.

Quand la Sentence sera prononcée, le Greffier sera tenu de rendre les pieces & Procedures aux Procureurs des parties sur leurs requisitions, lesquels luy en donneront décharge valable, & la signeront dans les Registres du Greffe.

XLVII.

Les Procez criminels demeureront audit Greffe, & s'il y a appel des Sentences, les copies desdits Procez seront portées au Greffe du Juge qui aura connoissance du dit Appel.

DES CAUSES D'APPEL.

XLVIII.

Si après la prononciation de la Sentence l'une des parties appelle au Metropolitain, ou à Rome (comme il se fait en quelques juridictions ordinaires auxquelles l'Official Metropolitain juge en premiere instance) la Sentence n'estant pas definitive, mais provisoire, préparatoire, ou interlocu-

toire, le Juge ne deferera point à l'appel, si la Sentence n'équipolle un jugement definitif.

XLIIX.

La Sentence estant definitive, & la question meritant d'estre jugée par le Supérieur, l'Official doit deferer à l'Appel & donner temps à la partie qui aura appelé, de relever son rescrit appellatoire du Metropolitain dans le temps competant, selon la distance du lieu de l'Appel du jour qu'il aura appelé & demandé Apôtres, ce que ledit Appellant doit faire, ou en jugement lors de la prononciation de la Sentence, ou dans les dix jours suivans par signification & declaration par écrit faite au Juge & à partie adverse, avec demande d'Apôtres ou Lettres dimissoires auxquelles il doit avoir réponse du Juge duquel est appelé.

L.

Si l'Appel va à Rome, l'Official luy donnera trois ou quatre mois de temps pour relever son Appel, lequel temps passé, l'Appellant n'ayant point obtenu son Rescrit appellatoire, la Sentence sera executée, & le Jugement en sera donné par l'Official duquel est appelé, les deux parties ouïes & appelées. Pour à quoy parvenir, la Partie qui aura gain de cause prendra un mandement de desertion d'appel du même Juge qui aura donné la dernière Sentence, & assignera l'Appellant devant ledit Official, pour venir voir de-
S ij.

clarer son appelation deserte & non poursuivie : & ce faisant ordonner que la Sentence dont est appel sortira son plein & entier effet, & sera executée definitivement.

L I.

Tout appellant de Sentence interlocutoire ou definitive sera tenu, au jour de l'assignation, de comparoir en Jugement en personne ou par Procureur, avec Pieces, Memoire, Procuration: toutefois ayant égard à la distance ou demeure des Appellans, si les Parties ne répondent pas au jour de l'assignation, la cause sera remise au premier jour Plaidoyable.

L I I.

Si le jour de l'assignation se rencontre un jour de Feste ou de vacation de Justice, la comparution est remise au premier jour plaidable suivant.

L I I I.

Une des Parties faisant défaut, l'autre prendra un mandement pour faire réassigner le défaillant qui contiendra ou permission de produire en Justice pour ouyr droit sur l'appel ou revocation des défenses portées par le Relief.

L I V.

Après le second défaut sera pourvû sur les Conclusions des Parties, & sera l'appellant evincé & debouté des fins de son appel, la Sentence dont estoit appel executée, ou bien l'intimé pour le profit de la Contumace, debouté des Conclusions qu'il pourroit prendre.

L V.

L'appellant & l'intimé comparans en personnes ou par Procureurs, si l'appellant est innodé aux Censures, & qu'il demande d'estre absous, l'Official luy donnera absolution *ad cautelam, pendente processu*, à moins que ladite Censure ne vuidât le grief, comme si faute de comparoir il avoit esté excommunié, de quoy il auroit appellé, l'appellant ne doit avoir l'absolution; car par ce moyen le principal de la cause seroit décidé.

L V I.

Après ladite absolution l'Appellant sera tenu d'exhiber un Aîte judiciaire, par lequel il apparaisse qu'il ait appellé dans le temps ordinaire, ou déclarer qu'il baille libelle appellatoire pour fondement de juridiction, contenant les diligences qu'il a faites de se pourvoir après la Sentence du Juge inferieur. Sur cette Declaration l'Official prononcera Lettre de l'expédition prise entre les Parties: & cependant que l'Appellant fournira à la prochaine remise ledit Libelle appellatoire ou Aîte d'appel à l'Intimé, pour y venir répondre à l'assignation ordinaire.

L V I I.

L'Intimé viendra ce jour répondre audit Libelle, consentant la retention de la cause ou la contredifant, s'il y a des fins de non recevoir proposées, & soutien fait qu'il n'y a rien de devolu, lors le Juge pourra appoñter les Parties

à écrire leurs raisons de droit sur lefdites fins de non recevoir, ou ordonner que fans prejudice d'icelles, & fauf à y faire droit préalablement, l'Appellant fournira fes griefs à la premiere remife.

LVIII.

Au cas que les Parties foient appointées en droit sur lefdites fins de non recevoir, ledit Official donnera Sentence, par laquelle il déclarera l'Appellant non recevable, le condamnera aux dépens, renvoyant vers le Juge dont est appellé, l'exécution de la Sentence.

LIX.

Lefdites fins de non recevoir vuidées, & la juridiction fupérieure déclarée fondée par le Jugement qui en fera donné dans la même Sentence, le Juge ordonnera que les Parties procederont, & ce faifant, que l'Appellant fournira de griefs, & l'Intimé de réponces, fi bon leur femble, ou bien y renonçant concluront fur le bien, ou mal jugé, employant pour tous griefs le procez principal, & enfuite le Juge appointera les Parties à ouyr droit.

LX.

Après l'appointement d'ouyr droit les Procureurs collationneront les pieces du Procez, & drefseront leurs Inventaires, & feront écrire leurs Avocats dans un temps competant, comme il a esté dit cy-deffus, & ayant conclu au Grefse leurs Procez, le Juge leur donnera jour pour ouyr droit.

LXI.

La même forme de proceder fera gardée tant aux caufes d'appel, qu'en celles de l'Ordonnance pour le regard des forclufions, dépens, dédommagemens & autres expéditions.

LXII.

L'excuse de l'abfence ou empêchement de l'Avocat n'est recevable que pour les grandes confiderations qui font remifes à la difcretion du Juge.

LXIII.

La caufe principale eftant évoquée devant le Metropolitain, & qu'il foit befoin en la deduction d'icelle de faire preuve, l'Appellant aura tel temps pour produire fes témoins, que le Juge avifera.

LXIV.

La conformité de trois Sentences pratiquée jufques icy dans les juridictions Ecclefiaftiques y apportant de grandes longueurs, Sa Sainteté fera fuppliée tres-humblement de ne délivrer cy-après plus d'un Refcrit appellatoire en chacune caufe, pour après la réponfe de Sa Sainteté eftre arrêté du nombre & qualité des perfonnes que l'Official ou autre Juge commis, fera tenu appeller avec soy, jugeant en feconde Instance, afin qu'on ne fe puiffe pourvoir ailleurs du Jugement définitif qui fera donné en cas de conformité de deux Sentences feulement.

LXV.

Les Officiaux font tous exhortez de regler le plus modérément

qu'il sera possible leurs vacations, & les taxes de toutes expéditions & salaires des Avocats, Procureurs, Greffiers & autres Officiers desdites Jurisdicions.

Fin du Reglement des Officialitez.

II.

On ne peut appeller au Parlement de la Sentence d'un Official.

Joan. Gall. quest. 386.

III.

On ne peut appeller, pas même comme d'abus, d'une troisième Sentence conforme, rendue par le Juge Ecclesiastique. *Ainsi jugé par Arrest du Parlement de Paris du 16. Janvier 1601.*

IV.

Les Juges Ecclesiastiques ne doivent aucunement estre troublez ny empêchez en la Jurisdiction & connoissance des causes qui leur appartiennent.

Edit de 1571. art. 6.

V.

Les Gardes des Sceaux des Chancelleries ne peuvent point expedier de Lettres de Reliefs, portans élargissement de ceux qui seront prisonniers par autorité des Juges Ecclesiastiques, ny enjoindre de bailler le Benefice d'absolution à ceux qui auront esté par eux excommuniés, & ne pourront les Appellans estre élargis, ny absous pendant l'appel, jusques à ce que par les Cours de Parlement (les informations veuës) en ait esté ordonné.

Edit de Melun art. 15.

VI.

Les Ecclesiastiques tant Seculiers que Regulars, constituez es Ordres de Prêtrise, Diacre ou Souldiacre, ou bien ayant fait un vœu, ne pourront (estans prevenus de crimes, dont la connoissance doit appartenir aux Juges d'Eglise) s'exempter de leurs jurisdicions pour quelque cause que ce soit, ny même sous pretexte de liberté de conscience, estant défendu à tous Juges d'en prendre aucune connoissance, quand même lesdits prevenus y consentiroient.

Et il est défendu ausdits Ecclesiastiques & Religieux qui se voudront separer de l'Eglise Catholique, Apostolique & Romaine, & quitter leur vie & profession, pour suivre la Religion P. R. de se trouver aux Assemblées où se fait l'exercice public de ladite Religion avec l'habit Ecclesiastique, ou Religieux qu'ils portoient précédemment avant qu'ils eussent changé, à peine d'estre punis comme scandaleux & infraçteurs des Edits.

Edit de 1606. art. 26

VII.

Tous Actes, Sentences, Conclusions & autres Procédures des Officialitez, & autres jurisdicions Ecclesiastiques, seront conçues en langage François, à la réserve de ceux qui doivent estre envoyez à Rome, lesquels seront expediez en Latin, comme à l'Ordinaire.

Louis XIII. 1629. art. 27.

VIII.

Les Promoteurs des Sieges Ecclesiastiques tant Inferieurs que Superieurs, prendront en main les causes criminelles qui se presenteront en leurs Sieges, & les poursuivront jusques au Jugement d'icelles, quoy qu'il n'y ait aucune partie Civile ou instigante, afin que les crimes ne demeurent pas impunis.

Ibid. art. 28.

IX.

Les Parlemens ny autres Juges n'empêcheront les Archevêques & Evêques residans dans leurs Dioceses, de connoistre eux-mêmes des causes spirituelles, & Ecclesiastiques, dont la connoissance appartient à l'Eglise: & les appellations des Sentences par eux données seront jugées par les Archevêques, Primats & Superieurs constituez en Ordre Episcopal, sauf en cas d'absence desdits Archevêques & Evêques de leurs Dioceses, à estre jugées par leurs Officiaux.

*Declaration de 1657. art. 3.
L'art. 4. de celle du mois de Mars de 1666.
est conforme.*

X.

Les Parties se pourront pourvoir pardevant le Juge d'Eglise sur le petitoire en matiere Beneficiale, après que le possessoire sera simplement vuide par le Jugement de pleine maintenue, & que les Parties y auront pleinement satisfait, tant pour le principal, que

pour les fruits, dommages & interets.

Declaration de 1657. art. 10.

L'art. 13. de celle de 1666. est conforme.

XI.

Trois Ecclesiastiques & une Religieuse accusez pardevant le Juge de Roye d'estre de la secte desiluminez, furent rendus à l'Evêque d'Amiens, ou à son Official pour leur faire leur Procez. *Par Arrest du Conseil Privé du 20. Mars 1631.*

XII.

Les Officiaux peuvent condamner aux dépens dans les causes où les Promoteurs sont les seuls Parties. *Ainsi jugé par Arrest du Parlement de Paris du 7. Septembre 1644.*

XIII, XIV.

Deux Curez du Diocese de Rotien ayant interjeté appel comme d'abus des Sentences de l'Official, portans défenses ausdits Curez de porter l'Etole lorsque le grand Archidiacre feroit sa visite: Les Parties, par deux Arrests contradictoires du Conseil Privé des 22. Fevrier 1627. & 19. Fevrier 1630. furent renvoyées pardevant les Juges Superieurs Ecclesiastiques, & lesdites appellations comme d'abus converties en appellations simples, sans s'arrêter aux Arrests du Parlement de Rouën qui en avoient voulu connoistre.

XV.

Même different estant arrivé entre l'Archidiacre & d'autres Curez du Diocese de Rouën, le Roy sans s'arrester aux Arrests du Par-

lement de Rouën, renvoye les parties pardevant l'Official, & par Appel au Juge Supérieur: avec défenses à tous Curez, de se plus pourvoir au Parlement, & à lad. Cour d'en prendre connoissance, *Par Arrest contradictoire du Conseil Privé du 26. May 1634.*

XVI, XVII.

Monseigneur l'Archevêque de Rouën ayant eu des differents avec des Reguliers de son Diocèse touchant la mission des Predicateurs, lesquels s'estant pourvus au Parlement & y ayant obtenu un Arrest le 23. Aoust 1640. portant non seulement injonction aud. Sjeur Archevêque ou ses Vicaires de leur bailler permission & placet pour leurs Missions, mais aussi prescrivant l'ordre qu'ils y doivent observer, qui est un abus manifeste, le Roy sans s'arrester audit Arrest qu'il casse, annule, fait défenses au Parlement de Rouën de plus connoître à l'avenir des Procez & differents d'entre ledit Sr. Archevêque de Rouën, & les Reguliers de son Diocèse, circonstances & dependances à peine de nullité, cassation de Procedures, & de tous depens, dommages & interets. *L'Arrest est du 4. Septembre 1640.*

XVIII.

L'Official peut enjoindre à un Prêtre de se retirer de son Diocèse, mais il ne peut user du mot de *Bannissement*, ny le bannir, parce que *Ecclesia territorium non habet, sicut & fiscum*, ce qui a esté re-

marqué par Maître Charles du Moulin sur la quest. 82. de Joan. Galli. ensuite de quoy par plusieurs Arrests il a esté jugé que les Officiaux ne pouvoient condamner au Bannissement, comme il se voit par l'*Arrest du Parlement de Paris du 15. Juillet 1631.*

XIX.

L'Official de Reims ayant fait un Reglement pour les Enterremens, Ouverture de terre, Oblations, heures de Service, Saluts, Processions, Benedictions de Fonts, Mariages & autres fonctions Paroissiales, *il fut confirmé par Arrest du Parlement de Paris du 12. Mars 1644.*

XX.

Monseigneur l'Evêque du Puy, (dont le Diocèse est dans le Ressort du Parlement de Toulouze) ayant obtenu des Lettres par lesquelles il est ordonné que l'Official du Puy connoistra de tous procez civils & criminels des Ecclesiastiques des Paroisses dudit Diocèse, qui sont situées dans le Ressort du Parlement de Paris & de toutes procedures sur Rescrits de Cour de Rome: lesdites Lettres furent enterinées audit Parlement de Paris le 15. Novembre 1658. à la charge que s'il y avoit des appellations comme d'abus, elles seroient relevées audit Parlement.

XXI.

Les Officiaux Metropolitains doivent prononcer sur les Appellations au terme de l'Ordonnance, *An, benè vel malè*, sans faire défense, ny évoquer. *Il leur fut*

fut ainſi enjoit par Arreſt du Parlement de Paris du 8. May 1660.

XXII.

Ils ne peuvent élargir les prifonniers detenus dans les prifons des Officialitez, en vertu des Decrets & Ordonnances decernees par les Officiaux, qu'avec connoiſſance de cauſe, & après avoir vû les informations. *Ainſi jugé contre l'Official Metropolitain de Tours, par Arreſt du Parlement de Paris du 10. May 1670.*

XXIII.

QUE LES CAUSES DE Mariage ſont de la juridiction Eccleſiaſtique.

Si quis dixerit cauſas matrimoniales non ſpectare ad Iudices Eccleſiaſticos, Anathema ſit. Concile de Trente ſeſſ. 24. de Sacramento matrimonij, Canon. 12.

XXIV.

Les cauſes concernans les mariages ſont & appartiennent à la connoiſſance & juridiction des Juges d'Egliſe, en gardant les Ordonnances, même celle de Blois art. 40. & ſuivant icelles déclareront les mariages qui n'auront eſté faits & célébrés en l'Egliſe, & avec la forme & ſolemnité requiſe par ledit art. nuls & non valablement contractés, comme eſtant cette peine indiète par les Conciles. Enjoint aux Evêques & Officiaux de juger conformément à icelle.

Edit de 1606. art. 12.

On peut voir le Chap. 8. du Titre 2. de cette premiere Partie,

où il eſt traité de l'adminiſtration du Sacrement de Mariage.

XXV.

Les Juges Royaux és cauſes de Mariages pendantes pardevant les Eccleſiaſtiques, ne peuvent faire déſenſes de paſſer outre au Jugement d'icelles, ſous pretexte de Rapt, ſans grande & apparente raiſon dont leur conſcience & honneur ſont chargez, & les Délateurs ou Parties inſtigantes ſont néanmoins tenus de faire inſtruire & mettre en état de juger ladite Instance de Rapt dans un an : autrement, à faute de ce faire, ſera paſſé outre au Jugement deſdits Mariages par leſdits Juges Eccleſiaſtiques. Cependant que l'Article 40. de l'Edit de Blois, portant déſenſes aux Curez & Vicaires d'épouſer aucuns enfans de famille, ny ceux qui ſont en poiſſance d'autrui, à moins qu'il ne leur apparoiſſe du conſentement des peres, meres, tuteurs ou curateurs, ſera inviolablement gardé, ſur les peines contenuës audit Edit.

Edit de Melun art. 25.

XXVI.

Quand on ſe pourvoit pardevant l'Official en diſſolution de Mariage fondée ſur inceſte, rapt, ou autre crime, & que l'Official déclare le Mariage bon & valable, il n'eſt plus loiſible de ſe pourvoir pardevant le Juge Lay, ny d'obtenir Monitoire pour avoir revelation du crime. *Ainſi jugé par Arreſt du Parlement de Paris du 2. Janvier 1626.*

Le Lieutenant general de la Rochelle ayant fait une Procédure concernant la validité d'un Mariage, ladite Procédure fut infirmée par Arrest du Parlement de Paris, du 9. Juillet 1671. portant défenses aud. Lieutenant general de connoître des causes de cette qualité, & qui luy enjoint de les renvoyer au Juge d'Eglise, si ce n'est en cas d'appel comme d'abus.

XXVII.

DE L'INSTITUTION
& Destitution des Officiaux.

Les Archevêques & Evêques peuvent instituer & destituer leurs Officiaux, & défenses aux Cours Souveraines & à tous autres Juges d'avoir égard à aucunes provisions d'Officialitez qui auront esté octroyées à Titres onereux, ny de maintenir sous pretexte d'icelles, aucunes personnes qui auroient esté destituées & revoquées par les Archevêques & Evêques, lesquels ne seront point troublez dans ce droit. *Ainsi réglé par la Declaration du Roy du 28. Septembre 1637.*

XXVIII.

Monseigneur l'Evêque d'Alby ayant destitué son Official, & en ayant établi un autre, le destitué s'estant pourvu au Conseil Privé pour se faire maintenir: il fut dit conformément à la Declaration cy-dessus par Arrest contradictoire dudit Conseil, que ledit Seigneur avoit pû destituer ledit Official, & en rétablir un autre. *Ledit Arrest est du 23. Avril 1641.*

XXIX.

La destitution faite par Monseigneur l'Evêque de Frejus de son Official, encore qu'il eust exercé cette charge pendant 40. ans, & qu'il eust esté institué pour toute sa vie, fut confirmée par Arrest du Parlement de Provence du 4. Février 1644.

XXX.

L'Official de Montpellier ayant esté destitué par Monseigneur l'Evêque dudit lieu, & s'estant pourvu au Conseil Privé du Roy, pour se faire maintenir: le Roy par Arrest de son Conseil Privé du 18. Octobre 1667. se reserva la connoissance de ladite destitution, laquelle cependant il confirma par provision.

XXXI.

Lequel Arrest fut encore confirmé par provision, *par celui du 4. Novembre suivant.*

XXXII.

Les Chapitres peuvent, le Siege vacant, établir de nouveaux Officiaux: Il fut ainsi jugé en faveur de l'Official établi par le Chapitre du Mans pendant la vacance du Siege Episcopal. *Par Arrest du Parlement de Paris du 3. Juillet 1638.*

XXXIII.

Les exploits qui seront faits à la requeste des Promoteurs des Officialitez du Royaume, sont déchargés du droit de Controlle, *par Arrest du Conseil d'Etat du 30. Octobre 1678.* qui porte défenses aux Receveurs du Domaine, de

leur donner aucun trouble, à peine de quinze cent livres d'amende, dépens, dommages & interese.

XXXIV.

Les Fesmiers du Domaine du Roy ny aucuns autres ne peuvent établir des Greffiers des Affirmations dans les juridictions Ecclesiastiques, en ayans esté déchargés par *Arrest du Conseil d'Etat du 30. Octobre 1670.*

CHAPITRE XVI.

De l'exécution des Sentences des Juges Ecclesiastiques, & imploration du bras seculier.

I.

Les Juges Ecclesiastiques peuvent user des Censures Ecclesiastiques pour l'exécution de leurs Sentences. *Ainsi jugé par Arrest du Parlement de Paris du 22. Janvier 1573. rendu en interpretation de l'art. 18. de l'Edit de 1571.*

Il y avoit déjà un Arrest du 22. Septembre 1571. qui jugeoit la même chose.

II.

Les Sentences de provision & de main garnie données par les Juges Ecclesiastiques sur des Contrats, Obligations & Cédulés reconnus, qui n'excedent la somme de huit écus, & un tiers d'écu, seront exécutoires, nonobstant oppositions ny appellations quelconques, & sans prejudice d'icelles, en baillant bonne & suffisante caution, & pourront estre mises

à execution par les Appariteurs desdits Juges d'Eglise surce requis, par toutes voyes & manieres deuees & raisonnables.

Ordon. de Blois art. 62.

III.

Les Juges Royaux doivent prêter ayde & confort pour l'exécution des Sentences des Juges Ecclesiastiques, implorant le bras seculier, & il leur est défendu de prendre connoissance des Jugemens par eux donnez, sauf aux Parties à se pourvoir pour les appellations comme d'abus, suivant les Ordonnances.

Edit de Melun art. 24.

IV.

L'Article 5. de l'Edit de 1610. y est conforme, & ajoûte qu'ils ne prendront non plus connoissance des oppositions formées à leur assistance requise, ny de tout ce qui peut s'en ensuivre. *Voyez l'art. 6. de l'Edit de 1606.*

V.

La Declaration de 1657. art. 19. porte expressément que lesdits Juges prêteront main-forte au plutôt que faire se pourra, pour l'exécution des Sentences des Juges d'Eglise sans prendre aucune connoissance de cause.

VI.

Les Cours de Parlement & tous autres Juges ne troubleront aucunement les Juges Ecclesiastiques en la juridiction & connoissance des causes qui leur appartiennent, mais il leur est enjoint de prêter ayde & confort pour l'exécution

de leurs Jugemens : avec défenses de prendre connoissance desdits Jugemens par eux donnez : sauf aux Parties de se pourvoir pour les appellations comme d'abus, és cas portez par les Ordonnances, & conformément à icelles. *Declaration du Roy du mois de Mars donnée sur les Remontrances du Clergé en 1666. art. 15.*

VII.

Les Juges Royaux & tous autres qui en seront requis délivreront leurs *Pareatis* aux Huissiers & Sergens, pour executer les Sentences des Juges Ecclesiastiques. *Ainsi ordonné par Arrêt du Conseil d'Etat du 19. Octobre 1650.*

CHAPITRE XVII.

Du Privilege de Clericature, du Delit commun & du cas privilegié.

I.

Les Evêques, les Prêtres ny les Clercs, ne peuvent estre accusez pardevant d'autres Juges, que les Ecclesiastiques : *Sancitum est ut nullus Episcopum aut Sacerdotem, vel Clericum apud Judices publicos accusare presumat, sed apud Episcopos.*

Capitul. de Charlem. & de Louis le Debon. liv. 5. capit. 237.

Les Prêtres, Diacres, & Souddiacres qui donneront sujet de plainte à quelqu'un ne pourront aussi estre convenus que pardevant leur Evêque.

Ibid. lib. 6. cap. 328.

Et par le chap. 208. il n'estoit pas permis d'accuser les Evêques

pardevant d'autres Juges que les autres Evêques.

II.

Le Roy Philippe V. surnommé le Long par son Ordonnance de 1320. ne veut point que les personnes Ecclesiastiques puissent estre convenues pardevant les Juges Seculiers : *super actionibus merè personalibus*, quand même elles y seroient obligées par ses Lettres, ou par celles de ses Ministres.

III.

Un Clerc nommé Bastin de Breban s'estant marié, & depuis estant prisonnier és prisons de l'Evêché, prevenu de crime de l'Eze Majesté, fondé sur ce qu'il avoit vendu des chevaux & harnois aux ennemis du Roy & du Royaume : il arriva contestation pour raison de ses meubles ; ensuite de laquelle la Cour ordonna que lesdits biens meubles seroient baillez & délivrez à l'Evêque qui connoitroit dudit crime en présence de deux Conseillers Clercs de ladite Cour. *Par un ancien Arrêt du 12. Janvier 1571.*

IV.

Les Juges Royaux qui jugent & condamnent les Clercs comme Laïcs & contre leurs privileges, doivent estre condamnez à des reparations aux Eglises, après avoir rétably leur entreprise, comme il est arrivé au procez fait à la personne de Jaques Fabry Clerc par les Juges de Moret, lesquels non-obstant l'aveu dudit Fabry qui estoit Clerc, en portant même les

marques & l'habit : lesdits Juges n'auroient pas laissé de le retenir prisonnier & de continuer son proces sur les larcins & autres crimes par luy commis, dont il fut convaincu, & ensuite de le condamner à mort, ce qui fut executé.

Monseigneur l'Archevêque de Sens ayant poursuivy cet attentat contre la jurisdiction Ecclesiastique au Parlement de Paris, fit condamner lesdits Juges à reparer cette entreprise : & l'Arrest de la Cour porte que le corps dudit Jacques Fabry seroit osté du Gibet, mis dans un Cercueil sur un Chariot, & amené jusques à la porte de l'Eglise Cathedrale de Sens en presence desdits Juges : lesquels estans arrivez à l'entrée de ladite Ville, seroient allumer quatre torches ou flambeaux du poids chacun de quatre livres, qui seront mis a côté dudit Cercueil, lequel seroit conduit depuis ladite porte de la Ville jusques à l'entrée de l'Eglise Cathedrale en cet état, & que là lesdits Juges un jour de Dimanche à l'heure de la grande Messe teste nuë & à genoux prononceroient ces paroles : *Ecce corpus defuncti Jacobi Fabri, quem Jacobum nos per inadvertentiam pridem suspendi, & mori fecimus ; quod quidem corpus vobis & Ecclesie reddimus, eo quia idem Jacobus tempore mortis sue consuram Clericalem deferebat.* Ensuite dequoy lesdits Juges remettroient le corps à l'Archevêque, pour en user ainsi qu'il verroit estre par raison.

Lesdits Juges furent encore condamnez en tous les dépens, & de payer une somme de cent livres tournois à l'Archevêque, pour estre employée utilement à l'Eglise. *Ledit Arrest du dernier Aoust 1375.*

V.

Le Prevost de la Ville de Provins ayant fait executer par Justice Jean Mahiet pour cause de certain meurtre par luy commis en la personne de Jean Millard, Monseigneur l'Archevêque de Sens pretendait que ledit Mahiet estoit Clerc (ce qui estoit vray) entreprit ledit Prevost en Justice, & porta sa plainte au Parlement de Paris, où ledit Prevost reconnoissant qu'il avoit mal procedé, passa un expedient de condamnation par un acquiescement sur le bon plaisir du Roy & de la Cour, & fut dit par l'Arrest que ledit Prevost feroit oster secretement du Pilory le poing dudit feu Mahiet, & semblablement le corps d'iceluy du lieu où il estoit, & l'ensevelir dans une bierre au Cimetiere à jour certain pris & accepté entre les Parties en l'Eglise Parroissiale dudit lieu de Gouës, où sera par ledit Seigneur Archevêque, & representant sa personne le Doyen de la Chrétienté dudit lieu de Provins, ou autre par luy commis, auquel sera baillé par ledit Prevost une image en forme d'homme, representant le corps dudit Mahiet, en disant les paroles qui s'ensuivent : *Monseigneur le*

Doyen ou ledit Commis, voyez cy par représentation le corps de feu Jean Mahiet, lequel autrefois pour certain meurtre qu'il avoit commis, ay fait prendre, & en le prenant s'avoüa Clerc, & depuis ce l'ay condamné à mourir, couper le poing, & fait pendre, & pour ce qu'il a esté trouvé que ledit Mahiet estoit Clerc, je rends à vous, représentant la personne de Monseigneur l'Archevêque de Sens, ledit corps, par cette figure, en signe de représentation, telle que bonnement je le puis faire, comme à celui à qui appartenait la connoissance & punition de la personne dudit Mahiet.

Après laquelle restitution ainsi faite seront dites quinze Messes pour le repos de l'ame dudit Mahiet aux dépens dudit Prevost avec six livres de Cire de Luminaire; & pour le surplus de tous les autres frais & dépens de procédures ledit Prevost s'en rapporte à la bonne grace & misericorde dudit Seigneur Archevêque. *Ainsi passé du consentement des Parties le 5. Janvier 1447.*

VI.

Monseigneur l'Archevêque de Rouen voulant vendiquer un prisonnier qui estoit dans le Châtellet de Paris accusé de meurtres, & autres crimes, comme estant Clerc de son Diocèse, & M. le Procureur General soutenant au contraire que ledit prisonnier aiant porté les armes, épousé une femme veuve, & obtenu des lettres de remission présentées au Juge séculier sans avoir allegué la Cle-

ricature ny demandé son renvoy, il ne pouvoit jouir du privilege de Clericature; mais qu'il devoit estre jugé par ladite Cour, il fut ordonné par un ancien Arrest du Parlement du 23. Juin 1376. contradictoirement rendu entre les parties, que l'Archevêque de Rouen, ou les Officiers de sa juridiction Ecclesiastique connoitroient si ledit prisonnier estoit Clerc, & devoit jouir dudit privilege Clerical.

Il y a dans les Registres du Parlement de Paris beaucoup d'autres anciens Arrests, qui ont renvoyé au Juge d'Eglise les simples Clercs, sur toute sorte d'accusations, même de crimes capitaux.

VII.

Celuy qui est simplement tonsuré, quand même il auroit encor les quatre moindres Ordres, il ne peut obtenir de Benefice qu'il n'ait atteint l'âge de quatorze ans, ny jouir du privilege des Clercs, qu'il ne possède un Benefice Ecclesiastique, ou ne porte l'habit Clerical, & ne serve dans quelque Eglise par l'ordre de l'Evêque, ou qu'il ne demeure dans quelque Seminaire, ou dans quelque École ou Université par la permission de l'Evêque, pour se disposer aux autres Ordres.

Concile de Trente Sess. 13. ch. 6. De reformat.

VIII.

Aucun ne pourra jouir du Privilege de Clericature, soit pour delaissement aux Juges d'Eglise, ou pour autre cause, qu'il ne soit

constitué ez Ordres sacrez , & pour le moins Soudiacre , ou Clerc actuellement residant , & servant aux Offices , Ministres & Benefices qu'ils tient en l'Eglise.

Ordonn. de Moulins art. 40. conforme à celle de Roussillon art. 11.

IX.

Le Roy ayant égard aux remontrances qui luy furent faites sur ledit article 40. de l'Ordonnance de Moulins , voulut qu'en l'exception d'iceluy les Ecoliers actuellement estudiants , & sans fraude , comme encor tous les Clercs beneficiez y fussent compris.

Premiere Decl. sur l'Ordonn. de Moulins

X.

Ceux qui servent actuellement à l'Eglise jouiront du privilege de Clericature & Tonfure , & les Prêtres & autres promûs aux Ordres sacrez , ne seront executez de cas de crimes & condamnation de mort , sans degradation.

Edit de 1571. art. 14.

XI.

Un Prestre condamné par le premier Juge sans avoir demandé son renvoy pardevant son Juge Ecclesiastique , le peut demander & obtenir du Juge d'appel , à la charge du cas privilegié. *Ainsi jugé par Arrest du Parlement de Paris du 3. Septembre 1609.*

DU CAS PRIVILEGIE'

Touchant les cas privilegiez on peut voir la seconde partie du trait-

té de la jurisdiction Ecclesiastique qui est inseré dans les memoires du Clergé au commencement du Chapitre 9. de la jurisdiction Ecclesiastique en general au titre second de la premiere partie.

Comme encor l'Edit du Roy Henry second , du 19. Novembre 1549. qui est au Chapitre 1. de la neuvième partie.

XII.

Les procès introduits dans les Cours de Parlement en premiere instance , seront instruits & jugés en la Grand'Chambre si faire se peut , & si les parties le requierent : autrement & sans ladite Requisition , se pourront instruire & juger à la Tournelle , où lesdites instructions seront renvoyées par la Grand'Chambre , en cas que par empeschemens & occupations d'icelles , lesdites instructions n'y puissent estre faites promptement & commodement comme telles matieres le requierent , & qu'en tout cas les Presidens & Conseillers de ladite grand'Chambre , estant du service de la Tournelle , assistent au jugement desdits procédz criminels.

Et quant aux procédz instruits , ou jugés pardevant les Juges de sa Majesté en premiere instance , & hors desdites Cours , contre les personnes susdites , les appellations interjettées des instructions se pourront juger en la Tournelle , nonobstant le debat des parties , & de mesme les appellations des jugemens deffinitifs , si les person-

152 DU PRIVILEGE DE CLERICATURE, &c.

nes condamnées ne requierent estre jugées en la grand'Chambre, auquel cas il y sera procedé comme dessus.

Ordon. de Moulins Art. 38.

XIII.

L'instruction des procéz criminels contre les personnes Ecclesiastiques, pour les cas privilegiez, sera faite conjointement tant par les Juges Ecclesiastiques, que par les Juges Royaux, & en ce cas lesdits Juges Royaux qui seront commis pour cet effet, seront tenus d'aller au siege de la jurisdiction Ecclesiastique.

Edit de Melun Art. 22.

Par le procéz verbal de l'Assemblée generale du Clergé tenuë en l'année 1586. qui a esté recueilly par le sieur du Faix, l'un des deputez de ladite Assemblée, part. 2. page 131. Il se voit que les Juges des cas privilegiez, vacans à l'instruction des procéz criminels, n'amenioient point leurs Grefriers, & qu'il n'y avoit que ceux des Juges d'Eglise.

XIV.

Le Parlement de Provence ne pouvant juger un Prestre accusé de crimes atroces, auparavant que le Juge d'Eglise y eut prononcé, envoya par Messieurs les gens du Roy, le procéz à juger à Monseigneur l'Archevêque d'Aix, lequel ayant delaisié l'accusé au bras seculier, & le Parlement l'ayant ensuite condamné à mort; deux Conseillers de ladite Cour, assistéz de Messieurs les gens du Roy, porte-

rent derechef le procéz par l'ordre de leur Compagnie, audit sieur Archevêque, pour juger s'il y échoit degradation.

Procés verbal audit sieur Archevesque du 18 Mars 1633.

XV.

Il est défendu aux Cours de Parlement & à tous autres Juges de troubler les Juges Ecclesiastiques en leur jurisdiction & connoissance, mais il leur est enjoint de prêter ayde & confort, pour l'exécution de leurs Sentences & Jugemens sans en prendre aucune connoissance, sauf aux Parties de se pourvoir pour les appellations comme d'abus és cas portez par les Ordonnances, & conformément à icelles: il leur est aussi défendu de prendre aucune connoissance des accusations intentées contre les Ecclesiastiques, tant Seculiers, que Reguliers, constituez és Ordres de Prêtrise, Diaacre, Souëdiaire, Beneficiers, ou qui auront fait vœu de Religion, sinon pour les cas privilegiez, suivant les Ordonnances.

Declarati: du mois de Fevrier 1657. art. 12.

XVI.

Défenses à tous Juges de S. M. d'instruire ny juger aucuns procéz contre les Ecclesiastiques, sinon pour les cas privilegiez portez par les Ordonnances sans les étendre à autre cas, & ce conformément à l'article 22. de l'Ordonnance de Melun. Et afin que lesdits Juges ne fassent aucune difficulté de se transporter vers les Juges

Juges Ecclesiastiques lorsqu'il s'agira d'instruire un procez concurrent, sous pretexte que la demeure des Juges Ecclesiastiques est hors de la juridiction des Juges de S. M. pour cet effet toute Cour & Jurisdiction leur est attribuée, même hors de l'étendue de leur territoire.

Ibid., art. 18.

Les Presidiaux & Prevost des Maréchaux ne pourront connoître des procez criminels des Ecclesiastiques en aucun cas; neanmoins en cas Presidiaux & Prevotaux pourront informer seulement & faire la capture, *in flagranti delicto*, pour estre ensuite les procez instruits & jugez conformément aux Ordonnances; & en cas de délaissement des Ecclesiastiques aux Juges d'Eglise, il ne sera rien pris pour le salaire des Juges, soit pour l'instruction ou jugement du délaissement, à peine de concussion.

Ibid.

Les Articles 15. & 19. de la Declaration du mois de Mars 1666 sont conformes aux deux precedens.

CHAPITRE XVIII.

Des Appellations comme d'abus, & prises à partie.

ON peut voir sur cette matiere la troisieme partie du Traité de la Jurisdiction Ecclesiastique, qui est inseré dans les Memoires du Clergé au commencement du

Chapitre de la Jurisdiction Ecclesiastique en general.

I.

Les appellations comme d'abus interjetées par les Prêtres & autres personnes Ecclesiastiques es matieres de discipline & correction, ou autres pures personnelles & non dépendantes de realité, n'auront aucun effet suspensif; mais sera passé outre par les Juges d'Eglise, nonobstant lesdites appellations.

Ordon. de Villierscosterets de 1559. art. 5

Les Appellans comme d'abus qui se départiront en jugement de leurs appellations relevées, payeront l'amende ordinaire du fol appel, & hors jugement la moitié de ladite amende, & plus grande, s'il y écheoit à l'arbitration des Cours Souveraines, eu égard à la qualité des matieres & des Parties.

Ibid., art. 6.

Et en amende envers la Partie pour leurs subterfuges & delais, procez retardé; sçavoir de 20. livres Parisis en jugement, & de 10. livres Parisis hors jugement.

Ibid., art. 7.

Et quant ausdites appellations plaidées & soutenues par lesdits Appellans, ils seront condamnés outre l'amende ordinaire, en une amende extraordinaire envers le Roy & la Partie, suivant l'exigence du cas, si la matiere y est disposée.

Ibid., art. 8.

V.

II.

Lesdites appellations ne seront receuës qu'ès cas des Ordonnances, & n'auront aucun effet suspensif ès cas de correction & discipline Ecclesiastique, mais devolutif seulement.

Edit de 1571. art. 5.

III.

Défenses aux Cours de Parlements de recevoir aucunes appellations comme d'abus qu'ès cas des Ordonnances, & aux Gardes des Sceaux des Chancelleries, de bailler Lettres de relief d'icelles, ny de les sceller, qu'elles n'ayent esté rapportées & signées du Rapporteur ou Referendaire, & n'auront lesdites appellations comme d'abus aucun effet suspensif en cas de correction & discipline Ecclesiastique, mais devolutif seulement: & ne pourront lesdites Cours moderer les amendes pour quelque occasion que ce soit, ce qui leur est défendu expressément.

Ord. de Blois art. 59.

Les Appellans comme d'abus ne pourront estre élargis pendant l'appel jusques à ce que les informations veuës, en ait esté ordonné.

Ibid. art. 60.

IV.

L'Edit de 1606. art. 2. est conforme aux Articles cy-dessus, & adjointe que les Cours de Parlement ne pourront mettre les Parties hors de Cour & de Procez sur lesdites appellations comme d'abus; mais prononceront tou-

jours par bien ou mal & abusivement: & condamneront à l'amende du fol appel sans la pouvoir remettre ny moderer pour quelle cause que ce soit.

V.

Les Lettres de relief d'appel des appellations comme d'abus ne seront prises au grand Sceau, en cas qu'elles ne proviennent de la plainte qui sera faite contre les Visitations ou Reglemens des Archevêques ou Evêques és choses qui regardent le Service Divin, la Discipline Ecclesiastique, ou correction de mœurs, ou qu'il y ait appel comme d'abus de quelques Articles contenus és Conciles Provinciaux. Défenses pour le surplus de prendre aucuns Reliefs d'appel desdites appellations comme d'abus dans les petites Chancelleries, & aux Cours de Parlement d'y avoir égard. *Par l'Edit de 1610. par lequel S. M. confirme tout ce qui a esté dit cy-dessus touchant lesdites appellations comme d'abus, à la réserve de ce qui est porté par le present Article.*

Edit de 1610. art. 3.

VI.

Les Reliefs d'appel comme d'abus ne seront donnez qu'en cas d'abus notoire & manifeste, dont les moyens seront specifiez dans lesdits Reliefs d'appel, & seront attachez sous le Contrescel desdits Reliefs, les consultations faites sur iceux signées au moins de deux Avocats, & n'auront aucun effet suspensif à l'égard des Ordonnan-

ces Synodales, ny en matiere de visite, de discipline, de correction, ou autres pures personnelles : conformément à l'Article 5. de l'Ordonnance de 1539. à faute de quoy seront refusés au Sceau, & n'auront aucun effet, quand ils seroient scellez.

Declar. du mois de Mars 1666. art. 16.

Ne pourront lesdites appellations comme d'abus estre relevées aux Cours de Parlement sur simple Requête, que les Appellans n'en ayent obtenu Relief au Sceau, avec les conditions cy-dessus, & n'en ayent fait apparoir.

Ibid.

Ne seront donnez aucuns Arrests de defences contre les Sentences & Jugemens, desquels sera appellé comme d'abus, sinon en connoissance de cause, & les Parties ouyes, ou deuëment appellées, & quand l'on plaidera la cause, l'Avocat plaidant sera assisté de deux autres qui auront signé leur consultation.

Ibid.

Aueunes appellations comme d'abus ne se jugeront en la Chambre de l'Edit ; & quant à celles ineidemment interjettées aux Procez pendans aux Enquestes, elles se plaideront & regleront en la grand'Chambre, sauf en les reglant à les joindre au Procez principal, s'il y échet, ou s'il est jugé nécessaire.

Ibid.

Les appellations comme d'abus pendantes en la grand'Chambre

& Tournelle seront appellées les premieres à l'Audiance, & promptement expediées en ladite Audiance, s'il est possible, sans les appointer, & ne pourront estre appointées que le tiers des Juges assistans n'en soit d'avis : & en cas qu'elles soient jugées à l'Audiance, ou sur les appointemens, ne pourra estre prononcé par hors de Cour, mais par bien ou mal, & abusivement, avec la condamnation de l'amende, suivant l'art. 2. de l'Edit de 1606.

Ibidem.

Les Reliefs d'appel comme d'abus des Ordonnances Synodales des Visites, du Service, Reglemens, Discipline Ecclesiastique, & autres graves & importantes rendues par les Archevêques & Evêques seront scellées aux Chancelleries sur la consultation de deux Avocats, & le rapport fait : à faute de quoy il est défendu aux Cours de Parlement d'y avoir égard, & de tenir l'appel pour bien & deuëment relevé, suivant l'art. 3. de l'Edit de 1610.

Les Cours de Parlement jugeans desinitivement les appellations comme d'abus, en cas qu'ils trouvent qu'il y a eu abus, renvoyeront les Parties pardevant le même Juge dont il a esté appellé, pour estre néanmoins l'affaire jugée par un autre Juge qui sera commis à cet effet par l'Evêque ordinaire du lieu. *Ibid. art. 17.*

Les Art. 11. & 16. de la Declar. de 1657. sont conformes à ceux-cy.

VII.

*DES PRISES A PARTIE,
& de la décharge des assignations
données aux Evêques, & à leurs
grands-Vicaires & Officiaux sur
les appellations comme d'abus.*

Le Roy Louis XIII. par son Edit du mois d'Octobre 1625. a déchargé les Evêques, leurs grands Vicaires & Officiaux, & autres Juges Ecclesiastiques, de comparoir aux assignations qui leur seront données sur les appellations comme d'abus interjetées de leurs Jugemens, avec défenses de les intimer en leur nom, excepté les Promoteurs au deffaut de Partie Civile, lesquels ne seront toutefois condamnez, ny en l'amende, ny aux dépens, sinon en cas de calomnie manifeste.

VIII.

Monseigneur l'Archevêque de Bourges fut déchargé de l'assignation qui luy avoit esté donnée au Parlement de Paris, & d'un executoire de dépens decerné contre luy par ladite Cour, faute d'avoir comparu à cette assignation. *Par Arrest du Conseil Privé du 9. May 1636. conformément à l'Edit cy-dessus.*

IX.

Monseigneur l'Evêque de Grasse attendu sa qualité, fut déchargé de l'assignation personnelle à luy donnée en vertu de l'Arrest du 21. Aoust de la Chambre des Vacations du Parlement de Provençe 1658. par lequel il fut surcisé au

Decret decerné contre les domestiques. *Par Arrest dudit Parlement du 19. Octobre suivant 1658.*

X.

L'Official de Sarlat ayant esté pris à partie, & convenu au Parlement de Bourdeaux, n'ayant point comparu, fut condamné en trente livres d'amende & aux dépens, *par Arrest dudit Parlement du 12. May 1659.* lequel Arrest fut cassé ensuite par celui du Conseil d'Etat donné à Toulouze le 21. Avril 1660. & ledit Official déchargé des condamnations, assignations, contraintes & saisies sur luy faites pour raison de l'appel comme d'abus interjeté par quelques Religieuses de sainte Claire de Sarlat.

Ledit Arrest porte défenses de plus intimer ledit Official sur de semblables matieres, que celles dont s'agit dans ledit Arrest, à peine de mil livres d'amende.

XI.

Les Evêques, leurs Grands-Vicaires, Officiaux, & Promoteurs, en cas d'appel comme d'abus, ne peuvent estre pris à partie, ny condamnez en amende, nonobstant tous usages, à ce contraires, quand il y a partie qui soutient l'appel, ou qui a fait les requisiions. Et où il y auroit autre partie que le Promoteur, les Evêques, leurs Grands-Vicaires & Officiaux, ne pourront estre pris à partie, ny condamnez à l'amende.

Les Promoteurs pourront néanmoins estre pris à partie, mais non

condamnez à l'amende, ny és dépens, si ce n'est en cas de calomnie manifeste.

Declaration de 1617, art. 17. l'art. 19. de la Declaration de 1666. y est conforme.

CHAPITRE XIX.

Des Monitions, Censures Ecclesiastiques, & autres peines Canoniques.

I.

LE Concile de Basle, receu & autorisé par la Pragmatique Sanction, parlant des interdits, ne veut point que l'on les jette sur les Citez, Villes, Bourgs, Villages, ny sur aucun lieu sans une juste cause, provenant de la faute publique des Habitans des lieux, des Seigneurs, des Recteurs, ou des Officiers, mais particulièrement il défend d'interdire aucun lieu public pour une cause particulière, à moins que la personne qui causeroit l'interdit n'eut esté précédemment excommuniée, dénoncée, & publiée telle dans l'Eglise, &c. C'est dans le titre 11. *De interditiis indifferenter non ponendis.*

Il y a un autre Decret du mesme Concile. *De Excommunicatis non vitandis*, qui a esté pareillement accepté par la Pragmatique Sanction. Titre. 11.

II.

Les excommunications qui suivent ordinairement les défauts de revelations dans les Monitoires qui se donnent pour des choses perduës, ou derobées, ne peuvent estre decernées que par les Evê-

ques, & les Evêques ne doivent accorder lesdits Monitoires que pour des causes grandes, & importantes, & bien examinées.

Concile de Trente. Sess. 25. chap. 3.

Les Juges Ecclesiastiques de quelle dignité, qu'ils soient, useront le moins que faire se pourra des censures Ecclesiastiques, & des interdits, dans les executions réelles ou personnelles de leurs jugemens, sentences & procédures; s'en pourront néanmoins servir dans les causes civiles de leur connoissance, contre les Laïcs, par des amendes pecuniaires, employées à œuvres pies sur les lieux, & par toutes voyes deuës & raisonnables, c'est à dire par saisie, emprisonnemens, & mesme par privation de benefices, &c.

Ibid.

Lesdits Juges Ecclesiastiques, se peuvent encor servir desdites censures Ecclesiastiques, quand on ne peut faire aucune execution réelle, ny personnelle contre les criminels, qui se laissent coutumacer, & mesme contre les autres; mais là où il peut y avoir execution réelle, ou personnelle, il s'en faut abstenir.

Ibid.

Les Juges & Magistrats seculiers, ne peuvent point défendre au Juge d'Eglise ny exiger de luy d'excommunier quelqu'un, ny de lever les Excommunications.

Concile de Trente. Ibid.

Celuy qui sera excommunié & qui après avoir esté deüement ad-

verty, ne s'en fera pas absoudre, ne doit aucunement estre admis aux Sacremens, ny à la Communion des Fideles; & si par un endurcissement de cœur, il croupit pendant une année dans ladite excommunication, l'on pourra proceder contre luy comme contre un homme soupçonné d'heresie.

Concile de Trevis. Ibid.

III.

Les Prelats, gens d'Eglise & officiaux, ne peuvent decerner monitions, ny user de censure Ecclesiastique que pour crime & scandale public.

Ordon. d'Orleans, art. 18. modifiée cy-après.

IV.

Les Prelats, Pasteurs, & Curez pourront user des monitions, & Censures Ecclesiastiques, es cas qu'il leur est permis par les saints Decrets, & Conciles. *C'est par l'Edit de 1571. art. 18.* Ce qui fut ainsi ordonné pour faire cesser les difficultez portées par l'Ordonnance d'Orleans cy-dessus.

Cét Article fut verifié, à la charge que les Ecclesiastiques ne pourroient estre excommuniés pour argent par eux deub, sauf à leurs Creanciers, à proceder par voye d'exécution sur leurs biens.

V.

Les Monitoires & Censures Ecclesiastiques ne peuvent estre obtenues, pour les droits d'Aydes & impositions foraines. *Ainsi jugé par Arrest de la Cour des Aydes de Paris du 28. Novembre 1607.*

VI.

Monseigneur l'Evêque d'Angers ayant prononcé des Censures contre son Archidiacre, le Parlement de Paris en voulut prendre connoissance: ensuite de quoy le Roy s'estant fait presenter le différent intervenu entre ledit Sieur Evêque & son Archidiacre, pour de bonnes & grandes considerations s'en reserva ledit différent par Arrest de son Conseil d'Etat du 22. Février 1624. portant défences à tous ses Juges de connoître des choses spirituelles, & purement Ecclesiastiques, conformément à l'Edit de 1610. art. 4.

VII.

Ensuite duquel Arrest, Monseigneur l'Evêque d'Angers déclara absous son Archidiacre desdites Censures, prononcées & publiées contre luy. *Par Arrete du 22. Février 1624.*

VIII. IX. X. XI.

RELATION DE CE QUI S'EST passé au sujet de l'interdit mis sur la Ville de Montreuil, par Monseigneur l'Evêque d'Amiens, tirée des Ailes, faits en consequence es années 1634. & 1635.

Monseigneur l'Evêque d'Amiens faisant sa visite dans l'Eglise de Montreuil le 7. Juin 1634. Les Habitans de la Parroisse de la Rue luy presenterent Requête aux fins de leur donner quelque partie des Reliques de saint Wulfi, qu'ils avoient autrefois mis en depost dans le Monastere de saint Sauve audit lieu de Montreuil: à quoy les Religieux

consentirent; ensuite de quoy il en separa quelques pieces pour donner aux Parroissiens de la Ruë. Les Habitans dudit Montreuil s'émeurent la dessus sous pretexte de la devotion qu'ils disoient avoir à ce saint dont ils ne vouloient pas perdre les Reliques, sonnerent le tocsin, vinrent en foule, & tumultuairement dans l'Eglise armez de diverses sortes d'armes, & en presence des Majeurs & Eschevins, se jetterent sur luy sortant d'administrer le Sacrement de Confirmation à plus de deux mille personnes, estant encor revêtu de Rochet, Camail & Etole: & sans respecter sa dignité, le jetterent par terre, le fraperent de plusieurs coups, & dedans l'Eglise, & dehors, ayant pû à peine se démesler des mains & de la rage de ce peuple, d'où estant échapé par l'ayde du Sieur de saint Maurice, Commandant de la garnison de ladite Ville, Enfin il fut contraint de s'évader la nuit & en vint porter la nouvelle au Roy.

Sa Majesté envoya un Commissaire sur les lieux pour en informer, lequel ayant trouvé tout le contenu en la plainte dudit Sieur Evêque veritable, fit le procez à quelques uns.

Ledit Seigneur Evêque le 15. Juin suivant, déclara les auteurs de cette sedition excommuniés: & mit la ville & fauxbourgs dudit Montreuil en interdit.

Un mois après deux Habitans de ladite ville, vinrent au nom de

ladite ville supplier tres-humblement Monseign. l'Evêque de vouloir suspendre pour quelque temps son interdit, ce qu'il fit pour un mois, lequel estant pres à échoir, deux autres Habitans le supplierent encor de continuer la suspension pour six mois, ce qu'il leur accorda encor.

Cependant les Habitans ne témoignoiient aucun déplaisir de cet attentat, & ne se mettoient aucunement en estat de satisfaire à l'Eglise. Monseigneur l'Evêq. ne laissa pas encor de continuer de son propre mouvement cette suspension pendant deux mois, mais voyant l'obstination de ce peuple à reconnoistre sa faute, il supplia l'Assemblée generale du Clergé de luy donner avis de ce qu'il avoit à faire, & de pourvoir à la réparation de l'injure faite à l'Eglise en sa personne, mettant ses interêts entre les mains de la Compagnie.

L'Assemblée eut horreur de tant de crimes & sacrileges qui se rencontrent en cette action, & après avoir lotié la prudence de Monseigneur d'Amiens en toute sa procedure, & examiné & discuté l'affaire long-temps, trouva l'attentat desdits Habitans de Montreuil, contre ledit Seigneur Evêque (estant en habit de sa dignité, & dans les fonctions de sa charge) un sacrilege énorme, & un trop grand mepris de la Religion; & pour en procurer la réparation, & ramener le peuple endurcy à la reconnoissance de sa faute, ladite

Assemblée a pris le fait & cause dudit Seigneur Evêque d'Amiens, & l'a prié de n'y plus rien faire ny ordonner que par les avis de la Compagnie, comme n'estant plus son affaire, mais celle de tout le Clergé. Et enjoint aux Promoteurs de la poursuivre incessamment, & d'en rendre compte à l'Assemblée de temps en temps.

Enfin tout le peuple, en la personne des Magistrats & principaux Habitans de ladite ville de Montreuil ayant représenté par une requête l'extreme déplaisir qu'avoit tout le peuple, des excez & injures atroces commises contre ledit Seigneur Evêque & autres Ecclesiastiques qui l'assistoient, & le ressentiment qu'ils avoient de l'offense que Dieu & l'Eglise en avoient reçû, desirans entierement en estre absous, & de satisfaire de tout leur pouvoir à Dieu & à l'Eglise & audit Seign. Evêque qu'ils ont offensé, & qu'ils supplient tres.. humblement leur vouloir pardonner & les absoudre, se soumettant à telle penitence & satisfaction qui luy plairoit leur ordonner, & de remettre à son pouvoir la Chasse de saint Wulfi pour en ordonner, & disposer à sa volonté, que tout le peuple est disposé & prest à toutes les soumissions & penitences qu'il luy plairoit leur ordonner, même de s'aller presenter à luy, nonobstant les actes d'hostilité & courfes ordinaires que font les ennemis de l'Etat, aux environs de ladite ville de Montreuil,

Ensuite de quoy ledit Seigneur Evêque qui ne demandoit que la repentance des coupables, & en voyant tant de marques, prit l'avis des Prelats & autres deputez de l'Assemblée generale du Clergé de France auxquels il avoit remis tout l'intereff de l'Eglise & le sien, lesquels considerans le malheur de la Guerre, & craignans d'engager le peuple à souffrir des actes d'hostilité des ennemis de l'Etat, s'ils l'obligeoient à des satisfactions convenables, agréerent que ledit Seigneur Evêque usa d'indulgence extraordinaire : ce qu'il fit en levant ledit interdit, après avoir obtenu de sa Majesté une absolution pour ceux qui avoient esté condamnez en des peines corporelles, & ordonna que la Chasse de S. Wulfi seroit ouverte, & que les portions des Reliques ordonnées seroient transportées, partie dans l'Eglise N. Dame de Montreuil, partie dans l'Eglise Parroissiale de la Ruë, & partie dans l'Eglise Cathedrale d'Amiens, dans laquelle sera fondée une Messe solemnelle, qui sera celebrée tous les ans le jour Saint Wulfi, qui est le 7. Juin, pendant laquelle & pendant tout ledit jour il y aura un Cierge de Cire blanche allumé devant ladite Relique, pour la fondation de laquelle sera fait sond d'une somme de sept. cens livres, la rente desquelles sera employée à cet effet par les Magistrats dudit Montreuil.

Il fut de plus ordonné par ladite

re

te Sentence du 20. Septembre 1635. qui leve ledit Interdit, queles Majeurs & Eschevins de Montreuil feroient poser & mettre dans ladite Eglise d'Amiens une pierre de marbre au lieu qui sera designé, dans laquelle seront gravées les Lettres d'abolition données par S. M. à la priere dudit Seigneur Evêque en faveur des condamnés.

Ce fut Monseigneur l'Archevêque Coadjuteur de Tours qui fut commis par l'Assemblée Generale du Clergé, pour recevoir les soumissions & satisfactions des habitans de Montreuil, comme il appert par son Procez Verbal du 28. Septembre 1635.

XII. XIII.

Ceux qui sont interdits par l'Evêque Diocesain de prêcher & confesser, doivent s'en abstenir pendant l'appel qu'ils auront interjetté de leur interdiction. *Ainsi jugé par Arrest du Conseil Privé du 16. Mars 1646.*

XIV.

Le Procureur general de la Chambre de Justice ayant obtenu certain Monitoire de l'Abbé de Sainte Geneviève à Paris, pour le faire publier en plusieurs endroits du Diocèse du Mans, prevoiant que cette publication recevroit difficulté, parce que dans l'ordre il ne pouvoit estre decerné aucun Monitoire, que par l'Evêque des lieux, ses Officiers, & à son refus par le Metropolitain, fit ordonner par ladite Chambre

qu'il seroit passé outre toutes appellations, oppositions, ny empêchemens quelconques, & que les Curez & Vicaires seroient contraints par saisie de leur temporel. Ensuite dequoy Monseigneur l'Evêque du Mans s'estant pourvû au Conseil Privé du Roy, pour faire declarer nul & abusif ledit Monitoire, &c. il fut defendu à tous Curez & Vicaires, de publier ledit Monitoire decerné par l'Abbé de sainte Geneviève, avec mainlevée des saisies faites sur leur temporel, faute d'avoir publié ledit Monitoire.

Par Arrest du 29. Février 1664.

XV. XVI.

DES ABSOLUTIONS
à Cautelle.

Les absolutions à Cautelle ne doivent estre octroyées que par les formes de Droit, & non à ceux qui seront excommuniés pour offense manifeste. Et les Ecclesiastiques ne peuvent estre obligez à decerner Censures & Monitoires, sinon pour causes graves, & suivant l'Ordonnance d'Orleans. C'est la réponse de S. M. sur l'Article 4. du Cahier présenté par l'Assemblée Generale du Clergé de 1636.

L'Article 4. de la Declaration de 1657. est conforme en tout. Et l'Article 5. de la Declaration de 1666. de même.

CHAPITRE XX.

De l'Impression & Censure des Livres, ensemble des Universitez & Ecoles.

I.

LE Concile de Trente parlant de l'impression & de l'usage des livres sacrez, défend de les imprimer, ny faire imprimer, que conformément à l'ancienne écriture, & vulgate, & qu'ils ne soient examinés & approuvés par les Ordinaires des lieux, comme aussi toute sortes de livres tirez desdites écritures, Annotations, Commentaires, &c. Sur les peines portées par les Canons du nouveau Concile de Latran, qui est l'anathème & l'amende pecuniaire.

Il ordonne de plus, que les Auteurs y mettront leurs noms; & que ceux qui se trouveront avoir des livres qui ne seront point approuvés ny examinés, & sur lesquels le nom de l'Auteur ne sera pas, en seront reputés les Auteurs.

Les Supérieurs examineront encore les livres de leurs Religieux pour leurs en permettre l'impression, après que lesdits livres auront esté examinés & approuvés par l'Ordinaire des lieux.

Les permissions d'imprimer, & les Approbations des livres doivent estre données gratuitement par écrit, & mises au commencement des Volumes. *Concile de Trente. Sess. 4. de Editione & usu sacrorum librorum.*

II.

Les livres faux, & heretiques, qui sont contre la Foy Catholique, ne doivent estre ny creus, ny leus, mais doivent estre brûlez, afin que le peuple n'en soit pas deceu. *Capitul. de Charlemagne, liv. 1. capit. 78.*

III.

REGLEMENT FAIT PAR
Le Parlement de Paris, le 1. Juillet 1542. touchant l'impression, examen & Approbation des livres.

Ladite Cour, sur les requisitions de Monsieur le Procureur general, ordonna, que ceux & celles qui auroient le livre intitulé, *Institutio Religionis christiana, autore Calvino*: Et en langue vulgaire, *L'institution de la Religion Chrétienne, composée par Jean Calvin*, & pareillement tous autres livres heretiques & défendus, les porteroient au Greffe criminel de ladite Cour incessamment, & qu'il seroit enjoint à son de Trompe, & Cry public, à tous les Manans & Habitans de la ville & faubourgs de Paris, pareillement des autres Villes & Bourgs du ressort de ladite Cour, de point retenir, ny avoir aucun desdits livres, contenant doctrine improuvée, erronée, blasphème, heretique & contre la tradition de la Foy, à peine de la hart, quant aux Laïcs, & sur peine de bannissement & confiscation de biens pour les Clercs & gens Ecclesiastiques, &c.

Défenses à tous Imprimeurs d'imprimer aucun livre de la Do-

Arine Chrétienne en lieux égarés, & particuliers, ny cachez, à moins qu'ils ne soient Maîtres Imprimeurs de la ville de Paris, tenans maisons & boutiques ouvertes, dans lesquelles & non ailleurs ils pourront imprimer, & mettront le nom & la marque du Maître Imprimeur, à la fin de chacun desdits livres, & le lieu particulier où ils auront esté imprimez, & seront responsables de leurs Compagnons imprimeurs qui feront leurs impressions.

Les Marchands Imprimeurs & Libraires n'exposeront aucuns livres en vente dans la ville de Paris ny ailleurs, qu'ils ne les aient fait visiter, particulièrement ceux de Paris, qui seront tenus de faire appeler quatre Libraires Jurez pour assister à l'ouverture des bales & quaiſſes, & voir les livres qui y sont, & selon la qualité & science desdits livres, avertiront le Recteur de l'Université de Paris & les Docteurs des trois autres Facultez d'icelles, pour voir & visiter lesdits livres.

Deux Maîtres es Arts seront commis par le Recteur de ladite Université, pour visiter les Livres de *Grammaire*, *Logique*, *Philosophie* & *Lettres Humaines*.

La Faculté d'icelle commettra deux Docteurs notables pour les Livres de *Theologie* & *Religion Chrétienne*.

La Faculté de Droit Canon en deputera aussi deux pour la vifitation des livres de Droit Canon & Droit Civil.

Et de même la Faculté de Médecine, quant aux Livres de Médecine.

Lesquels Deputez, s'ils trouvent en aucun Livre quelque apparence ou soupçon notable de quelque doctrine suspecte en la foy, en communiqueront aux Deputez de la Faculté de Theologie, qui en parleront à ladite Faculté, s'il est besoin, pour l'approbation desdits Livres, afin de les pouvoir exposer en vente. Et sera mis par lesdits Deputez quelque marque ou paraphe à la fin de l'un desdits Livres qu'ils retiendront vers eux, pour les Livres concernans la Doctrine Chrétienne.

Quant aux autres Villes, esquelles il y a Université, comme *Orleans*, *Poitiers*, *Angers*, *Bourges*, il en sera usé de même.

Et pour celle où il n'y a point d'Université la vifitation sera faite par l'Official ou Vicaire de l'Evêque & Docteurs en Theologie, s'il y en a, assistant avec eux l'un des Officiers du Roy; & s'il n'y avoit aucun Docteur en Theologie ny d'Official, ladite vifitation seroit faite par deux notables personages deputez par les Baillif, Senéchal ou Prevost du lieu, ou leurs Lieutenans.

Defenses à tous les Imprimeurs de la Ville de Paris, de mêler es Livres de Grammaire, Logique, Rethorique, Lettres Humaines ou autres aucune chose de la Doctrine Chrétienne, mais seulement d'im-

primer ce qui concerne la science dont lesdits Livres sont composez, &c.

IV.

Le Roy Henry II. *par son Edit du 11. Decembre 1547.* fit defenses à tous les Libraires & Imprimeurs d'imprimer ny vendre aucun Livre touchant la sainte Ecriture, même ceux qui sont apportez de Genève, Allemagne & autres lieux étrangers, qu'ils n'ayent esté premierement examinez par la Faculté de Theologie de Paris, & que le nom & surnom de l'Auteur ne soit apposé & exprimé au commencement du Livre, comme encore celuy de l'Imprimeur avec l'enseigne de son domicile.

Que lesdits Imprimeurs ne travailleroient point en des lieux occultes ny cachez, mais dans leurs Imprimeries publiques, afin qu'ils pussent répondre chacun de leur fait. Le tout à peine de confiscation de corps & de biens.

Ibid.

V.

Ledit Seigneur Roy en interpretant & ajoutant à l'Edit cy-dessus du 11. Decembre 1547. dans l'art. 7. de celuy de Châteaubriant du 27. Juin 1551. defend à tous Marchands, Imprimeurs & Libraires, d'imprimer, vendre, ny avoir en leur possession aucuns Livres defendus, qui ont esté ou seront censurez par ladite Faculté de Theologie.

Lesdits Maistres Imprimeurs ne pourront faire l'exercice de l'Im-

pression que dans les bonnes Villes, & dans les Maisons destinées & affectées pour cet effet, & non en lieux secrets; & lesdits Maistres mettront leur nom, leur domicile & leur marque, avec le temps de l'Impression & le nom de l'Auteur, & seront responsables des fautes & erreurs faites sous leurs noms ou par leurs ordres.

Edit de Châteaubriant art. 8.

Ils n'imprimeront aucuns Livres sous le nom d'autrui, à peine d'estre traitez comme des faussaires.

Ibid. . 9.

Ny des Livres nouvellement traduits du vieux & du nouveau Testament, ou des anciens Docteurs de l'Eglise, qu'ils n'ayent esté examinez par la Faculté de Theologie à Paris.

Ibid. art. 10.

Aucuns privileges ne seront accordez dans les Chancelleries, ny donnez pour imprimer des Livres, que l'on ne justifie des Certificats des Facultez de Theologie, qui jugeront lesdits Livres bons, & comme tels les approuveront; lesquels Certificats seront mis au commencement desdits Livres avec ledit Privilege.

Ibid. art. 11.

Lesdits Deputez retiendront pardevers eux la Copie des Livres par eux approuvée, signée de la main du Libraire requerant, afin que ledit Imprimeur ne puisse rien

changer de l'Impression, &c.

Ibid., art. 13.

Ils ne prendront rien pour les frais de leur visite.

Ibid.

Dans les Inventaires ou ventes publiques les Livres suspects & défendus ne seront mis en vente, qu'ils n'aient esté visités par lesdits Deputez, sans que la memoire des défunts en puisse estre accusée ny condamnée.

Ibid., art. 14.

Lesdits Libraires, Imprimeurs & Vendeurs de Livres ne peuvent ouvrir aucunes Balles de Livres adressées à eux, que comme il est dit cy-dessus au Reglement de la Cour.

Les Boutiques de Libraires, Imprimeurs & Marchands vendeurs de Livres, seront visitées deux fois l'année dans les Villes où il y a Université & Faculté de Theologie, & pourront estre contrains par toutes voyes en tel cas requises, à faire ouverture desdites Boutiques, Officines & autres lieux où il y aura des Livres, pour les saisir, s'il y écheoit.

Edict de Châteaubriant art. 16.

Dans la ville de Lyon, ladite visite sera faite trois fois l'année dans les boutiques officines des Imprimeurs, des Marchands vendans livres, par deux bons personnages gens d'Eglise, l'un député par l'Archevêque de Lyon ou ses Vicaires, & l'autre par le Chapitre de l'Eglise dudit lieu, & avec eux le Lieutenant du Sénéchal de

Lyon, pour saisir tous les livres Censurez & suspects.

Ibid., art. 17.

Défenses à toutes personnes de faire, d'avoir, ou de garder aucunes images faites contre l'honneur du tres saint Sacrement & contre les saints canonisez par l'Eglise, & de l'ordre & dignité Ecclesiastique, comme encor de rompre, casser, ny effacer malicieusement celles qui auront esté faites à leur honneur.

Ibid., art. 18.

Tous Imprimeurs, Libraires, Marchands & vendeurs de livres, sont tenus & contrains d'avoir un Catalogue, exposé dans leur boutique en lieu évident, de tous les livres reprouvez par la Faculté de Theologie, & un autre de tous les livres qu'ils auront en leursdites boutiques, qu'ils communiqueront aux Visiteurs, & s'il se trouve d'autres livres que ceux qui sont contenus au second Catalogue, seront punis de telles peines que les Juges aviseront.

Ibid., art. 20.

Les porte-paniers venans de Geneve & autres lieux mal famez, ne pourront vendre aucun livre ny grand ny petit, à peine de confiscation de toute leur marchandise generalement, & même de punition à l'arbitrage des Juges.

Art. 21.

Il est permis à tous Libraires d'apporter des Livres à la suite de la Cour, d'ouvrir leur boutiques, où elle fera séjour, à la charge

qu'ils auront les susdits deux Catalogues es lieux les plus aparens de leursdites boutiques, l'un des livres reprouvez, & l'autre de ceux qu'ils vendent, qui sont sùjets à la visitation du grand Aumonier & Confesseur de sa Majesté, & autres personnes qu'il luy plaira deputer pour cet effet, le tout à peine de confiscation, &c.

Edit. de Châteaubriant. Art. 22.

V I.

Il est défendu à tous Imprimeurs & Libraires, à peine de prison & d'amende arbitraire, d'imprimer, ny d'exposer en vente, aucuns Almanachs ou Prognostications, qu'ils n'ayent esté visitez par l'Archevêque ou Evêque des lieux, ou ceux qu'ils commettront, & sera procédé contre l'Auteur dudit Almanach extraordinairement & par punition corporelle, au cas que lesdits Almanachs & Prognostications passent les termes de l'Astrologie ordinaire.

Ordon. d'Orléans, art. 26.

V II.

Tous Devins & faiseurs de prognostications & Almanachs, excédant les termes de l'Astrologie licite, seront punis extraordinairement & corporellement. Défenses à tous Imprimeurs & Libraires sur les mêmes peines, d'imprimer, ny d'exposer en vente aucuns Almanachs & livres de Prognostications, que premierement ils n'ayent esté visitez par l'Archevêque, Evêque ou leurs Officiers & certifiez de leur main, ou qu'ils n'ayent permission

de sa Majesté ou de ses Juges.

Ordon. de Blois, art. 36

V III.

Il est défendu à toute sorte de personnes, d'écrire, imprimer, ny exposer en vente aucuns livres, libelles, ou écrits diffamatoires & convicieux contre l'honneur & renommée de personnes sous quelque pretexte que ce soit, à peine de punition extraordinaire.

Ordon. de Moulins, art. 77.

I X.

Il est de plus défendu à toutes personnes d'imprimer ou faire imprimer aucuns livres ou traittez sans permission & Lettres de Privilege de S. M. expédiées au grand sceau, auquel cas enjoint à l'Imprimeur d'y mettre & inserer son nom & son domicile, & ledit Privilege, à peine de perdition de biens, & punition corporelle.

Ibid. art. 78.

X.

Par l'Art. 10. de l'Edit de 1571. il est défendu à peine de punition corporelle, de faire des libelles, livres, placars, & portraits diffamatoires, laquelle punition est tant contre les Auteurs, Compositeurs & Imprimeurs, que contre ceux qui les publieront à la diffamation d'autrui.

On ne peut en ce Royaume imprimer de nouveaux livres, sans permission & Lettres du grand Sceau de sa Majesté, auxquelles sera attaché le Certificat de visite dudit livre. Et les Auteurs & Imprimeurs seront nommez à la

premier page du Livre.

Ibid.

XI.

Défenses à tous Libraires, d'imprimer ny vendre aucuns livres concernans la Religion, qu'ils n'ayent esté approuvez par l'Evêque Diocesain ou son grand Vicaire, ou par les Docteurs qui seront commis, nonobstant tous Privileges accordez aux particuliers ou Communautéz seculieres ou regulieres.

Declar. de 1617. art. 23.

Les Particuliers desdites Communautéz, ne publieront aucuns livres sans la permission de leurs Superieurs, & les Privileges seront accordez par sa Majesté sur les approbations des ordinaires.

Ibid. Declaration. de 1617. art. 23.

Les livres vne fois Censurez, ne peuvent plus estre reimprimez, ny exposez en vente, sans qu'il apparaisse de l'approbation & attestation des Evêques que lesdits livres ont esté corrigéz, conformément à la Censure, & ne pourront les Juges empêcher la publication des livres de pieté & devotion imprimez par ordre & approbation desdits Evêques, pour l'instruction de leurs Diocesains.

Ibid. art. 23. l'art. 24. de la Declaration du mois de Mars 1666. est conforme.

XII.

Le Pape Paul V. ayant esté averty que l'on avoit imprimé un livre à Paris, *De Ecclesiasticâ, atque Politicâ autoritate*, lequel estoit pernicieux & plein d'erreurs, & que

Messeigneurs les Prelats de France s'estoient assemblez pour en reconnoître les erreurs, & pour le faire supprimer, sa Sainteté leur envoya son Bref du 2. Mars 1612. par lequel il louë leur pieté, leur zele & les invite de continuer tous jours la défense de la cause de l'Eglise.

XIII.

La Censure du livre intitulé *Admonitio ad Regem*, & encor de celui intitulé, *Mysteria Politica*, fut faite par l'Assemblée generale du Clergé tenue à Paris en l'an 1626. & lesdits livres condamnés, &c.

XIV.

On imprima deux autres livres en 1631. l'un portant pour titre, *Modesta & brevis discussio aliquarum assertionum Doctoris Kellisoni*, in tractatu de Ecclesiasticâ Hierarchiâ, sous le nom de N. Smitheus, & l'autre, *Apologia pro modo procedendis sanctæ sedis Apostolica in regendis Angliæ Catholicis tempore persecutionis*, sous le nom de Daniel à Jesu. Ce qui obligea les Evêques qui se trouverent à Paris de s'assembler pour les Censurer, & d'en donner avis aux autres Evêques de France: ce qu'ils firent, par une Lettre du 10. Février 1631.

XV.

Les Peres Jesuites désavouèrent les deux livres cy-dessus, avec quelques autres aportez d'Angleterre, & affirmèrent par écrit que lesdits livres n'avoient pas esté composez par aucun Religieux de leur Compagnie, & les ont désavouéz pour tels, Par Acte du 23. Mars 1633.

XVI.

Le livre intitulé, *les entretiens Curieux d'Hermodore, & du Voyageur inconnu*, furent imprimez sur un Privilege obtenu par surprise, sous le nom de deux Libraires, auxquels furent faites des fenses de s'en servir, & à tous autres de les vendre ny distribuer, à peine de 1500 livres d'Amende. Par Arrest du Conseil privé du 24. Avril 1634.

XVII.

Monseigneur l'Archevêque de Rouën censura deux Livres intitulés *Le Tresorier des Prieres, & le Guidon des Prelats, & Bouclier des Pasteurs*, & les condamna comme Heretiques, Schismatiques, Impies, &c.

XVIII.

Laquelle Censure fut confirmée & lesdits Livres supprimez, nonobstant deux Arrests donnez au contraire par le Parlement de Rouën, qui furent cassez par celui du Conseil Privé du premier Septembre 1634. avec defenses audit Parlement d'en prendre à l'avenir aucune connoissance; & aux Libraires & Imprimeurs, de les imprimer ny mettre en vente, à peine de trois mil livres d'amende.

XIX.

Les Evêques qui se trouverent à Paris au mois de Février 1639. s'estans assemblez pour censurer deux Livres: l'un portant pour Titre *Traité des Droits & Libertez de l'Eglise Gallicane*; & l'autre: *Prennes des Libertez de l'Eglise Gallicane*, en donnerent avis à tous

les autres Evêques de France par leur Lettre du 9. Février 1639.

XX.

Et par Arrest du Conseil Privé du 20. Decembre 1638. il estoit defendu d'imprimer ny vendre le dit Livre intitulé, *Les Libertez de l'Eglise Gallicane, avec les Prennes sur icelles*.

XXI.

L'Assemblée Generale du Clergé tenuë à Mante en l'année 1641. censura des Livres traitans des cas de conscience en langage vulgaire, & délibéra de faire un Recueil de la Theologie morale qui seroit en latin, & approuvé des Evêques de France.

XXII.

Les Commissaires deputez pour examiner les trois Livres du Pere Bauny & celui du Pere Celot Jesuites, en firent leur rapport à l'Assemblée qui les censura, le 12. Avril 1641.

XXIII. XXXIV.

Les Auteurs des 4. Livres apportez d'Angleterre ayans esté reconnus par leurs veritables noms, & même pour Jesuites, par un Livre intitulé *Bibliotheca Scriptorum Societatis Jesu autore Philippo Alegāhā ex eadem Societate Jesu*, imprimé à Anvers apud Joann. Mevorsum 1643. il fut trouvé à propos par l'Assemblée des Evêques trouvez à Paris le 29. Novembre 1643. que l'on renvoyeroit dans les Provinces la Censure desdits livres sous les noms de leurs vrais Auteurs: ce qui fut fait avec une Lettre

Lettre Circulaire de ladite Affsemblée à tous les autres Evêques de France datée du même jour.

XXV.

Monseigneur l'Archevêque de Bordeaux ayant censuré les *Livres du Pere Bauny, Celos & Rabardeau Jésuites*, le Parlement de Bourdeaux donna un Arrest le 12. Aoust 1645. contre la Censure dudit Seigneur Archevêq. l'exécution duquel fut empêchée jusques à ce que le Procureur General dudit Parlement eût envoyé au Conseil du Roy les motifs dudit Arrest; cependant défenses de l'exécuter jusques à ce qu'autrement fut ordonné. *Arrest du Conseil Privé du 16. Mars 1646.*

XXVI.

Le Livre intitulé, *Marseille sans miracles* fait par Rolin Ministre, & approuvé par quatre autres Ministres, fut brûlé par les mains de l'Executeur de la haute Justice, par Arrest du Parlement de Grenoble du 28. Juilles 1644. portant Decret de prise de corps contre l'Auteur & l'Imprimeur, & ajournement personnel contre les Approbateurs.

XXVII.

Les Ministres de la Religion P. R. ne peuvent donner des approbations aux livres que ceux de ladite Religion auront permission d'imprimer, mais seulement de simples attestations, qui contiendront seulement que le livre est conforme à leur doctrine. *Ainsi réglé par l'Arrest du Parlement de Paris du 5. Février 1671. portant que les-*

aits Ministres ne prendront en aucuns Actes d'autre qualité que celle de *Ministre de la Religion Pretendue Reformée.*

XXVIII.

Le Libelle intitulé, *De Elogio Aureliano, Paulus Romanus Candido Hefychio*, fut déclaré impie, calomnieux & injurieux contre l'ordre Ecclesiastique, & comme tel laceré par l'Executeur de la haute Justice, & les exemplaires supprimés. *Par Sentence du Prevost de Paris du 25. Octobre 1646.*

XXIX.

Et par autre Sentence dudit Prevost de Paris du 22. Février 1647. L'Epistre du libelle intitulé, *Theologia Pctri, &c. autore Christiano Catholico*, fut aussi laceré par les mains de l'Executeur de la haute Justice pour le même sujet.

XXX.

L'Assemblée generale du Clergé tenue à Paris es années 1635. & 1636. approuva la grande Bible en plusieurs Langues du sieur le Jay, & en fit dresser un acte inséré dans le Procès verbal du 31. Janvier 1636. & qui a aussi été mis à la teste de ladite Bible.

XXXI.

Le Roy par Arrest de son Conseil d'Etat du 27. Mars 1619. ordonna une somme de trois mil livres pour retirer les matrices Greques, que le Roy François I. avoit fait faire en faveur des Lettres, & des Universitez du Royaume, & que Paul Estienne avoit depuis vendues ou engagées à la

Seigneurie de Geneve moyenant pareille somme, & ce pour s'en servir à l'impression des Peres Grecs, entreprise par le Clergé de France.

XXXII.

Le sieur Vitré ayant par ordre du Roy, & par écrit achepté à l'inventaire de feu M. de Breves, les poinçons & les matrices des Caractères Arabes, Turcs, Syriacques, Persans & Armeniens, avec cent dix Manuscrits aux Langues de ces Peuples, dont il estoit saisi, il arriva que l'on tenta la signature d'un Arrest pour les retirer des mains dudit Vitré, auquel Monseigneur le Chancelier ne voulut point avoir d'égard, & dit en plein Conseil qu'il vouloit les acheter pour en faire un present au Roy : Monseigneur de Montpellier eut ordre de l'Assemblée de remercier Monseigneur le Chancelier, de le prier de continuer sa bonne volonté, & de luy témoigner que la Compagnie croyoit qu'il seroit difficile de rendre un pareil service à l'Eglise. *Par deliberation de l'Assemblée du 14. Octobre. 1656.*

XXXIII.

L'imprimeur du Clergé ne fera désormais aucune impression de livres, par ordre des Assemblées particulieres, si la dépense excède cinquante livres, & Messieurs les Agens tiendront la main à ce qu'il ne soit rien imprimé qui ne soit jugé nécessaire pour le bien du Clergé. *Deliberation de l'Assemblée du Clergé du 13. Avril 1657.*

XXXIV.

Il fut défendu à l'Imprimeur du Clergé, de n'imprimer à l'avenir que par l'ordre de l'Assemblée pendant le temps de la tenue, ou par l'ordre des Agens pendant l'intervalle des Assemblées, & qu'il ne luy seroit plus alloué aucuns frais s'il ne rapportoit un ordre par écrit desdits Agens, par deliberation de l'Assemblée generale, *tenue en 1665. & 1666. le 21. Avril.*

Des Universitez, & de leurs Privileges.

I.

CEUX qui enseignent dans les Universitez publiquement, & ceux qui y étudient, jouiront de tous les Privileges, & pourront percevoir les fruits de leurs Prebendes, & benefices, pendant leur absence, & seront tenus pour presens, dans les Benefices qui demandent residence.

Concile de Trente. Sess. 5. de Reform. ch. 2.

On peut voir le surplus du contenu audit Decret au chap. 2. du 1. titre de cette premiere Partie.

II.

Ceux qui ont soin de veiller sur les Universitez, & qui ont droit de les visiter, feront observer les Decrets du Concile & presteront serment tous les ans aux Maistres es Arts & Docteurs desd. Universitez : de ne rien enseigner, ny expliquer de contraire à la Foy Catholique.

Ibid. Sess. 25. ch. 2. de Reformat.

III.

Les Ecoliers des Universitez ne peuvent point estre saisis ny arrêtez par la Justice seculiere pour crimes ny autrement, mais seulement par la Justice Ecclesiastique. *Par l'Ordonnance du Roy Philippe Auguste de l'année 1200.*

IV.

Les Maistres, Regents & Ecoliers de l'Université de Paris ne pourront estre convenus hors de la Ville de Paris pardevant d'autres Juges que les leurs, pour quelle action que ce soit, pendant qu'ils seront dans ladite Université, estans sous la garde & protection du Roy. *Par Lettres Patentes du Roy Philippe V I. du 31. Decembre 1340. verifiées au Parlement le 21. May 1345.*

Et même quand il s'agit d'injures, oppression, violences, faites non seulement aux personnes & biens desdits Maistres, Regents & Ecoliers, mais encore à celles de leurs domestiques & à leurs biens, pourveu qu'il n'y ait point de fraude, aucuns Juges Royaux n'en pourront connoistre, non-obstant tous privileges donnez, ou qui pourroient estre accordéz cy-aprés, mais seulement leur Juge conservateur.

Ibid.

V.

Le Roy Charles V. par sa Declaration du 18. Mars 1366. attribué au Juge conservateur des Privileges de l'Université de Paris, une ample jurisdiction sur tout ce qui

regarde les personnes & biens desdits Maistres, Regents & Ecoliers de ladite Université, & même des droits que les Officiers de S. M. leur vouloient faire payer, &c.

VI.

Et par une autre Declaration du 3. Janvier 1383. le Roy Charles VI. veut,

Que les Maistres, Bacheliers & Ecoliers lisans & étudiants dans ladite Université, & les serviteurs & officiers d'icelle sans fraude, de quel état qu'ils soient, soient francs, quittes & exempts de toute imposition, & autres aydes des vins, & autres biens quelconques, crus en leurs heritages & en leurs Benefices, qui sont ou seront par eux vendus, même des Dîmes accordées à S. M. par le S. Siege de Rome, comme aussi de tous les vins & autres biens qui seront achetez par eux pour leurs necessitez en l'école: & les Officiers des Aydes de S. M. ajouteront foy au Signet du Recteur & des Successeurs Recteurs sur la regence & scholarité desdits Supposts, & aussi desdits Officiers.

Et pour empêcher toutes fraudes des Ecoliers qui vondront faire entrer des vins & autres choses pour leurs necessitez sans payer, ils iront en personne au Recteur, & jureront que les vins & autres biens sont crus & provenus de leurs heritages ou de leurs Benefices, ou achetez pour leur necessité: & lesdits Maistres pourront aller jurer comme lesdits Ecoliers,

s'il leur plaist, qu'ils affirment ce que jurent lesdits Ecoliers.

Que le Recteur seratenu de jurer en la creation present un Maître en la Faculté des Arts commis de la part du Roy, qu'il ne donnera son Signet pour l'expedition desdits vins ou autres biens, qu'en la forme & maniere susdite.

Que ceux qui abusent de leurs Privileges & tomberont en fraude, seront condamnez par les Recteurs de l'Université ou leur conservateur, comme le cas le requiera, &c.

VII.

Louis XI. par sa Declaration du dernier Aoust 1498. ordonne,

Qu'aucun en vertu du mandement de Sclolarité, ne puisse estre cité ny ajourné sous ombre du Privilege pardevant les Conservateurs, ny tiré des Jurisdiccions ordinaires, qu'il ne soit véritablement Ecolier étudiant en Université fameuse sans fraude, en laquelle il ait residé & étudié l'espace de six mois entiers avant que d'obtenir la testimoniale du Recteur.

Tout Ecolier qui quittera l'étude, allant residier & demeurer ailleurs qu'escrites Universitez, & qui sera absent pendant six mois, en ce cas il ne pourra jouyr dudit privilege durant son absence.

Ceux qui auront des procez pardevant les Juges ordinaires, ne pourront faire renvoyer leurs causes pardevant leurs Juges après la contestation, mais seulement auparavant.

Ceux qui residieront en l'Université, qui n'insisteront à l'étude, & qui ne seront ny Regent ny Ecolier étudiant journellement, ne pourront jouyr desdits Privileges.

Les veritables Ecoliers étudiants jouyront dudit privilege pendant qu'ils vaqueront à l'étude, pour prendre & acquerir le degré; sçavoir,

Les Artistes par l'espace de quatre ans :

Les Decretistes & Legistes, par l'espace de sept :

Les Medecins, par l'espace de huit :

Et les Theologiens, par l'espace de quatorze, à la fin desquels temps ils peuvent obtenir le degré.

Ceux qui regenteront jouyront dudit privilege sans prefixion de temps pendant qu'ils regenteront; & après avoir regenté 20. ans continuellement, jouyront à perpetuité dudit privilege, en residant & demeurant en ladite Université.

Ceux qui voudront abuser desdits privileges, & se donner la qualité d'Ecoliers ne l'ayant pas, & qui ayant procez, le voudront faire renvoyer sur ce pretexte, seront entierement décheus du droit & action par eux pretendus, condamnez aux dépens de la partie, & à l'amende envers le Roy, à la discretion des Juges.

Aucun ne pourra estre cité ny ajourné pardevant quelque conservateur desdits privileges, de plus

loing que de quatre journées.

VIII.

François I. confirma tous les privileges cy-dessus accordez par ses predecesseurs à l'Université de Paris, qu'il appelle sa fille premiere née, & veut que par une plus ample grace elle, ses Supposts, Officiers & serviteurs puissent tirer toutes personnes de quelle qualité & condition qu'elles soient, même laïques, pardevant leur Conservateur Apostolique si bon leur semble, pour raison de leurs droits, fruits, revenus, dettes, arrerages, tant de leurs benefices, patrimoines, qu'autres actions quelconques, pourveu que l'action soit personnelle, &c.

Par l'Edit du 2. Avril 1515.

IX.

Henry II. en fit autant, par son Edit du mois de Septembre. 1547, verifié en Parlement le 17. Avril, 1548. Et en la Chambre des Comptes le 4. May. 1549.

X.

Les Maistres, Principaux des Colleges, Lecteurs ordinaires & les Precepteurs de l'Université de Paris, actuellement residens, qui tiennent en leurs Colleges & maisons des enfans & Ecoliers en pension, pourront en vertu de leurs Privileges, tirer & faire convenir à Paris toutes personnes de tous les Parlemens du Royaume, Pais & Terres de l'obeissance de sa Majesté, pardevant les Conservateurs des Privileges Royaux & Apostoliques de ladite Université, pour

avoir payement des sommes & deniers deuës pour la pension, Chambre & autres menuës necessitez par eux fournies ausdits enfans, & Ecoliers tant seulement : que s'ils fournissent ausdits Ecoliers par des autres causes, ils ne pourront se servir dudit Privilege.

Declar. du Roy Henry II. du mois de Mars 1554. Louis XIII. 1629. Art. 48.

XI.

Charles IX. Par ses Lettres Patentes du 13. Octobre 1561. a declaré les Recteurs, Docteurs, Regens, Ecoliers & Supposts de l'Université de Paris, demeurans & residans actuellement en icelle, exempts du Guët, & de la contribution pour raison d'iceluy.

XII.

Il fut ordonné qu'il y auroit des Commissions expedies à certains personages qui seroient deputez dans six mois pour visiter tous les Privileges octroyez par le Roy, des Fondations des Colleges de la reformation du feu Cardinal de Touthville : pour ensuite proceder à l'entiere reformation desdites Universitez & Colleges, notwithstanding toutes oppositions ou appellations quelconques. Par l'Articque 105. de l'Ordonnance d'Orleans.

XIII.

L'Ordonnance de Blois porte la mesme chose en mesmes termes, & en attendant pour y donner quelque Reglement, il fut ordonné ce qui s'en suit.

Qu'en chacune Université tous les ans seront faits principes & le-

Fermes des biens & revenus defdits Colleges qu'en public, au plus offrant & dernier encherisseur, en observant pour le surplus les formalitez portées par led. Article 79. & les Baux à Ferme ne pourront estre faits pour plus de temps que pour neuf années à peine de nullité.

Ne pourront de plus vendre, échanger, engager, ny aliener lesdits biens sans autorité de justice, & sans observer les solemnitez accoustumées en alienations Ecclesiastiques & Communautéz, à peine de nullité.

Ibid. art. 79.

Ne permettront aux Ecoliers ny autres de joier des Farces, Tragedies, Comedies, Fables, Satyres, &c. en Latin ny en François, contre les bonnes mœurs, à peine d'en répondre.

Ibid. art. 80.

Que les Reglemens & Statuts desdits Colleges seront lus publiquement deux fois l'année devant les Ecoliers & Supposés d'iceux, sçavoir le premier Samedy après Pâques, & après la Fête S. Denis, en attendant la reformation generale sur tout le Corps de l'Université.

Ibid. 81.

Qu'aucuns Mandemens ne seront delivrez par les Conservateurs des privileges Apostoliques ou Royaux, ny par leurs Greffiers, pour les Ecoliers, ny pour les autres Officiers de l'Université, sans lettres testimoniales de Regence,

étude, lecture ou service, signez des Docteurs actuellement Regens, lisans ordinairement, expédiées aux presens seulement qui souscriront le papier du Recteur.

Ibid. art. 83.

Que tout examen sera fait, & chacun degré passé en public, selon les anciennes solemnitez & ceremonies, qui seront gardées inviolablement, sans faire aucuns banquets ny festins, à peine de nullité.

Ibid. art. 84.

Que les Degrez ne seront conférés qu'à ceux qui auront étudié pendant le temps porté par les Ordonnances, dont ils justifieront par Certificat, & raport de leurs Regens & Recteurs.

Art. 85.

Quand il y aura Regence vacante en Droit Canon ou Civil, il sera procédé conformément à l'article 86. de l'Ordonnance de Blois.

Que pour pratiquer en medecine, il faut estre Docteur en ladite Faculté.

Ibid. art. 87.

Qu'il ne sera passé aucun Chirurgien, ny Apoticaire dans les Villes où il y aura Université, que les Docteurs Regens en Medecine ne soient pr sens aux Actes, & Examens, & ne l'aient éprouvé, en la présence desquels Docteurs les Boutiques des Apotiquaires seront visitées deux fois l'an &c.

Ibid. art. 87.

XIV.

Le Roy Louis XIII. par sons

Ordonnance de 1629. art. 43. confirme tout ce qui a esté ordonné par les Rois ses predecesseurs, touchant les Universitez, & Ordonne, que les gages ou appointements des Lecteurs & autres, ne seront payez qu'à ceux qui lisent actuellement, à peine de repetition contre ceux qui les auront receus, & contre leurs heritiers; toutes venalitez, survivance ou resignation desd. Charges & Lectures defendues; mais il y sera pourvû conformément aux fondations, & institution d'icelles.

XV.

Il faut pour avoir les degrez, avoir étudié trois ans dans l'Université, ou dans une autre; lesd. trois années pouvant estre employées en deux diferentes Universitez, mais il en faut justifier suffisamment, & avoir repondu publiquement: & lesdites Lettres ne se peuvent delivrer qu'à personnes presentes, & qui aient fait épreuve en public dans ladite Université.

Ibid. art. 46.

Il est defendu à toutes sortes de personnes de quelle qualité & condition qu'elles soient, d'envoyer étudier leurs enfans hors le Royaume, Pays & Terres de l'obéissance de S. M. sans sa permission.

Ibid. art. 47

Les personnes qui ont droit de jouir du Privilege de l'Université de Paris, pourront plaider en premiere instance pardevant le Pre-

voist de Paris, en demandant ou defendant, & y faire évoquer ou renvoyer leurs causes, pourvû que ce ne soit cause politique, que le Procureur de S. M. ne soit partie, ou que lesdites causes ne soient tirées de plus loin que de quatre journées qui se pourront étendre jusqu'à 60. lieux, &c.

art. 48.

Tous les ans sera mis au Greffe de la conservation au Chastelet de Paris un état de tous les Docteurs, Regents, &c. & autres qui doivent jouir du privilege des Universitez, comme exerçans en personne & actuellement; duquel état l'extrait signé du Greffier, sera avec la testimoniale expedie en la forme de l'art. 83. de l'Ordonnance de Blois attaché aux Lettres & Commissions qu'ils feront expedier sur ce.

Ibid. art. 49.

Pour ceux qui en doivent jouir à raison de leur étude, le temps réglé pour chacun est, sçavoir;

Pour les Artiens, quatre ans:

Pour les Decretistes & Legistes, sept ans:

Pour les Medecins, huit ans:

Pour les Théologiens, quatorze ans.

Il n'y a point de temps prefix pour ceux qui regentent, en devant jouir pendant le temps de leur Regence; & lorsqu'ils ont regenté 20. ans continuels, ils peuvent toujours ensuite jouir desdits privileges, pourveu qu'ils résident actuellement dans lesdites Univer-

Univerfitez, quoy qu'ils ne regentent plus.

Ibid. art. 49.

Tous les étudiants esdits Arts, Decret, Medecine ou Theologie feront declaration de leur premiere année de chaque étude au Greffe de ladite Conservation, dont l'acte sera infinué & attaché aux Commissions, & pareatis qu'ils feront expedier.

Ibid. art. 50.

XVI.

Le Parlement de Paris. donna un Arrest le 13. Juin 1534. portant plusieurs Reglemens pour la reformation de l'Univerfité de Paris, & entr'autres. pour la Faculté de Droit Canon, où le nombre des Docteurs Regents pour les lectures, les matieres & les heures font réglées pour toutes les saisons; comme encore ce qu'il faut observer pour se faire recevoir Docteur, Licentié ou Bachelier en ladite Faculté, & de plus le temps qu'il faut avoir étudié pour estre receu ausdits degrez.

Les salaires & émolumens des Docteurs, Regents, Bedeaux qu'il faut payer, sont; sçavoir, pour les droits de Bachelerie, lesdits Docteurs ne peuvent prendre que sept écus d'or, & pour le degré de Licence, douze écus, mais seulement des personnes de qualité & des Beneficiers riches.

Pour les autres ils ne payeront que 4. écus au degré de Bachelerie, au degré de la Licence, huit écus, pour le degré de Doctorerie sim-

ple fans regence, lesdits Docteurs ne prendront autre chose que chacun un bonnet & une réfection qui leur sera baillée à un convy qui n'excedera la somme de quinze écus d'or.

Et les Docteurs qui seront Regents auront pour la peine de leur assistance deux écus, & ne sera pris ny donné davantage, quand il seroit liberalement offert, &c.

XVII.

DIVERS REGLEMENS pour la reformation de ladite Univerfité de Paris, faits par le Parlement le 13. Aoust 1575.

I. La Cour enjoint aux Principaux de Colleges de ladite Univerfité de faire dire la Messe aux jours & heures accoutumées, & d'y faire assister ceux de leurs Colleges & domestiques, & lesdits Ecoliers porteront leurs heures & matines à la Messe, à Vespres & autre Service les Festes & vigiles de Festes.

II. Que pour les leçons ordinaires, seront lire & interpreter de bons livres & auteurs dans les Classes, suivant les anciennes coutumes de ladite Univerfité.

III. Les Regents tant Artiens que Grammairiens ne pourront lire ny interpreter aucuns livres aux heures qu'on appelle de repetition, qui sont apres dîner & apres souper, mais ils interrogeront leurs disciples de ce qu'ils auront appris aux leçons ordinaires, &

seront soigneux de les bien fonder & instruire en Grammaire.

IV. Les Regents ne doivent quitter les Classes avant d'avoir achevé leur temps, sur peine de n'avoir jamais de charge d'Ecolier en l'Université, d'estre privez des privileges, & d'une amende applicable aux pauvres.

V. Defenses à tous Regents, Pedagogues, Ecoliers & leurs serviteurs, de porter épées, dagues, ny autres armes couvertes ny apparentes, offensives ny defensives par l'Université ny Fauxbourgs; comme aussi de porter dans les Colleges, chapeaux, reitres & manteaux sans manches, &c.

VI. Aucuns étudiants, Disciples, Regents, ny Pedagogues ne seront receus dans lesdits Colleges avec reitres ny chapeaux, & les Principaux desdits Colleges ne pourront avoir de chambrières, ny servantes, ny des étables à chevaux, à peine de cent livres parisis d'amende.

VII. Tous Maîtres d'escrime ne pourront tenir Salle d'escrime dans l'Université ny es Fauxbourgs d'icelle, à peine de prison & de cent livres Parisis d'amende.

VIII. *L'Art. 8. est conforme à l'Art. 71. de l'Ordonnance de Blois qui est cy-devant.*

IX. *Et l'Art. 9. à l'Art. 72. de ladite Ordonnance.*

X. La façon & coutume de donner des Landys, & apres iceux donnez, de mener les Ecoliers aux champs abolie, &c.

XI. *L'Art. 11. est conforme à l'Art. 73. de l'Ordonnance de Blois cy-dessus.*

XII. Tous Ecoliers demeurans à la Ville payeront à la porte du College où ils iront aux leçons, tous les mois deux sols pour l'Ecolage.

XIII. Defenses à ceux du College de Clermont d'y laisser entrer aucuns étudiants portans chapeaux ou reitres, à peine de cent livres parisis d'amende.

XIV. Les Regents porteront des bonnets ronds, des robes à manches & chaperons à bourlet. Et les petits Ecoliers leurs disciples porteront des bonnets ronds ou toques.

XV. *Cet Article est conforme au 74. de l'Ordonnance de Blois cy-dessus.*

XVI. *Et le suivant de l'art. 82. ainsi des autres.*

XVIII.

Le même Parlement amplifiant les Reglemens cy-dessus, donna un Arrest le 20. Septembre suivant 1575. contenant 21. articles, tous tirez des Reglemens precedens, & spécialement des Ordonnances d'Orleans & de Blois, comme l'on peut voir dans l'Original.

Il n'y a que le 21. articles qui regardent le Reglement des Pensions, par lequel le Recteur de l'Université doit faire par chacun an le 15. Septembre, une Assemblée en la Chambre de la Police du Chastelet de Paris en presence du Prevost de Paris ou de son

Lieutenant, & du Substitut du Procureur General du Roy audit Chastelet, les Doyens de Faculté de Theologie, de Decret & Medecine, les Senieurs, Superieurs & Principaux des Colleges où il y a exercice & Ecolier payant pension, avec deux notables Bourgeois & Marchands, qui seront par ledit Substitut du Procureur du Roy nommez & appelez pour mettre prix & regle aux pensions desd. Ecoliers pour chacune année selon le prix commun d'icelles années, le payement duquel prix ne pourra estre exigé ny excédé, à peine du quadruple, & d'amende arbitraire.

XIX.

Monseigneur l'Evêque de Montpellier est Chancelier de l'Université de ladite Ville, & tous les Actes publics faits en icelle doivent estre autorisez par luy ou son Vicaire, tant pour la Faculté du Droit Civil & Canon, que pour la Theologie, Medecine, Philosophie & Lettres Humaines. De plus le point des disputes des Chaires, & le jugement du merite & capacité de ceux qui y pretendent sont donnez par ledit Chancelier, & les Lettres des Maistres aux Arts & toutes autres Lettres d'Humanité de même que des Graduez ausdites Facultez, doivent estre expediees sous son nom, comme Chef de ladite Université: il a pouvoir de regler & reformer quand il est nécessaire ladite Université & Colleges, tant en l'establisse-

ment des Professeurs, Principaux & Regents en Philosophie, Lettres Humaines, qu'autres affaires, &c. lesquels droits & prerogatives ont esté confirmez par *Lettres Patentes de S. M. du mois d'Avril 1613. verifiées au Parlement de Toulouse le 16. Juillet 1615.*

XX.

Il y eut opposition à la verification desdites Lettres Patentes formée par le Syndic des Professeurs de la faculté de Medecine, par les Professeurs des Arts Liberaux, & par les Consuls & Echevins de ladite Ville, sur lesquelles les Parties furent reglées sur plusieurs Chefs contestez entr'elles, que l'on peut voir dans l'Original.

XXI. XXII.

Monseigneur l'Evêque de Valence a aussi esté maintenu au droit de presider, tant aux élections & nominations des deux premieres Chaires ou Regences de la Faculté de droit de l'Université de Valence, qu'aux disputes des autres; de rectifier les opinions, & que le Jugement seroit fait à la pluralité des voix, de bailler les provisions à ceux qui seront élus & choisis, & qu'il en seroit ainsi usé pour les Chaires & Regences de Theologie & de Medecine par deux Arrests du Conseil Privé des 26. Juin, & 26. Juillet 1635.

XXIII. XXIV.

Ledit Seigneur Evêque en execution desdits Arrests, & mesme de plusieurs autres intervenus depuis, transigea avec les Professeurs

de ladite Université le 24. *Septembre 1642.* & convinrent tous des 18. Articles contenus sous le titre de Reglemens & Statuts de lad. Université, qui sont observez presentement, & que l'on peut voir tout au long dans les Memoires du Clergé.

XXV.

Les gages des Docteurs, Regens de l'Université de Valence, ne doivent estre payez que par l'ordre du Chancelier de ladite Université, il a ainsi esté jugé, *par Arrest du Conseil d'Etat du 2. Decembre 1645. Conformement aux deliberations de l'Assemblée generale du Clergé du mois de Novembre. 1635.*

XXVI.

Le principal du College de Pro vins pour le revenu de la Preben. de Preceptoriale qui luy est affecté doit jouir de tous les droits, dont jouissent les Chanoines de saint Quiriace, à la reserve seulement des distributions manüelles, ainsi jugé *par Arrest du Parlement de Paris du 18. Fevrier 1634.*

XXVII.

DES PETITES ECOLES.

L'Assemblée de Melun ordonna que l'on instituerait des petites Ecoles pour l'instruction des enfans, particulièrement dans les choses qui regardent la Foy, conformément au Concile de Latran, que les Conducteurs d'icelles auroient soin de faire entendre la Messe aux enfans tous les jours, & les Festes la Messe Paroissiale si

faire le peut, pour estre instruits à la Foy Catholique par les Curez suivant le Catechisme de Pie V. *Assemblée de Melun titre 38. De ludi Magistris.*

XXVIII.

Et par l'Edit de 1606. art. 14. les Regens, Precepteurs & Maistres d'Ecoles des petites Villes ou Villages, doivent estre approuvez par les Curez des Parroisses, ou par les Ecclesiastiques qui ont droit d'y nommer.

Et les Archevêques & Evêques chacun en leur Diocese pourvoient aux plaintes desdits Maistres d'Ecoles, Regens ou Precepteurs, sans prejudice des anciens Privileges des Universitez.

XXIX. XXX.

Les Ecoles de garçons seront tenuës par des hommes, & celles des filles seront regies par des femmes ou des filles qui seront examinez par l'Evêque du lieu, sans que l'on puisse recevoir aucun garçon dans les Ecoles des filles, ny aucune fille dans celles des garçons. Cét ordre fut donné à Monseigneur l'Evêque de Poitiers, *par la Lettre du Roy Louis 13. du 15. Decembre 1640.* en execution de laquelle il donna son Mandement pour faire observer dans son Diocese le contenu en icelle, lequel Mandement est du 7. *Janvier 1641.*

XXXI.

Le Lieutenant general de Poitiers pour l'execution desdites Lettres de sa Majesté & Mandement dudit Seigneur Evêque, donna son

Ordonnance du 19. Fevrier 1641. portant défenses à toutes personnes tant Catholiques que de la R. P. R. de l'un & l'autre sexe, de tenir Ecoles sans la permission dudit Sieur Evêque, laquelle ils communiqueroient au Procureur du Roy avant que de pouvoir faire ny continuer ledit exercice, & au bas de ladite Permission feront insérer ladite communication qui en aura esté faite à peine de cent livres d'amende, &c.

XXXII.

La connoissance des petites Ecoles appartient à l'Evêque ou à son Official, & la Cour souveraine de Salins & le Presidial de la Rochelle en ayant voulu prendre connoissance, il leur fut défendu par *Arrest du Conseil d'Etat du 16. Octobre 1641.* de plus connoistre de telles matieres, lesquelles furent envoyées à l'Evêque de Xaintes ou son Official.

XXXIII.

Les Regens, tant des Colleges que des petites Ecoles, mesme dans les Bourgs & Villages, doivent estre Catholiques, & ne peuvent tenir Ecole qu'ils ne soient examinez par l'Evêque ou par ses Vicaires, & qu'ils n'ayent fait leur profession de Foy entre leurs mains : sans prejudice, neanmoins des Colleges accordez par sa Majesté à ceux de la R. P. R.

Declaration du mois de Fevrier 1657. art. 21
L'Article 22. de celle de 1666. est conforme.

XXXIV.

Quand on voulut établir les pe-

tites Ecoles dans les Dioceses de Vienne, Viviers, Valence & du Puy, les Consuls des Parroisses desdits Dioceses furent condamnez par *Arrest du Conseil d'Etat du 18. Septembre 1665.* de présenter aux Archevêques & Evêques desdits Dioceses, des Maistres d'Ecoles capables, & qu'à faute d'y satisfaire dans huitaine après la signification dudit Arrest, lesdits Archevêques & Evêques en établissent dans les lieux où il sera besoin que lesdits Consuls & Habitans desdites Parroisses seront tenus de payer, & pour cet effet permis de lever sur eux jusqu'à cent ou six vingt livres par an.

XXXV.

Monseigneur l'Evêque de Châlons, receut une *Lettre de sa Majesté du 16. May 1667.* conforme à celle de Monseigneur l'Evêque de Poitiers dont nous avons parlé à l'Article 30. cy-dessus, touchant les petites Ecoles, par laquelle sa Majesté desire que les Ecoles de garçons soient distinguées les unes des autres, &c. Pour le surplus sa Majesté dit que son intention est que les Reglemens soient executez conformément à sadite Lettre, qui n'ayant point d'autres Chefs que ceux de l'Article 30. cy-dessus il seroit inutile de les repeter.

XXXVI.

Ceux qui voudront tenir des petites Ecoles pour l'instruction de la jeunesse de l'un & de l'autre sexe, sont tenus de prendre la permission & l'approbation par écrit de

l'Evêque des lieux, & d'observer les Reglemens qu'il leur donnera. Ce qui fut ainsi ordonné par *Arrest du Conseil d'Etat en forme de Reglement pour le Diocèse de Cahors, du 20. Août. 1668.* avec défenses aux Officiers de justice du ressort du Parlement de Toulouze & de Bourdeaux, & même aux Parlemens de connoître des Ordonnances dedit Evêques sur le fait dedites petites Ecoles, si ce n'est par les voyes de droit à peine de nullité.

XXXVII.

Le même a été réglé par *Arrest du Conseil d'Etat du 12. Mars 1669.* pour le Diocèse d'Autun, avec défenses aux Parlemens de Paris & de Dijon de connoître des Ordonnances dudit Sieur Evêque sur le sujet dedites petites Ecoles.

L'on remarquera que le nombre des Articles du présent Chapitre n'est pas marqué correctement dans l'Original.

CHAPITRE XXI.

De la punition des Jureurs, Blasphémateurs, Sacrileges & autres Broffateurs des choses Saintes.

I.

LE Parjure ne peut servir de témoin, n'y s'approcher de l'Eucharistie, & son serment ne luy peut servir pour se justifier dans la propre cause, ny pour confirmer son témoignage en Justice. *Qui semel perjurus fuerit, nec testis sit post hac, nec ad Sacramentum accedat; nec in*

sua causâ, vel alterius jurator existat.

*Capitul. de Charlem. & de Louis le Deb
liv. 1. capit. 63.*

Celui qui blasphemera contre Dieu, doit être mis en prison par les ordres de l'Evêque ou du Juge du lieu, jusques à ce qu'il ait satisfait par une pénitence publique, &c.

Ibid. li. 6. Cap. 10.

Ceux qui feront injure à un Evêque ou à quelqu'autre Ministre de l'Eglise, seront condamnés à un Exil perpétuel, & ceux qui troubleront le Service Divin à la mort, &c.

Ibid. cap. 117.

Ceux qui commettront Sacrilege en insultant les Prestres & autres Ministres dans les Eglises & en faisant scandale ou injure au Service Divin seront punis de peine capitale, & il est permis à toutes sortes de personnes de poursuivre publiquement ces sortes de crimes & injures faites ausdits Prestres & Ministres de l'Eglise.

Ibid. cap. 30.

II. III.

L'Ordonnance de saint Louis contre les Blasphémateurs de l'honneur de Dieu, de la Vierge & des Saints, porte qu'ils seront punis de peine corporelle & pecuniaire s'il y étoit, qu'ils seront dénoncés à Justice, & que les Juges qui négligeront de punir un tel crime, seront aussi dénoncés & punis de la même peine que lesdits Blasphémateurs, & il est ordonné à

tous les Seigneurs, & Officiers de Justice de faire executer lesdites Ordonnances, & de les faire publier par tout à peine d'en répondre, &c.

I V.

Philippe de Valois en l'an 1347. ordonna que celui ou celle qui de Dieu, ou de la Vierge Marie, ou de tous Saints ou Saintes, dira mal ou jurera le vilain serment, sera mis pour la première fois au Pilory dès l'heure de Prime jusques à l'heure de None, & luy pourra-t'on jetter aux yeux une ou autres ordures sans pierre, ou autre chose qui le blesse, & après ce, demeurera au pain & à l'eau sans autre chose. *Ce sont les propres termes.*

La seconde fois sera au pilory au jour de Marché solennel, & on luy fendra la levre de dessus d'un fer chaud, & que les dents luy percent, à la troisième fois, la levre de dessous, & à la quatrième, toute la balevre.

Et si par méchance il luy arrivoit la cinquième fois, on luy coupera la langue tout outre.

Il est deplus porté par ladite Ordonnance que ceux qui entendront faire lesdits blasphèmes, les denonceront à Justice, à peine de 60. livres d'amende, s'ils sont pauvres, demeureront en prison au pain & à l'eau, & y feront une penitence convenable.

V.

Le Roy Charles VII. fit aussi une Ordonnance contre les blas-

phemateurs, en date du 14. Octobre 1460. *verifiée au Parlement le 5. Janvier 1461.* laquelle contient les mêmes chefs que la précédente au commencement, & dans la suite, il est dit,

Que ceux qui renieront, dépitent, maugréeront ou desavoueront Dieu, la Vierge & les Saints, seront punis pecuniairement pour la première fois à l'arbitrage du Juge, sur la Jurisdiction duquel se feront lesdits reniements, &c. suivant la qualité & puissance des delinquans.

La seconde fois l'amende sera doublée.

La troisième fois les delinquans seront mis au pilory à jour de feste, ou de marché.

La quatrième fois auront la langue percée d'un fer chaud, & s'ils retombent plus de fois, ils seront punis comme blasphémateurs du S. nom de Dieu, de Nostre-Dame & des Saints, & serviront d'exemple aux autres.

Ceux qui feront des sermens ou juremens illicites de Dieu, de Nostre-Dame ou des Saints & Saintes, comme en jurant la mort, le sang, le ventre, la teste, les playes & autres sermens illicites & reprouvez, seront condamnés en amende pecuniaire.

La première fois en douze deniers tournois.

La seconde fois au double en deux sols tournois.

La troisième au Quadruple en 4 sols tournois.

La quatrième en L'octuple , en 8. fols tournois.

La cinquième fois, seront mis en prison au pain & à l'eau à l'arbitrage du Juge.

Et si pour lesdites peines ils ne se peuvent châtier, ils seront pilorifés publiquement à jour solemnel ou jour de Marché pour l'exemple.

VI.

La capture des Magiciens, Enchanteurs, Devins, Sorciers, &c. sera faite avec diligence par les Juges Royaux, & ceux qui seront de la Jurisdiction Ecclesiastique seront renvoyez dans les prisons des Evêques Diocésains, par l'Ordonnance du Roy Charles V. l'an. 1490.

VII.

Louis 12. ordonna que les Blasphémateurs du saint Nom de Dieu, seroient punis par amendes pecuniaires, qui doubleroit depuis la première fois, jusqu'à la cinquième. La cinquième fois seroient mis au Carcan un jour de Feste ou de Marché depuis huit heures du matin jusqu'à une heure après-midy, & condamnez en des amendes. La sixième fois seroient mis au Pilory, & là auroient la levre de dessus coupée d'un fer chaud, de sorte que les dents leur aperront. La septième fois auroient la levre de dessus coupée audit Pilory, après quoy s'ils continuent, auroient la Langue coupée tout juste.

Lesdits Blasphémateurs seront denoncez dans 24. heures, par ceux

qui les entendront jurer & blasphemer, à peine de soixante fols parisis d'amende, &c. Le 9. Mars 1510.

VIII.

Le Roy Henry II. fit aussi une Ordonnance contre les Blasphémateurs, le 5. Avril 1546. avant Pasques, laquelle est conforme à celle de Louis XII.

IX.

L'Ordonnance d'Orleans Article 23. commande tres expressement aux Juges, de faire garder & observer celles de saint Louis contre les Blasphémateurs, & celles de tous les Roys qui luy ont succédé.

X. & XI.

Les Ordonnances de Moulins Article 86. & celle de Blois article 35. en disent de mesme.

XII.

Henry III. par son Ordonnance contre les Blasphémateurs, du 4. Decembre. 1581. veut qu'ils soient condamnez en 50. livres d'amende pour la première fois, pour la seconde, à tenir prison fermée, huit jours durant, & en cent livres d'amende, pour la troisième fois à y estre un mois durant au pain & à l'eau, & en deux cent livres d'amende, & en cas de recidive S. M. se reserve de les faire punir corporellement, conformément à l'enormité des paroles.

Les amendes sont applicables, la tierce partie au denonciateur, l'autre à la Fabrique de l'Eglise du lieu, & l'autre au Roy.

XIII.

Henry IV. sans repeter les peines,

nes exprimées par les Ordonnances cy-dessus, ordonne *par son Edit de 1606. art. 9.* qu'elles seront executées, selon leur forme & teneur, à la diligence des Procureurs Generaux : & pour cet effet qu'elles seront publiées de six mois en six mois dans tous les Auditoires des Bailliages, Senéchaussées & autres Juridictions du Royaume.

Et deplus, que les amendes des condamnés seront adjudgées, la moitié pour les reparations des Eglises des lieux où le delit aura esté commis, & l'autre pour les denonciateurs.

XIV.

L'Ordonnance de Louis XIII. divise lesdites amendes en trois : la premiere partie au denonciateur : la seconde à la Fabrique de l'Eglise, la troisiéme au Roy, & porte que les condamnés tiendront prison jusques à entier payement, & ceux qui n'auront pas les moyens de payer seront punis & châtiez en leurs personnes conformément aux precedentes Ordonn. *Pour le surplus ladite Ordonnance de Louis XIII. du 10. Novembre 1617. est conforme à celle d'Henry III. du 4. Decembre 1581.*

Le même Roy Louis XIII. fit encore une pareille Ordonnance contre les jureurs & blasphémateurs *du 7. Aoust 1631. qui fut verifiée au Parlement de Paris le 18. du même mois.*

XV.

QUELQUES REGLEMENS faits par les Parlemens en execution des Ordonnances cy-dessus contre les blasphémateurs, sacrileges, & autres Profanateurs des choses Saintes, & quelques Arrests notables qui font voir la punition de ceux qui ont esté convaincus de ces crimes.

Le Parlement de Paris fit une Ordonnance le 31. Mars 1544. par laquelle toutes les peines ordonnées contre les jureurs & blasphémateurs par les Roys qui avoient precedé, sont continuës, pour les faire executer dans le ressort : ainsi il seroit inutile de les repeter.

Guillaume Saunier ayant proféré des blasphêmes contre l'honneur de Dieu & du S. Sacrement & de la Vierge fut condamné à la mort *par Arrest du même Parlement du 21. Octobre 1546.* qui est inseré dans le livre intitulé : *Decisions Catholiques imprimées à Poitiers en 1668. par ordre du Clergé,*

XVI. XVII. XVIII.

Defenses à toutes personnes de quelle qualité & condition qu'elles soient, de jurer, blasphémer, detester & renier le nom de Dieu, de la Vierge, ou des Saints ou Saintes de Paradis, sur peine d'amende arbitraire pour la premiere fois : pour la seconde d'estre attaché au Carcan en lieu eminent & public l'espace de six heures, & pour la troisiéme, d'avoir la langue ou les levres percées, &c.,

Par Arrest du Parlement de Paris du 20. Decembre 1572.

Il y en a encore deux autres de même, l'un du 12. Janvier 1572. & l'autre du 6. Janvier 1599.

XIX.

Un nommé Nicolas le Mesle ayant proferé des blasphèmes execrables contre le S. nom dt Dieu & de la Vierge, fut condamné *par Arrest du Parlement de Paris du 27. Janvier 1599.* à faire amende honorable devant Nostre Dame de Paris, teste & pieds nuds en chemise, ayant la corde au col, tenant en ses mains une torche de deux livres de cire ardente, & illec à genoux, dire & declarer, *que méchamment & malicieusement il a dit & proferé des blaspèmes execrables contre le S. nom de Dieu & de la Vierge Marie, dont il se repent, & demande pardon à Dieu, au Roy & à Justice.* Ce fait d'avoir la langue percée d'un fer chaud, & les deux levres fendues, & apres banny du Royaume de France à perpetuité, &c.

XX.

Jean Regnaut ayant esté accusé d'avoir en habit de fol, & déguisé proferé dans l'Eglise de Bocé en Anjou, le 13. Fevrier 1600. pendant la celebration de la sainte Messe, des blasphèmes & paroles deshonnètes contre l'honneur de Dieu, & avec grand scandale, fut condamné *par Arrest du Parlement de Paris du 21. Juin suivant,* à faire amende honorable tête nuë en chemise, la corde au col devant

la principale porte de l'Eglise de Bocé, tenant en ses mains une torche ardente du poids de deux livres, & illec à genoux dire & declarer, que temerairement & méchamment en habit de fol & déguisé il a dit & proferé dans ladite Eglise de Bocé, pendant la celebration de la grande Messe, des blasphèmes & paroles deshonnètes, & commis des insolences & impietez & derisions mentionnées audit procez, dont il se repent & demande mercy & pardon à Dieu, au Roy & à Justice. Ce fait pendu & étranglé à une potence, qui à cet effet sera plantée au principal Carrefour dudit lieu de Bocé, & après son corps brûlé & réduit en cendres, &c.

Monseigneur l'Evêque d'Angers ordonna à tous les Curez & Vicaires de son Diocèse, de lire & publier tout au long en leurs Profnes, par trois Dimanches consecutifs, ledit Arrest le 28. jour de Juillet 1600.

XXI.

Isaac Regnault de Poitou, & Jacques du Pain, Paulmier de Sens en Bourgogne, ayant proferé des execrables Blasphemes contre le saint Nom de Dieu & de la sacrée Vierge Marie, furent condamnez par le Bailly de Berry à faire amende honorable devant le Portail de l'Eglise Cathedrale de Bourges, & illec declarer que temerairement & malicieusement ils ont blasphemé le saint Nom de Dieu & de la sacrée Vierge Marie, qu'ils en de-

mandent pardon à Dieu, au Roy & à Justice. Ce fait menez & conduits en la Place publique de Poitiers, où led. Regnault auroit la Langue coupée : & en suite lesdits accuzez pendus & étranglez à une Fourche patibulaire, qui sera pour cét effet dressée dans ladite Place, & sera le corps dudit Regnault brûlé & mis en cendres, avec la minutte du Procès, laquelle Sentence fut confirmée par l'Arrest du Parlement de Paris du 19. Novembre 1603. & exécutée sur les lieux.

XXII.

Charles Vanier & Olivier Maugests l'aîné, habitans de Nanterre, tous deux de la R. P. R. ayant esté convaincus d'avoir blasphémé le saint Nom de Dieu, de la Vierge & des Saints, & tâché de seduire aucuns des habitans dudit Nanterre, furent condamnez à faire amende honorable, par le Juge de Nanterre, & au bannissement de la Prevosté & Vicomté de Paris pour cinq ans, la Sentence duquel fut confirmée par Arrest du Parlement de Paris de la Chambre de l'Edit du 6. Septembre 1640.

XXIII.

Estienne Maugests aussi habitant de Nanterre & de la R. P. R. fut encor condamné pour ses blasphèmes, à faire amende honorable dans l'Auditoire de Nanterre, l'Audience tenant, & banny pour neuf années de la Prevosté & Vicomté de Paris, la Sentence duquel fut aussi confirmée par Arrest du Parlement de Paris de la Chambre de l'Edit du 11. May 1641.

XXIV.

Un nomme Rullot dit la Forest, de la R. P. R. ayant esté convaincu d'avoir frappé & déchiré l'image du Crucifix dans la ville de Lusignan & commis des impietez & irreverences conformes, fut condamné par jugement souverain rendu par l'Intendant de Justice en Poitou, avec les Officiers du Presidial de Poitiers, du 20. Mars 1646. à faire amende honorable nud en chemise & la corde au col, tenant une torche ardente en sa main devant la porte de l'Eglise de Nostre Dame dudit lieu, & en suite pendu & étranglé, & son corps brûlé & mis en cendres & jettes au vent, &c.

XXV.

Pierre Ballelier de la R. P. R. ayant blasphémé contre l'honneur & pureté de la Vierge, fut aussi condamné à mort par Arrest du Parlement de Grenoble du 7. Aoust. 1663.

XXVI.

Pierre Viger Sieur de la Blondeliere de la R. P. R. ayant aussi blasphémé contre l'honneur & pureté de la sainte Vierge, fut condamné à faire amende honorable, & en cinq cent livres d'amende, par Arrest de la Chambre de l'Edit de Rouen du 23. Juin. 1665.

Plusieurs habitans de la ville d'Aymet de la R. P. R. furent aussi condamnez à la mort pour avoir commis plusieurs impietez & profanations en derision de la sainte Messe & des Ceremonies de l'Eglise par Arrest du Parlement de Bourdeaux du 7. Septembre. 1660.

A a ij

S E C O N D E P A R T I E

D E S B E N E F I C E S .

T I T R E I .

*Des qualitez requises pour estre pour-
vû de Benefices.*

I .

Les Etrangers de quelle quali-
té qu'ils soient, ne peuvent te-
nir de Benefices en France, par
l'Edit du Roy Charles VII. du 10.
Mars 1431. publié & enregistré en Par-
lement le 8. Avril 1431. avant Pâ-
ques.

II .

Aucun ne peut estre pourvû
d'Archevêchez, Evêchez ny Ab-
bayes de Chefs d'Ordre, soit par
mort, resignation ou autrement,
qu'il ne soit originaire François,
nonobstant quelque dispense ou
clause derogatoire qu'il puisse a-
voir de S. M. à laquelle on n'aura
point d'égard.

Ordon. de Blois art. 4.

Et quant aux Etrangers qui
avoient esté pourvûs de Benefi-
ces en ce Royaume avant ladite
Ordonnance, il est porté qu'ils ne
pourront avoir Vicaires ny Fer-
miers en leursdits Benefices, autres
que naturels François, à peine de
faïsse de leur temporel & de perte
de fruits qui seront distribuez aux
pauvres des lieux.

Ibid.

III .

On ne peut faire choix d'une

personne pour regir & gouverner
une Eglise Cathedrale, qu'elle ne
soit née d'un legitime mariage,
& qu'elle n'ait les qualitez requi-
ses à cette dignité, qui sont l'âge,
la gravité des mœurs & la doctri-
ne, suivant la *Constitution d'Ale-
xandre III.* qui commence, *Cum
in cunctis, &c.*

Concile de Trente. Sess. 7. chap. 1.

L'Ordonnance de Blois art. 2.
requiert au moins 27. ans confor-
mément au *Concordat fait entre le
Pape Leon X. & le Roy François I.*

Les autres qualitez necessaires
aux Evêques sont au commence-
ment de ce Recueil, *part. 1. ch. 1.*

Il faut estre legitime pour tou-
te sorte de Benefices, selon les Ca-
nons & l'usage receu en France
& ailleurs, si ce n'est que le Pape
dispense expressement, *super defe-
ctu natalium.*

IV .

Les Benefices Ecclesiastiques
& particulièrement ceux qui ont
charge d'ames, ne seront donnez
qu'à des personnes dignes & ca-
pables, & qui resident actuelle-
ment, suivant la *Constitution d'A-
lexandre III.* au Concile de La-
tran, qui commence, *Quia non-
nulli, &c.* & celle de Gregoire X.
au Concile de Lyon, qui com-
mence, *Licet Canon.*

Concile de Trente sess. 7. ch. 3.

* Les qualitez requises pour les Benefices sont declarées plus au long dans la premiere partie de ce Recueil au commencement.

V.

Les Abbez & Prieurs Conventuels qui ont atteint l'âge porté par les Conciles, se feront promouvoir à l'Ordre de Prêtrise dans un an après leurs provisions, à moins qu'ils n'eussent obtenu dispense legitime pour cet effet, & si dans deux ans suivans ils ne se font promouvoir audit Ordre, les Benefices par eux tenus seront vacans & impetrables, & contrains de restituer les fruits qu'ils auront perçus pour estre distribuez à œuvres pîs.

Orden. de Blois, art. 9.

V I.

Le grand Conseil donna un *Ar. res. contradictoire* le 27. Mars 1623. portant Reglement conformément audit art. 9. de l'Ordonnance de Blois, & qui en consequence declare, les Abbayes, & Prieurez Conventuels vacans & impetrables, à faute par ceux qui les possèdent de se faire promouvoir à l'Ordre de Prestrie, dans le temps de ladite Ordonnance avec restitution de fruits, qui seront employez à œuvres pîs.

V I I.

Les pourvus aux Benefices qui ont charge d'ames doivent dans deux mois à commencer depuis le jour de la possession, faire leur profession de foy entre les mains de l'Evêque ou de son grand Vicaire,

ou de son Official, & jurer de demeurer obeïssans à l'Eglise Catholique Apostolique & Romaine.

Concile de Trente Sess. 24. ch. 12. De reformat.

V I I I.

L'Ordonnance de Blois, conformément audit Concile, porte que ceux qui seront pourvus d'aucuns Benefices Ecclesiastiques de quelle qualité qu'ils soient seront tenus avant quede pouvoir prendre possession, s'ils sont presens, de faire profession de foy entre les mains de l'Evêque ou son Vicaire general, ou de son Official, dont sera fait registre sinon deux mois après ladite prise de possession.

Si c'est une Dignité, un Personnat, Office ou Prebende d'Eglise Cathedrale ou Collegiale, le pourveu sera tenu de faire semblable profession au Chapitre de ladite Eglise avant que d'être reçu, à peine de perdre les fruits desdits Benefices, après ledit temps passé.

Orden. de Blois art. 10.

La profession de foy se fera aussi & continuëra par tous ceux qui ont entrée dans les Conciles Synodaux, & Provinciaux, & par ceux qui se voudront faire promouvoir aux saints Ordres.

Ibid.

TITRE I I.

Des Elections & Benefices electifs.

I.

LES Evêques estoient anciennement élus par le Clergé, & par le peuple, comme l'on voit

Aa iij

dans les Capitulaires de Charlemagne Liv. 1. cap. 84. *Ut Episcopi per electionem Cleri & populi, secundum Statuta Canonum, de propria Diocesi, remoti à personarum & munerum acceptione, ob vite meritum & sapientie donum eligantur, &c.*

II.

Saint Louis conserva la liberté des Elections par sa Pragmatique du mois de Mars 1268. art. 2. en ces termes: *Statuimus, & ordinamus, ut Ecclesia Cathedralis, & alia Regni nostri, liberas Electiones, & earum effectum integraliter habeant.*

III.

Charles VI. en fit de même par son Ordonnance du mois d'Avril 1418.

IV.

La Pragmatique Sanction de l'an 1438. tirée des Decrets du Concile de Basse confirme lesdites Elections dans toutes les Eglises Metropolitanaires, Cathedrales, Monasteres, Eglises Collegiales pour les Dignitez electives d'icelles vacantes.

V.

Le Concile de Trente dans la Séss. 25. ch. 6. de reformat. ordonne le même touchant les Elections, & veut qu'elles soient faites *sine ulla fraude, & per vota secreta, ita ut singulorum eligentium nomina numquam publicentur*, ce sont les propres termes.

VI.

L'Ordonnance d'Orleans art. 2. porte, que les Archevêques seront élus par les Evêques de la

Province & par le Chapitre de l'Eglise Archiepiscopale; les Evêques par l'Archevêque & Evêques de la Province, & Chanoines de l'Eglise Episcopale, appelez avec eux douze Gentilhommes qui seront élus par la Noblesse du Diocèse, & douze Bourgeois notables élus en l'Hôtel de la Ville Archiepiscopale ou Episcopale; tous lesquels convoquez à certain jour par le Chapitre du Siege vacant & assemblé, s'accorderont de trois personages de suffisance & qualité requises par les Saints Decrets & Conciles, aagez au moins de trente ans, qu'ils presenteront à Sa Majesté pour être par Elle fait election de celui des trois qu'Elle voudra nommer à l'Archevêché ou Evêché vacant.

VII.

L'Ordonnance de Blois art. 3. veut que vacation advenant des Abbayes & Monasteres qui sont Chefs d'Ordre, comme Clugny, Cîteaux, Premonstré, Grammont, le Val des Ecoliers, S. Antoine de Viennois, la Trinité dite des Mathurins, le Val des Choux, & ceux auxquels le droit & privilege d'Electiō a esté conservé, & semblablement es Abbayes & Monasteres de S. Edme, Ponsigny, La Ferté, Clervaux, & Morimont, appellees les quatre premieres filles de Cîteaux, il y soit pourvû par election des Religieux Profez desdits Monasteres, suivant la forme des saints Decrets & Constitutions Canoniques.

VIII.

Laquelle Ordonnance a esté confirmée par celle de Louis XIII. de 1629. art. 2.

IX.

Il a esté jugé par *Arrest du Parlement de Paris du 18. Juillet 1619.* que vacation advenant de l'Abbaye de Premonstré, il sera procédé à l'Election d'un Abbé en icelle, conformément aux Statuts de l'Ordre & forme ancienne &c. Ledit Arrest contient plusieurs Reglemens pour ledit Ordre de Premonstré.

Les Benefices electifs ne peuvent être conferez par le Pape, au préjudice du droit d'Election. Ainsi jugé au sujet du Doyenné de l'Eglise de Meaux qui est electif. Par *Arrest du Conseil Privé du 9. Janvier 1539.* rapporté par Chopin *De sacrâ politia*, liv. 1. tit. 1.

Pareil *Arrest du Parlement de Paris du 23. Decembre 1563.* sur un appel comme d'abus interjetté de l'obtention & execution des Provisions de Cour de Rome pour le Doyenné de S. Marcel lez Paris, qui est pareillement electif. *Rapporté par le même.*

Les Elections ont esté abolies avec la Pragmatique Sanction par le *Concordat fait entre le Pape Leon X. & le Roy François I. en l'année 1517.* ausquelles a succédé la nomination du Roy, comme au droit de confirmation, les Provisions ou Bulles du Pape sur la nomination de Sa Majesté.

Neantmoins le droit d'Election

par le même Concordat a esté conservé aux Eglises & Monasteres, qui l'avoient par concession des Papes, & qui en feroient la preuve par titres autentiques & non autrement.

Mais depuis par l'Ordonnance de Blois, ce droit a esté restraict aux Abbayes qui sont Chefs d'Ordre, comme l'on peut voir à l'article 7. cy-dessus.

Le Clergé de France a souvent demandé le reestablishement de ces Elections, par les remontrances qu'il a fait aux Rois & aux Reines, pendant la tenuë des Estats generaux, & dans ses Assemblées generales des années 1579. & 1580. & dans celles de 1605. & 1606. & autres qui ont suivy, comme encore par les cahiers qu'il a présenté aux Rois dans les mêmes occasions, &c.

X.

De l'Election des Abbeses & Prioures.

L'Abbesse doit être éluë par toute la Communauté comme la plus digne, & les Religieuses doivent protester sur les saints Evangelies dans le temps de l'Election que ce n'est point par amitié, ny par grace humaine qu'elles agissent; mais par la connoissance qu'elles ont de la foy solide, de la vie pure, & de la capacité de celles qu'elles élisent, à l'administration & gouvernement de tout ce qui regarde l'utile du Monastere. Voicy les termes des *Capitulaires de Charlemagne* liv. 5. cap. 231.

*quod non propter amicitias, vel gratiam humanam, sed scientes eam si-
de rectam, & vitam castam, & admi-
nistratione dignam ad omnemque sta-
tum Monasterii utilem.*

XI.

Le Concile de Trente veut que l'Abbesse & la Prieure, ou toute autre Supérieure, ne puisse être éluë à moins qu'elle ne soit aagée de 40. ans, & qu'elle n'ait vécu exemplairement huit ans au moins depuis sa profession. Qu'es'il ne s'en trouve point de cette qualité dans le Monastere, on en pourra elire une d'un autre Monastere du même Ordre.

Neanmoins le Supérieur qui preside à l'élection, peut par le consentement de l'Evêque ou de quelqu'autre Supérieur, elire une Religieuse, pourveu qu'elle ait passé trente ans, & qu'elle ait vécu sans reproche cinq ans depuis sa profession.

Celui qui preside à l'élection, soit Evêque ou autre Supérieur ne doit point entrer dans les Cloîtres du Monastere, mais doit recevoir les voix devant la fenestre de la grille.

Concile de Trente. sess. 25. ch. 7 de reform.

XII.

Les Abbeses & Prieures feront éluës par les Religieuses de leurs Monasteres, pour estre triennales seulement, & l'on doit proceder continuellement de trois ans en trois ans à l'élection. Par l'Ordonnance d'Orleans art. 3.

Cet Article n'est pas en usage à

l'égard des Abbeses, ny des Prieures d'aucuns Prieurez.

XIII.

Les Religieuses ne peuvent estre pourveuës d'Abbayes ny de Prieurez Conventuels qu'elles n'ayent esté dix ans auparavant Professes, ou exercé un office Claustral pendant six ans entiers.

Edit de 1606. art. 4.

XIV.

Sur le different arrivé entre Monseigneur l'Archevêque de Paris & l'Abbesse de Montmartre pour la superiorité du Prieuré de Nostre-Dame de Grace de la Ville-Levêque lez Paris dépendant de ladite Abbaye: le Parlement de Paris par Arrest contradictoire du 31. Mars 1631. ordonna que l'élection de la Prieure dudit Prieuré seroit faite de trois ans en trois ans par les Religieuses de ce Prieuré, capitulairement assemblées en Chapitre & non ailleurs; que l'Acte d'élection seroit communiqué à l'Abbesse de Montmartre, & l'élection confirmée par ledit sieur Archevêque.

TITRE III.

Des Provisions de Cour de Rome.

Regles de Chancellerie du Pape Innocent VIII. qui sont receuës en France.

REGLE XVIII.

De infirmis resignantibus.

Item voluit quod si quis in infirmitate constitutus resignaverit aliquod Beneficium, sive simpliciter, sive ex causa

ex causa permutationis, & postea infra 20. dies, à die per ipsum resignantem præstandi consensus computandos; de ipsa infirmitate decesserit: ac ipsum Beneficium conferatur per resignationem sic factam, collatio hujusmodi nulla sit, ipsumque beneficium per obitum vacare censeatur.

R E G L E XXXIV.

De publicandis Resignationibus.

Quacumque Beneficia Ecclesiastica sive in Romanâ Curia, sive extra eam resignata, nisi de illis facta resignationes, si in Romana Curia infra sex menses, si extra dictam Curiam facta sint, infra mensem, extunc ubi dicta beneficia consistunt, publicata, & possessio illorum ab eis quos id contingit, petita fuerit: si resignantes ista post modum, in eorundem resignatorum possessione decesserint, non per resignationem, sed per obitum hujusmodi vacare censeantur; collationes quoque de illis tanquam per resignationem vacantibus facta & inde secuta nullius sint roboris vel momenti.

R E G L E XX.

De impetrantibus Beneficia viventium.

Si quis supplicaverit sibi de Beneficio quocumque tanquam per obitum alicujus, licet tunc viventis, vacante provideri, & postea per obitum ejus vacet: provisio dicto supplicanti per obitum hujusmodi de novo facienda, nullius sit roboris vel momenti.

R E G L E XXVIII.

De verisimili notia obitus.

Item Dominus noster voluit, & ordinavit quod omnes gratia quas de quibuscumque Beneficiis Ecclesiasticis cura, vel sine cura secularibus, vel Regularibus, per obitum quarumcumque personarum vacantibus in antea fecerit, nullius roboris vel momenti sint, nisi post obitum, & ante datam gratiarum hujusmodi tantum tempus effluerit, quod interim vacationes ipse de locis in quibus persona prædicta decesserint, ad notitia ejusdem Domini nostri verisimiliter potuerint pervenisse.

I.

Le Roy Henry II. voyant les abus qui se commettoient aux impetrations de Cour de Rome, fit un Edit au mois de Juin de l'an 1550. qui est en usage.

I. Cet Edit contient 19. Articles, le premier desquels porte que les Juges en jugeant le possessoire des Benefices contentieux, n'ajouteront point de foy aux procurations pour resigner, ny revocations d'icelles, prises de possession, ny autres Actes passez par Notaires Apostoliques, s'ils ne sont receus par les Archevêques & Evêques dans les formes de Droït, &c. & que leurs Lettres ne soient enregistrées dans les Greffes de leurs Jurisdiccions, &c.

II. Que les Archevêques & Evêques reduiront lesdits Notaires à un certain nombre, lesquels ne pourront exercer lesdits Notariats qu'en un Diocèse, à peine de faux

& de nullité de Contrats.

III. Que lesdits Notaires dans leurs instrumens feront mention de leur qualité, du lieu où ils auront été enregistrez & de leur demeure, & se serviront de deux témoins pour le moins domicilies, & connus, de la qualité requise, qui signeront leurs procurations en la schede & notte d'icelle, au cas que le Resignant ne soit pas en état de pouvoir signer, dont ils feront mention, & de la raison pourquoy ledit Resignant n'aura pu signer.

IV. Que lesdits Notaires tiendront bon & loyal Registre, tant desdites procurations que du temps qu'ils les auront délivrées, combien de fois, & à quelles personnes, & que tous les ans ils mettront un Extrait de leursdits Registres aux Greffes des Archevêchez ou Evêchez auxquels ils auront instrumenté, &c.

V. Que les Banquiers & autres Expeditionnaires en Cour de Rome, & à la legation prêteront serment pardevant les Juges des lieux de leurs demeures de fidèlement exercer ledit état, faire loyal Registre, & qu'incontinent qu'ils auront receu les procurations pour faire expedier, prendront la date d'icelles, &c.

VI. Que lesdits Banquiers délivrans les expeditions par eux faites, y écriront leurs noms & demeures, à peine de privation de leurdit état de Banquier, &c.

VII. Que lesdits Banquiers qui

auront failli en leur charge, ou Registre, seront executez par emprisonnement de leurs personnes jusques à pleine satisfaction des dommages & interêts des parties & de punition corporelle, s'il y échec: & il est défendu à toutes personnes Ecclesiastiques de s'entremettre audit état de Banquier & Expedition de Cour de Rome ou legation, & lesdits Banquiers doivent donner caution de mille écus pour le moins pardevant les Juges Presidiaux avant que d'exercer.

VIII. Que si pendant les procez d'aucuns Benefices les parties font reformer aucunes Bulles, desquelles ils se seroient auparavant aydez ausdits procez, pretendant que les premieres par eux produites ne sont expediees conformément à leurs signatures, que celui qui se voudra ayder desdites Bulles ainsi faites, apportera l'Extrait de sa signature faite, *parte vocata*, pour voir la verité & la teneur de ladite signature. Que les Juges ne pourront toutefois différer le Jugement de la recreance, mais auront égard aux premieres Bulles produites par les parties, nonobstant le delay extraordinaire qu'ils pourront bailler pour le recouvrement dudit Extrait de signature.

IX. Que lesdits Banquiers enregisteront les jour & heure que les Courriers partiront pour faire expeditions à Rome, ou à la legation.

X. Que les Juges n'auront point

d'égard en jugeant le possesseur d'un Benefice aux provisions expedies sur procurations surannees, & sur procurations generales & non speciales & particulieres pour les Benefices denommez esdites provisions.

XI. Que les Pourvus feront apparoir de leur procuration deuement extraite du Registre du Banquier, contenant ledit Extrait le temps que ladite procuration aura esté envoyée, & la reponce que le Banquier aura receuë de son sollicitateur en Cour de Rome, contenant le jour & datte de la reception d'icelle, & par qui elle luy aura esté baillée; laquelle reception lesdits Banquiers enregistrent fidellement incontinent qu'ils auront receu la réponse, ou à tout le moins quand ils recevront les signatures & Bulles desdites provisions, autrement ne sera aucune foy ajoutée à icelles, même quand à la recreance, &c.

XII. Que les procurations pour resigner seront envoyées en Cour de Rome ou à la legation par les Banquiers qui se chargeront desdites expeditions dedans le temps, & selon qu'il sera par eux accordé, aux peines portées par ledit article.

XIII. Que les Juges n'aurent aucun égard en adjugeant le possesseur d'aucun Benefice aux provisions dudit Benefice contentieux pardevant eux faites par resignation, sinon qu'en vertu d'icelle possession solemnelle

n'ait esté prise dans la forme des Ordonnances & Regles de Chancellerie, en ce qu'elles sont receuës pour ce regard. La possession des Benefices des Eglises Cathedrales, Collegiales & Conventuelles, se fait & redige par écrit par le Greffier & Notaire desdites Eglises à la forme & maniere accoutumée, &c.

XIV. Que la prise de possession des Cures, Prieurez, & autres Benefices (dont la reception n'appartient aux Chapitres & Colleges) se doit faire pardevant Notaire & témoins, & la publication d'icelle au Prône de l'Eglise Parroissiale desdits Benefices (suivant la regle de Chancellerie *De publicandis*) ou aux places ordinaires où sont leurs Jurisdicions, ou aux Sieges Royaux & Presidiaux, ou aux jours de marché où il y aura affluence de peuple, &c.

XV. Que les pourvus par devolus fondez sur incapacité des possesseurs, ne s'efforceront de fait d'entrer en la jouissance des Benefices, à peine d'estre décheus de leur droit de possession, & sur lesdites provisions ne sera adjugé aucun sequestre, mais ceux sur lesquels auront esté impetrez lesdits Benefices par devolus, enjouyront jusques à ce qu'il y ait Jugement au contraire de recreance au principal.

XVI. Que tous ceux qui commettront des faussetez au fait des Benefices, de quelle maniere que ce soit, soit dans les collations,

impetrations, procurations, instruments, requisitions, temps d'étude, Lettres de degré, Mandats, nominations ou autres Actes & instruments, tant judiciaires, qu'extrajudiciaires en Cour de Rome ou des autres collations, &c. s'ils sont Clercs, seront privez de leurs pretentions sur lesdits Benefices, & punis de telle peine que les Juges verront pour le cas privilégié, & renvoyez à leurs Prelats & Juges ordinaires, pour proceder contre eux par declaration d'inhabilité perpetuelle de tenir de Benefice en ce Royaume, & autres selon la qualité du fait.

XVII. Que les Laïques seront punis suivant la rigueur des Ordonnances.

XVIII. Que dans les expeditions faites par resignation ou autrement, au nom de deux freres ou parents de même nom & sur-nom sera exprimé, lequel desdits freres ou parent, le majeur ou mineur, fils aîné, ou second, ou frere de tel frere, en sorte quel'on puisse connoître clairement celui qui est pourveu du Benefice.

XIX. Que quand ceux qui auront obtenu en Cour de Rome ou legation, les provisions susdites par resignation, & auront sur ce produit en jugement leurs Bulles, les pourveus par les Ordonnances & autres contendans pourront impugner lesdites provisions par les moyens susdits, & faute d'avoir observé le contenu aux precedens articles, &c.

II.

Les conditions auxquelles le *Parlement de Paris* verifia l'Edit cy-dessus le 24. Juillet 1550. sont que les Notaires des Chapitres, Colleges & Monasteres qui ont accoutumé d'estre par eux choisis, pourront instrumenter comme à l'accoutumée, même dans les Actes que font lesdits Chapitres, Colleges & Monasteres, le surplus ne regarde que la qualité des témoins qui doivent estre appelez dans lesdits Actes.

III.

Le *Parlement de Bretagne* verifia le même Edit le 2. Octobre 1550. aux mêmes charges.

IV.

Le même Roy Henry II. par sa Declaration du 19. Avril 1551. sur l'art. 10. du precedent Edit voulut qu'il eust lieu pour les Provisions expediees auparavant ledit Edit, en vertu des procurations suraînées lesquelles seront reputées nulles.

V.

Ceux qui auront impetré en Cour de Rome des Provisions de Benefices en la forme qu'on appelle, *in forma dignum*, ne pourront prendre possession desdits Benefices, ny en jouir, sans être préalablement presentez à l'Archevêque ou Evêque Diocésain & Ordinaire, & en leur absence à leurs Vicaires Generaux, afin de subir l'examen, & obtenir leur *Visa*, qui ne pourra être baillé sans examen, dont sera fait men-

tion expresse ; pour l'expédition duquel ne sera pris qu'un écu, tant pour la Lettre que sceel d'icelle.

Ordon. de Bleis art. 11.

V I.

L'Edit de Melun art. 14. dit la même chose en mêmes termes.

V II.

On peut valablement prendre possession des Benefices quand on en est pourvû par signatures *in formâ* que l'on appelle *gratiosâ* sans faire verifier pardevant les Officiers de S. M. les signatures desdites Provisions.

Edit de 1582. art. 5.

V III.

Deffenses à tous Juges d'avoir égard aux Provisions *en forme gratieuse*, si l'impetrant n'a auparavant informé de sa vie & mœurs, & religion pardevant le Diocefsain des lieux, & subi l'examen pardevant luy même, dont sera fait mention dans lesdites Provisions : comme encor à tous Prelats & autres que lesdits Ordinaires des lieux d'en prendre connoissance, & à tous les sujets de Sa Majesté de s'adresser ailleurs, à peine de privation des Benefices impetrez. Les Juges ne pourront avoir égard aux Provisions obtenues contre cette Ordonnance.

Louis XI II. 1629. art. 21.

I X. X.

Les pourvus en Cour de Rome en forme gratieuse, de Cures ou autres Benefices ayant charge d'ames, ne pourront prendre pos-

session en vertu d'icelles, qu'après qu'il aura esté informé de leur vie, mœurs & Religion, & qu'ils auront subi l'examen pardevant le Diocefsain, à faute de quoy les Juges n'auront aucun égard aufdites Provisions.

Declar. du Roy du 9. Juillet 1646. verifiée en Parlement le 28. Juin 1647.

X I.

Deffenses furent faites au nommé Hebrard se disant Curé de la Cure de Vivies de s'ingerer en l'administration des fonctions Curiales de ladite Cure, jusques à ce qu'il eust obtenu le *forma dignum* de l'Evêque Diocefsain, & à son refus de son Supérieur &c. par Arrest contradictoire du Parlement de Toulouse obtenu par le Promoteur de l'Evêque de Lavaur le 10. Juillet 1663.

X II.

Une Abbessé ayant resigné son Abbaye en Cour de Rome en faveur de sa sœur avec reserve de tous les fruits, & de la Jurisdiction & à la charge du regrez au cas que la resignataire vint à quitter ou à deceder ; les Religieuses ayant fait élection d'une tierce personne pour Abbessé, leur dite élection fut confirmée, & la nouvelle Abbessé maintenuë par un ancien Arrest du Parlement de Toulouse rendu contradictoirement en l'an 1493. la veille de la Purification.

X III.

Le Curé des Innocens de la Ville de Paris étant en extremité de maladie resigna ses Benefices

qui estoient la Cure desdits Innocens, & celle de Pouilly au Diocèse de Sens, à un sien serviteur & Vicaire en ladite Cure des Innocens, au mois d'Aoust de l'an 1556. par importunité & persuasion de sondit Vicaire, qui luy promit qu'au cas qu'il revint en convalescence, il luy restitueroit & remettroit lesdits Benefices, ce qu'il promit, & manqua à sa promesse, ledit Curé estant guéry, se voiant refusé & trompé se pourveut au Conseil Privé du Roy où fut donné un Arrest en forme de Reglement pour tout le Royaume le 29. Avril 1558. par lequel le Roy ordonne, *Que le Curé des Innocens de la Ville de Paris rentrera dans les Benefices par luy resignez, à son Vicaire, en extremité de maladie, & que ledit Vicaire sera contraint par corps à les luy rendre avec les fruits, & ledit Vicaire condamné aux dépens.*

XIV.

Au mois de Fevrier de l'an 1629. le Parlement de Paris donna un Arrest contradictoire portant Reglement entre les Banquiers & les Notaires Apostoliques, tant pour leur reception que pour les expeditions de Cour de Rome, lequel Reglement estant absolument conforme à l'Edit d'Henry II. cy-dessus art. 1. il seroit inutile d'en repeter les termes.

XV.

Le même Parlement par un autre Arrest du 13. Aoust 1661. confirmant le precedent declare toutes provisions & autres expeditions,

de Rome qui ne se trouveront cotrées d'aucun Banquier de France, & du Numero de son Registre, nulles: défense aux parties de s'en servir, aux Banquier de les verifier, & à tous solliciteurs expeditionnaires residans à Rome, François, ou ayant correspondance en France, de recevoir les commissions desd. Notaires Apostoliques, à peine de mille livres d'amande.

Sans néanmoins que ceux qui enverront exprés en Cour de Rome, ou qui employeront leurs amis, autres que les défendeurs, & autres que Notaires Apostoliques, en puissent estre empêchez, pourvu que les Procurations *ad resignandum* soient registrées aux Grefes des Insinuations, & que les signatures Apostoliques par eux obtenues soient après verifiées & reconnues par Banquiers ou autres personnes dignes de foy, à ce connoissans, devant un Juge Royal, & aussi registrées ausdits Registres des Banquiers.

TITRE IV.

Des Visa que donnent les Ordinaires sur les Signatures de Cour de Rome; des Provisions qu'ils donnent de leur chef: & de leurs Collations sur la presentation des Patrons.

I.

LES Eglises bâties en divers lieux, & même celles que l'on bâtit tous les jours, sont en la puissance de l'Evêque sur le territoire duquel elles sont scituées.

Omnes Basilica qua per diversa loca constructa sunt, vel quotidie construuntur, in Episcopi potestate consistunt, in cujus territorio posita sunt.
 Decret du Concile d'Orléans rapporté au Decret, cause 16. quest 7. Canon 7.

II.

Les Prelats des Eglises, les Patrons & les Collateurs ordinaires des Benefices doivent avoir, & jouir pleinement de leurs droits, & être maintenus dans leur juridiction. *Ecclesiarum Regni nostri Prælati, Patroni, & Beneficiorum Collatores ordinarii, jura summi plenarium habeant, & unicuique sua jurisdictione servetur.*

Pragmat. de S. Louis au mois de Mars 1168.

III.

Les Archevêques & Evêques sont exhortés, & même leur est enjoint de pourvoir aux Cures de personnes capables, jugées telles après un suffisant examen; & en cas que plusieurs se présentent à la dispute, ils doivent préférer le plus capable, & celui du Diocèse & natif du lieu à l'étranger en cas de concurrence de capacité & suffisance, supposant aux uns & aux autres les bonnes mœurs & la bonne vie qui avec une médiocre & suffisante doctrine, est préférable à la doctrine éminente, qui n'est pas toujours accompagnée de si bonnes mœurs & de telle dévotion.

Louis 13. 1629. art. 14.

IV.

Les Juges de Sa Majesté ne pourront contraindre les Prelats

ni les Collateurs des Benefices de bailler aux parties la collation des Benefices qu'ils pourroient prétendre; mais les renvoyeront aux Supérieurs desdits Prelats pour leur pourvoir sur leur refus, par les voyes de Droit.

Edit de 1571. art. 11.

V.

Deffenses aux Cours de Parlement & à tous Juges de contraindre les Prelats & Collateurs ordinaires, de bailler provision de Benefices dépendans de leurs collations, ains de renvoyer les parties pardevant les Supérieurs desdits Prelats, & Collateurs pour se pourvoir pardevant eux par les voyes de Droit, & en cas d'empêchement pourront avoir recours au Supérieur Ecclesiastique.

Ord. de Blois art. 64.

VI.

Et si lesdits impetrans sont trouvez insuffisans & incapables, le Supérieur auquel ils auront recours ne leur pourra pourvoir sans s'être informé des causes du refus, lesquelles à cette fin les Ordinaires sont tenus d'exprimer & insérer aux actes de leur refus.

Ibid. art. 25.

L'art. 25. de l'Edit de Melun porte la même chose.

VII.

Les Prieurez simples ne seront conférées qu'à personnes Ecclesiastiques de bonne vie, & suffisante doctrine, qui seront tenus de prendre l'ajà des Evêques Diocésains.

Louis 13. 1629. art. 12.

VIII.

En cas de refus fait par lesdits

Ordinaires de bailler des Provisions des Benefices qui sont de leur collation, ou d'octroyer *Visa* sur celles qui auront esté obtenues en Cour de Rome. Les Cours Souveraines n'useront de contrainte contre les Collateurs; mais renvoyeront les parties aux Supérieurs pour y être pourvû.

Ibid. art. 22.

IX.

Monseigneur l'Evêque de Sées fut dechargé de l'assignation à luy donnée au Parlement de Rouen, pour avoir refusé de pourvoir M. Jaques Hec de la Cure de Soumons sur la nomination de l'Abbesse de Villars, *par Arrest du Conseil Privé du 30. Juillet 1630.* portant deffenses audit Parlement de prendre connoissance des refus faits par les Ordinaires, & d'ordonner que leurs Arrests vaudront provision, sauf à se pourvoir pardevant les Juges Ecclesiastiques.

X.

Le même Conseil donna un autre Arrest l'année suivante *le dernier Juillet 1631.* qui ordonnant l'exécution du precedent Arrest ordonne que ledit Hec sera renvoyé pardevant les Supérieurs Ecclesiastiques pour connoître dudit refus, & que cependant ledit Seigneur Evêque pourra commettre à ladite Cure de Soumons, jusques à ce que ledit Hec soit purgé des Decrets contre luy decernéz par les Officiaux dudit Seigneur Evêque.

XI.

Reglement fait par l'Assemblée generale du Clergé de France tenuë à Paris les années 1635. & 1636. touchant le Visa, & pour empêcher que les Evêques n'entreprennent rien l'un sur l'autre.

I. Ne seront faites aucunes informations ny attestations de vie & mœurs, données pour obtention de Benefices, que pour les Benefices qui sont véritablement scituez dans l'étenduë de leurs Diocèses.

II. Pour quelque cause ou pretexte que ce soit le *Visa* ny les provisions ne seront données sur le refus d'un autre Evêque ou de son Grand Vicaire, si l'ordre establi dans l'Eglise ne leur donne la superiorité ordinaire.

III. N'absoudront des Jugemens & Censures decernées par un autre Evêque ou ses Grands-Vicaires, si le même ordre Ecclesiastique ne leur donne puissance de connoître du bien ou mal jugé du Jugement: ce qu'ils feront suivant les formes de Droit avant de donner un Jugement deffinitif d'absolution.

IV. Ne donneront les ordres à ceux qui ne sont pas de leurs Diocèses sans lettres demissioires, en deux forme, de l'Evêque du lieu d'où seront ceux qui desireront estre pourvus aux autres Ordres.

V. Et lesdits Seigneurs Evêques ne feront generalement aucunes son-

fonctions Episcopales hors de l'étenduë de leurs Dioceses, sans la permission de l'Evêque, où se devront faire telles fonctions, ou en son absence de ses Grands-Vicaires, à peine de contravention, &c.

XII.

Ledit Reglement a esté confirmé par *Arrest du Conseil Privé du 16. Mars 1646.* qui defend à tous Juges d'avoir égard aux Provisions données au prejudice dudit Reglement.

XIII.

Le Parlement de Bordeaux ayant donné un *Arrest contraire audit Reglement le 21. Juillet 1656.* Sa Majesté par l'*Arrest* de son Conseil privé contradictoirement rendu le 16. Avril 1668. *casia ledit Arrest dudit Parlement, & ordonna que l'Arrest du 16. Mars 1646. seroit executé.*

XIV.

L'Assemblée de 1660. par deliberation prise par les Provinces confirma & renouvella ledit Reglement de 1635. & ordonna que l'on joindroit une Lettre circulaire sur ce sujet qui seroit envoyée dans tous les Dioceses.

XV.

Le Vicair general de Monseigneur l'Evêque de Mirepoix ayant contrevenu aux precedens Reglemens, & donné un Visa à un Ecclesiastique, qui avoit esté refusé pour son incapacité par Monseigneur l'Evêque d'Aler son Diocésain. L'Assemblée conformément à la deliberation qu'elle

avoit prise cy-devant, declara led. Vicair general incapable de pouvoir jamais entrer en aucunes Assemblées, tant Provinciales que Generales, pour avoir contrevenu ausdits Reglemens.

Procès Verbal du 4. Novembre 1660

XVI.

Le Reglement fait par l'Assemblée de 1665. pour empêcher les entreprises des Evêques les uns sur les autres, outre ce qui est contenu dans celui de 1635. qui est renouvelé, porte

I. Que les Evêques sur lesquels on fera des entreprises, en donneront avis au Metropolitain de l'Evêque qui les aura faites, & le conjureront de vouloir avertir son Suffragant de reparer incessamment le tort qu'il aura fait à l'Eglise par ses entreprises.

II. Et en ce cas que le Metropolitain ne puisse obliger son Suffragant à une si juste reparation, on exhortera tous les Evêques de la Province à tenir la main audit Reglement de 1636.

III. Et de plus tous les Evêques du Royaume seront avertis & priez par l'Evêque contre lequel on aura entrepris, d'excepter de leurs Dimissoires l'Evêque qui aura contrevenu audit Reglement, & de le priver même de toute communion Episcopale.

IV. Les Evêques de la Province auront le même pouvoir, à l'égard de l'Archevêque, en cas qu'il donne des *Visa* & des absolutions à Cautelle hors du ressort de sa Jurisdiction, ou s'il ordonne des Clercs,

qui ne sont pas de son Diocèse.

V. Que le Chancelier de l'Eglise de Nôtre-Dame, & de l'Université de Paris, & tous autres Ecclesiastiques, ne donneront plus de collations sur des signatures de Cour de Rome, des absolutions, ny de *Visa*, ny aucunes présentations des Patrons, & permutations mêmes sur les Arrests du Parlement; Que s'ils continuent l'Evêque du Clerc à qui ils en auront donné, en fera plainte à l'Evêque Diocésain, afin qu'il les puisse châtier selon la rigueur des Canons; & que cependant il les prive de la Communion & fonction sacerdotale dans l'étendue de son Diocèse.

VI. Que si leur Evêque Diocésain ne travailloit à leur correction diligemment & avec succès, ledit Evêque blessé de cette entreprise donnera avis de la conduite dudit Chancelier, ou autres Ecclesiastiques à tous les Evêques du Royaume, & les exhortera par une Lettre circulaire de faire observer ledit Reglement, & les priver de la même Communion dans leurs Diocèses.

VII. Et à l'égard des Grands-Vicaires, qui commettent de pareilles entreprises, les Evêques seront priez de les priver de leurs Charges, outre les peines portées par les Reglemens, qui sont les suspensions, censures, & autres peines des contrevenans suivant les Conciles & Canons; & d'estre declarez incapables de toutes voix

actives & passives aux Assemblées provinciales & generales.

VIII. Que les Evêques dont les Clercs auront esté ordonnez sans leurs Dimissoires, ou Absous, ou pourvus par ledit Chancelier, ou tous autres qui ne seront point leurs Superieurs legitimes, les suspendront de leurs Ordres autant de temps qu'ils jugeront à propos, & tous les Evêques seront priez de ne les admettre à aucunes fonctions dans leurs Diocèses.

Extrait du Procès verbal de l'Assemblée du 29. Mars 1666.

XVII.

Defenses furent faites à Maître Leonard Baussant de s'ingerer en l'administration d'une Cure du Diocèse de Limoges, sur ce que l'Evêque Diocésain, & ensuite le Metropolitain luy ayant refusé des Provisions de cette Cure (à laquelle il avoit esté présenté par le Patron) il en avoit pris possession en vertu d'un Arrest du Parlement de Bordeaux du 14. Fevrier 1666. *Par Arrest du Conseil Privé du 27. Janvier 1667. qui confirme lesdites defenses deja faites par un autre Arrest precedent.*

Lequel Arrest porte aussi que deux Ordonnances dudit Seigneur Evêque, contenant pareilles defenses audit Baussant de s'ingerer es fonctions Curiales, à peine de suspension *ipso facto*, seront executées par Provision.

XVIII.

Monseigneur l'Evêque de Limoges ayant refusé des Provisions

d'une Cure de son Diocèse, sur la presentation du Patron à Pierre Mauple Prêtre, le Parlement de Bordeaux ordonna par son Arrest du 17. Mars 1663. que ledit Mauple se pourvoiroit pardevant le premier Evêque du Ressort, pour luy donner des Provisions, lesquelles vaudroient comme si elles estoient de l'Evêque Diocésain; mais ensuite *Par Arrest du Conseil Privé rendu contradictoirement avec les Agens Generaux du Clergé de France le 4. Fevrier 1667.* led. Arrest du Parlement de Bordeaux fut cassé, & les Provisions obtenues par ledit Mauple du Grand-Vicaire d'Agen en consequence de l'Arrest dudit Parlement déclarées nulles comme contraires aux Ordonnances & Reglemens du Clergé, & au Reglement du Conseil du 16. Mars 1646. lequel sera executé.

XIX.

L'Arrest du Parlement de Bordeaux du 15. Novemb, 1669. ayant ordonné, Qu'attendu le refus du Seign. Evêque de Sarlat, & du Metropolitain, un nommé Valette pourvû d'une Cure au Diocèse de Sarlat, se pourvoiroit pardevant le premier Prêtre constitué en dignité pour obtenir son *Visa*, & cependant permis de prendre possession de ladite Cure; fut cassé *par Arrest du Conseil Privé du 11. Mars 1670.* & tout ce qui avoit esté fait en consequence, & ledit Valette renvoyé pardevant le Metropolitain.

XX.

Monseigneur l'Evêque de Sarlat & son Metropolitain, ayant encore refusé de donner un *Visa* sur les Provisions de Cour de Rome, d'une Cure dudit Diocèse de Sarlat, le même Parlement de Bordeaux ayant renvoyé la partie pardevant le premier Prêtre constitué en dignité, le Roy par *Arrest de son Conseil Privé du 11. Juillet 1670.* cassant l'Arrest dudit Parlement de Bordeaux du 23. Fevrier même année, & tout ce qui avoit esté fait en consequence, renvoye en Cour de Rome, celui qui avoit esté refusé, pour luy estre pourvû ainsi qu'il apparciendra.

XXI.

Il est défendu aux Cours de Parlemens & à tous autres Juges, de contraindre les Prelats ny autres collateurs ordinaires de bailer Provision de Benefices de leurs collation, ny d'ordonner que les particuliers se pourvoient pardevant autres que le Collateur ordinaire, ou à son refus pardevant son Supérieur par les voyes de Droit; & lorsque quelqu'un aura esté refusé trois fois consecutives des Collateurs ordinaires, & de leurs Supérieurs dans l'ordre de la Jurisdiction, il ne pourra plus estre receu à faire poursuite dud. Benefice; neanmoins les Collateurs ordinaires & Supérieurs exprimeront dans leurs Actes les causes de refus.

Declaration du mois de Fevrier

C c ij

1657. art. 5. l'art. 6. de la Déclaration du mois du Mars 1666. est conforme.

XXII.

Il est de plus défendu à tous Juges d'avoir égard aux Provisions en forme gratuite, si l'impétrant n'a informé de ses vies, mœurs & religion pardevant l'Evêque Diocésain des lieux où le Benefice est situé, & subi l'examen pardevant luy, dont sera fait mention esdites Provisions, & que depuis l'obtention d'icelles il n'ait obtenu le *Visa* dudit Evêque ou de son Vicairé general.

Ibid. art. 28.

XXIII.

Plusieurs personnes allans trouver les Archevêques & Evêques, même lorsqu'ils sont hors de leurs Dioceses pour leur demander *Visa* ou Provisions de Benefices, & estant renvoyez pardevant leurs Grands Vicaires ou autres personnes Ecclesiastiques par eux commises sur les lieux pour faire les examens, prennent lesdits renvoys pour refus, & souvent se pourvoient sur iceux: c'est pourquoy il est défendu à toutes personnes de prendre telles réponses ou renvoys pour refus, & à tous Notaires & autres personnes publiques d'en délivrer aucuns actes, à peine d'interdiction, & aux Juges d'y avoir égard, ny à tout ce qui en est ensuiivy.

Déclar. du mois de Mars 1666. art. 2.

TITRE V.

Des Benefices qui sont en Patronage.

I.

POUR obtenir le droit de Patronage d'une Eglise, d'un Benefice ou d'une Chapelle, il faut l'avoir bâti, fondé & doteé suffisamment de ses propres biens, & l'institution en appartient à l'Evêque, & *non alteri inferiori* Ce sont les termes du Concile de Trente sess. 14. ch. 12. de reformat.

Le Patron a droit de présenter au Benefice, mais les provisions ou l'institution appartient legitimement à l'Evêque Diocésain.

Ibid. chap. 13.

II.

L'on peut voir la maniere de proceder pour des Patrons dans l'exercice de leur droit au ch. 9. de reformat. sess. 23. du même Concile: & la maniere d'en justifier, quand il ne se trouve plus de Titres: on y verra de plus,

Que les Evêques peuvent rejeter ceux qui leur sont presentez, quand ils n'ont pas les qualitez requises.

Que les Patrons ne se doivent point immiscer ny ingerer aucunement à ce qui regarde les fruits & revenus des Benefices qu'ils ont fondez & dotez; qu'ils ne peuvent vendre ny transferer leur droit à d'autres contre les saints Decrets, à peine d'excommunication, & de perdre leur droit

de Patronage, &c.

III.

La Regle 40. de Chancelle-
rie du Pape Innocent VIII. re-
ceüe en France, porte que les
Lettres de Provisions de Benefi-
ce en Patronage laïque, ne seront
point expédiées que l'on n'y ex-
prime le temps juste que le Bene-
fice a vaqué, & que la collation
d'iceluy est devoluë légitimement
au S. Siege, par le consentement
même des Patrons.

*Super quovis Ecclesiastico Benefi-
cio de jure Patronatus Laicorum non
expediantur Littera, nisi ponatur
expresse, quod tale Beneficium tanto
tempore vacaverit, quod ejus collatio
est ad Sedem Apostolicam legitimè de-
voluta, vel ad id Patronorum accedat
assensus, & si per ipsum juri Patronatus
hujusmodi derogare contigerit, si juss
hujusmodi ad aliquem Regem, Ducem,
Marchionem, vel alium Principem
pertineat, & de hoc in Litteris pro-
visionis vel mandati de providendo
de dicto Beneficio, mentio facta non
fuerit, non censeatur juri hujusmodi
fore quomodolibet derogatum.* C'est
ladite Regle au long.

IV.

Les Seigneurs des Terres ayans
droit de Patronage laïque ne peu-
vent user de ce droit en l'Eglise,
ny presenter aux Benefices pen-
dant qu'ils font profession de la
Religion pretenduë Reformée.
*Ainsi jugé par Arrest contradictoire
du Parlement de Paris du 6. Février
1648. à l'Audience de la grand'
Chambre contre les Seigneurs de*

la Terre de Baschoe en Dunois
qui font profession de ladite Re-
ligion.

V.

Les Seigneurs faisans profession
de la Religion pretenduë Reform-
mée ne peuvent user d'aucuns
droits honorifiques dans les Egli-
ses, de sepulture, bancs, littres,
tant dehors que dedans les Egli-
ses, & Patronages, lesdits droits
demeurans en surseance tant qu'ils
feront profession de ladite Reli-
gion pretenduë Reformée: & pour
le Patronage l'Evêque confèrera
de plein droit pendant ledit temps
seulement, sans prejudice du droit
de la Terre après l'empêchement
cessé.

Declaration du Roy du 16. Decemb. 1696. Art. 5.

VI.

Le Marquis de Vieilvigne de
la Religion P. R. Patron Laïque
d'une Prebende de S. Maurice de
Montaigu ayant passé procura-
tion & donné pouvoir à Jaques
Savary son Procureur de la Reli-
gion Catholique, Apostolique, &
Romaine d'y nommer, lequel au-
roit nommé Charles Payneau
Clerc à ladite Prebende au pre-
judice de Pierre Thibauveau, pour-
vû de ladite Prebende sur Signa-
ture de Cour de Rome; les Par-
ties s'estans pourveuës au Conseil
Privé du Roy, intervint Arrest
contradictoire, par lequel sans a-
voir égard à la nomination faite
par ledit Savary Procureur Ca-
tholique dudit sieur Marquis de
Vieilvigne, ledit Thibauveau fut

maintenu en ladite Prebende, sans prejudice au Patron de son droit de Patronage, quand il sera en état d'en user. *Ledit Arrest du 15. Juillet 1659.*

VII.

Il arriva la même chose dans le Diocèse d'Avranches pour une Cure à laquelle le Procureur Catholique d'un Patron de la Religion P. R. avoit nommé, & *l'Arrest du Conseil Privé est du 23. Octobre 1663.*

VIII.

L'ouverture en regale n'empêche le Patron Laïque d'user de ses quatre mois qu'il a pour présenter au Regaliste. *Ainsi jugé par Arrest du Parlement de Paris du dernier Juin 1642.*

IX.

Le possesseur d'une Cure, en cas de litige entre deux Patrons qui y ont chacun présenté, doit estre jugé selon le dernier état d'icelle, même en la Coutume de Normandie, où la prescription n'est pas considerable pour le droit de Patronage. *Ainsi jugé par Arrest du Parlement de Paris du 24. Avril 1651.*

Une Cure qui est en patronage Laïque, estant resignée en Cour de Rome sans le consentement du Patron, vaque par la nullité de la resignation, & il n'y apoint de lieu de Regrets pour le resignant. *Ainsi jugé par le même Arrest du 24. Avril 1651.*

Plusieurs autres Arrests ont jugé que l'on ne pouvoit resigner

un Benefice en Patronage Lay, même pour cause de permutation *spresio Patrono Laico.* Bouchel en la Somme Beneficiale, sous le mot, de Patronage, en rapporte un donné en l'Audience du Parlement le 21. Février 1602.

TITRE VI.

De la Regale & du Serment de fidelité.

I.

LE discours que Monseigneur L'Evêque de Lodeve fit sur la Regale dans l'Assemblée de 1655. porte,

Que de toute ancienneté les Eglises Cathedrales ont jouy de leurs libertez, sans que les Rois eussent aucune jouissance des fruits des Evêchez vacans, ny collation des Benefices, mais que sur le declin de la seconde race de nos Rois dans les desordres des guerres & dans la licence extraordinaire de la puissance des Seigneurs temporels les Eglises vacantes estans exposées à leur usurpation & à leur violence, & même les Officiers des Rois, des Ducs, des Comtes, se saisissans des fruits des terres des Evêchez sous pretexte qu'il y en avoit de feudales qui relevoient d'eux, ou sous couleur de la protection & offense qu'ils sont obligez de donner à l'Eglise en qualité de Rois, quelques particulieres Eglises s'aviserent de choisir en quelques endroits les Rois pour defenseurs, & en d'autres lieux

les Ducs, les Comtes, &c. Et cette defenſe qui n'eſtoit ſimplement que la garde & la conſervation des biens, fut changée en ſaiſie & jouyſſance des fruits : & parce que ce droit de protection & de deſenſe (parlant généralement) eſt Royal, & que les Rois l'ont acquis en quelques Eglifes par des fondations qu'ils y ont faites, il a eſté appellé Regale, ou *Regalia*, que les Rois ont réuni à la Couronne, y réuniſſant les Duchez & Comtez.

II.

Monſieur de Marca Archevêque de Toulouſe ayant eſté prié par l'Assemblée de 1655. en laquelle il eſtoit député, de dreſſer un Memoire pour ſervir au Jugement de l'Instance generale de la Regale pendante au Conſeil, s'en acquitta dignement : ce Memoire contient tout ce que l'on peut deſirer pour l'éclairciſſement de cette matiere, en faiſant voir l'origine & la maniere dont elle a eſté traitée dans tous les ſiècles : ce qu'il juſtifie par les Conciles, par les Ordonnances des Rois, par les Arrêts & par pluſieurs Titres authentiques, où je renvoye le Lecteur pour ne pas excéder les Regles de l'Abregé.

Il dit dans un endroit que le plus ancien Titre qui faiſſe mention de ce droit de Regale en France, eſt celui de Louys le Jeune de l'an 1161. parlant de l'Evêché de Paris : *Episcopatus & Regale in manum noſtram venit.*

Il en eſt auſſi fait mention au Teſtament du Roy Philippe Auguſte, de l'an 1190. *Si Prabenda vacaverit quando Regalia, in manu noſtra venient.* Les anciennes Ordonnances employoient le mot, *Regalia* féminin, pour exprimer ce droit : mais on voit par les termes dudit Teſtament, qu'il vient du mot neutre, *Regalia*, & par les vieux Actes, qui portent que le Roy *reſtituit Regalia*, c'eſt à dire, a levé la ſaiſie des ſiefs.

III.

Ceux qui uſurpent le droit de Regale ſont excommuniez par le Concile General de Lyon tenu ſous le Pape Gregoire X.

IV.

Philippe le Bel par ſon Ordonnance de 1302. veut que les biens des Benefices vacans en Regale ſoient bien gouvernez avec ſoin, & conſervez, & comme les ſiens propres, *ac ſi noſtra propria forent*; Ce ſont ces termes : de plus que les bois ne ſoient coupez que dans leur propre temps, & que les arbres qui n'ont jamais eſté coupez ny vendus, ne ſoient ny coupez ny vendus en aucune maniere : que les Etangs & Reſervoirs de poiſſon ne ſoient non plus peſchez ; & qu'enfin il ne ſe commette aucun abus dans les biens deſdits Benefices pendant la vacance.

V.

Le droit de Regale ayant eſté mis en doute pendant le regne de Philippes de Valois, il fit cette Or.

donnance que l'on appelle *Philippine*, par laquelle se tenant suffisamment & deüement informé que ses devanciers Rois de France pour cause de Regale & de la Noblesse de la Couronne de France ont esté en possession & faisine de donner les Prebendes, Dignitez, & Benefices vacans de droit & de fait, ou de droit tant seulement, il veut & entend d'en jouir & user de même comme de son Droit Royal. *Ce fut au Bois de Vincennes en Octobre 1334.*

VI.

La Regale ou le Roy est en possession, est ouverte par la mort de l'Evêque, & dure jusqu'au serment de fidelité, deüement enregistré en la Chambre des Comptes laquelle en consequence dudit enregistrement cesse, comme il se voit par l'Ordonnance enregistrée en la Chambre des Comptes de Paris, rapportée par Monsieur le President le Maistre.

VII.

Le droit de Regale ne s'étend pas sur tous les Evêchez du Royaume, ainsi qu'il se voit par les Registres de la Chambre des Comptes, lesquels faisant mention des Provinces & Dioceses dans lesquels S. M. avoit droit de Regale, il nomme seulement les Provinces suivantes :

La Province de Sens & les Dioceses des Suffragans, à l'exception de celui d'Auxerre *in qua Decanus & Capitulum dicuntur fecisse permutationem cum Rege*, comme il est

porté par les mêmes Registres.

La Province de Reims, le Diocese de Cambrai excepté.

La Province de Bourges, exceptez les Dioceses de Limoges, Cahors, Rhodéz, Alby, & Mandé.

La Province de Tours, à l'exception de S. Malo, Treguier, &c.

La Province de Bordeaux, où il dit que l'on avoit compté en la Chambre de la Regale de Poitiers l'an 306.

Toute la Normandie.

Et le dernier article porte que *In Provincia Auxitanensi, & Arrelatensi, & per consequens in totâ Occitanâ lingua nihil habet Dominus Rex*

VIII.

L'Archevêque de Bourges fut déclaré exempt de la Regale par un ancien Arrest du Parlement rendu en la Feste de l'Epiphanie l'an 1277. tiré des Registres dudit Parlement, qui commence par ce mot, *Olim*, fol. 57.

IX.

Le Roy Philippe le Bel en l'an 1303. accorda beaucoup de Privileges, & d'Exemptions aux Ecclesiastiques de la Province de Narbonne, & entr'autres l'Exemption du Droit de Regale.

Il est à remarquer que dans les Lettres Patentes qui portent ces Exemptions, on a trouvé que dans toutes les impressions depuis l'an 1380. jusques en 1649. qui en ont esté faites, l'on avoit mis le mot de *volumus* pour *nolumus*, & dans le dernier Procez de la Regale

gale de Languedoc, l'Acte ayant esté produit en original, en a de couvert cette erreur, dont on se servoit contre le Clergé faisant un sens tout contraire.

X.

Henry IV. *par son Edit de 1606. art. 27.* declare qu'il n'entendoit jouir du Droit de Regale qu'en la même forme que ses Predecesseurs & luy avoient fait sans l'étendre plus avant au prejudice des Eglises qui en sont exemptes.

X I.

Tous les Procez qui avoient esté evoquez au Conseil, & qui y estoient pendans & indecis pour raison de la Regale, furent mis en surseance pour un an, en attendant la verification pure, & simple *dudit Edit de 1606. par Lettres Patentes du 26. Octob. 1609.*

X I I.

Il fut ordonné aux Prelats qui se pretendent exempts du Droit de Regale, d'envoyer au Greffe du Conseil dans trois mois, les titres sur lesquels ils fondent leurs Immunités & Exemptions *par Arrest du Conseil d'Etat du 9. Juin 1638.* & que cependant la surseance portée *par l'Arrest du 16. Octobre 1637.* tiendroir.

X I I I.

Les Procez meus, & à mouvoir dans la Province de Languedoc pour raison de la Regale, furent mis en surseance *par l'Arrest du Conseil Privé du 7. Juin 1629.* avec defenses aux Parlemens d'en prendre connoissance, jusqu'à ce que

par Sa M. en fut autrement ordonné.

X I V.

Dominique Larrieu ayant esté pourvû en Cour de Rome d'un Chanoine de l'Eglise de Lonbez de la Province de Languedec, & ensuite troublé par Claude Colomez Clerc tonsuré qui pretendoit que la Chanoinie avoit vaqué en Regale, ledit Larrieu obtint mainlevée des fruits de ladite Prebende contre ledit Regaliste, *par l'Arrest du Conseil Privé du 29. Nov. 1639*

X V.

Les Prelats de Languedoc, Provence, & Dauphiné & autres qui se pretendent exempts du Droit de Regale, rapporteront dans six mois les titres dont ils entendent se servir pour justifier leur Exemption, & cependant sans prejudice du Droit des parties au principal) defense de troubler ceux qui sont en possession, jusques à ce qu'autrement en ait esté ordonné.

Arrest du Conseil d'Etat du 12. Avril 1651.

X V I.

Il fut ordonné aux Syndics du Clergé des Dioceses de France, de satisfaire audit Arrest du 12. Avril dans les six mois y mentionnez, *par Arrest du Conseil privé du 2. Juin 1651.* & cependant surseance du jugement des instances particulieres de Regale, tant au Conseil qu'au Parlement de Paris.

X V I I.

Et l'Arrest *du Conseil d'Etat du*
Dd

21. *Avril 1653.* porte que dans six mois l'Instance generale de Regale pendante au Conseil sera jugée en presence de S. M. & que cependant toutes les Instances particulieres surseoieront tant aud. Conseil qu'au Parlement de Paris.

XVIII.

Celuy du Conseil Privé du 6. *Janvier 1654.* porte qu'il sera incessamment procédé au jugement de l'Instance generale de la Regale sans nouveau delay, & cependant sursis au jugement des Instances particulieres tant pour le principal que pour la recreance.

Les Memoires dont il est fait mention à l'article 2. cy-dessus, furent dressés pour servir au jugement de ladite Instance.

XIX.

Le Roy declara *par l'Arrest du Conseil d'Etat du 12. Avril 1657.* que son intention n'est point de jouir de la collation des Prebendes & autres Benefices simples en Regale, sinon aux Eglises où les Rois ses Predecesseurs en jouissoient au temps de l'*Edit de 1606.* & conformément à iceluy ordonna que ceux qui en seroient pourvus par les Collateurs ordinaires, ne seront point troublez par les pourvus en Regale, jusques au jugement definitif de ladite Instance.

XX.

Suivant lequel Arrest le Roy adjugea la Provision d'une Prebende de Toulouse, au pourvu par l'Ordinaire au prejudice dud.

Regaliste *par Arrest du Conseil Privé du 5. Octobre 1657.*

XXI.

Il fut encore dit *par Arrest du Conseil d'Etat du 21. Juillet 1666.* qu'il seroit incessamment procédé au jugement des Instances particulieres de la Regale pendantes au Conseil, après que les Gens du Roy du Parlement de Paris en auroient pris communication, pour donner leur avis sur icelles dans six semaines, passé lequel temps seroit passé outre au jugement des Instances particulieres de Regale pendantes audit Parlement.

XXII.

Monseigneur l'Evêque d'Autun & ses Successeurs furent maintenus en la disposition du spirituel & temporel, fruits & collations de l'Archevêché de Lyon pendant la vacance dudit Archevêché, *par Arrest contradictoire du Parlement de Paris du 11. May 1630.*

XXIII.

Et Monseigneur l'Archevêque de Lyon a esté maintenu au Droit de conferer les Benefices estant à la collation de l'Evêque d'Autun, pendant la vacance du Siege Episcopal d'Autun, *par Arrest contradictoire du Parlement du 1. Aoust 1667.*

XXIV.

Les Prebendes de l'Eglise de Chaalons en Champagne, & tous les autres Benefices qui sont à la collation & disposition du Chapitre, ont esté declarez non sujets à la Regale, *par Arrest contradictoire*

audit Parlement rendu à l'Audiance furent verifiées en la Chambre des Comptes le 25. Fevrier 1642.

XXVIII.

La même chose a esté jugée pour une Prebende de Religieux par *Arrest contradictoire dud. Parlement rendu en Robes rouges, & prononcé par Monsieur le President de Thou le 22. Decembre 1564.*

Il y a dans les Registres du même Parlement un ancien *Arrest de l'an 1265.* rendu aux Fêtes de la Pentecoste, portant que l'argent provenant des biens de l'Evêché de Theroüanne, depuis transféré à Boulogne, lequel appartenoit à l'Evêché futur seroit gardé conjointement par le Roy, & par le Chapitre, jusques à ce qu'il y eut un Evêque.

XXV.

Le Parlement de Paris par son *Arrest contradictoire* jugea le 6. *juillet 1628.* qu'il n'y avoit eu ouverture de Regale en l'Evêché d'Angers par la Translation de l'Evê. que dudit lieu, à l'Archevêché de Lyon, jusques au jour du Serment de Fidelité prêté pour raison dudit Archevêché.

XXVI. & XXVII.

Le don qui avoit esté fait à la sainte Chapelle de Paris du revenu des Evêchez vacans en Regale, fut revoqué par *Lettres Patentes de Sa Majesté du mois de Decembre 1641.* & ledit revenu réservé aux futurs Successeurs, & ce moyennant l'union de l'Abbaye de S. Nicaise de Reims à ladite sainte Chapelle. *Lesdites Lettres*

Le Clergé ayant remontré au Roy que quelques Parlemens & Chambres des Comptes faisoient saisir les fruits des Evêchez vacans pour les employer aux reparations & fortifications des Villes : S. M. declara qu'Elle n'entendoit que lesdits fruits fussent employez à autre usage qu'à celui porté par les saints Decrets, Edits & Ordonnances des Rois ses predecesseurs & des siens : défenses à toutes Cours & Juges d'y contrevenir.

Edict de Melun art. 10.

XXIX.

Le Juge & le Procureur du Roy de Digne s'estans transportez à Riez après le decez de l'Evêque du lieu, sous pretexte de saisir & d'y conserver les droits du Roy, & qui pour cet effet avoient consommé une notable somme d'argent en vacations, furent condamnés à rendre les deux tiers de leurs taxes. *Par Arrest du Parlement de Provence du 26. Novembre 1632.*

XXX

Le Roy Henry IV. voulant faire cesser les abus & desordres qui estoient causez par les vacations en Regale, ordonna que les Titulaires qui avoient esté pourvus Canoniquement, & jouy paisiblement trois ans entiers & consecutifs desdits Benefices, ne pouvoient plus estre inquietez sous pretexte de Provisions en Rega-

D d ij

le, lesquel's il declara nulles & de nul effet en ce cas.

Edit de 1626. art. 27.

XXXI.

Louis XIII. *par son Ordonnance de 1629. art. 16.* declara qu'il entendoit jouyr du droit de Regale, comme par le passé, neanmoins qu'il vouloit que celuy qui auroit esté pourvû d'un Benefice par le Collateur ordinaire, & jouy d'ice-luy paisiblement l'espace de trois ans du jour de la prise de possession, ne puisse estre trouble, ny inquieté en vertu de sa collation. le tout suivant l'Edit cy-dessus cité.

XXXII.

Le Roy est obligé aux charges des Evêchez pendant la Regale: Ce qui se voit *par un ancien Arrest de la Chambre des Comptes du 3. Decembre 1341.*

L'Instance generale de Languedoc, dont il a esté fait mention cy-dessus, est encore pendante & indecisé au Conseil Privé du Roy, & l'on en attend tous les jours le jugement.

XXXIII.

DU SERMENT DE FIDELITE'
des Evêques & de la clôture de la Regale.

L'Evêque du Mans ayant pourvû divers particuliers de Benefices dans son Diocèse, bien qu'il n'eust pas encore prêté le serment de fidelité, à cause des empêchemens que la guerre des Anglois en France y avoit apportez; &

que cepen s'ant d'autres personnes eussent obtenu Provisions des mêmes Benefices comme vacans en Regale, faute d'avoir prêté ledit serment. *Le Roy Charles VII. par ses Lettres Patentes du 28. Novembre 1447. verifiées au Parlement le 8. Avril 1448.* après Pasques, maintient lesdits particuliers pourvûs par ledit Seigneur Evêque en possession de leursdits Benefices.

XXXIV.

L'Evêque de Chartre ayant fait ses diligences pour prêter le serment de fidelité au Roy pour raison du temporel de son Evêché, & n'y ayant pu parvenir, *la Cour de Parlement par son Arrest du 26. Février 1493.* à la requeste du Procureur du Roy donna main-levée dudit temporel audit Evêque, à la charge de faire le serment de fidelité toutes & quantes fois qu'il plairoit au Roy le recevoir.

XXXV.

QUE LES EVEQUES DOIVENT faire enregistrer leur serment de fidelité en la Chambre des Comptes de Paris.

Le 18. Avril 1624. il fut jugé par le parlement de Paris pour une Chanoinie & Prebende de S. Paul de Leon en Bretagne, que l'ouverture en Regale dure toujours jusques à ce que le serment de fidelité prêté au Roy par le nouvel Evêque, ait esté présenté & enregistré en la Chambre des Comptes de Paris, à laquelle seule par privilege particulier fondé par Let-

tres Patentes du Roy Henry II. appartient de les recevoir & enregistrer, & d'en expedier les Arrests demain-levee. Et nonobstant que le nouvel Evêque ait présenté son serment de fidelité en la Chambre des Comptes de Nantes en Bretagne qui luy avoit fait enregistrer & expedier l'Arrest de main levée : la Prebende qui avoit vacqué fut jugée avoir toujours vacqué en Regale, & adjugée au Regaliste par ledit Arrest.

XXXVI.

La Chambre des Comptes ayant fait refus d'enregistrer les Lettres de serment de fidelité prêté par l'Evêque d'Autun, faute d'avoir rendu la foy & hommage, avec & denombrement, il fut dit par Arrest du Conseil Privé du 24. Decembre 1652. que le Procureur general de lad. Chambre enverroit dans trois jours au Greffe du Conseil les motifs de refus, & cependant main-levee, & la Regale tenue pour close.

TITRE VII.

Des Benefices Consistoriaux qui sont à la nomination du Roy.

Pragmatique Sanction faite & tirée des Decrets du Concile de Bâle par le Clergé de France assemble pour ce sujet à Bourges, & autorisée par le Roy Charles VII. & redigée en forme d'Ordonnance generale pour le rétablissement de la Discipline Ecclesiastique dans tout le Royaume, le 7. Juillet 1438. publiée & en-

registrée au Parlement le 13. Juillet 1439.

Les Titres des Matieres contenues dans la Pragmatique Sanction sont inserés en cet endroit, parce qu'elle sert à l'intelligence du Concordat dont sera faite mention cy-après, qui est le fondement de la nomination du Roy aux Benefices consistoriaux, & qui suppose cette Pragmatique, & y est relatif comme l'ayant revoquée, & luy ayant succédé.

Elle contient 24. Decrets.

Le premier traite *De Autoritate & Potestate Sacrorum generalium Conciliorum, temporibusque & modis eadem convocandi.*

1. *De Autoritate & Potestate Concilii generalis Basiliensis.*

3. *De Electionibus.*

4. *De Reservationibus.*

5. *De Collatione Beneficiorum.*

6. *De Causis.*

7. *De frivolis appellationibus.*

8. *De pacificis Possessoribus.*

9. *De numero & qualitate Cardinalium.*

10. *De Annatis.*

11. *De Celebratione divini Officii.*

12. *De tempore quo quisque debent esse in Choro.*

13. *De dicendis Horis Canonicis.*

14. *Contra vagantes tempore Divini Officii.*

15. *De Tabula pendente in Choro.*

16. *Contra illos qui non complent Credo, vel cantant Cantilanas in Missa.*

17. *De Pignorantibus cultum Divinum.*

18. *Contra capitulantes tempore Missæ.*

19. *De spectaculis in Ecclesia non faciendis.*

20. *De Concubinariis.*

21. *De Excommunicatis non visitandis.*

22. *De interdictis indifferenter non ponendis.*

23. *De sublatione Clementina litteris, de probationibus.*

24. *De Conclusionem Ecclesie Gallicane.*

Ceux qui se voudront instruire plus précisément des matieres contenues dans lesdits Decrets peuvent avoir recours à l'Original.

CONCORDAT FAIT ENTRE
le Pape Legn X. & le Roy François I. verifié en Parlement le
22. Mars 1517.

Ce Concordat contient treize Titres.

TITRE I.

De Regiâ ad Prælaturas nominatione faciendâ.

Le Pape dans ce premier Titre par le Conseil & l'unanime consentement de ses freres les Cardinaux, ordonne que dans lestemps perpetuellement avenir la Pragmatique Sanction sera abolie, & tous les Chapitres y contenus concernans les elections des Dignitez dans toutes les Eglises Cathedrales & Metropolitaines de France, même celles qui seront resignées entre les mains des Papes ses Successeurs, & qu'à l'avenir les Cha-

pitres & Chanoines ne pourront plus proceder à l'election & nomination d'aucune personne pour remplir ny la Chaire, ny les Dignitez & Prebendes de leur Eglise, mais que celles qui seront vacantes à l'avenir le Roy de France qui regnera pour lors nommera telles personnes qu'il luy plaira avec les qualitez requises, lesquelles estant presentées au Pape & à ses successeurs seront pourvues desdits Benefices par le S. Siege: & n'ayant pas lesdites qualitez requises pourront estre refusées.

Quant aux qualitez que doit avoir celuy qui est présenté par le Roy, c'est d'estre licencié en Theologie, ou Docteur dans l'un ou l'autre Droit, ou Licentié dans une Université fameuse, après les examens rigoureux, l'âge de 27. ans au moins, & d'estre nommé dans les six mois de la vacance.

Quand le Roy a nommé une personne qui se trouve incapable, il a encore trois autres mois pour en nommer un autre, passé lequel temps le Pape peut nommer.

Le surplus dud. Titre traite de la maniere de nommer aux autres Benefices des Monasteres, Abbayes & Prieurez Conventuels qui étoient electifs, & Sa Sainteté declare à la fin dudit Titre, qu'Elle ne pretend pas prejudicier aux Chapitres des Eglises & Convents, Monasteres & Prieurez qui ont pouvoir & privilege du S. Siege, d'elire leurs Prieurs ou Abbez, &c.

TITRE II.

De reservationibus tam generalibus quam specialibus sublatiis.

Les reserves generales & speciales sur les Benefices qui vacqueront, ne seront plus accordées ny aucunes graces expectatives pour cet effet par le Pape ny par les successeurs, & celles qui pourroient estre surprises par importunité ou autrement sont déclarées nulles

Neanmoins dans les Eglises Cathedrales, Metropolitaines & Collegiales, dans le Statut desquelles il sera porté expressement qu'aucune personne ne puisse obtenir dignité, personnat, administration ou Office, s'il n'est Chanoine actuellement residant en icelle: l'on pourra créer des Chanoines *ad effectum*, pour obtenir dans ladite Eglise lesdites dignitez, personat, administration ou Office, & non pour avoir la premiere Prebende vacante.

TITRE III.

De Collationibus.

Ce titre commence par ce qui a esté dit cy-devant dans l'art. 15. du ch. 2. tit. 1. de la 1. partie, touchant les Theologales qui doivent être établies dans chaque Eglise Cathedrale, & continué, en ordonnant aux Collateurs ordinaires, & Patrons Ecclesiastiques de quelle qualité qu'ils soient, de con-

ferer la troisième partie des Benefices qui sont à leur Collation, Provision, Nomination, Presentation, à des gens de lettres, Graduez dans les Universitez: ce qu'ils pourront commencer de faire le premier mois après la publication & acceptation du Concordat, & les deux autres mois suivans sont laissez à la disposition du Droit commun, ou des Collateurs ordinaires; le quatrième mois est encore affecté ausdits Graduez qui auront deüement insinué les Lettres de leurs degrez, avec le temps de leurs études. Le 5. & le 6. sont encore laissez au Droit Commun; le 7. ausdits Graduez; le 8. & le 9. au Droit Commun; le 10. ausdits Graduez nommez; le 11. & le 12. ausdits Collateurs ordinaires, & les Collateurs & Patrons qui contreviendront aud. decret, leurs Collations, Nominations, Presentations, &c. sont déclarées nulles.

Pour estre dans la qualité requise de Gradué, il faut avoir étudié dans une Université dix ans, lequel temps est nécessaire pour estre Maître, Licencié, ou Bachelier en Theologie; pour estre Docteur ou Licencié en Droit Canon, au Droit Civil, ou en Medecine, il faut avoir étudié sept ans. &c.

Le surplus concerne toujours lesdits Collateurs & la maniere dont ils doivent proceder.

Et les Universitez du Royaume sont averties de ne nommer ausdits Collateurs ou Patrons Eccle-

siastiques, que des personnes qui aient étudié ledit temps, & satisfait aux statuts desdites Universitez, sur peine de perdre tous les Privilèges qui leur ont esté accordés par le S. Siege, &c.

TITRE IV.

De Mandatis Apostolicis.

IL est porté par ce titre, que chaque Pape pendant son Pontificat pourra une fois tant seulement donner des Lettres de Mandat, comme elles sont exprimées cy après, par lesquelles il pourra disposer d'un Benefice des Collateurs, qui en auront dix à leur Collation, & de deux de ceux qui en auront cinquante & plus; en sorte que dans la même Eglise Cathédrale ou Collegiale, le même Droit ne puisse pas estre appliqué sur deux Prebendes au préjudice d'un Collateur.

Le Pape dans le même endroit declare que ceux qui poursuivront l'exécution desdits Mandats, seront préferés à tous autres nommez par les Collateurs ordinaires, Graduez, simples & nommez, & qu'il aura la prevention pour conferer lesdits Benefices seculiers & reguliers de quelle qualité, & en quel temps que ce soit, c'est à dire dans les mois des Graduez & autres, &c.

Il est ordonné à la fin de ce titre d'exprimer dans les Provisions des Benefices leur juste valeur & revenu annuel par florins ou

ducats d'or de la Chambre par livres tournois, ou autre monnoye, à peine de nullité.

TITRE V.

De Causis.

DANS ledit Royaume de France il y aura des Juges commis *in partib.* qui termineront toutes les causes dont la connoissance leur est accordée de Droit, ou par coutume, ou par Privilege. *Omnes & singula causa, exceptis majoribus in jure expressè denominatis, apud illos Judices in partibus, qui de jure aut consuetudine præscripta, vel privilegio, illarum cognitionem habent terminari & finire debeant.* Ce sont les termes dudit titre.

TITRE VI.

De frivolis appellationibus.

CEux qui ne seront pas contents du Jugement de leur premier Juge peuvent se pourvoir par appel au Juge supérieur immédiat; mais non à un autre, pas même au S. Siege, *omisso medio*, hors que la partie ne fut gravée en un point que son grief ne pût estre réparé en définitive.

Ceux qui seront immédiatement sujets au S. Siege, & qui s'y pourvoyront, leur cause sera renvoyée pardevant des Juges *in partibus* par un rescrit, jusques à la fin du proces, c'est à dire jusqu'à la troisième sentence conforme inclusivement; que si après ils se

se pourvoient encore par appel, (à moins qu'il n'y eût un deny de Justice, ou une juste crainte, auquel cas on pourroit commettre des autres Juges *in partibus convicinis*, avec expression de cause) lesdits appellans doivent estre condamnez à tous les dépens, dommages & interets.

Les Cardinaux & les Officiers du S. Siege actuellement residans en Cour de Rome en sont exceptez.

Les Juges *in partibus* termineront toutes les causes pendantes pardevant eux, *infra biennium*, dans deux années, à peine d'excommunication & d'estre privez de leurs Benefices, & mulcteron avec rigueur les Parties qui voudront prolonger leurs Instances, & empêcher l'expedition, jusques à les priver de leur droit pretendu, s'ils le trouvent à propos.

La seconde Sentence doit estre conforme à la premiere, & la troisième aussi conforme à toutes les deux : & ainsi doivent estre executées incessamment, nonobstant toutes oppositions.

TITRE VII.

De pacificis possessoribus.

Toute personne qui sans violence, ayant un Titre coloré & qui a jouy en paix & sans procez d'une Prelature, Dignité, Personnat, administration, office, ou de quel Benefice Ecclesiastique que ce soit pendant trois années,

ne pourra plus estre molesté sous quelque pretexte que ce soit, à moins qu'il n'y ait pretexte d'hostilité, ou des protestations faites pour des legitimes empêchemens.

Les Ordinaires doivent soigneusement s'enquerir si quelqu'un possède des Benefices sans Titre, & s'ils en rencontrent, leur declarer que les Benefices ne leur appartiennent pas de Droit, nonobstant tous laps de temps, & peuvent les en pourvoir (si bon leur semble) ou bien quelqu'autre qui en soit capable, pourveu qu'il ne soit pas vicieux, ny intrus, ny indigne.

TITRE VIII.

De publicis Concubinariis.

Tous Ecclesiastiques de quelle qualité & condition qu'ils soient, qui seront reconnus pour Concubinaires publics, apres la publication du Concordat, seront privez des revenus de leurs Benefices pendant trois mois, appliquez à l'Eglise.

Seront avertis par leurs Supérieurs de quitter leur Concubine dans un temps modique ; apres lequel, s'ils ne satisfont, ou si apres l'avoir chassée ils la reprennent, ils seront privez de tous leurs Benefices, & seront declarez indignes & inhabiles à toutes sortes d'honneurs, dignitez, benefices & offices.

Les Superieurs qui negligeront de les corriger & punir seront aussi

E c

punis de leur negligence dans les Conciles Nationaux & Synodaux.

Les Ecclesiastiques qui auront des enfans de leurs Concubines ne les pourront tenir avec eux.

Les Laiques mariez & non mariez sont encore invitez de s'abstenir de tels commerces, & de ne point tenir de Concubines, *qui solutus est, si continere nolit, uxorem ducat*, suivant le conseil de l'Apôtre; mais *nimis reprehensibilis est qui uxorem habet, & ad aliam uxorem accedit*.

TITRE IX.

De Excommunicatis non vitandis.

LE Pape dans ce Titre sans pretendre de favoriser ceux qui sont excommuniiez, suspens, ou en interdit, ordonne que pour en éviter le scandale & beaucoup de peril pour les ames, & même pour subvenir aux consciences timorées, que personne ne s'abstienne de la communication d'aucune personne dans la reception ou administration des Sacremens, ny en d'autres occasions sous pretexte de quelque Sentence ou Censure Ecclesiastique, de suspension, prohibition, &c. à moins que ladite Sentence ou Censure ne soit contre un College, Communauté ou Université, Eglise ou un lieu certain, ou contre une personne, qui soit nommée & publiée spécialement & expressément, ou qu'il ne conste evidemment de l'excommunication encouruë, & qu'elle ne

puisse estre cachée ny excusée.

TITRE X.

De interdictis non leviter ponendis.

AUCUNE Ville, Cité, Bourg, Château, Village, ny lieu ne pourront estre mis en interdit Ecclesiastique, par aucune autorité ordinaire ou deleguée, sans une juste cause, comme par la faute generale des habitans des lieux ou des Seigneurs, ou des Officiers & Magistrats, mais non pour la faute d'une personne particuliere, à moins que cette personne estant excommuniée, denoncée, & publiée dans l'Eglise, les Seigneurs, les Recteurs ou Officiers, après avoir esté requis de la rejeter de ladite Eglise, n'y ayent pas satisfait dans deux ans.

TITRE XI.

De sublatione Clementina, Litterarum de probationibus.

LES Lettres Apostoliques & toutes autres ne peuvent servir de preuves pour faire voir que quelqu'un a renoncé à sa Dignité ou Benefice, ou fait quelque chose qui le prive de son propre droit, quoy qu'il apparaisse de son consentement, & que ce soit son intention. Ces sortes de preuves ainsi faites ne peuvent nuire à un tiers, ny luy porter aucun prejudice, & ne se peuvent faire que par témoins & par d'autres documents publics, authentiques & legitimes;

c'est le sens de ladite Clementine qui faisoit le 23. Titre de la Pragmatique Sanction, & qui a esté renouvellee ensuite, pour établir plus solidement les Conventions du Concordat, & pour oster tout pouvoir aux successeurs du Pape d'y pouvoir déroger, ainsi qu'il est porté par ledit Titre, & par diverses clauses des deux suivans.

TITRE XII.

De formâ mandati Apostolici.

CE Titre ne contient que la forme des Mandats Apostoliques exprimez par la Bulle du Pape Leon X.

TITRE XIII. & dernier.

Forma Litterarum executorialium Mandati Apostolici.

ET celuy-cy qui est le dernier ne contient que la forme des Lettres executoires dudit Mandat Apostolique que l'on peut voir dans l'Original, il est datté du 15. des Kal. de Septembre 1516.

Il y eut de grandes oppositions à la publication & enregistrement dudit Concordat, faites par le Parlement de Paris que l'on peut voir par la relation qui fut faite de ce qui s'y passa es années 1516, 1517. laquelle contient les raisons du Parlement, pour empêcher cette publication & ses protestations sur ce sujet.

Monseigneur de la Trimouille premier Chambellan du Roy Fran-

çois I. eut ordre exprés de S. M. de se transporter au Parlement de Paris, pour faire enregistrer ledit Concordat: ce qui fut executé ensuite de divers ordres, rciterrez le 22. Mars 1517.

Le Roy declara & nomma le mois d'Avril pour le premier mois qui seroit affecté pour les Graduez simples & qui commenceroit l'ordre & la suite des autres qui seront à l'avenir aussi affectez ausd. Graduez simples & nommez ensuite du pouvoir à luy donné par Lettres Apostoliques, du 17. des Kal. de Juillet 1518. fondé sur la publication du Concordat qui avoit esté faite au mois de Mars au Parlement.

Led. Roy par ses Lettres Patentes données à Amboise le 12. Avril 1518. ordonna aux Parlemens de verifier les deux Bulles ou Rescrits du Pape Leon X. inserées en icelles, touchant l'expression de la vraye valeur des Benefices dans les Provisions qui s'en obtiennent en Cour de Rome en vertu du Concordat.

Il fut déclaré Protecteur dudit Concordat par le S. Siege, & ensuite des Lettres Apostoliques par luy obtenues le 17. des Kal. de Juillet 1518. il ordonna aux Cours de Parlemens de Paris, de Toulouse, Bordeaux, Rouen, Dijon, Grenoble, & à tous les autres Juges, de faire executer ledit Concordat & de punir les contrevenans conformément à iceluy, & de le faire publier & enregistrer incessam-

E e ij

ment, par ses Lettres du 25. Octobre 1518.

L'Université de Paris interjeta appel au premier Concile légitime au mois de Mars 1517. avant Pâques, de l'abolition qui avoit esté faite de la Pragmatique Sanction, & des élections par le Concordat, ensemble de la publication du même Concordat, & de tout ce qui s'en estoit ensuivi.

Le Clergé de France ayant toujours fait difficulté d'approuver ledit Concordat, & l'Indult de Messieurs du Parlement, lesquels se trouvent imprimez dans le Recueil general des Memoires du Clergé, afin que l'on ne puisse luy induire une approbation tacite, il a esté déclaré & protesté par deliberation de l'Assemblée Generale dudit Clergé tenuë à Paris es années 1635. & 1636. que lesdits Concordat & Indult n'ont mis dans les Livres du Clergé, que pour la commodité des Ecclesiastiques qui en peuvent avoir besoin, & non pour plus grande approbation.

*D I V E R S R E G L E M E N S
touchant la nomination du Roy
aux Benefices Consistoriaux.*

I.

Par l'Edit de 1571. donné sur les Remonstrances du Clergé art. 1. il est dit que l'intention de Sa Majesté est de nommer aux Archevêchez, Evêchez & autres Benefices qui sont à sa nomination des personnes capables & qualifiées, suivant les

saints Decrets, Conciles & Concordats, & que les nommez obtiendront leurs Provisions Apostoliques dans le temps prefix de Droit.

II.

L'Ordonnance de Blois art. 1. dit la même chose, & ajoute que la nomination ne se fera qu'un mois après la vacance, & que les nommez seront envoyez à l'Evêque Diocésain, où ils auront demeuré les derniers cinq ans, pour estre faite information de leur vie, mœurs & religion en bonne forme.

Que ceux qui seront nommez seront âgés de 27. ans au moins, & examinez sur leur capacité & doctrine aux saintes Lettres, par un Archevêque ou Evêque & deux Docteurs en Theologie, sur le certificat desquels les Lettres de nomination de S. M. seront expédiées.

Ibid. art. 2.

Que ceux qui ne se trouveront pas capables seront rejettez, & qu'il sera procédé à une nouvelle nomination comme cy-dessus.

Ibid.

Les Procureurs Generaux de S. M. se pourront porter pour appellans comme d'abus de l'exécution des Provisions autrement obtenues, pour les faire déclarer nulles & abusives.

Ibid.

III.

Lesdits nommez aux Benefices sont obligés dans neuf mois après la délivrance des Lettres de no-

mination de S. M. d'obtenir les Bulles & Provisions, ou justifier de leurs diligences pardevant l'Evêque Diocefsain, à faute de quoy feront décheus de leur nomination.

Ord. de Blois art. 5.

Par l'art. 7. toutes les reserves d'Archevêchez, Evêchez, Abbayes & autres Benefices à la nomination de S. M. ont esté revoquez pour le passé, & déclarées nulles pour l'avenir, avec défenses d'en obtenir.

IV.

Les Oeconomats établis en titre d'Office furent revoquez par l'Edit de Melun art. 12. & l'art. 5. de l'Ordonnance de Blois cy-dessus confirmé.

V.

L'Article 2. de l'Edit de 1610. est conforme à l'article 7. de l'Ordonnance de Blois cy-dessus, & le confirme.

VI.

Le Roy Louis XIII. ayant esté averti que plusieurs de ceux qui avoient esté nommez par le Roy Henry IV. & par luy depuis son avenement à la Couronne, pour estre pourvus de Benefices, avoient negligé de se faire pourvoir en Cour de Rome dans les neuf mois, comme il est porté cy-dessus art. 3. & avoient cependant jouy des fruits d'iceux, comme Oeconomes ou autrement, sans avoir justifié de leurs diligences à l'Evêque Diocefsain, par sa Declaration du 4. Juin 1619. ordonna qu'ils satisferoient aux Ordon-

nances cy-dessus incessamment, à peine d'estre leurs Benefices déclarés vacans & impetrables, comme aussi à tous ceux qui seroient nommez à l'avenir, sur les mêmes peines.

VII.

Les informations de vie & mœurs de ceux qui seront à l'avenir nommez par le Roy aux Archevêchez, Evêchez, Abbayes, Prieurez & autres Benefices seront faites par les Evêques Diocefsains des lieux, où ils auront residé les cinq années dernieres, & non par autres: ainsi ordonné par le Parlement de Paris en forme de Reglement, par Arrest du 12. Decembre 1639. sur la requisition de Monsieur le Procureur General.

VIII.

La Cour de Rome ayant refusé d'expedier des Bulles sur une permutation d'Abbayes, la possession prise en vertu d'un Arrest du grand Conseil fut déclarée valable, même pour la Collation des Benefices qui en dépendent. Ainsi jugé par Arrest du Parlement de Paris du 12. May 1646.

IX.

Le 11. Decembre 1664. le Pape Alexandre VII. accorda au Roy Louis XIV. un Bref pour la nomination aux Evêchez de Metz, Toul & Verdun, pendant la vie de S. M. Verifié au grand Conseil le 25. Janvier 1670.

X. XI.

Et Clement IX. par son Bref du 23. Mars 1668. portant amplia-

tion au précédent, donna pouvoir au Roy & à ses successeurs de nommer ausdits Evêchez de Metz, Toul & Verdun, & autres Benefices Consistoriaux situez dans l'étenduë desdits Evêchez. *Enregistré audit grand Conseil le dit jour 25. Janvier 1670.*

XII.

Sa Majesté par ses Lettres d'attache sur lesdits Brefs les a acceptez, approuvez & confirmez au mois de Novembre 1669. lesquelles Lettres furent enregistrées audit grand Conseil lesdits an & jour.

XIII.

Le même Pape Clement IX. accorda un autre *Bref ou Indult au Roy & à ses successeurs du 9. Avril 1668.* pour la nomination de l'Evêché d'Elne & autres Benefices Consistoriaux situez dans le Roussillon, Conflans & Comté de Cerdaigne. *Enregistré au grand Conseil le 11. Juin 1670*

XIV.

Autre Indult pour l'Evêché d'Arras de même datte.

XV.

Autre Indult du même jour pour la nomination à plusieurs Benefices Concistoriaux & autres situez dans l'étenduë des Pays-bas soumis à l'obéissance de S. M. *Enregistré es Registres du grand Conseil le 11. Juillet 1670.*

XVI.

Autre Indult du 27. Aoust 1668. pour la nomination à d'autres Benefices dans l'étenduë desdits Pays-bas, soumis à l'obéissance de Sa

Majesté, comme ceux qui se rencontrent dans les Villes & Banlieuë d'Arras, Bapaume, Bethune, Lisle, Lents & autres y dénommez, &c. *Enregistré les même jour & an que les precedens.*

XVII.

Autre pour l'Evêché de Tournay de même datte.

Sa Majesté fit expedier des Lettres d'attache sur les cinq Indults cy-dessus de la même maniere que les precedens.

TITRE VIII.

Des Benefices que le Roy confere. a cause de son joyeux avenement à la Couronne.

I.

Les Prebendes des Eglises Collegiales ne sont sujettes au droit de joyeux avenement, *par Declaration du Roy Louis XIII. du 22. Octobre 1612.*

II.

Et par l'Ordonnance de 1629. art. 17. Sa Majesté ne veut qu'aucunes personnes soient nommées à cause de son joyeux avenement, que sur les Eglises Cathedrales seulement, & que telles nominations ne seront que pour gratifier les Ecclesiastiques servans actuellement près la Personne qui en seront dignes, & qui ne pourront ceder leur droit à un autre qui ne sera pas de cette qualité, à peine de nullité.

III, IV, V.

Tous les Brevets qui avoient

esté expediez sur les Prebendes des Eglises Collegiales, & sur les Dignitez des Eglises Cathedrales en faveur du joyeux avènement, furent revoquez par Declaration du Roy du 15. Mars 1646. enregistrée au grand Conseil aux charges portées par l'Arrest du 2. May 1646. ensuite duquel Sa Majesté donna ses Lettres de jussion du 4. Fevrier 1647. qui déclarent que ledit Arrest n'aura lieu, & qui ordonne audit grand Conseil de proceder incessamment à la verification & enregistrement purement & simplement, sans attendre plus precis commandement.

TITRE IX.

De l'Indult de Messieurs les Chancelier de France, Presidens, Conseillers, & autres Officiers du Parlement de Paris.

I.

PAUL III. à la priere du Roy François I. accorda un Indult à Messieurs les Chancelier, Presidens & Conseillers & Officiers du Parlement de Paris en consequence de celuy qui avoit auparavant esté octroyé par le Pape Eugene IV. à la priere du Roy Charles VII.

II.

Signatures de Cour de Rome sur ce sujet.

III.

Confirmées par la Bulle du même Pape Paul III. du 19. Juin 1538. Messieurs les Maistres des Re-

questes estans du corps de la Cour de Parlement, sont compris en ladite Bulle cy-dessus, quoy qu'ils n'y soient ny compris ny nommez, & ils ne laissent de jouyr du Benefice de l'Indult mentionné par icelle.

IV.

REGLEMENT DES Indultaires.

Le Roy Henry IV. par ses Lettres Patentes en forme d'Edit du 9. Decembre 1606. ordonna les choses suivantes.

I. Que les Presidens, Maistres des Requestes, & Conseillers de la Cour, & autres qui ont droit de nomination, ayans mis aucuns en leur lieu en vertu des Lettres obtenues de S. M. ne pourront après la signification desdites Lettres faites aux Patrons & Collateurs, changer leur nomination, mais leurs nommez seront tenus d'attendre la vacance par mort du premier Benefice de la qualité portée par ledit Indult.

II. Que lesdits Indultaires feront leurs requisitions des Benefices vacans ausdits Patrons & Collateurs ordinaires dans les six mois du jour de la vacance des Benefices, après lesquels ne seront recevables à faire ladite requisition.

III. Ne pourront lesdits Indultaires, ny ceux au lieu desquels ils seront nommez, composer, accorder, ny transiger pour lesdits Indults; & au cas qu'ils accordent ou composent, tel accord leur tien-

dra lieu de repletion.

IV. Que ceux qui seront nommez, au lieu des Presidens, Maîtres des Requestes, Conseillers & autres, feront insinuer leurs Lettres de nomination au Greffe des Insinuations Ecclesiastiques du Diocèse où est situé le Benefice sur lequel on s'est nommé dans deux mois après la signification desdites Lettres, & se presenteront à l'Ordinaire du Diocèse où est situé ledit Benefice, sur lequel on s'est nommé pour estre examinez, & rapporter certificat de leur capacité.

V. Les Indultaires ayans en vertu de leur Indult obtenu provision des Dignitez, Prebendes ou Cures, seront tenus de resider sans se pouvoir dispenser de la residence, en vertu desdits Indults.

VI. Et les Lettres de nomination obtenues de S. M. enregistrees au Greffe de la Cour de Parlement, pour y avoir recours au besoin.

V.

Le Roy Louis XIII. par son Ordonnance de 1629. art. 20. confirme les paragraphes 3. & 4. de l'art. precedent, & ajoute qu'il n'entend pas que les Doyennetz electifs, ou Benefices ayant charge d'ames, soient affectez audit Indult, mais les en a déchargez, &c.

VI.

Monseigneur l'Evêque de Bazas ayant offert à un Indultaire une Cure de deux cens livres de revenu, ses offres furent declarées

bonnes & valables. Par Arrest contradictoire du grand Conseil du 4. Decembre 1657. & en consequence fut déchargé de l'Indult.

VII.

Les Actes de signification de Lettres d'Indult, de revocations, nominations & requisitions des Benefices par les nommez seront insinuez dans le mois, du jour que lesdits Actes auront esté faits, à peine de nullité. Ainsi jugé par Arrest du grand Conseil rendu en forme de Reglement du 31. Mars 1662. sur les Conclusions de Monsieur le Procureur General

VIII. & IX.

Clement IX. accorda un nouvel Indult à Messieurs du Parlement de Paris du 17. Mars 1668. portant entr'autres choses que les Indultaires pourront tenir en commendement les Benefices Regulars qui leur seront conferez en vertu dudit Indult, sans qu'il soit necessaire d'en pourvoir de Regulars, pourvû que ce ne soient des Priorez Conventuels, Offices Claustaux, ou autres Benefices electifs, & fixant la repletion dudit Indult à six cens livres. Verifié & enregistré au grand Conseil le 16. Novembre 1668. ensuite des Lettres d'attache de Sa Majesté sur ledit Indult.

X.

Les Benefices dont les Cardinaux sont pourvûs, ont esté declarez non sujets à l'Indult dudit Parlement pour l'avenir, par Arrest du Conseil d'Etat du 11. Janvier 1672. enregistré au Grand Conseil le

le 22. Fevrier suivant.

XI.

Et confirmé par Declaration de S. M. donnée en faveur des Cardinaux le 29. Janvier 1672. enregistrée audit grand Conseil ledit jour 22. Fevrier 1672.

TITRE X.

Des Graduez simples ou nommez.

LE fondement de l'affectation des Benefices aux Graduez a esté assez expliqué avec le Concordat : il reste à sçavoir de quelle maniere les Universitez doivent faire leurs nominations.

I.

Les nominations qui se feront par les Supposits des Universitez se feront suivant les formes de la Pragmatique sanction, tant pour le temps de l'étude des Ecoliers, que pour les degrez *cum rigore examinatis* & autres choses y contenues, à peine de suspension & privation de tous leurs privileges.

Louis XII. 1499. art. 4.

Les Graduez simples ou nommez doivent estre de la qualité requise suivant ladite Pragmatique, & avoir étudié le temps suffisant, sçavoir, les Maistres, Licentiez ou Bacheliers formez en Theologie, dix ans.

Les Docteurs ou Licentiez en Droit Canon ou Civil ou en Medecine, sept ans.

Les Maistres ou Licentiez és Arts, avec rigueur d'examen, cinq ans, à *Logalibus exclusivè*, ou en

autre plus haute & superieure Faculté.

Les Bacheliers simples en Theologie, six ans.

Les Bacheliers en Droit Canon ou Civil, cinq ans : à moins qu'ils ne fussent nobles *ex utroque parente*, & d'ancienne maison, auquel cas il suffira qu'ils ayent étudié trois ans, lesquelles choses seront justifiées par lesdits Graduez pardevant les Collateurs.

Ibid. art. 5.

Les Graduez qui voudront avoir les Eglises Parroissiales qui sont dans les Villes murées, doivent avoir ledit temps d'étude, ou à tout le moins avoir étudié en Theologie ou en Droit Canon ou Civil, trois ans, ou estre Maistres és Arts dans une Université fameuse & privilegiée.

Ibid. art. 6.

Les Graduez, pour estre nommez par les Universitez, il faut qu'ils soient actuellement residents en icelles, & sans fraude, & lefd. Universitez declareront les degrez, & le nombre & qualité des Benefices de leursdits nommez.

Ibid. art. 7.

Ils insinueront leurs degrez & nominations chacun an au temps de Carême ausdits Prelats, Collateurs ou à leurs Vicaires, à peine d'estre déchus de leur droit, & de nullité des collations.

Ibid. art. 8.

Defenses aux Juges d'avoir égard aux droits des Graduez qui n'auront pas insinué lesdits degrez

F f

& nominations audit temps.

Ibid. art. 9.

Lesdits Graduez simples ou graduez nommez, qui calomnieusement intenteront procez pour raison des Benefices & mal à propos, seront privez de leurs privileges d'avoir & d'obtenir Benefice pendant six ans pour la premiere fois, & à perpetuité pour la seconde.

Ibid. art. 10.

Le Roy Louis XII. ordonna les 8. Articles precedens par maniere de Provision jusques à ce que l'Eglise Gallicane en eut ordonné autrement, laquelle il pretendoit exhorter de s'assembler pour cet effet.

II.

Et par sa Declaration de 1512. il confirme & repete les Articles cy-dessus, & y ajoute que l'on tiendra fidelle Registre du temps desdites études sans fraude, & que les Maistres, Docteurs & Regens en prêteront serment solennel, que la noblesse sera attestée ou affirmée par trois ou quatre personnes dignes de foy, & par serment fait devant le Juge ordinaire ou l'un d'eux, & le tout enregistré deüement.

Que les Graduez simples & nommez insinueront par eux ou leurs Procureurs par chacun an au temps de Carême leurs noms & surnoms ausdits Collateurs nominateurs, &c.

Lesdits degrez, nominations, &c. estans une fois insinuez, il ne

sera plus necessaire de les insinuer aux successeurs desdits Collateurs ou Patrons, ny à leurs Vicaires.

Et les Graduez non insinuez ne pourront point estre gratifiez par lesdits Collateurs ou Patrons Ecclesiastiques au prejudice des Graduez qui ont deüement insinué.

III.

Les Prelats examineront ceux qui se presenteront pour en qualité de Graduez obtenir quelques Benefices, & dresseront acte de leur suffisance, pour en jugeant le possessoire des Benefices, y avoir tel égard que de raison.

Ordon. de Moulins de l'an 1566. art. 75.

IV.

Les premieres Dignitez des Eglises, tant Cathedrales, que Collegiales, Penitencieres, Prebendes Theologiques & preceptoriales, dans lesquelles la qualité & capacité de la personne est requise, ne seront dorénavant sujettes ny affectées aux Graduez nommez, ny autres graces expectatives, & les Collateurs ne pourront estre prevenus en Cour de Rome, mais procederont aux élections & provisions desdites Dignitez & Prebendes dans les six mois qui leur sont donnez par les Constitutions Canoniques.

Édit du Roy Henry IV. des mois de May 1596. art. 1.

Les Archevêques, Evêques ou leurs Grands - Vicaires examineront les Graduez de leur suffisance & capacité, & en feront mention en la provision ou acte de

refus par eux pris.

Ibid., art. 3.

Les Docteurs, Bacheliers & Licentiez en Theologie & Droit Canon, nommez pas les Universitez du Royaume qui auront pendant trois ans fait la lecture publique en l'une d'icelles Facultez, ou prêché autant de temps es Eglises situées dans les Villes murées, seront preferez aux Benefices vacans es mois de Janvier & Juillet à tous autres Graduez plus anciens nommez pour estre maintenus en la possession d'icells Benefices.

Ibid., art. 4.

Les Maistres es Arts nommez par les Universitez qui ont fait un cours en Philosophie pendant trois ans, ou regenté l'espace de cinq ans en l'une des premieres Classes es Colleges des Universitez fameuses, jouyront du même privilege & preference; & en cas de concurrence d'icells Docteurs, Bacheliers en Theologie, Licentiez & Maistres es Arts, les Docteurs seront preferez aux Bacheliers, les Bacheliers en Theologie aux Licentiez en Droit Canon, & les Licentiez en Droit Canon aux Bacheliers en Droit Canon, & Maistres es Arts.

Ibid., art. 5.

V.

Les Graduez pourvus de Benefices en vertu de leurs degrez, sçavoir les Seculiers, de 400. livres de rente, & revenu annuel, & les Reguliers de Benefice de quelque revenu que ce soit, ne

pourront après requerir aucun Benefice en vertu de leurs degrez, à moins qu'ils ne montrent qu'ils en ont esté evincez par Jugement contradictoire sans fraude ny collusion.

Edit de 1606., art. 30.

Que si pour raison d'icells Benefices les Graduez avoient composé & recen quelque recompense, elle leur tiendra lieu de repletion sans considérer la valeur & le revenu dudit Benefice.

Ibid.

VI.

L'Ordonnance de 1629. art. 10. après avoir parlé de l'examen des Graduez par les Prelats, comme cy-dessus es art. 3. & 4. ne veut pas que les Graduez puissent pretendre en vertu de leurs degrez les Benefices resignez es mains de l'Ordinaire sans fraude.

VII.

Un Ordre n'est point tenu de nourrir de la manse commune un Religieux pourvu d'un Benefice dépendant de son Ordre *in vim gradus*, pour retrancher aux Religieux l'occasion de thesauriser du revenu de leurs Benefices: il luy fut néanmoins permis de vivre dans le Convent, en contribuant à proportion sur le revenu de son Benefice. *Par Arrest du Parlement de Paris du 25. Juin 1647.*

VIII.

Un Gradué rempli de 400. livres de rente dont il ne jouyt à cause de la guerre, ne laisse pas d'estre pleinement rempli. *Ainsi*

Ff ij

jugé par Arrest du même Parlement du 17. Juin 1656.

IX.

Les Actes de notification & réiteration qui se doivent faire par les Graduez suivant le Concordat, seront insinuez dans le mois au Greffe des Insinuations des lieux où seront faites lesdites notifications & réiterations : à peine de nullité. *Ainsi jugé par Arrest contradictoire du grand Conseil donné en forme de Reglement sur les Conclusions de Monsieur le Procureur General le 6. Mars 1662.*

TIT. XI.

Des autres graces expectatives & des reserves de Benefices au Pape.

I.

LE Concile de Trente par sa *sess. 24.* abroge toutes les graces expectatives.

II

Les reserves des Benefices que le Pape Boniface VIII. faisoit furent revoquées par la Bulle de Benoist XI. son successeur accordée au Roy Philippes le Bel, & que les Ordinaires useroient librement de leurs droits, comme auparavant desdites reserves.

III.

Louis XI. ensuite des Remontrances de son Procureur General fit defenses d'envoyer soit par Bulles, Lettres de change, ou autres moyens, querir & obtenir en Cour de Rome des graces expectatives, ny d'autres Lettres sous couleur

de reservations generales ou speciales sur les Benefices de son Royaume. *Par son Ordonnance du 10. Septembre 1464.*

Il est parlé dans cette Ordonnance des *Anteferri* & autres clauses & prerogatives que l'on mettoit dans les graces expectatives : ce qui donne lieu à Rebuff. de dire. *Hac clausula (Anteferri) vix recipitur in Franciâ.* C'est dans sa Pratiq. pag. 170. &c.

IV.

Il est defendu à tous Juges, en jugeant le possesseur des Benefices, d'avoir aucun égard aux provisions obtenues par prevention en forme de Regrez, graces expectatives & autres semblables, ny aux dispenses octroyées contre les Saints Decrets & Conciles, à peine de privation de leurs Offices.

Ordon. d'Orléans, art. 22.

TITRE XII.

Des Portions congrûes des Curez, ou Vicaires perpetuels.

I.

LES Curez dont les Benefices valloient six vingt livres de revenu annuel, toutes charges payées, ne pouvoient demander autre portion congrûe, par l'Edit de 1571.

art. 9.

Quant aux autres Benefices de moindre valeur, les Juges d'Eglise y devoient pourvoir, & defenses à tous Juges d'en prendre connoissance.

Ibid.

II.

Le different d'entre le Prieur Commendataire & le Vicaire perpetuel de saint Fromont pour une portion congrüe, fut renvoyé par-devant Monseigneur l'Evêque de Coustance, ou son Official. *Par Arrest du Parlement de Paris du 13. Decembre 1626.*

III.

Les Portions congrües furent réglées à trois cent livres de revenu pour toutes choses, *par l'Ordonnance de 1629. art. 13.* qui ordonne à rous les Decimateurs, de les payer aux Curez sur ce pied là.

IV.

Louis XIII. *par sa Declaration du 17. Aoust 1632.* regle lesdites Portions congrües liquidées à la somme de trois cent livres par l'art. cy-dessus; & les reduit à deux cent livres pour les Diocèzes de Bretagne, & les Provinces au delà de la Riviere de Loire; & pour celles qui sont au deçà, à trois cent liv.

V. & VI.

Ladite Declaration enregistrée au grand Conseil le 23. Mars 1633. ensuite des Lettres de Jussion de S. M. pour la verifier purement & simplement.

VII.

Le Parlement de Toulouze ayant donné un Arrest au prejudice de la susdite Declaration, led. Arrest fut cassé *par un Arrest du Conseil Privé du 24. Mars 1634.* qui ordonne l'exécution de ladite Declaration, & fait defenes aux Parlements, & autres Juges de juger

au contraire: & à tous Curez & Vicaires perpetuels de faire aucune demande pour leurs Portions congrües contre les termes de ladite Declaration.

VIII.

Lesdires Portions congrües furent ensuite moderées à deux cent livres pour les Curez au deçà de la Riviere de Loire qui n'ont point de Vicaires, & à trois cent livres pour ceux qui en ont eu cy-devant, & qui sont encore obligez d'en avoir, dont le jugement est remis aux Evêques Diocésains, *par l'Arrest du Conseil Privé du 30. May 1634.*

IX.

Le Parlement de Toulouze ayant donné un autre Arrest contre & au prejudice de ladite Declaration de 1632. *ledit Arrest fut aussi cassé par celui du Conseil Privé du 11. Aoust 1634.* defenes audit Parlement, aux Curez & Vicaires perpetuels de faire aucune poursuite au prejudice d'icelle, à peine de nullité, & d'être responsables en leurs propres & privez noms, de tous depens, domages & interets des parries.

X.

Le Curé de Bardigues ayant receu pour sa Portion congrüe, outre & par-dessus ce qui est porté par ladite Declaration de 1632. & par l'ancien partage, le Roy *par Arrest du Conseil Privé du 1. Septembre 1634.* cassant les Arrests du Parlement de Toulouze condamna ledit Curé à restituer à l'Ab-

belle de Provillan ce qu'il avoit reçu de trop, avec deffenses de faire demande ny poursuites au prejudice des anciens partages ; & audit Parlement de juger au contraire.

XI.

Le grand Conseil ayant donné un Arrest le 8. Aouil 1634. au prejudice de l'Arrest du Conseil du 30. May audit an, qui avoit réglé les Portions congrües, ledit Arrest du grand Conseil fut cassé par celui du Conseil Privé du 19. Septembre 1634. qui ordonna que l'Arrest du 30. May seroit executé, defenses de juger au contraire.

XII. & XIII.

Les Portions congrües des Curez & Vicaires perpetuels qui sont au deçá de la Riviere de Loire, furent encore moderées à deux cent liv. pour les Curez qui n'ont point de Vicaires, & à trois cent livres pour ceux qui en ont eu cy-devant & qui sont encore obligez d'en avoir, par Declaration du Roy Louis XIII. du 18. Decembre 1634. qui en remet le jugement aux Evêques Diocesains ; mais dans lesdites sommes le casuel des Cures n'est pas compris. Cette Declaration fut verifiée au grand Conseil le 11. Janvier 1635.

XIV.

Une Portion congrüe ayant esté adjudgée à raison de trois cent liv. en vertu de l'Ordonnance de 1629. fut reduite à deux cent livres en execution de ladite Declaration du 18. Decembre 1634. par Arrest du

grand Conseil du 15. Octobre 1635. & sur la demande faite pour la Portion d'un Vicaire", les parties furent renvoyées pardevant l'Evêque Diocesain.

XV.

La Portion congrüe fut declarée exempte de toutes charges même des Decimes, par Arrest contradictoire du grand Conseil du 3. Fevrier 1645. & sur la demande d'une pension pour un Vicaire, les parties furent renvoyées pardevant l'Evêque Diocesain.

XVI. & XVII.

Il y eut deux Arrests rendus au Conseil Privé l'un du 12. Decembre 1653. & l'autre du 2. Juin 1654. par le premier desquels sur une demande en augmentation de Portion congrüe pour avoir des Vicaires, pour suivie au Parlement de Rouën le Roy envoya les parties pardevant l'Archevêque de Rouën pour juger de la necessité des Vicaires.

Et par le second, sur le jugement rendu par ledit Seigneur Archevêque, qu'il n'y avoit aucune necessité, les demandeurs sont deboutez de leurs demandes, avec defenses de se plus pourvoir audit Parlement de Rouën pour raison de ce, à peine de deux cent livres d'amande.

XVIII.

La Declaration du Roy du 30. Mars 1666. confirme celle du 18. Decembre 1634. & interprete l'art. 30. de l'Ordonnance de 1629. sur les Portions congrües des Curez & Vicaires perpetuels : moderant pour

cet effet les Portions congruës à deux cent livres pour les Vicaires perpetuels, & les Curez qui n'ont point de Vicaires, deçà la Riviere de Loire, & à trois cent livres pour ceux qui en ont eu cy-devant, & sont encore obligez d'en avoir, dont S. M. remet le jugement aux Evêques Diocesains.

XIX.

Ladite Declaration fut verifiée & enregistrée au Greffe du grand Conseil le 16. Avril 1666.

XX.

Le Chapitre de Chartres & le Curé de la Paroisse de Theuville ayant Proccez touchant la Portion congruë, les parties furent renvoyées au grand Conseil pour y proceder sur la demande en portion congruë faite par ledit Curé, *par Arrest contradictoire du Conseil Privé du 13. Août 1667.*

XXI.

Les Decimateurs furent condamnés au paiement de la Portion congruë chacun à proportion de ce qu'il perceoit de la Dixme, notwithstanding que la solidité fut demandée, *par Arrest du 23. Octobre 1668.*

XXII.

Les Curez ont esté renvoyez au grand Conseil pour les portions congruës, *par Arrest du Conseil d'Etat du 26. Fevrier 1672.* & défenses de se pourvoir ailleurs à peine de nullité.

XXIII.

Et par un Arrest contradictoire dudit Conseil Privé du 2. Septembre 1672. sur une demande de Portion con-

grue, pareil renvoy fut ordonné au grand Conseil.

TITRE XIII.

Des Pensions sur les Benefices.

I.

LE Concile de Trente ne permet pas les Pensions, ny qu'il y ait aucunes reserves de fruits, sur les Eglises Cathedrales dont le revenu n'excede pas mille ducats, & les Paroissiales la somme de cent ducats. *Omnes Cathedrales Ecclesie quarum redditus summam ducatorum mille, & Parochiales quæ summam ducatorum centum secundum verum annum valorem, non excedunt; nullis pensionibus, aut reservationibus fructuum graventur.* C'est à la sess. 24. ch. 13. de reform.

II.

L'Assemblée du Clergé tenuë en l'an 1598. pour s'opposer à la creation des Pensions que l'on vouloit faire sur les Benefices au profit des personnes laïques, comme tendantes à la ruine de l'Etat & à autoriser les confidences, fit dresser des memoires qu'elle fit envoyer aux Provinces, lesquels contiennent une deduction de l'employ qui doit estre fait des biens Ecclesiastiques, & les grands dommages que recevroit le Clergé, si l'on établissoit des nouveautez si pernicieuses: on peut voir lesdits memoires dans l'original.

III.

La même Assemblée le 23. Juillet de ladite année 1598. agita l'af-

faire desdites pensions, Messeigneurs les Cardinaux de Joyeuse & de Gondy furent priez d'écrire à Sa Sainteté & à Monseigneur le Cardinal vice-protecteur, pour en empêcher l'introduction, & Monseigneur l'Archevêque de Bourges d'en faire tres-humbles Remontrances au Roy en présentant le cahier du Clergé à Sa Majesté: le même Clergé en fit ses Remontrances à Monceaux le 28. Septembre 1598. par Messire François de Guise Archevêque de Tours au Roy Henry IV.

Et le 23. Novembre 1656. pareilles Remontrances furent faites au Roy par Messire François de Bosquet Evêque de Montpellier.

Monsieur l'Abbé Fiot député de l'Assemblée Générale de 1665. fit un discours sur le même sujet que l'on peut voir, & qui est au Procez Verbal de ladite Assemblée du 3. Avril 1666.

IV.

Les Archevêchez, Evêchez, Cures & Hôpitaux ne seront à l'avenir chargez d'aucunes pensions; & les Abbayes & autres Benefices estans à la nomination de Sa Majesté ne le seront pareillement, sinon pour grande considération, & en faveur de personnes Ecclesiastiques seulement. *Ainsi réglé par l'Ordonnance de 1629. art. 15.*

V.

Les Curez de l'Archevêché de Bordeaux ont esté abstrains à une résidence actuelle, sur peine de perte des fruits, à moins qu'ils

n'ayent dispense par écrit de l'Archevêque ou de ses Grands-Vicaires. *Par Arrest du Conseil d'Etat du 12. Decembre 1639.* qui en outre défend les reserves de pensions sur les Cures, sinon en cas d'infirmité notable, ou après vingt ans de service; ausquels cas la pension ne pourra excéder le tiers des fruits.

VI.

Les Curez du Diocèse de Noyon ont aussi esté abstrains à la résidence actuelle dans leurs Benefices, & déclarez ne pouvoir s'en dispenser sans le congé par écrit de leur Evêque; ny resigner leurs Cures à pension, sinon en cas d'infirmité, ou après vingt ans de résidence actuelle, & que la pension ne pourra excéder le tiers des fruits, ensorte que ledit tiers monte à trois cent livres, toutes charges faites. *Par Arrest du Conseil Privé du 18. Septembre 1643.*

VII.

Défenses à tous Chanoines & autres ayans Benefices incompatibles qui resigneront des Cures, de retenir pension sur icelles, sinon après les avoir desservies dix ans: auquel cas la pension ne pourra excéder le tiers du revenu, & même qu'elle ne pourra monter jusques au tiers, à moins qu'il ne reste au Titulaire trois cent livres de rente outre le Casuel. *Par Arrest du Parlement de Paris du 16. Juin 1664.* rendu sur les Conclusions de Monsieur le Procureur General, qui declare en outre les Cures

Cures dont les Titulaires feront pension au préjudice du présent Règlement, vacantes & impetrables ; & encore avec défenses sous mêmes peines , de promettre de fournir un Benefice de certaine valeur , & cependant payer pension de pareille somme.

VIII.

Les pensions déjà accordées sur les Cures en faveur des Religieux qui n'ont desservi l'espace de vingt ans , ou qui ne sont tombez en quelque notable infirmité, demeureront dorénavant nulles & comme non avenuees , & les Titulaires jouiront de la somme de trois cent livres, franche & quitte ; quand même les pensions seroient légitimes. *Ainsi jugé par Arrest du Conseil d'Etat du 5. Fevrier 1666.*

IX.

Les pensions créées sur les Cures & Prebendes Theologiques du Diocèse d'Alet, ont esté déclarées nulles, si ce n'est en faveur de ceux qui auroient desservi lesdites Cures l'espace de vingt ans , ou qui seroient tombez en infirmité notable , ou que les pensions ayent esté créées pour cause de permutation ; pourveu toutesfois qu'il reste aux Titulaires la somme de trois cent livres, franche & quitte de toutes charges. *Par Arrest du Conseil d'Etat du 20. Juillet 1666.*

X.

Le Conseil Privé donna un Arrest le 5. Mars 1667. par lequel sans s'arrêter à l'Arrest du Parlement

de Paris donne à la requeste de M. Jean Hinfelin Prieur de Vandun, M. Nicolas Baral, nonobstant cet Arrest du 23. Novembre 1666. conformément aux Arrests du Conseil cy-dessus des 5. Fevrier & 20. Juillet 1666. perd la pension de cent livres sur la Cure de Villeneuve, avec restitution des choses saisies en consequence dudit Arrest du Parlement.

XI.

Les pensions créées sur les Cures & Prebendes du Diocèse de Rieux qui ne vaudront pas au moins trois cent livres de revenu franc & quitte par les Titulaires desdites Cures, sans y comprendre le casuel, & sur les mêmes Prebendes qui ne vaudroient pas au moins deux cent livres de revenu pareillement quitte, suivant l'estimation du revenu desdits Benefices qui aura esté faite par l'Evêque dans ses visites, ou sur son certificat : ont aussi esté déclarées nulles, *par Arrest du Conseil d'Etat donné en forme de Règlement le 23. Septembre 1667.*

XII.

Même Règlement a esté fait pour les Cures du Diocèse de Cahors, dans les mêmes termes. *Par Arrest du Conseil d'Etat du 11. May 1668.*

XIII.

Les pensions créées sur la Cure de Lignol furent déclarées nulles, tant pour la modicité du revenu d'icelle, que parce qu'elle n'avoit pas esté desservie l'espace

de dix ans par ceux au profit de qui lefdites pensions avoient esté créées. *Par Arrest du Parlement de Paris du 21. Juin 1668.*

XIV.

Le Conseil Privé *par son Arrest du premier Fevrier 1669.* renvoya aux Requestes du Palais du Parlement de Paris, & par appellaudit Parlement, les différens meus entre le Resignant & le Resignataire d'une Cure au Diocèse de Chartres, pour raison d'une pension créée sur ladite Cure au profit dudit Resignant, pour estre jugée conformément aux Arrests du Conseil cy-dessus, & que cependant le Resignataire jouiroit par provision sur les revenus de ladite Cure de trois cent livres franches & quittes de toutes charges.

XV.

Le grand Conseil donna *un Arrest contradictoire en forme de Règlement le 6. Fevrier 1670.* conforme aux Articles cy-dessus 7, 8, & 9. touchant une pension sur une Cure.

XVI.

Le Roy Louis XIV. *par sa Declaration du mois de Juin 1671.* regla les pensions sur les Canoncats & sur les Cures, & ordonna que les Titulaires pourvus de Cures ou de Prebendes ordinaires ou Theologales dans les Eglises Cathedralles ou Collegiales ne pourront les resigner avec reserve de pensions, qu'après les avoir actuellement desserviés pendant quinze années entieres, si ce n'est pour cause de

maladie ou infirmité connue & approuvée de l'Ordinaire [qui les mette hors d'état de pouvoir servir leurs Benefices le reste de leurs jours.

Que les pensions que les Resignans retiendront ne pourront excéder le tiers du revenu desdites Cures & Prebendes, le tout sans diminution ny retranchement de la somme de trois cent livres qui demeurera aux Titulaires pour leur subsistance par chacun an franche & quitte de toutes charges, sans comprendre le casuel & le creux de l'Eglise qui appartiendra aux Curez, comme les distributions manuelles aux Chanoines.

Et les pensions créées cy-devant sur lefdits Benefices ont esté réduites au tiers aussi sans diminution desdites trois cent livres exprimées cy-dessus.

Laquelle Declaration a esté enregistrée au grand Conseil le 9. Juillet 1671. & au Parlem. le 24. dud. mois.

XVII.

Une pension créée sur un Benefice en faveur d'un Clerc, est éteinte par le mariage qu'il auroit depuis contracté; quoyqu'avant de se marier il eut esté fait Chevalier de Nostre-Dame de Mont-Carmel & de S. Lazare, nonobstant les Privileges des Chevaliers de cet Ordre de pouvoir tenir des pensions sur les Benefices estans mariez. *Ainsi jugé par Arrest contradictoire du grand Conseil rendu à l'Audiance le 23. Fevrier 1673. entre Monseigneur l'Evêque de Man-*

de & le Sieur Merigot.

XVIII.

Les Pensionnaires sur les Benefices contribueront aux dons gratuits accordez au Roy par le Clergé, jusques à la concurrence du cinquième de leurs pensions, à la décharge des Titulaires conformément aux Contrats passez entre S. M. & le Clergé le 16. Avril 1666. & 13. Novembre 1670. Ainsi jugé par Arrest du Conseil d'Etat du 26. Octobre 1671.

TITRE XIV.

De la Residence.

I.

Les Patriarches, Primats, Metropolitains, Archevêques, Evêques, &c. sont invitez par le Concile de Trente, de veiller soigneusement à leurs Eglises, & d'être attachez à leurs troupeaux. *Ministerium suum implent*, dit l'Apôtre, & qu'ils sçachent qu'ils n'auront point d'excuses. *Non admittitur Pastoris excusatio, si lupus oves comedit, & nescit*, sess. 6. chap. 1. de reformat.

Tous Beneficiers qui posséderont des Benefices Ecclesiastiques qui demandent residence, y résideront, & n'en pourront point estre dispensez pour toujourns par les Ordinaires des lieux, non plus que de la perception des fruits d'iceux pendant leur absence. *Nullis privilegiis percipere de non residendo, aut de fructibus in absentia percipiendis, suffragentur*. Ibid. ch. 2. Voyez

le ch. 3. de la sess. 7. de reform.

Le même Concile oblige lesdits Patriarches, Primats, Metropolitains, Archevêques, Evêques, même les Cardinaux qui auront des Eglises Cathedrales à gouverner, d'y résider actuellement, à moins d'avoir un pouvoir par écrit ou une excuse legitime connue du Superieur Ecclesiastique: & leurs absences ne doivent point excéder deux ou trois mois par année, continus ou interrompus, ny porter prejudice à leur troupeau en aucune maniere, mais sur tout ne se doivent point absenter les jours des Dimanches de l'Advent, de la Quadregesime, de la Nativité du Seigneur, de la Resurrection, de la Pentecoste & du *Corpus Christi*, hors qu'ils ne soient occupez ailleurs dans leur Diocese au ministère de leurs charges, &c.

Sess. 23. cap. 1. de reformat.

II.

Ceux qui possèdent des Dignitez dans les Eglises Cathedrales & Collegiales, ne peuvent point s'absenter desd. Eglises passé trois mois par an, sans prejudice toutesfois des Statuts & Constitutions desdites Eglises qui exigent un plus long temps de service; & ceux qui y manqueront seront pour la premiere fois privez de la moitié des fruits de leurs Prebendes; & la seconde fois de tous: & s'ils persistent, seront punis suivant les Constitut. des Saints Canons, &c.

Concile de Trente. sess. 24. cap. 12. de reformat.

III.

Les dispenses de *non residendo*, & de percevoir les fruits des Benefices pour cause d'étude, ne sont point valables sans le consentement des Ordinaires. *Par Declaration de Pie IV. du 24. Novembre 1564.*

IV.

Le même Pape par sa Bulle du 4. Septembre 1560. ordonne la résidence aux Evêques sous de grandes peines.

V.

Le revenu des Benefices non desservis doit estre saisi & regi sous la main de Justice par les Juges & Procureurs de S. M. qui dresseront des Procez Verbaux des ruines & demolitions, qu'ils enverront à l'Archevêque ou Evêque Diocesain.

Ordon. d'Orleans art. 21.

VI.

Les Officiers de S. M. ne pourront faire proceder par saisie du temporel des Benefices par faute de non résidence, qu'après avoir averti le Diocesain ou le Vicaire du Beneficier Titulaire, auquel il baillera delay competent, pour luy faire entendre la licence legitime de non résidence.

Edit. de 1571. art. 13.

VII.

Les Archevêques & Evêques doivent faire résidence dans leurs Eglises & Dioceses, & ne pourront estre excusés que par des causes legitimes & raisonnables certifiées par le Metropolitain ou

plus ancien Evêque de la Province, à faute de quoy outre les peines portées par les Conciles seront privez des fruits qui écheoiront pendant leur absence, & qui seront saisis sous main de Justice, & employez aux reparations des Eglises ruinées, & aux pauvres des lieux.

Ordonnance de Blois art. 14.

I. Les Prelats se trouveront en leurs Eglises au temps de l'Advent, Carême, Fêtes de Noël, Pâques, Pentecoste, & jour de la Fête-Dieu.

Ibid.

II. Les Curez & tous autres ayans charge d'ames, résideront dans leurs Benefices sous les mêmes peines, & ne pourront s'absenter sans cause legitime, qui sera connue de l'Evêque Diocesain, duquel ils obtiendront licence & congé par écrit, qui leur sera accordée gratuitement, & ne pourra ladite licence, sans grande occasion, excéder le temps de deux mois.

Ibid.

VIII.

L'art. 15. de ladite Ordonnance est conforme à l'art. 6. cy-dessus.

Défenses aux hauts Justiciers, & à leurs Officiers de faire saisir les Revenus desdits Ecclesiastiques sous pretexte de la non résidence, ou des reparations à faire: lesdites saisies ne pouvant estre faites que par les Officiers de S. M. auxquels il est néanmoins défendu de faire lesdites saisies sans

raison, & apparence.

Ordonnance de Blois art. 16.

Les art. 4. & 5. de l'Edit de Melun sont conformes aux deux precedens de l'Ordonnance de Blois.

IX.

Les Chantres de la Chapelle du Roy après avoir servi leurs quartiers, iront deservir en personne les Prebendes & autres Benefices sujets à residence, dont ils auront esté pourvus, à peine d'estre privez des fruits desdites Prebendes.

Edit de Melun art. 7.

X.

Les Conseillers Clercs, & les Officiers de la Chapelle du Roy pourvus de Canonicats sont tenus d'y resider hors le temps de l'exercice de leurs Charges. *Ainsi jugé par Arrest contradictoire du Conseil Privé du 19. Juin 1585.*

Et afin que les Eglises Cathedrales ne soient surchargées de privilegiez, S. M. veut qu'ez Eglises Cathedrales & Collegiales qui ne sont à sa Collation, il ne puisse y avoir plus de deux privilegiez des Chapelles de leurs Majestez, & dans les Eglises Collegiales qui sont à sa Collation, il n'y puisse avoir plus de quatre privilegiez. Et si le nombre est de 40. Chanoines & plus, il y en puisse avoir jusques à six, gaignant les fruits de leurs Prebendes, sans les distributions manuelles qui ne seront affectées qu'aux presens.

Par ledit Arrest.

XI.

Les fruits appartenans à la di-

gnité de Chancelier de l'Eglise de Meaux, furent declarez acquis au Chapitre de ladite Eglise pour le temps de l'absence & non residence du Chancelier, *par Arrest contradictoire du Parlement de Paris du 6. Fevrier 1606.* qui ordonne neanmoins que les deux Chanoines qui seroient à la suite de l'Evêque, seroient reputez presens, pour les fruits de leurs Prebendes de même que les autres privilegiez.

XII.

Il ne pourra avoir plus de quatre Chanoines en chaque Eglise, dispensez de residence en faveur des études, & ceux qui seront Lecteurs aux Universitez ne jouiront d'aucuns fruits de leurs Prebendes qu'ils n'en ayent pris possession en personne. *Ainsi jugé par Arrest du Parlement de Paris du 4. Mars 1614.*

XIII.

Jean Martineau Archidiacre & Curé de Ville-l'Evêque au Diocèse d'Angers, ayant interjeté appel comme d'Abus des Ordonnances & Monitions du Seigneur Evêque d'Angers, par lesquelles il avoir obligé tous les Curez de son Diocèse, (& particulièrement ledit Martineau) à resider en personne dans leurs Cures, ou à se faire des Benefices qu'ils ne vouloient conjointement desservir, & le Chapitre de l'Eglise Cathedrale d'Angers estant intervenu, *par l'Arrest celebre du Parlement de Paris rendu contradictoirement à l'Au-*

diance de la grand' Chambre en forme de Reglement le 9. Juin 1654. il fut dit que sans avoir égard à l'intervention dudit Chapitre, ledit Martineau estoit déclaré non recevable en l'appel comme d'abus par luy interjetté desdites Ordonnances dudit Seigneur Evêque, & que les Curez sont obligez de resider en personne dans leurs Cures.

On peut voir dans l'original les Plaidoyez des Avocats des parties, & celuy de Monsieur l'Avocat general Bignon, où l'on verra tout ce qui se peut dire d'essentiel sur cette matiere.

XIV.

Il fut ordonné audit Martineau par un autre Arrest dudit Parlement rendu en execution du precedent, le 12. Juin 1654. de satisfaire audit Arrest dans six mois, & de se remettre de sa Cure, ou de son Archidiaconé, & Prebende.

XV.

L'Arrest du Parlement de Paris du 17. Octobre 1658. portant injonction aux Chanoines de l'Eglise Cathedrale du Mans qui estoient Curez de resider à leurs Cures, autrement qu'ils seroient décheus des fruits desdites Cures, & iceux appliquez à l'Hôpital general du Mans, n'ayant pas esté executé, l'execution en fut ordonnée, sur la Requête de Monsieur le Procureur general, par un autre Arrest dudit Parlement du 7. May 1659.

XVI.

Un Chanoine de Creil fut con-

damné de resider en personne, & d'assister à l'Eglise; autrement qu'il demeureroit décheu des fruits & revenus de sa Prebende, par Arrest du Parlement de Paris du 10. Juillet 1660.

XVII.

Lorsqu'une même personne sera pourvuë de plusieurs Cures, soit qu'il y ait Procez, ou qu'elle les possède paisiblement, le pourvu ne jouira que des fruits du Benefice auquel il residera actuellement, & fera le service en personne; & les fruits de l'autre Benefice, ou de tous les deux, s'il n'a residé & fait en personne le Service en aucun, seront employez au payement du Vicairé, ou des Vicaires qui auront fait le Service, aux reparations, ornemens, & profit de l'Eglise dudit Benefice par l'Ordonnance de l'Evêque, qui sera executée par Provision non-obstant toutes appellations même comme d'abus, & tous autres empêchemens. Ainsi réglé pour le Diocèse de Cahors par Arrest du Conseil d'Etat du 11. May 1668.

TITRE XV.

De l'Incompatibilité des Benefices.

I.

Aucun Ecclesiastique de quelle qualité, dignité ou prééminence qu'il soit, ne peut posséder deux Archevêchez ny Evêvêchez, en titre, en commande, ny autrement suivans les saints Canons, & suivant le Concile de

Trente, *Seff. 7. ch. 2. de Reform.*

Ny estre nommé en deux Eglises différentes, quand même lefd. Ecclesiastiques feroient Cardinaux, mais peuvent seulement être pourvus d'un Benefice Ecclesiastique, lequel n'estant pas suffisant pour leur entretien, en pourront tenir un autre simple, pourveu qu'ils n'obligent pas l'un & l'autre à résidence : ce qui se doit entendre de tous les Benefices tant seculiers que reguliers : &c. *ibid. Seff. 24. ch. 17. de Reform.*

II.

Nul ne pourra dorénavant tenir deux Archevêchez, Evêchez, ou Cures és Eglises Parroissiales quelque dispense que l'on pourroit obtenir cy-après, nonobstant lesquelles, les Benefices de ceux qui les obtiendront, seront declarés vacans & impetrables suivant les saints Decrets.

Ord. de Blois art. 11.

III.

Les Charges de Promoteur, & de Penitencier, ont esté declarées incompatibles en une même personne : *par Arrest du Parlemens de Paris du 15. Mars 1611.*

IV.

Les Chanoines des Eglises Cathedralles ne peuvent tenir des Cures, en y commettant des Vicaires, nonobstant l'usage contraire. *Ainsi jugé par Arrest du Parlemens de Paris du 27. Janvier 1632.*

V.

Il y eut un Reglement fait pour tous les Diocèses du Royaume,

Par l'Arrest du Conseil Privé du 18. Mars 1644. donné en faveur de Monseigneur l'Evêque de Limoges : par lequel il est ordonné, Que tous les Chanoines qui tiennent des Cures, ou autres Benefices ayans charges d'ames, operont dans trois mois, à faute de quoy lefdites Cures sont declarées vacantes & impetrables.

VI.

Lorsqu'un Benefice aura esté impetré par incompatibilité, celui sur lequel l'impetration aura esté faite, ne jouira que des fruits du Benefice auquel il residera, & fera le Service ; & les fruits de l'autre, ou des deux Benefices, si aucun des contendans n'ont residé ny fait le Service, seront employez aux reparations, ornemens & profit de l'Eglise où sont les Benefices, par l'Ordonnance de l'Archevêque ou Evêque ordinaire, qui sera executée nonobstant toutes Appellations, même comme d'abus, & tous autres empêchemens.

Declaration du mois de Fevrier 1657. art. 27.

VII.

Les Chanoines & les Cures ont encore esté declarées incompatibles. *Par Arrest du Parlemens de Paris du 24. Juillet 1680. sur la Requeste de Monsieur le Procureur general.*

VIII.

Les Chanoines de Laon furent astraits & obligez d'assister aux grandes heures, à peine d'estre privez des distributions, *par Arrest*

du même Parlement du 20. Decemb. 1660. par lequel les Chanoines & les Cures furent encore déclarées incompatibles, & que lesdits Chanoines de Laon qui estoient Curez opteroient dans six mois, à faute dequoy lesdites Cures sont déclarées vacantes & impetrables.

IX.

L'incompatibilité des Cures avec les Prebendes fut encore jugée le 7. Fevrier 1651. à l'Audiance de la grand^e Chambre dudit Parlement.

X.

Et le 15. Mars 1661. par Arrest dudit Parlement, portant Reglement pour les Chanoines de Clermont en Auvergne, conforme aux cy-dessus.

XI.

Elle fut encore jugée le 7. Juillet 1662. à l'Audiance de la Grand^e Chambre dudit Parlement.

XII.

Le Chapitre de Langres pretendait pouvoir donner commission de trois ans en trois ans à un Chanoine, pour desservir la Cure de S. Pierre & de S. Paul unie à la Manse dudit Chapitre, 'en fut debouté, par Arrest du Parlement du 23. Fevrier 1664. rendu en forme de Reglement, qui ordonne tant au Chapitre de Langres, qu'à tous les autres Chapitres & Communautés du ressort dudit Parlement, qui ont des Curés unies à leur Manse, qu'ils nommeront & presenteront incessamment aux Evêques Diocésains des personnes, pour estre pourvus desdites Cures;

autrement qu'il y sera pourvû par lesdits Evêques.

XIII.

Ladite incompatibilité des Canoncats & des Cures fut encore confirmée, par L'Arrest dud. Parlement du 15. Mars 1664.

XIV.

Plusieurs Canoncats sont incompatibles dans une même personne. Ainsi jugé par Arrest du Parlement de Paris du 10. Fevrier 1667. qui enjoint à ceux qui en possèdent plus d'un en même temps, d'opter, sans qu'ils puissent charger de pension ceux qu'ils auront opté de quitter, avec defences d'en tenir plus d'un à l'avenir.

XV.

L'incompatibilité de plusieurs Prebendes dans une même personne, quoyque dans une même Ville, a esté confirmée par un autre Arrest dudit Parlement du 16. Fevrier 1671. qui maintient pour cet effet un devolutaire, & qui ordonne que les Arrests & Reglemens pour l'incompatibilité des Cures avec les Prebendes seront de nouveau publicz dans tous les Bailliages & Seneschaussées du ressort avec Arrest,

TITRE XVI.

De la Simonie & Confidance.

I.

Les Ecclesiastiques qui se font nommer aux Dignitez ou aux Benefices de l'Eglise par le moyen de l'argent, doivent estre rejettez desdites

desdites Dignitez & Benefices, & même de la communion, aussi bien que ceux qui y ont contribué, par le Concile de Calcedoine rapporté au liv. 1. chap. 19. des Capitulaires de Charlemagne, ce qu'il appelle une hereſie, laquelle, dit-il, *Jam ipſe princeps Apoſtolorum in Simone Mago terribiliter damnavit.*

Charlemagne ſe plaignant des Evêques de Lombardie qui prenoient de l'argent & des preſens de ceux qu'ils admettoient aux Ordres & aux Benefices, & même de ceux à qui ils adminiſtroient les Sacremens, leur fit deſenſes de plus proceder ainſi à l'avenir, ſur les peines portées par les Saints Canons.

Ibid, cap. 97.

II.

Saint Louis parlant de la Simonie dans l'art. 3. de ſa Pragmatique, témoigna combien elle luy eſtoit odieuſe en ces termes : *Simonia crimen peſtiſerum, Eccleſiam labefactans, à Regno noſtro penitus eliminandum volumus, & jubemus.*

III.

Le Pape Pie IV. donna une Bulle contre les Confidenciers, le 4. Decembre 1564. les declarant excommuniez.

IV.

Et le Pape Pie V. en donna une autre le 1. Juin 1569. ſur le même ſujet des Confidenciers, qui les declare de même.

V.

Le Pape Sixte V. confirma les deux Bulles precedentes par la ſienne du 3. Aouſt 1587. qu'il donna

particulierement pour le Royaume de France.

VI.

L'Assemblée Generale du Clergé de l'année 1585. ſupplia S. M. de trouver bon que cette Bulle contre les Simoniaques & Confidenciers fut receuë & publiée pour proceder contre eux ſelon icelle, & Sa Majeſté remit à y averſer plus particulierement, & cependant exhorta leſdits Eccleſiaſtiques de proceder contre leſdits Simoniaques & Confidenciers. Ce que fit ladite Aſſemblée exhortant les Archevêques & Evêques & autres Superieurs Eccleſiaſtiques, de ne reconnoiſtre dorénavant ny recevoir aux Eglises, Aſſemblées, ny Communautéz du Clergé, des perſonnes diffamées ou tachées de ſimonie ou confidence, & de faire informer contre elles par leurs Officiaux, Promoteurs & autres Officiers Eccleſiaſtiques, faire leur procez & les juger ſuivant ladite Bulle & loix Canoniques, & faire toutes publications pour cet effet dont les Provinces furent averties.

VII.

Les Prelats ne peuvent en quelle maniere que ce ſoit, bailler à ferme le ſpirituel de leurs Benefices, ny leurs Vicariats à leurs Fermiers, auſquels Vicariats ou Fermiers les Juges n'auront aucun egard.

Ordon. d'Orleans art. 18.

VIII.

Il fut enjoint aux Archevêques & Evêques, Baillifs & Senéchaux

H h

ou leurs Lieutenants, & aux Procureurs de Sa Majesté d'envoyer à Monseigneur le Chancelier ou Garde des Sceaux dans trois mois le nombre des Abbayes ou Prieurez qui sont dans leurs Diocèses, Sénéchaussées & Bailliages, & le nom & qualité des Titulaires, ou qui les possèdent par Oeconomat, ou d'informer diligemment si, pour obtenir les nominations ou provisions, il a esté commis aucune simonie, & envoyer les informations closes & scellées pour y pourvoir, &c. *Par l'art. 6. de l'Ordon. de Blois.*

IX.

Lesdits Archevêques & Evêques procederont soigneusement & severement & sans dissimulation ny exception de personnes, contre les personnes Ecclesiastiques qui auront commis le crime de simonie, par les peines indictes & portées par les saints Decrets & Constitutions Canoniques; les Officiers de S. M. procederont de même contre les Laïques coupables & participans du même crime, pour duquel avoir revelation pourront faire publier des Monitoires.

Ibid. art. 22.

X & XI.

L'Assemblée Generale du Clergé de France tenuë à Melun le 22. Decembre 1579. & 1580. déteste les confidences & simonies, & reconnoist ceux qui en sont coupables excommuniez suivant les Constitutions de Pie IV. & de

Pie V. & pour en empêcher le cours ordonne qu'à l'avenir tous ceux qui seront pourvus de Dignitez & Benefices seront obligez de jurer en leur re ception à leurs charges qu'ils n'y sont parvenus par simonie ny confidence, sans qu'ils y puissent autrement estre receus, ils s'en informeront pareillement en informant de leur vie & mœurs, & que lorsqu'ils en rencontreront, ils les defereront au Synode Provincial prochain, & en toutes les Assemblées du Clergé, afin que les coupables soient châtiez selon leurs crimes. *Ce qui fut confirmé par l'Assemblée de 1586. le 19. Juin.*

XII.

Si quelqu'un désormais est convaincu en Justice d'avoir commis simonie, ou de tenir des Benefices en confidence, il sera pourvu aufdits Benefices comme vacans incontinent après le Jugement donné par les Juges auxquels la connoissance en appartient, soit par S. M. s'ils sont de ceux ausquels Elle a droit, soit par les Collateurs ordinaires, s'ils dépendent de leur collation.

Edit de 1620. art. 1.

XIII.

L'Ordonnance de 1629. art. 18. est conforme audit art. & au 21. de l'Ordonnance de Blois.

XIV.

Le Parlement de Paris le 15. May 1625. rendit un Arrest contradictoire contre Jean Sapinault Sieur de Fayolles & son Gendre nommé la Forest & plusieurs autres qui jouis-

soient par confidence du Prieuré Cure de S. Saniol en Poitou depuis long temps, duquel estoit pourvû Noël Perax Prestre, avec prise de corps contre lesdits Sapinault & la Forest & autres: & comme cette affaire estoit causée par les Sentences de maintenuës que les Procureurs des Parties avoient passées entr'eux sans procurations speciales de leurs Parties, ladite Cour maintenant ledit Perax en possession de ladite Cure, fit dé-fenses aux Procureurs de plus passer entr'eux aucunes Sentences de maintenuës sans procurations speciales de leurs Parties, ou qu'elles fussent presentes.

XV.

Un Devolutaire s'estant fait pourvoir en Cour de Rome par devolut d'un Prieuré dépendant de Clugny pour l'incapacité & indignité de celui qui en estoit pourvû, & pour simonie par luy commise, fut déclaré recevable à vérifier par témoins la simonie, y ayant un commencement de preuve par écrit. *Par Arrêt du Parlement de Paris rendu à l'Audiance de la grand'Chambre le 19. Mars 1629.* sur les Conclusions de Monsieur Talon Avocat General, qui dit que la Cour l'avoit toujours ainsi jugé par ses Arrêts, même en matiere de confidence, laquelle regulierement ne se verifie que par écrit.

XVI.

La confidence & la simonie ne se peuvent couvrir par le temps,

& un Devolutaire sur la même confidence, bien que perfide au confidentiaire, est preferé à son Resignataire.

Le Sieur de Presles en Brie ayant fait resigner la Cure dudit lieu de Presles par Claude Picart Tirulaire d'icelle en faveur de Louis de la Mothe, tira de luy le même jour un écrit de sa main, portant qu'il l'a resigneroit toutesfois & quantes qu'il luy plairoit à personne idoine & capable: il le laisse néanmoins jouyr paisiblement 21. années, au bout desquelles un nommé Montrouge s'en fait pourvoir en Cour de Rome, & en prend possession; à laquelle la Mothe s'estant opposé, donna charge à l'Angevin d'aller à Paris pour suivre son opposition, n'y pouvant aller à cause de son âge, lequel Angevin estoit son Vicaire & bon ami à qui il confia tout le secret, & ce qui concernoit le billet baillé au sieur de Presles, à la charge de luy garder fidelité, ce qu'il promit.

Néanmoins prenant avantage de ce secret, & au prejudice de la foy qu'il avoit engagée, se fait aussi pourvoir par devolut de cette même Cure; dequoy la Mothe ne sçachant rien, il la resigna en Cour de Rome à Jean Duval qui en prend aussi possession & forme complainte pour raison d'icelle contre l'Angevin qui estoit lors seul en cause: Montrouge s'estant départi de son Instance par une incommodité à luy survenue, qu'il rendoit incapable de desservir, la

Cour maintient l'Angevin Devolutaire en la possession & jouissance de ladite Cure. *Par Arrest du 15. Fevrier 1655.*

TITRE XVII.

De la garde & recellement des corps des Beneficiers decedez.

I.

Les Chapitres, Colleges, Monasteres & Curez feront Registre de la sepulture des personnes tenans Benefices, qui fera foy pour la preuve du temps de la mort, lequel temps sera exprimé dans lesdits Registres, pour servir au Jugement des procez où il seroit question de prouver ledit temps de la mort, à tout le moins quant à la recreance.

François I. 1539. art. 50. à Villierscoterets.

Après le decez desdits Beneficiers ledit decez sera publié incontinent par les domestiques du decez qui le viendront declarer aux Eglises où se doivent faire lesdites sepultures & registres, & rapporteront au vray le temps dudit decez, à peine de punition corporelle ou arbitraire.

Ibid. art. 54.

Avant que de faire lesdites sepultures inquisition sommaire sera faite & rapport au vray du temps dudit decez, pour estre fidèlement & incessamment enregistré.

Ibid. art. 55.

Defenses de garder lesdits corps decedez avant ladite revelation, à peine contre les Laïques de con-

fiscation de corps & de biens, & contre les Ecclesiastiques de privation de tout droit possesseur qu'ils pourroient pretendre, es Benefices ainsi vacans, & de l'amende arbitraire.

Ibid. art. 56.

II.

Les Evêques, leurs Vicaires generaux peuvent faire proceder à la recherche des corps morts des Beneficiers dans les Eglises & Cimetières, exumps & non exumps & dans les maisons, & autres lieux seculiers. *Par Declaration de S. M. du 9. Fevrier 1657. qui confirme les Ordonnances de François I. cy-dessus.*

III.

La Jurisdiction pour connoistre du fait de la garde & recellement des corps des Beneficiers, fut attribuée au grand Conseil *par Lettres de surannation & d'adresse de S. M. au grand Conseil pour verifier la Declaration cy dessus, lesquelles sont du 12. Fevrier 1661.*

IV.

Lesdites Lettres furent verifiées avec la susdite Declaration, par Arrest du grand Conseil du 30. Mars 1661.

V.

Plusieurs particuliers complices de la garde du corps d'un Beneficier furent condamnez au bannissement *par Arrest contradictoire du grand Conseil du 23. Septembre 1670.*

Les nommez Bonnet, Bassard, de Villiers, & autres, furent aussi bannis pour trois ans de la Pro-

vince d'Auvergne, de la Ville, Prevosté & Vicomté de Paris, & suite du grand Conseil, & condamnez solidairement en trois cent livres d'amande, envers le Roy, trois cent liv. au pain des Prisonniers du Forl'Evêque, trois cent liv. en œuvres pies, & aux depens, pour avoir recelé & gardé le corps d'un Chanoine de l'Eglise de saint Gerault d'Orilhac, par *Arrest du grand Conseil du 1. Mars 1669.*

TITRE XVIII.

Des Devoluts.

I.

Celuy qui pretend qu'un Benefice Ecclesiastique, qui a esté possédé paisiblement pendant un an immediatement precedent, est vacant *certo modo*, & qu'ensuite il obtienne ledit Benefice, il doit exprimer dans son impetration, le nom, le degré, la qualité, & Noblesse du possesseur, le temps qu'il a possédé ledit Benefice: la raison & cause déterminée par laquelle il puisse montrer clairement qu'il n'y a aucun droit, & dans les six mois faire appeller en Justice ledit possesseur, & faire juger l'Instance jusqu'à Sentence definitive dans l'année, à faute de quoy l'impetrant sera decheu de sa pretention, & condamné en tous les depens, dommages, & interests, & s'il y a de la vexation contre ledit possesseur, & que l'on l'ait poursuivy mal à propos, en cin-

quante florins d'or à la Chambre Apostolique, &c.

C'est la regle 30. de Chancellerie d'Innocent VIII. receüe en France, *De annali possessione.*

II.

Le Beneficier bien pourveu, qui a possédé son Benefice pendant trois ans sans trouble, & en paix, ne peut plus estre molesté sur la possession d'iceluy. Par la Regle 33. *De triennali possessione.*

III.

Tous ceux qui seront pourvus par Devoluts fondez sur l'incapacite des possesseurs, ne s'efforceront de fait d'entrer en la jouissance des Benefices, sur peine de la decheance de leur droit de possession, & sur lesdites Provisions ne sera adjugé aucun sequestre, mais jouiront desdits Benefices ceux sur lesquels ils auront esté impetrez par devoluts, jusqu'à ce qu'il y ait jugement au contraire de recreance, ou principal.

Henry II. par son Edit du mois de Juin 1550. art. 15.

IV.

Tous Devolutaires de quelle qualité qu'ils soient, & de quelle Benefice que ce soit qu'il soit question, avant que d'estre receus aux actions intentées, ou qu'ils voudront intenter ou poursuivre contre les Titulaires & possesseurs desdits Benefices, seront tenus d'élire domicile pardevant le Juge où ils seront en cause, & de donner bonne & suffisante caution de payer le jugé suivant la forme de

H h iij

droit, à faute de quoy seront decheus de leur droit.

Edit d'Henry II. du mois de Janvier 1557.

V.

Le Parlement de Paris le 5. May 1558. verifia ledit Edit sur les modifications suivantes, ſçavoir, Que la Cour n'entend y comprendre les Graduez nommez, Indultaires, & autres ſemblables impetrans de Devoluts par vertu de leurs degrez, Nominations & Indults, au refus des Prelats ou Collateurs ordinaires, pour le regard deſquels impetrans, l'effet dudit Edit aura lieu, mais ſeulement des devolutaires qui auront obtenu leurs Devoluts à l'encontre des paiſibles poſſeſſeurs par an & jour, qui en ce cas donneront caution conformément audit Edit, & nommeront le lieu de leur nativité & demeureance en perſonne, ou par Procureur ſpecialement fondez : & avant conteſtation en cauſe les Juges procederont ſouverainement à la reception des cautions ; après quoy pourront paſſer outre au principal de la matiere, nonobſtant oppoſitions ou appellations quelconques, & ſans prejudice d'icelles.

VI.

Il eſt enjoint à tous Prelats, Patrons & Collateurs ordinaires, de pourvoir aux Benefices Eccleſiaſtiques, même aux Cures, & autres ayans charge d'ames, de perſonne de bonne vie, & litterature, & ne bailler aucuns Devoluts, avant que le pourvû par l'Ordinaire ait eſté déclaré incapable.

Defenſes à tous Juges d'avoir aucun égard aux Proviſions par Devoluts, ſoit Apoſtoliques ou autres quelconques auparavant la Declaration d'incapacité.

Ordonnance d'Orleans art. 4.

VII.

Tous Devolutaires ayans obtenu Proviſions fondées ſur vacation de droit, ſeront receus à en faire la poursuite encore qu'il n'y ait aucune declaration precedente, nonobſtant le contenu en l'Ordonnance d'Orleans, à la charge de donner caution, d'elire domicile, & de conteſter en cauſe dans trois mois à compter du jour de leur priſe de poſſeſſion, & de mettre les Procez en eſtat d'eſtre jugez dans deux ans au plus tard ; autrement deſenſes aux Juges d'avoir égard auſdits Devoluts.

Ord. de Blois art. 46.

Defenſes aux Devolutaires de ſ'immifcer en la jouiſſance des fruits deſdits Benefices, avant que d'avoir obtenu Sentence de Proviſion, ou definitive à leur profit, donnée avec celui qui jouit & poſſede, & ſur lequel Devolut eſt impetré, à peine d'eſtre decheus du droit de poſſeſſoire par eux pretendu, tant par led. Devolut qu'autrement.

Ibid.

VIII.

Le Roy comprend és peines de l'Edit, ceux qui ſous couleur d'un titre de Devolut directement ou indirectement uſurperont la poſſeſſion deſd. Benefices contre les

possesseurs d'iceux, jusqu'à ce que par Sentence des Juges, partie ouïe ou appellée, ils aient en vertu desdits Devoluts, obtenu jugement de recreance au principal du possessoire desdits Benefices, conformément aux Ordonnances.

IX.

L'Edit de Melun art. 17. est conforme à l'art. 46. de l'Ordonnance de Blois cy dessus art. 7.

X.

Si aucun est pourvû d'un Benefice pour cause de Devolut, l'Audiance luy sera déniée jusqu'à ce qu'il ait donné bonne & suffisante caution de la somme de cinq cent livres, & qu'il l'ait fait recevoir en la forme ordinaire, & à faute de bailler caution dans le delay qui luy aura esté prescrit eu égard à la distance du lieu où le Benefice est desservy, & du domicile du Devolutaire, il demeurera decheu de son droit sans qu'il puisse estre receu à purger la demeure.

Louis XIV. 1697. tit. 14. art. 33.

TITRE XIX.

De l'Usurpation des Benefices, des Lieux & biens qui en dependent

I.

Les Ecclesiastiques ou Laïques de quelle dignité, qualité, & condition qu'ils soient, mêmes Empereurs, Roys, Princes, qui retiendront des biens appartenans à l'Eglise, par leur autorité, par vio-

lence en imprimant la crainte, & par toutes autres voyes indirectes, sont declarez Anathemes par le Concile de Trente. S'ils sont Patrons, seront en outre privez de leur Patronage, & les Clercs qui se trouveront favoriser & consentir aux injustes usurpations desdits biens d'Eglise, seront de même soumis aux mêmes peines, & declarez inhabiles à aucuns Benefices, & même pourront estre interdits par les Ordinaires, s'ils le trouvent à propos.

Concile de Trente. sess. 22. cap. 11. de Reform.

II.

Charlemagne dans ses Capitulaires liv. 6. cap. 89. defend aux Laïques de rien prendre ny même de rien desirer de ce qui appartient aux Evêques & aux Eglises que par leur consentement. *Ut nullus Laicorum ex prediis Episcoporum quidquam ambiat, concupiscat, & accipiat.*

III.

Si les presens & offrandes faites aux Eglises sont prises par quelqu'un, retenues ou supprimées, si apres avoir esté avertis par les Prêtres de les restituer il n'y satisfait pas, cette personne doit estre rejetée & privée de la communion de l'Eglise Catholique. *Ibid. cap. 132. de rebus Ecclesie ablati aut fraudatis, vel retentis.*

IV.

Si quelqu'un veut usurper une place ou un lieu qui ne luy appartient pas, qu'il soit declaré sacrilege. *Ibid. cap. 290. de eo qui sibi locum indebitum usurpaverit.*

V.

Ceux qui derobent les choses de l'Eglise ou qui les alienent injustement sont des larrons sacrileges, *fures sacrilegi, fures Domini-corum loculorum & sacrorum*, comme les appelle S. Augustin, parlant de Judas: *qui aliquid de Ecclesia auferit vel furatur Jude proditor comparatur.*

Ibid. cap. 302.

VI.

Tout ce qui est offert à Dieu, & qui luy est consacré, soit un homme, ou un animal, ou un fond, est sacré, & est de la juridiction & droit des Prêtres: c'est pourquoy qui détruit, qui enleve ou qui s'approprie ce qui appartient à Dieu & à l'Eglise, est non seulement un sacrilege, mais un larron sacrilege, *fur sacrilegus.*

Ibid. cap. 303.

VII.

Ceux qui feront injure à l'Eglise ou aux Ministres d'icelle, ou qui seront convaincus d'avoir troublé le service Divin avec scandale, seront punis capitalement, & il est permis à toute sorte de personnes de poursuivre en Justice de tels attentats.

VIII.

Ceux qui prétendent droit & titre es Benefices Ecclesiastiques, n'y commettront aucune force ny violence publique, ny es choses qui en dépendent, à peine d'estre privez du droit possessoire qu'ils pourroient y prétendre.

Ordon. de 1539. art. 60.

IX.

Les Gentils hommes & autres qui se sont emparez, qui ont jouy & jouissent encore de plusieurs Benefices, & qu'ils occupent par force, sous des pretextes simulez, & sous des Provisions obtenues sous les noms de leurs domestiques & serviteurs ou autres empruntez au grand scandale du peuple, & mepris de la Religion, délaisseront incontinent la jouissance & possession desdits Benefices aux Titulaires dans trois mois après la publication, & tous les fruits d'iceux, à peine d'estre procédé contre eux extraordinairement par les Cours de Parlement, & d'estre punis suivant la rigueur des Ordonnances.

Edict de 1571. art. 17.

X.

Le Roy Charles IX. ordonna à ses Procureurs Generaux de faire la recherche des usurpateurs & injustes detempteurs des Benefices, maisons, rentes & autres biens qui en dependent, & exhorta les Prelats de recevoir les plaintes des Beneficiers spoliez & de les denoncer ausdits Procureurs Generaux, & Juges des lieux. *Par Lettres Patentes du 19. Decembre 1571. publiées & enregistrées au Parlement le 5. Janvier 1672.*

XI.

Les terres des Seigneurs usurpateurs des biens d'Eglises seront confisquées au Roy & à ceux à qui il appartiendra; & s'ils ne sont Seigneurs du lieu où le Benefice se

se

se trouve assis, seront punis exemplairement, à discretion de Justice : étant pour cet effet enjoint à tous les Procureurs de S. M. de proceder contre les coupables, & d'avertir de six mois en six mois Monsieur le Procureur General de leurs diligences.

Edit d'Amboise 1572. art. 7.

XII.

L'Ordonnance de Blois art. 47. & l'art. 30. de l'Edit de Melun sont conformes à l'Edit d'Amboise.

XIII.

Défenses à toutes personnes mariées, femmes, enfans, soldats & autres, de resider dans les Monasteres tant d'hommes que de femmes, sur peine de cinq cens écus d'amende applicable aux pauvres des lieux, & d'informer des usurpations par eux faites, transport de meubles & ornemens, à peine d'estre tenus en leur propre & privé nom de payer ladite amende.

Edit de 1582. art. 2.

L'Art. 2. porte que le 47. de l'Ordonnance de Blois sera publié en toutes Jurisdicions contre ceux qui prennent & levent les fruits des Benefices, contraignent les Beneficiers de leur affermer par violence, & que les Procureurs du Roy sur les lieux avertiront S. M. de la publication qui en aura esté faite, & d'envoyer au Conseil les informations faites sur ce sujet.

L'Art. 3. ordonne que les Receveurs des Decimes donneront chaque année aux Procureurs de

Sa Majesté sur les lieux une liste desdits violents usurpateurs, afin de proceder contr'eux suivant la rigueur des Ordonnances, & d'en donner avis au Conseil, à peine de privation de leurs Offices, & d'estre eux-mêmes contrainsts aux payemens des Decimes en cas de connivence.

XIV.

Les Ecclesiastiques spoliez seront remis en possession des maisons & biens qui leur appartiennent, sans que par lesdits usurpateurs (sous pretexte de reparations, meliorations & autres) ils en puissent estre empêchez, par l'Edit de 1596. art. 23. & pour le regard des biens situez Ben ean & Royaume de Navarre appartenans aux Evêques & Chapitres d'Acqs & Bayonne, Tarbe, Ayre, & autres Beneficiers desdits Dioceses, pleine & entiere main - levée en sera donnée.

XV.

Le Roy Louis XIII. exhorte les Evêques de son Royaume de faire une exacte recherche de ceux qui jouyssent indeuëment des Benefices, comme aussi des Beneficiers qui ne vivent, & qui ne s'habillent pas comme Ecclesiastiques. *Par Lettres Patentes de S. M. du dernier Aoust 1619.*

XVI.

Divers particuliers ayans usurpé le Benefice Cure de Gamaches au Diocèse de Rouën, & qui s'y vouloient maintenir par force, en furent deboutez & condamnés en

de grosses amendes. *Par Arrest du Parlement de Paris du 2. Novembre 1629.* par lequel defences leurs sont faites de continuer leurs violences, à peine de punition corporelle, &c.

XVII.

La Cour des grands Jours de Poitiers donna un Arrest le 26. Avril 1634. portant injonction à tous Baillifs & Seneschaux, Prevosts & Maréchaux & Substituts de Monsieur le Procureur General dans le ressort de ladite Cour, d'informer de toutes violences, usurpations & occupations de Cures, Prieurez, Chapelles, Hôpitaux & Maladeries.

TITRE XX.

Des procédures & instruction des Procez en matiere Beneficiale.

I.

ES matieres possessoires & beneficales l'on communiquera les Titres dès le commencement de la cause, pour l'effet dequoy le Juge baillera un seul delay competent tel qu'il verra estre à faire, selon la distance des lieux, & par faute d'exhiber, se fera adjudication de recreance ou maintenuë sur les titres & capacitez de celui qui aura fourni, qui sera executée nonobstant l'appel, quand elle sera donnée par les Juges ressortissans sans moyen en nosdites Cours Souveraines. *Ordonnance de 1539. de Villierscoterets pour l'abreviation des procez.*

II.

Après que les Parties auront contesté & esté appointées en droit, leur sera donné un seul brief delay pour écrire & produire, qui ne pourra estre prorogé pour quelque cause que ce soit.

Ibid. art. 47.

Et auront communication de leurs productions dans trois jours, & de huitaine en huitaine, après pourront bailler contredits & salvations, autrement n'y seront plus receus, mais sera le procez jugé en l'état, sans autre forclusion, ny signification de Requeste, & sans esperance d'autre delay par Lettres de Reliefs ou autrement.

Ibid. art. 48.

Après le possessoire intenté en matiere Beneficiale, ne se pourra faire poursuite pardevant le Juge d'Eglise sur le petitoire, jusques à ce que le possessoire ait esté entierement vuïdé par le Jugement de pleine maintenuë, & que les Parties y aient satisfait & fourni tant pour le principal que pour les fruits, dommages & interets.

Ibid. art. 49.

Quand il n'y aura lieu de faire aucune adjudication de maintenuë à l'une ou à l'autre des Parties, au lieu d'ordonner que lesdits Benefices demeureront sequestrez: sera donné Jugement abfolutoire au profit dudit défendeur & possesseur, contre lequel a esté intentée ladite Instance de possessoire, & les autres Parties seront deboutées de leurs pretentions & oppo-

sitions, &c. sans renvoyer pardevant le Juge d'Eglise sur le petitoire, sur lequel les parties se pourront pourvoir sans y estre altraites par renvoy, si elles le trouvent à propos.

Ibid. 47. & 48.

Defenses à tous Juges de faire deux Instances séparées sur la recreance, & maintenuë des matieres possessoires : mais seront conduites par un seul Procez & moyen, conformément aux anciennes Ordonnances.

Ibid. 49.

L'art. 60. de ladite Ordonnance est conforme à l'art. 17. de l'Edit de 1571. cy-devant.

Il ne sera receu aucune complainte après l'an, tant en matieres profanes que beneficales, le defendeur même n'ayant titre apparent sur la possession.

Ibid. 61.

Les Sentences de Recreance, & reintegrande en toutes matieres, & de garnison seront exécutoires nonobstant l'appel, & sans prejudice d'iceluy, en baillant caution, pourvû qu'elles soient données par les Juges ressortissans sans moyen, assistans avec eux jusqu'au nombre de six Conseillers du Siege qui signeront le dicton avec le Juge, dont sera fait mention au bas de la Sentence.

Ibid. 62.

Toutes instances possessoires de complainte ou reintegrande seront viduées sommairement, les preuves faites tant par Lettres que par

témoins par un seul delay, arbitré au jour de la contestation, & sans plus y retourner par relief, ny autrement.

Ibid. 63.

Si pendant un Procez en matiere beneficale, l'un des litigans resigne son droit il fera comparoir en cause celuy auquel il a resigné, autrement sera procedé à l'encontre du resignant, tout ainsi que s'il n'avoit resigné, & le jugement qui sera donné contre luy, sera exécutoire contre son resignataire.

Ibid. art. 64.

III.

Les Procez meus ou à mouvoir pour le possesseur d'aucuns Benefices, dont les Collations auront esté expédiées seulement en vertu d'un simple compulsoire des Juges nonobstant le refus fait par les Ordinaires fondez sur l'incapacité, scandale ou autre cause legitime : les Juges n'y auront aucun égard, Et sur lesdites Provisions ne pourra estre donné jugement de sequestre, recreance, ou maintenuë que la verité desd. cause & refus n'aient esté connuës, & enquisés diligemment.

Edit de Melun art. 16.

IV.

Les parties se pourront pourvoir pardevant le Juge d'Eglise sur le petitoire en matiere beneficale : après que le possesseur sera simplement vidué par le jugement de pleine maintenuë, & que les parties y auront pleine.

I i ij

ment satisfait, tant pour le principal, que pour les fruits, dommages & interêts.

Declar. de 1657. art. 10

V.

Après que le possesseur sera simplement vuide par le jugement de pleine maintenue, & que les parties y auront pleinement satisfait, tant pour le principal que pour les fruits, dommages & interêts, les Ordonnances de S. M. seront executées sur le petitoire.

Declar. de 1666. art. 13.

VI.

Procedures sur le possesseur des Benefices & sur les Regales tirées de l'Ordonnance de 1667. tit. 15.

E's matieres de complaints pour le possesseur des Benefices les exploits de demandes seront faits, & les Assignations données en la forme & dans les delais prescrites dans ladite Ordonnance pour les affaires civiles.

Louis XI V. 1667. art. 1.

II. Le demandeur sera tenu d'exprimer dans l'exploit le titre de sa Provision, & le genre de la vacance sur laquelle il a esté pourvû, & bailler au defendeur des copies signées de luy, du Sergent, & des Recors, de ses titres & capacitez.

III. L'Exploit d'assignation sera donné à la personne, ou au domicile du defendeur qui est en possession actuelle du Benefice.

IV. Les complaints pour Benefices seront poursuivies pardevant nos Juges, auxquels la connoissance en appartient privative-

ment aux Juges d'Eglise, & à ceux des Seigneurs, encore que les Benefices soient de la fondation des Seigneurs, ou de leurs auteurs, & qu'ils en aient la presentation ou collation.

V. Ne seront dorénavant donnez aucuns appointemens à communiquer titres, ny à écrire par memoire.

VI. Le defendeur en complainte sera tenu dans les delais cy-devant accordez aux defendeurs, fournir ses defences, dans lesquelles seront aussi expliquez le titre de sa Provision, & le genre de la vacance sur laquelle il a esté pourvû : & de bailler au Procureur du demandeur, des copies signées de son Procureur tant des defences que de ses titres & capacitez.

VII. Trois jours après la cause sera portée à l'Audiance sur un simple acte signifié à la Requête du Procureur plus diligent, pour estre prononcé sur le champ, si faire se peut, sur la pleine maintenue, sur la recreance, ou sur le sequestre s'il y échet.

VIII. Il ne sera adjouté foy aux signatures & expéditions de Cour de Rome, si elles ne sont verifiées, & sera la verification faite par un simple Certificat de deux Banquiers & Expeditionnaires, écrit sur l'original des signatures & expéditions, sans autres formalitez.

IX. Les Sentences de recreance seront executées à la caution juratoire, nonobstant oppositions

ou appellations quelconques, & sans y prejudicier.

X. Les recreances & sequestres seront executez, avant qu'il soit procedé sur la pleine maintenue.

XI. Si durant le cours de la Procedure celuy qui avoit la possession actuelle du Benefice decede, l'etat & la mainlevée des fruits sera donnée à l'autre partie sur une simple Requeste, qui sera faite judiciairement & à l'Audience, en rapportant l'extrait du Registre mortuaire, & les pieces justificatives de la litispendance, sans autres Procedures.

XII. Celuy qui interviendra en une complainte pour le possesseur d'un Benefice, expliquera dans sa Requeste les moyens d'intervention, & baillera copie signée de son Procureur, tant de la Requeste que des titres & capacitez au Procureur de chacune des parties.

XIII. Si aucun est pourvû d'un Benefice pour cause de Devolut, l'Audience luy sera deniée jusqu'à ce qu'il ait donné bonne & suffisante caution de la somme de cinq cent livres, & qu'il l'ait fait recevoir en la forme ordinaire; & à faute de bailler caution dans le delay qui luy aura esté prescrit, eu égard à la distance des lieux où le Benefice est desservi, & du domicile du Devolutaire, il demeurera déchu de son droit, sans qu'il puisse estre receu à purger la demeure.

XIV. Les mineurs de 25. ans qui seront pourvus de Benefices sont

declarez capables d'agir en Justice sans l'autorité & assistance d'un Tuteur ou Curateur, tant en ce qui concerne le possesseur, que pour les droits, fruits & revenus des Benefices.

XV. Si avant le jugement de la complainte, l'une des parties resigne son droit purement & simplement, ou en faveur, la Procedure pourra estre continuée contre le Resignant, jusqu'à ce que le Resignataire ait paru en cause.

XVI. Le Resignataire pourra se faire subroger aux droits de son Resignant, & continuer la Procedure sur une Requeste verbale faite judiciairement sans appeler parties, & sans obtenir Lettres de subrogation, que S. M. defend aux Officiers de ses Chancelleries de presenter, signer, & sceller à l'avenir.

XVII. Les Sentences de recreance, sequestre, ou de maintenue, ne seront valables ny executoires, si elles ne sont données par plusieurs Juges, du moins au nombre de cinq, qui seront nommez dans la Sentence, & si elles sont rendues sur Instance, ils en signeront la minure. Il ne sera pourtant rien changé, en l'usage observé es Requestes de Hôtel & du Palais.

XVIII. S'il intervient aucune condamnation de restitution de fruits, depens, dommages & interests, elle sera executée contre le Resignataire, même pour les fruits échus, & les depens faits avant

la Resignation admise : & néanmoins le Resignant demeurera garant des fruits, depens, dommages, & interêts de son temps.

De la Regale.

XIX. Le petitoire des Benefices qui auront vaqué en Regale sera poursuivi à la grand' Chambre de la Cour du Parlement de Paris, qui en connoitra privativement aux autres Chambres du même Parlement, & à toutes les autres Cours & Juges.

XX. La demande en Regale sera formée & proposée verbalement en l'Audiance sans autre procédure, & sur la Requête judiciaire sera ordonné, que toutes les parties qui prétendent droit au même Benefice seront assignées pour y venir défendre dans les delais reglez dans ladite Ordonnance.

XXI. Après l'écheance de l'Assignation, & les delais accordez cy devant aux defendeurs, la cause sera portée & jugée en l'Audiance sur un simple acte signifié à la Requête du Procureur le plus diligent, sans autres procédures.

XXII. Si une des parties est en demeure de constituer Procureur dans les delais cy-dessus, ou si après avoir mis Procureur, il ne compare à l'Audiance, sera pris un défaut ou congé contre le défaillant & le profit jugé sur le champ.

XXIII. S'il y a contestation formée pardevant autres Juges pour le possesseur du même Benefice, entre autres parties, du

moment que la demande en Regale aura esté signifiée aux contendans, le différent demeurera évoqué de plein droit en la grand' Chambre du Parlement de Paris pour estre fait droit avec toutes les parties, sur la demande en Regale.

XXIV. La cause ayant esté plaidée en l'Audiance, s'il se trouve que le Benefice ait vaqué en Regale, il sera adjugé au demandeur, sinon sera déclaré n'avoir vaqué en Regale, & en ce cas la pleine maintenue ou la recreance du Benefice, sera adjugée à l'une des autres parties.

TITRE XXI.

Des Insinuations Ecclesiastiques.

I.

HENRY II. crea, & erigea les Greffes des Insinuations Ecclesiastiques, par Edit du mois de Mars 1553. verifié en Parlement le 21. du même mois.

II.

Et l'année suivante 1554. le 27. Octobre il declara en faveur de Monseigneur l'Evêque de S. Malo, que celui qui seroit par luy promu de l'office de Greffier des Insinuations Ecclesiastiques dudit Diocese à titre onereux, ne pourroit estre destitué ny révoqué sa vie durant pour cette fois seulement.

III. IV.

Les Greffes des Insinuations Ecclesiastiques furent erigées en

Offices Royaux avec pareils droits que ceux qui sont attribuez aux Greffiers des Jurisdiccions Royales. *Par l'Edit du Roy Henry IV. du mois de Juin 1595. verifié le 4. Aoust suivant.*

V.

L'Assemblée Generale du Clergé de l'année 1596. passa procuration pour s'opposer en tous les Parlemens, & partout ailleurs où besoin seroit à l'enregistrement & publication de l'Edit cy-dessus, & où il seroit verifié, à l'exécution d'iceluy.

VI.

Et par le Contrat passé entre le Roy & le Clergé de France le 8. Aoust 1615. S. M. permit aux Archevêques & Evêques de rembourser les Greffiers des Insinuations en chacun Diocese de la finance par eux payée, & qui estoit entrée dans les coffres du Roy sans fraude ny déguisement avec les frais & loyaux cousts, & d'emprunter de l'argent pour cet effet, s'il estoit nécessaire, faire exercer lesdites charges par des personnes capables, mais qu'ils ne pourroient vendre ny engager lesdits Offices pour plus grande finance qu'ils estoient engagez par S. M.

VII.

Le Greffier des Insinuations Ecclesiastiques du Diocese de Reims fut condamné conformément audit Contrat, dont l'Extrait est cy-dessus, de recevoir le remboursement de la finance par luy payée pour raison de son Of-

fice de Greffier des Insinuations. *Par Arrest contradictoire du Conseil Privé du 19. Mars 1624.*

VIII.

Tous actes de provision, prise de possessions, resignations, créations & extinctions de pensions, concordats, omologations, généralement tous actes concernans les matieres Beneficiales, seront insinuez & enregistrez dans les Greffes des Insinuations, à peine de nullité, & les droits attribuez aux Greffiers d'icelles, Clercs & Commis seront payez suivant l'état cy-après, mis à la fin de la Declaration du dernier Decembre 1625. qui confirme tous les Edits desdites Insinuations.

IX.

REGLEMENT DES DROITS attribuez aux Greffiers des Insinuations Ecclesiastiques.

Pour l'insinuation des Bulles, Brevets, & expéditions d'Evêchez, serment de fidelité, acte de main-levée, prises de possession, & autres expéditions qui seront insinuées ensemble, sera payé 30. liv.

Pour l'insinuation des Bulles d'Abbayes & Prieurez consistoriaux, & tous autres actes concernant la provision & possession d'iceux, 15. liv.

Pour l'insinuation des Bulles des premieres Dignitez des Eglises Cathedrales & Prieurez Conventuels, 12. liv.

Pour les premieres Dignitez des Eglises Collegiales, 6. liv.

- Pour les Signatures obtenues en Cour de Rome sur resignation, permutation, par mort, devoluts pour les Dignitez des Eglises Cathedrales & Collegiales, Chanoines, Prebendes, Prieurez simples, Offices d'Abbayes & Monasteres, 3. liv.
- Pour les Signatures des Benefices Cures, 2. liv.
- Pour les Vicariats perpetuels, Châtellenies & Prestimones, 1. l. 10. f.
- Pour chacun acte de deputation, nomination ou collation des Patrons Ecclesiastiques ou Laïques, pour tous Brevets du Roy sur les Benefices autres que Consistoriaux, sera payé 3. liv.
- Pour *Visa* sur lescdites Signatures de Cour de Rome, présentations, nominations & Brevets, 3. l.
- Pour les Signatures en forme gratuite, 4. liv.
- Pour les Institutions des pensions sur Benefices Consistoriaux, 6. liv.
- Sur les autres, 3. liv.
- Pour l'extinction de pensions sur Benefices Consistoriaux, 6. liv.
- Sur les autres, 3. liv.
- Pour les expéditions faites en Cour de Rome, d'union, suppression de Benefices au profit des Communautés, 100. liv.
- Pour l'union des Benefices faite par l'Ordinaire, 6. liv.
- Pour une dispense à un Regulier de posséder un Benefice seculier, ou à un Seculier d'en posséder un Regulier, ou de translat
- tion d'Ordre, 12. liv.
- Dispense de posséder des Benefices incompatibles, 12. liv.
- Pour les refus que feront les Evêques ou Chapitres de donner la collation, ou de mettre en possession des Benefices, 1. liv.
- Pour tous exploits de significations, revocations, homologations & requisitions de Benefices, procure de resignations & autres, 1. l.
- Pour chacune prise de possession, hors les cy-dessus, 2. liv.
- Pour chacune procuration, 16. sols.
- Pour les provisions des Vicariats, Officialitez, Promotoriats, Greffiers des Evêques, Chapitres, Patrons & autres Ordinaires, 4. liv.
- Pour chaque Lettre d'Ordre, 8. sols.
- Pour le Titre Patrimonial pour les Ordres, 3. liv.
- Pour les Demissoires autant que pour les Ordres, 8. f.
- Pour un Demissoire à tous Ordres, 1. l. 10. f.
- Pour chaque Lettre Patente d'Indult, 1. l. 10. f.
- Pour Lettre de nomination sur un ou plusieurs Benefices, 1. liv.
- Pour degré de Licences en Theologie, en Droit, ou es Arts, 12. sols.
- Pour Lettre d'insinuation, nom & surnom des Graduez en temps de Carême, pour chacune année, 1. l. 10. f.
- Pour Lettre d'attestation de temps d'étude, 10. f.
- Pour chacune dotation, on fondation

dation de Benefices, messes, obits ou extrait de testament pour les legs pieux, 1. liv. 10. s.

Pour Lettres de profession & noviciat de Religieux ou Religieuses dont les Mandians sont exempts, 10. sols,

Pour une dispense de naissance à obtenir Benefices, 3. liv.

Dispense d'irregularité déclarée & jugée *ab homine*, 3. liv.

Dispense de mariage entre les pauvres, 5. sols.

Dispense de mariage entre les riches, 4. liv.

Les Baux d'Emphyteose, ou au dessus de neuf ans, 6. liv.

Fait au Conseil d'Etat du Roy tenu à Paris le dernier jour de Decembre 1625. X.

Par le Contrat passé entre le Roy & le Clergé le 11. *Fevrier 1626.* Sa Majesté permit aux Seigneurs du Clergé de faire payer les taxes cy-dessus, comme aussi de rembourser les Greffiers des Insinuations, conformément à l'art. 6. cy-dessus. *Lesquelles choses sont encore stipulées par les autres Contrats qui ont suivi es années 1637. & 1666.*

XI.

Tous pourvus de Benefices sont tenus de faire insinuer avec leurs provisions les actes de prises de possession dans les Diocèses où les Benefices seront situez, à peine de nullité. *Ainsi jugé par Arrest notable du Parlement de Paris rendu en forme de Reglement le 15. Juillet 1623.*

XII.

Les Ecclesiastiques doivent fai-

re insinuer les Provisions & autres Actes dont ils se voudront servir, à peine de nullité : défenses aux Greffiers de prendre plus grand salaire que celui qui est porté par les Reglemens.

Ordon. de 1629. art. 24.

Les Domestiques des Ordinaires ne pourront exercer les Greffes des Insinuations.

Ibid. art. 25.

Les Registres desdits Greffiers seront paraphés par les Archevêques, Evêques ou autres Ordinaires au commencement de chacune année, à peine de nullité des Actes & Enregistremens, dommages & interets des Parties.

Ibid. art. 26.

XIII.

Les Greffiers des Insinuations Ecclesiastiques furent déchargés de la taxe du sol pour feu, des mariages, baptêmes ou mortuaires. *Par Arrest du Conseil d'Etat du 18. Aoust 1635.*

XIV.

Le Roy Louis XIII. établit le Controlle au lieu des Insinuations Ecclesiastiques, par son Edit du mois de Novembre 1637. qui fut pour cet effet appelé l'Edit du Controlle. Cet Edit est composé de 27. Articles contenant divers Reglemens outre la creation des Offices de Controleur.

XV.

Louis XIV. par sa Declaration du mois d'Octobre 1646. supprima ledit Controlle, & rétablit les Insinuations Ecclesiastiques, fit des Re-

glements sur le fait des Benefices, & concernans les fonctions des Banquiers Expeditionnaires en Cour de Rome, des Greffiers des Insinuations, de leurs Registres, leur âge & qualité, & generale-ment tout ce qu'ils doivent observer, avec leurs privileges, que l'on peut voir dans l'original.

XVI.

Il y eut des Lettres de Relief de surannation & adressée au Parlement de Paris, pour verifier *ladite Declaration du 24. Avril 1647.*

XVII.

Et sur la Requête des Agens Generaux du Clergé le *Parlement donna son Arrest de verification le 2. Aoust 1649.* portant que les Offices de Controlleurs anciens, alternatifs & triennaux & quatriennaux demeureront dès à présent supprimer, & les acquereurs d'iceux remboursez par le Clergé, &c. que tous les Actes qui estoient sujets au Controлле seront registrez par les Greffiers des Insinuations qui prendront leurs mêmes droits: que les procurations *ad resignandum*, ou par permutation seront registrées au Greffe des Insinuations, & ce faisant les mois inferez audit seizième article, *des Dioceses où sont situés lesdits Benefices*, en seront ostez, & sans approbation des évocations & attributions aux grand Conseil, par Lettres Patentes mentionnées en l'article 10. &c.

XVIII.

Le Roy interpretant *ladite De-*

claration cy-dessus, par celle du mois d'Octobre 1651. veut que toutes les procurations pour resigner & permuter soient registrées au Greffe des Insinuations des Dioceses, dans lesquels lescdites procurations & autres actes sujets à Insinuation auront esté passez, & ce auparavant que d'estre envoyées à Rome. *Ladite Declaration verifiée au Parlement le 31. Mars 1651.*

XIX.

Et le Parlement verifia *ladite Declaration*, à la charge que les pourvûs des Benefices sur procurations seront tenus & obligez de les faire enregistrer dans les Greffes des Insinuations des Dioceses, au dedans desquels lescdits Benefices sont situez, dans trois mois après l'expedition des provisions desdits Benefices, &c.

XX.

L'Assemblée Generale du Clergé tenuë en 1650. & 1651. à Paris fit une deliberation pour le remboursement des Officiers du Controлле supprimer, & regla les impositions des sommes necessaires pour cet effet.

Les Greffiers des Insinuations Ecclesiastiques furent déchargez des taxes sur eux faites pour raison du domaine, avec défense au traitant & à tous autres de les poursuivre ny contraindre pour ce sujet. *Par Arrest du Conseil d'Etat du 17. Fevrier 1657.*

XXI.

Par l'*Arrest du Parlement de Paris du 20. Aoust 1668.* en forme de

Reglement, il est dit que *la Declaration du mois d'Octobre 1646.* sera executée: que de tous les Actes y mentionnez, & generalement concernant les titres & possessions des Benefices, même des revocations des resignations, les minutes en seront gardées par les Notaires Royaux ou Apostoliques qui recevront lesdits Actes, lesquels seront tenus d'en délivrer des grosses aux Parties, & que le Greffier desdites Insinuations ne pourra instrumenter comme Notaire en aucun Acte qui sera sujet à Insinuation dans le Registre des Insinuations, à peine de nullité, ny laisser aucun blanc dans ledit Registre.

TITRE XXII.

*DIVERS REGLEMENS
& questions jugées en matieres Beneficiales que l'on n'a pu comprendre dans les precedens Titres.*

I.

Pragmaticque du Roy S. Louis faite à Paris au mois de Mars 1268.

Elle contient six Articles: Par le premier ce S. Roy conserve pleinement les droits & la jurisdiction de l'Eglise & de ses Ministres.

Par le second il veut que la liberté dans les Elections soit aussi conservée avec integrité.

Par le troisième il veut tâcher de deraciner la simonie de ses Etats.

Par le quatrième il veut qu'il soit procedé aux collations, nomi-

nations, provisions & autres actes Ecclesiastiques, suivant la disposition du Droit commun, des Conciles & des saints Decrets.

Par le cinquième il veut empêcher les trop grandes levées des deniers qui s'imposent & levent par la Cour de Rome dans le Royaume, mais n'en veut plus souffrir que de justes pour choses pieuses & pour les necessitez urgentes qui seront jugées telles par l'Eglise de son Royaume, & par son consentement.

Par le sixième & dernier il confirme toutes les libertez, franchises, immunitéz, droits, privileges, &c. accordez par les Roys ses predecesseurs aux Eglises, Monasteres, personnes Ecclesiastiques, &c. tous lesquels articles se trouveront en differents endroits du present Abregé dans les termes de l'original.

II.

Tous Baux à ferme des Benefices expireront par la demission, resignation ou decez du Beneficier, & les Benefices ne pourront estre affermez pour plus de neuf ans; défenses aux Gentilshommes de les prendre à ferme, non plus que les Dixmes ou autres biens Ecclesiastiques, sur peine d'estre privez de leur noblesse, & de nullité des Baux. *Charles IX. par Lettres Patentes du 7. Septembre 1568.*

III.

Le même Roy par d'autres Lettres Patentes de même datte, enjoint aux Parlemens, Chambres

des Comptes, d'observer les saints Decrets, Ordonnances, & Declarations données en faveur du Clergé, à peine de nullité de ce qui sera jugé au contraire.

IV.

Le Parlement de Paris fit un Reglement sur le partage des fruits de l'année du decz d'un Beneficier le 19. Avril 1578. portant que tous les fruits de l'année commencée au 1. Janvier écheus & à échoir seront divisez à proportion de temps, & donnez, sçavoir aux heritiers depuis le 1. Janvier jusqu'au jour du decz, & au nouveau pourvu, jusqu'au dernier Decemb.

V.

Loüet rapporte un Arrest. du 6. Juillet 1585. Lettre A nombre 11. sur le même sujet du partage des fruits entre le nouveau Beneficier, & les heritiers du defunt, à commencer l'année au mois de Janvier, ce qui a esté une nouvelle jurisprudence dans la suite, parce que l'année n'a commencé en France au mois de Janvier que depuis l'année 1566

Il y en a eu plusieurs autres depuis sur cette matiere.

VI.

Un particulier ayant extorqué d'un mineur de 25. ans par subornation, la resignation de son Benefice fut condamné à faire amande honorable, & au bannissement, & ladite resignation déclarée nulle par Arrest du Parlement de Paris du 7. Septembre 1639.

VII.

La collation des Benefices ap-

partenant à un Chapitre en corps, ne peut estre changée, & la parition qui en avoit esté faite par le Chapitre, fut déclarée abusive par Arrest du Parlement de Paris du 7. Aoust 1625.

VIII.

Les Coadjutoreries n'ont point de lieu aux Benefices qui n'ont charges d'ames, & sont abusives, il a esté ainsi jugé par Arrest contradictoire du Parlement de Paris du 25. Fevrier 1642. contre Charles de Monterby, quis'estoit fait pourvoir en forme de Coadjutorerie de l'Aumônerie de l'Eglise Cathedrale de S. Estienne de Mets, dont Maître Gilles Quentin estoit pourvu, le Chapitre intervenant pour le Coadjuteur, & Monseigneur de Mets pour ledit Quentin. Les Plaidoyers des Avocats des parties & celuy de Monsieur l'Avocat general sont inferez dans ledit Arrest, ou la matiere des Coadjutoreries, tant dans le pays d'obediance que dans les autres, est amplement traitée.

IX.

Le regrez aux Benefices est jugé en faveur de ceux qui ont resigné en extremité de maladie, & une Prebende resignée purement & simplement en extremité de maladie entre les mains du Chapitre, qui en est Collateur, le Chanoine qui rentre dans son Benefice, doit avoir le même rang, & les mêmes avantages qu'il avoit avant sa resignation. Ainsi jugé en la cause de François Verjus Chanoine & Ar-

chidiacre en l'Eglise Cathedrale de saint Vincent de Maseon, qui avoit resigné, & qui fut rétably par l'Arrest du Parlement de Paris du 30. Juillet 1652.

X.

La fondation d'une Chapelle erigée en l'Eglise Collegiale de Montfaucon pendant la violence des Guerres fut declarée nulle & abusive par Arrest contradictoire du Parlement de Paris du 30. May 1665. Comme aussi la permutation d'une Prebende de la même Eglise contre ladite Chapelle, laquelle avoit esté extorquée par crainte durant les troubles, lequel Arrest remet le Chanoine qui avoit resigné en possession de son Canoniat, quoy qu'il y eust dix ans que ladite permutation avoit esté faite.

XI.

Le Chap. de lad. Eglise de Montfaucon avoit obtenu des Lettres de rescision le 27. Novembre 1663. contre les Actes Capitulaires & la fondation de ladite Chapelle, sur lesquelles intervint l'Arrest cy-dessus qui les a enterinés.

XII.

Les Religieux Mandians sont incapables de Benefices Cures, ainsi jugé par Arrest du Parlement de Paris du 8. Mars 1660. en la cause de Frere Bernardin Goujon Religieux Cordelier.

XIII.

Une Pension excessive reservée sur un Benefice par celui qui l'a resigné, ne rend pas la resignation nulle, mais la pension est seule-

ment reductible au tiers, à moins que ce ne fût une reserve de tous les fruits, auquel cas la resignation ne seroit valable. Ainsi jugé par Arrest du Parlement de Paris du 9. Aoust 1660. conformément aux Conclusions de Monsieur l'Avocat general, & à present cette Jurisprudence ne reçoit plus de difficulté, y ayant eu plusieurs Arrests depuis conformes.

XIV.

La resignation d'une Chapelle faite en Cour de Rome au prejudice de l'affectation de ce Benefice, & d'autres semblables aux Maîtres de Musique, & Enfants de Chœur de l'Eglise de Soissons fut declarée nulle, par Arrest du Parlement de Paris du 2. Decembre 1664. qui ordonne que tels Benefices leur demeureront affectez sans qu'ils puissent estre resignez, ny conferez à d'autres, en sorte neanmoins que ceux qui auront servi pendant quatre ans en lad. Eglise, & qui auront toutes les qualitez requises, seront preferez.

XV.

Le Parlement de Paris par son Arrest du 11. Juillet 1672. ordonna que les Decrets, *quomodo divinum Officium sit recitandum, & quo tempore quisque debeat esse in Choro*, seront executez en l'Eglise de saint Pierre de Maseon.

Qu'il sera fait une nouvelle partition du revenu du Chapitre en deux portions égales, les charges deduites, dont l'une sera appliquée aux distributions manuelles & quo-

tiennes en faveur de ceux qui assisteront au Service, & l'autre demeurera pour gros des Prebendes, & confirma les Arrests rendus sur l'incompatibilité de plusieurs Canonics en une même personne.

XVI.

Le Pape Paul IV. accorda un Indult aux Cardinaux le 28. May 1555. ensuite des articles ou conventions faites entre les mêmes Cardinaux assemblez dans le Conclave pendant la Vacance du saint Siege, que l'on appelle ordinairement le *Compactum*.

Cet Indult contient plusieurs chefs & principalement ceux-cy.

Que le Pape fera ses efforts pour mettre la paix entre les Princes Chrétiens.

Qu'il continuera la reformation de la Cour de Rome commencée par le Pape Jule III.

Que les Cardinaux seront réduits au nombre de quarante.

Qu'aucun ne sera élevé à cette dignité qu'il n'ait l'âge de 25. ans au moins, & toutes les autres qualités requises.

Que deux freres ne pourront estre Cardinaux en même temps.

Que les ceremonies seront observées dans leur creation comme par le passé.

Qu'ils pourront disposer librement de leurs biens par testament & autrement.

Que les biens de ceux qui decederont *ab intestat*, seront distribués à leurs heritiers & domestiques par trois Cardinaux les plus

anciens du sacré College, comme ils le jugeront à propos.

Que lesdits Cardinaux seront exempts de toutes Gabelles, Decimes, & Impositions quelconques faites ou à faire.

Qu'ils pourront nommer & conferer les Benefices des Dioceses dont ils seront Collateurs, pendant qu'ils seront en Cour de Rome.

Que le Pape ne derogera aucunement à la regle des vingt jours ny delà ny deçà les monts au prejudice de leurs Indults.

Qu'il ne procedera, ny ne permettra de proceder contre la personne desdits Cardinaux, en quelle cause que ce soit, sinon dans les causes d'Herésie, Schisme, ou leze Majesté au premier chef, à moins que la cause ne soit reconnue legitime par les deux parts des Cardinaux presens.

Que le Pape ne fera la Guerre à aucun Prince Chrestien ny aucune alliance, ny ligue avec eux, mais se conservera toujours la qualité de mediateur observant la neutralité, & se montrant Pere commun de tous, à moins qu'il n'y soit forcé par une urgente necessité ainsi reconnue par la plus grande partie des Cardinaux, &c.

XVII.

Henry II. donna ses *Lettres Patentes pour l'enregistrement dudit Indult, & pour l'exécution d'iceluy* du 13. Avril 1556.

XVIII.

Ensuite de quoy le grand Conseil

TITRE XXII.

263

par son Arrest du 9. Juin 1556. verifia ledit Indult purement & simplement.

XIX.

ARCHEVECHEZ ET EVECHEZ de France suivant qu'ils sont écrits dans la Chambre Apostolique, avec la taxe de l'expédition des Bulles, exprimée par Florins.

Le Florin de Rome vaut cinq livres six sols huit deniers monnaie de France.

Agde paye pour ses Bulles 1500. florins.

| | |
|------------|--------|
| Agen | 2440. |
| Aire | 1200. |
| Arch. Aix | 2400. |
| A Alby | 2000. |
| Alet | 1500. |
| A. Ambrun | 2400. |
| Amiens | 4200. |
| Angers | 1700. |
| Angoulême | 1000. |
| Apt | 250. |
| Aqs | 500. |
| A. Arles | 2008. |
| Arras | 4000. |
| A Auch | 10000. |
| Avignon | 1850. |
| Avranches | 2500. |
| Autun | 4080. |
| Auxerre | 4400. |
| Bayeux | 4400. |
| Bayonne | 100. |
| Bazas | 600. |
| Beauvais | 4600. |
| Beziers | 2000. |
| A Bordeaux | 4000. |
| Boulongne | 1500. |
| A. Bourges | 4033. |
| S Briec | 800. |

| | |
|-------------------------------|-------|
| Cahors | 1000. |
| A. Cambray | 6000. |
| Carcassonne | 6000. |
| Carpentras | 1500. |
| Castres | 2500. |
| Cavaillon | 500. |
| Châlons sur Marne | 3000. |
| Châlon sur Saone | 700. |
| Chartres | 4000. |
| Clermont | 4550. |
| Cominges | 4000. |
| Condom | 2500. |
| Conserans | 1000. |
| Cornouailles, ou Kimpercoren- | |
| tin | 1000. |
| Coutances | 2500. |
| Die, uni à l'Evêché de Valen- | |
| ce | |
| Digne | 400. |
| Dol en Bretagne | 4000. |
| Elne en Roussillon | 1500. |
| Evreux | 2500. |
| Saint. Flour | 900. |
| Frejus | 1400. |
| Gap | 1400. |
| Glandeve | 400. |
| Grasse | 424. |
| Grenoble | 1000. |
| Langres | 9000. |
| Laon | 4000. |
| Lavaur | 2500. |
| Lectoure | 1600. |
| Leon | 800. |
| Lescar | 1300. |
| Limoges | 1600. |
| Lizieux | 4000. |
| Lodeve | 1060. |
| Lombez | 2500. |
| Luçon | 1000. |
| A. Lyon | 3000. |
| Maillezais, c'est la Rochelle | |

264 **DIVERS REGLEMENS ET QUESTIONS, &c.**

| | | | |
|----------------------|---------------|------------------------|--------|
| S. Malo | 1000. florins | Rodez | 2326. |
| Mande | 3500. | A. Rotien | 12000. |
| Mans | 2216. | Saintes | 2000. |
| Marseille | 700. | Sarlat | 700. |
| Mafcon | 1000. | Seez ou Sais | 3000. |
| Meaux | 2000. | Senez | 3000. |
| Mets | 6000. | Senlis | 1250. |
| Mirepoix | 2500. | A. Sens | 6000. |
| Montauban | 2500. | Sisteron | 800. |
| Montpellier | 4000. | Soissons | 2400. |
| Nantes | 1500. | Tarbes | 1200. |
| A. Narbonne | 9000. | Toul | 2500. |
| Nevers | 2000. | Tournay | 5000. |
| Nîmes | 1200. | Toulon | 400. |
| Noyon | 3000. | A. Toulouse | 5000. |
| Oleron | 600. | A. Tours | 2500. |
| Orange | 400. | Treguier | 460. |
| Orleans | 2000. | Troyes | 2500. |
| Pamiers | 2500. | Tulles | 1400. |
| S. Papoul | 2500. | Vabres | 1000. |
| A. Paris | 4283. | Vaison | 500. |
| S. Paul 3. Châteaux. | 400. | Valence | 4500. |
| Perigucux | 2500. | Vannes | 350. |
| Poictiers | 2800. | Vence | 200. |
| S. Pons de Tomieres | 3400. | Verdun | 4466. |
| Le Puy en Velay | 2560. | A. Vienne | 1854. |
| A. Reims | 4000. | Viviers | 4400. |
| Rennes | 1000. | Ufez | 1000. |
| Rieux | 2500. | Xaintes voyez Saintes. | |
| Riez | 800. | 15. Archevêchez | |
| La Rochelle | 1000. | & 109. Evêchez. | |

Les Abbayes, Prieurez, & autres Benefices dependans defdits Archevêchez & Evêchez, & qui font à la Nomination du Roy, se peuvent voir dans les Memoires du Clergé où ils font avec la Taxe de l'expedition de leurs Bulles.

ARCHEVECHEZ ET EVECHEZ
de France selon l'ordre des Pro-
vinces Ecclesiastiques ou des Me-
tropoles, par ordre alphabetique.

PROVINCE D'AIX.

A Archevêché d'Aix.
Evêchez d'Apt, Frejus, Gap,
Riez, Sisteron.

PROVINCE

PROVINCE D'ALBY.

Érigée en Archevêché par le Pape Innocent XI. le 3. Octobre 1678.

Archevêché d'Alby.

Evêchez de Cahors, Castres, Mandé, Rodez & Vabres, *tirez de la Province de Bourges.*

PROVINCE D'AMBRUN.

Archevêché d'Ambrun.

Evêchez de Digne, Glandève, Grasse, Nice, *qui n'est plus de France, mais des Etats du Duc de Savoye*, Senez, Vence.

PROVINCE D'ARLES.

Archevêché d'Arles.

Evêchez de Marseille, Orange, *dont l'Evêque n'a point d'entrée dans les Assemblées du Clergé de France*, S. Paul trois Châteaux, Toulon.

PROVINCE D'AUCH.

Archevêché d'Auch.

Evêchez d'Aire, Acqs, Bayonne, Bazas, Comenge, Conserans, Lectoure, Lescar, Oleron, Tarbes.

PROVINCE DE BESANÇON.

Archevêché de Besançon.

Evêchez de Basle, Lausanne, Avanches, & Belley *en Bresse.*

PROVINCE DE BORDEAUX.

Archevêché de Bordeaux.

Evêchez d'Agen, Angoulême, Condom, Luçon, Périgueux, Poitiers, la Rochelle, *autrefois Maillezaïs*, Saintes, Sarlat.

PROVINCE DE BOURGES.

Archevêché de Bourges.

Evêchez de Clermont, S. Flour, Limoges, le Puy, & Tullés.

PROVINCE DE CAMBRAY.

Érigée en Archevêché par le Pape Paul IV. en 1559.

Archevêché de Cambrai.

Evêchez d'Arras, Tournay, Saint Omer, Namur: *Cette Province étoit autrefois de celle de Reims.*

PROVINCE DE LYON.

Archevêché de Lyon.

Evêchez d'Autun, Chalons, Langres, Mâcon.

PROVINCE DE NARBONNE.

Archevêché de Narbonne.

Evêchez d'Agde, Alet, Beziers, Carcassonne, Lodève, Montpellier, Nîmes, S. Pons de Tomiers, Uzès.

L'Evêché d'Elne en Roussillon, étoit originairement de la Metropole de Narbonne, de laquelle il a esté depuis soustrait, & mis sous celle de Tarragonne en Espagne, il est maintenant du Royaume, & à la Nomination du Roy.

PROVINCE DE PARIS.

Archevêché de Paris.

Evêchez de Chartres, Meaux, Orléans.

PROVINCE DE REIMS.

Archevêché de Reims.

Evêchez d'Amiens, Beauvais, Boulogne, Chalons, Laon, Noyon, Senlis, Soissons.

PROVINCE DE ROÛEN.

Archevêché de Roüen.

Evêchez d'Avranches, Bayeux,
Coustances, ou Constances,
Evreux, Lizieux, Seez, ou Saiz.

PROVINCE DE SENS.

Archevêché de Sens.

Evêchez d'Auxerre, Nevers,
Troyes.

PROVINCE DE TOULOUZE.

Archevêché de Toulouse.

Evêchez de Lavaur, Lombes,
Mirepoix, Montauban, Pamiers,
S. Papoul, Rieux.

PROVINCE DE TOURS.

Archevêché de Tours.

Evêchez d'Angers, S. Briuc,
Cornoüaille, Dol, Leon, S.
Malo, le Mans, Nantes, Ren-
nes, Treguier, Vannes.

PROVINCE DE VIENNE.

Archevêché de Vienne.

Evêchez de Die, uni à l'Evêché
de Valence, Genève, dont l'E-
vêque reside à Annecy en Savoye,
Grenoble, S. Jean de Mau-
ricienne en Savoye, Valence, Vi-
viers.*Outre les Provinces cy-dessus qui
sont du Royaume, il y a trois Evê-
chez, sous la Metropole de Trêves,
sçavoir Mets, Toul & Verdun, &
l'Evêché d'Ypres sous la Metropole
de Malines, qui sont à la Nomina-
tion du Roy.**Il y a encore la Province d'Avi-
gnon, qui n'est pas censée du Royau-
me, mais dans le Diocèse d'Avignon
& des trois suffragans, qui sont,
Carpentras, Cavaillon, & Vaison,
il y a plusieurs Benefices, qui sont
dans les Terres de l'obéissance du Roy,
& à la Nomination de Sa Majesté,
qui sont même imposés aux Decimes
qui se levont sur le Clergé de France.*Il y a présentement dans le Royaume 125. Diocèses à la Nomination
du Roy, sçavoir 18. Archevêchez, & 107. Evêchez.

ABREGE' DES ACTES,

TITRES ET MEMOIRES

Concernant les Affaires du Clergé de France :

TOME TROISIE'ME,

Contenant la troisiéme & la quatriéme Partie.

TROISIE'ME PARTIE.

Des biens temporels de l'Eglise.

TITRE I. DES DIXMES.

CHAPITE I. *Des Dixmes en general.*

I.



TOUTES personnes de quelle qualité & condition qu'elles soient, qui devront des Dixmes, les payeront entierement, sur peine d'excommunication qu'ils encourront par le seul fait, & dont ils ne seront point absous qu'après une peine & entiererestitution: il en sera de même de ceux qui les frauderont, qui se les attribueront, & qui en empêcheront le paiement. *C'est le Concile de Trente sess. 25. ch. 12 de reformatione*, qui l'ordonne ainsi, & qui exhorte un chacun de contribuer à la subsistance des Evêques & des Curez dont les revenus sont trop modiques, afin qu'ils puissent vivre selon leur dignité.

II.

La dispensation des Dixmes telle qu'elle doit estre faite par un chacun, est en la disposition de l'Evêque. *Par les Cap. de Charlemagne & de Louis le Debonnaire liv. 1. cap. 149.*

Et par le cap. 165. chaque Eglise doit avoir ses limites pour les Dixmes.

L'on payera la neuviéme & dixiéme de tout ce qui aura esté travaillé du vin, du foin, *fideliter & pleniter*, & du bled, *nutriment* selon la coûtume dont il est permis aux Evêques de convenir en argent. *Par le cap. 21. du liv. 2.*

Les Evêques empêcheront que le peuple ne contraigne les Ecclesiastiques dixmans, de leur vendre leurs Dixmes, &c.

Ibid. liv. 3. cap. 46.

Ces deux grands Rois invitent & ordonnent à tous leurs Sujets de rendre à Dieu ce qu'il luy appartient, & qu'il a voulu qui luy fut donné, parce qu'il est à crain-

Ll ij

dre que *qui decimam dare neglexerit, novem partes auferantur ab eo.*

Ibid. cap. 89.

III.

Les Dixmes que l'on aura fraudées seront restituées & payées fidèlement à l'avenir.

S. Louis 1228.

IV.

La connoissance du fait des Dixmes appartient pour le petitoire & possessoire entre personnes Ecclesiastiques à l'Ordinaire; défense à tous Officiers d'en connoître.

Philippe le Bel 1303.

V.

Tous Propriétaires, Tenanciers & Laboureurs des terres sujettes à Dixmes & Premices au Diocèse de Chartres, avertiront les Decimateurs avant que d'enlever les fruits, à peine de confiscation d'eux & d'amende arbitraire.

François I. par Lettres Pat. du 1. Mars 1545.

VI.

Le Parlement de Paris rendit un Arrest le dernier Juin 1547. sur de pareilles Lettres du 9. Juin audit an, obtenues par le Clergé dudit Diocèse de Chartres, par lequel défenses sont faites d'enlever les fruits sujets à Dixme, sans avoir fait publier au prône le jour qu'ils doivent estre levez.

VII.

François I. donna de pareilles Lettres Patentes du 3. Mars 1545. en faveur du Clergé du Diocèse de Sens,

VIII.

Henry II. accorda des Lettres de surannation du 10. Juillet 1555. pour l'enregistrement & execution des precedentes du 3. Mars 1545.

IX.

Lesquelles furent verifiées au Parlement le 12. Juillet. 1555.

X.

Henry II. donna de pareilles Lettres du 6. Juillet 1548. pour le Diocèse de Paris portant semblables défenses d'enlever les fruits decimables sans en avertir.

XI.

Pareilles défenses pour le Diocèse d'Angoulême, & plus ample reglement sur la maniere de payer & lever les Dixmes sans prejudice des transactions & compositions pour lesdites Dixmes. Par Lettres Patentes du même Roy Henry II. du 9. Fevrier 1553.

XII.

Qui furent verifiées au Parlement le 20. Fevrier 1553.

XIII.

Charles IX. donna une Declaration le 25. Octobre 1561. en faveur de tout le Clergé de France, conformément aux Lettres Patentes cy-dessus, qui fut verifiée au Parlement le 1. Juin 1562.

XIV.

Le 20. Avril precedent 1562. le même Roy avoit déjà accordé aux Ecclesiastiques de Troyes des Lettres Patentes conformément aux precedentes, registrées au Parlement le 12. May suivant.

XV.

Défenses aux Laboureurs & autres personnes d'enlever leurs grains sans l'avoir dénoncé aux Prônes, à peine aux Officiers de S. M. & aux hauts Justiciers d'en répondre, & en cas de fraude ou dénégation de Dixmes, à peine du quadruple, avec permission aux Beneficiers d'en faire informer en leurs Justices. *Par Lettres Patentes du Roy Charles IX. du 24. Juillet 1568. verifiées au Parlement le 14. Aoust suivant, à l'exception de la peine du quadruple.*

XVI.

Enjoint à toutes personnes de payer les Dixmes & autres droits deubs aux Ecclesiastiques, sans exiger d'eux aucuns festins, ny autre dépense de bouche. *Par Lettres Patentes du même Roy du 12. Janvier 1573. verifiées au Parlement le 26. desdits mois & an.*

XVII.

Les Tenanciers des terres sujettes à Dixmes, Premices, Quartes, Boisseaux & autres droits, seront publier aux Prônes des Parroisses le jour qu'ils enleveront les vins, grains & fruits, afin que les Decimateurs y puissent envoyer de leur part: s'il arrive des différends ou procez pour raison de ce, les Parlemens en connoistront. Défenses aux Gentilshommes de prendre, ny par eux, ny par leurs gens, directement, ny indirectement les Fermes desdites Dixmes, ny autres biens Ecclesiastiques, même de leur consentement.

Edit de 1571. art. 16.

XVIII.

L'Ordonnance de Blois art. 49. y est conforme aussi bien que l'art. 1. dans lequel il est porté de plus que les Propriétaires & possesseurs des heritages sujets à Dixmes ne pourront alleguer en Jugement que le dit droit de Dixme n'est deub qu'à volonté, ny alleguer aucune prescription au possesseur que celle de droit, en laquelle ne sera compris le temps qui aura couru pendant les troubles & hostilité de la guerre, &c. Ce qui est encore conforme à l'art. 29. de l'Edit de Melun.

XIX.

L'Edit de Melun art. 28. est aussi conforme aux articles cy-dessus.

XX.

La Declaration du Roy Louis XIII. du 17. Mars 1611. qui confirme toutes les Ordonnances cy-dessus touchant les Dixmes, est conforme à l'art. 16. cy-dessus.

XXI.

Celle du 7. Juin 1617. est aussi conforme aux articles cy-dessus, & ordonne que les Dixmes seront payées suivant les coutumes des lieux, que les debiteurs seront contraints par toutes voyes de Justice deues & raisonnables, nonobstant toutes oppositions ou appellations quelconques, & sans préjudice d'icelles: que les publications seront faites aux Prônes des Parroisses, des jours que l'on levera les fruits, &c.

XXII.

Les fruits sujets à Dixmes ne seront point enlevés sans avertir

les Decimateurs, à peine de confiscation de charettes, chevaux & fruits. *Ainsi jugé par Arrest du Parlement de Paris du 8. Juillet 1620.*

XXIII.

Le 6. Fevrier de l'an 1621. il y eut un pareil Arrest donné par le même Parlement en execution du precedent.

Il y en avoit déjà eu un autre donné le 5. Juillet 1608. au profit du Prieur de Thoileley conformément à l'art. 49. de l'Ordonnance de Blois.

XXIV.

Le Parlement de Paris donna encore un semblable Arrest en faveur des Curez le 19. May 1624.

XXV.

Les possesseurs des heritages sont tenus de payer la Dixme sur le champ & avant que d'enlever les grains, particulièrement du sainfoin, dont ils seront tenus d'avertir les Decimateurs ou leurs preposcz. *Ainsi jugé par Arrest du Parlement de Paris du 24. Avril 1625.*

XXVI.

Enjoint conformément aux precedens Arrests, de payer les Dixmes avant que d'enlever les grains, à peine de confiscation, & de payer la Dixme des agneaux, laines & autres choses sujettes à Dixme, à peine du quadruple. *Par Arrest dudit Parlement du 17. Juillet 1627.*

XXVII.

Défenses de lever le droit de terrage ou champart avant que la Dixme ait esté enlevée, à peine de tous dépens, dommages & interets. *Par Arrest contradictoire*

du Parlement de Paris du 23. Fevrier 1608. •

XXVIII.

Le Chapitre de Laon a esté pareillement maintenu au Droit de lever les Dixmes avant le terrage ou Champart. *Par Arrest contradictoire du Parlement du 27. May 1667.*

La même chose a esté jugée pour la Dixme infeodée, *par Arrest contradictoire dudit Parlement du 15. Mars 1625.* rendu à l'Audiance de la grand'Chambre conformément aux Conclusions de Monsieur l'Avocat general, nonobstant la possession immémoriale que l'on articuloit au contraire.

XXIX.

Le Prieur de Binaz fut maintenu au Droit des Dixmes sur toutes sortes de grains, fruits & denrées, au nombre, qualité & façon suivante, sçavoir la onzième partie des Bleds, Vendange, Foin, Lin, la quinziesme des Bleds marsemez, la dixième partie des Chevreaux, Agneaux & laines; la quinziesme partie de la Chanvre, de chaque ventrée de Truye un Cochon; & de chaque couvée de geline un poulet, & des Bleds qui ne se peuvent mettre en gerbe, la quinziesme partie payable en l'aire, *par Arrest du Parlement de Toulouze du 10. Septembre 1620.*

XXX.

Les Dixmes se percevront sur toutes terres & fonds ensémencez, à la reserve des Parcs & Jardins destinez pour le plaisir, à condi-

tion toutefois que ces Parcs & Jardins ne seront de plus grande étendue qu'il est permis par la Coutume des lieux, & qu'ils ne seront ensemencés en fraude des Decimateurs. *Ainsi jugé par Arrest du Conseil d'Etat du 10. Aoust 1641. sans avoir égard à la Sentence du Sénéchal d'Angoulême, ny à l'Arrest confirmatif d'icelle.*

XXXI.

La même chose fut jugée par un autre Arrest dudit Conseil d'Etat du 18. Juillet 1645. sur la Requête des Deputés du Clergé, lequel confirme l'Arrest precedent.

XXXII.

Les Habitans de Segonelle furent condamnez à paier à leur Curé, la Dixme de tous grains, vin, lin & chanvre, au dixième, & celle du foin au douzième. *Par Arrest contradictoire du Parlement de Toulouse du 25. Novembre 1643.*

XXXIII.

Les Habitans de Juillaguet en Angoumois sont condamnez de payer au Chapitre d'Angoulême le droit d'Agrier au dixième, & la Dixme à l'onzième de tous grains & millets croissans sur leurs heritages; *par Arrest du Parlement de Paris du 27. Juillet 1646. portant défenses de lever les grains, ny de vendanger, sans avoir averti 24. heures auparavant les Decimateurs.*

XXXIV.

Par un ancien Arrest du Parlement de Toulouse du 7. Septembre 1492. les Habitans de diverses Pa-

roisses du Diocèse d'Alby furent condamnez à payer par provision la Dixme du Saffran, à raison du douzième.

XXXV.

Il y en eut encore un autre du 13. Aoust 1493. pour la Dixme du Saffran.

XXXVI.

La Dixme du Saffran fut aussi adjugée au Prieur de la Faye en Poitou, à raison du douzième, *par Arrest du Parlement de Paris du 20. Avril 1619.*

XXXVII.

L'Abbesse & les Religieuses de Nôtre-Dame du Prey, ont esté maintenues en la jouissance des Dixmes des Sarrazins, ou Bleds noirs sur les terres y denommées. *Par Arrest contradictoire du Parlement de Rouën du 19. Janvier 1622.*

XXXVIII.

Les Religieuses du Mont S. Michel, furent aussi maintenues en la perception de la Dixme des Sarrazins ou Bleds noirs, *par un Arrest du Parlement de Rouën du 18. Aoust 1631.*

XXXIX.

L'Evêque de Lavaur fut maintenu par Provision en la jouissance de la Dixme de Pastel & de Rouge, sçavoir de dix Coqs de Pastel un Coq, & de dix livres de Rouge une. *par Arrest contradictoire du Parlement de Toulouse, du 13. Septembre 1626.*

XL.

Le Curé d'Exodun jouira de la Dixme des Foins. *Ainsi jugé par*

Sentence du Juge de S. Maixant du 22. Decembre 1627.

XLI.

Laquelle Sentence fut confirmée, par Arrest contradictoire du Parlement de Paris du 23. Juin 1629

XLII.

Les Habitans de Chambrouillieres ont esté condamnez de payer à l'Abbé de Chambouë, la Dixme des Châtaignes, & des Olives, par Arrest contradictoire du Parlement de Toulouze du 22. Septembre 1632.

XLIII.

Les Syndics & Consuls de Cai-rech, ont esté condamnez par Provision de payer à leur Recteur, la Dixme du Vin & Foin, suivant le droit commun, & l'Ordonnance du Roy, & la Dixme de Chanvre, & Saffran, à raison de quinze, un. Par Arrest contradictoire dud. Parlement du 5. Janvier 1636.

XLIV.

Le Chapitre de S. Paul de Narbonne a esté maintenu en possession de la Dixme annuelle de 50 minots de Sel, lesquels seront évalués en argent, à raison de 15. liv. le minot, avec l'Attache des Treforiers de France de Montpellier par Arrest du Conseil d'Etat du 4. Juin 1636.

XLV.

Les Syndic & Consuls de Balagnac sont condamnez de payer au Chapitre de S. Servin, & à leur Recteur la dixme des Artichaux qui croïstrent dans les champs, par Arrest contradictoire du

Parlement de Toulouze du 8. Mars 1640.

XLVI.

Les Consuls de Carla sont condamnés à payer au Recteur de Carla la Dixme des Fèves blanches, par Arrest contradictoire dud. Parlem. du 9. Fevrier 1641. portant defenses de les enlever qu'il ne soit satisfait, à peine de mil livres d'amande.

XLVII.

Les Consuls & Habitans de Savarac sont condamnés à payer à leur Recteur la Dixme des Fèves marines qu'ils recueilleront dans les champs. Par Arrest dudit Parlement du 16. May 1643.

XLVIII.

Les Syndic & habitans de Tresbons sont condamnés de payer à leur Recteur la Dixme du gros millet appellé millet d'Espagne, & autres menus grains; par Arrest du même Parlement du 11. Septembre 1643.

XLIX.

Les Habitans de S. Caprau sont condamnés à payer au Prieur de Montclar la Dixme des menus grains, Foins & Carnalages. Par Arrest dudit Parlement du 4. Mars 1648.

L.

Les habitans de la Parroisse de Caro Diocèse de S. Malo sont condamnés de payer la Dixme du mil, & d'avertir leur Recteur avant que d'enlever les gerbes. Par Arrest contradictoire du Conseil Privé du 20. Avril 1654. sans avoir égard à l'Arrest du Parlement de Rennes du 3. May 1653.

LI. LII.

Les terres enfermées dans les clos & parcs doivent payer les Dixmes. *Ainsi jugé par Sentence des Requestes du Palais du 31. Decembre 1619. confirmée par Arrest du 12. Mars 1622.*

LIII.

Le Chapitre de Nîmes fut maintenu en possession de prendre la Dixme des herbes, ou autres choses croissantes dans les Jardins, autres neanmoins que des clos servans à la ménagerie, & commodité des propriétaires d'iceux. *Par Arrest contradictoire du Parlement de Toulouse du 6. Mars 1640.*

LIV.

Ceux qui ont droit de Dixmes sur les terres labourables, retiennent le même droit quand elles changent de nature, comme de Vignes. *Ainsi jugé par Arrest contradictoire du Parlement de Paris du 8. Juillet 1628.*

LV.

Les Dixmes seront payées de toutes les terres sujettes à Dixme, quoyque chargées de Lin, Chanvre, Mil, & autres menus grains, ou changées de terres labourables en vignobles. *Ainsi jugé par Arrest du Conseil d'Etat du 10. Aoust 1641.*

LVI.

Dans les Provinces de Bretagne, Normandie, & Bourgogne, les Dixmes seront payées de tous les fruits, quoyque les terres ayent changé de nature. *Par Arrest du*

Conseil du 19. Octobre 1650. portant confirmation du precedent.

LVII.

Le Sieur de Fontenu fut condamné de payer aux Chanoines de S. Cloud les Dixmes, à raison de huit pour cent de Sainfoin croissant sur les terres qui estoient auparavant en labour. *Par Arrest du Parlement de Paris du 29. Mars 1653.*

LVIII.

L'Edit du mois de Fevrier 1657. regle la perception de toutes sortes de Dixmes anciennes & nouvelles, en tous lieux, & autres terres changées de culture. Cet Edit contient sept articles, dont les cinq premiers ne font que confirmer ce qui a esté dit cy-dessus conformément à l'Ordonnance de Blois, & à celle de Charles IX. de l'an 1561.

Par le 6. Sa Majesté veut que dans la Province de Dauphiné, & ailleurs les Nobles qui depuis l'année 1635. ont acheté ou acheteront cy-après des biens roturiers de leurs sujets ou autres, continuent le paiement de la Dixme des fruits qui croistront aufdites terres, comme les payoient lesd. roturiers, nonobstant la Coutume qui pourroit estre sur les lieux de payer moins que les terres nobles. Défenses à tous Juges de juger au contraire.

Par le 7. qui est le dernier, S. M. veut que les Evêques dans les Paroisses où ils jouissent d'une portion de la grosse Dixme, soient

M m

maintenus en la possession & jouissance d'une portion égale en la Dixme des Noales ; comme les Curez en possession de la quatrième partie des Noales, aux lieux où les Evêques jouissent de toute la grosse Dixme.

SaMajesté fit envoyer ledit Edit en tous ses Parlemens pour l'y faire enregistrer & verifier.

LIX.

Monseigneur l'Evêque de Lodève fit condamner plusieurs particuliers à payer la Dixme des terres converties en Jardins. *Par Arrest contradictoire du Parlement de Toulouse du 21. May 1664.*

LX.

Le Receveur de Mercy dépendant de S. Magloire fut condamné de payer au Curé dudit Mercy la Dixme des Laines, & Agneaux, des Cochons, Oisons, & autres Dixmes domestiques suivant la Coutume des lieux. *Par Arrest contradictoire du Parlement de Paris du 6. Mars 1619.*

LXI.

Les Habitans de Balaguier furent condamnés de payer au Chapitre de S. Sernin en Rouargue, la Dixme de Laine, à raison d'onze toisons, une. *Par Arrest contradictoire du Parlement de Toulouse du 26. Juin 1640.*

LXII. LXIII.

Le Sénéchal d'Anjou ou son Lieutenant à Angers donna une Sentence le 27. Février 1609. portant condamnation contre divers particuliers, de payer les Dixmes

& Premices en espece, nonobstant la possession immémoriale de payer un certain gros ou quantité de grain au lieu d'icelles, ladite Sentence confirmée, *par Arrest du Parlement du 9. May 1612.*

LXIV.

Les Curez ne peuvent s'abonner une somme de deniers pour les Dixmes de leurs Paroisses. *Ainsi jugé le 10. Juillet 1623. au Parlement de Paris*, au Rôle du Lyonnois, en la cause de Damoiselle de Lorme, à cause que l'abonnement est une espece d'alienation qui ne pouvoit prejudicier aux successeurs Curez.

LXV.

Le Prieur d'Artiliers Diocèse de Gap, sera payé des Dixmes en espece sur le champ, par les Gentils-hommes & Roturiers. *Ainsi jugé par Arrest du Conseil Privé du 1. Aoust 1636.*

LXVI.

Quelques Habitans de Mareuil ont été condamnés à payer à leur Curé, la Dixme en espece, bien qu'ils fussent en possession immémoriale de la payer en argent. *Par Arrest contradictoire du Parlement de Paris donné à l'Audience de la grand' Chambre conformément aux Conclusions de Monsieur l'Avocat General le 23. Avril 1641.*

LXVII.

Et par un autre Arrest du même Parlement du 9. Juillet 1642. il y eut Règlement entre le Curé de Mareuil, & les habitans de Meaux, qui furent condamnés de

payer la Dixme de Vin en espece, de douze pintes de Meregoute, l'une.

LXVIII.

Un habitant de Meaux fut encore condamné de payer la Dixme de toute sorte de Vins en espece, avec defences de tirer le Vin des Cuves & Pressoirs, sans avoir averti le Curé Decimateur, & payer les droits à luy deus. *Par Arrest du Parlement du 12. Decembre 1643.*

LXIX.

Les possesseurs d'heritages dans la Paroisse de Savigny lez Beaune, furent condamnés de payer à l'avenir les Dixmes en espece, quoiqu'ils fussent en possession immémoriale de les payer en argent, & fondez en Transaction de l'an 1399. *Par Arrest contradictoire du grand Conseil du 13. Fevrier 1658.*

LXX.

Les Habitans de la Paroisse de S. André furent aussi condamnés de payer aux Religieux de l'Abbaye de Monstier la Selle, Decimateurs de lad. Paroisse, la Dixme des Vins en espece, nonobstant la possession plus que centenaire & immémoriale desdits Habitans de ne payer que quatre sols pour arpent de Vignes. *Par Arrest du grand Conseil du 31. Mars 1664.* portant defences d'enlever les gerbes que lesdits Religieux ou leurs preposez n'aient esté avertis, ou le Droit pris.

LXXI.

Les Dixmes d'Agneaux, laines,

& autres menuës Dixmes, seront payées en especes, nonobstant toutes conventions ou usage au contraire. *Par Arrest contradictoire du grand Conseil du 10. Mars 1665.*

LXXII. LXXIII.

Le Curé de Mercy fut déchargé de payer la Dixme des Terres du domaine de sa Cure, *par Sentence des Requestes du Palais du 14. Fevrier 1621. qui fut confirmée par l'Arrest du Parlement du 7. Septemb. 1623.* ce qui fait voir que l'ancien Domaine des Cures est exempt de Dixmes.

LXXIV.

Les Terres de l'ancien Domaine des Cures, ne sont sujettées à payer la Dixme aux Seigneurs des Dixmes inféodées.

Et les Terres exemptes de Dixmes pendant qu'elles estoient possédées par des Religieux exempts de Dixmes, & depuis vendues & aliénées par iceux, retournent au Droit Commun, & doivent la Dixme au Curé, & non au Seigneur des Dixmes inféodées.

Ces deux questions ont esté ainsi jugées *par Arrest contradictoire du Parlement de Paris du 12. May 1644.*

LXXV.

Les motifs dudit Arrest sont amplement expliquez *par la Sentence du Baillif de Meaux du 13. Mars 1641.* sur l'appel de laquelle il est intervenu.

LXXVI.

Les Dixmes des Bois taillis, du Sainfoin, du Vin, des Arbres fruitiers

M m ij

tiers, des fruits & grains croiffans dans les Clos font deubs, à l'exception des Jardins potagers. *Ainsi jugé par Arrest du Parlement de Paris du 23. Aoust 1664.*

LXXVII.

Ayant esté ordonné par une Sentence des Requestes du Palais du 14. Decembre 1665. que la dixme du sainfoin seroit payée à raison de huit boites pour cent, *ladite Sentence fut confirmée par Arrest du Parlement de Paris du 9. Juin 1666.*

LXXVIII.

Et par un autre Arrest dud. Parlement du 11. Decembre 1670. la dixme de foin fut déclarée grosse dixme.

LXXIX.

Par Sentence des Requestes du Palais de Toulouse du 8. Fevrier 1669. les Religieux mendiants furent condamnez à payer la dixme d'une piece de terre par eux possédée, & *ladite Sentence fut confirmée par Arrest du Parlement du 11. Mars 1670.*

LXXX.

Défenses à tous Gentilshommes & Officiers tant du Roy que des Seigneurs, & à leurs serviteurs & domestiques, de s'entremettre ny de prendre les dixmes à ferme, ny autres droits ou revenus Ecclesiastiques directement ny indirectement, aux peines portées par lesdites Ordonnances.

Edit de 1571. art. 16.

LXXXI.

L'Edit d'Amboise de 1572. l'art. 48. de l'Ordonnance de Blois; &

l'art. 34. de l'Edit de Melun sont conformes à l'art. cy-dessus, aussi bien que l'art. 33. de l'Ordonnance de 1629. sur toutes lesquelles sont donnez les Arrests suivans.

LXXXII.

Défenses à tous Gentils-hommes, à peine d'estre declarez Roturiers; & à tous Officiers, à peine de privation de leurs charges, de s'entremettre directement ou indirectement des Baux à ferme des dixmes, champarts & autres revenus des Ecclesiastiques, par eux, ou par personnes interposées, pour y participer; encore que ce fut du consentement desdits Ecclesiastiques. *Par Arrest du Conseil d'Etat du 18. Juillet 1646.*

LXXXIII.

Pareil Arrest dudit Conseil d'Etat du 19. Octobre 1650. portant que le precedent sera executé, avec semblables defenses.

DIVERS REGLEMENS & questions jugées touchant les Dixmes.

LXXXIV.

Les Curez ne pourront pretendre aucune preference aux Baux à ferme des dixmes qui sont dans leurs Parroisses; nonobstant toutes Ordonnances à ce contraires, ausquelles il est derogé, *par l'Edit de 1606.*

LXXXV.

Les Religieux Fetiillans ont esté condamnez à payer la dixme de leurs Metairies cultivées par leurs mains. *Par Arrest contradictoire du*

grand Conseil du 2. Novemb. 1625.

LXXXVI.

Les Ecclesiastiques du Diocèse de Dol seront exempts de toutes les impositions qui se feront pour les reparations & entretiens des Digues des Marais de Dol, pour raison des dixmes qu'ils y possèdent. *Par Arrest contradictoire du Conseil Privé du 27. Avril 1635.*

LXXXVII.

Un Propriétaire de certaines terres qui luy avoient esté baillées par les Administrateurs d'une Leprosie exempt de dixme, à titre d'emphyteose, & à la charge d'un certain cens par chacun an, & au surplus franchises & exemptes de dixmes; ne laisseront pas d'être tenus de payer la dixme au Curé dans le territoire duquel estoient lesdites terres; quoy qu'il y eut quatre-vingt ans & plus que l'on n'en eut point payé. *Ainsi jugé par Arrest du Parlement de Paris du 11. Février 1641.*

Le motif de cet Arrest fut que comme *in profanis* nulle terre sans Seigneur, la dixme estoit *in spiritualibus* comme un Cens privilégié deub à Dieu, *in signum universalis dominii*, & qui estoit imprescriptible même par cent ans, *par l'argument de l'art. 124. de la Coutume de Paris.*

LXXXVIII.

La prestation de la dixme ne se prescrit par la possession immémoriale de n'en point payer.

Et une terre ayant appartenu à l'Ordre de Saint Jean de Jerusalem

exempte de dixme, & depuis donnée à cens par le même Ordinaire, à la charge d'exemption de dixme, ne laisse pas d'y estre sujette lorsqu'elle est possédée par des personnes qui ne sont pas de cet Ordre.

Ces deux questions ont esté jugées *par Arrest contradictoire du grand Conseil du 19. Octobre 1665.*

LXXXIX.

Oubliant au Traité des dixmes; & Bouchel en sa Somme Beneficiale rapportent un Arrest du Parlement de Rouën du 17. Janvier 1601. par lequel le Sieur de Croimare Conseiller en la Cour des Aydes de Normandie fut condamné de payer la dixme à son Curé pour une Ferme que ses ancêtres avoient acquise exempt de dixme, de l'un des predecesseurs de ce Curé, nonobstant la possession immémoriale, en laquelle il estoit de ne point payer la dixme, & dans laquelle il estoit demeuré paisible pendant la vie de trois Curez successivement.

CHAPITRE II.

*Des Premices, Neufmes
& Novalles.*

I.

Les Parroissiens de Caudan ont esté condamnés à payer à leur Recteur ou Curé une gerbe de bled pour le droit de Premices. *Par Arrest contradictoire du Parlement de Bretagne du 19. Juillet 1621.*

II.

Le Recteur de Cordes Tholosaines est maintenu en possession du droit de Premices. *Par Arrest du Parlement de Toulouse du 28. Mars 1635.*

III.

Le Pape Clement V. par sa Bulle donnée en Avignon le 27. Juin l'an 4. de son Pontificat, regle le droit de Neufmes & autres pretendus par le Clergé de la Province de Bretagne contre le Duc, la Noblesse & autres de ladite Province.

IV.

Le Prieur de S. Malo de Dinan a esté maintenu au droit de Neufmes. *Par Arrest contradictoire du Parlement de Bretagne du 27. Novembre 1623.*

V.

Aux lieux où l'on a desséché des Marais & Palus, & mis les terres en culture, les detempteurs payeront la dixme des grains, qui y croîtront, nonobstant l'art. 15. de l'Edit de 1607. ainsi ordonné par Arrest du Conseil d'Etat du 14. Avril 1646.

VI.

La dixme des fruits qui se levont sur les terres cy-devant en Marais, à présent desséchées & mises en culture dans l'étenduë de la Parroisse de S. Bonnet, sera payée à raison de vingt gerbes l'une. *Par Arrest contradictoire du Conseil Privé du 19. Septembre 1651.*

VII.

Aux Religieux exempts de dix-

mes appartiennent les Novalles des terres nouvellement defrichées, & cultivées par leurs mains dans les lieux de leur exemption, mais non celle des lieux où ils sont seulement Decimateurs par privilege. *Ainsi jugé par Arrest du Parlement de Paris du 26. Avril 1655.*

CHAPITRE III.

Des Dixmes infeodées.

I.

Le Concile General de Latran tenu sous le Pape Alexandre III. l'an 1179. défend aux Laïques de posséder des dixmes par droit hereditaire, & de les pouvoir aliener, ny transferer à d'autres Laïques; & ceux qui les recevront & qui ne les restitueront pas à l'Eglise, seront privez de la sepulture Chrétienne.

Prohibemus ne Laici decimas cum animarum suarum periculo detinentes, in alios Laicos possint aliquo modo transferre; si quis vero receperit, & Ecclesia non reddiderit, Christiana sepultura privetur.

II.

Saint Louis par son Ordonnance de l'an 1269. appelée la Ludovique, permet à tous ceux qui possèdent des dixmes en ses terres, ou autres relevantes de luy, d'en faire remise aux Eglises à perpetuité, sans demander autre permission, & sans que les Rois ses successeurs s'y puissent opposer.

III.

La dixme infeodée ayant esté

venuë à l'Eglise n'est plus sujette à retrait, & par conséquent elle retourne à sa première nature de dixme Ecclesiastique. *Ainsi jugé par un ancien Arrest du Parlement donné à la Toussaint de l'an 1267.*

IV.

La même chose fut jugée par un autre ancien Arrest du Parlement de Paris de l'an 1272.

Il y a un Arrest semblable de l'an 1280. au profit de Monseigneur l'Evêque de Coutances rapporté par Chopin en son *Traité du Domaine* li. 3. tit. 23. n. 8.

Et par un autre Arrest du même Parlement de l'an 1550. il fut jugé qu'une dixme infeodée estant donnée à l'Eglise ne doit plus estre censée dixme infeodée, & que le Juge d'Eglise est competent pour en connoistre.

V.

La dixme infeodée se doit payer avant le champart, nonobstant la possession immémoriale du contraire. *Ainsi jugé par Arrest du Parlement de Paris du 13. Mars 1625.*

VI.

Les dixmes infeodées sont sujettes subsidiairement aux portions congrues, ainsi jugé entre le Curé de Savigny sur Cane & les Seigneurs Laïques propriétaires des dixmes de ladite Paroisse. *Par Arrest notable dud. Parlement & contradictoirement rendu le 4. Avril 1662.*

On peut voir dans cet Arrest une deduction curieuse de ce qui concerne la matiere des dixmes infeodées, où elle est traitée amplement.

TITRE II.

Des autres biens, droits & domaines de l'Eglise.

CHAPITRE I.

Des Domaines, Fiefs & Seigneuries, Cens, Rentes foncières & constituées, Bois, Chasses, Champs & autres droits fonciers & Seigneuriaux appartenans aux Ecclesiastiques.

I.

Tous ceux qui tiennent des Fiefs & Terres Ecclesiastiques de quelle religion & qualité qu'ils soient, sont obligez de leur en faire la foy & hommage, bailler dénombrement & declaration. *Par Lettres Patentes du Roy Charles IX. du 10. Septembre 1568. verifiées au Parlement le 15. Février 1571. par lesquelles S. M. donne ausdits Ecclesiastiques le même pouvoir sur leurs Officiers qu'ont les autres Seigneurs.*

II.

Louis XIII. reconnut tenir la Ville & Comté de Boulongne en foy & hommage de la Vierge Marie, & qu'à chaque mutation de Roy il est dû un cœur d'or de la valeur de six millivres à l'Eglise de Boulongne. *Par Arrest du Conseil d'Etat du 24. Février 1635.*

III.

Le Parlement de Toulouse par Arrest contradictoire donné par Provision, à préjugé que les Hommages deus aux Seigneurs Ecclesiastiques, sont imprescripti-

bles, & que les Seigneuries unies à la Couronne, qui estoient au paravant mouvantes du Fief de l'Eglise, sont toujours obligées aux anciens droits, jusqu'à ce que le Seigneur Ecclesiastique ait esté indemnifié. *Ledit Arrest est du 24. Avril 1641.*

IV, V, VI.

L'Eglise à droit de retrait feodal en Normandie. *Ainsi jugé par Sentence des Requêtes du Palais de Paris du 30. Juillet 1640. confirmé par Arrest dudit Parlement du 6. Septembre 1642. & par un autre Arrest contradictoire du Conseil Privé du 23. Octobre 1643.*

VII.

Il fut mandé par exprez de faire paier les rentes aux Ecclesiastiques, quoique les reparations de leurs Benefices ne fussent faites pour les ruines arrivées pendant les guerres. *Par Lettres patentes de Charles IX. du 18. Septembre 1571. vérifiées au Parlem. le 31. Decembre audit an.*

VIII.

Les Ecclesiastiques ne pourront estre contraints à souffrir le rachat des rentes foncières, dependantes de leurs Benefices, & pour le regard des rentes constituées à prix d'argent le Rachat ne s'en pourra faire, que le Patron ou Collateur du Benefice duquel depend ladite rente, ne soit appelé, afin que les deniers du Rachat soient employez à l'augmentation du revenu du même Benefice, & non au profit particulier du Titulaire ou ailleurs.

Edit de 1606. art. 20.

IX.

L'intention de S. M. estant que les rentes ou pensions deuës aux Ecclesiastiques leur fussent payées, déclara *Par Arrest du Conseil d'Etat du 1. Septembre 1635.* qu'elle n'avoit entendu *par ses Arrests du 8. Avril 1634. & dernier Mars 1635.* donner surseance aux Communautéz de Dauphiné, Provence, Guyenne, Languedoc ny autres du payement desdites rentes.

X.

Les Communautéz de Dauphiné payeront aux Beneficiers, & Monasteres de Religieux & Religieuses, le courant des arrearages, des rentes constituées & assignées sur lesdites Communautéz par les fondations des Benefices & Monasteres ou autrement nonobstant les Arrests de surseance qui n'auront lieu à leur égard. *par Arrest du Conseil d'Etat du 23. juin 1638.*

XI.

Les Communautéz de Dauphiné payeront les rentes & pensions qu'elles doivent aux Ecclesiastiques, nonobstant les Arrests de Surseance par elle obtenus; & que lesdites rentes & pensions seront imposées & levées avec la Taille. *par autre Arrest du Conseil d'Etat du 10. Aoust 1641.*

XII.

Les Ecclesiastiques de Provence ne pourront estre contraints par les Communautéz de cette Province, de recevoir en fonds d'heritages le remboursement de leurs

leurs rentes dépendantes de leurs Benefices, & il ne pourra estre fait qu'en argent comptant. *Arrest du Conseil d'Etat du 10. Aoust 1641.*

XIII.

Les Communautéz payeront aux Ecclesiastiques & Monasteres de Provence les arrerages des rentes constituées à prix d'argent, qui appartiennent à leurs Benefices, sans qu'ils puissent estre contraincts de prendre aucun fond de terre ou heritage pour le remboursement, non-obstant les Arrests rendus au contraire. *Par Arrest du Conseil d'Etat du 18. Juillet 1646.*

XIV.

Défenses aux Villes & Communautéz de Dauphiné & autres, d'assigner leurs creanciers sur les fonds & domaines dépendans des Benefices, & aux Ecclesiastiques, de ceder aucuns desdits fonds, pour acquiter les assignations qui pourroient estre faites sur eux, & au cas qu'il y en ait de cedez & alienez pour ce sujet, les Beneficiers y rentreront sans payer aucune chose. *Par Arrest du Conseil d'Etat du 8. Juillet 1648.*

XV.

Les rentes deues à l'Eglise, & qui sont de son ancien patrimoine par fondation ou dotation, ne pourront estre rachetées, non-obstant l'Arrest du Conseil du 25. Juin 1636. de la rigueur duquel lesdites rentes sont exceptées. *Par Arrest du Conseil d'Etat du 10. Aoust 1641.*

XVI.

Le Decret ne purge point les

charges ou rentes foncières deues à l'Eglise, encore que pour icelles on ne s'y fut opposé, & l'adjudicataire en est tenu, mais est payé & remboursé de la valeur desdites charges ou rentes sur le prix du Decret par preference à tous Creanciers. *Arrest du Parlement de Paris du 18. Mars 1637.*

XVII.

Il fut encore jugé par Arrest contradictoire dudit Parlement le 23. May 1642. que pour les rentes foncières ou autres charges appartenantes à l'Eglise, on est receu à s'opposer aux Decrets, afin de faire adjuger les lieux, à la charge d'icelles après le congé d'adjuger.

XVIII. XIX.

La Declaration du Roy dumoys de Fevrier 1657. verifiée au Parlement de Toulouse le 6. May 1655. porte entr'autres choses.

Que les detempteurs des terres mouvantes des Seigneurs Ecclesiastiques seront tenus de reconnoistre de nouveau, & de leur payer les droits Seigneuriaux, suivant les anciens denombrements & les anciens Contrats, en faisant par lesdits Seigneurs apparoir du brûlement des autres Titres.

Que les rentes foncières appartenantes aux Ecclesiastiques ne pourront estre prescrites par moins de temps que celui qui est requis pour la prescription des censives & rentes Seigneuriales, & qu'elles ne seront éteintes ny purgées, non plus que les droits Seigneuriaux, par les Decrets des terres

chargées desdites rentes, encore que par la negligence des Beneficiers il n'y ait point eu d'opposition.

Défenses aux Juges d'ordonner que le payement qui en doit estre fait en espece suivant les Titres, soit converti en argent, ny qu'elles soient rachetées au prejudice des Beneficiers, quoy que de leur consentement.

XX.

Défenses aux Receveurs & Collecteurs des Tailles d'accumuler plusieurs années l'une sur l'autre, & en cas qu'ils le fassent ils ne pourront demander d'en estre payez par preference aux Ecclesiastiques sur les maisons & heritages, sur lesquels ils ont droit de censive, rentes ou pensions. *Par Arrest du Conseil d'Etat du 18. Juillet 1646.*

XXI & XXII.

* Les pensions & rentes, tant en argent que grains deuës aux Ecclesiastiques, leurs seront payées tant pour le passé que pour l'avenir sur le pied de la constitution sans aucun changement ny reduction, nonobstant tous Arrests rendus au contraire. *Par Arrest du Conseil d'Etat du 18. Mars 1666. & par un autre de même du 18. Juin même année.*

XXIII. XXIV.

Monseigneur l'Archevêque de Narbonne, a esté maintenu en la possession d'une rente annuelle de vingt minots de sel sur les Gabelles de Languedoc, nonobstant le Reglement de 1632. *Par Arrest du*

Conseil d'Etat du 14. Juin 1636. dûment enregistré avec les Lettres Patentes expédiées en consequence ledit jour.

XXV.

Les Tcnanciers de l'Abbaye de Preaux furent condamnés à payer le droit de Champart, à raison de la sixième gerbe rendu dans la grange Seigneuriale, & levé sur le tas. *Par Arrest contradictoire du grand Conseil rendu à l'Audience le 4. Aoust 1665.*

XXVI.

Pour faciliter la perception des droits Ecclesiastiques, S. M. veut que toutes personnes ayans Seigneuries ou Maisons fortes, & autres de difficile accez, demeurans hors les Villes, elisent leur domicile en la plus prochaine Ville Royale de leur demeure & residence ordinaire, & que toutes assignations, significations, expéditions, &c. qui seront faites ausdits domiciles élus seront valables comme faites à leurs personnes: & si ladite election de domicile n'est pas faite, tous exploits faits à l'un des Officiers, Baillifs, Prevosts, Lieutenans, Procureurs Fiscaux, Greffiers, Fermiers ou Receveurs desdites personnes ou leurs domestiques, seront aussi valables comme faits à leurs propres personnes, en baillant les delais competans selon la distance des lieux, &c.

Edit de Melun art. 35.

DES BOIS APPARTENANS
aux Ecclesiastiques.

XXVII. XVIII.

Il fut permis aux Beneficiers taxez pour subvention, de faire couper des bois de haute futaye, ou vieux bailliveaux des taillis de leurs Benefices jusques à la concurrence de leurs taxes. *Par Lettres Patentes du Roy Charles IX. du 6. Octobre 1568. verifiées au Parlement le 26. Octobre* ensuite des Lettres de jussion; laquelle verification fut faite, attendu la necessité presente pour cette fois seulement, & sans tirer à consequence.

XXIX.

Le Roy par d'autres Lettres Patentes du mois d'Aoust 1573. ayant ordonné que lesdits Ecclesiastiques en vendans leurs bois taillis, seroient tenus de laisser la quatrième partie desdits taillis sur pied, pour croistre en bois d'haute futaye. Lesdites Lettres furent revoquées, & leur fut permis de faire couper lesdits bois comme ils avoient accoutumé auparavant, à la charge de laisser en chacun arpent le nombre des bailliveaux requis par les Ordonnances, sans qu'il leur soit loisible de les couper. *Par l'Edit de Melun art. dernier.*

XXX. XXXI.

Les Ecclesiastiques dont les bois ont esté dégradés, ont l'option de s'adresser aux Officiers ordinaires ou à ceux des Eaux & Forests. *Par Arrest contradictoire du Parlement de Paris du 30. Avril 1619.*

Et par un autre du 27. Aoust 1629. qui confirme le precedent.

XXXII.

L'Assemblée generale du Clergé obtint surseance pendant les années 1671. & 1672. à l'exécution des articles de la nouvelle Ordonnance concernant les bois des Ecclesiastiques. *Par Arrest du Conseil d'Etat du 30. Octobre 1670.*

Les Ecclesiastiques & Beneficiers qui pretendent avoir droit de chauffage & usage des bois à bâtir & à reparer dans les Forests de S. M. s'estans pourvus au Conseil, estans troublez dans la Jouissance desdits droits, il fut dit *par Arrest du Conseil d'Etat du 9. Septembre 1675.* qu'ils rapporteroient pardevant les Maistres des Eaux & Forests les titres & pieces justificatives desdits droits, pour, le tout vû & examiné audit Conseil, estre fait droit ainsi qu'il appartiendra.

DEFENSES DE CHASSER
ou tirer sur les terres
des Ecclesiastiques.

XXXIII.

Défenses furent faites à certains Gentilshommes de campagne de chasser sur les terres de l'Archevêché de Reims sans la permission de l'Archevêque, à peine de tous dépens, dommages & interêts. *Ainsi jugé par une Sentence des Requestes du Palais, confirmée par Arrest contradictoire du Parlemens de Paris du 14. Aoust 1646.*

XXXIV.

Défenses à toutes personnes de quelle qualité qu'elles soient de chasser ny tirer sur les domaines de l'Abbaye du Bec & terres en dépendantes; à peine de millivres d'amende, & de tous dépens, dommages & interets. *Par Arrest du Parlement de Rouën du 20. Decembre 1665.* portant qu'il sera publié à l'issuë des Messes Parroissiales des lieux dépendans de ladite Abbaye, & affiché où besoin sera; & en cas de contravention, permis d'en informer.

XXXV.

Pareilles défenses aux nommez le Blond pere & fils, de chasser & tirer dans l'étenduë de l'Abbaye de S. Lucien de Beauvais, & pour l'avoir fait ont esté solidairement condamnez en l'amende & aux dépens. *Par Arrest contradictoire du Parlement de Paris du 27. Juin 1668.*

CHAPITRE II.

Des Seigneuries & Justices, que les Ecclesiastiques ont en pariage avec le Roy.

LE Pariage est une association queles Evêques, Chapitres, & autres Ecclesiastiques de France ont faite avec le Roy de leurs Seigneuries & Justices, pour y avoir une protection plus assurée suivant les termes de l'art. 10. de l'Edit de 1610.

I.

Il fut permis aux Ecclesiastiques d'entrer au droit des acquereurs

du Domaine de S. M. aliéné, Fiefs, Justices, Droit de Regale, Pariage, & autres Droits, esquels lefd. Ecclesiastiques estoient (auparavant lesdites alienations) associez avec le Roy, soit par donations, transactions ou autres traitez faits avec les Roys predecesseurs, en remboursant par lesdits Ecclesiastiques à un seul payement lefd. acquereurs, tant de leur sort principal, que des fraiz & loyaux cousts.

Edit de 1606. art. 11.

II.

Et par l'Edit de 1610. art. 10. S. M. veut que les conditions des Pariages soient gardées à l'avenir, & que suivant icelles il seroit pourveu aux Offices par avis commun ou alternativement, & qu'es lieux où les dernieres provisions auront esté faites par le precedent Roy, le droit d'y nommer la premiere vacation avenant appartienne ausdits Ecclesiastiques; & si on y a établi des Offices supernumeraires, ils demeureront supprimez par mort.

III.

Si en la vente du Domaine quelques Terres & Seigneuries de ladite qualité ont esté alienées, lefdits Ecclesiastiques y ayans part avec S.M. les pourront retirer des mains des acquereurs, en leur rendant le prix, frais & loyaux coûts toutes & quantefois que bon leur semblera, pourveu que ce soit pour les réunir au Domaine de l'Eglise, & non autrement.

Edit de 1610. art. 11.

IV.

Les Ecclesiastiques qui ont droit de Pariage en jouiront & pourront établir des Officiers, pour exercer la Justice avec les Officiers du Roy, nonobstant la discontinuation par 150. ans. *Ainsi jugé par Arrest du Conseil d'Etat du 10. Aoust 1641.*

V.

Monseigneur l'Evêque du Puy, en vertu du Pariage, fut receu opposant à la vente & adjudication du Domaine & Justice de la Ville du Puy, & subrogé au droit du Vicomte de Polignac qui s'en estoit rendu adjudicataire, en le remboursant du prix de l'adjudication. *Par Arrest contradictoire du Conseil d'Etat du 9. Mars 1641.*

VI.

Le Prieur du Pont saint Esprit Seigneur en Pariage avec le Roy de la Ville & Viguerie du S. Esprit fut subrogé au droit de l'adjudication faite au Comte de Rovre, de la Justice & autres droits qui appartiennent au Roy en pariage audit lieu, en remboursant ledit sieur adjudicataire. *Par Arrest du Conseil d'Etat du 14. Juin 1642.*

VII.

Il fut dit en faveur dudit Prieur Consigneur de la Ville du Pont S. Esprit, que le Contrat de Pariage fait entre le Roy, l'Abbé de Clugny, & le Prieur de ce Prieuré en l'an 1302. sera executé, & le Règlement touchant la maniere de rendre la Justice audit lieu porté. *Par Arrest contradictoire du grand*

Conseil du 7. Fevrier 1662.

VIII.

Les Consuls de la Ville de Cahors furent condammés à prêter le serment à genoux à Monseigneur l'Evêque Baron & Comte de Cahors, auquel serment le Sénéchal dudit Cahors assistera si bon luy semble. *Par Jugement Souverain des Requestes de l'Hôtel rendu contradictoirement le 10. Mars 1643.* portant que le Pariage ou association faite par les Evêques de Cahors avec le Roy, sera executée, & en conséquence ledit Seigneur Evêque maintenu en sa qualité de Baron & Comte de Cahors, & dans tous les autres droits qui luy appartiennent, suivant ledit Pariage.

IX.

Les Ecclesiastiques qui ont Pariage avec le Roy pourvoiront à leur tour aux charges de Judicature conformément aux Contrats de *Pariages*; & en cas d'alienation ils y seront preferés en payant la finance, ou pourront rembourser les acquereurs. *Par Arrest du Conseil d'Etat du 14. Avril 1646.* portant qu'au cas que quelqu'un de la Religion P. R. ait esté pourvû de charge de Judicature en Pariage, sans avoir déclaré qu'il en fit profession, il y seroit pourvû par Sa Majesté.

X.

Monseigneur l'Evêque & Comte de saint Paul trois Châteaux a esté maintenu au droit d'élire & nommer un Baillif & Juge Episc.

N n iij

copal au Siege dudit lieu en la forme de l'acte de *Pariage de l'année 1408.* & en consequence celuy qu'il avoit nommé a esté maintenu'en l'exercice de ladite charge de Baillif, avec défenses au Baillif Royal de la même Ville & à tous autres, de l'y troubler. *Par Arrest contradictoire du Parlement de Grenoble du 13. Aoust 1661.*

XI.

Il fut ordonné *par Arrest du Parlement de Paris du 2. Mars 1663.* qu'à l'avenir les *Consuls de la Ville de Mirande* seroient élus alternativement année par année par l'Abbé de Berdoües & le Comte d'Astarac Conseigneurs en Pariage en toute Justice par moitié & par indivis de ladite Ville.

XII.

Ce qui fut encore réglé de même pour la Justice & creation des Consuls de la Ville de Pavie, à faire alternativement entre le Comte d'Astarac & l'Abbé de Berdoües, aussi Conseigneurs en Pariage, en toute Justice par moitié & par indivis de ladite Ville. *Par Arrest du Parlement de Toulouse du 10. Mars 1668.*

CHAPITRE III.

Des Justices temporelles des Seigneurs Ecclesiastiques, & de leurs Officiers.

I.

Tous Notaires ou Sergens ne pourront exercer leurs Offices dans les terres des Seigneuries ap-

partenantes aux Ecclesiastiques en toute Justice, quoy qu'ils y soient demeurans & habitez sans leur consentement & permission, à moins que les Sergens n'ayent à exploiter des cas Royaux ou d'appel pardevant les Juges Royaux, le tout à peine de nullité. *Par l'Edit 1606. art. 22.*

II.

Défenses à tous Juges d'entreprendre sur les terres des Ecclesiastiques, auxquelles ils sont hauts Justiciers, sinon es cas Royaux, & à tous Notaires & sergens d'instrumenter & exploiter, sinon de leur consentement & permission, ou entre personnes hors du ressort, ou pour le regard des Sergens, s'il est question d'exploiter en cas d'appel, ou pour cas Royaux.

Ordonnance de 1619, art. 32.

III.

La Jurisdiction de l'Evêque de Beauvais sur la Ville de Beauvais fut confirmée *par Lettres Patentes de Louis XII. dis le Jeune, de l'an 1551.* & qu'en cas d'excez ou de forfait les habitans de ladite Ville se pourvoiront pardevant ledit Seigneur Evêque.

IV.

La Reine ayant donné des Commissions extraordinaires pour exercer la Justice dans Beauvais au nom du Baillif de Senlis, durant les guerres & pendant le Siege de Senlis, le Roy Charles VI. *par ses Lettres Patentes du 22. Avril 1422.* après Pâques, *verifiées au Parlement le 27. May suivant,* sans avoir égard

aufdites Commissions, & sans les tirer à consequence, conserva la Justice toute entiere à l'Evêque de Beauvais; avec défenses de plus exercer lesdites Commissions.

V.

Défenses aux Presidiaux, Lieutenans Criminels & autres Juges Royaux de Senlis, Laon & Amiens, d'entreprendre sur la Jurisdiction de l'Evêque & Comte de Beauvais, & Sieges en dépendans, soit par prevention, premiere instance, appel, ou autrement. *Par Lettres Patentes du Roy Henry II. du 26. Octobre 1552. registrées au Parlement le 23. Decembre suivant.*

VI.

Le Roy Henry IV. par ses Lettres Patentes du 12. Decembre 1595. registrées au Parlement le 23. May 1597. declara que l'erection qu'il avoit faite d'un Presidial à Beauvais ne pourroit prejudicier à la Jurisdiction de l'Evêque dudit Beauvais, voulant qu'elle fut administrée par les Officiers de l'Evêché, avec pareille autorité qu'au paravant, & que les appellations de leurs Jugemens fussent relevées au Parlement immediatement.

VII.

Et ensuite de diverses contestations ladite Jurisdiction de l'Evêque de Beauvais, & le ressort immediat à la Cour ont esté confirmez par Arrest contradictoire du Parlement de Paris rendu avec tous les Officiers dudit Presidial le 8. Fevrier 1600. conformément aux Lettres Patentes cy-dessus.

VIII.

L'Evêque de Beauvais fut déclaré bien opposant à la reformation du 99. article de la Coutume de Senlis, & au 222. article de celle d'Amiens, & ses Officiers maintenus en la connoissance des procez qui naistront sur les obligations passées pardevant Notaires Royaux entre les justiciables; lesquelles obligations seront mises à execution par les Sergens, avec défenses aux Juges Royaux d'en connoistre. *Par Arrest contradictoire du même Parlement du 14. Avril 1620.*

IX.

Les Officiers de l'Evêché & Comté de Beauvais, sont maintenus au droit de recevoir les consignations par eux-mêmes, ou d'y commettre sans frais, avec défenses au Receveur des Consignations du Baillage & Presidial de Beauvais, de prendre la qualité de Receveur des Consignations dudit Comté, ny d'en faire aucune fonction. *Par Arrest contradictoire dudit Parlement du 5. Aoust 1646.*

Dans les anciens Registres du Parlement, de l'an 1281. il y a un Arrest rendu à l'octave de la saint Martin, portant que le seel Royal nouvellement mis à saint Maixant, ne sera point porté aux Foires ny Marchez qui seront sur les terres & Justice de l'Abbé de saint Maixant, & que des obligations passées sous ledit seel n'y seront point executées par les Officiers du Roy.

Et un autre Arrest de l'an 1391. rendu au profit des Religieux de

XVII.

Le Tresorier de l'Eglise de S. Martin de Tours en qualité de Baron de Châteauneuf est maintenu en ses droits de Justice, contre le Lieutenant general, & les Officiers du Presidial de Tours. *Par Arrest contradictoire dudit Parlement du 9. Aoust 1613. par lequel il est dit que le Baillif de Tours n'a aucune prevention sur les Officiers dudit Tresorier.*

XVIII.

Louis XIII. declara, lorsqu'il établit un Siege Presidial à Valence, qu'il n'avoit voulu, ny entendu prejudicier à la Jurisdiction de l'Evêque de Valence & Dye, avec défenses audit Presidial d'innover ou diminuer la Jurisdiction des Officiers dudit Seigneur Evêque, ny ses dépendances, soit en premiere Instance par prevention ou par ressort, en matiere Civile ou Criminelle, même de Police ou autres, Sa Majesté voulant que les appellations interjettées deld. Officiers ressortissent comme auparavant: l'erection dudit Presidial. *Declaration du 23. May 1639. enregistrée au Parlement de Dauphiné le 12. Juillet meme année.*

XIX. XX.

Dans l'erection d'un Baillage & Presidial à Châlons en Champagne, le Roy n'a pas pretendu innover au ressort & jurisdiction des Juges de l'Evêque de Châlons Pair de France, soit en matiere Civile ou Criminelle, même de Police ou autres. *Declaration du 28. Juillet*

1643. verifiée le 11. Aoust suivant.

XXI.

DE LA JURISDICTION des Regaires, qui appartient à quelques Seigneurs Ecclesiastiques dans la Province de Bretagne.

Les Officiers de la Jurisdiction des Regaires appartenante à l'Evêque de S. Brieuc, sont maintenus contre les Juges Royaux établis audit lieu, aux droits & exercice de la Police ordinaire & extraordinaire, Bureau des pauvres & Jurisdiction en la Ville & Fauxbourgs de S. Brieuc sur toute sorte de personnes. *Par Arrest contradictoire du Parlement de Rennes du 1. Juillet 1633.*

XXII.

Lequel Arrest fut publié aux Audiences des Juridictions Royales & des Regaires, & aux Prônes des Messes Parroissiales, *en suite d'un autre Arrest dudit Parlement du 19. Juillet 1633. qui l'ordonna ainsi.*

XXIII.

Il fut dit *par Arrest du Conseil Privé du 2. Juillet 1647.* que le proces d'entre Monseigneur l'Evêque de Cornouaille pour la conservation de la Jurisdiction des Regaires, & le Procureur General au Parlement de Rennes, seroit jugé sur les titres & la possession dudit Seigneur Evêque, quoy qu'il n'apporte aucuns avenemens ny dénombremens rendus au Roy.

XXIV.

Les Officiers du Baillage de Châlon sur Saone furent mainte-

nus dans l'exercice de leurs charges pendant la vacance de l'Evêché au prejudice des Officiers Royaux. *Par deux Arrests du Parlement de Dijon des 17. & 28. Septembre 1638.*

XXV.

DES OFFICIERS DES
Seigneurs Ecclesiastiques.

Nuls Beneficiers François ou Etrangers ne pourront commettre aucuns Vicaires ny Officiers qui ne soient du Royaume. *Ainsi réglé par l'Edit d'Henry II. du mois de Septembre 1554. publié & enregistré au Parlement le 8. Octobre suivant.*

XXVI. & XXVII.

DU POUVOIR QUE LES
Seigneurs Ecclesiastiques ont de
destituer leurs Officiers.

Les Seigneurs Ecclesiastiques peuvent destituer les Procureurs Fiscaux établis par leurs predecesseurs. *Ainsi jugé par deux Arrests contradictoires du Parlement de Paris des 31. Juillet 1600. & 21. Juillet 1605.*

XXVIII.

Le Beneficier nouvellement pourvu peut destituer un Officier qui n'est pourvu pour cause onereuse ny recompense de services, même après dix - sept ans d'exercice. *Ainsi jugé par Arrest contradictoire du Parlement de Paris du 11. Aoust 1600.*

XXIX.

Un Officier pourvu pour recompense de services faits à l'Abbé est

destituable par le successeur par mort, quoy qu'il eut exercé plus de 16. ans. *Ainsi jugé par Arrest dudit Parlement de Paris du 17. May 1623.*

XXX.

Un Officier receu par la demission de son pere qui estoit pourvu pour cause onereuse, est destituable *ad nutum*. *Ainsi jugé par Arrest dudit Parlement du 23. May. 1630.*

XXXI.

Monseigneur l'Evêque d'Avanches ayant destitué le Baillif Vicomtal de la Baronie de S. Philibert dépendante de son Evêché, & institué un autre en sa place, lesdites destitution & institution furent confirmées par Arrest contradictoire du Conseil Privé du 23. Janvier 1646.

XXXII.

Un Officier d'un Evêché est destituable par le nouvel Evêque, quelque long temps qu'il ait servi. Ainsi jugé en la cause d'un nommé Morel Procureur Fiscal en la Justice de l'Evêché de Noyon destitué par Monseigneur de Barradas nouvellement pourvu dudit Evêché. *Par Arrest dudit Parlement du 11. Mars rapporté dans le Journal des Audiances pag. 102.*

XXXIII.

Le même a été jugé le 19. Juillet 1655. au Rolle d'Amiens contre M. Gabriel Rougeau Baillif de la Justice temporelle de l'Evêché d'Amiens que Monseigneur l'Evêque avoit destitué de sa charge, quoiqu'il l'eut exercée 44. ans.

XXXIV.

La destitution faite du Baillif de Chanteuge par le Vicaire General de l'Abbé de la Chaise-Dieu Seigneur haut Justicier dud. lieu, fut confirmée par Arrest du grand Conseil du 5. Novembre 1665. & l'institution d'un autre en sa place.

XXXV.

Le Sénéchal de l'Abbaye de Fescamp & son Lieutenant doivent preceder en tous Actes & Assemblées publiques & particulieres les Officiers du Grenier à sel dud. lieu. Ainsi jugé par Arrest contradictoire du grand Conseil du 13. Mars 1613.

XXXVI.

Le Juge de l'Abbaye de Corbie a obtenu la même chose contre les Officiers du Grenier à sel de la Ville de Corbie. Par Arrest contradictoire du Parlement de Paris du 14. Juillet 1626.

XXXVII.

Monsieur l'Evêque de Châlons en Champagne a esté maintenu au droit de faire par son Tabellion seul, & privativement à tous autres, les Inventaires des biens en ladite Ville de Châlons au ban & territoire dudit Evêché, sans s'arrêter à l'intervention de la Communauté des Noraires dudit lieu. Par Arrest contradictoire du Parlement de Paris du 26. Juin 1663.

XXXVIII.

L'Abbé de Berdouës fut maintenu en la Faculté d'instituer & destituer ses Officiers. Par Arrest du Parlement de Toulouse du 14. Février 1660.

XXXIX.

Par le Contrat passé entre le Roy & le Clergé en l'an 1670. pour le don gratuit accordé à Sa Majesté, il y a une clause où il est dit, Que pour les Justices & Jurisdicions temporelles qui appartiennent aux Ecclesiastiques, les transactions entre les Rois & eux, seront exactement observées selon leur forme & teneur, nonobstant tous Arrests & autres choses à ce contraires.

CHAPITRE IV.

Des Titres & Papiers concernant les Biens, Revenus, & Droits des Ecclesiastiques, & des Archives du Clergé de France.

I.

Les Ecclesiastiques s'estant plaint au Roy de la perte de leurs Titres avènement par l'injure du temps, & qu'ils ne pouvoient contraindre les redevables à la reconnaissance & paiement de leurs Droits fonciers, Sa Majesté ordonna que par ses Seneschaux, Baillifs, & leurs Lieutenans, & autres ses Officiers, seroit procédé à la confection de nouveaux terriers des Fiefs & Censives desdits Ecclesiastiques.

Ordonnance de Eleis art. 54.

II.

L'art. 26. de l'Edit de Melun est conforme.

III.

Enjoint aux Officiers Royaux des lieux de faire inventaire des Titres & enseignemens concernant

les Revenus des Hôpitaux & Maladries, avec une description de leurs Revenus, pour être déposés lesdits Inventaires dans les Greffes des Jurisdictions plus prochaines, & l'état du Revenu, sera transcrit au commencement des comptes des Administrateurs,

Ordonn. de Blois art. 66.

IV.

Le revenu des fabriques après les fondations accomplies, sera appliqué par les Marguilliers aux réparations & achat des ornemens des Eglises, & autres œuvres pitoiables suivant les saints Decrets, & non ailleurs, à peine d'en répondre, lesquels feront un fidele registre de tous les Titres & enseignemens desd. fabriques, &c.

Edit de Melun art. 9.

V.

Les Titres & Enseignemens des Abbayes & autres Monasteres seront inventoriés en presence des Procureurs de S. M. & copies collationnées mises és Greffes des Jurisdictions prochaines, & lesdits Titres és Archives d'iceux Monasteres, ou en autre lieu seur; qui sera choisi par le Titulaire avec les Religieux, & enfermez sous trois clefs, dont ledit Titulaire ou Commandataire aura l'une, les Prieurs Clostraux une autre, & la troisième sera mise és mains de celui que les Religieux choisiront.

Lenis XIII. 1629. art. 34.

VI.

Monseigneur l'Evêque, & le Clergé du Diocèse de Coustanciers firent donner un *Arrest du Par-*

lement de Roien le 5. Decemb. 1598. portant que les Registres, Papiers Journaux, Titres, Enseignemens, & dernieres Quittances, qui leurs sont demeurées après les Guerres, leur serviront de Lettres de possessions à l'avenir pour se faire payer des cens, rentes, droits, & devoirs à eux deus, sans que les redevables se puissent aider de prescription ou possession au contraire, pour le temps des troubles.

VII.

Les Syndics & Deputés des Diocèses, Secretaires, Greffiers, & autres qui se trouveront chargés ou avoir en leur possession les titres des Alienations, les Procez verbaux, les Registres & autres appartenans aux Eglises & Benefices en dependans, seront contraincts de les remettre dans les Archives des Eglises Cathedrales, conformément à l'art. 6. du *Reglement du Clergé de l'an 1588.*

VIII.

Les Ecclesiastiques ayant esté assignez pour représenter les titres des biens, domaines, & droits à eux appartenans à cause de leurs Benefices, S. M. sur les Remontrances de l'Assemblée generale du Clergé accorda une surseance de toutes poursuites contre les Ecclesiastiques. *Par Arrest du Conseil d'Etat du 5. Aoust 1665.*

IX.

Des Archives du Clergé de France.

En l'an 1579. les Papiers, Lettres, & Ecritures du Clergé, fu-

rent mises dans un lieu appartenant à Messieurs du Chapitre de Paris, & l'Assemblée générale qui pour lors se tenoit à Melun, leur envoya des Deputez pour sçavoir d'eux s'ils voudroient prester le lieu où lesdites pieces ont esté mises, & au cas qu'ils en fissent refus, les faire transporter dans la Maison & College des Bernardins en ladite Ville, & les mettre en bon ordre suivant l'inventaire.

Lesdits Deputez eurent ordre de faire faire deux Clefs de la Chambre, & deux clefs des armoires où seroient lefd. Papiers qui seroient baillez par Inventaire aux deux Agens, & à chacun une clef de lad. chambre, & une des armoires, lesquels Agens signeront ledit Inventaire, & en feront faire quatorze copies pour en bailler une à chacune des Provinces.

Les Agens rendront lesdits Papiers par Inventaire dans deux ans, à ceux qui entreront en leur Charges, en prenant par eux si suffisante décharge qu'elle leur puisse servir & au Clergé d'assurance, que rien n'en a esté distrait.

Quand quelque Province aura besoin de quelques papiers ou titres, lesdits titres seront copiez à la diligence & fraiz du poursuivant, pour estre compulsé partie appelée. Défenses aux Agens de laisser transporter aucuns d'iceux hors ledit lieu pour quelle occasion que ce soit.

X.

En l'an 1626. lefd. Archives du

Clergé furent transférées du Cloistre de Nôtre-Dame, dans le Convent des Augustins, par ordre de l'Assemblée qui s'y tenoit pour lors, & à la requisition des Agens, qui remontrèrent qu'elles y seroient plus commodement.

XI.

L'Assemblée générale de l'an 1625. enjoignit aux Agens qui entreroient en Charge de mettre les Archives du Clergé en bon ordre dans la prochaine Assemblée; sçavoir par Diocèses & par Archevêchez, & en faire un inventaire exact, comme aussi de tous autres papiers communs, Procez verbaux, Comptes, & autres qui ne se pourront reduire es classes des Diocèses & Archevêchez; duquel Inventaire ils donneront copie à chacune Province en la prochaine Assemblée. Bailleront à ceux dudit Clergé des extraits & copies des titres dont ils auront besoin qu'ils expedieront à la diligence & fraix des poursuivans; & ne laisseront transporter aucuns desd. titres des Archives, que par Ordonnance des Assemblées.

CHAPITRE V.

Des Baux à ferme des Biens des Ecclesiastiques.

I.

IL est defendu à tous Gentilshommes, Magistrats, & Officiers, tant Royaux que des Seigneurs de prendre à ferme, soit par eux, ou par leurs domestiques,

O o iij

& gens interposez, les Biens Ecclesiastiques. *Par Arrest du Parlement de Toulouse du 20. Mars 1538.*

II.

Cet Arrest a esté donné conformément à l'art. 34. de l'Edit de Melun, qui fait les mêmes défenses ausdits Gentilshommes sur peine d'estre declarez Roturiers, & imposez aux Tailles, aux Officiers de privation de leurs Charges, & d'estre incapables d'en tenir à l'avenir, & aux Beneficiers de leur donner leurs biens à ferme, à peine de nullité des Baux, &c.

III.

Et par l'art. 28. de l'Edit de 1606. mêmes défenses sont faites sur les mêmes peines, aussi bien que par le 33. art. de l'Ordonnance de 1629.

IV.

Le Roy par Arrest de son Conseil d'Etat du 20. Janvier 1661. ordonna que les Baux à ferme des biens d'Eglise situez sur les frontieres de Picardie & Champagne, faits pendant la Guerre, & desquels il restoit plus d'une année à expirer, à compter du jour dud. Arrest, demeureroient nuls, & résolus.

V.

Les Baux faits par les Tresoriers de France du revenu de l'Evêché de Senz pendant la vacance du Siege furent cassez, par l'Arrest du Conseil d'Etat du 27. Aoust 1671. Et l'Oeconome de l'Evêché confirmé.

VI.

Et le mois de Novembre sui-

vant de ladite année, il y eut un autre Arrest du Conseil Privé rendu en execution du precedent touchant les Baux du revenu de l'Evêché de Senz, faits pendant la vacance du Siege.

TITRE III.

Des Fabriques & marguilliers, de leur administration, & reddition de leurs comptes.

I.

Les Fabriciens & Marguilliers de toutes les Eglises soit Cathedrales, Hôpitaux, ou autres, doivent rendre compte de leur administration à l'Ordinaire des lieux, nonobstant tous Privileges contraires; à moins que dans les fondations il ne soit expressement porté autrement. *C'est le Concile de Trente qui l'ordonne ainsi, sess. 22. chap. 9. de Reform.*

II.

Les biens leguez aux Eglises, seront employez aux effets seulement, auxquels ils sont destinez, & les comptes en seront rendus aux Evêques, Archidiacres & Officiaux dans leurs visites, sans frais, avec défenses à tous Juges d'en connoistre. *Lettres Patentes de Charles IX. du 3. Octobre 1571.*

III, IV.

Le Roy Henry IV. confirma les Lettres Patentes cy-dessus par les siennes du 16. Mars 1609. avec les mêmes termes, qui furent verifiées au Parlement le 18. Decembre suivant, à la charge que les Procureurs

reurs Fiscaux seroient appelez à l'audition desdits comptes qui sera faite sans frais, & sans que les Evêques, Archidiacres & Officiaux, leurs Vicaires & autres, puissent prendre aucuns salaires: ny recherche estre faite du contenu es comptes precedents.

V, VI.

Louis XIII. par ses Lettres patentes du 4. Septembre 1619. vérifiées au grand Conseil le 22. May 1620. confirme les deux precedentes.

VII.

Les Marguilliers & Fabriciens des Eglises ne pourront accepter aucunes fondations, sans appeller les Curez, & sans avoir sur ce leur avis,

Ordonnance de Blois art. 53.

VIII.

Defenses à tous Juges, & à tous autres, de divertir ny appliquer le revenu des biens donnez pour les fondations aux Eglises & Chapelles, à d'autre usage qu'à celui auquel il est destiné; que si aucune chose est faite au contraire, le tout sera remis au premier état.

Edit de Melun art. 8.

IX.

Après les fondations accomplies le revenu des Eglises sera appliqué aux reparations & achats des ornemens d'Eglises, & autres œuvres pitoyables suivant les saints Decrets, & non ailleurs, sur peine ausdits Marguilliers & Fabriciens d'en répondre à leur nom, &c.

Ibid. art. 9.

X.

Henry III. ayant accordé aux Eleus & Controллеurs l'attribution de juridiction, pour l'audition des comptes des Fabriques, *par son Edit de 1578. revoqua l'adite attribution, par ses Lettres Patentes du 11. May 1582. qui ordonnent que lesdits comptes seront rendus comme auparavant ledit Edit; avec défenses aux Eleus d'en prendre connoissance. Registrées au Parlement le 28. May 1582.*

XI.

Les Fabriciens de l'Eglise Paroissiale de sainte Mennehoust, & les Administrateurs de l'Hôpital dudit lieu furent condamnez à rendre leurs comptes pardevant l'Evêque de Châlons. *Par un ancien Arrest du Parlement de Paris du 3. Decemb. 1518.*

XII.

Le Curé de S. Martin de Longjumeau s'estant pourveu au Parlement contre les Manans & Habitans dudit lieu, & Marguilliers de la Fabrique, pour luy fournir les deniers destinez pour les Obits & Fondations, il y eut Reglement entr'eux *par Arrest contradictoire du 30. Juin 1567. par lequel lesdits Marguilliers & tous ceux qui l'avoient esté depuis 30. années furent condamnez à rendre leurs comptes pardevant ceux qui l'étoient actuellement; & les Manans & Habitans furent aussi condamnez à rétablir la maison Curiale, en sorte que le Curé, ses Vicaires, Chapelains & Predicateurs*

y puissent estre logez commodément, comme aussi le Maistre d'Ecole, &c.

XIII.

Les Comptes des Fabriques seront rendus pardevant les Archidiacres ou leurs Commis, *ainsi jugé par Arrest contradictoire du Conseil Privé du 1. Avril 1609.* portant que sans avoir égard à un Arrest du Parlement de Rouen, l'Ordonnance de l'Archidiacre du Vexin pour la reddition du compte de la Fabrique de l'Eglise Paroissiale d'Elbeuf, sortira son effet.

XIV.

Les Comptes de la Fabrique de la Trinité d'Angers se rendront pardevant l'Archidiacre dudit lieu. *Ainsi jugé par Arrest du Parlement de Paris du 20. May 1613.*

XV.

Les Fabriciens de Clamecy & autres du Diocèse d'Auxerre rendront leurs comptes pardevant l'Archidiacre ou l'Evêque, son Official ou Vicaires faisans leurs visites. *Ainsi jugé par Arrest du Conseil Privé du 2. Janvier 1615.* avec défenses aux Eleus d'en prendre connoissance.

XVI.

Les comptes de la Fabrique du Pont sainte Maixance seront examinés par l'Evêque ou Archidiacre de Beauvais en présence du Procureur du Roy ou du Procureur Fiscal sans frais. *Ainsi jugé Par Arrest du Parlement de Paris du 14. Aoust 1619.*

XVII.

Ceux de la Fabrique de l'Eglise de Treguier & du Chapitre de S. Yves seront rendus pardevant l'Evêque de Treguier. Défenses aux Juges ordinaires d'en prendre connoissance, &c. *Ainsi jugé par Arrest contradictoire du grand Conseil du 5. Aoust 1623.* portant défenses aux Juges de Lanyon de saisir les fruits de la Cure de Glacéran sous pretexte de non résidence pendant que le Recteur de ladite Cure, sera Promoteur de l'Evêché.

XVIII.

Tous Marguilliers rendront compte d'année en année pardevant les Evêques, Archidiacres ou Commis, & sans frais: défenses à tous Juges d'en connoistre. *Ainsi jugé & Reglé pour tout le Royaume par Arrest du Conseil d'Etat du 1. Septembre 1635.* par lequel le Roy cassant la Sentence du Lieutenant General de Moulins condamna les Fabriciens dénommez, à rendre compte pardevant l'Evêque de Nevers son Archidiacre, Official ou grand Vicairé sans frais. *Ce Reglement est conforme à l'art. 9. de la Declaration de 1657. & de l'art. 12. de celle de 1666.*

XIX.

Les comptes des Fabriques des Paroisses du Diocèse d'Avranches seront rendus pardevant l'Evêque, son Official ou Vicairé à ce commis, sans avoir égard aux Ordonnances des Juges d'Avranches. *Ainsi jugé par Arrest du grand Conseil du 27. May 1636.* avec défenses ausdits

ausdits Juges de faire aucunes pour- luy du dernier May 1644.

suites pour ce, & à eux enjoint de donner leurs *Paratis* ou Mande- mens pour l'exécution des Sentences qui seront rendues par lesdits Evêque, Official ou Vicaires.

XX.

Il fut défendu au Prevost de Mitry & à tous autres Juges de prendre connoissance des comptes des Fabriques, à peine de cinq cens liv. d'amende. *Par Arrest du Conseil Privé du 14. Octob. 1639.* portât qu'ils pourroient néanmoins estre présents comme les autres habitans à la reddition desdits comptes, lesquels seront rendus pardevant l'Evêque, les Archidiacres, Officiaux, grands Vicaires, ou autres faisant leurs visites.

Ledit Arrest porte encore que les Baux des terres & autres biens appartenans à la Fabrique seront faits à la porte de l'Eglise pardevant le Curé, & Habitans sans frais.

XXI.

Sa Majesté adressa une commission à Monseigneur l'Evêque de Meaux pour l'exécution de l'Arrest cy-dessus dattée du même jour.

XXII.

L'Arrest du Conseil Privé du 1. Fevrier 1641. regle les comptes des Fabriques du Diocèse de Meaux de même que les cy dessus.

XXIII.

Il en est de même de celui du 27. Novembre 1643. pour le Diocèse de Reims, confirmé par ce.

XXIV.

Les comptes des Fabriques & Hôpitaux seront rendus pardevant les Evêques, leurs Officiaux ou grands Vicaires dans le cours de leur visite, auquel temps les Marguilliers seront obligez de les tenir prêts, à faute dequoy seront obligez de les porter au Palais Episcopal au premier mandement qui leur en sera fait. *Ainsi jugé par Arrest du Conseil d'Etat du 22. Octobre 1650.*

XXV.

Les Marguilliers des Parroisses ayans esté avertis aux jours que les Evêques doivent faire leur visite en leur Eglise, seront obligez de tenir leurs comptes prêts, ou à faute de ce, les porter en l'Hôtel Episcopal. *Par Arrest du Conseil Privé du 30. May 1653.*

XXVI.

La même chose a esté ordonnée par l'Arrest dudit Conseil du 15. Septembre 1654.

XXVII.

Les comptes de la Fabrique de l'Eglise de Châteaulandon se rendront pardevant le Curé, & les Parroissiens dudit lieu, en la manière accoutumée. *Ainsi jugé par Arrest contradictoire du Parlement de Paris du 13. Decembre 1653.* portant que l'Archevêque de Sens, ou son Archidiacre faisant leurs visites, pourront se les faire représenter ou à celui qu'il commettra s'il ne peut y vacquer luy-même, à laquelle revision de comptes, le Lieutenant

en la Prevosté dudit lieu, où les Substituts du Procureur General pourront assister sans y faire aucun acte ou procedure de Jurisdiction contentieuse, & sans frais.

XXVIII.

Le Seigneur d'une Parroisse ayant fait bâtir une Chapelle en sa maison, & y ayant établi une Confrairie où il se reçoit des aumônes, le compte en doit jestre rendu à l'Evêque Diocésain. *Ainsi jugé par Arrêt contradictoire du Conseil Privé du 28. May 1655.* portant qu'à l'avenir il seroit nommé un Administrateur par le Curé de la Parroisse & par ledit Fondateur, qui prêteroit le serment entre les mains dudit Seigneur Evêque.

XXIX.

Les comptes de la Parroisse de Nogent sur Seine seront rendus par les Marguilliers pardevant l'Archidiacre de Troyes, *in cursu visitationis*, & le Substitut de Monsieur le Procureur General au Bailliage dudit Nogent pourra y assister si bon luy semble, sans frais & sans droit de séjour audit Archidiacre. *Ainsi jugé par Arrêt contradictoire du Parlement de Paris du 27. Mars 1657.*

XXX.

Les Marguilliers des Eglises du Diocèse de Paris sont obligez à tenir leurs comptes prests lors de la visite, à faute dequoy seront contrainsts de les porter en la maison des grands Vicaires de l'Archevêché de Paris. *Ainsi jugé par Arrêt du Conseil Privé du 25. May*

1657. portant que pour l'avenir ils seront obligez de les tenir prests au temps des visites, après en avoir esté avertis aux Prônes les deux Dimanches precedens. Avec défenses à tous Juges de prendre connoissance des comptes des Fabriques.

XXXI.

Il y a un Arrêt du Conseil Privé du 12. Mars 1658. qui regle les comptes des Fabriques du Diocèse de Soissons, défenses au Presidial de Châteaauthierry & autres Juges Royaux de Soissons d'en connoître, à peine d'interdiction & de 2000. livres d'amende, le surplus est conforme aux Reglemens precedens.

XXXII.

Même Reglement pour le Diocèse de Châlons. *Par Arrêt du Conseil Privé du 7. Decembre 1661. touchant lesd. comptes des Fabriques.*

XXXIII.

Lequel Arrêt a esté confirmé *par un autre dudit Conseil Privé du 27. Avril 1663.* qui condamne par corps les Marguilliers de l'Eglise de sainte Menchou à rendre compte pardevant l'Evêque de Châlons, son Official, ou autre à ce commis, &c.

XXXIV.

Semblable Reglement que les precedents pour le Diocèse de Luçon. *Par Arrêt du Conseil Privé du 2. May 1664.*

XXXV.

Il est défendu aux Procureurs Fiscaux ou Jurisdictionnels de la

Religion Pretendüe Reformée d'assister à l'audition & clôtures des comptes des Fabriques. *Par Arrest du Conseil d'Etat du 12. Avril 1666.*

XXXVI.

Les Marguilliers de la Parroisse d'Aurainville au Diocèse de Paris ont esté condamnez d'apporter leurs comptes au Secrétaire de l'Archevêché de Paris, faute de l'avoir présenté à l'Archidiacre lors de la visite. *Par Arrest du Conseil Privé du 16. Decembre 1667.*

XXXVII.

Les Procureurs & Administrateurs des Fabriques ne pourront pendant le temps de leurs charges estre employez au recouvrement des deniers des subsistances, emprunts, tailles ou autres. *Par Arrest du Conseil d'Etat du 10. Aoust 1641.*

XXXVIII.

Les Marguilliers de l'Eglise de Moret ayans esté condamnez par les Eleus de faire la levée de la subsistance & autres impositions, en furent déchargez, *par Arrest du Conseil d'Etat du 7. Novembre 1641.* par lequel le Jugement des Eleus fut cassé.

XXXIX. XL.

Les Eglises & Fabriques peuvent rentrer dans tous les biens, terres & domaines qui ont esté vendus & alienez par les Marguilliers, Communauté ou Habitans sans permission de Sa Majesté, *par Declaration du 12. Fevrier 1661. verifiée en Parlement le 1. Mars 1662.*

XLI.

Les comptes des Fabriques seront rendus pardevant les Archevêques, Evêques ou leurs grands Vicaires, & les Archidiacres sans leurs visites sur les lieux sans frais ny vacations pour l'audition & clôture desd. comptes, & les comptables ne representans pas leurs comptes pendant la visite, lesdits Archevêques & Evêques pourront commettre sur les lieux telle personne Ecclesiastique qu'ils jugeront à propos, sans prejudice de ceux qui sont en droit de les faire apporter chez eux hors le temps de leur visite. *Declaration du mois de Mars 1666. art. 12. qui est conforme à l'art. 9. de celle du mois de Fevrier 1657. toutes deux données en faveur du Clergé.*

TITRE IV.

DES HOPITAUX ET
Aumônes.

CHAPITRE I.

Des Hôpitaux, Maladries, ou Leproses; de leur administration & reddition de comptes.

I.

Les Ordinaires doivent prendre garde que les Hôpitaux soient fidelement & diligemment servis & gouvernez, suivant la forme de la constitution du Concile de Vienne qui commence *Quia contigit*, laquelle est renouvellee par la sess. 7. chap. 15. de Reformatione, du Concile de Trente.

II.

Cette constitution ordonne aux Recteurs & Administrateurs des Hôpitaux, Maladries, Leproseries, & à ceux à qui la connoissance en appartient de reformer tous les abus, & malversations qui se commettent, de retirer les biens alienez indeuëment, de recevoir, & sustenter les pauvres malheureux, suivant les facultez desdites Maisons; enjoint aux Ordinaires d'y veiller, & de faire executer lad. constitution, nonobstant tous privileges.

Ladite constitution porte de plus, que l'administration desdits Hôpitaux &c. ne sera donnée qu'à des hommes prudents, sages, de bonne renommée, bons ménagers, qui s'y porteront d'inclination, & qui sçauront faire valoir le bien des pauvres, pour leur distribuer bien à propos, dont leurs consciences demeureront chargées.

Que les Administrateurs au commencement de leur gestion, prêteront le serment comme les Tuteurs & Curateurs, feront faire un Inventaire, & tous les ans rendront compte pardevant l'Ordinaire, ou autres personnes accréditées.

Ledit Concile ne pretend pas que cette constitution regarde les Hôpitaux des ordres militaires, ou Religieux: mais les Recteurs & Supérieurs d'iceux sont exhortez de se comporter au service des pauvres, & d'exercer l'Hospitalité envers eux, suivant leurs Regles & Instituts,

Pour le surplus ladite constitution ne veut rien toucher aux anciennes coûtumes qui seront avantageuses ausdits Hôpitaux, Maladries, Leproseries, &c. *Constitution du Concile de Vienne qui commence Quia contigit.*

III.

Les Evêques comme deleguez du S. Siege dans les cas de Droit, sont executeurs des dispositions pieuses, soit en dernière volonté ou faites par personnes vivantes; ont droit de visiter les Hôpitaux, les Colleges, les Confrairies des Laïques, les Ecoles, nonobstant tous privileges au contraire. *Par le Concile de Trente sess. 22. chap. 8. de Reformat.*

IV.

Les Evêques ayant présenté à Charles le Chauve quelques Decrets des Conciles de France, il les accepta, les autorisa, & les fit ajouter à ses Capitulaires; ils portent,

Que les Chefs & Recteurs des Monasteres, & Hôpitaux, se doivent gouverner par les Conseils de leurs propres Evêques, & leur estre soumis & sujets, &c.

Que les Hôpitaux sont reduits en un si pauvre état qu'ils ne peuvent plus recevoir personne par les alienations indeuës que l'on a fait de leurs biens; & au contraire il en faut chasser ceux qui depuis leur enfance y ont servi Dieu, lesquels sont contraints d'aller mendier leur vie de porte en portes, *ostiatim mendicare coguntur.*

Que ceux qui sont cause de ces desordres, *presenti & perpetuo anathemate feriendi, tanquam necatores pauperum, & Christi traditores.*

Que ceux qui obtiennent des Rois des biens appartenans aux Hôpitaux ou à l'Eglise, & qui surprennent souvent la Religion des Princes, pour oster la substance des pauvres, soient exclus de la communion de l'Eglise, de laquelle ils veulent diminuer les biens.

Que si quelqu'un est assez malheureux pour diminuer le bien & les facultez d'un Hôpital, & même pour le vouloir détruire, qu'il soit regardé & traité comme le meurtrier des pauvres, *ut necator pauperum irrevocabili anathemate feriatur.*

Decrets tirez des Conciles de France.

V.

Les mandians valides seront obligez & contraints de travailler pour gagner leur vie à peine du fouet, & ceux qui ne voudront travailler, après avoir esté ainsi punis, seront bannis du pays à temps ou à perpetuité, à l'arbitrage des Juges. *Par l'Ordonnance de François 1. du mois d'Aoust 1536.*

Les Pauvres malades, impuissans & invalides, & qui ne peuvent pas gagner leur vie, & qui n'ont aucun lieu pour se retirer, seront promptement menez & distribués par les Hôpitaux, Hôtels, & Maisons-Dieu, pour y estre nourris, secourus, & entretenus selon le revenu de l'Hôpital.

François 1. ibid.

VI.

Charles IX. fit un Reglement pour l'administration du revenu des Hôpitaux, Maladries, & autres lieux pitoyables, & sur la nourriture & entretien des Pauvres, *par Edit du mois d'Avril 1561. enregistré au Parlement le 10. Mars suivant.*

Cet Edit contient 5. articles,

Par le 1. S. M. veut que lefd. Hôpitaux &c. qui sont dans les Villes & Bourgs du Royaume, soient administrez & gouvernez par des gens de bien, solvables, deux en chacun lieu, élus & choisis de trois en 3. ans par les Ecclesiastiques ou Laïcs qui auront droit, ou par les Communautéz des Villes & Bourgs &c.

Par le 2. S. M. regle le vivre & vestiaire des Prêtres qui les deserviront, à sept vingt livres par an, & dans les lieux où il y a des Religieux ou Religieuses les fondations seront gardées.

Par le 3. le revenu desdits Hôpitaux, après les Charges payées, sera employé à la nourriture & nécessité des Pauvres, reparations & entretenement des bâtimens & édifices, & autres choses nécessaires.

4. Les Administrateurs recevront & feront traiter humainement, & gracieusement les Pauvres malades, tant ceux des lieux circonvoisins, que les passans, & auront s'il se peut des lieux retirez pour les maladies contagieuses & incurables.

Le 5. commande aux Juges d'informer par le menu des revenus desdits Hôpitaux, quel nombre de Pauvres ils peuvent porter; de la taxe du Titulaire, & de l'exécution du present Edit; le surplus regarde les comptes qui sont reglez, comme par les articles cy-devant;

VII.

Les Pauvres de chacune Ville, Bourg, & Village, seront nourris par ceux de la Ville dont ils sont natifs & habitans, sans qu'ils puissent vaguer ny demander l'aumône ailleurs qu'au lieu duquel ils sont; à ces fins les habitans seront tenus de contribuer à la nourriture desdits Pauvres, &c.

Ordonnance de Moulins art. 73.

VIII, IX, X.

L'Ordonnance de Blois art. 65. & 66. est conforme à tout ce qui a été dit cy-dessus. Il en est de même de l'Ordonnance de 1629. art. 41. qui confirme toutes les precedentes.

XI.

L'Ordre & le Reglement ordonné pour les Villes de Paris, & Lyon, pour la clôture, entretenement, & nourriture des Pauvres sera suivi dans toutes les Villes du Royaume. Et les Mandians se retireront des lieux de leur naissance ou domicile, enjoint aux Procureurs de S. M. d'y tenir la main; Ordonné aux Maires, Echevins, & Consuls des lieux, de les recevoir avec charité, & d'employer les valides à ce à quoy ils seront plus

propres à travailler, &c.

Ordon. de 1629. art. 48.

XII.

Les Prelats, leurs Vicaires, & autres Ecclesiastiques seront maintenus au droit qu'ils ont de pourvoir aux administrations des Hôpitaux & Maladries, d'oûir les comptes du revenu d'icelles; & les Reglemens & Ordonnances faites par lesdits Ecclesiastiques pour la celebration du service divin, distribution des aumônes, reparations des edifices, & autres œuvres pies, seront executées nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & sans prejudice d'icelles.

Par l'Edit de Melun art. 10.

XIII. XIV.

L'Edit de 1596. art. 8. l'art. 9. de la Declaration du mois de Fevrier 1657. & l'art. 12. de la Declaration du mois de Mars 1666. sont conformes à l'art. precedant.

XV.

Les Hôpitaux & Aumôneries de la Ville de Poitiers furent reglez par l'Arrest des grands Jours tenus en icelle Ville, du 19. Decembre 1579. portant entre autres choses que les comptes seroient rendus pardevant les Ecclesiastiques, nommez par l'Evêque, deux Echevins, & deux notables Bourgeois de la même Ville, lesquels Commissaires visiteront lesdits lieux & leurs dependances. Defenses aux Titulaires desdits Hôpitaux, & Aumôneries de s'immiscer en l'administration d'iceux, &c.

XVI.

L'Administrateur de l'Hôpital de Tarbe sera élu par l'Evêque, & le Syndic du Clergé avec les Consuls, & ne pourra disposer des deniers aux dessus de trois livres, que du Mandement dudit Seign. Evêque & dudit Syndic, pardevant lesquels ledit Administrateur sera tenu de rendre compte. *Ainsi jugé par Arrest du Parlement de Toulouse du 2. Juin 1617.*

XVII.

Le Recteur ou Curé de Muret presidera en toutes les Assemblées qui se feront pour l'administration de l'Hôpital de ladite Ville, & les nouveaux Administrateurs presteront le serment entre ses mains. *Ainsi jugé par Arrest du Parlement de Toulouse du 31. Juillet 1623.*

XVIII.

Les Evêques, leurs grands Vicaires, & Archidiacres se pourront faire représenter les comptes des Hôpitaux dans les cours de leurs Visites. *Ainsi jugé par Arrest du Parlement de Paris du 15. Avril 1631.*

XIX

Les comptes de l'Hôpital de Quimper seront rendus devant l'Evêque de Cornouaille, ou son grand Vicaire. *Par Arrest contradictoire du Parlement de Rennes.*

XX.

L'Archevêque de Reims, & en son absence ses Vicaires generaux presideront en toutes les Assemblées qui se feront pour le gouvernement & administration de la

Maison de Charité, & lors de la reddition des Comptes, ils recevront le serment du comptable, sans qu'en leur presence le Lieutenant general y assistant, puisse presider en ladite Assemblée. *Par Arrest du Conseil Privé du 27. Novembre 1643.*

XXI.

Le Parlement de Paris par son Arrest de 4. Avril 1660. ordonna que les Arrest du 30. Aoust 1586. & 3. May 1659. seroient executez, & ce faisant qu'il sera passé outre à l'examen des comptes de l'Hôtel Dieu d'Amiens, tant pardevant l'Evêque d'Amiens, que les quatre notables nommez; sans que la presence du Substitut du Procureur general y soit requise.

XXII.

Un notable Bourgeois sera commis de trois ans en trois ans par l'Evêque d'Amiens, pour administrer le revenu de l'Hôtel-Dieu, de ladite Ville. *Ainsi jugé par Arrest contradictoire dudit Parlement du 23. Juin 1662. portant de plus que le Receveur mettra entre les mains dud. Hôtel-Dieu les deniers necessaires pour l'entretien d'iceluy, & rendra compte à la fin de chaque année pardevant ledit Seign. Evêque ou son grand Vicaire, en la presence de quatre notables Bourgeois; & qu'il ne sera procédé à l'élection de la Supérieure du même Hôtel-Dieu, qu'au préalable ledit Seigneur Evêque n'ait esté averti du jour, huitaine auparavant,*

XXIII.

Et par autre Arrest contradictoire dudit Parlement du 16. Janvier 1663. il fut dit entr'autres choses qu'un Bourgeois de la Ville d'Amiens nommé par l'Evêque pour Administrateur de l'Hôtel-Dieu de ladite Ville, exercera cette charge conformément au précédent Arrest du 23. Juin 1662. que le seellé qui avoit esté apposé audit Hôtel-Dieu sera levé, & fait inventaire de ce qui se trouvera sousiceluy, & où l'on en auroit fait un, il sera recolé pardevant ledit Seigneur Evêque, ou l'un de ses grands Vicaires, en présence de quatre Bourgeois de la même Ville.

XXIV.

Et par celui du même Parlement du 10. May 1663. il fut dit que l'Arrest cy. dessus du 16. Janvier & celui du 31. dudit mois rendu en conséquence, seroient executez par M^e. Charles Houlot Conseiller au Presidial d'Amiens, & aussi grand Vicair de l'Evêque. Que le seellé apposé audit Hôtel-Dieu sera par luy levé, & Inventaire fait, les quatre Deputez pour les affaires dudit Hôtel-Dieu présents ou appelez.

XXV.

**PRIVILEGES ACCORDEZ
aux Hôpitaux & à leurs
Administrateurs.**

S. Louis exempta l'Hôtel-Dieu de Paris de tous droits de peages, coûtume, & autres sur les bleds,

vins, & autres choses quelconques qui viendroient à Paris par terre & par eau, & qui seroient à l'usage des Pauvres, des Freres & des Sœurs dudit Hôtel-Dieu. Par Lettres Patentes données au mois d'Octobre à S. Germain en Laye l'an 1269.

XXVI.

François I. ordonna que les Hôtels-Dieu, Hôpitaux, Maladreries, Leproseries, &c. non érigés en titre de Benefices, ne seroient point compris dans les taxes, cottisations & impositions des Decimes, Dons gratuits, Emprunts, ou autrement en quelle maniere que ce soit, mais en seront exempts. C'est par son Ordonnance du mois de Juin 1544.

Il y a beaucoup d'autres Lettres Patentes, Edits & Declarations qui exemptent les Hôpitaux des droits qui se levent dans les lieux où ils sont situez, comme Aydes ou Entrées & autres droits,

XXVII.

Un Chanoine qu'est aussi Tre-sorier ou Administrateur d'un Hôtel-Dieu doit jouir pendant l'année de son Administration de tous les fruits de sa Prebende, comme s'il estoit présent, & qu'il fit le service actuel en son Eglise. Ainsi jugé pour un Chanoine de l'Eglise d'Auch qui estoit Administrateur de la Maison-Dieu de Toulouse. Par Arrest contradictoire du Parlement dudit lieu du 3. Decembre 1575.

XXVIII.

XXVIII.

Les Administrateurs Ecclesiastiques de l'Hôtel-Dieu de Soissons, qui ont reçu les Religieuses en la reforme par les ordres de l'Evêque de Soissons, nonobstant les oppositions du Chapitre, ne peuvent estre poursuivis en leurs propres & privez noms pour les pensions desdites Religieuses. *Ainsi jugé par Arrest du Parlement de Paris rendu à l'Audience de la grand'Chambre le 13. Decemb. 1650.*

XXIX.

QUELQUES REGLEMENS touchant les Hôpitaux, & diverses questions jugées en leur faveur.

Le Parlement de Paris, *Par Arrest contradictoire du 12. Decembre 1616.* fit un Reglement sur l'établissement d'un Bureau des Pauvres en la Ville de Châlons en Champagne; portant entr'autres choses, que l'Evêque ou son grand Vicaire y presidera; que deux Chanoines de l'Eglise Cathedrale, le Baillif & le Procureur Fiscal de l'Evêché y assisteront, deux des Gouverneurs, & deux Bourgeois de la Ville qui seront à ce deputez, &c.

XXX.

Louis XIII. *par ses Lettres Patentes du mois de Fevrier 1635. revues au Parlement le 11. Aoust suivant* établit une Maison de Charité en ladite Ville de Châlons, afin d'y renfermer les Pauvres mendiants, conformément au precedent Arrest, & aux Articles qui

seront mentionnez cy-après.

XXXI.

Articles accordez au Conseil tenu en la Maison de Ville de Châlons le 9. Fevrier 1635. pour parvenir à la réunion des administrations des biens des Pauvres de ladite Ville, & à l'établissement d'une Maison de Charité en icelle sous le bon plaisir du Roy & de Nosseigneurs de son Conseil; lesquels Articles sont confirmez par les Lettres Patentes cy-dessus, & sont au nombre de douze.

Le premier ordonne que les donations faites aux Pauvres cy-devant, demeureront réunies à ladite Maison de Charité.

Le second regle les personnes qui administreront les biens de ladite Maison, les Assemblées qui leur conviendra faire, &c.

Le troisième, que les Recteurs se pourront assembler une fois toutes les Semaines, pour regler ce qu'il y aura à faire, & leurs Ordonnances seront executées nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & sans prejudice d'icelles, & que le President reglera les Assemblées extraordinaires.

Le quatrième, que les Pauvres de ladite Ville seront renfermez dans ladite Maison, par l'ordre des Recteurs qui seront travailler ceux qui le pourront, &c.

Le cinquième, les vicillards qui ne peuvent rien faire, & les enfans en bas âge y seront aussi mis, & ces derniers jusqu'à ce qu'ils soient

en état d'apprendre un métier.

Le sixième, les enfans de peres & meres mendians actuellement aux portes des Eglises y seront aussi receus, pour y estre nourris & entretenus, & y apprendre leurs métiers, &c.

Le septième, les enfans qui auront appris leurs métiers dans ladite Maison, & qui seront capables de les exercer, seront receus Maistres pour travailler dans ladite Ville sans payer aucuns droits de Maistrise, à la reserve des métiers exceptez par les Arrests du Parlement de Paris.

Le huitième, les Recteurs pourront aliener les maisons qui seront inutiles, pour acheter des places, pour bâtir ladite Maison de Charité, & si l'on rembourse des Constitutions de rentes deus ausdits Pauvres, les deniers seront remplacez sur des heritages ou autres fonds, ainsi qu'ils verront estre à faire.

Le neuvième, lesdits Recteurs pourront de personnes capables pour le Service Divin, & pour le Service de ladite Maison, comme Ecrivains, Greffiers, Sergens & autres, &c.

Le dixième, les Recteurs nommez pour trois ans ne pourront estre continuez qu'une fois seulement pendant trois autres années, après lesquelles ils auront voix délibérative audit Bureau, & seance après les Recteurs, &c.

L'onzième, les donations qui seront faites à l'avenir aux Pau-

vres de la Ville, seront reputées faites à ceux qui sont enfermez dans ladite Maison, à moins qu'il n'y ait disposition expresse faite au contraire.

Le douzième, ladite réunion ne pourra nuire ny prejudicier aux droits de Jurisdictions spirituelles desdits Seigneurs Evêque & Chapitre; & n'estant faite elle vient à cesser par quels moyens ce soit, les Parties retourneront en leur premier état & administration.

Lesquels Articles ont esté enregistrez, ouy le Procureur General du Roy, pour estre executez selon leur forme & teneur, aux charges portées par l'Arrest dudit jour 11. Août 1635.

XXXII.

Le Parlement de Paris verifia les Lettres Patentes & les Articles cy-dessus ledit jour, aux charges suivantes :

Que l'un des Archidiacres du Seigneur Evêque de Châlons, tel qu'il voudra nommer, aura seance & voix délibérative audit Bureau des Pauvres & Maison de Charité avec les autres Ecclesiastiques y dénommez.

Que ledit Seigneur Evêque pourra nommer seul tous les Pauvres qu'il faudra pour l'exécution du legs fait par le défunt Clausse son predecesseur Evêque, qui seront marquez & distinguez des autres Pauvres, par telle marque extérieure qu'il avisera, & appellez les Pauvres de Messire Cosme Clausse.

Que le Receveur dudit Bureau & Maison de Charité fera recette & dépense par chapitres separez en son compte des deniers provenans dudit legs, au commencement duquel seront inserées copies des donations, & testament dudit défunt Evêque des 15, 17, & 18. Mars 1624.

Que le revenu du grand Hôpital sera par preference destiné & affecté pour la nourriture des pauvres malades, & que la jurisdiction temporelle & spirituelle demeurera & appartiendra au Chapitre de saint Etienne, ainsi que par le passé; & recevront le serment de ceux & celles qui seront employez à la nourriture, traitement & soulagement des pauvres malades dudit grand Hôpital.

Il y a plusieurs autres nouveaux établissemens d'Hôpitaux dans la plupart des Villes du Royaume, pour renfermer les Pauvres mendians, mais on s'est contenté de rapporter celui-cy, pour donner des éclaircissmens à ceux qui voudront faire de pareils établissemens.

XXXIII.

Une personne de la Religion P. R. ayant fait un legs aux Pauvres de ladite Religion, ledit legs fut adjugé au Bureau des Pauvres, par Arrêt de la Chambre de l'Edit de Paris.

XXXIV.

Défenses à ceux de la Religion Pretendue Reformée d'avoir aucuns Hôpitaux ny lieux publics

pour leurs malades, & que ceux qui estoient dans un Hôpital qu'ils avoient dans la Ville de Paris en seroient tirez & transferez à l'Hôtel-Dieu de ladite Ville. *Par Arrêt du Parlement de Paris du 10. Juin 1660.*

XXXV.

L'Hôpital de Lantier situé en la Ville de Montauban demeurera aux Catholiques, & les Pauvres de l'une & de l'autre Religion, y seront receus indifferemment. *Ainsi jugé par Arrêt du Conseil d'Etat du 29. Octobre 1664.* portant deplus, que le Temple neuf de la même Ville sera démolí.

XXXVI.

Les Hôpitaux sont déchargez de la nourriture des enfans trouvez, & tous les Seigneurs hauts Justiciers sont tenus de satisfaire à la dépense & nourriture de ceux qui se trouveront exposez dans l'étendue de leur haute Justice. *Ainsi jugé par Arrêt du Parlement de Paris du 3. Septembre 1667.*

XXXVII.

DU POUVOIR DU GRAND Aumônier de France sur les Maladries, Hôpitaux & autres lieux pitoyables, qui sont à sa nomination.

Le Roy François I. par son Edit donné à Fontainebleau le 19. Decembre 1543. confirma la Jurisdiction du grand Aumônier sur toutes les Maladries, & luy donna pouvoir de les reformer, de faire informer de leurs revenus par leurs

fondations, comptes & autres papiers, des alienations qui ont esté faites de leurs biens, des Administrateurs, de leurs comptes & gestion, & generalement de tout ce qui regardera le bien & utilité desdites Maladries, &c.

XXXVIII.

Toutes les Ordonnances & Jugemens qui seront rendus par le grand Aumônier en execution de l'Edit cy-dessus pour la reformation & administration des Maladries seront executez par provision, notwithstanding oppositions ny appellations quelconques, & sans prejudice d'icelles, pour lesquelles ne sera différé. *Ainsi ordonné par un autre Edit du même Roy du 19. May 1544.*

XXXIX.

Le grand Aumônier a pouvoir de conférer toutes Maladries, Hôcels-Dieu, Maisons-Dieu, Aumôneries & autres lieux pitoyables, estant de plein droit en la disposition de Sa Majesté, à personnes tant Laïques que Clercs suffisans & capables, & aussi de donner les bourses, places & lieux es Colleges de Maistre Gervais Chrétien, & de Mignon fondez en la Ville de Paris; comme aussi les aveugles en l'Hôpital des Quinze-vingts, d'en ôter & rejeter ceux qui seront fautes, &c. *Par Edit d'Henry II. du mois de Septembre 1552.*

XL.

Il peut de plus ordonner de la distribution des deniers des offran-

des de S. M. de ses aumônes & devotions, tant aux Eglises, que personnes pauvres & indigentes, & là où il sera mieux employé, ainsi qu'il verra en sa conscience, en signer & expedier sur les supplications, les Ordonnances, Rolles & Acquits servans à la reddition des comptes du Tresorier desdites offrandes & aumônes. *Charles IX. en Decembre 1560.*

XLI.

Défenses d'occuper ou administrer les Hôpitaux, Maladries, & autres lieux pitoyables qui ne sont de fondation ou patronage d'aucun Prince, Evêque, Seigneurs ou Communauté sans la nomination du grand Aumônier de France & provision du Roy sur icelle, & toutes les provisions autrement obtenues nulles. *Declaration du Roy Henry IV. du 8. Fevrier 1593.*

XLII. XLIII.

Ladite Declaration fut adressée au grand Conseil, avec attribution de Jurisdiction du 20. Novembre 1593. & l'Arrest de verification est du 1. Decembre suivant.

XLIV.

Le Roy Louis XIII. par sa Declaration du 24. Octobre 1612. ordonna que la reforme des Hôpitaux, Aumôneries, Maladries & autres lieux pitoyables seroit faite par le grand Aumônier, luy donnant pouvoir de reformer les abus, rétablir l'ordre pour l'administration, établir des Officiers, pour administrer, recevoir, gouverner

les biens desdits Hôpitaux, destituer ceux qu'il trouvera à propos, & generalement faire tout ce qui sera necessaire, & qu'il trouvera à propos pour le bien desdits Hôpitaux, &c.

Pour l'exécution de laquelle Declaration S. M. crea & établit une Chambre de la generale reformation desdits Hopitaux, Aumoneries, Maladries, & Hotels-Dieux, &c. qui estoit composée de quatre Maistres des Requestes, de quatre Conseillers du grand Conseil, avec Monsieur le Cardinal du Perron grand Aumonier de France, & cinq de ses Vicaires, un Procureur du Roy & un Greffier. Ladite Chambre pour proceder à la revision des Comptes, punition & correction des usurpations, alienations, abus & malversations, condamnation d'amendes, & pour juger tous procez generalement concernant lesdites Maisons, &c. *Ladite Declaration fut registree au grand Conseil le 12. Novembre 1612. & en la Chambre de la reformation.*

XLV.

Ceux de la Religion P. R. ayans commencé un nouvel établissement d'Hopital au Faubourg saint Marcel lez-Paris, Jacques Autruy. Commissaire Examineur au Châtelet de Paris, en ayant esté averti, s'y transporta, & dressa son procez verbal le 19. May 1637. Ensuite duquel intervint *Arrest du Conseil Privé du 17. Juin 1637.* par lequel S. M. fait

défenses à toutes sortes de personnes de proceder à l'établissement d'aucunes Maisons & Hopitaux sans la permission requise & necessaire; & quant audit Hopital les Pauvres trouvez en iceluy, seroient transportez à l'Hotel-Dieu, & y seroient receus; défenses au pretendu Hospitalier de plus recevoir de Pauvres, & de vuider la Maison, à peine de prison & de punition corporelle.

XLVI.

Un legs fait à la boîte des Pauvres de la Religion P. R. de la Rochelle fut adjugé à l'Hopital de la même Ville, à la charge d'y recevoir les Pauvres malades de ladite Religion P. R. comme les Catholiques. *Par Arrest de la Chambre de l'Edit de Paris le 1. Fevrier 1647.*

XLVII.

Dans les Registres du Parlement de Paris il y a un *Arrest du 9. Fevrier 1537.* portant que l'Evêque d'Autun commettra deux notables Ecclesiastiques pour se transporter à Vezeley avec le Baillif d'Auxerre, afin d'informer des desordres qu'il y avoit pour lors à l'Hopital dudit lieu, & y remédier par les voyes deues & raisonnables.

CHAPITRE II.

Des Assemblées qui se font afin de pourvoir aux necessitez des Pauvres, & de la taxe & cotisation pour les aumônes.

I.

ON ne peut imposer aucuns deniers sur les Ecclesiastiques pour quelque cause que ce soit, si ce n'est en cas de sterilité pour aumones, qui se leveront en ce cas par ordre des Evêques, & avis des Habitans, & dont on rendra compte pardevant lesdits Evêques. *Ainsi ordonné par Lettres Patentes du Roy Charles 9. du 3. Novembre 1572. verifiées au Parlement le 22. Decembre suivant.*

II.

Les Lettres Patentes accordées par S. M. aux Ecclesiastiques sur le sujet & Reglement des aumones, en date du 3. Novembre 1562. & verifiées au Parlement, furent confirmées par l'art. 11. de l'Edit de Melun.

III.

Et par le Roy Henry III. par ses Lettres Patentes du 31. Juillet 1597.

IV.

Le Lieutenant General de Reims ayant donné une Sentence, par laquelle il avoit taxé les Ecclesiastiques pour la nourriture des Pauvres : ladite Sentence fut cassée par Arrest contradictoire du grand Conseil du 20. Juillet 1626. portant que le Clergé de Reims s'assemblera au Palais Archiepiscopal, & se taxera pour cet effet.

V.

Les Deputés du Clergé du Diocèse de Senlis ayans fait une taxe sur un Prieuré dudit Diocèse, pour subvenir aux Pauvres malades de la maladie contagieuse, il y eut

opposition, sur laquelle intervint Arrest contradictoire du Conseil Privé du 18. Decembre 1626. par lequel les Parties furent renvoyées au Bureau particulier dudit Clergé & par appel en la Chambre Ecclesiastique établie à Paris ; & cependant ordonné que le Prieur payera ladite taxe par provision.

VI.

L'Assemblée Generale du Clergé tenue à Paris en l'an 1615. prescrivit un ordre sur la maniere de faire la queste pour l'Hopital des Quinze-vingts de la même Ville, au sujet des Indulgences accordées à cet Hopital, & pour empêcher les abus qui s'estoient glissez en ladite queste, & qui se pourroient commettre à l'avenir en pareilles occasions.

VII.

Le Parlement de Toulouse ayant taxé les Beneficiers du Diocèse residens, au sixième, & les non residens au total de leur revenu pour la nourriture des Pauvres. Par Arrest du 24. Decemb. 1630. ledit Arrest fut cassé par celui du Conseil Privé du 17. Septembre 1631. qui ordonna que lesdits Beneficiers jouiroient des privileges à eux accordez, avec défenses aux Capitouls & autres de les y troubler ny les cottiſer pour les aumones.

VIII.

Défenses à tous Officiers & autres de comprendre les Ecclesiastiques aux taxes & contributions pour les aumones, ny pour quelque cause que ce soit. *Ainsi ordou-*

né par Arrest du Conseil du 9. Decembre 1633. qui porte deplus, que neanmoins en cas de necessité publique Assemblée sera faite au Palais Episcopal ou maisons des principaux Ecclesiastiques, pour y pourvoir, & que les comptes des aumones y seront rendus.

IX.

Pareilles défenses furent faites aux Maires & Echevins de la Ville de Dijon de comprendre les Ecclesiastiques en aucune taxe, si ce n'est pour les aumones en cas de sterilité; & que les Assemblées qui se feront pour ce sujet, seront tenues en l'Hostel du principal Ecclesiastique de ladite Ville, lequel y presidera; comme aussi à la reddition des comptes desdites aumones. *Par Arrest du Conseil Privé rendu contradictoirement le 30. Octobre 1635. lequel Confirme l'Arrest precedent.*

X.

Pareilles défenses furent faites à tous Juges de troubler l'Evêque du Mans ou ses Grands-Vicaires en la preséance aux Assemblées générales qui se feront pour la nourriture des Pauvres; lesquelles se tiendront en l'Hostel Episcopal, & que ce qui y sera arrêté sera exécuté, nonobstant oppositions ou appellations quelconques. *Par Arrest du Conseil Privé du 17. Aoust 1638. lequel confirme celuy du 9. Decembre 1633. cy-dessus art. 8.*

XI.

Dans tous les Diocèses du Royaume les Assemblées pour les

aumones en cas de sterilité, pour les Hopitaux, & audition des comptes se feront dans les maisons des Evêques, ausquelles eux ou leurs Grands-Vicaires presideront. *Ainsi ordonné Par Arrest du Conseil d'Etat du 10. Aoust 1641.*

XII.

Pareil Arrest du Conseil Privé du 3. May 1644. pour le Diocèse de Lezouze.

XIII.

Pareil Arrest du Conseil d'Etat du 19. Octobre 1650. pour tous les Diocèses du Royaume; portant défenses à tous Officiers, tant des Cours Souveraines, que Baillifs, Sénéchaux & autres, Maires, Echevins, Consuls, Capitouls, Habitans & Communauté, d'imposer les Ecclesiastiques, ny les comprendre en aucune taxe pour quelle cause que ce soit, &c.

XIV.

Les taxes faites par les Habitans de Longueville sur le Prieur de sainte Foy pour les Aumones ensuite des procédures faites, tant au Parlement de Rouen, qu'au grand Conseil, ont esté cassées *par Arrest du Privé Conseil rendu contradictoirement le 6. May 1653. & lesdits Habitans condamnez à restituer audit Prieur ce qu'il avoit payé pour ce sujet.*

XV.

Lesdits Habitans de Longueville ayans fait refus audit Prieur de sainte Foy de luy payer les sommes portées par l'Arrest cy-dessus. *Par Jugement Souverain des Requêtes.*

tes de l'Hôtel du 27. Février 1655. furent condamnés à les luy restituer dans quinzaine, & à faute de ce faire, les quatre principaux des Habitans y seroient contraints, sauf leur recours contre les autres.

XVI.

Le Parlement d'Aix ayant ordonné que le revenu de l'Archêvêché dudit lieu seroit saisi faute de payement de l'aumône à laquelle il avoit esté taxé: il fut dit par *Arrêt du Conseil Privé du 19. Aoust 1653. que ceux du 19. Octobre 1650. du 1. Aoust 1652. & 6. May 1653. seroient exécutés: & ce faisant sans s'arrêter à l'Arrêt dudit Parlement d'Aix, main levée des saisies dudit revenu, & que si aucune chose en a esté payée elle sera renduë.*

XVII.

Il fut ordonné aux Chanoines de Nostre-Dame de Sillé de s'assembler dans un mois, pour regler ce qu'ils doivent contribuer pour la necessité des Pauvres de la Paroisse de Rouën. *Par Arrêt du Conseil Privé du 3. May 1664. rendu avec les Agens Generaux du Clergé.*

XVIII.

Les grands Jours de Clermont, *par Arrêt du 14. Janvier 1666. ordonnerent que l'aumône generale qui se fait par les Monasteres sera distribuée seulement aux véritables Pauvres.*

DES BENEFICES OU MONASTERES qui ne sont sujets aux places d'Oblats.

I.

Les Oblats ou Religieux Lays ne peuvent estre receus aux Abbayes & Prieurez collatifs, mais seulement en ceux qui sont électifs, à la nomination du Roy & de fondation Royale, Ducale ou Comtale. *Par l'Edit de Charles IX. du 28. Octobre 1568. verifié au Parlement le 26. Novemb. suivant.*

II.

On peut voir plusieurs Arrêts rapportez ensuite dudit Edit, & donnez dans divers Parlemens conformément à iceluy: par lesquels tous ceux qui avoient obtenu des provisions d'Oblats sur les Prieurez & Abbayes. qui ne sont pas à la nomination du Roy ou de fondation Royale, Ducale, ou Comtale, en ont esté debouttez.

III.

Le Roy Louis XIII. *par son Edit du mois de Novembre 1633. établit une Communauté en Ordre de Chevalerie, sous le nom & titre de Commanderie de S. Louis au Château de Bicêtre lez-Paris, pour la nourriture & entretien de tous les pauvres Soldats estropiez à la guerre au service du Roy, & ce au lieu des places qu'ils pourroient avoir dans les Monasteres, & que pour cet effet, outre la pension de cent livres ordonnées par les Declarations du mois de Mars 1624.*

CHAPITRE III.

Des Oblats ou Religieux Lays.

1614. & 20. May 1630. sur toutes les Abbayes du Royaume, pour la nourriture d'un Oblat ou Soldat estropié; tous les Prieurez dont le revenu excèdera deux mil livres payeront aussi par chacun an pareille somme de cent livres, lesquelles sommes seront reçues par les Receveurs particuliers des Decimes, pour estre ensuite mises entre les mains du Receveur general de ladite Commenderie. *Lequel Edit fut verifié au grand Conseil le 29. Decembre 1633.*

IV.

Ensuite duquel Edit Sa Majesté par sa Declaration du 5. May 1636. sans avoir égard à l'Edit cy-dessus, déchargea tous les Prieurez de France indefiniment, & les Abbayes qui ne sont pas de 1500. livres de revenu, de la pension de cent livres mentionnée cy-dessus; & ordonna que ledit Edit auroit lieu seulement à l'égard des Abbayes qui sont de 1500. livres de revenu & au dessus, lesquelles payeront ladite pension de cent livres, moyennant laquelle toutes les Abbayes de France sont déchargées de la nourriture des Oblats.

V.

Cette Declaration fut verifiée au grand Conseil par Arrest du 29. Juillet 1636. portant que les Abbayes & Prieurez qui sont à la nomination du Roy ne seront chargez de la nourriture d'aucun Oblat, si lesdites Abbayes & Prieurez ne sont de 1500. livres de revenu toutes

charges faites, & que ceux qui ont esté legitiment pourvus des places de Religieux Lays, jouiront pendant leur vie durant, des pensions à eux affectées: que celles qui seront cy-après accordées ausdits Soldats extropiez, seront portées à la Recette generale de ladite Commenderie conformément audit Edit.

VI.

L'Abbé de l'Abbaye de Fontenay de l'Ordre de Cisteaux fut condamné de payer la Prebende Laye à l'Oblat nommé sur son Abbaye, si mieux n'aimoit ledit Abbé luy fournir hors le Monastere jusques à soixante livres par an. *Par Arrest du Parlement de Dijon du 3. Juillet 1571. rapporté par Monsieur Fevret en son Traité de l'Abus l. 2. ch. 4. n. 46.*

VII.

Louis XIII. sur l'avis des notables de son Royaume, fixa la pension des Oblats à cent livres, par son Ordonnance art. 19.

VIII.

Depuis la Declaration de 1670. ladite pension des Oblats a esté augmentée de 50. livres, & portée jusques à 150.

IX.

Le Conseil d'Etat par son Arrest du 24. Janvier 1670. ordonna que dans six mois, ceux qui estoient pourvus des places d'Oblats, rapporteroient es mains du Secretaire d'Etat ayant le département de la Guerre, leurs Provisions, Certificats & autres Titres; autrement

décheus desdites places en vertu du présent Arrest; & défenses de leur payer aucunes choses de leurs pensions, & injonction d'en remettre le fond entre les mains du Receveur general du Clergé ou du porteur de ses quittances.

X.

DES QUALITEZ QUE
doivent avoir les Oblats.

Il est défendu d'admettre aux places d'Oblats d'autres que des Soldats estropiez au service du Roy, comme estant lesdites places affectées aux personnes de cette qualité. *Par la Declaration du Roy Henry III. du 4. Mars 1578.*

XI.

Le même Roy, *par son Edit du mois de Fevrier 1585.* confirme la Declaration cy-dessus, & restreint lesdites places d'Oblats aux Soldats estropiez au service du Roy, vieux & caducs, avec défenses à toutes personnes d'en tenir plusieurs, à peine d'en estre privez. *Verifié au Parlement le 30. Decembre 1585.*

XII.

Les places d'Oblats furent affectées de nouveau aux Gentilshommes vieux & caducs, & aux Soldats estropiez au service du Roy, & qui n'ont moyen de vivre d'ailleurs. *Par Arrest du Conseil d'Etat du 1. Septembre 1611.*

XIII.

Un Soldat estropié à la guerre fut déclaré incapable de tenir une place d'Oblat pour estre de la Re-

ligion P. R. *Par Arrest du Parlement de Paris du 18. Fevrier 1621.* rapporté par Bouchel en sa Somme Beneficiale sur le mot Oblat. La même chose fut jugée *par Arrest du Parlement du 7. Decemb. 1623.*

XIV.

Le Roy, *par son Ordonnance du 24. Fevrier 1670.* touchant l'employ du fond destiné pour les pensions des Oblats, leur maniere & le choix des pauvres Officiers & Soldats, pour remplir leurs places; ordonna des Pensions sur le fond affecté aux Religieux Lays du Royaume, à raison de deux cens liv. à chaque Capitaine, cent cinquante livres à chaque Lieutenant ou Officier subalterne, & de cinquante livres à chaque Sergent, ensuite de l'état par Regiment du nombre & de la qualité desdits Officiers. Fait à S. Germain en Laye ledit an & jour, *qui est ensuite de ladite Ordonnance.*

TITRE V.

Des Reparations des Eglises, & autres lieux pieux, ou dépendans des Benefices.

I.

Les Evêques visiteront tous les ans les Eglises de leurs Diocèses, même les exemptes, pour ordonner les reparations necessaires. *C'est le Concile de Trente qui l'ordonne ainsi sess. 7. ch. 18. de reformatione; & dans la sess. 21. ch. 7. ibid.*

II.

Il est enjoint à tous les Juges &

Procureurs de Sa Majesté de faire saisir & regir sous sa main le revenu des Benefices non desservis, & dresser leurs procez verbaux des ruines & demolitions, qu'ils enverront aux Archevêques ou Evêques Diocesains, auxquels il est aussi enjoint d'y pourvoir, & de faire entretenir les fondations.

Ordonnance, d'Orléans art. 21.

III.

Les Archevêques & Evêques faisant leurs visites, pourvoient à ce que les Eglises soient fournies de Livres, Croix, Calices, Cloches & Ornaments nécessaires pour le Service Divin, à l'entretien & reparations des Eglises, au logement convenable des Curez, avec pouvoir de contraindre les Marguilliers & Parroissiens par toutes voyes deues & raisonnables, même les Curéz, si leur revenu se peut commodément porter. *Ordonnance de Blois art. 52. Les articles 3. & 5. de l'Edit de Melun sont conformes.*

IV.

Pendant les troubles tous les Benefices furent exempts des reparations; à la réserve des nécessaires. *Par Lettres Patentes du Roy Charles I X. du 10. Septembre 1568. portant main levée de toutes saisies, faute d'avoir fait lesdites reparations; & par d'autres Lettres Patentes du même Roy du 18. Novembre 1571.*

V. VI.

Les Beneficiers ne pouvoient estre contraincts à reparer que ce qui estoit demeuré en nature, & ce

qui pouvoit & devoit estre tenu clos & couvert, & non ce qui estoit ruiné, ny à faire construire de nouveaux Hôpitaux & Bâtimens. *Par Lettres Patentes du même Roy Charles I X. du 3. Novembre 1572. verifiées au Parlement le 22. Decembre suivant.*

VII.

Les reparations des Eglises seront faites suivant l'*Ordonnance du 3. Novembre 1572.* aux frais desquelles il est enjoint à tous Juges de contraindre par toutes voyes ceux qui y sont obligez, les fruits des Prelatures, Abbayes & Benefices vacans seront employez auxdites reparations des bâtimens desdits Benefices, sans y comprendre toutefois les frais & revenus provenans des Regales. A quoy les Procureurs Generaux de S. M. ou leurs Substituts tiendront la main & feront proceder auxdites saisies. *Louis XIII. 1629. art. 30.*

VIII.

Les Decimateurs ne sont obligez aux reparations que jusques à la concurrence du tiers des Dixmes. *Ainsi jugé au profit du Chapitre de Reims, par Arrest du Parlement de Paris du 31. Juillet 1631.*

IX.

Ils ne sont tenus que des reparations & entretien du Chœur & Chancel des Eglises Parroissiales, & seulement jusqu'à la concurrence du tiers des Dixmes. *Par autre Arrest dudit Parlement du 7. Fevrier 1632.*

X.

La même chose a esté jugée au profit du même Chapitre contre les Habitans de Betheniville, *par Arrest du Parlement du 7. Aoust 1632.*

XI.

Lesdits Arrests ont esté confirmez par celuy du 4. Fevrier 1642. rendu pareillemens pour le Chapitre de Reims.

XII.

Les gros Decimateurs ne sont obligez qu'aux Reparations du Chœur, & Chancel des Eglises Paroissiales, & à fournir les Livres & non les Ornemens. *Par Arrest du grand Conseil du 27. Novembre 1670.*

XIII.

Defenses à tous Juges de prendre aucun salaire pour les visites des reparations à faire aux Eglises, à peine de concussion. *Par Arrest du Parlement de Paris du 15. Juillet 1632.*

XIV.

L'Official de Lizieux fut obligé de faire contraindre les Beneficiers de son ressort, à faire les reparations dans trois mois, pendant lesquels les Juges des lieux n'en pourroient connoistre, mais seulement après ledit temps, au cas que ledit Official n'y eût satisfait. *Par Arrest du Conseil Privé du 24. Fevrier 1640. portant les mêmes defenses que celles de l'art. 13. precedent.*

XV.

Le Lieutenant general de Châlons ayant decerné un executoire

de 90. livres pour fraiz de visite de l'Eglise de Sondron Diocese de Châlons, faite par ledit Lieutenant general, & le Procureur du Roy, sous pretexte des reparations à faire dans ladite Eglise. *Le Parlement de Paris par Arrest du 12. Octobre 1661. fit defenses de mettre à execution ledit executoire.*

XVI.

Le Procureur du Roy ne peut faire saisir le revenu des Ecclesiastiques, faute de reparations, si ce n'est en vertu de commission & Ordonnance du Juge, & après les avoir sommez. *Par Arrest du même Parlement du 1. Septembre 1635.*

XVII.

Le Roy exhorte & enjoint aux Archevêques & Evêques, ou à leurs grands Vicaires, & Officiaux de visiter incessamment les Eglises, & Maisons Presbyterales de leurs Diocèses, & de pourvoir (les Officiers des lieux appelez) à ce qu'elles soient deuëment reparées, & qu'il y ait des Presbyteres bâtis dans les lieux où il n'y en avoit pas auparavant; que le Service Divin y soit decemment & commodement fait, les Curez & les Vicaires convenablement logez, & lesdites Eglises deuëment fournies de tous Ornemens, & meubles necessaires. Voulant S. M. que toutes leurs Ordonnances soient executées nonobstant toutes oppositions ou appellations quelconques. *Declaration du 18. Fevrier 1661. verifiée au Parlement le 18. Juillet 1664.*

TITRE VI.

DES ALIENATIONS DES

*Biens de l'Eglise, autres que
pour subvention.*

CHAPITRE I.

De l'Alienation des Biens Ecclesiastiques, & de leur Recouvrement.

I.

LES Princes ne doivent point souffrir l'Alienation des choses qui sont dans les Eglises, qui, suivant la tradition des SS. Peres, sont, *vota fidelium, pretia peccatorum, & patrimonium pauperum*; mais doivent plutôt contribuer à leur augmentation, à l'exemple de Charlemagne & de Louis le Debonnaire qui y invitent leurs Successeurs dans leurs Capitulaires. Liv. 1. cap. 83. de rebus Eccles.

Personne ne peut aliéner les Biens immeubles de l'Eglise, comme Maisons, Terres, Jardins, Domaines, ny même les engager sous un titre de speciale hypothèque. Les Ecclesiastiques doivent s'abstenir de telles alienations s'ils veulent éviter les peines dont ils sont menacés par la constitution du Pape Leon, &c. Ibid. lib. 2. cap. 29. De rebus ad venerabiles locos pertinentibus, non alienandis.

L'on ne doit point priver les anciennes Eglises de leurs Decimes & possessions, pour les donner à des nouvelles. Ibid. lib. 2. cap. 36. de antiquis Ecclesiis, ut honorem suum habeant.

Les échanges legitimes & raisonnables, &c qui sont utiles aux Eglises de Dieu, doivent subsister: mais ceux qui bien loin de s'estre trouvez commodes ny utiles, se sont rencontrez inutiles & incommodes, doivent estre resolus, &c chacun reprendra ce qu'il a donné. Ibid. lib. 5. cap. 47. De commutationibus utilibus permanendis inutilibusque delendis.

Un Monastere ne peut être donné, échangé, ny vendu par aucune personne de quelle qualité & condition qu'elle soit, pas même un Roy; que si cela arrivoit, la vente ou échange seroit nulle, celui qui en auroit donné le prix le perdrait, aussi bien que le Monastere, qui seroit remis en son premier état. Ibid. cap. 233. De restituendo Monasterio.

Les Evêques ont une pleine puissance sur les choses qui sont dans les Eglises, & personne ne les peut donner, ny prendre sans leur autorité, ny pas même la desirer, *ne cupidus sanctorum rerum ignis qui in eis est, favillosus exurat*; Et l'on dit dans les saints Canons, *Si quis oblata dederit, vel acceperit prater Episcopum, vel eum qui constitutus est ab eo, ad dispensandum misericordiam pauperibus; & qui dat, & qui accipit, anathema sit.* Ibid. cap. 188.

Ceux qui s'attribuent les choses qui ont été données à l'Eglise, ou qui les detruisent, ou qui les prennent sans le consentement des Evêques doivent estre suspendus

de la Communion de l'Eglise, jusqu'à ce qu'ils aient satisfait, & les Abbez, les Prêtres, & les autres ministres de l'Eglise, ne peuvent les aliener ny obliger sans la permission de leur Evêque par écrit sur les mêmes peines.

Ibid. cap. 199.

II.

Les emprunts de deniers faits par un Chapitre sont nuls, s'ils ne tournent au profit dudit Chapitre, & un Chanoine seul est capable de s'y opposer, ainsi jugé Par Arrest du Parlement du 23. Avril 1581. qui fait défenses aux Chapitres d'aliener, ny hypothéquer leur revenu, sinon es cas permis de Droit.

III.

La même chose fut jugée par un autre Arrest du Parlement du 23. Avril 1591. & qui ordonnoit que les deniers empruntez par les Chanoines & Chapitre de Clermont seroient par eux rendus de leurs deniers, sans qu'ils les pussent prendre sur le revenu du Chapitre.

IV.

Il fut permis au Chapitre de l'Eglise de Paris de vendre de son fond, jusqu'à la valeur de vingt mille écus, pour estre employez au rachapt des rentes créées durant les troubles, & autres necessitez de ladite Eglise. Par deux Arrests dudit Parlement des 5. Juillet & dernier Aoust 1594.

V.

Les Alienations faites par les Ecclesiastiques & Marguilliers, du

temporel des Eglises, sans les solemnitez requises par les Ordonnances & disposition Canonique, sont déclarées nulles, & de nul effet & valeur, & doivent estre cassées, & les parties appellées pour ce voir faire.

Edit de 1606. art. 15.

VI.

L'Alienation des Biens d'Eglise faite sans les formalitez requises de Droit, est nulle, & ne se confirme par la prescription de quarante ans, même à l'égard des tiers detrempteurs. Ainsi jugé par Arrest rendu à l'Audience de la grande Chambre le 11. Decemb. 1646.

VII.

Il fut permis au Chapitre d'Aurillac de rentrer en la possession d'un bien aliéné auparavant cinquante-huit ans. Par Arrest du Parlement de Paris du 19. Fevrier 1658.

CHAPITRE II.

Des Baux à rente, Baux emphytheotiques, & Baux à longues années.

I.

L'Eglise rentre en son bien, le Bail emphytheotique fini, quelque dépense & augmentation que les preneurs ayent fait sans aucun remboursement. Ainsi jugé par Arrest du Parlement de Paris du 3. Mars 1597. rendu au profit des Chapelains de la Chapelle de Passy.

II.

L'Abbé de S. Cyprian fut re-

mis en possession de certains Jardins dependans de ladite Abbaye alieniez par Bail à rente du 17. Decembre 1576. ratifié par la Communauté des Religieux de ladite Abbaye. *Par Arrest dudit Parlement du 6. Aoust 1609.*

III. IV.

de Bail à rente fait en 1447. d'une Metairie dependante du Prieuré de Glatigny au Bailliage de Blois, aux preneurs & descendant d'eux en ligne directe à perpétuité, a esté déclaré resolu, nonobstant la prescription de plus de quarante ans qui a lieu contre l'Eglise dans la Coutume de Blois, & qui estoit alleguée par les detrempteurs, *Par Sentence des Requestes du Palais de Paris du 18. Juif. 1612. confirmée par Arrest du 4. Octobre 1614.*

V. VI.

Et par une pareille *Sentence des Requestes du Palais, du 20. Octobre 1613.* un pareil Bail à rente d'un Moulin dependant dudit Prieuré de Glatigny, fait en la même année 1447. à perpétuité & cassé par Transaction de 1493. a esté confirmé avec la Transaction, *Ladite Sentence confirmée par Arrest du 3. Juin 1615.*

VII.

Les possesseurs de la metairie de Jouy dependante de l'Abbaye de S. Sulpice de Bourges, alienée par Bail emphytéotique du 30. May 1478. & adjudication du 23. Decemb. 1563. ont esté condamnés à s'en desister, & en laisser la pos-

session libre, à l'Abbé & Convent, dudit S. Sulpice, en remboursant le prix de l'adjudication, impenses & meliorations utiles & necessaires, & en outre la restitution des fruits depuis la consignation faite par lesdits Religieux.

VIII.

Des Contracés de Bail à rente faits de quelques Domaines, dependans d'une Commanderie de l'Ordre de S. Jean de Jerusalem, es années 1447, 1448. & des reconnoissances données en consequence, ont esté cassés *par Arrest du Parlement du 27. Aoust 1622.* portant que les detrempteurs de ces heritages, s'en desisteront en les remboursant par le Commandeur des impenses, & meliorations utiles & necessaires.

IX. X.

Les Religieux de l'Abbaye de Pleinpiéd Diocese de Bourges, obtinrent des Lettres de Chancellerie du 26. Avril 1620. à fin de rescision des Contracés d'alienations & échange des 4. Juin 1526. 6. Janvier 1527. & 10. Decemb. 1573. nonobstant la prescription de plus de quaranté ans, laquelle a cours dans la Coutume de Berry contre les Ecclesiastiques & mineurs, *entervinées par Arrest du 6. May 1623.* qui met les parties au même état qu'elles estoient auparavant lesd. contracés, en remboursant le fort principal, & les impenses utiles & necessaires.

XI.

Un Bail à rente fait le 8. Fe-

vrier 1480. des Prez dependans du Prieuré de S. Romain de Châtelleraud, fut cassé *par Arrest du Parlement de Paris du 13. May 1622.* & les detempteurs condamnez à s'en desister nonobstant la possession de cent quarante ans.

XII.

Les Baux emphyteotiques de certaines terres dépendantes de l'Abbaye de S. Remy des Landes, passés es années 1477. 1480. & 1483. furent aussi cassés, *par Arrest du Parlement donné le 24. Juin 1623. consultis Classibus.*

XIII.

Baux Emphyteotiques, & alienations du temporel de l'Eglise, faites sans les solemnitez requises, furent encore déclarées nulles *par l'Arrest du Parlement du 14. Aoust 1628. & par celui du 11. Decembre 1645. art. 17.*

XIV. XV.

Le Prevost de Paris donna une

Sentence le 2. Mars 1638. au profit des Religieux de S. Victor lez Paris, qui porte resolution du Bail à rente de quatre arpens de Pré, fait en 1561. *confirmée par Arrest du 23. Juillet 1638.*

XVI. XVII.

L'alienation des biens d'Eglise faite sans les formalitez requises, ne se confirme par le longtems. *Ainsi jugé par Arrest du Parlement de Paris du 4. Decemb. 1645.*

XVIII.

Les Habitans & Consuls de Rochemaure furent condamnez à se départir de la possession des Moulins, Cens, Canaux & Aqueducs alienez du Prieuré de Rochemaure, par Contrat d'Emphyteose perpetuel de l'année 1542. pour estre réünis à perpetuité au domaine dudit Prieuré, & à payer les arrearages échus. *Par Arrest du grand Conseil du 14. Mars 1664.*

QUATRIEME PARTIE.

Des Privileges, Franchises, Immunités & Exemptions des Eglises, des personnes Ecclesiastiques, & de leurs biens.

CHAPITRE I.

Immunités, Privileges & Exemptions generales.

Tout ce qui avoit esté ordonné par le passé pour l'Eglise, & pour les personnes & choses Ecclesiastiques, fut confirmé pour l'avenir par Charlemagne au liv.

5. de ses Capitulaires cap. 186.

Ce grand Empereur confirma deplus les privileges que ses predecesseurs avoient accordez aux Eglises & à leurs Ministres en ces termes : *ut privilegia quæ Ecclesiis & Clericis ab Antecessoribus nostris vel nobis concessa sunt, semper maneat incorrupta.*

Ibid. lib. 4. cap. 102.

Il confirma deplus la Jurisdiction Ecclesiastique en ces termes: *Clerici non Secularibus judiciis, sed Episcopali Audientia reserventur. Fas enim non est ut Divini muneris ministri temporalium potestatum subdantur arbitrio.*

Ibid., lib. 6. cap. 109.

Il ordonna encore que les Clercs ne pourroient exercer aucun office public, & conserveroient leur liberté pour s'attacher au Service de l'Eglise. *Ut Clerici nulli fiscalis aut publico subdantur officio, sed liberi ab omni humano servitio, Ecclesia deserviant.*

Ibid., lib. 7. cap. 131.

Le Roy S. Louis renouvela & confirma tous les privileges que ses predecesseurs avoient accordez à l'Eglise & à ses Ministres, par sa Pragmatique sanction de l'an 1268. en ces termes. *Libertates, Franchisias, Immunitates, Prærogativas, Jura, Privilegia, quæ per inclitæ recordationis Francorum Reges, prædecessores nostros, & successivè per nos Ecclesiis & Monasteriis, atque pijs locis, religiosis, necnon personis Ecclesiasticis regni nostri concessa sunt, renovamus, approbamus & confirmamus.*

I.

Charles V. par sa Declaration du 4. Février 1369. exempta les Ecclesiastiques du droit de molage de deux sols pour septier de bled ordonné estre levez pour la délivrance du Roy Jean, & pour la défense du Royaume.

II.

Ils furent aussi declarez exempts de toutes Commissions & taxes faites ou à faire sur les biens de leurs Benefices. Par la Declaration du Roy Charles IX. du 10. Septembre 1568.

III.

Les Ecclesiastiques furent maintenus & conservez en leurs privileges, libertez & franchises de leurs personnes & biens. Par l'art. 13. de l'Edit de 1571. qui revoque toutes Lettres obtenues au contraire.

IV.

Charles IX. declara par ses Lettres Patentes du 3. Novembre 1572. qu'il vouloit que les Ecclesiastiques jouissent de toutes les exemptions à eux accordées, avec défenses d'imposer sur eux aucuns deniers pour quelle cause que ce soit, sans un exprès commandement de Sa Majesté par Lettres Patentes.

V. VI. VII.

Henry III. confirma les mêmes privileges, & renouvela l'exemption de toutes charges, contributions, logemens, recherches, francs-fiefs, aveus, & dénombremens, avec main levée des saisies faites sur eux à la Requête du Prevost des Marchands de la Ville de Paris, par ses Lettres Patentes du 20. Mars 1577. auxquelles les articles 36. & 38. de l'Ordonnance de Blois, les articles 18. & 19. de l'Edit de Melun, & l'art. 4. de l'Edit de 1582. sont conformes & ne regardent que lesdits privileges en general.

S f

VIII.

Les Ecclesiastiques furent mis en la protection & sauvegarde speciale de S. M. & donnez en garde aux Gentils - hommes & Sieurs des Villes, Bourgs & Villages où ils resideroient, afin de les preserver soigneusement de toute oppression, à peine d'en répondre en leurs propres & privez noms. *Par l'art. 18. de l'Ordonnance de Blois.*

IX.

Ils furent déchargez de toutes taxes pour la conservation de leurs droits, comme usages, pennages, pâturages, paccages & autres quelconques. *Par la Declaration d'Henry III. du 6. Fevrier 1586. verifiée au Parlement le 14. May suivant.*

X.

Confirmée par celle d'Henry IV. du 14. Janvier 1598. *registrée au Parlement le 20. Avril suivant.*

XI.

Ils avoient déjà esté maintenus en tous leurs privileges & exemptions de toutes charges, taxes, contributions & aumônes. *Par Declaration du même Roy Henry IV. du 31. Juillet 1597.*

XII.

Louis XIII. confirma tous les privileges cy-dessus, *par ses Lettres Patentes du mois de Septembre 1619.*

XIII.

Et par celles du mois de Juin 1624. données à Compiègne, & adressées au grand Conseil avec attribution de Jurisdiction, & interdiction à tous autres Juges d'en con-

noistre. *L'Arrest d'enregistrement audit Conseil est du 23. Juillet 1624.*

XIV. XV.

Il y eut surseance de l'exécution desdites Lettres Patentes données à l'Instance de Monsieur le Procureur General. *Par Arrest du Conseil d'Etat du 3. Aoust 1624. qui fut levée par celui du 6. Aoust 1625.*

XVI. XVII. XVIII.

Lequel Arrest fut enregistré au grand Conseil avec lesdites Lettres Patentes le 1. Septembre 1625.

Et lesdites Lettres verifiées au Parlement le 2. Septembre 1627.

XIX.

Tous les privileges du Clergé furent encore confirmez par *Lettres Patentes en forme de Chartre du mois d'Octobre 1626. portant exemption de Tailles, du Sel & autres adressées à la Cour des Aides de Paris, & registrées en icelle le 19. Juin 1630. avec certaines modifications,*

XX. XXI.

L'Arrest de ladite Cour porte que les Ecclesiastiques ne contribueront au Ban, Arriere-ban, Francs fiefs & nouveaux acquests, taxes des Pauvres, & cottisations des Fabriques, emprunts & dons gratuits, subvention, impositions pour industrie, fournissement de vivres, armes, ustancilles, bois, chandelles, contribution pour logement des Gouverneurs, Garnisons & Gens de Guerre, Etapes pour le passage & logement d'iceux, imposts du sel, même au Pays où ledit impost a lieu, mais payeront les taxes auxquelles ils seront im-

posez pour les reparations des murailles, fortification des lieux où seront leurs domiciles, ponts, chaussées, fontaines, passages, grands chemins, guets, gardes qui se feront esdits lieux, ou es environs pour la commodité d'iceux, payement des dettes communes faites seulement pour les choses où ils doivent contribuer, & non pour celles dont ils sont exempts; les non Nobles ne payeront point de Tailles pour leurs biens Ecclesiastiques, pour leur titre, Presbyterie, & pour leurs droits de succession directe sans fraude, mais pour les successions collaterales, donations, &c. payeront comme les autres, ne pourront estre visitez pour le sel sans ordre du Juge, &c.

XXII.

La Cour des Aydes de Normandie donna un *Arrest contradictoire* le 18. Janvier 1562. portant que les Contrats faits entre le Roy & le Clergé de France, les 4. & 9. Juillet 1646. touchant les immunités & privileges des Ecclesiastiques, seront registrez es Registres d'icelle, pour en jouir conformément ausdits Contrats.

XXIII.

Louis XIV. par sa *Declaration* du 8. Fevrier 1657. maintient tous les Ecclesiastiques du Royaume en tous les droits, exemptions, privileges, franchises, & libertez qui leur appartiennent, l'adressant premierement à la Cour des Aydes, & depuis au grand Conseil.

XXIV.

Et par une autre *Declaration* dudit jour 8. Fevrier 1657. Sa Majesté confirma tous les privileges & immunités du Clergé sur le fait des Tailles, & specialement en exempta tous les Ecclesiastiques Seculiers & Reguliers, tant pour les biens de leurs Benefices, que pour ceux de leur patrimoine & autres, avec pareille adresse au grand Conseil.

XXV.

Les deux *Declarations* cy-dessus ayans esté entregistrées en la Cour des Aydes de Paris avec des modifications, le Roy, par son *Arrest du Conseil d'Etat* cassant les *Arrests* d'entregistrement, renvoye lesdites *Declarations* au grand Conseil, pour y estre registrées purement & simplement; avec défenses à ladite Cour d'en connoistre.

XXVI. XXVII.

Le grand Conseil ordonna que lesdites *Lettres de Declaration* seroient enregistrees au Greffe dudit Conseil, pour y avoir recours quand besoin sera. Par *Arrest* du 6. Juin 1657. Et par un autre *Arrest* dudit jour le Conseil ordonna qu'elles seroient enregistrees au Greffe dudit Conseil, pour jouir par lesdits impetrans de l'effet & contenu en icelles, selon & ainsi qu'ils ont cy-devant bien & deuëment jouy.

XXVIII.

Ensuite de quoy le Roy par *Arrest de son Conseil d'Etat*, ordonna

Si ij

qu'il seroit expédié des Lettres de Jussion au grand Conseil, pour en-registrer purement & simplement lesdites Déclarations du 8. Fevrier 1657. & jusques à ce retention au-dit Conseil d'Etat, de la connoissance de tout le contenu en icelles.

XXIX.

Les Evêques & Chapitres de Provence auront leurs causes commises, en premiere instance en la grand' Chambre du Parlement d'Aix, tant en demandant qu'en defendant, *par Declaration du Roy du 20. Fevrier 1657.*

XXX.

Les Beneficiers & Communautéz Ecclesiastiques, tant Seculietes qué Regulieres, sont maintenus en tous les droits d'usage, pâturage, chauffages, & autres droits qu'ils ont dans les forests du Roy. *Par Arrest de son Conseil d'Etat du 3. Avril 1666.*

CHAPITRE II.

Exemption de la Jurisdiction des Prevosts des Maréchaux & de l'emprisonnement pour dettes.

I.

LE Roy Charles IX. *par sa premiere Declaration sur les 41. & 42. articles de l'Ordonnance de Moulins* concernant la Jurisdiction, & pouvoir des Prevost des Maréchaux, declara n'avoir entendu par lesdits articles, déroger aux Privileges dont ont accoutumé de jouir les gens d'Eglise.

II.

Les personnes constituées és Ordres sacrez ne pourroient estre prises au corps après les 4. mois de leur condamnation pour dettes ny pour Decimes, ny pour subventions & Droits Seigneuriaux. *Par Declaration du Roy Henry III. du 5. Juillet 1576. registrée au Parlement le 9. Aoust suivant.*

III.

Ny estre executez en leurs meubles destinez au Service Divin, ou pour leur usage necessaire & domestique, ny en leurs Livres.

Ordonnance de Blois art. 57.

IV.

Ce qui est confirmé par l'Edit de 1606. art. 33.

V.

Il fut defendu aux hauts Justiciers, à leurs Juges, & Officiers de prendre connoissance, informer, ny decreter contre les Prêtres & autres personnes constituées aux Ordres sacrez, ny contre les Beneficiers, à peine de nullité des Procedures, depens, dommages, & interets. *Par Arrest du Conseil d'Etat du 13. Janvier 1657.*

CHAPITRE III.

Exemption des Tailles, Cadastres Subsistances, Tarifs, & d'autres semblables impositions.

I.

LES Ecclesiastiques constituez aux Ordres sacrez sont exempts de Tailles, à raison de leur pa-

crimoine & acquests, ne faisant actes derogens, par *Arrest du Conseil d'Etat en forme de Reglement du 2. Octobre 1625.* qui permet néanmoins aux Vicaires de prendre à ferme des Curez, les Dixmes de leurs Curez.

II.

Le Curé de Tournan fut rayé du Rôle de la Taille, pour les acquests par luy faits dans la Paroisse, par *Arrest de la Cour des Aides de Paris du 18. Juillet 1629.*

III.

Le Curé de S. Jean de la Ruelle Diocèse d'Orléans fut aussi rayé du Rôle des Tailles, pour ses biens Patrimoniaux & acquests avec defences aux Asscurs & Collecteurs de le plus imposer, & aux Eleus d'Orléans de plus delivrer de Commissions pour raison de ce. Par *Arrest du Conseil Privé du 27. Octob. 1631.*

IV.

Celuy de Villers au Bocage fut aussi dechargé de la Taille pour raison de la ferme des Dixmes de ladite Paroisse. Par *Arrest de la Cour des Aides de Paris du 9. Juillet 1631.*

V.

La même Cour par son *Arrest du 13. May 1633* fit defences de comprendre les Curez aux Rôles des Tailles pour les fermes des Dixmes de leur Paroisses seulement.

VI.

L'Edit du mois de Janvier 1634. art. 32. ayant donné une atteinte

aux Privileges des Ecclesiastiques touchant les Tailles, lesquels s'estant pourvus, S. M. par *Arrest de son Conseil d'Etat du 26. Juillet 1634.* sans avoir égard audit article dudit Edit, qu'elle revoqua pour ce regard, ordonna que les Ecclesiastiques jouiroient de l'Exemption des Tailles, comme ils faisoient auparavant cet Edit, avec defences de les comprendre aux Rôles des Tailles: le 8. Aoust suivant le Roy envoya une Lettre de Cachet à son Procureur de l'Electiion de Noyon, portant injonction de faire executer ledit Arrest.

VII.

Ce qui a esté confirmé par un autre *Arrest du Conseil d'Etat du 10. Mars 1635.*

VIII.

Par la Declaration du mois de Mars 1635. verifiée au grand Conseil le 29. Juin suivant.

IX.

Par un autre *Arrest du Conseil du dernier Juin 1635.*

X.

Et le 14. Juillet suivant par *Arrest du même Conseil d'Etat*, defences furent faites aux Eleus. Maires, Echevins, Asscurs, & Collecteurs de la Taille de Noyon, de comprendre aux Rôles des Tailles les Ecclesiastiques y denommez, à cause de leurs successions directes, & collaterales, donarions, acquests, & autres biens quelconques.

XI.

Les Fermiers de l'Abbaye de
S f iij

S. Ambroise de Bourges furent dechargez des Tailles & impositions faites sur eux, comme fermiers de ladite Abbaye, *par Arrest du grand Conseil du 3. Juin 1639.*

XII.

Defenses aux Asséeurs & Collocateurs de comprendre à l'avenir es Rôles des Tailles, & Substances les Ecclesiastiques, pour les biens patrimoniaux & Aquests, à peine de trois mille livres d'amande. *Par Arrest du Conseil d'Etat du 19. Janvier 1641.*

XIII.

La Declaration du Roy du 24. Juillet. 1641. porte aussi exemption des Tailles, & emprunts en faveur des Ecclesiastiques, leurs Commis, Receveurs & Fermiers; avec defenses de les comprendre aux Rôles & departemens des Tailles, ny de saisir leurs meubles & Bestiaux.

XIV.

Le Receveur des Tailles de Châteauxroux fut condamné de restituer les Bestiaux saisis à sa Requête sur les fermiers de l'Abbaye de S. Gran en Brenne, faute du Payement de la Taille; avec defenses à luy & à tous autres de plus saisir à l'avenir les Bestiaux de ladite Abbaye. *Par Arrest du Conseil Privé du 1. Avril 1642.*

XV.

Le Curé de Fremecourt fut déchargé de la Taille à laquelle il avoit esté imposé pour faire valoir par ses mains les Terres de sa

Cure; avec defenses de les plus imposer à l'avenir. *Par Arrest du Conseil d'Etat du 10. Juin 1643.*

XVI.

Les Fermiers des Dixmes du Diocèse de Bayeux furent dechargez des Taxes sur eux faites par le Sieur de la Poterie Intendant de Justice en la Generalité de Caën pour la jouissance desd. Dixmes. *Par Arrest du Conseil d'Etat du 27. Fevrier 1644.*

XVII.

Le Curé de Banville fut déchargé de la condamnation portée par la Sentence des Eleus de Bayeux du 18. Juillet 1645. de fournir au Receveur des Tailles la Declaration & memoire en detail des grains croissans sur les heritages des contribuables de sa Paroisse, ensemble de la qualité & quantité desd. grains, *par Arrest du Conseil d'Etat du 9. Aoust 1645.* qui fait defenses ausdits Eleus & à tous autres, de plus donner de pareilles condamnations.

XVIII.

Les Immunités, franchises, Exemptions, & Privileges des Ecclesiastiques sur le fait des Tailles, furent encore confirmez par la Declaration de S. M. du 10. Avril 1646. par laquelle tous les Religieux du Royaume, Prêtres, Curez, Religieux Freres Convers, faisant valoir leurs fermes par leurs mains & tous autres Beneficiers, ne doivent point estre cottisez pour le payement des Tailles: même pour leurs patrimoines, donations, suc-

cessions directes ou indirectes, & acquisitions en quelque sorte & maniere que ce soit. *Enregistrées au grand Conseil le 28. Septembre 1646.*

XIX.

Les Fermiers des Ecclesiastiq. ne doivent point estre imposez à la Taille, à cause du profit qu'ils peuvent faire sur lesdites fermes; *Ainsi jugé par Arrest du Conseil d'Etat du 25. Juin 1648.*

XX.

Tous les Ecclesiastiques tant Seculiers que Reguliers, jouiront des Exemptions des Tailles, Tail-
lon, Subsistances, & autres impositions comprises dans les Commissions du Roy, & assiettes qui se font dans les Paroisses des Ele-
ctions du Royaume, tant à cause des biens d'Eglise qu'ils possèdent que pour leurs autres biens patrimoniaux ou d'Acquests; avec de-
fenses aux Eleus & Collecteurs des Tailles, de les y comprendre, à peine de repetition en leur propre & privé nom. *Arrest du Conseil d'Etat du 28. May 1650.*

XXI.

Defenses aux Eleus, Asséeurs, & Collecteurs des Tailles, d'imposer les Ecclesiastiques à la Taille, pour raison des biens & revenus dependans de leurs Benefices, ou de leur Patrimoine, ou par succession directe ou collaterale; Donations ou Acquests, ny même leurs Fermiers, pour les profits qu'ils font sur leurs fermes à peine de tous depens, domma-

ges & interests en leurs propres & privez noms. *Par Arrest du Conseil d'Etat du 22. Octobre 1650.*

XXII.

Les Fermiers du Chapitre de Beauvais furent dechargez de la Taille, tant qu'ils demeureroient Fermiers, & tiendroient du bien d'Eglise. *Par Arrest contradictoire du grand Conseil du 12. Septembre 1652. conformément aux Edits & Declarations.*

XXIII.

Un Chanoine d'Orleans dont le domestique avoit esté mis à la Taille pour faire valoir la metairie de Prenay, appartenante à son Maître, il fut dit *par Arrest contradictoire du Conseil d'Etat du 15. Juillet 1654.* qu'il rapporteroit dans quinzaine la Declaration du 10. Avril 1646. donnée en faveur du Clergé; cependant defenses de comprendre ledit domestique aux rôles des Tailles.

XXIV.

Les biens Ecclesiastiques alienez, qui n'estoient pas encadastrez lors de l'alienation, & qui ont esté retirez depuis par l'Eglise, seront rayez du Rôle & Cadastres où ils avoient esté imposez pendant l'alienation, & sont declarez exempts de Tailles. *Par Arrest du Conseil d'Etat du 13. Janvier 1657.*

XXV.

Les Receveurs, Procureurs, & Fermiers generaux & particuliers des Benefices, & biens Ecclesiastiques demeurans en Villes franches,

taillables, & abonnées, leurs veuves, heritiers ou cautions, furent dechargez des taxes faites ou à faire en consequence des *Arrests du Conseil des 24. Mars & 14. Octobre 1660. par Arrest du Conseil d'Etat du 17. Mars 1661.* portant defenses aux traitans & tous autres chargez du recouvrement desd. taxes, de faire aucune poursuite contre eux, à peine de trois mille livres d'amende.

XXVI.

Il y eut surseance de toutes poursuites contre les Ecclesiastiques en consequence des Ordonnances rendues par les Intendans de Justice des Provinces, où les Tailles sont reelles, ou par les Tresoriers de France, pour la representation des Titres des biens, domaines & droits à eux appartenans, à cause de leurs Benefices. *Par Arrest du Conseil d'Etat du 5. Aoust 1665.*

XXVII.

Les Curez qui prennent à ferme les Dixmes de leurs Paroisses, ne doivent point estre imposez aux Tailles, ny les Fermiers des Ecclesiastiques, pour les fermes qu'ils prennent d'eux. *Ainsi jugé par Arrest du Conseil d'Etat du 18. May 1666.*

XXVIII.

Les Fermiers du Prieuré de Frontenay, ayant esté imposez à la Taille en ladite qualité, en furent dechargez *par Arrest du Conseil d'Etat du 17. Juin 1666.* portant que les sommes qu'ils a-

voient payées, leur seroient rendues, sauf d'en faire le rejet sur les autres habitans de la Paroisse.

XXIX.

Defenses aux Habitans des Paroisses d'imposer à la Taille les Curez qui prennent à ferme les Dixmes de leurs Paroisses, ny les Fermiers des Ecclesiastiques, à cause des fermes qu'ils prennent d'eux. *Par Arrest du Conseil d'Etat du 30. Octobre 1670.*

XXX.

Le Roy *par Arrest de son Conseil d'Etat tenu à Versailles Sa Majesté y estant, le 9. Septembre 1675.* exempta encore des Tailles les Curez & les Fermiers des Ecclesiastiques.

CHAPITRE IV.

Exemption de la Gabelle

I.

Les Ecclesiastiques ayans esté assignez à la Cour des Aydes à la requeste des Adjudicataires des Gabelles, pour pretendues contraventions aux Reglemens faits sur les Gabelles, en furent dechargez *par Arrest du Conseil d'Etat du 18. Janvier 1619.* avec defenses de les poursuivre en ladite Cour, & à elle d'en prendre connoissance.

II.

Tous les Ecclesiastiques du Royaume furent declarer exempts de l'imposition du sel, vilitation des Officiers & representation des billets; même de prendre dans les Greniers plus grande quantité de sel

sel que ce qu'ils voudront. *Par Arrest du Conseil d'Etat du 14. Septembre 1635.*

III.

Et *par Arrest du Conseil d'Etat du 10. Aoust 1641.* il fut dit que les Ecclesiastiques ne pourront estre recherchez pour le sel, ny contrains de représenter les billets des Gabelles, & furent déchargez des assignations à eux données pour raison de ce, avec défenses aux Officiers des Gabelles de les troubler dans ladite exemption.

IV.

Le Fermier des Gabelles aiant intenté divers procez contre les Curez & autres Ecclesiastiques de Normandie, pardevant le Commissaire député, pour la reformation des Gabelles & grenetiers, pour souffrir leurs visites, & représenter leurs billets, il y eut évocation de tous lesdits procez au Conseil d'Etat, *par Arrest dudit Conseil du 18. Mars 1643.* avec main levée des choses saisies.

V.

Il y eut une pareille évocation des procez intentez contre les Ecclesiastiques, devant les Officiers du Grenier à sel de Richelieu, & pareille main-levée. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 20. Mars 1643.*

VI.

Les Privileges du franc-salé accordéz aux Ecclesiastiques, furent revokez par l'Edit du mois de Mars 1646. excepté ceux accordéz à Nôtre Dame de Paris, &

autres pour dotations, & fondations d'Eglises, Obits & Services Divins, avant l'année 1600. *Ledit Edit verifié à la Cour des Aydes le 24. Mars 1646.*

VII.

Les Ecclesiastiques furent exemptez de représenter leurs titres pour jouir du droit de franc-salé & de peages, en justifiant leur possession depuis l'an 1580. *Par Arrest du Conseil d'Etat du 22. Septemb. 1646.*

VIII.

Deffenses furent faites aux Officiers des Gabelles, & tous autres, de rechercher les Ecclesiastiques, ny faire aucunes visites en leurs maisons sous pretexte de faux sel, ny les obliger à la representation des billets, avec décharge de toutes assignations, & mainlevée des saisies. *Par l'Arrest du Conseil d'Etat du 12. Octobre 1650.*

IX.

Les Officiers du grenier à sel de la Fleche, ayans condamné les Curez de Durtal, de Baraye, & de Dammercy faute d'avoir pris du sel au grenier, à la charge d'en prendre à l'avenir, lesdits Curez furent déchargez desdites condamnations, *par Arrest contradictoire du Conseil d'Etat du 30. Avril 1659.* avec injonction ausdits Officiers de leur en délivrer par demy boisseau & quart de boisseau.

X.

Deffenses aux Fermiers & Officiers des Gabelles de contraindre les Ecclesiastiques de prendre plus de sel qu'ils n'en voudront,

& de faire aucunes visites dans leurs maisons, sous pretexte de faux sel ou autrement, *Par Arrest du Conseil d'Etat du 18. Mars 1666.*

CHAPITRE V.

Exemption des Aydes, Huitième, Quatrième, Vingtième, & autres Droits, & Impôts, sur les Vins, Cidres, & autres breuvages.

I. II.

LES Religieux de l'Abbaye de S. Remy de Reims furent déchargés du droit d'entrée des cinq sols sur chaque muid de vin. *Par Sentence donnée par les Eleus de Reims du 28. Septembre 1612. confirmée par Arrest de la Cour des Aydes de Paris du 14. Aoust 1613.*

III. IV.

Le Curé de Saumur fut déclaré exempt du droit de huitième du vin de son cru vendu en détail à Angers. *Par Arrest contradictoire de la Cour des Aydes du 13. Juillet 1622. qui infirme la Sentence des Eleus dudit Angers du 17. May 1621. qui avoit jugé au contraire.*

V.

Les Curez de Sernay, Cursay, & le Chapelain de la Chapelle de la Trinité, furent dechargés du paiement du droit de dépris de vins qui se leve en la Ville & Election de Loudun. *Par Arrest contradictoire du Conseil Privé du 5. Mars 1630.*

VI.

Les Ecclesiastiques de l'Election d'Angers furent dechargés

pareillement dudit droit de dépris. *Par Sentence contradictoire des Eleus d'Angers du 5. Mars 1630.*

VII.

Les Ecclesiastiques de l'Election de Chinon furent aussi déchargés du droit de sept sols six deniers d'entrée pour muid de vin, & les Receveurs dudit Droit condamnez de leur restituer ce qu'ils en avoient exigé. *Par Arrest contradictoire du grand Conseil du 11. May 1632.*

VIII.

Les Ecclesiastiques qui font vendre en détail le vin de leur cru sont exempts de payer le droit de quatrième. *Ainsi jugé par Arrest contradictoire de la Cour des Aydes, du 4. Aoust 1632. pour des Prestres de Pontoise.*

IX.

Ceux du Diocèse de Laon furent aussi déclarés exempts du droit de vingtième, & autres contributions sur le vin provenant de leur cru, tant de leurs Benefices, que de leur patrimoine & aquests. *Par Arrest contradictoire du grand Conseil du 24. Octobre 1633.*

X.

Ce qui fut confirmé par un autre Arrest contradictoire dudit grand Conseil du 7. Novembre suivant, pour d'autres Ecclesiastiques dudit lieu.

XI.

Les Ecclesiastiques de la Generalité de Touraine, & tous autres furent conservez en leurs Privileges, & spécialement en l'e-

xemption des Aydes , conformément aux Reglemens & Arrests du Conseil, avec pouvoir de vendre en détail le vin de leur cru , les six premiers mois de l'année , sans payer aucun droit d'Ayde. *Par Arrest du Conseil d'Etat du 25. Octobre 1634.*

XII.

Les Religieux de l'Abbaye de Bellebranche furent déchargez du paiement des droits de Traictes foraines d'Anjou , & nouvelle imposition pour le vin provenant de leur cru. *Par Arrest contradictoire du Conseil d'Etat du 21. Novembre 1637.*

XIII.

Le Curé d'Amilly fut déclaré exempt de payer les droits de courte-pinte , & d'octroy , anciens & nouveaux , & autres qui se levont sur le vin en la Ville de Montargis. *Par Arrest contradictoire du grand Conseil du 17. Janvier 1641.*

XIV. XV. XVI.

Le Roy par son Edit du mois d'Octobre 1641. revoqua les Privileges & exemptions des Aydes accordez à ses Sujets de quelle qualité, condition & nation qu'ils soient , à l'enregistrement duquel les A-gens Generaux du Clergé formèrent opposition , & l'Arrest de verification en la Cour des Aydes est à la charge que les Ecclesiastiques, & autres privilegiez y denommiez jouiront de l'exemption des Aydes pour le vin de leur cru, comme ils en ont jouy cy-devant.

XVII.

Le Curé de Marreuil près Meaux fut déclaré exempt du droit de huitième & courte-pinte pour le vin provenant des Dixmes de sa Cure , vendu en détail dans la Ville de Meaux. *Par Arrest du grand Conseil du 16. Mars 1643.*

XVIII.

Le Chapitre de Monluçon , & tous autres Ecclesiastiques, furent déchargez de donner inventaire de muids de vin & autres boissens de leur cru , Dixmes & Benefices, avec defenses aux traittans & leurs Commis d'aller visiter, ny marquer dans leurs caves , à peine de deux mil livres d'amende. *Par Arrest du Conseil d'Etat du 2. May 1646.*

XIX.

La Cour des Aydes conserva les Privileges & exemptions du droit de huitième & vingtième , du vin des Ecclesiastiques provenant de leurs Benefices vendu en détail. *Par Arrest du 9. Avril 1650.*

XX.

Et defenses furent faites aux Fermiers des Aydes de decerner leurs contraintes contre les Ecclesiastiques pour le vin de leur cru, par eux vendu en détail. *Par Arrest de ladite Cour du 7. Decembre 1650.*

XXI.

Les Ecclesiastiques furent conservez en leurs privileges & exemptions des Aydes , & particulièrement pour vendre en gros ou en détail en leurs maisons , les vins,

cidres, & autres boiffons provenans de leur cru, fans payer aucun droit d'Aydes. *Par Arrest du Conseil d'Etat du 28. Janvier 1651.* portant deffenses de les y contraindre, à peine de deux mil livres d'amende.

XXII.

Deffenses furent faites aux Maires & Echevins de la Ville d'Angers de contraindre les Ecclesiastiques au paiement des droits d'entrée des vins de leur cru, en ladite Ville, à peine de deux mil livres d'amende, & de tous dépens, dommages & interets. *Par Arrest du Conseil d'Etat du 7. May 1653.*

XXIII.

Il y eut surseance de toutes poursuites & contraintes contre les Ecclesiastiques pour les droits de Maubeuge, d'entrée & des Aydes pour le vin & autres boiffons qui proviennent de leur cru. *Par Arrest du Conseil d'Etat du 20. Janvier 1656.*

XXIV.

Le 29. Avril suivant par Arrest dudit Conseil d'Etat, deffenses furent faites d'user d'aucunes contraintes contre les Ecclesiastiques de ce Royaume, pour le droit de Maubeuge, à peine de mil livres d'amende.

XXV.

Il y eut encore surseance de toutes poursuites & contraintes contre les Ecclesiastiques, pour les droits d'Aydes sur le vin, & sur le cidre de leur cru, & les 4

folz du Pont de Joigny. *Par Arrest du Conseil d'Etat du 10. Fevrier 1661.* qui porte main-levée des saisies faites sur lesdits Ecclesiastiques pour raison de ce,

XXVI.

Deffenses furent faites aux Fermiers des Aydes d'exiger des Ecclesiastiques aucuns droits tant anciens que d'augmentation, pour les vins, cidres & autres boiffons provenans du cru de leurs Benefices, avec main-levée des saisies faites pour raison de ce. *Par Arrest du Conseil d'Etat du 18. Mars 1666.*

XXVII.

Tous les Ecclesiastiques furent dechargez des Droits d'Aydes, passages, entrées, anciens & nouveaux cinq folz, Maubeuge, faclet, subvention & autres droits, à cause des boiffons par eux vendus tant en gros qu'en détail. *Par Arrest du Conseil d'Etat du 8. Avril 1666.*

XXVIII.

Les Religieux de l'Abbaye de S. Urbain furent aussi déchargez de tous les droits d'Aydes, pour le vin provenant de leur cru, qu'ils vendront en gros ou consomment, *par Arrest du Conseil d'Etat du 15. Juillet 1669.* portant deffenses au Fermier des Aydes, ou leurs Commis de les troubler à l'avenir à peine de 1500 liv. d'amende.

XXIX.

Deffenses au Fermier des Aydes d'exiger des Ecclesiastiques aucuns droits, tant anciens que

d'augmentation, pour les vendanges, vins, cidres & autres boissôns provenans de leurs Benefices. *Par Arrest du Conseil d'Etat du 30. Octobre 1670.*

XXX.

Les Beneficiers du Royaume furent dechargez des droits d'entrées, traite foraine, augmentation d'icelle, domaniale, nouveaux cinq sols, gros & augmentation d'iceluy, parisis, & nouveaux subfides. *Par autre Arrest dudit Conseil d'Etat, & dudit jour.*

XXXI.

Les Fermiers generaux des Aides ayans demandé audience à l'Assemblée generale du Clergé de France tenuë à Pontoise en 1670. Monsieur le President les fit entrer, & s'étans assis devant le Bureau sur des chaises à dos, l'un d'eux prit la parole, & dit qu'ils étoient envoyez de la part du Roy qui leur avoit commandé de tenir la main, à ce que les Arrests qui avoient été accordez au Clergé dans la presente Assemblée fussent executez, en sorte que les sous-fermiers ny fissent aucune contravention, & qu'ils ne manqueroient pas d'écrire à tous leurs Commis sur ce sujet, afin qu'ils obeïssent exactement aux ordres de S. M. que s'il arrivoit qu'aucun d'eux contrevint à leurs ordres, il supplioient le Clergé de ne s'adresser qu'aux interessez des Fermes, & qu'ils feroient promptement remedier aux infractions qui pourroient avoir été

faites. Monsieur le President répondit que l'Assemblée recevoit avec le respect qu'elle devoit l'honneur que Sa Majesté luy faisoit de les faire assurer de ses bonnes intentions en faveur du Clergé, & qu'elle ne doutoit point que les Fermiers n'exécutassent ponctuellement ses volonte, comme les principaux interessez dans les Fermes l'en assurent, ensuite dequoy lesdits Fermiers se sont retirez.

Extrait du Procès Verbal de ladite Assemblée du 18. Novembre 1670.

XXXII.

Les Ecclesiastiques furent déchargez des droits de jaugeage & courtage, & maintenus en l'exemption du droit des Aides. *Par Arrest du Conseil d'Etat tenu à Versailles S. M. y étant, le 9. Septembre 1675. Lequel Arrest a été confirmé par un autre dudit Conseil d'Etat du 11. Avril 1676.*

C H A P I T E VI.

Exemption des emprunts & de toutes autres subventions des Villes.

I.

IL fut défendu aux habitans de la Ville d'Angers & tous autres, de taxer & cottiser les Ecclesiastiques de ce Royaume, au prest, & emprunt, subsistance ny logement des gens de guerre, en consequence de l'Arrest du vingt-sixieme Fevrier 1639. *Par Arrest du Conseil d'Etat du 13. Avril de ladite année.*

II.

Les Ecclesiastiques de Bayeux furent déchargés de la somme de douze cens livres, à laquelle ils avoient esté taxez par capitation par les Maire, Echevins & Eleus de ladite Ville, pour la revocation du sol pour livre; avec défenses ausdits Maire & Echevins, & tous autres de les contraindre au paiement desdites taxes, à peine de tous dépens, dommages & interêts. *Par Arrest du Conseil d'Etat du 16. Janvier 1644.*

III.

Toutes contraintes contre les Ecclesiastiques pour le paiement du droit d'octroy, furent surseues jusques à ce qu'autrement il en fût ordonné par S. M. *Par Arrest dudit Conseil du 13. Janvier 1657.*

IV.

Les Ecclesiastiques de la Ville de Baignieres furent aussi dechargés de l'imposition de dix livres seize sols pour pipe de vin, faite par les Habitans de ladite Ville pour la subsistance. *Par Arrest du Conseil d'Etat du 12. Decembre 1657.*

V.

De senes aux Receveurs des droits d'entrée de la Ville de Troye de contraindre les Ecclesiastiques de ladite Ville au paiement desdits droits, pour les fruits provenans de leur cru, jusques à ce qu'autrement en ait été ordonné. *Par Arrest du Conseil d'Etat du 30. Janvier 1658.*

VI.

Pareilles défenses de contrain-

dre les Ecclesiastiques de la Ville de Moulins au paiement des droits d'entrée qui se levent sur les Habitans de ladite Ville. *Par Arrest du Conseil d'Etat du 4. May 1658.*

VII.

Le Roy declara *par Arrest de son Conseil d'Etat du 30. Juin 1660.* que sous les mots d'exempts & non exempts, privilegez & non privilegez, il n'a entendu comprendre les Ecclesiastiques, au paiement du Don gratuit, à cause de son mariage, & fit défenses aux Maires & Echevins des Villes de les poursuivre pour raison de ce.

VIII.

Mêmes défenses aux Maire, Echevins & Habitans de la Ville d'Angers de faire payer le droit d'octroy par les Ecclesiastiques pour la taxe du Mariage de S. M. à peine de trois mil livres d'amende, & de tous depens, dommages & interêts. *Par Arrest du Conseil d'Etat du 8. Octobre 1660. qui confirme celui du 30. Juin cy dessus.*

IX.

Pareilles défenses aux Maire & Echevins de la Ville de Sens, en faveur des Ecclesiastiques dudit lieu, pour la levée des droits du Tarif du 3. May 1661. à peine de trois mil livres d'amende, & de tous dépens dommages & interêts. *Par Arrest du Conseil d'Etat du 22. Septembre 1661.*

X.

Il y eut surseance à l'égard des Ecclesiastiques seulement, à l'exécution d'un *Arrest du Conseil du 4.*

Decembre 1664. obtenu sur Requête par les Maire & Echevins de la Ville de Sens, par lequel au préjudice du présent Arrest les Ecclesiastiques & autres privilegiez, avoient été compris dans l'imposition des deniers d'octroy sur ladite Ville. Ladite surseance portée par l'*Arrest du Conseil d'Etat du 8. Janvier 1665.*

XI.

Les Habitans de la Ville de Constances ayant obtenu l'établissement d'un Tarif dans ladite Ville, par *Arrest du Conseil d'Etat du 21. Juillet 1662.* les Ecclesiastiques & autres privilegiez en furent declarez exempts pour la provision de leurs maisons.

XII.

L'Oeconome du Monastere Royal de S. Pierre d'Yerre fut declare exempt du droit de resve, & autres impositions y enoncées, avec deffenses à la Communauté de la Ville d'Yerre de le rendre contribuable, à aucunes resves & impositions, pour quelque cause que ce soit, à peine de mil livres d'amende, & restitution des sommes exigées pour raison de ce, & aux dépens. Par *Arrest contradictoire de la Cour des Comptes, Aides, & Finances de Provence le 30. Juin 1665.*

XIII.

Les Archevêques, Evêques, & autres Beneficiers demeurent exempts des droits d'entrée, de Traitres Foraines, augmentation d'icelles, Domaniales, nouveaux

cinq sols, gros & augmentation d'iceluy, parisis & nouveau subside, de Traitte foraine pour les bleds, vins, grains, fruits, & dandrées provenans du cru de leurs Benefices. Par *Arrest du Conseil d'Etat du 15. Mars 1666.*

XIV.

Les Ecclesiastiques, Communautéz, Religieux & Religieuses, ont été dechargez du paiement de droit d'octroy qui se leve sur les denrées & Marchandises entrans dans les Villes, courtepinte, loyers de maison, ou autrement. Par *Arrest du Conseil d'Etat du 8. Mars 1666.*

XV.

Les Beneficiers des Provinces de Dauphiné, Languedoc & Provence furent dechargez des Droits d'entrée, Traitte foraine, Douane de Valence & autres, pour les bleds, vins, grains, fruits & dandrées du cru de leurs Benefices, & des Dixmes. Par *Arrest du Conseil d'Etat du 18. Mars 1666.*

XVI.

Les Echevins de S. Gengoux Diocese de Châlon, ayant fait une imposition sur quelques Ecclesiastiques de ladite Ville, au rôle de département d'une somme de 460 l. imposée sur les Habitans de ladite Ville de S. Gengoux; ladite imposition fut cassée par *Arrest du Conseil d'Etat du même jour 18. Mars 1666.* avec défenses à tous Maires & Echevins, de comprendre aucuns Ecclesiastiques dans leurs rôles, à peine de mil livres

d'amende en leur nom.

XVII.

Les Beneficiers, Ecclesiastiques, Religieux & Religieuses de la Ville d'Autun furent dechargez par provision, du paiement des droits d'octroy & charges communes. *Par Arrest dudit Conseil dudit jour.*

XVIII.

Il y eut encor ce même jour un autre Arrest qui surseoit par provision à l'exécution d'un Arrest du Conseil du 20. Mars 1663. lequel assujettissoit les Ecclesiastiques de Dijon à la quatrième partie des impositions faites sur les Habitans de ladite Ville, tant pour les frais de l'Entrée de S. M. dans ladite Ville, que pour d'autres causes; cette surseance n'étant que pour lesdits Ecclesiastiques.

XIX.

Les Ecclesiastiques, Religieux & Religieuses de la Ville de Beaune, furent déchargez par Arrest du Conseil du 3. Avril 1666. de l'imposition de la somme de quatre cens livres par capitation pour les charges communes de ladite Ville, avec défenses de les comprendre dans les rôles d'imposition à peine de mil livres d'amende.

XX.

On peut encor voir l'Arrest du Conseil d'Etat du 8. Avril 1666. qui porte surseance d'un Arrest du Conseil du 8. Mars 1664. qui avoit condamné les Ecclesiastiques d'Angers au paiement des debtes communes de ladite Ville.

XXI.

Défenses furent faites aux Capitouls de la Ville de Toulouze, leurs Fermiers & Commis de troubler Monf. l'Archevêque de Toulouze en son exemption des deniers d'octroy, & de luy faire payer aucune chose és entrées de ladite Ville pour les bleds, avoine, foin, vin, & autres danrées destinées pour la consommation de sa maison, à peine de restitution, trois mil livres d'amende, & de tous dépens dommages & intereffs. *Par Arrest du Conseil Privé du 18. May 1667.*

XXII.

Les Fermiers des deniers d'octroy de la Ville de Frejus ayant fait des saisies sur les Religieuses de S. Dominique de ladite Ville, il y eut Arrest du Conseil d'Etat du 22. Juin 1667. portant main-levée desdites saisies, avec défenses ausdits Fermiers de les troubler en leur exemption dudit droit, à peine de restitution, trois mil livres d'amende, & de tous dépens dommages & intereffs.

XXIII.

Défenses furent faites par provision aux Capitouls de Toulouze de comprendre les Ecclesiastiques aux confiscations extraordinaires qui se font sur les personnes à cause de leurs meubles, negoces & industrie. *Par Arrest du Conseil d'Etat du Roy, du 30. Decembre 1634.*

XXIV.

Les Ecclesiastiques furent déchargez de contribuer à l'aquie-
ment

ment des dettes des Villes. *Par l'Arrest du Conseil d'Etat, du 9. Septemb. 1675. donné à Versailles sa Majesté y étant.*

CHAPITRE VII.

Exemption du Logement, Subsistance & Entretien des Gens-de-Guerre, de l'Arriere-ban, Garde & Guet, des Taxes & Levées, pour les Fortifications, Ponts, & Chaussées.

I.

Les Ecclesiastiques ne sont sujets à contribuer à la nourriture, & entretien, ny logement des Gens-de-Guerre. *Par Declaration du Roy Charles VII. du 3. Aoust 1445. dont l'Original est dans les Archives de Sens.*

II.

Les Curez sont exempts de tous logemens de Gens-de-Guerre, & autres de la suite du Roy, & de toutes contributions, munitions, étapes, & autres charges. *Par Declaration du Roy Charles IX. du 18. Octobre 1563. registrée au Parlement le 29. Novembre suivant.*

III.

Il y eut des Lettres Parentes en forme de Commission adressées au Prevost de Paris, & à celui de l'Hôtel du 24. Novemb. 1563. pour l'exécution de ladite Declaration, avec attribution de Jurisdiction pour les contraventions qui pourroient être faites.

IV.

Le même Roy exempta les Ecclesiastiques de toutes sortes de

contributions & emprunts, au sujet des Fortifications, emprunts des Villes, & de l'entretien des Gens-de-Guerre. *Par sa Declaration du 14. Octobre 1568. & par ses Lettres Patentes du 17. Decembre suivant.*

V.

Dans les Archives du Chapitre de Sens il y a une Sentence contradictoire du Bailly de Sens du 3. Octobre 1569. qui porte enterinement des Lettres Patentes obtenues par le Clergé de Sens, le 13. Septemb. de la même année; & conformément en icelles, décharge ledit Clergé de tous emprunts & autres subventions, ordonnées au lieu de la solde de cinquante mil hommes de pied.

VI.

Il est permis aux Archevêques, Evêques, Abbez, Prieurs, Chapitres, Convents, & Communautés Ecclesiastiques, de faire attacher les Armes de sa Majesté & Panonceaux aux portes principales & entrées de leurs maisons, tant des Villes que des champs. Pour marquer la Sauvegarde des Maisons Archiepiscopales, Episcopales, Abbatales, &c. *Par l'Edit de 1571. art. 15.*

VII.

Le Roy Henry III. confirma les Privileges & Exemptions accordées au Clergé de France, & nouvelle décharge de toutes contributions, garnisons, munitions, fortifications, subsides, & aydes des Villes, emprunts, logemens des Gens-de-guerre, solde, guet

Vu

& generalement de toutes levées.
*Par Declaration du 23. Decemb. 1574.
 registrée en Parlement le 5. May 1575.*

*L'Edit de Blois du 20. Mars 1577.
 L'Ordonnance de Blois art. 55. &
 l'Edit de Melun art. 19. sont confor-
 mes, & repetent lesdites Exemptions
 & Privileges.*

VIII.

Les Eglises & autres lieux dé-
 diez au Service divin, qui étoient
 occupées & appliquées à d'autres
 usages, seront rendus aux Eccle-
 siastiques, avec défenses à tous
 Gens-de-guerre d'y loger, & d'y
 faire corps-de-garde, comme aussi
 de loger aux Cloîtres, Presbyte-
 res, & Maisons desdits Ecclesiasti-
 ques; lesquels sa Majesté exempte
 des emprunts, & de toutes sortes
 de contributions. *Par Edit du 1.
 May 1596.*

IX.

Plusieurs Soldats furent con-
 damnez à mort, *par Arrest du Par-
 lement de Paris, du 6. Septemb. 1612.*
 pour avoir commis des insolences
 dans le logis d'un Ecclesiastique.
 Et ledit Arrest porte défenses à
 tous Soldats de loger és Presbyte-
 res, & maisons Ecclesiastiques.

X.

Pareilles défenses sont contenuës
 dans un autre Arrest dudit Parlement
 du mesme jour, *contradictoirement
 rendu dans la Chambre de l'Edit, &c.*

XI.

Le Chapitre de Chinon fut dé-
 chargé de la taxe & cortisasion sur
 luy faite, pour les munitions, &
 pour la défense du château de la-

dite Ville. *Par Arrest Contradictoire
 dudit Parlement, du 15. Février 1624.*

XII.

Tous les Ecclesiastiques de Va-
 lence furent déchargés de la gar-
 de de ladite ville. *Par Arrest du Con-
 seil Privé, du 7. Novemb. 1634.*

XIII.

Tous les Ecclesiastiques du Ro-
 yaume furent déchargés de nou-
 veau, entant que de besoin seroit,
 du logement des Gens-de-guerre,
 & de toutes contributions pour
 leur passage, nourriture & entre-
 tien; avec défense à tous Chefs
 & Soldats de loger en leurs mai-
 sons; & aux Magistrats, Maires &
 Echevins des villes, de les y faire
 loger, ou faire contribuër lesdits
 Ecclesiastiques, pour raison desdi-
 tes choses, lesquels pourront faire
 mettre devant leurs maisons les
 Armes du Roy. *Par Arrest du Con-
 seil d'Etat, du 1. Septemb. 1635.*

XIV.

Ils furent aussi déchargés de la
 convocation & contribution du
 ban & arriere-ban, & de toutes les
 assignations à eux données. *Par Ar-
 rest du Conseil d'Etat, du 14. Septemb.
 1635. portant main-levée des saisies
 faites sur eux pour raison de ladite
 convocation.*

XV.

*Pareil Arrest du Conseil Privé du
 10. Juin 1639. pour tous les Eccle-
 siastiques du Royaume.*

XVI.

Monseigneur le Prince de Con-
 dé premier Prince du Sang, Gou-
 verneur de Bourgogne, Bresse, &

Berry, par son Ordonnance du 23. Janvier 1637. déchargea les Ecclesiastiques de son Gouvernement, de toutes les impositions faites sur eux dans l'étendue dudit Gouvernement, pour la subsistance des Gens-de-guerre.

XVII.

Les Ecclesiastiques & Clergé d'Amiens furent maintenus dans la jouissance & possession des Privilèges à eux accordez, & declarez exempts du logement des Soldats, & de toutes contributions pour la Guerre. Par Arrest du Conseil Privé, du 11. May 1638. qui porte que les Informations commencées pour raison des violences qui leur avoient esté faites, seront continuées par le Bailly d'Orléans.

Dans le Veu duquel Arrest est rapportée une Lettre de Cachet du Roy, par laquelle sa Majesté mande au Duc de Chaunes, qu'elle n'entend que les Ecclesiastiques contribuent, sinon en cas de Siege.

XVIII.

Les Ecclesiastiques de Laon, furent aussi déchargez des contributions, emprunts, étapes, même pour leurs biens patrimoniaux & du logement des Gens-de-guerre, si ce n'est en cas de Siege. Par Arrest Contradictoire du Conseil Privé, du 23. Juillet 1638.

XIX.

Défenses aux Maire & Echevins, Assesseurs & Collecteurs de la Ville & Diocèse de Sens, de comprendre les Ecclesiastiques, soit en general, soit en particulier, aux

Rôlles qui seront faits, tant des deniers que des dānées ordonnées par sa Majesté être levées pour la subsistance de ses Troupes, & que ceux qui auront esté compris aux Rôlles seront éfazez. Par Ordonnance des Commissaires Generaux députez par sa Majesté pour la subsistance des Gens-de-guerre en la Generalité de Paris, du 5. Novembre 1638.

XX.

Le Roy declara par Arrest de son Conseil d'Etat, du 13. Novembre 1638. qu'il n'avoit entendu que les Ecclesiastiques de son Royaume, tant en general qu'en particulier, fussent tenus de loger aucuns Soldats, ny de contribuer en leurs logemens, soit en loüant ou payant loüages des maisons pour les Gens-de-guerre, ny qu'ils fussent sujets à d'autres contributions pour le fait de la Guerre.

XXI.

Les Chanoines d'Avranches & Bayeux furent déchargez des logemens des Gens-de-guerre, & de toutes contributions pour leur subsistance, par Arrest du Conseil Privé, du 19. Janvier 1640. qui porte que ce qui se trouvera avoir esté par eux payé, leur sera rendu, avec défenses aux habitans desdites Villes, de comprendre à l'avenir lesdits Chanoines & autres Ecclesiastiques dans leurs Rôlles, à peine de tous dépens, dommages, & intérêts.

Il est à remarquer que cet Arrest fut donné lorsque l'Armée étoit en Normandie contre les Rebelles

apellez *Pieds-Nuds*.

XXII.

Les Chanoines de Soissons furent pareillement dechargez du logement des Gens-de-guerre ; & défense au Gouverneur & Echevins de ladite Ville, de leur donner département pour loger aux maisons desdits Ecclesiastiques. *Par Arrest du Conseil Privé, du 12. Mars 1641.*

XXIII.

Pareil Arrest en faveur des Ecclesiastiques de Pro vins, *du 1. Decembre 1643.*

XXIV.

Autre du Conseil d'Etat en faveur des Ecclesiastiques d'Ambrun *du 9. Janvier 1644. & celui du 9. Septembre 1675.*

XXV.

Le Parlement de Toulouse fit défenses aux Consuls de Castelnau de Montmiral de donner aux Prêtres dudit lieu aucun logement de Gens-de-guerre ; ny de les cottiser pour leur entretien : & permit ausdits Prêtres desservans l'Eglise Paroissiale dudit lieu d'assister à toutes les assemblées publiques de ladite Ville. *Par Arrest du 27. May 1642.*

XXVI.

Il fut enjoint au Prevost, Gouverneur, Receveurs, & Gens du Conseil de ladite Ville de Laon, de faire déloger les Gens-de-guerre des maisons des Ecclesiastiques. *Par Arrest du Conseil Privé, du 2. Septembre 1650.* Avec défenses à l'avenir de leur donner aucun loge-

ment, & au Greffier d'expedier aucuns Bulletins pour yloger, sur les peines portées par ledit Arrest.

XXVII.

Toutes les exemptions accordées aux Ecclesiastiques du Royaume, portées par l'art. 13. cy-dessus, furent renouvelées & confirmées *par l'Arrest du Conseil d'Etat, du 19. Octobre 1650.*

XXVIII.

Le Roy ayant pris en sa protection toutes les Eglises, & les personnes Ecclesiastiques, fit défenses de les voler ; & à tous Capitaines & Soldats, de loger dans les Maisons Presbyterales, à peine de la vie. *Par sa Declaration du 27. Janvier 1651. vérifiée au Parlement le 24. Avril suivant.*

XXIX.

Les Consuls & habitants de Condom furent condamnez solidairement à rendre aux Chanoines, & autres Ecclesiastiques de ladite Ville, les sommes qu'ils ont esté contrainsts de payer en vertu des Bulletins & Rôlles par eux délivrez pour la subsistance des Gens-de-guerre. *Par Arrest contradictoire du Conseil d'Etat, du 7. Juin 1653.*

XXX.

Défenses aux Maire & Echevins de la ville de Mante de faire contribuer aucunement les Ecclesiastiques, soit pour les Gens-de-guerre, ustanciles des garnisons, fortifications & reparations des murailles, ponts, chemins, &c. soit par cottisation, capitation, ny autrement. *Par Arrest du Conseil*

Privé, du 27. Juin 1653.

XXXI.

Les Ecclesiastiques furent dechargez de la charge personnelle faite sur eux pour l'ustancile, acause de l'exemption du logement des Gens-de-guerre, avec restitution des sommes par eux payées pour raison de ce. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 4. Mars 1654.*

XXXII.

Défenses aux Consuls de la Farge, & Sauverdun, de donner des Bulletins pour loger les Gens-de-guerre chez les Ecclesiastiques, à peine de trois nulliures d'amende, & de tous dépens, dommages, & interests. *Par Arrest du Conseil Privé du 27. Mars 1654.*

XXXIII.

Pareilles défenses faites aux Consuls de Valence, Fermiers, & tous autres, de contraindre les Ecclesiastiques de laditte Ville au payement des droits imposez sur le vin, poids de farine, & viande, pour l'aquit des dettes pour les Gens-de-guerre, & autres taxes, à peine de trois mil livres d'amende. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 14. Juin 1656.* qui porte main-levée des saisies faites pour raison de ce.

XXXIV.

Tous les Ecclesiastiques du Royaume furent encore dechargez du logement des Gens-de-guerre, de la garde des portes, soit de jour ou de nuit, de la contribution, subsistance, & étapes, de la reparation des murailles, fontaines, ponts, chemins, & fortification des Villes,

Bourgs & Bourgades; avec défenses à tous Gouverneurs, Maires & Echevins d'icelles, de délivrer aucun Bulletin ausdits Gens-de-guerre, & à eux de loger chez lesdits Ecclesiastiques. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 13. Janvier 1657.*

XXXV.

Les Chanoines & autres Ecclesiastiques de Noyon furent encore dechargez du logement des Gens-de-guerre, avec mesmes défenses que cy-dessus. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 8. Avril 1666.*

XXXVI.

Les Maires & Echevins de ladite Ville de Noyon, furent condamnés de rembourser tous les Ecclesiastiques de ladite Ville, chez qui des Gens-de-Guerre avoient logé par ordre desd. Maire & Echevins, & ce par preference à tout autre remboursement. *Par Arrest contradictoire du Conseil d'Etat, du 23. Septembre 1666.* avec défenses de plus loger de Soldats chez les Ecclesiastiques, à peine d'en répondre en leur propre & privé nom.

XXXVII.

Le Chapitre de Saint Sauveur de Grignat fut déclaré exempt de la contribution pour les ponts & chaussées, avec main-levée des saisies faites sur eux pour raison de ce.

XXXVIII.

Il est a remarquer que dans les exemptions generales accordées au Clergé, l'on trouvera celles du present Chapitre. Comme par exemple celle de la contribution

du ban & arrière-ban, de laquelle les Beneficiers ont esté déchargez, se trouve dans l'Arrest du Conseil d'Etat, du 9. Septembre 1675. qui en contient plusieurs autres.

CHAPITRE VIII.

Exemption des Taxes & Costisations pour les Aumônes.

Les Actes concernant cette exemption ayans esté rapportez cy-devant dans le Chap. 2. du Titre 2. de la 3. Partie, il seroit inutile de les repeter.

CHAPITRE IX.

Exemption de rendre Foy & Hommage, Aveus, & Denombrements.

I.

Le Roy Charles IX. par ses Lettres Patentes du 29. Juin 1566. fit défenses de proceder à aucune recherche, information, ou inquisition du revenu du Clergé, & de contraindre les Ecclesiastiques d'en bailler des declarations, verifiées au Parlement le 13. Aoust suivant.

II.

Le même Roy par sa Declaration du 15. Septem. 1572. veut que ses Lettres Patentes du 25. Avril 1572. pour la confection d'un papier terrier, par lesquelles étoit mandé de posséder les Communautéz de Paris de leurs droits de Justice, Fiefs, & Cens, soient surseües à l'égard des Ecclesiastiques, qui sont maintenus en leurs anciens droits, libertez, & possession, avec main-lévé

des saisies; verifiée en Parlement le 23. dudit mois de Septembre.

III.

Nouvelle décharge aux Ecclesiastiques de donner declaration de leurs biens, sous quelque pre-texte que ce soit, & confirmation de tous leurs anciens Privileges. Par Declaration du même Roy du 13. Novembre 1572. registree au Parlement le 23. Decembre suivant.

IV.

Toutes lesquelles Declarations cy-dessus ont esté confirmées par le même Roy, par celle du 12. Février 1574. qui renouvelant les exemptions desdits Ecclesiastiques, y ajoute celle de la recherche des francs-fiefs, & autres amortissemens, verifiée au Parlement le 6. Mars 1574.

V.

Henry IV. confirma & renouvela toutes les exemptions & privileges cy-dessus, par sa Declaration du 1. May 1596. registree au Parlement le 13. dudit mois.

VI.

Les Ecclesiastiques furent déchargez de faire foy & hommage, bailler aveus & dénombrements, & payer aucuns droits des terres amorties, avec main-lévé des saisies, par trois Arrests de la Chambre des Comptes de Paris, des 29. Février & 20. Mars 1605. & 23. Aoust 1607.

VII. VIII.

La Declaration du Roy Henry IV. du 9. Decembre 1606. exempte les Ecclesiastiques conformément aux

Edits & Contrac̃ts faits avec le Clergé, de bailler par declaration, aveu & dénombrement, leurs terres & possessions, avec main-levée des saisies (pour raison de ce; *verifiée en la Chambre des Comptes, le 12. Juin 1607.*

IX.

Le même Roy défendit de contraindre les Ecclesiastiques de bailler par aveu & dénombrement leurs terres & domaines, avec main-levée des saisies & executions qui en avoient esté faites. *Par ses Lettres du 4. Juillet 1607.*

X.

Nonobstant tous lesquels privileges & exemptions cy-dessus, S. M. par son Edit de 1610. art. 9. résolut de deputer des Commissaires pour conférer avec ceux qui seroient députez par le Clergé sur le sujet desdits aveus & dénombremens, & après d'y faire quelque bon Reglement, pour conserver les droits de S. M. sans que lesdits Ecclesiastiques en puissent être incommodéz ny endommagéz,

XI.

Le Roy Louis XIII. accorda main-levée aux Ecclesiastiques & Beneficiers du Royaume, de leurs biens saisis, faute de dénombrement non baillez, foy & hommages non faits, & en consequence des recherches des francs-fiefs, nouveaux acquêts, & autres droits, avec defenses de proceder par voye de saisie pour raison de ce. *Par Lettres Patentes du 20. Aoust 1612.*

XII.

Il accorda la même chose aux Ecclesiastiques possédans biens dans l'ancien domaine de Navarre réünny. *Par Lettres Patentes, du 6. Juin 1614.*

XIII.

Tous les Beneficiers du Royaume furent déclarez exempts de prêter foy & hommage, bailler par declaration, aveu & dénombrement, d'exhiber leurs titres, & de toutes recherches des francs-fiefs, nouveaux acquêts, & autres droits, avec main-levée de toutes saisies, faites pour raison de ce. *Par Declaration du Roy Louis XIII. du 24. Decembre 1614.*

XIV.

Monseigneur d'Evêque de Nantes & son Chapitre, furent aussi déchargés de bailler declaration & dénombrement, avec main-levée des saisies faites pour raison de ce. *Par Arrest du Conseil Privé, du 23. Février 1630.* qui fait defenses aux Officiers de la Chambre des Comptes de Bretagne de les poursuivre.

XV.

Il fut survis pour trois ans à toutes les poursuites contre les Ecclesiastiques à raison des foy & hommage, & pour cinq ans pour les aveus & dénombremens, & ce pendant main-levée des saisies, & après ce delay lesdits Ecclesiastiques rendront la foy & hommage des Fiefs qu'ils tiennent de la Majesté pardevant les Officiers des lieux, ou autres Of-

ficiers de son Royaume à leurs choix, sans qu'ils soient obligez de payer aucune chose pour raison de ce. Et à l'égard des aveus & dénombremens, selon l'Edit de Melun, ils seront dispensés de représenter leurs anciens aveus, & pieces justificatives après leur serment, & information faite que les Actes sont perdus. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 26. Juin 1638.*

XVI.

Tous les Beneficiers furent déchargés de rendre foy & hommage à sa Majesté, ny aux Seigneurs qui jouissent par engagement de ses Domaines; de fournir aucuns aveus & dénombremens, ny de payer aucuns droits Seigneuriaux. pour raison des Terres, Fiefs, & Justices qu'ils tiennent de sa Majesté acause de leurs Benefices. *Par Arrest du Conseil, du 27. Juin 1642.*

XVII.

Pleine & entiere main-levée fut accordée des saisies faites sur le temporel du Prieuré de Collimel, faite de renouvellement de foy & hommage, *par Arrest du Conseil d'Etat, du 1. Juin 1645.* avec défenses à Monsieur le Procureur General de la Chambre des Comptes de Rouen, de faire aucunes poursuites pour raison de ce.

XVIII.

Le Chapitre de S. Malo, & tous les autres Beneficiers du Royaume furent déchargés de fournir les declarations des biens dépendans de leurs Benefices alienez ou engagez, ny les titres justificatifs

desdites alienations ou engagemens, & défenses au Traitant, & à tous autres de les inquieter, à peine de trois mil livres d'amende, avec main-levée de toutes saisies pour ce regard, tant sur les Ecclesiastiques, que sur leurs Receveurs & Fermiers. *Par Arrest du Conseil d'Etat du 7. Octobre 1645.*

XIX.

Défenses de contraindre les Ecclesiastiques à fournir aveus & dénombremens des Fiefs, Terres, Seigneuries, Justices, & autres biens qu'ils possèdent acause de leurs Benefices mouvans de S. M. avec main-levée des saisies faites sur eux acause de ce. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 19. Octobre 1650.*

XX.

Main-levée des saisies faites sur un fief appartenant au Chapitre de Tours, fut donnée *par Arrest du Conseil Privé, du 11. Septemb. 1654.* avec décharge de bailler aveu & dénombrement, foy, & hommage.

XXI.

Pareille main-levée à tous les Ecclesiastiques du Royaume, des saisies faites sur eux, pour raison des aveus & dénombremens, & autres declarations à eux demandées, & surseance de toutes poursuites, à peine de mille livres d'amende, & de tous dépens, dommages & interests. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 6. Aoust 1659.*

XXII.

Au préjudice duquel Arrest le Parlement de Paris en ayant donné un le 20. Septembre 1659. il fut dit
par

par un autre Arrest du Conseil Privé, du 8. Novembre 1659. que sansavoir égard audit Arrest du Parlement, celui du 6. Aoust cy-dessus seroit executé, avec défenses d'y contrevénir, à peine de trois mil livres d'amende, dépens, dommages, & intersts.

XXIII.

Et le Roy conformément aux deux Arrests precedens, a surcis jusque à la prochaine Assemblée du Clergé, toutes poursuites contre les Ecclesiastiques, pour raison du dénombrement, aveu, foy & hommage de leurs Fiefs, & Seigneuries, & pour la confection d'un nouveau papier terrier, avec main levée de toutes saisies faites & à faire pour raison de ce. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 26. Fevrier 1660.*

XXIV.

Laquelle surseance fut continuée. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 23. Juin 1660.*

XXV.

Le Conseil d'Etat donna main levée à tous les Beneficiers du Royaume, des saisies faites sur leur temporel, faute de foy & hommage non faits, declarations, aveus & dénombremens non rendus, avec défenses, tant aux Chambres des Comptes, qu'autres Juges & Officiers de proceder par saisie sur les biens desdits Ecclesiastiques, pour raison de ce. *Par Arrest du 7. Avril 1661.*

XXVI.

L'Abbé d'Aumale eut main le-

vée des saisies, faites à la Requeste du Procureur General de la Chambre des Comptes de Rotien, faute d'avoir rendu foy, & hommage, aveu, & dénombrement. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 27. Aoust 1663.*

XXVII.

Monsieur le Procureur General de la Chambre des Comptes de Rouen, ayant fait saisir le revenu de l'Abbaye de Preaux, appartenant à Monsieur le Cardinal Mancini, faute d'avoir rendu foy, & hommage, aveu, & dénombrement, le Conseil d'Etat donna main levée par provision audit Sieur Abbé desdites saisies. *Par Arrest du 22. Fevrier 1664.*

XXVIII.

Les Seigneurs hauts Justiciers poursuivans les Ecclesiastiques pour la representation de leurs titres, aveu, & dénombrement, il y eut surseance desdites poursuites. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 18. Mars 1666. jusques à ce qu'autrement en ait été ordonné par ledit Conseil.*

XXIX.

Autre surseance accordée pendant trois ans, à toutes poursuites faites contre les Ecclesiastiques pour raison des foy, & hommage, aveus, & dénombremens, à cause des biens qu'ils possèdent. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 14. Avril 1666.*

XXX.

Pareille surseance à toutes les poursuites contre les Ecclesiasti-

346 EXEMPTION DE RENDRE FOY, &c.

ques d'Anjou, pour même fait.
*Par Arrest du Conseil Privé, du 29.
Septembre 1667.*

XXXI.

En l'an 1670. il y eut encore surseance de toutes poursuites contre les Ecclesiastiques du Royaume, pour raison de la foy & hommage, avec, & dénombrement des biens dépendans de leurs Benefices, avec main levée des saisies faites sur eux pour raison de ce.
Par Arrest du Conseil d'Etat, du 28. Octobre.

XXXII.

Et par celui du 9. Septembre 1675. donné à Versailles S. M. y étant, il y eut encore une surseance de deux ans. aux Beneficiers, pour rendre leur foy & hommage, à commencer du 1. Octobre 1675. pour finir à pareil jour de l'année 1677.

CHAPITE X.

Exemption de toutes recherches & taxes de Francs-Fiefs, nouveaux acquests, & amortissemens.

IL y a plusieurs actes dans le Chapitre precedent, & ailleurs, qui comprennent aussi cette exemption.

I.

Le Roy Charles IX. *par sa declaration du 30. Octobre 1571.* dit, qu'il n'a entendu comprendre les Ecclesiastiques payans decimes, *en ses Lettres Patentes du 5. dudit mois d'Octobre,* pour la levée des

droits de franc-fiefs, & nouveaux acquests, & autres droits domaniaux, & exempté lesdits Ecclesiastiques de donner aucunes declarations, pour raison de ce.

II.

Les Ecclesiastiques payans decimes, ne seront tenus de bailler par declarations leurs biens, pour lesquels ils payent decimes, avec main levée des saisies faites pour raison de ce. *Ainsi ordonné par les Commissaires deputez pour les francs-fiefs, & nouveaux acquests, dans le ressort des Parlemens de Paris, Rouen & Dijon, du 1. Avril 1572.*

III.

Les exemptions & privileges accordez aux Ecclesiastiques pour le regard des francs-fiefs, & nouveaux acquests, & amortissemens, furent confirmez *par l'Edit du Roy Henry III. du mois de Mars 1575.* qui les décharge de fournir aveus, dénombremens, & declarations, ny de payer aucun droit pour raison de ce, &c.

IV.

Les procez meus & à mouvoir, contre les Ecclesiastiques pardevant les Commissaires deputez en la Chambre de la Reyne, établie au Palais pour droits de reliefs, rachapts, francs-fiefs, nouveaux acquests, & autres droits, furent évoquez au Conseil Privé, *par Lettres Patentes du Roy Henry III. du 1. Aoust 1575.* portant surseance à l'exécution de tous les jugemens rendus contr'eux, pour raison desdits droits, avec main levée des saisies.

V.

Défenses aux Commissaires établis pour la recherche des francs-fiefs, de connoître de ce qui regarde les Ecclesiastiques, & de proceder sur eux par saisie, pour raison de ce, à peine de mille écus d'amende, &c. *par Lettres Patentes du même Roy, du 23. Aoust 1577. confirmatives des precedentes.*

VI.

Les Beneficiers payans decimes ne sont tenus au payement des francs-fiefs, & nouveaux acquests, défenses de les rechercher sous pretexte des Obits, ou de quelque autre nature de biens que ce soit, annexez à leurs Benefices depuis cinquante ans, ny pour ce qu'ils pourront acquerir cy-après. *Ainsi jugé par Arrest du Conseil d'Etat, du 21. Juillet 1609.*

VII.

Les contraintes décernées contre les possesseurs des petits Benefices non payans decimes, Maladries, Hôpitaux, Marguilliers, Fabriques, & Confrairies, pour les droits de francs-fiefs, & nouveaux acquests, furent surcises. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 22. Novembre 1614.*

VIII.

Tous les Beneficiers furent encore, en tant que besoin, déchargés de la recherche des francs-fiefs, & nouveaux acquests, & de représenter leurs aveus, & dénombremens, avec main levée de toutes saisies faites pour ce re-

gard. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 22. Juin 1622.*

IX.

Plusieurs Beneficiers de Normandie, & de Bretagne furent déchargés des mêmes choses, & de la même maniere. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 17. Aoust 1623. qui est conforme au precedent.*

X.

Main levée fut accordée aux Beneficiers, Administrateurs des Hôpitaux, & autres maisons pitoyables, du Diocèse de Xaintes, des saisies faites sur eux pour raison de la recherche des francs-fiefs, & nouveaux acquests, avec restitution des choses qui leurs avoient été prises, avec défenses de les poursuivre pour ce sujet. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 15. Juillet 1628.*

XI.

Par Arrest en faveur des Beneficiers, & Administrateurs des Hôpitaux, Maladries, Fabriques & Confrairies du Diocèse d'Ayre, &c. *du 4. Octobre 1628.*

Il y en a encore un autre de même, en faveur des Beneficiers, & Administrateurs des Fabriques, & autres maisons pitoyables du Diocèse de Bordeaux, *du 14. Novembre 1629.*

XII.

L'article 8. precedent a été encore repeté. *Par Arrest du Conseil Privé, du 30. Mars 1633. & regarde tous les Beneficiers du Royaume.*

XIII.

Nouvelle décharge à tous les

Beneficiers, & Administrateurs des Hôpitaux, Maladeries; & Fabriques des assignations à eux données pour baillier par declaration leurs heritages, afin de payer les droits de francs-fiefs, & nouveaux acquests, avec main levée des saisies faites pour ce sujet. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 14. Decembre 1634.*

XIV.

Pareille décharge portée par l'Arrest du Conseil d'Etat, du 1. Septembre 1635.

XV.

Toutes sortes de biens appartenans à l'Eglise, & aux maisons pitoyables qui sont sujets aux decimes ou non, sont pareillement déchargez des francs-fiefs, & nouveaux acquests. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 9. Fevrier 1636.*

XVI.

Pareil Arrest du Conseil d'Etat, pour la décharge des Ecclesiastiques, & Beneficiers de Provence, du 14. Janvier 1639.

XVII.

Et par celui du Conseil Privé, du 12. Avril suivant, les Traitans des francs-fiefs de Provence, furent condamnez à restituer les sommes qu'ils avoient exigez des Beneficiers de ladite Province, pour la restitution des taxes des francs-fiefs, avec défenses aux Commissaires de plus comprendre lesdits Beneficiers aux rôles desdites taxes, & en cas de contravention, permis ausdits Ecclesiasti-

ques de se pourvoir pardevant l'Intendant de la Province, avec commission à luy adressante pour l'exécution du présent Arrest.

• XVIII.

Les Ecclesiastiques de Tarascon eurent une semblable permission de se pourvoir pardevant l'Intendant de la Province, en cas de contravention à l'Arrest du Conseil d'Etat, du 30. Juillet 1639.

XIX.

Les Agens generaux du Clergé s'opposèrent à l'exécution de l'Arrest du Conseil, du 6. Octobre 1640. qui avoit ordonné que tous les Beneficiers payeroient pour de pretendus droits d'amortissement, le sixième du revenu de leurs Benefices pendant deux ans, & que pour scureté le revenu total desdits Benefices seroit saisi dès lors, & leur opposition fut signifiée au grand Audiancier, & au Traitant, le 30. Octobre 1640. & envoyée à toutes les Provinces.

• XX.

Et parceque le Sieur Berland, l'un des Agens generaux du Clergé avoit desavoté dans le Conseil du Roy le Sieur Abbé de saint Vincent, l'autre Agent dudit Clergé, de ce qu'il avoit formé ladite opposition en ladite qualité: l'Assemblée generale du Clergé, tenue à Mante le 26. Fevrier 1641. ne reçut ledit Sieur Berland que par grace speciale, desavouant, & desapprouvant le desaveu, & declaration faite audit Conseil par ledit Berland.

XXI.

Il y eut ajournement personnel decerné contre l'Huissier de Fleur, & contre Vitré Imprimeur du Clergé, à cause de la signification, & suppression de ladite opposition, mais ils en furent déchargés. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 10. Aoust 1641.*

XXII.

L'exécution de l'Arrest du 6. Octobre, & de la declaration du 24. dudit mois 1640. pour le droit d'amortissement, fut surcisé *par Arrest du Conseil d'Etat, du 12. Decembre 1640.* avec main levée de toutes saisies faites en conséquence.

XXIII.

Les droits d'amortissements à l'égard de tous les Beneficiers, payans & non payans decimes, sont revocés *par declaration de Sa Majesté, du 24. Juillet 1641.* moyenant la somme de cinq millions cinq cent mille livres, accordée à sa Majesté par l'Assemblée generale du Clergé, tenuë à Mante.

XXIV.

Les Commis à la levée du droit d'amortissement, furent condamnés par corps de rendre les deniers qu'ils avoient perçus des Ecclesiastiques depuis l'Arrest du 12. Decembre 1640. tant pour le sixième du revenu des Benefices, que pour les pretendus frais. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 10. Aoust 1641.* avec défenses ausdits Commis, & à tous autres d'inquieter les Ecclesiastiques pour ledit droit d'amortissement, à pei-

ne de trois mil livres d'amende, & de tous dépens, dommages, & interêts.

XXV.

Il y eut main levée des saisies faites sur les biens des Ecclesiastiques du Royaume, en vertu de l'Arrest du Conseil, du 6. Octobre, & de la declaration de sa Majesté, du 24. dudit mois, sans que pour raison de ce, il leur en puisse estre demandé aucune chose sous pretexte de frais, ny autrement. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 22. Decembre 1641.*

XXVI.

Le Roy accorda un amortissement general pour tous les Ecclesiastiques, payans, ou non payans decimes, Communautés seculieres & regulieres, Monasteres, Offices claustraux, Chapelles, Prestimones, Fabriques, & Fondations, sans que lesdits Ecclesiastiques puissent être recherchés à l'avenir, à cause des biens qu'ils possédoient lors du contract de Mante, *passé le 14. Aoust 1641. Par declaration du mois de Juiller 1646.*

XXVII.

Toutes les poursuites contre tous les Beneficiers, payans, & non payans decimes, Maladeries, Hôpitaux & Fabriques, pour raison des droits d'amortissement, & nouveaux acquêts, furent surcisées. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 13. Janvier 1656.* avec main levée des saisies faites sur ce sujet.

XXVIII.

Tous les Beneficiers payans, &

non payans les decimes, & tous les autres Ecclesiastiques constituez aux Ordres Sacrez, furent déchargés de la recherche des francs-fiefs & nouveaux acquests, pour leurs biens propres, & acquests, encore qu'ils ne soient Nobles, aussi bien que les Maladeries, Hôpitaux, & Fabriques, avec défenses au traitant de faire aucune poursuite pour raison de ce, à peine de trois mil livres d'amende, & de tous dépens, dommages & interests, *par Arrest du Conseil d'Etat du 13. Janvier 1657. On peut voir la Declaration du 8. Fevrier 1657.*

XXXIX.

Le Vicair perpetuel de l'Eglise de Fourques fut déchargé de la recherche des Francs-fiefs & nouveaux acquests conformément au precedent *Arrest du 13. Janvier 1657.* avec défenses au traitant de faire aucunes poursuites pour raison de ce, à peine de quinze cens livres d'amende, & de tous dépens, dommages & interests. *Par Arrest du Conseil d'Etat du 3. Avril 1658.*

XXX.

Les Chanoines, & autres Ecclesiastiques de Beauvais en furent pareillement déchargés, *par Arrest du Conseil privé du 3. May 1658.*

XXXI.

Même décharge pour les Ecclesiastiques du Diocèse de Beziers, *par Arrest dudit Conseil dudit jour.*

XXXII.

Même décharge pour les Ecclesiastiques du Diocèse de Chartres, & pareilles défenses au traitant,

par Arrest du Conseil d'Etat du 19. May 1658.

XXXIII.

Les Beneficiers du Diocèse du Mans, furent pareillement déchargés de ladite recherche, *par Arrest du Conseil d'Etat du 1. Juin 1658.*

XXXIV.

Le traitant des Francs-fiefs, ayant obtenu un *Arrest du Conseil le 13. Aoust 1659. S.M.* par Arrest de son Conseil d'Etat du 18. Septembre suivant, accorda une surseance à l'exécution dudit Arrest, & de toutes les contraintes contre les Ecclesiastiques pour raison de ce.

XXXV.

Sur la cassation demandée par ledit Traitant des Francs-fiefs, nouveaux acquests, & amortissemens de la *declaration du 8. Fevrier 1657.* qui confirme l'exemption de la recherche desdits droits, sa Majesté surseoit toutes les poursuites contre les Ecclesiastiques, pour raison desdits droits, avec main levée des saisies faites sur eux pour ce sujet. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 23. Juin 1660.*

XXXVI.

Et par un autre *Arrest du Conseil d'Etat, du 8. Octobre* suivant, sa Majesté declare nulles les saisies & exécutions faites sur les Ecclesiastiques y dénommez, pour taxes des Francs-fiefs, ordonne que les choses sur eux saisies leur seront rendues, condamne le Traitant aux dommages & interests, moderez à trois cens livres, & fait défenses à la Chambre

Souveraine des Francs-fiefs d'en connoître, & au Traitant de s'y pourvoir, à peine de cinq cens livres d'amende, dépens, dommages & interets, sa Majesté s'en reservant la connoissance.

XXXVII.

L'article 28. cy-dessus a été confirmé par *Arrest du Conseil d'Etat, du 20. Janvier 1661. qui est conforme.*

XXXVIII.

Le droit d'amortissement fut liquidé & réduit par *Declaration du Roy, du 7. Janvier 1640.* publiée au Scau le 11. Janvier audit an, & enregistrée en la Chambre Souveraine, établie au Louvre pour ledit droit, le 19. dudit mois, & deux Commissaires pour l'exécution d'icelle, dont l'une est adressée à quelques Evêques à ce deputez par sa Majesté, & l'autre à des Conseillers d'Etat, pareillement deputez pour le même sujet.

XXXIX.

Les Ecclesiastiques furent encore déchargés de nouveaux acquêts pour les rentes rachetables, par *Arrest du Conseil d'Etat, du 9. Septembre 1675.* portant défenses à Vialet, & à ses Commis de leur en faire aucune demande, à peine de restitution, & de deux mille livres d'amende, & tous dépens, dommages, & interets.

XL.

Ils furent encore déchargés desdits droits des nouveaux ac-

quets, tant pour les biens échangez entre les Ecclesiastiques, que pour ceux dont les échanges ont esté faits entre les Ecclesiastiques & les Laïques, & ce pour les mêmes quantitez, & qualitez des biens amortis, qu'ils ont donné en échange. Par *Arrest du Conseil d'Etat, du 9. Septembre 1675.* avec main levée de toutes les saisies faites sur les Ecclesiastiques, avec mêmes défenses audit Vialet, ses Procureurs & Commis, aux mêmes peines que cy-dessus.

XLI.

Défenses aux Fermiers des Aydes d'exiger aucuns droits, tant anciens que d'augmentation des Ecclesiastiques du Royaume, même ceux des Courtiers & Jaugeurs, dont sa Majesté les a déchargé, pour les vins, vendanges, cidres & autres boissions provenans de leur crû, qu'ils feront transporter dans les Villes & lieux de leur résidence, & qu'ils consommeront, & vendront en gros, en quelque lieu que ce soit, avec main levée des saisies faites sur les Ecclesiastiques, pour raison de ce. Par *Arrest du Conseil d'Etat, du 9. Septembre 1676.* qui ordonne l'exécution des Arrests des 18. Mars 1666. & 30. Octobre 1670.

XLII.

Les Fabriques furent encore déchargées des taxes sur elles faites pour les droits des nouveaux acquêts, à cause du bien qu'elles possédoient avant l'année 1641. nonobstant qu'elles ne rapportent

des expéditions Ecclesiastiques, & des Huiffiers des Decimes, du mois de May 1639. a esté revoqué par celuy de Louis XIII. du mois de Juillet 1641.

VI.

La taxe faite sur les Ecclesiastiques pour le droit de confirmation d'indemnité de leurs immeubles, exemption des Tailles, Francs-siefs, nouveaux Acquests, & autres charges, & toutes les autres taxes qui pouroient avoir esté imposées sur eux, en conséquence de la *Declaration du dernier Fevrier 1640. ont été revoquées par celle du 24. Juin 1641.*

VII.

Sa Majesté declara n'avoir entendu comprendre les Ecclesiastiques aux *Arrests des 5. Fevrier, & 12. Mars 1642.* ny retrancher les droits & revenus qui leur appartiennent à cause des Peages, Passages, & autres Domaines de pareille nature dépendans de leurs Benefices. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 14. Juin 1642.* portant main levée des choses saisies.

VIII.

Surfis à l'exécution de la *Declaration du 4. Decembre 1641.* à l'égard des Ecclesiastiques. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 12. Juillet 1642.* portant défenses au Traitant, & à tous autres d'user d'aucunes contraintes contr'eux, leurs Fermiers, & Locataires, pour la confirmation des biens qu'ils possèdent, en Franc-aleu, Francs-bourgages, & franchises Bourgeoi-

sies, à peine de tous dépens, dommages & interêts.

IX.

Les taxes faites sur les biens des Ecclesiastiques, pour raison du Franc-aleu, furent revoquées *par Arrest du Conseil d'Etat, du 22. Novembre 1642.* avec main levée des saisies sur eux faites, leurs Fermiers, ou Locataires pour raison de ce, & restitution des sommes par eux payées.

X.

Toutes les poursuites contre les Ecclesiastiques, pour le droit de confirmation, à l'avenement du Roy à la Couronne, furent sur-sises. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 29. Aoust 1644.*

XI.

Sa Majesté declara n'avoir entendu comprendre les Juges des Jurisdictions temporelles des Ecclesiastiques, *en son Edit du mois de Septembre 1645.* portant que les Officiers des Hauts Justiciers seroient modérément taxez, pour être dispensés de prendre des épices. *Par Arrest de son Conseil d'Etat, du 29. Mars 1646.* avec défenses de les contraindre au payement des taxes faites sur eux en conséquence de cet Edit.

XII.

La Declaration de 1645. pour la réduction, & rétablissement des Droits de chauffages dans les Forêts du Roy, n'aura aucun effet à l'égard des Ecclesiastiques, qui ont lesdits Droits, & ils ne seront compris dans les rôles des taxes,

Y y

faites en consequence d'icelle. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 14. Avril 1645.* portant défenses de contraindre lesdits Ecclesiastiques au payement desdites taxes, & main levée des saisies faites pour raison de ce.

XIII.

La Declaration du 9. Juillet 1646. revoke celle du huitieme denier, du 13. Juin 1641. & les autres Declarations & Arrests donnez en consequence, & décharge tous les possesseurs des biens d'Eglise, alienez pour cause de subvention ou autrement, même pour les necessitez particulieres des Beneficiers ou Communautéz Ecclesiastiques, de toutes les taxes faites sur eux pour raison de ce, & pareillement de la taxe du revenu d'une année, avec défenses au Traitant d'exiger aucunes desdites taxes, à peine de tous dépens, dommages & interests.

XIV.

Sa Majesté sans avoir égard aux rôles, & états arrêtez au Conseil, a déchargé tous les Ecclesiastiques & Beneficiers du Royaume des sommes auxquelles ils pourroient avoir esté taxez, comme acquereurs des biens des Communautéz seculieres, pourveu que lesdites acquisitions soient faites au profit de l'Eglise.

XV.

Les Ecclesiastiques ont été declarez non sujets au droit de confirmation, & en consequence de ce ont été déchargez de toutes

les taxes qui pourroient avoir été faites sur eux. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 12. Juillet 1646.* portant défenses au Traitant, & à tous autres, de faire aucunes poursuites contre lesdits Ecclesiastiques pour raison de ce, à peine de trois mil livres d'amende.

XVI.

L'établissement du Parisis sur les Domaines, Peages, & Droits appartenans aux Ecclesiastiques, & aux Eglises, fut mis en surseance. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 19. Juillet 1656.*

XVII.

Le Roy declara ensuite qu'il n'avoit entendu comprendre les biens d'Eglise au Droit du paris, & fit défenses au Traitant, ou ses Commis de faire aucune poursuite contre les Ecclesiastiques pour raison dudit Droit, à peine de trois mil livres d'amende. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 13. Janvier 1657.*

XVIII.

Toutes contraintes contre les Ecclesiastiques & Beneficiers du Royaume, faites par Jean Renart Traitant des Domaines, en execution de l'Edit du mois de Decembre 1651. pour l'année du revenu des Domaines, furent mises en surseance, *par Arrest du Conseil d'Etat, du 19. Aoust 1656.* avec main levée des saisies faites sur eux pour raison de ce.

XIX.

Le Roy par Arrest de son Conseil d'Etat, du 13. Janvier 1657. declara

n'avoir entendu comprendre dans l'Edit du mois de Decembre 1652. & Arrests rendus sur iceluy pour l'année du revenu du Domaine, les biens, droits, & domaines des Ecclesiastiques, soit de fondation, échanges, ou acquests, avec main levée à tous les Ecclesiastiques du Royaume des saisies faites sur eux pour raison de ce, & défenses au Traitant de faire aucunes poursuites contr'eux, à peine de trois mil livres d'amende.

XX.

Défenses au Fermier des Traités Foraines de Languedoc & Provence, & à tous autres de troubler M. l'Archevêque d'Arles, & son Chapitre en la faculté de faire transporter en la Ville d'Arles les Grains de leurs Dîmes, quoyque recueillis hors la Provence, ny d'en exiger le droit de Traitte Foraine, à peine de trois mil livres d'amende, & de tous dépens, dommages & intérêts. *Par Arrest contradictoire du Conseil d'Etat, du 25. May 1661.* nonobstant le Bail passé audit Fermier, le 6. Fevrier 1659. & l'Arrest donné en consequence à son profit, du 10. Juin 1660.

XXI.

Sa Majesté interpretant les Arrests & Reglemens faits sur la reduction des Pensions & des Rentes, tant en argent que grains, declare n'avoir entendu y comprendre ce qui peut estre dû aux Eglises, & Beneficiers, & ordonne que lesdites Pensions & Ren-

tes, leur seront payées, tant pour le passé, que pour l'avenir sur le pied des constitutions, sans aucun changement ny reduction, nonobstant tous Arrests rendus au contraire. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 18. Mars 1666.*

XXII.

Et par un pareil Arrest audit Conseil d'Etat, du 8. Avril suivant, sa Majesté interpretant lesdits Arrests & Reglemens, declare n'avoir entendu y comprendre ce qui peut estre dû pour fondation, ou dotation aux Eglises, & Communitez Ecclesiastiques, tant séculieres, que regulieres, & ordonne que lesdites Pensions & Rentes leurs seront payées, comme il a été dit cy-dessus à l'article precedent.

XXIII.

Quant à l'exemption des Tailles, il y a une ancienne Ordonnance latine du Roy Philippe III. surnommé le Hardy, de l'an 1274. qui porte. *Clerici, si conjugati non sunt, in Franciâ non contribuunt in Talliis.*

Il y en a encore une autre de Philippe le Bel, de l'année 1303. en ces termes, *Pralati Clericos, Clericaliter viventes à Talliis ad quas de jure non tenentur, deffendere non impediuntur.*

XXIV.

Et pour l'exemption des Tutelles & Curatelles des Mineurs, il y a entre autres un Arrest du Parlement de Rennes, du 22. Septembre 1597. rendu en faveur du

Y y ij

Sieur Abbé de Bocquen.

Et quoyque les Ecclesiastiques se puissent excuser des Tutelles, & Curatelles, ils peuvent néanmoins s'ils veulent prendre l'administration de la Tutelle & Curatelle de leurs parens, mais non les Evêques, ny les Religieux, *ainsi qu'il se voit au Code, liv. 1. tit. 3. l. 52. & dans le Chap. 5. de la novell. 123.*

Cependant saint Cyprian a écrit qu'il fut ordonné de son temps en une Assemblée d'Evêques, que si quelque seculier laissoit en mourant le soin de ses affaires, & la Tutelle de ses enfans à un Prêtre, on ne prieroit point pour luy en punition de sa faute, & l'on

n'offriroit aucun Sacrifice pour son ame, par la raison, que celuy là ne meritoit pas être recommandé à l'Autel, qui avoit voulu retirer de l'Autel les Prêtres de Dieu, & Ministres de son Eglise. *Neque enim apud altare Dei meretur nominari in Sacerdotum Prece, qui ab altarari Sacerdotes & Ministros voluit avocare, &c.* Ce qui fait voir combien les occupations du monde & du siècle doivent être en horreur aux Ecclesiastiques; puisque ceux qui les y embarquent sont punis si rigoureusement par les Prelats de l'Eglise.

Saint Cyprian. 11. 9. 3. rapporté par la Rocheflavin dans son liv. des Parlem. liv. 10. ch. 7.

Fin du troisième Volume.



ABREGE' DES ACTES,

TITRES ET MEMOIRES

Concernant les Affaires du Clergé de France.

TOME QUATRIE'ME,

Contenant la cinquième & sixième Partie.

CINQUIEME PARTIE.

*Des Assemblées du Clergé, des Deputez & Officiers d'icelles,
& des Agens Generaux.*

TITRE I.

*Des Assemblées Diocesaines, & des
Syndics des Dioceses,*

I.



U cas que dans le premier Mars les Lettres des Sieurs Archevêques, ou leurs Grand-Vicaires, portant indication de l'Assemblée Provinciale, n'eussent été portées dans les Dioceses de leurs Provinces; il sera permis aux Sieurs Evêques ou leurs Vicaires de faire assembler les Beneficiers de leur Diocese, selon leur ordre ancien & accoutumé, comme s'ils avoient receu ladite Lettre d'indiction, pour élire les Deputez.

Reglem. de l'Assemblée de 1645, art. 5.

II.

Les Evêques & Deputez de

leur Clergé furent chargez au premier Synode qu'ils tiendroient après l'Assemblée de 1635. de faire dresser un Procez Verbal de l'usage & forme qui avoit été pratiquée par le passé dans la tenuë de leurs Assemblées Diocesaines, & d'en envoyer une copie à leur Metropolitaine, pour être mis au Greffe de l'Assemblée Provinciale, & une autre aux Agens generaux, pour la mettre aux Archives du Clergé, afin que les Assemblées generales & des comptes y pussent avoir recours en cas de besoin,

III.

Il fut permis aux Ecclesiastiques, pendant un an seulement, d'élire un Syndic, ou Solliciteur en l'Assemblée generale du Clergé de chacun Diocese pour pour-
suivre en justice les torts qui leur
Y y iij

auront été faits, sauf après ledit temps passé, d'y être pourveu.

Ordonnance de Blois, art. 19.

IV.

Ce qui leur fut accordé ensuite de la *deliberation de l'Assemblée generale du Clergé tenuë à Melun en 1579.* ainsi qu'il se voit par le Procès Verbal d'icelle, du 22. Septembre de ladite année.

V.

Il y aura en chacun Diocèse un Syndic ou Deputé, créé & nommé en l'Assemblée Synodale, qui par l'avis du Sieur Evêque, & des Deputés du Diocèse poursuivra ceux qui occupent par force & par violence les Benefices, sous le nom de quelques Confidenciers, ou qui troublent les legitimes Titulaires en la jouissance de leurs Benefices, & ce aux frais communs du Diocèse, ou des Beneficiers interressez, le tout conformément à l'art. 19. de l'Ordonnance de Blois. *Ce qui fut ainsi deliberé par l'Assemblée generale tenuë à Paris es années 1595. & 1596.*

VI.

Le Syndic du Diocèse de Luçon Chanoine audit lieu, jouira de toutes les distributions comme les autres Chanoines, depuis qu'il est nommé Syndic, & tant qu'il sera actuellement occupé pour les affaires du Diocèse; *ainsi jugé par Arrest du Parlement de Paris, du 4. Septembre 1657. & par Arrest du Conseil d'Etat, du 15. Novembre 1670.* les Deputés aux Assemblées generales du Clergé doivent jouir

de tous les fruits de leurs Prebendes, & Dignitez, mesme des distributions manuelles & quotidiennes, pendant le temps desdites Assemblées.

VII.

Par deliberation de l'Assemblée de Melun, du 22. Septembre 1579. il y eut établissement d'un Syndic Provincial ou Metropolitain en chaque Province, auquel les deux Agens en son departement donneront avis de tout ce qui s'entreprendra contre l'ordre Ecclesiastique, pour les envoyer aux Syndics Diocésains; & quand il y aura quelque affaire qui touchera l'Univerfel du Clergé, lesdits Syndics, & le Metropolitain s'assembleront pour deliberer sur les memoires qui seront donnéz par l'Evêque & Deputés des Dioceses, afin que chaque Province soit unanime en tout ce qui concerne la cause commune de l'Eglise; & le Syndic Metropolitain entretiendra correspondance avec Messieurs les Agens generaux à Paris, pour les avertir de tout ce qui aura été resolu par lesdites Provinces.

TITRE II.

Des Assemblées Provinciales.

I.

Les Vicaires des Archevêques pourront en l'absence des Archevêques convoquer les Provinces, & proposer, & les Evêques

Suffragans qui se trouveront presideront selon leur Sacre, & les coutumes des lieux, prendront les voix, & prononceront, & le Procez Verbal sera fait par le Greffier de la Metropole. *Ainsi delibéré par l'Assemblée de 1605.*

II.

Dans l'Assemblée Provinciale, lorsqu'il faudra deputer aux Assemblées des Comptes, ou aux generales, election sera faite de deux personnes, l'un de Messieurs les Archevêques ou Evêques y present, ou absent, & d'un des Sieurs Ecclesiastiques du second Ordre, seculier, ou regulier, Prêtre ou Beneficier de ladite Province, & resident ordinairement en icelle, les deux de divers Dioceses, & tous les Dioceses participeront également & successivement à ladite deputation, & tour à tour, sans qu'une personne puisse être deputée deux fois, avant que le tour des Dioceses de la Province ayant été accompli. *Ainsi delibéré par la Chambre Ecclesiastique des Etat generaux, tenu en 1614.*

III.

L'Archevêque, son grand Vicaire, les Deputez ou Syndics de son Diocese, ne pourront avoir esdites Assemblées Provinciales, plus de voix, ny opinion que l'Evêque, le grand Vicaire, Syndics & Deputez de chacun des autres Dioceses, sans que le Diocese Metropolitain ait plus d'autorité pour

ce regard que les autres.

Et en l'absence de l'Archevêque, ou durant que le Siege Metropolitain sera vacant, le plus ancien Evêque presidera en l'Assemblée Provinciale, sans que le grand Vicaire du Metropolitain puisse pretendre la presidence en la presence d'aucun Evêque, mais ne pourra faire que la premiere ouverture, & proposition sur le sujet de la convocation de l'Assemblée, comme ayant receu les Paquets & Commissions, & icelles envoyé par les Dioceses.

Delibéré ibid, le 17. Janvier 1615.

IV.

En cas que les Agens manquent d'écrire pour l'indiction des Assemblées Provinciales, dans lesquelles il doit être procedé à la deputation pour les generales, & à la nomination des Agens, les Provinces ne laisseront pas de s'assembler dans les temps & lieux accoutumez.

Delib. de l'Assemblée, de 1615, du 20. Octob.

V.

Les Assemblées Provinciales seront convoquées dès le mois de Mars, par les Sieurs Archevêques, leurs grands Vicaires, ou à leurs deffaut par les anciens Suffragans des Provinces, qui seront tenus de nommer leurs Deputez sans attendre aucune commission, ny lettres des Agens, & les Deputez se rendront auprès de sa Majesté dès le 25. May, pour luy demander le lieu de l'Assemblée generale. *Ainsi delibéré par l'Assemblée*

blée de 1655. & 1656. le 22. Août.

VI.

Il sera tenu à l'avenir une Assemblée Provinciale en chaque Province, trois mois après la générale, dans laquelle les Deputez du premier & second Ordre, qui auront assisté à l'Assemblée générale, rendront compte de ce qui y aura été fait, & donneront les instructions nécessaires pour les affaires, & rapporteront le Procez Verbal de ladite Assemblée, duquel chaque Diocèse pourra prendre copie, comme encore des Contrâts qui auront été passés pour leur servir de memoire.

Ladite Assemblée Provinciale étant tenuë, il en sera faite une autre particuliere dans chaque Diocèse, en laquelle les Deputez qui auront assisté à ladite Provinciale, feront le raport de ce qu'ils y auront appris, pour instruire tous les Beneficiers, de ce qui leur est nécessaire pour leurs affaires. *Ainsi delibéré par l'Assemblée de 1645.*

TITRE III.

Des Assemblées Generales.

CHAPITRE I.

De la convocation & tenuë des Assemblées generales, & les Reglemens qui les concernent.

I.

REGLEMENT DES
Assemblées du Clergé, sans
Generales que Provinciales,
fait en l'année 1606.

I. Messieurs les Archevêques avertiront les Diocèses un mois devant, du jour des Assemblées.

II. Le plus ancien Evêque presidera en l'absence des Archevêques.

III. Les Assemblées Provinciales jugeront par provision des difficultez entre les Deputez des Diocèses.

IV. Les Assemblées des comptes se feront de deux ans en deux ans, & les Generales de dix ans en dix ans, & commenceront le premier May, où elles seront assignées.

V. Sa Majesté sera suppliée d'assigner lesdites Assemblées en quelqu'autre Ville, ou lieu que la Ville de Paris.

VI. Chaque Province ne peut envoyer plus d'un Deputé aux Assemblées des comptes, ny plus de deux ou trois aux Assemblées generales.

VII. Les Agens du Clergé ne pourront être continuez après les deux ans de leur charge expirez.

VIII. Celuy des Agens qui est fait Evêque, & qui en a accepté la dignité, ne peut plus faire de fonctions d'Agent, & l'on doit pourvoir à la nomination d'un autre.

Voyez le titr. 4. ch. 2. art. 7. à la fin;

IX. La premiere affaire des Deputez dans les Assemblées, après avoir créé les Officiers, est d'examiner les derniers cahiers, qui auront été presentez au Roy, concernant la Religion, & la discipline

cipline Ecclesiastique, & pourvoir à les faire executer &c.

X. Ceux qui voudront proposer quelques affaires ausdites Assemblées, s'adresseront aux Presbiteres, & aux Promoteurs, & les propositions & ouverture en sera faite par les Promoteurs.

XI. Les Deputés des Assemblées des comptes ne pourront accorder ny consentir aucune levée ou charge extraordinaire sur le Clergé pour petite qu'elle soit.

XII. Ils ne peuvent non plus dresser aucun état, ny faire d'Ordonnance au Receveur general du Clergé pour aucun payement, &c.

XIII. Le Receveur general doit presenter les comptes dès le premier jour desdites Assemblées & les mettre sur le Bureau, quand les Officiers auront été élus, les affirmer veritables, &c.

XIV. Les Deputés desdites Provinces qui assisteront aux Assemblées Provinciales particulieres des comptes, & generales du Clergé, seront reputés presens, & jouiront de tous les fruits de leurs Benefices, même des distributions manuelles, & quotidiennes, &c.

II.

Chacune Province ne pourra à l'avenir envoyer qu'un seul Deputé pour l'Assemblée du compte, & trois au plus pour les Assemblées generales. L'Assemblée du compte ne durera que deux mois, & les generales le moins que faire se pourra sans limita-

tion de temps.

Assemblée de 1605. du 23. Fevrier 1606.

III.

Les Assemblées generales seront tenues de dix ans en dix ans, & celles des comptes de deux ans en deux ans, & la premiere au premier May 1608. *ibid. mais il a été réglé depuis que lesdites Assemblées des comptes se tiendroient de cinq ans en cinq ans.*

IV.

Nul ne se peut nommer soy-même, & la nomination d'un seul Diocèse, n'est suffisante pour la deputation.

Assemblée de 1605. du 20. Juillet.

V.

Toutes substitutions faites aux Procurations de quelques Provinces sont rejeetées, & declarées nulles.

Ibid. 5. Aoust 1605.

VI.

REGLEMENT POUR LA convocation & tenue des Assemblées Generales & Provinciales du Clergé, du Mercredi 10. Decembre 1614.

I. Les Agens generaux du Clergé avertiront les Provinces du lieu que sa Majesté aura indiqué pour l'Assemblée prochaine, & adresseront leurs paquets à Messieurs les Archevêques ou leurs grands Vicaires, quatre mois auparavant ladite Assemblée, au moins.

II. Lesquels Sieurs Archevêques ou leurs Vicaires, avertiront leur Province, feront une Assemblée Provinciale qui sera faite

six semaines avant la générale.

III. Le jour de la convocation échu, sera seulement procédé à la réception des Deputez des Diocèses, & au jugement de leurs procurations, &c.

IV. Le lendemain les Sieurs Archevêques, Evêques, & autres Deputez s'assembleront, & après avoir ouï la Messe du saint Esprit, procederont aux affaires suivant les occurrences, & seront les deliberations signées de tous les assistans.

V. Lesquels écriront en corps à tous les Diocèses de mettre entre les mains des Deputez pour le voyage de la Cour, bons & amples memoires de toutes les affaires, & notamment l'état des payemens faits par les Receveurs, &c.

VI. En l'absence desdits Sieurs Archevêques, le plus ancien Evêque presidera, sauf au grand Vicairé desdits Archevêques absens de faire la proposition du sujet de la convocation, comme en ayant receu & envoyé les dépêches, & lesdits Archevêques, leurs grands Vicaires, & deputez de leurs Diocèses ne pourront avoir plus d'une voix avec tout le Diocèse, non plus que les autres Diocèses.

VII. Ne pourront être deputez plus de deux de chaque Province, l'un Archevêque ou Evêque, présent ou absent, l'autre du second Ordre seculier, ou regulier, &c.

VIII. Les Provinces envoye-

ront deux Deputez es Assemblées générales qui se tiendront de dix ans en dix ans, & un aux Assemblées des comptes.

IX. Les taxes de Messieurs les Archevêques & Evêques n'excederont la somme de 20. livres par jour, celles des Abbez & dignitez des Eglises Cathedrales & autres 12. livres, & celle de tous les autres Beneficiers 9. livres, &c.

X. Durant le séjour qui ne pourra être de plus de deux mois aux Assemblées de dix ans en dix ans, les Deputez ne seront payez qu'à raison des journées qu'ils auront actuellement servy, &c.

XI. Nul ne pourra être agregé es Assemblées, que l'Evêque Diocesain du lieu où elles se tiendront, sans pouvoir prendre aucune taxe, ny gratification, &c.

XII. Les deniers des taxes des Deputez seront imposez sur les Beneficiers de chaque Province, suivant le departement qui en sera dressé par l'Assemblée, & leur sera envoyé la Commission, & Lettres patentes, portant pouvoir d'en faire la levée un an auparavant les Assemblées, dont les A-gens seront chargez, &c.

XIII. Les sommes des frais communs des Assemblées pour l'audition des comptes ont été réglées à la somme de deux mil cent quinze livres, & celles des Assemblées pour le fait du contract à celle de deux mil six cens septante livres.

XIV. Lesquelles s'imposeront

sur lesdits Beneficiers un an auparavant les Assemblées, & seront remises es mains du Receveur general, &c.

XV. Le voyage & retour des Deputez qui se trouveront aux Assemblées, a été pareillement limité ; sçavoir,

La Province de Lyon a dix jours.

Vienne, treize jours.

Ambrun, seize jours.

Aix, Arles, Narbonne, Toulouse, & Auch, chacun dix-huit jours.

Bordeaux, quatorze jours.

Tours, dix jours.

Bourge, quinze jours.

Rouën, six jours.

Sens, & Reims, quatre jours, & autant pour leur retour.

XVI. A été ordonné pour chacun des Agens generaux du Clergé la somme de 4000 livres par an, à la charge qu'ils poursuivront toutes les affaires du Clergé à Paris, & à la Cour, en personne fournissant aux frais generalement quelconques, qui n'excederont la somme de 3000 livres qui leur a encore été ordonnée par chacun an, dont ils comptent au Clergé, &c.

XVII. Les Deputez desdites Assemblées ne pourront emprunter aucunes sommes pour le paiement de leurs taxes, frais communs, Ministres convertis, ou autres gratifications, ny passer aucune obligation pour quelque cause que ce soit, à peine de nullité, &c.

XVIII. Les trois derniers articles dudit Reglement ne regardent que la formalité pour l'exécution d'iceluy.

VII.

Ledit Reglement fut confirmé par Arrest du Conseil d'Etat, du 5. Mars 1615.

VIII.

AVTRE REGLEMENT pour la convocation & tenuë des Assemblées du Clergé, Generales & Provinciales, fait en celle de 1625.

I. Il ne se tiendra plus dorénavant qu'une Assemblée pendant les dix années du contract, pour ouïr seulement les comptes du Receveur general du Clergé ; sçavoir dans cinq ans, & pour cet effet les Provinces qui doivent nommer les Agens de deux ans en deux ans, suivant le Reglement de 1596. ne les nommeront plus que de cinq ans en cinq ans.

II. Les Agens avertiront les Provinces au plus tard dans le 8. Janvier du lieu que sa Majesté leur aura indiqué pour tenir l'Assemblée, & adresseront leurs pacquets aux Archevêques ou leurs grands Vicaires.

III. Cet article est conforme à l'article second du Reglement precedent, & l'Assemblée Provinciale doit preceder de deux mois entiers le commencement de la Generale.

IV. Les Archevêques ou leurs grands Vicaires, n'attendent point les lettres des Agens pour faire

tenir leurs Assemblées Provinciales & les indiqueront dès le 15. Mars suivant, pour élire les Deputez des Assemblées generales.

V. Et si les lettres des Sieurs Archevêques ou de leurs grands Vicaires, n'arrivent pas dans le premier Mars, les Evêques ou leurs Vicaires feront assembler les Beneficiers de leur Diocese, pour élire leurs Deputez, qui se rendront au 15. Mars en la Metropole, & tiendront ladite Assemblée, & y éliront les Deputez pour l'Assemblée generale du Clergé.

VI. *Cet article est conforme à l'art. 3. du Reglement precedens.*

VII. *Et celui-cy à l'article 4.*

VIII. Ceux qui composeront l'Assemblée écriront en corps à tous les Dioceses, d'instruire leurs Deputez notamment sur les payemens faits par les Receveurs particuliers à la recepte Provinciale, depuis l'Assemblée precedente, &c.

IX. *Conforme au 6. article du Reglement precedens.*

X. *Conforme au 7. article dudit Reglement.*

XI. Deux Provinces pourront élire un Deputé du second Ordre, & s'unir pour cet effet, pour envoyer dans les Assemblées des comptes, qui soit de cinq ans en cinq ans, mais non pour les decennales, & un Archevêque, ou Evêque ne pourra estre élu seul, sans y ajoûter un du second Ordre, qui soit Beneficier dans l'une desdites deux Provinces.

XII. Les Deputez des Assemblées seront payez dans les Provinces, suivant le departement qui en sera fait en icelles Assemblées pour chacune Province, au sol la livre sur les Beneficiers des Dioceses desdites Provinces payans decimes, sans qu'ils puissent estre payez autrement, &c.

XIII. Au commencement des Assemblées des comptes, & decennales, l'on examinera les procurations, après sera dite la Messe du saint Esprit par un des Prelats des plus qualifiez, à laquelle assisteront tous les Deputez, tant du premier que du second Ordre, & y recevront le saint Sacrement de l'Autel, la Messe dite & lecture faite du present Reglement, sera procédé à l'élection des Presidens, & Officiers de ladite Assemblée, par l'opinion des Provinces, &c.

XIV. Sera faite lecture du contract fait avec le Roy, & de celui du Receveur general, & des autres faits sur lesdits comptes, & touchant les Pensions des Ministres convertis, &c.

XV. *Cet article est conforme à l'article 9. du Reglement de 1606. cy-devant.*

XVI. Aux Assemblées des comptes l'on n'y pourra juger & decider que sur la ligne desdits comptes conformement aux Reglemens, l'on fera plainte au Roy & à son Conseil des contraventions qui auront esté faites contro les Privileges & immunitéz du Cler-

gé, à peine de nullité au contraire.

XVII. Les Deputez en aucunes Assemblées des comptes ny decennales, ne pourront faire ny accorder aucune imposition sur le Clergé, sous quelque pretexte que ce soit, à moins qu'ils n'en eussent pouvoir special par écrit, autrement une Province entiere s'y opposant peut empêcher ladite imposition.

XVIII. Quand même sa Majesté demanderoit assistance pour quelque Guerre de la Religion dans le Royaume, qui est le seul cas auquel il semble que les Beneficiers doivent contribuer de leur bien à secourir le Roy & l'Etat, ils ne pourroient y consentir sans en avertir les Provinces, & sans prendre de nouveaux pouvoirs.

XIX. Les Assemblées Decennales auront toujours pouvoir sur les Assemblées des comptes de les examiner de point en point, & voir si les Reglemens auront esté observez, &c. *Reglement de 1645.*

XX. Si pour quelque consideration urgente & impreveuë il falloit par commun vœu & consentement accorder quelque chose, au prejudice des Reglemens, il faudra que la deliberation soit prise par le consentement universel de toutes les Provinces, en sorte qu'une seule y repugnant, elle puisse empêcher ladite deliberation.

XXI. Les Assemblées des comptes ne pourront recevoir la

demission du Receveur general, en faveur de quelque personne que ce soit, mais s'il a delinqué notamment en pourront établir un autre, & quand il sera question de la continuation dudit Receveur, elle se fera par plus des deux tiers des Provinces qui opineront, & le tiers s'y opposant, ladite continuation pourra estre empêchée.

XXII. *Cet article est conforme à l'article 10. du Reglement de 1606. cy-devant.*

XXIII. Les taxes de Messieurs les Archevêques seront de 27. livres par jour, des Evêques 24. livres, Abbez, Dignitez, & autres Deputez 15. livres, tous lesquels se pourront contenter de moins si bon leur semble, pour le soulagement des Provinces.

XXIV. Les Assemblées pour l'audition des comptes, ne peuvent durer plus de trois mois, les Decennales plus de six mois, non compris le voyage & le retour des Deputez, si elles sont prolongées davantage lesdits Deputez séjourneront à leurs dépens, & ne pourront prendre aucune taxe dans la Province pour cet effet.

XXV. Les Deputez ne seront payez pour leurs séjours dans lesdites Assemblées, qu'à raison des journées qu'ils auront actuellement servy, à raison de deux séances par jour, dont ils porteront certificat dans leur Province, signé du President, & des deux Secretaires, &c.

XXVI. *Cet article est conforme à l'article 11. du Reglement de 1614. cy-dessus.*

XXVII. Les Agens generaux du Clergé, qui auront exercé pendant les dix ans du contract ne pourront plus se rencontrer aux Assemblées Decennales, à moins qu'ils ne soient deputez de leurs Provinces, &c.

XXVIII. *Cet article est conforme à l'article 14. du Reglement de 1606. cy-devant.*

XXIX. Les frais communs ont esté reglez à 4275 livres, & toute autre dépense extraordinaire retranchée; défense au Receveur d'acquiescer aucunes Ordonnances, si elles n'ont esté deliberées en pleine Assemblées, & que mention n'en soit faite au Procez verbal, ny aucunes de celles faites par les Prelats estant en Cour, si ce n'est pour la pension de quel que Ministre nouvellement converty, & qu'il y eut fond sur les trente mil livres destinées pour cela.

XXX. Le voyage & retour des Deputez aux Assemblées a esté pareillement limité; sçavoir,

| | |
|------------------------------------|----------------------------|
| La Province de Bordeaux | a 17 jours. |
| Toulousé, Auch, Arles, & Narbonne, | chacune a vingt & un jours |
| Roüen, | 21 jours. |
| Tours, | 8 jours. |
| Lyon, | 12 jours. |
| Vienné, | 13 jours. |
| | 16 jours. |

Ambrun, 19 jours.
Bourges, 18 jours.
Sens & Reims, chacune 5 jours, & autant pour le retour.

XXXI. Les Deputez des Assemblées sont obligez d'envoyer une copie du Procez verbal d'icelles à chacun des Diocèses, qui sera signée de l'un d'eux, sur peine de perdre leurs taxes, & d'en estre privez par les Diocèses de leurs Provinces, &c.

XXXII. *Cet article est conforme à l'article 17. du Reglement precedent.*

XXXIII. Les Agens ne pourront estre continuez après les cinq ans de leurs charges expirez, &c.

XXXIV. Ceux qui seront nommez ausdites charges seront personnes capables, Prêtres, Beneficiers, residens ordinairement dans la Province de laquelle ils seront nommez; viendront toujours deux mois devant le temps expiré de leurs predecesseurs, pour s'instruire avec eux de l'état des affaires, & jouiront pendant leur absence des fruits de leurs Benefices, tant des gros fruits que des distributions manuelles, comme s'ils y étoient en personne.

XXXV. Ils prendront garde soigneusement qu'il ne soit point derogé ou innové au prejudice du Clergé, au cahier & lettres patentes du Roy accordées au Clergé, ny aux conventions faites avec sa Majesté, & feront generalement tout ce qu'ils verront bon estre,

pour l'honneur, le bien, le soulagement, & le profit du Clergé, avertiront les Archevêques ou Syndics Metropolitains de tout ce qui se proposera au contraire, & s'y opposeront de tout leur pouvoir.

XXXVI. Ils recevront de trois mois en trois mois les états de la recepte des Receveurs particuliers, & des payemens qu'ils montreront par recepisse, avoir fait aux Receveurs Provinciaux, de plus l'état de la recepte qu'aura faite le Receveur general, & celui de la recepte desdits Receveurs Provinciaux, que ledit Receveur general représentera signé d'eux, conferant tout ensemble pour en donner tel avis aux Diocèses qu'ils verront estre à faire.

XXXVII. Prendront garde que les deniers accordez pour la subvention, seront employez selon l'état qui en a esté baillé audit Receveur general, & non ailleurs, & en tireront toutes les décharges nécessaires pour le Clergé.

XXXVIII. Pour suivront les décharges que besoin sera pour les nonjouissances, & spoliations, suivant le contract passé avec le Roy, & pour suivront aussi toutes les affaires du Clergé de France, suivant les mandemens & instructions qu'ils recevront des Syndics Metropolitains ou Diocésains, &c.

XXXIX. Ne pourront toutes-fois représenter le Clergé en ge-

neral aux Procez mus, & à mouvoir, ny pour le deffendre en cause, ny accepter aucune assignation, sommation, ou signification, ny prêter consentement, ny dissentement, en quelle maniere que ce soit au nom dudit Clergé, à moins qu'ils n'y en ait charge expresse par le Procez verbal de l'Assemblée d'intervenir en quelques affaires, à peine de nullité.

X. Assisteront à l'audition des comptes du Receveur general, & de tous deniers qui se leveront sur le Clergé avec les Deputez des Provinces de cinq ans en cinq ans, pour les examiner, clore & arrêter, auxquels ils ne pourront vacquer qu'ils ne soient au nombre de huit Provinces, sçavoir un Deputé de chacune Province, un Deputé pouvant représenter deux ou trois Provinces, en ayant le pouvoir, auxquels ledits Deputez rendront compte de leurs charges, & de trois mil livres par an qui leur auront esté mis es mains, pour le bien & affaires du Clergé.

XLI. Auront la garde des papiers communs du Clergé, & chacun une clef des Archives, qu'ils remettront à la fin de leur Agence à leurs successeurs qui s'en chargeront, avec l'inventaire desdits papiers, & leur en donneront des acquits, &c.

XLII. *Cet article est conforme au 16. article du Reglement de 1614. cy. devant.*

XLIII. *Cet article qui est le*

dernier du present Reglement, ne regarde que la signification, publication, & execution d'iceluy.

IX.

L'Assemblée de 1625. ordonne la même chose en cet endroit, qui est au premier article du Reglement precedent, touchant les Assemblées de cinq ans en cinq ans, ce qui a encore esté confirmé par delibération de la même Assemblée du 23. Decembre suivant.

X.

L'Ordonnance de 1629. ordonne aussi que dorenavant les Assemblées du Clergé ne se feront que de cinq ans en cinq ans, & qu'en icelles ne sera envoyé plus de deux deputez de chacune Province, dont l'un au moins sera du second Ordre.

XI.

L'Assemblée de 1635. fit un Reglement de 8. Articles, les sept premiers ne regardent que les affaires du Clergé qui se doivent traiter dans les Assemblées suivantes de 1640. & de 1645, il seroit inutile de les rapporter, & le 8. est conforme à l'art. 34. du Reglement precedent.

XII.

La même Assemblée du 22. Novembre 1635. delibera & regla que l'Assemblée formée, on commenceroit par l'audition des Agens sur les affaires qui se sont passées de leur temps, dont ils instruiront parfaitement l'Assemblée, & particulièrement sur celles qui seront demeurées imparfaites, & ensuite

sur les plaintes & remontrances particulieres des Provinces, le tout sans intermission de l'examen du compte general, auquel il sera procédé incessamment les après dînées, suivant les Reglemens &c.

XIII.

REGLEMENT POUR LA TENUE des Assemblées du Clergé, du 4. Juillet 1646. fait par l'Assemblée generale du Clergé, tenue à Paris dans le Couvent des Augustins.

I. Ceux qui auront droit d'assister & opiner aux Assemblées Provinciales, pour deputer aux generales, sont exhortez de ne point s'engager à donner leur voix à personne, & de ne faire aucune consideration sur les prieres & sollicitations qui leur seront faites sur ce sujet.

II. *Cet Article est conforme à l'Article 34. du Reglement de 1625. cy-devant.*

III. Les Deputez des Assemblées Provinciales pourront prendre un ou plusieurs Deputez d'un même Diocèse pour deputer aux Assemblées generales, pourvû qu'ils aient les qualitez requises, nonobstant le Reglemens de 1615. à la reserve neantmoins des Vicaires generaux, Metropolitains, Officiaux, Promoteurs, Procureur, Fiscal, & Secretaires, qui ne pourront être deputez avec leur Archevêque ou Evêque dans la même Assemblée.

IV. Ceux contre la nomination desquels il y aura opposition, ne pourront être presentez à l'Assemblée, ny opiner au jugement des

des procurations, qu'après qu'il aura été jugé de la validité de la leur.

Les autres Deputez qui seront sans contestation, pourront néanmoins assister au jugement des procurations contentieuses, excepté de celles de leurs Provinces, auxquelles ils ne pourront donner leur voix, & celles qui auront leur intérêt pareil.

V. *Cet article est le même que le 19. du Reglement de 1625.*

VI. Que si par des considérations très-importantes & approuvées par les saints Decrets, les Assemblées Decennales estoient requises d'assister le Roy de quelque subvention gratuite, soit par alienation, ou autrement, avant que d'en opiner, Lecture sera faite des Declarations & Reglemens faits es Assemblées de Blois, de Melun, & autres, pour servir de Regles aux deliberations qu'on aura à prendre sur ce sujet.

VII. En matiere de dons & de gratifications, il n'y aura point de Conclusion, s'il ne passe de plus des deux tiers desdites Provinces, & un tiers d'icelles étant d'avis de ne rien donner, ou de donner moins que les autres deux tiers, il passera à l'avis de ne point donner, ou de donner le moins, & la deliberation sera dressée suivant le dit avis.

VIII. Les Provinces se rencontrant de plus de deux avis, celles qui seront du moindre se reduiront à un des autres, tel

qu'elles aviseront le plus raisonnable, & seront tous lesdits avis réduits à deux seulement pour éviter les partages, &c.

IX. Aucun des Deputez ne pourra faire mettre de nouveau une proposition résoluë en deliberation, à moins que la premiere deliberation n'ait été prise par un nombre non suffisant, ou qu'il ne fut nécessaire pour l'utilité du Clergé l'Assemblée étant plus remplie, & non autrement.

X. Aux commissions qui se donneront dans les Assemblées, il y aura nombre égal de Commissaires, tant du premier que du second Ordre, & en celles où l'usage est d'en prendre un de chaque Province, la premiere qui opinera en nommera un du premier Ordre, la seconde un du second Ordre, & ainsi jusques à la quinzième Province qui aura le choix d'en nommer un de tel Ordre qu'il luy plaira.

XI. Les oppositions ou protestations qui seront faites contre les deliberations prises à la plus grande décharge du Clergé, ou pour refuser quelque charge, ou imposition, ne seront receuës, & les Secretaires desdites Assemblées ne pourront inferer lesdites oppositions, ou protestations dans leurs Procez verbaux, à peine d'estre décheus de l'entrée ausdites Assemblées suivantes, comme ceux qui les auront faites.

XII. *L'article 6. du tit. 1. l'article 14. du Reglement de 1606. sont*

AAa

conformes à celui-cy.

XIII. Celuy qui sera destiné à estre Receveur general ne pourra pour quelle cause que ce soit, estre dispensé, & déchargé de bailler bonne & suffisante caution residente dans Paris, dans trois jours après qu'il aura esté destiné Receveur general, & elle sera reçue dans l'Assemblée.

XIV. *Cet article est conforme aux articles 4. & 5. du titre 2. & au 1. du titre 1. &c.*

XV. Les Prelats qui sont à la suite de la Cour, ou assemblez par occasion à Paris, ne pourront faire aucunes Ordonnances pecuniaires, ny consentir à aucune imposition, ny mesme à aucune dépense, sur peine de radiation au Receveur general des sommes qu'il fourniroit, & aux Prelats qui les auront signées d'estre privez d'entrer aux Assemblées generales, &c.

XVI. *Cet article est conforme à l'article 6. du tit. 2.*

XIV.

Les nominations de Deputez faites en vertu des lettres de cachet, furent declarées nulles & de nul effet, & ceux qui auront esté nommez, incapables pour jamais de tous emplois dans les Assemblées Provinciales & Generales du Clergé, par l'Assemblée generale de 1650.

XV.

Ceux qui seront Deputez aux Assemblées generales se rendront auprès du Roy le 15. May, à peine d'estre privez de leur deputa-

tion, pour demander à sa Majesté le lieu de l'Assemblée generale, sans qu'elle puisse estre différée, sous quelque pretexte que ce soit.

XVI.

REGLEMENT POUR LES deputations aux Assemblées generales du Clergé, fait par l'Assemblée de 1660.

I. Les Reglemens des Assemblées de 1625. & 1635. seront executez ponctuellement en ce qui concerne les deputations aux Assemblées generales.

II. Les Deputez du second Ordre remettront entre les mains de Monsieur le Promoteur leurs Lettres d'Ordre dans un mois, &c.

III. Les Reglemens qui prescrivent les trois qualitez que doivent avoir ceux du second Ordre qui sont Deputez aux Assemblées generales, sçavoir, la Promotion aux Ordres sacrez, le Benefice payant les decimes, possédé paisiblement deux ans avant la deputation aux Assemblées, & la residence actuelle dans la Province, un an devant l'Assemblée generale, seront executez à la rigueur, & le defaut d'une desdites trois qualitez exclura le Deputé.

IV. Ceux qui auront des Abbayes, ou autres Benefices qui obligent d'estre Prêtre, & qui ne le seront pas, ne pourront estre nommez dans les Assemblées Provinciales pour assister aux Generales, comme desireront les saints Canons, & les Reglemens du Clergé.

V. Chaque Deputé apportera à l'Assemblée les lettres d'Ordre, & le titre de son Benefice, avec la certification de son Evêque Diocésain, comme il a résidé le temps porté par lesdits Reglemens.

VI. Et les anciens Agens ont été chargez de lire les Reglemens du Clergé, incontinent après l'ouverture de l'Assemblée.

XVII.

D I V E R S R E G L E M E N S touchant la maniere d'opiner dans les Assemblées generales, & des rangs, & séances.

On opinera par Provinces, & non par têtes, & sans préjudice des protestations des Seigneurs deputez de Lyon, Bourges, Reims, Sens, Narbonne, Rouen, Vienne, Arles, & autres: l'on opinera suivant l'ordre du billet ou memoire auquel sont écrit les noms de toutes les Provinces, qui sera remis entre les mains des Secretaires de l'Assemblée, toutesfois *Ordre inversé*, chacune Province chacun jour; la premiere commençant à la fin dudit memoire, & personne ne s'ingérera d'opiner qu'il ne soit appellé par les Secretaires.

L'Assemblée de Melun, du 21. Juin 1579.

XVIII.

Dans les Chambres Ecclesiastiques des Etats generaux, l'on opinera par Gouvernemens, & les plus qualifiez de chacun d'iceux colligeront, & porteront les voix, & les opinions desdits Gouvernemens à l'Assemblée; Et la disfe-

rence de cette façon d'opiner d'avec l'autre cy-dessus, vient de ce que la deputation de ceux qui doivent assister aux Etats generaux de la part du Clergé, se fait par Gouvernemens ou par Bailliages, & non par Provinces, c'est à dire par Archevêchez.

Procès verbal de la Chamb. Ecclef. des Etats de 1614. du 20. Septembre.

XIX.

Chacun des Seigneurs Prelats; & autres Deputez pourra proposer à l'Assemblée ce qu'il jugera à propos pour le bien public. *Par deliberation de l'Assemblée de 1605. du 5. Aoust.*

XX.

Sur ce qui fut proposé en l'Assemblée de 1605. que souvent on se levoit pour opiner, avant que Messieurs les Presidens l'eussent ordonné, il fut arrêté qu'avant que deliberer il seroit loisible à chacun de deduire les raisons qu'il aura à dire pour ou contre la proposition.

Ibid. le 20. Octobre.

XXI.

Les Provinces de Sens, & de Paris procederont conjointement à deputer aux Assemblées generales, & à la creation d'un Agent, ainsi qu'il a été fait avant l'erection de l'Archevêché de Paris, & que dès apresent lesdites deux Provinces se joindront, & ne porteront qu'une opinion, &c.

Delib. de l'Assemb. de 1625. du 24. Octobre.

XXII.

Le plus ancien des Seigneurs

A A a ij

Prelats, qui se trouveront à l'heure qu'il faudra commencer à travailler, présidera, & commencera à travailler aux affaires. *Ainsi délibéré par Provinces, le 10. Decembre 1625.*

XXIII.

Il fut réglé en l'Assemblée générale de 1635. que dès les huit heures du matin & deux heures de relevée, & qu'il se trouvera dans la salle le nombre de sept Provinces avec les Agens, l'on commenceroit à vacquer aux affaires qui se présenteront, lesdites séances continuant le matin jusques à onze heures, & apres dîner jusques à cinq heures.

Messieurs les Prelats prendront, & quitteront leurs habits dans le Chapitre, afin qu'il n'entre dans la salle de l'Assemblée que les Deputés, & tous lesdits Seigneurs, tant du premier que du second Ordre, ordonneront à ceux de leur suite de s'en retourner incontinent qu'ils seront entrez, pour ne revenir précisément qu'à l'heure de la sortie, & ceux qui en voudront garder un, sont priez que ce soit celui qui sera le plus modeste.

XXIV.

Le suffrage des Provinces sera prononcé par les Deputés du second Ordre, en l'absence des Evêques. *Ainsi réglé par l'Assemblée de Mante en 1641. le 14. Mars.*

XXV.

Tous les Deputés, contre lesquels il n'y aura point d'opposi-

tion, opineront pour leurs Provinces, pourveu qu'il ne s'agisse de quelques difficultez concernant leursdites Provinces. *Ainsi délibéré par l'Assemblée de 1645. du 30. May.*

XXVI.

Il ne sera délibéré d'aucunes affaires d'importance, que la séance d'après que la proposition en aura esté faite; & trois Provinces étant d'avis de différer la délibération sur les affaires qui seront proposées, il y sera déferé.

Assemb. générale de 1650. du 5. Juillet.

XXVII.

Toutes affaires importantes jugées telles par trois Provinces, & dont elles demanderont que l'on diffère à opiner, seront seulement remises au lendemain, après quoy elles ne le pourront estre davantage, que par avis des deux tiers de l'Assemblée.

Assemb. de 1655. du 7. Fevrier 1656.

XXVIII.

Les Deputés seront obligés de sortir de l'Assemblée, lors qu'elle délibérera des affaires, dans lesquelles ils auront quelque interest personnel, & à faute d'en sortir lorsque l'Assemblée leur ordonnera, ils en seront exclus.

Assemblée de 1665. 2. Septembre.

XXIX.

Il y eut différent entre Messieurs les Archevêques d'Ambrun & de Vienne pour la prestance dans la Chambre Ecclesiastique des Etats généraux tenus à Blois en 1576. & 1577. Monseigneur de Vienne disoit, qu'estant sacré E-

vêque devant Monseigneur d'Ambrun, il devoit le preceder en seance, & delibération: Monseigneur d'Ambrun soutenoit le contraire à cause qu'il estoit promu à l'Archiepiscopat plutôt que luy; l'Assemblée jugea que suivant la coutume de l'Eglise Gallicane, Monseigneur d'Ambrun comme premier en promotion à l'Archiepiscopat precederoit Monseigneur de Vienne, quoy qu'il fut sacré devant l'autre, & ainsi il fut arrêté pour l'avenir, que *prior in promotione, prior erit in sessione*, encor qu'il fut *posterior in consecratione*.

XXX.

Dans toutes les Assemblées qui se feront à l'avenir, les rangs, places, seances, & preopinions, subscriptions, & plusieurs autres actes publics des Provinces, ou des particuliers, ne porteront prejudice aux droits, & privileges d'aucuns, mais leur demeureront sauves, & n'acquerront aucun droit de propriété ou de possession.

Delib. de l'Ass. de Melun, du 22. Juin 1579.

XXXI.

Les rangs & ordre de deliberer seront sans prejudice des droits, tant des Provinces que des Evêchez, Doyens, Abbez, & autres Ecclesiastiques.

Delib. de l'Ass. de 1587. 2. Octob.

XXXII.

Quant aux rangs, & seances des Dignitez des Eglises Cathedrales, & des Abbez Commendataires, il fut ordonné par l'Assemblée de 1614. que sans prejudice des

droits, & pretentions respectives des parties, elles se rangeront, opineront, & assisteront, tant en la Procession que durant l'Assemblée, confusément & indistinctement, sans se prevaloir desdites prestances, l'un sur l'autre, sauf que chacun se rangera sous son Gouvernement, & gardera l'ordre, s'il y en a d'étably en iceux, ou en leurs procurations, & que lesdits Sieurs Reverends Abbez de Cisteaux, de Clairvaux comme Chefs d'Ordre & Titulaires, auront neanmoins la prestance.

XXXIII.

Il fut arrêté par delibération prise par Provinces que Messieurs les Prelats seroient assis à l'accoutumée suivant leurs dignitez, promotion & sacre, & que pour les autres sieurs Deputez, ils pourroient s'asseoir & se ranger par Gouvernemens & Baillages.

La quatrième Novembre 1614.

XXXIV.

REGLEMENS POUR LE Service Divin, & les autres Prières qui se font pendant la senné des Assemblées.

Aux Messes où la Compagnie assistera en Corps, le même Officiant qui donnera la Paix aux premiers de Messieurs les Prelats de chaque côté, la donnera aussi aux premiers du second Ordre de chaque côté, & quand elle sera portée à baiser, elle sera de même présentée ausdits sieurs du second Ordre, après mesdits Seigneurs les Prelats.

Delib. de l'Ass. de 1635. du premier Septembre.

Par l'Assemblée générale de 1655. il fut résolu que la Paix seroit portée tous les jours à Messieurs les Prelats, & aux Deputés du second Ordre, *suivant la deliberation du premier Mars 1656.*

XXXV.

Les petites Assemblées, ayant coûtume de commencer par quelque Priere, Monseigneur de Sens dit qu'il étoit de la dignité de cellecy que du moins l'après-dînée l'on fit quelques Prieres, puisque l'on commençoit le matin par la Celebration de la Messe : sur quoy il fut résolu que le President, qui se trouvera dans l'Assemblée, fera les Prieres du S. Esprit.

Delib. de l'Ass. de 1655. le 22. Decembre.

XXXVI.

Les Arrêts & Ordonnances qui seront faites dans les Assemblées, & receuës par les Secretaires chacun jour, seront leuës, avant toutes choses, en l'Assemblée ou seance suivante.

Assemblée de Melun, 22. Juin 1579.

XXXVII.

Aucun des Seigneurs deputez de l'Assemblée, ne pourra se retirer, ou absenter, avant que la compagnie ait ordonné un congé général, ou que l'on n'ait obtenu une permission particulière d'icelle; & ceux qui feront autrement, seront contraincts de restituer ce qu'ils auront pris du Receveur général, & ne seront receus à débattre le contraire de ce

qui sera arrêté en icelle en leur absence.

Ibid. 25. Septembre 1579.

XXXVIII.

Il ne sera permis à aucun des Deputez de l'Assemblée de partir de la Ville où elle se tiendra, que toutes les affaires ne soient entièrement vidées, ou sans Ordonnance d'icelle.

Delib. du 30. Janvier 1580.

XXXIX.

Contre les Provinces absentes, *Il fut dit dans l'Assemblée de 1585. le 2. Octobre*, que les cinq Provinces absentes, ayant par le certificat des Agens esté deüement convoquées, seroient, comme d'effect elles furent déclarées contumaces, sauf que quand elles se presenteroient avec bon pouvoir, elles seroient receuës, & sans pouvoir débattre ce qui auroit esté déjà fait & ordonné.

XL.

Sur la Question faite, sçavoir si Messieurs les Prelats, & autres qui sont choisis pour arbitres des Deputez des Provinces, qui ont des differens, pourroient demeurer Juges, au cas que les parties ne tombent pas d'accord. Il fut résolu sur l'avis des Provinces que lesdits Seigneurs, n'estant que compositeurs amiables, seront & demeureront Juges sans pouvoir estre recuzez de ce Chef, & que les parties en seront adverties.

Assemb. de 1635. du dernier May.

XLI.

Sur ce qu'il fut remontré, qu'il

seroit necessaire d'establis un ordre pour empêcher la liberté, que prennent quelquefois ceux qui sont hors de la Salle de l'Assemblée, quand on traite de leurs affaires. de rentrer sans estre appelez, il a esté conclu qu'aucun de ceux-là ne pourra rentrer sans avoir au préalable fait demander, & obtenu Audience.

Ibid. du 12. Juin 1635.

XLII.

Il a esté conclu, qu'il ne sera plus accordé aucune Audience, qu'ellen'ait esté demandée le jour precedent, sauf à ceux qui viendront de la part du Roy.

Ibid. du 7. Septembre 1635.

XLIII.

RELATION DES PRINCIPALES choses qui ont esté résolues dans l'Assemblée generale du Clergé tenue à Paris, es années 1595. & 1596. envoyée à tous les Dioceses.

DES CONCILES
PROVINCIAUX.

Les Conciles Provinciaux permis par l'Edit de Blois 1576. & par celuy de 1580. n'ayant pû être tenus à cause des derniers troubles, Sa Majesté auroit de nouveau donné permission de les convoquer. C'est pourquoy Messieurs les Archevêques & Evêques sont invitez à s'y disposer, pour rétablir l'ancienne discipline de l'Eglise, & remettre l'ordre Ecclesiastique dans sa premiere splendeur.

DE LA VACANCE AUX
Prelatures.

Un grand nombre d'Archevêchez, d'Evêchez, & Abbayes, estant sans Pasteurs, Sa Majesté a permis d'y pourvoir, & a esté repeté ce qui a esté ordonné par l'Edit de 1580. portant que les fruits écheus, & qui écherront après les six mois de la nomination, seront appliquez aux reparations des Eglises & autres œuvres pitoyables: les Chapitres, Monasteres, & autres, à qui il touche, sont exortez à tenir la main à l'exécution d'iceluy.

DES PROVISIONS ABUSIVES
de ce temps.

Cet article regarde le desordre, & le dereglement entré en l'Eglise par l'establissement des Oeconomats Spirituels pour le Gouvernement Spirituel des Benefices Consistoriaux, lesquels auroient des pouvoirs contre les loys, coûtume ou usance du Royaume, n'ême contre le droit Divin, & constitution Canonique, sur quoy Sa Majesté auroit pour l'avenir cassé & revoqué lesdits Oeconomats, & les pouvoirs donnez ausdits nommez d'administrer le Spirituel desdits Benefices, & les Chapitres des Eglises Cathedrales sont exhortez de se mettre en possession de leurs anciens droits.

DES SYMONIES, ET
Confidences.

Les crimes de Symonie, & Con-

fidence, étant devenus si communs, l'Assemblée demanda à Sa Majesté l'exécution de la Bulle de Sixte V. contre les Confidenciers : Sa Majesté remit d'y adviser plus particulièrement, cependant exhorte les Ecclesiastiques de proceder contr'eux, par les voyes de droit, &c.

DES SYNDICS DIOCESAINS.

Il y aura en chaque Diocese un Syndic, ou député créé, & nommé en l'Assemblée Synodale pour poursuivre tous injustes usurpateurs des biens d'Eglise pardevant tous Juges qu'il appartiendra, aux frais communs du Diocese, ou des Beneficiers, &c.

DES POURSUITTES DE la Ville de Paris.

Messieurs de l'Hôtel de Ville de Paris, ayant convenus Messieurs du Clergé pour des Contrats de grandes sommes qu'ils prétendent leur estre deûs par le Clergé, pardevant Messieurs du Parlement, Sa Majesté par Létres Patentes au premier May en auroit interdit la connoissance au Parlement, &c.

DES AGENS.

L'on voit dans cet article la demission que firent les Syndics & Deputez generaux du Clergé qui estoient établis à Paris, de leurs Syndicats & charges, es mains de Messigneurs les Prelats & Deputez de l'Assemblée, lesquels établi-

rent deux Agens pour estre à Paris, & à la Cour, & qui changeroient de deux ans en deux ans, avec deux mille livres de gages, &c.

Le reste regarde leurs Privileges & leurs fonctions, qui sont exprimés assez clairement ailleurs.

Le surplus de ladite relation ne parlant que des Bureaux Ecclesiastiques, des comptes du Receveur general, & des revenus particuliers, & de ce qu'il y auroit à faire dans l'Assemblée lors prochaine de 1605. il est inutile d'en faire une plus grande narration, lesdites matieres estant traitées amplement dans ce traité.

XLIV.

RELATION DE CE QUI s'est passé en l'Assemblée generale de 1625. envoyée par les Agens Generaux, à tous les Diocèses de France. Le 16. May 1626.

Nonobstant que cette Relation contienne plusieurs matieres, traitées par ordre dans la suite de cet ouvrage, néanmoins on remarque celles-cy.

I. Dans cette Assemblée les Prelats s'employèrent pour empêcher que les Curez ne fussent obligés de porter tous les ans leurs Registres de Baptêmes, Mariages, & Sepultures, aux Greffes des Sieges Royaux, auxquels ils étoient tous les jours appellez avec grande vexation.

II. La tenuë des Assemblées generales y fut réglée de cinq ans en cinq ans.

III. La creation des Bureaux particuliers pour juger en premiere instance des affaires des Decimes, avec souveraineté pour les procez qui n'excederoient vingt livres, par Lettres du Roy obtenues à Fontaine-Bleau, & à perpetuité, pendant que l'on payera des Decimes.

IV. L'Assemblée fit ses tres-humbles Prieres à nôtre S. Pere le Pape, pour la Beatification de Monseigneur de Salles, Evêque de Geneve.

V. Les Beneficiers de Bresse, Bugey, Valromey, & Gex furent soumis en la même année à l'imposition des Decimes, &c.

VI. La Chambre Ecclesiastique d'Aix ayant donné décharge de Decimes, aux Chapelles dont le revenu annuel n'excederoit soixante livres, le jugement de ladite Chambre fut cassé par Arrest du Conseil du seizième Novembre 1625. qui porte Reglement d'imposer à la taxe des Decimes les Chapelains sur le pied du departement de 1516. &c. Il y a dans cette Relation plusieurs autres matieres traitées plus au long dans la suite de ce traité.

XLV.

Monseigneur l'Archevêque de Toulouse ayant fait recit de ce qui s'estoit passé en l'Assemblée de Mante, l'affaire ayant esté mise en deliberation, l'Assemblée par l'avis commun de toutes les Provinces a approuvé la conduite des Prelats congediez à Mante,

& a remercié ledit Seigneur Archevêque de son zele, & de la fermeté avec laquelle il a soutenu l'honneur, & la dignité du Clergé. A déclaré nul, tout ce qui a esté fait dans ladite Assemblée de Mante depuis le quinzieme May 1641. comme il l'est de droit, excepté ce qui a esté accordé au Roy, qui a esté approuvé & confirmé aux termes du Contrat passé avec sa Majesté seulement.

L'Ass. generale de 1645. du 1. Juillet.

XLVI.

Monseigneur l'Evêque d'Uzés, a dit qu'il luy sembloit expedient que l'Assemblée, sans autre examen, validat les deliberations qui ont esté prises par l'Assemblée de Mante le quinzieme May, & le troisieme Juin, attendu que nos Seigneurs les Prelats congediez y estoient encore, & que hors le sujet de la contestation, ils agissoient en pleine liberté, & sur ce sujet les Provinces Assemblées ont resolu tout d'une voix que lesdites deliberations, au nombre de quatre, demeureroient validées

Ibid. 31. Juillet 1645.

CHAPITRE II.

Du pouvoir, & Jurisdiction des Assemblées generales du Clergé de France.

UNE Province qui à procez contre une autre, s'il y a contention de ressort, il sera permis aux parties de convenir des Juges d'une autre Ville plus proche: à

B B b

mieux n'ayment attendre la tenue d'une assemblée generale du Clergé, sans qu'aucuns Juges, ny Officiers Royaux quels qu'ils soient, en puissent prendre connoissance, laquelle leur est interdite.

Edits de 1580. du 10. Fevrier 1. May 1596. 9. Decembre 1606. & 2. May 1607.

I.

Les differens mus & à mouvoir au Conseil d'Etat, sur les procurations & deputations des Provinces, furent renvoyez à l'Assemblée generale du Clergé, *par Arrest dudit Conseil du 28. Juin 1625. nonobstant les Arrests des 14. & 28. May precedens.*

II.

Les Beneficiers du Diocese de Paris, ayant formé une opposition à ce qu'il ne fut scellé aucunes Lettres sous le nom du Clergé assiette & departement, pour raison des taxes, frais communs, &c. Le Roy sans s'arrester ausdits oppositions, ordonne qu'il sera passé outre à la delivrance des Lettres d'Assiettes, & aux Impositions & levées portées par icelles qui se feront sur les deliberations de l'Assemblée generale du Clergé, en la forme accoustumée, avec defense d'y donner empêchement, ou contrevenir en quelque maniere que ce soit, &c. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 12. Fevrier 1626.*

III.

Les Syndic & Deputez du Diocese du Mans, le Chapitre, & autres Communautéz Ecclesiastiques

de la même Ville, s'estant pourveu au Conseil Privé pour estre reglez sur l'ordre du Bureau, & des Assemblées Diocesaines, furent renvoyez *par Arrest du Conseil, du 25. Fevrier 1646.* à l'Assemblée generale du Clergé, avec deffenses de se pourvoir audit Conseil, ny ailleurs, pour raison de ce.

IV.

Plusieurs differents d'entre Monseigneur l'Archevêque de Tours, Syndic & Deputez, Religieux & autres Ecclesiastiques dudit Diocese, & le Chapitre de saint Martin de Tours, furent aussi renvoyez *par Arrest du Conseil, du 30. Septembre 1650.* à l'Assemblée generale. Il s'agissoit des taxes des Assemblées de Mante, & de Paris, de l'établissement d'un Bureau particulier pretendu par ledit Chapitre, &c.

V.

Le pouvoir de toute une Assemblée ne doit estre transferé à une seule personne, & quoy qu'il fut resolu par l'Assemblée de Mante, que l'affaire de la recepte generale du Clergé, & les seurtéz demandées en icelle au Receveur general, fussent remises à Monseigneur le Cardinal de Richelieu, ou à celuy qu'il ordonneroit, ce fut neanmoins sans approuver la forme desdites deliberations de transferer le pouvoir de l'Assemblée à une personne seule, ce qu'elle condamna comme prejudiciable au Clergé.

VI.

Les Assemblées generales du Clergé peuvent faire executer leurs Ordonnances, comme il se voit par la *deliberation du 19. Septembre 1645.* par le suffrage commun de toutes les Provinces.

VII. VIII.

Lesdits articles 7. & 8. sont conformes à l'article 19. du Reglement de 1625. cy-dessus.

IX.

DE QUELLE MANIERE les Assemblées doivent estre receuës lorsqu'elles vont saluer le Roy.

Lorsque Messieurs de l'Assemblée generale de 1655. virent Monseigneur le Cardinal Mazarin, en arrivant ils furent introduits dans l'anti-Chambre, où il les estoit venu recevoir, & les ayant mené dans sa Chambre, ils luy avoient representé que lorsque l'Assemblée va saluer le Roy, le Maître des Ceremonies a accoutumé de la recevoir à l'entrée de la porte du Louvre, & la conduire dans un Salle, où le Secrétaire qui a le département du Clergé, la vient prendre pour la mener dans la Chambre du Roy, la faisant passer par la Salle des Gardes, qui sont sous les Armes. Que toutes ces choses n'ayant pas esté observées lorsque le Clergé presentement assemblé rendoit au Roy ses respects, il avoit juste sujet de se plaindre, de ce que ce corps que le Roy a toujours considéré comme le premier de son

Royaume, n'a pas reçu les traitemens ordinaires.

Monseigneur le Cardinal leur dit, que le Roy ayant sceu ce manquement, s'en estoit fâché contre les Officiers qui devoient pourvoir à ces choses, & leur avoit commandé tres-expressement, de s'en acquiter exactement à l'avenir.

CHAPITRE III.

De la reception des Commissaires du Roy dans les Assemblées generales, & de l'ordre pour conferer avec Messieurs du Conseil sur les affaires du Clergé.

I.

DANS les Assemblées de cinq ans en cinq ans, le nombre des Deputez estant moindre, on envoie pour recevoir chaque Commissaire du Roy un Deputé de chaque ordre.

Dans les Assemblées de dix ans en dix ans, qui sont pour le renouvellement du Contract, le nombre des Deputez estant plus grand, on envoie aussi pour chaque Commissaire du Roy deux Deputez de chacun Ordre, lesquels vont recevoir lesdits Sieurs Commissaires à la porte de l'Eglise, qui entre dans le Cloître, où estans & recevant lesdits Sieurs Commissaires, le plus ancien Evêque prend la droite du premier Commissaire qu'il conduit & passe devant à toutes les portes, & de

même chacun des autres Prelats envers le Commissaire qu'il condui-

Et lors qu'il y a deux Prelats pour conduire chaque Commissaire du Roy, le Commissaire du Roy marche au milieu d'eux, en sorte que le plus ancien Prelat tient toujours la droite, & marche le premier aux portes, le Commissaire du Roy passant après, & puis l'autre Evêque qui l'accompagne, & ainsi des autres, lequel ordre s'observe de même au retour, jusques au lieu où ils ont esté receus.

Delib. de l'Ass. du 1. Aoust 1645. tenuë dans les Augustins, à Paris.

II.

Il fut représenté à l'Assemblée de 1655. par Monsieur le Promoteur qui avoit pris soin de voir & examiner les Procez verbaux des Assemblées precedentes, pour sçavoir comment elles en avoient usé; qu'il avoit trouvé que celles de 1625. 1635. 1645. avoient envoyé deux de chaque Ordre à chaque Commissaire, parce que le Roy avoit accoutumé de leur envoyer un Officier de sa Couronne, comme l'on pouvoit justifier par les actes des Assemblées de 1580. 1586. & 1588. que dans l'Assemblée de Melun l'on n'avoit envoyé qu'un Evêque, & un du second Ordre à un Maréchal de France, &c.

L'Assemblée resolut que le Roy seroit supplié d'envoyer dans cette Compagnie un Officier de sa Cou-

ronne, auquel cas il seroit receu par deux de Messeigneurs les Prelats, & deux de Messieurs du second Ordre, & ceux qui l'accompagneront par un de chaque Ordre, & que si ceux qui luy seront envoyez ne sont pas de cette qualité, on ne leur deputera à l'avenir qu'un du premier, & un du second Ordre.

III.

Sur ce Reglement il y eut une *Lettre de cachet de sa Majesté, du 2. Mars 1656.* portant que sa Majesté estant bien informée des raisons que l'Assemblée avoit eues de prendre la precedente deliberation, & qu'elle trouveroit bon qu'elle l'executa à l'avenir, mais qu'elle seroit bien aise que durant le cours de la presente, la reception leur fut continuée, comme dans les precedentes Assemblées.

IV.

Ce qui fut ainsi resolu par ladite Assemblée, le 6. Mars 1656. sans prejudice de l'exécution de ladite deliberation pour l'avenir.

V.

L'Assemblée generale de 1665. ayant receu lesdits Commissaires en leur envoyant deux Deputez de chaque Ordre, sa Majesté par sa Lettre du 10. Aoust, témoigna à l'Assemblée generale, qu'elle a pris cette reception comme une marque du respect qu'elle a pour sa personne, & qu'elle desire qu'on la pratique toujours de la même maniere à l'avenir, quoyque par la Lettre du 2. Mars sa

Majesté eut témoigné qu'elle trouveroit bon que pour l'avenir la deliberation de l'Assemblée fut executée, & qu'à l'avenir les Ceremonies seront réglées sur ce qui s'est pratiqué avant le decez du feu Roy de glorieuse memoire.

VI.

Sa Majesté declara à l'Assemblée de 1670. par sa Lettre de cachet du 15. Juillet, que lorsque les grandes Assemblées se tiendront, son intention est qu'on envoie deux Deputez de chaque Ordre, au devant de chacun de ses Commissaires, & que dans les petites, ils n'en envoient qu'un seulement.

VII.

DE L'ORDRE POUR CONFERER avec Messieurs du Conseil, sur les affaires du Clergé.

Les Deputez de l'Assemblée generale de Melun le 3. Octobre 1579. s'acheminèrent vers le Louvre, & étant près d'iceluy les Archevêque & Evêques prirent leurs Rochets, & Camails, accompagnez des autres Deputez, vestus en habits decents, & allerent ensemble à l'Antichambre du Conseil, ou ayant demeuré environ un quart d'heure, furent appelez & introduits en iceluy par le sieur Boulart Secrétaire de Sa Majesté.

VIII.

Le Sr Abbé Tubeuf retourné chez Monsieur le Chancelier, a rapporté que luy ayant representé, ce que la compaignie luy avoit commandé de luy dire, Monsieur le Chancelier luy avoit

repondu, qu'aujourd'hui qu'il plairoit à l'Assemblée envoyer les Deputez pour conferer avec luy, & Messieurs du Conseil en son logis, la chaire du Roy seroit au bout de la table, que les Huissiers auroient leurs chaises, & que Messieurs les Deputez tant du premier que du second Ordre seroient assis d'un côté de la table, & joignant icelle en la maniere accoutumée.

Lequel Ordre fut gardé dans la conference qui se tint ensuite chez Monsieur le Chancelier, le 11. Aoust 1645.

Ass. gener. de 1645. du 8. Aoust.

IX.

Les Commissaires pour les affaires de la Religion, s'étant rendu chez Monsieur le Chancelier, son Secrétaire avec deux Huissiers du Conseil, les vinrent recevoir dans la salle où ils étoient, & marchant devant eux les avoient conduits dans une autre salle où étoient Messieurs du Conseil, proche de la table, & du côté du feu, lesquels d'abord les avoientaluez, & ne s'estoient point couverts qu'ils n'eussent été assis, qu'après avoir pris leurs places, sçavoir Messieurs du Conseil du côté du feu, & Messieurs les Commissaires de l'autre côté de la table dans des chaires à bras, & Messieurs du second Ordre dans d'autres chaires, celle du Roy étant au bout de ladite table, commencerent à parler de la declaration de 1651. &c.

Assemblée de 1655. du 22. May 1656.

BB b iij

X.

Pour rendre utiles les Conférences qu'on avoit avec Messieurs du Conseil du Roy, il fut résolu que Messieurs les Commissaires prioient Monsieur le Chancelier d'ordonner à quelqu'un d'écrire le Resultat de chaque Conférence, & leur en donner copie.

Du 29. Juillet 1656.

XI.

La plupart de Messieurs les Commissaires s'étant rencontrés chez Monsieur le Chancelier, ils entrèrent dans la salle qui est à main droite, ou Monsieur le Chancelier les fit prier bien civilement de vouloir trouver bon que l'on attendit Monsieur de Servien, qui n'estoit pas encore arrivé; & un moment après, quoyque Monsieur de Servien n'y fut pas encore venu, les Huiſſiers à la chaise les vinrent recevoir dans la salle, & leur dirent que le Conseil estoit assis, & s'il leur plaisoit d'y aller, & s'étant mis devant ils les accompagnèrent dans ladite salle du Conseil, ou mesdits Seigneurs prirent leur place vis à vis Monsieur le Chancelier, & tous de suite du côté de la porte, autant qu'il en pût jusqu'à la muraille, la chaire du Roy étant au bout, & le reste de Messieurs du second Ordre qui ne peuvent pas tenir dans le premier rang, se mirent derrière.

Du 29. Aoust 1656.

XII.

Cet article est un récit de ce qui s'est passé jusqu'à l'Assemblée

de 1660. sur les difficultez meües pour la séance des Deputés des Assemblées generales, dans les Conférences qu'ils ont eües avec les Chanceliers, Gardes des sceaux, Ministres d'Etat, & autres du Conseil de Sa Majesté, lesquelles furent enfin réglées, conformément à l'article huitième cy-devant.

XIII.

Ce qui fut encore executé, comme il se voit par le proces verbal de l'Assemblée de 1665. dans la conférence qui fut tenuë le vingt-cinquième Novembre chez Monsieur le Chancelier. La chaire du Roy fut mise au bout de la table, deux Huiſſiers de la chaise vinrent prendre Messieurs les Deputés du Clergé, & les conduisirent dans la salle du Conseil, & Monseigneur l'Archevêque de Vienne, chef de la Commission prit sa place vis à vis Monsieur le Chancelier, ce qui fut sans contestation.

TITRE IV.

DES DEPUTEZ, ET OFFICIERS
des Assemblées generales du
Clergé.

CHAPITRE I.

Des Deputés aux Assemblées generales du Clergé, de leurs qualitez & Privilèges.

I.

AUCUN ne fera à l'avenir élu Deputé es Assemblées du Clergé qu'il ne soit *in Sacris*. Et

à ces fins la qualité desdits Deputez sera spécifiée en leurs procurations, ou en apporteront d'eux-mêmes attestation. *Ainsi délibéré par l'Assemblée de Melun du dernier Février 1580.*

II.

Les Deputez du second Ordre feront apparoir des Ordres sacrez, auxquels ils sont promus par leurs lettres ou témoignages authentiques de Messieurs les Prelats, ou autres personnes irréprochables.

Assemb. generale de 1635. du 4. Juin.

III.

Nul ne pourra estre député aux Assemblées generales, s'il n'a residé dans la Province actuellement l'espace d'un an entier avant l'Assemblée, *par Reglement de l'Assemblée de 1645. Et celle de 1650. ordonna la même chose, en confirmant ledit Reglement à la requisiion de l'Official de Chalon.*

IV.

Dans toutes les séances de l'Assemblée, tant du matin que de relevée, les Seigneurs du premier Ordre seront en Rochet & Camail, & ceux du second, avec le Bonnet. *Assemblée de 1635. du 30. May.*

V. VI. VII. VIII. IX.

PRIVILEGES DES DEPUTEZ
aux Assemblées.

Les Deputez seront tenus pour presens, jouiront de tous les fruits de leurs Benefices comme s'ils étoient en personne, même des

distributions manuelles de quelle qualité & condition qu'elles soient, tant qu'ils seront absens pour l'assistance desdites Assemblées. *Ainsi ordonné par plusieurs Assemblées, par celles de 1605. & 1606. de 1614. & 1625. & celles des années 1625. 1635. 1645. &c.*

X.

Les Deputez qui ont des Benefices dans une autre Province, que celle dont ils sont Deputez, ne laissent pas que de jouir des mêmes Privileges. *Ainsi délibéré par l'Assemblée de 1650. le 29. Mars 1651.*

XI.

Les Agens generaux, les Deputez aux Assemblées generales, les Vicaires, Officiaux, & autres commis par les Evêques pour faire les visites, & autres fonctions Ecclesiastiques, ou poursuites des affaires communes, seront tenus pour presens en leurs Eglises, & jouiront des fruits de leurs Canonicats. *Ainsi jugé par Arrest du Conseil d'Etat, du 23. Fevrier 1636.*

XII.

Et par celui du Conseil Privé du 13. Octobre 1645.

CHAPITRE II.

Des Officiers des Assemblées generales & de leurs fonctions.

I.

[A Messe du S. Esprit dite, & Lecture faite du Reglement de l'Assemblée de 1625. sera procédé

à l'Election des Presidens, & Officiers de l'Assemblée & laquelle dependra purement du choix qui en sera fait par les Provinces, sans qu'aucun se puisse attribuer la qualité de president à cause de sa dignité, ny de pouvoir aux charges & Commissions de ladite Assemblée que par l'opinion des Provinces, & qu'il sera toujours nommé esdites Commissions en nombre égal, du premier & second Ordre.

Assemb. de 1625.

II.

L'Election des Officiers doit estre differée, jusques à ce que la Messe du saint esprit ait été célébrée, pour demeurer dans le terme du Reglement.

Ibid. du 4. Juin.

III.

Monseigneur l'Archevêque de Lyon dans la Chambre Ecclesiastique des Etats de Blois en 1577. pretendit que la Presidence luy étoit dûe comme primat, que cet honneur appartenoit à son Eglise, & qu'il ne le desiroit point par ambition, mais seulement pour conserver les droits de son Archevêché. L'Assemblée après avoir deliberé meurement sur toutes choses, ordonna que ledit Seigneur pour ses grandes qualitez presideroit, mais que ce n'étoit pas pour être Archevêque de Lyon, mais seulement *Per concessionem*, & non autrement: ce qu'il accepta, & demanda acte de cela, & de ses protestations; ce qui luy fut accordé.

IV.

Il y eut aussi contestation pour la Presidence entre Monseigneur l'Archevêque de Lyon comme primat, & Monseigneur l'Archevêque de Bordeaux, comme plus ancien Archevêque: il fut dit que celui desdits Seigneurs qui obtiendrait la Presidence, l'auroit, *jure concessionis, non dignitatis*, & qu'on procederoit à leur Election sans prejudice de leurs droits: ce qui fut fait à l'Assemblée de Melun le 23. Juin 1579.

V.

Monseigneur l'Archevêque de Vienne, & celui de Bourges eurent aussi contestation pour la Presidence, le premier disant qu'il étoit le primat des primats, & le second qu'il étoit Patriarche seul en France. Monseigneur l'Archevêque de Vienne fut élu President, sans avoir égard à l'antiquité, qualité, ny prééminence, & sans prejudice d'icelle ailleurs, l'Assemblée se reservant le pouvoir d'élire qui bon luy sembleroit.

Assemblée de 1585. 2. Octobre.

VI.

En l'Assemblée de 1605. il arriva une pareille contestation entre Monseigneur l'Archevêque de Lyon, lequel outre sa qualité de primat, étoit fils d'un Chancelier, qui l'étoit encore alors, & Monseigneur l'Archevêque de Bourges à cause de sa dignité de Patriarche. Deliberation prise par Provinces, a été arresté que celui ou ceux,

ceux, auxquels la Presidence seroit defferée, l'auroient *jure concessions, & non dignitatis*, & que l'on procederoit à la nomination des Presidens, sans prejudice des droits respectivement pretendus par Messieurs les Archevêques qui sont dans ladite Assemblée.

Le 29. Juillet.

VII.

En procedant à la nomination des Presidens, on pourra nommer les Prelats qui seront absens, dont les procurations seront admises aussi bien que les presens.

Aff. de 1645. le 14. Juin.

Dans les grandes Assemblées du Clergé, on a accoutumé d'élire deux Secretaires, & deux Promoteurs, & dans les Assemblées des comptes qui sont les petites, il n'y a qu'un Secrétaire & un Promoteur, lesquels doivent estre pris du second Ordre, comme dans les grandes Assemblées, & lorsque pendant l'exercice de leur Charge ils sont promus à l'Episcopat, ils ne peuvent plus les exercer, l'Assemblée en nommant d'autres à leur place.

En l'an 1655. Monsieur l'Abbé de Marmieille ancien Agent du Clergé, & Promoteur de l'Assemblée de cette année, ayant esté nommé à l'Evêché de Conserans, & s'estant fait sacrer, quitta la Charge de Promoteur, & Monsieur l'Abbé de Bonzy, à present Car-

dinal, & Archevêque de Toulouse, fut choisi pour remplir cette place.

VIII.

Aux Assemblées generales & particulieres, les Agens generaux du Clergé ne pourront estre ny Promoteurs ny Secretaires. *Par l'Assemblée du 25. Fevrier 1606.*

cependant l'usage est au contraire.

IX.

Tous billets & memoires qui se devront faire à l'avenir dans l'Assemblée, seront mis entre les mains des Promoteurs qui les recevront, & sera à leur discretion de les proposer ou taire, que s'ils font de la difficulté de les proposer, il sera en la liberté de ceux qui les auront donnez de les proposer eux-mêmes si bon leurs semble.

Assemblée du 22. Juin 1579.

X.

Les Promoteurs ne recevront à l'avenir aucune Requête ou memoire contre l'honneur d'aucun de la Compagnie, qui ne soit signé & communiqué à Messieurs les Presidens par personnes connues.

D. D. Aff. du 12. Aoust 1605.

XI.

Les Promoteurs ne doivent proposer aucune affaire qui soit tant soit peu de consequence, sans en avoir conféré avec les Sieurs Presidens, & les Promoteurs seront pour cet effet saisis de toutes commissions, afin d'en avoir commu-

nication, pour dire leurs avis de toutes les affaires, & conclure à l'avantage, & bien general du Clergé.

Reglement de l'Ass. de 1625, art. 22.

XII.

Tous les memoires des Provinces seront remis entre les mains des Promoteurs de l'Assemblée, dont il ne sera fait aucune ouverture sans qu'ils en ayent conféré avec Nosseigneurs les Presidens; cela n'empêche pas que Messieurs les Evêques & les autres Deputez ne puissent proposer aux Assemblées ce qu'ils jugeront à propos pour le bien public, suivant l'Ordonnance de l'Assemblée de 1605.

Ass. de 1625. 20. Juin.

XIII.

Les Promoteurs ayant commencé de faire leurs propositions de bout, & découverts, ils continueront assis & couverts.

Id. 4. Juin 1625.

XIV.

C'est eux qui doivent commettre un Huissier à l'entrée & porte de l'Assemblée, qui sera sçaigneux d'ouvrir & fermer la porte lors qu'il sera besoin, & pour empêcher qu'autre qui ne soit de ladite Assemblée n'y puisse entrer, ny en approcher d'assez près pour entendre ce qui s'y traitera, lequel Huissier sera aux frais communs de l'Assemblée.

Assemblée de Melun, du 22. Juin 1579.

TITRE V.

Des Assemblées extraordinaires.

I.

Cet article est une deliberation de l'Assemblée de 1625. qui est la même chose que l'article 15. du Reglement de 1640. cy-devant, titre 3. article 13.

II.

Plusieurs Prelats s'estant rencontrez en Cour au mois de Novembre 1640. ayant formé des deliberations sur le sujet de la saisie generale, faite sur tous les Beneficiers de France en vertu des Arrests du Conseil, des 4. & 6. Octobre 1640. sous pretexte du droit d'amortissement, s'engagerent en cas qu'il plût au Roy faire convoquer une Assemblée generale d'y procurer autant qu'ils le pourroient que ladite Assemblée laissât à sa Majesté le tiers du revenu de tous les Benefices du Royaume, charges & non valeurs deduites, ou six millions de livres en trois années, ce qui fut desavoué & déclaré nul par l'Assemblée, & que lesdits Seigneurs Prelats qui se trouvoient en Cour n'ont aucun pouvoir de faire offres quelconques au Roy ou au Conseil, ny d'engager le Clergé, sous quel pretexte qui puisse arriver, &c.

Ass. de 15. Fevrier 1642.

III.

Cet article est conforme au premier,

Et ne regarde que les Prelats qui sont à la suite de la Cour, ou qui sont assembles par occasion à Paris, qui n'ont point de pouvoir de faire des ordonnances pecuniaires, &c.

IV.

Les Assemblées de Messieurs les Prelats seront toujours maintenues, & ils se pourront assembler, tant pour les affaires du premier que du second Ordre, & auparavant que de le faire, l'ancien desdits Prelats qui seront à Paris en avertira les Sieurs Agens, auxquels il communiquera si bon luy semble le sujet desdites Assemblées, & lesdits Sieurs Agens enverront par son ordre leurs billets pour la convocation desdits Prelats, &c.

Reglem. de l'Assemb. de 1650. du 8. Aoust.

V.

Les Evêques *in partibus* ne seront point appellez aux Assemblées particulieres des Evêques de France, & quand il sera necessaire de les entendre dans les Assemblées generales ou particulieres, on leur donnera place separée de celles des Evêques de France, *par deliberation de l'Assemblée de 1655. du 3. Juin 1656.* laquelle n'aura point de lieu, tant à l'égard des Coadjuteurs nommez à des Evêchez de France avec future succession, que des anciens Evêques qui se sont demis de leurs Evêchez.

VI.

Les Evêques qui se trouverent en Cour le 16. Aoust 1658. deman-

dant d'estre admis à l'audience du Roy, pour feliciter sa Majesté de sa guerison, furent refusez sous pretexte qu'ils ne faisoient pas Corps, sur quoy ils firent leurs tres-humbles remontrances à sa Majesté, esperans de sa bonté & de sa justice qu'ils seroient conservez en la possession d'une coutume qui est de droit divin, &c.

TITRE VI.

Des Agens generaux du Clergé de France, & de leurs fonctions & Privilèges.

Leur origine & établissement.

I.

Les Syndics generaux du Clergé furent creez après le Contrat de Poissy, passé entre le Roy & le Clergé, le 21. Octobre 1561. au nombre de deux seulement, pour l'exécution & enterinement de ce Contrat.

II.

Depuis lequel temps le Roy Charles IX. ayant donné son Edit du mois de Janvier 1563. pour le rachat des biens de l'Eglise vendus & alienez, en vertu d'un precedent Edit du mois de May de la même année, l'année commençoit alors à Pasques, pour l'exécution de cet Edit de rachat le nombre des Syndics generaux fut augmenté, lesquels continuerent vray semblablement leur gestion jusques à l'Assemblée generale de Melun, les années 1579. & 1580.

CCc ij

III.

Ce fut dans cette Assemblée que lesdits Syndics generaux du Clergé se demirent de leurs Charges, & leur demission fut acceptée par l'Assemblée, le 22. Septembre 1579. laquelle ordonna le même jour que deux Agens seroient establis à la suite de la Cour ou à Paris, qui auroient charge des affaires du Clergé, & regla une partie de leurs fonctions, qui sont conformes à celles contenues dans les Reglemens cy-dessus & cy-après.

IV.

Celui des Agens qui decedera dans sa Charge, la Province de laquelle il sera en pourra élire, & en envoyer un autre à sa place.

Ass. de Melun, du 23. Septembre 1579.

V.

Les Agens generaux du Clergé seront entretenus en pareil nombre, gages, qualitez requises, & autorité portée par le Reglement de l'Assemblée de Melun, & l'on priera Monseigneur le Chancelier de leur continuer l'entrée au Conseil Privé, & la communication des pieces des Procez commencez audit Conseil par les Ecclesiastiques.

Ass. de 1585. & 1586. 25. Janvier 1586.

VI.

Lesdits Agens qui auront fait leurs Charges, & fini le temps d'icelles sont obligez d'en rendre compte aux Assemblées generales du Clergé.

Assemblée de 1625, du 24. May. & deliberation du 7. Novembre 1635.

VII.

Les Agences seront proportionnées aux temps des Assemblées, & les Sieurs Agens exerceront pendant cinq ans, au lieu qu'au paravant leur Charge ne duroit que deux ans & demy. Ainsi réglé par l'Assemblée de 1625. du 23. Decembre.

VIII.

S'il arrive contestation entre les Agens nommez d'une Province, celui qui décherra en son droit, pour quelque cause que ce soit, ne pourra pretendre en l'Assemblée generale entrée, seance, ny voix deliberative, en qualité d'ancien Agent, Deputé ou autrement, au cas qu'il ne soit particulièrement nommé pour un des Deputez de la Province du nombre porté par les Reglemens.

Assemb. de 1635. du 15. Juin.

IX.

On peut voir l'article 34. du Reglement de 1625. au titre 2. & le chap. 1. du livre 4. de cette 5. Partie, touchant les qualitez desdits Agens.

X.

Lesdits Agens seront chargez des papiers qui sont dans les Archives du Clergé, par deliberation de l'Assemblée de 1635. du 30. Juin, qui est conforme à l'article 41. du Reglement de 1625. rapporté au titre 1. article 8.

XI.

Ladite Assemblée de 1635. fit un Reglement pour l'Agence des Provinces de Sens, & de Paris pour empêcher que le Clergé ne

se trouva chargé d'un troisième Agent, *il est du 27. Mars 1636.*

XII.

Les nouveaux Agens qui auront esté nommez, seront tenus de se presenter dès le 25. Mars devant Messieurs les Deputez qui se trouveront à la Cour, pour estre presentez au Roy, & estre mis en possession de leurs Charges. *Ainsi delibéré par l'Assemblée de 1655. le 22. Aoust 1656.*

XIII.

Il est défendu aux Agens de se charger, ny envoyer aucune lettre du Roy, ny autres ordres pour retarder les Assemblées generales. *Ibid.*

XIV.

Il y eut Reglement entre les anciens & nouveaux Agens de 1657. par lequel il fut ordonné que les Agens qui estoient pour lois ne pourroient exercer leurs fonctions que jusques au 25. May 1660. quoy qu'ils ne fussent entrez en exercice que le 25. Octobre 1655. au lieu qu'ils devoient commencer au 25. May de ladite année 1655. & que tous ceux qui leur succederont, entreront en exercice le jour porté par les Reglemens & par leurs procurations, sans que les uns & les autres puissent aller audelà dudit temps, pour quelle cause que ce soit, à peine de nullité de tout ce qu'ils pourroient faire, &c.

Le 8. May 1657.

XV.

Lors que les Provinces sont en

tour de nommer les Agens, elles n'ont aucun pouvoir de leur accorder voix deliberative dans les Assemblées generales, conjointement avec les Deputez desdites Provinces, & les Agens generaux du Clergé, ne pourront désormais avoir voix deliberative dans les Assemblées, qu'elle ne leur soit accordée par deliberation des Provinces.

Assemb. de 1665. du 17. Juin.

XVI.

Plusieurs affaires estant rapportées au Conseil du Roy, où il y va de l'intérêt du Clergé, il fut représenté à la même Assemblée qu'il seroit de la dernière importance que l'un de Messieurs les nouveaux Agens s'y trouve; & Monseigneur de Secz fut prié de représenter lesdits Sieurs Agens, ou l'un d'eux à Monseigneur le Chancelier, afin qu'ils fussent receus & connus dans le Conseil du Roy.

Ibidem.

XVII.

Les Agens generaux ayant un Procez contre le Pricur de saint Denis de la Chartre, ancien Agent pour la reddition du compte de son administration, & de la garde des titres & papiers du Clergé, ils furent renvoyez à l'Assemblée generale qui se tenoit alors à Paris. *Par Arrest du Conseil d'Etat du 12. Juillet 1646.*

XVIII.

Ils ne peuvent estre poursuivis, ny executez en leurs biens, pour le general du Clergé. *Ainsi jugé*

C C c iij

par Arrest du Conseil Privé, du 17. Octobre 1616.

XIX.

Défenses d'exécuter aucunes contraintes pour les affaires du Clergé contre les Agens généraux ny contre le Receveur dudit Clergé. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 2. Avril 1666.*

XX.

Les Agens généraux furent dechargez des poursuites contr'eux faites au Parlement de Paris, par les Receveurs & Contrôlleurs des Decimes, pour leur pretendu droit de recepte & contrôle de treize cens mille livres accordées au Roy par l'Assemblée de Fontenay. *Par Arrest du Conseil Privé, du 19. Janvier 1629.*

XXI.

Ils furent encore dechargez de l'assignation à eux donnée pardevant le Senéchal de Nantes, à la Requête du Sieur de Castille, cy-devant Receveur general du Clergé, pour le rétablissement d'une somme de seize mil livres, due par un Receveur Provincial des Decimes en Bretagne, laquelle avoit esté couchée en reprise, & depuis rayée par l'Assemblée du Clergé. *Par Arrest du Conseil Privé, du 17. Mars 1633.* qui deffend audit Juge d'en connoître, sauf audit Sieur de Castille à se pourvoir en la prochaine Assemblée.

XXII.

Et par celuy du 18. Decembre 1633. rendu en execution du precedent, il est porté que ledit Sieur de Castille se pourvoira en la prochaine

Assemblée du Clergé.

XXIII.

Lesdits Agens généraux furent encore dechargez de l'assignation à eux donnée au Parlement de Paris, à la Requête des Receveurs, & autres Officiers des Decimes, en recours de garantie de la soustraction de quelque partie de leurs gages consentie par l'Assemblée de 1635. *Arrest du Conseil d'Etat, du 29. Janvier 1637.*

XXIV.

PRIVILEGES DES AGENS
généraux du Clergé.

Ils sont tenus & reputz pour presens pendant leur Agence, en leurs Prebendes & Benefices; tant pour les gros fruits que pour toutes distributions manuelles & ordinaires, tant au Chœur de l'Eglise que dehors, quand ils sont Chanoines, &c. *Ainsi réglé par l'Assemblée generale de Melun, du 25. Fevrier 1580. & par celles de 1606. & 1635. & suivantes, & par les Arrests du Conseil d'Etat, du 23. Fevrier 1636. & du 15. Novembre 1670. & plusieurs autres.*

XXV.

Ils ont encore le Privilege du *Commisimus* au grand sceau pour toutes leurs causes, pendant le temps de leur Agence, ce qu'il leur a esté confirmé par la nouvelle Ordonnance du mois d'Aoust 1667. au tit. 4. des *Commisimus*; & gardes gardiennes, article 13. bien qu'elle ait revoqué une grande partie des *Commisimus*.

Fin de la cinquième Partie.

SIXIÈME PARTIE.

*Des Decimes & Subventions, accordées aux Rois
par le Clergé de France.*

MEMOIRES HISTORIQUES.

I. LE premier département des Decimes est de l'année 1516. il contient la taxe de chaque Benefice en particulier, & fut fait ensuite de la Bulle du Pape Leon X. du 16. May 1516. accordée au Roy François I. au sujet de la Guerre que l'on devoit faire au Turc, qui menaçoit alors la Chrétienté, ladite Bulle ne permettant d'imposer cette Decime que pour un an seulement, & à condition d'employer cet argent aux frais de cette Guerre, & non autrement.

II. L'Assemblée generale de 1606. ayant fait tirer des copies dudit département, & des comptes faits en execution d'iceluy, qui estoient en la Chambre des Comptes de Paris, les fit mettre dans les Archives du Clergé, où l'on a recours pour sçavoir à quelle somme chaque Benefice fut taxé dans cette premiere imposition.

III. Cette premiere Decime n'estant que pour un an, n'a pas laissé d'estre continuée & levée selon le besoin & la nécessité des affaires du Roy, qui de fois à autres en a requis le Clergé, lequel a consenty comme à une espece de don charitatif, dont pourtant

il ne se trouve aucun Contrat passé entre le Roy & le Clergé avant celuy de Poissy de l'an 1561. avant lequel on ne sçait point de quelle maniere les choses se sont passées dans le Clergé, depuis l'an 1516.

IV. Par ce contrat de Poissy du mois d'Octobre 1561. le Clergé s'obligea entre autres choses, de payer au Roy pendant six ans, la somme de seize cent mille livres par an, à commencer au premier Janvier 1561. jusques au dernier Decembre 1567. y compris la composition des Rhodiens de 37857. par an.

V. Il s'obligea encore de remettre après les six années expirées le Roy en possession & jouissance de tous ses Domaines, Aydes, & Gabelles qui avoient esté alienez à l'Hôtel de Ville de Paris, pour deniers fournis à sa Majesté à constitution de rente par des habitants de Paris & autres, montans en sort principal à sept millions, cinq cent soixante mille cinquante six livres, treize sols huit deniers, & cependant de payer annuellement aux quatre quartiers de chaque année audit Hôtel de Ville les rentes constituées sur lesdits Domaines, Aydes, & Gabel-

les, en attendant le rachapt du principal que le Clergé promit aussi de faire dans dix ans prochains & consécutifs, qui commenceroient au premier Janvier 1567. & finiroient au dernier Decembre 1577.

VI. Le Roy en 1562. vendit cent mil livres de rente au Provost des Marchands & Echevins de la Ville de Paris, à prendre sur les seize cent mille livres à luy accordées pour six ans seulement, par le Contrat de Poissy, & ainsi realisa & fit une rente perpétuelle de cette somme à l'Hôtel de Ville, sur une imposition qui ne devoit durer que six ans, & c'est le premier Contrat de Constitution prétendue faite à l'Hôtel de Ville sur le Clergé sans le consentement d'iceluy.

VII. Depuis ledit Contrat de Poissy jusques en l'an 1567. sa Majesté en vendit jusques à la somme de 494000 livres de rente, sur la même imposition de seize cent mil livres.

VIII. Les Syndics & Deputez generaux du Clergé en 1566. & 1567. vendirent aussi & constituerent audit Hôtel de Ville cinquante mille livres de rente d'un côté, & vingt mil livres d'autre, à prendre sur lesdites seize cent mil livres, & ce moyennant la somme de huit cent quarante mil livres de principal, qui devoit estre employée au rachapt du temporel de l'Eglise aliené pour subvention en 1563.

IX. Les six années du Contrat de Poissy estant sur le point d'expirer, au bout desquelles l'imposition de seize cent mil livres devoit cesser, le Roy ordonna qu'elle seroit continuée encore pour six ans.

X. Le Clergé s'en plaignoit, & cela donna lieu à l'Assemblée de 1567. qui obtint la revocation de ce qui avoit esté ordonné par le Roy, à condition que le Clergé s'obligeroit conformément au Contrat de Poissy, de payer les sommes contenuës cy-devant aux articles 4. & 5. & que sa Majesté déchargeroit le Clergé de toutes autres rentes & alienations par elle faites à la Ville de Paris, mesme de celles contenuës au 7. article cy-dessus, dont elle avoit assigné le payement sur les Aydes & Gabelles au choix des Prevost des Marchands, & Echevins de ladite Ville.

XI. Les Syndics & Deputez generaux du Clergé comme Procureurs de ladite Assemblée de 1567. passerent Contrat le 22. Novembre de ladite année, aux charges & conditions cy-dessus, avec lesdits Prevost des Marchands, & Echevins, & rendirent le Clergé debiteur vers eux à l'Hôtel de Ville, au lieu du Roy, de ladite somme de six cent trente mil livres de rente, & du principal.

XII. Lesdits Prevost des Marchands, & Echevins se dessians de la validité de ce Contrat, estant passé par des personnes qu'on pretendoit

pretendoit n'avoir pas tous les pouvoirs nécessaires, obtinrent des Lettres au mois de Decembre 1567. verifiées au Parlement, par lesquelles Sa Majesté s'obligea vers eux aux mêmes clauses, & conditions dudit Contrat.

XIII. Pour l'exécution duquel Contrat, l'Assemblée de 1567. imposa sur tout le Clergé de France treize cens mil livres par chacun an pour estre levées pendant dix ans seulement, qui devoient finir en 1577.

XIV. Cette somme de treize cens mille livres ayant esté levée exactement, pendant les dix années, & mise entre les mains du Receveur de l'Hôtel de Ville de Paris, pour satisfaire à toutes les clauses du Contrat, estant presque suffisante pour cela, il semble que le Clergé devoit demeurer quitte & dechargé de tout le contenu audit Contrat.

XV. Mais le Roy avec quelques Prelats, en assez petit nombre, & lesdits Syndics generaux ayant depuis ce Contrat de 1567. créé constitué de nouvelles rentes à l'Hôtel de Ville de Paris sur le Clergé, sous divers pretextes, ceux de l'Hôtel de Ville recevant tous les ans ladite somme de treize cens mil livres par les mains de leur Receveur au lieu de l'employer suivant sa destination, & suivant le Contrat de 1567. ils se contenterent d'en payer le courant des premieres rentes constituées, & du surplus qui devoit

servir pour en rachepter, & amortir le sort principal comme il étoit stipulé, ils en payerent les nouvelles rentes.

XVI. Tellement qu'à la fin des dix années, c'est à dire en 1577. le Clergé bien loin de se trouver quitte & déchargé des rentes pour le paiement desquelles, & pour le rachat du sort principal d'icelles il avoit consenty l'imposition cy-dessus exprimée, on prétendit qu'il estoit toujours débiteur des anciennes rentes, & encore des nouvelles constituées depuis le Contrat de 1567. dont on luy demanda des grands arrerages, l'Hôtel de Ville pretendait que le courant des unes & des autres n'avoit pû estre acquité par chacun an sur ladite somme de treize cens mil livres.

XVII. Tout le mal est venu de ce que les deniers levez sur le Clergé furent mis entre les mains du Receveur de l'Hôtel de Ville; ensuite dequoy, les Prevôt des Marchands, & Echevins, s'en rendirent les maitres, & firent l'impudation, comme bon leur sembla, au préjudice du Clergé.

XVIII. Le Clergé étant Assemblé à Melun en 1579. toutes ces difficultez furent pleinement & longuement discutées, & l'Assemblée ne voulut jamais reconnoître que le Clergé fut obligé d'aucune somme vers l'Hôtel de Ville de Paris, sur ce que le Clergé avoit satisfait à tout par ses Contrats, qui avoient esté exécutez de sa

part. Desirant d'ailleurs secourir le Roy dans la necessité de ses affaires, elle fit un Contrat avec sa Majesté au mois de Fevrier 1580. & luy accorda la somme de treize cens mille livres par chacun an, & pendant six ans seulement, sous les clauses portées par iceluy, & en fit un département qui contient la taxe de chaque Diocèse.

XIX. En 1586. 1596. & 1606. le Clergé assemblé passa avec le Roy de pareils Contrats, & fit aussi le département sur les Diocèses des sommes qu'il avoit accordées à sa Majesté.

XX. Lesdits Contrats n'étant que pour dix ans, le Clergé s'est toujours depuis assemblé à la fin des dix années de chaque Contrat, pour le renouveler s'il y échoit. Et c'est ce que l'on appelle les grandes Assemblées, où les Assemblées pour le renouvellement du Contrat.

XXI. Les Assemblées du Clergé de 1621. 1625. 1628. 1635. & 1645. accorderent à sa Majesté quelques impositions perpetuelles & ordinaires sur le Clergé pour faire en partie le fond des gages & taxations des Offices des Decimes dont le Clergé avoit consenty la creation, & firent aussi le département de ces sommes sur chaque Diocèse, sur l'ancien pied des Decimes de 1516. &c.

XXII. L'Assemblée de Mante en 1645. fut obligée d'accorder au Roy de grandes sommes pour libérer le Clergé du droit d'amor-

tissement pretendu par sa Majesté, & voyant que les impositions ordinaires & perpetuelles sur le Clergé luy étoient d'un grand prejudice, jugea qu'il valloit mieux ne rien accorder au Roy de la sorte, mais luy donner une somme certaine à lever en deux ou trois ans sur les benefices, chargeant par ce moyen le beneficier, & non le benefice.

XXIII. Elle accorda ainsi à sa Majesté entre autres choses, quatre millions cinq cens mille livres sur les Beneficiers payans Decimes, payables en trois ans par égale portion, & enfin un département general sur tous les Beneficiers du Royaume, sur le revenu actuel & présent de chaque benefice, selon la connoissance qu'elle en peut avoir, & envoya à chaque Diocèse le département quelle avoit fait.

XXIV. L'Assemblée de 1645. accorda au Roy par une subvention extraordinaire, appelée *Dons gratuits*, trois millions de livres, & les autres Assemblées qui ont suivi, ayant pareillement accordé au Roy des subventions ou dons gratuits, les impositions en ont esté faites sur les Diocèses sur le pied de l'imposition de Mante, & suivant le département fait en 1645. de sorte qu'ayant servy de regle dans toutes les Assemblées qui ont tenuës depuis, il a esté nommé par les deliberations qui l'ont autorisé, le *pied de Mante rectifié en 1645.*

TITRE I.

Des Decimes ordinaires, & de ceux à qui la juridiction & connoissance en appartient.

CHAPITRE I.

De l'imposition, departemens & levée des Decimes ordinaires.

ORDRE DES GENERALITEZ, & des Dioceses, selon lequel se levent les Decimes sur le Clergé de France.

I.

1. GENERALITE' DE PARIS, Dioceses de Sens, Paris, Meaux, Senlis, Soissons, Beauvais, Chartres.
2. GENERAL. DE CHAMPAGNE, Dioceses de Reims, Troyes, Chaalons, Langres, Laon.
3. GENERALITE' DE PICARDIE, Amiens, Noyon, Boulongne.
4. GENERALITE' DE ROVEN, Roüen, Evreux, Lyieux, Sées.
5. GENERALITE' DE CAEN, Bayeux, Constances, Avranches.
6. GENERALITE' DE TOURS, Tours, le Chapitre de saint Martin de Tours, le Mans, Angers.
7. GENERAL. DE BRETAGNE, Nantes, Vannes, Saint Malo, Cornouailles, Rennes, Treguier, Leon, Dol, Saint Brieuc.
8. GENERALITE' DE BOURGES, Bourges, Nevers, Orleans.
9. GENERALITE' DE POITIERS, Poitiers, Maillefais, Angoulême, Xaintes, Luçon.
10. GENERALITE' DE RION,

Clermont, Tulles, Limoges, saint Flour.

11. GENERALITE' DE DIJON, Autun, Chalon, Mafcon, Auxerre.

12. GENERALITE' DE LYON, Lyon, Mende, Viviers, le Puy.

13. GENERAL. DE TOULOUSE, Toulouse, Carcassonne, Alby, Castres, Mirepoix, Saint Papoul, Aleth, Lavaur, Rieux, Montauban, Cahors, Rhodéz, Pasmiers, Vabres.

14. GENER. DE MONTPELLIER, Montpellier, Nîmes, Narbonne, Beziers, Agde, Uzés, Lodève, Saint Pons.

15. GENERAL. DE BORDEAUX, Bordeaux, Bazas, Acqs, Bayonne, Tarbes, Agen, Perigueux, Sarlat, Aire, Lectoure, Lescar, Condom, Auch, Commenge, Conserans, Lombez.

16. GENERAL. DE PROVENCE, Aix, Digne, Grasse, Glandeve, Senez, Vence, Apr, Riez, Frejus, Sisteron, Arles, Marseille, Avignon, Carpentras, Toulon.

17. GENERAL. DE GRENOBLE, Vienne, Grenoble, Ambrun, Valence, Die, Gap, Saint Paul, les Beneficiers de la Prevosté de Houx, les quatre Cures de la Chastellenie de Chateau Dauphin, Benefices au Diocese de Vezon, autres Benefices au Diocese de Bellay.

II.

REGLEMENT FAIT PAR
les Syndics & Deputez generaux
Ddd ij

du Clergé de France, le 17. Février 1576. sur les abus qui se commettoient à la levée des Decimes par les Receveurs & Sergens.

I. Ce Reglement porte que les Receveurs particuliers declareront par les quittances qu'ils bailleront aux Beneficiers, la qualité, le nombre, valeur, & prix des especes qu'ils recevront.

II. Qu'ils tiendront bon & fidelle registre des sommes qu'ils recevront, auquel sera marqué le jour de la recepte, les especes, leur valeur, dont ils dresseront des extraicts, & bordereaux signez de leurs mains.

III. Donneront lesdits Bordereaux au Receveur general du Clergé, ou à ses Commis, en fournissant les deniers des Decimes qu'ils sont obligez de leur envoyer le plutôt qu'ils pourront.

IV. Deffenses aux Receveurs particuliers d'exiger aucune chose pour le droit de quittance, ny pour aucune chose que ce soit, à la reserve de ce qui leur a esté ordonné par leur établissement.

V. Ny pareillement pour les premieres significacions faites aux Beneficiers des commissions, taxes & departement qui seront envoyez pour la levée des deniers extraordinaires sur le Clergé, aux peines portées par les Ordonnances de sa Majesté.

VI. Se pourront faire payer des frais des secondes, & autres significacions qu'ils seront obligez

de faire sur le refus des Beneficiers, de payer leurs cottes & taxes.

VII. Les Huissiers & Sergens feront des Procez Verbaux de leurs exploits, & les delivreront au Receveur general, ou à ses Commis.

VIII. Mettront au pied de leursdits exploits le salaire qu'ils auront pris des Beneficiers, ou Fermiers, & ne pourront excéder la taxe portée par les Ordonnances de sa Majesté, ou par les Arrests de la Cour, même au cas qu'ils fassent plusieurs exploits du même jour.

III.

Ce Reglement fut confirmé par les Lettres du Roy Henry III. du dix-huitième Avril 1576.

IV.

Il y en eut encore un autre du 13. Avril 1576. Pour accélérer le payement des Decimes, & decharger le Clergé des grands frais procedans du retardement dudit payement, qui fut aussi confirmé par Lettres Patentes du même Roy du 19. Avril suivant. Et comme tous les chefs y contenus ont esté mis dans les Reglemens suivans, il seroit inutile de les rappeler.

V.

Le Clergé se trouvant ensuite vexé par la nouvelle erection des Sergens Collecteurs des Decimes, dont provenoit le retardement des payemens d'icelles, sa Majesté par son Edit, de 1582. art. 6. ordonna que dans les lieux où

s n'étoient encore établis, il n'y en auroit point d'établis à l'avenir, & que dans les lieux où il y avoit esté pourveu, ils seroient supprimés avant vacation par mort, revoquant toutes les provisions qui pourroient estre faites dans la suite.

VI.

Le Roy Henry III. fit encore un autre Reglement le 5. Decembre 1582. pour les Receveurs des Decimes, pour leurs Commis, Huissiers & Sergens, pour faciliter la levée & paiement des Decimes, & pour soulager les Benefices, dont les Chefs sont compris dans les Reglemens suivans.

VII.

Reglement general contenu dans l'Edit du Roy Henry IV. du 20. Janvier 1599. sur la levée & paiement des Decimes.

Ce Reglement contient 39. articles: le premier porte.

I. Que les Decimes ordinaires se leveront sur les Ecclesiastiques par les Dioceses, suivant les Commissions & Mandemens ordonnez en l'Assemblée generale du Clergé, & que les Receveurs particuliers des Decimes continueront leur recepte pendant le temps du Contrat, &c.

II. Que toutes les levées de deniers, tant ordinaires qu'extraordinaires, se feront esdits Dioceses sur le pied de la Decime de 1516. sans prejudice toutesfois des Jugemens, & Arrests contradictoires.

III. Que les Fermiers des Receveurs Ecclesiastiques pourront être contraints au paiement des Decimes comme pour deniers Royaux.

IV. Que au cas que les Beneficiers pour éviter le paiement des Decimes, fassent des Baux à ferme de leurs Benefices à vil prix, ou à personnes inconnues, les Receveurs particuliers pourront faire proceder à nouveau Bail, au plus offrant & dernier enchereur, &c.

V. Les Oeconomés des Archevêchez, Evêchez, Abbayes & autres Benefices elecifs, pourront estre contraints par emprisonnement de leurs personnes, au paiement des Decimes, nonobstant les frais par eux faits, en l'exercice de leur Oeconomat.

VI. Les Cures des Villes qui ne payeront pas les Decimes, n'ayant point de temporel de revenu, seront exercées par des Vicaires, qui seront établis Commissaires, & qui jouiront d'icelles jusques à ce qu'ils aient des deniers suffisans pour payer lesdites Decimes, & les frais de saisie.

VII. Les Receveurs particuliers pourront arrêter le gros den au Beneficier qui n'a autre revenu, pour lesdites Decimes.

VIII. Toutes saisies, & executions faites pour les payemens desdites Decimes, seront privilegiées & preferez à toutes autres dettes, & charges quelconques, excepté celles qui concernent le service divin.

ciale sans retardement, à peine d'y estre contrainsts, & d'estre suspendus pour trois ans de l'exercice de leur Charge, & de privation s'il y échoit,

XIX. Donneront tous les six mois aux Archevêques ou Evêques, &c. un état de leur recepte, contenant au vray & en détail ce qu'ils auront receu, & ce qui leur restera dû, à peine d'y estre contrainsts par corps.

XX. Lequel état sera versifié huit jours après qu'il aura esté présenté, & envoyé aux Agens generaux du Clergé, &c.

XXI. Les Sergens procedans à la saisie des fruits des Benefices, s'enquerront si les fruits des Benefices sont affermez, auquel cas les Fermiers donneront copie de leurs baux aux Huissiers & Sergens, à peine d'y être contrainsts, même par corps, & seront lesdits Fermiers établis Commissaires, &c. en suite de quoy procederont à la vente à la maniere accoutumée, &c.

XXII. S'il ne se trouve personne pour encherir les fruits, ou s'ils sont estimez à si vil prix que les Decimes & frais des Huissiers ne puissent être payez, les Commissaires les recevront par le menu, & les Beneficiers refusans de payer, & les precedens Fermiers & Receveurs desd. fruits, seront contrainsts, par toutes voyes, même par corps de bailler par declaration les droits, & revenus des Benefices, pour être levée par lesdits Commissaires.

XXIII. Lesquels Commissaires compteront pardevant ceux qu'il appartiendra, à la diligence des Receveurs particuliers, & sans retardement.

XXIV. Et le reliqua des comptes sera mis es mains des Receveurs particuliers, jusques à la concurrence des sommes pour lesquelles les saisies auront esté faites, &c.

XXV. *Cet article touchant le salaire des Huissiers, & leurs procez verbaux, est conforme aux septième & huitième articles du Reglement de 1576. cy-dessus.*

XXVI. Les receveurs particuliers doivent prendre les quittances desdits Huissiers ou Sergens qui ont exploité à leur Requête, & reçu les Decimes desdits Beneficiers ou leurs Fermiers, & en tenir compte ausdits Beneficiers.

XXVII. Lesdits Receveurs six mois après l'année expirée, rendront compte pardevant les Prelats, ou leurs Vicaires, Syndics, ou Deputez des Diocèses, & ne pourront y être contrainsts par corps.

XXVIII. *Cet article est conforme, aux articles 4. & 5. du Reglement de 1576. cy-dessus.*

XXIX. Défenses aux Receveurs particuliers après avoir esté payez des 18. deniers par livre, jusques à la concurrence de quatre Decimes pour les subventions ordinaires, de rien prendre au delà des six deniers pour livre, des levées extraordinaires.

XXX. Les Receveurs generaux

Provinciaux, bailleront quittance distinctement aux Receveurs particuliers des Dioceses, de ce qu'ils recevront de chacune nature de deniers, conformément à l'ordre & Reglement cy-dessus; enverront de six mois en six mois au plus tard, aux Agens generaux, & au Receveur general du Clergé un estat des Receptes comme il a été dit cy-devant. Et lesdits Receveurs Provinciaux seront contraints à l'entier payement des dettes des Dioceses de leur generalité, sauf leurs recours contre lesdits Receveurs particuliers.

XXXI. Lesdits Receveurs generaux Provinciaux, pourront envoyer par les Dioceses de leurs generalitez, faire les executions contre les Receveurs particuliers qui seront en reste de payer les Decimes, trois mois après chaque terme expiré.

XXXII. Défenses ausdits Receveurs Provinciaux & leur Commis de séjourner plus de huit jours en chacun Diocèse, pour faire les premieres contraintes contre lesdits Receveurs, ou leurs cautions &c.

XXXIII. Les Receveurs des generalitez de Toulouſe, Montpellier, Bordeaux, Aix, & Grenoble font obligé d'envoyer les deniers de leurs Receptes à la Recepte generale du Clergé deux mois après qu'ils les auront reçus. Ceux des generalitez de Lyon, Rion, Poitiers, & Bretagne, dans six semaines, & les autres generali-

tez dans le mois, à peine lesdits délais expirez de payer l'interest desdites sommes à raison du denier douze, & d'amende arbitraire.

XXXIV. Lesdits Receveurs generaux, Provinciaux, & particuliers des Dioceses, & leurs Commis seront de la Religion Catholique, Apostolique, & Romaine, sans que ceux de la Religion pretendue reformée en puissent estre aucunement pourvus.

XXXV. Les Juges Commis & Deputez es Bureaux, auront la connoissance des deniers des Decimes, payemens d'icelles, circonstances & dependances, sans reserve. Comme encore celle de toutes levées de deniers qui se feront sur les Ecclesiastiques, ne pourront prendre gages, ny appointment sur les Dioceses, ny faire aucune levée de deniers pour raison de ce. Et pourront faire appeller quelques Conseillers de Cour Souveraine, ou de Sieges Presidiaux pour assister au jugement definitif des causes pendentes pardevant eux.

XXXVI. Les saisies faites sur le revenu des Ecclesiastiques fautes de payer les Decimes sont si privilegiées, qu'aucune main levée ne se fera dudit revenu esdits Bureaux & Chambres Ecclesiastiques qu'en consignat ou baillant caution de satisfaire aux clauses desdites saisies.

XXXVII. Le Roy enjoint à tous ses Officiers que si leur appert, qu'aucun de ses sujets de quelle qualité qu'ils soient, jouissent & prennent

prenent les fruits d'aucuns Benefices, ou qu'ils les aient fait prendre sous quelque pretexte que ce soit, de permettre au Receveur des Decimes du Diocese, de contraindre lesdites personnes au paiement desdites Decimes, par toutes voyes, même par corps, &c.

XXXVIII. Les usurpateurs des Benefices, & biens en dependans, seront contraincts au paiement desdites Decimes, par le Receveur particulier du Diocese, & seront poursuivis à la Requête des Procureurs generaux de sa Majesté & à la diligence des Syndics des Dioceses, pour estre procedé extraordinairement contre eux, &c.

XXXIX. Lesdits Procureurs generaux de sa Majesté ou leurs substituts, comme aussi ledit Syndic poursuivront lesdits usurpateurs, & continueront leurs poursuites, sans qu'ils puissent accorder, composer, ny transiger dudit delict, à peine de tous dépens, dommages & interets à son propre & privé nom. Laquelle poursuite desdits Syndics se fera aux dépens du Diocese, & les dépens & amendes ausquels seront condamnez lesdis violens usurpateurs, tourneront au profit dudit Diocese, &c.

Cet Edit fut verifié au Parlemens le huitième Mars 1599. sans approbation de la qualifié d'Oeconomie mentionnée.

VIII.

Les rescriptions delivrées par le sieur de Castille Receveur general du Clergé sur les deniers des De-

cimes es années 1593. 1594. & restes des années precedentes, furent réglées par Arrest du Conseil d'Etat du 27. Octobre 1599.

Et Par l'Edit de 1606. articles 25. & 26. Il est porté que les exemptions & privileges accordez aux Ecclesiastiques en consideration du paiement des Decimes estant generaux pour tous les Ecclesiastiques, sans en excepter aucun, tous les Benefices de quelle qualité qu'ils soient seront imposez aux Decimes, quoy qu'ils ne se trouvent compris es rôles de l'an 1516.

L'Imposition de 94. mil livres qui est levée tous les ans, sur les Beneficiers du Royaume outre & par-dessus les 12. cens six mil livres que le Clergé a accoustumé d'accorder tous les ans au Roy, pour s'acquiter de pareille somme de rente envers les maisons de Villes de Paris & Toulouse, sera retranchée, & ôtée du departement general à l'advenir. Et les sommes qui seront levées pour les pensions des Ministres convertis, demeureront en chaque Province pour y estre employées par les Ordonnances des Assemblées Provinciales.

IX. X.

Les Chapelains du Diocese d'Arles dont les Chapellenies n'excedent soixante livres de revenu payeront les Decimes, suivant le Reglement de l'année 1516. *Ainsi jugé par Arrest contradictoire du Conseil privé du 16. Decembre 1625. Nonobstant que la Chambre Ecclesiasti-*

E e e

que d'Aix est jugé au contraire le 14. Mars 1624.

XI.

Défenses aux Commissaires des saisies reelles, de s'ingerer au fait des saisies qui seront faites à la Requête des Receveurs des Decimes à faute de payement des Decimes, à peine de nullité, & de repondre en leur nom des dommages, & interêts des parties. *Par Arrest du Conseil privé du 24. Mars 1634.*

XII.

Il fut dit par *Arrest du Conseil d'Etat du dernier Janvier 1634.* Que la somme de 12700. livres imposée par l'Assemblée generale de l'année 1635. sur le Diocèse de Paris à raison des nouveaux Monasteres, seroit levée par provision, sans prejudice des remonstrances, & oppositions de Monseigneur l'Archevêque de Paris, & des Deputez du Clergé.

XIII.

Les Archidiacres, & Doyens Ruraux de Normandie furent maintenus en possession d'apposer le scellé, & d'user de saisies sur les biens des Curez nouvellement decédez pour seurté des Decimes qu'il pourroient devoir lors de leurs decez. *Par Arrest du Conseil d'Etat du 10. Aoust 1641.*

XIV.

L'Assemblée de 1650. voulant accelerer le payement des Decimes ordonna au sieur de Manevillette Commis à la Recepte generale du Clergé, de delivrer ses contraintes contre les Receveurs Provinciaux

qui estoient en demeure, après les termes échus, & les Receveurs Provinciaux furent condamnez à luy payer les interêts des sommes dont ils estoient en reste, au denier dix-huit à commencer un mois après les termes échus, sauf le recours desdits Receveurs Provinciaux contre les Receveurs particuliers, & ausdits Receveurs particuliers à se pourvoir contre les Beneficiers qui n'auroient pas payé les Decimes.

XV.

Les departements faits pour l'imposition de la Decime sur les Beneficiers de Bearn furent executez suivant le Reglement qui fut fait par l'Assemblée de 1655. quoy que les chefs-lieu, fussent scituez hors le Bearn, & taxez aux Decimes, *Par deliberation de ladite Assemblée du 12. Janvier 1657.*

XVI.

Le sieur Abbé de Pontaut fut condamné à payer par provision les Decimes au Diocèse de Lascar en Bearn, suivant le departement de 1643. quoyque le chef-lieu de ladite Abbaye, fut scitué, & imposé aux Decimes dans le Diocèse d'Aire. *Par Arrest du Conseil d'Etat du 10. Juillet 1658.*

XVII.

Il fut défendu aux Reguliers de faire aucunes Assemblées sur le fait des Decimes, & taxes du Clergé, autrement qu'en la forme, & maniere pratiquée jusques à present, & par permission de l'Evêque Diocesain. *Par Arrest du Con-*

seil d'Etat du septième Decembre 1657. par *Arrest du Conseil d'Etat du 10. Octobre 1671.*

XVIII.

Les Fermiers des Beneficiers seront contraints par corps de payer aux Receveurs des Decimes sur le prix de leurs baux jusqu'à la concurrence desdites Decimes, nonobstant toutes saisies faites ou à faire. *Par Arrest du Conseil d'Etat du 10. Novembre 1660.*

Défenses aux Syndics du Clergé & Receveurs des Decimes de communiquer les Registres du Clergé sur le fait des Decimes, à qui que ce soit, sans l'ordre de l'Evêque Diocésain.

Assemb. de 1665.

XIX.

Un nommé Eymier de la Religion pretenduë reformée ayant été étably sequestre & gardien des fruits d'un Benefice saisy à la Requête du Receveur des Decimes faute de payement desdites Decimes, se pretendant exempt de cette charge comme estant de ladite Religion pretenduë reformée, il fut dit *Par Arrest du Conseil privé du 28. Janvier 1667.* qu'il demeureroit sequestre; sauf à luy de se pourvoir pour sa décharge au Bureau du Clergé, avec défenses de se pourvoir ailleurs pour raison de ce.

XX.

Pendant la vacance du Siege Episcopal, on ne peut changer l'ancien departement des Decimes, ny faire aucune autre innovation dans le Diocèse. *Ainsi jugé*

XXI.

Monseigneur l'Evêque de Senez en execution de l'Arrest cy-dessus donna son Ordonnance le trentième Octobre suivant, par laquelle il ordonne aux Receveurs des Decimes de son Diocèse de faire l'imposition & levée du terme alors present suivant l'état dernier fait par son predecesseur, avec défenses d'y apporter aucun changement, à peine de concussion, &c.

XXII.

Il y eut des défences d'exécuter le nouveau departement des Decimes pour le Diocèse de Senez pendant la vacance du Siege, & de lever plus grande somme que celle portée dans l'ancien departement suivant lequel le recouvrement des Decimes sera fait, avec restitution des payemens fais au prejudice de ce. *Par Arrest du Conseil privé du dixième Novembre 1671. rendu en execution du precedent art. 21.*

XXIII.

Les Beneficiers de Navarre furent condamnez de payer incessamment leur cote part des Decimes, & dons gratuits conformément aux departemens qui en avoient esté faits, & l'Arrest du Conseil du quinzième Janvier 1671. qui sera executé. Quoy faisant ils y seront contraints par les voyes ordinaires avec défenses ausdits Beneficiers de se pourvoir au Conseil pour raison de ce, à peine de

E c c ij

nullité, cassation de procédures, & de tous dépens, dommages & intérêts. *Par Arrest du Conseil d'Etat du 9. Aoust 1672.*

CHAPITRE II.

Des traittez faits avec les Chevaliers de Malte pour leurs Decimes communement appelez la composition des Rhodiens.

I.

LA subvention que font au Roy avec le Clergé les Chevaliers de l'Ordre de saint Jean de Jerusalem est appellée *Composition des Rhodiens*, parce que lors qu'ils tenoient l'Isle de Rhodes, & que le Clergé de France secouroit les Rois dans les necessitez de l'état, lesdits Chevaliers y entroient pour quelque portion, de laquelle ils composoient, avec protestation qu'ils n'y étoient obligés.

Ladite composition fut évaluée par le contrat de Poissy l'an 1561. à la somme de trente sept mille, huit cens cinquante sept livres, qui fut continuée par le contrat de l'an 1567. contre lequel lesdits Chevaliers se pourvurent au Conseil du Roy, & firent modifier leur composition par Arrest du 26. Avril 1568. à la somme de 26428. livres dix sols.

En l'an 1573. le Clergé les remit à leur premiere composition, & eut sur cela divers procez avec eux jusqu'à l'Assemblée de 1606. que par transaction passée avec le Clergé ils s'obligèrent de payer la

somme de 28. mille livres par an pendant les dix ans du contrat, en deux termes, entre les mains du Receveur general du Clergé.

L'Assemblée de 1635. les taxa ensuite pour la subvention extraordinaire à seize mil livres de rente, qui furent cedez au Roy sans garantie, & l'Assemblée de Mante au sujet des Amortissemens, les taxa à la somme de deux cent mil livres, étant raisonnable que les Chevaliers qui possèdent de grands biens, & jouissent des Privileges Ecclesiastiques, contribuent aux charges extraordinaires comme au passé.

Ce n'est pas seulement le Clergé qui les y a obligé lors qu'il a fait les taxes, mais le Roy & les Delegez du Pape les ont cottisés lorsque le Clergé a esté taxé.

Le Roy Charles IX. les comprit spécialement en son *Edit du mois de May 1563.* lors de l'alienation qui fut faite du bien de l'Eglise; & les Delegez du Pape les cottiserent aussi l'an 1586. à 75. mil livres pour leur part de l'alienation de cinquante mil escus de rente accordez au Roy Henry III. par le Pape Sixte V.

II.

Par le Contrat en forme de transaction, du 20. Avril 1606. passé entre le Clergé de France lors assemblé à Paris, & l'Ambassadeur & l'Agent de l'Ordre des Chevaliers de Saint Jean de Jerusalem, la somme de 37857. par an, à laquelle lesdits Chevaliers a-

voient esté imposez pour leur part des Decimes & Subventions, fut reduite à celle de 28000. livres qu'ils s'obligerent de payer par chacun an à la décharge du Clergé.

III.

Et par le departement qui fut fait de ladite somme, à laquelle ladite *Compofition des Rhodiens* fut reduite, l'on voit que dans la Generalité de Paris, Monsieur le grand Prieur de France, les Commenderies & Prieurez en dépendans contribuerent la somme de 5344 livres 0. fol 6. deniers.

Dans la Generalité de Champagne, Monsieur le grand Prieur de Champagne, les Commenderies & Prieurez en dépendans contribuerent la somme de 1794 liv.

Generalité de Poitiers, Monsieur le grand Prieur d'Aquitaine, les Commenderies & Prieurez en dépendans, 3410 liv. 10 f. 4 den.

Generalité de Lion, Monsieur le grand Prieur d'Auvergne, les Commenderies & Prieurez en dépendans, 6048 liv. 9 f. 4. den.

Generalité de Toulouse, Monsieur le grand Prieur de Toulouse, les Commenderies & Prieurez qui en dependent, 2986 liv. 15 f. 2 den.

Generalité de Provence, Monsieur le Prieur de Saint Gilles, les Commenderies & Prieurez qui en dependent. 8416 liv. 4. f. 8. den.
Somme totale, 28000 liv.

IV.

L'Assemblée generale du Clergé tenuë à Paris en l'an 1596. or-

donna une levée de la somme de cinquante un mille, quatre cens quarante deux escus, quarante sept sols quatre deniers, imposée sur le Clergé pour le payement de certaine somme pretenduë, par les Commendeurs de l'Ordre de saint Jean de Jerusalem, pour laquelle il y avoit Procez au Parlement de Paris, entre ledit Clergé & lesdits Commendeurs: on peut voir les memoires & instructions que ladite Assemblée fit faire pour s'en instruire pleinement.

CHAPITRE III.

De l'exemption de la clause solidaire.

I.

LE Roy Henry III. par sa Declaration du 10. Fevrier 1580. dechargea de la solidité pour le payement des Decimes, pretenduë par le Prevost des Marchands de Paris, & diminua de trois cens mil livres les arrerages des rentes constituées sur le Clergé, échus avant ladite année 1580. & déchargea des sommes y mentionnées.

II.

Henry IV. en fit de même par sa Declaration du 1. May 1596. qui exempta de la solidité pour les Decimes, en sorte qu'un Diocèse ou un Beneficier ne peuvent estre contraint pour l'autre.

III.

Ce qu'il confirma par un autre Declaration du 9. Decembre 1606.

IV.

Louis XIII. accorda une pa-

E E e iij

reille exemption de solidité pour les Decimes, par sa Declaration du 10. Aoust 1615.

V.

Et la confirma par une autre Declaration, du 14. Juin 1628.

VI.

L'exemption de la clause solidaire est stipulée, tant par les Contrats passez entre le Roy & le Clergé de France pour le renouvellement des Decimes, que par ceux qui ont esté faits pour les dons gratuits accordez à sa Majesté.

CHAPITRE IV.

Des décharges en faveur des Beneficiers spoliez.

I.

PENDANT les troubles il y eut un Reglement sur les restes deus des Decimes, par Arrest du Conseil d'Etat, du 22. Avril 1596. portant décharge pour les années 1589. 1590. 1591. & 1592.

II.

L'Assemblée de 1625. ordonna que les Particuliers interessez sortiroient de l'Assemblée, tant qu'elle delibereroit sur leur décharge, & non pour autre occasion.

Delib. le 4. Juin 1625.

III.

La même Assemblée ordonna qu'à l'avenir le Receveur ne coucheroit dans ses comptes aucune décharge sans certificat, signé de tous les Beneficiers dans l'Assem-

blée Synodale, à peine d'estre rejetée.

Le 6. Juin 1625.

IV.

Les Agens ayant pris l'autorité de donner des quittances des certificats qui devoient estre raportez par l'ordonnance de l'Assemblée, & ce procédé ayant esté jugé de perilleuse consequence, défenses furent faites ausdits Agens de décharger les comptes pour quelque occasion que ce puisse estre, & les Assemblées qui seroient à l'avenir furent exhortées de ne rien allouer sans quittance.

Delib. de l'Assemb. de 1625. du 14. Octobre.

V.

Les Receveurs Provinciaux pretendans une taxation sur les décharges accordées aux Dioceses, dont les deniers ne sont pas levez, il fut resolu que deduction seroit faite des deniers des décharges adjugez aux Dioceses, ou Beneficiers particuliers, d'autant que lesdits Provinciaux n'en ont pas fait recepte actuelle.

Assemb. de 1635. 12. Juillet.

VI.

Les Arrests du Conseil qui avoient rétably les parties rayées par les Assemblées generales du Clergé, furent revoquez par Arrest du Conseil d'Etat, du 10. Aoust 1641. qui regle les décharges demandées par les Dioceses, & Beneficiers spoliez, conformément aux Reglemens du Clergé faits sur ce sujet.

VII.

Les Diocèses ou Beneficiers qui pretendront des décharges pour spoliations, ou non jouissances, en feront faire informations trois mois après icelles avenues, les communiqueront aux Agens, & de leur consentement, en obtiendront Arrest trois mois après, & au même temps le feront signifier au Receveur general. Lesdits Agens ne pourront consentir aux dites décharges qu'à condition que pareille somme portée par icelles sera retranchée sur le fond de l'Hôtel de Ville, ny le Receveur faire ce retranchement qu'au même temps que les Arrests luy seront signifiés, lequel n'aura égard à aucun Arrest de décharge, qui ne soit dans les formes cy-dessus.

Assemb. de 1645. 22. Novembre.

VIII.

Il fut résolu d'un commun consentement, par l'Assemblée generale de 1651. au mois de Mars, que sa Majesté seroit suppliée de faire faire le fond nécessaire pour le remplissement des non valleurs des Diocèses spoliez, &c.

Cependant l'Assemblée ordonna au Sieur de Manevillette de payer le fond des rentes, préféablement à la somme de trente six mil livres destinées pour les décharges de Messieurs les Cardinaux, & autres que sa Majesté avoit voulu gratifier, avec défenses audit de Manevillette d'aquiter lesdites décharges, tant que les-

dites non-valleurs, & spoliations dureront, & jusques à ce que le Roy ait fait fond pour icelles.

IX.

Il fut de plus résolu le 18. Mars de ladite année d'un commun consentement, que de la somme de huit cens soixante deux mil, cinq cens livres que l'on devoit lever, le Roy en toucheroit cinq cens & huit mil livres, qui luy ont esté accordé par deliberation du 25. Janvier dernier, pour la dépense du Sacre de sa Majesté, les 92 mil livres restans des six cens mil livres, ayant esté destinez pour le fond des spoliations des Diocèses affligés, ainsi qu'il est porté par les Contrats.

X.

Défenses aux Agens de donner leur consentement aux Arrests de décharge qui seront poursuivis par les Diocèses ou par les Beneficiers particuliers, qu'après avoir examiné les informations, si elles sont dans les formes requises, &c.

Delib. de l'Assemb. de 1656. le 11. Juillet.

XI.

Lesdits Agens doivent refuser leur intervention aux Beneficiers, & particuliers qui n'apporteront pas le consentement des Syndics & Deputez des Bureaux des Diocèses, ou seront scitez lesdits Benefices, &c.

Ibidem.

XII.

Les décharges des Diocèses spoliez qui auront esté jugées bonnes,

ayant esté préalablement priées, & les diligences du Receveur general deüement justifiées, l'on donnera en payement à l'Hôtel de Ville, des réscriptions sur les Diocèses qui sont en reste.

Ibid. la 31. Aoust.

XIII.

L'Assemblée de 1656. le septième Decembre resolut que les Assemblées prendroient à l'avenir connoissance du fait des décharges comme elles ont fait cy devant, conformément aux Arrêts du Conseil, des années 1636. & 1646. & qu'il en sera fait un Reglement, lequel sera mis en tête des comptes du Receveur general.

XIV.

Il fut dit par Arrest du Conseil du 13. Janvier 1657. Que les décharges accordées, & réglées par l'Assemblée de 1655. & suivantes, à tous les Diocèses, & Beneficiers du Royaume, seroient exécutées, sans qu'ils en puissent pretendre d'autres plus grandes, ny se pourvoir au Conseil pour raison d'icelles.

CHAPITRE V.

De la Jurisdiction & connoissance des Decimes, des anciens Syndics & Deputez generaux du Clergé, & des Chambres Ecclesiastiques, ou Bureaux Generaux, & Diocésains.

I.

TOUTS les procez & differens pendans, tant au Conseil pri-

vé qu'ailleurs, entre les Beneficiers, pour raison des taxes, & cortizations sur eux faites pour le rachapt des Domaines de l'Eglise alienez pour la subvention, furent renvoyez par sa Majesté aux Deputez du Clergé de France, lors établis à Paris. *Par Lettres Patentes du Roy Charles IX. du quatorzième Aoust 1564. verifiées au Parlement le cinquième Avril 1564. avant Pasques.*

II.

Les Syndics, & Deputez generaux du Clergé demanderent leur décharge de leur gestion à l'Assemblée de 1568. laquelle leur fut accordée le neuvième Fevrier, avec approbation, & confirmation pour cinq ans, aux charges portées par l'Acte d'approbation dudit jour, &c.

III.

Lesdits Syndics & Deputez generaux du Clergé ont pouvoir de juger tous les procez mûs, & à mouvoir, & pendans aux Parlemens, Chambre des Comptes, Cours des Aydes, & pardevant tous autres Juges, entre toutes personnes tant pour raison des taxes, & sommes imposées sur le Clergé, que pour les Decimes, & levées d'icelles. *Par l'Edit du Roy Charles IX. du vingt-neuvième Mars 1568.*

IV.

Ce qui fut confirmé par les Lettres Patentes du Roy Henry IV. du neuvième Avril 1598. par lesquelles sa Majesté déclara n'avoir entendu par

par son Edit du mois de Janvier precedent portant augmentation de pouvoir à la Cour des Aydes, & aux Eleus, rien innover aux contrats du Clergé, &c.

V.

La Cour des Aydes de Montpellier ayant donné des Arrests contre le Jugement rendu par les Syndics & Deputez generaux du Clergé établis à Toulouse, ledit Jugement fut confirmé & lesdits Arrests au contraire cassés, *Par Arrest du Conseil d'Etat du dix-huitième Novembre 1598.* avec défenses à la Cour, de prendre connoissance des Decimes.

VI.

Des Chambres Ecclesiastiques ou Bureaux generaux, Diocésains.

Memoires concernans l'établissement des Bureaux generaux, & Diocésains.

Le Roy Charles IX. accorda aux Syndics & Deputez generaux du Clergé de France établis à Paris le pouvoir & jurisdiction contenus es articles 1. & 3. cy-dessus.

Lesdits Syndics generaux ayant été revoquez par l'Assemblée de Melun, le Roy par le contrat du dixième Fevrier 1580. accorda la jurisdiction & connoissance qui leur étoit attribuée, à huit Bureaux generaux, & Chambres Ecclesiastiques qu'il établit es Villes de *Paris, Lyon, Rouen, Tours, Bourges, Toulouse, Bordeaux, & Aix en Provence.* A chacun des Bureaux, il designa leur ressort &

étenduë, comme s'ensuit.

I. *Ressort de la Chambre, & Bureau de Paris.* Les Dioceses de Sens, Paris, Orleans, Chartres, Meaux, Auxerre, Troyes, Reims, Laon, Chaalons, Bauvais, Noyon, Soissons, Amiens, Boulogne, & Senlis.

II. *Ressort de la Chambre, & Bureau general de Lyon.* Dioceses de Lyon, Vienne, Ambrun, Langres, Autun, Mafcon, Chalon, Grenoble, Valence, & Die, saint Paul, Nevers, la Prevôté d'Houx, & Château Dauphin.

III. *Ressort de la Chambre, & Bureau general de Rouen.* Dioceses de Rouen, Evreux, Lizieux, Sées, Bayeux, Constances, & Avranches.

IV. *Ressort de la Chambre, & Bureau general de Tours.* Dioceses de Tours, du Mans, Angers, Nantes, Vannes, saint Malo, Cornouailles, Rennes, Treguier, Leon, Dol, & saint Brieuc.

V. *Ressort de la Chambre, & Bureau general de Bourges.* Dioceses de Bourges, Limoges, Tulle, Clermont, Mende, S. Flour, Dupuy, Alby, Castres, Cahors, Rodez, Vabres.

VI. *Ressort de la Chambre, & Bureau general de Toulouse.* Dioceses de Toulouse, Auch, Narbonne, Lombez, Pamiers, Conserans, Carcassonne, Tarbes, Mirepoix, saint Papoul, Montauban, Montpellier, Nismes, Besiers, Agde, Ufèze, Lodeve, & S. Pons.

VII. *Ressort de la Chambre, & F f f*

Bureau general de Bordeaux. Dioceses de Bordeaux, Poitiers, Bazas, Agen, Xaintes, Angoulême, Maillezais, Luçon, Périgueux, Sarlat, Condom, Ayre, Bayonne, Acqs, Olleron, & Lescar.

VIII. *Resort de la Chambre & Bureau general d'Aix.* Dioceses d'Aix, Arles, Digne, Grasse, Senez, Vence, Glandève, Apt, Gap, Riez, Frejus, Sisteron, Marseille, Toulon, Avignon, Carpentras, Cavaillon, & Vaison.

Lequel pouvoir a été continué ausdits Bureaux generaux & Chambres Ecclesiastiques es susdites Villes par les contrats de 1586. 1596. 1606. & 1615. sur lesquels il y a eu des Lettres Patentes qui les confirment dans ladite Jurisdiction expliquée cy devant.

Il doit y avoir en chacun desdits Bureaux, dix ou douze Juges pour exercer la Jurisdiction, trois Conseillers Clers, ou à leur défaut autant de Conseillers Laïcs, & Catholiques desdites Villes, où ils sont établis. Les Archevêques, ou Evêques des Ressorts desdits Bureaux presideront quand ils s'y rencontreront.

Lesdits Juges desdits Bureaux seront élus, & nommez par les Archevêques ou par le plus ancien Evêque suffragant de la Province, dans la maison Episcopale ou sera établi ledit Bureau.

Seront gradez, & constituez aux Ordres Sacrez, de probité, & experience, seront tenus presens, & jouyront de tous les fruits de leurs

prebendes, & Benefices.

Ne pourront pour leurs gages prendre aucun appointement des Dioceses qui les auront commis, ny faire aucune levée de Decimes sur iceux, pour raison de ce.

Les Bureaux generaux, & Chambres des Decimes, se tiendront une fois la semaine, ou plus souvent si les affaires le requierent, au Palais ou maison du Seigneur Archevêque de la Province ou sera ledit Bureau par son mandement.

Les parties se pourront pourvoir contre les Jugemens desdits Bureaux generaux, par Requête, sans qu'il soit besoin d'obtenir Lettres de Requête Civile, &c. & les Jugemens qui interviendront auront force d'Arrest sans que les parties y puissent plus revenir.

L'Oncle & le neveu, & les deux freres, & autres parens aux degrez prohibez par l'Ordonnance ne peuvent estre receus ausdits Bureaux.

Les Juges établis, & Deputez ausdits Bureaux, peuvent se charger de leur deputation, auquel cas en seront nommez d'autres par les Provinces qui les auront deputez.

Et en cas qu'une Province ait proces contre une autre, & qu'il y eut contention de Resort, elles pourront convenir de Juges du Bureau le plus proche, si micux elles n'aiment attendre la premiere Assemblée generale du Clergé.

Les Bureaux Diocesains furent seulement accordez, & établis par

le contrat fait avec le Roy, le 8. Aoust 1615.

VII.

Ce fut ensuite de la deliberation de l'Assemblée de Melun que les Bureaux generaux & Diocesains furent établis, & que le Roy Henry III. donna son Edit du dixième Fevrier 1580. qui en confirme l'établissement.

VIII.

Le Roy Henry IV. confirma aussi l'établissement desd. Chambres Ecclesiastiques par son Edit du premier May 1596. Et leur continua pour dix ans la Jurisdiction qui leur avoit esté attribuée par l'Edit precedent.

IX.

Le même Roy par son Edit du neuvième Decembre 1606. continua la dite Jurisdiction desdits Bureaux pour dix ans.

X.

L'Assemblée generale de 1606. fit un Reglement touchant la Jurisdiction des Bureaux generaux des Decimes, lequel est conforme à ce qui a esté dit cy dessus art. 6.

XI.

Elle ordonna encore que le Diocese de Nevers ressortiroit au Bureau de Paris pour le temps du contrat qui seroit fait avec le Roy, sur la requisition dudit Diocese.

Le 28. Janvier 1606.

XII.

Il fut encore arresté le vingt-deuxième Fevrier suivant, que le Royseroit supplié d'ajouter à l'arricle du cahier présenté à sa Majesté

que les Sieurs Evêques & Deputez des Dioceses, jugeroient en premiere instance de toutes choses universellement, sauf l'appel, & de trente livres au dessous en dernier ressort, & sans appel, & que les Baux à Ferme qui se feront sur les saisies des Benefices, seroient faits pardevant lesdits Evêques ou Deputez, appellé le Juge Royal du lieu, ou autre prochain.

XIII.

Procez ayant esté meû pardevant le Lieutenant general de Bourges pour raison des Decimes, ledit procez fut renvoyé au Bureau établi à Bourges par Arrest contradictoire du Conseil privé du vingt-huitième Avril 1614. avec défense audit Juge d'en prendre aucune connoissance.

XIV.

Le contrat passé entre le Roy, & le Clergé de France le huitième Aoust 1615. pour le renouvellement des Decimes, porte expressément que sa Majesté accorde que les causes qui sont de la connoissance & Jurisdiction cy-devant accordée aux Bureaux, seront jugées, & decidées en premiere instance, par les Evêques, Syndics & Deputez des Dioceses, sauf l'appel aux Bureaux.

Et quant aux causes & differens qui n'excederont la somme de vingt livres en principal, ils y seront jugez en dernier ressort, & sans appel.

Par ce contrat, & par tous les autres la Jurisdiction des Bureaux ge-

XV.

Les Bureaux generaux, & les Dioceſains furent confirmez & continuez par Lettres Patentes en forme d'Edit du mois de Juillet 1616. & par declaration de ſa Majeſté du mois de May 1626.

XVI.

Le Parlement de Bordeaux ayant voulu prendre connoiſſance d'un Jugement rendu en la Chambre Eccleſiaſtique dudit Bordeaux le vingt-unième Janvier 1619. il fut dit par Arreſt du Conſeil d'Etat du dixième Juillet ſuivants, que ledit Jugement ſeroit executé nonobſtant oppoſitions, ou appellations quelconques, avec déſenſes audit Parlement de connoiſſre des Jugemens de ladite Chambre, ny du fait des Decimes.

XVII.

L'Abbeſſe de Fonte.vrault fut renvoyée en la Chambre Eccleſiaſtique de Bordeaux, pour y proceder ſur l'exemption quelle pretendoit avoir de payer les Decimes, nonobſtant. Arreſt de retention du grand Conſeil par Arreſt du Conſeil privé du 26. Aouſt 1622.

XVIII.

Il fut défendu à la Chambre des Comptes, Aydes & Finances de Bourgogne, & à tous autres Juges, de connoiſſre des Decimes & ſubventions, par Arreſt du Conſeil d'Etat du trentième Juin 1627. portant renvoy aux Bureaux generaux pour en juger en dernier reſſort.

XIX.

L'Eveſque de Poitiers, ſon grand Vicaire, les Syndics, & Deputez du Clergé dudit Dioceſe, connoiſſront ſeuls des Decimes. Enjoint à tous Huiffiers & Sergens de mettre leurs Sentences à execution, déſenſe au Lieutenant general de Poitiers & à tous autres Juges de les troubler en l'exercice de ladite Jurisdiction. Ainſi jugé par Arreſt contradictoire du Parlement de Paris du dix-huitième Avril 1628.

XX.

Les procez mus & à mouvoir dans le Dioceſe de Chalon ſur Saone pour les Decimes & ſubventions, furent renvoyez au Bureau de Lyon, par Arreſt du Conſeil privé du premier Avril 1631. (ſans s'arreſter aux Arreſts du Parlement de Dijon.) Et par ledit Arreſt il fut dit que les Edits de creation des Bureaux & Chambres Eccleſiaſtiques ſeroient preſentez audit Parlement pour y être enregiſtrez.

XXI.

Conſlit de Jurisdiction eſtant arrivé entre la Chambre Eccleſiaſtique de Bordeaux & le Senéchal de la Rochelle, pour raiſon des Decimes, il intervint Arreſt contradictoire du grand Conſeil, du quatorzième Decembre 1631. par lequel ſans avoir égard à la demande du Commiſſaire aux ſaiſies Reélles, les parties furent renvoyees en ladite Chambre Eccleſiaſtique de Bordeaux.

XXII.

Le Roy Louis XIII. par son Edit du mois de Juin 1633. établit une Chambre Ecclesiastique en la Ville de Pau.

XXIII.

Les petits Bureaux, & Chambres Ecclesiastiques de Bearn, connoîtront du fait des Decimes. *Ainsi jugé par Arrest du Conseil Privé, du 23. Septembre 1633. avec défense au Parlement de Pau, & à tous autres Juges d'en prendre connoissance.*

XXIV.

Le Roy sans s'arrêter à l'Ordonnance des Commissaires établis pour la verification des dettes du Languedoc, ordonne que la sentence de la Chambre Ecclesiastique de Toulouze, renduë contre les Consuls de Calviffon le 11. Septembre 1633. sera executée, avec défenses ausdits Commissaires de connoître du fait des Decimes. *Par Arrest du Conseil Privé, du 22. Aoust 1634.*

XXV.

Défenses au Parlement & Chambre de l'Edit de Grenoble, de connoître du fait des Decimes. & à toutes personnes de se pourvoir ailleurs pour raison de ce, qu'aux Chambres Ecclesiastiques, à peine de nullité, dépens, dommages & interêts. *Par Arrest du Conseil Privé, du 8. May 1635.*

XXVI.

Le Receveur Provincial des Decimes en la Generalité de Dauphiné, & le Receveur particulier

du Diocèse de Gap continueront les executions qu'ils avoient commencées pour le payement des Decimes, & nonobstant les défenses du Parlement de Grenoble, que la Majesté a levées, avec défenses de se pourvoir ailleurs qu'en la Chambre Ecclesiastique, pour raison de ce. *Par Arrest du Conseil Privé, du 24. Novembre 1637.*

XXVII.

Sa Majesté sans s'arrêter à l'Arrest du Parlement de Paris, du 27. Juin 1628. renvoya une instance des Decimes, pendante audit Parlement, en la Chambre Ecclesiastique de Poitiers, & par appel en celle de Bordeaux, avec défenses de se pourvoir ailleurs pour raison de ce, & à tous Juges d'en prendre connoissance, à peine de nullité, dépens, dommages & interêts. *Par Arrest du Conseil Privé, du 12. Avril 1639.*

XXVIII.

L'execution duquel Arrest fut ordonnée par celui dudit Conseil, du 8. Juilles suivants, par lequel le Receveur des Decimes du Diocèse de Poitiers fut dechargé de l'assignation à luy donnée au Conseil, en vertu d'un prétendu Arrest dudit Conseil, & prise de corps decernée contre le Sergent qui l'avoit signifié, & donné l'assignation, lequel fut interdit.

XXIX.

Défenses tant au Presidial de Poitiers, qu'au Conservateur des Privileges de l'Université, & à tous autres Juges de prendre connois-

sance des Decimes, ny des emprisonnemens faits en vertu des contraintes decernées par le Receveur des Decimes, mais pour raison de ce l'on se pourvoira au Bureau Ecclesiastique de Poitiers, & par appel en la Chambre Ecclesiastique de Bordeaux. *Par Arrest du Conseil Privé, du 13. May 1639.* par lequel il est permis aux Receveurs des Decimes de se servir des prisons royales, ou de celles de l'Evêché à leur choix.

XXX.

Le Lieutenant Criminel de Reims & le Parlement, firent une procedure contre les Sergens porteurs des Decimes de Reims, laquelle fut cassée *par Arrest contradictoire du Conseil Privé, du 4. Juillet 1642.* & les parties renvoyées en la Chambre Ecclesiastique de ladite Ville, avec défenses tant audit Parlement qu'audit Lieutenant Criminel de prendre connoissance des Decimes, aux parties & à tous autres de se pourvoir ailleurs qu'en ladite Chambre Ecclesiastique, à peine de tous dépens, dommages & interets.

XXXI.

Les Syndic & Receveur des Decimes du Diocèse de Reims, & les Religieux Benedictins de la Congregation de Saint Maur, ayant Procez touchant les Decimes, les parties furent renvoyées à la Chambre Ecclesiastique de Reims, nonobstant l'evocation generale au grand Conseil de toutes les causes de ladite Congregation,

alors unie à l'Ordre de Clugny. *Par Arrest contradictoire du Conseil Privé, du 10. Juillet 1643.*

XXXII.

Le Chapitre de Brioude en Auvergne, fut condamné de payer la taxe à laquelle il avoit esté imposé par Monseigneur l'Evêque de saint Flour, pour le rétablissement d'une Chambre Synodale du Diocèse de saint Flour. *Par Arrest contradictoire du Conseil Privé, du 7. Aoust 1643.*

XXXIII.

Le Conseil d'Etat fit défenses à tous les Receveurs des Decimes, leurs Commis, & autres employez à la perception de la taxe extraordinaire & des Decimes, & à tous Beneficiers de se pourvoir ailleurs pour raison d'icelles, qu'aux Bureaux particuliers des Dioceses, & par appel aux Bureaux generaux des Provinces, sous quelque pretexte que ce soit, à peine de mil livres d'amende. *Par Arrest du 11. Decembre 1647.*

XXXIV.

Le même Conseil fit aussi défenses à toutes les Cours Souveraines, & autres Juges Royaux de connoître du fait des Decimes & taxes extraordinaires du Clergé, & à toutes personnes de se pourvoir ailleurs qu'aux Chambres Ecclesiastiques pour raison de ce, & que les Jugemens desdites Chambres soient executez par les Huissiers, & Sergens Royaux, à peine d'en repondre en leur nom, enjoignant pour cet effet audit

Cours & Juges d'accorder tous pareatis nécessaires.

Arrest dudit Conseil d'Etat, du 29. Octobre 1650

XXXV.

Le Parlement de Paris ayant receu l'appel d'une Sentence renduë en la Chambre Ecclesiastique de Reims, le 23. Avril 1646. sur un fait de Decimes, les parries furent renvoyées en la Chambre Souveraine des Decimes, établie à Paris, pour y proceder sur ledit appel, avec défenses audit Parlement, & à rous autres d'en prendre connoissance. *Par Arrest du Conseil Privé, du 9. Juillet 1652.*

XXXVI.

Le Reeveur des Decimes du Diocese de Saint Malo, ayant été condamné par corps de représenter le departement des Decimes fait en 1516. & défenses luy ayant esté faites de contraindre un Beneficier dudit Diocese au payement des Decimes, *par Arrest du Parlement de Rennes, du 28. Juin 1652.* il auroit fait assigner audit Parlement le Syndic du Clergé dudit Diocese pour prendre son fait & cause en main, même de représenter ledit departement, *il fut dit par Arrest du Conseil Privé, du 12. Octobre suivant 1652.* que ledit Syndic dudit Diocese seroit dechargé de l'assignation à luy donnée audit Parlement, que ledit Beneficier & autres dudit Diocese payeroient les Decimes conformément aux Reglemens du Clergé, sauf à eux à se pourvoir en la Chambre Ecclesiastique de

Saint Malo, avec défenses tant aux Beneficiers qu'aux Receveurs desdites Decimes de se pourvoir audit Parlement pour raison des sur-taxes, à peine de trois millivres d'amende, dépens, dommages & interests.

XXXVII.

Le Roy sans avoir égard aux remontrances du Parlement de Rennes, cassa tous les Arrests qu'il avoit rendu pour les Decimes, & & taxes extraordinaires du Clergé, comme donnez au prejudice des Reglemens & Arrests du Conseil, avec défenses audit Parlement & Presidiaux de Bretagne d'en connoître à l'avenir, à peine de desobeissance & d'interdiction, & de répondre par les Presidens & Raporteurs de tous les dépens, dommages & interests, & du retardement de la levée des Decimes, & aux Beneficiers de s'y pourvoir, à peine de mil livres d'amende, &c. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 2. Avril 1653. & par celui du 13. Janvier 1657. qui reitere lesdites défenses.*

XXXVIII.

L'Assemblée de 1651. ordonna que les contestations qui naistroient sur le fait des taxes, soit en surtaxe ou autrement, seroient jugées dans les Bureaux particuliers des Dioceses, & par appel dans les Chambres Ecclesiastiques, sans que la levée en puisse estre retardée, ny qu'un Officier puisse estre contraint pour l'autre, &c.

XXXIX.

Le différent d'entre le Receveur des Decimes, & le Syndic du Clergé du Diocèse de Maillezaïs, pour le droit de six deniers par livre, taxations, & autres droits que ledit Receveur demandoit au Clergé, fut renvoyé en la Chambre Ecclesiastique de Bordeaux, *par Arrest contradictoire du Conseil Privé, du 28. Avril 1654.*

XL.

Le Receveur des Decimes du Diocèse de Chartres fut dechargé de l'assignation qui luy avoit esté donnée aux Requestes du Palais, pour le fait des Decimes, sauf à se pourvoir dans la Chambre Ecclesiastique de Chartres. *Par Arrest du Conseil Privé, du 33. Octobre 1654.*

XLI.

Il y eut plusieurs Sentences de ladite Chambre Ecclesiastique de Chartres sur ledit fait des Decimes, qui furent confirmées *par un autre Arrest du Conseil Privé, du 8. Février 1658.* nonobstant une Sentence du Chastelet de Paris donnée au contraire.

XLII.

Sur les taxes du Clergé pour l'imposition du Don gratuit accordé au Roy par l'Assemblée de 1655. les parties furent renvoyées au Bureau particulier du Diocèse de Lyzieux en premiere instance, & par appel en la Chambre Souveraine des Decimes de Roüen. *Par Arrest dudit Conseil, du 29. Mars 1658.*

XLIII.

Le Parlement de Bordeaux ayant par deux Arrests ordonné l'élargissement des Fabriciens de l'Eglise de Montauban, Diocèse d'Aire, emprisonnez à la Requête du Receveur des Decimes dudit Diocèse, & que les parties viendroient proceder audit Parlement, les parties furent remises comme elles estoient auparavant lesdits Arrests. *Par l'Arrest du Conseil Privé, du 21. Avril 1659.* avec défenses audit Parlement de connoître du fait des Decimes, & aux parties de s'y pourvoir, à peine de trois mil livres d'amende, &c.

XLIV.

Le Parlement de Rennes ayant aussi donné des Arrests sur le fait des Decimes, les parties furent renvoyées sur leurs differents au Bureau general de Tours. *Par Arrest contradictoire du Conseil Privé, du 5. Juillet 1659.*

XLV.

L'instance intentée au grand Conseil par les Religieux du Prieuré de Ruëil en Brie de l'Ordre de Cluny, contre le Prieur Titulaire dudit Prieuré, fut évoquée au Conseil Privé *par son Arrest du 22. Decembre 1661.*

XLVI.

Tous les differens pour les taxes du Don gratuit accordé à sa Majesté par le Clergé de France, furent renvoyez aux Bureaux Ecclesiastiques des Diocèses, & par appel aux Chambres Souveraines des Decimes, avec défenses de se pour-

pourvoir ailleurs, pour raison de
ce. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du*
2. Decembre 1671.

XLVII.

Les Syndics & Deputez des
Dioceses peuvent être changez
selon la volonté desdits Dioceses.

Del. de l'Ass. de 1655. le 21. Aoust.

XLVIII.

Mais ils ne peuvent être chan-
gez par les Chapitres après la
mort de l'Evêque, quoy que l'Of-
ficial, le grand Vicaire, & le Pro-
moteur que l'Evêque avoit établi
le puissent être. Il n'y a que l'As-
semblée Synodale qui les puisse
changer.

Assemblée de 1650. le 21. Octobre.

XLIX.

Les Chambres Souveraines des
Decimes ne doivent point prendre
de connoissance en premiere in-
stance du fait des Decimes des Be-
nefices des Dioceses où il y a des
Bureaux particuliers établis, à pei-
ne de cassation, & de tous dépens
dommages, & intersts. *Par Arrest*
du Conseil d'Etat du treizième Jan-
vier 1657.

L.

Toutes les procédures, & Or-
donnances de la Chambre Souve-
raine des Decimes de Toulouze,
rendus contre le Syndic du Dio-
cese de Rodez dependant de la
Chambre Ecclesiastique de Bour-
ges furent cassées *par Arrest du*
Conseil d'Etat du douzième Decem-
bre 1657. qui défend à tous les Be-
neficiers du Diocese de Rodez de
contrevenir à ses Arrests, ny à la

Deliberation du Clergé du vings-
troisième Novembre 1656. portant
que le Diocese de Rodez ressor-
tiroit pour toutes ses causes en la-
dite Chambre de Bourges, &c.

LI.

Un Conseiller Clerc du Presi-
dial de Tours qui pretendoit en
ladite qualité avoir droit d'entrer
au Bureau du Clergé de ladite
Ville, se pourvut au Conseil pri-
vé ou ledit Presidial de Tours, in-
tervint, & *par Arrest contradictoire*
dudit Conseil du 18. Mars 1661. il
fut debouté de sa pretention.

LII.

Les Bureaux Diocesains estans
établis en forme de Justices Roya-
les dans les Dioceses, par la per-
mission du Roy, peuvent faire ex-
cuter leurs Ordonnances & com-
mandemens, en ce qui regarde les
Decimes, & deniers qui se levent
sur le Clergé, par corps, & em-
prisonnement des personnes des
Officiers desdites Decimes, Rece-
veurs, Contrôleurs, & autres, no-
n obstant oppositions, ou appella-
tions quelconques, mais néanmoins
sans prejudice d'icelles au Bureau
Provincial. *Ainsi déclaré par l'Assen-*
blée de 1661. le 12. May.

CHAPITRE VI.

Privileges des Deputez aux Bureaux
generaux, & Diocesains.

I.

Les Deputez qui assisteront
aux Bureaux seront reputez
pour presens, & jouyront pendant

G g g

leur absence, de tous les fruits, profits, revenus, & emolumens appartenans à leurs Benefices, tant des gros fruits que de toutes distributions manuelles, & quotidiennes, de quelle qualité qu'elles soient, comme s'ils y estoient en personne.

Reglement de 1605. & 1606.

II.

Les Promoteurs qui sont Chanoines doivent aussi estre tenus pour present, & jouyr desdites distributions comme s'ils exercent ladite charge de Promoteur. *Ainsi jugé par Arrest contradictoire du Conseil privé, du dix-neuvième Octobre 1638.* entre le sieur Matharel Promoteur de la Chambre Ecclesiastique de Paris, & Chanoine de Chartres, & le Chapitre de ladite Eglise.

TITRE II.

Des Receveurs, & autres Officiers des Decimes, de leurs Privileges, & exemptions.

CHAPITRE I.

Du Receveur general du Clergé.

I.

LA charge de Receveur general du Clergé n'a jamais esté un Office formé, mais seulement une Commission donné gratuitement par ledit Clergé, pour autant de temps qu'on s'oblige, & promet au Roy de continuer le payement des rentes dûes aux

Hôtels de Ville de Paris, & de Toulouse.

Ladite Commission est continuee autant de fois qu'on fait contrat des Decimes avec le Roy par contrat particulier, qu'on fait avec celuy qui exerce.

Lequel doit recevoir de tous les Dioceses de France la somme de suivant le departement & état de distraction de deniers de sa charge, le surplus demeure dans les Dioceses pour le payement des nouveaux Officiers, lequel departement & état de distraction fut exactement calculé en l'année 1621. en ladite Assemblée.

Cette somme est premierement reçûe par les Receveurs Provinciaux chacun en sa Generalité, & par eux portée dans la Recepte generale au temps prefix par les Reglemens.

Les Receveurs Provinciaux des Generalitez de Paris, Champagne, Amiens, Dijon, Tours, Rouen, Caen, Bourges, doivent payer le quinziesme Avril pour le terme de Fevrier, & le quinziesme Fevrier pour le terme d'Octobre.

Les Generalitez de Lyon, Rion, Poitiers, & Bretagne, doivent payer dans six semaines qui est dans la fin d'Avril, pour le terme de Fevrier, & dans la fin de Fevrier suivant, pour le terme d'Octobre.

Les Generalitez de Toulouse, Bordeaux, Montpellier, Aix, & Grenoble, dans deux mois, qui est le quinziesme may, pour le terme

de Fevrier, & le quinziesme Mars ensuiuant, pour le terme d'Octobre.

Sous peine, le delay expiré, d'amende arbitraire & d'en payer les interets au denier douze pour le temps du retardement.

De laquelle somme il ne baille maintenant à l'Hôtel de Ville que neuf cens, quatre-vingt, dix-huit mil livres, & à celuy de Toulouse 400. mil livres, pour le payement des rentes constituées, comme ils pretendent sur ledit Clergé. Dont il rend compte au Clergé de deux ans en deux ans. A quoy il est obligé par contrat, fait par ledit Clergé avec luy, avec le Reglement de l'année 1615.

Ledit Receveur general est tenu de bailler aux Agens, de six en six mois un brief état signé de luy, de la recepte, & depense par luy faite sur les deniers de sa recepte. Et lesdits Agens en contresigneront une copie, pour être vüe, & rapportée à l'audition des comptes dudit Receveur.

Et ledit état doit contenir par le menu le reste de toute nature de deniers, par chacun Diocese, duquel on fait un extrait qui est envoyé aux Prelats & Deputez d'iceux, afin que l'on tienne la main au recouvrement desdits restes, sans que neanmoins le Clergé s'en charge.

Ne peut ledit Receveur general retenir en ses mains, des deniers de sa Recepte plus de quatre mil livres tournois par l'espace de

six mois, & au dessus, sans l'avoir employé au rachapt & acquit du sort principal des rentes, & il est tenu de dedomager le Clergé de l'interet qu'il pourroit souffrir, à cause de ladite retention.

Les autres matieres qui regardent ledit Receveur general du Clergé, seront cy-après dans la partie des comptes.

II.

Les Receveurs des Decimes furent contraints d'apposer leurs états, entre les mains dudit Receveur general, par Lettres Patentes de sa Majesté du premier May 1596.

III.

Le Procureur general de la Cour des Monnoyes ayant poursuivi en icelle le Receveur general du Clergé pour y prestre le serment, *il fut dit par Arrest du Conseil d'Etat du dix-septiesme Mars 1615.* que ledit Procureur general seroit assigné audit Conseil pour estre ouy sur le contenu en sa Requeste: cependant défenses d'excuter les contraintes, ny l'amende, en laquelle ledit Receveur general avoit esté condamné par ladite Cour, pour n'avoir voulu reconnoître sa Jurisdiction.

IV.

Il est défendu au Receveur general de recevoir ny acquiter aucunes Ordonnances des Assemblées particulieres, de quelques sommes quelles puissent être, à peine de dix mil livres, enjoint aux Agens de s'opposer ausdites

Ordonnances.

AJemb. de 1635, le 3. Septembre.

V.

Monsieur de Pennautier fut reçu en la charge de Receveur general du Clergé, en la place de Monsieur de Maneville, par declaration de l'Assemblée generale du Clergé tenuë à Pontoise en l'année 1670. après avoir fait recevoir ses cautions par *Arrest du Conseil d'Etat du vingt-cinquième Juin 1669.* On peut voir la relation de ce qui s'est passé dans ladite réception, qui est dans les memoires du Clergé, tirée du procez verbal de ladite Assemblée.

CHAPITRE II.

Des Receveurs, & Contrôleurs generaux Provinciaux. Edits de leur creation. Et Contrats faits avec eux touchant leurs Offices.

I.

LA charge & fonction des Receveurs Provinciaux se faisoit autrefois par de simples Commis du Receveur general. Mais depuis l'an 1594. elle fut erigée en 17. Generalitez, & Offices Provinciaux es Villes nommées cy-devant au Tit. 6. de cette sixième Partie.

Lefdits Receveurs doivent estre de la Religion Catholique, Apostolique, & Romaine.

Ladite charge est augmentée, d'un Receveur alternatif & deux Contrôleurs en chaque Genera-

lité, du consentement du Clergé, par le contrat du 2. Octobre 1621. lesquels pour leur fonction doivent recevoir les deniers de leurs charges des Receveurs particuliers, selon l'étenduë des Dioceses qui sont sous eux.

Celuy de Paris à sous soy les Dioceses de Paris, qui sont, *Meaux, Senlis, Soissons, Beauvais, & Chartres.* Les autres sont comme au Tit. premier cy-dessus.

Lefdits Receveurs Provinciaux doivent recevoir du Receveur general des Decimes un état de Recouvrement de ce que chacun Diocese de leur Generalité doit porter dans leur Recepte, devant que le temps de le faire soit échû, laquelle ils doivent faire au quinziesme May, pour le terme de Février, & au quinziesme Janvier ensuivant pour le terme d'Octobre, & rendre les deniers de leur charge à la Recepte generale, sçavoir.

Les Generalitez de Paris. *Chaulons, Amiens, Dijon, Rouen, Caen, Bourges, & Tours,* dans un mois après.

Les Generalitez de Lyon. *Rion, Poitiers, & Bretagne,* dans six semaines.

Et les Generalitez de Toulouse. *Montpellier, Bordeaux, Aix & Grenoble,* dans deux mois.

Après lequel délai le Receveur general peut envoyer ses contraintes contre lefdits Receveurs Provinciaux, s'ils sont en reste.

Lefdits Receveurs Provinciaux n'ayant reçu trois mois après le

terme échû les deniers de leur charge, peuvent envoyer leurs Commis pour contraindre les Receveurs particuliers des Diocèses, à payer. Et séjourner dans chaque Diocèse huit jours seulement. A moins que pour les grands restes du Receveur particulier, ils ne fussent contraints de proceder par saisie contre les cautions dudit Receveur.

Les Commis Huissiers ou Sergens, ne peuvent prendre leurs salaires, sur les deniers du courant des Decimes, ny faire demande d'iceux au Receveur particulier, plus grande que ce qui leur aura été taxé par les Bureaux generaux desdites Decimes lesquels doivent faire ladite taxe plustôt qu'on la puisse demander.

Les Receveurs particuliers enverront les deniers de leur charge à la Recepte Provinciale, sans qu'ils puissent estre intervertis, ny le paiement d'iceux retardé par les Ordonnances & Mandemens des Prelats, & Deputez des Diocèses, pour quelque occasion que ce soit, à peine d'être suspendus de leurs charges pour trois ans.

Lesdits Receveurs Provinciaux faisant leur Recepte donneront leurs acquis definitifs, & distincts ausdits Receveurs particuliers, de même que lesdits Receveurs les donnent aux Beneficiers, selon qu'il est porté par le Reglement de 1599. art. 14.

Et de six mois en six mois enverront aux Agens & au Rece-

veur general un état au vray des Decimes de leur charge, & des diligences qu'ils ont faites contre les particuliers qui sont en reste.

Ils recoivent leurs gages par leurs mains sur les deniers de leur Charge, que le Receveur general met en dépense dans son compte, avec les taxations du port ou voiture qui leur sont accordées, lesquelles sont alloüées aux autres Receveurs pour la recepte actuelle seulement, & aux nouveaux Contrôleurs, purement & simplement à cause qu'ils ont financé au denier douze, pour les taxations & deniers de port & voiture, pour le paiement desquels le Roy a laissé fond dans la Recepte generale, faisant partie de trois cens trente mil livres de rente, qui luy furent accordés par *contrat du 2. Octobre 1621.*

II.

Le Roy Henry III. crea en titre d'Offices dix-sept Receveurs generaux Provinciaux des Decimes, dans les 17. anciennes Generalitez, pour estre receus dans les Chambres des Comptes. *Par son Edit du mois d'Avril 1581.*

III.

Les Agens generaux du Clergé formerent opposition à la creation desdits Receveurs Provinciaux. *Par acte fait au Bureau de l'Hôtel de Ville de Paris, le 3. May 1581.*

IV.

Les Prevost des Marchands & Echevins de la Ville de Paris, Ggg iij

formerent aussi opposition en la Chambre des Comptes à la verification du même Edit, à cause des rentes par eux prétendues sur le Clergé, & par les raisons exprimées au long dans les memoires du Clergé.

V.

Dans les causes d'opposition du Clergé à la creation desdits Receveurs Provinciaux, l'on voit qu'il est fondé en Contrat autentique, solennellement fait & passé avec le Roy, le 20. Fevrier 1580.

Que le Roy a promis en foy & parolé de Roy de garder inviolablement, tenir & entretenir tout le contenu dudit Contrat.

Que nonobstant que le Roy *habeat plenitudinem potestatis*, par la l. Princes. ff. de legib. & à cette cause estant *solus legibus*, il semble qu'il ne se puisse tellement obliger par Contrat, qu'il ne puisse s'en departir.

Neanmoins, *in contractibus Principes considerantur ut privatus*, &c. & les Docteurs ont tenu pour maxime certaine, que le Pape, les Rois & les autres Princes Souverains pouvoient revoquer les Ordonnances & Constitutions par eux faites, mais non les Contrats esquels ils sont obligez.

De plus suivant la maxime commune du Droit, *Omnes contractus, sunt de jure gentium, cui non potest derogare Princeps: nam quamvis Imperator sit supra caput juris civilis, tamen est sub pedibus juris gentium*,

Agapetus Diacre dans l'Eglise Chrétienne, entre autres preceptes qu'il donna à l'Empereur Justinian pour la conservation de son Empire, luy dit, *sibimes observandarum legum impone necessitatem, tanquam nullum hominem habens, qui te cogere possit. Sic enim legum Majestatem ostendes, si in eas pra aliis colas, & populi se non impune contra leges committere posse conspicient*,

Les autres raisons sont deduites fort au long, & l'on les peut voir dans les memoires du Clergé.

VI.

La Chambre des Comptes renvoya le Clergé, & le Prevost des Marchands par devers le Roy, pour leur estre pourveu sur leurs remontrances & oppositions. Par son Arrest du 5. Juin 1581.

VII.

Le Roy envoya des Lettres de Jussion à ladite Chambre des Comptes, dattées du 21. Juin suivant, pour proceder à la verification de l'Edit cy-dessus.

VIII.

Ensuite desquelles ladite Chambre ordonna la 26. du même mois, qu'après que les oppositions cy-dessus auroient esté vuidées par sa Majesté, il seroit fait ce que de raison.

IX. X.

Le Roy envoya des secondes Lettres de Jussion pour la verification dudit Edit, en consequence desquelles ledit Edit fut verifié le dernier Juin de ladite année, à la charge que les gages attribuez

aufdits Receveurs Provinciaux, & au Receveur general du Clergé, n'excederont la somme de dix mil escus, dont ledit Receveur general & ses Commis jouissoient auparavant.

X I.

La Chambre des Comptes de Rouen donna un pareil *Arrest de verification*, le 15. Juillet 1581. aux mêmes charges.

X II.

Les dix-sept Receveurs Generaux Provinciaux des Decimes, établis dans les dix-sept Generalitez, furent revoquez, par la *Declaration du Roy du mois de Mars 1582. & lesdits Receveurs supprimez.*

X III.

Et le Roy Henry IV. par son Edit du mois de Septembre 1594. fit une nouvelle creation de dix-sept Offices de Receveurs Generaux Provinciaux des Decimes, és dix-sept anciennes Generalitez, avec faculté au Clergé de les rembourser.

X IV.

Les Agens generaux du Clergé furent recus opposans à l'exécution de l'Edit, du 18. Juillet 1596. fait pour la revente des Offices des Receveurs Generaux Provinciaux & particuliers, comme s'ils eussent esté domaniaux. Par *Arrest du Parlement, du 5. Septembre 1597.* & cependant surfis à l'exécution dudit Edit.

X V.

Et le sixième Mars de l'an 1598. ledit Parlement fit défenses de

proceder à l'exécution dudit Edit de ladite revente. Par *Arrest dudit jour.*

X VI.

Les Receveurs Generaux Provinciaux & particuliers des Dioceses & leurs Commis, feront profession de la Religion Catholique, Apostolique & Romaine.

Edit des Decimes du mois de Janvier 1599. art. 14.

X VII.

Il fut arrêté par l'Assemblée generale de 1605. & 1606. le 29. Mars, que les offres faites par les Receveurs Generaux Provinciaux, de supprimer eux-mêmes leurs Charges en jouissant des gages & taxations qui leur sont attribuez pendant le terme de dix ans, seroient receus, & ordonné que le Contrat en seroit passé avec eux.

X VIII.

Lesdits Receveurs passerent ledit Contrat avec le Clergé, le 30. Mars 1606. par lequel ils consentirent la suppression de leurs Offices sans aucun remboursement, à la charge qu'ils les exerceront & jouiront pendant dix ans des droits y attribuez.

X IX.

Le Clergé passa Contrat avec le Sieur de Castille Receveur general dudit Clergé, le 30. Juillet 1608. pour le rétablissement des Receveurs Provinciaux des Decimes, afin de fournir au Roy par ledit Receveur general, ou par les Receveurs Provinciaux, la somme de trois cens mil livres, que le Clergé avoit promise à sa Majesté,

au sujet des Galeres qu'elle vouloit mettre sur la Mer Mediterranée pour opposer aux Corfaires, & à la charge que le Clergé pourroit rembourser lesdits Officiers.

XX.

Le Roy Louis XIII. par son *Edit du mois de Decembre 1625.* crea un Receveur general provincial alternatif, & deux Contrôlleurs generaux provinciaux, ancien & alternatif des Decimes & subventions en chacune des dix-sept Generalitez, & en chaque Diocese un Receveur particulier alternatif, & deux Contrôlleurs particuliers desdites Decimes ancien & alternatif, lesdits Officiers comparables au Clergé qui pourroit aussi les rembourser.

XXI.

Les Agens generaux du Clergé furent dechargez de la signature des quittances de Finances pour la vente & composition des Offices de Receveurs & Contrôlleurs, créez par l'*Edit precedent de 1621.* à laquelle cet Edit les obligeoit. Par *Arrest du Conseil d'Etat, du 19. Mars 1622.* sa Majesté voulant que lesdites quittances soient signées par le Receveur general du Clergé.

XXII.

Les Receveurs generaux provinciaux, anciens des Decimes, passerent contract avec le Clergé le 27. Aoust 1625. pour la continuation en l'exercice de leurs Charges, moyennant trois cens treize mille sept cens neuf livres

de supplément de finance pour joindre à trois cens mil livres d'ancienne finance, mentionnée au Contrat du 30. Juillet 1608. cy-dessus, passé entre le Clergé, & le Sieur de Castille lors Receveur general, sans que lesdits Officiers puissent rien pretendre des trois deniers pour livre d'augmentation de gages mentionnez audit Contrat, le Clergé se reservant aussi la même faculté que dessus de les rembourser.

XXIII

Lequel Contrat fut ratifié par sa Majesté par Arrest de son Conseil d'Etat, du 4. Octobre 1625.

XXIV.

Le 16. Decembre suivant 1625. le Clergé passa Contrat avec le Sieur d'Aguesseau son Receveur general, pour l'imposition & levée de cent cinquante mil livres par an sur tous les Dioceses, pour la creation d'un Receveur & Contrôlleur Provincial triennal des Decimes en chacune des dix sept Generalitez, avec faculté au Clergé de les rembourser, & pour augmentation de gages aux Receveurs & Contrôlleurs Diocesains, anciens & alternatifs.

XXV.

Ensuite duquel Contrat, ledit Sieur d'Aguesseau fit une *declaration* le 23. Fevrier 1626. portant qu'encore qu'il soit dit par ledit Contrat qu'il a payé la somme de trois cens quatre-vingts cinq mille cinq cens livres, pour les causes y contenuës, il ne la pas néanmoins

moins payée, ny partie d'icelle, mais s'oblige de la payer aux termes y declarez.

XXVI.

Louis XIII. par son Edit du mois de Decembre 1625. crea un Receveur & un Contrôleur Provincial triennial des Decimes en chaque Generalité, & augmentation de gages aux Receveurs & Contrôleurs Diocesains, le tout conformement au Contrat cy-dessus, du 16. Decembre 1625.

XXVII.

Les Receveurs & Contrôleurs Provinciaux & particuliers des Decimes, qui n'auront payé le supplément de finance de leurs Offices, à raison du denier quatorze dans le temps qui sera ordonné, seront tenus de recevoir leur remboursement sans qu'ils puissent faire refus, sous pretexte de gages & droits à eux deus à cause desdits Offices. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 11. Decembre 1625.*

XXVIII.

Ils suplèeront la finance de leurs Offices jusques à raison du denier quatorze dans trois mois, à faute d'estre remboursez avec les loyaux cousts, taxez pour chacun à la somme de vingt livres, *par Arrest du Conseil d'Etat, du dernier Decembre 1625.* portant défenses ausdits-Officiers de prendre aucunes taxations pour les deniers extraordinaires, sinon en l'année de leur exercice.

XXIX.

Ils ne jouïront de leurs taxations que de la recepte actuelle

qu'ils porteront dans la recepte generale, & non des taxations de leursdits gages. *Ainsi ordonné par l'Assemblée de 1625. de 13. Juin.*

XXX.

L'Arrest du Conseil du 26. Fevrier 1629. qui avoit ordonné une imposition de cent mil livres sans le consentement du Clergé pour des taxations pretendues par les Receveurs Provinciaux des Decimes, à cause d'une levée de deniers extraordinaires sur ledit Clergé, fut revoqué *par celui du 19. Decembre 1629.* qui renvoye lesdits Receveurs à la prochaine Assemblée du Clergé, pour leur estre pourveu sur leurs pretendues taxations, comme aussi les Receveurs Diocesains aux Evêques & Deputez des Dioceses.

XXXI.

Cet Arrest fut confirmé par un autre, du 20. Aoust 1630.

XXXII.

L'Assemblée de 1635. delibera qu'il ne seroit accordé aucune taxation de la levée extraordinaire de treize cens mil livres aux Receveurs Provinciaux des Decimes, & ordonna que les Receveurs Diocesains tiendroient compte ausdits Dioceses de tout ce qu'ils auront payé pour les taxations, tant des Receveurs particuliers & provinciaux, que du Receveur general, & à ces fins qu'ils bailleroient les quittances qui leur seront remises par les Dioceses, pour argent comptant aux Receveurs provinciaux sur les premiers termes du

H h h.

payement de leurs Decimes.

Enjoint aux Provinciaux de les recevoir, & en cas de refus, a ordonné que le Receveur general les recevra & en fera tenir compte par les Provinciaux à la décharge des Diocèses.

XXXIII.

Il fut ordonné au Sieur d'Aguessau Receveur general du Clergé de delivrer sa quittance au Receveur Diocésain, des sommes contenues en celles des Receveurs Provinciaux, & ce faisant que les Receveurs Provinciaux rendront les sommes par eux reçues dont ils tiendront compte au Receveur Diocésain sur le premier payement qu'il leur fera, & luy aux Beneficiers. *Par l'Assemblée de 1636. 14. Avril*, sur la difficulté meüe entre le Receveur particulier de Lyzieux, les Receveurs Provinciaux de Rothen & le Receveur general pour raison des taxations pretendues par lesdits Receveurs Provinciaux, à cause de l'imposition accordée à Fontenay le Comte, en l'an 1618. pour le Siege de la Rochelle.

XXXIV.

Par avis des Provinces *l'Assemblée de 1655.* & des années suivantes, ordonnerent que les taxations ne pourront estre alloüées aux Receveurs Provinciaux que pour les deniers dont il y aura recepte actuelle dans les comptes, & qu'elles seront rayées à proportion des sommes qui seront rapportées en reprise, sauf à leur faire droit

quand ils les auront payées à la recepte generale, ou que les diligences qu'ils auront faites, ou qui seront rapportées sur le compte auront esté jugées par l'Assemblée bonnes & suffisantes, & la reprise alloüée.

XXXV.

Les Receveurs Provinciaux furent mandez *par l'Assemblée de 1657. le 23. Mars*, & y estant entrez *Monsieur le President* leur dit que l'Assemblée desiroit qu'à l'avenir ils donnassent des ampliations des quittances & des états, avec des copies de leurs comptes à Messieurs les Agens, & qu'on ne leur alloüeroit point leurs taxations, s'ils n'avoient justifié de leurs diligences.

XXVI.

Ledsits Receveurs Provinciaux ayant supplié la Compagnie de vouloir leur marquer les diligences qu'ils seront obligez de faire à l'avenir, l'Assemblée a déclaré qu'il falloit qu'il y eut emprisonnement de la personne des Receveurs Diocésains, & un établissement de Commis aux dépens des Diocèses pour faire la recepte.

Ibid. le 24. Mars 1657.

XXXVII.

L'Assemblée du 18. Avril 1657. ordonna que tant sur le sujet des diligences qui doivent estre faites par les Receveurs Provinciaux, & Diocésains, que pour les interets qui sont demandez par le Receveur general, pour les sommes dont les Receveurs Provinciaux seroient en reste, le Regle-

ment des Decimes de 1599. sera executé.

XXXVIII.

Le Roy Louis XIV. par son Edit de 1646. en Septembre, attribué par augmentation de gages aux Receveurs & Contrôleurs des Decimes, tant Provinciaux que particuliers, & aux acquereurs des augmentations de gages des années 1625. & 1636. les cent vingt-trois mille quatre cent quarante neuf livres, accordées par chacun an à sa Majesté par le Clergé, pour leur estre ladite somme de partie selon le rôle qui en seroit arrêté au Conseil.

XXXIX.

Un particulier ayant esté commis par le Receveur general du Clergé pour faire la recepte Provinciale de la Generalité de Rouen, fut obligé de faire enregistrer sa Commission au Bureau Ecclesiastique. Par Arrest du Conseil d'Etat, du 22. Decembre 1646.

XL.

Les Receveurs Provinciaux & Diocesains enverront aux Agens de six mois en six mois les états au vray de leur recepte, certifiez conformément au Reglement de 1599. & à l'Arrest du Conseil, du 17. Aoust 1619. à peine de trois cens livres d'amende.

Assemb. de 1650. le 4. Octobre.

XLI.

Le Receveur general pourra delivrer ses contraintes contre les Receveurs Provinciaux qui seront en reste, après les termes des paye-

mens échus, & lesdits Receveurs Provinciaux sont condamnez à luy payer les interstis des sommes qu'ils restent, au denier dix huit, un mois après les termes échus, sauf le recours desdits Provinciaux contre les Receveurs particuliers s'ils sont en demeure, & ausdits Receveurs particuliers à se pourvoir aux Bureaux des Diocèses, pour leur estre fait droit sur les Beneficiers qui n'auront point payé.

Même Assemb. de 1650. le 9. Novembre.

XLII.

Le Clergé obtint de sa Majesté la faculté de rachepter les Offices de Receveurs & Contrôleurs des Decimes, tant Provinciaux que particuliers, & que lesdits Offices demeureroient affectez & hypotequez pour le payement du debet & reliqua des comptes de ceux qui les auront possédez, & ce par preference à tous autres Creanciers. Par Arrest du Conseil d'Etat, du 19. Janvier 1651.

XLIII.

Il fut ensuite resolu par avis des Provinces qu'en cas de remboursement des Officiers des Decimes, la somme d'un million cinquante mille livres qu'ils devoient fournir pour lors pour le Don gratuit, leur seroit remboursée, & qu'en cas que le Clergé augmenta le pied de leur finance à un plus haut denier, ladite somme leur seroit precomptée.

Assemb. de 1655. du 12. May.

XLIV.

Et pour ce qui estoit des cent quatre-vingt mil livres aliénées en 1639. & à eux données en augmentation de gages, qu'il seroit stipulé avec sa Majesté qu'il ne pourroit estre fait aucun retranchement des gages assignez sur les deux cens mil livres aliénées en 1639. ny pris sur les acquereurs d'iceux aucune augmentation de finance, d'autant que tant ledit retranchement de gages, que l'augmentation des finances rendroient plus difficile le remplacement que sa Majesté avoit promis au Clergé de faire desdits deux cens mil livres, distraites sans son consentement du fonds destiné pour le payement des rentes.

XLV.

Le Receveur Provincial des Decimes de Bordeaux, est obligé de compter en présence des Agens generaux du Clergé, de la recepte & dépense par luy faite, & tous les Receveurs Provinciaux leur enverront dans quinzaine un état au vray, signé & certifié d'eux de ce qui leur est dû, & de leur recepte & dépense, sous peine du quadruple. *Ainsi jugé par Arrest du Conseil d'Etat, du 9. Janvier 1658.*

CHAPITRE III.

Des Receveurs & Contrôlleurs Particuliers ou Diocésains des Decimes; Edits de leur creation, & les Contrats faits avec eux, touchant leurs Offices,

I.

Memoires touchant les Receveurs particuliers ou Diocésains, tirez de l'Assemblée de Melun, en 1579. & 1580.

Les Receveurs particuliers des Dioceses, ne sont pourvus desdites réceptes en titre d'Office formé, mais par commission, pour par eux, leurs hoirs ou successeurs estre exercées, & jouir d'icelles aux gages, charges & conditions qui leurs seront réglées par le Clergé.

Sçavoir, quant aux gages, de 18. deniers pour livre de la recepte qu'ils feront des Decimes & subventions ordinaires, & de six deniers pour livre pour les levées des deniers extraordinaires, & ce jusques à ce que le Clergé des Dioceses qui les voudront rembourser se feront valablement obliger de leur rendre, & payer dans six ans & en trois payemens égaux, les deniers qu'ils feront apparoir estre entrez sans fraude es finances du Roy, avec la rente à raison de sept pour cent, laquelle toutefois diminuera au fur du remboursement.

Laquelle obligation & assurance de remboursement ainsi faite, les Prelats, Archevêques & Evêques seront tenus de commettre au soulagement du Clergé des Receveurs dont ils seront responsables, comme auparavant la creation desdits Offices.

Ledsits Receveurs avant que d'entrer en charge prêteront le

serment, se presenteront, & feront recevoir leurs cautions par-devant les Tresoriers generaux des Finances en chacune des Provinces & Generalitez où il sont établis, sans que le Clergé soit tenu de leur insuffisance.

Leurs Offices sont affectez, & hypothéquez au payement du debet & reliqua procedant de leur fait, comme les autres Officiers comptables, pour estre lesdits Offices vendus si besoin est par la forme ordinaire de la Justice, & les premiers deniers qui en proviendront seront employez à l'acquit du debet, & le surplus, si aucun reste, au profit desdits Receveurs.

Porteront ou enverront à leurs frais, & dépens, les deniers qu'ils reçoivent au Receveur general du Clergé où à ses Commis en chacune Generalité, aux termes accoustumez, & compteront par devant les Seigneurs Archevêques, Evêques & Deputez de chacun Diocese, y pouvant estre contrainsts par lesdits Sieurs Prelats, aussi bien que leurs vefves & heritiers, en cas de decez, & comme pour deniers royaux.

Presenteront un état au vray des restes qui seront dûs par les Beneficiers ausdits Sieurs Archevêques & Evêques, ou à leurs grands Vicaires & Deputez des Dioceses, avant que bailler leurs certifications aux Huissiers & Sergens pour executer, lesquels mettront leur visa au bas dudit état, quinze jours après le terme échu,

& non plûstôt à peine de tous dépens, dommages & interests contre lesdits Receveurs.

Et les Huissiers & Sergens observeront dans leurs executions les Reglemens portez par l'*Edit de 1582*. exprimez cy-devant.

II.

Il y a encore d'autres memoires fort amples touchant lesdits Receveurs, tirez des *Reglemens & des Edits de 1563. 1582. & 1599.* lesquels estant déjà repetez cy-devant, on n'a pas trouvé à propos de les repeter icy, pour n'aller pas contre les regles de l'abregé.

III.

La premiere creation des Receveurs des Decimes & subventions du Clergé en chaque Diocese, fut par l'*Edit du Roy Henry II. du mois de Juin 1557.* mais cet Edit fut ensuite revoke à la poursuite du Clergé.

IV. V. VI.

Le Roy Charles IX. rétablit lesdits Receveurs créez par l'*Edit cy-dessus*, par celui du mois de Janvier 1572. mais il fut aussi revoke dans la suite à la poursuite dudit Clergé, par l'*Edit du 14. Juin 1573.* qui porte nouvelle creation d'un Receveur des Decimes & subventions en chaque Diocese qui sera nommé par l'Evêque Diocesain, & qui sera tenu de luy rendre compte & aux Deputez du Clergé de chaque Diocese, lesquels Officiers pourront aussi estre remboursez par le Clergé, & supprimer à sa volonté. *Lequel Edit*

H h h. iij

fut verifié au Parlement & à la Chambre des Comptes, les 11. & 12. Aoust 1573.

VII.

Il fut permis au Clergé de prendre de l'argent par forme de prêt de personnes capables pour les faire pourvoir, en titre ou par Commission, desdits Offices de Receveurs des Decimes, jufques à l'entier remboursement. *Par la Declaration du Roy Charles I X. du 29. Aoust 1573 sur le precedens Edit du 14. Juin mefme année.*

VIII.

Le Clergé passa contrat de vente à faculté de rechat perpetuel de treize desdits Offices de Receveurs particuliers des Decimes le 28. Octobre 1573. au sieur Salvago Gentil-Homme Genevois demeurant en France, pour la somme de cent foixante & onze mil huit cens foixante & six livres, que ledit Salvago promit payer à l'acquit du Clergé, sur, & tant moins de huit cens mil livres accordées au Roy Charles I X. pour les frais du voyage du Roy de Pologne son frere.

IX.

Lequel Contrat fut ratifié par Sa Majesté le septième Novembre suivant 1573.

X.

Il y eut encore un patteil Contrat passé par le Clergé au sieur de Gondy, le 2. Novembre 1573. à condition de rechat perpetuel de quinze desdits Offices de Receveurs particuliers des Decimes

moynnant la somme de 169955. livres, qu'il s'obligea de payer à l'acquit du Clergé pour les frais du voyage du Roy de Pologne.

XI.

Il y en eut encore un autre du 4. Mars 1588. passé entre ledit Clergé & le sieur de Sardini Gentil-Homme Lucquois demeurant en France, pour la vente & disposition des Offices d'un Receveur alternatif, & de deux Contrôlleurs des Decimes en chaque Diocese, dont le Clergé consentit à l'erection à faculté de rechat perpetuel, & ce pour fournir au Roy cinq cens mil écus, au lieu de la subvention portée par la Bulle du Pape Sixte V.

XII. XIII.

Lequel Contrat fut ratifié par le Clergé le 6. Aoust 1588. & par sa Majesté le dix-septième du même mois, & enregistré au Parlement le vingt-sixième.

XIV.

Ledit sieur Sardini, ayant allégué des deffectuosités contre les ratifications d'aucuns Dioceses fit difficulté d'executer ledit contrat, & s'estant pourveu au Conseil privé il fut dit par Arrest contradictoire du Conseil du onzième Aoust 1588. que les ratifications dudit contrat, fournies par les Agens generaux du Clergé audit Sardini, estoient bonnes & vallables, & ledit contrat excecutoire.

XV.

Et par un autre Arrest contradictoire dudit Conseil du cinquième

Juillet 1596. rendu entre le Clergé d'une part, ledit sieur Sardini d'autre, & les Receveurs alternatifs, & Contrôleurs particuliers des Decimes intervenans, le Clergé fut dechargé du tiers de ce qui restoit à payer des profits, & gages desdits Officiers, & du tiers du profit de la somme ordonnée estre levée, pour le remplacement des Offices, qui n'avoient pu être établis en conséquence du contrat cy-dessus.

XVI.

Ceux qui furent pourvus des Offices de Contrôleurs particuliers des Decimes créés par l'Edit du mois de Decembre 1621. & qui avoient presté le serment devant l'Evêque ou Deputé du Diocèse où ils estoient établis, furent dechargez de se faire recevoir pardevant les Tresoriers de France. *Par Arrest du Conseil d'Etat du vingt-deuxième Mars 1622.*

XVII. XVIII.

Le Roy Louis XIII. *Par son Edit du mois de Juin 1628.* datté de son Camp devant la Rochelle, crea un Receveur, & un Contrôleur particulier triennal des Decimes en chaque Diocèse. Avec faculté au Clergé de les rembourser. Verifié au Parlement le quatrième Septembre suivant.

Cet Edit contient les taxations des gages de chacun desdits Officiers. Sçavoir ceux du Diocèse de Sens la somme de 1542. liv. chacun.

| | |
|-------|----------------|
| Paris | 818. 15. sols. |
| Meaux | 672. 5. sols. |
| Sens | 127. 10. |

| | |
|--------------|---------------------|
| Soissons | 415. liv. 16. sols. |
| Beauvais | 415. 7. |
| Chartres | 1862. 17. |
| Reims | 585. 4. |
| Troyes | 722. 19. |
| Châlons | 366. 16. |
| Langres | 1236. 7. |
| Laon | 252. 4. |
| Amiens | 642. 18. |
| Noyon | 253. 12. |
| Boulogne | 30. 9. |
| Rouën | 3185. 0. |
| Evreux | 1014. 2. |
| Lysieux | 991. 9. |
| Sées | 902. 3. |
| Bayeux | 1097. 8. |
| Coustances | 1022. 9. |
| Avranches | 699. 2. |
| Tours | 1291. 15. |
| Mans | 1342. 12. |
| Angers | 1368. 8. |
| Nantes | 797. 11. |
| Vannes | 715. 10. |
| Saint Malo | 459. 11. |
| Cornoaille | 632. 10. |
| Rennes | 538. 13. |
| Treguier | 283. 3. |
| Leon | 229. 4. |
| Dol | 227. 4. |
| Saint Brieuc | 330. 11. |
| Bourges | 2179. 3. |
| Nevers | 509. 1. |
| Orleans | 856. 4. |
| Poitiers | 2179. 17. |
| Maillezais | 635. 2. |
| Xaintes | 1501. 11. |
| Angoulême | 712. 19. |
| Luçon | 406. 16. |
| Clermont | 1930. 12. |
| Tulles | 166. 19. |
| Limoges | 1574. 3. |

432 DES RECEVEURS ET CONTRÔLLEURS, &c.

| | | | |
|--------------|---------------------|--|--------------------|
| Saint Flour | 612. liv. 16. fols. | Lescar | 13. liv. 16. fols. |
| Aurun | 1487. 8. | Condom | 574. 15. |
| Chalon | 604. 18. | Auch | 1097. 4. |
| Mafcon | 523. 15. | Comenge | 314. 19. |
| Auxerre | 471. 12. | Conferans | 165. 14. |
| Lyon | 1242. 6. | Lombez | 441. 3. |
| Mende | 572. 6. | Aix | 280. 16. |
| Viviers | 441. 9. | Digne | 69. 8. |
| Puy | 422. 16. | Grasse | 131. 15. |
| Toulouse | 1395. 7. | Glandeves | 53. 17. |
| Carcaſſonne | 691. 16. | Senez | 115. 11. |
| Alby | 1157. 5. | Vence | 90. 14. |
| Caſtres | 416. 10. | Apt | 60. 2. |
| Mirepoix | 388. 13. | Riez | 175. 15. |
| Saint Papoul | 255. 8. | Frejus | 301. 18. |
| Alet | 170. | Sisteron | 121. 18. |
| Lavaur | 455. 5. | Arles | 215. 3. |
| Rieux | 432. 11. | Marſeille | 106. 1. |
| Montauban | 478. 18. | Avignon | 179. 5. |
| Cahors | 1510. 9. | Carpentras | 5. 19. |
| Rodez | 1386. 10. | Toulon | 72. 19. |
| Pamiers | 223. 0. | Vienne | 443. 7. |
| Vabres | 284. 7. | Grenoble | 394. 6. |
| Montpellier | 432. 3. | Ambrun | 186. 17. |
| Nîſines | 668. 11. | Valence | 243. 0. |
| Narbonne | 686. 3. | Die | 180. 12. |
| Beziers. | 551. 16. | Gap | 320. 11. |
| Agde | 234. 10. | Saint Paul trois Châteaux | 39. liv. |
| Ulez | 517. 4. | | 13. fols. |
| Lodeve | 168. 17. | Ceux qui feront la recepte des deniers des Decimes dans les Païs de <i>Breſſe</i> , <i>Bugey</i> , <i>Valromey</i> , & <i>Gex</i> , auront par le même Edit la ſomme de 400. livres de gages par an, au titre d'heredité à departir également entr'eux, qui feront pris & levez ſur les Diocèſes & Beneficiers deſdits Païs par nouvelle impoſition. | |
| Saint Pons | 137. 6. | | |
| Bordeaux | 822. 5. | | |
| Bazas | 381. 12. | | |
| Acqs | 356. 19. | | |
| Bayonne | 87. 14. | | |
| Tarbes | 353. 16. | | |
| Agen | 959. 0. | | |
| Perigueux | 724. 8. | | |
| Sarlat | 480. 10. | | |
| Aire | 328. 0. | XIX. | |
| Lectoure | 280. 19. | Le Roy Henry III. par ſa Declaration | |

claration du dernier May 1586. ordonna que les Receveurs particuliers des Decimes pourroient estre démis, si bon sembloit aux Prelats, & Deputez des Dioceses, à la charge toutefois que le Clergé desdits Dioceses les rembourseroit dans six ans à trois payemens égaux, & cependant de leur payer la rente, à raison de sept pour cent.

XX.

Le Clergé fut confirmé dans la faculté de rembourser quand bon luy sembleroit les Receveurs & Contrôleurs particuliers des Decimes, tant anciens que de nouvelle creation, soit pour les supprimer, ou pour leur en substituer d'autres, & en cas de refus, permis de configner. *Par Declaration du quatrième Mars 1623.*

XXI.

La faculté de rembourser les Offices de Receveurs, & Contrôleurs des Decimes, accordé au Clergé dans tous les Edits de creation desdits Offices, est encore stipulée par tous les contrats passez entre le Roy & le Clergé de France. Et confirmée par deux *Arrests du Conseil d'Etat, des 10. & dernier Decembre 1625.*

XXII.

Le Receveur triennal du Diocèse d'Angers, fut condamné de recevoir le remboursement de la Finance qu'il avoit payée pour son Office, frais, & loyaux cousts suivant l'Edit du mois de Juin 1628. *Par Arrest du Conseil d'Etat du 22. Decembre 1629.*

XXIII.

Le Contrôleur tiennal hereditaire des Decimes de Tours fut aussi condamné à recevoir le remboursement de son Office, & cent livres pour les frais & loyaux cousts, moyenant quoy ledit Office demeureroit supprimé. *Par Arrest du Conseil privé du deuxième Juillet 1630.*

XXIV.

Enfin tous les Receveurs & Contrôleurs des Decimes furent condamnés de recevoir le remboursement qui leur seroit offert par les Dioceses, frais & loyaux cousts, conformément aux contrats des années 1621. 1626. & 1628. & en cas de refus permis de configner. *Par Arrest du Conseil d'Etat du vingt-septième Mars 1634.*

XXV.

Le Diocèse de Chartres obtint un Arrest contradictoire contre le Receveur des Decimes dudit Diocèse qui avoit refusé son remboursement. *Ledit Arrest du Conseil privé du 4. Aoust 1654.*

XXVI.

Défenses aux Receveurs, & Contrôleurs des Decimes d'exiger autres droits que ceux qui leur sont attribuez par les contrats du Clergé. Comme aussi de se pourvoir par appel de la clôture de leurs comptes, ny pour le retablissement des parties rayées, ailleurs qu'aux Chambres Ecclesiastiques. *Arrest du Conseil d'Etat du vingt-septième Mars 1634.*

XXVII.

Les Receveurs particuliers ne peuvent prendre aucunes taxations pour raison des deniers extraordinaires qui se levent sur les Dioceses, sinon en l'année de leur exercice, & à raison de la recepte actuelle, qu'ils font desdits deniers extraordinaires, & pour le regard de ceux qui se levent à cause des nouvelles impositions accordées au Roy es années 1621. 1625. 1628. & 1635. que tant en exercice que hors d'iceluy il n'en appartient aucunes taxations audits Officiers.

Assim. de 1645. & 1646. le 6. Juin 1646.

XXVIII.

Lesdits Receveurs particuliers n'ont point de droit de prendre des taxations pour les Decimes ordinaires attendu qu'elles ont esté converties en gages, & qu'il étoit accordé six deniers pour livre des Decimes extraordinaires seulement au Receveur qui en feroit le recouvrement, à cause de quoy l'Assemblée de 1650. le quinzième Novembre leur fit défenses d'exiger aucunes taxations pour les Decimes ordinaires, & ordonna qu'il seroit informé contr'eux de ce qu'ils avoient touché.

XXIX.

Les Receveurs, & Contrôleurs des Decimes de Reims, faisant des poursuites au Parlement pour raison de leurs taxations, furent assignez au Conseil par Arrest du Conseil d'Etat du dix-neuvième Janvier 1651.

XXX.

Il fut arrêté par deliberation de l'Assemblée generale tenuë en 1605. & 1606. le vingt-neuvième Mars 1606. qu'on leveroit sur les Receveurs particuliers, par forme de supplément, le quart des deniers qu'ils ont financez pour estre employez aux affaires du Clergé, suivant la permission du Roy.

XXXI.

Enjoint aux Receveurs particuliers des Decimes d'envoyer dans six mois aux Agens generaux du Clergé, un état au vray des restes deus par les Beneficiers de leur département, avec la copie des quittances des sommes qu'ils auront payées aux Receveurs Provinciaux. *Par Arrest du Conseil d'Etat du dix-septième Aoust 1619.*

XXXII.

Le Roy Louis XIII. donna des Lettres Patentes en forme de Commission, le 4. Septembre 1619. pour faire commendemens à tous les Receveurs des Decimes des Dioceses de mettre dans trois mois es mains des Evêques Diocesains, ou de leurs Vicaires un état certifié des Benefices qui ne se trouvent plus, & qui neanmoins sont chargez des Decimes, & des Cures qui sont si pauvres qu'elles ne peuvent payer les Decimes.*

XXXIII.

Tous ceux qui exercent les Offices de Receveurs particuliers des Decimes, sont tenus de donner caution, & de faire register leurs provisions ou commissions aux

Greffes des Chambres Ecclesiastiques, à peine de saisie & de vente de leurs Offices. *Ainsi jugé par Arrêt du Conseil d'Etat du treizième Janvier 1657. conformément aux Edits de creation desdits Offices.*

XXXIV.

Les Officiers des Decimes, & les acquereurs de gages sur le Clergé de la Province de Bretagne furent condamnés à payer à ceux qui estoient chargés du recouvrement des deux millions de livres accordées au Roy par l'Assemblée de 1660. la somme de sept cens cinquante mil liv. suivant les Rôlles, & departemens expédiés par ladite Assemblée. *Par Arrêt contradictoire du Conseil d'Etat du 12. May 1663.*

XXXV.

Le procez intenté au Parlement de Toulouse par les Officiers des Decimes du Diocèse de Lavaur, contre le Clergé dudit Diocèse pour raison de la soustraction de gages, faite sur lesdits Officiers en l'Assemblée du Clergé des années 1635. & 1636. fut évoqué au Conseil d'Etat par Arrêt du quatrième May 1641. avec défenses audit Parlement d'en prendre connoissance.

XXXVI.

Le Parlement de Rennes donna un Arrêt le dix-septième Decembre 1661. portant commission aux Officiers des Decimes de Bretagne pour faire assigner audit Parlement les Syndics & Deputés du Clergé de ladite Province sur l'opposition formée par lesdits Officiers, à la taxe sur eux faite en l'Assemblée

generale du Clergé tenuë en 1660. pour suplement de Finance, & cependant surseance de toutes contraintes pour raison de ladite taxe.

XXXVII.

Mais cette Arrêt fut cassé par celui du Conseil du vingt-sixième Janvier 1662. L'exécution duquel fut encore ordonnée par l'Arrêt du Conseil d'Etat du vingt-neuvième Mars 1662. portant decharge aux Agens generaux du Clergé, & à tous autres des assignations à eux données au Conseil, à la Requête des Officiers des Decimes de Bretagne, auxquels défenses sont faites de s'y plus pourvoir pour raison desdites taxes sur eux faites en l'Assemblée du Clergé.

CHAPITRE IV.

Des Privileges, & exemptions accordées par les Rois, aux Receveurs & Contrôlleurs des Decimes.

I.

LE Receveur general du Clergé ne pourra estre contraint par le Prevost des Marchands & Echevins de la Ville de Paris, pour ce qu'ils pourroient pretendre leur estre dû par le Clergé, qu'au préalable il n'ait esté sommé de compter, & que son compte rendu, il n'ait esté trouvé debiteur.

Lettres Patentes du Roy Henry III. du cinquième Novembre 1575.

II.

Défenses d'emprisonner le Receveur general du Clergé, ny ses

cautions à la Requête du Prevost des Marchands & Echevins de la dite Ville de Paris, sans que Sa Majesté ou son Conseil en ayent esté préalablement adverty, & y ayent pourveu, à peine contre les contrevenans de tous dépens, dommages & interets, en leur propre & privé nom. *Par Lettres Patentes du même Roy du vingt-septième Aoust 1576.*

III.

Le même jour Sa Majesté fit expedier un Brevet signé de sa main en faveur du Receveur general du Clergé, qui estoit pour lors Maître Philippe de Castille, par lequel Sa Majesté veut, & ordonne qu'il ne puisse estre decreté Arrest de prise de corps sur sa personne, par quelque Juge que ce soit, &c. Le reste est conforme à la declaration cy-dessus.

IV.

Le Roy Henry I V. renouvela les mêmes Privileges, & fit les mêmes défences que cy-dessus, par sa declaration du dix-neuvième Janvier 1596.

V.

Ce qui fut encore confirmé par Arrest du Conseil d'Etat du dernier Septembre 1604.

VI.

Les Receveurs particuliers des Decimes ne seront compris aux taxes faites ou à faire, sur les Finances, & autres qui ont manié les deniers du Roy, & le Clergé voulant rembourser leurs Offices, ne sera tenu des taxes que lesdits

Receveurs pourroient avoir payées.

Declaration du 6. Juin 1586.

VII.

Les Receveurs, & Contrôleurs Provinciaux, & particuliers des Decimes, ne pourront estre compris, aux taxes des Officiers de Finances, soit pour augmentation, rétablissement ou confirmation de leurs gages, droits, & Privileges, droit Royal, Chambres de Justice, qui pourroient estre établis pour la recherche des Officiers Royaux. Et que si quelques uns, y ont esté mis, ils en seroient dechargez comme estant Officiers du Clergé, manians ses deniers, & non ceux de sa Majesté.

Declaration du Roy Louis XIV. du neuvième Juillet 1646.

VIII.

Ils furent dechargez des taxes faites sur eux à cause de la recherche, & revocation de la Chambre de Justice. *Par Arrest du Conseil d'Etat du premier Septembre 1635.*

IX.

Ceux de Constances estans poursuivis pour les taxes de la Chambre de Justice, défenses furent aites de les poursuivre, à peine de quinze cens livres d'amende, & de tous dépens, dommages & interets, par *Arrest du Conseil d'Etat du vingt-troisième Octobre 1659.*

X.

Ils furent encore déchargez de routes taxes & recherches de la Chambre de Justice, du droit Royal, du Marc d'or, droit d'héredité, taxes sur les aîsez, & du logement des Gens de Guerre.

Par Arrest du Conseil d'Etat du troisieme Avril 1666.

X I.

Ce qui fut confirmé par la declaration de sa Majesté du huitieme Avril 1666.

X II.

Christin Gravelle cy-devant Receveur des Decimes du Diocèse de Chartres, ayant esté taxé comme intéressé en plusieurs affaires, par les Commissaires Deputez pour les Rôlles des taxes de la Chambre de Justice, en faisant sa soumission qu'il n'avoit esté intéressé en d'autres affaires qu'à celles des Decimes, eut main levée des saisies faites sur luy, par lefd. Seigneurs Commissaires par ordonnance du dix-huitieme Septembre 1666.

X III. X IV. *

Les Receveurs, & Contrôleurs des Decimes furent encore déchargés du paiement du droit de marc d'or, avec défenses au traitant, & à tous autres d'en faire aucune poursuite contr'eux, à peine de tous dépens, dommages, & interets. *Par deux Arrests du Conseil d'Etat, l'un du sixieme Aoust 1621. & l'autre du vingt-deuxieme Mars 1622.*

X V.

Il y en a encore un autre du même Conseil d'Etat du quatorzieme Septembre 1635. qui porte la même chose.

X VI.

Il y eut surseance des poursuites contre les Officiers des Deci-

mes pour les taxes faites sur eux à cause de l'augmentation des monoyes. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 20. May 1638.*

X VII.

Le Receveur general, les Receveurs Provinciaux & particuliers des Decimes furent déchargés de la plus valuë des monoyes, avec main levée de toutes saisies faites pour raison de ce. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 14. Janvier 1640.*

X VIII.

Les Receveurs & Contrôleurs des Decimes, ny les autres Officiers du Clergé ne doivent estre imposés aux Tailles, ny autres cottisations, soit pour le titre de leurs Offices, ou pour les gages, droits, & émolumens qui y sont attribuez. *Ainsi jugé par Arrest du Conseil Privé, du 15. Avril 1633.*

X I X.

Le Receveur des Decimes de Lyzieux fut déchargé de la Collette des Tailles, *par Arrest dudit Conseil, du 18. Decembre 1652.* avec défenses aux Echevins, & habitants des Villes de nommer aufdites Charges les Receveurs des Decimes, à peines de nullité, dépens, dommages & interets.

X X.

Pareilles defenses aux Officiers des Elections. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 23. Mars 1658.*

X X I.

Léfdits Officiers des Decimes furent encore déchargés des taxes faites sur eux pour la confirma-

tion d'heredité, avec défenses de les poursuivre pour rai on de ce, & main levee des saisies faites en consequence. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 14. Janvier 1640.*

XXII.

Ils furent encore déchargés de toutes taxes faites & à faire, tant pour la confirmation d'heredité, que du surhaussement des monnoyes, & taxes des Aïsez, en consideration des deux cens mil livres d'augmentation de gages. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 17. Janvier 1640.*

XXIII.

Sa Majesté ayant retranché un quartier des gages des Officiers, déclara n'avoir entendu comprendre les Officiers des Decimes. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 10. Aoust 1641.*

XXIV. XXV. XXVI.

Ce qui est confirmé par trois autres Arrests dudit Conseil d'Etat, des 16. Juillet 1642. 4. Novembre 1643. & 10. May 1645.

XXVII.

Le Roy Louis XIV. par sa Declaration du 24. Decembre 1657. a déchargé les Officiers du Clergé, & les acquereurs de nouveaux gages, du droit de confirmation, droit royal, du retranchement du quartier, augmentation ou retranchement de gages, droits d'heredité, Chambre de Justice, & tous autres droits, moyennant le million cinquante mil livres accordées à sa Majesté par le Clergé à

prendre sur lesdits Officiers, comme il est porté expressément, XXVIII.

Par le Contrat passé entre le Roy & le Clergé, le 19. May 1657. qui a donné lieu à la Declaration

XXIX.

Défenses aux Maire & Echevins de la Ville de Noyon de donner les maisons des Receveurs des Decimes pour le logement des Gens de Guerre, à peine de répondre en leur nom des deniers de la recepte, & de quinze cens livres d'amende, & de tous dépens, dommages & interets. *Par Arrest du Conseil Privé, du 30. Juillet 1649.*

XXX.

Lesdits Receveurs des Decimes furent encore déchargés du Guet & Garde des Villes es'lieux de leur residence, avec défenses de les y assujettir, à peine de trois mil livres d'amende, dépens, dommages, & interets. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 3. Avril 1666.*

TITRE III.

Contenant les Contrats faits par le Clergé de France avec les Rois, & les Receveurs generaux du Clergé pour l'imposition & levée des Decimes, & quelques Actes sur les differents mûs entre ledit Clergé & la Ville de Paris pour le payement des Rentes.

CHAPITRE I.

Les Contrats faits par le Clergé avec les Rois, & les Receveurs généraux dudit Clergé, pour l'imposition, levée, & Recepte des Decimes.

I.

L*e premier Contrat est du 21. Octobre 1561. passé à saint Germain en Laye entre le Roy, & les Deputez de l'Assemblée du Clergé tenuë à Poissy, appellé le Contrat de Poissy.*

Par ce Contrat lesdits Deputez, tant en leur nom, que comme fondez de procuration de ladite Assemblée, promettent de lever sur ledit Clergé pendant six ans, à commencer au premier Janvier 1561. & finir au dernier Decembre 1567. seize cens mille livres par an, pour employer au rachat des Domaines du Roy, engagez à l'Hôtel de Ville de Paris, de rachapter lesdits Domaines, & les rendre quittes, & de charger dans dix ans, après lesdites années expirées, & cependant de continuer le payement des rentes constituées sur iceux, ensemble les gages des Receveurs des Decimes, &c.

II.

Le second Contrat est du 21. Novembre 1567. passé entre les Syndics & Deputez généraux du Clergé de France, établis à Paris. tant en cette qualité que comme fondez de procuration de plusieurs

Prelats du Royaume, d'une part, & les Prevost des Marchands & Echevins de la Ville de Paris, d'autre.

Par ce Contrat lesdits du Clergé s'obligent de payer lesdits Prevost des Marchands & Echevins, à l'acquit du Roy six cens trente mil ~~livres~~ par an, au lieu de pareille rente constituée à ladite Ville par sa Majesté sur ses Domaines: ladite rente rachetable dans dix ans pour la somme de sept millions cinq cens soixante mil, cinquante six livres.

Ce Contrat est entierement acquité, d'autant qu'outre la somme à laquelle se montoient par an les arrerages, on a levé sur Clergé une autre somme pour acquiter le sort principal qui a este receu par Messieurs les Prevost des Marchands & Echevins de la Ville de Paris, qui du consentement des Deputez du Clergé ont detourné les deniers destinez audit rachapt à autre usage, nonobstant la deffense à eux expressement faite par l'Assemblée de 1568. & par ce moyen pretendu que ledit Clergé leur estoit obligé non seulement de la somme portée par ce Contrat, mais encore d'autres sommes pour lesquelles lesdits Deputez du Clergé s'estoient obligez, sans avoir aucun pouvoir des Assemblées generales du Clergé.

III.

L'Assemblée generale de Melun desavoüa ledit Contrat du 21. No-

vembre 1567. & fit des protestations contre, le 15. Octobre 1579. aussi bien que contre tous les autres passez au nom du Clergé avec les Prevost des Marchands & Echevins de la Ville de Paris, tant en l'Assemblée du Clergé tenuë en 1567. que depuis, par lesquels lesdits Prevost des Marchands & Echevins pretendoient que le Clergé leur estoit obligé jusques à douze cens deux mille livres de rente au denier douze; l'acte dudit desaveu, & protestations fut signifié ausdits Sieurs de l'Hôtel de Ville, le 11. Decembre 1579.

IV.

Le troisième Contrat est du 20. Fevrier 1580. Par lequel le Clergé de France assemblé à Melun promet à sa Majesté de lever treize cens mil livres par an, pour six ans, commençans au premier Janvier 1580. & finissant le dernier Decembre 1585. pour le payement des douze cens six mil trois cens vingt-deux livres de rente dûs à l'Hôtel de Ville de Paris.

Ce contrat aussi bien que tous les autres cy-après, contiennent diverses remontrances & protestations du Clergé, & particulièrement celles de ne pouvoir avouer ny reconnoître aucunement estre obligé par lesdits contrats. Et que ce qu'ils accordent à sa Majesté ne puisse nuire ny prejudicier aux droits, noms, raisons, exceptions & defenses qu'ils ont contre lesdits contrats, ny aux repetitions de deniers & actions qu'ils pour-

roient avoir en consequence d'iceux.

V.

Le quatrième Contrat est celuy que le Clergé de France passa, avec Maître Philippe de Castille son Receveur general le 16. Fevrier 1580. pour la recepte ordinaire des Decimes, & execution du contrat cy-dessus, pour les six années y mentionnées commençant au premier Janvier 1580. & finissant au dernier Decembre 1585.

VI.

Et le vingt-septième Juiller 1582. Maître Antoine Fayet & Nicolas de Castille, cautionnerent ledit sieur Philippes de Castille Receveur general du Clergé pour les deux dernieres années de la Recepte à luy commise par le precedent contrat.

VII.

Le cinquième Contrat est du troizième Juin 1586. entre le Roy & le Clergé de France Assemblé à Paris qui porte renouvellement, & continuation du contrat cy-dessus du 20. Fevrier 1580. & en consequence qu'il sera levé sur ledit Clergé treize cens mil livres par an pendant dix ans commençans au premier Janvier 1589. & finissans au dernier Decembre 1595.

VIII.

Le sixième Contrat passé entre le Clergé de France & ledit sieur de Castille son Receveur general, pour l'execution du precedent contrat du troizième Juin, & pour la Recette

cette des Decimes pendant les dix années portées par iceluy est du 18. Juin 1586. & fut ratifié par Damoiselle Geneviève Guerin femme dudit sieur de Castille qui s'obligea pour ledit sieur son mary renonçant à tous droits, & Privileges faits & introduits pour les femmes, & en leur faveur, & spécialement au Benefice du *Vellejan*, & à l'authentique *si qua mulier*, qu'elle declara bien entendre, par l'Acte de ratification du 18. Juin 1586.

IX.

Le septième Contrat passé entre le Roy & le Clergé Assemblée à Paris le 4. May 1596. porte continuation de la levée de treize cens mil livres par an, pendant dix ans, à commencer le premier Janvier 1596. & à finir le trent-unième Decembre 1605.

X.

Le huitième Contrat est celui du vingt-neuvième May 1596. que le Clergé passa avec le sieur Philippe de Castille son Receveur general pour l'exécution du precedent contrat, & la recette generale des Decimes pendant les dix ans y mentionnez. Lequel fut aussi ratifié par la Damoiselle Geneviève Guerin femme dudit sieur de Castille comme cy-devant.

XI.

Le neuvième Contrat passé entre le Roy & le Clergé de France Assemblée à Paris, est du 22. Mars 1606. & porte pareille continuation de la levée de treize cens mil livres pour

dix ans, commençans au premier Janvier 1606. & finissans au dernier Decembre 1615.

XII.

Le dixième Contrat passé par le Clergé avec Maître François de Castille, son receveur general pour la recette generale des Decimes pendant les dix années portées par le precedent contrat, est du 5. Avril 1606.

XIII.

Le onzième Contrat du 24. Septembre 1610. passé entre le Clergé de France & ledit sieur François de Castille son Receveur general, porte que ledit sieur de Castille s'oblige de rachapter dans seize ans pour ledit Clergé soixante huit mil livres de rente sur le fond des rentes, & à la diminution des Decimes, moyenant trente six mil livres par an qui luy demoureront entre les mains.

XIV.

Le douzième Contrat qui est du 29 Juillet 1615. passé en exécution du precedent, entre ledit Clergé, & Maître Pierre de la Garde commis aux Finances, porte que ledit de la Garde s'oblige envers le Clergé de mettre dans trois mois, entre les mains des Agens generaux, les contrats de rachapt de trente six mil livres de rente pretendues assignées sur le Clergé, d'une part, & de huit mil trois cens trente-trois livres de rente, d'autre.

XV.

Le treizième Contrat passé entre le Roy, & le Clergé Assemblée à Paris;

K K K

est du 8. Aoust 1615. & porte continuation de la levée de treize cens mil livres par an, pendant dix ans commençans au premier Janvier 1616. & finissans au dernier Decembre 1625.

XVI.

Le quatorzième Contrat passé par le Clergé avec Maître François de Castille son Receveur general pour l'exécution du precedent contrat de la recette generale des Decimes pendant les dix ans y mentionnez, est du 10 Aoust 1615.

XVII.

Le quinzième Contrat du 11. Fevrier 1626. passé entre le Roy, & le Clergé de France Assemblé à Paris, porte continuation de l'imposition & levée de treize cens mil livres par an, pour le payement des Decimes pendant dix ans, commençans au premier Janvier 1626. & finissans au dernier Decembre 1635.

XVIII.

Le seizième Contrat passé par le Clergé avec Maître Philippes d'Aguesseau son Receveur general, pour l'exécution du precedent contrat du 11. Fevrier 1626. & la recette generale des Decimes pendant les dix années y mentionnées, est du 14. Fevrier 1626.

XIX.

Le dix-septième Contrat du 9. Avril 1626. entre le Roy & le Clergé assemblé à Paris, porte pareille continuation d'imposition & levée de treize cens mil livres par an, pour le payement des Decimes pendant dix ans, commen-

çans au premier Janvier 1636. & finissans au dernier Decembre 1645.

XX.

Le dix-huitième Contrat est du 24. Avril 1636. passé entre le Clergé & ledit Sieur d'Aguesseau son Receveur general, pour l'exécution du precedent Contrat, comme cy-devant.

XXI.

Le dix-neuvième Contrat du 4. Juillet 1646. passé entre le Roy & le Clergé, porte l'imposition & la levée de la somme de douze cens quatre-vingt douze mil, neuf cens six livres treize sols neuf deniers, au lieu de celle de treize cens mil livres qu'on avoit acoustumé d'imposer pour le payement des Decimes ordinaires, & ce pour dix ans, commençans au premier Janvier 1646. & finissans au dernier Decembre 1655.

La difference n'est que de la somme de 7093. liv. 6. s. 3. den.

XXII.

Le vingtième Contrat passé entre le Clergé de France & le Sieur Gallean Gallican Gaillard, Sieur de la Moriniere, commis gratuitement à la place du Receveur general, pour la recette generale des Decimes, en execution du precedent Contrat, est du 18 Juillet 1646.

XXIII.

Le vingt-unième Contrat passé entre le Roy & le Clergé de France, le 12. Janvier 1657. porte levée de la même somme portée par le Contrat cy-dessus, du 4. Juillet 1646.

pendant dix ans , à commencer le premier Janvier 1656. & finir au dernier Decembre 1665.

XXIV.

Le vingt-deuxième Contrat passé entre le Clergé & Messire Adrien de Hanyvel, Sieur de Manevillette, pour la recette generale des Decimes pendant dix ans, commençans le premier Janvier 1656. & finissans au dernier Decembre 1665. est du 30. Avril 1657.

XXV.

Le vingt-troisième Contrat, passé le 2. Mars 1666. entre le Roy & le Clergé de France, pour la continuation des Decimes pendant dix ans, à commencer au premier Janvier 1666. & finissans au dernier Decembre 1675. dont la somme est pareille à celle des Contrats cy-devant.

XXVI.

Le vingt-quatrième Contrat passé entre le Clergé de France & le Sieur de Manevillette son Receveur general, pour l'exécution du precedent Contrat, & pour la recette generale des Decimes comme cy-dessus, est du 2. Mars 1666.

De tous lesquels Contrats cy-dessus, il y en a douze passés entre le Roy & le Clergé, pour l'exécution desquels il y en a aussi douze passés entre le Clergé & ses Receveurs generaux.

Il y en a encore d'autres faits pour les subventions extraordinaires ou *Dons gratuits*, accordez aux Rois par le Clergé, comme ceux des années 1670. & 1675.

Et d'autres passés avec le Receveur general pour son remboursement des avances par luy faites pour les frais des Assemblées generales, desquels il sera parlé cy-après.

XXVII.

EXTRAIT DES PRINCIPAUX

Privileges renouvellez par les Rois en faveur du Clergé, au renouvellement des Contrats passés entre ledit Clergé & sa Majesté.

Premièrement la Majesté s'oblige & veut que les rentes assignées sur le Clergé, qui ont esté ou qui seront cy-après amorties des deniers de sa Majesté ou autres, & celles qui se trouveront vacantes par aubaines, desherences, forfaitures ou autrement, demeureront éteintes pour jamais à la charge du Clergé, & que les deniers affectez au payement courant d'icelles rentes amorties, seront employez à l'amortissement de pareilles rentes, au profit dudit Clergé.

II. Que pendant les dix années du renouvellement de chaque Contrat il ne sera levé, imposé, ny demandé au Clergé aucunes Decimes, Franc-fiefs, nouveaux acquests, emprunts, dons gratuits, subventions, Impositions, industries, & autres charges & impositions quelconques.

III. Que les Benefices, Maïadries, Fabriques, Hôpitaux, & autres Benefices non compris aux Decimes demeureront deschargés même du sol pour livre,

reparations des murailles, fortification de Ville, Ponts, Chauffées, Fontaines, Contributions, Garnisons, Logemens de Gens de Guerre, & generalement de toutes autres impositions, quelconques, &c.

IV. Que les Ecclesiastiques seront dechargez de l'impôt du sel aux Villes & lieux où ledit impôt se leve, à la charge de prendre leur sel aux Greniers de sa Majesté, sans qu'ils puissent estre recherchez en leurs maisons, ny appelez pour représenter les Billets de leur fournement.

V. Qu'il n'y aura point de Receveurs des Decimes qui ne soient dépendans du Clergé, & que chaque Evêque, & Deputez dans les Diocèses pourront commettre qui leur plaira à la recette de leurs Decimes, & rembourser les Receveurs de leur Diocèse de ce qu'ils ont financé chacun pour leurs gages.

VI. Messieurs du Conseil Itipulans pour sa Majesté, promettent qu'elle maintiendra les Ecclesiastiques dans tous les biens dont ils jouissent presentement.

VII. Au cas qu'un Beneficier soit depossédé, ou spolié du revenu, ou de partie de son Benefice, par hostilité ou violence, deduction & decharge luy sera faite au prorata de ladite spoliation.

VIII. Les comptes des Receveurs particuliers seront rendus pardevant les Evêques, & Deputez du Diocèse suivant la coutume.

IX. Les comptes du Receveur

general se rendoient au commencement de deux ans en deux ans, suivant le Reglement de 1614. & chaque Province y deutoit, & pourveu qu'ils fussent au nombre de sept Province assemblées avec les Agens generaux du Clergé ils travailloient à l'audition des comptes, mais dans le Contrat de 1626. il est porté que pour les comptes du Receveur general, il sera député de chacune des Provinces pour ouïr lesdits comptes en l'Assemblée pour lors prochaine indite en l'an 1630. sauf ausdits Sieurs du Clergé à se rassembler de deux ans en deux ans à l'avenir si bon leur sembloit, & en 1635. l'Assemblée pour entendre les comptes du Receveur general fut renvoyée jusques en 1640. & de 1640. en 1645. & du depuis ne se sont rendus que de cinq ans en cinq ans.

X. La jurisdiction & connoissance attribuée aux Syndics & Deputez generaux du Clergé, établis à Paris, demeurera remise & établie suivant le Contrat de 1586. és Villes de *Paris, Lyon, Rouen, Tours, Bourges, Toulouze, Bordeaux, & Aix en Provence*, pour juger souverainement par ceux qui seront deputez au Clergé desdites Villes, pourveu qu'ausdits Jugemens ils soient assistez de trois Conseillers Clercs dudit Parlement, ou du Siege Presidial desdites Villes, ou à leur deffaut, d'autres Conseillers, Laïcs & Catholiques.

XI. Pour faciliter le payement des Decimes, sa Majesté a accordé que les causes qui sont de la connoissance & jurisdiction des Bureaux, seront jugées & décidées en premiere instance par les Evêques, Syndics, & Deputez des Dioceses, sans l'appel aux Bureaux: & quant aux causes & différens qui n'excederont la somme de vingt livres en principal, ils y seront jugés en dernier ressort, & sans appel, pour l'exécution de quoy sa Majesté promet toutes lettres & expéditions nécessaires, &c. & au cas qu'une Province eut procez contre une autre, & qu'il y eut contention de ressort, les parties conviendront de Juges d'une Province prochaine, si mieux elles n'aiment attendre une Assemblée generale.

XII. De plus sa Majesté renouvelle ordinairement pour cinq ans la faculté de racheter les biens alienez.

XIII. Que les Dioceses en corps, & de gré à gré pourront amortir des rentes sur l'Hôtel de Vilie de Paris, pour le total ou partie de la cote de leurs Decimes, & seront déchargez au prorata dudit amortissement.

XIV. Promet sa Majesté rembourser les Greffiers des Insinuations en chaque Diocese, de la finance par eux payée actuellement es coffres du Roy, avec les frais & loyaux coûts.

XV. Qu'il ne sera commis ny étably par Sa Majesté autre per-

sonne pour le maniemment des Decimes, que le Receveur general du Clergé.

XVI. Qu'il ne sera rien imposé sur les Receveurs particuliers, Contrôleurs, ou Commis à la recette desdits deniers.

XVII. Les Receveurs Diocésains des Decimes pourront être destituez de leurs Offices par l'Evêque & député de chaque Diocese, en les remboursant de la finance par eux actuellement payée & sans fraude aux coffres du Roy, pour la provision de leurs Offices, six mois après ladite destitution, en trois payemens, en leur payant cependant la rente au denier 18. suivant l'Ordonnance, qui diminuera suivant les payemens qui seront faits, & commettre à la recette qui leur plaira au même prix, ou plus avantageux pour le Clergé s'il se peut.

XVIII. Les Particuliers alternatifs, & Contrôleurs anciens & nouveaux, & autres Officiers, pourront aussi estre remboursez, suivant les Contrats passez entre sa Majesté & le Clergé, & entre lesdits Sieurs Officiers, & le Clergé seulement.

XXVIII.

Conditions sous lesquelles le dernier Contrat du 11. Septembre 1675. s'est passé entre le Roy & le Clergé, assésé par la permission de sa Majesté à saint Germain en Laye.

I. Les Seigneurs du Clergé pour faire trouver la somme de

K k k iij

quatre millions cinq cens mil livres, accordée au Roy par l'Assemblée, promettent d'imposer celle de deux millions quatre cens mil livres sur tous les Beneficiers payans & non payans Decimes, de quelque qualité qu'ils soient, même les maisons Religieuses, & d'en fournir les rôles & départemens en bonne forme.

II. Il n'est rien imposé sur les Chevaliers de Malte d'ordinaire, sans prejudice à l'Assemblée de le faire lors qu'elle le jugera à propos, & sans prejudice du traité fait entr'eux.

III. Les Pensionnaires seront obligez de contribuer à la taxe à la concurrence du cinquième de leurs pensions, en sorte que celui qui aura cinq cens livres de pension, en payera cent livres pour la presente taxe, à la décharge du Titulaire dudit Benefice, nonobstant les clauses apposées dans leurs Brevets, signatures, & concordats de creation desdites pensions, & encore qu'il soit porté en iceux que lesdites pensions seront quittes de toutes charges.

IV. Les Communautéz tant seculieres que regulieres, Maisons nouvellement établies, Maisons Conventuelles, Offices Claustraux contribueront pareillement pour aider les Titulaires desdits Benefices, à supporter les charges ordinaires & extraordinaires d'iceux, dignitez dans les Eglises, & autres generalement, à la reserve de ceux qui n'ont que des gages, &c.

V. Les Benefices annexez à d'autres Benefices demeureront taxez en leur chef-lieu, à moins qu'ils ne soient employez separément aux Rôles des Decimes ordinaires de quelques Dioceses, & qu'ils y aient esté separément taxez dans le departement de 1641.

VI. La taxe doit estre faite sur tous & chacun les Beneficiers, & generalement tous les possédans & jouissans de biens Ecclesiastiques, payeront la taxe suivant le departement qui sera fait en ladite Assemblée sur tous les Dioceses du Royaume, & en execution d'iceluy sur tous lesdits Beneficiers, & autres sujets ausdites taxes, par les Archevêques, Evêques ou leurs Vicaires generaux, Syndics & Deputez de chaque Diocese selon la connoissance qu'ils auront en leur conscience des revenus des Benefices, & sur le pied de la valeur d'iceux, sans qu'aucun se puisse exempter sous quelque pretexte que ce soit de la taxe presente.

VII. Les départemens seront fournis à Sa Majesté, sçavoir celui des Dioceses dans huitaine, & celui sur les contribuables en chaque Diocese dans un mois du jour de la datte du present Contrat, & ce qui sera ainsi fait par eux, sera exécuté, nonobstant les oppositions, attendu la consequence & retardement du paiement qui en pourroit arriver, le tout sans diminution du service, ny alienation de fonds, en quelque maniere que ce soit.

VIII. S'il arrive quelque contestation au sujet desdits départemens & taxes d'iceux, les interressez se pourvoiront en première instance au Bureau particulier du Diocèse, & par appel au Bureau général des Decimes, icelle interdite à tous Juges, même aux Intendans de Justice & Finances dans les Provinces, &c. Et nuls ne se pourront soustraire de la Jurisdiction tant des Bureaux particuliers des Diocèses, que des Bureaux généraux des Provinces, sous prétexte d'exemption & autres privilèges.

IX. Outre ladite somme de deux millions quatre cens mil livres à imposer sur tous les Beneficiers, les Seigneurs du Clergé consentent de renoncer à la faculté de retirer pendant 30. ans à compter du jour & date du présent Contrat, les biens alienez sur les Ecclesiastiques de ce Royaume par permission des Rois, pour subvenir aux subventions depuis l'an 1556. jusqu'à présent, & pour la continuation de cette jouissance, faire une taxe sur les detempteurs & engagistes desdits biens, qui ne pourra excéder le huitième denier du prix principal de la vente & alienation desdits biens, laquelle taxe Sa Majesté prend pour la somme de quatre cens mil livres sans que le Clergé soit tenu d'aucune garantie.

X. Que si les Ecclesiastiques vouloient faire le rachat desdits biens, ils seront preferez pour le

payement de la taxe, en remboursant auparavant celle qui a été payée en conséquence de l'Edit de 1641. & le prix des alienations en la même nature & qualité des especes qui auront été payées, & sur le pied de leur valeur au temps de l'engagement, nonobstant l'augmentation qui est arrivée depuis dont les Beneficiers feront leurs déclarations au Greffe du Diocèse & la feront signifier à celui qui sera chargé du recouvrement dans un mois du jour de la signification de la taxe du huitième denier.

XI. Sa Majesté prend de plus la somme de trois cens mil livres sur les Receveurs & Payeurs des Rentes de l'Hôtel de Ville de Paris, sur & tant moins des sommes que le Clergé pretend luy être dûes, & devoir être restituées par lesdits Payeurs des rentes, soit pour dettes de quittances, rentes tombées en desherence, ou aquits par forfaiture, confiscation, bâtarde, dettes de clair, ou en quelqu'autre maniere que ce soit, conformément aux Contrats passez entre le Roy & le Clergé, à condition que si Sa Majesté en retire davantage & au delà desdits trois cens mil livres, qu'il en sera tenu compte au Clergé, & que les deniers en seront portez à la recette generale du Clergé suivant lesdits Contrats & Arrests donnez en conséquence.

XII. Promettent lesdits Seigneurs du Clergé de faire lever ladite somme de deux millions

quatre cens mil livres, moyennant six deniers pour livre de taxations que les Receveurs en exercice retiendront par leurs mains des deniers provenans de ladite imposition, à raison de la recette actuelle seulement ; & ou ils ne voudroient se charger de ladite recette moyennant lesdites taxations, les Evêques & Deputez pourront commettre à leur place sans que les Receveurs qui ne seront point chargez de ladite recette puissent pretendre lesdits six deniers de taxations.

XIII. En cas d'insolvabilité d'aucuns desdits Officiers, il y fera aussi pourveu par les Evêques, Syndics, & Deputez à la recette du Receveur general, sans que ledit Clergé ny Deputez soient tenus d'aucuns frais, intervention de deniers, spoliations, décharges & non valeurs qui pourroient arriver par le défaut d'avoir fourny des departemens aux termes cy-dessus declarez, sans que pour raison desdites taxes lesdits Diocèses soient obligez de payer l'un pour l'autre, ny un Beneficier pour un autre Beneficier, chacun demeurant quitte en payant sa taxe, sans qu'ils puissent estre contraints solidairement l'un pour l'autre, ny estre sujets à aucun droit de quittance, signature, contrôle, ports & voitures de deniers.

XIV. Messieurs d'Aligre, de Neuville Duc de Villeroy &c. acceptent pour le Roy lesdits quatre millions cinq cent mil livres, paya-

bles comme cy-dessus, avec confirmation de tous Privileges Ecclesiastiques, dont il est fait mention dans les autres Contrats, passez entre sa Majesté & Nosseigneurs du Clergé, quoy que non exprimez particulièrement dans ledit Contrat.

XV. L'Assemblée generale de 1635. sur la requisition du Promoteur, fit défenses aux Agens du Clergé de consentir qu'aucuns Edits, Arrests ou Déclarations fussent dressés avec des clauses contraires à celles des Contrats passez entre sa Majesté & le Clergé.

CHAPITRE II.

Quelques actes sur les differens meuz entre le Clergé de France, & la Ville de Paris, pour le payement des rentes de l'Hôtel de Ville.

I.

Messieurs de l'Hôtel de Ville de Paris ayant fait plus grande instance que jamais, pour faire reconnoître & avouer les Contrats, par lesquels ils pretendent que Messieurs du Clergé leurs sont obligez en plusieurs grandes sommes & rentes, & pour cet effet ayant fait de grandes poursuites au Parlement de Paris, où ils avoient fait appeler lesdits Messieurs du Clergé, lesquels se sont maintenus en leurs raisons, exceptions & défenses proposées es autres Assemblées generales du Clergé tenues cy-devant, & n'auroient voulu répondre pardevant ledit Parlement

ment, ny les reconnoître, & ad-
vouer pour Juges, par plusieurs
bonnes & grandes raisons.

Et pour empêcher le cours des
violentes poursuites que faisoient
lesdits sieurs de l'Hôtel de Ville
audit Parlement, se seroient adres-
sez au Roy.

II.

Le Roy Henry IV. *par ses Let-
tres Patentes du premier May 1596.*
fit défenses au Parlement de Paris
de connoître des differens d'entre
le Clergé de France & le Prevôt
des Marchands & Echevins de la
Ville de Paris touchant le paye-
ment des rentes de l'Hôtel de
Ville.

III.

*Pareilles défenses furent faites au-
dit Parlement par Arrest du Conseil
d'Etat du treizième Decembre 1612.
donné par provision.*

IV.

Sa Majesté ayant agréé la de-
liberation du Clergé du 12. Aoust
1619. ordonna *par Arrest de son Con-
seil d'Etat du quatorzième Septembre
suivant*, que pour le payement de
la somme de 200. mil livres d'une
part & 100. mil livres d'autre, les
Receveurs Diocesains des Deci-
mes seroient taxez par forme de
supplement, au sol la livre jusqu'à
la concurrence de ladite somme de
trois cens mil livres, laquelle les-
dits Receveurs Diocesains seront
tenus payer, chacun selon sa taxe,
avec ledit sol pour livre, pour les
frais dudit recouvrement au Re-
ceveur general dudit Clergé, six

semaines après la signification qui
sera faite à leur personne, ou do-
micile.

Et pour faire cesser les plaintes
faites à faute de payement des ren-
tes sur le Clergé, & empêcher
toute retention de deniers, les
Agens generaux auront commu-
nication de mois en mois des Re-
gistres des payeurs desdites rentes,
& des doubles de leurs comptes à
la fin de chaque année, & de mois
en mois lesdits payeurs leur delivre-
ront un état certifié des payemens
par eux faits. *Ainsi ordonné par le-
dit Arrest du quatorzième Septembre
1619.*

V.

Le Roy écrivit une Lettre à
Monsieur le Duc d'Espernon Gou-
verneur de Guyenne le 28. Aoust
1649. pour empêcher le divertisse-
ment des deniers des Decimes, &
qu'ils ne fussent employez à d'au-
tres choses qu'au payement des
rentes assignées sur le Clergé.

VI.

Sa Majesté interpretant sa de-
claration du premier Avril 1656.
pour les debets de quittances, or-
donne *par Arrest de son Conseil d'E-
tat du 13. Janvier 1657.* que tous
les arrerages des rentes sur le Cler-
gé, anorties, ou échûes à sa Ma-
jesté en quelque maniere que ce
soit, seront payez au Receveur ge-
neral du Clergé, pour être em-
ployez au rachat de pareilles ren-
tes à l'aquit de sadite Majesté &
à la décharge du Clergé.

TITRE IV.

Des subventions extraordinaires & dons gratuits accordez aux Rois par le Clergé de France, & les Contrats passez en consequence.

LE Contrat de Poissy du vingt-unième Octobre 1561. a esté regardé dans son commencement comme une subvention extraordinaire, & don gratuit accordé au Roy, ainsi qu'il paroît par les termes du même Contrat.

Mais comme on s'est servy des sommes accordées par iceluy, & imposées sur le Clergé pour le paiement de quelques rentes constituées par le Roy à l'Hôtel de Ville de Paris, & qu'en l'Assemblée de 1567. on a fait un nouveau Contrat avec le Roy pour le paiement de pareilles rentes, quoy que le Clergé n'y fut obligé. Lequel contrat de 1567. ayant esté désavoué depuis par l'Assemblée de Melun, aussi bien que plusieurs Contrats, & ratifications de rentes pretendues constituées & assignées sur le Clergé, tant par le Roy que par les Syndics & Deputez généraux du Clergé lors établis à Paris sans pouvoir legitime, ny aucun consentement dudit Clergé.

Ladite Assemblée de Melun voulant néanmoins secourir le Roy dans les besoins, & necessitez de son état, luy auroit accordé l'imposition de treize cens mil livres

par an, pendant six années seulement, pour le paiement de quelques rentes assignées sur ledit Clergé, & pour satisfaire aux autres clauses portées par le Contrat qu'elle passa avec sa Majesté.

Les six années dudit Contrat de Melun étant expirées, le Clergé Assemblé en 1586. continua la même imposition en faveur du Roy, & pour le même sujet, mais pendant dix ans, à la fin desquels l'Assemblée de 1596. & les autres qui ont esté depuis ont renouvelé le même Contrat, de dix ans en dix ans jusques à present, à l'exception seulement de quelques sommes qui ont esté retranchées & distraites de l'imposition de treize cens mil livres, comme rachetées & amorties au profit du Clergé.

Ce Contrat ainsi renouvelé de dix ans en dix ans, est apellé *Le Contrat des Decimes* & des rentes de l'Hôtel de Ville pretendues constituées, & assignées sur le Clergé, parce qu'en effet il fait le fond pour leur paiement.

Et ainsi comme le Contrat de Poissy a esté le premier Acte qui a donné lieu à tous ces Contrats, qui ont esté faits depuis, il n'a plus esté considéré comme une subvention extraordinaire ou don gratuit accordé au Roy, mais a esté mis au rang, & à la teste des contrats passez pour le renouvellement des Decimes, & le paiement desdites rentes de l'Hôtel de Ville, & n'est pas inferé en ce lieu avec les Contrats des subventions extra-

ordinaires & dons gratuits. Cецy gratuits, & autres contributions servant seulement pour memoire.

On a encore inferé cy-dessus au titre 2. de cette partie d'autres Contrats passéz entre le Clergé & ses Receveurs pour la vente de plusieurs Offices de Receveurs des Decimes, afin de trouver le fond de diverses sommes accordées aux Roys extraordinairement par ledit Clergé, en différentes occasions, ou l'on a eu besoin de son secours.

I.

Le premier Contrat de subvention passé le 22. Octobre 1585. entre le Clergé, & les sieurs de Castille son Receveur general, & Sebastien Zamet, Gentil-homme Piedmontois, fut pour faire l'avance au Roy de trois cens soixante mil écus sur le million d'or qui luy avoit esté promis par ladite Assemblée de 1585. pour les frais de la Guerre contre les Huguenots.

II.

Le Roy Henry IV. revoqua deux Decimes extraordinaires, qui avoient esté ordonnées en la Province de Dauphiné. *Par Lettres Patentes, du 22. Avril 1598.*

III.

Les Beneficiers des Dioceses de Lyon, & de Mascon, en consideration des Decimes qu'ils payent en France, furent dechargez pour les biens qu'ils possèdent es païs de Bresse, Bugey, Valromey & Gex, qui estoient nouvellement acquis à la Couronne, des subventions extraordinaires, dons

Par Arrêt du Conseil d'Etat, du 4. Septembre 1608.

IV.

Le second Contrat de subvention, fut celuy du 2. Octobre 1621. passé à Bordeaux entre le Roy & le Clergé, assemblé en ladite Ville pour la subvention extraordinaire de 186208. l. de rente, qui doivent être distraites du fond des Decimes ordinaires, & cent mille livres de rente de nouvelle imposition, pour employer aux gages des Receveurs particuliers alternatifs, qui se doivent eriger de nouveau en chaque Diocese, lesdites sommes accordées à sa Majesté pour la Guerre contre les rebelles de la Religion prétenduë reformée.

Ce Contrat fut ratifié par sa Majesté au mois d'Octobre de ladite année 1621.

V.

Le troisieme Contrat de subvention fut celuy du 11. Fevrier 1626. par lequel le Clergé fait cession & transport à sa Majesté de la somme de dix-sept cens quarante cinq mille cinq cens livres, qui devoit provenir du Contrat fait avec le Sieur d'Aguesseau Receveur general du Clergé le 16. Decembre 1625. pour la creation des Receveurs & Contrôlleurs triennaux y mentionnez inferé cy-devant, & ce pour estre ladite somme employée au Siege de la Rochelle.

VI.

Le Pape Urbain VIII. adressa un Bref du 5. Novembre 1627. au Clergé

de France, pour l'invoiter à donner du secours à sa Majesté pour le Siege de la Rochelle.

VII.

Lequel Bref expédié *sub Annulo piscatoris*, ayant esté présenté par le Nonce du Pape aux Deputez du Clergé à Fontenay le Comte où le Clergé estoit assemblé, le 29. Avril 1628. il fut receu avec grande reverence & soumission envers le saint Siege, & sentiment des particulieres benedictions de nostre saint Pere par toute la Compagnie.

VIII.

Le quatrième Contrat de subvention, fut celui du 17. Juin 1628. passé à Fontenay le Comte entre le Roy & le Clergé pour la subvention extraordinaire de trois millions de livres pour la continuation du Siege de la Rochelle, par lequel Contrat il est stipulé que pour trouver le fond de ladite somme le Clergé établiroit des Receveurs & Contrôleurs triennaux Diocesains des Decimes.

Lequel Contrat fut ratifié par sa Majesté le dernier jour dudit mois de Juin 1628.

IX.

Le cinquième Contrat de subvention, fut celui du 9. Avril 1636. passé entre le Roy & le Clergé de France assemblé à Paris, pour la subvention extraordinaire de trois cens mille livres de rente, à cause de la Guerre Etrangere.

X.

Les Dioceses eurent pouvoir de

rachepter au denier douze, les sommes auxquelles ils se trouveront taxez pour leur part de trois cens mil liv. de rente que le Clergé avoit accordé à sa Majesté par le Contrat cy-dessus. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 4. Avril 1637.*

XI.

Le Diocèse de Reims & l'Hôtel de Ville de Paris demeurèrent quittes & dechargez de la rente de seize cens soixante & treize livres neuf sols, créée sur le Clergé dudit Diocèse, pour l'acquit des sommes auxquelles il avoit esté imposé pour sa part de la subvention extraordinaire, accordée au Roy par l'Assemblée de 1635. & ce moyenant le remboursement du principal de ladite rente, conformément audit Contrat du 9. Avril 1636. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 12. Septembre 1637.*

XII.

Le sixième Contrat de subvention, fut celui du 14. Aoust 1641. passé entre le Roy & le Clergé, assemblé à Mante pour la subvention extraordinaire de cinq millions cinq cens mil livres accordée à sa Majesté par ladite Assemblée, au lieu du droit d'amortissement que l'on pretendoit faire payer aux Ecclesiastiques.

Par ce Contrat Messieurs du Clergé renoncèrent à pouvoir retirer pendant trente ans, à compter du jour & date du present Contrat, les biens alienez sur les Ecclesiastiques du Royaume par permission des Rois, subrogeant

sa Majesté ou autres ayans pouvoir d'icelle, de retirer les biens alienez, & de les engager pendant trente ans seulement, ou faire une taxe sur ceux qui les possèdent maintenant, & ce moyenant la somme de six cens mil livres, sans que le Clergé fut tenu à aucune garantie, & les Ecclesiastiques preferables en payant la taxe qui sera faite par sa Majesté pour rentrer esdits biens alienez, laquelle ne pourra excéder la huitième partie de ce que lesdits biens ont esté vendus & alienez en principal.

Messieurs Brulart & d' Hemery eurent pouvoir de sa Majesté de travailler avec le Clergé par commission du 15. Fevrier 1641.

XIII.

Les interets des deniers empruntez par le Syndic & Receveur des Decimes du Diocèse de Reims, pour payer les taxes imposées par l'Assemblée de Mante pour le don fait au Roy par le Contrat cy-dessus, qui restoient à payer, furent portez par les Beneficiers qui estoient en demeure, & ils y furent condamnez, par *Arrest du Conseil d'Etat, du 13. Juillet 1644.*

XIV.

Les Peres Jesuites furent declarez sujets aux taxes des subventions extraordinaires, accordées au Roy par les Assemblées generales du Clergé, à cause des Benefices unis à leurs Colleges. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 9. Juillet 1646.*

XV.

Le septième Contrat fut celui du 18. Juillet 1646. passé entre le Roy & le Clergé de France, assésblé à Paris pour le Don extraordinaire de quatre millions de livres, fait par le Clergé à sa Majesté pour les frais de la Guerre à laquelle elle s'est trouvée engagée à son avènement à la Couronne.

XVI.

Le Clergé passa Contrat le lendemain 19. Juillet 1646. avec le Sieur de la Moriniere son Receveur general pour l'imposition & levée de cent mil livres par an sur les Dioceses, afin de trouver le fond tant du don cy-dessus, que des frais de l'Assemblée de 1645, laquelle somme seroit distribuée au denier quatorze en augmentation de gages aux Officiers des Decimes, & aux acquereurs des gages sur le Clergé.

XVII.

L'Assemblée du Clergé de l'année 1650. ne passa aucun Contrat avec le Roy, ny même avec son Receveur general, sinon pour son remboursement des frais communs de l'Assemblée qu'il avoit avancé.

Mais ladite Assemblée d'un commun consentement accorda à Sa Majesté, (attendu la depense extraordinaire qu'il convient faire pour son sacre) un departement de la somme de six cens mil livres payable en deux termes, sçavoir au mois d'Octobre lors prochain, & au mois de Fevrier suivant, par

deliberation du vingt-cinquième Janvier 1651.

XVIII.

Le huitième contrat fut celui du dix-neuvième May 1657. passé entre le Roy & le Clergé de France assemblé à Paris, pour le don gratuit de deux millions sept cens mil livres accordé à sa Majesté par le Clergé pour les necessitez de l'Etat, caufées par la continuation de la Guerre.

XIX.

Le neuvième contrat du dix-septième Juin 1661. passé entre le Roy & le Clergé de France assemblé à Paris, fut pour le don gratuit de deux millions de livres fait par le Clergé à sa Majesté en consideration de son mariage, & des necessitez pressantes de son Etat.

XX.

Le dixième contrat fut celui du seizième Avril 1666. passé entre le Clergé assemblé à Paris pour le don gratuit de deux millions, quatre cens mil livres fait par ledit Clergé à Sa Majesté au sujet de l'ouverture de la guerre contre les Anglois.

XXI.

Le onzième contrat fut celui du treizième Novembre 1670. passé entre le Roy & le Clergé de France assemblé à Pontoise, pour le don gratuit de deux millions deux cens mil livres accordé à sa Majesté pour les necessitez de l'Etat.

XXII.

Le douzième contrat qui est le dernier fut celui du onzième Septembre

1675. passé entre le Roy & le Clergé de France assemblé par permission du Roy à S. Germain, pour le don de la somme de quatre millions cinq cens mil livres accordé à Sa Majesté.

Les conditions de ce contrat sont exprimées cy-devant dans le titre 3. chap. premier art. 28. de cette sixième partie.

Le Clergé passa contrat le même jour avec Maître Pierre Louis de Rézé Seigneur de Penautier, son Receveur general pour l'exécution dudit contrat cy-dessus.

XXIII.

Lefdits contrats de subventions extraordinaires ou dons gratuits, contiennent un renouvellement de confirmation de Privileges, immunités, & exemptions Ecclesiastiques dont il a esté parlé cy-devant dans le renouvellement des contrats du Clergé avec Sa Majesté pour le payement des rentes de l'Hôtel de Ville de Paris.

XXIV.

Divers Reglemens du Clergé touchant les subventions extraordinaires ou dons gratuits.

En matiere de dons, & de gratifications, il n'y aura point de conclusion, s'il ne passe de plus des deux tiers des Provinces. Et si un tiers d'icelles est d'avis de ne rien donner, ou de donner moins que les autres deux tiers, il passera à l'avis de ne point donner, ou de donner le moins, & la deliberation sera dressée suivant l'avis.

Reglement de l'Assent. 1645.

On peut voir les deliberations des Assemblées de 1645. vingt-neuvième Juillet 1650. trente-unième Aoust, & septième Decembre 1625. art. 17. 18. & 20.

XXV.

Les Beneficiers ne pourront à l'avenir être imposez ny taxez pour un même Benefice pour le payement des dons gratuits, & subventions extraordinaires qu'au chef-lieu dudit Benefice où il se trouve avoir esté entierement taxé par le departement fait à Mante, de puis ratifié par l'Assemblée de 1645.

XXVI.

Les pensionnaires sur les Benefices sont contribuables aux subventions extraordinaires ou dons gratuits qui sont accordez au Roy par le Clergé, & ce à la decharge des Titulaires desdits Benefices. Mais la taxe desdits pensionnaires n'a pas toujours esté sur un même pied, ayant esté plus ou moins forte, selon la diversité des temps.

Par le contrat de Mante du quatorzième Aoust 1641. ils ont payé le tiers de leurs pensions en trois années, à deduire sur la taxe de celuy qui possède le Benefice.

Par le contrat du dix-neuvième Juillet 1646. ils ont contribué du quart de leurs pensions à la decharge des Titulaires.

Par la deliberation de l'Assemblée de 1650. ils ont esté taxez au prorata de l'année 1645. & par celle de l'Assemblée de 1651. ils furent taxé au douzième de leur pension.

Par le contrat de 1657. pour le don gratuit, ils contribuerent de la sixième partie de leurs pensions, pareillement à la décharge des Titulaires.

Ils contribueront de même, par les Contrats des années 1661. 1666.

Et par les contrats des années 1670. & 1675. lesdits pensionnaires contribuerent de la cinquième partie de leurs pensions à la decharge des Titulaires.

TITRE V.

Des alienations, & ventes du temporel du Clergé de France pour subventions accordées aux Rois, en vertu des Bulles des Papes, & des Lettres Patentes données sur icelles.

I.

Memoires sur l'Alienation du temporel des Benefices de France.

LE Roy Charles I X. voyant le feu des guerres civiles allumé dans son Etat par ceux de la Religion pretenduë reformée qui avoient des armées sur pied, ravageant & pillant toutes les Eglises & tous les Ecclesiastiques de son Royaume qui tomoient sur leur pouvoir, il s'efforça d'y donner ordre, & leva promptement une armée pour s'opposer aux pernicieux desseins de ses ennemis, & de la Religion Catholique, Apostolique & Romaine.

Mais comme les finances sont les principaux nerfs de la Guerre, son épargne étant épuisée, il fut contraint de recourir à l'Eglise, & par Edit du mois de May 1563. ordonna une alienation du temporel d'icelle qui fut d'abord exécutée par ses Officiers, lesquels la firent des biens les plus commodes aux acquireurs, sans considerer la commodité de l'Eglise.

Cette alienation porta de grandes incommoditez au Clergé qui fut causé que le Roy par son Edit du 7. Janvier 1563. postérieur à celui du mois de May de ladite année, parce qu'en ce temps-là l'année ne commençoit qu'à Pâques, luy permit le rachapt, & envoya à Rome pour supplier Pie IV. qui tenoit alors le Siege, d'agréer ladite alienation que la contrainte de ses affaires pour le bien & deffense de l'Eglise, l'avoit obligé de faire sans luy donner le loisir d'en demander la permission.

Ce que ledit Pape Pie IV. par son Bref du 17. Octobre 1564. luy accorda, & exhorta le Clergé de faire le rachapt du bien qui avoit esté aliéné, même de vendre du bien moins commode à l'Eglise pour faire ledit rachapt.

Ce rachapt fut fait sans vendre aucune chose, imposant par Diocèses la somme nécessaire pour le faire, laquelle fut levée par les Receveurs particuliers des Decimies, qui chacun en son Diocèse fit les susdits rachapts, & remit

les Ecclesiastiques dans leur bien aliéné.

Comme les Guerres civiles continuèrent pour le même sujet, & qu'il y eut même nécessité voire plus grande dans l'épargne pour bailler moyen au Roy Charles de continuer son pieux dessein, pour la deffense de l'Eglise & de son Etat, Pie V. par sa Bulle du premier Aoust 1568. luy permit encore une alienation du temporel de l'Eglise jusques à la somme de cent cinquante mille livres de rente, laquelle fut exécutée.

Le Roy Charles IX. deceda pendant cette Guerre qui duroit & pressoit davantage; Gregoire XIII. permit à Henry III. successeur dudit Charles d'aliener du temporel de l'Eglise jusques à la somme d'un million de livres une fois payée, par Bulle du 24. Aoust 1574.

Les nécessitez de la Religion & de l'Etat continuans toujours, Gregoire XIII. permit encore au Roy d'aliener pour survenir aux frais de la Guerre contre les Heretiques, jusques à la somme de cinquante mil écus de rente sur le temporel de l'Eglise, par sa Bulle du 18. Juillet 1576.

Et les embrasemens de cette Guerre plus que civile s'augmentans toujours où l'Eglise avoit tant d'intérêt, comme y allant de sa ruine totale dans cet Etat, Sixte V. pour donner quelque moyen au Roy de resister & purger son Etat de tous ces malheurs, luy permit

permit par sa Bulle du 30. Janvier 1585. une alienation de cent mil écus de rente, à la charge d'en aliener à la reception de la Bulle cinquante mille écus, & les autres cinquante mille écus, s'il continuoit la Guerre contre les Heretiques, nonseulement à les chasser des biens qu'ils tenoient sur les Ecclesiastiques, mais encore de son Etat.

Le Roy fit ce qu'il pût pour en venir à bout, & leur bailla diverses Batailles, mais comme il luy salut encore du temps & de la dépense pour continuer ses Armées, même pour en faire de nouvelles pour opposer aux Etrangères que les Heretiques rebelles de son Etat faisoient entrer, il eut de rechef recours à l'Eglise, & luy demanda la permission d'aliener les cinquante mille écus de rente qui restoient de la Bulle precedente: ce que Sixte V. luy permit par sa Bulle du 30. Juillet 1587.

Ces alienations ont toutes esté executées sur ledit Clergé, la premiere comme dit est, par les Officiers du Roy, & les sept autres par les Commissaires Deputez par sa Sainteté.

La premiere fut d'abord rachetée par les Receveurs particuliers de chaque Diocèse qui avoient receu les deniers imposez pour cet effet, pour quoy ils ont rendu compte, & la copie d'iceux a esté raportée dans les Archives du Clergé.

La seconde a esté levée & reçue par Claude Marcel Receveur general du Clergé, lequel en a fait une recette par le menu des sommes qu'il recevoit de Chaque Beneficier, & par laquelle il exprime quels biens lesdits Beneficiers avoient vendus, & à qui, pour faire lesdites sommes: de sorte que ledit extrait desdits comptes a fait foy jusques à present en justice aux poursuites qui ont esté faites pour le rachapt du bien aliéné, lesquels comptes sont dans les Archives du Clergé.

Pour les alienations restantes, Maître Philippes de Castille Receveur general du Clergé en a fait la recette en gros & par Diocèses, de sorte que ses comptes qui sont aux Archives ne donnent aucun éclaircissement de ce qui est aliéné, & obligent pour en sçavoir quelque chose de recourir aux quaiſſes qui sont dans les Archives pour chacun Diocèse de ce Royaume où devoient estre envoyez les Procez verbaux desdites alienations desdits Diocèses.

Que s'ils n'ont encore esté envoyez on pourra recourir en chacun Diocèse aux Archives du Chapitre Cathedral, où il est dit par le memoire desdites alienations qu'on mettra les Procez verbaux d'icelles.

II.

Vente & alienation sera faite des Maisons, Seigneuries, Fiefs, Justices, Cens, Rentes, Terres, Prez, Vignes, Bois, & autres he-

M m m

ritages, & biens meubles appartenans aux Archevêques, Evêques, Chapitres & Communautés des Eglises Cathedrales & Collegiales, Abbayes, Prieurez, Commenderies, & autres Dignitez & Administrations, soit des Rhodiens, ou Chevaliers de l'Ordre de saint Jean de Jerusalem ou autres, ensemble des Convents de Religieux de quelque Ordre qu'ils soient, estant dans le Royaume, Pais, Terres & Seigneuries de l'obeïssance de sa Majesté jusques à la somme de cent mil écus de rente & revenu annuel, selon le departement & commissions qui seront expedies pour cet effet. *Ainsi ordonné par l'Edit du Roy Charles I X. du mois de May 1563.*

III.

Il fut permis aux Archevêques, Evêques, Chapitres, Colleges, Confrairies, Abbez, Prieurs, & à toutes Eglises tant seculieres que regulieres, Ordres des Mandians, & à tous Marguilliers de Fabriques des Provinces de Reims, Sens, & Roüen, quoyque les Eglises soient de fondation Royale ou autres, de vendre & engager les joyaux, vaisseaux & meubles precieux, & de prendre des deniers à rente sur leurs immeubles, jusques à la somme à laquelle chacun d'eux seroit cottisé pour fournir la somme de trois cens mil livres de rente.

Pour le remboursement de laquelle seroit fait departement d'icelle somme sur tous les Benchi-

ers & gens d'Eglise du Royaume qui ont acoutumé de payer les Decimes.

Dans lequel departement, les Fabriques, les Confrairies, ny les Ordres des Mandians qui auront vendu leurs Vaisseaux & Reliquaires d'or & d'argent ne seront compris, mais seront remboursés de la valeur des sommes provenuës de leurs vente. *Ainsi ordonné par un autre Edit du même Roy du mois de May 1563.*

IV.

Lesquelles alienations estant faites de la seule autorité du Roy, furent confirmées par le Bref du Pape Pie I V. du 17. Octobre 1564. avec permission de les continuer pour racheter ledit temporel qui avoit esté vendu à vil prix, & avec beaucoup de perte pour le Clergé.

V.

Le Pape Pie V. par son Bref du premier Aoust 1568. donna pouvoir au Clergé de France d'aliener de son temporel jusques à la valeur de cent cinquante mille livres de rente en faveur du Roy Charles I X. pour survenir aux necessitez de son Etat, lequel fut enregistré au Parlement le 20. Septembre suivant.

VI.

Le Roy Charles I X. donna ses Lettres Patentes du 19. Septembre 1568. pour l'exécution dudit Bref.

VII.

Le Pape Gregoire XIII. sur la Requête du Roy Henry III. permit au Clergé de France de vendre de son tempo-

rel jusques à la valeur d'un million de livres une fois payée, pour secourir sa Majesté contre les Ennemis de la Religion & de l'Etat. *Par sa Bulle du 24. Aoust 1574.*

VIII.

Ensuite de laquelle le Roy donna ses Lettres Patentes du 20. Octobre suivant, pour la faire executer, lesquelles avec ladite Bulle, furent registrées au Parlement.

IX.

Les Commissaires deleguez par nostre saint Pere le Pape pour le fait de l'alienation permise par la precedente Bulle, firent des memoires instructifs pour y proceder par tous les Dioceses, lesquels sont composez de 25. articles, mais comme ces sortes de procedures ne sont pas d'un usage ordinaire, on n'a pas creu devoir en faire une plus grande mention.

X.

Le Clergé de France obtint encore un pouvoir par une seconde Bulle du Pape Gregoire XIII. du 18. Juillet 1576. pour vendre de son temporel jusques à la valeur de cinquante mil écus de rente, en faveur de sa Majesté.

XI.

Ensuite de laquelle le Roy donna aussi ses Lettres Patentes du 20. Aoust suivant pour la faire executer.

XII.

Le Parlement de Paris verifia ladite Bulle, le 7. Septembre 1576. sans approbation de la clause In-vitis & contradicentibus Clericis, portée par ladite Bulle, & aux

modifications contenuës dans ledit Arrest, & entre autres qu'il ne seroit jamais fait en la Cour aucun enregistrement de pareilles Lettres, que amplex remontrances en seroient faites au Roy pour la manutention dudit Etat Ecclesiastique & soulagement dudit Clergé, comme appartenant à l'honneur de Dieu, à la grandeur & splendeur de son Royaume à l'imitation des deffunts Rois ses predecesseurs, qui ont toujours prospéré tant qu'ils ont maintenu & soulagé ledit Etat Ecclesiastique, &c.

XIII.

Les Cardinaux de Bourbon, de Guise, & d'Este, avec les autres Commis & Subdeleguez de sa Sainteté, pour l'execution de ladite alienation permise au Roy par ladite Bulle, firent des memoires & instructions suivant lesquelles les Commissaires par eux Subdeleguez en chacun Diocese du Royaume, procederent à l'adjudication des choses mises, & exposées en vente par chacun Beneficier pour satisfaire à la taxe de son Benefice.

Ledits memoires & instructions sont composez de 23. articles contenant ce qu'il faut observer dans les publications, encheres, adjudications, payemens, recettes, validations, frais & loyaux cousts des ventitions, conditions, &c. qu'il seroit inutile d'exprimer plus amplement par les raisons dites cy-dessus.

XIV.

Il y eut encore d'autres memoires & instructions dressez par lesdits Commissaires deleguez par Nôtre Saint Pere le Pape, & Deputez par le Roy pour l'exécution de ce qui restoit de l'alienation du temporel du Clergé accordée à sa Majesté en 1576. & les Agens generaux du Clergé.

Ces instructions marquent l'ordre qu'il faut observer & suivre dans l'envoy des Commissaires dans les Dioceses, & ce qui concerne les taxes, les Rôlles, les departemens, payemens, executions, & generalement toutes les solemnitez en tels cas requises, afin qu'aucune fraude, dol, abus, ou malversation n'y soient commises.

XV.

Lesdits Commissaires de Nôtre Saint Pere le Pape ayant donné plusieurs decharges au sujet de cette alienation, le Roy Henry III. par ses Lettres en forme de Commission du neuvième May 1578. adressées ausdits Commissaires, confirma toutes lesdites decharges, rabais, & moderations par eux faites, & qu'ils feroient ensuite, leur donnant force de Jugement Souverain, nonobstant les Lettres du 7. Mars, & sans y avoir égard.

XVI.

Le Pape Sixte V. à l'instance du Roy Henry III. donna une Bulle le 30. Janvier 1586. portant permission au Clergé de France d'aliéner de son temporel, jusqu'à la valeur de cent mil écus de rente

pour subvention, sçavoir cinquante mil écus à la reception de la Bulle, & les autres cinquante mil écus au cas que sa Majesté continua la Guerre contre les Heretiques.

XVII.

Le Roy donna ensuite ses Lettres Patentes du 22. Fevrier 1586. pour l'exécution de ladite Bulle.

XVIII.

Mais le Clergé de France forma opposition à l'exécution de ladite Bulle le 3. Mars 1586. d'autant que telles alienations ne se peuvent faire *In vitis Clericis*, mais du consentement du Clergé. Et que cette Bulle *permettoit une alienation excessive*, & qui achevoit la ruine des Ecclesiastiques.

XIX.

Les Commissaires deleguez pour l'exécution de cette Bulle du 30. Janvier audit an, dresserent des memoires & instructions qu'ils envoyerent à leurs Subdeleguez dans tous les Dioceses de France, le 20. May 1586. lesquels sont conformes à ceux dont nous avons parle cy-dessus.

XX.

La deuxième Bulle que le Pape Sixte V. donna le trentième Juillet 1587. portoit pouvoir de continuer l'alienation du temporel pour les 50. mil écus restans de la Bulle precedente. Elle fut Registrée au Parlement le vingt-unième Aoust suivant, ouy & requerant le Procureur general du Roy, pour subvenir à l'urgente nécessité des affai-

res de Sa Majesté, & résister aux efforts, & violences du grand nombre d'étrangers entrez en ce Royaume pour l'éversion de l'Etat, & de la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, sans tirer à conséquence, pour les deniers provenans de la vente, & alienation mentionnée esdites Bulles, être employez au fait de la guerre, & non ailleurs.

XXI.

Les Lettres Patentes de Sa Majesté sur ladite Bulle sont du 19. Aoust 1587.

XXII.

Pour obtenir le desistement & la remise de cette Bulle du 30. Juillet 1587. que le Roy avoit promis de faire au Clergé, moyennant la somme de cinq cens mil écus, ledit Clergé par contrat passé avec le sieur Sardini le 4. Mars 1588. consentit l'érection des Offices de Receveurs alternatifs, & de deux Contrôleurs des Decimes, en chaque Diocèse, moyennant quoy, & l'imposition de cent mil écus, ledit sieur Sardini s'obligea de payer à sa Majesté lesdits cinq cens mil écus : mais depuis ces Offices ont esté supprimez, ou remboursez.

XXIII.

Les Commissaires Deputez par ladite Bulle dresserent des instructions comme cy-dessus en leur Assemblée tenue à Paris le 27. Aoust 1588. lesquelles ils envoyèrent à leurs Subdeleguez pour l'exécution de la même Bulle, & du contrat passé entre le Clergé & ledit sieur Sci-

pion Sardini au sujet de ceste subvention.

Lesquelles instructions sont composées de 45. articles, conrenans l'ordre & les solemnitez qu'il faut observer, pour éviter toutes fraudes, abus, & malversations, comme il est déjà exprimé cy-dessus.

XXIV.

La Chambre Ecclesiastique des Etats generaux tenus à Blois en l'an 1577. fit des protestations le vingt-deuxième Fevrier audir an, contre les alienations du temporel du Clergé, & les nouvelles impositions dont il estoit chargé, & pour la conservation de ses immunitéz.

XXV.

L'Assemblée de Melun ratifia ladite protestation le vingtième S ptembre 1579.

XXVI.

Et l'Assemblée generale du Clergé tenuë en l'Abbaye de saint Germain des Prez à Paris, en 1586. ratifia les mesmes protestations le 14. Mars de ladite année.

XXVII.

Il y eut encore des memoires & instructions dressées pendant l'Assemblée du Clergé tenuë en 1581. contre les nouvelles impositions; alienations, creations d'Offices, & autres entreprises sur le Clergé. Dans lesquels sont aussi rapportées de pareilles instructions dressées par l'Assemblée de Melun en 1580. sur le même sujet.

Cesdits memoires & instructions furent faits pour s'en servir au cas qu'il advint qu'au prejudi-

ce de ce qui estoit contracté avec le Roy, Sa Majesté voulut faire de nouvelles impositions durant les six ans du contrat, & continuer de nouvelles levées sur les Ecclesiastiques, & pour deffendre les interets du Clergé qui estoit pour lors à la veille de sa ruine totale.

XXVIII.

L'Assemblée generale tenue à Paris es années 1585. & 1586. dressa encore des autres memoires contre les mêmes impositions, alienations, & entreprises, lesquelles sont conformes aux precedentes.

TITRE VI.

De rachapt, & reunion des Domaines de l'Eglise, vendus & alienez pour lesdites subventions, & les Edits, Declarations, & Arrests, donnez pour cet effet en faveur du Clergé.

I.

LE Roy Charles IX. permit aux Beneficiers de France pour un an de racheter les biens dependans de leurs Benefices alienez pour subvention en vertu de l'Edit du mois de May 1563. rapporté cy-devant. *Par Edit du mois de Janvier 1563. verifié au Parlemunt le vingt-septième Janvier, & en la Chambre des Comptes le huitième Fevrier 1568.*

II.

Lequel Edit fut prorogé pour six mois par un autre du vingt-neuvième Decembre 1564. verifié au Parlemunt le 30. Janvier de la même année 1564.

III.

Sa Majesté renouvela & continua aux Ecclesiastiques le temps à eux prefix pour faire le rachapt de leurs biens alienez jusques au dernier May 1567. & leur assigna pour leur remboursement les Domaines, Aydes, & rentes rachetez par les Tresoriers de France, & Receveurs generaux des deniers provenans de l'alienation des biens Ecclesiastiques, & leur constitua sur ses recettes des rentes au denier dix ou douze, selon l'usage du Pais. *Par Edit du 11. Juillet 1566,*

Et pour faciliter le surplus desdits rachapts, sa Majesté donna pouvoir aux Deputez generaux du Clergé de prendre des deniers à rente, par le moyen des Prevost des Marchands & Echevins de la Ville de Paris. *Par le même Edit verifié au Parlemunt le 8. Aoust 1566. & en la Chambre des Comptes, le 22. du même mois & an.*

IV.

Il y eut encore une nouvelle prorogation pour un an, à commencer du premier Aoust 1566. *Par Declaration du même Roy Charles IX. du 14. May 1567.*

V.

Et par une autre Declaration du mois de Juillet 1569. sa Majesté ordonna que sur les biens de ses sujets rebelles, confisquez à cause de leur felonie, seroit prise & distraire la quantité de terre qui sera suffisante pour recompenser le Clergé de l'alienation faite de son

temporel, jusques à la valeur de cinquante mil écus de rente pour subvention, *verifiée au Parlement le premier Aoust 1569.*

VI.

Le Roy Henry III. permit aussi aux Ecclesiastiques de rentrer dans leurs biens alienez pour subvention où il se trouveroit lésion du tiers, en remboursant le prix de l'aquisition, ou le congnant en cas de refus. *Par Edit du mois de Fevrier 1586.*

VII.

Le Parlement verifia cet Edit le 17. May suivant, à la charge que lesdits Ecclesiastiques feroient leurs poursuites de leurs droits, Domaines & heritages alienez dans trois ans, pardevant les Juges ordinaires des lieux, & par appel à ladite Cour, & lesdits trois ans passez, n'y seront plus receus.

VIII.

Henry III. donna ses Lettres de jussion du 23. May 1586. pour verifier ledit Edit, purement & simplement, sans modification.

IX.

Ensuite desquelles le Parlement par son Arrest du 14. Juillet 1586. a prorogé le temps du retrait jusqu'à cinqans. Et pour le surplus ordonna que l'Arrest du 17. May tiendroit.

X.

Le Roy Henry IV. par Declaration du 2. Avril 1596. accorda un nouveau delay de cinq ans aux Ecclesiastiques, pour rentrer dans

leurs biens alienez pour subvention, au cas qu'il y ait lésion du tiers. Verifiée au Parlement sans modification le 25. May suivant.

XI.

Le quatrième Novembre de l'an 1602. Sa Majesté continua encore la faculté du retrait pour cinq autres années par sa Declaration du dit jour verifiée au Parlement le 13. Decembre suivant.

XII.

Pouvoir fut donné par sa Majesté aux Ecclesiastiques pendant cinq ans, de réunir à leurs Benefices, les Domaines qui en ont esté alienez depuis 44. ans pour subvention, en remboursant le fort principal, frais, loyaux cousts, impenses, & meliorations, & sans faire aucune preuve de lésion. *Par Edit du mois de Decembre 1606. verifié au Parlement le 3. Juillet 1609.*

XIII.

Le grand Conseil verifia l'Edit cy-dessus le dernier Septembre 1608.

XIV.

Et le Roy donna ses Lettres de jussion au Parlement pour les verifier, le 16. Mars 1609.

XV.

Lequel Parlement par son Arrest du 3. Juillet 1609. fit enregistrer le même Edit aux conditions suivantes.

Sçavoir que lesdits Domaines, cens, rentes, & revenus pourront estre racheptez, & réunis à leurs Benefices pendant le temps & espace de cinq ans seulement, sans qu'ils puissent prendre aucuns deniers des acquereurs par compo-
 sition.

tions particulieres à peine du quadruple en leurs privez noms, & demeureront lefdits Domaines qui seront racheptez, perpetuellement reünis ausdits Benefices. Sans qu'à l'avenir ils puissent estre revendus, échangez ny engagez en quelque sorte que ce soit. Et sans prejudice des alienations faites à faculté de rachapt perpetuel.

XVI.

Le Roy par sa Declaration du 8. Juin 1609. interpretant l'Edit de 1606. cy. dessus declare avoir permis, & permet d'abondant, aux Ecclesiastiques, de rachepster & reunir à leurs Benefices tous Domaines alienez par ventes generales, & particulieres, pour quelque cause que ce soit, sans en excepter aucune, voulant sa Majesté que cet Edit soit executé selon sa forme & teneur.

XVII.

Les Chapitres des Eglises Cathedrales & Collegiales, & les Communautéz des Abbayes & Prieurez, eurent la faculté de rachepster & reünir à leurs manfes, (au refus des Evêques, Abbez, & Prieurs) les biens par eux alienez pour subvention. A la charge de les rendre ausdits Evêques, Abbez. & Prieurs, toutesfois & quantes en remboursant.

Par Lettres Patentes du 8. Juillet 1609.

XVIII.

XIX.

Louis XIII. Par son Edit du mois de Septembre 1613. accorda une nouvelle prolongation de deux ans en faveur des Ecclesiastiques pour ra-

chepster lefdits biens alienez, avec pouvoir de les laisser aux acquerieurs pour en jouyr, 16. 18. & 20. ans, à la charge que ledit temps passé, ils seroient reünis à l'Eglise à perpetuité, & en cas de refus par lefdits acquerieurs, lefdits Ecclesiastiques pourroient y admettre tous autres qui les voudroient rembourser. Verifié au Parlement le 11. Juillet 1614.

XX.

Il y eut encore une prolongation de cinq ans pour l'execution du present Edit, par un autre du mois de Juillet 1616.

XXI.

Sa Majesté envoya ses Lettres d'adresse au Grand Conseil le 4. Septembre 1619. pour verifier le precedant Edit du mois de Juillet 1616. qui auparavant avoit esté adressé aux Parlemens, particulièrement à celui de Paris, lequel auroit refusé de verifier lefdites Lettres, portant aussi attribution de jurisdiction au grand Conseil pour l'execution du même Edit, avec défenses à tous Juges d'en connoître, & que les cinq années mentionnées en cet Edit ne commenceront à courir que du jour de la verification qui interviendra.

XXII.

Le grand Conseil par son Arrest du 27. Juin 1620. verifia l'Edit cy. dessus aux modifications y contenues.

XXIII

Ensuite desquelles sa Majesté envoya ses Lettres de jussion au grand Conseil le 19. Mars 1621. pour verifi-

verifier purement & simplement le precedent Edit du mois de Juillet 1616.

XXIV.

Mais ledit grand Conseil ne verifia lefdites Lettres & Edits, qu'aux conditions mentionnées en l'Arrest du 25. May 1621. par lequel entr'autres il est porté, que les Titulaires des Benefices pendant ledit temps de cinq ans, à compter du jour dudit Arrest sans esperance d'autre delay, rentreront en la possession & jouissance desdits biens, au cas que lefdites alienations ayent esté faites par fraude, deception, ou lésion evidente depuis 44. ans suivant lefd. Edits, &c.

XXV.

Le Roy par Lettres Patentes du 31. Decembre 1625. continué pour cinq ans la faculté accordée aux Ecclesiastiques de retirer les biens alienez de leurs Benefices, conformément à tous les Edits cy-dessus, sans restriction, & que les meliorations & reparations faites en fraude sur les Domaines alienez, & sans y avoir observé les formes requises & accoustumées, ne tiendront aucun lieu dans l'estimation du prix des Domaines qui seront racheptez. Verifié au Parlement le 5. Septembre 1626.

XXVI.

L'Arrest de verification desdites Lettres contient des modifications qui sont conformes à celles des Edits cy-dessus.

XXVII.

Ladite Faculté de rachat fut encore

continuée pendant cinq ans par Lettres Patentes du 17. Janvier 1633. conformes aux precedentes.

XXVIII.

Lesdites Lettres Patentes Registrées, & verifiées au grand Conseil le 23. Mars suivant, aux conditions portées par l'Arrest du dernier Septemb. 1608.

XXIX.

Par d'autres Lettres Patentes de Sa Majesté du 7. Septembre 1638. pareille prolongation de cinq ans & permission de prendre de l'argent à rente pour employer aux rachats, a esté accordée aux Beneficiers, avec pouvoir à ceux qui le voudront faire de leurs deniers, de jouyr des biens racheptez leur vie durant. La même chose étant aussi accordée aux Beneficiers de Navarre, & de Bearn.

XXX.

Lesdites Lettres verifiées au grand Conseil le 15. Novembre 1638. aux modifications contenues dans les Arrests dudit Conseil cy-dessus.

XXXI.

Le Roy par sa Declaration du 9. Juillet 1646. continué aux Ecclesiastiques pour dix ans, la faculté de rachepster les biens de leurs Benefices alienez pour subvention.

XXXII.

Verifiée au grand Conseil le 29. Aoust 1646. conformément aux precedens Arrests dudit Conseil.

XXXIII.

Par autre Declaration du 15. Decembre 1656. pareille continuation pour dix ans, de la Faculté accordée aux Ecclesiastiques, de rentrer

dans lesdits biens alienez, mesme ceux dont les engagistes ont payé le huitième denier.

XXXIV.

Aussi vérifiée audit grand Conseil le 10. Janvier 1657. aux modifications y contenues, & conformément aux précédens Arrêts.

XXXV.

Sa Majesté leva, & osta la restitution ordonnée par le susdit Arrêt de vérification, par ses Lettres de Jussion au grand Conseil pour vérifier purement & simplement la susdite Déclaration. *Lesdites Lettres de jussion du 31. Decembre 1657.*

XXXVI.

Il fut permis à l'Abbé de Montierand de prendre à constitution de rente, jusqu'à dix-huit mil livres, pour retirer les biens alienez de ladite Abbaye. Conformement aux déclarations cy-dessus. *Par Arrêt du Parlement du 11. Juillet 1656.*

XXXVII.

Le Roy sans s'arrester aux Arrêts du Parlement de Rouen a renvoyé les parties y dénommées au grand Conseil, sur le retrait des biens alienez du Prieuré de Pavilly, avec défenses de faire aucunes poursuites ailleurs pour raison de ce. *Par Arrêt contradictoire du Conseil privé du 5. Fevrier 1658.*

XXXVIII.

Monseigneur l'Evêque de Bazas, sur l'intervention des Agens généraux du Clergé, retirant la Baronie

de Lerin, aliénée de son Evêché, pour subvention, fut déchargé du remboursement des acquisitions qui y avoient esté faites par les détenteurs de ladite terre, comme n'étant pas absolument utiles, & nécessaires, mais seulement de quelque bienfaisance. *Par Arrêt contradictoire du grand Conseil du 30. Decembre 1660.*

XXXIX.

La Déclaration du dernier Mars 1666. porte nouvelle prorogation pour cinq ans de la faculté du retrait des biens Ecclesiastiques alienez pour subvention.

XL.

Vérifiée au grand Conseil le 10. Mars 1667. aux charges & conditions portées par les Arrêts de vérification cy-dessus. Et que lesdits Beneficiers ne pourront intenter aucunes actions pour réunir à leurs Benefices les Domaines & autres biens alienez d'iceux pour lesdites subventions auparavant un an, ny contre les possesseurs de 40. ans des biens alienez pour lesdites subventions, dont le prix n'excede point deux cens livres.

XLI.

Louis XIV. par sa Déclaration du 11. Novembre 1670. continue aux Ecclesiastiques la faculté de rentrer dans leurs biens alienez, en vertu de la Bulle du Pape Pie V. du 25. Juillet 1568. Et ce, pendant cinq ans.

ABREGE' DES ACTES, TITRES ET MEMOIRES

Concernant les Affaires du Clergé de France.

TOME CINQUIE'ME,

Contenant la septième & huitième Partie.

SEPTIE'ME PARTIE.

*Des Comptes des Decimes, & autres deniers qui se lèvent sur
le Clergé, autres que pour subventions extraordinaires,
ou Dons gratuits accordez aux Rois.*

CHAPITRE I.

*Des Comptes du Receveur general
du Clergé.*

I.



L'ASSEMBLÉE de Melun
és années 1579. & 1580.
ordonna que de chacune
Province seroit nommé
un *Deputé* pour vaquer toutes les
après-dînées à la visitation des
comptes des deniers du Clergé,
de quelque nature & qualité qu'ils
soient, & ceux qui seront nommez
à ladite visitation vaqueront tous
les jours des deux heures après-mi-
dy jusques à cinq, & pendant ledit
temps ne se fera aucune Assemblée
generale, excepté à l'acoustumée
depuis sept heures du matin jus-
ques à dix, ausquelles ceux qui

auront vaqué à voir lesdits comp-
tes feront leur raport à ladite As-
semblée generale de tous les dou-
tes ou deffauts qu'ils y auront
trouvés, pour s'en éclaircir ensem-
ble, comme on verra estre ne-
cessaire.

II.

Il fut encore ordonné que do-
rénavant ceux qui auront raporté
un compte donneront l'extrait des
observations qu'ils y auront faites
à ceux qui devront rapporter le
subsequent, lesquels remarqueront
& coteront les souffrances & sur-
seances qui auront esté faites ou
remplacées en l'année de leur
compte, & ainsi consequemment,
& afin qu'au dernier compte on
puisse voir clairement ce qui sera
destin.

Ibid. 16. Janvier 1580.

N n n ij

III.

Chacune Province enverra à certain jour qui sera arrêté un Deputé pour ouïr de deux ans en deux ans les comptes du Receveur general, lesquels & les Agens avec eux les pourront ouïr, clorre & arrêter, pourveu qu'ils se trouvent en tout jusques au nombre de cinq Deputez desdites Provinces; & pour éviter les frais & dépens, plusieurs Provinces se pourront joindre & convenir à la nomination d'un seul Deputé, lequel pourtant n'y aura qu'une voix.

Ibidem.

IV.

Le Reglement fait en ladite Assemblée de Melun fut confirmé par celle de 1586. & suivant iceluy, il fut ordonné que la reddition des comptes du Receveur general commenceroit le 15. May, & qu'ils seroient clos le 15. Juillet suivant, à peine de payer par ledit Receveur general tous les frais que feroient les Deputez pour entendre lesdits comptes au delà des deux mois, si le retardement venoit de luy.

V.

Le Receveur general sera tenu de représenter ses comptes dès le premier jour desdites Assemblées, pour y proceder & estre mis sur le Bureau aussi-tost que les Officiers auront esté élus; & affirmer lesdits comptes estre veritables, sans qu'il puisse y ajouter ou diminuer; & à cette fin, d'a-

bord après la representation desdits comptes seront Deputez des Commissaires pour coter les feuillets desdits comptes, lesquels seront reliez avec tranchefils, afin qu'il ne s'y puisse rien changer, si ce n'est par deliberation desdites Assemblées.

Reglement de 1606.

VI.

A l'avenir on ne fera aucune rature es comptes, qui ne soit mentionnée aux apostilles, & faite par avis de la Compagnie.

Assemblée de 1605. & 1606.

VII.

Reglement fait en l'Assemblée de 1615. pour l'audition des comptes du Receveur general.

I. Le Receveur general avertira les Receveurs Provinciaux, ou ses Commis qui seront dans les Generalitez, d'envoyer leur état de la recette & dépense en la forme qu'ils ont acoustumé, six semaines auparavant la tenuë de l'Assemblée, afin que suivant iceux il puisse dresser ses comptes, & les presenter dans le temps qu'il est tenu par son Contrat.

II. Les Apostilles se refoudront par la Compagnie, & se mettront dans un cahier qui sera paraphé & mis entre les mains des Presidens en presence de l'Assemblée.

III. Que dans lesdits comptes ne s'employera aucunes quittances que celles de la Maison de Ville de Paris, & celles des Agens pour leurs gages, avec ce qui leur est ordonné pour employer aux affai-

res du Clergé, lesquelles quittances seront registrées dans le Procez verbal, & visées par l'un des Auditeurs, & l'employ desdites quittances sera le premier Chapitre de dépense, lesquelles quittances les Agens qui entreront en charge seront tenus de remettre dans les Archives, & faire inventaire d'icelles.

IV. Le second Chapitre de dépense sera les décharges si aucune y en a, lesquelles ne seront alloüées qu'en rapportant Arrest du Conseil en son original, avec les certifications de Messieurs les Evêques & Deputez que les Beneficiers du Diocèse en auront joui.

V. Le troisième Chapitre de dépense sera les deniers comptez & non receus, desquels ne sera passé aucun article au comptable, sinon qu'il eut fait des bonnes & valables diligences qui seront jugées par toute la Compagnie; & avant que de mettre aucune chose en surseance ou en souffrance, il faudra verifier l'état baillé par les Provinciaux ou Commis en leurs places, & mettre une apostille sur l'article, lequel dira la raison de ladite souffrance ou surseance.

VI. Le quatrième Chapitre de dépense sera les taxations des Provinciaux, leurs gages, & ceux du Receveur general, la façon du compte & recompense du Commis, laquelle sera arbitrée par la Compagnie, dont l'estimation sera faite par le precedent, clos.

VII. Que les comptes dudit Receveur general seront ouïs, clos & signez huit jours avant que l'Assemblée se separe, & le finiro du compte registré dans le Procez verbal, sans qu'il y puisse être rien changé, ny employé aucune partie: que s'il faut décharger quelqu'un des comptes precedens, ladite décharge se fera en pleine Assemblée.

VIII. Ne se fera aucun divertissement de deniers, ny ordonnance pecuniaire en ladite Assemblée qui puisse estre employée dans ledit compte, & ne se payera aucun arrerage de rentes pour qui que ce soit, sur peine audit comptable d'en estre responsable en son propre & privé nom, sans qu'il en puisse estre déchargé valablement par les Auditeurs de son compte, quelque ordonnance qu'il en puisse avoir à l'avenir.

IX. Les Receveurs particuliers enverront de six mois en six mois, l'Etat dûement certifié par les Evêques, & Deputez des payemens qu'ils auront fait en la recette Provinciale, sur peine de soixante liv. pour chacune fois qu'ils y manqueront. Que les Provinciaux seront tenus d'exiger sur l'avis qui leur en sera donné par les Agens. Et auront lesdits Receveurs deux écus pour leurs salaires de l'expedition desdits Etats. Notamment les Deputez qui seront envoyez par les Provinces pour les Assemblées des Comptes ou generales à l'advenir. Seront aussi tenus

d'opposer lesdits Etats ausdites Assemblées, & à faute de ce faire, ne seront reçus ny admis en icelles.

X. *Cet article ne regarde que la publication, & execution dudit Règlement.*

VIII.

Le Chapitre des reprises ayant esté leu, en l'Assemblée de 1625. il a esté mû si lesdites reprises doivent estre surlé comptable. Et deliberation prise par Provinces, l'Assemblée a ordonné que les reprises seroient rayées au comptable, sauf si dans le premier jour, il fait apparoir de bonnes & de valables diligences.

IX.

L'Assemblée de 1660. & 1661. a jugé que les bonnes & valables diligences, sont de ne pas simplement faire saisir réellement les Offices des Receveurs qui sont en demeure de payer, mais de continuer les poursuites, & faire toutes les procédures nécessaires, jusqu'à la vente & adjudication d'iceux, & de decerner les contraintes contre les Receveurs Provinciaux, & leurs cautions, &c.

X.

Les Receveurs particuliers s'êtant pourvus au Conseil pour des radiations faites en leurs comptes par le Receveur general du Clergé, les parties furent renvoyées à la prochaine Assemblée du Clergé. *Par Arrest dudit Conseil privé du 29. Septembre 1634.*

XI.

Sur le différent arrivé entre les

Syndics & Beneficiers de la Prévôté d'Houx, & le Receveur Provincial des Decimes en Dauphiné, & entre ledit Receveur Provincial, & le Receveur general, pour radiation d'une partie de deux mil dix-neuf livres, les parties furent aussi renvoyées à l'Assemblée generale du Clergé. *Par Arrest du Conseil privé du 14. Novembre 1634.*

XII.

L'Assemblée du Clergé peut opiner, & juger les parties par elle rayées dans les comptes du Receveur du Clergé, & rétablies par Arrest du Conseil, comme si elles n'avoient pas esté rétablies, & ce qui sera rayé sur les comptes du Receveur general ne pourra estre rétabli que durant les Assemblées. *Ainsi jugé par Arrest du Conseil d'Etat du 4. Aoust 1635.*

XIII.

Les ordonnances des Assemblées du Clergé rendues sur leurs comptes, tant par l'allocation, que radiation des parties de recette & dépense seront executées, avec défenses aux parties intéressées de se pourvoir contre, à peine de nullité. *Ainsi jugé par Arrest du Conseil d'Etat du 18. Juillet 1646.*

XIV.

Ceux qui sont commis pour tenir la ligne du compte, signeront tous seuls toutes les feuilles des comptes, comme il a esté pratiqué dans l'Assemblée de 1645.

Assemb. de 1655. 2. Decembre.

XV.

Sur la difficulté meüe si les Re-

ceveurs Provinciaux rendans compte au Receveur general seroient tenus de rapporter les quittances de leurs Compagnons d'Office, & de les laisser audit Receveur general pour les rapporter dans les comptes à l'Assemblée generale; a esté resolu que pour plus grande seureté des deniers du Clergé, le Receveur general rapportera des quittances remplies des Receveurs Provinciaux, & le blanc remply des parties prenantes.

Assemblée de 1655. 7. Fevrier.

XVI.

Les originaux des departemens seront deormais mis sur le Bureau, lorsque Messieurs les Commissaires travailleront aux comptes. *Ainsi ordonné par l'Assemblée de 1656. 9. Juin.*

XVII.

Le Receveur general ne pourra à l'avenir employer dans ses comptes aucune somme en reprise sous le nom des Dioceses ou Beneficiers particuliers, ny des Receveurs Provinciaux & Generalitez, qu'après que les comptes des Receveurs Provinciaux luy auront esté rendus en presence de Messieurs les Agens generaux.

Lesquels comptes il sera tenu de rapporter sur les articles desdites reprises pour estre icelles alloüées ou rayées suivant qu'il sera jugé par l'Assemblée, & qu'à faute de représenter lesdits comptes sur les articles desdites reprises, elles seront rayées purement sans autre examen du contenu en l'article, &

nonobstant toutes les diligences dont il pourroit justifier.

Défenses de les plus rapporter dans les comptes suivans, à peine du quadruple, si ce n'est que lesdits Receveurs Provinciaux fussent en demeure ou refusans de rendre leurs comptes, dont ledit Receveur general sera tenu d'avertir lesdits Sieurs Agens par un acte en bonne & deuë forme, trois mois avant la tenuë de l'Assemblée generale, lesquels en ce cas pourluyront les Arrests necessaires pour les y contraindre.

Reglem. de l'Assemb. de 1657. 31. Janvier sur les reprises.

XVIII.

A l'avenir on n'aura point d'égard aux Procez verbaux faits à la Requeste des Receveurs generaux, de la perte ou enlevement de quittances ou autres papiers, si Messieurs les Agens n'y ont esté appelez.

Les payemens qui ne sont justifiez que par les états des Receveurs Provinciaux, ne seront point alloüez au comptable, & les sommes qu'il devoit retrancher luy seront rayées, sauf à les repeter sur les parties prenantes.

Ordonnance de l'Assemb. de 1657. 6. Fevrier.

XIX.

Défenses au Receveur general, d'employer dans ses comptes aucune dépense en vertu des Arrests du Conseil, à moins qu'ils ne soient rendus avec les Agens generaux.

Assemb. de 1655. du 2. Mars 1657.

XX.

Le treizième Avril 1666. l'Assemblée generale de 1665. continuant, Messieurs les Commissaires des comptes s'étant mis au Bureau, on examina les cinq articles couchés dans le 13. Chapitre de dépense du compte des Decimes de 1664. qui est celui des reprises, & il fut ordonné que toutes lesdites reprises seroient rayées, & que sur le premier article il seroit mis rayé, attendu que le comptable n'a pas satisfait aux clauses de son contrat, par lequel il est obligé d'offrir à l'Hôtel de Ville des rescriptions sur les Receveurs Provinciaux qui seront en reste. Et au cas que lesdites Offres ne soient pas acceptées par l'Hôtel de Ville, en faire retranchement.

XXI.

Aux petites Assemblées, le Receveur general rendra compte des affaires dont il aura esté chargé à la fin des Assemblées pour exécuter après la separation d'icelles, un mois après l'ouverture d'icelles, & deux mois après celle des grandes Assemblées. A faute dequoy il ne luy sera rien accordé sur toutes les choses qu'il pourroit demander, & prendre à causes desdites affaires.

Assmb. de 1666. 14. May.

CHAPITRE II.

Des comptes des Receveurs Provinciaux, & particuliers des Decimes.

I.

L'Assemblée generale de 1645. ayant rendu un jugement Souverain le

6. Juin 1646. qui enjoint aux Syndics & Deputez des Dioceses de faire rendre compte chaque année à leurs Receveurs particuliers, des deniers tant ordinaires qu'extraordinaires par eux levez l'année precedente, & qui ordonne que les Syndics & Deputez du Diocese du Mans demeureroient établis selon l'ordre & la coutume pratiquée jusqu'à lors audit Diocese, ledit Jugement fut confirmé par Arrest du Conseil du Roy du 8. Aoust 1646. qui est intervenu sur un appel comme d'abus interjetté au Parlement dudit Jugement par le Chapitre de saint Julien du Mans, & Consors. Cet appel ayant esté évoqué au Conseil.

II.

La Commission du Roy pour l'exécution dudit jugement est du 25. Juin 1646.

CHAPITRE III.

Des comptes des frais communs, & autres dépenses, & gratifications qui se font pendant la tenue des Assemblées generales. Et les Contrats passez avec les Receveurs generaux pour le remboursement des avances par eux faites pour les taxes des Deputez, & autres taxes desdites Assemblées.

I.

L'Assemblée generale de Melun ordonna le cinquième Septembre 1579. qu'il seroit pris sans interest de Maître Philippes de Castille Receveur

Receveur general, suivant l'office par luy faite à l'Assemblée, autant d'argent que pourra monter la taxe des sieurs Deputez de ladite Assemblée pour quatre mois, sous l'obligation desdits Deputez de chacune Province, & sans qu'une Province puisse estre tenuë, ny contrainte de payer pour l'autre.

II.

Il fut ensuite ordonné pour la plus grande commodité & facilité du Clergé, que ledit argent seroit imposé & departy sur les Provinces quiauroient reçu, à chacun sa portion & part, & que les taxes que lesdits sieurs Deputez auront fait avec leurs Provinces tiendront, en cas qu'ils eussent composé avant partir, &c.

III.

Le Chapitre de l'Eglise de Paris, & plusieurs autres Beneficiers du Diocèse, s'étant opposez à la levée des deniers tant ordinaires qu'extraordinaires ordonnée par l'Assemblée generale du Clergé pour frais de ladite Assemblée & autres dépenses, lesdites oppositions furent levées par *Arrest du Conseil d'Etat du 12. Fevrier 1626.* qui ordonne qu'il seroit passé outre, avec desdenses à tous Beneficiers d'y contrevenir.

IV.

Les deniers destinez aux frais & taxes des Deputez de l'Assemblée pour lors prochaine, quoy que différée, seront levez selon le departement fait en l'Assemblée generale de l'an 1635. *Ainsi ordonné par*

Arrest du Conseil d'Etat du 3. Aoust 1640.

V.

Les Ordonnances de gratifications, & œuvres pies, ou pour quelques considerations que ce soit, ne seront point allouées à l'avenir, si elles ne sont deliberées en pleine Assemblée, & inserées dans le proces verbal, deffenses au Receveur de les acquiter à peine de radiation.

Deib. de l'Ass. de 1625. 23. Janvier 1626.

VI.

Il ne sera accordé aucun don pour l'impression des Livres qui seront dediez ou distribuez à l'Assemblée ny aux Autheurs d'iceux. Excepté néanmoins ceux pour l'examen desquels elle pourroit avoir nommé des Commissaires. Deffenses aux Promoteurs de proposer aucune gratification pour ce sujet.

Reglem. du 20. Novembre 1616.

VII.

Le Clergé Assemblé à Paris en 1651. passa un Contrat le huitième Avril, avec le sieur de Manevillette son Receveur general, pour son remboursement des frais de l'Assemblée generale de 1650. par luy avancez.

On ne voit point de Contrats particuliers faits avec les Receveurs generaux pour leur remboursement des avances par eux faites pour les frais communs des Assemblées avant le precedent de 1651. parce que les frais ont presque toujours esté pris sur les dons acc-

cordez au Roy, ou autres sommes données à sa Majesté par les Contrats faits avec elle, ou sur d'autres fonds appartenans au Clergé, sans faire pour cela une imposition particulière sur les Diocèses, comme on a fait depuis l'Assemblée de 1650.

VIII.

Le deuxième Contrat que le Clergé passa fut celui du dix-huitième Mars 1657. pour le remboursement de la somme de neuf cens cinquante mil, soixante deux livres que ledit sieur de Manevillette son Receveur general avoit avancée au Clergé, tant pour le payement des taxes, qu'autres dépenses.

IX.

Le troisième Contrat fut celui du dix-septième Juin 1661. que le Clergé passa avec le sieur de Manevillette son Receveur general pour le remboursement de la somme de trois cens mil, cinq cens, vingt-deux livres dix-huit sols, pour reste de plus grande somme par luy fournie à l'Assemblée.

X.

Le quatrième Contrat fut celui du sixième Avril 1666. passé entre ledit Clergé assemblé à Paris, & ledit Sieur de Manevillette, pour le remboursement de la somme de cent soixante & douze mil neuf cens soixante & deux livres audit de Manevillette.

CHAPITRE IV.

Des comptes des Ministres convertis, & autres pensionnaires du Clergé.

I.

LE Pape Paul V. par son Bref du dixième Juin 1608. exhorte le Clergé de France, de seconder les bonnes intentions du Roy pour le secours des nouveaux convertis.

Ce Bref fut présenté à l'Assemblée generale de 1608. par Monseigneur le Cardinal de Joyeuse, & ensuite on ordonna la somme de trente mil livres pour les pensions des Ministres convertis, lesquelles furent payées sur les frais communs des Assemblées, jusques en celle de 1615. qui en fit un département au sol la livre, selon la cottisation de la Decime, ledit département est de vingt-cinq mil huit cens, vingt-trois livres, quinze sols. Desquelles le Receveur general compte à l'Assemblée.

II.

Reglement touchant les pensions des Ministres convertis.

I. Qu'aucun ne pourra estre admis à avoir pension sur cette nature de deniers, qu'il n'ait esté Ministre, ou enseigné actuellement l'heresie en Université par Leçon publique.

II. Qu'aucun depuis ce jour perverti à la Religion pretendue, ne puisse estre admis à recevoir pension, encore qu'il vint à se convertir à la Religion Catholique, Apostolique & Romaine.

III. Quand quelque Ministre se convertira, il sera tenu d'apporter, ou envoyer une attestation de l'Eveque ou de son grand Vicairé aux Agens generaux du Clergé, les-

quels assembleront Messieurs les Prelats, qui pour lors seront à Paris & Messieurs du Bureau d'icelle, en la forme portée au procez verbal du mois d'Aoust 1608. & luy pourvoiront de la pension, & entretien,

IV. *Messeigneurs les Ordinateurs* auront egard de donner les mandemens & rescriptions, dans la Generalité ou ledit Ministre demeurera, pour eviter aux frais & à la depense, qu'il luy conviendrait faire, les venant querir luy-même à Paris.

V. *Les Ministres*, & autres auxquels sera assignée pension par les formes cy-dessus seront tenus d'envoyer aux Agens dudit Clergé, tous les ans une attestation de Messieurs les Prelats, au Diocèse desquels ils feront leur residence, de leur probité, & conversation, afin qu'on pût connoître & juger s'ils sont dignes de la continuation de la pension, qui leur aura esté ordonnée, ou s'ils seront pourvus de Benefices, ou autres moyens de s'en passer

Reglement fait par l'Ass. generale de 1608.

III.

Les pensions des Ministres convertis demeureront en chacune Province pour y estre distribuées par les ordres de l'Assemblée Provinciale sans que les deniers soient plus portez à Paris. *Il fut ainsi ordonné par la Chambre Ecclesiastique des Etats Generaux, tenus en 1614. & 1615. le 21. Fevrier 1615.*

IV.

Autre Reglement fait par l'Assemblée

generale de 1615. au sujet des Ministres convertis, & de leurs Pensions.

I. La somme de trente mille livres sera levée tous les ans sur les Beneficiers du Royaume, pour estre employée à l'entretenement des Ministres convertis, laquelle sera receuë par les Receveurs particuliers & Provinciaux, ou leurs Commis, & renvoyée au Receveur general à Paris, pour estre par luy distribuée & payée conformément à l'état & au present Reglement, & non autrement, à peine de perdre ce qui aura esté payé contre ledit état & Reglement.

II. Il ne se prendra plus de deniers à interests pour fournir à ladite depense.

III. Hors les Assemblées nul ne pourra cy-aprés ordonner desdits deniers affectez aux Ministres pour quelque occasion que ce soit; défenses au Receveur general d'aquiter aucune ordonnance les Assemblées finies.

IV. Arrivant que quelque Ministre se convertit, il sera tenu de se presenter aux Assemblées generales qui se tiennent de deux ans en deux ans, avec attestation de Messieurs les Evêques & Deputez du Clergé des lieux, en telle forme qu'il apparaisse manifestement qu'il ait esté Ministre; auquel cas luy sera pourvu de pension, eu egard à sa capacité, laquelle pension sera payée à commencer du jour de son attestation.

V. Lesdits Ministres convertis feront leur résidence aux lieux où ils demeuroient avant leur conversion, si autrement n'en est ordonné par l'Assemblée pour y servir l'Eglise par la direction des Evêques desdits lieux; & en cas de desobeissance, de mauvaise vie, & scandale, le Receveur general sur les plaintes des Evêques ou des Agens generaux du Clergé, cessera le payement de leurs pensions jusques à la prochaine Assemblée, laquelle jugera desdites plaintes, & cassera ou rétablira lesdites pensions comme elle verra bon estre.

VI. Lesdites pensions commenceront d'estre payées au premier Janvier 1616. pour estre ensuite payées de six mois en six mois également.

VII. Les rescriptions & mandemens que le Receveur general delivrera pour faire payer lesdites pensions sur les lieux par les Receveurs Particuliers ou Provinciaux, seront promptement & fidellement acquittés, & sans diminution desdites pensions.

VIII. Nul ne pourra à l'avenir avoir pension ou gratification sur les trente mil livres affectez aux Ministres convertis, qu'il n'ait fait les fonctions de Ministre, ou qu'il ne soit de capacité éminente, & telle qu'il eut écrit ou dogmatisé publiquement, &c.

IX. Au cas que quelqu'un desdits Ministres parvint à une condition suffisante & assurée pour

son entretenement, les Assemblées modereront, ou retrancheront leurs pensions pour survenir à d'autres.

X. Ceux qui auront esté Prêtres ou Religieux ne pourront avoir pension qu'en retournant à leur ancienne profession, & reprenant la profession & l'habit qu'ils avoient quittez avec la Religion.

XI. Lesdits Ministres convertis enverront tous les ans au mois de Decembre aux Agens generaux du Clergé une attestation de leur bonne vie, & du service qu'ils auront rendu à l'Eglise de Messieurs les Evêques & Deputez des lieux où ils demeureront, lesquels Agens en fourniront un état signé au Receveur general, suivant lequel il fera les payemens par rescription ou autrement aux personnes y nommées, & en rendant compte desdits deniers sera tenu de les représenter.

V.

Il fut ordonné au Receveur general du Clergé de payer les pensions des Ministres convertis, selon l'état arresté en l'Assemblée generale de 1625. & 1626. & non sur le nouvel état qui avoit esté fait depuis par quelques Prelats qui se trouverent à Paris. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 18. Septembre 1627.*

VI.

Les Pensions accordées par le Clergé aux Ministres convertis, ne peuvent estre saisies à la Re.

queste de leurs creanciers. *Ainsi jugé par Arrest du Conseil d'Etat, du 15. Septembre 1629.*

VII.

L'Assemblée de 1635. confirma l'article onzième du Reglement precedent de 1615. ordonnant au Receveur general de l'observer.

VIII.

Elle ordonna de plus que ceux qui seront couchez sur l'état des gratifications, rapporteront tous les ans une attestation du Prelat de leur residence, comme ils s'employent en actions avantageuses à l'Eglise & à l'édification du public, icelle faire voir aux Agens pour avoir leur certificat, & la remettre au Receveur general, auquel il est deffendu de payer aucune gratification sans ladite attestation, à peine de radiation.

Le 13. Novembre 1635.

IX.

L'Assemblée de 1655. ordonna les mêmes choses que cy. dessus, & ajouta que les pensions ne pourroient excéder la somme de quatre cens livres suivant les Reglemens, ny estre accordées que lors qu'il y aura fond par la mort d'un des Pensionnaires, ou par un nouveau retranchement du sol pour livre, lequel ne pourra neanmoins estre fait que sur les gratifiez, & non sur les Ministres convertis, sans qu'on puisse en nulle maniere excéder le fonds porté par ledit état, à peine de radiation au Receveur des parties qu'il aura payées au prejudice dudit Reglement.

Le 20. Fevrier 1657.

X.

Autre Reglement fait par l'Assemblée de 1661. concernant les Ministres & proposans convertis, & autres gratifiez couchez sur l'Etat du Clergé.

I. Les certificats donnez par Messieurs les Evêques ou par leurs Vicaires generaux des vies & mœurs de ceux qui seront couchez sur l'état du Clergé, seront dattez de six semaines tout au plus avant le payement : que s'ils se rencontrent de plus vieille datte, ne pourront estre visez par les Agens, ny les payemens faits sur iceux par le Receveur general, à peine de radiation.

II. Les Ministres & proposans convertis qui sont Prêtres, & approuvez pour la Predication, & autres fonctions Ecclesiastiques, rapporteront avec le susdit certificat de leurs vie & mœurs, attestation de Messieurs les Evêques des lieux de leurs demeure ou de leurs Vicaires generaux concernant leur employ, de même datte, & aux mêmes peines de l'article precedent.

III. Nul ne pourra estre couché à l'avenir sur ledit état en qualité de proposant, si outre ladite qualité de proposant averée par titre autentique, il ne rapporte le certificat de l'abjuration de son heresie en bonne forme, & le témoignage de ses vie & mœurs de son Evêque Diocésain, ou de celui du lieu de sa demeure.

re, ou de leurs Vicaires généraux.

IV. Que les Controversistes à présent couchez sur l'état, ou qui pourroient y estre mis à l'avenir, seront fixez chacun dans une Province qui leur sera assignée, & qu'ils seront obligez d'y travailler sous l'autorité, & direction de Messieurs les Ordinaires des lieux, & ne pourront estre payez de leurs pensions qu'en rapportant avec le témoignage de leurs vic & mœurs, celui de leur travail, dattez & visez comme il est contenu au premier article.

V. Que nul ne pourra doresnavant estre mis sur ledit Etat en qualité de controversiste, quelque témoignage de vic & de mœurs, & capacité qu'il en apporte, qu'après un examen de sa capacité, qui sera fait par deux ou trois Docteurs en présence de Messieurs les Prélats, qu'il aura plû aux Assemblées de deputer à cet effet.

VI. Que ceux qui sont sur ledit Etat gratifiez en consideration de quelque travail qu'ils ont entrepris pour le service du Clergé ne pourront estre continuez par les Assemblées suivantes, qu'après leur avoir justifié de leur travail, par la représentation de leurs ouvrages.

XI.

Le Reglement cy dessus fut confirmé, & renouvel'é par l'Assemblée de Pontoise de 1670. laquelle y adjouta un septieme article contenant la forme que l'on doit tenir dans l'attestation de vic & de

mœurs mentionnée cy dessus, & dans la quittance que l'on peut voir dans les memoires du Clergé.

CHAPITRE V.

Des impositions & levées qui se font sur les Diocèses pour leurs Affaires.

I.

Il fut delibéré par l'Assemblée de 1605. & 1606. le premier Mars que le Roy seroit tres-humblement supplié d'autoriser les Seigneurs Archevêques, Evêques, & autres Deputez en chacun Diocèse, de pouvoir és Synodes, & Assemblées générales d'iceux Diocèses, avec la deliberation & consentement du Clergé & Beneficiers, lever, & imposer jusqu'au sol la livre de la taxe des Decimes ordinaires, & au dessous pour employer és affaires concernant le fait general desdits Diocèses, sans que pour cela il soit besoin d'obtenir Lettres Patentes de sa Majesté; sans (en cas qu'il fut necessaire de faire plus grand fond & levée de deniers pour pourvoir ausdits affaires,) à supplier Sa Majesté d'en accorder la permission.

II.

L'Assemblée de 1660. & 1661. deputa à Monsieur le Chancelier pour obtenir les Lettres Patentes afin d'imposer sur les Beneficiers du Diocèse de Sens, la somme qui a esté empruntée pour les frais du procez Criminel fait contre un particulier qui avoit outragé un Ecclesiastique du même Diocèse

& commis d'autres crimes de cette nature, & d'obtenir aussi la même chose pour imposer sur les Bénéficiers du Diocèse de Lizieux celle qu'il a esté obligé d'emprunter, pour faire faire le procez au nommé Tremblay qui avoit assassiné un Prestre dudit Diocèse de Lizieux.

III.

Le Roy conformément ausdites déclarations du Clergé du Diocèse de Sens, & de l'Assemblée générale de 1661. ordonna que la somme de douze mil livres employée à la poursuite dudit procez Criminel pour réparation de l'injure fait audit Ecclesiastique du Dio-

cese de Sens, seroit imposée sur tous les Bénéficiers du même Diocèse, sur le pied des Decimes, & que toutes Lettres nécessaires pour cette imposition seroient expédiées, *par Arrest de son Conseil d'Etat du 4. May 1661.*

IV.

Et par autre Arrest dudit jour conformément ausdites Déclarations & à celle du Clergé du Diocèse de Lizieux il fut dit que la somme de six mil livres sera imposée sur ledit Diocèse pour les frais du procez Criminel intenté contre le nommé Tremblay, qui avoit assassiné un Prestre du même Diocèse.

Fin de la septième Partie.

HUITIÈME PARTIE.

Contenant les Remontrances, & Harangues faites aux Roys, & aux Reynes par le Clergé de France, tant aux Etats Generaux qu'aux Assemblées generales, & particulieres dudit Clergé, Cabiers presentez & réponsus, Edits, Declarations, Lettres Patentes, & Arrests donnez en consequence.

TITRE I.

Contenant les Remontrances & Harangues faites aux Roys, & aux Reynes.

I. **R**emontrance du Clergé de France Assemblé à Melun, faite au Roy Henry III. le troisième juillet

1579. par Monseigneur l'Evêque de Bazas assisté des Archevêques, Evêques, & autres Deputez en ladite Assemblée.

L'on voit dans cette remontrance le desordre de l'Etat Ecclesiastique en ce temps là. Elle contient trois chefs principaux.

Par le premier le Clergé de-

mande le rétablissement de la discipline Ecclesiastique.

Par le second, la publication & l'observation des Statuts du Concile de Trente.

Et par le troisième, le rétablissement des élections.

Il est de plus dit *que* le deffaut de la Discipline Ecclesiastique est la principale cause du desordre qui se rencontre dans l'Eglise, aussi bien quel'incapacité, & l'insuffisance du plus grand nombre de ceux qui en remplissent les

emieres Charges, & Dignitez. *pr* *Que* s'il y est remedié, il sera facile de revoir en peu de temps l'Eglise Gallicane, rant renommee par l'antiquité, dans sa premiere splendeur.

Que les deux Etats qui ont le plus prospéré & duré plus longuement, sont ecluy des Romains en forme de Seigneurie, & celuy des François en titre de Royaume, qui n'ont esté fleurissans & heureux que pour avoir esté diligens observateurs de l'Ordre, des Reglemens, & de la discipline de leur Religion.

Que la Discipline Ecclesiastique n'est pas moins necessaire pour maintenir la crainte & le service de Dieu, que la Police & les Loix Civiles pour conserver l'obeïssance des Sujets envers leur Prince.

Comment obeïra-t-on aux Rois qui sont les images de Dieu, si l'on méprise celuy qu'ils representent?

Que le lien assuré de la concorde dans un estat est la Discipline Ecclesiastique; cependant dans l'Eglise Françoisie elle est non seulement abatardie presentement, mais quasi totalement éteindre.

Que le moyen le plus facile de la rétablir seroit sous l'autorité de sa Majesté de se servir des regles de reformation, & discipline dictées par le saint Esprit, & écrites dans le Concile de Trente, comme tres-austeres & rigoureuses, & par consequent plus propres à l'indisposition & maladie presente de rous les membres du corps Ecclesiastique.

Que le desordre est si grand qu'il y a vingt-huit Archevêchez ou Evêchez qui sont sans Pasteurs, aussi bien qu'un nombre presque infini d'Abbayes, & autres gros Benefices, où il ne se fait aucun service.

Que de trente-cinq Dioceses qu'il y a en Languedoc & en Guyenne au delà de la Garonne, soit par la non-residence des Evêques, ou par maladie des autres qui sont en petit nombre, & principalement par faure d'Evêques pourvus en titre, on a esté cetter année sans y faire les Saintes Huilles, en sorte qu'il a fallu & faut encore tous les jours les aller mandier delà les Monts en Espagne; ce qui est honteux & de mauvais presage.

Qu'il se commet rous les jours tant de simonies dans les Oeconomats, confidences, constitutions,

tions de pensions pour les femmes, & autres personnes Laïques, par l'autorité, & au scû de Sa Majesté que le Clergé en frémît, & en à horreur.

Qu'il s'est même vû, que dans un procès pendant au grand Conseil, que de l'argent provenu de la vente d'un Evêché, ont esté acquittées les dettes du vendeur.

Et dans le Conseil du Roy, une Abbaye fut adjugée à une Dame, comme luy ayant esté baillée en dot, avec déclaration qu'après sa mort ses heritiers en jouyroient par egale portion.

Que sous l'autorité de sa Majesté on commence de lever les annates sur les gros Benefices.

Et parlant du danger ou s'exposent les Princes qui s'attribuent le bien del'Eglise, il est dit qu'un Secrétaire de l'Empereur Frideric ayant esté offensé de son Maître par la perte d'un œil, étant remis en grace, ne cessa qu'il ne l'eut persuadé de prendre les biens de l'Eglise : Et depuis ayant esté interrogé pourquoy il luy avoit donné un si pernicieux conseil, il se vanta que c'estoit pour se vanger de luy, afin que Dieu le détruisit. Ce qui arriva bien-tôt après.

Que le Clergé supplioit tres-humblement Sa Majesté de faire cesser toutes ces voyes & de déclarer dès à présent, que tous Benefices tenus en confidence, en pensions Laïques, par ceconomats, & par simonie, seront vacans, & impetrables, afin que le

pain des enfans ne soit pas donné aux chiens.

Et de vouloir retablir *les Elections*, selon le droit commun, & selon les saints Decrets.

Et finit par les dernières paroles que le Roy Louis le Gros, en mourant dit à son fils : *souvenez vous mon fils*, luy dit-il, & *ayez toujours devant les yeux que l'autorité Royale n'est qu'une procuration, & charge publique dont vous rendrez compte bien exact, & rigoureux après votre mort.*

Le Roy Henry III. repondit aux trois chefs de ladite remontrance.

Sur le premier, qu'il estoit tres-aise de l'affection & bonne volonté que son Clergé monstroît avoir pour la reformation de leur estat & pour le devoir de leurs charges, qu'il avoit la mesme affection, ne desirant rien tant que de voir l'honneur de Dieu, & son Service establi en son Royaume: ce qu'il avoit fait voir par plusieurs marques d'affection, n'ayant pas même espargné sa personne, mais qu'il n'y avoit pu encore parvenir, & qu'il n'estoit pas la cause du desordre &c.

Sur le second que depuis son avènement a la Couronne, il avoit désiré pouvoir faire publier le *Concile de Trente*, mais qu'il n'entenoit pas à luy seul qu'il ne fust reçu, ayant trouvé que le feu Roy Charles son Frere n'e l'avoit peu faire, que lorsque ledit Concile fust apporté par feu Monsieur le Cardinal de Lorraine, il en fut tenu un Conseil à Fontainebleau, où

il ne fut pastrouvé expedient, veu luy étoit misericorde.

le temps, outre qu'on y remarqua 15 ou 16 Articles contraires aux droits de son Royaume & aux libertcz de l'Eglise Gallicane. Que le Pape avoit desisté de luy en faire Instance attendu les troubles de son Estat. &c.

Sur le troisieme, quant aux *Electiōs* que l'on demandoit, qu'il avoit le droit de nommer aux Benefices qui luy avoit esté acquis par ses Predecesseurs qui en avoient joui du consentement du Pape & de l'Eglise, auxquels il ne vouloit ceder en pieté, Religion & zele envers Dieu & l'Eglise, & qu'il conserveroit ce droit avec autant de zele qu'eux, &c.

Que le Roy d'Espagne & le Roy de Pologne avoient le même droit dans leur Royaume.

Que pour les Annates il les prenoit pour donner aide à ceux qui estoient de l'Ordre du saint Esprit, qu'il avoit éably pour la gloire de Dieu & pour le soutien de l'Eglise Catholique, Apostolique & Romaine, qu'il ne pretend pas affecter le fond des biens de l'Eglise, & que ce qu'il faisoit n'estoit pas sans exemple, le Pape prenant des Annates, & le Roy d'Espagne & les Ducs de Florence & de Savoye se servant du revenu de l'Eglise pour entretenir leurs Ordres,

Il finit en reconnoissant qu'il estoit mortel, & qu'il scavoit qu'il avoit à rendre compte de sa Charge, mais qu'il esperoit que Dieu

Monsieur de Bazas repliqua, Qu'on ne pouvoit assez exprimer la corruption des Ecclesiastiques en France, que cependant ce sont des faits particuliers qui ne devoient point estre imputez au corps qui demande la reformation de ses membres.

Que le Clergé ne regrettoit rien tant que les mauvais conseils qui empêchoient les effets de la bonne volonté & de la bonne intention de sa Majesté.

Qu'il acceptoit la Conference proposée avec Messieurs du Parlement pour la publication du Concile de Trente.

Que les élections estoient si necessaires à l'Etat, que l'on remarque qu'il n'estoit jamais arrivé changement de lignée à la Couronne, que lorsque les Rois ont usurpé les nominations des Benefices, & y ont nommez des personnes indignes.

Ce que Saint Charlemagne connoissant tres-bien il remit les élections aux Eglises & aux Monastères pour appaiser l'ire de Dieu, Hugues Capet quitta l'Abbaye de saint Germain, & autres dont il jouissoit.

Saint Louis refusa la nomination aux Benefices pour les malheurs qu'il en apprehendoit.

Que les Evêques de France étoient prests à remettre leurs Evêchez, à condition qu'il y seroit mieux pourveu que par le passé.

Que le Clergé ne blâme aucu-

nement l'Ordre du saint Esprit é-
tabli par sa Majesté, mais qu'il
la supplie tres.humblement de con-
siderer que le domaine de l'Eglise
ne doit point estre affecté ail-
leurs.

Que les Annates tâchent la
conscience & la renommée de sa
Majesté.

Que le Clergé ne pretend pas
contester contre Elle, mais seule-
ment décharger leurs consciences,
& que pour le surplus Dieu est le
Juge entr'eux & sa Majesté.

SECONDE REMONTRANCE

*du Clergé de France assemblé à
Melun, faite au Roy Henry III.
le 30. Aoust 1579. Monseigneur
l'Archevêque de Lyon, assisté des
Evêques de Langres, de Bazas,
& de Noyon, & autres Deputez
presentant le cahier de Ladite As-
semblée, & la replique à la répon-
se du Roy.*

Cette remontrance est pour
confirmer les raisons de la prece-
dente par le cahier présenté au
Roy de la part du Clergé, qui
demande la declaration de la vo-
lonté & intention de Sa Majesté
sur iceluy, & il est dit dans cette
remontrance,

Que la conservation & l'appuy
de l'Etat de Sa Majesté dépend
de cette reformation; qu'il a esté
reconnu que la felicité de la Fran-
ce, & la dignité de l'Eglise ont
toujours esté étroitement jointes,
& que ce Royaume n'a esté heu-
reux qu'autant que l'honneur de
Dieu & la discipline de l'Eglise y

ont esté entretenus.

Que le Clergé seroit blamable
s'il ne poursuivoit avec instance
& importunité ce qui appartient
à l'honneur de Dieu & à la gran-
deur & bonheur de la France.

Qu'il n'attend de cette refor-
mation aucun profit particulier,
ny commodité selon le monde,
mais une plus grande severité
que l'honneur de Dieu luy fait
trouver doux.

Qu'il demande réponse à ses
remontrances qu'il presente à sa
Majesté pour la reformation &
restauration de l'Eglise de France,
& qu'il ne cessera d'importuner sa
Majesté jusques à ce qu'elle y ait
mis un meilleur ordre.

Sa Majesté fit réponse, *Qu'elle*
desiroit autant que tout autre la re-
formation de l'Eglise, & ce qui ap-
partient à l'honneur de Dieu comme
estant affectionné à la Religion Chré-
tienne, qu'elle n'avoit pas fait plu-
tost réponse à leurs remontrances, à
cause des difficultez qui s'y estoient
rencontrées, qu'il les seroit avertir
par quelqu'un de son Conseil; que
dans l'extreme necessité de ses affai-
res, (comme leur avoit représenté
Monsieur de Believre) il attendoit
le secours & ayde du Clergé qu'il
avoit toujours fait aux Rois ses Pre-
decesseurs en pareils rencontres, &c.

Monseigneur l'Archevêque de
Lyon repliqua.

Que Monsieur de Believre avoit
fait entendre à l'Assemblée que
sa Majesté desiroit estre secourüe
du Clergé par la satisfaction &

payement de certaines rentes que l'Hôtel de Ville pretend luy estre deües par quelques contrats & obligations.

Qu'il supplioit sa Majesté de considerer les afflictions que l'Eglise a enduré par la fureur des ennemis de Dieu & de la Couronne de sa Majesté en l'occupation de ses biens, ravissement de ses meubles, démolissement de ses Temples, ruine de ses maisons, perte de ses titres & enseignemens, & autres oppositions qu'elle a souffert & souffre journellement.

Que nonobstant tout cela elle n'a pas laissé de secourir S. M. par une tres-grande partie de ses revenus, mais encore de son propre fond; ce qu'elle est encore prête de faire autant que luy pourra permettre l'état malheureux où elle est reduite.

Mais que le Clergé ne peut avouer qu'il doive rien à present à l'Hôtel de Ville de Paris par aucune obligation & contrat, comme ils sont prêts de montrer par voye de conference, pardevant telles gens qu'il plaira à Sa Majesté ordonner.

TROISIEME REMONSTRANCE du Clergé de France assemblée à Melun, faite au Roy Henry III. en suite de la premiere, le 16. Septemb. 1579. par M. l'Archevêque de Lyon, & sa replique à la réponse du Roy.

M. de Lyon par cette remontrance persiste à demander à Sa Majesté d'approuver les moyens proposez par deux Requêtes à el-

le présentées pour l'exécution de ladite reformation, & dit :

Que c'est le moyen de se défaire des Heresies sans armes & sans batailles, & le plus seur fondement de l'obeissance de ses Sujets; partant persiste & demande réponse à Sa Majesté sur lesdites deux Requestes.

Le Roy répondit qu'il estoit qu'ils devoient estre contens de sa premiere réponse, mais puisqu'il voyoit qu'ils desiroient encore en cela quelque chose, qu'il avoit donné commission à son Chancelier, Garde des Sceaux, & autres de son Conseil, d'en traiter plus amplement avec eux.

Monseigneur l'Archevêque de Lyon reprenant la parole, après avoir remercié Sa Majesté de sa bonne volonté, parla des Rentes de l'Hôtel de Ville de Paris, suivant l'ordre qui luy en avoit esté donné, & dit.

Que après avoir long-temps disputé des Contrats & Obligations en vertu desquelles on pretend leur faire continuer à l'Hôtel de Ville de Paris, le payement de certaines rentes, ils ne peuvent ny voir ny juger qu'il y ait à present aucun droit qui les y puisse obliger ou contraindre, la plupart desdits Contrats étant manifestement & notoirement nuls, par le défaut de solemnitez requises, & du pouvoir de ceux qui ont contracté.

Que ces sortes de payemens apportoient une conséquence trop dommageable à l'avenir, si telles

formes inusitées d'obligations étoient pareux approuvées en cette Assemblée generale.

Que les Ecclesiastiques ne peuvent continuer le payement de telles obligations, & qu'ils esperent en être déchargés.

Que lors qu'ils seront absolument déchargés desdites obligations, ils ne manqueront d'aider aux necessitez de l'État, par voyes justes & raisonnables.

Que pendant que lesdits Contrats resteront en vigueur, ils n'osent présenter du secours à S. M. par la juste crainte qu'ils ont d'être molestés de deux costez.

Qu'après cette juste délivrance qu'ils demandent, ils donneront tout le secours qu'ils promettent selon leurs moyens, d'autant que le Clergé n'a jamais rien promis au Roy qu'il ne l'ait executé exactement, même beaucoup davantage. Et leur fidelité passée doit donner une grande assurance pour l'avenir.

Et conclud en demandant la protection de Sa M. pour lesdits Ecclesiastiques, & de les délivrer de la vexation qu'on pourroit leur donner par ces contrats.

QUATRIEME REMONTRANCE
du Clergé de France assemblé à Melun faite au Roy Henry III. le 3. Octobre 1579. par Monseigneur l'Evesque de Saint Brienc, assisté des Archevêques, Evêques, & autres Députés, en ladite Assemblée.

L'on voit dans cette Remontrance une suite de matieres conte-

nuës dans les precedentes; & des nouvelles raisons pour appuyer les demandes du Clergé touchant le rétablissement de la discipline Ecclesiastique, & le payement des rentes que l'on pretend être deues par ledit Clergé à l'Hôtel de Ville de Paris. Il est de plus dit dans cette Remontrance.

Que la Religion est le seul & véritable fondement des Monarchies & des Etats, particulièrement de celui de France.

Que Saint Remy Archevêque de Reims baptizant Clovis premier Chrétien des Rois François l'an 499. luy predict que la Couronne seroit attachée aux chefs des Rois de France autant de temps que les Rois adhereroient à la foy & Eglise Catholique.

Que l'unique moyen de rétablir l'ancienne discipline Ecclesiastique étoit la publication du Concile de Trente, & la restitution des Elections aux Eglises & Monasteres.

Que dans le Royaume de Pologne où il y a exercice de diverses Religions, ce Concile a esté publié & gardé entre les Catholiques, sans aucun trouble de la paix d'entre les uns & les autres, ce qui cause un singulier bien à l'Eglise Catholique du Royaume.

Qu'en France le desordre est si grand, qu'il y a plusieurs Evêchez sans Evêques, & que les biens de l'Eglise sont injustement usurpez.

Qu'il y a plus de huit cens Ab.

bayes de la nomination de S. M. où il n'y a pas cent Abbez dénommez, & que les Abbez Commendataires, la plus grande part prêtent leur nom à gens mariez, & de profession laïque. Ce qui est cause que les Abbayes sont sans Religieux, sans Regle, sans discipline, sans hospitalité; & qu'il ne s'y fait aucun Service, ny Office, les Maisons & Eglises étant ruinées.

Que sa Majesté rendra compte à Dieu de toutes les ames perduës pour le défaut des bons Pasteurs & Prelats, qui n'auront esté par Elle constitués aux Eglises de sa nomination.

Que le Jugement de Dieu est tombé contre A'phonse & son fils Ferrand Roy de Naples, par les indignes distributions des Evêchez & Abbayes.

Que pour les entreprises contre l'Eglise de Dieu, la Couronne de France fut transférée de la Maison des Clodoveens en celle de Charlemagne; & de celle de Charlemagne en celle d'Hugues Capet.

Que depuis que les Rois ont eu la nomination aux Benefices par le Concordat, les hieresies ont pris leur commencement, & se sont toujours augmentées, & l'Estat n'en a pas esté plus riche ny plus heureux.

Que pendant que les elections estoient en vigueur, l'Estat de l'Eglise estoit tout autre qu'il n'est à present.

Qu'il faut pourvoir les Eglises

de personnes, & non les personnes d'Eglises.

Que le Clergé ne demande pas à Sa Majesté d'augmenter ses biens ny ses privileges, mais seulement demande d'estre conservé dans le peu qui luy reste après tant de miseres & de calamitez qu'il souffre depuis vingt années.

Qu'il n'est pas juste ny raisonnable qu'il soit contraint à continuer le payement de la somme de plus de douze cens mil livres annuelle, en vertu de certains contrats, aucuns desquels sont resolus & aquitez, les autres estant faits par personnes sans pouvoir, sans formes, sans solemnitez, sans autorité requise par les Saints Decrets, & sans connoissance de cause legitime.

Que Sa Majesté est tres-humblement suppliée de considerer l'impuissance d'un infinité de Beneficiers sur lesquels on veut continuer la levée des Decimes.

Que Ferdinand se trouvant en extreme necessité au Siege qu'il tenoit devant Seville, ceux de son Conseil luy disant qu'il ne pouvoit plus entretenir le Siege ny son Armée sans s'ayder des biens de l'Eglise, luy répondit que mieux valoit un *Pater noster* des Ecclesiastiques que tous leurs biens: Dieu favorisa cette sainte protestation; car dès le lendemain contre l'esperance de tous, la Ville se rendit miraculeusement sous son obeïssance.

Que l'argent de l'Eglise mêlé

avec l'autre est bien-tost consommé & sans profit.

Que Sa Majesté & le feu Roy Charles I X. son frere ayant receu de l'Eglise la somme d'environ quatre-vingt millions le peuple n'en a pas esté moins chargé, les finances moins épuisées, & les dettes moins augmentées.

Que le moyen d'avoir un empire assuré, un Royaume paisible, un Peuple bon & obeissant seroit de faire publier le Concile de Trente, & ordonner les Conciles Provinciaux, & ainsi rétablir la discipline Ecclesiastique.

Que remettant les élections des Eglises & Monasteres, & quittant les nominations, Sa Majesté déchargerait sa conscience, & causeroit les dignes Promotions qui doivent estre faites aux Eglises.

REPONSE DU ROY.

LE ROY après avoir fait entendre à la Compagnie l'affection qu'il portoit à l'Etat Ecclesiastique, & comme il desiroit vivre & mourir en la Religion Catholique, & se conserver le titre de tres-Christien qu'il avoit recu de ses Predecesseurs, dit que pour cette dernière fois il vouloit que ladite somme de quatorze cens mil livres fut imposée sur le Clergé, & puisque la Compagnie s'excusoit qu'elle ne pouvoit passer si avant, qu'il prioit tous les Sieurs Deputez, de se retirer dans leurs Provinces, & de faire entendre sa volonté aux autres Ecclesiastiques, qu'il s'assuroit que le Clergé ne differeroit

à l'exécuter quand il n'auroit autre raison que le devoir qu'il luy commandoit d'obeir à son Roy & à la priere qu'il luy en a faite; & au cas que le Clergé ny voulut consentir, il seroit contraint de faire lever ladite somme sur iceluy par les plus doux & gracieux moyens, toutefois dont il pourroit s'aviser, &c.

Monseigneur l'Archevêque de Lyon pria Sa Majesté de vouloir écouter Monseigneur l'Evêque de Nevers qui avoit ordre de la part de la Compagnie de luy parler.

CINQUIEME DISCOURS DE Monseigneur l'Evêque de Nevers.

Il est dit dans ce discours que la Compagnie & tout l'Etat Ecclesiastique en general du Royaume a grand sujet de se plaindre.

Que depuis six mois que la Compagnie travaille à chercher les moyens de contenter Sa Majesté & à se retirer contente d'auprès d'elle, elle n'a peu toutefois y parvenir, la nécessité des affaires de Sa Majesté estant si grande qu'elle sembloit la vouloir contraindre à prendre de son autorité sur le Clergé la somme pareille demandée, ausquelles nécessité & autorité, la nécessité du Clergé estant opposée se trouvera trop puissante pour les combattre.

Que l'honnête offre de douze cent mille livres que le Clergé a fait à sa Majesté par sa dernière Requête, pour le temps, & aux conditions portées par icelle, excède leurs moyens & pouvoirs.

Que l'on ne se doit pas fonder

sur les offres precedens, qui n'avoient esté faits que dans l'esperance de faire rescinder & casser les pretendus Contrats, tant par l'Hôtel de Ville de Paris, qu'autres particuliers contre le Clergé, mais étant frustré entierement de cette pretention, il ne pouvoit faire de plus grand offre.

Que puisqu'ils sont contraincts de s'en retourner dans leur Provinces sans avoir rien pû avancer auprès de Sa Majesté dans leur negociation, ils en attribuent tout le malheur aux flatteurs qui détruisent la maison de leur maître plutôt que de la maintenir, ou à quelque prefage de quelque sinistre événement, qui menace cet Etat pour la juste punition de nos offenses.

Que les moyens par lesquels la Religion & l'Etat ont esté naturellement conservez & augmentez ensemble étant détruits, ils ne pouvoient esperer autre chose que l'éversion & destruction de l'un & de l'autre.

Qu'il ne falloit pas s'étonner, (au dire de Gregoire de Tours) de la mort de Chilperic assassiné, d'autant qu'il n'aimoit point les pauvres, & ne haïssoit rien tant que les Ecclesiastiques.

Que Sa Majesté se doit prendre garde, que prenant ce qui est dédié à Dieu & à ses membres, il ne luy ôte la Couronne qu'il luy a donnée.

Et conclud en demandant la protection & sauvegarde de S. M. &c.

SIXIEME REMONTRANCE
du Clergé de France assemblé à Melun, faite par M. l'Archevêque de Lyon à M. le President de Bellievre, envoyé par le Roy Henry III. en ladite Assemblée, pour luy demander un secours notable.

Il est dit dans cette Remontrance *Que* l'Eglise a plus fait de secours de ses biens à la Couronne de France depuis vingt années qu'elle n'avoit fait en douze cens auparavant & depuis que l'Eglise est établie en ce Royaume.

Que les Histoires sont pleines d'exemples de ceux qui ayant fait la guerre à l'Eglise, ont esté châtiés & punis severement.

Que Henry III. Empereur suivant les traces de son pere persecutant l'Eglise; & luy ravissant ses biens, mourut sans lignée, & vit une peste, & une famine si grande dans ses Etats, qu'il perdit le tiers de ses sujets, dont il fut si touché qu'il en mourut de regret dans les repentences & lamentations de ses fautes & vie passée.

Que Frederic I. surnommé Barberousse ayant voulu continuer les mêmes oppressions, par un merveilleux jugement de Dieu voulant boire dans un petit ruisseau, se noya en la presence de tous les siens, sans pouvoir être secouru.

Que l'on ne peut en dire autant des Rois de France, & que s'il s'en est trouvé quelqu'un qui par de mauvais conseils ait pris & occupé quelque chose appartenant à l'Eglise, ils ont eu le bonheur

bonheur de s'en repentir avant que de mourir, & d'en faire restitution, comme l'on voit dans les Histoires de Louis le Gros, & de Philippe Auguste, euluy aimant mieux perdre que de molester l'Eglise & ses Serviteurs.

Que Philippe de Vallois suscitè par Maître Pierre de Cugnieres d'ôter la Jurisdiction aux Ecclesiastiques, après avoir ouï les raisons de l'Evêque d'Autun, déclara que bien loin de vouloir diminuer les biens & autorité de l'Eglise, qu'il pretendoit les augmenter & agrandir.

Que cette entreprise succeda mal audit Pierre de Cugnieres, la memoire duquel est honteuse à la posterité, estant representé dans l'Eglise de Nôtre Dame de Paris par un fameux & ridicule Mar-mouzet.

Que l'opinion que l'on persuade à Sa Majesté qu'elle peut dans ses necessitez disposer des biens de l'Eglise sans les voyes legitimes & usitées, est un effet d'un mauvais conseil, qui ne peut avoir de juste fondement, l'Eglise ne devant point estre tenuë pour tributaire.

Que la Bulle de Boniface sur laquelle on pretend faire un grand fondement, est imaginaire & ne fut jamais octroyée, ainsi qu'il est montré clairement par ladite reponse.

Que les Rois de France n'ont jamais de leur autorité levé aucunes sommes sur les Ecclesiastiques

que par le consentement du Clergé & de l'autorité du Pape, ainsi qu'il est montré par plusieurs exemples, des Rois Philippe le Bel, Philippe V. son fils, Charles IV. Charles VI. Duc d'Anjou, Regent en France, & de François premier.

Que presentement les privileges & immunitè de l'Eglise sont en moindre consideration que jamais, partant qu'ils ont besoin d'estre deffendus pour les conserver & garder.

Que l'Assemblée presente ne peut donner aucun consentement, ny confirmation à tout ce qui s'est passé, d'autant que cela porteroit un trop grand prejudice aux privileges & immunitè de l'Eglise.

Que lorsque la Compagnie aura bien examiné l'état des affaires, & les moyens qui luy restent pour la conservation des privileges du Clergé, elle enverra quelque personne pardevers Sa Majesté pour luy faire reponse.

SEPTIEME REMONSTRANCE
du Clergé de France, faite au Roy Henry III. à Fontainebleau le 17. Juillet 1582. par Monseigneur l'Archevêque de Bourges, assisté des Evêques de Bazas, de Noyon, & autres Deputez dudit Clergé.

Cette remonstrance est une continuation des demandes faites à Sa Majesté par le Clergé, touchant la publication du Concile de Trente, le rétablissement de la Discipline Ecclesiastique, & des Elections anciennes selon la for-

me de droit ; rapportant l'exemple de saint Louis , l'Ambassadeur duquel luy ayant envoyé un Bref ou Rescrit Apostolique de la part du Pape pour nommer aux Prelatures, non seulement il le refusa , mais fit brûler la Bulle devant luy ; disant qu'il ne pouvoit estre Juge de la suffisance & dignité de ceux qui estoient Juges de son ame & de sa conscience ; que ce pouvoir appartenoit à Dieu seul & à son Eglise.

Il est de plus parlé dans ladite remontrance de la misère & de l'état déplorable où est réduit l'Etat Ecclesiastique, lequel est si fort chargé & persécuté, qu'outre les deux Decimes imposées l'année dernière, on avoit encore procédé à la levée d'une troisième, pour le payement de laquelle les pauvres Beneficiers estoient gehennez, pressés, & exécutez les uns pour les autres, contre la disposition du droit divin & humain, même du droit écrit qui ne permet pas que l'un puisse estre contraint pour l'autre.

Et il est encore porté que cette troisième levée est contre la promesse faite par Sa Majesté dans le dernier Contrat, & que les Ecclesiastiques ne la pouvant soutenir estoient contraints d'abandonner leurs Eglises, & laisser le peuple sans administratoin de service & de Sacremens, de changer de profession, & de se retirer où ils peuvent, ce qui pourra causer un grand desordre dans la Ville de Paris fau-

te de payement des rentes, à moins que lesdits Ecclesiastiques ne soient dechargez desdites nouvelles impositions, au moins jusques à ce qu'ils aient satisfait à ladite Maison de Ville de Paris, à quoy il est nécessaire de pourvoir.

Et conclut à ce que le Clergé & l'Eglise soient dechargez de telles induës exactions, & rétablis en leurs biens & possessions.

HUITIEME REMONTRANCE.

Après les deux reponses faites par la Majesté assistée de la Reine sa Mere, de Messigneurs les Cardinaux de Bourbon, de Guise & de Birague, des Ducs de Montpensier, de Guise, de Mayne, de Mercœur, de Joyeuse, & de Retz, de Monsieur le Garde des Seaux, & autres Seigneurs, le 17. & 22. Juillet, Monseigneur l'Archevêque de Bourges, prenant congé de Sa Majesté avec la Compagnie du Clergé : *dit*,

Que le Clergé esperoit de Sa Majesté la reception & publication du Concile de Trente, & qu'elle ne rempliroit les Charges de l'Eglise que de personnes dignes, en rejetant les simonies & pactions indeuës & sacrileges hors de la maison de Dieu.

Que les pauvres Beneficiers attendoient de la grace de Sa Majesté un soulagement pour la nouvelle levée des Decimes, & autres impositions extraordinaires, & qu'elle enverroient une décharge pour tous lesdits pauvres Ecclesiastiques, pour les obliger à prier

Dieu incessamment pour impetrer sa miséricorde & bénédiction sur la personne de Sa Majesté.

NEUVIÈME REMONTRANCE
du Clergé de France faite au Roy Henry III. à saint Maur des Fosses, le 13. Juin 1584. par Monseigneur l'Archevêque de Bourges, assisté du Cardinal de Bourbon, & des Archevêques, Evêques, & autres Deputez dudit Clergé.

Cette Remontrance est une continuation des plaintes du Clergé sur l'état déplorable où se trouve l'Eglise par les charges & Decimes extraordinaires qui sont imposées sur les Beneficiers, & par les usurpations continuelles de ses biens sacrez, il est de plus dit,

Que depuis plus de vingt ans le desordre est venu à un tel point, que l'on n'entend parler en France que de meurtres & sang répandu, de ruines & desolations de lieux Saints, d'usurpations, de brûlemens de titres, enlevemens de fruits, rançonnemens, captivitez, & autres violences inouïes.

Que de six-vingts Diocèses il n'y en a que soixante qui ayent esté exempts de tels maux, qui sont si grands qu'ils espereroient un meilleur traitement des Turcs quand ils auroient envahy ces Provinces, d'autant que parmy eux par un tribut réglé la vie est assurée & la Religion libre, mais dans les Diocèses affligés après les rançonnemens & la spoliation des biens, la vie est toujours au hazard & la Religion n'est pas libre.

Que les biens de l'Eglise sont diminuez de plus de la moitié par les alienations de son temporel par sa Majesté, qui reviennent à plus de six-vingts millions depuis vingt années.

Que si la somme demandée sous pretexte d'un payement des Suisses est encore imposée sur le Clergé, la plupart des Gens d'Eglise seront contraincts de quitter leurs Charges par pauvreté, & d'aller mandier leur vie, d'où s'en suivra un abandonnement du service de Dieu, comme il se voit déjà en plusieurs lieux au grand scandale de tout le peuple.

Que ce qui a esté dit que du tems du feu Roy Henry de bonne memoire, on avoit vû imposer jusques à six Decimes sur l'Eglise, on considerera que la necessité estoit si grande que l'Ennemy estoit aux portes, & le Royaume en peril.

Que lors que les Romains disoient *Hannibal ad portas*, nul n'étoit exempt de contribution, les femmes mêmes y mettoient leurs anneaux & pendans d'oreilles, leurs bracelets, & autres ornemens, auquel cas l'Eglise mettroit les Calices & les Croix pour le salut du Royaume, mais sans cette necessité il est pitoyable & d'une grande extremité d'employer le bien de Dieu en d'autres usages.

Que Sa Majesté est suppliée de vouloir remettre la resolution de cette affaire en l'Assemblée prochaine du Clergé, si mieux il ne luy plaix se contenter d'une som-

me de trois cens mil livres, de ce qui proviendra du bon du rachapt du Domaine de l'Eglise, &c.

DIXIÈME REMONSTRANCE du Clergé de France, assemblée à Paris en l'Abbaye de saint Germain des Prez, faite au Roy Henry III. le 14. Octobre 1585. par Monseigneur l'Evêque de Noyon, assisté des Cardinaux de Bourbon, & de Guise, & des Archevêques, Evêques, & autres Deputez en ladite Assemblée.

Par cette Remontrance le Clergé, en rendant grâces à Sa Majesté de l'Edit par lequel elle rappelle tous ses Sujets à l'union de l'Eglise Catholique, Apostolique & Romaine, luy demande les moyens dépendans de son autorité pour y parvenir, qui sont de chasser l'herésie du Royaume, faire publier le Concile de Trente, rétablir la Discipline Ecclesiastique, & les Elections, & reformer generalement tous les abus qui se commettent au prejudice des anciennes Ordonnances; tant contre les Ministres de l'Eglise, que contre leurs privileges & immunités.

L'on voit dans ce discours un grand nombre de passages remarquables de l'Ecriture, des Saints Peres & des Historiens pour soutenir lesdites demandes, & comme elles sont presque les mêmes en tout & par tout que ce qui a esté dit cy-devant, il seroit inutile de s'y étendre davantage: il suffit de dire que le Clergé con-

clud en demandant la reformation ou quelque Reglement sur les appellations comme d'abus, qui luy sont si prejudiciables, & de regler les cas privilegiez.

ONZIÈME REMONSTRANCE du Clergé de France faite au Roy Henry III. le 19. Novembre 1585. par Monseigneur l'Evêque de saint Brienc, assisté du Cardinal de Bourbon, & des Archevêques, Evêques, & autres Deputez en ladite Assemblée.

Cette Remontrance contient les mêmes motifs que les precedentes, & le Clergé persiste aux demandes qu'il a faites cy-devant à Sa Majesté, qui sont la publication du Concile de Trente, le rétablissement des Elections, la décharge des Contrats de l'Hôtel de Ville de Paris, la reformation des appellations comme d'abus, dont il est fait mention pour la seconde fois dans les remontrances du Clergé: il est de plus porté par ladite remontrance,

Que Dieu a suscité Sa Majesté à faire l'Edit de la réunion de ses Sujets à l'Eglise Catholique, Apostolique & Romaine, luy faisant voir qu'il ne suffisoit pas d'être bon Catholique, mais que pour la décharge de son ame ses Sujets devoient estre invitez & rangez à suivre la veritable Religion.

Que Sa Majesté est obligée à repousser la rage & la fureur des Heretiques & Schismatiques, & delivrer l'Eglise de leur infection, comme son protecteur & defendeur.

Que depuis que l'heresie est entrée dans le Royaume, le fondement de la Religion Catholique a esté ébranlé, d'autant que les Sujets de Sa Majesté ayant manqué de foy envers Dieu, & d'obeïssance envers son Eglise, ils ont manqué de fidelité & d'obeïssance envers leur Prince.

Que Sa Majesté rétablissant le service de Dieu & l'observance de la Religion Catholique, elle remédiera aux desordres que l'heresie cause, par son Edit de reunion ayant revoqué celuy de pacification, qui devoit plûtoſt estre nommé celuy de faction.

Que l'Edit de reunion a esté tres-necessaire pour le rétablissement de l'ordre dans le Royaume, & qu'il le faut executer.

Que la douceur & clemence des Princes n'est pas profitable à l'obſtination des Heretiques.

Que par l'execution de cet Edit Sa Majesté fera en France ce que Recaredus Roy d'Eſpagne fit dans son Royaume par les conseils de Leandre Evêque de Seville, & de celuy de Valence, contre les Arriens qui en furent chassés nonobstant leurs violentes oppositions.

Que le premier pas & le plus important qu'il y a à faire pour avancer l'execution dudit Edit, est la reformation des Ecclesiastiques, la corruption des mœurs desquels est cause de la ruine du peuple.

Que le Concile de Trente ayant

éclaircy, resolu & décidé tout ce qui est controversé par les Heretiques en la doctrine de l'Eglise Catholique, sa publication est d'une necessité indispenſable, & le Clergé la requiert avec instance.

Que Sa Majesté remettant les Elections déchargeroit la conscience d'un pesant fardeau, étant responsable devant Dieu de toutes les fautes & participant aux pechez de tous ceux qui remplissent indignement les premieres Charges de l'Eglise par sa nomination.

Que la Couronne ne dura que quatre-vingts ans dans la race des Merovingiens, & soixante dans celle des Carolingiens, depuis que les Rois se mêlerent de pourvoir & administrer les Evêchez & Abbayes.

Que les Ministres de Dieu doivent recevoir l'honneur dû à leur dignité & ordre, & estre maintenus en leurs exemptions & immunités pour accomplir leur Ministère en repos & prier Dieu pour la prosperité du Roy, du peuple, & pour la stabilité du Royaume.

Que la juridiction Ecclesiastique est presque aneantie par les appellations comme d'abus.

Que les biens de l'Eglise ne sont pas propres ny du Domaine de Sa Majesté, comme on luy a voulu persuader, mais sont les vœux des fidelles, le prix pour racheter les pechez, le patrimoine des pauvres, l'aliment & l'entretien des Serviteurs & Ministres de l'Eglise.

Que lesdits biens, quoyque donnez par les Rois, sont inalienables.

Que cependant depuis vingt-cinq ans on a levé vingt-cinq à trente millions d'or sur lesdits biens Ecclesiastiques par l'autorité de Sa Majesté, dont la posterité aura lieu de s'étonner.

Que les clauses du Contrat de 1580. accordées par Sa Majesté n'ont point esté executées, nonobstant qu'elle y fust engagée, & promis en bonne foy & parok de Roy de les garder.

Et conclud en requerant tres-humblement Sa Majesté de vouloir perseverer dans la volonté d'executer son Edit de reunion, & de ne point souffrir en France autre exercice de Religion que celui de la Catholique, Apostolique & Romaine.

De maintenir la Jurisdiction Ecclesiastique & les libertez & immunitiez de l'Eglise, & de faire cesser les levées extraordinaires que l'on fait sur le Clergé pour l'avenir, & décharger ledit Clergé du payement des Contrats de rentes de la maison de Ville de Paris, attendu qu'ils ne peuvent subsister par les nullitez qui s'y rencontrent.

DOUZIEME REMONTRANCE
Et protestations du Clergé de France assemblé à Paris, faites au Parlement le 3. Mars 1586. par Monseigneur l'Evêque de Noyon, sur la Bulle d'alienation des biens Ecclesiastiques, accordée au Roy Hen-

ry III. par le Pape Sixte V. avec la clause invitis Clericis.

Par cette Remonstrance le Clergé fait voir au Parlement que la demande qu'il luy fait ne pourroit être refusée au moindre homme du Royaume, qui est que son heritage n'étant point obligé ne peut estre vendu contre sa volonté, & sans son consentement. *Que* cette demande est de justice & de la justice distributive, laquelle entre les autres charges est principalement baillée en garde & commise à la Cour, & à ce Senat qui représente la personne du Prince.

Qu'ayant esté averty qu'il étoit venu une Bulle du Pape, portant concession & faculté de vendre jusques à cent mil écus de rente du temporel de l'Eglise, contenant plusieurs choses prejudiciales à l'Etat Ecclesiastique sur cette excessive alienation, & que la clause *invitis Clericis* y étoit couchée tacitement.

Declare à la Cour qu'il n'avoit ny ne pouvoit prêter aucun consentement à la vente portée par ladite Bulle, & qu'il s'opposoit à la publication & execution d'icelle, suppliant la Cour de luy octroyer acte de sa declaration & opposition.

Que par toutes les Loix, & dans toutes les Republiques bien ordonnées, *Nemo invitus, carere cogitur re sua*. Le libre gouvernement de son bien étant permis à chacun, pourvu qu'il ne le dissipe point, & ne fasse tort à personne.

Que le Clergé ne se peut départir de cette première Declaration, à laquelle il persiste, & qu'il ne pretend pas y préjudicier par les raisons amplement déduites en ladite Remontrance, où il est encor parlé.

Des desordres arrivez à l'Eglise ou plusieurs Villes du Royaume, exactions, pilleries, voleries des meubles & vaisseaux des Eglises, sacrilèges, profanations du tres-saint Sacrement de l'Autel, &c.

Il est de plus montré,

Que l'alienation des biens immeubles de l'Eglise étoit sans exemple, & que si les Prelats qui composent & qui représentent le corps de l'Eglise y donnoient leur consentement, qu'ils seroient deserteurs & proditeurs de leur Ordre; & Dieu leur reprocheroit un jour s'ils étoient assez malheureux pour y consentir.

Et conclut, en protestant de nullité contre tout ce qui se fera au contraire, & sans le consentement du Clergé, & de se pourvoir ainsi que de raison, & que la Justice le requerra.

TREZIEME REMONTRANCE
du Clergé de France, assemblée à Paris le 4. Mars 1586. sur le sujet de ladite Bulle de Sixte V. par Monseigneur l'Archevêque de Vienne, assisté du Cardinal de Bourbon, & des Archevêques, Evêques, & autres Députés en ladite Assemblée.

Par cette Remontrance les griefs que souffriroit le Clergé par l'ex-

cution de cette Bulle, sont exprimés aussi-bien que le motif des protestations cy-dessus. De plus, le Clergé se faisant effort, offre à sa Majesté un million d'or pour luy subvenir en sa nécessité, aux conditions, & selon l'ordre & forme, présentée à sa Majesté, & par Elle agréé.

Il est de plus porté par cette Remontrance,

Que les Dismes étant de droit divin, le Clergé estime que ce n'a point esté l'intention de la Sainteté ny celle de sa Majesté qu'elles fussent aliénées; ce qui n'a jamais esté dit dans aucune Bulle précédente.

Que ladite Bulle contient plusieurs choses contraires aux deliberations & résolutions prises en l'Assemblée du Clergé, & qui rendroient la levée des deniers difficile.

Que cette Bulle est contre la volonté presomptive du Pape; & que quand il auroit voulu, & entendu tout ce qui y est contenu, il ne luy a pas esté loisible par les saints Decrets & Ordonnances de l'Eglise (sous sa reverence) de le faire sans le consentement du Clergé.

Que si le Pape eust entendu comme les choses se sont passées, & même la distribution d'un million d'or environ, accordé à sa Majesté, qui est à raison de cent vingt mille cus par chacun des trois premiers mois, & cinquante mille écus par mois un an après, au cas que la Guerre dure, il n'auroit jamais

voulu pendant les termes & payement d'un million qui ne fait que commencer, mettre une si pesante charge sur le Clergé, & encore moins s'il avoit sceu les necessitez & miseres d'iceluy.

Qu'ainsi ladite Bulle doit être censée & jugée subreptice & obreptice, comme émanée contre la volonté de sa Sainteté & de sa Majesté; & par conséquent demeurer nulle & sans effet.

Que le Pape n'a pas pleine puissance & autorité sur les biens de l'Eglise pour en disposer à sa volonté, sans le consentement du Clergé, suivant les Decrets des saints Conciles, les Constitutions Canoniques, & les Ordonnances mêmes des Papes.

Que le Pape fait prêter serment aux Archevêques & Evêques, & à tous les autres Prelats à leur promotion, de n'aliéner les biens immeubles, ou meubles précieux de leurs Eglises sans son scieu & autorité, ce qui est observé; mais par la Loy mutuelle, il ne doit point aussi proceder à l'alienation desdits biens sans le consentement des Titulaires, & Administrateurs d'iceux.

Que la clause *Invisis & contradicentibus Clericis*, apposée en ladite Bulle, n'a point esté approuvée par le Parlement, comme contraire aux saints Conciles, & au droit commun.

Que sa Majesté aura la bonté de se contenter du secours notable que luy a accordé le Clergé, &

d'employer seulement pour cét effet la permission & Bulle du Pape, attendu l'extrême pauvreté où est reduite la plupart du Clergé.

REPONSE DU ROY.

APRES avoir témoigné l'affection qu'il portoit à l'Ordre Ecclesiastique, dit, *Qu'il ne desiroit rien tant que l'honneur de Dieu, & l'extirpation de l'heresie; qu'il s'y vouloit employer de son mieux, & n'y pas même épargner sa vie; mais qu'il avoit besoin de forces, & qu'il ne pouvoit rien faire sans le secours de ses Sujets, & même du Clergé, etant sa principale cause; qu'il ne devoit pas empêcher l'exécution de la Bulle selon sa forme & teneur; & que de sa part il n'en pouvoit diminuer aucune chose, attendu la nécessité de ses affaires; qu'il ne pensoit pas que l'alienation de cent mille écus de rente du temporel de l'Eglise, luy fust si préjudiciable & dommageable que l'on disoit; qu'il n'en seroit jamais venu là, si son Conseil avoit pu trouver quelqu'autre moyen pour suppléer à la dépense de ses armées; & persista en cette resolution. Et la Compagnie n'en put obtenir pour l'heure autre chose.*

XIV. REMONTRANCE
du Clergé de France assemblée à Paris faite au Roy Henry III. le 3. Juin 1586. par Monseigneur l'Archevêque de Vienne, assisté des Archevêques, Evêques, & autres Députés en ladite Assemblée.

Le Clergé ayant terminé son Assemblée, venant prendre congé de sa Majesté, & luy rendre compte de

de ses délibérations , prend occasion de luy renouveler ses plaintes par cette Remontrance , laquelle étant une continuation des raisons si souvent expliquées cy-devant , & des trois demandes que le Clergé fait à sa Majesté ordinairement , qui sont la publication du Concile de Trente , les Elections , & la décharge des Contrats de l'Hôtel de Paris , il seroit inutile d'en dire davantage.

XV. REMONTRANCE
du Clergé de France assemblé à Paris faite au Roy Henry III. le 11. Février 1588. par Monseigneur l'Archevêque de Bourges , assisté des Cardinaux de Bourbon , de Vandosme , & de Gandy , & des Archevêques, Evêques & autres Députés en ladite Assemblée.

L'on voit par cette Remontrance , que l'Etat Ecclesiastique est plus rabaisé que jamais , & comme les Ecclesiastiques sont chassés , spoliés de leurs biens , rançonnés , battus , tués , & saccagés misérablement presque par tout le Royaume par les heretiques , & par les Soldats de sa Majesté. Et par les Decimes & Alienations où ils sont engagés , exécutez , & réduits à la mendicité.

Que les anciens Roys de France qui ont voulu purger leur Royaume d'heresies , n'ont jamais touché au principal ny au revenu du bien de l'Eglise ; quoy qu'ils ne fussent pas maîtres du Languedoc , de la Guyenne , de la Normandie , de la Champagne , du Dauphiné , ny

de la Provence.

Que Sa Majesté étant encore en résolution de tirer quelque secours du Clergé , l'Assemblée luy envoie offrir cinq cens mille écus , somme si grande & si dure à porter à tous ceux du Clergé , qu'ils s'en sentiront bien long-temps , n'ayant pas encore achevé de satisfaire à la taxe de la premiere partie de la Bulle.

Que la pauvreté & affliction desdits Ecclesiastiques est si grande , qu'ils supplient sa Majesté de vouloir garantir leur Etat de la rigueur de ladite Bulle par Elle obtenüe , &c. qu'ils continuèrent leurs prières pour Elle.

XVI. HARANGUE FAITE
au Roy Henry III. le 16. Octobre 1588. par Monseigneur l'Archevêque de Bourges , au nom des Etats généraux du Royaume de France tenu à Blois , sur la proposition faite par sa Majesté à l'ouverture desdits Etats , pour la declaration de sa bien-veillance envers ses Sujets.

Ce discours est proprement l'Eloge de sa Majesté , par lequel sa bienveillance , sa charité & dilection plus que paternelle pour ses Sujets est exprimée. Sa bonne volonté & son intention pour le rétablissement de la paix & du desordre causé par l'herésie , sont invitées à produire leurs fruits. Et rapporte les exemples en divers siècles des grands Hommes , Rois , Monarques , & Princes envoyez du Ciel pour la délivrance des

hommes, où l'on voit toutes les qualitez des bons Roys, & des veritables Princes. Et conclud par l'esperance que donnent les bonnes qualitez de sa Majesté à tous ses Sujets, de voir repousser l'audace des Heretiques, & les voir soumettre à l'obeissance de leur Dieu, & de leur Roy; rétablir la paix & le Service de Dieu par tout; restaurer & réedifier les Temples abbatu, réunir la Paix avec la Justice; faire fleurir les Loix, & voir abonder la Charité entre les hommes: Finissant par ces mots, *Benedictus Deus qui misit talem voluntatem in cor Regis.*

XVII. REMONSTRANCE
du Clergé de France, assemblée à Paris, faite au Roy Henry IV. à Fontenay le 24. Janvier 1596. par Monseigneur l'Evêque du Mans, assisté de Monseigneur l'Evêque de Sarlat, & autres Députés en ladite Assemblée.

Cette Remontrance est la première faite au Roy Henry IV. depuis son heureux avènement à la Couronne, & commence par un Eloge de sa Majesté, & par une déduction d'une partie de ses belles actions, & s'étend ensuite sur les demandes que le Clergé a fait si souvent aux Rois précédens, cy devant, comme la publication du Concile de Trente, le rétablissement des Elections, la réunion des Sujets à l'Eglise, &c. Il est de plus dit par cette Remontrance,

Que sa Majesté a esté choisie de Dieu pour rétablir ce Royaume

dans sa première splendeur; pour la gloire de son saint Nom; par la réunion de ses Sujets à une même foy & croyance, sous l'obeissance de l'Eglise Catholique, Apostolique, & Romaine, en laquelle est la seule & vraie Religion.

Que le Roy Asa ayant trouvé le Royaume de Juda fort gâté & ruiné, il commanda à son peuple de chercher & suivre le Dieu de ses Peres, d'obeir à la Loy, faire ses Commandemens, & quitter toutes les Religions prophanes; ce qui luy donna un regne de paix.

Que l'Empereur Constantin ayant quitté le Paganisme, & embrassé la Religion Chrétienne, convia ses Sujets d'en faire autant, & commanda que les Temples des Idoles fussent fermez.

Que Reccaredus Roy des Wisigots en Espagne, ayant quitté l'Arrianisme, fit convertir tous ses Sujets de l'heresie à la Foy de l'Eglise Catholique.

Que l'exemple de sa Majesté en a touché plusieurs qui se sont fait instruire, ont reconnu leur erreur, l'ont abjuré, & sont retournés à l'Eglise.

Que les Conciles generaux ne sont assemblez que pour expliquer & declarer particulièrement l'ancienne doctrine de l'Eglise, pour détruire les nouvelles opinions suscitées au contraire.

Que le Concile de Trente a expliqué & confirmé l'ancienne doctrine de l'Eglise, & a fait plusieurs bons Reglemens & Etabliss-

sement, lesquels étans bien observez, apporteront un grand fruit à l'Eglise.

Que la publication dudit Concile est absolument necessaire pour le bien de l'Etat Ecclesiastique, & que c'est l'unique moyen de chasser l'heresie du Royaume.

Que le desordre est si grand en France, que la moitié des Archevêchez sont sans Pasteurs, & quelques-uns depuis plus de 40 ans & qu'il y a plus de 40. Evêchez sans Titulaires.

Que les Laïques possèdent & jouissent impunément des biens Ecclesiastiques en plusieurs endroits, par les œconomats & confidences qui sont odieuses à l'Eglise.

Qu'il y a six vingt Abbayes en divers Diocèses qui sont sans Abbez.

Que le changement des Races en cette Monarchie n'est arrivé que lors que l'Eglise a ainsi esté mal gouvernée, & les biens d'icelles donnez à gens Laïques, comme l'on peut voir dans l'Histoire.

Que sa Majesté rendra compte un jour de toutes les Nominations qu'Elle fait aux Benefices, & que Saint Louys ne s'en est jamais voulu charger.

Que Charlemagne en un Parlement qu'il tint à Aix la Chapelle sur ses vieux jours, il ordonna que les Elections seroient rétablies & observées.

Qu'il plaise à sa Majesté d'imiter ce grand Roy, & rendre & restituer à l'Eglise les élections, pour

être pourvû aux Benefices électifs vacans par élection Canonique, selon les saints Decrets, & ancien usage du Royaume, de personnes capables & suffisantes.

Que l'établissement des Oeconomats spirituels est une chose monstrueuse dans l'Eglise, n'ayant aucun fondement; & que le grand Conseil n'a pas raison de bailler ces Oeconomats spirituels.

Que sa Majesté doit revokeur tout ce qui a esté fait par ses Officiers contre l'Etat Ecclesiastique & contre l'Eglise par un Edit particulier, declarant que ce qui a esté ordonné par les Juges, touchant le spirituel, a esté une entreprise sur la jurisdiction & puissance de l'Eglise.

Que le desordre est si grand que les Eglises sont souillées & polluées par les Gens-de-guerre par mille ordures & impietez, & par des profanations sacrileges, &c.

Que le rétablissement de la discipline Ecclesiastique est d'une necessité absolue par tout le Royaume, pour le revoir dans son ancienne splendeur.

Que l'Eglise est devenue si pauvre, que les biens sont diminuez des trois quarts.

Que les Victoires s'acquierent plustost par la foy & par la pieté des Empereurs, que par la force de leurs Soldats & Gens-de-guerre.

Que les Rois qui ont soin de l'honneur de Dieu, Dieu les a rendus victorieux, & leurs Sujets obéissans.

Que l'Eglise (qui est l'Epouse de Jesus-Christ) toute déchirée, délabrée, pauvre & miserable, presque ruinée tant au spirituel qu'au temporel, a recours à S.M. pour la délivrer de ses oppressions, & la revêtir de sa belle robe, de bons Pasteurs, de Regularité & Discipline, &c.

XVII. REMONTRANCE
du Clergé de France assemblé à Paris, faite au Roy Henry IV. au Camp de Traverfy le 18. May 1596. par Monseigneur l'Evêque du Mans, assisté des autres Archevêques, Evêques, & autres Députés en ladite Assemblée.

Cette Remontrance contient les mêmes raisons, fait les mêmes plaintes, & les mêmes demandes que la précédente en d'autres termes; le Clergé insiste plus fortement que jamais à la reception & publication du Concile de Trente, & attribué toutes les miseres & calamitez de l'Eglise aux dilations de le recevoir. Et après avoir fait une nouvelle déduction de l'état malheureux & pauvre où sont réduits les Ministres de l'Eglise, par les fortes levées de deniers sur eux faites, il conclut en demandant la protection de sa Majesté; l'assurant que prenant la cause en main de l'Eglise desolée, Dieu prendroit la sienne contre les ennemis de l'Etat & de la Religion.

XIX. HARANGUE DU
Clergé de France, faite à Monseigneur le Legat de Medicis, depuis Pape sous le nom de Leon XI.

le 30. Aoust 1598. par Monseigneur l'Archevêque de Bourges, Patriarche, & Primat d'Aquitaine.

Monseigneur le Cardinal de Medicis ayant esté envoyé Legat en France par le Pape Clement VIII. pour se conjouir avec le Roy Henry IV. de sa conversion à la foy Catholique, & pour traiter de la paix entre sa Majesté & Philippe II. Roy d'Espagne, & y ayant heureusement réussi, le Clergé luy voulant témoigner sa joye particuliere luy fit son compliment en Latin, où le loüant de son heureuse negociation, luy fair des Remerciniens au nom de toute la France & de tout le Monde Chrétien, de luy avoir rendu la paix & la tranquillite, y aiant beaucoup contribué par sa prudence & par sa vertu, aiant même gagné dans cette mediation non seulement le cœur des Sujets, mais encor celuy de S. M. qui luy avoit tant donné de marques de sa reconnoissance, &c. On peut voir ce Discours dans les memoires du Clergé; on y trouvera une tres-belle expression Latine, & beaucoup d'eloquence en peu de mots.

XX. REMONTRANCE DU
Clergé de France assemblé à Paris, faite au Roy Henry IV. à Montceaux le 28. Septembre 1598. par Monseig. l'Archevêque de Tours, assisté des Archevêques, Evêques, & autres Députés de ladite Assemblée.

Par cette Remontrance le Clergé prenant congé de sa Majesté, après

l'avoir loüé de tant de Victoires & d'heureux succez remportez contre ses ennemis, l'a remercié d'avoir donné la paix à ses Sujets, & luy demande justice pour l'Eglise Gallicane desolée & ruinée tant au spirituel qu'au temporel, laquelle se jette entre ses bras, & implore son secours pour être délivrée des oppressions où elle est reduite. Il demande de plus la reception & publication du Concile de Trente reçu & gardé par tous les Rois Chrétiens, & le rétablissement des Elections, la nomination aux Benefices étant une grande charge sur la conscience de sa Majesté, aussi-bien que les reserves des Benefices. Il continué ses plaintes sur les griefs que l'on luy fait ordinairement contre la teneur de ses Contrats, contre toute Justice & équité, qui sont exprimés plus au long dans les Caiers qu'il presente & laisse à sa Majesté, la suppliant d'y vouloir mettre ordre.

REPONSE DU ROY.

LE ROY dit qu'il n'étoit pas l'auteur des nominations, & que presentement qu'il étoit en paix, il travailleroit aux ouvrages de la paix; que la Religion & la Justice étoient le fondement & les colonnes de ce Royaume qui se conserve par la piété & par la justice; que quand elles n'y seroient pas, il voudroit les y établir; mais qu'il feroit pied à pied ce qu'il faudroit faire: qu'il espéroit établir l'Eglise comme elle étoit il y a cent ans, & en déchar-

ger sa conscience, & consentir le Clergé; mais que cela se feroit petit à petit: que ses Predecesseurs leur ont donné des paroles avec beaucoup d'apparat. Et moy, dit-il, avec ma jaquette grise je vous donneray les effets. Je n'ay qu'une jaquette grise, & suis gris au dehors, mais je suis tout doré au dedans.

XXI. REMONSTRANCE DU

Clergé de France, assemblé à Paris en l'année 1605. faite au Roy Henry IV. le 5. Decembre par Monseigneur l'Archevêque de Vienne, assisté du Cardinal de Joyeuse, & des Archevêques, Evêques, & autres Députés en ladite Assemblée.

Cette Remonstrance n'a point de chefs nouveaux qui ne soient exprimés dans les précédentes. Le Clergé après avoir loüé sa Majesté sur ses Conquêtes, ses Victoires, & sur la Paix qu'Elle a donnée à la Chrétienté, luy demande instantement la reception & publication du Concile de Trente dans ce Royaume; & de commander à son Parlement de verifier la Bulle qu'ont fait fulminer les Papes Pie IV. & Sixte V. contre les Simoniaques & Confidenciers. Il est de plus porté, que si les Ecclesiastiques sont contraints & pressés de payer les arrerages dont ils sont chargés, ils seront réduits à faire une desolée cession de biens; ce qui causeroit une tuine totale de l'Eglise: pour le surplus, ils l'ont remis dans le Caiet de leurs plaintes qu'ils presentent à sa Majesté pour y mettre ordre.

XXII. REMONTRANCE
du Clergé de France assemblé à Paris en 1608. faite au Roy Henry IV. par Monseigneur l'Archevêque de Bourges, assisté des Cardinaux de Joyeuse, de Gondy, de Sourdis, du Perron, de la Rochefoucault, & des Archevêques, Evêques, & autres Deputez en ladite Assemblée.

Il en est de même de cette Remontrance que de la precedente, où le Clergé continuant ses plaintes & ses demandes : dit,

Que l'Eglise desolée s'est jetée entre les bras de Sa Majesté pour implorer sa misericorde dans l'état déplorable où elle est réduite.

Que le soin le plus important, le plus salutaire & le plus digne des Rois est la Religion; c'est la partie de ce grand corps dont Sa Majesté est l'ame, l'œil qui conduit le plus assurément ses pas, le cœur qui luy verse le plus de vie & le plus d'esprit, le bras qui donne le plus de force au sien, & enfin l'état qui donne plus de puissance & le plus de vigueur à son état.

Que le plus grand presage de la cheute des Empires est lorsque la Religion, qui est cet esprit & ce nœud sacré qui nous unit à Dieu, se détache, y ayant trop de témoignages que Dieu s'éloigne de nous lorsque nous abandonnons les sacrifices.

Que par le changement de la Religion on s'age des crises & du declin d'un Etat.

Que l'unique moyen de remédier aux maux presens étoit la reception & publication du Concile de Trente dans le Royaume; & quoyque plusieurs Remontrances ayent esté infructueuses jusques à present sur ce chef là, le Clergé neanmoins ne cessera jamais de le demander à Sa Majesté.

Que la France à sujet de se plaindre d'estre la dernière à recevoir un si grand avantage, elle que l'antiquité innocente & veritable a toujours honoré par de grands éloges, ayant toujours ouvert ses bras à l'Eglise en ses afflictions, ayant esté l'abry où elle se retiroit pendant ses tourmens; le champ que Dieu cultivoit, dont il arrachoit même les épines de sa main, la fleur du Lis à l'ombre de laquelle il dormoit & se reposoit à midy; l'heritage le plus précieux & qui luy étoit le plus acquis, le séjour de ses delices, le temple & la maison où il habitoit avec sa gloire, la Chanaan où au sortir de l'Egypte & des fers de la Gentilité il avoit fait reposer son Arche, le Jardin où il arrousoit ses plus belles plantes, le sanctuaire le plus plein de vœux & d'offrandes, & le plus doux respirer du Christianisme, où l'Eglise trouvoit plus de ferveurs, & la voix des Pasteurs plus d'obéissance, &c.

Que le regret & le ressentiment qu'a le Clergé de se voir privé des elections est pardonnable, puis-

qu'en ce desordre c'est mêler les choses sacrées avec les profanes, jeter un dérèglement dans l'économie de l'Eglise, ôter des mains du Prêtre les odeurs & les encensemens, rompre la muraille qui separe le Sanctuaire, & repandre l'Huile des sacrées Onctions sur le Tabernacle.

Que néanmoins ce qui console le Clergé en la perte de ce droit, c'est qu'en ces actions Sa Majesté y traite avec des mains pures & une bonne conscience, les affections particulieres n'ayans plus de credit auprès d'elle, contribuant heureusement à l'ouvrage du corps mystique de l'Eglise, luy donnant de si sages Pilotes.

Que la simonie, les pactions illicites des Benefices, les confidences, les pensions laïques, les alienations des choses dédiées à Dieu, le mépris de la juridiction Ecclesiastique par le moyen des appellations comme d'abus, sont pratiquées ordinairement & avec tant d'impunité, que l'on peut dire que c'est la flèche qui vole en plein midy, le peché que la coutume n'appelle plus peché, & le Leviathan de Job qui ne dort plus à l'ombre & dans le secret des tenebres.

Que les pensions affectées aux Chevaliers de l'Annonciade qui sont gens mariez, sont injurieuses & onereuses au Clergé, & sont mêmes des sacrilèges usurpations.

Que les grâces que Sa Majesté accorde au Clergé luy sont com-

me inutiles & infructueuses, n'étant point vérifiées par ses Parlemens, &c.

Et conclut en priant Sa Majesté d'accorder à l'Eglise ce qu'elle luy demande, & au Clergé ce qu'il expose par le cahier qu'il luy presente.

XXIII. REMONTRANCE du Clergé de France, assemblée à Paris en l'année 1610. faite au Roy Louis XIII. lors âgé de dix ans, par Monseigneur l'Evêque d'Aranches.

Par cette Remontrance il est dit, que les Rois sont l'Image du vray Dieu en terre.

Que Sa Majesté doit former toutes ses actions sur ce modèle, & contempler en ce beau miroir qu'elle doit estre tout juste, tout clement, tout misericordieux, tout veritable, liberal, faisant bien à tous, oubliant & pardonnant les offenses, recompensant les bons & châtiant les mauvais.

Que sans ces royales & divines qualitez Sa Majesté ne peut estre vrayment Roy, enfant, ny image de Dieu.

Qu'il est le Fils aîné de l'Eglise, partant qu'il est obligé de la maintenir & supporter plus qu'aucun autre.

Que les Rois qui ont porté le nom de Louis ont tous esté pleins de pieté, & de bonnairété.

Que Sa Majesté ayant succédé au nom & à la Couronne de saint Louis, elle doit observer son re-

stament, par lequel il est ordonné à tous les successeurs de prendre l'Eglise en leur protection, luy garder & conserver tous ses droits, & ne souffrir qu'il luy soit fait aucune oppression.

Que la dignité Sacerdotale est unie avec la Royale par l'Onction sacrée des Rois.

Que l'honneur rendu aux serviteurs de Dieu & de l'Eglise par les Empereurs & par les Rois est rendu à Dieu même.

Que par la Sapience de Dieu les Rois regnent & les Princes commandent: c'est luy qui tient le cœur & la vie des Rois entre ses mains, disposant de leurs Sceptres & de leurs Couronnes, & les ôtant aux mauvais pour les donner aux bons.

Que Dieu a eu toujours soin des jeunes Rois, comme de David, de Salomon, de Josias, &c.

Qu'il conserve leurs Couronnes & les protege; mais ils sont obligés de conserver & maintenir sa Loy & son Eglise.

Que lors que l'on sacroit les Rois de Juda, en leur mettant la Couronne sur la teste, on leur bailloit à la main le livre de la Loy, pour les obliger à l'observation d'icelle, comme il s'observe encore maintenant aux Sacres de nos Rois, auxquels on fait faire le serment.

Que ce grand Dieu, dont la Majesté est l'Image, qui a tant honoré sa Mere la bien-heureuse Vierge, l'ayant élevée par dessus toutes les creatures du ciel & de la

terre, commande aussi à sa Majesté d'honorer sur tout la Reine sa Mere, suivre ses bons Conseils & avis; n'avoir autre volonté que la sienne; recevoir & observer ses bonnes & salutaires admonitions, &c.

XXIV. REMONTRANCE du Clergé de France assemblée à Paris en 1610. faite à la Reine Regente mere de Louys XIII. par Monseigneur l'Evesque d'Avanches.

Dans cette Remonstrance sont les les mêmes chefs de plaintes & de demandes si souvent faites à S. M. par les Assemblées du Clergé aux Rois Predecesseurs. Sçavoir, la publication du Concile de Trente, le rétablissement des Elections; la destruction de la Simonie & des Confidences, qui sont les deux pestes de ce Royaume; empêcher les reserves des Benefices de personnes encore vivantes; les appellations comme d'abus qui détruisent la Jurisdiction Ecclesiastique. Ausquelles plaintes sont ajoutées celles qui sont contenues dans le Caier présenté à S. M. sur lesquelles le Clergé implore son secours & sa Justice.

XXV. HARANGUE PRONONCEE en la Salle du petit Bourbon le 27. Octobre 1614. par Monseig. l'Archevêque de Lyon, à l'ouverture des Etats généraux tenus à Paris.

Il est dit dans ce Discours, que la felicité de ce siecle a commencé par la naissance de S. M. & renouvelée à son Regne, & à sa Majorité.

Que

Que le Roy Henry le Grand a par ses travaux fondé la tranquillité, détruit la division, relevé la dignité, & l'ancienne splendeur de la France, aussi-bien que ceux de la Reine mere de S. M. au courage de laquelle il compare celuy de Debora, disant une veuve gouverne heureusement les peuples; une veuve envoie les armées; une veuve choisit les Capitaines; une veuve marche en campagne; une veuve ordonne des triomphes.

Que la pieté qui est la premiere des vertus, est le fondement de toutes les autres; qu'elle est la gloire des Rois, & le rempart de leurs Etats.

Que les Prelats & Ecclesiastiques dont est composé le Clergé du Royaume, sont les Dispensateurs des Sacremens & des Mysteres de la Religion, les Pasteurs de la Bergerie de Dieu, Interpretes de ses Oracles. Ils ont les tables de la Loy pour enseigner aux peuples la crainte de Dieu, & l'obeissance dûë au Roy, la Verge pour les conduire, & la manne pour les nourrir.

Que la felicité d'Auguste est la felicité de l'Empire; que la felicité du Roy sert de Ciel au Royaume, comme le Nil à l'Egypte: & que jamais Rome ne scût honorer davantage les Empereurs, qu'en attribuant à leur vertu la felicité de leur siecle.

Que le Clergé espere que cette pieté étant accompagnée de felicité, & secondée de la prudence,

l'Assemblée convoquée par le commandement de sa Majesté, réussira à la gloire de Dieu, à l'exaltation de l'Eglise, & au service de S. M. & de cet Etat, & aux points auxquels le Clergé a dressé les Intentions dans le Cahier présenté à sa Majesté.

XXVI. REMONSTRANCE
du Clergé de France assemblé aux
Etats generaux tenus à Paris en
1614. faite à Messieurs de la Cham-
bre de la Noblesse, par Monse-
igneur l'Evêque de Beauvais, pour
les exhorter à une Communion ge-
nerale.

Il est dit dans cette Remonstrance,
que l'homme a emporté l'avantage
par dessus le reste des creatures vi-
sibles, & a esté nommé par consé-
quent la merveille du Monde, le
chef-d'œuvre de Dieu, & son Image
vivante sur terre.

Qu'il est neantmoins plus digne
de plainte que d'admiration, étant
un flambeau plustost éteint qu'al-
lumé, un nuage plustost dissipé,
qu'il n'avoit commencé de paroître
à nos yeux, un vaisseau sans
masts, sans voiles, & sans corda-
ges, exposé à la faveur des vagues
& des vents.

Qu'il est un sujet auquel se trou-
vent tant de sortes de contrarietez,
n'y aiant rien de plus foible que sa
force, rien de plus ignorant que sa
science, de plus imprudent que ses
conseils, & rien de plus incertain
que ses resolutions.

Que les entreprises le plus souvent mal-fondecées, sont encore
Sff

plus mal conduites , & qu'il n'y a rien de si parfait en luy , qui ne soit accompagné de mille imperfections.

Qu'il ne peut rien sans être assisté du secours d'enhaut ; secours qui doit accompagner toutes ses actions , & principalement celles qui sont publiques.

Que le corps de la Noblesse étant apellé en cette Assemblée , & poussé par le desir de travailler à bon escient à la reformation des trois Ordres du Royaume , il faut mettre Dieu de la partie , & implorer son assistance.

Et que ce n'est pas assez qu'il se soit joint à luy par ses vœux & par ses prières , mais qu'il se doit préparer à le recevoir dans luy-même , par l'avantage que la seule Religion Chrétienne peut donner par la reception du tres-Saint Sacrement de l'Autel , à quoy Messieurs du Clergé supplient Messieurs de la Noblesse de se disposer.

Qu'ils trouveront dans ce Sacrement tout ce qui est nécessaire pour faire réussir leurs desseins.

Que le Fils de Dieu ne peut rien refuser à la Noblesse de France qui a tant de fois , & si librement hazardé sa vie pour la défense de son saint nom.

Et que la Terre Sainte qui a eu l'honneur d: recevoir le sang répandu pour le salut du monde , est encore toute teinte d: celui de ses predecesseurs courageusement répandu pour l'exaltation de la Croix.

XXVII. REMONTRANCE
du Clergé de France assemblée aux Etats generaux, faite en la Chambre du Tiers Etat en l'année 1615.
sur l'article du Serment, par Monseigneur le Cardinal du Perron, Archevêque de Sens, & grand Aumônier de France.

L'Assemblée du Tiers Etat ayant proposé & resolu un article touchant la seureté des Rois , intitulé du nom de *Loy fondamentale* , où il y avoit quelque chose de Religion mêlé parmy l'intérêt d'Etat , & en ayant donné communication à Messieurs du Clergé , la Chambre Ecclesiastique deputa Monseigneur le Cardinal du Perron à la Chambre du Tiers Etat pour luy faire ce discours dans lequel il dit ,

Que il y a trois points en la substance de cette Loy fondamentale , outre les accessoiress & les circonstances.

Le premier concerne la seureté de la personne des Rois , duquel le Clergé demeure d'accord , étant même prest de le signer de son sang , & que pour quelque cause que ce soit il n'est permis d'assassiner les Rois ; que c'est aussi le sentiment de l'Eglise Catholique , & que nul ne le peut sans se livrer à Satan & à la mort éternelle ; que le Concile de Constance la ainsi resolu & décidé , prononçant anathemes ceux qui assassinent les Rois , même ceux que l'on pretendroit estre devenus Tyrans.

Le second point est de la digni-

ré & souveraineté temporelle des Rois de France, dont le Clergé est aussi d'accord, & croit que les Rois sont Souverains de toute sorte de Souveraineté temporelle en leur Royaume, & ne sont feudataires ny du Pape, comme ceux qui ont reçu leurs Couronnes à cette condition, ny d'aucun autre Prince; mais qu'en la nuë administration des choses temporelles, ils dépendent immédiatement de Dieu, & ne reconnoissent aucune puissance par dessus eux que la sienne.

Le premier de ces deux points est de certitude Divine & Theologique, & le second de certitude Humaine & Historique.

Le troisième, sçavoir si les Princes ayant fait, ou eux, ou leurs predecesseurs serment à Dieu & à leurs peuples, de vivre & mourir en la Religion Chrétienne & Catholique viennent à violer leur serment & à se rebeller contre *Jesus-Christ*, & luy declarer la guerre ouverte, tombant en manifeste herésie, ou apostasie de la Religion Chrétienne, & passent jusqu'à vouloir forcer les consciences, établir l'Arrianisme ou le Mahometisme, ou autre semblable infidélité en leurs Etats, & y détruire & exterminer le Christianisme, leurs Sujets peuvent estre reciproquement declarez absous du serment de fidelité qu'ils leurs ont fait, & cela arrivant, à qui appartient de les en declarer absous.

Ce point là est contentieux &

disputé, & l'article porte affirmativement qu'il n'y a aucun cas auquel les Sujets puissent estre absous du serment de fidelité qu'ils ont fait à leurs Princes. Ce qui est contraire à toute l'Eglise Gallicane depuis que les Ecoles de Theologie y ont esté établies & instituées jusqu'à la venue de Calvin, laquelle croit qu'un Prince qui est tombé dans le malheur cy-dessus exprimé, peut estre déclaré déchu de ses droits, comme coupable de felonie envers celui à qui il a fait le serment de son Royaume, qui est *JESUS-CHRIST*, & ses Sujets estre absous en conscience & au Tribunal spirituel & Ecclesiastique du serment de fidelité qu'il luy ont prêté; & que ce cas arrivant, c'est à l'autorité de l'Eglise, residente ou en son chef qui est le Pape, ou en son corps qui est le Concile de faire cette declaration.

Que si l'on vouloir tenir l'opinion contraire, ce ne pourroit estre au plus que pour problematique en matiere de foy; c'est à dire n'étant point necessaire de necessité de foy, le contraire n'obligeant point ceux qui la croient à l'Anateme, ny à la perte de Communion. Et ceux qui ont deffendu la doctrine du serment d'Angleterre, qui est le modele de celui-cy, ne l'ont défendu que comme problematique, n'ayant jamais pû trouver quelques Docteurs & particulièrement François, qui eussent tenu leur opinion; avant

les derniers troubles ils n'en ont jamais pû produire un seul, ny Theologien ny Jurisconsulte qui dist, *qu'en cas d'Herésie ou d'Apostasie de la Religion Chrétienne, les Sujets ne peussent estre absous du serment de fidelité.*

Que si l'on vouloit enclorre cette clause en la même obligation de foy, & sous le même decret d'Anateme, sous lequel l'Eglise enferme la condamnation de ceux qui attentent sur la vie des Rois, ce seroit tomber en quatre manifestes inconveniens.

Le premier, ce seroit forcer les ames, & troubler les consciences en les obligeant de croire & de jurer sous peine d'Anateme, une doctrine dont le contraire est tenu par toutes les autres parties de l'Eglise Catholique, & l'a esté jusques icy par leurs propres predecesseurs.

Le second, ce seroit renverser de fond en comble l'autorité de l'Eglise, & ouvrir la porte à toute sorte d'Herésies, de vouloir que les Laïques, sans estre guidez & precedez par aucun Concile general, ny d'aucune Sentence Ecclesiastique entreprissent de juger de la foy, & decider des parties d'une controverse, & prononcer que l'une est conforme à la parole de Dieu, & l'autre impie & detestable.

Le troisieme que c'est precipiter l'Eglise Gallicane en un Schisme évident & inevitable, car tous les autres Catholiques tenant cette

doctrine, elle ne peut la declarer contraire à la parole de Dieu, & pour impie & detestable, qu'elle ne renonce à la Communion du Chef & des autres parties de l'Eglise, & qu'elle ne declare que l'Eglise depuis tant de siècles est plutôt l'épouse de Satan que celle de JESUS-CHRIST.

Le quatrieme, que ce seroit rendre le remede que l'on veut apporter au peril des Rois inutile, en confirmant par une chose contredite, ce qui est tenu pour certain & indubitable, & qu'au lieu d'assurer la vie & l'Etat de nos Rois, ce seroit mettre en plus grand peril l'un & l'autre par les Guerres & malheurs que les Schismes ont acoustumé de tirer après eux.

Monseigneur le Cardinal du Perron se tenant dans les simples voyes du fait, & sans passer à celles du Droit, (duquel la decision n'appartient ny au lieu ny au temps,) s'étend sur les quatre points cy-dessus, & fait un discours fort & plein d'erudition & d'eloquence, rapportant tout ce qu'il y a de plus essentiel sur les faits cy-dessus, dans l'Histoire & dans la pratique de l'Eglise, qui sont les deux Colomnes sur lesquelles il appuye son discours.

XXVIII. REMONSTRANCE
du Clergé de France assemblée aux
Etats generaux, tenus à Paris les
années 1614. & 1615. faite au Roy
Louis XIII. le 26. Janvier 1615.
sur le desordre des Duels, par

Monseigneur l'Evêque de Montpellier.

Dans cette Remontrance le Clergé se plaint du scandale public des Duels, qui continuent de souiller misérablement l'honneur du Royaume, & dit,

Que pendant que les François versent le sang le plus pur & le plus généreux en leurs querelles, les âmes commises à la charge des Pasteurs descendent aux Enfers.

Que cette fureur qui travaille l'Etat est inspirée par celui qui est appelé dans l'Ecriture sainte *Meurtrier des commencemens.*

Qui malicieusement & à dessein fait briller en ces actions barbares l'image de l'honneur, (dont la Noblesse François est naturellement idolâtre) pour la relever avec crédit comme il fait sur les Autels pollus de Meurtres & de sang, & recevoir en sacrifice leurs corps & leurs âmes.

Qu'il a tant aimé le sang humain, que même il a désiré qu'on luy offrit autrefois des hommes en victime : Et si vrai,

Que le Roy Aristomenes en un jour immola trois cens hommes à l'honneur de Jupiter.

Qu'anciennement en l'île de Rhodes tous les ans on sacrifioit un homme à Saturne.

Que les Grecs commençoient souvent leurs Guerres par les augures des Victimes humaines.

Et que chez les Juifs quelques uns immoloient leurs enfans, &

leurs filles à l'Idole de Moloch.

Que Dieu ayant renversé les Idoles par sa venue, & aboli un culte si infame par sa Croix, le Duel le fait renaître en nos jours sous d'autres prétextes & apparences.

Que ce Royaume est aujourd'hui le Temple de ses abominations. *L'Autel*, c'est le pré ou la place du combat. *L'Idole*, c'est l'honneur. *Le Sacrifice*, c'est le duel. *Les Prestres*, sont ceux qui se battent comme Gladiateurs. *L'Hoslie*, c'est leur vie & leurs âmes, & par une recontre furieuse, ils sont même les *Prêtres*, le *Sacrifice*, & la *victime des Enfers.*

Que le Duel est dommageable à la France, honteux à la nature, contraire à Dieu, & qui charge dangereusement la conscience de sa Majesté.

Que le Roy Henry le Grand la qualifié par son Edit, d'action contraire au vrai & au solide honneur dont il detestoit l'usage comme d'une fureur plus que brutale. Ce sont les termes de l'Edit.

Que c'est un transport de fureur contre les Loix divines & humaines, & un cruel outrage à la nature.

Que l'honneur qui doit être la récompense de la vertu, devient par le Duel le partage de la Barbarie.

Que S. M. doit armer son bras, qui est la Justice, de la rigueur des Ordonnances divines & humaines, afin que ce monstre soit combattu

du Ciel & la Terre.

Que la France en pleurs tend ses bras à sa Majesté, la conjurant d'apporter promptement quelque antidote au poison des Duels qui l'étouffe & la fait mourir.

Que par là sa Majesté rendra la paix aux familles, l'assurance à la Paix, la force à la France, la consolation à l'Eglise, & les ames à Dieu.

XIX. REMONTRANCE

du Clergé de France assemblé aux Etats Generaux tenus à Paris les années 1614. & 1615. faite au Roy Louis XIII. le 23. Février 1615. à la clôture desdits Etats, par Monseigneur l'Evêque de Luçon, depuis Cardinal Duc de Richelieu.

Le Clergé par cette Remontrance, examinant la source & la cause de ses maux, & particulièrement celle des desordres de cet Etat, en trouve plusieurs. Premièrement,

Les excessives dépenses & les dons immenses qui se distribuent sans regle & sans mesure.

Les grandes impositions & levées faites sur le peuple qui le reduisent à la pauvreté & misère, les Peuples étans les seules mines de la France.

La venalité des Charges & Offices qui rend la Justice si chere aux Sujets de sa Majesté; d'où s'ensuit encore, que le commun des nobles souffre beaucoup, veu qu'étant aussi pauvres d'argent que riches en honneur & en courage, ils ne peuvent avoir ny Charges en la Maison du Roy, ny Offices en la Ju-

stice, puisqu'on ne parvient plus à tels honneurs, que par des moyens dont ils sont dépourvus.

Que la ruine de l'Eglise vient de là, la Noblesse ne pouvant plus être obligée par les voyes ordinaires & sortables à leur profession, on la récompense au dépens de l'Eglise en luy donnant les biens de Dieu. De plus, ledit Clergé se plaint

Que les conseils des Ecclesiastiques ne sont plus si recherchez qu'ils étoient autrefois: qu'au contraire il semble qu'on estime que l'honneur qu'ils ont de servir Dieu les rende incapables de servir leur Roy.

Qu'ils n'ont entrée au Conseil que par forme, y étant recûs avec tel mépris, qu'il suffit d'être Laïque pour avoir lieu de presséance par dessus eux; au lieu qu'anciennement leur Ordre qui les rend préférables à tous autres, les y rendoit aussi préferer.

Que nonobstant qu'ils soient exempts de tous impôts, il y en a peu à quoy on ne les vueille assujettir. On les prive de leur Jurisdiction. Les Heretiques polluent tous les jours impunément les lieux les plus sacrez par leurs profanes sepultures, & ils retiennent par force & violence leurs Eglises.

Que l'on peut dire avec vérité que l'Eglise se trouve en même temps privée d'honneurs, dépouillée de biens, frustrée d'autorité, profanée, & si fort abbatuë, que regardant sa Majesté comme le

Medecin , de qui seule elle peut recevoir guérison , Elle en attend la vie , le bien , & l'honneur tout ensemble.

Que la plus grande partie des Benefices est distribuée à des personnes Laïques , qui n'ayant ny la capacité ny la pureté de mœurs requise , établissent grand nombre de Pasteurs dans les Cures de leur Nominations , lesquels étant sans experience & sans vertu , causent un grand desordre à l'Eglise.

Que ces abus tirent après eux la perte d'un nombre infiny d'ames , dont celle de sa Majesté répondra un jour devant le souverain Juge des humains.

Que François I. avoit déclaré à son Fils en mourant que rien ne le travailloit davantage que le compte qu'il avoit à rendre à Dieu de la Nomination des Benefices dont il s'étoit chargé , abolissant les Elections.

Que c'est agir contre l'équité d'accorder des pensions sur les Benefices aux Laïques , & de faire part des fruits à ceux qui ne participent pas aux peines.

Que donner un Successeur à un homme vivant , c'est mettre sa vie à la mercy de celui qui doit profiter de sa Mort.

Et c'est ce qui se pratique dans les Reserves.

Que l'on a voulu assujettir les Ecclesiastiques aux recherches du fel , & aux impôts des tailles , à raison des biens roturiers qu'ils possèdent.

Que les bonnes intentions des Prelats demeurent sans effet faute de puissance par le trouble que l'on fait en leur Jurisdiction.

Que les entreprises sur l'Eglise & le mépris du Tribunal des Evêques donnent naissance & entrée aux Schismes , & rompent le lien qui unit tous les Enfans de Jesus-Christ à son Epouse.

Que le grand Saint Martin , (riche ornement de la France) parlant à l'Empereur Maximus , lui dit , que c'étoit un crime nouveau & inouï qu'un Juge seculier connût des causes de l'Eglise.

Qu'un Prince ne sçauroit mieux enseigner à ses Sujets à mépriser sa puissance , qu'en tolerant qu'ils entreprennent sur celle du grand Dieu , de qui il tient la sienne.

Que le desordre est venu en un point , que non seulement les lieux Saints sont profanez , les Eglises usurpées ; mais depuis peu de jours en pleine paix l'on a foulé aux pieds celui qui doit être adoré non seulement des hommes , mais des Anges ; on a foulé aux pieds ce précieux & sacré Corps , qui purifie les nôtres , & qui sauve nos ames ; le Corps de ce grand Dieu qui de soy-même s'est abaissé jusqu'à la Croix , pour nous élever jusqu'à la Gloire.

Qu'une execration si abominable doit être promptement suivie de châtimens , & que si Dieu les diffère , c'est pour en augmenter les peines.

Que le Clergé ne peut recevoir

aucun contentement sur ses plaintes par de nouvelles Ordonnances, ou par le renouvellement des anciennes, qu'elles ne soient exécutées non pour un jour, mais pour toujours.

Que c'est le moyen de voir le regne de la raison puissamment établi, la justice & l'intégrité. Les dictatures ne seront plus perpétuelles dans les familles, ny les Etats hereditaires par la pernicieuse invention du droit annuel; la venalité des charges sera abolie, les charges supernuméraires supprimées; le mérite aura prix, & si la faveur à quelque cours, ce ne sera plus à son prejudice; le mal sera puny & le bien récompensé, les Lettres & les Arts fleuriront; les finances, qui sont les nerfs de l'Etat, seront ménagées avec épargne, les dépenses retranchées, & les pensions réduites.

La Religion fleurira de nouveau, les Prelats seront plus soigneux de paître de leurs propres mains les âmes qui leurs sont commises qu'ils ne l'ont esté par le passé; l'Eglise reprendra son lustre, & sera rétablie en son autorité, ses biens & ses honneurs; les simonies, les confidences, & toutes saletés & tous vices en seront bannis, & la seule vertu y aura son regne.

La Noblesse rentrera en jouissance des prerogatives & des honneurs qu'elle s'est acquis par ses services; les Duels étant abolis, son sang sera épargné, son salut facilité, & le Roy soulagé d'une

grande charge de conscience.

Le peuple sera delivré des oppressions qu'ils souffre par la corruption de quelques Officiers, préservé des outrages qu'il reçoit des plus puissans que luy, & soulagé en ses impôts à mesure que les necessitez de l'Etat le pourront permettre.

Et conclud en demandant à Sa Majesté la publication du Concile de Trente, si utile pour la reformation des mœurs; que toutes les considerations invitent Sa Majesté de le recevoir, la bonté de la chose, l'autorité de la cause, la sainteté de sa fin, le fruit que produisent ses constitutions dans les Pais où l'on l'observe, le mal que cause le delay de sa reception, l'exemple des Princes Chrétiens, puisque l'Espagne, l'Italie, la Pologne, la Flandre & la plus grande partie de l'Allemagne l'ont reçu, & la parole du feu Roy Henry I V. puisque ce fut une des conditions auxquelles il s'obligea solennellement lorsque l'Eglise le receut entre ses bras.

X X X. REMONTRANCE
du Clergé de France assemblé à Paris, faite au Roy Louis XIII. le 8. Aoust 1615. par Monseigneur l'Archevêque d'Augustopolis, lors Coadjuteur de Monseigneur l'Archevêque de Rouen, assisté des Cardinaux du Perron & de La Rochefoucault, & des Archevêques, Evêques, & autres Deputez en ladite Assemblée.

Cette Remontrance contient trois chefs

chefs principaux : par le premier le Clergé se plaint des cris & gemissemens de l'Eglise de Bearn, qui est privée de toute consolation : les Autels y sont demolis, les Eglises profanées, les Prêtres fugitifs, les Evêques indignement traitez, les Peuples sans moyens d'entretenir leurs Pasteurs pour leur donner l'administration spirituelle, l'on y voit des hommes à trente ans recevoir le Baptême, & les revenus de l'Eglise sont employez à l'entretien des Ministres de la Religion pretenduë reformée.

Par le second le Clergé continuë ses plaintes, du scandale arrivé à toute la Chrétienté, au mépris de Dieu, de sa Religion, & de ses Saints, qu'un jeune homme seculier présenté de la main d'un Heretique soit intrûs en l'Abbaye de saint Antoine de Viennois, quoy qu'electif, quoy que Chef d'Ordre, & au prejudice de l'election que les Religieux ont faite du plus ancien, & du plus capable d'entr'eux, & contre l'autorité des saints Decrets, contre la foy des Concordats, contre la Religion des Statuts, au mépris du troisieme article de l'Ordonnance de Blois, &c.

Le troisieme contient les remerciemens du Clergé touchant la reception du Concile de Trente, Concile œcumenique, & receu par toutes les parties de l'Eglise : surquoy l'on remarque deux choses extraordinaires ; la premiere

que la France ait pû pendant cinquante ans arrêter le cours de ce Concile, & estre si long temps divisée sans Schisme, & l'autre que sans contrariété les Etats conjointement ayent requis la publication dudit Concile.

Il y a de plus cinq actions à distinguer à la reception dudit Concile. La premiere action est, *la requisition qui vient des Etats.* La seconde, *la declaration en ce qui touche la conscience qui appartient aux Prelats.* La troisieme est, *la publication qui dépend des Conciles Provinciaux, ou à leur deffaut des Diocèses.* La quatrieme est, *la dispensation qui appartient au saint Pere, comme dispensateur des Mysteres de Dieu, & interprete des intentions de l'Eglise & du Concile.* La cinquieme est, *la protection qui appartient à Sa Majesté, qui ne luy peut estre non plus ravie que sa Couronne, &c.*

XXXI. REMONSTRANCE
du Clergé de France assemblé à Paris, faite au Roy Louis XIII. au mois d'Aoust 1615. par Monseigneur l'Evêque de Beauvais, pour le rétablissement de la Religion Catholique au Pais de Bearn, & sur l'attentat commis à Milland par ceux de la Religion pretenduë reformée.

Cette Remonstrance ne contient que les deux chefs exprimez dans le titre : Par le premier, le Clergé demande à sa Majesté de vouloir par son autorité faire cesser les desordres que font les Heretiques

dans le Païs de Bearn, qui ont déjà esté exprimez cy-devant, & d'y rétablir la Religion Catholique: & par le second, le Clergé demande encore à Sa Majesté de vouloir faire punir le sacrilege qui fut commis l'Hyver dernier à Milaud, & de se ressouvenir des plaintes qui luy en'ont déjà esté faites par les Deputez des trois Etats qui se jetterent à ses pieds pour luy en demander justice.

XXXII. REMONTRANCE

du Clergé de France assemblé à Paris, faite au Roy Louis XIII. le 2. Juin 1617. par Messire Gaspard Dinet Evêque de Mâcon, assisté du Cardinal de Guise, & des Archevêques, Evêques, & autres Deputez en ladite Assemblée.

Le Clergé par ceste Remontrance se plaint de deux choses; La premiere de l'injure faite par les Habitans de la Ville de Montpellier à Monseigneur l'Evêque dudit lieu, lequel pour la reformation d'un petit Convent de Jacobins ayant voulu introduire de bons Religieux dudit Ordre par le consentement de ceux qui y habitoient, par l'aveu de leur General & de l'autorité de la Cour de Parlement, lesdits Habitans de ladite Ville ont chassé dudit Convent les uns & les autres Religieux, & ledit Convent est resté vuide & deshabité, & de plus que lesdits Habitans n'ont point voulu recevoir ny laisser entrer dans leur Ville le Predicateur que ledit Sieur Evêque avoit choisi pour prêcher

les Catholiques, nonobstant un Arrest du Conseil qui l'ordonnoit ainsi, &c.

La seconde, du mauvais traitement que reçoivent les Catholiques dans le Païs de Bearn: on leur a ôté leurs Eglises, fait cesser l'exercice de la Religion, depouillé les Ecclesiastiques de tous leurs biens, que l'on employe à l'entretien & aux gages des Ministres, & aux pensions d'un grand nombre d'Ecoliers que l'on eleve au Calvinisme, &c.

Et conclut en demandant à Sa Majesté de vouloir rendre la liberté entiere aux Catholiques de Bearn, leur faisant rendre leurs Eglises, rétablissant les Curez & Pasteurs dans leurs biens, charges & honneurs, & que par ce moyen elle rendra les chefs à leurs membres, les ames à leurs corps, les legitimes maris à leurs épouses, les Pasteurs à leurs Troupeaux, & les peres à leurs enfans.

XXXIII. REMONTRANCE

du Clergé de France assemblé à Paris, faite au Roy Louis XIII. le 12. Juillet 1617. par Monseigneur l'Evêque d'Ayres, assisté des Cardinaux de Sourdis & de Guise, & des Archevêques, Evêques, & autres Deputez en ladite Assemblée.

Le Clergé continuë les mêmes plaintes qu'il a si souvent faites cy-devant de la continuation des Duels, & de ce que l'on nomme des personnes inhabiles aux Benefices, même des enfans qui ne font pas nez; des pensions seculieres &c

laïques sur les Benefices , & de l'usurpation & abus qui se renouvellent par les Juges Seculiers contre les Juges Ecclesiastiques , par les appellations comme d'abus , par les commandemens que l'on leur fait tous les jours de degrader, d'excommunier , de donner monitoires, & pareilles choses purement spirituelles. Et conclud par des remerciemens & actions de graces pour la délivrance de l'Eglise de Bearn , &c.

Il est de plus dit par l'adite Remontrance, Que le Duel est une detestable boucherie , une Loy infernale que la France baptise en Payenne du nom d'honneur, & qui est la rage & la forcenerie des hommes; la honte , le mépris , & la moquerie du Christianisme; une abomination qui fait entendre au Dieu du Ciel une voix effroyable de la terre , un cry de vengeance, un sang meurtrier qui combat les prieres de l'Eglise, & qui provoque l'ire de Dieu sur ce Royaume.

Que une armée de 50. mille hommes vivans & combattans n'étonnoit pas David , il marcha courageusement au devant ; un seul Urie mort le fait trembler , il fuit devant la face de cet ennemy qui gist en terre sans force & sans vie , & qui pressé de sa peur il s'écrie , Libera me de sanguinibus. -

Que la Majesté doit étouffer par une rigoureuse & salutaire punition cet avocat importun, ce sang violent & criard qui plaide contre

Elle devant le trône de Dieu ; que le bruit de dix mille que le Duel emporte , est bien plus fort que celui d'un seul Urie.

Que l'Ecriture Sainte nous apprend que l'ennemy de nôtre salut a esté meurtrier dès le commencement. Et de fait les Cananeens luy ont immolé leurs enfans ; les Druydes luy sacrifioient des hommes ; les Romains luy offroient du sang de leurs Gladiateurs ; & cette rage donna jusques aux femmes.

Que la France semble r'appeler ces tenebres infernales par le Duel, qui est un monstre qu'elle nourrit en son sein ; un Demon sanguinaire qu'elle adore dans sa Cour , qui en meurtrit tous les ans un grand nombre.

Que le Duel est une loy d'enfer , écrite par le doigt du Diable du sang des François , pour démentir en tout point la raison , & s'autoriser impudemment par dessus les Loix de S. M. & qui porte les plus genereux de ses Sujets à une cruelle mort, pour des folies de nulles conséquences.

Que sa Majesté est obligée de les empêcher tous , & de les punir tous , si Elle ne veut pecher avec tous , & se rendre seule coupable pour tous.

Que l'Eglise ne demande à sa Majesté ny la Loy, ny la menace contre les délinquans, mais l'exécution & la peine , & quelque saignée salutaire , qui étanche & arrête tout d'un coup ce flux de sang mortel à son Etat , &c.

T t t ij

Que l'abus est grand dans la Nomination des Benefices, y nommant des enfans, & que la France n'est remplie que d'Evêques & d'Abbez qui sont encore entre les bras de leurs nourrices, ou regentez dans un College.

Que bien plus, l'abus devance la naissance; ils sont peres avant que d'être enfans, & Abbez avant que d'être nez.

Que les Pensions Seculieres & Laïques sont un tribut que l'Eglise paye au Monde son persecuteur, & l'ennemy juré de son Epoux. C'est une rançon malheureuse qui comme telle marque clairement sa captivité; mais qui d'ailleurs contre le naturel même de la rançon, ne l'en délivre pas.

Que les autres en ayant le profit, sa Majesté en payera l'intérest au jour auquel on ne quittera rien; & par l'Arrest du Juge irrevocable qui fera fremir les plus puissans Monarques de l'Univers.

XXXIV. REMONTRANCE
du Clergé de France assemblé à Blois en l'année 1619. faite au Roy Louys XIII. au Plessis lez Tours par Monseigneur l'Evêque de Secz, assisté des Cardinaux de Sourdis, de la Rochefoucault, & de Retz, & des Archevêques, Evêques, & autres Députez en ladite Assemblée

Par cette Remontrance le Clergé après avoir témoigné à sa Majesté la joie & le contentement general de ses peuples pour la Paix qu'Elle leur a conservée, il luy fait

ses plaintes ordinaires des abus qui se commettent toujours au préjudice de l'Eglise. *Premierement* de la Nomination aux Benefices, qui est si importante, que d'elle dépend absolument le rétablissement de l'ordre & de la discipline Ecclesiastique. 1. Que les Juges de sa Majesté font supporter aux Ecclesiastiques les charges auxquelles les plus vils & abjets des peuples sont obligez; les faisant aller à la garde, logeans les gens-de-guerre dans leurs maisons, & même dans celles des Evêques, &c. 3. Que la Cour des Aydes a imposé à la Taille les Ecclesiastiques & Curez de la Province de Normandie, ce qui est une injure qui redonde sur toute l'Eglise. Enfin, après que le Clergé a demandé à sa Majesté de le rétablir dans ses Privileges & Immunités, il conclut en demandant du secours pour l'Eglise de Bearn, & l'exécution des Arrests de sa Majesté, qui ont ordonné le rétablissement de la Religion Catholique, Apostolique, & Romaine en cette Province, que les Heretiques tâchent d'empêcher autant qu'ils le peuvent.

XXXV. REMONTRANCE
du Clergé de France assemblé à Bordeaux en 1621. faite au Roy Louys XIII. le 18. Octob. au Camp devant Montauban par Monseigneur l'Evêque de Rennes, assisté des Cardinaux de Retz & de la Vaulle, & des Archevêques, Evêques, & autres Députez en ladite Assemblée.

Le Roy Louys XIII. étant occupé à faire la guerre aux Religioneux, & le Clergé s'étant assemblé à Bordeaux envoya ses Députés à S. M. au Camp devant Montauban, pour luy représenter les desordres & sacrilèges que ses Sujets rebelles alloient toujours augmentant, faisant servir les Eglises d'écuries à leurs chevaux, ayant pris & emporté le saint Ciboire; arquebusé le Crucifix, & le faisant traîner à la queue de leurs chevaux; qu'ils ont de plus fait aller des bêtes immondes dans les Fonds baptismaux, après les avoir portez en procession par dérision à l'entour de l'Eglise, & après avoir coupé le nez au Curé de Clapiers à une lieue de Montpellier, ils l'ont précipité du hauten bas du clocher. De toutes lesquelles choses tous les bons Sujets de sa Majesté luy demandent Justice, & particulièrement le Clergé.

De plus, ledit Clergé par cette Remontrance offre un million d'or au Roy pour le Siege de la Rochelle, afin qu'ayant esté le chef de la Rebellion, elle en puisse aussi être la fin.

Et ensuite le Clergé ayant demandé à sa Majesté de vouloir le maintenir dans ses Privileges & Immunités, & de luy prêter son autorité pour le faire jouir de ses biens, fiefs, châteaux, & places fortes, &c. & de ne point souffrir qu'il soit fait aucun exercice de la Religion P. R. dans l'étendue de leurs Terres & Fiefs.

Supplie encor S. M. de faire par sa justice & bonté ordinaire, que ce qui leur a esté cy-devant accordé par leurs Contrats soit inviolablement observé, &c.

XX XVI. REMONTRANCE
du Clergé de France assemblé à Paris, faite au Roy Louys XIII. le 30. May 1625. par Monseigneur le Cardinal de Sourdis Archevêque de Bordeaux, assisté des Archevêques, Evêques, & autres Députés en ladite Assemblée.

Par cette Remontrance le Clergé se plaint des mauvaises impressions que l'on a mis dans l'esprit de S. M. contre luy; & supplie tres-humblement S. M. de croire qu'il n'a jamais rien fait au préjudice de l'obéissance qui luy est due, & luy de vouloir contintier sa protection, & maintenir l'autorité des Assemblées generales, esperant qu'après qu'Elle a vaincu le monstre de Rebellion, Elle surmontera dans sa Cour celui de la calomnie. Et conclud, que rendant à Cesar ce qui est à Cesar, c'est à dire, à sa Majesté, ce qui luy est dû, il luy plaist de rendre à Dieu ce qui est dû à Dieu, c'est à dire, honneur à son Eglise, reverence au Clergé & aux Evêques, & protection à ses Autels.

XXXVII. REMONTRANCE
du Clergé de France assemblé à Paris, faite au Roy Louys XIII. à Fontainebleau le 19. Juin 1625. contre les Duels, par Monseigneur l'Archevêque de Bourges.

Cette Remontrance est une con-

tinuation des plaintes que fait le Clergé contre les Duels, & dit, que Saint Louys voulant obtenir les faveurs du Ciel pour son voyage d'outre-mer, il punit severement les Duellistes & les Blasphemateurs, & que Gerson louë bien ce grand Roy de la défense qu'il fit des Duels, mais il le louë encore davantage d'avoir fait observer ses Ordonnances.

Il prie de plus sa Majesté de démolir l'Autel de Misericorde, de ne point écouter les parens & amis des criminels, de bannir toutes Graces, Remissions, & Abolitions, & d'insister à l'exécution de ses Edits, & que c'est le moyen d'attirer toutes sortes de Benedictions.

XXXVIII. REMONSTRANCE
du Clergé de France assemblé à Paris faite au Roy Louis XIII. le 13. Fevrier 1626. par Monseigneur l'Evêque de Chartres, assisté des Cardinaux de Richelieu & de la Valette, & de tous les Archevêques, Evêques, & autres Deputés en ladite Assemblée.

Par cette Remonstrance le Clergé louë S. M. de la joye & de la paix qu'elle a redonnée à l'Eglise, & de ce que la faveur du Ciel ayant secondé le dessein de ses Armes, a replanté les Fleurs-de-lys avec les mysteres de nostre Redemption es lieux d'où l'impieté les avoit bannies, durant une si longue suite d'années.

Dans la suite, le Clergé offre à sa Majesté un million de livres, disant, que si ses forces étoient égales à ses desirs, il luy feroit des

offres plus considerables..

Et supplie tres humblement sa Majesté de faire entendre à ses Enfants, à ses Princes & Seigneurs, la puissance & dignité des Prêtres, pour leur rendre l'honneur qui leur appartient.

Et de remarquer, que pendant que Charlemagne, Philippes Auguste, & Saint Louys, se sont gouvernez par l'avis de l'Ordre Ecclesiastique qui tient le premier rang dans l'Etat, l'on a vû le François glorieux en victoires, riche en conquêtes, aller étonner l'Orient de ses Armes, & remplir tout le Monde du bruit de ses Triomphes, &c.

XXXIX. REMONSTRANCE
du Clergé de France, assemblé à Paris faite au Roy Louis XIII. le 22. Juillet 1635. par Monseigneur l'Archevêque d'Arles, assisté des Archevêques, Evêques, & autres Députés en ladite Assemblée.

Le Clergé se plaint par cette Remonstrance de la notable injustice qu'il souffre sous pretexte du droit de Regale; & dit,

Que cette violence n'est pas seulement contre les Loix de l'Eglise, mais encore contre les Ordonnances & les Declarations des Rois predecesseurs de sa Majesté, & que par une sainte émulation Elle les a fait renouveller & verifier sçant en son lit de Justice.

Que ce nom Royal ou Regale, est appliqué comme par excellence au renversement des Loix divines,

qui ne peut néanmoins subsister que par elles.

Que le Roy Louys XII. en 1499. défendit à ses Officiers sous peine d'être punis comme Sacrileges de s'ingérer ny se mettre dans les Archevêchez, Evêchez, & autres Benefices, esquels il n'avoit droit de Regale, ou garde.

Que Philippes de Vallois son Predecesseur avoit long-temps auparavant, (tout le premier des Rois) déclaré la nature de ce droit, qu'il limite à quelques Eglises, & fait connoître que l'ancienne possession doit servir de bornes au droit de Regale, ainsi qu'il paroît par l'Ordonnance qu'il fit au Bois de Vincennes l'an 1334. appelée communément, *La Philippine*.

Que le Roy Henry IV. pere de sa Majesté voyant naître ce monstre, l'éteuffa l'an 1606. par un Edit exprés, qui fut verifié sans difficulté au Parlement de Paris.

Que Sa Majesté en l'an 1617. donna une Declaration pour mesme effet, qu'elle fit verifier en sa presence au mesme Parlement.

Que quelques Provinces qui ont l'exemption du droit de Regale, n'ont esté unies à la Couronne de S. M. qu'à certe condition.

Qu'après des Loix si authentiques & si équitables, le Clergé a lieu d'espérer de S. M. qu'Elle fera cesser cette nouvelle entreprise contre l'Eglise de Dieu.

X L. R E M O N T R A N C E
du Clergé de France, assemblée à Paris faite au Roy Louys XIII. le

17. Février 1636. par Monseigneur l'Evêque d'Orleans, assisté des Archevêques, Evêques, & autres Députés en ladite Assemblée.

L'on voit dans cette Remontrance les plaintes que le Clergé fait contre les Heretiques, contenûes en trois chefs principaux: *Le premier* concerne l'infraction ouverte des Edits de S. M. par les Ministres de la Religion pretenduë Reformée, lesquels par acte exprés & formel du Synode National tenu à Charenton en l'an 1631. ayant reçu publiquement les Lutheriens à la participation de leur Cene, ont admis en cet état le Lutheranisme, qui n'est point toleré dans le Royaume.

Le second regarde le changement que lesdits Ministres ont fait en la traduction du Psaume 19. *Exaudi*, en retranchant la Priere qu'ils avoient accoustumé de faire pour S. M. Autrefois ils avoient traduit, *Domine salvum fac Regem, &c.* en ces termes,

*Seigneur plaise toy de défendre,
Et maintenir le Roy,
Venilles nos Requestes entendre
Quand nous crions à toy.*

Et maintenant ils ont corrompu & changé ce sens, & ils chantent;
*Seigneur plaise toy nous défendre,
Et faire que le Roy
Puisse nos Requestes entendre
Encontre tout effroy.*

Laquelle corruption se trouvant aussi dans leurs Bibles les rend coupables de deux crimes capitaux; l'un d'avoir retranché cette priere, dont l'Eglise de France

s'est de tout temps servie pour Sa Majesté, & de ne plus prier pour sa conservation quand ils chantent ce Pseaume; l'autre d'avoir osé se substituer au lieu & place de sa Personne royale par l'addition de cette particule *Nous*, qui ne se trouve ny dans le Grec, ny dans l'Hebreu, ny dans le Latin: Et c'est ainsi que lesdits Ministres retranchans les prieres publiques pour Sa Majesté, luy ravissent l'honneur, la crainte, & le tribut, à quoy la Loy de Dieu oblige étroitement les peuples.

Le troisième concerne les blasphemes execrables que lesdits Ministres vonissent contre les choses les plus saintes, & les Puissances les plus sacrées qui soient dessus la terre. *Ils appellent l'Eglise, dont Sa Majesté à l'honneur d'estre le Fils aîné, l'infame paillarde & l'idolatre Babylonne; l'auguste Sacrement de l'Autel un Dieu de pâte, une abomination & une Oublie, dessus laquelle le Prestre souflant quatre ou cinq paroles, dit cet impie blasphémateur Drelincourt, l'on veut persuader qu'il en a fait un Dieu: il taxe de farce & de mommerie les augustes Ceremonies de la Messe, &c. Il nomme le Pape, que Sa Majesté reconnoit & honore comme son Pere, le Capitaine des Coupeurs de Boursis, luy donnant le nom detestable de l'Ante-Christ, & doute s'il est successeur de Simon Pierre, ou de Simon le Magicien; de toutes lesquelles execrations le Clergé se plaignant, sollicite la Ju-*

stice de Sa Majesté pour les punir, & la supplie tres-humblement de vouloir ordonner de nouveau les choses suivantes.

Que conformément à l'article 10. de l'Edit de Janvier, & le 17. de l'Edit de Nantes, défenses seront faites d'user plus de blasphemes & injures atroces contre l'Eglise, les Sacrements, les Saints, les Papes & les Prelats.

Que les prieres de leurs Prêches, injurieuses à l'honneur de sa Sainteté qu'ils nomment l'Ante-Christ, seront biffées & corrigées.

Que la priere pour la prospérité de Sa Majesté sera restituée & rétablie, dans leurs Bibles & dans leurs Pseaumes.

Que toutes les innovations faites en leur prétendue Religion au prejudice des Edits, & des Loix, depuis la permission de l'exercice de leur reformation, seront severement punies & châtiées.

Que ce montre d'herésie, cette indifférence de Religion conceüe & enfantée par le Ministre Dailly sera étouffée en sa naissance, & que ces infames pages qui la contiennent seront brûlées par les mains de l'Executeur de la haute Justice, & luy severement puny, comme un nouvel Heresiarque, avec tous ceux qui favoriseront une si detestable doctrine de libertinage, & d'indifférence de Religion.

XLI. REMONTRANCE
du Clergé de France assemblé à
Paris, faite au Roy Louis XIII.
le

le 18. Novembre 1635. par Monseigneur l'Archevêque de Toulouse, assisté des Archevêques, Evêques, & autres Deputez, en ladite Assemblée.

L'Assemblée generale ayant consenti aux quatre moyens qui luy ont esté proposez de la part de Sa Majesté pour survenir suivant son pouvoir aux dépenses extraordinaires qui se font pour la défense de son Etat, & pour la gloire de sa Couronne, luy expose par cette Remontrance qu'après ses offres qu'on estime à plus de cent mille livres de rente, les Commissaires de Sa Majesté luy demandent encore une nouvelle imposition, à laquelle elle consentiroit volontiers pour l'affection qu'elle a pour son service sans les obstacles qui se presentent, qui sont,

Que plusieurs Provinces ont envoyé des procurations limitées, avec défenses à leurs Deputez de consentir à aucune nouvelle levée; & chaque Province ayant son pouvoir separé, les unes ne peuvent pas consentir pour les autres.

Que cette défense est un effet de la pauvreté à laquelle le Clergé de plusieurs Provinces se trouve réduit, qui est la cause la plus pressante qui justifie ses tres-humbles remontrances.

Que les Charges de l'Eglise sont fort inégalement departies, & qu'il y a des Provinces où elles montent jusques à la moitié des revenus, & d'autres où elles ne

vont pas à la trentième partie.

Que S. M. est tres-humblement suppliée de ne pas juger des facultez des Benefices éloignez par celles qui se trouvent encore dans les Dioceses voisins, qui ne se ressentent pas des incommoditez de la guerre, & qui n'ont pas eu de part aux miseres publiques.

Que les forces des Ecclesiastiques sont si fort épuisées, qu'ils ne se peuvent plus soutenir; & qu'étant comme les arbres que la tempête a dépouillez de leurs fruits & de leurs feuilles, il ne font plus ombre que par le tronc.

Que le commerce interrompu a réduit les Benefices en plusieurs Provinces au tiers de leur valeur ordinaire, & les charges augmentent en un point, que tous les fruits ne seront pas capables de les supporter. Ce qui réduit la plupart des Ecclesiastiques à une pauvreté si déplorable, que l'Assemblée a ouï avec une tres-grande compassion la requête de quelque Evêque qui luy a demandé secours en son extrême nécessité; & plusieurs autres en feroient de même, si la honte de découvrir leur misere ne les en empêchoit.

Que trois Chapitres du Languedoc avoient quitté leurs Eglises, & les Chanoines ont esté contrains de se disperser dans les Paroisses des champs pour gagner leur vie sous des Curez en qualité de Vicaires.

Qu'un grand nombre de Curez ont abandonné leurs fruits pour

Vuu

les charges ; & si l'on ajoute de nouvelles levées à celles qui se font, la plupart des Paroisses de la campagne seront desertes, le Service abandonné, & le peuple (privé des assistances temporelles & spirituelles qu'il reçoit de ses Pasteurs) demeurera sans instruction & sans Sacramens en grand peril de son salut.

XLII. REMONTRANCE DU Clergé de France assemblé à Paris, faite au Roy Louys XIII. à Chantilly le 20. Avril 1636. par Monseigneur l'Evêque de S. Flour, assiste des Archevêques, Evêques, & autres Députez, en ladite Assemblée, en prenant congé de S. M.

Le Clergé par cette Remontrance continué les plaintes qu'il a souvent faites à S. M. par les discours precedens, & qui concernent les Heretiques, & les desordres qu'ils commettent. Les Immunités & Privileges des Ecclesiastiques qui ne sont plus d'aucune consideration, étant assujettis au guet & garde des portes des villes, au logement des gens-de-guerre, & à leur fournir des vivres & des munitions ; à la taxe des emprunts & frais communs des Villes, &c. nonobstant qu'ils en soient exempts par les anciennes Ordonnances des Rois, & par toutes les Loix du Royaume.

Il continué sur les appellations comme d'abus, par le moyen desquelles les Juges levent les excommunications, infirment les Interdits, & abolissent les Censures

fulminées par les Juges Ecclesiastiques.

En suite de quoy le Clergé offre à S. M. un fond de trois cens seize mille livres de rente, dont elle peut tirer un notable secours, nonobstant le pauvre état où sont reduits les Ecclesiastiques, qui n'ont pû faire ce fond sans recourir à des extrêmes necessitez.

XLIII. REMONTRANCE du Clergé de France assemblé à Mante, faite au Roy Louys XIII. en la Ville d'Amiens le 30. Aoust 1641. par Monseigneur l'Evêque de Grenoble.

Cette Remontrance contient les mêmes plaintes que la precedente touchant l'aneantissement des Privileges de l'Eglise, & la perte entiere de sa liberté, causée par les persecutions des nouveaux partisans, qui sont les instrumens de son affliction. Et le Clergé demande à S. M. de vouloir par sa puissance arrêter le cours de ces rigoureuses vexations.

XLIV. REMONTRANCE du Clergé de France assemblé à Paris, faite à la Reyne Regente Mere du Roy Louys XIV. le 27. Juillet 1645. par Monseigneur l'Archevêque de Narbonne, assiste des Cardinaux de Lyon & Mazarini, & des Archevêques, Evêques, & autres Députez de ladite Assemblée.

Ceux de la Religion pretenduë Reformée se lassant de la sujettion naturelle & legitime dans laquelle le Roy Louys XIII. les avoit ramenez, tâchant insensiblement

de recouvrer leurs forces perduës & dissipées, le Clergé par cette Remontrance se plaint à sa Majesté, de ce que depuis peu ils ont entrepris de rétablir à main armée & à force ouverte l'exercice de leur Faction & Religion prétendue, en plusieurs lieux & endroits de ce Royaume dont il avoit esté banny justement; & par ce petit essay d'usurpation, ils nemanqueront pas de tenter s'ils pourront réussir en de plus grandes entreprises. Et c'est ce qui oblige le Clergé de représenter à la Reine Regente, que la tolerance de leurs abus & entreprises diminueroit de beaucoup les felicitéz de sa Regence.

Ils soutiennent opiniâtrément & contre la verité (ensuite d'une prétendue Declaration qu'ils disent avoir obtenuë depuis peu) que pour toute sorte de differens que le Clergé peut avoir sur eux, ils doivent être renvoyez aux Chambres my-parties; ce qui est opposé directement à toutes les Loix divines & humaines, comme il est montré par ladite Remontrance, qui conclud en demandant la protection de sa Majesté contre les desseins pernicioeux de la fauce politique des Enfans du siecle, qui pensent qu'on peut impunément & sans scrupule envahir la Jurisdiction, & abatre l'autorité de l'Eglise, &c.

*XLV. REMONTRANCE
du Clergé de France, assemblée à
Paris en l'année 1645. faite à la*

*Reyne Regente, mere du Roy Louis
XIV. par Monseigneur l'Arche-
vêque de Toulouse, sur le Juge-
ment rendu par les Commissaires
deleguez de nôtre saint Pere le Pa-
pe, contre Mefire Renë de Rienx,
Evêque de Leon.*

Les divisions ayant troublé le calme de la Cour en l'an 1631. le Pape ayant esté comme contraint de commettre quatre Prelats de diverses Provinces de ce Royaume pour faire le procez aux Ecclesiastiques qui estoient accusez d'avoir attenté contre la sacrée personne du Roy, ou contre son Etat, ou donné aide & conseil à des entreprises si damnales: Monseigneur l'Evêque de Leon fut cité devant eux, & il y comparut, sa conscience ne luy reprochant aucun de ces crimes, il fut néanmoins accusé d'avoir servy la Reyne Mere Marie de Medicis en sa retraite, & de s'être réfugié en Flandres, & par Sentence il fut privé de son Evêché, comme il a esté dit cy-devant au titre 1. chap. 1. de la premiere partie de cet Abregé és articles 16. & suivans.

Cette procedure si extraordinaire blessant tous les Prelats, ébranle les Colonnes de l'Eglise, flettrir leur dignité, abat leur vigueur, viole les saints Decrets des Papes & des Conciles, détruit les usages anciens & modernes de ce Royaume, & renverse les Ordres avec lesquels le saint Esprit à maintenu l'Eglise pendant seize cens ans.

Vuu ij

Et cette Remontrance contient les tres-humbles supplications du Clergé assemblé, à sa Majesté de vouloir procurer par son pouvoir en Cour de Rome que l'appel de ce Prelat soit receu, & sa procedure remise dans l'ordre legitime; que par là elle conservera la souveraineté du Roy en son entier, honnorerà la memoire d'une grande Reyne, remettra l'Eglise dans ses ordres, les dignitez des Prelats dans leur lustre, un Prelat dans son Siege, & obligera grandement le Clergé, qui pour reconnaissance ne cessera jamais d'offrir ses vœux & ses Sacrifices à Dieu pour sa Majesté, afin qu'il la comble de ses benedictions.

X L V I. H A R A N G U E
faite à l'Assemblée generale du Clergé de France, tenuë à Paris en l'année 1645. de la part de la Reyne d'Angleterre, le 19. Fevrier. 1646. par Monseigneur l'Evêque d'Angoulesme, grand Aumonier de sa Majesté Britannique sur l'état des affaires d'Angleterre.

Messieurs de l'Assemblée generale du Clergé ayant temoigné la part qu'ils prenoient à l'affliction de la Reyne d'Angleterre, & le desir qu'ils auroient de l'assister, non seulement de leurs voix, mais aussi d'être en état de pouvoir contribuer au rétablissement de ses affaires, sa Majesté Britannique renvoya son grand Aumônier à ladite Assemblée pour l'assurer que cette demonstration d'une

pieté si grande envers elle luy avoit causé en l'ame des ressentimens qui surpassent toutes les paroles, & que son malheur ne leur doit pas estre si sensible pour son regard particulier comme pour celui de la Religion Catholique, dont le rétablissement ou la ruine totale en Angleterre dépend absolument du rétablissement ou de la ruine de ses affaires, ce qu'il est aisé de voir par les raisons suivantes.

La premiere raison est, que si le Roy de la grand'Bretagne est contraint par la necessité de ses affaires d'en venir à un accommodement avec ses Sujets rebelles, comme il sera enfin obligé, & bien-tost s'il n'est promptement secouru, cet accommodement ne se fera jamais qu'à la destruction totale de la Religion Catholique en Angleterre, &c.

La seconde raison est, que la destruction de la Monarchie en Angleterre, & l'établissement d'une Republique, & d'une Republique Puritaine, qui est le but des Parlementsaires, arrivera infailliblement si la Reyne d'Angleterre n'est promptement secourue, ou que le Roy son mary ne puisse pas s'accommoder avec eux, portera encore un plus notable prejudice à la Religion Catholique, qui ne s'étendra pas seulement en Angleterre, Ecosse, & en Irlande, mais dans toute la Chrestienneré.

La troisieme raison est, que le Roy d'Angleterre a promis par une

Lettre qu'il a envoyé à la Reyne son épouse de revoquer toutes les Loix qui ont jamais esté faites contre les Catholiques en Angleterre, au cas qu'il recoive des Catholiques quelque assistance qui le remette en état & en autorité de le pouvoir faire.

De plus l'Eglise Gallicane est plus particulièrement interessée que toutes les autres à empêcher la ruine & à procurer le rétablissement de la Religion en ce païs là par plusieurs considerations.

La premiere est une consideration d'honneur, étant elle qui a porté aux Anglois les premices de la foy, c'est la France qui leur a donné la premiere Reyne Chrétienne, c'est le Clergé François qui leur a donné le premier Evêque qui a jamais paru parmy eux : cette Reyne fut Berthe fille du Roy Clotaire I. qui épousa en l'an 596. le Roy Ethelbert, alors encore Payen, & qui fut après le premier Roy Chrestien de toute la nation Angloise : ce Prelat fut Letardus Evêque de Senlis, Aumônier de cette Reyne.

La seconde consideration est le peril où est l'Eglise de France à cause du voisinage d'Angleterre, comme le plus proche de tous les autres Royaumes Catholiques, que l'heresie après qu'elle aura ruiné la Religion en Angleterre ne vienne aussi-tost après pour la détruire encore en France.

Res sua tunc agitur, paries cum proximus ardet.

La troisieme & dernière consideration est de considerer le peril éminent où se trouve maintenant la Reyne d'Angleterre, & ses enfans de tomber en la plus déplorable condition où ayent jamais esté reduites des personnes de leur naissance : six jeunes Princes ou Princesses que la tendresse de leur âge conserve encore dans l'innocence, & les voir à la veille de se voir depouillez de trois grands Royaumes, que tant de Rois leurs ancestres leur avoient laissez de main en main comme un patrimoine bien assuré, &c.

XLVII. REMONSTRANCE
du Clergé de France assemblé à Paris, faite à la Reyne Regente Mere du Roy Louys XIV. le 19. Avril 1648. contre les Blasphémateurs & Libertins, par Monseigneur l'Evêque d'Uzès, assisté des Cardinaux, Archevêques, Evêques, & autres Deputez en ladite Assemblée.

Le Clergé se plaint à sa Majesté par cette Remonstrance de la malice & impiété d'un grand nombre de ses Sujets qui scandalisent toute la France par les outrages & injures execrables qu'ils font contre l'honneur & le saint nom de Dieu, par des blasphemes contre ce nom sacré qu'ils jurent en vain sans cesse, prononcent mal à propos en tout temps, en tous lieux, avec des termes inouïs qui font fremir d'horreur : crime horrible qui deshonne Dieu, qui le provoque gratuitement, qui l'offense

V u u iij

sans raison & sans fruit, qui va attaquer le Ciel pendant qu'il verse sur nous si favorablement ses graces que l'on luy demande avec tant de necessité.

Il supplie tres-humblement sa Majesté de vouloir faire exactement renouveler par tout les Ordonnances anciennes du Royaume tres-Christien, & commander sous quelques peines notables à tous Officiers de Justice de les faire mettre à execution: il est de plus dit,

Qu'outre le blaspheme il y a des monstres qui sont des Payens baptisez, ou plutôt des Demons qui par jeu & non par colere, ny par aucune passion dont la violence puisse servir d'excuse à leur malice, en diminuant leur raison & leur volonté libre, se publient eux-mêmes pour impies & méchans, & font gloire de dire que JESUS-CHRIST nôtre Dieu est pour eux un objet de haine, de raillerie & de mépris, vomissant contre son adorable Incarnation, contre sa tres-sainte & tres-pure Mere, contre le Dieu tout-puissant son Pere, & la tres-sainte Trinité des injures, des outrages, des salletez, des blasphemes que l'on ne voudroit pas proferer contre les plus abjets serviteurs; & voulans introduire par un si execrable procédé l'Atheïsme dans un Royaume tres-Christien, & avec luy toute sorte d'ordures, de crimes & de vices.

Que ces malheureux crimes,

(s'ils sont negligez) peuvent attirer le courroux & la malediction de Dieu sur la France.

Que ceux qui les pratiquent, non contents de commettre leurs impietez dans les Eglises, devant le tres-Saint Sacrement de l'Autel, s'en sont pris jusques aux Prêtres qu'ils ont excédez de la main & du bâton.

Que l'on a vû tuër les freres & les parens des pauvres Curez, chasser leurs vallers, défendu qu'on leur donnât ny pain, ny vin, ny eau; ny pour la maison ny pour l'Autel. Qu'en un mot l'Ordre Ecclesiastique a plus souffert sous ces malheureux qu'il n'auroit fait en une Region infidelle & barbare, sans que l'on ait pû en avoir justice depuis plusieurs années.

Que lorsqu'un Ecclesiastique a esté excédé par un Gentilhomme, la même main sacrilege qui a bien osé frapper la personne factée du Prêtre, menace & est levée, & toute prête pour assommer les paisans qui seroient si hardis que d'aller témoigner autre chose que ce qu'il leur plaît; surquoy les Juges manquans de preuves laissent les crimes impunis.

Que quand un Ecclesiastique, après beaucoup de longueurs, de frais & de peines, a obtenu quelque condamnation contre ses persecuteurs, il n'est pas en son pouvoir de la faire executer.

Que dans le Languedoc un Abbé au Diocefe de Beziers, depuis dix ans & plus, pourvû de son Ab-

baye par Brevet du feu Roy, par Bulles du Saint Pere, par une prise de possession legitime, pour tout fruit & pour tout revenu, n'a reçu (quoy qu'il soit bien renté) que des emprisonnemens violens de sa personne, des meurtres de ses domestiques, des coups infames que l'on n'oseroit nommer; la confusion d'avoir eu les cheveux & la barberaséz honteusement. Et quoy qu'il ait obtenu aux dépens de tout son bien paternel, & des secours de quelques Amis, des Arrests de condamnation de mort au Parlement de Toulouse contre son Persecuteur & ses Complices, au lieu d'être punis, ils l'ont depuis outragé & poursuivy plus rudement que devant.

Qu'il y a un lieu au voisinage de Paris où depuis quatre ans il ne se dit point de Messe Paroissiale, le Curé n'ose habiter en sa Paroisse, ny aucun Prêtre n'y ose venir en son nom & en sa place. Il n'y a plus de Messes ny de Vespres les Dimanches & Festes. Et si quelqu'un entreprenoit d'y chanter, il seroit assommé de coups, parce qu'il ne plaît pas à la Dame du lieu, quoy qu'elle se dise Catholique, que nôtre Seigneur reçoive cét honneur, &c.

Et conclut, en suppliant tres-humblement sa Majesté, qu'il luy plaise témoigner par quelque marque extraordinaire de son zele, combien les injustes & déraisonnables actions luy déplaisent, & qu'Elle est resoluë de les reprimer

severement; & ordonner à ceux qui exercent sa puissance souveraine dans les Provinces, de faire executer ponctuellement sans acception de personne les Arrests de ses Cours Souveraines contre ces violateurs du droit Divin.

XLVIII. REMONSTRANCE
du Clergé de France assemblé à Paris faite au Roy Louys XIV. en presence de la Reine Regente sa Mere, le 30. Juillet 1646. par Monsieur le Coadjuteur de Paris, depuis Cardinal de Retz; assisté du Cardinal Mazarini, des Archevêques, Evêques, & autres Députez en ladite Assemblée.

Cette Remonstrance ne contient point de nouveaux chefs, qui n'aient esté plusieurs fois exprimez dans les Discours precedens. Le Clergé, après avoir fait de nouvelles plaintes contre les entreprises de ceux de la Religion pretendüe Reformée, demande à sa Majesté de vouloir par une Declaration confirmer les Arrests, les Reglemens, & les Ordonnances, par lesquelles leurs pretentions illegitimes, ont si souvent esté arrêtees. Et continuant, il se plaint de l'usurpation que l'on fait de sa puissance & Jurisdiction par les Appellations comme d'abus, par le moyen desquelles les Juges seculiers se mêlent des affaires de la Religion. Des desordres que commettent les gens de guerre dans les Terres Ecclesiastiques. Des Duels qui se pratiquent toujours nonobstant les défenses. Et des Privileges & Immunités de

l'Eglise qui ne sont plus en aucune consideration. A toutes lesquelles choses, le Clergé supplie tres-humblement S. M. de vouloir remedier.

XLIX. REMONTRANCE
du Clergé de France assemblé à Paris, faite au Roy Louys XIV. le 12. Juillet 1650. par Monseigneur l'Archevêque d'Ambrun, assisté des Archevêques, Evêques, & autres Députez, en lad. Assemblée; sur les violences commises par M. le Duc d'Espèrnon contre les Evêques de Guyenne.

Ce Discours se reduit à deux points principaux, l'un est la dignité des Evêques violée, & l'autre, leurs personnes offensées, dont le Clergé se plaint à sa Majesté, luy disant,

Que M. le Duc d'Espèrnon affecte si fort de mal-traiter Messieurs les Evêques, qu'il ne se presente pas une occasion d'en donner des marques qu'il ne le fasse. Que s'il y a des garnisons à donner aux Troupes de sa Majesté dans la Province, c'est plutost dans les Terres des Evêques, que dans les autres.

Que s'il y a garnison dans les Villes Episcopales, les Officiers des Evêques sont accablés au delà des autres habitans.

Que les maisons mêmes des Evêques ne sont pas exemptes des logemens des gens-de-guerre, puis-que par un Privilege qui n'appartient qu'à S. M. & qu'Elle n'a pas même voulu être communiqué aux

Princes de son Sang, M. d'Espèrnon fait mettre sa craye dans les maisons des Evêques, & y loge par Fourriers, avec l'attirail d'un General d'Armée.

Qu'il ajoute à ses outrages le mépris, voulant précéder un Evêque dans son Diocèse, qui est non seulement une entreprise contre les Ordonnances de S. M. mais aussi un attentat contre un honneur Religieux.

Qu'il pretend le precéder encore dans son Eglise, faisant l'exercice de ses fonctions, & dans le temps des saints Mysteres, il veut que la parole de l'Evangile qui est annoncée au peuple en son nom, & par sa mission luy soit adressée.

Qu'il ne se contente pas d'usurper les honneurs Ecclesiastiques, il défend encore aux peuples de rendre aux Evêques ceux que leur dignité exige d'eux.

Que S. M. conformément au Ceremonial Romain avoit ordonné par ses Lettres de Cachet, qu'Elle vouloit que les Evêques aux premieres entrées qu'ils font dans les Villes de leurs Diocèses, y fussent receus avec les honneurs du Poëlle; M. d'Espèrnon par des ordres contraires traverse l'exécution des volontez de sa Majesté.

Que la Coutume des Villes de Guyenne, est que les Consuls incontinent après leur Election, viennent visiter l'Evêque pour luy donner part de leur nouvelle charge. Cette déference choque M. d'Espèrnon, & il défend aux Consuls

Conſils des Villes ſous des peines rigoureuſes de leur rendre ce devoir.

Que les violences qu'exerce Monſieur d'Eſpermon contre les biens, la dignité, & l'honneur extérieur des Evêques, bleſſent tellement l'intereſt de l'Egliſe que cette playe par ſa profondeur relâche auſſi les liens de la fidelité des Sujets vers ſa Majeſté.

Que la reputation des Evêques doit eſtre précieuſe & exempt de toute tâche, afin que les peuples par la bonne opinion des Docteurs ſoient plus facilement perſuadez de la doctrine neceſſaire pour leur ſalut, &c.

De toutes leſquelles choſes le Clergé demande juſtice à ſa Majeſté, & les faveurs efficaces de ſa protection.

L. REMONTRANCE du Clergé de France aſſemblé à Paris, faite au Roy Louis XIV. le 18. Janvier 1651. par Monſieur l'Archevêque d'Ambrun, contre les entrepriſes de ceux de la Religion prétenduë reformée, & ſur le ſujet de quelques autres affaires Eccleſiaſtiques.

Ce diſcours eſt une ſuite des plaintes que fait le Clergé contre ceux de la Religion prétenduë reformée, où il eſt dit,

Que l'Heréſie depuis quelques années s'eſt élevée dans une hauteur ſi inſolente, qu'elle a uſurpé des privilèges autrefois extorquez des Rois predeceſſeurs de ſa Majeſté par ſa loy tyrannique de la

neceſſité, mais qu'elle a juſtement perdus par l'effort des armes du ſeu Roy pour le châtimement de ſes frequentes rebellions.

Que la declaration pour confirmer les Arreſts, les Reglemens, & les Ordonnances par leſquelles le Roy avoit arrêté l'excez de leurs entrepriſes, eſt violée en tous ſes chefs.

Que les Catholiques ſont contrains d'être les cliens des Heretiques dans les Chambres my-parties de Juſtice, & que le Clergé demande tres-humblement à ſa Majeſté que la juſdiction de ſon Conſeil ſoit rétablie en ces matieres à l'excluſion des Chambres my-parties, n'étant pas juſte qu'un Chrézien agite ſes differens devant les Infidelles, ny qu'il les honore comme ſes Juges.

Qu'il n'y a plus de diſtinction pour toutes les Charges de Juſtice & de Finances entre les Catholiques & les Heretiques du Royaume.

Que par un attentat nouveau leſdits Heretiques ont bâty plus de ſoixante Temples depuis quelques années, dans leſquels ces revoltex publient leur doctrine impie avec liberté.

Que les violences qu'on exerce dans l'uſurpation des Temples matériels touche ſenſiblement le Clergé, & d'autant plus que l'on viole les Temples ſpirituels des cœurs des hommes, où le ſaint Eſprit a choiſi d'habiter d'une maniere particuliere, on fait vio-

Xxx

lence aux consciences, on attaque la liberté de la Religion revelée dans les saintes Ecritures, & inspirée de Dieu dans les ames.

Ensuite de quoy le Clergé prend occasion de faire ses tres-humbles remontrances à sa Majesté pour la liberté de Monsieur le Prince de Conty qu'elle luy demande avec instance, non seulement par la consideration de sa naissance, qui rend son malheur venerable à tous les Sujets de sa Majesté, mais encore par la communication de tous les privileges du Clergé, dont il jouit par ses Dignitez Ecclesiastiques, & particulièrement par celle d'Abbé de Cluny.

La Reyne répondit en termes generaux, qu'elle avoit toutes les bonnes intentions possibles pour le bien de la Religion; qu'elle nourrissoit le Roy dans ces sentimens, qui n'auroit pas moins de zele pour l'Eglise que le feu Roy son pere.

Il fut dit par addition ausdites remontrances,

Que le Clergé avoit encore à représenter tres-humblement à sa Majesté deux outrages tres-sensibles que l'Eglise avoit nouvellement receu par deux Arrests, l'un du grand Conseil donné contre Monseigneur l'Evêque de Mirepoix, l'autre du Parlement de Rouen qui trouble la tenuë du Concile Provincial que Monseigneur l'Archevêque de Rouen a convoqué, suivant les Decrets des

Conciles & les Ordonnances de sa Majesté.

Que Madame la Marquise de Mirepoix afflige Monseigneur l'Evêque de Mirepoix depuis plusieurs années, pour la pretention de certains droits honorifiques qu'elle affecte dans son Eglise. Elle pretend la premiere place dans les chaires du Chœur après celle de l'Evêque, voulant ainsi diviser l'Evêque de ses Officiers & le chef de ses membres; elle veut qu'on luy donne de l'eau benite à la main, & veut mettre une distinction pleine d'orgueil entre elle & le reste des Laïques; elle s'attribue l'honneur de l'encens avant tous les Prêtres, bien qu'il soit un honneur Religieux.

Que le Clergé supplie tres-humblement sa Majesté de vouloir casser par une autorité superieure un Arrest si injurieux à l'Eglise, & delivrer un Evêque du joug d'une servitude si insupportable.

Que l'Arrest du Parlement de Rouen viole les libertez de l'Eglise, & blesse les Loix du Royaume. Les Conciles generaux ordonnent aux Evêques sous peine d'excommunication de tenir les Conciles Provinciaux. Le Concile de Latran prive de toutes fonctions les Evêques qui refuseront d'assister à ces Conciles; & le second Concile de Tours ne reçoit pas même pour excuse la défense expresse du Roy; & cet Arrest qui tend à la destruction de la police Ecclesiastique, fait défense

aux Evêques sous peine de la saisie de leur bien temporel de satisfaire à une obligation essentielle de leur Charge.

Que les Ordonnances de sa Majesté vérifiées dans les Parlements exhortent les Archevêques de tenir les Conciles Provinciaux de trois ans en trois ans, conformément au Concile de Trente pour le jugement de la doctrine, pour la correction des mœurs, & pour la manutention de la Discipline Ecclesiastique; & cet Arrest met obstacle aux saintes intentions de sa Majesté pour l'avancement de la Religion, d'où dépend la félicité de l'Etat.

Que puisque les Congregations régulières du Royaume tiennent sans aucune contradiction leurs Chapitres Provinciaux, que les Chevaliers de Malte s'assemblent dans leurs Prieurez en certains temps, que ceux de la Religion prétendue réformée font publiquement leurs Synodes, il ne seroit pas juste que les Evêques qui sont les Ministres de JESUS-CHRIST & les dispensateurs des ses Mysteres ne puissent jouir de cette liberté qu'ils imitent dans la conduite des Apôtres.

L' HARANGUE FAITE au Roy Louis XIV. à Paris le 23. Février 1651. par Monseigneur l'Archevêque d'Ambrun au nom du Clergé de France assemblé audit lieu, pour remercier sa Majesté de la liberté de Monseigneur le Prince de Conty, & sur le sujet

de quelques autres affaires Ecclesiastiques.

Cette Harangue contient deux chefs principaux.

Par le premier le Clergé donne à sa Majesté des marques de sa joye, en luy rendant ses justes actions de grâces du bienfait éclatant de la liberté de Messieurs les Princes de son sang; & dit,

Que si cet accident fatal à fait paroître la puissance & la justice de sa Majesté qui a pû mettre en prison un Prince la terreur de ses Ennemis, il a aussi en même temps justifié son innocence jusques au point que l'éclat de sa vertu, qui pouvoit donner ombrage par son excez, ne peut dorénavant être offusqué par les fausses couleurs de l'envie, après cette dernière épreuve de sa fidélité par sa captivité, &c.

Par le second chef le Clergé ayant appris que sa Majesté s'étant résoluë d'envoyer une Declaration au Parlement pour exclure de ses Conseils ses Sujets qui ont serment à d'autres Princes qu'à elle, elle avoit soin d'y faire inserer distinctement une exception particulière des Archevêques, Evêques, & autres Ecclesiastiques de son Royaume qui prêtent un serment spirituel au Pape.

L'Assemblée dudit Clergé ayant appris en même temps avec un étonnement extrême, que cette modification avoit reçu difficulté dans les Chambres assemblées de Messieurs du Parlement, qui

pressoient sa Majesté pour en obtenir une Declaration, conçûe en des termes ambigus à l'égard des Evêques, & avec une exclusion expresse contre les Cardinaux François, Sujets de sa Majesté.

Et c'est ce qui l'oblige de dire que cette Loy du temps semble renverser les Loix fondamentales de l'Etat.

Que les Capitulaires des Rois sont pleins des noms des Evêques qui ont signé les premiers dans toutes les deliberations importantes de l'Etat.

Que les Charges principales de la Justice ont esté administrées par les Prelats.

Que les grandes negociations hors du Royaume ont esté traitées dans leurs Ambassades, & qu'enfin si le Chancelier peut être appelé l'œil de la justice du Prince, l'interprete de ses volontez, l'ame de ses Conseils, & le premier Magistrat du Royaume; l'on compte plus de trente Cardinaux, Archevêques, Evêques, & autres Ecclesiastiques qui ont exercé cet Office supreme de la Justice.

Que le Royaume de sa Majesté étant composé des trois Ordres seulement dans sa fondation, du Clergé, de la Noblesse, & du tiers Etat, s'il arrive que les Ecclesiastiques soient declarez incapables de servir sa Majesté dans ses Conseils, elle sera privée du secours legitime qu'elle peut tirer de la partie la plus éclairée des

sciences divines & humaines de ses Sujets.

Que les graces de sa Majesté dans la distribution des dignitez Ecclesiastiques seroient converties en injures, si par la promotion aux Prelatures éminentes les pourvus étoient décheus d'un honneur qu'une mediocre fortune leur pouvoit donner par le prix d'une Charge venale.

Que l'on oppose un serment particulier que les Cardinaux & les Prelats jurent à sa sainteté, mais qu'il y a grande difference entre un serment de fidelité & un serment d'une obeissance religieuse; entre un serment d'un Sujet à son Prince & un serment d'un fils à son Pere spirituel, entre un serment qui est un devoir attaché à notre naissance ou à nos possessions, & un serment qui nous lie par une communion spirituelle avec le Pape comme les membres avec leur chef.

Que le premier regarde généralement tous les Sujets de sa Majesté à quelque dignité qu'ils puissent être élevez, parce que toute ame, suivant la doctrine de l'Apôtre, est assujettie aux puissances souveraines.

Que le second qui est approuvé par les Concordats faits par sa Sainteté, maintient l'unité Ecclesiastique, & separe les Evêques Catholiques d'avec les Schismatiques.

Et que l'obscurité affectée de cette clause, qui présente serment à

autres Princes que le Roy, ne peut rendre qu'à exciter un Schisme, si le Clergé blesse la Communion qu'il doit entretenir avec le saint Siege: ou à étouffer dans les Con-seils de sa Majesté les lumieres ce-lestes de l'Ordre le plus étroite-ment uny à Dieu, du Royaume, s'il y perd ses entrées.

LII. REMONTRANCE DU Clergé de France assemblé à Paris, faite au Roy Louis XIV. le 21. Mars 1651. par Monseig.^r l'Archevêque d'Ambrun, assisté des Archevêques, Evêques, & autres Députez en lad. Assemblée; sur la Declaration de-mandée par le Parlement de Paris, pour l'exclusion des Cardinaux du Ministeriat.

Cette Remontrance est une suite du second chef de la precedente; par laquelle il est dit,

Que les Evêques & les autres Ecclesiastiques du Royaume ne peuvent être privez des Conseils de sa Majesté, sans une diminution notable de son autorité.

Que les Cardinaux étans distri-buez (selon l'ancienne institution) en trois Ordres, sçavoir des Evê-ques, des Prêtres, & des Diacres, qui composent les degrez de la Hierarchie, il s'en suit par une consequence manifeste, que la preuve generale du droit des Ec-clesiastiques, fait la conviction de celui des Cardinaux.

Que le Concile de Basle, d'où l'on a tiré la Pragmatique Sanction, ordonne que les Cardinaux se-ront choisis de tous les Royaumes

Catholiques, afin que par une connoissance plus distincte des af-faires des Provinces, ils soient plus capables du regime de l'Eglise universelle.

Que les Cardinaux seroient peu utiles aux avantages des Royau-mes, si leur condition les releguoit necessairement à Rome.

Que plusieurs ont esté deposti-taires des Seaux de S. M. & que sous les Rois ses Predecesseurs, presque tous ont eu la principale direction de leurs affaires.

Que les Cardinaux Brissonet, d'Amboise, du Prat, de Lorraine, de Tournon, & de Bourbon, ont esté des fideles Ministres d'Etat, des for-tes Citadelles du Royaume, & des sages Pilotes qui ont conservé dans la tempête le vaisseau de la Mo-narchie.

Que l'exemple de la Republique de Venise, qui exclut les Cardi-naux de l'administration de ses af-faires, ne doit faire aucune impres-sion sur l'esprit de S. M. les Maxi-mes de la Republique étant aussi contraires à celles du gouverne-ment Monarchique, que la multi-tude est opposée à l'unité.

Que dans le temps que l'on ban-nit les Cardinaux des Conseils de S. M. on veut bien qu'ils soient les protecteurs de ses affaires à Ro-me, qu'ils ayent la communica-tion des Instructions de ses Ambas-sadeurs; qu'ils paroissent ses Mi-nistres sur ce grand Theatre d'Ita-lie où aboutissent tous les interets des Princes de l'Europe.

Que si la fidelité des Cardinaux est suspecte à S. M. par les liaisons purement spirituelles qu'ils ont avec le Pape, comme le Chef visible de l'Eglise, ils pourroient bien plus dangereusement trahir les interets de sa Couronne en cette place, qu'en celle qu'ils tiennent dans les Conseils de sa Majesté, où ils ont plusieurs témoins de leur conduite; car pour le premier ministre la dignité ne le donne ny ne l'ôte, étant un effet de la confiance du Prince.

Et le Clergé conclut en suppliant tres humblement S. M. de luy permettre de donner en sa presence à M. le Garde des Sceaux, au nom dudit Clergé du Royaume, un acte de protestation authentique à la posterité, contre la puissance qui travaille à la destruction de ses Droits.

LIII. REMONTRANCE DU Clergé de France assemblé à Paris, faite au Roy Louys XIV. la Reine sa Mere presente, le 11. Avril 1651. par Monseigneur l'Evêque de Comenge, assisté des Archevêques, Evêques, & autres Députez en ladite Assemblée.

Le Clergé par cette Remontrance renouvelle ses plaintes sur son temporel presque épuisé, & sur ce que les peuples & les Prêtres sont en pareille condition touchant les foules des gens-de-guerre, les Tailles, les Gabelles, les Aydes, & toute sorte de subventions, contributions, & charges publi-

Il se plaint encore de l'herésie que la malignité du siècle passé a obligé les Rois de tolerer, & que S. M. est maintenant contrainte de souffrir pour obeir à la tyrannie de la Coutume.

Et que les Heretiques ne se contentent pas de surprendre la Religion du Conseil de Sa Majesté, en s'introduisant dans les Charges publiques, & les Magistratures du Royaume, pour faire gemir les Fidelles, & dépouiller les Ecclesiastiques de leurs droits; mais ils établissent de nouvelles Academies contre le respect qu'ils doivent aux Edits de S. M. pour répandre plus avant le venin de leurs fausses doctrines, & ériger à l'impicté de nouveaux Temples.

Qu'ils prétendent avoir la puissance de nommer aux Benefices, possédans des terres auxquelles l'Eglise a accordé autrefois le droit de Patronat.

Et par la suite de ladite Remontrance, le Clergé s'explique fort au long sur l'usurpation que l'on fait de sa Jurisdiction; & sur les mauvais traitemens que reçoivent quelques Evêques, par les Seigneurs des lieux, ou par les Juges de S. M. qui les rendent dépendans des Seculiers. Et conclut en suppliant tres-humblement Sa Majesté de vouloir finir tous ces desordres, & de rendre à l'Eglise de France son ancienne splendeur.

LIV. REMONTRANCE du Clergé de France assemblé à Paris, faite au Roy Louys XIV.

la Reyne sa Mere presente, le 7. Aoust 1651. par Monseigneur l'Evêque de Grasse, sur les Arrests rendus par le Parlement de Toulouse, contre plusieurs Evêques.

Le Parlement de Toulouse ayant donné plusieurs Arrests contre des Prelats qui ne sont pas justes ny soutenable, le Clergé en porte ses plaintes à S. M. par cette Remontrance, où il dit.

Que ce Parlement a decreté une prise de corps contre Monseigneur l'Archevêque de Narbonne, avec des termes qui ne sont point de difference entre un des plus grands Prelats du Royaume, soit par la dignité de son Siege, soit par les vertus Episcopales, soit par la fidelité & par la passion pour le bien de l'Etat, qui ont esté si glorieusement éprouvées en des temps difficiles, & le plus vil & le plus infame criminel du monde.

Qu'il en a autant fait contre Monseigneur l'Evêque d'Alby, que sa naissance & son zele pour le service de sa Majesté rendent si considerable, sur des accusations dont il a clairement verifié la fausseté.

Que Monseig. l'Evêque de Beziers a souffert des injures atroces prononcées contre son honneur dans la Ville de sa residence, la vie duquel est tres-innocente.

Qu'un Conseiller de ce Parlement a excité une sedition contre luy, qui auroit esté obligé de l'apaiser, si le peuple l'avoit formée en sa presence.

Que ce même Parlement par ses Arrests donne la puissance de prescher & de confesser sur le refus de l'Evêque Diocésain.

Qu'il accuse la plupart des Evêques du Languedoc dans le Vû de l'Arrest du 22. May 1651. d'être cause depuis plusieurs années de la desolation de la Province par la corruption des suffrages des Députés aux Etats, par l'abus de leur pouvoir sur des ames basses, & par leur avarice.

Que l'on fait faire à sa Majesté des plaintes injurieuses, de ce qu'on l'a secouru dans ses pressantes necessitez, accusant la plus grand part des Prelats d'être les auteurs des dons immenses que l'on luy a faits.

Que Monseig. l'Evêque d'Alby a esté condamné par cet Arrest à restituer des sommes notables qui ont esté levées par les Ordres de sa Majesté pour la suppression du Presidial établi dans la Ville de sa residence, & qui sont entrées dans son Espargne.

Que deux Conseillers envoyèrent chercher les Consuls d'Alby, pour leur dire de la part de la Cour, qu'ils choquassent hardiment en toutes choses ledit Seigneur Evêque, qu'ils ne fussent jamais d'accord avec luy, & qu'ils auroient tous les Arrests qui leur seroient necessaires.

Que Monseigneur l'Evêque de Cahors si venerable à toute la France par sa vertu éminente, par l'austerité de sa vie penitente, &

par son zele pour le retablissement de la discipline Ecclesiastique , a esté outragé par ledit Parlement, lequel par ses Arrests a mis sous sa protection vingt-cinq Curez de son Diocese revoltés contre leur devoir & contre luy, avec défenses audit Seigneur Evêque de prendre aucune connoissance de leurs affaires.

Que cette rebellion si solennellement autorisée a esté tres pernicieuse pour beaucoup d'autres Ecclesiastiques, qui ont commencé à secouer le joug par l'esperance de l'impunité.

Qu'un Prieur de ce Diocese accompagné des Curez dont il est Syndic, & de plusieurs hommes armés, a forcé la maison de son Evêque, est entré dans la salle où il y avoit huit cens Prêtres, & presque à la vûe de M. de Cahors, qui étoit dans une chambre prochaine, monta sur son Trône, publia des Ordonnances, érablit des Officiers; & pour mettre le comble à cette entreprise inouïe, battit le Secrétaire de son Prelat, son Aumonier, & son Promoteur; qui avoient esté envoyés separément pour les faire retirer.

Qu'après ces exces, le Parlement de Toulouse a decreté adjournement personnel contre ceux qui ont esté outragés, donnant un autre Evêque & un autre Official à des Prêtres seditionnaires, qui ont commis un attentat si horrible; confirmant une assemblée si illégitime & les Officiers qu'ils avoient faits,

liant les mains à leur Prelat, arrêtant le cours de ses visites, renversant ses Ordonnances les plus saintes, & empêchant l'exercice de la justice Ecclesiastique.

Le Clergé supplie tres humblement sa Majesté de punir la plus grande insolence qui ait esté commise depuis plusieurs siècles, & d'empêcher que ce dangereux exemple ne passe dans les autres Diocèses; & que le respect dû aux Evêques venant à se perdre, l'Eglise qui est fondée sur eux, ne soit aussi bien - tost malheureusement détruite.

Et qu'il a lieu d'être content de l'Arrest du Conseil de sa Majesté, qui appelle celui du Parlement de Toulouse un Attentat, & par lequel il est ordonné qu'il sera tiré des Registres, avec défenses d'user de semblable procédure à l'avenir, à peine de desobéissance; & pour ceux qui mettront à execution de semblables Decrets, de punition exemplaire.

Que par cet Arrest sa Majesté a relevé son Sceptre foulé aux pieds, raffermi son Trône ébranlé, & fait Justice à son autorité méprisée.

Et que la satisfaction que S. M. donnera à l'Eglise dans la suite de ce rencontre, sera une action de justice pour reparer l'injure passée, & une protection pour l'avenir; une sauvegarde inviolable pour les Ministres de Dieu; un engagement nouveau pour eux à se bien acquitter de leur ministère :
*une

une obligation particuliere de lever incessamment leurs mains vers le Ciel , pour attirer sur sa teste precieuse ses plus favorables benedictions ; une loy du respect qui leur est dû par tous les Fideles ; un affermisement de son autorité ; une leçon d'obeissance pour tous les Juges ; & un remede plutôt qu'une punition pour ceux que le Clergé voudroit n'avoir jamais esté contraint d'accuser comme coupables.

LV. REMONTRANCE DU

Clergé de France faite au Roy en la Ville de Reims le huitième Juin 1654. contre les entreprises de ceux de la Religion pretendue Reformée, par Monseigneur l'Evêque de Montauban, assisté des Archevêques & Evêques invitez par S. M. à la ceremonie de son Sacre.

Ceux de la Religion pretendue Reformée, ayant surpris une Declaration de S. M. à leur avantage, laquelle détruisoit une partie des Ordonnances du feu Roy Louys XIII. par des termes équivoques qu'ils interpretoient en leur faveur.

Le Clergé par cette Remontrance se plaint des nouveautez qu'ils ont voulu introduire ensuite dicelle, & dit.

Que cette Declaration qui n'étoit accordée que pour confirmer la possession des choses en l'état qu'elles étoient, lesdits Religioneux par certains mots ambigus, & certaines clauses obscures interpretées à leur fantaisie, renver-

sent tous les Ordres du Roy, ruinent le fruit de ses Victoires, privent l'Eglise de tous les avantages qu'elle avoit reçu de sa protection, & reduisent les Catholiques à une espece de servitude dans les lieux où ils sont en moindre nombre.

Qu'ils ont neantmoins caché cette Declaration avec tant de soin, qu'ils ne l'ont osé presenter à aucune des Cours de Parlement, ny même à la Chambre de l'Edit pour la faire enregistrer.

Qu'ils n'ont pas laissé d'agir comme si elle avoit esté enregistrée, rebâtissant un grand nombre de Temples par tout le Royaume, pretendans obtenir des Magistratures & des Consulats dans les Villes, & ayans repris les Colleges, aboly le partage des Conseils, & renversans tous les ordres & les établissemens du feu Roy.

Qu'ils ne s'en sont pas tenus-là, mais qu'ils en sont venus aux armemens, ils ont mis des troupes ensemble, les ont fait subsister par des ordres publics, les ont nourries de pain de munition, & ont fait une espece d'armée qui s'est combatue & dissipée elle-même, par la seule crainte des forces & de la resistance des particuliers, contre lesquels on disoit que l'on faisoit toutes ces entreprises pour se garantir des peines d'un crime public.

Qu'ils ont pris des resolutions publiques pour empêcher à force ouverte, que tous les Consuls, &

tous les Officiers de l'Hôtel de Ville de Montpellier ne fussent Catholiques, suivant les Ordonnances du feu Roy.

Que dans la Ville de Castres ils ont resolu de demander à S. M. de rendre fixe & perpetuelle une Chambre que l'Edit qui l'a creée considere comme un membre qui doit être, ou réüny au Parlement de Toulouse, ou tout à fait supprimé; laquelle réunion avoit déjà esté ordonnée par l'Ordonnance de 1629.

Que contre la disposition de l'Edit de Nantes, par lequel sa Majesté choisit tous les ans dans le Parlement de Toulouse, des Commissaires Catholiques, qui avec ceux de la pretendue Religion, composent une Chambre qui rend la Justice aux Sujets de sa Majesté de Languedoc; ils veulent que S. M. crée & institue des Officiers fixes & perpetuels, qui fassent un corps independant & separé du Parlement de Toulouse, & donne un établissement qui n'a esté fait que pour durer autant que la chaleur qui restoit entre les deux partis apres les guerres civiles.

Qu'ils ont engagé dans leurs interests les principales Villes du Languedoc, les ayant excitées par leurs pratiques à se joindre à leur intention, & à nommer des Deputés qu'ils ont tirez d'un gros d'hommes unis sans aucun pouvoir legitime.

Qu'ils ont esté assez hardis de

solliciter une Audiance de S. M. pour se presenter comme Deputez d'une assemblée legitime; pendant que le plus grand nombre de ceux de leur Religion, qui ont le plus de connoissance des anciennes Loix du Royaume, desavouent leur poursuite.

Que le Clergé espere que S. M. dissipera par un ferme & raisonnable refus les importunes sollicitations de ceux qui luy osent demander le changement des Ordres du Roy son pere.

Et que pour empêcher ces maux, sa Majesté est tres-humblement supplié d'ordonner que les Affaires generales & particulieres qui regardent ceux de la Religion pretendue Reformée, soient rétablies en même état où elles étoient à la mort du feu Roy son Pere, & de donner une Declaration qui ordonne ce rétablissement, & qui commette dans les Provinces des personnes intelligentes & fides, afin qu'en travaillant à l'execution d'un Ordre si necessaire, la Religion & l'Etat reprennent leurs anciennes forces, & reviennent à leur premiere splendeur.

LVI. REMONSTRANCE
du Clergé de France assemblé à Paris, faite au Roy Louis XIV. la Ruyne sa Mere presente, le 2, Avril 1656. par Monseigneur l'Archevêque de Sens, assisté du Cardinal Mazarini, des Archevêques, Evêques, & autres Deputés en ladite Assemblée.

Cette Remonstrance contient les

mêmes plaintes que la precedente contre ceux de la Religion pretendue reformée sur la Declaration qu'ils ont surpris le 21. May 1652. laquelle non seulement les rétablit dans l'entiere jouissance de l'Edit de Nantes, mais qui fait revivre tous les autres Edits, toutes les Declarations, les Arrests, Articles & Brevets expediez en leur faveur, & renverse du même coup toutes les Lettres & les Arrests, tant du Conseil que des Cours souveraines qui avoient esté plus favorables à l'Eglise: Il est de plus dit,

Que cette Declaration ayant rompu toutes les barrieres que le feu Roy avoit mises pour arrêter les entreprises des Huguenots, ils ont crû ne devoir plus suivre aucune regle que celle de leur caprice.

Qu'ils ont méprisé les Edits de pacification, les articles de capitulation dont ils étoient convenus après de longs Sieges des Villes, & nonobstant que dans la prise de la Ville de *Pamiers* le feu Roy fit défense aux Huguenots de l'habiter, ils n'y ont eu aucun égard, & on leur a permis depuis peu d'y avoir un Temple, & d'y demeurer avec toute sorte de liberté & d'exercice de leur Religion pretendue.

Qu'ils ont rétably le Temple de Privas en Languedoc, & nonobstant les défenses de l'Edit de Nantes de faire le Prêche en des Villages dépendans des Seigneurs

Ecclesiastiques, ils ont osé bâtir des Temples dans *Merindol*, dans *Monosque* & dans *Linx*, qui sont des terres Ecclesiastiques.

Que saint Ambroise aimoit mieux se voir exposé à toutes sortes d'extremitez que d'abandonner un seul Temple à l'Herésie Arrienne, quoyque soutenuë par la Mere de l'Empereur engagé dans la même secte.

Que lorsque les Empereurs Catholiques ont esté contraints par la terreur des armes d'accorder des Temples aux Heretiques, les saints Evêques s'y sont toujours opposés.

Que les Ministres de la pretendue Religion vont faire le Prêche en des lieux & Villages où l'exercice de ladite Religion ne leur est pas permis.

Qu'ils se veulent servir du nom de la Majesté pour retirer par son autorité une Eglise des mains des Catholiques à *Realmon*, sous pretexte qu'elle servoit il y a trente-cinq ans à l'exercice du culte profane de leurs erreurs.

Que sous pretexte de cette Declaration ces esprits factieux s'efforcent de faire un corps dans le Royaume separé du reste des Sujets de sa Majesté, & pour se remettre insensiblement en possession des assemblées politiques qui leur ont esté défendues par le 11. article de l'Edit de 1626. ils ont eu la hardiesse de presenter des cahiers à sa Majesté, & avec tant d'importunité qu'ils ont obtenu quantité de choses qui ruinent tous

les anciens Reglemens du feu Roy Louis XIII.

Qu'ils ont fait prendre depuis quelque temps à une personne de la Cour la qualité de leur Deputé general, dont la fonction a esté supprimée il y a plus de trente ans, & n'en ont jamais jouy dans la plus grande licence de leurs armes.

Que cet Officier qui n'étoit autrefois que pour avoir soin de leurs interets auprès de sa Majesté comme personne privée, est devenu une personne publique, & on donne des Arrests sur ses Requestes jusques dans le Conseil de sa Majesté.

Que les collectes & les levées de deniers qui se font par ces personnes sous pretexte du soulagement des pauvres, sont également prejudiciables à l'Eglise & à l'Etat, & la seule Ville de la Rochelle a levé douze mille livres pour les Vallées de Piedmont, & qu'en general ils y ont envoyé plus de cinq cens mil livres.

Que contre la défense portée par l'Edit de pacification de 1616. ils ont fortifié *Clairac*, *Bergerac*, *Realmont*, & *Montauban*, & pretendent se fortifier dans les Villes par les hommes aussi bien que par les ramparts, faisant my-partir les Consulars dans les Villes où ils ont toujours esté Catholiques jusques à present.

Que l'Arrest d'evocation generale du Parlement de Toulouse à celui de Grenoble, que leur

pretendu Deputé a obtenu depuis peu en faveur des Huguenots de la haute Guyenne & de tout le Languedoc, détruit toutes les formes ordinaires & efface en leur faveur jusqu'aux dernieres marques de la Justice.

Que ceux de la Ville de Partenay par une affectation irreligieuse firent un Convoy funebre dans l'instant même de la Procession qui se faisoit pour honorer le tres-saint Sacrement, troublant cette Ceremonie par une rencontre malinement concertée.

Que le Sieur Truc Juge ou Viguier de la Ville de Florenzac en Languedoc ayant assemblé la nuit au clair de Lune plusieurs Huguenots, allerent par les ruës deguisez en Prêtres chantans à plusieurs reprises les paroles latines de l'Ecriture que les Prêtres repetent souvent dans la consecration, & ensuite s'étant assemblez sous une Halle contrefirent toutes les Ceremonies que l'Eglise pratique dans le saint Sacrifice de la Messe, leverent du pain & du vin; & pour accomplir cette illusion diabolique, ils donnerent la Communion aux assistans complices de leur fiction impie.

Que leur pretendu Deputé en execution de l'Arrest d'evocation generale dont se plaint le Clergé, a obtenu un Arrest du Conseil pour faire renvoyer ce Truc prisonnier au Parlement de Grenoble, ne voulant pas que celui de Toulouse le juge, parce que l'in-

regité incorruptible de cette Cour leur est suspecte.

Qu'enfin le Clergé ne demande que la simple execution des Loix & des Ordonnances du Royaume, & que ce petit Juge Religieux qui a commis un si grand scandale, soit traité comme un Officier Catholique qui se seroit rendu criminel; que par un nouvel Arrest il demeure dans les prisons de Toulouse pour y être jugé par ses Juges naturels, &c.

LVII. REMONTRANCE du Clergé de France assemblé à Paris, faite au Roy Louis XIV. le 23. Novembre 1656. par Monsieur l'Evêque de Montpellier, assisté des Archevêques, Evêques, & autres Deputez en ladite Assemblée.

L'Eglise de France après avoir fait cy-devant plusieurs plaintes contre les Heretiques, en forme presentement contre ses propres enfans, lesquels par une guerre d'autant plus dangereuse qu'elle est plus couverte, sapent les fondemens des Temples du vray Dieu, les dépouillent de leurs ornemens, & les privent du culte ordinaire en dissipant & en usurpant les biens destinez à leurs Ministres & consacrez à leurs Autels.

Elle se plaint de ce que la liberté est blessée par l'établissement des pensions, & voyant la profusion honteuse que la plupart des Pensionnaires font de ses revenus en des usages profanes, elle en est touchée de douleur, d'autant plus

que les Ecclesiastiques ne peuvent faire leurs fonctions n'ayant pas dequoy entretenir leur vie, d'où s'ensuivent des malheurs déplorables, & une desolation qui deshonore l'Eglise. Elle dit de plus.

Que pour jouir des revenus Ecclesiastiques il faut être Clerc pour le moins, & que ces nouveaux Pensionnaires pour leur Tonfure Ecclesiastique portent une Perruque poudrée & bouclée avec artifice, ou une longue chevelure sur les épaules, ils ont pour bonnet un Casque, pour Soutane & pour surplis, une Cuirasse ou Corte d'Armes, pour Breviaire des Cartes & des Dez, ou des Armes souvent trempées dans le sang Chrétien, &c.

Que les femmes étant incapables par leur sexe d'être enrôlées dans l'ordre du Clergé, & de parvenir à la dignité Sacerdotale, elles ne peuvent pas participer aux biens qui luy sont destinez.

Que les revenus de l'Eglise appartenans aux Clercs, parce qu'ils servent chacun selon l'obligation de son Ordre, à l'instruction des Fidelles, à l'administration des Sacremens, & au service des Autels, elles n'y peuvent rien pretendre, se devant taire dans l'Eglise, ne pouvant s'approcher du Sanctuaire, toucher les choses Saintes, ny dispenser les Sacremens, ces biens n'étant donnez qu'en veüe & en reconnaissance de ces fonctions Ecclesiastiques.

Que les Abbayes & Monasteres
Y y ij

de filles ont un revenu suffisant pour leur subsistance, & que si la nécessité de quelqu'un, (ce qui est rare dans la France) avoit besoin du secours de quelques Pensions, elles devroient être prises sur le superflu des autres Abbayes de femmes qui sont richement fondées, plutôt qu'exigées sur les Benefices dont les revenus ont été affectés aux hommes seuls par les Loix de l'Eglise.

Que le Clergé a pris avec douleur que par un Brevet de sa Majesté accordé à Madame de Fontevault, l'ordre établi par l'Eglise pour la distinction des revenus a été troublé, mais qu'il ne croit pas que sa dignité quelque illustre qu'elle soit la puisse rendre capable d'avoir des Pensions sur les Benefices que l'Eglise défend de donner à d'autres personnes qu'aux hommes & aux Cleres.

Que cet exemple qui n'en a point de pareil en toutes ses circonstances peut produire une étrange confusion & des conséquences tres-dangereuses.

Que sa Majesté est tres-humblement suppliée de revoke ce Brevet, & de fermer la bouche à ceux qui en voudront demander de semblables, & de ne pas continuer sa priere au Pape pour obtenir cette grace, sa Sainteté en ayant déjà considéré l'importance & la jugeant contraire au droit commun, & aux bonnes mœurs, & en ayant surcis l'exécution sur les instances que l'Assemblée du

Clergé luy en a faites.

Que le Sieur de la Bastide pourvu Canoniquement depuis dix années du Prieuré d'Azerac dans le Diocèse de saint Flour, n'en a pu jouir par les empêchemens que le Sieur de Canillac de Dienne luy a donné au prejudice de quinze ou seize Arrêts du Grand & du Privé Conseil, & nonobstant les Lettres de sa Majesté écrites en sa faveur à l'Evêque Diocésain, au Gouverneur, au Lieutenant general & aux Intendants de la Province, &c.

Et conclut suppliant tres-humblement sa Majesté de renouveler la rigueur des anciennes Ordonnances contre les usurpateurs des biens de l'Eglise, d'ordonner aux Parlemens, aux Gouverneurs des Provinces, & à tous les Juges des lieux de tenir la main à leur execution, de mettre sous la protection & sauve-garde le Sieur de la Bastide, ses Fermiers, Procureurs, Agents, ses biens, & ses revenus; mander au Sieur de Dienne de se rendre sans delay auprès de sa Majesté pour luy rendre compte de ses actions, & pour reparer les torts faits à ce Beneficier, & l'injure qu'il a faite à l'Eglise, & cependant d'envoyer dans la principale maison dudit Sieur de Dienne un Exempt des Gardes de sa Majesté, avec une forte Garnison qui tiendra la main à l'exécution des Arrêts obtenus par ledit Sieur de la Bastide, & le fera jouir de ses revenus.

LVIII. REMONTRANCE
du Clergé de France assemblée à Paris, faite au Roy Louys XIV. la Reine sa Mere présente, le 5. May 1657. par Monseig. l'Archevêque de Bordeaux, assisté du Cardinal Mazarini, & des Archevêques, Evêques, & autres Députés en ladite Assemblée.

Le Clergé par cette Remontrance remercie sa Majesté de trois choses : la premiere, d'avoir révoqué la Declaration de 1652. que ceux de la Religion prétendue Reformée avoient obtenuë par surprise, & qui causoit tant de desordres : la seconde, d'avoir imposé silence aux Jansenistes : la troisieme, de luy avoir accordé ses Lettres de Declaration pour les Privilèges & Exemptions des biens Ecclesiastiques.

Il se plaint ensuite des desordres que commettent tous les jours les gens de guerre, par tant de violences, d'injustices, de meurtres, de profanations des choses saintes, de sacrileges & abominations commises dans les Diocèses d'Auch, de Cahors, de Reims, de Châlons, Noyon, Boulogne, Laon, & Amiens, qui sont justifiées par des Actes juridiques & authentiques des Officiers de Justice des lieux.

Ils ont tué des Ecclesiastiques, desolé des Eglises par le fer & par le feu, renversé les Autels, abbatu les Images de nôtre Seigneur & des Saints, brisé les Croix, pillé les Ornaments & les Vases sacrez,

mis leurs mains sacrileges sur les Reliques & les Ossemens des SS. souillé les Eglises par le sang des Prêtres, forcé les Convents de Filles, & commis des viollemens & des adulteres dans les Eglises.

Les Regimens entiers d'Heretiques sont entrez dans les Eglises, y ont profané les Chaires par des Prediches scandaleux, ont fait boire leurs chevaux dans les fonds Baptismaux, & employé les huiles sacrées à des usages si profanes, que la honte empêche de les exprimer.

Ils ont enfoncé le Tabernacle, en ont tiré les Ciboires, & jeté les Hosties par terre, & les ont foullées aux pieds ; & qu'enfin l'on peut dire que le malheur predict & déploré par l'Ecriture est arrivé, que l'abomination a esté mise dans le lieu Saint.

Et qu'enfin ces impietez & sacrileges ayant esté suivis de la cessation du Service divin, & de l'abandonnement funeste d'une infinité d'ames, qui étoient destinées pour le Ciel, S. M. est tres-humblement suppliée vouloir faire reparer ces grands desordres, & de vouloir donner ses Ordres pour empêcher qu'ils n'arrivent plus à l'avenir ; & en renouvelant la dernière Declaration contre les excez de ces gens de guerre, d'y ajoûter quelques clauses plus expresses, & de la faire severement observer, &c.

Et pour le surplus, le Clergé répondant à la demande que les

Commissaires de sa Majesté luy font de quelque subvention pour la necessité de ses affaires & de son Etat, il dit que par divers Contrats, & spécialement par celuy de cette Assemblée il est porté expressément, & en termes formels, *Que durant le temps qu'il payeroit les Decimes, il ne donneroit aucune autre subvention à sa Majesté.*

Que le Clergé est dans une impuissance extrême par la ruine presque entiere de son Temporel, causée par les excessives sommes qu'il a accordées diverses fois aux Rois Predecesseurs de sa Majesté dans les grands besoins de son Etat, par la misere publique, & par les gens de-guerre qui ont dépoüillé presque tous les Dioceses.

Que neantmoins, nonobstant toutes les difficultez qui s'opposent au zele & à l'inclination que le Clergé a toujours fait paroître pour les interests de S. M. & pour la gloire de cét Etat, l'Assemblée voulant luy donner quelque preuve de son même zele, fait son dernier effort, pour luy accorder une somme notable, & plus grande que celles que toutes les autres Assemblées luy ont gratuitement fournies, si on a égard à la pauvreté des Ecclesiastiques, & à l'impuissance dans laquelle le Clergé est à present.

LIX. HARANGUE FAITE
au Roy Louys XIV. au Château
de Vincennes, le 7. Juillet 1660.
sur le sujet de la Paix & du Ma-
riage; par Monseigneur l'Arche-

vêque de Rouën au nom du Clergé
de France assemblé à Pontoise.

Messeig du Clergé firent choix de Monseigneur l'Archevêque de Rouën, pour porter la parole à sa Majesté au nom de tout le Clergé, assemblé par sa permission à Pontoise, & pour luy témoigner sa joye & son ressentiment dans deux evenemens aussi extraordinaires & avantageux à toute l'Europe, que le sont la Paix & le Mariage de sa Majesté; à laquelle ce Prelat parlant pour tous les autres dit,

Qu'il étoit juste qu'ils partageassent avec Elle les faveurs signalées dont le Ciel remplissoit alors toute l'Europe, sous un Regne aussi juste & aussi triomphant que celuy de S. M. puisqu'il est vray que si la Gloire qui l'environne, & le bonheur dont tous ses Sujets jouissent, sont les effets de ses soins, de ses veilles, & de ses inquietudes, on en peut attribuer une partie à leurs Vœux, à leurs Sacrifices, & à leurs Prieres.

Que l'Eglise de France s'intéressant à sa Gloire, messe les témoignages de son allegresse particuliere à celle de tant de benedictions publiques, qui accompagnent son retour, & que tout le monde luy donne pour luy avoir procuré le plus grand bien que Dieu luy ait encor accordé depuis plusieurs siecles.

Que ceux qui composent le Clergé ne doivent point être mis dans le nombre de ces ames ingrates & remplies d'injustice, qui
croyent

croient n'être obligées de payer que des dettes personnelles, & qui ne font point de conscience de retenir les publiques, qui nes'empresrent point de s'acquiter d'un bien-fait, parce qu'il est dû de tout le genre humain; ce qui est une reconnoissance scandaleuse, & pire que la malice privée qui fraude les Creanciers.

Qu'il n'y a point de gloire mieux acquise que celle d'un grand Roy qui oblige tout le monde; & que sa vertu qui est utile à plusieurs, merite d'être respectée d'un chacun.

Que celui seroit indigne de jouir des droits de la société humaine, qui negligeroit d'honorer les illustres peines & le noble travail d'un Monarque si Religieux, & qui fait aujourd'huy le repos, & la félicité de tous les hommes.

Que la félicité de sa Majesté, fait encore l'étonnement & l'admiration de toute la terre.

Que l'Eglise qui ne flatte personne, n'ôte aussi à personne les honneurs légitimement mérités.

Que les Victoires de sa Majesté ont prevenu les esperances de ses Sujets, en couronnant si-tôt ses triomphes du rameau d'olive, & arrêtant cette inondation de sang qui se verse depuis si long-temps en Italie, en Espagne, en Flandres, & en Allemagne.

Que l'ombre de la Paix générale entre les deux Royaumes a produit le rétablissement d'un grand Roy, & le miracle de la Paix dans

le Royaume d'Angleterre, & dans tout le pais du Nort.

Que Dieu reservoit sa Majesté pour acquérir par dessus les Titres de Conquerant & de Triomphateur, que le Roy son Pere luy a laissé pour un glorieux heritage; ceux d'Auteur de Concorde, & de Pere du peuple, qu'Elle a mérité par la piété de la Reine sa Mere, afin qu'unissant en sa Majesté ses beaux noms, par cette illustre Alliance, & par ce noble Mariage, qui fixe à jamais le bonheur de la France, l'on vit joindre en sa seule personne la gloire de l'invincible David, & la prospérité du pacifique Salomon.

Que c'est cette grande Princesse, cette illustre Infante d'Espagne, cette jeune & vertueuse Reine, qui par une heureuse contrainte, & par une douce violence, oblige aujourd'huy sa Majesté d'être le Pacificateur de l'Europe.

Que c'est Elle qui pour rendre le lien plus inviolable entre le Roy son Pere, & le Monarque son Epoux, a fait passer d'une main en l'autre ce qui pouvoit causer la division, & fait cesser tout autre intérêt à celui de l'affection conjugale.

Qu'il ne reste plus à considérer, sinon, que voyant S. M. montée sur un Trône anobly de mille trophées, les sources des Rebellions étant sechées, les racines des factions arrachées, la Monarchie portée au dernier point de son élévation & de sa gloire, l'Eglise qui

est l'Epouse du Fils de Dieu, luy demande aujourd'huy sa puissante protection, & c'est en cette rencontre qu'elle luy propose les exemples des Clovis, des Charlemagnes, & des saints Louys, &c.

LX. HARANGUE FAITE aux Reynes au Château de Vincennes sur le même sujet, & le même jour que la précédente, par Monseign. l'Archevêque de Rouen.

Il est dit par ce Discours adressé à la Reine Mere, que l'Eglise de France ressent plus visiblement que jamais les effets de l'incomparable Sagesse de S. M. & de ses travaux infatigables.

Qu'ayant procuré depuis peu la tranquillité à toute l'Europe, Elle a étouffé les divisions de la Chrétiennerie, relevé la dignité de cette Couronne, & rappelé l'état de la Monarchie Francoise à sa premiore & ancienne splendeur.

Que le Clergé à la joye dans le cœur, & les loüanges sur les levres pour demander au Ciel en faveur de l'auguste Personne de S. M. une infinité de benedictions, & se contente d'adorer l'éternelle Providence, qui après tant de penibles agitations & d'évenemens douteux, luy a fait enfin recueillir à la veuë du ciel & de la terre, une riche moisson d'applaudissemens & de gloire.

Que ce n'est pas assez à ce premier corps de l'Estat, de graver au plus profond de son cœur les loüanges que merite S. M. il veut encor élever des colonnes de mar-

bre & de bronze en faveur de la posterité, pour y marquer les éloges qui sont deus à sa prudence & à sa vertu, afin que les siècles à venir puissent dire d'Elle, ce qui a esté dit d'une illustre gouvernante du peuple de Dieu. Une Veuve a heureusement gouverné les peuples : une Veuve a envoyé les armées : une Veuve a esté glorieusement recompensée pour avoir jetté les yeux sur un Ministre prudent, heureux, & fidelle : une Veuve a marché en Campagne, a ordonné des Triomphes, & nous a donné la Paix.

Que sa Majesté a étouffé deux grands Monitres, l'Herésie & la Guerre, qui menaçoient la Religion, & l'état de leur dernière ruine.

Que d'un côté ses mains charitables comme celles du fameux Samaritain de l'Evangile, ont répandu l'huile & le vin sur les playes de l'Europe abbatuë & languissante, & Elle a arrêté le sang qui couloit de temps en temps des veines de ce grand Corps épuisé.

Que d'autre part sa Foy, qui est la lumiere de la Foy orthodoxe, & la gloire des Eglises, a confirmé la Foy orthodoxe, & ces celebres acclamations que la voix des Conciles a fait retentir si favorablement à l'honneur des Pulcheries & des Irenes, redouble ses échos à la gloire de son zele inviolable & au service de Dieu, & au maintien de ses veritez les plus saintes.

Que S. M. a attaché pour jamais la Paix à cet Etat, par le doux

& puissant lien d'un Mariage, qui fait maintenant sa recompense, & le bonheur de la France.

Qu'étant environnée de la Famille Royale, & de tant d'illustres Pasteurs, il semble qu'Elle est au même état, & dans les mêmes sentimens que cette grande Princesse, qui prosternée devant Dieu, dit encore aujourd'hui par la bouche d'un Prophete, Me voicy, Seigneur, O les Enfans que tu m'as donnés, comme un miracle & un prodige que tu as fait en faveur de la France, qui est l'Israël que tu favorises sur toutes les Nations de la Terre.

Que les souhaits du Clergé sont que sa Majesté & ses chers Enfans puissent jouir long-temps de la félicité qu'Elle a acquise à toute la France : qu'Elle soit réservée du Ciel comme la Mere de ce Royaume, & comme l'Ange Tutelaire de la sainte Eglise, pour s'opposer à ses malheurs, & qu'Elle puisse par ces sublimes degrez aller de plus en plus à la conquête d'une sainte & glorieuse réputation : c'est ce qu'il espere de la piété qui anime son zele.

Que S. M. doit tout attendre de cette Compagnie qui n'a pas moins d'affection & de tendresse pour son auguste Personne, que de respect & de reconnaissance.

Et s'adressant à la Reine, il est dit.

Qu'est-ce qu'on ne luy doit pas? Non seulement à cette Royale Majesté, ny à ce visage auguste, à qui les Nations par la seule conduite de la nature, & le jugement

des yeux, remettraient le Sceptre & la Couronne, mais plutôt à ces hautes Vertus hereditaires, à son auguste Sang, & qui éclatent si dignement en son illustre Personne.

Que c'est une joye universelle par toute la France, où l'on voit le plus glorieux Prince du Monde, régner encore par la piété, & par la modestie de son Epouse, tandis que la plus grande & la plus vertueuse de toutes les Reines regne de son côté par la magnificence, & par la générosité de son Epoux.

Que c'est ainsi que l'une & l'autre, sans armes & sans combat, étendent leur puissante domination, qui est d'autant plus forte, qu'elle est douce & obligeante, & qu'elles l'étendent non seulement sur la terre & sur les regions de leur Empire, mais encore sur les esprits, & sur les cœurs.

Que sa Majesté peut paroître & entrer dans l'Arche d'Alliance que l'Eglise de France luy ouvre pour y reposer des siècles entiers, après un déluge de sang causé par une aussi longue Guerre. Elle avoit besoin d'une Colombe aussi pure, qui luy apportast le rameau d'olivier & le signal de la Paix.

Parlant à toutes deux.

Que le Clergé de France considère leurs Majestez dans la Religion & dans l'Etat, comme un remède nécessaire à la violence de ses maux; qu'Elles ne desagréeient pas qu'il forme ce jugement à l'avantage de leur vertu, & à l'honneur de leur zèle, puisqu'El-

les ajouteront d'oresnavant les effets à ses esperances, la constance à son bonheur, & la sèureté à son repos.

LXI. REMONTRANCE
du Clergé de France Assemblé à Pontoise faite au Roy Louys XIV. le 7. Fevrier 1661. par Monseigneur l'Evêque de Lavaur, assisté des Archevêques, Evêques, & autres Députés en ladite Assemblée; sur les entreprises de ceux de la Religion pretenduë Reformée.

Le Clergé se plaint par cette Remontrance des nouvelles entreprises de ceux de la Religion pretenduë Reformée, où il est dit,

Qu'ils font bâtir de nouveaux Temples, & que le nombre des faux Prophetes s'y augmente tous les jours pour détruire la veritable Doctrine. Que l'honneur de l'Eglise de Jesus-Christ y est violé par les prophanations de ses Mysteres; que la vertu des Cloîtres est méprisée par les frequentes Apostasies; que les irreverences contre les Ceremonies, y sont continuelles; le progres de leur fausse doctrine s'y établit bien souvent par la voye de la force; les Loix du Christianisme y sont renversées, la confusion s'y mêle; & l'injustice regnant parmy eux, attire des evenemens qui ne sont pas moins funestes à l'Etat, & à l'Empire de sa Majesté, qu'à celui de Jesus-CHRIST, & de son Eglise.

Que pour faire cesser tous ces attentats qu'ils commettent au prejudice même des Edits de sa

Majesté & de ses Declarations, elle est tres-humblement suppliée d'en vouloir ordonner l'exécution; car comme elles reglent leur devoir & leur obligation, ils apprendront que leur Religion n'est que tolerée en France, & qu'ils sont obligez de suivre tout ce que les Edits leurs prescrivent, & d'avouer qu'ils ne vivent sous l'Empire de sa Majesté, que pour être soumis à ses Loix & à ses volontez.

LXII. REMONTRANCE
du Clergé de France Assemblé à Paris, faite au Roy Louys XIV. en 1661. par Monseigneur l'Evêque d'Auxerre, assisté des Archevêques, Evêques, & autres Députés en ladite Assemblée, en prenant congé de sa Majesté.

Il n'y a aucun chef de demande dans cette Remontrance. Elle contient l'éloge de la France, celui des premiers Rois Chrétiens qui ont esté si zelé pour l'Eglise de Dieu, & celui de sa Majesté qui donne tant de marques de sa bonté à l'Eglise de France par sa puissante protection, & par le zele qu'elle témoigne pour la Religion en toutes les occasions qui se presentent, & l'Assemblée avant que de se separer vient protester aux pieds de sa Majesté que tous ceux qui ont l'honneur de la composer solliciteront sans cesse le Ciel avec ardeur & zele pour l'heureuse & longue prosperité de sa Majesté, & pour la benediction

de son auguste & triomphante
postérité.

*LXIII. REMONSTRANCE
du Clergé de France assemblé à
Paris, faite au Roy Louys XIV.
le 6. Octobre 1665. par Monsei-
gneur l'Evêque d'Uzès, assisté des
Archevêques, Evêques, & au-
tres Deputez en ladite Assemblée.*

Après avoir remercié sa Ma-
jesté d'avoir fait executer ses Edits
contre ceux de la Religion preten-
due reformée, & par des juge-
mens contradictoires ôté aux Vil-
les de Montpellier, de Nîmes,
d'Anduze, d'Alès & à plusieurs
autres Villes de son Royaume l'ex-
ercice des Colleges qui étoient
des Seminaires d'erreur, fait ab-
batre les Temples du païs de Gex
à la veuë de Geneve, affranchy
les Catholiques des Diocèses de
Nîmes, d'Uzès, de Mende, de
Poitiers, de Luçon d'une honteu-
se servitude, & d'une infinité d'ou-
trages & de persécutions qu'ils
souffroient des Heretiques, le
Clergé demande à sa Majesté le
même secours, & les mêmes ef-
fets pour le païs de Bearn, d'y
détruire le faux culte qui les af-
flige, & démolir les Temples pro-
fanes qui le scandalise.

*Il demande de plus la réunion
& l'incorporation des Chambres
de l'Edit de Castres, de Bordeaux,
& de Grenoble à leurs Parlemens,
de même que celle de Paris con-
formement à l'article 36. de l'Edit
de Nantes, par lequel il conste
que ces établissemens ne sont que*

provisionnels, qu'ils n'ont esté faits
que pour un temps qui est expiré,
& pour des causes qui ont entiere-
ment cessé.

Plus qu'il plaise à sa Majesté
de confirmer par une Declara-
tion solennelle l'Arrest du Parle-
ment de Toulouse, qui enjoint
aux Seigneurs Catholiques de
nommer dans leurs Terres des
Juges Catholiques, & d'augmen-
ter la peine des relaps qui ne sont
punis que du simple bannissement,
pour avoir quitté les Cloîtres &
les Cellules pour se prostituer à
des passions d'ignominie & de
brutalité.

*Et enfin faire une défense solem-
nelle à tous ses Sujets Catholi-
ques de se pervertir sous des pe-
ines tres-rigoureuses, & de quitter
cette sainte Religion dans laquelle
ils sont nez, pour en prendre une
autre parce qu'elle est plus com-
mode & plus indulgente à tous
les sentimens de la nature corrom-
pue, &c.*

Et conclud disant, que depuis cet
heureux moment que sa Majesté
a resolu d'imiter la conduite de
Dieu qui agit toujours par luy-
même, & qui ne se sert du Mi-
nistere de ses Anges que pour exe-
cuter ses desseins, on la doit re-
garder comme le Heros invinci-
ble, destiné dans les Conseils E-
ternels pour détruire le monstre
redoutable de l'Herésie, & pour
luy dire avec la même autorité
que Dieu a dit à la mer quand il
a voulu luy prescrire des bornes.

Venies usque huc, & nam procedes amplius, & hic confringes tumens fluctus mos.

L X I V. REMONTRANCE
du Clergé de France assemblé à Paris, faite au Roy Louys X I V. le 12. Janvier 1666. par Monsieur l'Evêque d'Amiens, assisté des Archevêques, Evêques, & autres Deputez en ladite Assemblée, & de tous les Prelats qui se trouverent lors à Paris.

Cette Remontrance est une suite des plaintes que fait le Clergé des entreprises des Officiers de sa Majesté sur les droits de l'Eglise, où il est dit.

Que les Arrests des Grands Jours de Clermont oppriment la Jurisdiction Ecclesiastique, & reduisent les Officiers de l'Eglise à une servitude honteuse.

Que les Officiers de sa Majesté attirent par une infinité d'artifices inventez par l'esprit de chicane toutes les causes Ecclesiastiques aux Tribunaux seculiers, jugent de la doctrine de la foy, des Ceremonies les plus sacrées de la Religion de l'administration des Sacremens, de la validité ou invalidité des mariages & des vœux solennels, du vray culte de Dieu, de la celebration du divin service, de l'ordre des Processions, des sepultures des fidelles, de l'institution du nombre, & de la subsistance des Ministres, font visiter les Eglises & les saints Sacremens même par des Laïques, ordonnent des Vases sacrez, des Taberna-

cles, des Livres & des Ornaments, usurpent ou transferent aux seculiers l'administration des biens que la pieté des fidelles a destiné pour les Clercs qui servent l'Autel, pour l'entretien des miserables, & pour celui des lieux Saints.

Qu'ils entreprennent sur la Cloiture des Vierges consacrées à Dieu, font sans la participation des Supérieurs Ecclesiastiques le procez aux Oingts du Seigneur, & les traittent avec plus d'ignominie & d'indignité que les plus vils d'entre les profanes.

Que c'est dépouiller l'Eglise de toute l'autorité que le Fils de Dieu luy a donnée, que c'est s'emparer du Sanctuaire, & en jeter dehors les personnes sacrées, & que c'est enfin changer la face du Christianisme, & substituer une Religion humaine en la place de la divine.

Que c'est là le déplorable état de l'Eglise dans le Royaume, & le cruel outrage qu'elle reçoit par des personnes qui portent le titre d'Officiers de sa Majesté.

Que les appellations comme d'abus, qui sont en France de même âge que l'heresie de Calvin, apportent un grand desordre & une grande confusion; qu'elles n'eurent d'abord autre pretexte que la conservation des libertez de l'Eglise Gallicane contre quelques entreprises de la Cour de Rome, & il ne se trouve point que l'on ait appellé aux Parlemens des jugemens des Ordinaires avant l'an

1553. Et cependant cette Jurisprudence s'est portée à un tel excez qu'elle détruit absolument l'autorité de l'Eglise, elle y renverse tout l'ordre judiciaire, elle nourrit la rebellion des Ecclesiastiques qui vivent dans le déreglement, elle leur acquiert un Privilege d'impunité, elle reduit les Prelats à l'impuissance de maintenir la discipline, parce qu'elle les arrache de leurs Sieges, & au lieu que Jesus-Christ les avoit établis Juges, elle les rend des misérables Solliciteurs de procez.

Que les Ordonnances qui ont esté faites pour regler les appellations comme d'abus, plutôt que pour les approuver, traittant ce mal violent avec quelque sorte de remede, les oblige de prononcer seulement s'il y a abus ou non, à condamner à l'amende les appellans temeraires, & à renvoyer les parties devant leurs Juges; mais ils se sont élevez au dessus des Loix, ils n'y déferent qu'autant qu'il leur plaît, ils retiennent le fond dont ils ne sont pas Juges competans, & ils le decident presque toujours contre l'ordre de la Discipline Ecclesiastique.

Que l'on ne garde plus aucune mesure dans les jugemens des Ecclesiastiques prevenus de crimes, sous le specieux pretexte des cas privilegiez; sur la moindre accusation on enlève les Prêtres comme les derniers de tous les hommes, on les jette les pieds & mains liées dans des Cachots, & si l'E-

glise veut en telles rencontres se défendre & conserver quelques regles de sa Jurisdiction, on force ses Prisons, on fait violence à ses Officiers, on les condamne à de grosses amendes, on enleve tous leurs titres, & par un enchaînement d'injustes procedures, on deshonore leurs personnes, & l'on profane la Sainteté de leur caractère, & enfin par mépris des Excommunications fulminées dans les saints Decrets, & par une opposition manifeste aux Ordonnances de sa Majesté, on juge les Prêtres sans la participation de l'Eglise, on les envoie au Gibet sans les degrader, on les étrangle, on les rompt, & on les brûle avec toutes les marques du Sacerdoce de Jesus-Christ.

Qu'enfin il n'y a aucun endroit où l'Eglise n'ait esté blessée par les Arrests des Grands Jours de Clermont, ses Loix y sont violées, ses Ministres deshonorés, ses droits usurpez, sa liberté tellement opprimée qu'il ne luy en reste que pour se plaindre, & pour demander justice à sa Majesté.

Que le droit des Evêques a toujours esté de visiter les Lieux saints, les Abbayes, les Monastères, les Prieurez, les Cures & les Chapelles, d'informer de la vie & des mœurs des Ecclesiastiques, d'ordonner la celebration du divin Service, de l'administration des Sacramens, de l'accomplissement des fondations, de l'incompatibilité des Benefices, de juger des por-

tions congruës, & de la subsistance des Ministres, d'en déterminer le nombre, & d'en régler toutes les fonctions, de faire garder la clôture des Religieuses, de recevoir les comptes des Fabriques, de pourvoir à l'administration fidelle de leurs revenus, aux réparations des Lieux saints, & aux choses nécessaires pour la célébration des divins Mystères; mais la Cour des Grands Jours en a ordonné autrement, elle a déchargé les Prelats de ce soin, & la transféré aux Juges Laïques qui visiteront par sa mission jusques aux choses les plus sacrées, & qui connoîtront de l'administration même des Sacremens, si sa Majesté permet que leurs Arrests soient exécutés.

Que l'on s'est délivré de la crainte scrupuleuse de ces Anathêmes importuns, qui tenoient les anciens dans une religieuse dépendance; on a secotié le joug des Loix, mêmes de l'Etat; on n'a appréhende plus ny les foudres de l'Eglise, ny le poids de l'autorité du Sceptre.

Que les Parlemens n'ont aucun droit de ravir aux Evêques une puissance qu'ils ne tiennent que de Dieu seul.

Qu'il est de la dernière importance de les remettre dans la liberté de toutes leurs divines fonctions; & pour parvenir à une reformation parfaite, sa Majesté est très humblement suppliée de faire rétablir dans son Royaume les Con-

ciles Provinciaux, comme le grand remède à tous les maux de l'Eglise.

Que c'est dans ces saintes Assemblées que s'entretient l'unité de la Foy, que se nourrit & fortifie l'esprit de la Charité, que se reveille la grace du caractère Episcopal, qui a esté donnée par l'imposition des mains; que c'est là, qu'à la vûe de Dieu seul on examine tous dereglemens, que l'on corrige tous les défauts, que l'on termine tous les differents, & que par de saintes Ordonnances, l'on pourvoit à toutes les nécessitez du Troupeau de JESUS-CHRIST; qu'enfin c'est là, que l'on arrache la zizanie que l'ennemy a semée dans le champ de l'Eglise; & que l'on prévoit avec Dieu, tout ce qui peut contribuer au salut éternel.

Que le Clergé a lieu d'espérer que sa Majesté accordera cette liberté aux Pasteurs de l'Eglise qui y sont obligez par l'ordre de Dieu dont ils sont les Ministres; & qui ne traittent dans ces Assemblées, que de l'avancement de sa gloire, & du salut commun des Fidelles: veu même que dans l'Etat on ne défend pas aux Ministres de la Religion prétendue Reformée de s'assembler pour le Reglement de leur fausse discipline.

Qu'il espère de plus que S. M. abolira toutes les pernicieuses coutumes qui sont établies contre l'Eglise par la corruption du siècle, & qu'elle défavouera ces esprits entreprenans qui ont agi en son nom, &c.

& contre sa volonté, Etant le devoir d'un grand Roy de donner des bornes à toutes les conditions, & de leur prescrire des limites, qu'il ne leur soit point permis, de franchir, de remettre chaque partie de ce grand Corps de l'Etat dans son ordre, & en conservant à Cesar ce qui est à Cesar, de faire rendre à Dieu, ce qui appartient à Dieu.

LXV. REMONSTRANCE
du Clergé de France assemblé à Paris, faite au Roy Louis XIV. à S. Germain en Laye le 17. Avril 1666. par Monseigneur l'Evêque de Valence & de Die, assisté des Archevêques, Evêques, & autres Députés en ladite Assemblée, en prenant congé de sa Majesté.

Par cette Remonstrance le Clergé après avoir rendu grâces à S. M. de ce que la véritable Religion a par tout le Royaume son libre exercice, & en beaucoup de lieux son premier lustre; de ce que le temps est passé où l'on a souffert que cette véritable Religion gemit accablée sous un nombre infiny de violences & d'impietez impunies, que les ennemis de Dieu & des Roys ont fait contre les plus saints de ses Ministres, & les plus adorables de ses mystères, que les Heretiques ne voyent plus leurs Temples élever sur les ruines qu'ils avoient faites des Eglises, & que les Apostats ne foulent plus impunement aux pieds le seul qui doit être adoré.

Il demande l'exécution des Loix de l'Eglise, & de celles de son

Royaume, qui l'obligent de temps en temps d'assembler des Conciles Provinciaux, qui ont esté interrompus par les heresies des siècles passés, & même par celles des derniers temps qui ont causé des desordres.

Et après avoir encore demandé la conservation des Privileges de l'Eglise, comme les plus illustres monumens qu'il y ait de la pieté & de la liberalité des Saints Predecesseurs de sa Majesté.

Il conclut en la suppliant d'ordonner, que les Declarations & les Arrests qu'Elle aura la bonté de luy accorder sur ses Remonstrances, ne seront plus sans effet comme elles ont esté par le passé.

LXVI. REMONSTRANCE
du Clergé de France faite en l'année 1670. par Monseigneur l'Evêque d'Uzès, assisté des Archevêques, Evêques, & autres Députés en l'Assemblée générale du Clergé, contre les entreprises de ceux de la Religion prétendue Reformée.

Cette Remonstrance est un suite des plaintes que le Clergé a déjà faites cy-devant à sa Majesté en l'année 1665. contre l'horrible libertinage des Catholiques qui font banqueroute à leur Religion, & qui prennent l'effroyable licence de se pervertir; & c'est ce qui l'oblige de demander justice sur l'interprétation de plusieurs articles tres importants, mais particulièrement du 39. de la dernière Declaration que sa Majesté a accordée à ceux de la Religion prétendue

Reformée, de laquelle ils tirent de grands avantages contre les Catholiques.

Ils prétendent par la manière dont elle est conçue, que l'on a bien voulu établir une parfaite égalité de condition entre leur Religion qui est toute fautive & celle de Jesus-Christ qui est toute sainte & toute sacrée.

Ils soutiennent que la même Loy qui leur défend d'induire les enfans des Catholiques, & de les contraindre de changer de Religion, défend aussi aux Catholiques d'induire leurs enfans, & de leur faire faire aucune déclaration de changement de Religion avant l'âge de quatorze ans accomplis pour les mâles, & de douze ans pour les femelles.

Ce sont là les propres termes de cet article de la dernière Déclaration, qui a mis les Evêques, & les Catholiques du Royaume dans la dernière consternation, parce que sans avoir été ouïs, elle détruit tout ce qu'il y avoit de plus utile & de plus important dans celle que S. M. avoit accordée il y a cinq ans, avec tant de justice, & de solennité.

Lesdits Pasteurs ne prétendent pas user d'aucune contrainte contre leurs enfans, ne leur étans pas permis de les enlever d'entre les bras de leurs parens pour les forcer d'être Catholiques; mais ils ne peuvent sans trahir leurs consciences leur refuser du secours & des instructions, quand ils les de-

sirent, & quand ils en ont besoin, & ne peuvent sans se rendre criminels devant Dieu, ne pas acquiescer à leurs justes desirs, lors que par leurs propres mouvemens, secourus de la grace, ils se jettent entre leurs bras, & qu'ils leur découvrent l'extreme envie qu'ils ont d'être admis parmi eux.

*LXVII. REMONTRANCE
du Clergé de France, faite au Roy en l'année 1670. par M. l'Archevêque de Reims, assisté des Archevêques Evêques, & autres Doyens en l'Assemblée generale du Clergé, pour le rétablissement des Conciles Provinciaux.*

Il est dit par cette remontrance *Que* l'Eglise de France a lieu d'espérer sous un Regne aussi juste, & aussi puissant que celui de S. M. ce qu'elle a demandé au Ciel par tant de vœux, & qu'elle a toujours regardé comme le comble de sa félicité sur la terre.

Que S. M. dont les lumieres sont si penetrantes, a déjà compris que cet objet de ses vœux est le rétablissement de l'ancienne discipline, & comme rien n'est plus digne de la gloire de son Regne, que l'avancement d'un si grand ouvrage, rien aussi ne mérite mieux d'être appuié de cette puissance, qui fait craindre & réverer son Empire par tous les peuples de l'Univers.

Que S. M. a reconnu cette importante verité, puisqu'Elle a déjà soutenu par tant de celebres Arceves la sainte autorité que Dieu

a confiée aux Evêques pour le salut eternel de ses fidelles.

Que tout le Clergé du Royaume rend aujourd'huy, & rendra éternellement de tres sinceres actions de graces à Sa Majesté pour le memorable Arrest d'Agen, pour ce sage & admirable Reglement dont toutes les paroles sont autant d'oracles, & qui est si plein des loix Ecclesiastiques, & de l'ancienne discipline; par lequel Arrest S. M. a conservé à l'Episcopat son veritable exercice, c'est-à-dire la dispensation de la parole de vie, & la fidelle administration des tresors du Ciel dans le Sacrement de Penitence.

Que l'antiquité qui n'a jamais permis aux Prestres ny d'annoncer l'Evangile, ny de reconcilier les penitens que par une commission speciale des Evêques qui ont reçu l'autorité principale & immediate de conduire les ames de la main de celui qui les a acquises par son sang; desorte qu'il ne suffit pas que la puissance d'exercer ces celestes fonctions soit une fois emanée du caractère Episcopal, si elle ne reçoit sans cesse sa force & son application par l'influence continuelle de cet ordre Apostolique dans lequel par l'institution de Jesus-Christ, reside comme dans sa source la plenitude de l'esprit, & de la grace Sacerdotale.

Que le saint Concile de Trente, les Papes, & les Evêques qui en ont suivy l'esprit, ont peu à peu rétablly cette discipline que l'igno-

rance & le relâchement de quelques siecles precedens avoient malheureusement affoiblie. Si ce que Sa Majesté vient d'ordonner en execution de ces loix de l'Eglise est avantageux aux Evêques, il ne l'est pas moins aux Reguliers sur lesquels la charité Episcopale s'étendra avec abondance, quand elle ne sera plus retenuë par certain esprit d'indépendance & de contradiction qui s'étoit glissé dans les derniers temps.

Que S. M. a qui rien n'est difficile, a éteint cet esprit de discorde & de division, & l'on verra regner en sa place celui de paix & de charité, qui, comme dit le Prophete, tournera le cœur des enfans envers leurs peres, & celui des peres envers leurs enfans.

Que pour empêcher que l'Eglise ne perde une partie du fruit d'un si sage Reglement, S. M. est tres-humblement suppliée d'accorder ses Lettres Patentés adressées à tous les Parlemens en conformité de ce grand Arrest, afin que tous ses Officiers instruits par ce moyen de la protection qu'Elle a donnée à l'Eglise executent cet admirable Reglement comme une loy sacrée, sur laquelle ils decident toutes les contentions qui pourront s'élever dans la suite entre les Evêques & les Reguliers.

Que S. M. ne se lassant jamais de mediter des grandes choses pour le bien de l'Eglise, & de son Estat, le Clergé luy propose dans un seul ouvrage l'abbregé de

tous les moyens dont Elle se peut servir pour faire revivre la pureté de la discipline, qui est la *celebration des Conciles Provinciaux*.

Que par ces saintes Assemblées la foy a fleury dans l'Eglise, la regularité & la discipline ont triomphé de la licence & de la corruption; & la censure divine a reprimé les mauvaises mœurs dans le Clergé & dans le peuple.

Que les Conciles universels & même les Nationaux ont été regardés comme des remèdes extraordinaires que l'Eglise a employé dans les maux extremes; mais l'usage des Conciles Provinciaux y a esté commun, jusques au quinzième siècle; & quoy que dans les derniers la celebration en ait esté moins frequente, ils ont toutesfois voulu qu'elle fust ordonnée dans l'Eglise, & que les Metropolitains les convocassent du moins de trois en trois ans.

Que la Pragmaticque Sanction que l'Eglise de France & les Rois predecesseurs de S. M. ont defendu si long-temps comme les restes precieux de l'ancienne regularité, & que le Concordat même qui a mis entre les mains des Rois le beau droit de nommer les Evêques, qui charge autant leur conscience qu'il honore leur Couronne, supposent l'usage & la necessité de ces saintes assemblées.

Que Le Concile de Trente n'a rien ordonné si precisement & n'a rien recommandé avec tant de

force; & il est à remarquer que ce Concile a principalement fait ses Decrets sur les instances pressantes des Rois predecesseurs de S. M. qui avoient chargé leurs Ambassadeurs de poursuivre cet article, comme l'un des plus importants pour le rétablissement de la discipline.

Que le Clergé de France ne demande à S. M. que l'exécution des Ordonnances sur ce sujet.

Que la memoire des Conciles tenus à Reims, à Sens, à Bourdeaux, & dans plusieurs autres Provinces, même de ce siècle pour obeir aux Decrets de Trente, & aux Ordonnances, est toute recente, les Reglemens en vivent encore parmy les Ecclesiastiques, & ils sont les plus fermes appuis de leur discipline.

Que le seul nom de Concile éleve les Evêques audessus de l'homme, & qu'ils ne meditent rien que de celeste lors qu'ils pensent que le S. Esprit est au milieu d'eux, & qu'ils doivent parler comme ses organes, ils se remplissent d'une force superieure pour se censurer eux-mêmes, & jamais l'Eglise n'a eu de moyen plus efficace pour les attacher à leur residence, & à tous leurs devoirs.

Que le Clergé du Royaume n'a jamais esté ny plus éclairé par la science, ny plus animé par le zèle, ny plus attaché au service de S. M. par l'admiration de ses vertus, & par une entiere soumission à ses ordres: ainsi les Conciles ne

peuvent être plus utilement rétablis que sous son Règne, & c'est une vérité universellement reconnue, que ces saintes Assemblées produisent des biens innombrables.

Que sa Majesté est trop confirmée en la science de regner pour ne savoir pas trouver les justes temperamens qui conservent le bien, & previennent le mauvais usage qu'on en pourroit faire, au cas que l'on en voulût abuser, & que le Clergé souhaite que l'autorité de sa Majesté luy donne des bornes, qu'elle l'empêche de s'engager dans les affaires de la terre, mais qu'elle luy permette de s'assembler pour celles du Ciel pour lesquelles son Ordre est divinement établi.

Que les Troupeaux errans & separés ont tous les jours permission de tenir des conventicules qu'ils appellent leurs synodes, pour maintenir leurs erreurs pernicieuses; & les Evêques ne pourront-ils s'assembler par l'autorité de sa Majesté pour conserver la sainte Police que leurs Peres ont si sagement établie, & pour chercher des remèdes à tant de nouveaux desordres qu'ils n'ont pu prévoir? l'Eglise, dont sa Majesté est le fils aîné & le plus illustre protecteur, attend de sa piété des résolutions plus favorables.

Que sa Majesté à accompli des ouvrages merveilleux: toutes les Terres & toutes les Mers célèbrent sa gloire, mais il n'y aura jamais

aucun monument qui porte plus loin son nom & la gloire de son règne, que les Actes des Conciles que l'Eglise de France célébrera par sa permission.

Que le nom de Charlemagne n'est nulle part plus grand, ny plus glorieux que dans ceux qu'il a fait tenir en France & en Allemagne pendant qu'il a régné si glorieusement; la plupart des batailles qu'il a gagnées, ont presque échappé à la mémoire des hommes, & à peine quelques curieux en trouvent-ils des vestiges dans les restes des vieilles Annales; mais ce qu'il a entrepris pour l'Eglise éclatera éternellement dans les Actes des Conciles aux yeux de tout l'Univers, parcequ'il n'y a rien en effet qui porte plus vivement le caractère de l'immortalité, que ce qui se fait pour l'Eglise, qui seule a reçu la promesse d'être éternelle.

Que sa Majesté doit imiter le zèle de Charlemagne puisqu'aussi bien il faut remonter jusqu'à ce grand Empereur pour trouver dans l'histoire un règne qui approche de la gloire & de la fortune du sien: rendre à l'Eglise de France la séance de ses Conciles, c'est le moyen de luy rendre sa première force & son premier lustre, & sa Majesté benie de Dieu & des hommes ajoutera à tous ses autres titres glorieux celui de restaurateur de la Discipline Ecclesiastique.

REPONSE DU ROY
à la Remonstrance cy-dessus,
touchant les Conciles
Provinciaux.

SA Majesté ordonna à Monseigneur l'Archevêque de Reims de dire à la Compagnie, *Que jamais on n'avoit despendu la celebration des Conciles Provinciaux; que même de son Regne il avoit exhorté les Archevêques de son Royaume de les tenir du moins de trois ans en trois ans par des Lettres patentes du 16. Avril 1646. verifiées en Parlement le 26. du même mois: Qu'il étoit bien vrai que quelques Archevêques ayant résolu en conséquence d'assembler leurs Provinces dans des temps fâcheux, on les en avoit empêchez, mais que si presentement Messieurs les Archevêques croyent qu'il soit utile dans la suite pour le bien de l'Eglise de tenir les Conciles Provinciaux, elle entendroit volontiers leurs raisons, & que si elle les approuvoit. elle ne les empêcheroit pas.*

L. XVIII. HARANGUE
faite en l'Assemblée du Clergé, tenue à saint Germain en Laye en 1675. prononcée par Monsieur Poncet Conseiller d'Etat ordinaire & au Conseil Royal des Finances, l'un des Commissaires Deputez à cet effet par sa Majesté.

Le 10. Juin le matin, Messieurs Poncet, Colbert, Pussort & Daligre Commissaires deputez de sa Majesté entrèrent dans l'Assemblée, où ayant esté receus en la manière accoutumée, ils ont pris

place dans des Fauteuils devant le Bureau: Monsieur Colbert a ensuite remis la Lettre de sa Majesté, dattée du Camp de Luting le 1. Juin 1675. entre les mains de Monsieur l'Abbé de la Hoguette Secrétaire, portant,

Que sa Majesté voulant continuer toujours à donner des marques de l'estime & de la consideration particuliere qu'elle a pour le corps du Clergé, elle envoie à leur Assemblée les quatre Commissaires cy-dessus nommez pour la saluer de sa part & leur donner toujours les mêmes assurances, auxquelles & à tout ce qu'ils leurs diront en son nom, ils ajoutent la même creance qu'ils feroient à sa propre personne, &c.

Ensuite de quoy Monsieur Poncet a pris la parole, & à dit,

Que sa Majesté n'a pû plus long temps différer d'assurer Messieurs de l'Assemblée par sa bouche de la continuation du zele & de l'affection qu'elle a toujours eu pour les avantages du Clergé de son Royaume, qu'ils representent dans cette Assemblée avec tant de dignité, par les merites particuliers de ceux qui la composent, & par le puissant genie du Chef qui y preside.

Que sa Majesté les considere comme ses Peres spirituels, & que c'est en cette qualité qu'elle reçoit d'eux les alimens & les biens spirituels que l'Eglise distribue à ses fidelles.

Que si le progres. de la Reli-

gion est gravé & fait impression dans le cœur de sa Majesté, comme il est noroite, elle le raporte à leurs Saintes & salutaires exhortations paternelles.

Que si Dieu benit ses desseins, & conserve sa personne sacrée au milieu des perils & des hazards de la Guerre, elle reconnoit le devoir à leurs ferventes prieres.

Que si parmy ses triomphes & dans la prosperité de ses Victoires, une forte inclination porte sa Majesté à la paix, elle est persuadée que tels desirs luy sont inspirez d'en haut par l'entremise de leur sacré Ministère.

Que dans tous ces saints exercices ils ont cette satisfaction & cette gloire de les employer pour un grand Monarque, pour un Roy tres-Chrétien, pour un Fils aîné de l'Eglise, donné de Dieu miraculeusement pour le bonheur de cet Etat, pour le bien de la Justice, pour la gloire du nom François, & pour le maintien de l'Eglise, à laquelle sa Majesté donne ses momens les plus précieux & sa principale application.

Que l'on ne doit pas être surpris d'étonnement de voir ce Fils aîné de l'Eglise triompher de ses ennemis; qu'un mois luy ait suffi pour porter en personne l'effroy & la terreur de ses armes jusques dans le cœur de la Hollande, & se rendre le Maître des principales Villes du Pais; qu'en quinze jours il a pris *Mastric*, & en moins de six semaines réduit sous son

obeissance la Franche-Comté qui est une Province considerable par ses Villes & Places fortes.

Que la Providence s'est opposée comme une Digue à un Deluge de divers peuples d'Allemagne qui avoit pris son cours pour inonder les principales Provinces de la France, & que cette même Providence voyant le Fils aîné de son Eglise attaqué par une partie des Puissances de l'Europe & abandonné par les autres, *seul* à defendre ses interets & droits legitimes, a élevé sa gloire à tel point audessus des Souverains qui ont plié sous l'effort de ses armes, que l'on peut en cette occasion dire ce que Dieu disoit autrefois dans un autre sens par la bouche de son Prophete, *Ponam illum primogenitum, excelsum pra Regibus terra;* Je mettray ce Fils aîné dans une elevation au dessus de tous les Rois de la terre.

Que si sa Majesté considere Messieurs du Clergé dans le spirituel comme ses Peres, dans le temporel il a la même qualité à leur égard: les grands Monarques ont affecté de se dire Peres de la Patrie, Peres de leurs Sujets, Peres de leurs peuples, à l'imitation de Dieu, dont ils sont les images vivantes sur la terre.

Que l'Empereur Auguste qui le premier de tous les Souverains s'est attribué ce glorieux titre en reconnu les avantages, lorsque ses Sujets charmez de cet amour paternel contribuerent de tout

leur pouvoir à rendre au dehors son Empire redoutable à toutes les autres Nations, & à former au dedans un siècle d'or & de félicité, dont la mémoire ne s'effacera jamais.

Que c'est dans cette qualité de Pères de leurs Sujets que nos Rois regnent dans leurs cœurs, c'est pourquoy ils sont qualifiés dès la naissance de cette Monarchie Rois des François, & non Roys de leurs terroires ny des pays soumis à leur obéissance.

Que nostre souverain Monarque à mérité cette qualité par-dessus tous les autres depuis qu'il s'est appliqué à la conduite des affaires de son Royaume, & qu'il n'a point eu de pensées plus fortes que de rendre son Règne encore plus glorieux, que celui de l'Empereur Auguste, & plus avantageux à la Couronne que celui de Philippe Auguste l'un des plus grands des Roys de cette Monarchie donné de Dieu, ainsi que nôtre Monarque son petit fils.

Que Sa Majesté ne doute point, comme dans son Royaume Messieurs du Clergé composent le premier Ordre, qu'ils ne donnent l'exemple à tous les autres, & qu'ils ne coopèrent à un ouvrage si glorieux, par la continuation de leurs fidélitez, & affections ordinaires.

Que c'est ce qu'elle se promet de leur piété par droit de filiation dans le spirituel, & de leur générosité par le titre de sa paternité dans le Temporel.

LXIX. AUTRE HARANGUE faite en l'Assemblée générale du Clergé tenue à S. Germain en Laye le 17. Juin 1675. à 8. heures du matin, par Monsieur Poncet l'un des quatre Commissaires députés par sa Majesté.

Le 17. Juin à huit heures du matin Messieurs les mêmes Commissaires sçavoir M M. Poncet, Colbert, Puffort, & d'Aligre, ayant esté reçus & pris les mêmes places dans l'Assemblée, à la manière accoutumée, Monsieur Colbert presenta une Lettre du Roy, portant que sa Majesté continué de donner ses Ordres à Messieurs les Commissaires d'aller visiter l'Assemblée de sa part, & de luy expliquer en peu de mots l'état de ses affaires, & les grandes & extraordinaires dépenses qu'elle est obligée de faire pour l'entretien de ses armées, pour soutenir & executer tous les desseins qu'elle forme contre les ennemis pour les obliger à consentir à une bonne & solide paix. Elle leur ordonne encore de demander en son nom le renouvellement du contrat pour le payement des rentes de l'Hôtel de sa bonne Ville de Paris, étant persuadée qu'elle donnera en cette occasion comme en toutes autres des marques de son zèle pour le bien du service de sa Majesté &c.

Monsieur Poncet prit ensuite la parole & dit.

Que sa Majesté se trouve engagée dans deux sortes de guerres

res excitées, l'une par l'ingratitude de la Hollande, l'autre par l'injustice de l'Espagne.

Que ces deux guerres quoyque nées en divers temps, & pour différentes causes, néanmoins par une société de crimes se sont jointes ensemble, dans lesquelles leurs Alliez de part & d'autre se sont intéressés pour reduire sa Majesté par force d'armes à des conditions moins avantageuses à sa gloire, & plus dommageables à son Etat, dont l'Eglise même pourroit souffrir un notable préjudice.

Qu'à l'égard de la Hollande, il n'y a personne qui ignore que le Roy Henry le grand par des considérations politiques dignes de la haute sagesse, a soutenu les Hollandois dans la naissance de leur Etat.

Que le Roy Louis XIII. a non seulement continué de les protéger, mais il les a encore assisté dans des occasions urgentes & pressantes.

Que ces peuples s'étant depuis accrus de territoire, & augmentez en biens par toutes fortes & différentes manieres, enyvrez des vapeurs & des fumées de leurs nouvelles richesses ont tellement perdu l'usage de la raison, qu'ils se sont élevés contre leur bienfaiteur, & decrié son Gouvernement dans toutes les Cours souveraines de l'Europe, par des suppositions, & par des calomnies telles que la Majesté ne pouvant souffrir avec honneur cette hon-

teuse ingratitude, a esté obligée d'exposer leur País à la fureur des armes, & leur faire sentir les effets funestes d'une juste vengeance dont la memoire passera dans les siècles avenir.

Que l'injustice de l'Espagne n'est pas de meilleure qualité.

Que par le decez de Philippes Roy d'Espagne la plaine jouissance du Duché de Brabant, & des autres Principautez sujettes au Droit de devolution, s'est consolidée & reunie à la propriété des mêmes Principautez, dont la Reyne de France étoit saisie & revêtuë du jour du decez de la Reyne sa mere, comme restée seule & unique du premier mariage de Philippes IV. & d'Isabelle de France ses Pere & mere; qui est le cas du droit de devolution qui exclut les Enfants du second lit duquel est issu le Roy d'Espagne tant qu'il y en a du premier.

Que le Roy ainsi qu'il est de l'ordre, se mit à l'instant en état d'en aller prendre possession, accompagné de Troupes convenables à la dignité royale & nécessaires à la sécurité de sa personne sacrée.

Que cette prise de possession ne pouvoit être contestée ny empêchée avec justice & raison, puisque le Droit acquis à la Reyne, est fondé sur la Coutume & la loy précise & formelle du pays, gardée, & observée de tout temps non seulement à l'égard des sujets, mais même pour la succession de

affaires de sa Majesté se trouvent presentement ; ce qui fait connoître la justice de ses armes, au succez desquelles l'honneur contre l'ingratitude de la Hollande, & l'interet contre l'injustice de l'Espagne nous engage de contribuer de tout nôtre pouvoir.

Que le Roy en donne le premier exemple, s'exposant aux soins, aux fatigues & aux perils, & retranchant les dépenses de ses bâtimens, & autres ouvrages publics qui luy tiennent au cœur, qu'il charge le fond de ses finances de nouvelles augmentations de gages & de nouvelles rentes, que la Noblesse y contribué de son sang & de sa vie, que le tiers Etat est tellement chargé qu'il est presque épuisé.

Que sa Majesté se promet beaucoup du premier Ordre de son Royaume, qui n'a jamais manqué de l'assister, ainsi que ses predecesseurs dans les occasions importantes, qui ont esté moindres que celle qui se presente aujourd'huy.

Que la conservation du temporel de l'Eglise luy étant aussi precieuse que celle des Domaines de sa Couronne, elle prefere les effets de la bonne volonté des Beneficiers aux efforts de sa puissance sur le temporel des Benefices.

Que Messieurs du Clergé seront louez dans le public d'avoir donné en cette occasion, *Sitienti Reipublicæ*, un soulagement conforme à son besoin, & que c'est ce que

sa Majesté se promet de leurs fidelitez & affections ordinaires.

Et après avoir achevé son discours il a repris la parole, & a dit :

Que touchant le renouvellement du Contrat pour les rentes de l'Hôtel de Ville sur le Clergé, qui expire au mois de Janvier prochain, le Roy n'étant pas en état d'y satisfaire presentement, sa Majesté se promet qu'ils en useront de la même maniere qu'ils firent en l'Assemblée de l'année 1665.

L X X. REMONSTRANCE du Clergé de France, faite au Roy le 17. Aoust 1675. par Monseigneur l'Archevêque de Claudiopolis, Coadjuteur de l'Archevêché d'Arles assisté de Messieurs les Archevêques, Evêques, & autres Députés de l'Assemblée generale tenue à saint Germain en Laye.

L'Eglise par cette Remonstrance fait ses plaintes à sa Majesté pour implorer son autorité souveraine contre les entreprises des Ennemis de la Religion : & dit,

Que le passé luy est garant de l'avenir, & que les marques éclatantes que la Religion a receues dans toutes sortes d'occasions du zele chrétien de sa Majesté, la demolition de tant de Temples que la violence avoit erigé à l'idole du mensonge, la suppression de tant de Colleges qui étoient autant de seminaires de perdition où l'on infectoit du venin de l'erreur la trop credule jeunesse, & le retranchement des graces de sa Majesté, sont pour elle des augures pres.

que assurez que sa Majesté achèvera ce qu'elle a si heureusement commencé, & qu'elle donnera le dernier coup à l'hydre monstreux de l'heresie.

Que si sa Majesté veut faire pour la Religion, ce qu'elle a déjà fait pour rétablir l'Ordre dans la dispensation de la Justice, elle s'est attiré l'admiration des nations étrangères, aussibien que celle de ses Peuples par la reformation des loix Politiques de son Estat; mais elle s'attirera les benedictions du Ciel par la reformation de ses Edits & de ses Declarations, que la seule necessité & le malheur des affaires ont arraché de la main des Roys ses Predecesseurs, & auxquels la malignité des hérétiques donne de si fausses & si pernicieuses interpretations.

Que lesdits heretiques soutiennent qu'il n'est pas permis aux Ecclesiastiques de travailler à la conversion des enfans avant l'age de quatorze ans, qu'il leur est defendu de les recevoir dans le sein de l'Eglise lorsqu'ils sont touchez de Dieu.

Que ces aveugles volontaires ne voyent pas qu'il y a des choses dans l'Ordre de l'Eglise qui ne scauroient être proprement la matiere des reglemens humains, étant déjà réglées par les loix expressees de Dieu ou naturelles ou positives, & qu'ils ne voyent pas que c'est faire outrage à la Justice, au zele & à la pieté de sa Majesté.

Que se seroit prescrire des limites à la misericorde de Dieu,

& soumettre sa grace à l'autorité des Loix.

Que si les Pasteurs & Prélats refusoient le pain de la parole de vie à des pauvres enfans qui leur demandent l'instruction, ils verroient perir à leurs yeux ces ames innocentes, qui sont les plus parfaites images du Fils de Dieu, & les veritables heritiers du Royaume des Cieux.

Que le Sauveur du Monde commande qu'on les laisse venir, & il ne leur seroit pas permis de leur tendre la main: leur devoir seroit opposé à leur devoir, & ils se trouveroient dans la triste & malheureuse necessité, ou de violer les loix de Dieu pour observer celles de sa Majesté, ou de violer les siennes pour observer celles de Dieu.

Qu'il étoit autrefois permis aux Prelats & aux Pasteurs d'aller visiter les malades de la Religion pretendue reformée sans être appelés, où souvent plusieurs qui pendant leur vie avoient esté les partisans obstinez du mensonge, devenoient à leur mort les fidelles confesseurs de la verité.

Que depuis les deffenses qui leur ont esté faites d'aller chez les malades, quelques desirs que conçoivent ces pauvres malheureux de se reconcilier à Dieu & à l'Eglise, quelque instance qu'ils fassent pour avoir un Prêtre, la troupe de ceux qui les environnent s'oppose à ses justes desirs, personne ne luy obéit, & ils empêchent par toute sorte

de voyes que l'Eglise n'en soit avertie.

Que le plus juste, & le plus prompt remede à une vexation si criminelle, est de permettre aux Pasteurs de l'Eglise d'entrer chez les malades sans estre appelez, pour sçavoir simplement leur veritable disposition; que c'est conserver aux Pretendus Religioneux la liberté de conscience, puisque c'est faire qu'ils soient maîtres de leur choix jusqu'à la mort, & que leurs parens ne puissent pas exercer sur eux la plus cruelle de toutes les tyrannies, en leur ostant cette liberté.

Que le Clergé fait encore une tres-humble demande à sa Majesté, qui est de deffendre, par une loy solennelle & sous des peines tres-rigoureuses à tous ses Sujets Catholiques de changer de Religion, puisque cette pretendue liberté de conscience est regardée par tous les Catholiques, comme un piege préparé à leur simplicité, & comme une porte ouverte au libertinage.

Que sa Majesté leur doit oster cette funeste liberté, & les mettre dans l'heureuse necessité d'être toujours fidelles: cette Loy ne pouvant donner atteinte aux Edits qui permettent la liberté de conscience, parce que ces Edits n'étans que pour ceux qui les ont demandez, & mesme recherchez avec empressement, ne sçauroient être pour les Catholiques, qui les ont toujours trouvez odieux.

Que sa Majesté donnant cette loy à ses Sujets Catholiques, Elle ne fera que seconder leurs intentions, se rendre à leurs desirs, autoriser leurs vœux, & serrer, les nœuds sacrez par lesquels ils souhaittent de s'attacher irrevocablement à la Foy de l'Eglise.

Et qu'enfin la gloire de S. M. sera connue des Siecles à venir, & que si la France heureuse sous son Regne, a reculé ses Frontieres de tous costé, l'Eglise encore plus heureuse a étendu les siennes jusqu'au milieu de la France, & l'on sçaura que si la felicité d'Auguste a fait celle de son Etat & de l'Eglise, la felicité de Louys le Grand a fait celle de son Etat & de l'Eglise; & quo comme cette Epouse de Jesus-Christ a delivré dans le Baptême S. Majesté de la servitude du péché, elle l'a aussi delivrée dans son Royaume de l'oppression de l'heresie. &c.

L X X I. REMONSTRANCE
du Clergé de France assemblé à
S. Germain en Laye faite au Roy
à Versailles le 14. Septembre 1675.
par Monseigneur l'Evêque de
Noyon assisté de Messieurs les
Archevêques, Evêques, & autres
Deputez de l'Assemblée Generale,
en prenant congé de Sa Majesté.

L'Eglise de France par cette Remonstrance demande à S. M. de luy vouloir conserver son honneur, son repos, & sa gloire, qui consistent principalement dans les Privileges de ses Ministres, l'immunité de ses biens, & la liberté

de ses fonctions.

Quant aux Privileges, elle n'en demande pas de nouveaux, mais elle soupire seulement après la confirmation des anciens.

Quant à l'immunité de ses biens, la piété les a consacrés à Dieu dès la naissance du monde, & partant ils appartiennent plus au Divin Maître qui en est le propriétaire souverain, qu'aux Ministres qui n'en sont que de responsables depositaires.

Mais quelque soin qu'elle prenne des uns & des autres, son zèle ardent pour la liberté de ses fonctions l'emporte sur tout, ferme son cœur aux sentimens de gloire & d'intérêt; & ne l'ouvre qu'à ceux de la fideité qu'elle doit à son divin Ministère. Il est deplus dit.

Que le Clergé reconnoît la distinction du Sacerdoce, & de l'Empire; que Dieu en a réglé les différens emplois; qu'il a mis la verge dans les mains de Moïse pour estre le Chef de son Peuple, & l'encensoir dans celles d'Aaron pour en estre le Pontife; qu'il a appliqué onze Tribus au service de la Patrie; & qu'il a réservé la seule Tribu de Levi pour le culte des autres; qu'il a confié le glaive aux Roys uniquement, & qu'il a d'armé tous les Ecclesiastiques dans la personne de S. Pierre.

Que S. Majesté doit regler la conduite de tous ses Magistrats, sur celle des Officiers de Charlemagne, & de S. Louys, afin qu'ils restent dans les termes

des Ordonnances, ils deviennent de concert & d'intelligence avec le Clergé le secours & l'appuy, & non pas l'obstacle & la ruine de ses plus incontestables, & divines fonctions.

Que l'Eglise de France rend à S. M. ses tres-humbles actions de grâces de sa dernière & favorable réponse pour la célébration des Conciles Provinciaux.

Que ces saintes Assemblées qui d'abord ont esté convoquées deux fois tous les ans depuis le Concile de Nicée, jusques à celui d'Orange; ensuite une fois l'année, jusques au Concile de Basle; & enfin tous les trois ans, jusques au commencement de ce siècle, suivant les différentes révolutions d'une piété vive, abbatue, & languissante.

Que ce seroit une grande joye pour l'Eglise, de rentrer dans l'innocente & legitime possession de ses Droits, & de celebrier la fête du rétablissement des Conciles Provinciaux de France dans le mesme esprit que nos Peres firent autrefois celle de la reception du Concile de Chalcedoine que S. Leon appelle la seconde Fête du monde, & de se revoir sous l'Empire du plus grand de tous les Roys au dessus des reproches, & de l'insulte de la nouvelle Hereſie qui fait par tout une elevation injurieuse de la liberté, qu'elle a de tenir de frequens Synodes Provinciaux, & mesme Nationaux.

Que c'est ainsi que S. M. confa-

étant sa réputation, ajoute les titres Religieux de Protecteur de tous les Privilèges des Ministres de l'Eglise, de Conservateur de l'immunité de ses biens, & de Restaurateur de la liberté de ses fonctions, aux superbes noms de *Victorieux, d'Invincible, & de Conquerant.*

Que c'est ainsi que l'Eglise fera par tout éclatter sa reconnaissance, pour rendre la mémoire de Sa Majesté immortelle, & que Dieu juste donnera pour récompense toutes les plus abondantes bénédictions de grâce à S. M. de fécondité à Notre Auguste Reyne, de santé à Monseigneur le Dauphin, de durée à son Trône, de sagesse à ses Conseils, de force à ses Armées, de Paix à ses Peuples, de succès à ses desseins, & de gloire à son Règne.

TITRE SECOND.

Contenant les Cahiers presentez par le Clergé, & répons par les Roys, les Edits, Declarations, & Arrests donnez en conséquence.

I.

L'ASSEMBLÉE Generale tenue à Melun en l'an 1579. le 29. Juillet déclara, que les Remontrances du Clergé concernant la discipline & les Reglemens Ecclesiastiques, n'attribuent aucune Jurisdiction au Roy, comme aussi S. M. ne le pretend pas. Mais que ledit Clergé doit requérir tres-

humblement S. M. d'autoriser l'exécution des Articles qui seront arrestez par les Assemblées, enjoignant à ses Officiers d'y tenir la main en ce qu'ils en seront requis, & non autrement.

II.

EDIT DU ROY CHARLES IX. du 16. Avril 1571. sur les Remontrances & sur le cahier présenté au Roy par le Clergé avec l'Arrest de verification au Parlement du 17. Aoust 1571. aux modifications y contenues.

Cet Edit est composé de 18. Articles accordez par S. M. au Clergé ensuite de ses Remontrances : il seroit inutile de faire le rapport en détail des matieres y contenues, d'autant qu'elles sont exprimées dans cet ouvrage suivant l'ordre des matieres, chacune dans son lieu, & il en sera de mesme des autres cahiers suivans.

III.

II. CAHIER PRESENTE' AU Roy Charles IX. par les Archevêques, Evêques, & autres Ecclesiastiques assemblez par S. M. pour le reestablishement du Service Divin, & de la discipline Ecclesiastique avec la Declaration sur iceluy.

Ce cahier est composé de 46. Articles signez par les Cardinaux de Bourbon & de Lorraine, & Extraits des Decrets des Saints Conciles & Constitutions Canoniques, concernans la discipline & police Ecclesiastique, lesquels ont tous esté approuvez & autorisez par S. M. par sa Declara-

tion donnée à S. Germain le 22. Janvier 1574 & comme tous lesdits Articles sont compris dans tous les Reglemens qui sont dispersés dans cet Ouvrage, il seroit inutile de les repeter icy.

IV.

TROISIEME CAHIER DES Remontrances de l'Assemblée Generale du Clergé tenue à Melun arresté en ladite Assemblée le 28. Juillet 1579. & répondu par le Roy Henry III. le 12. Septembre suivant.

Tous les Chefs de demandes du Clergé contenus dans ledit cahier furent accordez par S. M. le 12. Septembre 1579. laquelle ordonna qu'à cette fin seroient dépêchées toutes Provisions requises & nécessaires les plus favorables qu'il seroit possible.

V.

EDIT DU ROY HENRY III. du mois de Février 1580. sur le cahier des Remontrances présenté par le Clergé de France assemblé à Melun, dit l'Edit de Melun avec l'Arrest de verification du 5. Mars audit an.

Cet Edit contient trente six Articles, lesquels sont disposés chacun en son lieu dans cet abrégé, suivant la disposition des matières.

VI.

IV. Le Roy Henry III. donna un autre Edit au mois de Juillet 1582. sur les cahiers présentés par les Prelats, & autres Deputés du Clergé de France assemblé à Pa-

ris, lequel Edit contient six Articles, &c.

VII.

V. LES AGENS GENERAUX DU Clergé de France presenterent une Requête à S. M. au mois de Novembre 1583. servant de Remontrance sur le sujet de l'Arrest rendu par la Cour des Grands Jours de Troyes, le 27. Septembre 1583. contre les libertez de l'Eglise, & de la Jurisdiction Ecclesiastique.

Cette Requête est composée de 57. Articles lesquels ont tous esté repondus par S. M. le 5. Mars 1584. laquelle en a accordé la plus grande partie, & renvoyé l'autre au Reglement General.

VIII.

EDIT DU ROY HENRY IV. du mois de May 1596. sur des plaintes & Remontrances du Clergé de France assemblé à Paris en l'an 1596.

Ledit Edit est composé de 23. Articles au bas de chacun desquels est un renvoy aux autres Edits & Ordonnances, pour y voir les matieres plus amplement traitées, ou celles qui ont de la relation à celle de l'Article.

IX.

EDIT DU ROY HENRY IV. du mois de Decembre 1606. dit l'Edit de 1606. Donné sur les Remontrances de l'Assemblée Generale du Clergé de France tenue à Paris, les années 1605. & 1606. & l'Arrest de verification au Parlement du 19. Février 1608.

Cet Edit contient 31. Articles,

au

au bas desquels comme au preced. dent, sont des renvois d'autres Edits ou Ordonnances, pour y voir les matieres qui se raportent.

X.

EDIT DU ROY LOUVS XIII. du mois de Septembre 1610. dit l'Edit de 1610. donné sur le cahier des Remontrances du Clergé de France assemblée à Paris audit an, avec l'Arrest de verification au Parlement du 30. May 1612.

Il y a onze Articles dans cet Edit, au bas desquels sont des renvois à d'autres Edits, ou Ordonnances comme dans les precedens.

XI.

SIXIEME CAHIER DES Remontrances du Clergé de France, présenté au Roy Louys XIII. durant les Etats Generaux du Royaume, tenus à Paris les années 1614. & 1615.

Ce cahier est composé de 302. Art. qui contiennent divers Chefs.

Le premier, de la Religion & Estat Ecclesiastique, contient 98. Art.

Le second, des Reguliers, & des Monasteres, est contenu depuis le 99. Article jusques au 107.

Le troisieme, des Universitez, depuis l'Article 108. jusques à 133.

Le quatrième, de l'Etat & Police du Royaume, depuis l'Article 134. jusques au 164.

Le cinquieme, de la Noblesse, depuis l'Art. 164. jusques au 182.

Le sixieme, au tiers Etat, depuis l'Article 182. jusques au 212.

Le septieme, de la Justice, depuis l'Article 212. jusques au 271.

Le huitieme, des Contraventions, depuis l'Art. 271. jusques au 302.

S'ENSUIT UN REGLEMENT spirituel composé de 36. Articles, que les Prelats & Ecclesiastiques du Royaume supplient tres-humblement S. M. de vouloir autoriser.

Les choses contenues en ce Reglement estant déjà dispersées dans cet ouvrage suivant la disposition des matieres dans leur lieu, il seroit inutile de les repeter icy.

XII.

VII. MEMOIRES EN FORME de Remontrances sur aucuns Articles de l'Ordonnance du Roy Louys XIII. de l'an 1629. presentez à M. le Garde des Sceaux, par Messieurs les Evêques de Seex, de Rennes, d'Auxerre, de Chartres, & de Beauvais au nom du Clergé de France.

Les Articles de ladite Ordonnance dont il est fait mention dans lesdits Memoires sont les Articles 3. 6. 8. 9. 11. 12. 13. 14. 15. 16. 20. 21. 22. 23. 26. 29. 30. 31. 34. 36. 39. 58. 219. 354. & 445. Et en suite de chaque Article, il y a une Remontrance du Clergé, suivie de la resolution sur iceux par les Commissaires nommez par S. M.

XIII.

HUITIEME CAHIER DES Remontrances du Clergé de France, présenté au Roy Louys XIII. par l'Assemblée Generale tenue à Paris les années 1635. & 1636. avec les réponses faites par S. M. le 14. Avril 1636.

Ce Cahier contient 55. Arti-

CCC

cles, chacun desquels est repondu par S. M. & tous sont aussi dispersez dans cet Abregé suivant la disposition des matieres.

XIV.

DECLARATION DU ROY
du 16. Decembre 1656. sur aucuns Articles du Cahier présenté à S. M. par l'Ass. Generale du Clergé, tenuë à Paris es années 1655. & 1656.

Cette Declaration contient sept Articles qui sont aussi exprimez en divers endroits de cet Abregé chacun en son lieu.

XV.

DECLARATION DU ROY
du mois de Février 1657. sur le Cahier présenté à S. M. par l'Assemblée Generale du Clergé de France tenuë à Paris es années 1655. 1656. & 1657.

Les 31. Articles de cette Declaration sont aussi contenus dans les Titres & Chapitres cy-devant; c'est pourquoy il seroit inutile de les repeter icy.

XVI.

DECLARATION DU ROY
Du mois de Mars 1666. sur les Remontrances & sur le Cahier présenté à S. M. par l'Assemblée Gen. du Clergé de France tenuë à Paris es années 1665. & 1666.

Cette Declaration est composée de 30. Articles; ensuite desquels sont des renvoys aux Edits, & Ordonnances qui ont relation ausdits Articles. Et il en est de cette Declaration comme des precedentes: comme elle est contenuë en divers endroits de cet ou-

vrage, il seroit inutile de l'expliquer plus au long.

S'ensuit un Arrest du Conseil d'Etat du premier Janvier 1666. Par lequel sans avoir égard à l'Arrest en forme de Reglement rendu en la Cour des Grands Jours de Clermont le 30. Octobre 1665. le Roy ordonne que l'Article 21. de l'Ordonnance d'Orleans touchant les Benefices non-desservis, les 31. & 48. de celle de Blois touchant la visite des Monasteres, de Religieuses, & Baux des Dixmes seront executez, avec desfenfes à tous les Juges de prendre connoissance de l'administration des Sacremens, & autres matieres spirituelles.

Il y a beaucoup d'autres Arrests qui ont esté rendus en consequence des Remontrances du Clergé, & des Edits & Declarations precedentes, lesquels ne sont pas inferez dans ce lieu, parce qu'ils le sont déjà en d'autres suivant l'ordre des matieres qu'ils contiennent.

XVII.

Messeigneurs les Archevêques, Evêques, & autres Ecclesiastiques Deputez à l'Assemblée generale du Clergé de France, tenuë à saint Germain en Laye 1675. supplierent tres-humblement la Majesté de leur vouloir accorder onze articles concernans la Jurisdiction Ecclesiastique, qui sont inferez dans le procez verbal de ladite Assemblée, page 336.

Ensuite desquels il y en a 58. autres concernans la Religion qu'ils

suplierent encore sa Majesté leur vouloir accorder par les raisons qui servent de preuves à chacun article, & qui sont contenus depuis la page 379. jusques à la fin dudit procez verbal.

TITRE III.

Contenant plusieurs Reglemens pour les Reguliers, & autres manieres Ecclesiastiques qui n'ont pu être inserées dans leur ordre.

I.

DEFENSES aux Religieux & Congregations de s'établir dans les Monasteres non reformez, & d'y faire aucunes unions sans la permission de sa Majesté par ses Lettres patentes. *Ainsi ordonné par Declaration de sadite Majesté du mois de Juin 1671. registrée au grand Conseil le 26. dudit mois & an.*

II.

Un Curé, son frere & ses autres domestiques occupans une Ferme qui luy appartenoit, furent declarez exempts du droit du sel & de la Taille de la Paroisse. *Par Arrest du grand Conseil, du 14. Fevrier 1671.*

III.

La revocation faite par Mons. l'Evêque de Limoges de son Official, fut maintenue *par Arrest du Conseil Privé, du 12. Juin 1671.*

IV.

Ensuite duquel Arrest ledit Siegneur Evêque & son Official revoque, furent renvoyez au Parlement de Paris. *Par Arrest du Conseil Privé, du 7. Aoust 1671.*

V.

Les Abbez & les Religieux furent renvoyez aux Bureaux Ecclesiastiques de leurs Dioceses, pour le fait des taxes du don gratuit, & par appel aux Chambres Souveraines Ecclesiastiques. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 2. Decembre 1671.*

VI.

Monseigneur l'Evêque d'Autun & ses successeurs sont maintenus en la possession de toute jurisdiction & de tout droit de visite sur l'Eglise Abbatiale & Collegiale de sainte Marie Magdeleine de Vezelay, sur l'Abbé, Dignitez, Chanoines, Beneficiers, Officiers, Supposts, & Chapitre de ladite Eglise, & sur toutes les autres Eglises, Curez, Clergé & Peuple de la Ville & Prevôté dudit Vezelay. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 25. Janvier 1673.*

VII.

Il y eut un Reglement pour les ornemens & reparation des Eglises, & pour le logement des Curez. *Par Arrest du Parlement de Paris, du 14. Mars 1673. rendu conformément aux Reglemens qui sont dans ce traité.*

VIII.

Dans une cause où il étoit question de la nullité de la profession d'une Religieuse, y ayant eu appel de la Sentence de l'Official du Metropolitain, & de celle de l'Official d'un des Suffragans, les parties sont renvoyées pardevant l'Official du Metropolitain autre que celuy dont étoit appel. *Par Arrest du*

Conseil Privé, du 3. May 1673.

IX.

Les droits de nouveaux acquests que devront payer à l'avenir les Ecclesiastiques, sont reglez pour tous les biens generalement par eux possédez. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 10. Juin 1673.*

X.

Les Ecclesiastiques & les Religieux de Bearn furent renvoyez en la Chambre Ecclesiastique de Bordeaux pour le fait des Decimes. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 9. Septembre 1673.*

XI.

S. M. déchargea les Beneficiers de toutes les instances & poursuites faites contre eux par les Fermiers de ses Domaines, pour raison des aveus & dénombremens. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 1. Sept. 1674.* qui regle la maniere de les rendre aux Chambres des Comptes.

XII.

Les Chartreux de Paris, les Bourriers du College de Beauvais & tous autres Ecclesiastiques, furent déchargez de l'assignation à eux donnée pour la convocation & contribution du Ban & Arriere-Ban. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 1. Septembre 1674.*

XIII.

Le Syndic du Clergé du Diocese d'Autun, & les Contrôleurs dudit Clergé sont renvoyez pour le fait des gages desdits Contrôleurs à la prochaine Assemblée du Clergé. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 16. Decembre 1673.*

XIV.

Les Curez furent déchargez du droit de contrôle pour les publications des bans de mariages, & autres affaires purement Ecclesiastiques. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 2. Juin 1674.*

XV.

Les Curez & Vicaires de la Province de Normandie furent déchargez de dresser des états contenant la quantité & qualité des bois situez dans l'étendue de leurs Paroisses. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 2. Juin 1674.*

XVI.

Les Fabriques, Tresors des Eglises & autres fondations pieuses, ne pourront être poursuivies pour le paiement du droit de nouveaux acquests. *Par Arrest dudit Conseil de même date.*

XVII.

Il fut sursis à l'exécution des taxes faites sur les Officiers des Decimes, en consequence de l'Edit du mois de Novembre 1674. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 16. Mars 1675.*

XVIII.

Le procez touchant le Prieuré de saint Antoine de Salin à Toulouse, fut renvoyé au grand Conseil. *Par Arrest du Conseil Privé, du 11. Juillet 1674.*

XIX.

Il fut ordonné que la Chapelle de Guillerville, située dans l'enclos du Château dudit lieu, y sera rebâtie, & que le divin Service y sera rétabli. *Par Arrest du Parlement de Paris, du 1. Fevrier 1674.*

XX.

Il fut défendu tres-expressement à tous Religieux du Royaume qui voudront changer d'Ordre pour passer dans des plus relâchez que le leur, de l'entreprendre sans le consentement par écrit de leurs propres Provinciaux, avec leurs Assesseurs ou Definiteurs. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 11. Septembre 1676.* portant encore défenses aux Supérieurs des Ordres, auxquels ces Religieux prétendroient ainsi passer, de les recevoir sans ledit consentement, & en cas de contravention pourront être repetez par leurs Provinciaux pour les faire rentrer par toutes voyes, même de les faire arrêter, & de se servir pour cet effet du bras seculier.

Il est encore enjoint à ceux qui avec ledit consentement changeront d'Ordre de demeurer & résider es lieux & maisons où ils seront destinez par leurs dispensés, sans pouvoir demeurer ailleurs sous quelque pretexte que ce soit; & en cas de desobeissance les Provinciaux des Provinces dont ils seront sortis, les pourront faire arrêter comme vagabonds & desobeissans.

XXI.

Monsieur l'Abbé de Cîteaux ayant fait des Reglemens & donné des Ordonnances pour l'établissement de la reforme dans l'Abbaye de Savigny de l'Ordre de Cîteaux, auxquelles les Religieux s'étant opposez, le Roy par Arrest de son Conseil d'Etat sa Majesté y

étant, le 3. Octobre 1676. ordonna que lesdits Reglemens & Ordonnances dudit Sieur Abbé de Cîteaux seroient executées, avec défenses à toutes sortes de personnes d'y donner aucun empêchement, à peine de desobeissance, &c.

X XII.

Défenses aux Religieux d'exécuter les obediences des Generaux de leurs Ordres, sans le consentement de leurs Provinciaux, & que les Sentences, Decrets, Ordonnances & autres rescrits desdits Generaux ne pourront être executez dans le Royaume qu'ils ne soient autorisez par Lettres patentes de sa Majesté, scellées du grand sceau. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 8. Janvier 1676.*

X XIII.

Quand les Ordinaires font refus de donner leur Visa, on se peut pourvoir par appel simple pardevant le Supérieur Ecclesiastique & non ailleurs. *Ainsi jugé par Arrest du Conseil d'Etat de sa Majesté, du 7. Decembre 1677.* par lequel il se voit que Floris Romanet Clerc du Diocèse de Vienne, ayant esté refusé par Monseigneur l'Archevêque de Vienne sur la demande qu'il luy faisoit de luy donner son Visa, sur une signature de Rome, il se pourvut au Parlement de Grenoble, lequel ayant donné plusieurs Arrests en sa faveur, contrares à la disposition des saints Decrets, & portans plusieurs contraventions aux Ordonnances, Monseigneur l'Archevêque de

Vienne s'étant pourveu au Conseil contre tous lesdits Arrests & tout ce qui s'en étoit ensuiuy, sa Majesté par l'Arrest cy-dessus cité, cassa tous les Arrests dudit Parlement de Grenoble, sauf audit Romanet à se pourvoir sur le refus de son *Visa*, par appel simple pardevant le Supérieur Ecclesiastique, avec défenses audit Parlement de contraindre les Ordinaires de donner des Collations de Benefices ou le *Visa*, & en cas de refus luy enjoint de les renvoyer pardevant leurs Supérieurs Ecclesiastiques.

XXIV.

Le Roy par sa *Declaration en forme d'Edit du mois de Fevrier 1678.* veut & ordonne que dorénavant tous les Concordats de permutations des Benefices étans en Patronage laïque, & les resignations & actes passez en conséquence demeurent nuls & abusifs si les Patrons laïques n'ont accordé leurs presentations ou donné leur consentement par écrit avant la prise de possession, quoy que lesdits Patrons en ayent esté requis & sommez, lesquelles requisitions & sommations seront déclarées nulles, & deffenses au Parlement de Guyenne, & autres Juges de son ressort d'y avoir égard, &c.

XXV.

Le Chapitre de l'Eglise Cathédrale de Vence ayant eu plusieurs differens avec Monseigneur l'Evêque dudit lieu, concernans les honneurs dûs à son caractère Episcopal, par les Dignitez, Cha-

noines & Chapitre de ladite Eglise, les droits de visite, d'entiere & plenièrè juridiction dudit Seigneur Evêque sur les Dignitez, Chanoines & Chapitre, Beneficiers & Officiers, la reddition annuelle des comptes du Chapitre pardevant le Vicairè general dudit Seigneur Evêque, la discipline à observer dans ladite Eglise Cathédrale & dans le Diocèse de Vence, sa Majesté par *Arrest de son Conseil d'Etat, du 8. Aoust 1678.* a réglé tous lesdits differens que l'on peut voir dans l'original, & que l'on trouvera conformes aux autres Reglemens qui sont dans ce traité.

XXVI.

Le Parlement de Provence ayant donné un Arrest le 12. Octobre 1674. par lequel les Archevêques & Evêques de Provence sont admonestez de faire residence personnelle à leurs Eglises dans la Ville & lieu principal de leur Prelature, avec défenses de s'en absenter sans cause legitime, &c. S. M. par *Arrest de son Conseil d'Etat, du 9. Septembre 1675.* a cassé & annullé ledit Arrest, avec défenses audit Parlement d'en rendre de pareils à l'avenir, leur enjoignant S. M. de prononcer sur le fait en question, conformément aux art. 5. de l'Ordonnance d'Orleans, 14. & 21. de l'Ordonnance de Blois.

XXVII.

Les Missionnaires envoyez dans les Cures par Mess. les Evêques, pourront librement faire leurs exercices sans en pouvoir être empêchez

par les Curez. *Ainsi jugé par Arrest du Conseil d'Etat, du 25. Sept. 1675.*

XXVIII.

Le Parlement de Paris *par son Arrest du 6. Juillet 1678.* ayant renvoyé Maître Jacques Rohault, Curé de Pecquigny au Diocèse d'Amiens, & depuis Curé de saint Gobin Diocèse de Laon, pardevant l'Official de Paris pour obtenir main levée de l'interdiction des fonctions Curiales & des Ordres, portée par la Sentence de l'Officialité de Reims, dont il étoit appellant: *Ledit Arrest fut cassé par celui du Conseil Privé, du 2. Sept. 1678.*

XXIX.

Monseigneur l'Evêque de Beziers en procedant à sa visite au mois de Septembre 1677. voulant visiter la Chapelle du Convent des Freres Mineurs Conventuels de la Ville de Gignac, il y trouva de la resistance, & le Gardien du Convent dit que le Provincial venoit de faire sa visite formelle, & qu'ils avoient des Privileges accordez à tous les Religieux qui ne leur permettoit pas de le reconnoître, qu'il protestoit de la nullité de tout ce que feroit ledit Seigneur Evêque, & qu'il en appelloit comme d'abus, ce qui obligea Monseigneur de Beziers de declarer ledit Gardien & autres Religieux suspens à divini dans toute l'étendue du Diocèse, excepté dans la Chapelle de leur Convent, avec défenses d'y administrer les Sacremens à aucuns Diocésains, à la reserve de ses Religieux, &c. lesdites appellations comme

d'abus ayant esté portées au Parlement de Toulouse, lesdits Gardien & Religieux en furent deboutez avec dépens, *par Arrest du 4. Aoust 1678.* ce qui les obligea de se soumettre & de demander pardon à Monseig. de Beziers de leur desobeïssance, lequel ensuite par sa bonté leva l'interdit & suspension desdits Religieux, & rétablit toutes choses dans l'état où elles devoient être.

XXX.

Les Ecclesiastiques & Beneficiers qui pretendent avoir droit de chauffage, & usage des Bois à bâtir & à reparer dans les Forests de S. M. s'étant pourvus au Conseil comme troublez dans la jouissance desdits droits, il fut dit *par Arrest du Conseil d'Etat, du 9. Septembre 1675.* qu'ils rapporteroient devant les Maîtres des Eaux & Forests les titres & pieces justificatives desdits droits, pour le tout veu & examiné au Conseil, leur être fait droit ainsi qu'il appartiendra, &c.

XXXI.

Les Greffiers des insinuations Ecclesiastiques furent maintenus dans l'exercice de leurs charges, *par Arrest du Conseil d'Etat, du 9. Sept. 1675.*

XXXII.

Des Procez criminels faits aux Ecclesiastiques.

Le Roy par sa *Declaration du mois de Fevrier 1678.* ordonne que l'art. 22. de l'Edit de Melun, concernant les Procez criminels qui se font aux Ecclesiastiques soit executé par tout le Royaume, & ce faisant,

Que l'instruction desdits Procez pour les cas *privilegiez*, sera faite conjointement tant par les Juges d'Eglise que par ceux de S. M. dans le ressort desquels sont situées les Officialitez.

Que pour cet effet les Juges royaux iront au Siege de la Jurisdiction Ecclesiastique, situé dans leur ressort sans aucune difficulté, pour faire rediger les depositions des témoins, interrogatoires, recollemens & confrontations par leurs Greffiers en des cahiers separéz de ceux des Greffiers des Officiaux, pour être le procez instruit, jugé par lesdits Juges sur les procédures redigées par leurs Greffiers, sans que lesdits Juges puissent juger lesdits Ecclesiastiques sur les procédures faites par les Officiaux pour raison du *delit commun*.

Que les informations faites par les Officiaux, auparavant que les Officiers de S. M. aient esté appelez pour le cas privilegié, subsisteront en leur force & vertu à la charge de recoler les témoins par lesdits Officiers.

Qu'au cas que lesdits Ecclesiastiques aient esté accusez devant les Juges de S. M. & qu'ils vinssent à être vendiquez par les Promoteurs des Officialitez, ou renvoyez pour le delit commun, les informations & autres procédures faites par les Juges Royaux subsisteront selon leur forme & teneur, pour être le procez fait, parachevé & jugé contre lesdits Ecclesiastiques pour raison du delit commun, sur

ce qui aura esté fait par les Juges de S. M. jusqu'au renvoy & declinatoire; & en cas que le procez s'instruist ausdits Ecclesiastiques en quelque Cour de Parlement.

Que S. M. veut que les Evêques Superieurs desdits Ecclesiastiques soient tenus de donner leur Vicariat à l'un des Conseillers Clercs desdits Parlemens, pour conjointement avec celuy des Conseillers laïcs desdites Cours, qui sera commis pour cet effet, être le procez fait & parfait aux Ecclesiastiques accusez.

Que lorsque dans l'instruction des procez qui se feront aux Ecclesiastiques, les Officiaux connoîtront que les crimes dont ils seront accusez & prevenus, seront de la nature de ceux pour lesquels il écheoit de renvoyer aux Juges de S. M. pour le cas privilegié, lesdits Officiaux seront tenus d'en avertir incessamment les Substituts des Procureurs generaux du ressort où le crime aura esté commis, à peine contre lesdits Officiaux de tous dépens, dommages & interrests, même d'être la procedure refaite à leurs dépens.

XXXIII.

Le Roy par Arrest de son Conseil d'Etat, du 6. Novemb. 1679. a fait défenses à tous Seigneurs Hauts Justiciers, soit Catholiques ou de la R. P. R. d'établir dans leurs terres des Officiers autres que de Catholiques, à peine de quatre mil livres d'amende, dépens, dommages & interrests.

Fin de la huitième Partie.

ABREGE' DES ACTES, TITRES ET MEMOIRES

Concernant les Affaires du Clergé de France.

TOME SIXIEME, ET DERNIER,

CONTENANT LA NEUVIEME PARTIE,
de ce qui s'est fait contre les Heretiques, & autres devoyez
de la Religion Catholique, Apostolique & Romaine.

CHAPITRE I.

*Touchant la connoissance du crime
d'heresie, qui appartient aux
Juges d'Eglise.*

I.

 E Roy saint Louys par son Ordonnance de l'année 1228. reconnoît que le crime d'heresie est de la Jurisdiction Ecclesiastique, en ces termes. *Statuimus quod heretici qui à fide Catholicâ deviant, quocumque nomine censantur, postquam fuerint de heresi per Episcopum loci, vel per aliam Ecclesiasticam personam qua potestatem habeat, condemnati, indilate animadversione debitâ puniantur.*

II.

Les Juges Royaux connoîtront du crime d'heresie seulement quant à l'information & decret, & après avoir executé le decret & interrogé les accusez, ils seront tenus

de les rendre aux Juges Ecclesiastiques, & où il y auroit cas privilegié le procez sera fait aux accusez par les Juges Ecclesiastiques & Royaux, dérogeant pour cet effet à l'Edit de François I. & donnant pouvoir ausdits Juges Ecclesiastiques de faire executer par leurs Appariteurs les decrets de prise de corps par eux decernez pour raison du même crime, sans autre permission. *Ainsi réglé par l'Edit d'Henry I I. du 19. Novembre 1549. verifié au Parlement le 29. Novembre.*

III.

Le Roy Henry II. par son Edit du 24. Juillet 1557. maintient les Juges Ecclesiastiques en la connoissance du crime d'heresie, & declare qu'elle leur appartient de droit.

IV.

Et par celui de François II. donné à Romorantin au mois de May 1560. l'entiere connoissance de tout

D D d d

crime d'heresie est delaissee aux Prelats, comme Juges naturels du dit crime, & ainsi qu'ils l'avoient anciennement, en interdisant la connoissance aux Parlemens, & à tous autres Juges. *verifié au Parlement le 16. Juillet 1560.*

V.

Il y a un ancien Arrest du Parlement de Paris du 19. Avril 1393. portant que les livres de Magie trouvez en la possession d'un nommé Bertrand Prisonnier es Prisons de l'Evêché de Paris pour soupçon d'heresie, qui estoient revendiquez par le Prevost de Paris, & qui en vouloit connoistre, seroient mis entre les mains de l'Evêque pour les faire brûler.

CHAPITRE II.

Contenant les Ordonnances Edits, Reglemens, & Arrests contre les Heretiques en general.

I.

LE Roy François Premier par son Edit du 29. Janvier 1534. ordonne que ceux qui receleront les Lutheriens, & que ceux qui les accuseront auront le quart des confiscations, *verifié en Parlemens le 1. Janvier 1534.*

II.

Il y en a encore un autre du mesme Roy du 1. Juin 1540. contre les Lutheriens & autres Heretiques.

III.

Il enjoint aux Parlemens, de faire recherche des Lutheriens, & de les punir, *par injonction du*

30. Aoust 1542. registrée au Parlement le 7. Septembre audit an, de s'informer secrettement des Assemblées, conventicules, intelligences, & pratiques secrettes que font journellement ceux desdites sectes pour seduire le peuple.

Et aux Archevêques, Evêques, Abbez, & autres Prelats, & Chapitres que de leur part ils ayent à s'acquiter de leur devoir, & faire observer les Ordonnances de Sa Majesté.

IV.

Le Roy Henry II. par sa Declaration du 11. Février 1549. verifiée au Parlement le 27. du même mois, enjoint à ses Parlemens, que si les Baillifs & Senéchaux ne font leur devoir pour l'exécution de son Edit contre les Heretiques, ils deputent des Commissaires, de leurs Corps, pour vaquer à la punition d'iceux, & de la negligence desdits Juges.

V.

L'Edit de Chasteau-Briant du 27. Juin 1551. pour la recherche & punition de ceux qui se sont separez de l'Eglise Romaine, & se sont retirez à Geneve & autres lieux hors du Royaume.

Cet Edit est composé de 46. Articles, par le 1. il est ordonné que les Cours Souveraines & Sieges Présidiaux connoistront par prévention, des contraventions aux Edits, & sectateurs des mauvaises doctrines de ceux qui enseignent lesdits erreurs, & favorisent les Heretiques, & proferent des pa-

roles contre l'honneur de Dieu, & de la Sainte Vierge, du S. Sacrement de l'Autel, & des Saints & Saintes de Paradis, à l'exception seulement de ceux qui sont constitués en Ordres sacrez, & ce privativement à tous autres Juges, mesme les Ecclesiastiques en ce qui touchera, & concernera les cas cy-dessus declarez.

2. *Que* la Jurisdiction, & connoissance qui appartient aux Prelats & Juges d'Eglise leur demeurera, des personnes qui sans scandale public, commotion populaire, sedition ou autre crime, contenant en soy offence publique, seroient devoyez de la foy, & Religion Catholique, & tombez en crime d'heresie dont il seroit besoin de faire declaration, & aussi des Clercs promus & constitués en Ordres sacrez, où la degradation seroit requise, suivant les Constitutions Canoniques.

3. *Que* lesdits Prelats & Juges d'Eglise qui trouveront des cas privilegiez en agissant contre les Heretiques le feront sçavoir & notifier aux Juges Presidiaux, afin d'assister avec eux pour ledit cas privilegie, procedant ensemble ou separement, selon qu'ils jugeront plus expedient: à sçavoir lesdits Prelats & Juges Ecclesiastiques pour le delit commun, & lesdits Juges Presidiaux pour ledit cas privilegie, suivant l'Edit du 29. Novembre 1549.

4. *Que* de même lorsque lesdits Juges Presidiaux procedans à

la confection des Procez pour raison des crimes & matieres à eux attribuées par cet Edit, trouveront aucuns chargez du crime d'heresie, ils en advertiront les Prelats ou leur Vicaires Generaux pour y estre procedé comme dessus, ensemble ou separement, ainsi qu'ils verront estre à faire pour le mieux &c.

5. Et d'autant que S. M. veut de tout son pouvoir exterminer telles damnées & reprouvées sectes, Elle ordonne que les Juges presidiaux, en leurs Sieges Presidiaux seulement, procedant au jugement definitif des accusez, & chargez de crimes dont la connoissance leur appartient, appelleront jusqu'au nombre de dix, ou Conseillers s'il y en a nombre suffisant, ou d'Avocats à leurs deffaut des plus notables, & fameux, compris les Lieutenans Particuliers, les Prevosts ordinaires, leurs Lieutenans & Officiers Royaux, auxquels ils feront signer le dictum de leur Sentence, dont les condamnés ne seront receus à appeller, mais sera ladite Sentence & jugement executé comme un Arrest de Cour Souveraine, & sera cet article inviolablement observé, jusques à nouvelle Ordonnance.

Le 6. Article & les suivans jusques au 21. n'ont pas esté inserrez en cet endroit, à cause qu'ils ne regardent pas la matiere presente, mais seulement l'impression, & vente des livres, & on les trouvera dans le

le chapitre 20. de la 1. partie cy-devant.

22. Deffenses d'apporter en France ny es Terres de l'Obéissance de S. M. aucuns livres quels qu'ils soient de Geneve, & autres lieux soupçonnez d'heresie, à peine de confiscation de biens, & de punition corporelle.

23. Enjoint aux Procureurs, & Avocats Generaux des Cours de Parlement d'informer de la qualité, vie, & conversation des Officiers Subalternes exerçans la justice, mesme les Lieutenans Generaux & Particuliers, Prevosts, Avocats, Procureurs des Sieges s'ils font leur devoir, pour punir & corriger les nouveaux sectateurs & Heretiques Lutheriens, afin d'y estre pourvû par S. M. au cas qu'il y en ait de negligens.

24. Qu'aucun ne sera reçu à l'avenir en aucun Office de judicature, ny mesme de Procureur ny d'Avocat qu'il ne soit de bonne vie & mœurs, & Catholique, Apostolique & Romaine, qu'il n'en rapporte attestation en bonne forme qui sera exhibée à Monseigneur le Chancelier ou Garde des Sceaux de S. M. auparavant que les Lettres soient expédiées, avec lesquelles ladite attestation sera attachée sous le contrescel de la Chancellerie. Il est de plus ordonné à toutes les Villes & Communautés, de ne prendre pour Maire, Echevins, Consuls ou autres Magistrats que des Catholiques exemts de tous soupçons d'heresie, &c.

25. Ordonné aux Presidens, Con. eillers, Avocats, & Procureurs Generaux des Parlemens de faire tenir les Mercuriales de trois mois en trois mois, & d'y traiter par preference des matieres de nôtre Sainte Religion, de ce qui sera necessaire pour la conservation, & specialement contre les erreurs des nouveaux sectateurs dont ils s'informeront diligemment avec les Conseillers Elûs pour lescdites Mercuriales, &c.

26. Deffenses à toutes personnes de quelle qualité & condition quelles soient, de proteger & de solliciter pour ceux qui sont chargez, & suspects d'Heresie Prisonniers, & absens, mais d'en laisser faire justice, à peine d'être declarez fauteurs d'heretiques, & d'être punis selon les Saints Decrets, & Constitutions Canoniques, avec ordre aux Juges de denoncer aux Procureurs Generaux & Particuliers ceux qui les auront sollicité, pour les poursuivre, & faire condamner ausdites peines.

27. Ordonné à tous Juges Royaux de faire toute la diligence possible, pour faire informer, decreter & emprisonner chacun selon son pouvoir, ceux qui sont chargez & suspects d'heresie, & de leur faire faire leur procez avec toute diligence, & qu'à cet effet il sera fait une prompte & exacte recherche es maisons des chargez, & soupçonnez d'heresie, voir s'ils ont aucuns livres censurez, & n'auront lescdits Prisonniers aucune

communication avec personne qui les puisse favoriser.

28. Les Seigneurs Temporels, Haut-Justiciers feront informer soigneusement par leurs Juges, s'il y a dans leurs Terres aucuns heretiques, ou suspects d'Herésie, & en ce cas les feront prendre, & mettre entre les mains des Juges Royaux & Presidiaux, pour leur faire & parfaire leurs Procez, lesquels Juges Royaux & Presidiaux prestent main forte à ceux des Seigneurs quand ils en seront par eux requis, sous peine de confiscation, & perte de leurs Justices, & rétention d'icelles, à celle de Sa Majesté.

29. Enjoint à tous ceux qui connoistront quelques-uns infectez d'herésie, de les denoncer incontinent, & sans delay aux Juges Ecclesiastiques, & Officiers des Evêques, Juges Presidiaux, & autres qu'il appartiendra, & le plutôt que faire se pourra.

30. Ceux qui auront connoissance du mépris fait des Ordonnances de S. M. tendant à scandale, sedition, & commotion populaire, les reveleront incontinent, & en advertiront les Procureurs, & Officiers des Lieux, comme encore ceux qui se sont retirez, à peine d'estre tenus pour auteurs d'herésie, & d'estre punis des mêmes peines que seroient lesdits Heretiques, s'ils estoient apprehendez.

31. Les denonçans en matiere d'herésie, en cas de preuve legi-

time, conviction, & condamnation contre les deferez & accusez par eux, auront la troisième partie de leurs biens, à quelque somme & valeur qu'elle puisse monter, deduction néanmoins faite des droits de Justice. Et en cas de fausseté desdites denonciations, les denonciateurs seront punis selon droit & raison.

32. Les Prelats sont priez & exhortez aussi bien que leurs Vicaires (qui connoistront que leurs Officiers auront negligé les accusations faites contre les Heretiques) de proceder contre eux dont la connoissance leur appartiendra. Et enjoint aux Officiers Royaux, & Cours Presidiales de faire leur devoir, & de proceder vivement contre tels dissimulateurs pour servir d'exemple aux autres; & au cas qu'ils y manquent il sera rigoureusement procedé contr'eux comme fauteurs d'heresies, par suspension & privation de leurs Offices, ainsi qu'ils l'auront merité.

33. Ceux qui reveleront les Conventicules des Heretiques, quoy qu'ils eussent esté adherens & consentans ausdites Assemblées, auront absolution de leur crime pour cette fois, & S. M. offre de leur faire expedier ses Lettres de Grace.

34. Deffense d'instituer aucun Maistre d'Ecole sans approbation de ceux à qui il appartient de droit, & de coutume, qui sont obligez de s'assurer de leur bonne vie, & saine doctrine, à peine d'en re-

pondre au cas que faute arrivât, & les peres & meres ne prendront aucune personne suspecte d'heresie pour Pedagogue de leurs enfans, & n'envoyeront personne aux Universitez avec eux, qu'ils ne soient bien assurez de leur bonne vie & saine doctrine.

35. Toutes personnes qui auront droit & charge de commettre & instituer des Maîtres & Principaux es Colleges & Universitez de ce Royaume, même en celle de Paris ny pourvoiront que des gens de bien & non suspects d'heresie, & les Principaux par eux instituez ne mettront aucuns Regens qui ne soient gens de bien, & non suspects d'heresie, & au cas qu'ils ayent communication avec des personnes suspectes des nouvelles doctrines, secretement ou publiquement, les destitueront incontinent sans leur permettre aucune communication avec les enfans, & en cas qu'ils soient coupables les denoncer aux Juges Ecclesiastiques & Presidiaux.

36. Defenses à toutes personnes illiterées de quelle qualité & condition qu'elles soient, & à tous Etrangers pendant qu'ils seront dans ce Royaume, d'avancer aucunes propositions, questions & disputes sur les points de la foy, du saint Sacrement, des Constitutions & Ceremonies de l'Eglise, des saints Conciles & Constitutions du saint Siege, sous peine d'être punis comme infraçteurs des Ordonnances & defenses de S. M.

37. Pareilles defenses d'écrire, d'envoyer argent, ny favoriser ceux qui sont allez de ce Royaume resider à Geneve, & autres Païs separez de l'union de l'Eglise & de l'obeissance du saint Siege, aux mêmes peines, avec ordre aux Juges Presidiaux & Cours de Parlement d'en informer & les punir exemplairement, & la tierce partie des confiscations & amendes declarées & adjugées contre eux pour avoir porté ou fait porter, ou envoyé ledit argent, appartienndront aux denonciateurs.

38. Tous porteurs de lettres venans de Geneve, seront arrêtez & punis s'il se justifie que lesdites lettres tendent à divertir les fidelles de la verité & observation de la Foy & Religion Catholique, & desobeissance aux Constitutions de l'Eglise, avec ordre de proceder contre eux comme Heretiques & perturbateurs du repos public.

39. Tous les biens de ceux qui se sont retirez à Geneve pour y demeurer separez de l'union de l'Eglise, sont declarez confisquezz au Roy, même ceux qui se verifient avoir esté vendus avant leur depart, en fraude de delit qu'ils meditoient faire, & qu'ils ont commis en se retirant audit Geneve, &c.

40. Sa Majesté par cet article commende à tous ses Sujets de quelle qualité & condition qu'ils soient de frequenter le plus qu'ils pourront le Service divin, specia-

lement es jours solempnels, avec la reverence deuë à genoux, comme doit faire un bon & fidelle Chrétien, adorant le saint Sacrement de l'Autel à l'elevation & exhibition d'iceluy, même les Gentils-hommes, ceux de la Justice & ceux qui ont autorité pour donner exemple au peuple, défenses à toutes personnes de se promener es Eglises durant le Service divin, mais s'y tiendront prosterner en devotion, comme dans la maison de Dieu & d'Oraison.

41. Les Evêques & Prelats Diocésains du Royaume feront faire lecture les jours de Dimanches aux Prônes des articles faits par la Faculté de Theologie de Paris, le 2. Mars 1542. par les Curez ou Vicaires des Eglises Paroissiales qui les expliqueront à leurs Paroissiens, & les inviteront à les observer & garder inviolablement.

42. Enjoindront lesdits Prelats Diocésains aux Predicateurs, tant Reguliers que Seculiers, par les congez & permissions qu'ils leurs bailleront pour prêcher, de se conformer ausdits articles, sans y contrevnir aucunement.

43. Nul ne sera receu à prêcher, soit Regulier ou Seculier qui autrefois aura esté repris d'heresie, ou qui en soit aucunement soupçonné, à moins qu'il n'en soit bien & deuëment purgé pardevant Juge competant, dont il exhibera la Sentence conreman sa purgation.

44. Il est ordonné & comman-

dé par S. M. à tous ses Sujets de quelle qualité & condition qu'ils soient de n'avoir aucuns Serviteurs, & de ne souffrir qu'aucune personne suspecte d'heresie converse & frequente dans leurs maisons, & s'il en connoissent les chasser, à peine de répondre des scandales qui s'en pourroient ensuivre.

45. Les Archevêques, Evêques & Prelats du Royaume sont exhortez par S. M. de faire leur devoir, de resider en leurs Benefices, y vivre catholiquement & servir d'exemple, tenir leurs Conciles Provinciaux, faire resider les Curez & autres Beneficiers en leurs Benefices, les faire vivre avec simplicité & modestie requises par les decrets & constitutions de l'Eglise, spécialement en leurs habits, & en cas de dissolution des Ecclesiastiques en leurs habits avec scandale du peuple, pourront être emprisonnez par les Officiers de S. M. qui les rendront incontinent à leurs Prelats qui en feront une punition exemplaire.

46. Enjoint S. M. à ses Procureurs generaux, à ses Cours de Parlement, & à tous autres Juges de tenir la main à l'exécution du present Edit, &c.

Monsieur le Procureur general requerans l'enregistrement du present Edit, representa,

Que tous les Rois de France ont merité le nom de tres-Christians par le zele qu'ils ont toujours témoigné pour la conservation de la Religion.

Que ce zele de Religion est une des principales causes pour lesquelles Dieu a maintenu l'état de ce Royaume dans sa splendeur jusqu'à présent.

Que l'Histoire remarque que le Regne de Numa Pompilius parmi les Romains fut long, heureux & paisible, parce qu'il eut un grand soin de la Religion.

Que Titelive & Plutarque disent, *quod Numa primus condidit templum fidei, primus fidei solemne instituit* : & quoy que la Religion de Numa ne fut pas réglée selon Dieu, toutefois il fut heureux dans la Gentilité.

Que cela nous doit faire penser que le soin & zele des Rois de France pour la veritable Religion leur a esté tres avantageux, pour le maintien & augmentation de la Monarchie de France.

Et qu'au contraire la negligence de la Religion, le delaissement & apostasie de la foy, & le schisme & division de l'Eglise ont toujours esté la source de tous les maux, & le presage de la desolation & ruine d'une Republique.

Que les exemples sont frequens de *Neglecta Religione*, & que les enfans d'Israël se tenans unis en la foy de Dieu, & es preceptes de la Loy, ont toujours prospéré, & vaincus leurs ennemis, & au contraire quand ils s'en sont detournez, ils sont tombez en des grandes ruines & malheurs.

Que les soins que prend S. M. à l'extermination & extirpation de

l'heresie de son Royaume par cet Edit, luy attirera mille benedictions du Ciel, qui la maintiendront & son Etat dans une prospérité de longues années.

Ensuite de quoy a requis l'enregistrement dudit Edit : ce que la Cour a fait en ordonnant,

Que les Juges Presidiaux & ceux qui assisteront avec eux aux jugemens criminels, après avoir veu les proces, feront venir devant eux les prisonniers, & les ouïront par leur bouche.

Que les jugemens qui seront donnez & arrêtez par lesdits Juges Presidiaux, & ceux qui assisteront avec eux ne seront censéz & reputéz conclus & arrêtez à moins qu'ils ne passent de deux opinions pour le moins, suivant l'Ordonnance, &c.

Et en exhortant les Archevêques, Evêques & Prelats du ressort de la Cour d'entretenir le contenu audit Edit en ce quiles concerne.

En tous actes & actions publiques où il sera parlé de la Religion des Heretiques, sera usé de ces mots, *Religion pretenduë reformée. Ainsi ordonné par l'Edit du Roy Henry III. du mois de May 1576. article 16.*

VI.

Défenses à ceux de la Religion pretenduë reformée de nommer *Orthodoxe* ladite Religion. *Par Arrest du Conseil Privé, du 25. Janvier 1661. qui ordonne que l'Affiche en laquelle leurs Professeurs de la Ville*

Ville de Nîmes l'avoient qualifiée Orthodoxe, sera brûlé par les mains du Bourreau, & que lesdits Professeurs comparoîtroient en personne, & jusques à ce interdits.

VII.

Le Roy Louys XIV. par sa declaration du 18. Juillet 1656. ordonne que l'Edit de Nantes, & autres Edits, Declarations, Arrests & Reglemens donnez en consequence, seront observez selon leur forme & teneur, sa Majesté n'entendant avoir rien innové par sa Declaration du 21. May 1652. & que deux Commissaires l'un Catholique & l'autre de la Religion pretenduë reformée seront envoyez dans les Provinces pour y remettre les choses dans l'ordre qu'elles doivent être, conformément ausdits Edits. Ladite declaration verifiée au Parlement, le 7. Septembre 1656.

VIII.

Il fut ordonné que l'enregistrement de ladite Declaration seroit fait en la Chambre de l'Edit de Bordeaux. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 10. Janvier 1657.*

IX.

Et par un autre *Arrest dudit Conseil d'Etat, du 17. Fevrier 1657.* il fut ordonné que ladite Declaration seroit enregistrée en la Chambre de l'Edit de Castres.

X.

¶ Ceux de ladite Religion pretenduë reformée ayant fait des remontrances à sa Majesté sur le partage arrivé dans la Chambre de

l'Edit de Guyenne, sur l'enregistrement de ladite Declaration du 18. Juillet 1656. sa Majesté sans avoir égard ausdites remontrances, *par Arrest de son Conseil d'Etat, du 27. Mars 1657.* ordonna que ladite Declaration seroit executée selon sa forme & teneur.

XI.

Plusieurs particuliers de la Religion pretenduë reformée, s'étant pourvus au Conseil, au lieu de se pourvoir pardevant les Commissaires deputez par S. M. par sa Declaration du 18. Juillet 1656. sa Majesté *par Arrest de son Conseil d'Etat, du 24. Avril 1665.* renvoya les procez & instances qui avoient esté introduites au Conseil, pardevant lesdits Commissaires deputez dans les Provinces pour informer des contraventions à l'Edit de Nantes, & toutes les affaires concernant le fait de la Religion pretenduë reformée, exercice d'icelle, Temples, Cemetieres & observation de l'Edit de Nantes, & par appel au Conseil, avec interdiction à tous Parlemens, Chambres de l'Edit, & autres Cours & Juges d'en prendre connoissance.

XII.

L'Assemblée generale du Clergé de France s'étant pourveuë à sa Majesté sur diverses entreprises & contraventions de ceux de la Religion pretenduë reformée en plusieurs Dioceses, sa Majesté par *Arrest de son Conseil d'Etat, du 2. Avril 1666.* renvoya la Requête à Messieurs les Commissaires

E E e

deputez pour l'exécution de l'Edit de Nantes, pour sur leur avis & rapport, estre ordonné ce qu'il appartiendra.

CHAPITRE III.

Du rétablissement de la Religion Catholique, des Eglises, & Biens Ecclesiastiques dans les lieux infectez d'Herésie.

I.

LA Religion Catholique, & Romaine sera remise, & rétablie en tous les lieux du Royaume où l'Exercice d'icelle a esté intermis pour y estre librement, & paisiblement exercée sans empêchement, aux peines portées par lesdites Ordonnances; & ceux qui pendant la guerre se sont emparez des maisons, biens, & revenus des Ecclesiastiques, ou Catholiques, leurs en laisseront l'entiere possession, & jouissance comme ils l'avoient auparavant, ainsi ordonné par l'Edit du Roy Charles IX. du mois d'Aoust 1570. art. 3.

Les Articles 3. des Edits de Charles IX. du mois de Juillet 1573. de Henry III. du mois de May 1576. & du mois de Septembre 1577. sont conformes à l'Article precedant.

II.

Le Roy Henry IV. par son Edit de 1596. ordonne la mesme chose.

III.

Le Roy Louys XIII. par son Edit du mois de Septembre 1617. ordonna le rétablissement de la Religion Catholique, dans le pais

de Bearn, & donna main-levée des biens des Ecclesiastiques saisis dès le temps de la Reyne de Navarre, quoyque réunis au Domaine de S. M. lequel Edit fut verifié au Parlement de Toulouse le 6. Decembre 1617.

IV.

Le Conseil de Pau ayant fait quelque difficulté de verifier l'Edit cy-dessus, S. M. luy envoya ses Lettres de Jussion du 25. Juillet 1618. sur ce que ledit Conseil par son Arrest du 29. Juin precedent avoit dit qu'il n'y avoit lieu de proceder à la verification dudit Edit, de la main-levée des biens Ecclesiastiques en Bearn; mais voyant que S. M. s'étoit rendu à Bordeaux au mois d'Octobre 1620. avec resolution de passer en Bearn, & y assurer pour jamais aux Ecclesiastiques la jouissance des biens qui leur appartiennent, ledit Conseil donna son Arrest de verification dudit delay, le 8. Octobre 1620.

Deffenses à toute sorte de personnes de démolir, & abbatre les Eglises ou Chapelles encore qu'elles fussent de leur Fondation, ou de leur Predecesseurs. Edit de 1571. art. 4.

V.

Le Roy sans s'arrester à un Arrest de partage de la Chambre de l'Edit de Caîtres, dechargea les Habitans Catholiques de Realmont, de la demande à eux faite par ceux de la R. P. R. pour rentrer en la jouissance de l'Eglise dudit lieu, laquelle avoit

esté autrefois le lieu du Prêche, & les a maintenus en la possession d'icelle; *par Arrest du Conseil du 11. Janvier 1657.*

Les Eglises qui sont à l'entour de la ville de Privas furent restituées sur la confiscation des biens des rebelles de la R. P. R. de ladite Ville *par Arrest du Conseil Privé du 29. Juillet 1664.*

CHAPITRE IV.

Contenant ce qui a été fait & ordonné contre les Herétiques, touchant la veneration qui est due au S. Sacrement, & choses sacrées.

I.

LE Parlement de Rennes ordonna à tous les Habitans de la ville de Vitré de la R. P. R. de tendre & tapisser devant leur logis à la Feste du S. Sacrement à peine de cent. livres d'amande, *par Arrest du 6. Juin. 1629.*

II.

Il fut deffendu de faire l'Exercice de la R. P. R. sinon conformément aux Edits & Arrests, & ce seulement en la présence d'un Ministre, & es lieux où selon les Edits il n'y en peut résider un, comme aussi d'oster la liberté d'envoyer les enfans & serviteurs chez les Maîtres d'Ecoles Catholiques: & commandé à ceux de ladite R. P. R. de tendre devant leurs portes à la Procèsion du S. Sacrement: à faute de quoy permis aux Catholiques de faire tendre pour

eux & à leurs frais, *par Arrest du Conseil privé du 21. Avril 1627.*

III.

Enjoint à ceux de la R. P. R. de faire tendre devant leurs maisons aux jours & heures des Procèsions solennelles, & notamment à la Feste du S. Sacrement; *par Arrest du Conseil d'Etat du 19. Octobre 1650.*

IV.

Ceux de la R. P. R. de Castres ayant fait une deliberation dans leur Consistoire portant privation de Cène, à ceux qui prétendoient ou loueroient des draperies pour tapisser les ruës le jour de la Feste-Dieu, ladite deliberation fut cassée *par Arrest du Conseil d'Etat du 28. Avril 1656.* avec deffenses de prendre telles deliberations, & que la tenture sera faite à la diligence des Consuls, &c.

V.

Deffenses à ceux de la R. P. R. de commettre aucun scandale contre les Sacremens & Ceremonies de l'Eglise, & enjoint à ceux qui se rencontreront dans les ruës lorsque l'on portera le S. Sacrement, de se retirer promptement au son de la cloche, ou de se mettre en estat de respect & de reverence, & en cas qu'ils commettent aucun acte, ou contenance qui puisse tourner au mépris & scandale de l'Assistance seront mis en prison, & pour la premiere contravention payeront cinq cens livres d'amende, applicables aux Hospitiaux des lieux, & le tiers

aux denonciateurs ; & s'ils retombent en la même faute payeront quinze cens livres d'amende , & pour la troisième fois deux mille livres , & seront bannis de la Province , sans prejudice de plus grands châtimens , s'il y échet , &c. par *Arrest du Conseil privé du Roy du 23. Octobre 1640.*

VI.

Le Roy interpretant l'Arrest cy-dessus , ordonne que ceux de la R. P. R. hommes & femmes , rencontrans le S. Sacrement , se reriront promptement ; & s'ils ne le peuvent faire , ils s'arrêteront , & se mettront en estat de respect & de reverence , en levant par les hommes le chapeau &c. par *Arrest du Conseil d'Etat du 2. Janvier 1641.*

VII.

La Chambre de l'Edit de Castres par son *Arrest du 26. Janvier 1641.* ordonna que les deux Arrests cy-dessus y seroient enregistrés , & qu'ils seroient lûs & publicz par tout où besoin seroit , & à son de Trompe par les Carrefours de ladite Ville , & autres lieux du ressort.

VIII.

Les Arrests du Conseil des années 1640. & 1641. touchant la veneration du S. Sacrement seront exécutés , & le Ministre nommé Camps sera pris au corps pour l'irreverence par luy commise envers le S. Sacrement , & le Lieutenant Criminel , & le Procureur du Roy de Montauban rendront

compte de leur conduite , & à l'avenir le S. Sacrement sera porté dans Montauban , & autres lieux au son de la cloche qui le precedera , ainsi ordonné par *Arrest du Conseil d'Etat du 20. Juillies 1663.*

IX.

Par *Arrest de la Chambre de l'Edit de Castres du 24. Septembre 1663.* il fut ordonné qu'il seroit procédé extraordinairement contre ledit Ministre Camps pour son irreverence envers le saint Sacrement , lequel seroit porté au son de la cloche , & que les Arrests du Conseil des 23. Octobre 1640. & 2. Janvier 1641. seroient observés.

X.

Lequel Ministre Camps fut ensuite condamné en la somme de 400. livres d'amende , & aux dépens , par *Arrest de ladite Chambre de l'Edit de Castres du dernier Octobre 1663.*

XI.

Il fut ensuite défendu à tous Ministres , & autres de la Religion Pretendue Reformée de chanter dans leurs Temples , pendant que les Processions , auxquelles le saint Sacrement seroit porté , passeroient devant lesdits Temples à peine de mille livres d'amende , par *Arrest de ladite Chambre de l'Edit de Castres du 17. Juin 1664.*

XII.

Plusieurs habitans de la ville d'Aymet faisant profession de la

Religion Pretendue Reformée furent condamnez à mort, *par Arrest du Parlement de Bordeaux du 7. Septembre 1660.* pout avoit commis des impietez & profanations, s'étant assemblez en grand nombre le 26. Juin 1659. & ayant fait une Procession, chantans avec hurlemens des mots profanes sur l'air des Litanies de l'Eglise, & ayant fait marcher devant eux un homme, portant au lieu de la Ctoix une fourche aux branches de laquelle estoient attachez des flambeaux de resine allumez, & ayant ensuite fait marcher un âne qu'un d'eux tenoit par le licol, & un autre par la queue, & deux par les oreilles revestu de linge blanc, en derision des surplis, & ornemens Ecclesiastiques, luy ayant mis un bonnet quarré sur la tête, & en cet équipage ayant fait leur premiere station, devant & au pied de la Ctoix que le Curé d'Aymet avoit fait planter en la grande Place publique : & ayant contrefait ledit Curé en ses Divins Offices, & mesme au saint Sacrifice de la Messe, & levant au lieu d'Hostie, un couvercle de pinte, ou pot d'étain à boire, & pour Calice un gobelet, & frappans à genoux leur poitrines durant les elevations, avec des risées, & huées scandaleuses & impies, & feignant de se confesser entr'eux, & de communier, prenant au lieu d'Hosties des trenchés de jambon, & des morceaux de viande cuite, & ayant con-

tinué de faire ces profanations si sacrileges toute la nuit en diverses Places, Cartefours, & Cabarets de ladite ville d'Aymet.

XIII.

Ceux de la Religion Pretendue Reformée ayant porté leurs plaintes à Sa Majesté du susdit Arrest, & encore d'un autre du 22. Mars 1661. portant la démolition du Temple de la ville d'Aymet, Sa Majesté renvoya au Parlement de Bordeaux le châtiment & punition dudit crime de Leze-Majesté Divine, commis par les habitans d'Aymet, & fut leur opposition à la démolition de leur Temple, & privation de l'exercice de ladite Religion Pretendue Reformée, il fut ordonné aux Commissaires deputez par Sa Majesté sur les Innovations, & Contraventions à l'Edit de Nantes, de dresser leur Procez verbal des Causes de ladite opposition, l'envoyer à Sa Majesté, laquelle ensuite ordonneroit ce qui seroit de raison. *Par Arrest du Conseil d'Etat du 18. Juin 1661.*

XIV.

Monsieur de Machault Intendant en Champagne, *par jugement du 11. May 1666.* défendit entre autres choses à tous ceux de la Religion pretendue reformée en la Prevôté de Vuassy de proferer aucunes paroles injurieuses contre la Religion Catholique, ses Ministres & ses Ceremonies, à peine de punition exemplaire, & le nommé Samuel Morisot de la Religion

pretenduë reformée fut condamné à faire une amende honorable en l'Audiance de ladite Prevôté, & à d'autres peines y mentionnées, pour avoir parlé injurieusement contre les Ceremonies de l'Eglise & ses Ministres, & commis des violences en la maison de la propagation de la foy dudit lieu, afin d'empêcher l'abjuration d'un nouveau converty. *Ce qui fut executé le 22. Juillet 1666. en l'Audiance dudit Vassé.*

XV.

Deux écoliers de la Religion prétenduë reformée ayant esté communier en l'Eglise de Nôtre Dame des Ardilliers de Saumur, la nuit de Noël 1631. furent condamnés à faire amende honorable, au bannissement perpetuel, & en douze cens livres d'amende envers le Roy. *Par Arrest du Parlement de Paris en la Chambre de l'Edit, le 17. Fevrier 1632.*

XVI.

Le nommé Rambault habitant de Die fut condamné à avoir la langue coupée, & à être pendu & brûlé pour crimes d'impietez & blasphemés. *Par Arrest du Parlement de Grenoble, du 16. Juillet 1675.*

CHAPITRE V.

De l'observation des Fêtes de l'Eglise par ceux de la Religion prétenduë reformée, & de l'abstinence des viandes es jours défendus.

I.

LE Roy Charles I X. par son Edit du 17. Janvier 1561. art. 9. ordonne à ceux de la nouvelle Religion de garder les Loix politiques, même celles qui sont receuës en l'Eglise Catholique, en fait de Fêtes & jours chomables.

II.

Et par sa Declaration du 14. Juin 1563. sur l'Edit de pacification du 19. Mars 1561. il est enjoint à ceux de la Religion prétenduë reformée de garder les Fêtes ordonnées par l'Eglise Catholique, Apostolique & Romaine, à peine de punition corporelle. Verifiée en Parlement le 1. Juillet 1563.

III.

Les Fêtes seront gardées, & ceux de la Religion prétenduë reformée ne pourront travailler ny vendre esdits jours à Boutiques ouvertes. *Par Edit du même Roy, du 14. Decembre 1561. art. 14.*

IV.

Ordonné à tous ceux de ladite Religion de suivre les Loix politiques du Royaume, sçavoir que les Fêtes seront gardées, & ne pourront ceux de ladite Religion travailler, vendre, ny étaler lesdits jours à boutique ouverte, & aux jours maigres esquels l'usage des viandes est défendu par ladite Eglise Catholique Romaine, les Boucheries ne seront point ouvertes. *Par l'Edit du même Roy du mois d'Aoust 1570. art. 34.*

V.

La Cour des Grands Jours de

Poitiers défendit tant à ceux de la Religion prétendue réformée qu'aux Catholiques, de travailler & tenir les Boutiques ouvertes les jours de Fêtes, d'aller aux Cabarets pendant le Service divin, ny de vendre de la chair en Carême, & enjoignit ausdits de la Religion prétendue réformée de se retirer, ou ôter le chapeau quand le saint Sacrement passeroit, & de souffrir que les Officiers des lieux fissent rendre devant leurs maisons au jour & octave du saint Sacrement.

Par son Arrest du 29. Novembre 1634. & le 23. Decembre suivant, elle en donna encore un autre sur le même sujet, portant les mêmes choses, & une amende de cinq cens livres, de punition corporelle s'il y écheoit contre les contrevenans.

VI.

Le Parlement de Bordeaux *par son Arrest du 5. Decembre 1637.* fit aussi défenses à tous ceux de la Religion prétendue réformée de la Ville de Pons d'ouvrir leurs Boutiques, ny labourer les jours des Fêtes commandées par l'Eglise Catholique, & aux Bouchers de vendre ou exposer en vente de la chair aux jours par elle défendus, à peine de 25. livres d'amende, & de confiscation des ouvrages, harnois & desdites chairs, comme aussi défenses à tous les habitans de jeter ou porter leurs immondices aux environs de la croix plantée audit lieu, ny devant l'Eglise des Peres Recollets qui est au même endroit.

VII.

Les Juges Mage & Criminel de Montauban enjoignirent à ceux de la Religion prétendue réformée, aussi bien qu'aux Catholiques de garder les Fêtes, avec défenses de travailler ces jours là à boutiques ouvertes, & de vendre chair ou gibiet aux jours prohibez par l'Eglise. *Par Ordonnance du 26. Janvier 1639. laquelle fut confirmée par Arrest du Conseil Privé, du 1. Avril 1639. avec interdiction de deux Officiers qui s'y étoient opposés.*

VIII.

Dans les Villes où l'exercice de la Religion prétendue réformée est permis, les Fêtes solennifiées par l'Eglise y seront observées, & à cette fin l'indiction s'en fera la veille au son de la Cloche, avec défenses à toutes personnes d'y contrevenir à peine de deux mille livres d'amende, & de tous dépens, dommages & interets. *Ainsi jugé par Arrest du Conseil Privé, du 7. Decembre 1657.*

IX.

Défenses à toutes personnes de quelle qualité qu'elles soient de vendre ny exposer en vente, en public ny en particulier durant le Carême aucunes especes de chair, sinon aux Hôtels Dieu & malades en cas de nécessité, à peine de cent écus d'or sol contre les contrevenans s'ils ont de quoy payet, sinon d'être fouiettez par les Carrefours des lieux de leur demeure, sans pouvoir par les Officiers de sa Majesté radoucir ny diminuer ladite

peine. *Ainsi ordonné par l'Edit du Roy Charles IX. du 2. Fevrier 1565.*

X.

La Chambre de l'Edit du Parlement de Paris par son Arrest du 24. Juillet 1643. défendit à tous ceux de la Religion prétenduë reformée de troubler les Catholiques au Service divin, & dans leurs dévotions au temps des Indulgences, à peine de 500 livres d'amende, & de punition exemplaire.

CHAPITRE VI.

Touchant le choix des Predicateurs dans les lieux occupez par les Heretiques & la liberté qu'ils ont d'y prêcher, y étans envoyez par les Evêques.

I.

LES Catholiques des Villes tenues par ceux de la Religion prétenduë reformée sont confirmez dans la liberté d'avoir tels Predicateurs que les Evêques voudront leur envoyer. *Par Arrest du Conseil d'Etat du 10. Novembre 1617. avec défenses aux Consuls de Montpellier de troubler les Predicateurs qu'il plaira à l'Evêque Diocesain d'y envoyer, avec commission au Gouverneur de la Province pour l'exécution dudit Arrest.*

II.

Ceux de la Religion prétenduë reformée de la Ville de Lectoure ayant fait sommer le Pere Regourd Jesuite, qui y avoit esté envoyé pour prêcher, de se retirer, prétendans que l'entrée des Villes

qu'ils appelloient de seureté étoit défenduë aux Jesuites, le Roy Louys XIII. par sa Lettre du 20. Mars 1618. declara aux Consuls, Manans & Habitans de ladite Ville de Lectoure que son intention n'a jamais esté de priver ses Sujets Catholiques de ladite Ville, ny des autres de l'instruction qu'ils peuvent recevoir, tant dedit Peres Jesuites, qu'autres Predicateurs qui leur seront nommez, & choisis par les Evêques Diocesains, seculiers ou reguliers sans distinction d'Ordre, comme il est de tout temps accoutumé, & selon que le contient expressement l'Edit de Pacification de Sa Majesté, & quelle vouloit que son intention fût suivie.

III.

L'assemblée de ceux de la R. P. R. tenuë à Loudun, ayant arresté qu'il ne setoit permis à aucun Jesuite d'entrer dans les Villes de seureté pour y prêcher: *le Parlement de Toulouse par son Arrest du 22. Novembre 1619. ordonna le contraire avec défenses à toutes personnes de quelle qualité & condition qu'elles soient de donner aucun trouble ny empêchement aux Predicateurs envoyez par les Evêques Diocesains, pour la consolation & instruction des Catholiques, soit qu'ils soient Jesuites, ou de quelque autre Ordre, à peine d'être declarez perturbateurs du repos public, & d'être procédé contre eux comme criminels de leze Majesté, &c.*

IV.

IV.

Le Parlement de Bordeaux fit défenses à tous Gouverneurs, Maires & Echevins d'empêcher les Predicateurs qui seroient envoyez par les Evêques Diocésains, avec jonction au Gouverneur, Maire & Echevins de saint Jean d'Angeli d'y recevoir le Pere Tissier Jesuite pour y anoncer la parole de Dieu aux Catholiques, & y faire les autres fonctions spirituelles, à peine d'en répondre, &c. *Par Arrest du 4. Decembre 1619.*

V.

Le Parlement de Paris *par son Arrest du 14. Janvier 1620.* contre le pretendu Reglement de l'Assemblée de Loudun, fit aussi des défenses à tous les Gouverneurs, Maires, Echevins, & même à ceux de la Religion pretendue reformée commandans pour le Roy dans les Villes du ressort d'en refuser l'entrée à aucun Predicateur, Jesuite ou autre envoyé par les Evêques Diocésains, à peine d'être declarez perturbateurs du repos public, criminels de leze Majesté, & d'en repondre en leur nom.

VI.

Plusieurs personnes de la R. P. R. ayant fait une emotion & voulu tuer le Pere Duhan, Gardien des Cordeliers de Vezelay, Missionnaire au Diocese d'Aulun, pendant qu'il prêchoit au Vaux Jaucourt proche Avalon, le 19. Juin 1667. Monsieur Bouchu Intendant de Bourgogne, *par jugement souverain, du 20. Juin*

les 1668. condamna lesdites personnes en six mil livres d'amende, & decerna prise de corps contre le Ministre de Chastillon, &c.

CHAPITRE VII.

Touchant le Prêche & exercice de la Religion pretendue reformée & de ses Ministres.

I.

L'EXERCICE de la Religion pretendue reformée est défendu à la suite de la Cour, & pendant le séjour de sa Majesté aux lieux où il étoit étably auparavant, *par la Declaration du Roy Charles I^{er} X. du 24. Juin 1564.*

II. III.

Défenses à tous Seigneurs Hauts Justiciers de la Religion pretendue reformée, & autres de se servir des Eglises, Cloches & meubles destinez à icelles, & de faire changer l'heure du Service, pour donner lieu au Prêche, de demolir les Chapelles ou Colleges quoy que fondez par leurs predecesseurs, ny de troubler les Ecclesiastiques, ny leur faire aucune violence. *Par Lettres Patentes dudit Roy, du 7. Septembre 1568. auxquelles Lettres l'art. 2. de l'Edit de 1571. est conforme.*

IV.

Il fut aussi défendu aux Habitans de Cherveux de la Religion pretendue reformée de faire l'exercice de ladite Religion au lieu ordinaire, attendu la proximité de

F F f f

de l'Eglise, comme aussi d'enterrer les morts es Cemetieres des Catholiques. *Par Arrest de la Cour des Grands Jours de Poitiers, du 29. Novembre 1634.*

V.

Défenses aux Habitans de la Religion prétendue réformée de la Ville de Montelimart de chanter les Pseaumes dans les ruës, ny dans leurs Boutiques & Chambres à voix si haute qu'elle soit ouye publiquement, & d'interrompre les fonctions de la Religion Catholique. *Par Arrest du Conseil Privé, du 6. May 1659.*

VI.

Défenses à tous ceux de la Religion prétendue réformée de chanter leurs Pseaumes dans les ruës, dans les Places publiques, aux promenades, ny même dans leurs maisons, qu'à voix si basse qu'ils ne puissent être entendus des passans, ny des voisins, & aux Ministres de prendre autre qualité que celle de Ministre de la Religion prétendue réformée, & de prêcher en plus d'un lieu, à peine de punition, & de mille livres d'amende. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 17. Mars 1661.*

VII.

Mêmes défenses tant aux Habitans de Castres qu'à tous autres de la Religion prétendue réformée de chanter à haute voix les Pseaumes dans les ruës & Places publiques, ny dans leurs maisons, à peine de 500 livres d'amende.

Par Arrest du Conseil d'Etat, du 16. Decembre 1661.

VIII.

La Chambre de l'Edit de Castres. *Par l'Arrest du 24. Mars 1662. ordonna que l'Arrest cy-dessus, & celui du 23. Fevrier 1662. qui en ordonne l'exécution seroient enregistrés en ladite Chambre, & publiés où besoin seroit.*

IX.

Le Bourg de Mougon étant situé dans le Fief du Prieuré du dit Mougon la Cour des Grands Jours de Poitiers, *par Arrest du 29. Novembre 1634. ordonna que l'on n'y feroit plus aucun exercice de la Religion prétendue réformée, & que l'on n'enterreroit plus les morts de ladite Religion dans les Cemetieres des Catholiques.*

X.

Le Prêche du Faux-bourg de Corbigny dépendant de l'Abbaye de saint Leonard audit Faux-bourg, & des terres & justice d'icelle en fut ôté, *par Arrest du Conseil Privé, du 18. Mars 1636. avec défenses d'y faire le Prêche, à peine de mil livres d'amende.*

XI.

L'exercice de la Religion prétendue réformée fut ôté de la Ville de Chauvigny comme terre d'Eglise, quoy que de long temps établi en conséquence des articles secrets de l'Edit de Nantes. *Par Arrest du Conseil Privé, du 21. Novembre 1642.*

XII.

Il fut aussi défendu aux Habi-

tans de Bourgueil de ladite Religion prétendue réformée de faire ledit exercice au lieu de la Lande Fief de l'Abbaye de Bourgueil. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 27. Inillet 1644.*

XIII.

Pareilles défenses aux Habitans de saint Bauzile de faire aucun exercice de ladite Religion prétendue réformée audit lieu, comme étant du domaine de l'Evêché de Montpellier, à peine de punition corporelle. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 24. Mars 1661.* portant que le Temple qu'ils y avoient fait réédifier sera demoly.

XIV.

Et par l'*Arrest dudit Conseil d'Etat, du 28. Septembre suivant*, il fut dit que le precedent seroit executé & que dans huitaine les Habitans de saint Bauzile de la Religion prétendue réformée feroient demolir à leurs frais ledit Temple par eux réédifié.

XV.

Défenses de faire l'exercice de la Religion prétendue réformée en aucun lieu ny maison Noble, à moins que les Seigneurs Hauts Justiciers desdits lieux n'y resident actuellement ou leurs familles; & à tous Ministres de faire le Prêche hors le lieu de leur demeure. *Par Arrest du Conseil Privé, du 20. Juin 1636.*

XVI.

Mêmes défenses à ceux de la Religion prétendue réformée de faire l'exercice de leur Religion

hors les Temples à eux accordez, sauf à eux au cas que lesdits Temples fussent fermiez par ordre de Police, à cause de la maladie contagieuse de se pourvoir vers sa Majesté, Gouverneurs ou Intendans de Provinces. *Par Arrest du Conseil Privé, du 30. Octobre 1640.*

XVII.

Il fut défendu au Sieur Baudouin de faire faire aucun exercice de la Religion prétendue réformée dans sa terre de Champrose, tant qu'il sera domicilié à Paris. *Par Arrest de la Chambre de l'Edit de Paris, du 30. Inillet. 1642.*

XVIII.

Il fut aussi défendu aux Habitans de la Ville de saint Ceré en Quercy de la Religion prétendue réformée d'y contiuier le Prêche, ladite Ville appartenant au Duc de Bouillon qui n'étoit plus de leur Religion. *Par Arrest du Parlement de Toulouſe, du 15. Janvier 1643.*

XIX.

Pareilles défenses aux Habitans de la Ville de Croisic de la Religion prétendue réformée d'y faire le Prêche, quoy qu'ils pretendissent qu'il y avoit esté érably dès l'année 1602. par les Commissaires deputez pour l'exécution de l'Edit de Nantes. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 7. Avril 1644.*

XX.

Mêmes défenses de faire aucun exercice de la Religion prétendue réformée dans la Ville & Faux-

bourg de Royan, à peine de dix mil livres d'amende. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 14. Avril 1644.*

XXI.

Mêmes défenses dans le lieu de Romoules appartenant à un Seigneur Catholique, & à tous particuliers de souffrir le Prêche dans leurs maisons. *Par Arrest du Parlement de Provence du dernier Juin 1645.*

XXII.

Goudemar Ministre de la Religion prétenduë reformée ayant contrevenu au precedent Arrest, il y eut adjournement personnel contre luy, avec défenses à tous autres Ministres de faire aucun exercice de la Religion prétenduë reformée audit lieu de Romoules, ny en autres lieux qu'en ceux qui sont permis par les Edits & Ordonnances, & au nommé la Tour de permettre que ledit exercice se fassé en sa maison scituée audit Romoules, à peine de mil livres d'amende. *Par Arrest du Parlement de Provence, du 6. Septembre 1645.*

XXIII.

Il fut permis à la Dame de la Lande blanche de faire faire le Prêche en sa terre de la Lande blanche, érigée en Chastellenie, seulement lorsqu'elle y demeureroit ou sa famille, sans qu'elle puisse faire dans l'édifice commencé pour cet effet. *Par Arrest de la Chambre de l'Edit du 11. Aoust 1657.*

XXIV.

Défenses au Sieur de la Verune

de faire le Prêche audit lieu, ny dans son Chasteau, que lorsqu'il y sera & non ailleurs que dans son Château, sans entrée par dehors, ny chaire pour le Ministre, ny marque d'exercice public de ladite R. P. R. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 24. Mars 1661.*

XXV.

Défenses aux Ministres d'Oleron, & à tous autres Ministres de faire le Prêche au lieu de Lucq, & aux Habitans de Lucq d'y aller, à peine d'être punis comme perturbateurs du repos public. *Par Arrest du Parlement de Pau, du 21. Juillet 1662.*

XXVI.

Ceux de la Religion prétenduë reformée prouveront seulement par actes que l'exercice de ladite Religion s'est fait aux lieux où ils le demandent, durant les années requises par l'Edit de Nantes, & conformément à iceluy, sans qu'ils puissent être receus à le prouver par témoins, *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 7. Aoust 1662.*

XXVII.

Il fut ordonné aux Ministres de Castres d'en partir incessamment, & d'exercer leurs Charges seulement aux lieux designez dans l'Arrest du Conseil d'Etat, du 2. Avril 1663.

XXVIII.

Défenses aux Habitans de saint Cosme, Geneyrac & Ribant's de faire aucun exercice de la Religion prétenduë reformée. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 5. Octobre 1663.*

portant injonction de fermer les Temples desdits lieux,

XXXIX.

Il est defendu aux Ministres de faire le Prêche dans les places publiques, ny à la Campagne, mais seulement dans les Temples, qui leurs sont permis, *par Arrest du Conseil d'Etat du 23. Octobre 1663.*

XXX.

Mêmes defenses au Ministre de Châtillon, & autres de faire le Prêche, sinon aux lieux de leur demeure ordinaire, où il leur est permis, *par Arrest du Conseil Privé du 2. May 1631.*

XXXI.

Defenses aux Ministres de la R. P. R. de prêcher en plus d'un lieu, sous quelque pretexte que ce soit, à peine de desobéissance, & en cas de contravention, il en sera informé, *par Arrest du Conseil d'Etat du 11. Janvier 1657.*

XXXII.

Mêmes defenses ausdits Ministres de prêcher en plusieurs lieux, sous pretexte d'Annexes, ou autrement, à peine d'être procedé contr'eux, comme perturbateurs du repos public, *par Arrest du Conseil d'Etat du 6. Février 1662.*

XXXIII.

Le Parlement de Pau ordonna que ledit Arrest seroit enregistré au Greffe de la Cour, pour y estre observé selon la forme & teneur, *par son Arrest du 30. Juin 1662.*

XXXIV.

Pareilles defenses furent faites

tant à Reboulet Ministre, qu'à tous autres Ministres de la R. P. R. de faire le Prêche en plusieurs Lieux, à peine d'estre declarez perturbateurs du repos public, *par Arrest du Conseil Privé du 22. Février 1664.*

XXXV.

Il fut defendu ausdits Ministres de prêcher hors les lieux de leur residence, à peine de cinq cens livres d'amende, & de punition corporelle, *par Arrest du Conseil d'Etat du 30. Octobre 1664. il y a une Sentence du Sénéchal d'Agenois conforme audit Arrest, laquelle est du 28. Aoust 1672.*

XXXVI.

Les Seigneurs Hauts-Justiciers des Lieux où se tiendront des Assemblées, ou Conventicules illicites, soit pour le fait de la Religion, où quelque autre cause que ce soit, qui ne les empêcheront, & au contraire qui s'y rencontreront, seront privez de leurs Justices, *par l'Edit de François II. du mois de Février 1559. à Amboise art. 1.*

XXXVII.

Et si lesdites Conventicules se font es lieux qui sont sous la Justice de S. M. les Officiers feront leurs diligences pour la punition portée par lesdites Ordonnances, & en cas de negligence lesdits Officiers seront privez de leurs Offices, & declarez incapables de tenir Offices Royaux, &c. *ibid. art. 2.*

XXXVIII.

Le Roy Louys XIII. par sa Declaration du 22. Octobre 1620. fit deffenses à ceux de la R. P. R. de s'assembler sans la permission expresse de S. M. & à tous Gouverneurs, Lieutenans, Maires, & Echevins des Villes du Royaume de le souffrir, declarant criminels de Leze-Majesté tous ceux qui y contreviendront, verifié en Parlement le 14. Novembre 1620.

XXXIX.

La tenue des Colloques, & autres Assemblées de ceux de la R. P. R. fut deffendue *par Arrest du Conseil d'Etat du 26. Juillet 1657.* à la reserve des Synodes qui se feront en presence des Commissaires de S. M. & ce à peine de desobeissance, voyez l'art. 47. cy-après.

XL.

Deffenses de prendre des deliberations dans les Synodes qu'en presence du Commissaire Deputé par S. M. *par Arrest du Conseil d'Etat du 15. Septembre 1660.*

XLI.

Tous Colloques de ceux de la R. P. R. sous quelque pretexte que ce soit sont deffendus, à peine de desobeissance, &c. *par Arrest du Conseil d'Etat du 17. May 1661.*

XLII.

Le Roy cassa une deliberation prise au Synode de Nismes, & ordonna qu'elle seroit tirée des Actes dudit Synode comme scandaleuse, & interdiction, & bannissement du Ministre qui l'auroit

authorisée, *par Arrest du Conseil d'Etat du 18. Juin 1661. & par un autre du 13. May 1671.* il fut ordonné la même chose contre Dumont Ministre de Nismes.

XLIII.

S. M. cassa encore trois Deliberations prises au Synode d'Anduse, & ordonna qu'elles seroient tirées des Actes dudit Synode & envoyées à S. M. *par Arrest du Conseil d'Etat du 30. Septembre 1661.* qui interdit le Ministre Rozel Modérateur dudit Synode, avec commandement de se retirer de la Province de Languedoc, & deffenses d'user d'aucuns termes injurieux à la Religion Catholique.

XLIV.

La deliberation prise au Synode de S. André de Valborgne en Languedoc, d'exiger de tous ceux qui professent la R. P. R. un nouveau serment, fut aussi cassée *par l'Arrest du Conseil d'Etat du 9. Juillet 1663.* avec deffenses de prendre telles deliberations aux Synodes.

Cette Deliberation portoit d'exhorter les Gentilshommes, Magistrats, & autres élevez en dignité de se soumettre avec respect aux Ministres qui portent les clefs du Royaume des Cieux, & proteger les Anciens qui seront vexez par des personnes refractaires à la discipline. De prier Dieu d'affermir la volonté de S. M. à les maintenir sous le Benefice de ses Edits, & que tous ceux qui

composoient ledit Synode tant Ministres qu'Anciens, jureroient l'observation de cette Délibération, & étant de retour en leurs Eglises feroient prester le mesme serment, à ceux du Consistoire, & à tout le Peuple, afin que ce nouvel engagement, & cette soumission volontaire fut generale.

XLV.

Il est desendu aux Ministres & Anciens de la R. P. R. qui assisteront aux Synodes, de mettre dans les tables de leurs Eglises les lieux où l'Exercice est interdit, ny ceux où il ne se fait que par Privilege du Seigneur, & dans son Château.

D'entretenir aucune correspondance avec les autres Provinces, ny leur écrire, sous pretexte de charité, ny autres quelconques.

Ny de recevoir les appellations des Ordonnances des autres Synodes, sauf à relever lesdits appels au Synode National.

De permettre aux Ministres de prêcher ou résider alternativement en divers lieux auquel ils auront esté donnez par la Synode, &c.

De se servir dans leurs Predications, ny ailleurs de ces maux de *persecution, de malheur du temps*, ny autres semblables; mais se comporteront dans la moderation ordonnée par les Edits.

De censurer, ny autrement punir les Peres qui enverront leurs enfans aux Colleges, où les

feront instruire par des Precepteurs Catholiques.

D'assembler aucuns Colloques que durant le Synode convoqué par permission de Sa Majesté.

Ny dans l'intervalle des Synodes, les Ministres ne pourront s'assembler, recevoir des proposans, donner des Commissions, ny deliberer d'aucunes affaires par Lettres Circulaires ny autrement, à peine d'estre punis selon la rigueur des Ordonnances, &c. *par l'Arrest du Conseil d'Etat du 5. Octobre 1663.*

XLVI.

Deffenses à tous Habitans de la R. P. R. de former aucun Corps d'Eglise, ou Consistoire, & d'y faire Exercice & Prieres publiques, par le ministre d'un Diacre, comme chef de Consistoire; à peine d'estre procedé contr'eux, comme perturbateurs du repos public, *par Arrest du Parlement de Pau du 17. Decembre 1663.*

XLVII.

Deffenses aux Ministres & Anciens de la R. P. R. de Guyenne de tenir aucunes Assemblées en Synode, ou Colloque, quen presence d'un Commissaire de S. M. *par Arrest du Conseil d'Etat du 17. Novembre 1664. portant injonction de faire inserer dans le Procez verbal de toutes les deliberations qui y seront prises. Il y a une declaration du 20. Novembre 1679. portant deffenses à ceux de la R. P. R. de tenir des Synodes, ou colloques sans permission de S. M. & sans l'as-*

sistance d'un Commissaire par Elle nommé, qui sera de la Religion Catholique Apostolique & Romaine, ou de La Pretendue Reformée, &c.

XLVIII.

Enjoint aux Ministres étrangers dogmatifans au Diocèse de Valence, de se retirer hors du Royaume, particulièrement Gaspard Martin, cy. devant Capucin, & Auteur du livre intitulé, *le Capucin Reformé*, par Arrest du Conseil Privé du 15. Juin 1630.

XLIX.

Deffenses à ceux de la R. P. de faire choix d'étrangers, pour faire la charge de leur Ministre, avec injonction à ceux qui setrouveront de cette condition d'en quitter l'Exercice, par Arrest du Parlement du 6. May 1634.

L.

Deffenses aux Etrangers de s'ingérer en la fonction de Ministres, & aux Ministres de faire le Prêche, sinon aux lieux de leur demeure, sans qu'ils puissent aller ailleurs pour enseigner ny tenir aucunes assemblées, par Arrest du Conseil Privé du 20. Juin 1634.

LI.

Sur la plainte des Agens Generaux du Clergé de France, le Conseil Privé par son Arrest du 14. Juillet 1633. a decerné prise de Corps contre Aubertin Ministre de Charenton, & adjournement personnel contre trois autres pour avoir pris la qualité de *Pasteurs de l'Eglise Reformée de Paris*, dans un livre qu'ils ont fait imprimer, &

qui se debire dans Paris, l'adresse duquel est aux fidelles de l'Eglise Reformée dudit Paris recueillis à Charenton, &c. Et ledit Aubertin ajoute que c'est pour repondre aux livres des Cardinaux Bellarmin, & du Perron, & autres Adversaires de l'Eglise.

LII.

Deffenses aux Ministres de prêcher dans les prisons, & pourront seulement consoler les prisonniers à voix basse, sans qu'ils puissent mener plus d'une ou deux personnes avec eux, par Arrest de la Chambre de l'Edit de Castres du 18. Février 1661.

LIII.

Mêmes deffenses ausdits Ministres de porter des Soutanes, des Robbes à manches, & de paroître en habit long, hors de leurs Temples, à peine de trois cens livres d'amende, par Arrest du Conseil d'Etat du 30. Juin 1664.

LIV.

Le nommé Corat Ministre de Privas, fur assigné à comparoître en personne au Conseil Privé, par Arrest du 24. Juillet 1664. pour avoir contrevenu aux Arrests d'iceluy, & prêché en plusieurs lieux, & cependant interdit de toutes ses fonctions.

LV.

Le Roy Louys XIII. par sa Declaration du 17. Avril 1623. fait un Reglement pour les Assemblées & Synodes de ceux de la R. P. R. par lequel il est dit :

Qu'il n'y aura que des Ministres.

stres & Anciens dans lesdites Assemblées, & que l'on n'y traittera que des affaires concernans leur Religion, & non des affaires politiques & contraires à la tranquillité publique.

Que dans toutes lesdites Assemblées, il sera commis par S. M. ou par ses Gouverneurs, ou Lieutenans Generaux des Provinces, un des Officiers de sadite Majesté de ladite R. P. R. pour assister en icelles, & observer s'il y sera traité, & proposé d'autres affaires que celles qui leur seront permises par les Edits, & en faire un fidel rapport à Sa Majesté.

Qu'il ne sera dorénavant convoqué ny tenu aucunes Assemblées sans que ledit Officier n'y ait auparavant esté nommé, lequel sera admis en icelles, sans aucune difficulté ny empêchement.

La Declaration fut enregistrée au Parlement le 22. May 1623.

LVI.

Et par celle du 14. Avril 1627. il est deffendu aux Ministres étrangers de faire aucunes fonctions de Ministres en France, & à ceux du Royaume d'en sortir sans la permission de S. M.

LVII.

Il est encore deffendu aux Ministres de la R. P. R. de prêcher en divers lieux, & hors celuy de leur residence ordinaire, par la Declaration de S. M. du 2. Decembre 1634. verifié en la Chambre de l'Edit de Castres le 5. Janvier 1635. Jean Borie Ministre de la R. P. R. de

Ieyrac fut condamnée à 500. livres d'amende pour avoir prêché hors le lieu de sa résidence, par Sentence du Sénéchal d'Agenois du 18. Aoust 1672.

LVIII.

Les mariages de ceux de la R. P. R. ne peuvent estre celebrez aux temps deffendus par l'Eglise conformement à l'Arrest du Conseil du 16. Janvier 1662. cy devant, par Arrest du Conseil d'Etat du 12. May 1664.

LIX.

Ne pourront assembler plus de douze personnes à leurs ceremonies de noces, & Baptêmes, y compris les parens qui y assisteront, par Arrest du Conseil d'Etat du 9. Novembre 1670.

LX.

Monsieur l'Intendant des Provinces de Poitou, Xaintonge, Pays d'Aunis & autres, ayant ordonné par sa Sentence du 25. Octobre 1633. portant deffenses de continuer l'Exercice de la R. P. R. dans la Principauté & Haute Justice de Mortagne sur Hironde, à peine de trois mil livres d'amende contre les contrevenans, & d'être procédé contr'eux extraordinairement suivant la rigueur des Ordonnances, ladite Sentence fut confirmée par Arrest Contradictoire du Conseil Privé du 6. Octobre 1634.

LXI.

Le Roy interdit le Prêche dans tout le Royaume, à Dumoulin Ministre de la R. P. R. à Sedan, à cause de ses prêches scandaleux,

G G g

par Arrest du Conseil d'Etat du 11. Janvier 1664.

LXII.

Sur le sujet de l'Exercice de la R. P. R. on peut voir le livre du Pere R. Meynier de la Compagnie de Jesus, intitulé de l'Edit de Nantes, executé selon les intentions d'Henry le Grand, imprimé nouvellement par ordre de l'Assemblée Generale du Clergé de France à Paris par Antoine Vitre 1670.

On peut encore voir le Chapitre qui traitant de la démolition des Temples, traite aussi de l'Interdiction de l'exercice de ladite R. P. R. en plusieurs endroits.

CHAPITRE VIII.

Des Temples de ceux de la R. P. R. & de la démolition d'iceux.

I.

IL fut defendu à ceux de la R. P. R. de faire construire à l'avenir leurs Temples si près des Eglises, que les Catholiques en puissent recevoir aucune incommodité & scandale, à quoy les Juges des lieux prendront garde, afin d'éviter les differens qui pourroient survenir entre lesdits de la R. P. R. & les Catholiques, *par l'Edit de 1606. art. 13.*

II.

Il fut ordonné que dans huitaine le Temple basti à S. Maixant sur les terres de l'Abbaye dudit lieu, seroit démoly, & à faute de ce faire par ceux de la R. P. R. qu'il le seroit à la diligence du Substitut de Monsieur le Procureur

General, *par Arrest des Grands Jours de Poitiers, du 28. Octobre 1634.*

III.

Le Temple du Bourg de la Haulme au Comté d'Ollonne fut fermé, *par Arrest de la Chambre de l'Edit de Paris du 27. May 1635. avec deffenses de faire prêcher audit lieu, ny autres dudit Comté appartenant audit Marquis de Royan.*

IV.

Les habitans de la ville de Vitre de la R. P. R. furent condamnés de quitter leur Temple, trop proche de l'Eglise, après qu'on leur en auroit bâti un autre, qui ne pourra estre construit dans la Justice, censive ou dependance du Seigneur Ecclesiastique, ny à cinquante toises près d'aucune Eglise ou Chapelle, *par Arrest du Conseil Privé du 24. Janvier 1642.*

V.

Enjoint à ceux de la R. P. R. de démolir le Temple par eux bâti proche l'Eglise de la ville de Melle, avec deffenses aux habitans d'icelle de nommer ou d'admettre pour Principal, ou Regent au College dudit lieu, autre que de la Religion Catholique, *par Arrest de la Chambre de l'Edit de Paris du 7. Septembre 1643.*

VI.

Et par un autre Arrest de ladite Chambre de l'Edit du 23. Aoust suivant, il fut dit qu'en execution du precedent Arrest le Temple de la ville de Melle seroit démoly, avec deffenses de faire le Prêche en aucun lieu de ladite ville, & con-

damnation du Ministre, & de ses complices en 80. livres parisis d'amende, pour avoir voulu empêcher par voye de fait l'exécution dudit Arrest.

VII.

S. Majesté autorisa la démolition du Temple de Cliou Usclat ordonnée par l'Evêque de Valence faisant sa visite, comme étant dans le fief de l'Evêché de Valence, *par Arrest du Conseil Privé du 6. May 1646.* portant deffenses à la Faye Ministre de Loriol, & à tous autres de la R. P. R. de faire aucun Exercice de leur Religion audit lieu de Cliou Usclat.

VIII.

Les Temples bâtis sur les Terres des Seigneurs Hauts-Justiciers de la R. P. R. seront démolys lorsque les Seigneurs, ou leurs Successeurs seront Catholiques; & les engagistes du Domaine ne pourront établir aucun Prêche aux lieux qui leur seront adjugez, sous pretexte de la Haute-Justice comprise dans lesdites adjudications, *par Arrest du Conseil d'Etat du 11. Janvier 1657.*

IX.

Les Presidiaux de Poitiers ayant ordonné que le Temple nouvellement bâti par la Dame de Bessay dans l'étendue du fief de l'Evêché de Luçon seroit fermée en présence du Juge dudit Luçon, la Sentence fut confirmée *par Arrest de la Cour du Parlement du 23. Juin 1657.*

X.

Deffenses aux Habitans de la

R. P. R. de la ville de Gex de rien innover au prejudice de l'Arrest du Conseil du 12. Février 1642. *Par Arrest du Conseil Privé du 11. Decembre 1657.*

XI.

Sa Majesté declara que l'Edit de Nantes n'avoit lieu au Bailliage de Gex, comme ayant esté réuni à la Couronne, depuis cet Edit, & ordonna la démolition de plusieurs Temples y construits, *par Arrest Contradictoire du Conseil d'Etat du 23. Aoust 1662.* portant ordre à Monsieur Bouchu Intendant de S. M. dans ladite Province de tenir main à l'exécution dudit Arrest.

XII.

Monsieur le Prince de Condé Gouverneur pour S. M. en ladite Province, *par son Ordonnance du 2. Septembre 1662.* enjoint à tous qu'il appartiendra de prêter main forte pour l'exécution dudit Arrest.

XIII.

Le Temple du lieu d'Ambusson fut demoly, comme ayant esté bâti depuis peu, au prejudice de l'Edit de Nantes, pour estre transféré au lieu qui seroit designé par les Commissaires, éloigné de 500. toises de la dernière maison d'un des Fauxbourgs de ladite Ville, *par Arrest du Conseil d'Etat du 9. May 1663.*

XIV.

Les Temples de la R. P. R. des lieux de *Lourmarin, Cabrières, & la Motte Pepin* du païs de Provence ont esté démolis, & l'Exercice public de ladite Religion,

G G g ij;

interdit esdits lieux. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 4. Mars 1663.*

XV.

Il fut ordonné que le Temple de la Ville de Montagnac en Languedoc seroit démolý dans un mois à leurs frais & diligences; sinon permis aux Catholiques de le démolir & prendre les démolitions à leur profit, & que lesdits de la R. P. R. feront l'exercice de leur Religion dans le Faux-bourg seulement. *Par Arrest du Conseil Privé, du 15. Juin 1663.*

XVI.

Temples des lieux de *Bouffet, saint Martin de Campcelade, Tarvaux & Fontareches* dans les Diocèse de Nîmes, d'Uzès & de Mande démolis, & l'exercice de la R. P. R. interdit esdits lieux. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 5. Octobre 1663.*

XVII.

Messieurs les Commissaires députez par sa Majesté pour l'exécution de l'Edit de Nantes, ayant donné leur avis au Conseil, S. M. par Arrest de fondit Conseil d'Etat du 5. Octob. 1663. interdit l'exercice de la R. P. R. en 99. lieux, & que les Temples qui avoient esté bâtis seroient démolis jusques au fondement dans huitaine. Lesdits lieux sont, *Bellegarde, Marvejols les Gardon, Sainte Marguerite de Peyrolles, Pommiers, Puechredon, Longrian, saint Nafaire des Gardies, Orton, saint Jean de Serres, Cezas, Cambo, Massillargues les Anduze, Dourbies, Agujan,*

Saint Breffon, Saint Benezet, Saint Sauveur des Pourcies, Saint Jean de Crieulon, Gatuzieres, Saint Bonnet de Salendragues, Ganjac près Anduze, Saint Jean de Baufels, Lanvejol, Vabres, Roures, Candiac, Massanes, Lionc, Bregastargues, Bronzet, saint Jullien de la Nef, &c.

XVIII.

Temples de *Bellegarde & Parignargues* du Diocèse de Nîmes, *Corlogues, Lafours, Crunieres, Gaïans, Crespian, Vic, Sauzet, Rochegude, Seynes & Domessargues* démolis, & l'exercice de la R. P. R. interdit esdits lieux. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 5. Octobre 1663.*

XIX.

Temples de *Cincons, Bizac, Ardaillers, Cros, Taillerac, Solorgues, Brean, Bouillargues, Queysargues, Marignargues, Rodillon, saint Cezaire, & Courbessac, Montredon, Leques, Salinelles, le petit Galargues, Asperes, Buzignargues & Villatelle* démolis, & l'exercice de la R. P. R. interdit esdits lieux du Diocèse de Nîmes & d'Uzès. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 25. Octobre 1663.*

XX.

Temples de *S. Jullien de la Nef; S. Jean de Roques, la Rouviere & la Bruguere, aux Diocèses de Nîmes & d'Uzès; démolis, & l'exercice de ladite R. P. R. interdit esdits lieux. Par Arrest du Conseil d'Etat du 5. Octobre 1663.*

XXI.

Temple d'Alençon sera démoly aux frais de ceux de la R. P. R. & la place vendue. *Par Arrest du Conseil d'Etat du 20. Octob. 1664.*

XXII.

Temple de Sainte Croix de Caderle au Diocese de Nismes sera démoly. *Par Arrest du Conseil d'Etat du 3 Novembre 1664.* qui declare n'y avoir lieu que d'un seul exercice pour Bernis, Uchau, Vestric, & Milhan, qui est designé à Bernis, & que les Temples qui sont esdits lieux à l'exception dudit Bernis, seront démolis.

XXIII.

Le petit Temple de Nismes, bâti sur le fond du College Royal de ladite Ville, sera démoly. Ainsi ordonné *par Arrest du Conseil d'Etat du 28. Novemb. 1664.*

XXIV.

Lors de la démolition du Temple de ceux de la R. P. R. du village de Sainte Croix en Dauphiné, il arriva une sedition ; contre les auteurs de laquelle sa Majesté ordonna qu'il seroit informé, pour être leur procez jugé souverainement par le Presidial de Valence. *Arrest du Conseil d'Etat du premier Decembre 1664.*

XXV.

Defenses de faire l'exercice de la R. P. R. aux lieux de Syon, Croisic, la Roche-Bernard, Ploer, S. Malo, & autres. Et que les Temples de Ploer, Syon, & Blain en Bretagne, seront démolis. *Par*

Arrest du Conseil d'Etat du 19. Janvier 1665.

XXVI.

L'interdiction de l'exercice de la R. P. R. & la demolition des Temples de Salouel ou Pont-Demes, Cannefieres & autres lieux, ayant esté ordonnée par les Ordonnances de Messieurs les Commissaires pour l'execution de l'Edit de Nantes dans la Generalité d'Amiens, lesdites Ordonnances ont esté confirmées. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 27. Janvier 1665.*

XXVII.

Temple bâti au Mesnil Imbert, Generalité d'Alençon démoly par ceux de la R. P. R. avec défenses aux Ministres de prêcher hors le lieu de leur residence. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 23. Avril 1665.*

XXVIII.

Temple de Lindebeuf, qui étoit dans la terre d'un Seigneur Catholique, démoly. *Par Arrest du Conseil d'Etat du même jour.*

XXIX.

Temples construits en divers lieux de la Province de Poitou, démolis, & l'exercice de ladite Religion interdits esdits lieux. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 6. Aoust 1665.* lesdits lieux sont saint Maxire, Montmorillon, le Dorat, Châtellerault, Belabre, Chauvigny, Exoudun, saint Gelais, & plusieurs autres.

XXX.

Temples de Montpezat, saint Mamet, saint Cezaire, Valences,

Gatigues & autres démolis, & l'exercice de la R. P. R. interdit esdits lieux. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 6. Mars 1666.*

XXXI.

Petit Temple de la Ville de Montpellier démolý. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 18. Novembre 1670.*

XXXII.

Temple de Melgueil au Diocèse de Montpellier démolý, avec interdiction de l'exercice public de la R. P. R. audit lieu. *Par Arrest du Conseil d'Etat, dudit jour 18. Novembre 1670.*

XXXIII.

Temples de Pouffan, Pignan, & Cornonterrail au Diocèse de Montpellier démolis, & l'exercice de la R. P. R. interdit esdits lieux. *Par Arrest dudit Conseil d'Etat, dudit jour & an.*

XXXIV.

Temple de Leyrac au Diocèse de Condom démolý, avec interdiction de l'exercice de ladite Religion. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 26. Janvier 1671.*

XXXV.

Temples d'Aynessès, Loubez, Gours, dit Leves dans le Diocèse d'Agen démolis, & l'exercice de la R. P. R. interdit esdits lieux. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 7. Mars 1671.*

XXXVI.

Temple de la Ville de Grenoble démolý, avec interdiction de l'exercice public de ladite R. P. R. dans ladite Ville. *Par Arrest*

du Conseil d'Etat, du 1. Aoust 1671. qui porte le Reglement suivant.

1. Que ceux de la R. P. R. pourront faire bâtir un Temple dans le Faux-bourg des trois Cloîtres dans le lieu qui sera avisé, conformément à l'art. 2. de la capitulation de Grenoble.

2. Qu'ils ne pourront avoir aucunes Ecoles dans ladite Ville, mais en pourront tenir de petites dans ledit Faux-bourg.

3. Qu'ils ne pourront être admis à la Charge de premier Consul qui sera toujours Catholique; & à l'égard des autres il en sera toujours usé comme par le passé jusques à present.

4. Que les Consuls & Magistrats de ladite R. P. R. ne pourront porter dans le Temple ny dans les assemblées particulieres les Robbes rouges, chaperons & marques Consulaires, & les Ministres ne pourront porter Robes & Soutanes, ny paroître en habits longs ailleurs que dans les Temples.

5. Qu'ils ne pourront mettre dans le Temple qu'ils bâtiront audit Faux bourg, & autres lieux d'assemblées des Tapis de quelque sorte que ce soit chargez de fleurs de lis, & armes de sa Majesté ou de la Ville, ny peintures avec fleurs de lis, soit sur les bancs, murailles, vitres, & autres lieux.

6. Qu'ils ne mettront non plus la chaire & armes du Sieur de l'Ediguieres, ny aux vitres, ny aux murailles.

7. Qu'ils ne se pourront servir

des Ministres étrangers, quoy qu'ils ayent lettres de naturalité, mais seulement des Ministres qui son naturels François.

8. Et quantau rang ou presceance pour les femmes des Ministres, Diacres, & autres, il en sera usé comme par le passé.

9. Et à l'égard de ceux de la R. P. R. qui seront condamnez par Justice, ils pourront être consolez & visitez par les Ministres dans les prisons, & y pourront faire prieres, pourveu toutefois qu'elles ne puissent être entendues des autres prisonniers, sans les pouvoir accompagner par les ruës; permet néanmoins sa Majesté aux Ministres de faire prieres publiques dans leurs Temples, ou lieu destinez pour leur exercices pour lesdits condamnez, &c.

XXXVII.

Temples de Vitré & de Vieille Vigne au Diocèse de Rennes démolis, avec interdiction de l'exercice de la R. P. R. esdits lieux. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 7. Aoust 1671.*

XXXVIII.

Temple de la Bastide en Armagnac Diocèse d'Aire démolis, avec interdiction dudit exercice audit lieu. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 19. Septembre 1671.*

XXXIX.

Temple de Geaune, même Diocèse, idem. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 11. Mars 1672.*

XL.

Exercice public de la R. P. R.

dans le Château d'Allonne, Diocèse de Chartres interdit. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 23. May 1672.*

XLI.

Temple d'Archiac Diocèse de Xaintes démoly, avec interdiction de l'exercice public de ladite R. P. R. *Par Arrest du Conseil d'Etat du 14. Decembre 1672.*

XLII.

Temple de Saint André de la Beaussé, au Diocèse d'Agén démoly, avec interdiction de l'exercice de ladite R. P. R. dans le Château de Coissel du même Diocèse. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 20. Decembre 1672.*

XLIII.

Temples d'Uner, Galapian; Fouillet, Ammet, Ligueux, & de saint Barthelemy de la Perche, du Diocèse d'Agén démolis, avec interdiction dudit exercice esdits lieux. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 3. Fevrier 1673.*

XLIV.

Temple de Bazas, idem. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 20. Fevrier 1673.*

XLV.

Temple de Châteaudouble au Diocèse de Valence, idem. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 1. Mars 1673.*

XLVI.

Temples de Grateloup, & de Montflanquin, Diocèse d'Agén, idem. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 13. Mars 1673.*

XLVII.

Temples de Paray le Monial, Couches, Vaujaucour, & Vole-nai, Diocèse d'Autun, seront mu-rez, & l'exercice public de la R. P. R. interdit esdits lieux. *Par Ar-rest du Conseil d'Etat, du 5. Mars 1674.*

XLVIII.

Temple de Landreville au Dio-cèse de Langres sera muré, avec interdiction de l'exercice de ladite Religion audit lieu. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 30. Juillet 1674.*

XLIX.

Temple de Montpasier au Dio-cèse de Sarlat, idem. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 4. Mars 1671.*

L.

Temples d'Angoulins, Diocèse de la Rochelle, de la Flotte, d'Ars, Bourgs de l'Isle de Ré & dudit Diocèse démolis, avec pa-reille interdiction que les cy-des-fus. *Par Arrest du Conseil, du 7. Mars 1671.* qui enjoint à tous les pretendus Religionnaires du haut & bas Languedoc qui sont venus fai-re leur demeure dans ladite Isle d'en vuider dans un mois pour tous delais.

LI.

Temple d'Aymet, Diocèse de Sarlat, idem que les precedens. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 19. Septembre 1671.*

LII.

L'exercice de la R. P. R. dé-fendu aux Habitans de l'Isle Bou-chard, & lieux circonvoisins au lieu de Maune. *Par jugement rendu*

par Messieurs les Commissaires exe-cuteurs de l'Edit de Nantes à Tours le 14. Aoust 1670.

LIII.

Même exercice que les preten-dus Religionnaires de Mirebeau & lieux circonvoisins faisoient faire dans le Fief du sieur de Ritz, au Diocèse de Tours, défendu & interdit. *Par jugement des Commis-saires de sa Majesté, du 12. Aoust 1670.*

LIV.

Temple d'Issigeac, au Diocèse de Sarlat démolý. *Par jugement desdits sieurs Commissaires dans la Generalité de Bordeaux, du 11. Juin 1672.* qui condamne trois Ministres à faire amende d'honneur la cor-de au col pour avoir fait des Prêches és lieux ou l'exercice pu-blic de la R. P. R. a esté interdit & les Temples démolis.

LV.

Les bancs & sieges elevez qui se trouveront avoir esté mis dans les Temples de la R. P. R. pour les Magistrats & Officiers, ense-mble les fleurs de lis, les armes du Roy & des Villes & Communau-tez seront ôtez desdits Temples, avec défenses d'y porter aucunes marques de Magistrature. *Par Ar-rest du Conseil d'Etat, du 19. Fe-vrier 1672.*

CHAPITRE IX.

Des Ecoles & Academies tennës par ceux de la Religion pretenduë re-formée, & de l'impression des Li-vres Heretiques sur les matieres de Religion.

I.

I.

LE Roy Charles I X. par *sa Declaration du 15. Mars 1566.* adressée au Parlement de Normandie, fit défenses à ceux de la R. P. R. d'avoir des Ecoles pour l'instruction des enfans de cette Province, à moins que les Maistres ne fussent recûs par l'Evêque Diocesain, ou par les Vicaires. *Verifiée contradictoirement au Parlement le 7. May 1566.*

II.

Il leur fut aussi deffendu de tenir aucunes Ecoles dans la Ville & Faux-bourgs de Rouen, ny d'y faire aucun exercice de leur Religion. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 6. Fevrier 1640.* portant semblables défenses pour les autres Villes de la Province, ausquelles l'exercice public de ladite Religion n'est pas permis.

III.

Parcilles défenses de tenir Academies pour les exercices de la Noblesse, ny de s'associer pour cet effet avec des Catholiques. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 2. Avril 1666.*

IV.

Défenses à toutes personnes d'apporter en ce Royaume aucuns livres quels qu'ils soient de Geneve, & autres lieux notoirement separez de l'union & obeïssance de l'Eglise & du saint Siege Apostolique, à peine de confiscation de biens, & de punition corporelle.

Edit de Chasteau Briant, art. 6.

V.

Quatre Ministres de Charenton ayant fait imprimer une lettre adressée au Roy sans sa permission, il fut procédé contre les Auteurs de ladite lettre, & sa Majesté évoca à soy & à son Conseil les procédures faites contre lesdits Auteurs, & ensuite par Arrest de son Conseil d'Etat, du 5. Aoust 1617. sa Majesté fit défenses ausdits Ministres de faire à l'avenir imprimer ou publier aucune Epître ou discours adressés à sa Majesté sans sa permission, & ordonna que ledit libelle adressé à sa Majesté seroit supprimé, avec défenses à toute personne de l'avoir ny lire sur les peines des Ordonnances.

VI.

Le libel intitulé *le tombeau de la Messe*, composé par le nommé David Rodon, a été brûlé dans la Ville de Nîmes par l'Executeur de la haute Justice, l'Auteur banny du Royaume, & les Imprimeurs bannis pour dix ans de la Ville de Paris où ils l'avoient imprimé, & condamnez à mille livres d'amende. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 29. Janvier 1663.* portant défenses à ceux de la R. P. R. d'appeller aucun de leurs Colleges Royal, & à tous Imprimeurs d'imprimer aucuns livres sans approbation ny permission.

VII.

De deux livres faits sur le chant des Pseaumes, par Brugnier Ministre de Nîmes; le premier a.

HHhh

a été supprimé, & le second brûlé par les mains du Bourreau, & l'Auteur banny. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 26. Fevrier 1662.* portant défenses de chanter les Pseaumes à haute voix, d'imprimer aucun livre composé par ceux de la R. P. R. sans approbation de Ministre, & permission de Magistrat royal, & de parler de ladite Religion qu'en y ajoutant les mots de *pretendüe reformée*, & aux Ministres de se dire Ministres de la parole de Dieu.

VIII.

Le Libelle intitulé *Reponse à la Lettre du Sieur Damblat*, composé par le Ministre de Calais a été brûlé; défenses audit Ministre & à tous autres de faire imprimer, ny distribuer aucuns écrits sans permission, à peine de trois mil livres d'amende, & de punition corporelle. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 21. May 1664.*

IX.

Le livre intitulé *Abregé des Controverses, ou Sommaire des erreurs de l'Eglise Romaine, avec leur refutation, par des textes exprés de la Bible de Louvain*, par Charles Drelincourt, Ministre de la parole de Dieu en l'Eglise reformée de Paris, dixième édition de celles qui ont été revues par l'Auteur, à Geneve par Samuel Choüet 1660. sera brûlé par les mains du Bourreau, par Sentence du Presidial de Vitry, du 9. May 1665.

X.

Il est défendu aux Maitres d'E-

coles, preposez pour enseigner les enfans de ceux de la R. P. R. de leur apprendre autre chose qu'à lire, écrire & l'Aritmetique, à peine d'être déchûs de leur permission de les enseigner. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 9. Novembre 1670.*

XI.

Défenses aux Libraires de vendre aucuns livres de la R. P. R. sans avoir esté attestez par les Ministres approuvez; & à tous Imprimeurs d'en imprimer sans permission des Juges & Magistrats des lieux. *Par Arrest dudit Conseil d'Etat, dudit an & jour que le precedent il y en a encore un autre du 19. Novembre 1670.*

XII.

Mêmes défenses aux Ministres de ladite R. P. R. de donner des approbations aux livres qu'ils auront permission de faire imprimer, mais seulement de simples attestations, & de prendre d'autre qualité que celle de *Ministre de la Religion pretendüe reformée*. *Par Arrest du Parlement de Paris, du 25. Fevrier 1671.*

XIII.

Ne pourra y avoir qu'une Ecole es lieux où l'exercice public de la Religion pretendüe reformée est permis, ny en icelle plus d'un Maître, qui ne pourra être payé des deniers de la Communauté. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 4. Decembre 1671.*

XIV.

Tous les livres, & generalement

tous autres ouvrages ou écrits particuliers que ceux de la R. P. R. du lieu & Souveraineté de Sedan desireront faire imprimer à l'avenir seront préalablement veus & approuvez par deux Ministres de leur Religion, lesquels demeureront responsables de tout ce qui y sera contenu, afin que le Magistrat puisse ensuite leur donner permission de les mettre au jour. *Par Ordonnance de sa Majesté, du 10. Janvier 1671.*

CHAPITRE X.

De l'éducation & instruction des enfans nouvellement convertis, & de ceux dont le pere est Catholique, & des Privilèges accordés aux nouveaux convertis.

I.

IL est défendu à tous Juges de prendre connoissance des conversions des enfans de ceux de la R. P. R. & de les interroger sur autre chose que sur leur âge, leurs extraits baptisteres, & sur la volonté qu'ils ont de se faire Religieux ou Religieuse, à peine d'interdiction de leurs charges, & à leurs peres & meres, parens & autres de leur méfaire ny médire, à peine de mil livres d'amende, & autres peines arbitraires. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 24. Mars 1661.*

II.

Les enfans de ceux de la R. P. R. ne peuvent être exheredez par le changement de Religion, ny pour se marier à des Catholiques.

Ainsi jugé par Arrest contradictoire du Parlement de Paris, du 13. Juin 1663.

III.

Un pere de la R. P. R. ayant consenty que sa fille fut élevée dans la Religion Catholique, ne peut changer de volonté. *Ainsi jugé par Arrest du Parlement de Paris, donné en l'Audience de la Chambre de l'Edit, le 14. Mars 1663.*

IV.

Un pere & une mere ayant exheredé leur fille pour avoir changé de Religion, & s'être mariée à un Catholique, il fut ordonné par Arrest de la Chambre de l'Edit de Paris, du 13. Juin 1663. que la legitime de la fille seroit suppléée sans aucunes charges.

V.

Ceux qui ont quitté & quitteront la R. P. R. sçavoir les mâles à quatorze ans, & les filles à douze seront nourris & entretenus es maisons de leurs peres & meres, ainsi qu'auparavant leur changement; si mieux n'ayment les peres & meres leur payer pension proportionnée à leur condition & facultez. *Ainsi ordonné par Arrest du Conseil d'Etat, du 3. Novembre 1664. & par un autre, du 30. Janvier 1665. & par la Declaration de sa Majesté, du 24. Octobre 1665. lesdits enfans convertis ont le choix.*

VI.

Un enfant converty à la foy Catholique, ayant esté enlevé par ses Parens de la R. P. R. il fut ordonné *par Arrest du Conseil*

HHhh ij

d'Etat, du 12. Septembre 1665. que ledit enfant seroit remis entre les mains de son ayeule Catholique, pour continuer à l'instruire à la Religion Catholique.

VII.

Un enfant de dix à onze ans qui avoit abjuré la R. P. R. vendiqué par sa mere de ladite Religion; il fut ordonné *par Arrest du Conseil d'Etat, du 12. Septembre 1665. qu'il demeureroit en la maison & College des Prêtres de l'Oratoire de Vendôme, pour y être instruit de la Religion Catholique.*

VIII.

Le Roy donna une Declaration le 24. Octobre 1665. conforme à l'article 5. cy-dessus, laquelle fut vérifiée au Parlement, le 27. Novembre suivant.

IX.

Les enfans dont les peres sont Catholiques & les meres de la R. P. R. seront baptisez à l'Eglise Catholique, & non ailleurs. *Ainsi ordonné par Arrest du Conseil d'Etat, du 26. Fevrier 1663. Et par un autre du 17. Novembre 1664.*

X.

Les nouveaux convertis sont dechargez du paiement des dettes de ceux de la R. P. R. *Par Arrest du Conseil Privé, du 11. Janvier 1663.*

XI.

Tout exercice de R. P. R. dans la Ville & terroir de Privas, défendu *par Arrest du Conseil d'Etat, du 22. Fevrier 1664. qui décharge les nouveaux convertis, & autres*

Catholiques qui voudront s'y établir, de la contribution des dépenses, & dettes faites & contractées par les Habitans de la R. P. R. de ladite Ville.

XII.

Enjoint aux Habitans de Privas de la R. P. R. de sortir incessamment de ladite Ville & tailabilité d'icelle, sans qu'ils puissent habiter au lieu de Tournon, avec défenses d'intimider ny molester les nouveaux convertis que sa Majesté a pris en sa protection & sauvegarde, & ce à peine de mil livres d'amende. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 30. Septembre 1664.*

XIII.

Défenses à tous ceux de la R. P. R. de faire aucune injure aux Catholiques & nouveaux convertis, que sa Majesté met sous sa protection, & à la garde des Consuls, Syndics & principaux habitans de ladite R. P. R. en sorte qu'ils en répondront en leurs propres & privez noms. *Par Arrest du Conseil Privé, du 29. Juillet 1664. qui porte que lesdits Catholiques jouiront de la moitié de tous les biens communs qui appartoient aux Villes, Villages & Paroisses, quoy que ceux de la R. P. R. y soient en plus grand nombre que les Catholiques, & que la moitié appartenante aux Catholiques sera employée aux reparations des Eglises, & à l'entretienement des Maîtres d'écoles & des Predicateurs.*

XIV.

Deffenses aux Ministres de la R. P. R. & à tous autres de suborner les nouveaux Convertis, soit par argent, sous pretexte de mariage ny autrement, sous les peines portées par les Ordonnances., *par Arrest Contradictoire de la Chambre de l'Edit de Paris du 2. Septembre 1667. & par deux autres du Conseil d'Etat, l'un du 16. Février 1671. & l'autre du 23. Juillet 1677.*

XV.

Un Ministre converti fut déchargé de la taille *par Arrest du Conseil d'Etat du 21. Mars mil six cent septante quatre*, avec deffense aux habitans de le comprendre à l'avenir au roolle des tailles à peine de 500. livres d'amende, & de tous dépens dommages & intersts.

XVI.

Les Ministres convertis sont déchargés de la taille & du logement des Gens de guerre, *par Arrest du Conseil d'Etat du 19. May 1657.*

Le Clergé a accoutumé d'accorder aux Ministres convertis des pensions pour leur subsistance, comme l'on peut voir en la septième partie chapitre 2. de ce traité.

XVII.

S. Majesté, *par sa Declaration du 10. Octobre 1679.* ordonna que dorénavant les Actes des abjurations qui se feront, seront par les Ordres des Archevêques ou Evê-

ques mis en bonne forme entre les mains du Procureur de S. M. du Siege Royal dans le ressort duquel est situé le Siege de l'Archevêché, ou Evêché, où ladite abjuration aura esté faite, dont il donnera décharge par écrit aux Officiers desdits Archevêchez ou Evêchez, pour estre ensuitte lesdits Actes à la diligence desdits Procureurs de S. M. signifiez aux Ministres & aux Consistoires des lieux, ou ceux qui ont abjuré ladite R. P. R. faisoient leur résidence, & l'Exercice de ladite Religion, avec deffenses tant aux Ministres, qu'ausdits Consistoires de les y recevoir sur peine de desobéissance, de suppression de Consistoires, & interdiction des Ministres.

XVIII.

Aucune fille faisant profession de la R. P. R. ne pourra être receuë dans la maison de la propagation de la foy dans la ville de Sedan, qu'elle n'ait atteint l'âge de 12. ans accomplis; & aussitôt que la Superieure aura reçu quelque fille de ladite R. P. R. elle en donnera advis au Lieutenant General, & en son absence au premier Officier du Bailliage & Siege Presidial de Sedan, lequel se transportera sans delay en ladite maison, assisté du Procureur de S. M. pour recevoir la Declaration de l'âge de ladite fille, & des motifs qui l'auront obligé à se retirer en ladite maison pour en donner communication aux

Parens de la fille qui y auront interets, & S. M. ordonne que ladite fille ne pourra estre forcée à voir feldits parents, jusqu'à ce qu'elle ayt fait abjuration, *par Arrest du Conseil d'Etat du 28. Aoust 1676.*

XIX.

Deffenses à toutes personnes de la R. P. R. de quelle qualité & condition qu'ellés soient, de suborner les Catholiques à changer de Religion, soit par argent, sous pretexte de mariage, ny autrement, à peine de mil livres d'amende, & d'estre punis selon la rigueur des Edits, *par Arrest du Conseil d'Etat du 23. Juillet 1677.*

XX.

Mathieu de Montet de la ville d'Aymet en Perigord nouvellement converti à la Foy Catholique, s'étant pourvû au Conseil sur les persecutions que luy faisoient souffrir les Officiers de la Chambre de l'Edit de Languedoc en haine de son abjuration, S. M. luy voulant subvenir renvoya tous ses Procez Civils & Criminels à la Chambre de l'Edit de Grenoble pendant trois années, en interdisant la connoissance à la Chambre de l'Edit de Guyenne, & à tous autres Juges : avec deffenses aux creanciers dudit Montet de la poursuivre pendant lesdites trois années, en payant par luy les interets des sommes principales, *par Arrest du Conseil d'Etat du 12. Septembre 1678.*

Sa Maiefté déchargea un nouveau Catholique du payement de

ses debtes tant en principal qu'interets pendant trois ans, *par Arrest du Conseil d'Etat du 24. May 1673.*

XXI.

Le Roy *par Arrest de son Conseil d'Etat du 21. Aoust 1676.* fit deffenses aux Ministres de la R. P. R. de Sedan de se qualifier dorénavant *Verbi Dei Ministri*, ny de se faire appeller dans les Actes publics de leur College *Pastores vigilantissimi* ; mais leur est enjoint de prendre seulement la qualité de *Ministres de la R. P. R.* Il leur deffendit de plus,

De porter la robe avec laquelle ils prêchent dans le Temple.

De baptiser des enfans, dont les Peres sont morts Catholiques.

Aux Bouchers de la R. P. R. d'étaler ny vendre publiquement de la viande, aux jours que l'Eglise en ordonne l'abstinence.

A toutes personnes de la R. P. R. de suborner ny induire à l'avenir les Catholiques à changer de Religion, sous pretexte d'argent, de pension, mariage, ou de quelque maniere que ce soit.

A ceux qui auront esté Catholiques, & qui changeront de Religion de se marier, qu'après avoir esté six mois de ladite R. P. R. & en avoir fait l'Exercice public durant ledit temps : mesme aux Ministres de ladite R. P. R. d'autoriser ny de passer outre à la celebration d'iceux, qu'après lesdits six mois expirez, à peine d'interdiction.

CHAPITRE XI.

*Des Enterremens de ceux qui sont
morts en la Religion Preſcrite
Reformée.*

I.

Les corps de ceux de la R. P. R. ne peuvent eſtre inhumez, ny élire leur ſepulture dans les Eglifeſ, Monafteres & Cemetieres des Eglifeſ Catholiques, quoy qu'ils fuſſent Fondateurs des Eglifeſ, ou Monafteres, & l'article 28. de l'Edit de Nantes ſera obſervé pour le regard deſdites ſepultures.

Edict de 1606. art. 10.

II.

Les corps de ceux qui ne ſont morts en la Religion Catholique, Apoſtolique & Romaine ne pourront eſtre enterrez ~~les~~ Eglifeſ, Cemetieres & autres Lieux ſacrez quelque droit de Patronage, ou autres que les decedez ayent eu de leur vivant, *par l'Edit du mois de May 1596. art. 9.*

III.

Deſſenſes à tous ceux de la R. P. R. de faire enterrer leurs morts dans les Eglifeſ & Cemetieres ſacrez, & à toutes perſonnes de les aſſiſter, ny les favoriſer eſdits enterremens, à peine d'eſtre procédé contr'eux comme infraſteurs des Edits, perturbateurs du repos public, & rebelles au Roy, & à la Juſtice, *par Arreſt du Parlement de Paris du 26. Aouſt 1600.*

IV.

Le corps du ſieur de Chalemant

decedé en la R. P. R. ayant eſté enterré dans l'Eglife dudit Chalemant comme Seigneur du lieu, fut exhumé en preſence de Monſieur l'Eveſque de Nevers, & transferé en un autre Cemetiere deſigné à ceux de ladite R. P. R. *par l'Ordonnance des Commiſſaires deputez pour l'exécution de l'Edit de Nantes du 9. Juillet 1612.*

V.

Leſdites deſſenſes d'enterrer dans les Eglifeſ & Cemetieres des Catholiques les corps de ceux de la R. P. R. ont eſté reiterées *par pluſieurs Arreſts du Parlement, notamment par ceux des 20. Aouſt 1618. 2. Juillet & 1. Aouſt 1620.* par leſquels il eſt ordonné que leſdits corps ainſi enterrez, ſeront deterréz, & que les Eglifeſ pollües par leſdits enterremens, ſeront reconciliées par les Eveſques des Lieux, & que le Service y ſera rétably.

VI.

Pareilles deſſenſes furent faites par Arreſt dudit Parlement du 26. Février 1615, qui infirma la Sentence d'un Juge qui avoit ordonné que le corps d'un de ceux de la R. P. R. qui avoit eſté enterré dans un Cemetiere des Catholiques ſeroit deterré dans huit heures, & à faute de ce, ceux de ladite Religion condamnez en ſix-vingt livres d'amende : & cela d'autant qu'encore que la Sentence fût conforme aux Conſtitutions de l'Eglife, ce devoit eſtre avec ce temperamment, *ſi hoc commodè fieri poſſet*, comme il eſt porté in

cap. consulisti, de consecratione Ecclesie vel Alt. Polluitur enim locus, & reconciliari debet Deo, exhumatis ossibus, si ossa commodè possint internosci.

VII.

Le Successeur du Fondateur d'une Eglise se trouvant de la R. P. R. ne pût y estre enterré, & la Sentence du Juge du Mans qui avoit ordonné que le corps seroit deterré, fût confirmée par *Arrest dudit Parlement du 5. Mars 1625. quibus enim non communicavimus vivos, nec mortuis quoque communicandum est. cap. Sacris ext. de sepulchris.*

VIII.

Deffenses iteratives furent faites aux Habitans la R. P. R. de Varennes Diocèse de Noyon de plus inhumer leurs morts en une place où il y avoit anciennement une Chapelle, & apresent une Croix, où se fait la Procession, par *Arrest du Conseil Privé du 29. Novembre 1641.*

IX.

Autres deffenses de faire aucun exercice de la R. P. R. en la ville d'Antibe, sief d'Eglise, ny en aucun autre lieu non déclaré par les Edits, & que le Cemetiere de ceux de la R. P. R. sera transferé en un lieu qui soit distant au moins de cent pas de l'Eglise, & Cemetiere des Catholiques, par *Arrest du Conseil Privé du 16. Decembre 1642.* lequel leur deffend encore de faire leurs enterremens, en

plain jour, ny d'exposer les corps en public.

X.

On ne peut apposer Litres, ny ceintures funebres es Eglises, lors du decés des Seigneurs des lieux, morts en la R. P. R. ainsi jugé par *Arrest du Parlement rendu en la Chambre de l'Edit le 17. Juin 1643.*

XI.

Celles que le Seigneur de Poligny, faisant profession de ladite R. P. avoit fait apposer en l'Eglise du Cemetiere du lieu de Laval furent ôrées, & reblanchies, avec deffenses d'en plus mettre tant qu'il seroit de ladite R. P. R. par deux *Arrests du Parlement de Paris des 24. Avril, & 17. Juin 1660.*

XII.

Le Corps d'un Catholique inhumé dans le Cemetiere de ceux de la R. P. R. de Châtillon sur Loire, fut deterré aux frais du Ministre qui l'avoit enterré, avec deffenses à luy d'aller visiter les malades Catholiques, par *Sentence du Bailly d'Orleans du 20. Juillet 1657. confirmée par Arrest du Parlement rendu en la Chambre de l'Edit du 21. Juin 1658.*

XIII. XIV.

Les enterremens des morts de la R. P. R. seront faits le matin à la pointe du jour, ou le soir à l'entrée de la nuit, & non à autre heure, ainsi jugé par *Arrest du Conseil d'Etat du 7. Aoust 1662. & par celui du 13. Novembre suivant*, qui adjoute qu'ils ne pourront estre plus.

plus grand nombre que de dix personnes, mesme dans les Villes où l'Exercice de ladite Religion se fait publiquement.

XV.

Dans les Villes & lieux où l'Exercice de la R. P. R. est permis, & se fait, les convois & enterremens des morts de ladite R. P. R. (excepté en la ville de Castres) dorénavant, à sçavoir depuis le mois d'Avril, jusqu'à la fin de Septembre à six heures precises du matin, & à six heures du soir: & depuis le mois d'Octobre jusqu'à la fin de Mars seront faits à huit heures du matin precises, & à quatre heures apres midy, ausquels convois les parens pourront se rencontrer au nombre de trente personnes seulement, eux compris: & dans les autres lieux où l'exercice n'est point étably ny permis, les Arrests cy dessus des 1. Aoust & 13. Novembre seront executez, ainsi ordonné par celuy du Conseil d'Etat du 19. Mars 1663.

XVI.

Deffenses au Ministre Baille-hache, & à tous autres Ministres, d'enterrer les corps de ceux de la R. P. R. sinon à la pointe du jour, ou à l'entrée de la nuit, sans qu'il puisse assister plus de dix personnes aux enterremens, par Arrest du Conseil d'Etat du 20. Février 1664. ny plus de douze personnes à leurs ceremonies de nopces, & Baptêmes, y compris les parens, par Arrest du Conseil d'Etat du 9. Novembre 1670.

XVII.

Mêmes deffenses à ceux de la R. P. R. de faire aucune pompe, ny ceremonie funebre à leurs enterremens, par Arrest de la Chambre de l'Edit de Rouen du 22. Février 1664. rendu en forme de Reglement pour la Province de Normandie.

CHAPITRE XII.

Des Relaps, & Apostats, & du mariage des Prêtres, & Religieux.

I.

Il y eut Commission de Messieurs les Intendans de Justice en Languedoc du 28. Avril 1638. pour informer contre ceux, & celles de la R. P. R. qui pour épouser des Catholiques auroient fait profession de la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, & apres le mariage consommé seroient retournez au Prêche.

II.

Un Prêtre allant faire profession de la R. P. R. ne peut contracter mariage, à peine de nullité, & de punition corporelle, par Arrest Contradictoire du Parlement rendu à l'Audiance de la Chambre de l'Edit, le 22. Aoust 1640.

III.

Permis aux Procureurs Generaux de faire arrêter prisonniers tous Prêtres & Religieux Apostats, & les remettre au pouvoir de leurs Superieurs pour en faire la justice, avec deffenses à tous

Ministres de les marier, sur peine d'être punis comme perturbateurs du repos public, *par Arrest du Parlement de Rennes du 13. Novembre 1641.*

IV.

Deffenses à tous ceux de la R. P. R. qui auront une fois fait abjuration de ladite Religion, d'y plus retourner; & à tous Prêtres, ou autres personnes engagées aux Ordres sacrez, ou par quelque autre vœu de quitter la Religion Catholique sur les peines portées par les Ordonnances, *par Declaration du mois d'Avril 1663. verifié en Parlement le 7. juin suivant.*

V.

Ceux de la R. P. R. qui suborneront, ou exciteront les Catholiques à se rendre de la R. P. R. sous quelque pretexte que ce soit, & les Catholiques qui se rendront de ladite R. P. R. & qui se marieront, sans laisser passer six mois apres leur changement, seront punis suivant la rigueur des Ordonnances, *par Arrest du Conseil d'Etat du 3. Novembre 1664.*

VI.

Deffenses à ceux de la R. P. R. de suborner les Catholiques ny de retirer les Prêtres & Religieux, pour favoriser leurs apostasies sur les peines portées par les Edits & Arrests, & avec permission de faire arrêter un Religieux Apostat, *par Arrest Contradictoire de la Chambre de l'Edit de Rouen du 20. Février 1646.*

VII.

La peine du bannissement perptuel est ordonnée contre les relaps, & ceux qui estant engagez dans les Ordres sacrez, ou liez par des vœux à des Maisons Religieuses, quittent la Religion Catholique, pour la prétendue reformée, *par Declaration de S. M. du 20. juin 1665. verifiée au Parlement le 23. Janvier 1666.*

VIII.

Les nommées Rougeyrie, Villette, & Portier de la ville d'Aymer ayant esté atteintes & convaincues du crime de Relaps, furent condamnées à être bannies du Royaume à perpetuité, & qu'à ces fins elles vuideroient le Royaume dans six mois, & le delay passé garderont leur ban à peine de la hart, &c. *par Arrest du Parlement de Guyenne du 14. Mars 1678.*

IX.

Les prevenus & accusez de crimes de Relaps, ou Apostasies, blasphêmes, & impietez proférées contre les mysteres de la Religion Catholique; seront jugez par les Parlemens, avec deffenses aux Chambres de l'Edit d'en connoistre, *par Declaration du Roy du 2. Avril 1666. conforme à celles des mois d'Avril 1663. & 20. juin 1665.*

X.

Susanne Reverfade ayant esté declarée atteinte & convaincue du crime de Relaps, fut condamnée à estre delivrée entre les mains de l'Executeur de la Hau-

te-Justice, pour la bannir à perpetuité du Royaume, avec defenfes de contrevenir à son ban, à peine de la vie, par *Arrest du Parlement de Toulouse du 13. Aoust 1674.*

CHAPITRE XIII.

Des Charges, honneurs, Emplois, Maitrifés, & Places d'Oblats, dont les Heretiques font exclus.

I.

LE Roy Charles IX. par son *Edit du 8. Novembre 1561.* exclud tous ceux qui ne sont pas de la Religion Catholique, Apostolique & Romaine de tous Offices de Judicature, mefme ceux qui depuis leur reception tombent en erreur, ou diverfité d'opinion touchant ladite Religion, *verifié en Parlement le 24. Novembre fuivant.*

II.

Et par celle du *25. Septembre 1568.* declare qu'il ne se vcut plus servir des Officiers tant de Judicature que de Finances qui sont de la R. P. R. *Registré au Parlement & au Chastelet audit mois de Septembre mefme année.*

III.

Les Offices poffédez par ceux de la R. P. R. furent declarez vacans & impetrables, par *Arrest du Parlement du 23. Juin 1569.*

IV.

Les Agens Generaux du Clergé, formerent opposition au Con-

seil, à l'installation du sieur Herval en qualité d'Intendant des Finances, pour estre de la R. P. R. ladite opposition du *15. Février 1650.* est fondée sur les raisons suivantes.

1. *Que* c'est une contravention aux Declarations du feu Roy, à celles de S. M. & à la volonté de la Reyne, qui auroit fait sçavoir aux Prelats Assemblez, qu'il ne seroit donné à ceux de ladite R. P. R. de plus grands avantages que ceux qu'ils possédoient lors du deceds du feu Roy, qui pour le bien de son Etat les avoit privez de toutes Charges, mefme d'entrer dans le Corps des Métiers, & que neanmoins on recevoit apresent ledit sieur Herval à manier toutes sortes d'affaires dans les Conseils du Roy.

2. *Que* de cet établissement ceux de la R. P. R. peuvent tirer des grandes consequences, comme pretendre d'être reccus dans toutes les autres compagnies du Royaume, & dans toutes les Charges, puis qu'une fois estant admis dans le Conseil d'Etat & Privé du Roy, c'est à dire près du Thrône, & de la Personne de S. M. on ne pourra leur refuser l'entrée des autres compagnies qui sont bien inferieures à celle du Conseil.

3. *Que* cette Commission fait un prejudice notable à la Religion & donne un grand avantage à ceux de la R. P. R. les rendans participans des Conseils de S. M.

& du secret des affaires de l'Etat étant le lieu où elles se traitent, & les établissant en une situation aussi haute & aussi honorable que les Evêques, qui n'ont place audit Conseil qu'en faveur de la Religion, & que cette égalité d'honneur est d'autant plus injurieuse à l'Eglise, qu'elle est avantageuse à ceux de la Religion prétendue réformée.

4. Que l'intérêt de tous les Ecclesiastiques est d'avoir pour Juges des personnes affectionnées à la Religion, & le Conseil étant le Tribunal où se rapportent & se jugent toutes les affaires de l'Eglise au spirituel ou au temporel, ils ont intérêt d'empêcher que ceux de la Religion prétendue réformée qui font profession de renverser les Autels, de diminuer l'honneur qui est rendu à Dieu dans les Eglises, & d'en usurper les biens, soient constituez leurs Juges, &c.

V.

Le Parlement de Toulouse par son *Arrest du 5. Février 1665.* enjoint aux Seigneurs Justiciers de la Province de Languedoc, qui ont étably des Juges de la Religion prétendue réformée dans leurs Justices, de proceder à la nomination de Juges Catholiques dans le mois, à peine de privation de leur justice. Avec défenses ausdits Juges de la Religion prétendue réformée d'exercer, à peine de faux, nullité, cassation, & de quatre mil livres d'amende.

VI.

En l'absence ou recusation des Officiers en chef, Doyen, ou sous Doyen du Presidial de Nismes, le plus ancien Conseiller Catholique presidera tant aux audiences que Chambre du Conseil, & portera la parole par tout, à l'exclusion des Conseillers de la Religion prétendue réformée. *Par Arrest du Conseil d'Etat du 10. Septembre 1660.*

VII.

Tous les Consuls & Officiers politiques de la Ville de Montpellier seront Catholiques. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 28. Aoust 1656.*

VIII.

Les habitans Catholiques de la Ville de Badarriex furent maintenus au droit d'occuper & remplir toutes les charges de Consuls & Conseillers politiques, à l'exclusion de ceux de la Religion prétendue réformée. *Par Arrest du Conseil Privé, du 27. Mars 1657.*

IX.

Le premier Consul d'Uzez Catholique aura la charge de Recteur de l'Hôpital dudit lieu, sous la presidence de l'Evêque, & en aura l'entiere administration, avec défenses au second Consul de la Religion prétendue réformée, & à tous autres d'apporter aucun empêchement. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 20. Decemb. 1661.*

X.

Les second, & quatrième Consuls de la ville de Milhau de la Religion prétendue réformée, re-

mettront leurs livrées Consulaires ; avec défenses aux habitans de nommer à l'avenir au Consulat ny au Conseil politique , aucun de ladite Religion , à cause de leurs séditions. *Par Arrest du Conseil d'Etat , du 30. Juillet 1663.*

XI.

Tous les Consuls , & le Conseil ordinaire politique de la ville de Milhau seront Catholiques ; & le Conseil general qui a esté de trente , ne sera plus que de vingt , sçavoir dix-sept Catholiques , & trois de la R. P. & qu'au surplus l'Arrest du 30. Juillet 1663. sera executé. *Ainsi jugé par Arrest du Conseil d'Etat , du 16. Novembre 1663.*

XII.

Il est ordonné à toutes les Communautés où les Consuls sont my-partys , de mettre pour premiers Consuls des Catholiques , *par Arrest du Parlement de Toulouse du 15. Decemb. 1663.* qui leur enjoint d'y résider , & d'assister à toutes les Assemblées.

XIII.

La grand' Chambre du Parlement de Rouën connoitra du nombre des Medecins de la Religion pretendue reformée , qui peuvent être agregés au College de Medecine. Avec défenses à la Chambre de l'Edit d'en prendre connoissance. *Ainsi jugé par Arrest du Conseil d'Etat du 15. May 1663.*

XIV.

Défenses de recevoir aucun Notaire de la Religion pretendue reformée en la ville de Montpel-

lier , sans Provision du Roy , & jusqu'à ce que le nombre des Notaires soit égal à celui des Notaires de la Religion pretendue reformée. *Par Arrest du Conseil d'Etat du 24. Mars 1661.*

XV.

Toutes les Lettres de Maîtrise , où la clause de la Religion Catholique , Apostolique & Romaine n'aura point esté mise , demeureront nulles. *Par Arrest du Conseil d'Etat , du 21. Juillet 1664. Il y a un Arrest des Requestes de l'Hôtel du 20. Novembre 1673. donné en conséquence , & conformément au precedent.*

XVI.

Il est défendu aux Maîtres de l'Etat & métier de Mercier Grossier , d'y recevoir aucune personne de la Religion pretendue reformée , jusques à ce que le nombre soit réduit à la quinziesme partie de ceux qui composent ledit nombre. *Par Arrest du Parlement de Rouën , du 15. Juillet 1664.*

XVII.

Il fut ordonné qu'il n'y auroit que deux ouvriers & monoyers de la Religion pretendue reformée en la Monoye de Rouën. *Par Arrest du Conseil d'Etat du 24. Oct. 1664.*

XVIII.

Ne seront receus aucuns Maîtres Orfèvres de la Religion pretendue reformée , que le nombre n'en soit réduit à la quinziesme partie ; aucun desquels ne pourra être reçu Garde dudit métier. *Par Arrest du Parlement de Rouën ,*

du 13. Juillet 1665.

XIX.

Les femmes de la Religion prétendue réformée sont exclues de la maîtrise des Lingeres de Paris, conformément à leurs Statuts. *Par Arrest du Conseil d'Etat du 21. Aoust 1665.* qui ordonne pour cet effet l'exécution de l'Arrest d'homologation d'iceux.

XX.

Défenses à tous maîtres Brodeurs de la Religion prétendue réformée d'avoir aucuns apprentifs ny alloüez, qui soient de la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, *Par Arrest de Parlement du 16. Juillet 1669.*

XXI.

Un Soldat de la Religion prétendue réformée est incapable de place d'Oblat, ou de Religieux Lays és Abbayes. *Ainsi jugé par Arrest du Parlement de Paris, du 7. Decembre 1623.*

XXII.

La Charge de Procureur du Roy au Siege de Milhau en Rouargue, comme Charge unique, doit être tenue par un Catholique. *Ainsi jugé par Arrest du Conseil d'Etat, du 6. Juin 1664.*

XXIII.

Le Consulat, & autres Charges publiques du lieu de Pignan en Languedoc, ne pourront être exercées que par des Catholiques. *Par Arrest du Conseil d'Etat du 18. Novemb. 1670.* sur le partage intervenu entre les Commissaires députez pour l'exécution de l'Edit

de Nantes. Le même fut ordonné pour la Ville de Montelimar Diocèse de Valence, par Lettre de Cachet de sa Majesté du 16. Decembre 1671. par laquelle il leur fut défendu d'admettre au Consulat aucun de ceux de la Religion prétendue réformée. Mêmes défenses aux habitans de Saint Paul trois Châteaux, par Lettres de Cachet de sa Majesté du 7. Decembre 1674.

XXIV.

Pareil Arrest que le precedent & de même datte, aussi intervenu sur le partage desdits Commissaires, portant que le Consulat, Conseil politique, & autres Charges publiques & municipales de la Ville de Cornonterral en Languedoc, seront exercées par des Catholiques, à l'exclusion de ceux de la Religion prétendue réformée.

XXV.

Dans les Députations, & autres occasions, les Catholiques porteront la parole, privativement à ceux de la Religion prétendue réformée. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 16. Février 1671.*

XXVI.

En l'exercice des Greffes de Niort, ne peut être commis qu'un Catholique. *Par Arrest du Conseil d'Etat du 14. Avril 1671.*

CHAPITRE XIV.

De la connoissance des procez & différens entre les Catholiques, & ceux de la Religion prétendue re-

formée, de la maniere de les juger. & des Chambres de l'Edit.

I.

DANS les procez où les gens d'Eglise seront parties, ils pourront recuser les Juges qui feront profession de la nouvelle pretendue Religion; & sans autre exception de cause, lesdits Juges s'abstiendront du jugement desdits procez, nonobstant les Edits & Ordonnances qu'on pourroit prendre au contraire.

Edit de 1571. art. 2.

II.

Les Ecclesiastiques ne seront tenus de proceder pour raison du possessoire & biens annexez aux Benefices pardevant les Juges de la R. P. R. mais pardevant le plus prochain juge royal ou autre Catholique. *Par Declaration du Roy Louis XIII. du 2. Janvier 1626. & par un autre du 4. Septembre 1619.* les Ecclesiastiques sont exclus de proceder aux Sieges, où il n'y aura d'autres Juges que de la R. P. R.

III.

Les procez meus & à mouvoir entre les Catholiques & ceux de la R. P. R. de la haute Guyenne, Generalitez de Toulouze, de Montauban & pays de Foix, furent renvoyez au Parlement de Bordeaux, & ceux de la Generalité de Montpellier, au Parlement d'Aix pour le temps qui restoit à expirer de l'évocation generale portée par l'Arrest du 18. Aoust 1655. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 13. Janvier 1661.* portant défen-

ses au Parlement de Toulouze, de Grenoble, & à tous autres d'en connoître, à peine de nullité, & cassation des procedures.

IV.

Les procez criminels intentez par le Promoteur en l'Officialité de Rennes contre le nommé Cail lon de la R. P. R. pour vol d'un saint Ciboire & profanation des saintes Hosties, fut renvoyé au Parlement de Rennes. *Par Arrest du Conseil Privé, du 20. Novembre 1660.* qui en interdit la connoissance à la Chambre de l'Edit de Paris.

V.

Monsieur Hotman Intendant de Justice és Generalitez de Guyenne, ayant rendu plusieurs jugemens souverains contre plusieurs habitants de Montauban de la R. P. R. au sujet de leur rebellion, le Roy *par Arrest de son Conseil d'Etat, du dernier Octobre 1661.* qui casse l'Arrest de la Chambre de l'Edit de Castres, du 7. dudit mois, confirme lesdits jugemens, avec défenses à ladite Chambre de l'Edit, & à toutes autres Cours d'en prendre connoissance.

VI.

Il fut dit que le procez d'entre Maître Benoit Gros, Curé de Clarrac, & les Habitans de R. P. R. dudit lieu pour les excez par eux commis en la personne dudit sieur Curé, seroit instruit pardevant le Presidial de Nismes, avec défenses à la Chambre de l'Edit de Castres d'en prendre aucune connois-

lance, à peine de nullité & de cassation de procédures. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 15. Decembre 1663.*

VII.

Les procez concernans le general des Villes & Communautés dans lesquels les Consuls sont parties en cette qualité, quoy que le Consular soit my-party, ne pourront être attirez aux Chambres de l'Edit. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 17. Novembre 1664.*

VIII.

Tous les procez civils & criminels où les convertis à la Religion Catholique sont ou seront parties, sont évoquez de la Chambre de l'Edit de Castres, & renvoyez en la Chambre de l'Edit de Grenoble. *Par Declaration de sa Majesté, du 2. Avril 1666.*

IX.

Les Juges faisant le procez aux accusez de la R. P. R. ne prendront Adjoints de ladite Religion, si ce n'est aux procez qui seront jugez Provotablement. *Ainsi jugé par Arrest du Parlement, du 3. Aoust 1629.*

X.

Défenses aux Officiers de la R. P. R. de faire partage sur l'instruction des procez. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 15. Janvier 1641.* rendu sur l'Arrest de partage de la Chambre de l'Edit de Castres, intervenu sur les procez verbaux, dressez tant par les Officiers Catholiques que ceux de la Religion prétendue réformée.

XI.

Autres défenses à ceux de la Religion prétendue réformée de recuser aucuns Juges sans expression de cause, si ce n'est lorsque leurs procez sont jugez souverainement par les Presidiaux, conformément à l'Edit de Nantes. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 12. Avril 1666.*

XII.

Il fut défendu à la Chambre de l'Edit de Castres de deputer vers le Roy, ne faisant pas corps séparé, mais étant un membre du Parlement de Toulouse. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 16. Decembre 1661.*

XIII.

Les Chambres de l'Edit de Paris & Rotien, furent supprimées par l'Edit de sa Majesté du mois de Janvier 1669. *verifié au Parlement le 4. Fevrier suivant.*

XIV.

Permis aux Officiers Catholiques de la Chambre de l'Edit de Guyenne de juger en plus grand nombre que ceux de la Religion prétendue réformée; si ce n'est lorsqu'il se trouvera moins de quatre Officiers de ladite Religion. *Ainsi réglé par la Declaration de S. M. du 11. Juillet 1665.*

XV.

La Chambre de l'Edit de Castres, fut transférée en la Ville de Castelnaudary. *Par Edit de sa Majesté, du dernier Octobre 1670.* & elle ne peut se mêler ny prendre connoissance des élections Consulaires

lares de ladite Ville. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 3. Juin 1671.*

XVI.

Défenses aux Chambres del'E. dit, & à toutes autres Cours de recevoir des appellations comme d'abus, des résultats des Synodes & consistoires des pretendus Religionnaires; sauf à eux de se pourvoir contre iceux par voix de plainte ou par Requête. *Par deux Arrests du Conseil d'Etat, des 6. Avril & 6. Aoust 1675.*

XVII.

Pareilles défenses aux Synodes & consistoires d'iceluy pretendus reformez de prendre à l'avenir connoissance d'aucun fait, dont les Jurisdiccions seront saisies. *Par Arrest du Conseil Privé, du 26. Fevrier 1676.*

XVIII.

Un testament fait au profit des Anciens du Consistoire de la Ville de Beziers de la Religion pretendue reformée, fut cassé *par Arrest contradictoire du Conseil Privé, du 17. Juin 1664.* avec défenses à ceux de ladite Religion de faire de semblables testamens, & aux Anciens de leur Consistoire de les accepter, à peine de nullité.

CHAPITRE XV.

De l'imposition & levée de deniers par ceux de la Religion pretendue reformée, pour l'entretien de leurs Ministres, frais de leurs Synodes, & autres choses concernant l'exercice de leur Religion.

I.

Ceux de la Religion pretendue reformée se departiront & dissolueront de toutes associations qu'ils ont dedans & dehors ce Royaume, & ne feront dorénavant aucunes levées de deniers sans la permission de sa Majesté, ny enrôlemens d'hommes, congregations ny assemblées autres que dessus & sans armes: ce qui leur est défendu sur peine d'être punis rigoureusement. *Par l'Edit du Roy Charles IX. du mois d'Aoust 1570. art. 20. On peut voir l'art. 12. de celuy du mois de Juillet 1573.*

II.

Le Roy Louys XIII. par ses *Lettres patentes du 14. Fevrier 1621.* sur les impositions & levées de deniers qui se font par ceux de la Religion pretendue reformée déclara tant les auteurs d'icelles que ceux qui en feroient la recepte & qui y contribueroient criminels de leze Majesté, & perturbateurs du repos public.

III.

Défenses furent faites à ceux de Montauban de faire aucune imposition ny levée de deniers, même sous pretexte des aumônes, que conformément à l'Edit de Nantes, en présence du Lieutenant general de Montauban, ou d'autre Officier du même siege. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 17. Mars 1661.*

IV.

Mêmes défenses aux Ministres, Consuls & Habitans de la R. P.

K K k k.

R. de Castres de faire aucunes assemblées pour imposition de deniers qu'en présence & par l'autorité du Juge royal de ladite Ville, à peine de concussion. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 30. Avril 1661.*

V.

Autres défenses à ceux de la Religion prétendue réformée d'imposer ny lever sur eux aucuns deniers pour l'entretien de leurs Ministres, envoy aux Synodes, ny sous quel pretexte que ce soit, qu'ils n'ayent remis pardevers les Commissaires deputez dans les Provinces l'état des sommes par eux imposées depuis dix ans, à peine de concussion. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 2. Avril 1666.*

VI.

Il fut ordonné que ceux de la R. P. R. rapporteroient pardevant les sieurs Commissaires departis dans les Provinces, les états de la recette & dépense des sommes qu'ils ont imposées sur eux pendant les quatre dernières années. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 9. Novembre 1670.*

CHAPITRE XVI.

Contenant plusieurs actes & Arrests rendus contre ceux de la Religion prétendue réformée sur différentes matieres, & qui n'ont pu être reduits sous les precedens Chapitres.

I.

IL fut défendu aux Habitans de Beaumont en Dauphiné de la

Religion prétendue réformée de se servir de la Cloche & du Cimetiere des Catholiques. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 1. Mars 1629.* lequel porte de plus,

Que l'Hôpital usurpé par lesdits de la R. P. R. sera regy & les aumônes distribuées par le Curé en présence du Conseil & de deux Habitans Catholiques, avec défenses à ceux de la Religion prétendue réformée de faire payer aux Catholiques aucune chose de ce qu'ils levont pour l'entretien de leurs Ministres, & instruction de la jeunesse.

II.

Par l'Arrest des Grands Jours de Poitiers, du 16. Decembre 1634. donné contre plusieurs entreprises de ceux de la Religion prétendue réformée, il est porté,

Que les corps de ceux de la Religion prétendue réformée ne seront enterrez aux Eglises, ny Cimetieres des Catholiques.

Que le service divin sera rétably es Eglises par eux occupées.

Que les Cloches des Eglises ne serviront pour la convocation des Prêches.

Que les Ecoles de ceux de ladite Religion prétendue réformée cesseront si elles ne sont établies par la permission du Roy, verifiée en Parlement.

Que les Seigneurs de Fief de Haubert opteront en quel de leurs Fiefs se fera l'exercice de la Religion prétendue réformée, lequel cessera en leur absence.

Que l'exercice de la Religion prétendue réformée ne sera continué aux lieux dont les Seigneurs se sont faits Catholiques.

Que les Temples qui sont trop près des Eglises & Cemetieres, seront bâtis ailleurs.

Qu'il ne se fera Prêche émaïsons & habitations des Ecclesiastiques.

Qu'en tous actes & contrats ils ne pourront qualifier leur exercice que du nom de *Religion prétendue réformée*, à peine de cinq cens livres d'amende.

III.

Ceux qui seront élus pour être Ministres ne pourront s'entremettre dans la fonction du ministère qu'ils n'ayent auparavant prêté serment de fidélité à sa Majesté entre les mains de ses Officiers du lieu où ils se voudront établir, en présence du Procureur de sa Majesté.

Et nul Ministre qui sera sorti hors du Royaume ne s'ingérera à son retour de rentrer dans l'Office du Ministère sans la permission du Roy, & qu'il n'ait prêté un nouveau serment de fidélité.

Avec défenses à tous étrangers de faire la charge de Ministres, ny aucun autre Office de Religion prétendue réformée dans le Royaume sans la permission de sa Majesté. *Ainsi ordonné par Arrest du Conseil Privé, du 16. Janvier 1635.*

IV.

L'Arrest du Conseil Privé, du

9. Mars 1635. rendu contradictoirement entre les Habitans Catholiques de la Ville de Paroy en Charrolois, & ceux de la Religion prétendue réformée contient plusieurs Reglemens entre les parties.

1. Défenses ausdits Habitans de la Religion prétendue réformée de faire aucun exercice de leur Religion dans la Ville & Faux-bourgs de Paroy, comme étant dans la Justice & Seigneurie de l'Abbaye de Cluny.

2. De tenir aucunes Ecoles audit Paroy pour l'instruction de leurs enfans.

3. D'exposer ny vendre de la chair les jours prohibez.

4. De travailler ny ouvrir les Boutiques les jours de Fêtes, & de Processions publiques.

Et plusieurs autres chefs pareils à ceux qui ont esté reglez cy-devant.

V.

L'Arrest du Parlement de Grenoble, du 9. Mars 1639. défend à tous Seigneurs ayant Fiefs de Haubert de faire ou souffrir l'exercice de la Religion prétendue réformée aux maisons qu'ils ont dans lesdits Fiefs, lorsqu'ils en sont absens, leurs femmes ou familles.

Aux Ministres de faire le Prêche hors le lieu de leur établissement, & d'empêcher les peres & tuteurs d'envoyer les enfans aux Ecoles Catholiques.

Aux Juges Royaux & Presidiaux de recevoir aucuns Procureurs ou Notairés de la Religion preten-

K K k k ij

duë reformée, s'ils n'ont Lettres de provision, & qu'ils n'ayent informé qu'ils ont les qualitez requises.

Il est de plus porté que ceux de ladite Religion tendront devant leurs maisons pendant les Processions solennelles des Catholiques de la Fê.e Dieu & autres.

Et défendu de bâtir aucunes nouvelles maisons de retraite sans la permission de la Cour.

VI.

Les Temples bâtis depuis l'Edit de Nantes sans permission du Roy aux lieux accordez seront démolis, même celui bâti dans la Ville de Montpellier, & le second Temple de Bergerac.

Avec défenses à tous habitans de la Religion prétenduë reformée de se servir des murailles des Villes pour appuyer sur icelles le toît de leurs Temples. *Ainsi jugé par Arrest du Parlement de Bordeaux, du 25. Fevrier 1645.* lequel contient encore plusieurs chefs qui regardent l'exécution de beaucoup de choses qui ont déjà esté répétées plusieurs fois cy-devant.

VII.

Défenses de faire aucun exercice de la Religion prétenduë reformée dans le Bourg de saint Silvin, dépendant de l'Abbaye d'Almenêche, de tenir Ecoles par ceux de la Religion prétenduë reformée & tous autres, s'ils ne sont commis par l'Evêque Diocésain, & d'user des termes d'Eglise recueillie ou reformée, mais de ceux de *prétenduë reformée.* Par Arrest de

la Chambre de l'Edit de Rouën, du 20. Juillet 1645.

VIII.

Il y a encore divers Reglemens en faveur des Ecclesiastiques & de la Religion Catholique, particulièrement à l'égard des Seigneurs & Patrons laïques faisant profession de la Religion prétenduë reformée dans la Declaration du 16. Decembre 1656. qui porte,

1. *Que* les Juges séculiers ne prendront aucune connoissance de l'ordre, de l'heure du Service divin, sous pretexte du possesseur ou autrement.

2. *Que* le revenu des Confratries sera employé pour le Service divin, par l'ordonnance de l'Evêque Diocésain, à la nourriture des pauvres de métier & autres chantez, & que les Juges Royaux ne connoîtront des droits prétendus par les Evêques & Curez, exceptez des Dixmes infeodées, & du possesseur des autres Dixmes.

3. *Que* les Cours de Parlemens ny autres Juges ne connoîtront des Decimes, & que pour les différens qui surviendront sur les choses de cette nature, on se pourvoira aux Bureaux établis pour en juger.

4. *Que* l'exercice de la Religion prétenduë reformée ne sera fait dans les Villes où il y a Archevêché ou Evêché, ny aux lieux & Seigneuries appartenans aux Ecclesiastiques, &c. & que les Temples établis depuis l'Edit de Nan-

tes, sans Lettres de sa Majesté registrées aux Cours de Parlemens, seront démolis, &c.

5. *Que* les Seigneurs qui sont de la Religion prétendue réformée ne pourront user d'aucuns droits honorifiques dans les Eglises, de Sepulture, Bancs, Littres & Patronages, lesdits droits demeurans en surseance tant qu'ils seront de ladite Religion, & pour le Patronage l'Evêque conferera de plein droit, jusques à ce que ledit empêchement cesse.

6. *Que* les Juges de la Religion prétendue réformée, ny les Chambres de l'Edit ne connoîtront de la transgression des Fêtes, ny du possesseur des Benefices, ny des contestations pour raison des biens d'Eglise, à peine de nullité.

7. *Que* les Ministres ne pourront prêcher en autres lieux que ceux de leur demeure, le Prêche y étant établi par les Commissaires depurez, à peine de prison, & d'amende arbitraire, &c.

IX.

L'Arrest du Conseil d'Etat, du 11. Janvier 1657. contient encore plusieurs Reglemens sur les entreprises de ceux de la Religion prétendue réformée, particulièrement sur la qualité que prennent les Ministres, sur le sujet des tentures au devant de leurs maisons aux Processions de la Fête - Dieu, sur leurs assemblées Consistoriales, sur la levée des deniers qu'ils font entr'eux, sur le sujet des Pseaumes qu'ils prétendent chan-

ter dans les Places publiques lors des feux de joye, & des exécutions des Criminels de leur communion, & sur le sujet des enterremens de leurs morts.

X.

Défenses à ceux de la Religion prétendue réformée de faire aucun exercice de ladite Religion au Village de Villiers le bel, & autres lieux circonvoisins, y dogmatiser & faire aucunes assemblées publiques & particulières, comme aussi d'user de paroles indecentes ou injurieuses contre les Predicateurs & autres Ecclesiastiques qui annoncent la parole de Dieu, & aux Maîtres d'Ecole d'enseigner les enfans dans les livres de ceux de la Religion prétendue réformée. *Par Arrest du Conseil Privé, du 16. May 1636.*

XI.

Il y a un *Arrest du Parlement de Dijon* qui contient divers Reglemens contre ceux de la R. P. R. du Baillage de Gex touchant l'honneur qu'ils doivent rendre au S. Sacrement, aux Eglises, & au S. Siege, l'observation des Fêtes commandées par l'Eglise Catholique, l'abstinence de chair aux jours par elle deffendus, & autres matieres concernant ladite R. P. R. *ledit Arrest du 15. Mars 1657.*

XII.

Défenses à ceux de la R. P. R. de solliciter leurs domestiques & mercenaires d'abjurer la Religion Catholique, & aux Ministres de les y recevoir tant qu'ils seront

K K k k iij

en service chez ceux de la R. P. R. & aux deputations & autres occasions les Catholiques porteront la parole privativement aux Religioneux, par Arrest du Conseil d'Etat du 16. Février 1671.

XIII.

RECUEIL DES ACTES
touchant l'affaire d'entre les Peres
Capucins de la Mission Royale de
Florac, & François Sauvage Mi-
nistre, & autres habitans de la R.
R. de ladite ville de Florac ;
avec les Arrests du Conseil d'Etat
intervenues sur cette affaire.

Le Procureur General du Roy au Parlement de Toulouse ayant pris la cause en main pour les P. Capucins de la Mission Royale de Florac aux Sevenes, établis par le Roy Louys XIII. par sa Declaration du 15. Juillet 1629. afin que l'Exercice de la Religion Catholique, Apostolique & Romaine y fût pleinement établi, & particulièrement dans la ville de Florac, lesdits Missionnaires s'y sont maintenus, & avec tant de progresz qu'ils auroient converti plusieurs Religioneux ; de quoy François Sauvage Ministre de Florac se croyant scandalisé, de ce que sa fausse doctrine demeurait refutée par ladite Mission, & le peuple de l'abuse de son erreur auroit le Dimanche de la Trinité 16. Juin 1658 fait appeller le R. P. Marius Supérieur de ladite Mission, & prié luy-même d'aller au Prêche pour l'ôûir, ce que le R. Pere auroit fait accompagné de deux de

ses Missionnaires, pour refuter en Controverse ledit Ministre, lequel voyant qu'il n'avoit nul fondement à soutenir ses discours, & que lesdits R. P. les mettoient dans la confusion, & faisoient des Catholiques ; au lieu de traiter de la sainte Ecriture.

Ledit Ministre se seroit mis à proclamer des invectives contre lesdits R. Peres, & ensuite contre le Pape, & contre les Evêques, & Prêtres ayant dit en Chaire,

Que le Pape Sergius avoit deux garces, l'une desquelles avoit nom Theodore qui eut un garçon qui fut Pape.

Que dans un Concile de Lyon il fut proposé de faire deux bords pour toute l'Eglise Catholique, qu'il fut répondu qu'il en falloit faire un depuis l'Orient jusqu'à l'Occident, parce que l'Eglise Romaine estoit corrompue d'un bout à l'autre.

Que Guy pape ayant fait pêcher son vivier, y trouva six-vingt têtes de petits enfans qu'il y avoit fait noyer : & apres il dit j'ay peché, il vaut mieux se marier que de bruler.

Qu'une putain avoit gouverné l'Eglise longtemps.

Que les Evêques ne se contentoient point d'avoir une garce, qu'ils en changeoient tous les jours.

Que les Prêtres ne se servent plus de garces, qu'ils se servent de bougres, & de bardaches,

qu'ils n'étoient que des putassiers, Proccez fait aux coupables.

XV.

appelant à témoin la conscience des Peres Capucins presens des ordures qui se commettent dans l'Eglise, & plusieurs autres paroles insolentes, & seditieuses, & scandaleuses à nostre Religion.

Ce qui auroit obligé le R. Pere Supérieur le Prêche achevé, leurs prières finies, & le Ministre descendu de Chaire, de s'en plaindre au Conseil, & Consistoire, lesquels au lieu de reprimer l'insolence, & temerité dudit Sauvage Ministre, auroient crié tué tué, tout cela; & à même temps le plus grand nombre des assistans se jetterent sur lesdits Peres, qu'ils auroient battus & excédez avec tant de violence qu'ils seroient morts sur la place, sans que l'un desdits Consuls, & quelques autres particuliers émus de compassion, les tirèrent de leurs mains.

Desquels excès & violences ledit Procureur General auroit porté sa plainte au Parlement de Toulouse, sur laquelle ayant esté ordonné qu'il en seroit informé, il a esté procédé à l'information.

XIV.

Lesdits Peres Capucins s'étant ensuite pourvus & ayant porté les mêmes plaintes au Conseil de S. M. le Roy par *Arrest de son Conseil du 12. Septembre 1658.* ordonna qu'à la diligence de son Procureur General audit Parlement de Toulouse les informations faites contre lesdits habitans de Florac, seroient continuées pour estre le

Le Parlement de Toulouse par son *Arrest du 25. Juin 1658.* rendu par contumace, avoit déjà condamné ledit Sauvage Ministre à la mort, & ses complices, & decrette prise de corps contre plusieurs autres.

XVI.

Mais ledit Sauvage s'étant pourvu au Conseil d'Etat par Requête qui deguisoit la verité, il fut dit par *Arrest du 27. Mars 1659.* que les informations faites tant contre luy, que contre ses complices pour l'action arrivée au Temple de Florac seroient apportées au Greffe du Conseil, & cependant dessein es de passer outre à l'exécution de l'Arrest du Parlement de Toulouse.

XVII.

Lequel Arrest fut cassé par celui dudit Conseil d'Etat du 9. *Juin 1659.* qui ordonne que celui du 12. Septembre 1658. sera executé, avec desdenses audit Sauvage de se pourvoir ailleurs qu'au Parlement de Toulouse, à peine de trois mil livres d'amende.

XVIII.

Sur l'opposition formée à l'exécution du precedent Arrest par ledit Sauvage, & ses complices, il fut dit par *Arrest du Conseil d'Etat du 29. Aoust 1659.* que la Requête par eux présentée au Conseil, sera communiquée au Procureur General du Parlement de Toulouse, & cependant sursis.

XIX.

Au mesme temps les Religieux Capucins de la Mulsion de Florac presenterent une Requête à S. M. sur le sujet dudit attentat.

XX.

Ensuite dequoy sur les Requêtes respectives du Procureur General au Parlement de Toulouse, & dudit Sauvage Ministre de Florac, & ses complices, intervint *Arrest du Conseil d'Etat du 18. Mars 1660.* portant que l'Arrest cy-dessus du 9. Juin 1659. seroit executé, avec desfenfes audit Sauvage & consors de se pourvoir ailleurs qu'au Parlement de Toulouse, & à la Chambre de l'Edit de Castres d'en prendre connoissance.

XXI.

Monsieur Colbert du Terron Intendant de Justice en Broûage, Aunis, & Gouvernement de la Rochelle, fit une Ordonnance le 14. Octobre 1661. pour l'observation de la *Declarations du Roy du mois de Novembre 1628.* sur la reduction de la Rochelle, & exécution des Religionnaires qui s'y sont habitez depuis, au prejudice de ladite Declaration.

XXII.

Laquelle Ordonnance fut confirmée par *Arrest du Conseil d'Etat du 12. Novembre 1661.* contenant plusieurs Reglemens pour ceux de la R. P. R. qui sont établis dans la ville de la Rochelle au prejudice de ladite Declaration du mois de Novembre 1628.

XXIII.

Les nommez Touvet, Bernon, & autres de la Religion P. R. s'étant établis & habitez à la Rochelle, au prejudice de ladite Declaration, furent condamnés d'en sortir incessamment avec leurs familles, nonobstant tous Arrests au contraire, par *Arrest du Conseil d'Etat du 16. Octobre 1662.* portant que c'étoit conformément à celui du 11. Novembre 1661. & à l'Ordonnance du sieur Colbert du Terron.

XXIV.

Il y a plusieurs Reglemens contre les habitans du Pont-de-Veyle de la R. P. R. dans l'*Arrest du Conseil d'Etat du 16. Janvier 1662.* qui interdit l'Exercice de ladite R. P. R. audit lieu, attenda l'opposition du sieur Comte de Montrevel qui est Catholique & Seigneur de Pont-de-Veyle. & que le Temple établi à Resbouze au Duché de Pontd'evaix peut suffire tant pour ceux de la Religion prétendue reformée de Pont-de-Veyle, que dudit Resbouze : dans le surplus dudit Arrest il n'y a que des reglemens conformes aux cy-dessus.

XXV.

L'exercice de la Religion prétendue reformée ne pourra estre fait que dans deux Temples dans le Baillage de Gex, l'un à Sergy & l'autre à Fernex : ainsi ordonné, par *Arrest du Conseil d'Etat du 16. Janvier 1662.* contenant encore plusieurs Reglemens pour les Religionnaires dudit Baillage de Gen.

XXVI.

XXVI.

Plusieurs Ministres de la Religion prétendue réformée dudit Baillage de Gex, étant contre venus au susdit Arrest du 16. Janvier 1662. & ayant fait le Prêche en plusieurs autres lieux que Sergy & Fernex, il fut dit *par Arrest du Conseil d'Etat, du 24. Avril 1662.* que ledit Arrest seroit executé, & qu'il seroit informé par le sieur Bouchu Intendant de Justice en Bourgogne & Bresse, avec iteratives défenses de faire aucun exercice de la Religion prétendue réformée dans le Baillage de Gex, sinon à Sergy & Fernex; ce qui est aussi contenu dans *l'Arrest du Conseil d'Etat, du 19. Septembre 1664. cy après art. 32.*

XXVII.

La Chambre de l'Edit de Castres *par Arrest du 19. May 1662.* fit plusieurs reglemens contre les Ministres & Habitans de la ville d'Allais de la Religion prétendue R. touchant leurs enterremens, l'observation des Fêtes, & autres conformes à plusieurs cy-devant exprimez.

XXVIII.

L'exercice de la Religion prétendue réformée ne sera plus fait dorénavant dans les lieux de Lants, la Coste, Gignac, Dongles, Doppedettes, Signargues, & Roquefin Joucquars, Gordes, & la Bastide des Gros, Labreoule, & Souliers *par Arrest du Conseil d'Etat du 4. May 1663.* portant la démolition des Temples, & 19. articles de

reglemens pour lesdits lieux, que l'on n'exprime pas au long, parce qu'ils sont conformes à tous ceux qui ont esté faits cy-devant.

XXIX.

Sur les plaintes faites aux Commissaires Deputez pour informer des Contraventions à l'Edit de Nantes & à celui de 1629. en la Province de Languedoc & pais de Foix, *le Roy par Arrest de son Conseil d'Etat du 5. Octobre 1663.* ordonna les choses suivantes.

1. *Que* les Catholiques seront admis aux Consuls, & Conseils politiques des Villes & Lieux du moins en nombre egal à ceux de la R. P. R.

2. *Que* dans la ville de Nîmes, & autres Villes & Lieux il n'y aura qu'un Greffier de la maison Consulaire, lequel sera Catholique.

3. *Que* l'instance pendante au Conseil, contre ceux de la R. P. R. qui prétendent avoir un Hôpital, sera mise en estat d'estre jugée dans trois mois, au bout desquels elle sera jugée dans l'état où elle se trouvera.

4. *Que* les cloches des Temples de ceux de la Religion prétendue R. de Nîmes, & autres Villes & Lieux où l'Exercice est permis, cesseront de sonner depuis le jeudy saint dix heures du matin jusques au f medy saint à midy, comme celles des Catholiques.

5. *Que* les Ministres dans leurs Prêches & exhortations ne par-

leront de la Religion Catholique, Apostolique & Romaine qu'avec respect, & aux termes des Edits ; avec défenses aux Consistoires de censurer les peres & meres qui envoient leurs enfans aux Colleges des Catholiques, sans que lesdits enfans y puissent être contraints.

6. *Que* les deniers que ceux de la R. P. R. ont faculté de lever sur eux, seront imposez en presence d'un juge Royal &c.

7. *Qu'un* mesme Ministre ne pourra prêcher en divers lieux & ne pourra demeurer qu'au lieu, où il devra faire ses fonctions, &c.

8. *Que* les domicilies de la R. P. R. auxquels les Presidiaux feront le Procez pour cas Prevotal, ne pourront faire juger la competence aux Chambres de l'Edit, lorsque les Presidiaux auront prevenu sur les Prevosts ; mais sera ladite competence jugée par lesdits Presidiaux, &c.

9. *Que* les Consuls de la R. P. R. remettront au Greffe du Conseil dans trois mois les Lettres Patentes en vertu desquelles ils ont établi l'Academie dans Nismes, avec cependant deffenses d'y enseigner leur Theologie.

10. *Que* sur la demande faite par ceux de la R. P. R. de deux lieux de Baillage, ordonné avant faire droit qu'ils rapporteront le procez verbal des Commissaires executeurs de l'Edit de Nantes de 1601. &c.

11. Deffenses à ceux de la R.

P. R. de demander à l'avenir d'être admis au Premier Consulat, d'entrer aux Etats de la Province & assiette des Dioceses.

12. *Que* les Conseillers des Sénéchaussées qui sont de la R. P. R. ne pourront presider en l'Assemblée des Chefs de leur compagnie, & il en sera usé ainsi qu'ès Chambres de l'Edit de Caîtres, & Cours des Aydes de Montpellier.

13. *Que* les habitans de la R. P. R. imposeront le contenu aux mandez des Etats, & assiettes, mesme les aumônes contenues es Etats arrestez par S. M. pour le general de la Province, & Dioceses particuliers, sans qu'ils puissent contribuer aux autres aumônes, & œuvres pies, où ils n'auront point de part.

14. *Qu'ils* ne pourront tenir des Colloques qu'en Synodes & pendant la tenuë d'iceux, suivant l'Arrest du Conseil d'Etat du 13. Septembre 1660.

15. *Que* les Cemetieres occupez par ceux de la R. P. R. & qui tiennent aux Eglises seront rendus aux Catholiques nonobstant tous Actes, & Transactions contraires, &c.

16. Deffenses d'imprimer aucuns livres qu'ils ne soient attestez & certifiez par des Ministres approuvez, & sans la permission des Magistrats & Officiers de S. M. &c.

17. *Que* les Artisans de la R. P. R. ne pourront estre tenus de con-

tribuer aux frais de Chapelles, Confrairies, & autres semblables, à moins qu'il n'y ait statuts, fondation, & convention contraire, &c.

18. *Que* dans les Villes & Lieux où les Consuls sont mi-partis le premier Consul sera Catholique, & les Assemblées de Maisons de Villes ne se pourront tenir que les Consuls & Conseillers politiques Catholiques ne soient au moins en pareil nombre que ceux de la R. P. R. dans lequel Conseil le Curé ou Vicaire pourra entrer comme l'un des Conseillers politiques & premier opinant au deffaut d'autres habitans, Catholiques qualifiez, &c. les Greffiers des Maisons de Ville, horologers, & autres Charges uniques, seront catholiques.

19. *Que* les Consuls de la Ville de Montpellier seront toujours pris du nombre des Catholiques, & le département des tailles sera fait à l'avenir par les six Consuls assistez chacun du Coequateur Catholique, auquel département pourront assister quatre Deputez de la R. P. R. comme inspecteurs seulement, & sans frais.

20. *Que* ceux de la R. P. R. ne pourront s'assembler au son des cloches, ny en poser aucunes sur leurs Temples, de mesme qu'aux autres Villes où il y a Citadelle, ou garnison par Ordre de S. M.

21. *Que* les Regens du College de ladite Ville seront tous Catho-

liques, sans que ceux de ladite Religion pretendue R. en puissent avoir aucuns, ny enseigner la Philosophie ny les Lettres humaines dans des Maisons particulieres; néanmoins à eux permis d'avoir de petites Ecoles, où l'on ne pourra enseigner qu'à lire & écrire, & l'Aritmetique.

22. *Que* les debtes des Catholiques seront payées par eux seuls, & celles de ceux de la Religion pretendue R. seront pareillement acquittées par eux seuls, & ne pourront estre liqui-tées, que pardevant les Commissaires Deputez, par S. M. dans la Province pour la verification des debtes.

23. *Que* Sa Majesté a déclaré lesdits de la Religion pretendue R. non-recevables en la demande de la restitution des sommes par eux volontairement payées pour le bâtiment de l'Evêché.

24. *Que* l'Arrest de reglement pour les enterremens de ceux de la Religion pretendue R. du 19. Mars dernier sera executé.

25. Deffenses aux Ministres de la Religion pretendue R. de faire des exhortations, ou consolations dans les rues à l'occasion des enterremens, ny sous quelqu'autre pretexte que ce soit.

26. Cet article regarde l'observation des Festes de l'Eglise.

27. *Qu'ils* ne pourront vendre, ny étaler de la chair les jours defendus par l'Eglise.

28. *Que* les enfans exposez seront portez aux Hôpitaux Catholiques

pour y être élevez dans la Religion Catholique, Apostolique & Romaine.

29. *Que* les Notaires qui recevront les testamens ou autres actes de ceux de la Religion Pretendue Reformée ne parleront de ladite Religion qu'aux termes portez par les Edits.

30. *Que* les aumônes qui sont à la disposition des Chapitres, Prieurs & Curez se feront par eux mêmes dans le lieu de la fondation à la porte des Eglises, aux pauvres tant Catholiques que de la R. P. R. en présence des Consuls dudit lieu.

31. *Que* les aumônes qui sont en la disposition des Consuls se feront publiquement à la porte de la Maison de Ville, en présence des Prieurs & Vicaires des lieux, &c. & que les Hôpitaux & Maladeries de fondation des Communautés, seront regies par les Consuls des lieux.

32. *Que* les enfans seront élevez dans la Religion dans laquelle leur peres seront morts, auquel effet seront mis entre les mains de leurs meres, tuteurs & autres parens à leur requisition.

33. *Que* les Assemblées des Maîtres Jurez des Métiers seront composées de nombre égal de Catholiques & de ceux de la Religion Pretendue Reformée.

34. *Que* les articles 23. de l'Edit de Nantes, & les 40. & 41. des particuliers seront exécutez pour le fait des mariages, défen-

ses aux Colloques, Synodes, & Consistoires d'y contrevenir.

35. *Que* ceux de la R. P. R. ne pourront être vexez ny molestez, & pourront demeurer en tous lieux en se comportant suivant les Edits.

36. *Que* les habitans de la Religion Pretendue Reformée, & Ministres pourront visiter & consoler dans les prisons les prisonniers de ladite R. P. R. gardant les Reglemens des Compagnies, de l'autorité desquelles ils sont detenus.

37. *Que* les petites Ecoles & les publiques ne pourront être tenues par eux qu'aux lieux où ils peuvent faire l'exercice public de ladite Religion, & dans lesquelles on ne pourra enseigner qu'à lire, écrire & l'arithmétique.

38. *Que* ceux qui ont traité des Charges de Procureurs à Nismes ne les pourront exercer par commission ou matricules, à peine de faux.

39. *Qu'ils* ne pourront chanter les Pseaumes à haute voix & publiquement qu'aux lieux destinez pour l'exercice de leur Religion, & défenses aux Catholiques de les injurier, mais de se comporter suivant les Edits.

40. *Que* les pauvres lepreux de la R. P. R. seront receus dans les Maladeries, conformément à l'art. 15. de l'Edit de 1577.

41. *Que* les habitans de la R. P. R. de la Ville de Montpellier pourront avoir un second Cimetiere hors la Ville, & que les pauvres

de ladite Religion seront receus dans l'Hôpital saint Eloy, & de la Charité de ladite Ville, & pourront être traitez & consolez par les Ministres suivant les Edits.

42. *Que* les habitans de la Ville d'Anduze de la R. P. R. ne pourront avoir des Ecoles, que conformément à ce qui a esté dit cy-devant.

43. *Que* les Consuls & Conseillers de la Ville de Sommieres seront tous Catholiques, à la charge neanmoins que lors que les impositions se feront dans ladite Ville, ceux de la R. P. R. pourront faire assister deux habitans de ladite Religion, comme inspecteurs seulement, & sans frais.

44. *Que* l'Evêque jouira par provision, & en son absence son grand Vicaire, de l'entrée, séance, & voix deliberative aux Conseils politiques, à luy accordée par les Arrests du Conseil des 9. Mars 1634. & 22. Octobre 1657. avec défenses à ceux de la R. P. R. de l'y troubler, ny de mettre aucun Conseiller pour égaler sa voix.

45. Cét Article ne regarde que la proximité du Temple d'Uzès, & de l'Eglise dont les Commissaires députez par sa Majesté doivent informer, &c.

XXX.

Il y a encore plusieurs Reglemens pour les Officiers politiques de plusieurs Villes de Languedoc, comme Vigan, Marveols, Villeneuve, & S. Jean de Blaquieres, contenus dans l'Arrest du Conseil

d'Etat du 5. Octobre 1663. lesquels sont conformes à ce qui a déjà esté ordonné cy-devant en pareil cas.

XXXI.

Il en est de même du Reglement fait par l'Arrest du Conseil d'Etat du 18. Septembre 1664. contenant 41. articles rendu sur les plaintes des Syndics des Dioceses de Vienne, Valence, Die, S. Paul, & Vaison, faites aux Commissaires députez pour l'execution des Edits de Nantes, & de 1629. en Dauphiné, Provence & Lyonnais, lequel sert de Reglement general pour tout le Royaume. Mais comme tous les chefs sont conformes à ce qui a esté réglé cy-devant, il seroit inutile de les repeter. Outre qu'ils seront tous contenus dans la Declaration de 1666. qui est cy-aprés.

XXXII.

Il y eut un Arrest du Conseil d'Etat du 19. Septemb. 1664. portant que l'Exercice de la R. P. R. dans le Baillage de Gex ne sera fait qu'à Sergy, & non en d'autres lieux dudit Baillage, sans que les Seigneurs Hauts-justiciers ny autres, le puissent faire faire en leurs maisons, &c. Il contient encore plusieurs autres Reglemens conformes à ceux qui sont expliquez cy-devant.

XXXIII.

Pareils Reglemens faits sur plusieurs entreprises de ceux de la R. P. R. de la Generalité de Soissons au Diocèse de Laon, servant de Reglement general pour tout le Royaume, par Arrest dudit Conseil

d'Etat du 22. Septemb. 1664. contenus en 16. articles, lesquels étant tous inferez dans la Declaration de 1666. qui est cy-après, il seroit inutile de les repeter.

XXXIV.

Il en est de même de l'Arrest du Conseil d'Etat du 27. Janvier 1665. qui confirme les Ordonnances de Messieurs les Commissaires députez pour connoître des contraventions à l'Edit de Nantes dans la Generalité & Diocese d'Amiens, & qui contient aussi divers Reglemens entre les Catholiques, & ceux de la R. P. R.

XXXV.

Declaration du Roy, du 2. Avril 1666. qui regle les choses que doivent observer ceux de la R. P. R. en consequence des Arrests cy-dessus, tant du Conseil que des Parlemens & Chambres de l'Edit, rendus sur le fait de la R. P. R.

Cette Declaration est composée de 60. articles contenant plusieurs decisions sur le fait de la R. P. R. & Messieurs de l'Assemblée generale de ladite année 1666. ayant supplié sa Majesté de rediger lesdites Décisions en une seule Declaration, y ajoutant quelques articles pour aucuns faits survenus pour rendre le tout notoire au public afin qu'il ait à s'y conformer; Sa Majesté auroit déclaré qu'elle vouloit que les Arrests donnez en son Conseil d'Etat fussent executez, gardez, & observez; & ce faisant,

1. *Que les Ministres ne pourront*

faire les Prêches que dans les lieux destinez pour cet usage, & non dans les lieux & places publiques, sous quelque pretexte que ce soit.

2. *Que ceux de la R. P. R. ne pourront établir les Prêches aux lieux du Domaine qui leur sont adjugez, sous pretexte de la haute Justice, comprise dans lesdites adjudications.*

3. *Que dans les lieux où les Seigneurs de ladite R. P. R. ayant haute Justice, font l'exercice d'icelle, il n'y aura aucune marque d'exercice public.*

4. *Que les Ministres ne pourront consoler les prisonniers dans les Conciergeries qu'à voix basse, dans une chambre séparée, & assistez seulement d'une ou deux personnes.*

5. *Que lesdits Ministres ne se serviront dans leurs Prêches ou ailleurs de termes injurieux & offensifs contre la Religion Catholique, ou l'Etat; mais se comporteront dans la moderation ordonnée par les Edits; & parleront de la Religion Catholique avec respect.*

6. *Que les Notaires qui recevront les Testamens, ou autres Actes de ceux de la R. P. R. ne parleront de lad. Religion qu'aux termes portez par les Edits.*

7. *Que ceux de la R. P. R. ne pourront faire imprimer aucuns Livres touchant la R. P. R. qu'ils ne soient attestez & certifiez par des Ministres approuvez, dont ils seront responsables, & sans la per-*

mission des Magistrats & consentement des Procureurs de S. M. Et ne pourront lesdits Livres être débitez qu'aux lieux où l'exercice de ladite Religion est permis.

8. *Que* lesdits Ministres ne pourront prendre la qualité de Pasteurs de l'Eglise; mais seulement celle de Ministres de la R. P. R. ne parleront avec irreverence des choses sacrées & ceremonies de l'Eglise. Et n'appelleront les Catholiques d'autre nom que de celui de Catholiques.

9. *Que* lesdits Ministres ne pourront porter des robes ou soutanes, ny paroître en habit long ailleurs que dans les Temples.

10. *Que* lesdits Ministres tiendront Registres des Baptêmes & Mariages qui se feront de ceux de la R. P. R. & en fourniront de trois mois en trois mois un extrait aux Greffes des Baillages, & Sénéchaussées de leur ressort.

11. *Qu'ils* ne pourront faire aucuns Mariages entre personnes Catholiques & de la R. P. R. lors qu'il y aura opposition; jusqu'à ce que ladite opposition ait esté vuidee par les Juges à qui la connoissance en appartient.

12. Ne pourront ceux de la R. P. R. recevoir dans leurs Consistoires, autres que ceux qu'ils appellent Anciens, avec leurs Ministres.

13. *Que* les Anciens des Consistoires ne pourront être instituez heritiers, ny legataires universels en ladite qualité.

14. *Que* ceux de ladite R. P. R. assemblez en Synode soit National ou Provincial, ne permettront aux Ministres de prêcher, ny résider alternativement en divers lieux; mais leur enjoindront de résider & prêcher seulement au lieu qui leur aura esté donné par lesd. Synodes.

15. Ceux qui assisteront aux Synodes ne mettront dans les tables de leurs Eglises les lieux où l'exercice public de ladite Religion a esté interdit, ny ceux où il ne se fait que par privilege du Seigneur, & dans son Château.

16. Ne pourront entretenir aucunes correspondances avec les autres Provinces, ny leur écrire, sous pretexte de charité, ou autres quelconques, & ne recevront les Appellations des autres Synodes, sauf à les relever au Synode National.

17. Défenses aux Ministres Anciens, & autres de la Religion pretendre reformée, d'assembler aucuns Colloques, que durant le Synode convoqué par permission de Sa Majesté, & en présence du Commissaire député.

18. Ny de faire aucunes Assemblées dans l'intervalle desdits Synodes, ny recevoir des Proposans, donner des Commissions, ny deliberer d'aucunes Affaires par Lettres Circulaires, ny en quelque maniere que ce soit, à peine d'estre punis suivant la rigueur des Ordonnances & Edits.

19. *Que* les Ministres, Consistoires, & Synodes de la Reli-

gion pretenduë reformée, n'entreprendront de juger de la validité des Mariages, faits & contractez par lesdits de la Religion pretenduë reformée.

20. Pareilles défenses aux Consistoires & Synodes de censurer, ny punir les peres, meres & tuteurs, qui envoient leurs enfans & pupilles aux Colleges & Ecoles des Catholiques, ou qui les font instruire par des Precepteurs Catholiques, sans toutesfois que lesdits enfans y puissent estre contrainsts pour le fait de leur Religion.

21. Qu'aux Feux de joye qui se feront par ordre de Sa Majesté dans les Places publiques, & lors de l'exécution des Criminels de ladite Religion pretenduë reformée, les Ministres ny autres ne pourront chanter les Pseaumes.

22. *Que* les corps morts de ceux de la Religion pretenduë reformée ne pourront estre enterrez dans les Cemetieres des Catholiques, ny dans les Eglises, sous pretexte que les Tombeaux de leurs peres y sont, ou qu'ils y ont quelque droit de Seigneurie ou Patronage.

23. *Qu'ils* ne pourront exposer leurs corps morts audevant des portes de leurs maisons, ny faire des exhortations ou consolations dans les rues, à l'occasion de leurs enterremens.

24. *Que* dans les lieux où l'exercice public de ladite Religion n'est point permis, les enterremens seront faits le matin à la pointe

du jour, & le soir à l'entrée de la nuit; Et dans les lieux où ledit exercice public est permis, lesdits enterremens s'y feront depuis le mois d'Avril jusques à la fin de Septembre, à six heures précises du matin, & à six heures du soir, & depuis le mois d'Octobre jusqu'à la fin de Mars, à huit heures du matin, & à quatre heures du soir, & ne pourront y avoir plus de trente personnes au Convoy, les parens compris.

25. *Que* les Cemetieres occupez par ceux de la Religion pretenduë reformée, & qui tiennent aux Eglises, seront rendus aux Catholiques, nonobstant tous Actes & Transactions contraires, aussi bien que les autres qui ne sont pas près des Eglises qui seront verifiez appartenir aux Catholiques; & en cas d'éviction, Sa Majesté permet ausdits de la Religion pretenduë reformée, d'en acheter d'autres à leurs dépens, en lieu commode, qui leur sera indiqué par lesdits Commissaires, ou leurs Subdeleguez.

26. *Que* les Domicilies de ladite Religion pretenduë reformée, ausquels les Presidiaux feront le Procès pour cas Prevostaux, ne pourront faire juger la competence aux Chambres de l'Edit, lorsque lesdits Presidiaux auront prevenu lesdits Prevosts, mais sera ladite competence jugée par lesdits Presidiaux, auquel cas les prevenus pourront recuser trois Juges sans cause: pourront neanmoins

moins lefdits prevenus de Crime Prevoftal, demander leurdit renvoy aux Chambres de l'Edit, pour faire juger la competence, lorsque le Procez leur fera fait par le Prevoft, &c.

27. *Que* les Conseillers de la Religion pretenduë reformée des Seneschauflées & autres ne pourront presider en l'absence des Chefs de leur Compagnie, mais seulement les Catholiques, lesquels porteront la parole à l'exclusion desdits Officiers de la Religion pretenduë reformée, quoy que plus anciens.

28. *Que* les Procez qui concernent le general des Villes & Communautéz, dans lesquelles les Consuls sont parties en cette qualité, bien que le Consulat soit my-party, ne pourront estre attiréz aux Chambres de l'Edit pour les affaires concernans les Comptes seulement, quoy que dans icelles il y ait plus de ceux de la Religion pretenduë reformée, que de Catholiques; sauf aux particuliers de ladite Religion de jouir du privilege de Declinatoire ausdites Chambres de l'Edit, dans lequel Sa Majesté veut qu'ils soient conservez conformement aux Edits.

29. Dans les lieux où le Consulat est my-party, le premier Consul sera Catholique, avec défenses à ceux de la Religion pretenduë reformée de demander à l'avenir d'estre admis au premier Consulat, ny d'entrer dans les Estats qui se tiennent dans les

Provinces, ny dans les assiettes des Diocèses.

30. *Qu'en* toutes les Assemblées des Villes & Communautéz, les Consuls, & Conseillers Politiques Catholiques, seront du moins en nombre égal à ceux de la Religion pretenduë reformée, dans lesquels Conseils le Curé ou Vicaire pourra entrer comme l'un des Conseillers Politiques, & premier opinant au défaut d'autres Catholiques plus qualifiez, sans prejudice du droit des Prieurs des lieux qui peut appartenir à quelcun Beneficier desdits lieux.

31. *Que* les Charges des Greffiers des Maisons Consulaires, ou Secretaires des Communautéz, d'Horlogers, Portiers, & autres uniques municipales, ne pourront estre tenuës, que par des Catholiques.

32. *Que* dans les Assemblées des Maîtres Jurez des Mestiers, les Catholiques seront du moins en pareil nombre que ceux de la Religion pretenduë reformée.

33. *Que* lorsque les Processions du Saint Sacrement passeront devant les Temples de ceux de la Religion pretenduë reformée, ils cessront de chanter leurs Pseaumes, jusques à ce que lesdites Processions soient passées.

34. *Que* lefdits de la Religion pretenduë reformée sont tenus de souffrir qu'ils soient tendu par autorité des Officiers des lieux, au devant de leurs maisons, & autres lieux à eux appartenans, les

M M m m

jours des Fêtes ordonnées pour ce faire, & sont tenus de faire nettoier devant leurs portes.

35. *Que* rencontraus le Saint Sacrement dans les ruës, pour estre porté aux malades, ou autrement, seront tenus de se retirer au son de la cloche qui precede, sinon se mettront en état de respect, les hommes en ostant leurs chapeaux, avec défenses de se mettre aux portes, boutiques, & fenestres de leurs maisons, lorsque le Saint Sacrement passera s'ils ne se mettent en pareil état.

36. Ne pourront faire aucunes levées de deniers sur eux, sous le nom & pretexte des Collectes, mais seulement celles qui leur sont permises par les Edits.

37. *Que* les deniers qu'ils ont faculté d'imposer, seront imposés en presence d'un Juge Royal, & l'état envoyé à Sa Majesté, ou à son Chancelier, avec défenses aux Collecteurs des Tailles de se charger d'aucune levée pour ceux de ladite Religion pretenduë reformée, mais seront levées par des Collecteurs separez.

38. *Qu'ils* ne seront tenus de contribuer aux frais des Chapelles, Confrairies, ou autres semblables, à moins qu'il n'y ait Statuts, Fondations, ou Conventions contraires, mais payeront seulement les droits qui se payent ordinairement par les Maîtres & Compagnons de Mestiers, lesquels seront employez pour les pauvres artisans, & autres neces-

sitez, & affaires de leur vacation.

39. *Que* les debtes contractées par ceux de la Religion pretenduë reformée, seront acquittées par eux seuls, & ne pourra la liquidation en estre faite, que par les Commissaires deputez par Sa Majesté pour la verification des dettes des Communautés.

40. *Que* ceux de la Religion pretenduë reformée ne pourront suborner les Catholiques, ny les induire à changer de Religion, sous quelque pretexte que ce soit, & que les Catholiques qui auront abjuré leur Religion, ne pourront se marier que six mois apres leur changement.

41. *Qu'ils* garderont les Loix de l'Eglise Catholique receuës dans le Royaume, pour le fait des mariages contractez, & à contracter, es degrez de consanguinité & affinité.

42. *Que* les Ministres convertis seront conservez en l'exemption du payement des Tailles, & logemens des Gens de Guerre, comme ils estoient avant leur Conversion.

43. *Que* les Convertis à la Religion Catholique, seront exempts du payement des dettes de ceux de la Religion pretenduë reformée.

44. *Que* les Temples & Cemetieres de ceux de la Religion pretenduë reformée ne seront tirez du cadastre, ny déchargez de la Taille, & en sera usé comme par le passé.

45. *Que* les enfans dont les peres sont, ou auront esté Catholiques, seront baptisez & élevez en l'Eglise Catholique, quoy que les meres soient de la Religion pretenduë reformée, comme aussi les enfans dont les peres seront decedez Catholiques, auquel effet ils seront mis entre les mains de leurs meres, tuteurs, ou autres parens Catholiques à leur requisi-tion ; avec défenses de mener lesdits enfans aux Temples, ny dans les Ecoles desdits de la Religion pretenduë reformée, ny de les élever en icelle, quoy que leurs meres soient de la Religion pretenduë reformée.

46. *Qu'ils* ne pourront tenir aucunes écoles pour l'instruction de leurs enfans, ou autres, qu'aux lieux où ils ont droit d'exercice public de ladite Religion, & que l'on n'y pourra enseigner qu'à lire, écrire, & l'Arithmetique tant seulement.

47. *Que* les Ministres de ladite Religion pretenduë reformée ne pourront tenir aucuns prisonniers que de la Religion pretenduë reformée, ny en plus grand nombre que de deux à la fois.

48. *Que* les Ecclesiastiques & Religieux ne pourront entrer és maisons des malades de la Religion pretenduë reformée, qu'avec un Magistrat, Echevin, ou Consul du lieu, & apellé par les malades, auquel cas n'en seront empêchez, permis neanmoins aux Curez des lieux, assistez du Juge,

Echevins, ou Consuls, de se presenter au malade pour sçavoir de luy s'il veut mourir en la profession de la Religion pretenduë reformée, ou non, & apres sa declaration se retireront.

49. *Que* les pauvres malades Catholiques, & de la Religion pretenduë reformée seront receus indifferemment dans les Hôpitaux des lieux, sans y pouvoirestre contrainsts par force ou violence de changer de Religion ; pourront les Ministres y aller consoler lesdits de la Religion pretenduë reformée, à condition qu'ils ne feront aucunes Assëmlées, Prières ny Exhortations à haute voix, qui puissent estre entendües des autres malades.

50. *Que* les enfans qui ont esté ou seront exposez, seront portez aux Hôpitaux des Catholiques, pour estre nourris & élevez dans ladite Religion Catholique.

51. *Que* les aumônes qui sont à la disposition des Chapitres, Prieurs & Curez, se feront par eux-mêmes ou par leur ordre, dans les lieux de la Fondation, à la porte des Eglises, aux pauvres tant Catholiques, que ceux de la Religion pretendue reformée, & ce en presence des Consuls du lieu, & les aumônes qui sont à la distribution des Echevins ou Consuls, elles se feront à la porte des Maisons de Ville, en presence des Prieurs ou Vicaires, qui pourront en tenir Contrôlle.

52. *Que* les Hôpitaux & Mala-
MMmm ij

deries, de Fondation des Communautés, seront regis par les Consuls des lieux.

53. *Que* lesdits de la Religion prétendue réformée garderont les Fêtes indites par l'Eglise, & ne pourront étaler à boutiques ouvertes, ny les Artisans travailler hors les chambres, & maisons fermées lesdits jours défendus, en aucun mestier dont le bruit puisse estre entendu par les passans ou voisins, & seront lesdites Fêtes indites au son de la cloche, ou proclamées à la diligence des Consuls & Echevins.

54. *Qu'ils* ne pourront étaler ny debiter publiquement de la viande aux jours que l'Eglise Catholique en ordonne l'abstinence.

55. *Que* les cloches des Temples de la Religion prétendue réformée ou l'exercice est permis, cesseront de sonner depuis le Jeudi Saint dix heures du matin, jusqu'au Samedi Saint à midy, ainsi que font celles des Catholiques.

56. *Qu'és* Villes & lieux où il y aura Citadelle ou Garnison par les ordres de Sa Majesté, lesdits de la Religion prétendue réformée ne pourront s'assembler au son de la cloche, ny en poser aucunes sur leurs Temples.

57. *Que* les mariages faits & contractez dans les Eglises des Catholiques, ou pardevant leur propre Curé, ne pourront estre jugez par les Officiaux des Evêques qui connoîtront de la vali-

dité ou invalidité d'iceux; & si lesdits mariages sont faits dans les Temples de ceux de la Religion prétendue réformée, ou pardevant leurs Ministres, si le défendeur est Catholique, lesdits Officiaux en connoîtront pareillement; & si le défendeur est de la Religion prétendue réformée, les Juges Royaux en connoîtront, & par Appel les Chambres de l'Edit.

58. *Que* les causes criminelles où les Ecclesiastiques seront défendeurs, seront traitées pardevant les Juges Royaux & Seneschaux, & en cas d'Appel aux Parlemens. *Que* les Chambres de l'Edit ne pourront connoître de la propriété des Dixmes, même inféodées, ny d'autres droits, devoirs ou domaines de l'Eglise, avec défenses ausdites Chambres de l'Edit d'en prendre aucune connoissance.

59. *Que* ceux de la R. P. R. payeront les impositions ordonnées, tant pour la réedification ou réparation des Eglises Paroissiales & maisons Curiales, qu'entretenement des Maîtres d'Ecoles & Regens Catholiques, sans néanmoins qu'ils puissent être cottisez à l'égard des capitations qui pourroient être ordonnées pour ledit effet, suivant l'art. 2. des Particuliers de l'Edit de Nantes.

60. Si donnons en mandement, &c.

XXXVI.

Il fut ordonné à toutes person-

nes de la R. P. R. de sortir incessamment de la Ville de Privas, de sa taillabilité & du lieu de Tournon, avec défenses d'y plus habiter à peine de desobéissance. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 19. Novembre 1670.*

XXXVII.

Le Sieur de Cormont de la R. P. R. fut condamné à payer quatre mil livres pour remettre l'Hôtel Dieu de Sezanne, & à faire faire le Divin Service dans la Chapelle du Château de Bordes. *Par Arrest du Parlement de Paris, du 27. Avril 1674.*

XXXVIII.

Défenses à la Ville de Castel Jaloux de faire des Syndics qui soient de la R. P. R. *Par Arrest du Parlement de Bordeaux, du 22. Decembre 1674.*

XXXIX.

Les Seigneurs de Fiefs faisans profession de la R. P. R. feront ôter les Bancs, Litres, Armes & autres marques honorifiques qu'ils ont dans les Eglises, à faute de quoy permis aux Syndics de les faire ôter aux frais & dépens desdits Seigneurs de Fiefs, sans prejudice de leurs droits dont ils pourront jouir lorsqu'ils seront Catholiques. *Ainsi jugé par l'Ordonnance de Monsieur Vossin, Commissaire de sa Majesté dans les Provinces de Touraine, d'Anjou & Mayne, du 25. Juin 1671.*

XL.

Nul faisant profession de la R.

P. R. ne peut être admis au Decanat du College des Medecins de la Ville de Rouën, ny plus de deux de ladite R. P. R. audit College. *Par Lettres Patentes de sa Majesté du mois de Juin 1670.*

XLI.

Dans la Cour de Parlement de Rouën les Avocats faisans profession de la R. P. R. ne pourront pas y excéder le nombre de dix, ny celui de deux & Cours subalternes. *Ainsi réglé par l'Arrest de ladite Cour, du 3. Decembre 1664.*

XLII.

Et ladite Cour donna un autre Arrest, du 18. Juin 1671. en confirmation & consequence du precedent contre ceux qui avoient contrevenu.

XLIII.

Il est ordonné que les Edits de pacification, Declarations & Arrests donnez sur la discipline des Pretendus Reformez du Royaume seront executez dans les Villes & Souveraineté de Sedan, Raucourt & saint Manges. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 20. Janvier 1673.*

XLIV.

Aucun Ministre des Seigneurs faisans profession de la R. P. R. qui n'ont point droit d'exercice réel, ne pourra être admis aux Synodes de ladite Religion pour quelque cause & pretexte que ce puisse être. *Par Arrest du Conseil d'Etat, du 9. Fevrier 1674.*

MEMOIRES HISTORIQUES sur les Edits de Pacification.

APRES que la Religion Lutherienne eut esté répandue dans l'Allemagne à l'occasion que chacun sçait ; la Pretendue Reformation fut établie en France par Calvin, dont l'accroissement fut si grand en peu de temps que d'abord elle partagea presque le Royaume. Diverses causes y contribuerent, la nouveauté & le changement dont les peuples sont amateurs, le nom de reformation sous lequel on publioit la fausseté des dogmes, & le relachement, auquel on se porte avec facilité, qui se trouvoit dans cette nouvelle Religion.

Ce mal qui avoit commencé du temps de François I. qui avoit augmenté sous Henry & François II. & qui avoit causé le tumulte d'Amboise, éclata enfin au commencement du Regne de Charles IX. Pour l'arrêter ce Prince fit publier un Edit au mois de Juillet de l'année 1560. par lequel il enjoignit aux Ministres de la R. P. R. de vuidier le Royaume, & défendit sous peine de confiscation de corps & de biens, toute sorte d'assemblées où se feroient Prêches & administrations des Sacramens en autre forme que selon l'usage observé en l'Eglise Catholique.

Cet Edit ne pût être executé

à cause de la foiblesse de l'âge de ce Prince qui étoit encore dans sa minorité, & parce que le mal étoit venu trop avant, & le nombre de ceux de la R. P. R. étoit trop considerable. C'est pourquoy au mois de Janvier de l'année suivante 1561. il fut obligé après avoir pris l'avis des principaux du Royaume pour empêcher un grand desordre qui seroit arrivé dans son Etat, de revoquer cet Edit par un second, & de permettre par provision, & jusques à la determination du Concile general qui se tenoit à Trente, ou jusques à ce qu'il en eut autrement ordonné, les assemblées pour le fait de la R. P. P. dans tous les lieux, pourveu que ce fut hors des Villes.

Le Parlement de Paris apporta beaucoup de résistance à l'enregistrement dudit Edit ; mais enfin après deux Lettres du Jussion, il fut obligé de le faire, à cause de l'utgente necessité du temps, & pour obeir à la volonté du Roy, sans approbation toutesfois de cette nouvelle Religion, par maniere de provision, & jusques à ce qu'autrement par le Roy en eust esté ordonné. Ce sont les termes de l'Arrest d'enregistrement qui est du 6. Mars de la même année 1561.

C'est le premier Edit qui a per-

mis à ceux de la R. P. R. de professer publiquement leur Religion, & de s'assembler pour en faire l'Exercice; mais parce qu'il ne le permettoit que hors les villes, les troubles qui avoient esté faits auparavant furent recommencez, & furent appelez les *premiers Troubles*. Et pour les appaiser ce même Roy fut contraint d'accorder un second Edit le 19. Mars de l'année suivante 1562. par lequel il permit de faire l'Exercice de ladite Religion dans les Villes où il avoit esté fait jusqu'au 7. du mois de Mars de cette année, & outre cela au Fauxbourg d'une Ville en chaque Bailliage pour tous ceux du Ressort, & dans les maisons des Gentilshommes, ayant haute Justice, ou simple fief.

Il se rencontra en l'exécution de cét Edit quelque différent entre les Commissaires, qui fut réglé par la Declaration du 14. Décembre 1563. Et il fut ordonné principalement que l'Exercice de la R. P. R. ne pourroit être continué qu'aux Villes où il se faisoit publiquement ledit jour 7. Mars. Que les Festes & jours d'abstinence ordonnez par l'Eglise seroient observez, &c.

Cette paix dura jusqu'au mois de Septemb. 1567. que les *seconds Troubles* arriverent inopinément sur quelques soupçons qu'eurent les Chefs de ceux de la R. P. R. qui furent pacifiez par l'Edit du 23. Mars 1568. qui ne fit que confirmer le contenu en l'Edit de 1562.

Ce qui fut appellé, *La paix feinte*.

En effet, au mois d'Aoust de l'année 1568. les *troisièmes Troubles* arriverent par la retraite des princes du Party, qui firent plusieurs actes d'hostilité; ce qui dura jusqu'au mois d'Aoust 1570. que la Paix fut faite & l'Edit publié, par lequel il fut permis à ceux de la R. P. R. de vivre & de demeurer dans toutes les villes du Royaume, & autres choses que l'on peut voir dans ledit Edit cy-apres.

La Paix accordée par cét Edit fut troublée par l'exécution qui fut faite à Paris le 24. Aoust jour de S^t Barthelemy 1572. qui donna occasion aux *quatrièmes Troubles*.

Le 26. du même mois d'Aoust, furent publiées des Lettres Patentes, par lesquelles le Roy défendoit tous Prêches & assemblées de ceux de la R. P. R.

Mais par l'Edit du mois de Juillet 1573. la paix fut faite, & fut accordée à ceux de la Religion prétendue Reformée, les choses contenues dans ledit Edit qui est cy-apres.

Les *cinquièmes Troubles* étant arrivez par l'entreprise de S. Germain en Laye, qui fut au mois de Fevrier de l'année 1574. ceux de la R. P. R. & les Catholiques unis, ou plutôt les mauvais Catholiques recommencerent la guerre dans plusieurs Provinces.

Cependant Charles IX. étant decédé, & Henry III. luy ayant succédé, la guerre continua. Le Duc d'Alençon s'étant retiré de la

Cour, & s'étant mis à la teste de ceux de la R. P. R. & des mécontents, ce party se trouva si puissant, que le Roy fut obligé de faire la paix, d'accorder l'Edit de May 1576 cy après.

Cette paix si avantageuse à ceux de la R. P. R. obligea les véritables Catholiques de se plaindre; ce qui donna occasion à la convocation des Etats généraux, qui furent commencez à Blois le 24. Novembre 1576. où les trois Ordres s'accorderent de demander au Roi qu'il n'y eust en France que l'Exercice de la seule Religion Catholique; & que tous les Ministres dogmatifans fussent chassés hors du Royaume. Ce qui fut accordé & confirmé par Lettres Patentes du mois de Février 1577.

Ce qui donna sujet aux *sixièmes Troubles*, lors qu'ils furent terminés après la séparation des Etats, par l'Edit qui fut donné à Poitiers au mois de Septembre de ladite année 1577. lequel modifia les Edits de 1573. & 1576.

La guerre fut bien tost éteinte par cette paix; mais la haine des particuliers restoit, la paix publique n'ayant pas accoutumé d'appaîser les dissensions particulières. Les divers soupçons & les mécontentemens de quelques-uns n'onnèrent occasion dès le mois de Novembre suivant, à de *nouveaux Troubles*, qui furent appaîsez par une Conférence qui fut faite à Nerac, où furent arrêtez & accordés les articles le dernier Fé-

vrier 1579. par lesquels on expliqua & éclaircit l'ambiguïté de l'Edit précédent, de laquelle on croyoit que les divisions avoient procédé.

Ceux de la R. P. R. voyant que la paix étoit la ruïne totale de leur party, crurent qu'il falloit recommencer la guerre pour se conserver; c'est ce qu'ils délibérèrent de faire dans une Assemblée tenue peu après ladite Conférence dans la Ville de Mazeres au Comté de Foix. Ils prirent pour pretexte l'inexécution des précédens Edits; mais ayant esté mal secourus & défaites en plusieurs endroits, ils furent obligés de consentir aux Articles qui furent accordez en la Conférence tenue à Flex le 26. Novembre 1580. lesquels expliquent ou confirment ce qui étoit contenu au précédent Edit, & aux Articles de Nerac.

Cette paix & la mort du Duc d'Alençon donnerent occasion à ceux de la Ligue de se fortifier; ce qui servit de pretexte à ceux de la R. P. R. pour ne pas rendre les Places de sécurité qui leur avoient esté baillées, quoy que le temps accordé pour la restitution fust passé.

Cela vint si avant que le Roy fut obligé d'aller au Parlement, & d'y faire publier le 18. Juillet 1585. l'Edit d'Union avec la Ligue, par lequel tous les précédens Edits de Pacification furent revoquez; & il fut enjoint aux Ministres de la R. P. R. de sortir du Royaume dans

dans un mois, & à tous les Sujets du Roy de vivre en la Religion Catholique, & d'en faire profession dans six mois, autrement qu'ils eussent à se retirer pareillement du Royaume, à peine de confiscation de corps & de biens. Les Chambres accordées à ceux de ladite R. P. R. furent revoquées; & il fut ordonné que les Places de seureté seroient remises en l'obéissance du Roy.

Cét Edit qui fut suivi de trois Declarations des 7. Octobre, 23. Decembre 1585. & 20. Avril 1587. fut confirmé par un second du 15. Juillet de l'année 1588. par lequel le Roy se declara le chef de la Ligue de la Religion Catholique; jura de ne pas souffrir dans son Royaume d'autre Religion que la Catholique, & de ne pas quitter les armes, que ceux de R. P. R. ne fussent entierement subjugués; & s'obligea d'engager ses Peuples par un serment solemnel de n'admettre jamais à la Couronne aucun Prince qui ne fust Catholique,

Les trois Etats du Royaume ayant esté assemblez à Blois au mois d'Octobre suivant, ils prêterent serment de recevoir, & de tenir pour Loy fondamentale du Royaume cet Edit de l'Union, du 15. Juillet.

Neantmoins au mois d'Avril de l'année suivante 1589. le Roy se reconcilia avec le Roy de Navarre; & étant mort le 2. Aoust de la même année, le Roy de Navar-

re, appellé depuis Henry IV. luy succeda à la Couronne: & parce qu'il faisoit encore profession de la R. P. R. il fit un Traité le 4. d'Aoust 1589. avec les principaux Chefs Catholiques de son Armée, par lequel il promit & jura entr'autres choses de se faire instruire dans six mois en la Religion Catholique, & qu'en attendant que cela fut, il maintiendrait & conserveroit la Religion Catholique en son entier de même qu'avoient fait les Rois ses Predecesseurs; ce traité fut enregistré au Parlement qui étoit lors seant à Tours.

Au commencement du mois de Juillet de l'année 1591. le Roy donna un Edit par lequel il revoqua les Edits faits en faveur de la Ligue és années 1585. & 1588. confirma l'Edit de pacification donné par le feu Roy son predecesseur, le 17. Septembre 1577. & declara qu'il vouloit maintenir dans les mêmes droits la Religion Catholique & les libertez de l'Eglise Gallicane.

Cet Edit fut pareillement enregistré au Parlement, avec cette modification qu'il ne seroit valable que jusques à ce qu'on eut accommodé les differens de la Religion pour réunir tous les Sujets du Roy dans une même creance.

Le Roy s'étant fait Catholique, après avoir abjuré sa Religion dans la grande Eglise de saint Denis, le 25. Juillet de l'année 1593. fit publier une Declara-

tion le 15. Novembre 1594. registrée au Parlement le 6. Fevrier 1595. par laquelle l'Edit de 1577. fut confirmé.

Enfin ce grand Prince, pour pacifier & pour réunir entierement les esprits de ses Sujets, que les Guerres avoient entierement divisés, & pour être mieux en état de fournir à la Guerre étrangere, qu'il avoit encore sur les bras, fut obligé de donner à ses Sujets, tant Catholiques que de la R. P. R. un Edit appellé *l'Edit de Nantes*, à cause qu'il fut fait en cette Ville, au mois d'Avril 1598. que l'on verra cy-après.

Lequel Edit est plus étendu que les precedens; & quoyque ce Prince l'ait donné comme une Loy generale, claire, nette & absoluë par laquelle ses Sujets sont reglez sur tous les differens qui étoient survenus entre eux, & qui pouvoient encore survenir, & qu'il ait ôté par ce moyen la cause du mal & du trouble qui arrive sur le fait de Religion, qui est toujours le plus glissant & le plus penetrant de tous les autres.

Neanmoins ceux de la R. P. R. y ont contrevenu si souvent, & en tant de manieres, que leurs entreprises & leurs contraventions ont obscurci cette clarté, & ont tenu cette netteté cachée sous de faux ombrages, par de mauvaises explications qu'ils luy ont données, & qui ont esté tolérées jusques à present à cause de la necessité des temps, & du de-

sordre de la Guerre.

Après la publication de cet Edit, le Roy envoya des Commissaires dans les Provinces de son Royaume pour l'exécuter, & pour rétablir sa Religion par tout où elle avoit cessé, mais l'on ne voit pas par les proces verbaux de ces Commissaires qu'ils ayent rien fait de considerable, ny qu'il y ait eu des contestations formées pardevant eux pour raison des exercices & des autres choses importantes, soit qu'ils l'ayent fait de la sorte pour ne pas rallumer la chaleur qui estoit appaisée, soit qu'ils se soient contentez de rétablir l'exercice de la Religion Catholique par tout où il avoit cessé depuis long temps, soit enfin que les grandes entreprises qui ont esté reconnuës depuis peu ayent esté faites après cette execution, à quoy il y a le plus d'apparence.

Cela dura en cette estat jusques apres la mort de ce grand Prince, auquel temps ceux de la dite R. P. R. ayant fait diverses assemblées, des Commissaires furent envoyez derechef dans les Provinces pour exécuter l'Edit de Nantes, mais ces Commissaires n'agirent pas avec plus de succès que les precedens pour ne pas donner sujet à ceux de la R. P. R. de se joindre à divers mécontents qui faisoient pour lors un party dans l'Etat.

Toutefois ce menagement ne fut pas assez fort pour les retenir:

ils ont excité & soutenu tous les mouvemens qui ont esté faits du depuis es années 1612. 1615. 1622. & 1626. & enfin il a falu que le feu Roy Louis XIII. de glorieuse memoire les ait attaquez dans leurs Forts, qu'il ait pris les Villes qui leur avoient esté baillees, & celles dont ils s'étoient emparez, & qu'il les ait vaincus & subjugué, après quoy il leur a pardonné par son dernier Edit, donné à Nismes au mois de Juillet 1629. lequel a esté appellé *l'Edit de grace.*

Et parce que cet Edit contient dans l'article 5. que ceux de la R. P. R. jouyront entierement de l'Edit de Nantes, & autres Edits, Articles, Brevets & Declarations registrées aux Parlemens, des Commissaires furent renvoyez encore dans les Provinces pour l'exécution de ces Edits, lesquels rétablirent beaucoup d'entreprises, mais l'ouvrage resta imparfait à cause de la Guerre qui fut déclarée à des Princes étrangers.

En l'année 1652. le Roy Lonys XIV. heureusement Regnant donna une Declaration le 21. May, par laquelle ceux de la R. P. R. étoient maintenus & gardez en la jouissance de l'Edit de Nantes, autres Edits. Declarations, Arrests, Reglemens, Articles & Brevets expediez en leur faveur, registrez en Parlement & Chambre de l'Edit: Et bien que cette Declaration fut conçüe presqu'en mêmes termes que l'arti-

cle 5. de l'Edit de Juillet 1629. néanmoins ceux de ladite R. P. R. établirent plusieurs exercices à main armée, erigerent des Hôpitaux, dresserent des Colleges, & s'emparerent des Consuls, & de l'administration des Villes, comme si cette Declaration leur avoit donné licence de tout entreprendre.

Cela fit qu'en 1654. des Commissaires furent envoyez derechef dans les Provinces, lesquels ne travaillerent pas plus que les precedens, à cause que la Guerre duroit encore.

Ces desordres obligerent l'Assemblée du Clergé, tenuë en 1655. d'en faire plaintes au Roy, & sa Majesté accorda une Declaration le 18. Juillet 1656. par laquelle elle expliqua & modifia celle du 21. May, déclarant qu'elle n'entendoit avoir rien innové ny rien ordonné au prejudice des Edits de pacification, & qu'il seroit envoyé des Commissaires dans chaque Province, l'un Catholique & l'autre de la R. P. R. pour rétablir les choses dans l'ordre qu'elles doivent estre conformément aux Edits, Declarations, Arrests, & Reglemens, laquelle Declaration fut registrée le 7. Septembre 1656. mais elle resta sans execution par la même raison de la continuation de la Guerre.

Enfin ce grand ouvrage de la Paix ayant esté heureusement consommé par les soins de nostre grand Roy, qui après avoir assuré

les affaires du dehors s'est appliqué à régler celles du dedans de son Royaume ; & parce que l'uniformité dans la Religion, & dans la croyance en est une des principales, & que l'exercice que ceux de la R. P. R. avoient entrepris d'établir dans la plupart des lieux avoit esté la cause de l'accroissement du nombre de ceux qui en font profession, & pour satisfaire aux demandes des Catholiques & de ceux de la R. P. R. qui se plaignoient de plusieurs contraventions faites aux Edits de pacification.

Sa Majesté en l'année 1661. en execution de ladite Declaration du 7. Septembre 1656. nomma des Commissaires Catholiques & de la R. P. R. pour se transporter dans les Provinces pour informer des contraventions faites à l'Edit de Nantes, & à celui de 1629. & aux Declarations données en conséquence.

Ce qui a reussi heureusement dans la Province de Languedoc, & la commission a commencé d'y estre executée, & ensuite elle a esté continuée dans quelques autres avec un succez si avantageux, qu'on n'eut jamais crû qu'il le pût estre au point où il l'a esté.

Monsieur Betnard dans son explication de l'Edit de Nantes (d'où sont citez les memoires cy-dessus) fait deux observations importantes, & qui mettent une reflexion serieuse.

La premiere que tous les Edits que ceux de le R. P. R. ont obtenus de nos Rois de pouvoir professer publiquement leur Religion, & d'avoir la faculté de s'assembler pour en faire l'exercice, ont esté donnez durant le temps de leur minorité, ou leur ont esté extorquez par des Rebelles qui avoient les armes à la main, & qui introduisoient même celles des Princes Etrangers dans le Royaume pour en recevoir du secours: ce qui a duré depuis l'an 1560. jusques en 1629. qui est pres de 70. années, sans avoir donné d'autre relâche à leurs mouvemens & à leur revolte que depuis l'Edit de Nantes jusques à la mort de Henry le Grand.

La seconde observation est que le nombre de ceux de la Religion pretenduë reformée estoit infiniment plus grand du temps de l'Edit de Nantes, & de l'Edit de Grace de 1629. qu'il n'est à present: il y reste peu de Gentilshommes, & encor moins de personnes de qualité, c'est pourquoy l'on peut dire, que quand on apporteroit des modifications & restrictions à ces Edits, que même on ne les observeroit pas exactement, ceux de la Religion pretenduë reformée auroient tort de s'en plaindre. Il y a des Loix & des Edits qui regardent la durée & la conservation de l'Etat, qui sont des Loix fondamentales dont on ne peut jamais se dispenser, & qui doivent estre saintes & inviola-

bles: il y en a d'autres qui ont, changées lorsque les considera-
esté données & appliquées comme tions pour lesquelles elles ont esté
des remedes à un mal present, accordées cessent: *cessante razione,*
qui peuvent & qui doivent estre *cessat jus.*

EDITS DE PACIFICATION.

*I. Edit du Roy Charles IX. du mois de Janvier 1561.
pour la Pacification des Troubles du Royaume, au sujet
de la Religion Prétendue Reformée.*

I.

Cet Edit contient 16. Articles;
& il est dit dans le premier.

1. *Que* les Eglises, Biens, Mais-
sons Ecclesiastiques, les Reliquai-
res & Ornemens des Eglises, se-
ront restituez aux Catholiques,
comme ils estoient avant les Trou-
bles, & le Service Divin restably,
& défenses à ceux de la Religion
pretendue reformée, de démolir
les Croix, Images, ny faire au-
tres scandales, à peine de la vie.

2. Les Assemblées publiques
dans les Villes pour y faire leurs
Prêches & Predications de jour
& de nuit défendues.

3. Cet Article surseoit ce qui
a esté dit par l'Edit du mois de
Juillet, & qui est conforme à l'Ar-
ticle precedent.

4. Se pourront assembler hors
des Villes pour l'exercice de leur
Religion, sans en pouvoir estre
empêchez; Ordre aux Magistrats
de les proteger, & d'empêcher
qu'ils ne puissent estre molestez
ny offensez, & d'empêcher le port

d'armes, &c.

5. Assemblées à port d'armes
défendues à toutes sortes de per-
sonnes, ny de s'injurier pour fait
de Religion: permis seulement aux
Gentils-hommes de porter l'épée
& la dague à l'ordinaire.

6. Défenses aux Ministres &
Principaux de la Religion pre-
tendue reformée de recevoir au-
cunes personnes dans leurs As-
semblées qui ne soient de bonnes
mœurs, & qui puissent estre re-
pris de Justice: que s'il s'en trou-
ve de cette qualité, & qui soient
poursuivis par les Officiers de Sa
Majesté, les remettront entre leurs
mains pour en faire la punition,
& que lesdits Officiers de Sa Ma-
jeste pourront assister à leurs Prê-
ches, & y seront receus avec le
respect deü à leurs Offices, &c.

7. Ne pourront faire aucuns Sy-
nodes ny Consistoires, ny créer
des Magistrats entr'eux, ny faire
des Loix, Statuts & Ordonnan-
ces (ce qui appartient à Sa Ma-
jeste seulement,) mais s'ils veu-

N N n n ij

lent proceder à quelques Synodes ou Reglemens pour l'exercice de leur Religion ; ce sera toujours en presence des Officiers de Sa Majesté.

8. Ne pourront faire des enrrollemens de gens, ny impositions, ny levées de deniers sur eux, mais feront leurs charitez & aumônes volontairement sans cotti-fation.

9. Garderont les Loix politiques du Royaume, même celles de l'Eglise Catholique, en fait des Festes & jours chommables, & de mariage pour consanguinité & affinité.

10. Les Ministres presteroient serment entre les mains des Officiers de Sa Majesté pour l'observation des Presentes, & ne prêcheront aucune Doctrine qui contrevienne à la pure parole de Dieu, comme elle est contenue au Symbole de Nicée, & au Vieil & Nouveau Testament, ne prêcheront contre la Messe ny les Ceremonies de l'Eglise, & n'iront point de Village en Village prêcher contre le consentement des Seigneurs, des Curez, & Vicaires des Paroissés.

11. Défenses aux Predicateurs Catholiques d'user d'invectives ny d'injures contre lesdits Ministres, & leurs Sectateurs.

12. Et à toutes personnes de recevoir, receler, ny retirer en leur maison aucun Accusé poursuivy, ou condamné pour sedition, à peine de mille écus d'amende, ou du

foüet & bannissement.

13. Les Imprimeurs, Semeurs & Vendeurs de Placars, & Libelles diffamatoires, seront punis pour la premiere fois du foüet, & pour la seconde de la vie.

14. Les Edits de Sa Majesté sur les residences, seront gardez inviolablement, & les Offices de ceux qui n'y satisferont seront vacans & impetrables.

15. Tous Officiers de Sa Majesté feront leurs diligences pour l'execution des Edits, & puniront les seditieux sans deferer à l'appel, prenant avec eux des autres Officiers ou Advocats fameux, comme il est porté par l'Edit de Juillet, & comme si c'estoit par Arrest de Cour Souveraine.

16. Ne seront donnez aucuns reliefs d'Appel dans les Chanceleries quand il s'agira de sedition, & les Parlemens ne pourront les tenir pour bien relevez, ny en empêcher la connoissance aux Officiers inferieurs, &c.

II.

I. DECLARATION DU MESME Roy, du 14. Février 1561. donnée en interpretation de l'Edit cy-dessus.

Sa Majesté voulant interpreter le mot d'Officiers de Sa Majesté couché generalement dans l'Article 7. de l'Edit cy-dessus, lequel pourroit mouvoir quelque difficulté, tous les Officiers de Judicature y pouvans estre entendus.

Elle a déclaré que par ce mot d'Officier, Elle n'a entendu par-

ler que de ses Officiers ordinaires, auxquels appartient la connoissance de la Police, comme Baillifs, Seneschaux, Prevosts, ou leurs Lieutenans, & non à ceux des Cours Souveraines, ny aux autres Officiers de Judicature.

Et quant à ce qui a encore esté ordonné dans ledit Article, touchant les Synodes & Consistoires qui ne seront tenus sans congé ou en presence d'un desdits Officiers de S. M. Elle dit que si leursdites Assemblées qu'ils appellent Synodes & Consistoires sont generales, de tout le gouvernement & province, ils ne pourront s'assembler que par congé, ou en présence du Gouverneur & Lieutenant general de la Province, de son Lieutenant General, ou autres pareux commis.

Et si ladite Assemblée est particuliere, par congé ou en presence de l'un des Officiers, Magistrats de Sa Majesté, qui sera élu & député par le Gouverneur ou son Lieutenant General; & pourveu que lesdites Assemblées ne soient que pour le Reglement de Religion, & non autrement, & le tout par maniere de provision, en attendant la determination du Concile general, n'entendant pas sadite Majesté approuver deux Religions dans son Royaume, mais une seule qui est celle de l'Eglise Catholique en laquelle ses Predecesseurs Roys ont toujours vécu.

III. IV. V.

Le Parlement de Paris fit difficulté de verifir & faire enregistrer l'Edit & la Declaration cy-dessus, sur les premieres Lettres de Jussion, du 14. Février 1561. néanmoins sur les secondes Lettres de Jussion du premier Mars suivant, la Cour attendu la necessité du temps, & par provision seulement, sans approbation de ladite Religion pretendue reformée, en ordonna l'enregistrement par son Arrest du 6. Mars 1561.

VI.

II. DECLARATION DU ROY,
du 11. Avril 1562. apres Pasques
sur le mesme Edit precedent.

Sa Majesté par cette Declaration declare qu'Elle ne met aucunement en doute ledit Edit du mois de Janvier, ny au prejudice d'iceluy entendu qu'aucun de ses Sujets soit pour cette occasion, ny aussi pour avoir pris & porté les Armes pour ledit fait, aucunement recherché ny molesté, à la charge de se contenir par eux, & vivre pacifiquement, aux peines portées par les Edits.

A l'exception toutefois de la Ville & Cité de Paris, Fauxbourgs & Ban-lieu d'icelle, en laquelle ne seront faites aucunes Assemblées publiques ny privées, avec défenses aux Sujets de Sa Majesté de l'une & l'autre Religion de s'entrequereler, provoquer, ny offenser, à peine de la vie, mais de vivre en paix, tous ports-d'armes cessez.

VII.

II. AUTRE EDIT DE PACIFICATION du Roy Charles IX. du 19. Mars 1562.

Cet Edit est composé de 15. Articles.

1. Les Gentils-hommes qui sont Barons, Hauts-Justiciers, ou Seigneurs tenans plein Fief de Haubert, peuvent vivre en leurs maisons avec exercice de la Religion pretenduë reformée pour leur famille & sujets.

2. Les autres Gentils-hommes ayans Fiefs en peuvent faire de mesme pour eux & leurs familles tant seulement, pourveu qu'ils ne soient demeurans dans les Villes, Bourgs & Villages des Hauts-Justiciers, autres que Sa Majesté, auxquels ils ne le pourront sans la permission desdits Hauts-Justiciers, & non autrement.

3. Qu'en chacun Baillage, Seneschaulcée & Gouvernement tenant lieu de Baillage, ressortissant nuëment aux Cours de Parlement, Sa Majesté ordonnera une Ville, dans les Fauxbourgs de laquelle ledit Exercice se puisse faire pour tous ceux du Ressort, & non autrement, ny ailleurs.

4. Que néanmoins chacun pourra demeurer par tout en sa maison librement, avec liberté de conscience.

5. Que dans toutes les Villes où ledit Exercice s'est fait, jusqu'au 7. du present mois de Mars,

sera continué, ainsi qu'il sera ordonné par Sa Majesté, mais ne pourront lesdits de la Religion pretenduë reformée retenir aucunes Eglises, pour y faire leurdit Exercice, mais seront rendues aux Catholiques pour y reestabli le Service Divin, &c.

6. La Ville & Ressort de la Prevosté & Vicomté de Paris sera exempté de tout Exercice de ladite Religion pretenduë reformée; néanmoins ceux qui ont leurs biens dans ladite Ville, y pourront demeurer sans estre recherchés ny molestés.

7. Toutes les Villes seront remises en leur premier état & libre commerce, & tous Etrangers mis & renvoyés hors le Royaume incessamment.

8. Sa Majesté veut & ordonne que chacun d'eux retourne, & soit conservé, maintenu & gardé sous sa protection en tous les biens, honneurs, états, charges, & offices, nonobstant tout ce qui s'est passé depuis le trépas d'Henry II. pour le fait de la Religion, voyages hors le Royaume, armes prises, dont Sa Majesté les décharge, &c.

9. Par cet article sa Majesté declare Monsieur le Prince de Condé son bon parent, & pardonne à tous ceux qui l'ont suivi dans cette Guerre, comme ayant fait à bonne fin, & intention pour le service de sa Majesté.

10. Et par celuy.ey sa Majesté declare

declare ledit Seigneur Prince de Condé quitte de tous les deniers par luy pris & levez dans les receptes de sa Majesté en quoy qu'ils puissent consister.

11. Tous ceux qui ont contribué aux levées desdits deniers sur les Villes & Communautés, & prises d'argenterie, rentes, revenus d'Eglises pour être employez en cette Guerre par ledit Prince de Condé, en sont déchargez sans en pouvoir estre recherchez à l'avenir, ny de la fabrication des Monoyes, Fonte d'Artillerie, confection de Poudres & Salpêtres, Fortifications de Villes, & démolitions faites par ledit Prince de Condé dans toutes les Villes du Royaume, dont les Habitans sont aussi déchargez.

12. Tous prisonniers de guerre, ou pour le fait de la Religion seront mis en liberté sans payer aucune rançon: en sont exceptez les voleurs, larrons & meurtriers.

13. Que toutes injures & offenses causées par l'iniquité du temps, demeureront éteintes, & comme non avenues; défenses à tous les Sujets de Sa Majesté de s'attaquer sur le fait de la Religion, provoquer ny injurier par reproche de ce qui s'est passé, à peine de la vie; mais de vivre en paix comme bons Citoyens, &c.

14. Tous les Sujets de Sa Majesté se departiront de toutes associations qu'ils ont dedans & dehors le Royaume; avec défen-

ses de faire aucunes levées de deniers, enrollement d'hommes, congregations ny autres assemblées, que celles permises cy-dessus, & sans armes, aux peines du present Edit.

15. Si donnons, &c.

VIII.

COMMISSION DONNÉE PAR le Roy Charles IX. le 18. Juin 1562. pour envoyer des Commissaires par les Provinces du Royaume, pour faire entretenir l'Edit de Pacification cy-dessus.

Cette Commission contient 16. Articles, qui sont des instructions pour Messieurs les Commissaires deputez par Sa Majesté, pour l'exécution de l'Edit de Pacification par tout le Royaume. Il seroit inutile d'exprimer en détail tous lesdits Articles: ceux qui les voudront voir pourront se satisfaire dans l'original.

IX.

DECLARATION DU QUATORZIÈME Decembre 1562. sur le mesme Edit de Pacification.

Cette Declaration contient 12. Articles.

1. Sa Majesté declare que la liberté d'exercice de Religion, dont il est fait mention au premier & second Article de l'Edit du 19. Mars 1562. cy-dessus, ne s'entend point pour les hautes Justices ou Fiefs de Haubert que les Gentils-hommes ont achepté des biens des Ecclesiastiques, en vertu de l'Edit d'Alienation, ny que les Ecclesiastiques y soient

compris pour les lieux de leurs Bénéfices.

2. *Que* lorsque lesdits Gentilshommes se transporteront en leurs autres maisons, où ils auront haute Justice, plein Fief de Haubert, ou simples Fiefs, pourront pendant leurs résidences en leursdites maisons faire faire l'exercice de ladite Religion aux conditions portées par l'Edit, &c.

3. *Que* l'établissement des lieux où se fera l'exercice de ladite Religion és endroits designez par le département fait par Sa Majesté, sera fait par les Gouverneurs des Provinces & les Commissaires en chacun Baillage & Seneschaussée ressortissans aux Cours de Parlement.

4. *Que* s'il y a quelques Baillages ou Seneschaussées oubliées audit département, lesdits Gouverneurs & Commissaires y suppleront sur les requisitions des habitants desdits Baillages & Seneschaussées, sans les renvoyer à Sa Majesté.

5. Et si par inadvertance on a fait quelque établissement en lieux qui ne soient de la qualité requise, lesdits établissemens seront levez, & l'exercice de ladite Religion défendu.

6. Par ces mots *toutes les Villes*, Sa Majesté n'entend que celles qui estoient tenues par force durant les Troubles, esquelles ledit exercice de la Religion se faisoit apertement le 7. Mars, dont il sera informé par lesdits Gouver-

neurs & Commissaires, afin de faire jouir celles qui sont de cette qualité du Bénéfice de l'Edit, &c.

7. Les habitans de Paris & du Ressort, qui seront de la Religion prétendue réformée, ne pourront se transporter dans les Baillages circonvoisins pour assister à l'exercice de ladite Religion, mais pourront vivre en paix dans leurs maisons en liberté de conscience sans pouvoir estre recherchés.

8. Pourront néanmoins se retirer dans les Villes des autres Baillages & Seneschaussées où ledit exercice est permis, pour y résider, sans pouvoir estre troublez ny empêchez en la jouissance de leurs biens en quelques lieux qu'ils soient assis.

9. Les enfans qui naîtront dans les lieux où il n'y aura aucun exercice de ladite Religion prétendue réformée pourront estre baptisez au plus prochain lieu où se fera ledit exercice, soit maison de Gentil-homme ou autres, à la charge que le jour de la naissance desdits enfans sera enregistré dans les Greffes des Juges des lieux.

10. Pourront achepter gré à gré un lieu hors les Villes ou Villages où ils demeureront, pour faire leurs sépultures, le convoi desquelles ne pourra estre que de vingt-cinq ou trente personnes.

11. Ceux qui decederont dans la Ville, Faux-bourgs, & Ressort de Paris, seront enterrez dans le

Cemetiere de la Paroisse dont seront les maisons où ils seront decédez ; & un de la maison & famille du défunt , s'adressera au Chevalier du Guet, qui mendera le Fosseur de la Paroisse, & luy commendera d'aller enlever le corps de nuit avec des Sergens du Guet, sans scandale, & le porter au Cemetiere de la Paroisse sans suite ny compagnie.

12. Les Religieux & Religieuses Profes qui se seront licentiez durant & depuis les Troubles, retourneront en leurs Monasteres pour y observer leur Regle ; autrement vuideront le Royaume, mesme s'ils sont mariez contre le Vœu de leur Profession.

13. Ceux qui prêcheront n'exciteront le peuple aux Armes, ny à aucune sedition ou desobeissance, à peine d'estre punis comme perturbateurs du repos public, & ceux qui prêcheront seront François & Sujets de sa Majesté.

14. Les Festes seront gardées, & ne pourront ceux de la Religion pretendue reformée travailler, vendre, ny étaller lesdits jours à boutiques ouvertes.

15. Les jours maigres, esquels l'usage de la chair est défendu par l'Eglise Catholique & Romaine, les boucheries seront fermées.

16. Les Ministres, Diacres, & autres de la Religion pretendue reformée ne pourront avoir aucune Jurisdiction sur ceux de leur Religion, ny sur les Catholiques, quoy qu'ils y consentissent, elle

appartient aux Magistrats & Officiers de Sa Majesté.

17. Toutes levées de deniers, enrôlemens de personnes, cottisations, quoy que volontaires défendues ; pourront neanmoins avoir un ou deux personages à l'issuë des Prêches & Exhortations pour recevoir ce qui sera donné volontairement pour les pauvres.

18. Les pauvres & miserables personnes seront receuës es aumônes publiques, & Hôpitaux, sans distinction de Religion, pour y estre secouruës selon la charité que Dieu commande.

19. Il n'y aura qu'une seule police entre les habitans des Villes, & ne seront aucunes Assemblées à part, mais seulement dans les maisons des Villes, où ils seront tous receus sans distinction de Religion.

20. Les Curez, Vicaires, Prêtres, & autres Ecclesiastiques qui vacqueront au Service Divin, sont mis à la garde & protection des Seigneurs, Gentils-hommes, & Habitans de leurs Paroisses, pour en répondre sur leurs vies, au cas qu'ils fussent troublez ny inquietez en la perception de leurs dixmes & revenus, & s'il est fait tort ou injure à quelque Ministre, les Seigneurs, Gentils-hommes & Habitans des lieux où les délits seront commis, seront tenus de représenter le mal-faïcteur, sur peine de privation de leurs Fiefs, & d'estre punis comme

rebelles , & infracteurs des Ordonnances.

21. Toutes Declarations & Interpretations de l'Edit de Pacification cy-dessus , autres que celles contenues dans les Presentes , sont revocquées par Sa Majesté dans cet Article.

22. Si donnons , &c.

X.

*AUTRE DECLARATION
du Roy Charles IX. du 4. Aoust
1564. sur le mesme Edit.*

Cette Declaration est composée de 11. Articles.

Par le 1. Sa Majesté veut que ses Edits de Pacification & Declarations sur iceux , soient exécutés & observés par tout le Royaume.

2. Défenses tant aux Catholiques qu'à ceux de la Religion pretendue reformée , de se troubler , ny empêcher les uns les autres aux Exercices de leur Religion , à peine de la vie : le surplus est conforme à ce qui a esté dit cy-devant.

3. Cet Article ordonne aux Gouverneurs des Provinces , & Commissaires députez par Sa Majesté , de proceder aux établissemens de l'Exercice de la Religion pretendue reformée dans les lieux portez par l'Edit de Sa Majesté , & par la Commission desdits Sieurs Commissaires.

4. *Que* tous Seigneurs Haut-Justiciers qui permettront que ledit Exercice soit fait en leurs Maisons , ou Fiefs , autres qu'en

ceux où il est permis par les Edits , seront condamnés pour la première fois à cinq cens écus , & pour la seconde fois confiscation desdites Maisons , Châteaux ou Fiefs , avec défenses de souffrir d'autres personnes que leurs sujets , ou autres à eux permis pour ledit Exercice , à peine d'estre privés du Benefice des Edits.

5. *Que* dans les lieux où l'exercice de la Religion pretendue reformée sera établi , les Reglemens faits cy-devant pour les Baptêmes , Enterremens ou Mariages seront observez , à peine de cinq cens livres pour la première fois , & de punition corporelle pour la seconde , &c.

6. *Que* les Ministres de la Religion pretendue reformée qui prêcheront hors les lieux destinez , ou autrement qu'il ne leur est permis par les Edits , seront punis de bannissement hors du Royaume pour la première fois , & de punition corporelle pour la seconde ; avec défenses de faire des Assemblées en forme de Synodes , & toutes cortisations & levées de deniers.

7. Cet Article est conforme à l'Article 11. de la Declaration precedente.

8. Et celuy cy à l'Article 5. du premier Edit cy-devant.

9. Ceux qui retireront ou recelleront dans leurs maisons des Villes & des Champs des armes défendues , seront punis pour la première fois d'une amande de cinq

cens écus, avec confiscation desdites armes, & pour la seconde de peine corporelle, qui sera exécutée aussi contre ceux qui ne pourront pas payer l'amende cy-dessus.

10. Ceux qui porteront des enseignes, ou feront battre le Tambour sans commission ou commandement de sa Majesté, seront pour la première fois bannis du Royaume, & pour la seconde punis de peine corporelle.

11. *Que* les Juges qui ne tiendront la main à l'exécution de ces présentes, & qui par connivence ou autrement n'auront pas fait leur devoir, leurs charges & Offices seront vacans & impropres.

XI.

Plusieurs habitans de la Ville de Bordeaux & Senéchaussée de Guyenne, ayans présenté Requête au Roy sur le fait de la R. P. R. laquelle contient 23. articles, qui fut répondu par sa Majesté en son Conseil Privé, le 5. Septembre 1564. il est dit par les réponses.

Qu'ils pourront chanter les Pseaumes es maisons privées, pourveu que ce ne soit en assemblée ou lieu public.

Que nul ne pourra estre contraint de fournir le pain benit, ny porter par le Temple le plat des aumônes, ny payer les deniers des Confratries, & de vendre des livres de l'Ecriture sainte, &c. suivant l'Edit.

Qu'ils ne pourront être contrains contre leurs consciences, qu'ils garderont les Fêtes comme cy-devant, ne feront point deserment contre leur Religion.

Que les enfans des supplicans ne pourront par l'autorité de Magistrats estre baptisez ailleurs qu'en l'Eglise Reformée.

Qu'ils seront éleus indifferemment sans distinction de Religion & appelez dans les Maisons de Villes suivant les Edits, &c.

Le surplus desdits articles a esté renvoyé aux Edits ou aux Magistrats, & il n'y a rien qui ne soit contenu dans les Reglemens precedens.

XII.

Il y eut des Lettres de Jussion pour l'enregistrement & publication desdits articles, les uns du même jour que lesdits articles, & les autres du 29. Decembre 1564. ensuite desquelles est l'Arrest d'enregistrement du Parlement de Bordeaux, du 30. Avril 1565 à la charge que ceux de la R. P. R. ne pourront faire Syndics, Corps ny College, &c.

XIII.

III. EDIT DE PACIFICATION
du même Roy Charles IX. du

23. Mars 1568.

Cet Edit confirme celui du 19. Mars 1562. en tout & par tout, & contient 16. articles.

1. Que ceux de la R. P. R. jouyront dudit Edit purement & simplement, toutes restrictions, modifications, Declarations & in-

terpretations ôcées, & qui ont esté faites depuis la datte d'iceluy jusques à présent.

2. Cet article est conforme à l'article 2. dudit Edit de 1562. & sa Majesté a levé toutes les restrictions, tant pour le regard d'iceluy, que pour ceux qui voudront aller au Prêche dans les lieux y énoncez.

3. Gentils-hommes & Seigneurs du pays de Provence, pourront faire prêcher en leurs maisons, comme les autres cy-devant, & étant de la susdite qualité, & n'y aura de lieu que celuy de Merindol dans la Comté & Senéchaussée de Provence.

4. Cet article est conforme au 8. 10. & 11. de l'Edit du 19. Mars 1562. cy-dessus.

5. Et celuy-cy à l'article 9. ibidem.

6. Celuy-cy est encore conforme à l'article 11. dudit Edit.

7. Toutes démolitions, prises & ravissmens de biens après la publication des presentes seront sujettes à restitution & reparation, & ne pourront être exigées aucunes pretentions de fruits, revenus & arrerages de rentes, &c. depuis le commencement des troubles jusques à présent, &c.

8. Cet article ne regarde que la publication des presentes dans les Parlemens, &c.

L'article 9. est conforme à l'article 6. dudit Edit.

10. Qu'après la publication des presentes ceux de la R. P. R. de-

farmeront & se retireront dans les Villes, & les maisons des particuliers usurpées leur seront rendues, & le Commerce sera rétably, les Villes rendues, & l'Artillerie & Munitions de guerre, & les prisonniers soit de guerre ou pour la R. P. R. seront élargis, &c.

L'article 11. est conforme à l'article 13. dudit precedent Edit.

Et l'article 12. à l'article 14. & le surplus aux autres articles dudit Edit.

XIV.

IV. EDIT DE PACIFICATION du mois d'Aoust 1570.

Cet Edit contient 44. articles.

Le 1. porte que l'on oubliera le passé, & qu'on n'en pourra faire aucunes recherches.

2. Défenses de se quereler, disputer, contester ny outrager de part & d'autre, &c. mais de vivre en paix & union.

3. Que le Service divin & les Eglises Catholiques seront rétablies où elles ont esté troublées, & que les usurpateurs des biens, maisons, revenus des Ecclesiastiques ou Catholiques les restitueront comme auparavant.

4. Que ceux de la R. P. R. ne pourront estre recherchez ny troublez dans leurs maisons, &c.

Les 5. & 6. articles sont conformes aux 1. & 2. articles de l'Edit de 1562. cy-devant art. 7.

7. Cet article regarde l'exercice de la R. P. R. dans les terres de la Reyne de Navarre, Tante du Roy.

8. Dans cet article sa Majesté nomme tous les endroits & lieux où elle permet l'exercice de ladite Religion.

9. Que dans les lieux où ledit exercice se trouvera publiquement établi le 1. Aoust 1570. il pourra être continué.

10. Ledit exercice tres-expres-
sément défendu dans les autres
lieux non designez par l'Edit.

11. Défenses de faire ledit exer-
cice à la suite de la Cour, ny à
deux lieux à l'entour d'icelle.

12. Ny dans la Ville, Prevôté
& Vicomté de Paris, ny a dix
lieuës à l'entour, limitees par
l'Edit.

13. Conforme à l'article 11. de
la declaration du 14. Decembre
1563.

14. Conforme à l'article 9. de
l'Edit de 1561. touchant les Fêtes
& Mariages.

15. Conforme à l'article 18. de
la Declaration du 14. Octobre
1563.

Par le 16. sa Majesté tient &
repute pour ses bons parens, fi-
delles sujets & serviteurs les Prin-
ces de Navarre & de Condé pere
& fils, &c.

17. Comme aussi tous ceux qui
les ont suivis & secourus pour
bons & jloyaux sujets & servi-
teurs.

18. Parcillement le Duc des
deux Ponts, ses enfans, le Prin-
ce d'Orange, le Comte Ludovic,
ses freres, le Comte de Wolrat
de Mansfeld, & autres Seigneurs

Etrangers qui les ont suivy pour
bons Voisins, Parens & Amis.

19. Tous lesquels demeureront
dechargez de toutes recherches,
&c.

20. Conforme à l'article 14. de
l'Edit du 19. Mars 1561.

21. Par cet article les privile-
ges, immunités, franchises, ju-
risdictions sont rétablis comme
auparavant les troubles.

22. Ceux de la R. P. R. decla-
rez capables de tenir toutes sor-
tes de charges publiques, indis-
feremment avec les Catholiques,
&c.

23. Et ne seront foulez ny sur-
chargez extraordinairement, mais
seulement comme les autres à pro-
portion de leurs biens.

24. Les prisonniers & ceux qui
ont esté envoyez aux Galleres
pour le fait des troubles seront
delivrez sans rançon; mais celles
qui auront esté payées ne pour-
ront estre repetées.

25. Pour les differens qui pour-
roient naître des ventes des ter-
res & autres immeubles, obliga-
tions, ou hypoteques à l'occasion
desdites rançons, comme aussi
toutes disputes pour le fait des
armes, les parties se pourvoiront
pardevant Monsieur le Duc d'An-
jou frere du Roy, & les Marê-
chaux de France qui en deci-
deront.

26. Par cet article sa Majesté
met tous ceux de la R. P. R. sous
sa protection & sauvegarde, &
les rétablit dans leurs charges, à

la reserve des Baillifs & Senéchaux de robe longue, & leurs Lieutenans généraux, desquels elle ordonne le remboursement, ou de prendre d'autres Charges au Parlement, au grand Conseil ou ailleurs.

27. Que les meubles vendus ou pris par l'hostilité qui se trouveront en nature, seront rendus aux propriétaires en remboursant par eux ce qui aura esté payé en Justice, avec pouvoir d'y contraindre les detempteurs, &c.

28. Que chacun rentrera dans sa maison, & pourra jouyr des fruits de l'année, nonobstant toutes saisies, comme aussi des rentes qui n'auront point esté saisies par ordre de S. M.

29. Que les forces & garnisons qui sont dans les maisons ou places fortes en vuideront, pour en laisser la libre jouissance à S. M. comme auparavant.

30. Que le Prince d'Orange & le Comté Ludovic de Nassau son frere seront remis en toutes leurs terres & juridictions qui sont dans le Royaume, ensemble de la Principauté d'Orange pour en jouyr comme auparavant.

31. Que tous titres, papiers & enseignemens pris seront restitués de part & d'autre à ceux à qui ils appartiennent.

32. Que tous Jugemens, Arrests rendus, Saisies, Executions, Ventres, Decrets, Livres diffamatoires contre ceux de la Religion Pretendue Reformée après la

mort d'Henry II. à l'occasion de la Religion, sont cassez, revoquez & annullez, & seront rayez des Registres des Cours, &c.

33. Comme encore tout ce qui a esté fait depuis l'année 1567. qui sera remis au même état qu'auparavant.

34. Conforme à l'article 9. du 1. Edit de 1561. touchant les mariages & les Fêtes.

35. Cet article regle le ressort des appellations de ceux de la R. P. R.

36. Que les procez qu'ils auront au Parlement de Toulouse, si les parties ne peuvent convenir d'autre Parlement, elles se pourvoiront aux Requestes de l'Hôtel qui jugeront en dernier ressort.

37. Quant à ceux de Roüen, Dijon, Provence, Breragne & Grenoble pourront requerir que six Presidens ou Conseillers s'abstiennent du jugement de leurs procez à raison de trois pour chacune Chambre, & en celuy de Bordeaux à raison de quatre en chacune Chambre.

38. Que les Catholiques pourront aussi recuser les Officiers de la R. P. R.

39. Sa Majesté donne à garder à ceux de la R. P. R. les Villes de la Rochelle, Montauban, Coignac & la Charité, sous le serment du Prince de Condé, & de vingt Gentils-hommes qui les remettront dans deux ans entre les mains de sa Majesté, laquelle veut que les Ecclesiastiques fassent le

Service

Service divin, & y soient receus sans difficulté, &c.

40. Qu'après la publication des presentes és deux Camps, les armes seront par tout generalmente posées, qui demeureront entre les mains de sa Majesté, & de Monsieur le Duc d'Anjou.

41. Que le libre commerce & passage sera remis par toutes Villes, Bourgs & Bourgades du Royaume, comme auparavant les derniers troubles.

42. Que les habitans des Villes seront respectivement responsables de l'exécution des presentes, & s'en chargeront par actes publics, ou en remettant les contrevenans entre les mains de la Justice.

43. Sa Majesté déroge à tout ce qu'elle peut avoir ordonné cy-devant qui est contraire au present Edit, qu'elle veut être exécuté inviolablement, &c.

44. Et que tous ses Gouverneurs de Provinces, Lieutenans generaux, & tous ses Juges generalmente quelconques, après la reception du present Edit prêtent serment de le faire fidèlement observer chacun dans son ressort, même les Maires, Echevins des Villes, &c. mandons, &c.

XV.

*DECLARATION DU ROY
du 4. Octobre 1570. sur le
precedent Edit.*

Par cette Declaration sa Majesté fait défenses à toutes personnes de tenir petites Ecoles,

Principautez & Colleges, ny lire en quelque art ou science que ce soit en public, en privé ou chambre, s'ils ne sont connus & approuvez Catholiques, tenant la Religion Catholique & Romaine.

N'y qu'aucun Officier & Suppost de l'Université de Paris soit d'autre Religion que de la Catholique, avec défenses à tous Libraires & Imprimeurs d'imprimer, ny vendre aucuns livres censurez par la Faculté de Theologie, permettant aux Docteurs qui seront par elle élus de faire la recherche & vísitation és maisons des Libraires.

XVI.

*AUTRE DECLARATION
du Roy sur le contenu au 32.
article du precedent Edit.*

Sur les articles generaux presentez au Roy par ceux de la R. P. R. sa Majesté répondit le 14. Octobre 1571.

Que l'Edit auroit lieu au 32. article d'iceluy, excepté en ceux qui estoient demandeurs, ou qui de leur sceu ou volontairement ont défendu, & qui n'ont point esté jugez absens & par forclusion, ne tenant en ce les prisonniers pour presens.

Et sur la difficulté concernant le 23. article, sa Majesté veut bien qu'il soit étendu & aye lieu au temps de la paix d'entre les deux derniers troubles, pourveu que ceux qui se plaindront des Arrests & Jugemens donnez en matieres civiles pendant ledit temps

P P P p

n'ayent esté demandeurs ou presens, & défendeurs volontaires sans crainte ou emprisonnement de leurs personnes.

Le dernier Juin 1572.

XVII.

V. EDIT DE PACIFICATION *du mois de Juillet 1573.*

C'est icy le dernier Edit du Roy Charles IX. qu'il fit pour pacifier les derniers troubles causez par la journée de saint Barthélemy, le 24. Aoust 1572. Il contient 25. articles, le plus grand nombre desquels sont conformes aux Edits precedens, comme il sera remarqué.

I. II. III.

Les trois premiers articles sont conformes aux trois premiers de l'Edit precedent, excepté qu'il est porté dans le premier que l'on oubliera tout le passé depuis le 24. Aoust dernier, qui estoit le jour de saint Bartheleny, si remarquable dans l'Histoire.

4. Comme ensuite de cette journée, grand nombre de ceux de la R. P. R. s'estoient retirez dans les Villes de la Rochelle, Montauban & Nismes, sa Majesté par cet article permet aux Habitans de cesdites Villes de vivre & demeurer en repos, & d'y faire librement l'exercice de ladite R. P. R. dans des lieux à eux appartenans, hors des Places & lieux publics.

5. Par celuy cy ils ont la liberté de demeurer par tout le Royaume, d'y vivre en liberté, & de

s'y comporter conformement aux Edits precedens.

6. Il est enjoint à tous les Officiers de sa Majesté & aux Subalternes de pourvoir à l'enterrement des morts de ceux de ladite R. P. R. le plus commodement que faire se pourra.

7. Et ceux qui auront esté contrains de faire promesses & obligations, & de bailler caution pour changer de Religion en sont déchargés, & les promesses & obligations cassées.

8. Seront receus indifferement aux Universitez, Ecoles, Hôpitaux, Maladeries, & Académies publiques, les Escoliers, Malades, & Pauvres de quelque Religion qu'ils soient.

9. Permis à ceux de la R. P. R. de vendre & aliéner leurs biens pour se retirer dedans ou dehors le Royaume ou bon leur semblera, pourveu que ce ne soit pas sur les terres des Ennemis de sa Majesté.

10. Ceux de la Rochelle, Montauban, Nismes & autres sont déchargés de tous deniers, meubles, dettes, rentes & fruits des Ecclésiastiques qu'ils seront apparaitre suffisamment avoir depuis le 24. Aoust dernier par eux esté pris & levez, sans qu'ils en puissent jamais estre recherchez.

11. Ny de tout ce qui a esté par eux fait, géré & négocié de quelque manière que ce soit, tant dedans que dehors le Royaume depuis ledit jour.

12. Cet article est conforme à l'article 12. du 2. Edit cy-devant.

13. Et celuy-cy à l'article 14 du 4. Edit cy-devant touchant les prisonniers.

14. Conforme au 13. dudit Edit.

15. Conforme au 33. dudit Edit, à la reserve qu'il est appliqué à ceux des Villes de la Rochelle, Montauban, & Nismes, depuis le 24. Aoust 1572.

16. Les veuves & heritiers de ceux de la R. P. R. qui sont decedez, & qui ont portez les armes depuis le 24. Aoust 1572. pourront rentrer dans la possession de leurs biens, & sont maintenus en leur bonne fame & renommée.

17. Tous les Officiers royaux ou autres qui auront esté deposez de leurs Offices pour ladite R. P. R. & dans les troubles, y seront rétablis.

18. Tous procez mûs & à mouvoir entre ceux des deux partis seront portez en premiere instance devant les Baillifs & Senéchaux, & par appel pardevant les Juges que sa Majesté ordonnera, à la reserve du Parlement de Toulouse pour ceux de la Ville de Montauban, &c.

19. Les Priviliges anciens & modernes & Jurisdiction sont conservez à ceux de la Rochelle, Nismes & Montauban, sans avoir aucune Garnison, &c.

20. Qu'après la publication des presentes, l'on mettra bas les ar-

mes qui resteront entre les mains de sa Majesté, & du Roy de Pologne son frere, &c.

21. Conforme à l'article 27. du 4. Edit cy-dessus, à la reserve qu'il compte depuis le 24. Aoust dernier.

22. Conforme au 28. dudit Edit.

23. Conforme à l'article 31. dudit Edit.

24. Conforme à l'article 9. du 1. Edit.

25. Et celuy-cy conforme à l'article 42. du 4. Edit cy-dessus.

XVIII.

VI. EDIT DE PACIFICATION
donné par le Roy Henry III.

au mois May 1576.

Cet Edit est le premier qu'a donné le Roy Henry III. depuis son avenement à la Couronne. Il contient 63. articles, qui sont en partie les mêmes qui ont esté rapportez cy-devant, comme il sera remarqué cy-aprés.

I. II. III.

Les trois premiers articles sont conformes aux trois premiers des deux Edits precedens.

4. Et par celuy-cy sa Majesté permet l'exercice de la R. P. R. par tout le Royaume sans restriction de temps ny de personnes, ny des lieux & Places, pourveu qu'ils leur appartiennent, pourront tenir des Ecoles publiques, Consistoires & Synodes, en presence des Officiers de sa Majesté, & autres choses exprimées cy-devant, à la reserve de la Ville

de Paris & à deux lieux autour, limitées par l'Edit; le surplus a déjà esté dit cy-devant.

5. Défenses de debiter les livres de ladite Religion dans le Royaume, &c.

6. Les enterremens de ceux de la R. P. R. qui decederont dans Paris seront faits au Cemetiere de la Trinite sans scandale; & dans les autres lieux que Paris, les Officiers y pourvoient.

7. Ne pourront estre molestez pour les abjurations, promesses, sermens ou cautions par eux baillées pour le fait de ladite Religion.

8. Pourront bâtir des Temples dans les lieux permis, mais ne pourront se servir des Eglises usurpées, qu'ils restitueront incessamment, sans en pouvoir estre recherchés pour le surplus.

9. Ne pourront estre aussi recherchés pour les mariages des Prêtres & des personnes Religieuses contractez cy-devant, & les enfans desdits mariages pourront seulement succéder aux meubles, acquets & conquests immeubles de leurs peres & meres, mais lesdits Religieux & Religieuses Profez ne pourront venir à aucune succession directe ny collaterale.

10. Conforme à l'article 9. du 1. Edit, & à l'article 5. du 3. Edit, rouchant les mariages aux degrez permis, &c.

11. Conforme à l'art. 8. du 5. Edit cy-dessus.

12. Payeront les droits d'entrée comme il est accoustumé pour les Charges & Offices dont ils seront pourvus, & ne pourront être contrainx d'assister à aucune Ceremonie contraire à leur Religion, ny faire d'autre serment que de lever la main, & promettre à Dieu de dire la verite, &c.

13. Payeront les Dixmes aux Curez & autres Ecclesiastiques, comme il est accoustumé.

14. Conforme à l'article 30. & 31. du 4. Edit cy-dessus, touchant le rétablissement du Prince d'Orange.

15. Conforme à l'article 9. du 1. Edit, & à l'article 34. du 4. Edit, touchant l'observation des Fêtes, Mariages, & autres.

16. Qu'en tous actes & actions publiques où il sera parlé de la Religion, sera usé de ces mots, *Religion Pretendue Reformée.*

17. Conforme à l'article 22. du 4. Edit cy-dessus.

18. Etablissement de la Chambre de l'Edit au Parlement de Paris, &c.

19. Même établissement d'une Chambre ny-partie dans la Ville de Montpellier.

20. Idem, dans les Parlemens de Grenoble, Bordeaux, Aix, Dijon, Rouen, Bretagne, &c.

21. Les procez où les Catholiques seront demandeurs ou défendeurs, parties principales ou garens seront jugez par les Juges Presidiaux & Senéchaux, & par appel aux Chambres ny-parties, &c.

22. Les Prevosts des Maréchaux de France, Vice-Baillifs, Vice-Sénéchaux, & Lieutenans de Robbe courte jugeront les procez des vagabons, suivant les Ordonnances, s'ils sont de la Religion prétendue réformée appelleront nombre égal d'Officiers de l'une & l'autre Religion, s'il y en a ; sinon appelleront des Avocats de ladite qualité, pour instruire & juger lesdits procez, &c.

23. Le Roy de Navarre, le Prince de Condé, le Sieur Damville Marechal de France, & tous autres Seigneurs, Chevaliers, Gentils-hommes, & autres de toutes qualitez, seront rétablis dans leurs Gouvernemens, Charges, Estats & Offices qu'ils avoient avant le 24. Aoust 1572. & même de leurs biens, nonobstant tous Arrests & Jugemens contraires.

24. En sont exceptez ceux qui ont resigné sur les Lettres Patentes de Sa Majesté, pourveu qu'ils n'y ayent esté contraincts, auquel cas pourront se pourvoir, &c.

25. Sa Majesté accorde mainlevée de toutes Saisies qui se trouveront faites par ses Officiers des Commanderies de l'Ordre de Saint Jean de Jerusalem.

26. Ceux de la Religion prétendue réformée qui seront pourvus d'Offices, auxquels ils ne seront encore receus, Sa Majesté leur permet de se faire recevoir.

27. Les biens usurpez sur les Catholiques leur seront restitués.

28. Les differens touchant les rançons de ceux qui ont esté prisonniers pendant les Troubles, sont reservez à Sa Majesté ; défenses à toutes Cours & Juges d'en connoître.

29. Cet Article regarde la formalité des Ventes publiques, Subhastations & Decrets, &c.

30. Tous les Contracts d'acquisitions, ou Ventes de Biens appartenans à l'Eglise, sont declarés nuls, avec ordre aux acheteurs de les restituer incessamment, sans pouvoir repeter le prix payé par lesdits acheteurs, &c.

31. Toutes exheredations ou privations faites par Donations, Testamens, &c. en haine de la Religion prétendue réformée, ou des Troubles, n'auront lieu au prejudice des Catholiques, ny ce qui sera aussi fait en haine de la Religion Catholique, &c.

32. Sa Majesté declare par cet Article, que les desordres & excez faits le 24. Aoust & les jours suivans à Paris, & dans les autres Villes du Royaume, sont venus à son grand regret & déplaisir ; & pour donner des marques de sa bonté, Elle exempté les veuves & enfans de ceux qui ont esté tuez de toutes Contributions & Impositions du Ban & Arriéban, s'ils estoient Nobles, & si Taillables les décharge de toutes Tailles & Impositions pendant six années consécutives.

33. Cette Article est conforme à l'Article 32. du 4. Edit cy-deçà.

PPpp ij

sus, touchant les Arrests rendus contre ceux de la Religion prétendue réformée, &c.

34. Que les Arrests & Jugemens donnez contre l'Admiral de Châtillon, sont declarez comme non advenus, & seront rayez, biffez, & ostez des Registres des Cours de Parlement & autres; que les enfans resteront entiers en leur honneur & biens, aussi bien que la memoire, &c.

35. La même chose a esté dite pour les Sieurs de Montgommery, Montbrun, Briquemault, & Ca vaignes.

36. Défenses de faire aucunes Processions, tant à cause de la mort de Monsieur le Prince de Condé, que journée S. Barthelemy, ny autres Actes qui puissent rappeler la memoire des Troubles.

37. Conforme à l'Article 32. du 4. Edit cy-dessus.

38. Conforme à l'Article 24. dudit Edit.

39. Les crimes & delits commis entre personnes de même parti, en temps de troubles, trêves, ou suspension d'armes, seront punis, à moins que lesdits Actes ne soient advouez par les Chefs des deux Partis dans deux mois, &c.

40. Conforme à l'Article 17. du 4. Edit cy-dessus.

41. 42. Conformes au 18. & 29. dudit 4. Edit.

43. Conforme à l'Article 31. dudit Edit.

44. Conforme à l'Article 41.

dudit Edit.

45. Toutes Places, Villes, & Provinces du Royaume sont rétablies dans les mêmes Privileges, Immunités, Libertés, Franchises, &c. dont elles jouissoient avant les Troubles, &c.

46. Conforme à l'Article 22. du 4. Edit cy-dessus.

47. Conforme à l'Article 23. dudit Edit.

48. Cet Article concerne les Tailles, Aydes, Octrois, Criées, Taillons, Ustanciles, & les autres impositions faites depuis le 24. Aoust 1572. dont ceux de la Religion prétendue réformée & les Catholiques sont dechargez, avec défenses de les rechercher, &c.

49. Sa Majesté declare par cet Article, qu'Elle tient le Duc d'Alençon pour son bon Frere, le Roy de Navarre pour son bon Parent, Monsieur le Prince de Condé de même, & qu'Elle tient encore le Marechal d'Amville, & les autres Seigneurs, Chevaliers, Gentils-hommes, & autres Officiers quelconques, & les Habitans des Villes, Bourgs & Communautéz, pour ses bons & loyaux Sujets & Serviteurs: cassant & annulant tout ce qui pourroit avoir esté fait contr'eux, &c.

50. Qu'Elle tient aussi & reputé pour les bons Parens, Voisins & Amis, les Comte Palatin, Electeur de l'Empire, & le Duc Jean Casimir son Fils, &c.

51. Declare parcelllement que la levée & sortie des Suisses, mē-

me des Comtez de Neuf-Chastel, Vallangin, & autres Cantons, n'avoir esté faite que pour son service.

52. Que les enfans de ceux qui se sont retirez hors du Royaume depuis la mort d'Henry II. pour cause de la Religion & Troubles, soient tenus pour François & Religieuses.

53. Tous lesquels cy-dessus nommez Es Articles 49. & 50. demeureront dechargez de toutes levées de deniers par eux faites dans le Royaume, & dans les Finances & Receptes de Sa Majesté, & generalement de toutes recherches, &c.

54. Même decharge pour les Officiers, Maires & Echevins de la Ville de la Rochelle.

55. Toutes prises faites sur les Aves & Congez donnez, jugées par les Juges de l'Admirauté, & autres Commissaires, demeureront assoupies, sans qu'il en puisse estre fait aucune poursuite ny recherche, &c.

56. Les ruines & démantèlement des Villes ruinées & demantellées pendant les Troubles, pourront estre restabliz & reparez par les Habitans des Villes à leurs dépens, si bon leur semble.

57. Ceux de la Religion prétendue reformée, & les Catholiques qui auront pris des Fermes des Greffes, ou autres Domaines de Sa Majesté, & qui n'en auront pû jouir à cause des Troubles, en demeureront dechargez depuis le

24. Aoust, 1571. &c.

58. Que les Etats Generaux seront mandez & convoquez en la Ville de Blois dans six mois prochains, & pour cet effet seront données toutes Commissions nécessaires, &c.

59. Que les Catholiques unis, & ceux de la Religion prétendue reformée apres la publication du présent Edit, seront vuider toutes les Garnisons des Villes, Places, Châteaux & Maisons qu'ils tiennent, appartenant tant à Sa Majesté qu'aux Ecclesiastiques, & les resstitueront en toute liberté comme elles estoient auparavant les Troubles, Sa Majesté laissant en garde plusieurs Villes nommées dans ledit Edit, aux conditions y portées.

60. Que tous Prêchers, Lecteurs, & autres qui parleront en public, ne se serviront d'aucuns termes qui puissent porter le peuple à sedition; à eux enjoint de se comporter modestement, sur les peines portées par les Edits, &c.

61. Que tous Gouverneurs de Provinces, & Officiers de Sa Majesté & des Villes, apres la reception des Presentes, presteront le serment pour l'exécution d'icelles; comme encore tous Gentils-hommes & Seigneurs, pardevant les Officiers de Sa Majesté.

62. Que tous autres Edits, Lettres, Declarations, modifications, restrictions, & interpretations faites & à faire, sont déclarées nul-

les, voulant Sa Majesté que le present Edit soit executé inviolablement, &c.

63. Que ceux qui tiennent les Cours de Parlement feront le même serment apres la reception du present Edit pour l'execution d'iceluy, & que les Procureurs Generaux tiendront main tant à la publication, qu'execution d'iceluy; declarant Sa Majesté toutes contraventions passées comme non avenues, &c.

XIX.

VII. EDIT DE PACIFICATION

du même Roy Henry III. du mois de Septembre 1577.

Cet Edit contient 64. Articles, conformes en partie à ceux de l'Edit precedent.

Le 1. 2. & 3. Articles, sont les mêmes que les trois premiers de l'Edit precedent, & que les deux premiers de la Declaration du 14. Decembre 1573.

Le 4. est conforme à l'Article 4. du 2. & du 4. Edit.

5. 6. Conformes au 1. & 2. Articles du 2. Edit cy-dessus, touchant les Hauts Justiciers, &c.

7. Conforme à l'Article 9. du 4. Edit, sinon qu'il faut compter le 17. du mois de Septembre.

8. Conforme à l'Article 3. du 2. Edit cy-dessus.

9. Conforme à l'Article 10. du 4. Edit.

10. Conforme au 10. 11. & 12. dudit 4. Edit.

11. Conforme au 60. Article de l'Edit precedent.

12. Conforme à l'Article 7. du 5. Edit.

13. Conforme à l'Article 9. du 1. Edit, & aux Articles 24. & 34. du 4.

14. Conforme à l'Article 13. du 1. Edit, & à l'Article 5. du precedent.

15. Conforme à l'Article 8. du 5. Edit, & à l'Article 18. de la Declaration du 14. Decembre 1563.

16. Conforme à l'Article 9. du 1. Edit, & à l'Article 34. du 4.

17. Conforme à l'Article 12. de l'Edit precedent.

18. Conforme à l'Article 13. de l'Edit precedent.

19. Conforme à l'Article 22. du 4. Edit.

20. Conforme à l'Article 6. du 5. Edit.

21. Conforme aux Articles 18. & 19. de l'Edit precedent.

22. Conforme à l'Article 20. dudit Edit.

23. Cét Article regarde l'establissement d'une Chambre my-partie dans le Ressort du Parlement de Toulouse, & regle la sceance de celle de Dauphiné six mois à Grenoble, & six mois en autre lieu que Sa Majesté nommera & designera.

24. Lesquelles Chambres seront Souveraines, & en dernier Ressort, & jugeront tous les differens de ceux de la Religion pretendue reformée dans lesquels ils seront parties principales ou garents, en demandant & defendant.

25. Con-

25. Conforme à l'Article 18. du 5. Edit.

26. Les Gouvernemens & Charges du Roy de Navarre, du Prince de Condé, & tous autres Seigneurs, Chevaliers, Gentils. hommes qui les ont suivis, & qu'ils possédoient avant le 24. Aoust 1572. leur sont conservez, & sont dechargez de toutes recherches.

27. Conforme à l'Article 24. de l'Edit precedent.

28. Conforme au 26. dudit Edit.

29. Conforme au 25. Article dudit precedent Edit.

30. Conforme au 29. dudit Edit.

31. Conforme au 30. Article dudit Edit.

32. Conforme au 31. Article dudit Edit.

33. Conforme à l'Article 32. de l'Edit precedent.

34. Conforme au 33. dudit Edit.

35. Conforme au 34. dudit Edit.

36. Conforme au 35. Article dudit Edit.

37. Conforme au 36. dudit Edit precedent.

38. Conforme au 32. dudit Edit.

39. Conforme au 24. du 4. Edit, & à l'Article 15. du 5. Edit.

40. Conforme à l'Article 55. du precedent Edit.

41. Conforme à l'Article 39. dudit Edit.

42. Conforme à l'Article 27. du 4. Edit cy. dessus.

43. Conforme au 28. Article dudit Edit.

44. Conforme au 31. dudit 4. Edit.

45. Conforme au 23. dudit Edit.

46. Conforme à l'Article 48. du 6. Edit.

47. Conforme à l'Article 59. dudit Edit.

48. Conforme au 41. du 4. Edit.

49. Conforme au 45. du precedent Edit.

50. Conforme au 56. Article dudit Edit.

51. Conforme au 57. Article du même Edit.

52. Conforme à l'Article 49. dudit Edit precedent.

53. Conforme au même Article dudit Edit.

54. Conforme à l'Article 50. du même Edit.

55. Conforme au 53. Article dudit Edit.

56. Conforme à l'Article 14. du 2. Edit.

57. Conforme à l'Article 57. du precedent Edit.

58. Conforme au 52. dudit Edit.

59. Conforme à l'Article 59. dudit Edit.

60. Défenses à tous les Sujets de Sa Majesté de quelque qualité & condition qu'ils soient, de faire aucunes entreprises ny monopoles pour surprendre les Villes baillées en garde à ceux de la Religion pretendüe reformée, ny de prendre ny saisir aucunes des autres Villes, ny Châteaux, ny Places du Royaume, à peine d'estre punis & chastiez comme infracteurs de paix, &c.

61. Sa Majesté ne mettra aucuns Gouverneurs ny Garnisons

és autres Villes que tiennent à présent ceux de la Religion prétendue réformée, & qui pour eux seront délaissées, à moins qu'il n'y en eut eu de tout temps, & ceux qui y auront esté mis en Garnison à l'occasion des Troubles en videront, sauf celles qui sont frontières du Royaume, &c.

62. Conforme à l'Article 62. du precedent Edit.

63. Conforme au 61. Article dudit Edit.

64. Et ce dernier est aussi conforme à l'Article 63. dudit precedent Edit.

XX.

ARTICLES SECRETS DU PRECEDENT Edit de Pacification faits à Bergerac le 17. Septembre 1577.

Par le premier Article Sa Majesté pour gratifier le Roy de Navarre, luy permettra outre ce qu'il luy a accordé par les Articles généraux que dans le Duché de Vandomois en la Ville de Montoire à luy appartenant, on pourra faire l'exercice de la Religion prétendue réformée pour tous ceux qui voudront y aller, encore qu'il en soit absent.

2. Même permission à Monsieur le Prince de Condé en ses maisons de la Ferté sur Loire & Anguien, encore qu'il en soit absent.

3. Sous le nom d'anciens Baillages, Sa Majesté entend parler de ceux qui estoient du temps du Roy Henry II. tenus pour Baillages, Seneschauffées, Gouver-

nemens, ressortissans nuément, & sans moyen des Cours de Parlemens. Lieux pour l'exercice de la Religion prétendue réformée seront indiquez par Sa Majesté dans lesdits Baillages, &c.

4. Ledit Exercice ne sera établi és Terres de la Reyne Mere de Sa Majesté; néanmoins les Hauts-Justiciers pourront jouir de la permission qui leur sera accordée par l'Edit.

5. Les Hauts-Justiciers de Beaujolois y jouiront du privilege de l'Edit comme ailleurs, mais ne sera donné aucun lieu pour le Baillage de Beaujolois appartenant à Monsieur le Duc de Montpensier.

6. Sera ordonné un lieu pour toutes les Isles de Marennes, & un autre pour l'Isle d'Oleron, pour l'exercice de ladite Religion, ou tous ceux desdites Isles pourront aller.

7. Sera aussi pourveu pour le Pais Messin, & autres qui sont sous la protection du Roy, par les Articles secrets faits avec l'Edit de 1570.

8. Cet Article touchant le mariage des Prestres & Religieux, est conforme à l'Article 9. du 6. Edit cy-dessus.

9. Ceux de ladite Religion prétendue réformée qui auront contracté mariage dans des degrez défendus, se pourront retirer vers Sa Majesté pour leur estre pourveu, en sorte qu'ils n'en puissent estre recherchez, ny leurs enfans.

10. 11. 12. 13. Ces trois Articles traittent des Chambres my-parties, & des Officiers d'icelles.

14. Et par celuy-cy, Sa Majesté veut & entend que lesdites Chambres établies esdits Parlemens, pour rendre la justice à ceux de la Religion pretenduë reformée soient unies & incorporées en iceux Parlemens, quand besoin sera, & que les causes qui ont meufadite Majesté d'en faire l'établissement cesseront entre ses sujets.

15. 16. 17. 18. 19. 20. Il n'est parlé dans ces 6. Articles que des Officiers desdites Chambres, de leurs qualitez, gages, examens, serment, seance, &c.

21. Les Prescriptions, Peremptions d'instances ou Jugemens donnez contre ceux de la Religion pretenduë reformée où ils n'ont pû obtenir de renvoy l'ayant demandé, ou n'ayant esté ouïs, seront remis au mesme état qu'auparavant, en faisant deuëment apparoir.

22. Ceux de la Religion pretenduë reformée ayant achepté durant les Troubles par les ordres & commandement de leurs Chefs le Roy de Navarre & Monsieur le Prince de Condé, des biens Ecclesiastiques, & en étant recherchez, Sa Majesté les décharge desdites Ventes, à la charge du remboursement des deniers, conformément aux Articles generaux de l'Edit.

23. Que le Roy, la Reyne Mere,

& Monsieur le Duc d'Anjou prestent serment pour faire garder & observer cet Edit, & d'en faire jouir ceux de la Religion pretenduë reformée.

24. Que le mesme sera fait par le Roy de Navarre, & par le Prince de Condé.

25. Que lesdits sermens seront signez, avec les armes de ceux qui les auront fait, & en cet état remis entre les mains de Sa Majesté & du Roy de Navarre, &c.

26. Permis au Roy de Navarre apres la conclusion de la Paix d'envoyer vers la Reyne d'Angleterre & le Duc Jean Casimir pour les en advertir, &c.

27. Tous ceux de la Religion pretenduë reformée qui seront demeurez Titulaires des Benefices, les resigneront dans six mois à des Catholiques, & les Pensionnaires desdits Benefices avant le 24. Aoust 1572. en seront payez à l'avenir, &c.

28. Et les Catholiques Beneficiers qui auront suivi lesdits de la Religion pretenduë reformée rentreront dans leurs Benefices qu'ils avoient auparavant le 24. Aoust 1572.

29. Sur l'instance faite d'annuler les Obligations, Cedulaes & Promesses faites par ceux de la Religion, & autres qui les ont suivi, &c. Sa Majesté a déclaré que luy faisant entendre les faits particuliers dont s'agit, elle y pourvoiroit.

30. Cet Article regarde les

QQqqij

Baux à ferme de ceux de la R. P. R. faits de leurs biens depuis le 24. Aoust 1572. dont ils demandent la cassation pour y rentrer, en remboursant par eux ce qu'ils en auront reçu Et les Officiers & Habitans de la Rochelle sont maintenus dans leurs privileges, sans pouvoir être recherchez ny molestez aucunement & n'auront autre Gouverneur que le Senechal, & ne sera mise aucune Garnison en ladite Ville & Gouvernement.

31. Ny es Villes & Places du Gouvernement de Languedoc, sauf à celles où il y en avoit du temps du Roy Henry II.

32. La Declaration octroyée par le feu Roy aux Habitans de Pamiers de la R. P. R. touchant les excez commis au mois de Juin 1566. sera confirmée par S. M.

33. Accordé au Roy de Navarre & autres de ladite Religion 800. hommes payez par S. M. pour mettre dans les Villes qui leur seront laissées en garde pour leur sureté &c.

34. La Ville de S. Jean d'Angely delaisée à M. le Prince de Conde pour sa retraite & demeure pendant six ans, en attendant qu'il puisse jouir de son Gouvernement de Picardie, auquel S. M. veut qu'il soit conservé. Et prétera serment de fidelité à S. M. de garder fidellement ladite Ville & d'y laisser l'exercice libre de la Religion Catholique, & prendre sous sa protection tous

les Ecclesiastiques &c.

35. 36. 37. 38. Ces Articles ne regardent que l'ordre des Garnisons des Villes données en garde à ceux de la Religion pretendue reformée par S. M. pendant six années &c.

39. La Ville de Montpellier est aussi delaisée en garde à ceux de la R. P. R. pour la retraite & sureté de ceux du Languedoc &c.

40. Sa Majesté écrira à ses Ambassadeurs, pour obtenir que ses sujets de quelle Religion qu'ils soient ne puissent être recherchez en leurs consciences, ny sujets à l'Inquisition, allans, venans & trafiquans par l'Espagne, & par l'Italie, & ailleurs.

41. Que l'Artillerie de S. M. prise pendant les troubles luy sera restituée; néanmoins celle qui a été donnée aux Villes pour leur sureté y demeurera jusqu'à la fin des six ans.

42. Cét Article regarde l'abolition generale pour toute contravention aux Reglemens de part & d'autre, en sont exceptez les cas execrables, comme ravissements & forcemens de femmes, filles, brûlemens, meurtres faits par trahison, &c.

43. Tout ce qui sera pris de part & d'autre par voye d'hostilité, depuis le 17. du present mois qu'ont été accordez les presens Articles, sera sujet à restitution & reparation civile.

44. Cét Article regarde la ville d'Avignon & Comtat Ve-

naissin & les habitans d'iceluy, que S. M. veut qu'ils se ressentent de la Paix, lesquels ayant suivy le party de ceux de la R. P. R. ou même qui sont de ladite Religion soient nonobstant ce rétablis dans leurs biens dont ils auront esté troublez à l'occasion des troublez passez, &c.

45. Que les sommes qu'il conviendra lever pour le payement de ce qui est deub aux Reistres, tant des precedens que presens troubles, seront levées sur les sujets de S. Majesté également &c.

46. Que S. M. mettra ordre le plus promptement que faire se pourra suivant la nécessité de ses affaires au payement des Reistres deub audit Jean Casimir, ses Colonels & autres Maîtres &c.

47. Que la permission accordée à ceux de la Religion par S. M. de lever une somme de six cens mil livres sur eux pour l'aquittement de certaines sommes par eux duës, leur sera confirmée en faisant par eux apparoir qu'ils n'en ont rien encore levé.

48. Que le Prince d'Orange sera rétabli en ses biens, & que les papiers & documens concernant la Principauté d'Orange luy seront restitués.

Tous lesquels Articles ont été accordez pour & au nom de Sa Majesté par ses deputez, & par les Chefs des partys differens, & par eux signez à Bergerac le 17. Septembre 1577.

XXI.

Sa Majesté accorda une commission le 20 Decembre suivant au Prevost de Paris pour l'exécution dudit Edit du mois de Septembre dernier, qui porte la maniere avec laquelle il se doit comporter.

XXII.

ARTICLES DE LA CONFERENCE faite à Nerac, par la Mere du Roy Henry III. avec le Roy de Navarre, & les Deputez de la R. P. R. le dernier Février 1579. & ratifiez par le Roy le 14. Mars suivant.

Ces Articles au nombre de 27. ont été accordez par S. M. pour faciliter l'exécution de l'Edit du mois de Septembre 1577. & résoudre & éclaircir les difficultez qui sont intervenues sur iceluy; Le premier porte,

1. Que les Hauts Justiciers, ou ceux qui tiennent plein Fief de Hautbert en propriété ou usufruit, en tout, par moitié, ou tiers pourront faire continuer l'exercice de ladite R. P. R. dans leurs principaux domiciles, quoy qu'absens, & leurs femmes, pourvu qu'une partie de leur famille demeure audit lieu, & que la Justice leur soit controversée, mais il faut qu'ils en soient en possession. Et si les lieux établis par le Roy pour l'exercice de ladite Religion se trouvent incommodés pourront être changez.

2. Permis à ceux de ladite Re-

QQ q q iij

ligion d'achepter des lieux pour l'exercice de leur Religion 'és Fauxbourgs des Villes & Villages accordez par S. M.

3. Pourront s'assembler pardevant le Juge royal pour proceder aux levées de deniers sur eux, qui seront necessaires pour entretenir ledit exercice.

4. Que l'article 20. dudit Edit sera executé, touchant les enterremens de ceux de la R. P. R.

5. Cet article ne regarde que le Reglement des Chambres my-parties, &c.

6. Et celuy-cy concerne les Arrests, Jugemens & Procedures faites dans les Parlemens & Presidiaux contre ceux de ladite R. P. R. depuis l'Edit, &c.

7. Défenses à toutes Cours & Juges de connoître des Procez en dernier ressort de ceux de la R. P. R. au prejudice desdites Chambres my-parties, &c.

8. Les Commissaires Catholiques qui seront deputez pour l'instruction des Procez de ceux de la R. P. R. prendront un Adjoint de ladite Religion, & les Commissaires de ladite Religion en prendront aussi un Catholique, &c.

9. Que les Justices de Montauban, Montpellier, & Nismes, & par tout ailleurs seront rétablies comme elles étoient avant les Troubles, conformément à l'Edit.

10. Que la fabrication des Monnoyes sera rétablies en la Ville de

Montpellier comme elle étoit auparavant les Troubles.

11. Que toutes contraventions commises depuis la publication du dernier Edit demeureront assoupies, avec defenses de proceder à aucunes recherches pour cet effet: declare neanmoins sa Majesté qu'après ces presentes elle ne donnera plus d'abolition, &c.

12. Que tous Procez concernant les Troubles qui avoient esté renvoyez pardevant les Commissaires executeurs des Edits, seront renvoyez aux Chambres de l'Edit en l'état qu'ils sont, &c.

13. Cet article regarde la correction de l'article 42. du dernier Edit, où il y avoit faute dans l'impression, en ces mots, *& qui auront esté pris par voye d'hostilité*, par affirmation: au lieu qu'ils doivent estre mis negativement & en cette sorte, *& qui n'auront esté pris par voye d'hostilité*: sa Majesté ordonne que ladite correction sera faite sur l'original.

14. Qu'aucune levée de deniers ne sera faite que sur les Commissions & Ordonnances de sa Majesté.

15. Que les Assemblées generales des Villes & Communautés se feront en la maniere accoutumée par les Habitans sans distinction de Religion, &c.

16. Que l'Edit de pacification, & les articles de cette Conference seront executez, les prisonniers de Guerre mis en liberté sans

payer rançon, &c.

17. Cet article regarde les 14. Villes laiffées en garde à ceux de la R. P. R. qui feront remifes aux Gouverneurs de Guyenne & Languedoc après le temps porté par l'Edit, par le Roy de Navarre, &c. auxquelles cependant on ne pourra faire de Fortifications, ny démolir des Eglises, ny autres choses contre l'Edit.

18. Que dans lefdites Villes les Catholiques & Beneficiers ne feront point moleftez, le Service divin fera fait, la Justice sera librement administrée, les Magistrats répondront des contraventions qui pourroient estre faites.

19. Que lefdites Villes seront commandées par des Gens de bien, aimant la paix, nommez par le Roy de Navarre, & agréez par la Reyne Mere du Roy, &c.

20. A aussi esté remis par ledit Sieur Roy de Navarre le Mur de Barais à icelle Dame Reyne, laquelle a nommé le sieur d'Arpajon pour la garder jusqu'au dernier Aoust prochain, &c.

21. Ladite Dame a promis au Roy de Navarre & à ceux de la R. P. R. de fournir trente six mil livres tournois à ceux que ledit Roy de Navarre nommera.

22. Que dans lefdites Villes ceux qui y commanderont, ny aucuns de ceux de la R. P. R. ne pourront loger chez les Catholiques que le moins que faire se pourra, ny faire aucunes levées, &c. que les Garnisons qui sont

dans les Villes de Languedoc, tenuës par lefdits de la R. P. R. leveront, que les lieux du haut Languedoc; sçavoir, *Dornhe, S. Germa, Pecchaudie, Pierrefitte, Carlus, Frijerolles, Myeulles & Postrims*, seront promptement demantelez & laiffiez, &c.

23. Cet article ne regarde que le serment des principaux Chefs du party de la R. P. R. pour l'exécution des presentes, &c.

24. Que s'il se commet de part ou d'autre quelque attentat, au prejudice dudit Edit, & de tout ce que dessus, il sera incontinent réparé, &c.

25. Et les Gentils-hommes & Habitans des Villes, tant de l'une que de l'autre Religion, seront obligez d'accompagner les Gouverneurs & Lieutenans Generaux du Roy, pour les ayder de leurs personnes à reparer lefdits attentats.

Et ceux qui contreviendront audit Edit sont declarez dès à present criminels de leze Majesté, eux & leur posterité infames, &c.

26. Que les Seigneurs deputez pour l'exécution tant dud. Edit que des articles secrets d'iceluy, remettront les maisons du Roy de Navarre à mesure qu'ils passeront dans les Senéchaussées où elles sont situées, & laiffées en l'état porté par l'Edit.

27. Que le tout sera inviolablement gardé, &c.

XXIII.

Le Roy Henry III. donna une Declaration le 3. Juin 1580. pour

l'observation dudit precedent Edit, & articles accordez en la Conference de Nerac, contre lesquels il y avoit eu plusieurs contraventions, & particulièrement celle de Monsieur le Prince de Condé, lequel contre l'article 34. des articles secrets, avoit quitté sa demeure de saint Jean d'Angely pour venir à la Fere en Picardie, sans en avertir sa Majesté, ce que neanmoins sa Majesté a agréé, ainsi qu'elle témoigne par sadite Declaration, à la charge qu'il s'y contiendrait doucement, &c.

X XIV.

Et par un Edit du mois de Decembre suivant 1580. donné à Blois, sa Majesté ratifia nouvellement les articles de la Conference de Nerac.

X XV.

*ARTICLES ACCORDEZ
en la Conference de Flex en
l'année 1580.*

Ces articles qui sont au nombre de 47. furent proposez en la Conference faite au lieu de Flex près la Ville de sainte Foy, entre Monsieur Frere du Roy, fondé en pouvoir par sa Majesté, & le Roy de Navarre assisté des Deputez de la R. P. R. & se faisant fort pour tous les sujets du Roy de ladite R. P. R. pour mettre fin aux troubles & desordres arrivez dans ce Royaume depuis l'an 1577. Il est porté par le premier.

1. Que l'Edit de pacification

& articles secrets, & ceux de la Conference de Nerac seront observez & executez en tout & par tout, & que les sujets de sa Majesté jouyront du Benefice des Declarations, decharges, abolitions y contenues pour tout ce qui s'est même passé depuis, à la reserve de ce qui est porté par les articles suivans.

2. Que les articles dudit Edit concernant le rétablissement de la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, la celebration du Service divin es lieux où il a esté intermis, les Dixmes, fruits, revenus Ecclesiastiques seront aussi executez entierement, & les contrevenans punis & châtiez.

3. Qu'il sera informé contre ceux qui tiennent des discours scandaleux & tendans à sedition, à la diligence des Procureurs generaux de sa Majesté, à peine d'en répondre, & que les Predicateurs cesseront toutes invectives, &c.

4. Que les articles 4. 9. & 13. dudit Edit seront executez, touchant la liberté de demeurer en liberté de conscience dans les Villes du Royaume, &c.

5. Que le premier article de la Conference tiendra & aura lieu, encore que le Procureur general soit partie contre les Hauts Justiciers qui étoient en possession actuelle de ladite Justice lors de la publication dudit Edit.

6. Que l'article 8. dudit Edit sera aussi executé, touchant les lieux

lieux les plus commodes dans les Baillages & Senéchaussées pour y établir l'exercice de ladite Religion.

7. Qu'il sera pourveu de lieux commodes pour les sepultures de ceux de la R. P. R. par les Officiers des lieux dans quinzaine après leur requisition, à peine de cinq cens écus, en leurs propres & privez noms.

8. Que les articles particuliers & secrets faits avec ledit Edit seront observés, & pour cet effet sera ordonné aux Cours de Parlemens de les enregistrer, & que les Juges Ecclesiastiques & Royaux, ensemble lesdites Chambres connoîtront respectivement des mariages & differens qui surviendront sur iceux.

9. Que les taxes & impositions sur ceux de la R. P. R. seront exécutoires, nonobstant oppositions & appellations quelconques.

10. Permis à ceux de la R. P. R. d'avoir exercice d'icelle es Villes & lieux où il estoit le 17. du mois de Septembre 1577. suivant l'art. 7. dudit Edit.

11. Par cet article la Majesté établit une Chambre de Justice en Guyenne pour l'exécution de l'Edit de pacification, & pour les Provinces de Languedoc & Dauphiné, les Chambres y établies seront continuées, &c.

12. Et par celuy cy elle ordonne aux Presidents & Conseillers nommez de s'y rendre incessamment, à peine de privation de

leurs Offices, &c.

13. Lorsque lesdites Chambres seront seantes, défenses à toutes Cours Souveraines de connoître des Procez Civils & Criminels de ceux de la R. P. R. à peine de nullité, &c. à moins que les parties n'y procedassent de leur commun consentement, &c.

14. Sa Majesté pourvoira aux frais de justice desdites Chambres, sauf d'en repeter les deniers sur les biens des condannez.

15. Sera fait un Reglement par la Majesté entre les Cours de Parlement & lesdites Chambres, suivant l'Edit & l'article 5. de la Conference.

16. Aucunes Cours de Parlement, ny Souveraines, ny Subalternes ne pourront connoître des matieres introduites dans lesdites Chambres, dont elles doivent connoître par l'Edit, à peine de nullité des procédures.

17. Es Chambres my-parties sera gardée la proportion des Juges & jugemens selon leurs établissemens, à moins que les parties ne consentent au contraire.

18. Les recusations proposées contre les Juges desdites Chambres de Guyenne, Languedoc & Dauphiné, pourront estre jugées au nombre de six, &c.

19. Les Presidents & Conseillers desdites Chambres ne tiendront aucuns conseils particuliers hors leurs Compagnies, pour faire ny recevoir aucunes propositions, deliberations & resolutions pour le

R R r r

repos public, &c.

20. Tous Officiers commis pour l'exécution des Arrests & autres commissions desdites Chambres les mettront à exécution : comme aussi les Huissiers & Sergens feront tous Exploits par tout le Royaume, sans demander Placet, Visa, ny Pareatis, à peine de suspension de leurs Charges, &c.

21. Ne seront accordées aucunes évocations de cause, dont la connoissance appartient ausdites Chambres, sinon en cas des Ordonnances, &c.

22. Les Officiers Subalternes dont la reception appartient aux Cours de Parlement, s'ils sont de la R. P. R. pourront estre receus dans la Chambre de l'Edit, mais prêteront serment és Cours de Parlement, & à leur refus à la Chambre de l'Edit.

23. Ceux de la R. P. R. qui auront resigné leurs Charges pour crainte des troubles, depuis le

24. Aoust 1572. ausquels on auroit fait promesses, en verifiant leurs dites promesses leur sera pourveu par la Justice.

24. L'article 46. de l'Edit sera exécuté, touchant la décharge du pavement des arrerages des Contributions, & toutes autres levées de deniers imposez pendant les Troubles.

25. Tout ce qui a esté fait par les Parlemens contraire à l'Edit de pacification & Conference, sera rayé des Registres.

26. Les Procez des Vagabons

seront jugez par les Juges Presidiaux, Prevosts des Maréchaux, &c. conformément au 25. article dudit Edit, & 8. de ladite Conference, &c. & seront tenus lesdits Juges d'obeir aux Chambres my-parties, de même qu'aux Parlemens, à peine de privation de leurs états.

27. Conforme à l'article 50. dudit Edit de 1577. & à l'article 56. de celui de 1576. touchant le démantellement des Villes qui pourront estre réparées par les Habitans à leurs dépens.

28. Pareilles décharges & abolitions seront accordées pour les choses faites & avenues d'une part & d'autre depuis la Conference jusques à présent, &c.

29. Après la publication de l'Edit les Troupes & armées se separeront & retireront, sçavoir les Françoises licenciées & congédiées, & les Etrangères hors du Gouvernement de Guyenne pour sortir hors du Royaume, après que les Villes (que ceux qui ont suivi le party du Roy de Navarre sont obligez de remettre) auront esté remises és mains de Monseigneur, lesquelles Villes sont Mende, Cahors, Monsegis, Saint Milion & Montaigu, &c.

30. Et après la remise desdites Villes, Monseigneur fera remettre entre les mains dudit Sieur Roy de Navarre les Maisons, Villes & Châteaux qui luy appartiennent, lesquelles il délaissera en l'estat porté par l'Edit & Conference.

31. Cet article regarde la remise de plusieurs autres Villes, & de celles qui ont esté données en garde à ceux de la R. P. R. & qu'ils sont obligez de remettre après le temps porté par ledit Edit, &c. sur les peines y contenuës.

32. Toutes autres Villes, Places & Châteaux appartenans au Roy, aux Ecclesiastiques, Seigneurs, Gentils-hommes, & autres Sujets de sa Majesté, d'une & d'autre Religion, ensemble tous les titres, documens, seront restituez aux propriétaires pour les en laisser jouir librement & paisiblement, & videront toute Garnison desdites Villes, Places & Châteaux, &c.

33. Pour l'exécution dequoy, Monseigneur a promis de demeurer deux mois audit Pais de Guyenne, ensuite du pouvoir à luy donné par sa Majesté, laquelle est suppliée d'établir près sa personne un Conseil composé de personnes capables & suffisantes.

34. Conforme à l'article 48. dudit Edit contenant la liberté de commerce, & extinction de tous nouveaux peages & subsides imposés par autre autorité que celle de sa Majesté, &c.

35. Toutes Pièces d'Artillerie appartenantes à sa Majesté, prises durant & devant les Troubles seront rendus conformément à l'article 43. des secrets.

36. Conforme à l'article 39. dudit Edit, touchant les prisonniers & rançons, &c.

37. Le Roy de Navarre & Monseigneur le Prince de Condé jouiront effectivement de leurs Gouvernemens, conformément audit Edit, & articles secrets.

38. La levée de six cens mil livres qui fut permise & accordée par lesdits articles sera continuée, suivant les Commissions depuis expédiées en vertu d'icelles, à laquelle sa Majesté est suppliée de faire ajoûter quarante-cinq mil livres, fournies & avancées par le Sieur de la Nouë.

39. Conforme aux 22. 23. & 24. articles accordez à Bergerac, touchant les sermens & promesses que doivent faire le Roy, la Reyne sa Mere, Monseigneur son frere, le Roy de Navarre & Monseigneur le Prince de Condé.

40. Les Prince du sang, Officiers de la Couronne, Gouverneurs & autres Magistrats du Royaume jureront & promettront de faire garder lesdits Edits & présents Articles, & de punir les contrevenans.

41. Les Cours de Parlement de même feront pareil serment, lequel sera renouvelé à chacune nouvelle entrée tous les ans à la saint Martin, à laquelle ils feront lire & republier ledit Edit.

42. Les Senéchaux & Officiers des Senéchaussées & Sieges Présidiaux, feront le même serment en corps, & le renouvelleront tous les ans chaque premier jour Juridic après les Rois, faisant republier ledit Edit.

R R r r ij

43. Les Prevosts, Maires, Jurats, Capitouls & Echevins des Villes feront semblable serment aux Maisons communes, appelez les Habitans de l'une & l'autre Religion, & les reitereront à toutes nouvelles elections desdites Charges.

44. Tous les susdits & autres Sujets de sa Majesté se departiront & renonceront à toutes Ligues, Associations, Confrairies & intelligences, tant dedans que dehois le Royaume, & jureront de ne contrevenir audit Edit & Conference, & sur les peines portées par iceux.

45. Tous Officiers Royaux, & autres Officiers & Magistrats des Villes répondront en leurs propres & privez noms des contraventions audit Edit, à faute de punir les contrevenans, tant civilement que corporellement s'il y écheoit.

46. Et pour le surplus de tout ce qui est contenu par lesdits Edits, Conferences & Articles sera executé & observé selon sa forme & teneur.

Fait à Flex près sainte Foy, le 26. Novembre 1580. signé François & Henry; de la propre main de Monseigneur Frere du Roy, & de celle du Roy de Navarre.

47. Et depuis les susdits Articles signez à Flex, il a esté accordé entre Monseigneur & le Roy de Navarre, & ceux de la R. P. R. qu'au lieu de la Ville & Château de la Reolle, mentionnée au 31. desdits articles, les Villes de

Figeac en Quercy, & Monsegur en Bazadois seront delaisiées au Roy de Navarre, & ceux de ladite Religion pour la seurte de leurs personnes, &c.

A Coutras le 16. Decembre 1580. signé François & Henry.

XXVI.

VIII. EDIT DU ROY HENRY

IV. du mois d'Avril 1598.

appellé communement

L'EDIT DE NANTES.

Cet Edit est composé de 92. articles, lesquels ont esté expliquez par ceux de autres Edits de pacification, Declarations & Arrests de Reglemens, par M. P. Bernard Conseiller au Presidial de Beziers, comme il se voit dans son Explication dudit Edit, imprimée chez Vitré en 1666.

Au commencement sa Majesté l'appelle une Loy generale, claire, nette & absolue, par laquelle ses Sujets, tant Catholiques que de la R. P. R. seront reglez sur tous leurs differens passez & avenir, &c. Par le premier article il est porté.

1. Que l'on oubliera le passé de part & d'autre depuis le commencement du mois de Mars 1585. jusques au mois d'Aoust 1589. &c. toutes recherches & procez pour raison de ce défendus, &c.

2. Défenses à tous les Sujets de sa Majesté d'en renouveler la memoire, s'attaquer, ressentir, injurier, provoquer, contester, querreller ny s'outrager defait ny de parole, &c. à peine d'estre punis com-

me perturbateurs du repos public.

3. Que la Religion Catholique, Apostolique & Romaine sera rétablie dans les lieux où l'exercice d'icelle a esté intermis, &c. que les Eglises, Maisons, Biens & Revenus des Ecclesiastiques leur seront rendus, &c. avec défenses à ceux de la Religion prétendue réformée de faire Prêches ny Exercice de ladite Religion es Eglises, Maisons & Habitations desdits Ecclesiastiques.

4. Que les Ecclesiastiques pourront racheter les maisons & bâtimens construits aux places sur eux occupées durant les troubles, ou contraindre les possesseurs desdits bâtimens d'achepter le fonds sur l'estimation d'experts, dont les parties conviendront, &c.

5. Que lesdits Ecclesiastiques ny autres, ne pourront toutesfois repeter lesdits fonds & places occupées pour les reparations & fortifications des Villes, que lorsque lesdites fortifications seront démolies par les Ordonnances de Sa Majesté.

6. Que ceux de la Religion prétendue réformée pourront vivre, & demeurer dans toutes les Villes du Royaume sans pouvoir estre enquis, vexez, molestez, ny contrainsts à faire chose pour le fait de Religion contre leur conscience, &c.

7. Que tous Seigneurs, Gentils-hommes, & autres personnes tant Regnicoles qu'autres, de la

Religion prétendue réformée, ayans en France haute Justice ou plein Fief de Haubert, en propriété ou usufruit, en tout ou par moitié, ou tierce partie, pourront dans les principales maisons de leurs Justices ou Fiefs qu'ils nommeront pardevant les Baillifs & Seneschaux, avoir l'exercice de ladite Religion tant qu'ils y seront residens, & en leur absence leurs femmes, leur familles, ou partie d'icelle, &c. Pourront encore avoir ledit exercice dans leurs autres maisons de haute Justice ou Fiefs de Haubert, tant qu'ils y seront presens, & non autrement; le tout tant pour eux, leurs familles, sujets, qu'autres, qui y voudront aller.

8. Que dans les maisons des Fiefs ou ceux de la Religion prétendue réformée n'auront haute Justice ou Fief de Haubert, ne pourront faire ledit exercice que pour leur famille tant seulement: & si leurs maisons sont dans des Villes, Bourgs ou Villages appartenans aux Seigneurs Hauts-Justiciers Catholiques autres que Sa Majesté, ils ne pourront faire ledit exercice sans la permission desdits Seigneurs Hauts-Justiciers.

9. Que ledit exercice sera continué dans les lieux où il étoit établi, & fait publiquement en l'an 1596. & 1597. jusques à la fin d'Aoust, nonobstant tous Arrests contraires.

10. Comme encore pourra être établi & rétabli dans les lieux por-

rez par l'Edit de 1577. Articles particuliers, & Conference de Nerac & Flex, &c.

11. Qu'en chacun des anciens Baillages (qui estoient du temps d'Henri III.) Seneschauſſees & Gouvernemens tenant lieu de Baillage, ressortissant nuëment & sans moyen es Cours de Parlemens, es Faux-bourgs d'une Ville, outre celles accordées par ledit Edit, Conference, &c. ou d'un Bourg ou Village, l'exercice de ladite Religion pretenduë reformée se pourra faire publiquement pour tous ceux qui y voudront aller: les Villes où il y a Archevêché ou Evêché en sont exceptées, & les lieux & Seigneuries appartenans aux Ecclesiastiques, &c.

12. Que les traitez particuliers faits pour la reduction à l'obeïſſance du Roy, d'aucuns Princes, Seigneurs, & Villes Catholiques, seront observez entierement non-obſtant les clauses generales de l'Edit.

13. Défenses de faire aucune fonction, soit pour le Ministère, Reglement, Discipline ou Instruction publique d'enfans, & autres, qu'aux lieux permis par les precedens Articles.

14. Il est aussi défendu de faire ledit exercice en la Ville de Paris, ny à cinq lieux autour d'icelle, en la Cour & suite d'icelle, aux Pais de de-là les Monts, &c.

15. Ny dans les Armées, sinon au quartier des Chefs qui en fe-

ront profession, autre toutesfois que celui où sera le logis de Sa Majesté.

16. Permis à ceux de la Religion pretenduë reformée de bâtir des lieux pour l'exercice d'icelle aux Villes & Places à eux accordées par l'Article 2. de la Conference de Nerac, &c.

17. Défenses à tous Prêcheurs, & autres parlans en public, d'user d'aucunes paroles, discours, tendans à émouvoir le peuple à sedition; enjoint de se contenir & comporter modestement, & de maintenir le repos & tranquillité publique, sur les peines portées par les Edits, &c.

18. Autres défenses à tous les Sujets Catholiques de Sa Majesté, d'enlever par force ou induction, & contre le gré des parens, les enfans de ladite Religion pretenduë reformée pour les faire Baptiser ou Confirmer en la Religion Catholique; les mêmes défenses sont faites à ceux de la Religion pretenduë reformée aux peines des Edits.

19. Ne pourront lesdits de la Religion pretenduë reformée être vexez ny molestez pour raison des Abjurations, Promesses & Sermens, ou Bail de Cautions qu'ils pourroient avoir fait pour le fait de ladite Religion.

20. Observeront les Festes indictes en l'Eglise, & ne pourront lesdits jours travailler, vendre, ny étaler à boutiques ouvertes, ny en chambres & maisons fermées, en

aucun métier dont le bruit puisse être entendu au dehors par les passans ou voisins.

21. Les Livres concernant ladite Religion pretendue reformée, ne pourront être imprimez ny vendus publiquement qu'és Villes & lieux où l'exercice public de ladite Religion est permis, & pour les autres Livres imprimez és autres Villes, seront visitez par les Officiers de Sa Majesté, & par des Theologiens, conformément aux Ordonnances; les libelles diffamatoires sont encore défendus par ledit Article aux peines des Edits.

22. Ne sera faite aucune distinction pour le regard de ladite Religion, à recevoir les Ecoliers pour être instruits és Universitez, Colleges & Ecoles, & les malades & pauvres és Hôpitaux, Maladeries, & aumônes publiques.

23. Garderont les Loix de l'Eglise Catholique receuës en France pour le fait des mariages contractez & à contracter és degrez de consanguinité & affinité.

24. Payeront les droits d'entrée comme il est accoutumé, pour les Charges & Offices dont ils seront pourvus, sans être contraincts à aucune ceremonie contraire à leur Religion, ny de faire aucun serment que de lever la main, jurer & promettre à Dieu qu'ils diront la vérité, &c.

25. Payeront & acquitteront les Dixmes aux Curez, & autres Ecclesiastiques, & à tous autres

à qui elles appartiennent, selon l'usage & coutume des lieux.

26. Les exheredations ou privations par dispositions d'entre vifs, ou testamentaires, faites seulement en haine, ou pour cause de Religion, n'auront lieu tant pour le passé que pour l'avenir entre les Sujets de Sa Majesté.

27. Pourront lesdits de la Religion pretendue reformée, tenir & exercer toutes Charges, Dignitez, & Offices publics, Royaux, Seigneuriaux, ou des Villes, & se contenteront les Cours de Parlement d'enquerir sur la vie, mœurs, Religion, & honneste conversation de ceux qui se voudront faire recevoir, &c.

28. Sera pourveu par les Officiers de Sa Majesté, & Magistrats des Villes, de lieux & Cemetieres pour l'enterrement des morts de ceux de ladite Religion, le plus commodément que faire se pourra, &c.

29. Lesquels Officiers & Magistrats tiendront la main à ce qu'il ne se commette aucun scandale ausdits enterremens, & seront tenus dans quinzaine apres la requisition qui en sera faite de pourvoir de lieu commode pour lesdites sepultures sans remise, à peine de cinq cens écus, en leurs propres & privez noms, & ne pourront rien exiger pour la conduite desdits corps, à peine de concussion.

30. Sera établie une Chambre dans le Parlement de Paris, qui

sera nommée *Chambre de l'Edit*, qui connoîtra des causes & procez de ceux de la Religion prétenduë reformée qui seront du ressort de ladite Cour, & de ceux des Parlemens de Normandie & Bretagne, en attendant qu'il en soit crée une en chaque Parlement pour rendre la Justice sur les lieux, &c.

31. En chacune des Cours de Parlement de Grenoble & de Bordeaux, sera aussi établie une Chambre, outre celle établie à Castres pour le Ressort du Parlement de Toulouze, les Officiers desquelles jouïront des mêmes gages, honneurs, autoritez & prééminences que les autres desdites Cours, &c.

32. La Chambre de Dauphiné connoîtra des causes de ceux de la Religion prétenduë reformée du Ressort du Parlement de Provence, sans autres Lettres d'évocation, ny autres Provisions que celles qui seront prises en la Chancellerie de Dauphiné; & ceux de Normandie & Bretagne les prendront en la Chancellerie de Paris.

33. Ceux de ladite Religion prétenduë reformée, qui sont du Ressort du Parlement de Bourgogne, auront le choix & option de plaider ou en la Chambre de l'Edit de Paris, ou en celle de Dauphiné, & prendront leurs Lettres d'évocation, ou autres Provisions dans la Chancellerie des lieux qu'ils auront choisi.

34. Toutes lesquelles Cham-

bres connoîtront, & jugeront Souverainement & en dernier Ressort par Arrests, & privativement à tous autres, des procez & differens meûs & à mouvoir, esquelz ceux de la Religion prétenduë reformée seront parties principales ou garands, en demandant ou défendant, en toutes matieres civiles & criminelles, &c. à l'exception des matieres Beneficiales, Possessoires des Dixmes non inféodées, Patronats Ecclesiastiques, &c. & dans les causes entre les Ecclesiastiques & ceux de la Religion prétenduë reformée, si l'Ecclesiastique est défendeur, le Parlement en connoîtra; & l'Ecclesiastique estant demandeur, & celui de la Religion prétenduë reformée défendeur, les Chambres établies en connoîtront en dernier Ressort, &c.

35. La Chambre de Grenoble sera dès à present unie au Corps du Parlement, & les Presidens & Conseillers de la Religion prétenduë reformée, seront nommez Conseillers audit Parlement, & jouïront des mêmes gages, honneurs, droits, &c. que les autres Officiers dudit Parlement, &c.

36. Lesdites Chambres de Castres & de Bordeaux seront reunies & incorporées en iceux Parlemens, en la même forme que les autres quand besoin sera, & que les causes qui ont meu Sa Majesté d'en faire l'établissement cesseront, & n'auront plus de lieu entre ses Sujets, &c.

37. Deux

37. Deux Substituts des Procureurs & Avocats Generaux seront aussi créez de nouveau en la Chambre ordonnée pour le Parlement de Bordeaux, dont celui du Procureur sera Catholique, & l'autre de ladite Religion pretenduë reformée avec les gages competens.

38. Ne prendront lesdits Substituts autre qualité que celle de Substituts; & lorsque lesdites Chambres ordonnées pour les Parlemens de Toulouse & Bordeaux seront incorporées ausdits Parlemens, lesdits Substituts seront pourvus d'Offices de Conseillers.

39. Les Expéditions de la Chancellerie de Bordeaux se feront en présence de deux Conseillers, d'un Catholique, & l'autre de la Religion pretenduë reformée, en l'absence d'un des Maîtres des Requêtes; & l'un des Notaires & Secretaires de la Cour de Parlement de Bordeaux fera résidence au lieu où ladite Chambre est établie, ou l'un des Secretaires ordinaires de la Chancellerie, pour signer les Expéditions de ladite Chancellerie.

40. En ladite Chambre de Bordeaux il y aura deux Commis du Greffier dudit Parlement, l'un au Civil, l'autre au Criminel, qui exerceront leurs Charges par Commission, & seront nommez Commis au Greffe Civil & Criminel, &c. Plus y sera ordonné des Huissiers Catholiques, &c. & deux

de la Religion pretenduë reformée, qui seront reglez par ladite Chambre, &c. un payeur de gages & receveur des amandes de ladite Chambre, &c.

41. Sera pourvu de bonnes & suffisantes assignations pour les gages des Officiers des Chambres, ordonnées par cet Edit.

42. Les Officiers Catholiques desdites Chambres, seront continuez le plus longuement qu'il se pourra, & ainsi qu'il plaira à Sa Majesté, & en licenciant les uns sera pourvu d'autres en leur place avant leur partement; mais pendant leur service ils ne pourront s'absenter desdites Chambres sans le congé d'icelles, &c.

43. Les Chambres seront établies dans six mois, pendant lesquels les procez de ceux de la Religion pretenduë reformée des Ressorts des Parlemens de Paris, Rottien, Dijon & Rennes, sont évocquez en la Chambre de l'Edit à Paris, ou au Grand Conseil, à leur choix: ceux qui seront du Parlement de Bordeaux en la Chambre de Castres, aussi à leur choix, & ceux du Parlement de Provence à celui de Grenoble, &c.

44. Quatre mois apres l'établissement desdites Chambres, les procez non encore jugez esdites Cours de Parlemens & Grand Conseil, de la qualité susdite, seront renvoyez en quelque état qu'ils soient esdites Chambres, chacun en son Ressort, si l'une des

parties de ladite Religion le requiert, &c.

45. Lesdites Chambres de Grenoble, Bordeaux & Castres, garderont les formes & styles des Parlemens où elles sont établies, & jugeront en nombre égal d'une & d'autre Religion, si les parties ne consentent au contraire.

46. Tous Juges commis pour l'exécution des Arrests desdites Chambres, & Lettres de Chancelleries d'icelles, & tous Huissiers & Sergens les mettront à exécution, & feront tous exploits par tout le Royaume, sans demander placet, visa, ny pareatis, à peine de suspension de leurs Charges, &c.

47. Les évocations qui seront dans les cas de l'Ordonnance, seront renvoyées à la plus prochaine Chambre, comme aussi les partages des procez desdites Chambres, à l'exception de la Chambre de l'Edit de Paris, où les procez partis seront departis en la même Chambre par les Juges qui seront nommez par Sa Majesté pour cet effet, &c.

48. Les recusations qui seront proposées contre les Présidens & Conseillers desdites Chambres, pourront estre jugées au nombre de six, auquel les parties se restreindront, ou sera passé outre, sans avoir égard ausdites recusations.

49. Les Présidens & Conseillers desdites Chambres seront

examinez par le Privé Conseil, ou par lesdites Chambres, & presterront le serment accoutumé es Cours ou lesdites Chambres sont établies, & à leur refus, au Conseil Privé, excepté ceux de la Chambre de Languedoc, qui presterront le serment es mains de Monsieur le Chancelier, ou en icelle Chambre.

50. La reception des Officiers de ladite Religion sera jugée esdites Chambres par la pluralité des voix, comme aux autres Jugemens, sans qu'il soit besoin que les opinions surpassent des deux tiers suivant l'Ordonnance à laquelle il est derogé pour ce regard.

51. Les propositions, deliberations & resolutions qui appartiendront au repos public, pour l'état particulier & police des Villes, seront faites par lesdites Chambres my-parties, chacune dans leur Ressort.

52. La Jurisdiction desdites Chambres ordonnée par le présent Edit sera observée, même en ce qui concerne l'exécution & inexecution, ou infraction des Edits, quand ceux de la Religion prétendue reformée sont parties.

53. Les Officiers Subalternes, Royaux ou autres, dont la reception appartient aux Cours de Parlemens, s'ils sont de ladite Religion prétendue reformée pourront estre examinez & receus esdites Chambres, &c.

54. Les Officiers de la Reli-

gion prétendue réformée qui seront pourvus cy-apres dans les Cours Souveraines & autres, seront examinez & receus es lieux où ils ont accoustumé de l'estre, & en cas de refus leur sera pourveu au Conseil.

55. Les receptions des Officiers cy-devant faites en la Chambre de Castres, & au Conseil sur le refus des Parlemens, demeureront valables nonobstant tous Arrests & Ordonnances à ce contraires, &c.

56. Sera pourveu par Sa Majesté d'assignation valable pour fournir aux frais de Justice desdites Chambres, en attendant qu'on le puisse faire sur les amandes, sauf d'en repeter les deniers sur les biens des condamnez.

57. Les Officiers de la Religion prétendue réformée, cy-devant receus au Parlement de Dauphiné & Chambre de l'Edit, incorporée en iceluy, continueront & auront leurs seances, & ordres d'icelle, sçavoir les Presidens comme ils en ont joui & jouissent à present, & les Conseillers suivant les Arrests & Provisions obtenues au Conseil Privé.

58. Toutes Sentences, Jugemens, Arrests, Procedures, Saisies, Ventes & Decrets donnez contre ceux de la Religion prétendue réformée, tant vivans que morts, depuis le decez d'Henri II. à l'occasion de la Religion & Troubles, sont tous declarez nuls & comme non venus, &c. &

rentreront ceux de ladite Religion prétendue réformée & leurs heritiers, dans la jouissance entiere de leurs biens, &c.

59. Toutes procedures faites, Jugemens & Arrests donnez durant les Troubles contre ceux de la Religion prétendue réformée qui ont porté les Armes, ou se sont retirez hors du Royaume, ou dans les Villes & Pais par eux tenus, en quelqu'autre matiere que de la Religion & Troubles, comme encore toutes peremptions d'instances, prescriptions tant legales, conventionales, que coutumieres, &c. seront estimées comme non faites, &c.

60. Tous les Arrests donnez par les Parlemens contre ceux de la Religion prétendue réformée, auxquels ils n'avoient pas contesté volontairement, & avoient proposé des fins declinatoires depuis l'établissement des Chambres, sont aussi declarez nuls, &c.

61. En toutes Enquestes qui se feront es matieres Civiles, si l'Enquesteur ou Commissaire est Catholique, les Parties conviendront d'un Adjoint, ou en sera pris d'Office un qui sera de la Religion prétendue réformée: il en sera de même quand ledit Enquesteur ou Commissaire sera de ladite Religion pour un Adjoint Catholique.

62. Les Juges de Sa Majesté pourront connoître de la validité des Testamens, ou ceux de la Religion auront interest, s'ils le

requierent, & les appellations desdits Jugemens pourront estre relevées aux Chambres my-parties, nonobstant toutes coûtumes contraires, même celle de Bretagne.

63. Sera fait un Reglement entre les Cours de Parlement & les Chambres de l'Edit, qui sera verifié aux Parlemens, & gardé & observé sans avoir égard aux precedens.

64. Défenses à toutes les Cours Souveraines, & autres du Royaume, de connoître des procez Civils & Criminels de ceux de la Religion pretendüe reformée attribuez aux Chambres de l'Edit, pourveu que le renvoy en soit demandé.

65. En tous procez meus ou à mouvoir où ceux de la Religion pretendüe reformée seront demandeurs ou défendeurs, parties principales ou garens, és matieres Civiles, ou les Presidiaux peuvent juger en dernier Ressort, pourront recuser deux Juges sans expression de cause, & sans prejudice des autres recusations de droit contre les autres; & en matiere Criminelle en pourront recuser trois de même maniere, &c. Les vagabons qui seront de ladite Religion seront jugez à la maniere accoustümée par les Prevosts, Bailifs, Seneschaux, &c. & les domicilies prevenus & chargez de cas Prevostaux s'ils sont de ladite Religion, pourront recuser. trois Juges sans expression de cause, &c.

66. En toutes instructions au-

tres qu'informations de procez Criminels és Seneschaußées de Toulouze, Carcassonne, Rouergue, Lorigais, Beziers, Montpellier & Nismes, le Magistrat ou Commissaire député pour ladite instruction, s'il est Catholique prendra un Adjoint de la Religion pretendüe reformée, dont les parties conviendront, &c. & si ledit Commissaire est de la Religion pretendüe reformée, il prendra un Adjoint Catholique.

67. Quand on fera le procez à quelqu'un de la Religion pretendüe reformée, qui sera domicilié & chargé, & accusé de quelque crime Prevostal, lesdits Prevosts ou leurs Lieutenans, s'ils sont Catholiques, prendront un Adjoint de ladite Religion, qui assistera aussi au jugement de la competence, & au jugement definitif du procez, &c. & lesdits Juges Presidiaux, Prevosts, Bailifs & autres, obeïront à ce qui leur sera ordonné par lesdites Chambres my-parties, &c.

68. Les criées, affiches, & subhastations des heritages dont on poursuit le decret, seront faites és lieux & heures accoustümées, ou és marchez publics des lieux où sont assis lesdits heritages s'il y en a, &c. seront les affiches mises au poteau dudit marché, & à l'entrée de l'Auditoire dudit lieu, & par ce moyen seront bonnes & valables, &c.

69. Tous Titres, Papiers, Enseignemens, & Documens, qui ont

esté pris seront rendus & restitués de part & d'autre à qui ils appartiennent, &c.

70. Les enfans de ceux qui se sont retirés hors du Royaume pour cause de la Religion & Troubles, quoyque nez hors d'iceluy seront néanmoins tenus pour François & Regnicoles sans autres lettres de naturalité, à la charge que lesdits enfans nez en Pays étranger viennent dix ans après la publication du présent Edit demeurer dans ce Royaume.

71. Ceux de ladite R. P. R. & autres qui ont suivi leur party qui avoient pris à ferme des Greffes, Domaines, Gabelles & autres droits appartenans à sa Majesté en sont déchargés, nonobstant toutes obligations par eux passées pour cet effet.

72. Toutes Places, Villes & Provinces jouiront des mêmes Privilèges, Immunités, Libertés & Franchises, &c. qu'elles faisoient avant les Troubles du mois de Mars 1588. & les translations de Sieges faites au sujet des Troubles cesseront, & seront lesdits Sieges rétablis comme auparavant.

73. Les prisonniers qui seront détenus à l'occasion des Troubles ou de la Religion seront élargis, même ceux qui sont en Galère seront mis en liberté.

74. Ceux de la R. P. R. ne seront surchargés ny foulez d'aucunes charges ordinaires ou extraordinaires plus que les Catho-

liques, & à proportion de leurs biens, &c.

75. Sont encore déchargés de toutes recherches pour les Tailles, Aydes, Octrois, Ustanciles, Reparations, & autres Impositions & Subsidés échûs & imposés durant les Troubles, avec défenses de les en rechercher ny molester aucunement.

76. Tous Chefs, Seigneurs, Chevaliers, Gentils-hommes, Officiers, Corps de Villes & Communautés, & tous autres qui les ont aidés & secourus, leurs veuves, hoirs & successeurs demeureront déchargés & exempts de toutes recherches des deniers levés, & toutes contraventions aux Edits, &c.

77. Comme encore de toutes Assemblées générales & Provinciales par eux faites & tenuës à Mante & en divers endroits, assemblées de Gens de Guerre, levées & prises de deniers de sa Majesté, & généralement toutes autres contraventions qui ont esté faites par ceux de ladite R. P. R. à l'occasion des Troubles & de la Religion, comme meurtres, prises de deniers, fabrication de monnoye, fortification de Villes, prises d'armes, brûlemens, demolitions d'Eglises, &c.

78. Les comptes qui ont esté ouïs, clos & examinés par les Deputés desdits Assemblées sont validés & approuvés par cet article; & sa Majesté veut que lesdits comptes avec les acquits &

pièces rendus par les comptables, seront portez en la Chambre des Comptes de Paris, trois mois après la publication du present Edit, &c.

79. Et pour les comptes qui n'ont pas esté ouïs seront ouïs, clos & arrestez par les Commissaires deputez par sa Majesté, &c.

80. Tous Collecteurs, Receveurs, Fermiers & autres demeureront aussi dechargez de toutes les sommes qu'ils ont payées aux Commis de ladite Assemblée de quelque nature qu'elles soient, & qui leur seront passées dans les comptes qu'ils en rendront à la Chambre des Comptes purement & simplement, en vertu des quittances qui seront rapportées, &c.

81. Les Gouverneurs, Capitulains, Consuls & personnes commises aux recouvrements des deniers pour le payement des Garnisons des Places tenuës par ceux de la R. P. R. sont tenus quittes & dechargez de ce qui a esté fait pour ledit payement, &c.

82. Ceux de ladite R. P. R. se départiront & desisteront dès à present de toutes pratiques, negotiations & intelligences qu'ils pouvoient avoir, tant dedans que hors le Royaume, & seront toutes Liges & Associations faites ou à faire cassées, avec défenses de plus faire des cortisations ny levées de deniers, fortifications, enrôlemens d'hommes sans permission de sa Majesté, &c.

83. Toutes prises faites par mer & par terre pendant les Troubles sur ceux de contraire party, & jugées par les Juges Commissaires de l'Admirauté, ou par les Chefs de ceux de la Religion ou leur Conseil, demeureront assoupies, &c. avec défenses d'en faire aucunes recherches, &c.

84. Ne pourront non plus estre recherchez ceux de ladite Religion des oppositions & empêchemens qu'ils ont donnez même depuis les Troubles, à l'exécution des Arrests & Jugemens donnez pour le rétablissement de la Religion Catholique, Apostolique & Romaine en divers lieux du Royaume.

85. Ce qui a esté fait ou pris durant les Troubles hors la voye d'hostilité, ou par hostilité, contre les Reglemens publics ou particuliers des Chefs ou des Communautez des Provinces qui avoient commendement, pourra estre poursuivy par la voye de la Justice.

86. Neanmoins sa Majesté ne veut excepter de la generale abolition que les cas execrables, comme ravissmens & forcemens de femmes & filles, brûlemens, meurtres & voleries faites par trahison & de guet apens, hors les voyes d'hostilité, & pour exercer vengeance particulieres contre le devoir de la Guerre, &c.

87. La punition des crimes commis entre personnes de même party, sera faite par les voyes de Justice, si ce n'est en actes communs.

dez par les Chefs d'une part & d'autre selon l'ordre de la guerre, & des levées & exactions de deniers, ports d'armes, & autres exploits de guerre faits d'autorité privée & sans aveu, en sera faite poursuite par voye de Justice.

88. Les ruines & demantellemens des Villes arrivez pendant les Troubles, pourront estre réedifiés & reparez par les habitans à leurs frais & dépens, avec permission de sa Majesté.

89. Tous les Seigneurs, Chevaliers, Gentils-hommes, & autres de la R. P. R. de quelle qualité & condition qu'ils soient, & ceux qui ont suivy leur party seront ré:ablis en tous leurs biens, droits, noms, raisons & actions, nonobstant tous Arrests & Jugemens donnez durant les Troubles que sa Majesté a cassé & annullez, &c.

90. Les Ecclesiastiques rentreront aussi sans delay en la jouissance de leurs biens alienez, sans estre tenus de rendre le prix des ventes, sa Majesté cassant tous les contrats de vendition sans que les acheteurs puissent avoir aucun recours contre les Chefs, par l'autorité desquels lesdits biens auront esté vendus, &c.

91. Sa Majesté declare que tous les precedens Edits, Articles secrets, Declarations, Modifications, Arrests, &c. concernant le fait de ladite Religion & des Troubles avenus en son Royaume, estre de nul effet & valeur, es-

quels elle deroge, declarant par exprés qu'elle veut que cet Edit soit ferme & inviolable, & observé generalement par tous les Officiers & Sujets, sans avoir aucun egard à tout qui est contraire ou qui deroge à iceluy.

92. Tous Gouverneurs & Lieutenans generaux de Provinces, Baillifs, Senèchaux & autres Juges, Maires, Echevins, Capitouls, Consuls & Jurats des Villes jureront de le faire garder chacun en leur détroit, & feront jurer les principaux Habitans de l'une & de l'autre Religion d'entretenir le present Edit, &c.

Les Officiers des Parlemens, Chambres des Comptes, Cour des Aydes, feront même serment que dessus, &c.

Cet Edit fut publié au mois d'Avril 1598. & enregistre en tous les Parlemens; il n'en est pas de même des articles particuliers suivans qui n'ont esté enregistrez en aucun.

XXVII.

ARTICLES PARTICULIERS
de l'Edit de Nantes.

Il y a cette difference entre le corps de l'Edit de Nantes & les Articles particuliers, que l'Edit est une Loy generale qui oblige tous les Sujets de sa Majesté, tant Catholiques que ceux de la R. P. R. & les Articles particuliers qui ont esté extraits des generaux, ne contiennent que les graces & permissions que le Roy a accordées à ceux de la R. P. R. en particu-

lier, & ne regardent aucunement les Catholiques.

Lesdits Articles sont au nombre de 58. & il est porté par le premier,

1. *Que* l'Article 6. de l'Edit précédent sera observé, même pour les Ministres, Pedagogues & autres Professeurs, & Maîtres d'Écoles, & pour tous ceux de la R. P. R. soit Regnicoles ou autres, en se comportant au reste selon qu'il est porté par l'Edit.

2. *Que* ceux de ladite R. P. R. ne pourront estre contraincts de contribuer aux reparations & constructions des Eglises, Chapelles, Presbyteres, ny à l'achapt des ornemens, luminaires, fontes de Cloches, pain benit, & autres choses semblables, à moins qu'ils n'y fussent obligez par fondations, dotations, ou dispositions faites par eux ou leurs predecesseurs.

3. Ny de tendre devant leurs maisons aux jours de Fêtes ordonnées pour ce regard, mais seulement souffriront qu'il soit tendu à la diligence des Officiers des lieux, &c.

4. Ny de recevoir des exhortations quand ils seront malades, ou proche de la mort par condamnation ou autrement, que par les Ministres de la R. P. R. qui les pourront visiter dans la prison, & y faire les prieres, &c.

5. Pourront faire l'exercice public de ladite Religion à Pimpoul, à Diepe, au Faux-bourg de Poulet, à Sangere, &c.

6. *Que* ledit exercice sera fait és deux lieux accordez en chacun Baillage, Senéchaussée & Gouvernement, desquels on conviendra pardevant les Commissaires deputez par sa Majesté; & pour la grande étendue de la Senéchaussée de Provence, & Baillage de Viennois, sa Majesté accorde un troisième lieu en chacune Senéchaussée & Baillage, &c.

7. Ce qui aura lieu pour les terres qui appartiennent à la feuë Reyne Belle Mere de sa Majesté, & pour le Baillage de Beaujolois.

8. Outre les lieux accordez pour ledit exercice par les articles particuliers de l'an 1577. és Isles de Marennes & Oleron, leur en seront donnez deux autres, sçavoir un pour toutes les Isles de Marennes, & un autre pour l'Isle d'Oleron.

9. Les Provisions accordées pour ledit exercice en la Ville de Mets, sortiront leur plein & entier effet.

10. *Que* l'article 27. de l'Edit touchant l'admission de ceux de la R. P. R. sera observé suivant sa forme & teneur, &c.

11. *Que* ledit exercice ne pourra estre fait dans les Villes & Faux-bourgs de Reims, Rocroy, saint Disier, Guise, Joinville, Moncornet & Ardenes.

12. Ny és autres lieux des environs desdites Villes & Places défendvës par l'Edit de 1577.

13. Par le mot d'*environ* sa Majesté n'entend parler que des lieux qui

qui sont dans la banlieue desdites Villes, ou ledit exercice ne pourra estre établi, s'il ne l'a esté par ledit Edit de 1577.

14. Que la même permission aura lieu, même es Fiefs qui seront dedans icelle tenus par ceux de ladite R. P. R. ainsi qu'il est porté par l'Edit de Nantes.

15. Qu'en chacun des Baillages d'Orleans & de Bourges ne sera ordonné qu'un lieu de Baillage pour ledit exercice, outre ceux qui leur sont accordez par l'Edit de Nantes.

16. La concession de prêcher es Fiefs aura pareillement lieu dans lesdits Baillages en la forme portée par ledit Edit.

17. Ledit exercice ne pourra estre es Villes, Faux-bourgs & Places amenées par le Sieur Maréchal de Bois Dauphin au service de sa Majesté: & quant aux environs & Banlieues d'icelles l'Edit de 1577. sera observé, même es maisons de Fiefs, conformément à l'Edit de Nantes.

18. Ne se fera aucun exercice de ladite Religion es Ville, Faux-bourgs & Château de Morlais, suivant l'Edit de la réduction d'icelle, & sera l'Edit de 1587. observé au ressort d'icelle, même es maisons de Fiefs comme il est porté par l'Edit de Nantes,

19. En consequence de l'Edit pour la réduction de Quimpercorrentin, ne sera fait aucun exercice de ladite Religion en tout l'Evêché de Cornouaille.

20. Idem pour la Ville de Beauvais, ny trois lieux à la ronde: pourra néanmoins estre fait & établi aux autres lieux du Baillage, permis par l'Edit de 1577. même es maisons de Fiefs selon l'Edit de Nantes.

21. L'Edit de Nantes aura lieu pour les Villes & Ressorts amenez à l'obéissance de sa Majesté par le Sieur Amiral de Villars, comme pour les autres lieux du Royaume.

22. Ledit exercice ne pourra estre fait en la Ville de Toulouse, Faux-bourgs d'icelle, & quatre lieux à la ronde, ny plus près que sont les Villes de Villenur, Cerman & l'Isle Jordan, suivant l'Edit pour la réduction du Sieur de Joyeuse.

23. Ny es Villes d'Aleth, Fiac, Auriac & Montesquiou, à la charge que s'il est fait instance par ceux de la R. P. R. pour avoir un lieu pour ledit exercice, y sera pourveu par les Commissaires, &c.

24. Pourra ledit exercice estre établi conformément à l'Edit de Nantes dans le ressort du Parlement de Toulouse, excepté es Baillages & Senéchaussées & leurs ressorts dont le Siege Presidial a esté ramené à l'obéissance de sa Majesté par le Sieur Duc de Joyeuse, auxquels l'Edit de 1577. aura lieu, &c.

25. N'y aura aucun exercice de ladite Religion dans la Ville & Faux-bourgs de Dijon, ny quatre lieux à la ronde.

26. Ny és Villes de Châlons, Seurre & Soissons, Baillage dudit Châlons, & deux lieues és environs de Soissons pendant six ans, passez lesquels l'Edit de Nantes sera observé.

27. Ceux de ladite R. P. R. de quelque qualité qu'ils soient, pourront habiter, aller & venir librement en la Ville de Lyon, & autres Villes de Lyonnois, non-obstant toutes défenses au contraire.

28. Ne sera donné qu'un lieu de Baillage pour l'exercice de ladite Religion en toute la Senéchaussée de Poitiers, outre ceux où il est à présent établi; & quant aux Fiefs l'Edit de Nantes sera suivi, & ledit exercice continué dans la Ville de Chauvigny.

29. Ne pourra ledit exercice estre établi dans les Villes d'Angen & Perigeux, encore que par l'Edit de 1577. il y pût estre.

30. En tout le Gouvernement de Picardie n'y aura que deux lieux de Baillage pour ledit exercice, qui ne pourront estre donnez dans le ressort du Baillage & Gouvernement reservez par les Edits faits sur la reduction d'Amiens, Peronne, Abbeville: pourra toutefois ledit exercice estre fait és maisons de Fiefs par tout ledit Gouvernement, conformément à l'Edit de Nantes.

31. Ne sera fait aucun exercice de ladite Religion en la Ville & Faux-bourgs de Sens, & ne sera

donné qu'un lieu de Baillage en tout le ressort pour ledit exercice, sans prejudice toutefois de la provision accordée pour les maisons de Fiefs, qui aura lieu suivant l'Edit de Nantes.

32. Ne pourra semblablement estre fait ledit exercice en la Ville & Faux-bourgs de Nantes, & ne sera donné aucun lieu de Baillage pour ledit exercice à trois lieues la ronde de ladite Ville: pourra toutefois estre fait és maisons de Fiefs, suivant l'Edit de Nantes.

33. Lequel Edit sera observé dès à présent en ce qui concerne l'exercice de ladite Religion és lieux, ou par les Edits ou accords faits pour la reduction d'aucuns Princes, Seigneurs, Gentils-hommes, ou Villes Catholiques, il estoit inhibé par provision tant seulement, &c.

34. Sera baillé un lieu à ceux de la R. P. R. pour la Ville, Prevôté & Vicomté de Paris à cinq lieues pour le plus de ladite Ville, auquel ils pourront faire l'exercice public d'icelle.

35. En tous lieux où l'exercice de ladite Religion se fera publiquement, on pourra assembler le peuple, même à son de Cloche, & faire tous actes & fonctions appartenans tant à l'exercice de ladite Religion qu'aux Reglemens de la Discipline, comme tenir Colloques, Synodes, Provinciaux & Nationaux par la permission du Roy.

36. Les Ministres, Anciens & Diacres ne pourront estre contraincts de répondre en justice en qualité de témoins pour les choses revelées en leurs Consistoires, lorsqu'il s'agit de censures Ecclesiastiques, à moins que ce fut pour choses concernans la personne du Roy, ou la conservation de son Etat.

37. Ceux de ladite Religion qui demeurent aux Champs pourront aller à l'exercice d'icelle es Villes, Faux-bourgs & autres lieux où il sera publiquement éably.

38. Ne pourront tenir Ecoles publiques que dans les Villes. & lieux où l'exercice public leur est permis, &c.

39. Les peres faisans profession de ladite Religion pourront pourvoir à leurs enfans de tels éducateurs que bon leur semblera, & en substituer un ou plusieurs par testament, codicile ou autre declaration passée pardevant Notaire, ou écrite & signée de leurs mains, sans prejudice des Loix, Ordonnances & Coûturnes du Royaume.

40. Pour le regard des mariages des Prêtres & personnes Religieuses qui ont esté contractez n'en sera faite aucune recherche, & les enfans issus desdits mariages pourront succeder seulement es meubles, acquests & conquests, immeubles de leurs peres & meres, & au deffaut desdits enfans les parens les plus proches; & les testamens, donations & autres dispositions faites & à faire par per-

sonnes de ladite qualité, des biens, meubles, acquests & conquests, immeubles sont declarées bonnes & valables; ne pourront toutefois lesdits Religieux & Religieuses Profez venir à aucune succession directe ny collaterale, &c.

41. Ceux qui ont contracté mariage au tiers ou quart de gré n'en pourront estre molestez, ny la validité des contractz revoquée en doute, &c.

Mais pour les mariages contractez en second degré, ou du second au tiers, les parties se retirant vers le Majesté il leur sera pourveu, en sorte qu'ils n'en puissent estre molestez, ny la succession querelée ny debatüe à leurs enfans.

42. Pour decider de la validité des mariages de ceux de la R. P. R. & decider s'ils sont licites, si celuy de la Religion est défendeur, le Juge Royal en connoitra, & s'il est demandeur & le défendeur Catholique, la connoissance en appartient à l'Official ou Juges Ecclesiastiques: si les deux parties sont de la Religion les Juges Royaux en connoîtront, &c.

43. Les donations & legs faits & à faire soit par disposition de dernière volonté, à cause de mort ou entre-vifs pour l'entretenement des Ministres, Docteurs, Ecoliers & pauvres de ladite R. P. R. & autres causes pies, sortiront leur plein & entier effect, nonobstant tous Arrests & Jugemens contraires, &c.

44. Permis à ceux de la R. P. R. des s'assembler pardevant le Juge Royal pour lever sur eux les deniers necessaires pour les frais de leurs Synodes, ou entretenement de ceux qui ont charge pour l'exercice de leur dite Religion, dont on bailleira l'état au Juge Royal qui en enverra copie de six mois en six mois à sa Majesté ou à Monseigneur le Chancelier, &c.

45. Les Ministres de ladite R. P. R. seront exempts de gardes & rondes, loger des gens de Guerre, de tailles, tutelles, curatelles, & commissions pour la garde des biens saisis par Justice.

46. Au cas que les Officiers de sa Majesté ne pourvoyent de lieux commodes pour les Sepultures de ceux de ladite Religion, après leur requisition pourront enterrer leurs morts dans les Cimetieres des Catholiques, dans les Villes & lieux où ils l'ont fait cy-devant. &c. Pour le regard de la Ville de Paris, outre les deux Cimetieres que ceux de ladite Religion y ont à present, celuy de la Trinité & celuy de saint Germain, leur sera donné un troisième lieu aux Faux bourgs saint Honoté & saint Denis.

47. Les Presidens & Conseillers Catholiques qui serviront en la Chambre de l'Edit de Paris, seront choisis par sa Majesté sur le tableau des Officiers dudit Parlement, & y seront employez personnages équitables, paisibles & moderez.

48. Les Conseillers de ladite R. P. R. qui serviront en ladite Chambre, pourront assister aux Procez qui se voideront par Commissaires, & y avoir voix deliberative.

49. Le plus ancien President desdites Chambres presidera à l'Audiance, & en son absence le second, & tous deux distribueront les Procez, ou alternativement par mois ou semaines.

50. Les Offices dont ceux de la Religion P. R. sont pourveus venans à vaquer, y sera pourveu de personnes capables, qui auront attestation du Synode ou Colloque dont ils seront, qu'ils sont des gens de bien.

51. L'abolition accordée à ceux de la Religion pretendu reformée par le 74. article de l'Edit, aura lieu pour la prise de tous deniers Royaux, soit par ruptures de coffres ou autrement, &c.

52. L'article 46. des articles secrets de l'an 1577. touchant la Ville & Archevêché d'Avignon & Comté de Venisse, ensemble le traité fait à Nismes seront observez selon leur forme & teneur, & ne seront aucunes lettres de marque données que par lettres patentes de sa Majesté, scellées du grand sceau, &c.

53. Par cet article Nicolas Grimoult Lieutenant general au Baillage d'Alençon, & Guillaume Bernard Lieutenant general au Baillage d'Axms, sont maintenant aux titres & possessions de

leurs Charges, &c.

54. Sa Majesté écrira à ses Ambassadeurs de faire instance & poursuite pour tous les Sujets, même ceux de la Religion prétendue réformée, à ce qu'ils ne soient recherchez en leurs consciences, ny sujets à l'Inquisition, allans, venans, sejourrans, negocians & trafiquans par tous les Païs Estrangers, Alliez & Confederez de cette Couronne, pourveu qu'ils n'offencent la Police des Païs où ils seront.

55. Tous ceux de lad. Religion prétendue réformée qui sont demeurez titulaires des Benefices, les resigneront dans six mois à des Catholiques, & les pensions qui sont sur lesdits Benefices, seront payées, &c.

56. Ne sera faite aucune recherche de la perception des Impositions levées à Royan, en vertu du Contrat fait avec le Sieur de Cambley, &c.

57. Les excès advenus en la personne d'Armand Courlines, dans la Ville de Milhaud, en l'an 1587. & de Jean Rames, & Pierre Singuret, & les Procedures faites contre eux demureront abolies & assoupies par le Benefice de l'Edit, sans qu'il en puisse estre faite aucune poursuite, &c.

58. Toutes Procedures, Jugemens, Poursuites, &c. contre le Sieur de la Nouë & son fils, déclarées comme non avenuees, &c.

Fait par le Roy en son Conseil à Nantes le dernier Avril 1598.

XXVIII.

DECLARATION DU ROY

Louis XIII. du 22. May 1610.

sur les Edits de Pacification,

& particulièrement sur

L'EDIT DE NANTES.

Huit jours apres le detestable assassinat de la Personne du Roy Henri IV. le Roy Louis XIII. assisté de la Reyne sa Mere, Regente, & de son Conseil, confirma l'Edit de Nantes en tous les Points & Articles, & les autres Articles accordez à ceux de la Religion prétendue réformée par cette Declaration.

XXIX.

DECLARATION DU MESME

Roy, du 24. Avril 1612. sur les

Assemblées d'aucuns de la Reli-

gion prétendue réformée, & qui

confirme l'Edit de Nantes, & les

Articles particuliers cy-dessus.

Par cette Declaration il est défendu à tous les Sujets de Sa Majesté de ladite Religion, de faire à l'avenir aucunes Congregations ou Assemblées pour traiter ou deliberer d'aucunes affaires politiques, sans permission expresse de Sa Majesté sur les peines portées par les Edits; pourront néanmoins convoquer & tenir leurs Consistoires, Colloques & Synodes Provinciaux & Nationaux, suivant ce qui leur a esté accordé cy-devant, sans toutes-fois qu'ils y puissent admettre autres personnes que Ministres & Anciens, pour y traiter de leur doctrine tant seulement, à peine

de décheoir du privilege de tenir lesdits Assemblées.

XXX.

DECLARATION DU MESME

Roy Louis XIII. du 15. Decembre 1612.

Quelques Sujets de Sa Majesté de la Religion prétendue réformée ayans par leurs contraventions aux Edits donné lien à quelques mouvemens, fondez sur des soupçons & défiances auxquelles ils s'estoient legerement laissez porter, Sadite Majesté donna cette Declaration, par laquelle elle cassé toutes les precedentes faites contre les delinquans, par lesquelles ils ne pourront estre recherchez, & confirme l'Edit de Nantes, & sa premiere Declaration du 21. May 1610. avec les Articles particuliers, Arrests, Reglemens donnez en consequence, &c.

XXXI.

Laquelle Declaration fut enregistrée au Parlement de Paris, le 2. Janvier 1613.

XXXII.

AUTRE DECLARATION du Roy Louis XIII. faite à Sa Majorité le 1. Octobre 1614.

Cette Declaration confirme l'Edit de Nantes, ensemble les autres Articles accordez à ceux de la Religion prétendue réformée, les Reglemens faits, & Arrests donnez sur l'interpretation ou execution de l'Edit, & tout ce qui a esté fait en consequence.

Et défend toutes intelligences particulieres, ligues, ou associa-

tions tant dedans que dehors le Royaume, d'avoir commerce, ny envoyer aux Princes Etrangers, soit amis ou ennemis, &c.

Elle défend de plus à tous les Sujets de Sa Majesté qui auront états, gages, solde, ou pension d'icelle, d'en point prendre de quelque Prince ou Seigneur que ce soit, &c.

Et finalement Sa Majesté ordonne que tous les Edits, Ordonnances & Declarations faites cy-devant pour raison des *Duels, Combats & Rencontres*, seront à l'avenir inviolablement entretenus & gardées, sans que les contrevenans puissent esperer aucune grace, &c.

Ladite Declaration verifiée en Parlement, le Roy y seant en son Lit de Justice, le 2. Octobre 1614.

XXXIII.

Les Edits de Pacification, avec les Articles particuliers, Reglemens & Arrests intervenus en consequence, furent encore confirmez & renouvellez, par deux *Declarations de Sa Majesté des 12. Mars 1615. & 10. Novembre suivant, à Bordeaux.*

XXXIV.

IX. EDIT DE PACIFICATION donné à Blois par le Roy Louis XIII. au mois de May 1616.

Quelque temps apres l'Assemblée des Estats Generaux, le Royaume estant affligé par des nouveaux Troubles, Sa Majesté y voulant remedier donna cet

Edit pour les Pacifier, lequel est composé de 54. Articles.

Le 1. 2. & 3. sont conformes aux trois premiers de l'Edit de Nantes.

4. Et celui-cy marque la negligence avec laquelle quelques Officiers de la Cour de Parlement se sont comportez en la recherche de ceux qui ont participé au detestable parricide du feu Roy Henri IV. ce qui obligea Sa Majesté d'enjoindre de nouveau à ladite Cour de Parlement de Paris, & à son Procureur General de recevoir tous avis, memoires & enseignemens qui leur seront apportez sur ce sujet pour en faire recherche, poursuite & punition, &c.

5. La surseance portée par l'Arrest du Conseil de Sa Majesté du 6. Janvier 1615. touchant l'exécution des Arrests du Parlement de Paris, est levée par cet Article, à la charge & pourveu que ce qui reste à executer de la deliberation faite par ledit Parlement du 2. Janvier, demeure sans exécution.

6. Il sera travaillé incessamment à la réponse des cahiers presentez à Sa Majesté par les Etats Generaux du Royaume, en sorte qu'elle soit expediee dans trois mois apres la publication des Presentes.

7. Le 1. Article du cahier du tiers Etat sera representé à Sa Majesté pour estre pourveu par icelle sur le contenu en iceluy,

& par l'avis de son Conseil.

8. Qu'aucuns Etrangers ne seront admis à l'avenir es Offices de la Couronne, Gouvernemens de Provinces & Places fortes, Charges & Dignitez militaires, Offices de Judicature & de Finances, Dignitez & Prelatures Ecclesiastiques, &c. conformement aux anciennes Loix du Royaume, renouvellees par l'Ordonnance de Blois en 1577. à moins que Sa Majesté n'y déroge expressement, &c.

9. Que les Cours Souveraines du Royaume seront maintenues & conservées en la fonction de leurs Charges, & en l'autorité & jurisdiction qui leur a esté donnée par les Roys Predecesseurs de Sa Majesté.

10. Qu'il sera pourveu aux remontrances faites par la Cour de Parlement de Paris concernant la Jurisdiction à elle attribuée par son établissement, & par les Ordonnances des Roys Predecesseurs de Sa Majesté.

11. Que ceux qui ont esté pourvus de Charges, Offices & Dignitez par Sa Majesté ou ses Predecesseurs, seront rétablis, &c.

12. Que désormais les Charges de la Maison de Sa Majesté, des Reynes, de Monsieur, les Gouvernemens des Provinces & Villes, Lieutenances generales desdites Provinces, Capitaineries de Places & Châteaux, & routes Charges militaires, & toutes autres qui n'entrent point es Parties ca-

suelles, ne seront venales, &c.

13. Que Sa Majesté ne veut plus donner de survivances desdites Charges à l'avenir; & si quelqu'un en étoit pourveu par importunité ou surprise, on n'y aura aucun égard.

14. Et par cet Article Sa Majesté confirme tout ce qui a été accordé cy-devant à ceux de la Religion prétendue réformée, par Elle ou par le Roy Henri IV. son Pere.

15. M^e Pierre Berger, Conseiller au Parlement de Paris, pourveu d'un des six Offices affectés à ceux de la Religion prétendue réformée, ayant fait profession de la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, Sa Majesté a créé un autre Office en ladite Cour aux mêmes gages & droits que les autres, affecté à ceux de ladite Religion prétendue réformée, &c.

16. L'exercice de ladite Religion prétendue réformée sera rétabli dans les lieux où il aura cessé depuis le 1. Juillet à l'occasion des presens Troubles, & comme il étoit par le passé.

17. Cet Article contient une Amnistie pour Monsieur le Prince de Condé, & pour tous ceux qui ont suivi son parti, de quelle qualité & condition qu'ils soient, &c.

18. Moyennant quoy ils se départiront de tous traittez, négociations, unions, intelligences, &c. qu'ils pourroient avoir tant de

dans que hors le Royaume, y renonceront sans les pouvoir continuer ny renouveler, avec défenses de plus faire de levées de deniers, fortifications, enrollemens d'hommes, &c.

19. Et seront entièrement quittes & déchargés de tout ce qui s'est fait & passé, & n'en pourront aucunement estre rechercher, &c.

20. Seront pareillement déchargés tous ceux qui ont été commis pour la direction des Finances & deniers publics, & tous Officiers de Sa Majesté, tant des Generalitez, Elections, que Greniers à Sel, & ceux qui ont exécuté les Commissions de Monsieur le Prince de Condé, &c.

21. Même décharge pour tous les Officiers comptables qui demeurent dans les Villes & lieux tenus par Monsieur le Prince de Condé, &c.

22. Tous les comptes & comp-
teteaux desquels rendus cy-devant ont été validez & autorisez par Sa Majesté, &c.

23. Et les Comptes non rendus, Sa Majesté en décharge aussi lesdits Comptables; neanmoins ledit Sieur Prince de Condé les faire rendre pardevant luy par état ou autres par luy commis, &c.

24. Tous lesquels Articles auront aussi lieu pour les Maires, Echevins, Pairs, Bourgeois & Habitans de la Ville de la Rochelle, & pais d'Aunis, qui demeureront aussi déchargés de tout ce qui a été

esté fait par eux , geré & negocié durant les presens mouvemens, & jusques à present, &c.

25. Même décharge pour les Commissaires & Contrôleurs des Guerres qui ont esté commis par ledit Sieur Prince de Condé, ou autres, &c.

26. Idem pour les Commissaires & Gardes des vivres & munitions es Armées conduites par ledit Sieur Prince de Condé, ou autres Princes & Seigneurs, &c.

27. Les veuves & heritiers de ceux qui sont morts au service, ou à la suite dudit Prince de Condé, ou qui ont esté employez par luy, jouyront de la même décharge que les deffunts pourroient faire suivant les articles precedens.

28. Ne pourra estre tenu ledit Seigneur Prince de Condé, ny les autres Princes & Seigneurs qui l'ont assisté, ny les comptables par eux commis & autorisez de payer ou faire valloir en leurs noms ce dont ils auront donnez leurs mandemens & lettres, &c.

29. Tous Edits, Lettres patentes, Declarations, Arrests, Sentences, Jugemens donnez en toutes Jurisdiccions, tant contre ledit Seigneur Prince de Condé que tous autres cy-devant nommez de l'une & de l'autre Religion, à l'occasion des presens Troubles & mouvemens, demeureront de nul effect & valeur, & seront tirez des Registres desdites Jurisdiccions, &c.

30. La Declaration faite à Poi-

tiers au mois de Septembre dernier demeurera nulle, & de nul effect, & sera ôtée des Registres du Parlement de Paris, sans qu'elle puisse porter prejudice, ny l'exemple d'icelle estre tiré à consequence à l'avenir, en ce qui regarde l'honneur & dignité des Princes du sang, lesquels neanmoins demeureront sujets à la justice de sa Majesté, selon les formes anciennes & accoustumées en ce Royaume pour leur regard, &c.

31. Que s'il a esté donné quelque Arrest au Parlement de Bordeaux au mois de en 1614. ou fait quelque arrêté contre ledit Seigneur Prince de Condé, il sera tiré & ôté desdits Registres.

32. Toutes Places Villes, & Communautéz qui se sont jointes & unies audit Seigneur Prince de Condé seront maintenuës en leurs anciens droits & privileges, franchises, libertez, &c. comme elles ont fait jusques au premier Juillet dernier, & toutes instances, Jurisdiccions, Bureaux de receptes generales & particulieres qui ont esté ôtées & mises ailleurs, seront remises & rétablies, & notamment la Chambre de l'Edit de Guyenne, &c.

33. Que les habitans de la Ville de Poitiers, tant Ecclesiastiques, Officiers, qu'autres, lesquels à cause de ce qui est avvenu le 23. Juin 1614. & suivans se sont retirez, seront rétablis en icelle en la

V V u u

possession de leurs Charges & Dignitez, &c.

34. Toutes procédures, informations, recherches faites, Sentences & Jugemens donnez contre eux, depuis le 23. Juin 1614. demeureront nulles & de nul effet, &c.

35. Ledit Seigneur Prince de Condé, & lesdits Princes, Ducs, Pairs, Officiers de la Couronne, Sergens, & autres Gentils-hommes, Officiers Ecclesiastiques & autres tant Catholiques que de la R. P. R. qui l'ont suivi & assisté, seront rétablis dans la possession de leurs Gouvernemens, Charges, Offices & Dignitez qu'ils avoient au mois de Juillet dernier, & tous Arrests & Jugemens donnez contre eux sont declarez nuls, & seront tirez des Registres des Jurisdiccions, &c.

36. Toutes personnes tant d'une part que d'autre seront rétablies dans leurs biens, raisons & actions dont ils auront esté depossédez à cause des presens Troubles, &c.

37. Le present Edit aura lieu pour Monsieur le Duc de Vendôme, & pour tous ceux qui l'ont suivy avant & depuis qu'il s'est joint avec Monsieur le Prince de Condé, & seront compris dans la decharge generale portée par iceluy pour tout ce qui s'est passé pendant les presens Troubles, &c.

38. Tous les Arrests donnez par le Parlement de Rennes contre Monsieur le Duc de Vandôme, &

ceux qui l'ont suivy depuis le premier Janvier 1614. jusqu'à present tant à l'occasion des presens Troubles, qu'au prejudice du traité de Sainte Menchoult, & de l'Edit qui fut fait en consequence d'iceluy en sa faveur, sont revoquez, comme aussi tout ce qui s'est passé es derniers Etats de Bretagne, tenus à Nantes en ladite année 1614. au prejudice des Charges qu'il a audit País.

39. L'Edit fait sur le traité de Sainte Menchoult au mois de Juillet 1614. sera observé en toutes ses parties, & tous Jugemens, Arrests donnez au contraire sont nuls; l'Arrest du Parlement de Rennes donné en 1615. portant condamnation contre le sieur de Camors, & le jugement Prevôtablement donné par le Senéchal de saint Sever en Guyenne contre le Sieur Frignoly, seront tirez des Registres de ladite Cour de Parlement de Rennes, & Siege de saint Sever, & les condammes remis en leur bonne renommée & biens comme auparavant.

40. Toutes Sentences, Jugemens & Arrests donnez pendant les Troubles contre les absens & non défendus, d'une part & d'autre, civilement & criminellement seront nuls & de nul effet, &c.

41. Le temps qui a couru depuis le premier Juillet dernier jusqu'à present, ne pourra servir pour acquerir aucune preemption d'instance, ny prescription coutumière, legale ou conventionnelle

contre ceux qui ont suivy Monsieur le Prince de Condé, &c.

42. Tous memoires ou libelles diffamatoires & livres injurieux & scandaleux demeureront supprimez, défenses à tous Imprimeurs & Libraires d'en imprimer ny exposer en vente, &c.

43. Pour suite & punition sera faite des crimes commis entre personnes de même party pendant les presens mouvemens, & de ceux qui sont atteints & convaincus d'incendie & assassinats de sang froid, violemens, ravissmens & force-mens de femmes & filles & sacrileges.

44. Tous prisonniers, tant de l'un que de l'autre party qui ont esté pris pendant les presens mouvemens, & à cause d'iceux, même ceux qui ont esté condamnez aux Galeres seront mis en liberté, & ne pourront estre detenus ny condamnez en aucune peine corporelle, infamante ny pecuniaire, &c.

45. Tous titres, papiers & enseignemens qui auront esté pris dans les Maisons & Châteaux particuliers, seront restituez de part & d'autre, sans qu'ils puissent estre retenus pour quelle cause & pre-texte que ce puisse estre.

46. Cet article est conforme à l'article 83. de l'Edit de Nantes.

47. Les Villes & Places de Château-Thierry, Espernay, Tonnecharante, Damajan, & autres prises pendant ces mouvemens, seront remises entre les mains de

ceux qui les avoient en garde, comme aussi les Places, Maisons ou Châteaux appartenans aux Ecclesiastiques & Gentils-hommes particuliers seront remises entre les mains des propriétaires, &c.

48. Les Villes & Châteaux de Craon, Crel & Clermont en Beauvoisis seront incontinent remis entre les mains de Monsieur le Prince de Condé, & les Villes de Brienne, Rosnay & Monbrion en celles de Monsieur le Duc de Luxembourg à qui elles appartiennent, à la charge de demolir les fortifications faites pendant les Troubles s'il y en a.

49. Les Officiers de sa Majesté tant Catholiques que de la R. P. R. qui à l'occasion du present mouvement n'ont pû payer le droit annuel de leurs Offices dans le temps prefix, pourront payer un mois après la publication du present Edit, & à leur deffaut leurs veuves & heritiers, &c.

50. Les cinquante sols par Minot de sel qui avoient esté ôtez en l'année 1610. seront remis & réimposez comme ils estoient du temps du feu Roy, attendu les affaires de la Guerre.

51. Les quarante sols qui se souloient lever sur chacun quintal de sel en l'étenduë de la ferme de Lyonnois, pour pareilles considerations seront établis.

52. Et pour survenir ausdites dépenses sa Majesté a ordonné que l'on leveroit quelques droits sur les Marchandises dont l'on trafique

sur quelques rivières de ce Royaume, afin de soulager d'autant le peuple de la Campagne & des Villes.

53. Les articles secrets qui seront accordez par sa Majesté & qui ne se trouveront inferez en ce present Edit, seront inviolablement observez, & sur l'extrait d'iceux, ou de l'un desdits articles, signez par un Secrétaire d'Etat toutes lettres nécessaires seront expédiées.

54. Cet article ne regarde que le mandement de sa Majesté aux Cours de Parlemens pour la publication & enregistrement du present Edit, & pour la punition des contrevenans, &c.

Cet Edit fut publié & enregistré au Parlement de Paris le 13. Juin 1616. après tres-humbles remontrances faites à sa Majesté sur les 5. 14. 15. & 53. articles, & sans tirer à conséquence à l'avenir pour la creation de l'Office de Conseiller de la R. P. R. mentionnée au 15. article.

XXXV.

La Cour des Aydes verifia ledit Edit, à la charge que les impositions portées par le 50. & 51. art. d'iceluy n'auront lieu que pendant six années, sans qu'elles puissent estre continuées pour quelque cause que ce soit, & n'a voulu ladite Cour verifier l'article 52. &c.

XXXVI.

ARTICLES PARTICULIERS
accordez en la Conference de Lon-

don à ceux de la Religion prétendue réformée, & ratifiés par sa Majesté, le 6. May 1616.

1. Le Roy veut & entend que l'Eglise Gallicane soit conservée en ses droits, franchises, libertez & prerogatives, à l'exemple des Rois ses predecesseurs.

2. Ce qui a esté fait par le Clergé sur la publication du Concile de Trente, n'a esté approuvé par sa Majesté: aussi n'a-t-il eu aucune suite, & ne permettra point qu'il y soit encore rien fait cy-après, sans ny contre son autorité.

3. Le Château de Lectoure sera mis entre les mains d'un Exempt des Gardes du Corps du Roy, ou autre de la R. P. R. qui sera choisi par sa Majesté pour le garder jusqu'à ce que le différend qui est entre les Sieurs de Fontrailles & d'Augalin pour la Capitainerie soit jugé par sa Majesté.

4. Les Sieurs de Villemereau, Conseiller au Parlement, & le Maître, Maître des Comptes, seront admis en la fonction de leurs Charges comme ils estoient auparavant qu'ils eussent fait profession de ladite R. P. R.

5. Les Ministres de la R. P. R. jouyront de la grace & des exemptions à eux accordées par lettres patentes de sa Majesté du 15. Decembre 1612.

6. Les Sieurs Durant, Louïs & Gauvin seront rétablis en la Ville de Mets, comme ils estoient cy-devant.

7. Les Habitans de Milhau &

des Villes, Bourgs & Communautés du Comté de Foix qui se trouvent à la prise du Château de Camerade, &c. jouiront de l'effet des abolitions cy-devant accordées; & sera continué dans lesdits lieux, tant le Service divin par les Catholiques, que celui de ladite R. P. R. par ceux qui en font profession, &c.

8. La Dame Daudoux, & le Sieur de Sainte Foy, & ceux qui les ont assistés, seront aussi valablement déchargés de ce qui leur pourroit estre imputé à cause de ce qui se passa à Belestat en 1613. ce qui sera éteint & supprimé, &c.

9. Le Sieur Aradon sera rétabli dans le Gouvernement de Vanes, par le Gouverneur & Lieutenant general de la Province.

10. La Declaration qui a esté expédiée en faveur du Sieur de Borne, au prejudice de la Charge du grand Maître de l'Artillerie, sera révoquée, & ladite Charge rétablie comme elle estoit cy-devant.

11. Les Sieurs Marquis de Bonnivet & de Friaise seront délivrés & mis en liberté, & toutes procédures & informations faites contre eux au sujet des presens Troubles seront nulles & de nul effet.

12. Maître Nicolas Cugnois Receveur Provincial des Decimes de Bourgogne, ses cautions & certificateurs demeureront déchargés de la somme de 12. mille livres, que ledit de Cugnois fut contraint

de payer à Monsieur le Duc de Mayenne, &c.

13. La Commission¹ expédiée pour le rascement du Château de Tigny en Anjou sera révoquée.

14. Par cet article sa Majesté évoque toutes les Causes civiles & criminelles que Monsieur le Duc de Vandôme, ceux qui l'ont suivy, leurs veuves & heritiers pourroient avoir au Parlement de Rennes, & les renvoye au grand Conseil pour un an, &c.

15. Le Roy accorde à Monseigneur le Prince de Condé, tant pour luy que pour tous les autres Princes & Seigneurs, tant Catholiques que de la R. P. R. qui se sont joints avec luy la somme de quinze cens mil livres, tant pour le payement des gens de Guerre, qu'autres frais de ladite Guerre.

XXXVII.

DECLARATION DU ROY

Louys XIII. du 21. May 1618. contre les Assemblées faites par aucuns de la R. P. R. à Casteljalous, & Bearn, au prejudice des Edits de Pacification, verifiée au Parlement, le 25. du même mois.

Ceux de ladite R. P. R. ayant assigné une assemblée de diverses Provinces en la Ville de Casteljalous en Guyenne au mois d'Avril 1618. sa Majesté par ses lettres du 20. dudit mois, enregistrees au Parlement de Bordeaux & Chambre de l'Edit de Nerac, declara que toutes lesdites Assemblées qui seroient faites autrement que comme il a esté ordonné par

VVuu iij

les Edits & sans permission, étoient illicites, & défendus; & qu'elle vouloit qu'il fut procédé contre les auteurs d'icelle, &c. ce qui obligea les Officiers de sa Majesté d'empêcher ladite Assemblée; & ceux de ladite Religion voyant qu'ils n'avoient plus la liberté de la tenir, projeterent de la convoquer hors du ressort dudit Parlement de Guyenne au Pais de Bearn, ce qui donna lieu à cette Declaration, par laquelle sa Majesté ordonne à ses Officiers de rechercher les auteurs de ladite Assemblée & ceux qui la composent, pour les punir comme infracteurs des Edits de sa Majesté, & comme perturbateurs du repos public, &c.

XXXVIII.

AUTRE DECLARATION

du Roy, du 24. Avril 1621. qui confirme les Edits precedens.

Avant que sa Majesté commençât le voyage qu'elle fit cette année-là en plusieurs Villes de son Royaume, troublées par la desobeïssance de ceux de la R. P. R. elle trouva à propos de donner cette Declaration, par laquelle elle renouvela & confirma tous les Edits de pacification cy-devant, & mit sous sa protection & sauvegarde tous ceux de ladite Religion, ordonnant à tous ses Officiers d'avoir soin de leur sécurité, & conservation, &c.

XXXIX.

AUTRE DECLARATION

du Roy, du 27. May 1622. par la

quelle tous les Habitans, & autres qui estoient alors dans les Villes de la Rochelle & Saint Jean d'Angely, & tous ceux qui les favorisoient sont declarez criminels de leze Majesté au premier chef, avec injonction à tous ses sujets de la R. P. R. de faire protestation qu'ils n'adherent en aucune sorte à l'Assemblée de ladite Ville de la Rochelle, ny à toutes autres tenues sans permission expresse de sa Majesté, verifiée en Parlement le 7. Juin suivant.

Nonobstant que sa Majesté eut donné toute assurance de ses bonnes intentions pour ceux de la R. P. R. par sa precedente Declaration, néanmoins la plupart d'entre eux continuans leurs mauvaises volontez, se porterent ouvertement à la Rebellion, commettant toutes sortes d'hostilitez, ne voulans reconnoître d'autres Chefs que l'Assemblée qui estoit dans la Rochelle, qui a fait des levées de gens de Guerre pour résister & s'opposer à S. M. ce qui obligea sad. M. de donner cette Declaration, par laquelle après avoir mis sous sa protection & sauvegarde tous ceux de ladite R. P. R. qui se contiendront dans l'obéissance à elle deue & à l'observation des Edits, elle déclara tous les Habitans & toutes autres personnes de quelle qualité qu'elles soient, qui sont demeurans, retirez ou refugiez dans la Rochelle & Saint Jean d'Angely, & autres Assemblées, Cercles, Congregations

qui ont correspondance avec elles, criminels de leze Majesté au premier chef, & comme tels, leurs biens acquis & confisquez au Roy, & qu'il seroit procedé contre eux suivant la rigueur des loix, &c. lesdites Villes & autres qui leurs adhereront, desobeissantes & déchue's de tous leurs privileges, octrois, &c.

XL.

*DECLARATION DU ROY
donnée à Beziers le 25. Juillet 1622.
portant défenses à tous ceux de la
R. P. R. d'abandonner leurs demeures pour se retirer chez les
Etrangers & Ennemis de l'Etat,
sur les peines y contenues.*

Ceux de ladite Religion persistans en leur Rebellion, ayant recherché & pratiqué les Etrangers pour entrer dans le Royaume, & voulans même contraindre ceux qui sont de ladite Religion, qui sont obeissans aux Edits, de les suivre & se joindre à eux, sa Majesté jugea à propos de donner cette Declaration, par laquelle elle fait défenses à tous ses sujets de la R. P. R. de quelle qualité & condition qu'ils soient de se departir, quitter, desamparrer, ny abandonner leurs maisons & biens pour s'aller joindre avec ceux qui sont en armes, ou avec lesdits Etrangers, ny leur donner retraite, assistance ny secours, à peine d'estre déchus de toutes graces, declarez criminels de leze Majesté, deserteurs de l'Etat, & perturbateurs du repos public, & com-

me tels procedé contre eux, &c.

XLI.

*DECLARATION DU ROY
Louys XIII. sur la paix accordée
par sa Majesté à ceux de la R. P. R.
portant confirmation des precedens Edits, donnée au Camp de
Montpellier le 19. Octobre 1622. &
publiée en Parlement le 21. Novembre
suivant.*

Enfin la paix ayant esté donnée par sa Majesté à tous ses Sujets Catholiques & de la R. P. R. les voulans tous maintenir en amitié & concorde entre eux, & à une generale & unanime obeissance envers elle, donna cette Declaration, par laquelle elle confirma l'Edit de Nantes, avec les Declarations & articles secrets qui ont esté enregistrez és Cours de Parlement en faveur desdits de la R. P. R. &c.

Il y a de plus dans cette Declaration plusieurs clauses & articles, lesquels ayant déjà esté repetez plusieurs fois dans les Edits & Declarations cy-dessus en pareil cas, il seroit inutile de les exprimer plus amplement.

XLII.

*AUTRE DECLARATION
du Roy, donnée à Fontaine-bleau
le 17. Avril 1623. verifiée en Parle-
ment le 2. May suivant, par la-
quelle il est pourveu à ce qu'aux
Assemblées qui seront tenues par
ceux de la R. P. R. concernans les
Reglemens de la Discipline de leur-
dite Religion, il ne s'y traite &
propose autres affaires que celles*

qui leur sont permises par les Edits de pacification.

Ceux de ladite R. P. R. sous la tolérance de leurs Assemblées s'étant licentiez d'introduire en icelles des personnes de toutes conditions, même d'y traiter des affaires politiques, contre les termes des Edits, sa Majesté donna cette Declaration, par laquelle elle veut qu'un de ses Officiers de ladite R. P. R. assiste dans toutes les Assemblées qu'ils tiendront, afin de voir s'il y sera traité d'autres affaires que de celles qui leurs sont permises par les Edits, & luy en faire un fidel raport, &c.

XLIII.

*AUTRE DECLARATION
du Roy, du 20. Novembre 1623.
qui confirme les precedens Edits de
pacification.*

Quelques sujets mal intentionnez continuant sous de faux pretexts à émouvoir ceux de la R. P. R. & leur suggerer des apprehensions, ombrages & feintes défiances, & les exciter à faire des levées de deniers, fortifier des Places, acheter des armes, &c. sa Majesté declare que son intention est de conserver & maintenir la paix & la tranquillité publique, & de s'employer pour faire vivre ses Sujets en bonne union & concorde sous son obéissance, & pour cet effet elle confirme tous les Edits de pacification cy-dessus, & veut que les Commissaires par elle deputez dans les Provinces y demeurent & y resident jusqu'à leur

parfaite & entiere execution, avec défenses à tous ses Sujets de quelle qualité & condition qu'ils soient de suggerer ny rien persuader contre le repos public, & qu'il soit informé contre les contrevenans & procedé contre eux selon la rigueur des Ordonnances, &c.

XLIV.

*DECLARATION DU
même Roy Louys XIII. du 25.
Janvier 1625. touchant Monsieur
de Soubize, ses adherens, & autres
de la R. P. R.*

Monsieur de Soubize s'étant mis en mer avec quelques Vaisseaux chargez de Gens de Guerre qu'il avoit depredé des Navires Marchands, ayant fait des entreprises sur des Isles appartenantes à sa Majesté, & sur des Vaisseaux qui estoient aux hautes Rades d'icelles, & commis plusieurs excez, violences & actes d'hostilité contre les Sujets de sa Majesté, ce qui fait voir le dessein qu'il a de troubler la paix generale du Royaume, sa Majesté a déclaré ledit de Soubize & tous ses adherens criminels de leze Majesté au premier chef, & comme tels, leurs biens acquis & confisquez, comme aussi les Villes & habitans qui adhereront à sa Rebellion, &c. Au cas que ledit de Soubize & tous ceux qui l'ont suivy se rangent à leur devoir dans un mois, & mettent les armes bas, sa Majesté leur accorde dès à present pardon & abolition, & après ledit temps passé, s'ils ne se rangent à l'obéissance

sance deüë à sa Majesté, il sera procédé contre eux suivant la rigueur des Ordonnances.

XLV.

*X. EDIT DU ROY LOUVS
XIII. du mois de Mars 1626. sur
la paix accordée par sa Majesté
à ceux de la Religion pretendüe
reformée.*

Cet Edit contient 12. articles.

1. Sa Majesté confirme l'Edit de Nantes avec les Declarations & articles secrets, publiez & enregistrez dans les Parlemens.

2. Cet article est conforme au 3. de l'Edit de Nantes.

3. Que l'exercice de la R. P. R. sera rétably dans les lieux où il estoit en 1610. & sera pourveu à leurs Cemeticres par les Officiers de S. M. comme il a esté dit cy-dessus.

4. Cet article contient un pardon & abolition generale pour tout ce qui s'est passé depuis le premier Janvier 1625. jusques à la publication des presentes, &c.

5. Et celuy cy aux articles 74. 75. 78. & 79. de l'Edit de Nantes, pour la décharge des deniers levez & pris tant sur les sujets que sur les receptes de sa Majesté.

6. Les Sieges de Justices & Bureaux des receptes qui auront esté transferez à l'occasion des presens Troubles seront rétablis où ils estoient auparavant, & les privileges & franchises des Villes tenuës par ceux de la R. P. R. seront conservéz, &c.

7. Conforme aux articles 58. 59. & 60. dudit Edit de Nantes,

touchant les Arrests, Sentences & Jugemens donnez contre ceux de la Religion pretendüe reformée, dont ils sont dechargéz.

8. Conforme à l'article 73. dudit Edit de Nantes, touchant l'élargissement des prisonniers, & de ceux qui sont aux Galeres, &c.

9. Conforme à l'article 27. de l'Edit de Nantes, touchant l'admission & reception de ceux de ladite R. P. R. aux Charges, Offices & Dignitez, &c.

10. Conforme à l'article 82. dudit Edit,

11. Conforme à la Declaration de sa Majesté, du 24. Avril 1612. touchant les Assemblées de ceux de ladite Religion.

12. Porte que les articles arrêtez par sa Majesté pour ce qui concerne la Ville de la Rochelle, Isles & Pais d'Aulnis seront observéz, & les Villes prises par ceux de ladite R. P. R. seront remises dans quinze jours en l'obéissance de sa Majesté, &c.

XLVI.

*ARTICLES DE PAIX
accordez par le Roy Louys XIII.
aux Habitans de la Rochelle, le
6. Fevrier 1626.*

Le Roy desirant donner la paix à ses sujets de la Ville de la Rochelle de la R. P. R. qui la luy ont demandée avec toutes sortes d'instances de soumission, & de respects la leur accorde aux conditions suivantes.

1. Que le Conseil & Gouvernement de ladite Ville sera remis

XXxx

& rétably és mains de ceux qui sont du corps d'icelle, en la forme qu'il estoit en l'année 1610.

2. Qu'ils recevront un Commissaire pour y faire executer les choses qui seront arrêtées pour l'execution de la paix, & y demeurer tant qu'il plaira à sa Majesté.

3. Qu'ils n'auront aucuns Vaisseaux armez en Guerre dans leur Ville, & observeront pour le trafic les choses établies & usitées au Royaume, sans déroger pour ce qui concerne ledit trafic à leurs privileges.

4. Qu'ils restitueront tous les biens des Ecclesiastiques qui se trouveront par eux possédez conformément à l'Edit de 1598. & execution d'iceluy.

5. Qu'ils laisseront jouyr pleinement & librement les Catholiques de l'exercice de la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, & des biens qui leur appartiennent en ladite Ville, & leur restitueront ce qui se trouvera estre en nature, & raseront le Fort de Taddon par eux nouvellement construit.

6. Et sa Majesté ne pouvant accorder le rasement du Fort Louys, dont ceux de ladite Ville font instance, promet par sa bonté de faire établir un ordre dans les Garnisons qu'il luy plaira laisser audit Fort, comme dans les Isles de Ré & d'Oleron, que les Rochelois n'en recevront aucuns troubles dans le commerce qu'ils voudront faire,

suivant les Loix & Ordonnances du Royaume, &c.

Fait & arrêté au Louvre, le 5. Fevrier 1626.

XLVII.

DECLARATION DU ROY du 5. Aoust 1627. contre le Sieur de Soubize, & autres adhérens au party des Anglois, laquelle confirme les Edits de Pacification en faveur de ceux de la R. P. R. qui demeureront dans l'obeyssance, vérifiée au Parlement le 12. du même mois.

Après les infractions arrivées de la part d'Angleterre aux articles de mariage de Madame de France sœur de sa Majesté avec le Roy de la Grand'Bretagne, les Anglois estans encore venus assaillir & faire descente en l'Isle de Ré avec nombre de Vaisseaux & Gens de Guerre, sans cause, fondement, pretexte ny declaration, ils pratiquerent des sujets de sa Majesté, & envoierent le Sieur de Soubize à la Rochelle pour induire les Habitans de se joindre à leur party, & pour en attirer plusieurs autres de la R. P. R. ce qui obligea sa Majesté de declarer ledit sieur de Soubize & ses adhérens qui se sont joints avec luy au party desdits Anglois criminels de lezeMajesté au premier chef, & comme tels, leurs biens acquis & confisquez à sa Majesté, & qu'il seroit procedé contre eux, suivant la rigueur des loix du Royaume, si dans huit jours après la publication des presentes ils ne

se rangeoient pas à l'obeïssance qu'ils doivent à sadite Majesté : & pour le surplus elle confirma les Edits de pacification en faveur de ceux de la R. P. R. qui demeurent dans l'obeïssance , &c.

XLVIII.

DECLARATION DU ROY
donnée à Paris le 15. Decembre 1628. ensuite de la prise de la Rochelle, verifiée au Parlement le 15. Janvier 1629.

Après la réduction de la Ville de la Rochelle les Habitans s'étant rendus à l'obeïssance de sa Majesté, sur l'assurance qu'elle leur donna de leurs vies, biens & exercice de ladite R. P. R. elle leur accorde une amnistie generale par cette Declaration, qu'elle promet en foy & parole de Roy d'observer inviolablement, & s'il se trouve encore quelques Rebelles qui quinze jours après la publication d'icelle ne se remettent à l'obeïssance qu'ils doivent, sa Majesté declare dès à present qu'ils ont encouru les peines portées par les precedentes Declarations, comme criminels de leze Majesté au premier chef, & indignes de toutes graces & misericorde, & passé ledit temps sera procedé contre eux suivant la rigueur des Ordonnances.

XLIX.

XI. ET DERNIER EDIT DE
Pacification du même Roy Louys XIII. donné à Nismes au mois de Juillet 1629. lequel a esté appelé
L'EDIT DE GRACE.

Enfin le Roy ayant attaqué les Rebelles dans leurs Forts, pris les Villes qui leurs avoient esté baillees, & celles dont ils s'étoient emparez, & les ayant vaincus & subjugué, il leur pardonna encore par cet Edit qui fut pour cet effet appellé l'Edit de grace, lequel contient 22. articles, il est dit par le premier,

1. Que la Religion Catholique, Apostolique & Romaine sera rétablie dans toutes les Villes d'où elle a esté ôtée, & que les Eglises, maisons & biens des Ecclesiastiques seront rendus à ceux à qui ils appartiennent, esdits lieux & Provinces esquelles l'exercice de la Religion pretenduë reformée sera paisiblement fait sans aucuns troubles, & qu'en tous les Monasteres qui sont dans lesdites Villes remises à sa Majesté il n'y pourra estre établi d'autres Religieux que ceux qui vivent en l'exacte observation de leur Regle, suivant les lettres qu'ils en obtiendront de sa Majesté.

2. Que sadite Majesté exhorte tous les Sujets de la Religion pretenduë reformée de se dépouiller de toute passion, pour estre plus capables de recevoir la lumiere du Ciel, & revenir au giron de l'Eglise en laquelle depuis douze cens ans continuels les Rois ses predecesseurs ont vécu sans interruption ny changement, ne pouvant en chose quelconque leur témoigner davantage la paternelle affection qu'elle leur porte, que de

XXxx ij

les desirer au mesme chemin de salut qu'elle tient , & suit pour elle-mesme.

3. Qu'en toutes les Parroisses dudit Pais il soit pourveu de bons Curez, suffisans & capables, par ceux à qui le droit en appartient, & qui ayent un revenu suffisant pour s'entretenir, & faire les fonctions de leurs Charges, &c.

4. Cet Article contient une abolition generale pour les Ducs de Rohan, le Sieur de Soubize, & tous ceux qui ont adhére à leur party, les déchargeant généralement de toutes recherches, dans les cas mentionnez audit Article, qui ont déjà esté repetez fort souvent en semblable occasion cy-devant.

5. Que tous ceux de la Religion pretenduë reformée nommez au precedent Article, & tous autres, jouïront entierement de l'Edit de Nantes, & autres Edits, Articles, & Declarations enregistrées dans les Cours de Parlement, & auront suivant ce l'exercice libre de ladite Religion en tous les lieux où il a esté concédé par iceux.

6. Que tous les Temples & Cemetieres qui leur ont esté ostez & démolis, leur seront rendus, avec la même faculté de les rétablir si besoin est, & si bon leur semble.

7. Que les fortifications des Villes & lieux remis à l'obeïssance de Sa Majesté, seront rasées

& démolies, fors la ceinture des murailles, dans trois mois, à la diligence des habitans, par la conduite & Ordonnances des Commissaires que Sa Majesté députera sur les lieux, & les ostages baillez par lesdites Villes pour plus grande assurance, seront retenus jusqu'à l'entier accomplissement desdites démolitions.

8. Que tous lesdits habitans seront retablis en tous leurs biens, noms, raisons, & actions, nonobstant toutes condamnations, à la reserve des fruits qui ne se trouveront pas en nature, &c. & que les heritiers du feu Sieur de Mor-moirac soient remis en leurs biens.

9. Que les susdits pourront rentrer dans leurs maisons, les rebâtir si besoin est, demeurer en telles Villes du Royaume que bon leur semblera, fors dans les Isles de Ré & Oleron, & la Rochelle & Privas, & permis aux habitans de Pasmiers, qui n'estoient en ladite Ville lors de la prise d'icelle d'y rentrer en la jouïssance de tous leurs biens, en faisant les soumissions & serment de fidélité pardevant les Commissaires établis pour cet effet.

10. Que les Officiers de Sa Majesté qui n'ont payé le droit annuel, seront receus à le payer dans deux mois, tant pour le passé que pour la presente année; & pour ceux qui sont decedez, qui ont payé ledit droit annuel, leurs veuves & heritiers jouïront de

leursdits Offices, & ceux qui ont esté dépossédés à cause des presens mouvemens, seront rétablis dans leurs Offices; & les Officiers des Seigneurs pourvus à titre onéreux, qui auront aussi esté dépossédés à l'occasion desdits mouvemens, seront rétablis dans leurs Charges.

11. Que les susdits demeureront déchargés de toutes contributions & logemens de Gens de Guerre, tant des presens que precedens mouvemens, comme encore les Communautés & particuliers d'icelles de toutes recherches quelconques, & ne pourront non plus estre poursuivis pour les non-valeurs des Tailles, ou autres deniers imposez, ou qu'il y en ait audit Païs, &c.

12. Que les Consuls & Particuliers qui se sont obligés durant les mouvemens des années 1621. 1622. & 1626. pour les affaires des Villes, sont déchargés pareillement desdites Obligations, nonobstant toutes clauses portées par les Contrats, &c. sauf à les imposer sur ceux de la Religion prétendue réformée.

13. Qu'ils seront aussi déchargés de la poursuite & exaction contre les Catholiques & autres, pour le reste des cottes par eux dues les années précédentes, nonobstant toutes décharges obtenues, &c.

14. Que les habitans de Castres seront aussi déchargés de toute restitution de ce qu'ils ont pris

les Armes contre le service de Sa Majesté.

15. Que les Charges qui seront imposées sur lesdites Villes, seront portées également par tous les habitans d'icelles, à la manière de tout temps accoutumée, à la réserve des dettes contractées par les Catholiques, qui seront payées par eux seuls; & celles contractées par ceux de la Religion prétendue réformée, seront aussi acquittées par eux seuls.

16. Que les Jugemens rendus par ceux qui ont esté commis pour l'exercice de la Justice esdites Villes, tant civilement que criminellement, tiendront & auront lieu, sauf l'appel esdites Chambres, es cas qui n'ont pas esté jugés prevostablement, ou au Conseil de Guerre.

17. Que l'ordre gardé d'ancienneté esdites Villes, tant pour le Consulat que Police, & Assemblées desdits Consuls, & Conseils de Villes, sera gardé & observé comme il estoit devant les mouvemens.

18. Que les Assemblées d'Etats au Païs de Foix se feront en la manière accoutumée, & y seront appellées toutes les Villes qui ont accoutumé d'y assister.

19. Que ceux qui ont manié des deniers publics, durant les presens & precedens mouvemens, en demeureront quittes & déchargés, en portant à la Chambre les Comptes qu'ils en ont rendus, &c. Pour ceux de la

Ville de Nîmes qui pretendent en estre exempts, il en sera usé comme à l'accoustumée.

20. Que les Sieges de Justice, Bureaux de Recepte, & autres transferez à cause des presens mouvemens, seront restablis es lieux où ils estoient auparavant: mesme l'Election de Montauban establee en la ville de Moissac à cause desdits mouvemens, sera mise en ladite ville de Montauban, apres que les demolitions des fortifications desdits lieux auront esté faites.

21. Que la Chambre de l'Edit de Beziers sera remise en la ville de Castres apres que les fortifications d'icelle auront esté entierement demolies & rasées, & de-

meurera en ladite Ville, conformément à l'Edit de Nantes, non-obstant ce qui a esté ordonné au contraire, &c.

22. De toutes lesquelles graces, Sa Majesté voulant faire jouir tous les dessus dits, qui estoient encore en Armes le 17. Juin dernier, & pour le regard des Villes & Personnes qui s'estoient remises en l'obeïssance de Sa Majesté auparavant ce jour, elles jouiront des choses particulièrement contenues aux Lettres que Sa Majesté leur en a octroyées.

Donné à Nîmes au mois de Juillet 1629. Cet Edit fut enregistré au Parlement de Toulouse, le 27. Aoust suivant.

F I N.

PREMIERE TABLE

DES MATIERES

CONTENUES EN CE LIVRE.

A.

Age requis pour estre Evêque,
page 2, 3
Pour les Ordres sacrez, 107
Pour la Profession Religieuse, 33
Pour estre Superieure, 40
Abbaye ou Prieuré Conventuel, doit
avoir un Precepteur pour les Mo-
ines, 35
De leur Reformation, 119
Abbez & Prieurs, 31, 34, 35
Sont soumis aux Evêques, 32, 34
Ceux qui sont exempts de la Juris-
diction des Evêques, que doivent
faire, 36
Ne peuvent presider sur deux Mo-
naisteres, 32
Abbez & Prieurs Conventuels, quand
se feront promouvoir à l'Ordre de
Pretrise, 36, 189
Abbez & Abbeses, Prieurs & Prieu-
res, leurs fonctions, 113
Visiteront & corrigeront leurs Reli-
gieux & Religieuses, 113
Abbez Reguliers qui ont droit de por-
ter la Croix & la Crosse, comment
en jouissent, 125
Abbez de Bearn admis au Conseil sou-
verain de Pau, 46
Abbé de saint Germain des prez réglé
avec M. l'Archevêque de Paris, 106
Abbé de sainte Geneviève aussi réglé
avec M. l'Archevêque de Paris, 4
Abbé d'Issoire, comment receu faisant
son entrée dans la ville d'Issoire, 53
Abbeses, ou Prieures avertiront l'E-

vêque avant la Profession des Reli-
gieuses, 33, 34
Comment se fait leur Election,
39, 118, 191, 192
Quel aage doivent avoir, 40
Ce qui leur est descendu de prazi-
quer, 32
Ne peuvent estre Superieures en deux
Monasteres, 40
Voyez Religieuses, Monasteres.
Absolution à cauelle, 161
Abus, v. *Appellations.*
Acquests, nouveaux acquests, 346, 347
v. droit de nouveaux acquests.
Administrateurs des Hôpitaux, v. *Hô-
pitaux.*
Administrateurs des Religieuses, 118
Agens Generaux du Clergé de France.
Leurs fonctions, 15, 291, 387, 388,
389.
Leurs privileges, 390
Sont tenus presens en leurs Benefi-
ces, 390
Ont le droit de Committimus *ibid.*
v. Assemblées, leurs Reglemens, &c.
Aides, ou droits sur le vin, 330
Ecclesiastiques en sont exempts, 330,
332, 333.
v. Ecclesiastiques, Exemptions.
Alienation des biens Ecclesiastiques,
317, 318
De leur origine, 455, 456, jusques
à 462.
v. Biens Ecclesiastiques.
Alienation du Temporel du Clergé par
subventions, 455, jus'qu'à 462.
Amortissemens, 346, 347
Annates sur les Benefices reprouvés

par le Concile de Basse, [133](#)
 Appellations comme d'abus, [153](#), [154](#),
[155](#), [156](#).
 Appellations frivoles, [2](#), [16](#)
 Approbation pour confesser, comment
 doit estre donnée, [123](#)
 En quels termes, [128](#)
v. Confession.
 Archevêchez & Evêchez de France,
 leur nombre, [163](#), [164](#)
 Disposez par Provinces, [165](#), [166](#)
 Combien payent de leurs Bulles,
v. Taxe.
 Archevêques peuvent faire porter leur
 Croix dans leur Province, [3](#)
 De leurs fonctions, [3](#), [35](#)
 Leurs privileges, [13](#)
 Comment sont receus par les Reli-
 gieux, [124](#)
 Ce qu'ils ont de commun avec les
 Evêques, *v. Evêques.*
 Archevêques & Evêques.
 De ceux qui leur sont sujets, [14](#),
[112](#), [113](#).
 De leurs fonctions, [35](#), [36](#), [40](#)
 De leurs visites, [111](#)
 Les feront en personne, s'ils ne sont
 incommodés ou empêchés, [112](#)
 Etabliront des Seminaires, [42](#)
v. Seminaires.
 De l'honneur qui leur est dû, [47](#)
 Ont séance dans les Parlemens, [50](#)
 Ne peuvent estre empêchés de con-
 noistre eux-mêmes des matieres spi-
 rituelles, Ecclesiastiques, [106](#)
 Archevêque d'Aix reglé avec le Parle-
 ment pour sa séance & pour sa pla-
 ce dans son Eglise, [4](#), [48](#) & [49](#)
 Archevêque de Narbonne prelide aux
 Estats de Languedoc, [49](#)
 Archevêque de Rouen contre son Cha-
 pitre, [13](#)
 Archevêq. de Sens, sa Jurisdiction, [110](#)
 Archevêque de Toulouse Conseiller né
 au Parlement, [46](#)
 Precede le Recteur de l'Université
 dans toutes les assemblées, [50](#)

Archevêque de Vienne a droit de met-
 tre le feu aux feux de joye [51](#)
 Archidiaques, leurs qualitez, [14](#)
 Leur droit en Normandie sur les biens
 des Curez *ibid.*
 Leurs fonctions, [24](#), [25](#)
 Leurs visites, [112](#), [114](#), [115](#)
 Archidiacre de Patis reglé avec l'Offi-
 cial, [24](#)
 Archiprestres ou Doyens ruraux.
 De leurs qualitez & fonctions, [16](#)
[68](#).
 Leur droit en Normandie, [402](#)
 Ont entrée aux assemblées, [27](#), [53](#)
 Archives du Clergé, [191](#), [192](#), [193](#)
 Seront mises en bon ordre, [193](#)
 Armes, deffendues dans les Eglises,
[76](#)
 Arrerages des rentes sur le Clergé amor-
 ties ou échueus à Sa Majesté, à qui
 payées, [449](#)
 Arriereban, [132](#)
 Ecclesiastiques en sont exempts, [572](#)
 Arrests qui confirment les droits des
 Evêques sur les Exempts, [131](#)
 Assemblées generales du Clergé, [160](#)
 Leurs Reglemens, [160](#), [161](#), jus-
 qu'à [168](#).
 Deputez en icelles, [361](#)
 Temps de leurs tenuës, [161](#), [164](#)
 De leurs Officiers, [184](#), [185](#)
 De leur pouvoir & jurisdiction, [177](#)
 La maniere d'y opiner, [171](#)
 Peuvent faire executer leurs Ordon-
 nances, [179](#)
 Comment receuës allant saluer le
 Roy, *ibid.*
 Assemblée de 1595. & 1596. & de ce
 qui s'y est passé, [175](#)
 Assemblée de 1650. écrit au Pape con-
 tre le Bref du 8. Octobre 1651. [12](#)
 Assemblées des comptes, & de leur du-
 rée, [165](#)
 Assemblées decennales, [165](#), [169](#)
 Ont pouvoir sur les Assemblées des
 comptes, [165](#)
 Assemblées Diocesaines, [117](#)

Assem-

Assemblées extraordinaires, [386](#), [387](#)
 Assemblées Provinciales, [358](#)
 Leur convocation, & temps auquel
 on les doit tenir, [359](#), [360](#)
 Ce qui s'y pratique, [ibid.](#)
 Assignation donnée en Cour de Rome,
 abusive, [116](#)
 Attentat d'Eslienne Louytre Doyen de
 Nantes, [4](#)
 Son procédé contre Monseigneur l'E-
 vêque de Leon, [5](#)
 Declaration du Clergé assemblé sur
 ce procédé, [5](#)
 Caissée à Rome sur un faux expo-
 sé, [6](#)
 Il est adjourné en personne à la Fa-
 culté de Theologie, [6](#)
 Memoires envoyez à Rome sur ce
 sujet, [7](#)
 Satisfaction de Louytre, [8](#)
 Attentat du Marquis de Rabat contre
 Monseigneur l'Evêque de Rieux, com-
 ment réparé, [105](#)
 Attestation de vie & mœurs, [125](#)
 Aumônes, Assemblées pour les regler
 & taxer, [310](#), [311](#), [312](#)
 Aumônier. Grand Aumônier de Fran-
 ce, [307](#)
 Son pouvoir & sa jurisdiction sur les
 Hôpitaux, Maladeries, Maisons-
 Dieu, &c. [307](#), [308](#), [309](#)
 Sur les Religieuses Hospitalieres de
 la ville & fauxbourgs de Paris, [ibid.](#)

B.

BAn, *v. Arriereban.*
 Bancs dans les Eglises, par qui-
 sont donnez, [87](#)
 Banquiers en Cour de Rome, établis
 en plusieurs villes, [352](#)
 Baptême, comme doit estre fait, &
 par qui, [57](#)
 Ce que l'on y doit observer, [ibid.](#)
 Seront enregistrez, [376](#)
 Baptême de ceux de la R. P. R. *v. la*
seconde Table.
 Baux Emphyteotiques, [318](#), [319](#), [320](#)

Baux à ferme des Benefices, [101](#)
[318](#),
 A qui ne peuvent estre donnez, [124](#)
 Benefices; qualitez requises pour en
 estre pourvû, [188](#), [189](#)
 De leur union & erection, [21](#), [104](#)
 De leur usurpation, [247](#)
 De leur incompatibilité, [318](#), [319](#)
[240.](#)
 Benefices à charge d'ames, à qui don-
 nez, [188](#)
 Benefices consistoriaux, [113. v. reserves,](#)
collations, provisions, vifa.
 Benefices conferez, à cause du joyeux
 avenement à la Couronne, [122](#)
 Benefices electifs, [189](#)
 Benefices en Patronage laïc, [104](#), [205](#)
[206.](#)
 Comment resignez, [574](#)
 Benefices tenus par les Cardinaux, non
 sujets à l'indult du Parlement, [124](#)
 Beneficiers. De la garde de leurs corps
 decedez, [144](#)
 Beneficiers spoliez, leur décharge pen-
 dant les troubles, [406](#)
 Beneficiers de Navarre, condamnez à
 payer les Decimes, [403](#)
 Biens des Abbayes & Prieurez con-
 ventuels, comment partagez, [38](#),
[39.](#)
 Biens Ecclesiastiques, leur employ, [66](#)
 Ce qu'il y faut observer, [68](#)
 De leur alienation, [66](#), [317](#), [318](#)
 De leur usurpation, [247](#), [248](#), [249](#)
 De leur partage & division, [260](#)
 Biens & Domaines de l'Eglise, [279](#)
 Biens temporels des Monasteres, [126](#)
 Blasphemateurs, comment doivent estre
 punis, [14](#), [182](#), [183](#), [184](#), [185](#)
 Reglement des Parlemens sur leur
 punition, [185](#), [186](#), [187](#)
 Plaintes contr'eux, [315](#), [326](#)
v. remembrances, punition.
 Bois des Ecclesiastiques, [283](#)
 Bras seculier, quand imploré, [147](#)
 Brefs des Papes & de leur enregistre-
 ment aux Parlemens, [105](#)

Y Y y y

Bref du Pape Urbain VIII. du 8. Octobre 1632. 12
 Bref du Pape Innocent X. de l'an 1645. pour juger l'appel de Monsieur de Leon, 11
 Bureau des pauvres estably à Châlons en Champagne, 305
 Leur Reglement, 305, 306
 Bureaux generaux des Decimes, *v. chambres Ecclesiastiques*.
 Bureaux Diocesains, dequoy peuvent connoistre, & de leur pouvoir, 417

C.

Cabaret deffendu les Festes pendant le Service divin, 74, *v. Festes*.
 Cahiers presentez à Sa Majesté par le Clergé, & réponsus par Sa Majesté, 567, 568, 569, 570.
 Calices, quand ne peuvent estre consacrez, 125, *v. Ornaments*.
 Cardinaux, leurs Benefices non Sujets à l'indult du Parlement, 224.
 Leur exclusion du ministeriat demandé par le Parlement de Paris, 533
 Cas privilegiez, 147, 151, 152, 576
 Cas Prevostaux & Presidiaux, 153
 Catechismes en langue vulgaire seront distribuez au peuple, 89
 Causes de Mariage *v. Mariage*.
 Cemetieres, de l'honneur qui leur est deu, 73, *v. la seconde Table*.
 Censures Ecclesiastiques, 157
 Chaire Episcopale de Mr. l'Archevêque d'Aix, maintenüe contre l'Arrest du Parlement, 4, 48
 Celle de Mr. l'Evesque d'Autun, de mesme, *ibid.*
 Chambres Ecclesiastiques, ou Bureaux generaux, 409, 415
 De leur establissement, 409, 410, 415, 417
 De leurs Juges, 410; *v. Decimes*.
 De leur ordre & de leur ressort, 419
 Chanoines des Eglises Cathedrales & Collegiales, de leur âge & rece-

ption, 16
 Precedent le Prevost des Marchands, & les Officiers Presidiaux en toutes assembles, 52
 Leurs qualitez, 16, 62
 Ce qu'ils doivent observer, *ibid.*
 De leur sepulture, 66
 Chanoines qui sont à la suite des Evêques, tenus pour presens, 19, 20
 Chanoines employez par lesd. Evesques és Missions & Predications, 20
 Deputez par les Chapitres, precedent les Tresoriers de France 52
 Ce qu'ils doivent éviter, 62
 De leur subsistance, comme on y pourvoit, 21
 De la longueur de leurs cheveux, 20
 Chapelles dans les Palais & Maisons, n'y seront sans permission, 76
 Chapelle dans le Chateau de Guiller-ville rebastie, & le Service rétably, 572
 Chapitres des Eglises Cathedrales, de qui composez, 16
 Leur pouvoir, le Siege vaccant, 20
 Ne doivent troubler les Evesques & Officiers, 13
 Chapitre de Châlons sur Saone réglé avec son Evesque, 3
 Chasse deffendüe sur les terres des Ecclesiastiques 283
 Chefs d'Ordres, doivent proceder à la reformation des Monasteres, 35
 De leurs visites, *ibid.*
 Chevaliers de Malte. Traité fait avec eux, 404, 405
 Clause solidaire, & de son exemption, 405
 Clercs, de leurs privileges, 150
v. privileges de Clericature.
 Clerc étranger, ne peut administrer les Sacremens, 89
 Cloches, de quelle autorité se doivent fondre, 4
 Ne doivent sonner pour les morts, sans le consentement du Curé, 85
 Clôture des Religieuses, ne doit point

estre violée, [39](#), [116](#), [116](#)
 Pas meſme pour peu de temps, [40](#)
[117](#).
 Sans cauſe legitime, approuvée par
 l'Eveque, [40](#). qui ſont à la page
[118](#), [116](#)
 Cloſture violée, par qui rétablie, [116](#),
[117](#), [119](#), [120](#),
 Coadjuteurs, [14](#)
 Coadjutories aux Benefices, n'ont point
 de lieu, [160](#)
 Collations, [115](#).
 Collations des Eveſques, 198, [199](#),
[259](#).
 Commiſſaires du Roy, comment re-
 ceus dans les aſſemblées generales,
 379
 Commiſſaires aux ſaiſies réelles, ne
 touchent point aux Decimes, [402](#)
 Communautéz regulietes d'hommes &
 de femmes, 31
 L'ancienne regle y doit eſtre réta-
 blie, *ibid.*
 Compoſition des Rhodiens, [404](#)
v. Chevaliers de Malte.
 Comptes des Fabriques, [294](#), juſques
 à [299](#), *v. Marguilliers.*
 Comptes des Miniſtres convertis, &
 autres penſionnaires du Clergé, [474](#),
 juſqu'à 478.
 Comptes des frais communs des dépen-
 ces & gratifications, [472](#)
 Comptes du Receveur general, [467](#)
 Reglement pour l'audition de ſes
 comptes, [468](#), juſqu'à [472](#)
 Comptes des Receveurs provinciaux
 particuliers des Decimes, [472](#)
 Conciles generaux, pourquoy établis,
 69
 Quand ſe doivent tenir, *ibid.*
 Conciles provinciaux, quand doivent
 eſtre tenus, [70](#), [71](#), [72](#), [375](#)
 Diſcours de M^r. de Reims ſur leſdits
 Conciles, [554](#)
 Concile de Trente, ſon eſtabliſſement,
 69, 70
 de ſa reception en France, [513](#)

Concordat du Pape Leon X. & de
 François I. [214](#)
 Ce qui ſe paſſa au Parlement à ſon
 entegiteſtement, [219](#)
 Appel interjeté par l'Univerſité de
 Paris, [220](#)
 N'eſt pas approuvé par le Clergé,
[220](#)
 Concubinaires publics, [216](#)
 Doivent être avertis, [67](#)
 Conferences de Meſſ. du Clergé, avec
 Meſſ. du Conſeil, & de leur Ordre,
[181](#), [182](#)
 Conſeſſeurs des Religieuſes ordinaires,
 118
 Des extraordinaires, *ibid.*
 Quand pourront être changez, *ibid.*
 Conſeſſeurs Religieux de quels cas ne
 peuvent abuſoudre, [123](#)
 Quand peuvent ouir les Confeſſions
 des ſeculiers, 121
 Conſeſſeurs doivent être examinez &
 approuvez, [89](#)
 Confeſſion, ou Sacrement de Penitence,
 comment doit être adminiſtrée, & par
 qui, [19](#)
 Ce qu'il y faut obſerver, *ibid.*
 On ne peut Conſeſſer ſans approba-
 tion, 122, 123
v. Approbation.
 Confidencé, comment ſe verifie, [243](#)
v. Simonie.
 Confirmation, ne peut être conſerée que
 par les Archevêques & Evêques, 1. [17](#)
 Conſrairies, de leurs deniers, comment
 employez. [81](#), [628](#)
 Congregations nouvelles, à qui ſuje-
 tes, [125](#)
 Conſeillers Cletcs des Parlemens, [19](#),
[45](#), [46](#)
 Doivent être Souddiacres au moins;
[45](#)
 A moins qu'ils n'ayent diſpenſe, [46](#)
 Leurs Charges ne peuvent être oc-
 cupées par d'autres, *ibid.*
 Conſeillers Clercs des Preſidiaux, [46](#)
 Contrats du Clergé avec le Roy, leur

Y Y y ij

origine ; 392. 439
 1. Contrat du 21. Octobre 1561. 439
 2. Contrat du 22. Novembre 1567. ibid.
 3. Contrat du 20. Fevrier 1580. 440
 4. Contrat du 26. Fevrier 1580. ibid.
 5. Contrat du 3. Juin 1586. ibid.
 6. Contrat du 18. Juin 1586. 441
 7. Contrat du 4. May 1596. ibid.
 8. Contrat du 29. May 1596. ibid.
 9. Contrat du 21. Mars 1606. ibid.
 10. Contrat du 5. Avril 1606. ibid.
 11. Contrat du 24. Septembre 1610. ibid.
 12. Contrat du 29. Juillet 1615. ibid.
 13. Contrat du 8. Aoust 1615. pag. 442
 14. Contrat du 10. Aoust 1615. ibid.
 15. Contrat du 11. Fevrier 1626. 442
 16. Contrat dudit jour avec le Receveur general, ibid.
 17. Contrat du 9. Avril 1626. ibid.
 18. Contrat du 24. Avril 1636. ibid.
 19. Contrat du 4. Juillet 1646. ibid.
 20. Contrat du 18. Juillet 1646. ibid.
 21. Contrat du 12. Janvier 1657. ibid.
 22. Contrat du 30. Avril 1657. 443
 23. Contrat du 2. Mars 1666. ibid.
 24. Contrat dudit jour avec le Receveur general. ibid.
 25. Contrat du 13. Novembre 1670. ibid.
 26. Contrat du 11. Septembre 1675. ibid.
 Conditions & clauses dudit Contrat, 445. jusqu'à 448
 Privileges renouvellez par lesdits Contrats 443. 444. 445
 Contrats passez avec les Receveurs generaux pour le remboursement de leurs avances, 472. 473. 474
 Contrats de subventions extraordinaires ou dons gratuits, 450. 451. 452
 Contrôle des insinuations, quand étably, 257
 Quand supprimé, 257. 258
 Convents nouveaux de Mandians, comment bâtis, & de l'autorité de qui, 122

Convents de Religieux, n'auront point d'écoles pour les seculiers, 125
 Convents, v. *Monasteres.*
 Corps morts des Beneficiers, & de leur garde, 244
 Crimes publics, & de leur correction, 66
 Cures. Leur Collation à qui appartient le Siege vacant, 20
 Par qui peuvent estre erigées dans les Dioceses, 104
 Cures sujettes au droit de deport, 16
 Cures, doivent estre desservies en personne, 28
 Unies aux Abbayes, Prieurez, Eglises seront desservies par des Vicaires perpetuels, 39
 Et tenuës à part à titre de Vicariat perpetuel, 86
 Sont toutes sujettes à la Jurisdiction de l'Evêque, 114
 Cures. De leur établissement, 125
 De leurs fonctions, 27. leurs qualitez, 27. 28,
 Ne seront troublez, 28
 Leur droits d'exemption, 27. 572
 Doivent residier dans leurs Benefices, 62. 235. jusqu'à 238
 Ne peuvent estre Promoteurs ny Officiaux 28
 Ny desservir deux Benefices, 62
 Moyens de pourvoir à leur subsistance, 29
 Ce qu'ils doivent faire dans les Synodes Diocesains, 67
 Cures, ne peuvent estre contraincts à publier les proclamats des Decrets, 77
 Exempts de la Jurisdiction de l'Evêque, sont sujets à sa visite & correction, 103
 De leurs portions congruës, 228. jusqu'à 231
 Sont exempts de Tailles, 228. 571
 De leurs Decimes, 327
 Cures primitifs doivent faire pourvoir de Cures amobiles. 29

Prieur Cusé de l'Ordre de Premontré, sujet à la Jurisdiction de l'Evêque, 102

D.

Dances Baladoires, quand défendues, 2. Fêtes.

Decharges des Beneficiers spoliez pendant les troubles, 406. 407

Decimateurs, à quoy sont obligés, 315. 316

Decimes. De leur origine, 321

Depuis quand on en paye en France, ibid.

De leur Jurisdiction, & à qui en appartient la connoissance, 395. 403.

413. jusqu'à 416

Parlemens, Presidiaux, & autres n'en peuvent connoître, 413. 414. 415.

416. 618

Abus des Receveurs & Sergens reformez, 326

v. Reglement.

Assemblées pour les Decimes ne peuvent être faites par les Reguliers, 402

Ordre que l'on suit pour les lever, 395

Des Receveurs Generaux & Provinciaux des Decimes.

v. Receveurs, comptes.

Ecclesiastiques & Religieux de Bearn,

ou renvoyez pour les Decimes, 372

Decimes, des Beneficiers de Bearn, 402

Degrez. Temps pour les acquerir, 172

Delit commun, 347

Deputations comment réglées, 370

Deputez aux Assemblées Generales & Provinciales, 382

Leurs fonctions. *v. Assemblées & Reglemens des Assemblées.*

Leur voyage à combien de jours réglé, 363. 366

Leur taxe par jour, 365

Maniere d'opiner, 370. 371. 372

Leurs qualitez & privileges, 383

Deputez aux Bureaux Generaux & Diocésains, & leurs privileges, 417

Deputez des Dioceses quand peuvent être changez, 417

Deputé regulier nommé dans la Chambre Ecclesiastique d'Orleans, & pourquoy, 38

Devolut, 245. 246

Devolutaires, ibid.

Diaeres. *v. Soudiaeres.*

Différens entre le Clergé & le Parlement de Paris pour les saluts, 33

Entre M. l'Archevêque de Paris & l'Abbé saint Germain des Prez, 106

Entre M. l'Evêque de Rieux & le Marquis de Rabat, 105. 106

Entre M. l'Evêque d'Autun, & M. l'Evêque de Basle, 110

Entre M. l'Evêque d'Amiens, & les Abbé & Religieux de saint Vallery, 115

Entre M. l'Archevêque de Rouen, & les Reguliers de son Diocese, 144

Entre M. l'Evêque de Vence & son Chapitre, 374

Entre le Clergé & l'Hôtel de Ville de Paris pour les rentes, 448

Dignitez des Eglises, 16. 17

Qualitez nécessaires pour les posséder, 16. 17

Chargées des Indults, 37

Leurs seances à Rouen, à Rennes, 31

Dimissoires, comment doivent être donnez, 106. 109

Discipline sera rétablie dans les Monastères, suivant la premiere institution, & par qui, 35

v. La premiere remontrance faite à Henry III.

Distributions quotidiennes des Chapitres, 16

Dixmes, comment se doivent payer, 267. jusqu'à 272

A quien appartient la connoissance, 268

Terres enfermées dans les Parcs doivent Dixmes, 273

Terres qui n'en doivent point, 275

Par qui ne peuvent être affermées, 276

| | |
|--|----------------|
| Ne peuvent être convertis en deniers, | 274 |
| Reglemens sur les Dixmes, | 276 |
| Dixmes sont imprescriptibles, | 277 |
| Dixmes infeodées, leur origine, | 278 |
| Quand changent de nature, | 279 |
| Quand sujettes aux portions con- | |
| gües, | 279 |
| Dons gratuits, 450. v. <i>Subventions ex-</i> | |
| <i>traordinaires.</i> | |
| Taxe des Abbez & Religieux pour | |
| les dons gratuits, à qui renvoyée, | 571 |
| Doutes proposez au saint Siege par l'E- | |
| vêque d'Angelopolis aux Indes Orien- | |
| tales, contre les Reverends Peres Je- | 93 |
| suites, | |
| Doutes proposez au saint Siege par les | |
| Reverends Peres Jesuites, contre l'E- | |
| vêque d'Angelopolis aux Indes Orien- | 95, 96 |
| tales, | |
| Droits de chauffage pour les Benefi- | |
| ciers, | 353 |
| Dans les Forests du Roy, | 575 |
| Droits de nouveaux acquêts, comment | |
| reglez pour les Ecclesiastiques, | 572 |
| Droits de deport, appartenant aux At- | |
| chidiactes, | 26 |
| Droits Ecclesiastiques. v. <i>Biens, rentes,</i> | |
| <i>privileges.</i> | |
| Droits honorifiques dans les Eglises, | 85, 86, 87, 88 |
| Duel. Plaintes contre leurs desordres, | 509, 510, 515 |

E.

| | |
|--|------------------|
| E Au benite, comment doit être faite, | 88 |
| Comment donnée aux Seigneurs des | |
| Paroisses, | <i>ibid.</i> |
| Ecclesiastiques exempts de la Jurisdi- | |
| ction du Prevôt des Maréchaux, | 324 |
| Sont encore exempts des Tailles, | 324, 325 |
| De la Gabelle, | 328, 571 |
| Des emprunts des Villes, & de routes | |
| taxes, | 333. jusqu'à 339 |

| | |
|--|-------------------|
| Du ban & de l'arrière-ban, | 572 |
| Du droit des Aydes. v. <i>Aydes.</i> | |
| Leurs Exemptions, | 328. jusqu'à |
| 340. 372. | |
| Ecclesiastiques, ne peuvent être empê- | |
| chez pour dettes, | 80. 324 |
| Ny leurs meubles & livres vendus, | <i>ibid.</i> |
| Rentes de leurs Benefices, | 280. v. |
| <i>Biens Ecclesiastiques, rentes.</i> | |
| Leurs privileges, | 320. jusqu'à 324. |
| 327, 328. 572. | |
| Leurs Fermiers exempts de Tailles, | 327. 571 |
| Ecoles. Petites Ecoles, | 180 |
| Comment établies & tenües, | 180, |
| 181 | |
| v. <i>La seconde table.</i> | |
| Ecoliers. v. <i>Université.</i> | |
| Edits. v. <i>La seconde Table.</i> | |
| Education des enfans, ce qu'il y a à ob- | |
| server, | 68 |
| Eglises, doivent être fournies d'Orne- | |
| mens, Livres, Croix, & par qui, | 30 |
| Ce que l'on y doit observer, | 65 |
| De l'honneur qui leur est dû, | 72 |
| De leurs visites. v. <i>Visites.</i> | |
| Eglises, Chapelles, ou Cures dépendan- | |
| tes de l'Ordre de Malte, comment | |
| seront visitées, | 114. 121 |
| Electio des Abbeses, par qui confir- | |
| mée, | 39 |
| Comment faire, | 191 |
| Electio aux Benefices, | 189, 190, |
| 191, 192 | |
| Confirmées par saint Louys, | 259 |
| Electio des Superieures Religieuses, | 126 |
| Emprunts & Subventions des Villes, Ec- | |
| clesiastiques en sont exempts, | 333. |
| jusqu'à 339. | |
| Enfans de Chœur, font partie du Cler- | |
| gé & precedent les Laiques, | 88 |
| Enfans de famille qui se marient contre | |
| le consentement de leurs parens. v. | |
| <i>mariage.</i> | |
| Enfans trouvez par qui nourris, | 307 |

v. La seconde Table

Enterremens, où, & comment se doi-
vent faire 84, 124
Reglement des Curez de Paris pour
les enterremens, 85
Catholiques enſevelis avec ceux de
la R. P. R. ce qu'il y a à faire, 85
v. Sepultures.
Erection des Colleges, ou Seminaires
propofez à l'Affemblée de 1625, &
par qui, 42, 43
Erection d'un Chapitre à Fontenay le
Comte, 21
Erection d'une Eglise Collegiale caſſée,
& pourquoy, 161
Erection de nouveaux Monafteres, com-
me ſe doit faire, 122
Erection des Villes en Citez, & Evê-
chez, 21
Etrangers, ne peuvent eſtre Archev,
Evêq. ny Abbez chefs d'Ordre, en
France, 3, 188
Ny Vicaires generaux des Archev,
& Evêques, 22
Ny Officiers de Juſtice Eccleſiaſti-
que, 190
Ny avoir des charges dans les Mo-
naſteres, 37
Ny renir aucun Benefice en France,
188

v. La ſeconde Table

Euchariftie, comment doit eſtre tenue,
portée & receüe, 58, 123
Peuples doivent eſtre inſtruits, &
invitez à recevoir ce Sacrement, 58
Peur eſtre viſitée dans les Monaſte-
res, 123
Evêchez, de leur démiſſion, 13
Evêché de Maillezaïs tranſferé à la
Rochelle, 22
Taxes des Bulles des Evêchez, com-
me elles ſe payent à Rome, 163,
164
Evêques, doivent eſtre irreprehenſi-
bles 61
Leur âge, 2, 3
Leur rang, 1, 2, 48, 49

Leurs qualitez, 2, 16, 61
Quand prendront les Ordres ſacrez, 2
Quand ſe feront conſacrer, 23
Honneur des aux Evêques, 2
Leurs fonctions, 13, 14, 32, 33, 35,
65, 82, 90, 106, juſques à 110.
Etrangers ne le peuvent eſtre en
France, 3
Etabliront des Seminaires dans leurs
Diocèſes, 42, 43
Leur pouvoir & juſdiction, 103,
104, 118, 119, 120, 130, 131,
132, 143
Leur droit ſur les Exempts, 120, 122
Sont obligez à reſidence, 235
Peuvent deſtituer les Officiers de
leurs Juſtices, 290
De leur ſeance dans les Parlemens,
42,
Dans les Eſtats, 49, 50
Comment ſont receus dans les villes
de leurs Diocèſes, 50, 124
De leurs viſites, v. viſites.
Evêques, Chanoines de leur Eglise, 20
Evêques, comment ſont déchargés des
priſes à partie, 156
De leur viſa, 198 v. viſa.
Du ſerment deu à la cloſture de la
Regale, 212
Où doit eſtre enregistré, 212, 213
De leurs Officiers, v. Officiers, Ju-
riſdiction.
Evêque d'Autun Preſident né aux Etats
de Bourgogne, 49
Evêques & Abbez de Bearn ont ſean-
ce au Conſeil ſouverain de Pau, 46
Evêque d'Angelopolis des Indes orien-
tales, réglé par le ſaint Siege avec
les Peres Jeſuites, ſur leurs diffé-
rens 92, & ſuivans.
Evêque de Châlons & ſes Officiers,
preſident dans les Affemblées ge-
nerales de la ville, 50
Evêque de ſaint Flour contre ſon Cha-
pitre, 13
Evêques de Languedoc, leur rang au
Parlement de Toulouſe, 49

Evesque de Luçon, & la Jurisdiction ; 121
 Evesque de Montpelier, ses privileges dans l'Université, 179
 Evesque de Valence, *idem*, 179
 De Rhodéz, préside aux E tats de Roiterguo, 10
 D'Orléans a de grands privileges à son entrée dans la ville d'Orléans

51
 Evesques *in partibus*, 15
 Ne sont appelez aux Assomblées particulières des Evesques de France, 187
 Excommuniez, 218
 Executions de Justice, quand deffendues, 75
 Exposition du S. Sacrement, 79
 Extrême-Onction, comment doit estre administrée, 60
 Ce que l'on y doit observer, *ibid.*

F.

Fabriques, de leurs revenus, 191, 194, 196.
 A quoy appliquez, 195
 Comptes des Fabriques, *v. Marguilliers, Comptes.*
 Fabriques peuvent rentrer dans leurs biens, 199
 Non sujettes aux droits de nouveaux acquets, 571
 Fermes des Benefices, 259
 Fermiers des biens Beneficiaires, leurs privileges, 117, 118
 Festes, doivent estre observées, & comment, 16, 23
 Comme doivent estre celebrées, 73
 Foires, matchez, jeux, dances & cabarets deffendus ces jours-là, & comment, 74
 Fiefs Ecclesiastiques, *v. biens Ecclesiastiques.*
 Fonctions des Evesques, *v. Evesques.*
 Fonctions curiales, *v. 175. Curez, & ainsi des autres.*
 Foy & hommage deu par les Eccle-

siaftiques qui ont des fiefs, 179
 Quand en sont exempts, 142
 Foy & hommage, avec & dénombrement, 141, jusqu'à 146.
 Francs-fiefs, de leur taxe, 146, jusqu'à 151.

G.

Gabelles, ou impositions du sel, 118
 Ecclesiastiques en sont exempts, 118, 119. *v. Ecclesiastiques.*
 Gages des Contrôleurs du Clergé, où renvoyez, 172
 Gages des Receveurs particuliers des Decimes, 141, 142
 Generalitez & Dioceses, sur lesquelles on leve les Decimes, 195
 Graces expectatives, 118
 Graduez, & de ceux qui le doivent estre, 17
 Dighitez non sujettes aux Graduez, 17

Graduez simples, ou nommez, 115
 Leurs Reglemens, 116, 117
 Ce qu'il faut pour les remplir, 117
v. Insinuations.
 Greffiers des Insinuations Ecclesiastiques, & leur Reglement, 155, 156, 157.
 Maintenus dans leurs charges, 175

II.

Habitations ordinaires dans les Abbayes, Monasteres, & autres Maisons Ecclesiastiques deffendues aux Laïques, 16
 Harangue du Clergé au Legat de Medici, 500
 Harangue faite à l'ouverture des Etats généraux de 1614. 104
 Harangue faite à l'Assemblée générale de 1646. de la part de la Reyne d'Angleterre, 124
 Harangues de Monsieur Poncet, faites de la part du Roy à l'Assemblée de 1675. 160, jusqu'à 163
v. Re-

v. Remontrances.

Hérétiques , éviter leur commerce , 34

v. La seconde Table.

Honneur dû aux Archevêques , & Evêques , *v. Archevêques , Evêques.*

Hôpitaux , leur Reglement , 65, 300, 301, 305.

De leurs biens , 301

De leur administration & Administrateurs , 299, 300, jusqu'à 304.

De leurs comptes , 299, 300

De leurs privilèges , 304, 305

Des Assemblées pour les pauvres , 309

I.

Jésuites. Leur établissement en France , 129

Leur bulle présentée au Parlement , *ibid.*

Leur reception renvoyée à l'Assemblée générale du Clergé à Poissy , 129.

Conditions avec lesquelles sont reçus , 129

Consentement de M. l'Evêque de Paris , & à quelles conditions , 130

Sont sujets aux taxes des subventions extraordinaires , 453

Jeûne , comment doit être observé , 57

Ce qu'il faut éviter les jours de jeûne , *ibid.*

Jeux défendus pendant le service divin , 76

v. Fêtes , service divin.

Immunités & privilèges de l'Eglise , & des Ecclesiastiques , 320. jusqu'à 324. *v. Privilèges.*

Impositions & levées sur les Diocèses pour les affaires , 478

Imprimeurs du Clergé , 170

Incompatibilité des Benefices , 238, 239, 240

Indulgences , comment se doivent publier , 113

Indult appelé le *Compactum* , 262

Indult des Officiers de Judicature , 223

Indultaires. Leurs Reglemens , 223

Insinuations. Comment seront faites , 25

v. Graduez.

Insinuations Ecclesiastiques , 254

De leurs Greffiers , *ibid.*

Reglement de leurs droits , 255, 256, 257

Interdits Ecclesiastiques , 218

Interdit. Mis sur la Ville de Montreuil , 158, 159

Interdits de prêcher & de confesser , que doivent faire , 161

Invective contre M. l'Evêque de Laon , avec la satisfaction & le désaveu , 128, 129

Juges Ecclesiastiques.

Ne doivent être troublez en leur Jurisdiction , 100, 142

Juges souverains , & autres de la Majesté les doivent maintenir , 100

Et leur laisser les causes de leur connoissance , *ibid.*

Juges des Seigneurs Ecclesiastiques. *v. Officiers.*

Juges seculiers des Parlemens , & autres Cours & Juridictions , de quoy ne peuvent connoître , 100, 101

de l'administration des Sacremens , ny des matieres purement spirituelles , *ibid.* & 623

Juges des Chambres Ecclesiastiques , 410. jusqu'à 416

Leur nombre , leurs qualitez , leur election & leurs Reglemens , 410.

v. Chambres Ecclesiastiques , Decimes.

Jurisdiction Ecclesiastique , 99

Conservée à l'Eglise depuis longtemps , *ibid.*

Ecclesiastiques ne s'en peuvent exempter , 142

Confirmée par saint Louys , 259

Jurisdiction contentieuse des Officiaux. *v. Officiaux.*

Jurisdiction des Rois en Bretagne , 289

Jurisdiction des Ordinaires sur les privilégiés , en quoy consiste , 127

Confirmée par plusieurs Arrêts , 130, 131, 132

Justices en *Pariage* avec le Roy, 134.

185

Justices temporelles des Seigneurs Ecclesiastiques, 186, 187, 188, 189

De leurs Officiers, *ibid.*

L.

L Aïques, 31

Ne doivent approcher les Autels pendant l'Office, 76

Lettres d'Ordre. *v. Ordres, Ordination.*

Lettres testimoniales, ou commendatrices, comment données aux Seculiers, 125

Reguliers comment les peuvent donner, 125

Lieutenans de Roy. *v. Gouverneurs.*

Litres, dedans & dehors les Eglises, à qui deffendues, 87

Livres. De leur impression & censure, 161

Reglement du Parlement de Paris sur ce sujet, 161. jusqu'à 169

Livres censurez, 167

Libre injurieux fair contre M. de Laon, 128, 129

Logemens de Gens de guerre. Ecclesiastiques en sont exempts, 339. jusqu'à 341

v. Ecclesiastiques.

M.

M Agiciens & Sorciers, comment punis, 54

Maisons Canoniales, 20, 21

Laiques, ny doivent loger, 20

Ceux qui y peuvent loger, *ibid.*

Ornemens faits dans icelles par un Chanoine, à qui appartiennent, 21

Maisons Episcopales. Gouverneurs n'y peuvent loger, 77

Maisons Presbyterales des Curez, 30

Par qui doivent estre bassies, ou reparées, 30, 31, 80

Par qui doivent estre visitées, 31

Maladeries, leproseries, *v. Hopitaux.*

Mandats Apostoliques, 216

Marguilliers, de leur administration, 194

De leurs comptes, 194, jusqu'à 199

v. Fabriques.

A qui rendus, 195, 196

Comment peuvent accepter les fondations, 195

Mariage. Comment, & par qui doit estre administré, 96

Des empeschemens, *ibid.*

Mariage. Comment doit estre celebré, 60

Ce qu'il y faut observer, 60, 96, 97, 98.

Ce qu'il y faut éviter, *ibid.*

Peuples. Comment doivent estre instruits de ce Sacrement, 60

Curez, se doivent informer des contractans, 97

Ne doit point estre forcé, 93

Preuves de Mariage, comment doivent estre faites, *ibid.*

Promesses de Mariage, qui en doit connoistre, 98

Causes de Mariage, de quelle Jurisdiction sont, 145

Mariages clandestins, sont nuls, 98

Mariage des vagabonds, 97

Mariage du ravisseur avec la ravie, comment se peut faire, 97, 98

Messe. Doit estre dite par ceux qui y sont obligez, 58, 75

Comment doit estre celebrée, 58

Sur quels Autels, 59

Où ne doit point estre celebrée, 76

Ce qu'il faut faire auparavant, 58

Ce qu'il y faut observer, 58, 76

Promenade à l'Eglise pendant la Messe, deffendue, 58

Ce qu'il faut éviter aux nouvelles Messes, 59

Quand ne peuvent estre dites sans permission, 123

Messe Parroissiale, quand on y doit aller, 123

Meubles des Ecclesiastiques, Ornemens, Livres ne peuvent estre fai-

fus ; 80
 Missionnaires envoyez dans les Cures
 par les Evêques, ne doivent estre trou-
 blez par les Curez , 174
 Moines, v. Religieux.
 Monasteres Regulars d'hommes &
 de femmes. Ce qu'il y a à faire, 35
 Deffenses à toutes personnes d'y en-
 trer sans permission , 40, 117
 Ceux qui sont hors des villes, peu-
 vent estre transferez dans les villes,
 40, 41
 Toutes permissions d'entrer dans les
 Monasteres revoquées , 118
 De la reformation des Monasteres,
 119
 Conditions pour leur établissement,
 122
 Tous Monasteres sujets à la visite
 de l'Evêque, 120, 126
 Mesme à la visite extraordinaire, 126
 Monasteres, qui ne sont sujets aux
 places d'Oblats, v. Oblats.
 Monasteres de Fontevault, sujets à la
 visite de l'Evêque, 119
 Monasteres de l'Ordre de saint Benoît,
 idem, 120
 Monastere de Maillezais, secularisé,
 121
 Monitions, 157
 Mort des Archevêques, ou Evêques,
 doit estre mandée à tous les autres,
 15

N.

Neufmes, 277, 278
 Nomination du Roy aux Benefi-
 ces, 214
 Ce qu'il y a à observer, ibid.
 Divers reglemens la dessus, 210,
 211, 212.
 Notaires, doivent advertir des causes
 pies qui sont dans les Testamens, 65
 Novales, 277
 A qui elles appartiennent, 278
 Novices Religieuses. Ce qu'il y a à fai-
 re avant de les recevoir à la profess-

sion ; 216
 Comment, quand, & par qui se-
 ront examinées, 116

O.

O Bediences des Generaux d'Ordres,
 comment executées par les Re-
 ligieux, 173
 Oblats, ou Religieux lays, 312, 313
 Quels Benefices en sont déchargez,
 313
 Leurs qualitez, 314
 Oeconomats, 121
 Quand établis, & revoquez, 221, 352
 Officialitez. Leurs Reglemens, 132,
 jusqu'à 142.
 Expéditions des Sentences, Actes
 & Procedures, comment seront fai-
 tes, 142
 Officiaux. De leur Jurisdiction con-
 tentieuse, 133, 142, 143, 144, 145
 De leur institution & destitution,
 146, 171
 Quand établis par les Chapitres, 146
 Officiaux Metropolitains, 144
 Officiers des Assemblées generales
 du Clergé, 183
 Leurs fonctions, ibid.
 Officiers des Evêchez, 13
 Officiers des Justices temporelles des
 Seigneurs Ecclesiastiques, 286, 287,
 288, 289, 290, 353.
 Ne doivent estre troublez par les Of-
 ficiers Royaux, ny autres, ibid.
 Peuvent estre destineez par les Sei-
 gneurs, 290
 Tous autres Officiers des Seigneurs
 ne seront de là R. P. R. A quelle
 peine, 5-6
 Opiner, v. Assemblées, Deputez; Re-
 glemens.
 Ordinaires, v. Evêques.
 Ordination faite par faveur, odieuse,
 1
 Comment se doit faire, 106
 A quel Evêque on doit avoir égard,
 109

Z Z z z ij

Ordination pour les Religieux, 109
 Ordres de l'Eglise. Comment doivent
 vivre ceux qui y sont engagez, 60
 Trois choses qu'ils doivent éviter, 61
 Qualitez necessaires pour se faire re-
 cevoir, 61
 Comment les doivent recevoir les
 Religieux, 112, 124
 Evêques, où ne les peuvent confe-
 rer sans permission, 124
 Comment, & en quels lieux se doi-
 vent donner, 107, 109, 111
 Ne peuvent estre conferez par les
 Abbez, 107
 Donnez par un Evêque étranger,
 contre le consentement de l'Evêque
 Diocésain, qu'en arrive t'il? 109
 On ne doit rien prendre pour leur
 collation, 108, 109
 Lettres d'Ordres, comment seront
 signées, 108
 Quels noms y seront employez, 124
 Ordres Mineurs, à qui doivent estre
 conferez, 107
 Ordre de Prestre, à qui, & à quel
 âge doit estre conféré, 108
 Ornaments des Eglises, par qui doi-
 vent estre fournis, 80, 315
 Ornaments, comment, & par qui doi-
 vent estre benis, 125
 Ornaments Ecclesiastiques, ne peuvent
 estre saisis, 79, 80
 Ornaments usurpez, peuvent estre re-
 petez, 80
 Reglement touchant les Ornaments, 571

P.

Pain benit, *v. Patrons.*
 Pairs Ecclesiastiques. Leur rang, 48
 Partages, *v. Seignouries, Justice.*
 Parlemens, ne peuvent connoistre des
 Decimes, 413
 Parlement de Paris demande l'exclu-
 sion des Cardinaux, du ministe-

riat, 555
 Parlement de Toulouse. Plainte du Cler-
 gé contre les Arrests, 555
 Parrains & Marraines dans les Baptê-
 mes, quels doivent estre, 57
 Les qualitez qu'ils doivent avoir, *ibid.*
 Parrains & Marraines, de ceux qui ne
 s'en doivent servir, 113
 Parroissiens. Peuvent estre contrains
 d'assister à la Messe Parroissiale, 78
 Partage des biens Ecclesiastiques, *v. Biens.*
 Parrons des Eglises, 86
 Ce qu'il faut pour en establi la qua-
 lité, 86
 Quand peuvent offrir le pain benit.
 Ne peuvent perneure d'avoir des
 bancs dans l'Eglise, 86
 De leur seance, 87
 Patronage. Benefices en patronage, 104
 105, 206.
 Pauvres, *v. Hospitaux.*
 Penitence, *v. Confession.*
 Penitencier établi en chaque Eglise
 Cathedrale 89. Ses qualitez, *ibid.*
 Pensions sur les Benefices, 331, 332.
 233, 234.
 Pensions excessives, 261
 A quoy sont reduites, 234
 Pensions & rentes dues à l'Eglise,
v. Rentes.
 Permissions pour prêcher & confesser.
 Leur forme, 128
v. Approbation, Confession.
 Personnes Ecclesiastiques. Admises aux
 Conseils des Roys, y ont entrée,
 seance, & voix, 44, 45
 Admises aux charges de Judicature,
 45, *v. Conseillers Clercs.*
 Places des Ecclesiastiques dans l'Eglise
 ne seront occupées par les laïques, 77
 Place des Parlemens dans les Eglises,
 77, 82, 83
 Plaintes du Clergé contre les Arrests
 du Parlement de Toulouse, 555
 Plaintes du Clergé, *v. Remontrances.*
 Portions congrües des Curez & des Vi-
 caires, 218, 229, 230, 231

Folleurs paisibles, 116
Pragmatic sanction du Roy saint Louis, 159
Pragmatic sanction du Roy Charles VII. 113
Prebendes Theologales, & Preceptoriales dans les Eglises Cathedrales, 17, 18
Prebendes, peuvent estre reduites, & comment, 104
Prebendes adjugées pour étude, 19
Precepteur, où doit estre entenu, 35
Predicateurs. De leur Mission, 88
 Ne peuvent prêcher sans permission, 89, 96 124
 De ceux qui doivent prêcher, 89
 Ne feront point d'erreur ny de scandale, 89, 91
 Ne peuvent prêcher, s'ils ne sont Prestres, 90
 Leur qualitez, *ibid.*
 A qui appartient la disposition des Predicateurs, 90, 91, 92, 96
 Qui connoist de leurs salaires, 90
 Doivent estre examinez, 91
 Ne doivent user d'invectives, 91
 Parlemens ne peuvent connoistre de leur Mission & Doctrine, 91
 Ne prêcheront que des matieres orthodoxes, 114
v. la seconde Table cy apres.
Prelats, v. Evêques.
Premices, 177, 178
Preseance des Evêques sur les Gouverneurs des Provinces, ou Lieutenans de Roy, qui ne sont Princes du Sang, 42
Prestres, à quoy se doivent occuper, 90
 Age requis pour la Prestise, 108
 Ceux qui se disent de nul Diocèse, comment doivent estre receus, 108
 Prestres étrangers & inconnus, ne doivent dire la Messe sans permission, 75
 Preuves par Lettres, 118
 Preuves pour la tonsure & pour les vœux de Religion, comment receies, 14
 Prières publiques. *Te Deum, &c.* ce

qu'il y faut observer, 81, 83
 Seront indites par l'Evêque, ou par son grand Vicaire, 84
Prieurs & Prieures, sont sujets aux Archevêques ou Evêques, 34
 Ont la visitation & correction sur leurs Religieux ou Religieuses, 34
Prise de corps decretée contre M. l'Archev. de Narbonne, & contre M. l'Ev. d'Alby, 335, 336
 Prises à partie contre les Evêques, comment en sont déchargez, 156
 Prisonniers des Jurisdicions Ecclesiastiques, 141, 145
 Privileges, immunité, exemptions & franchises de l'Eglise, confirmez par S. Louis, 159, 120, 121, 122, 323
 Renouvellez par les Contrats, 443, 444
v. Ecclesiastiques.
Privileges. Des Chevaliers de Malte, comment reduits, 121
 De Clericature, 148
 Des Universitez, 170, 171, 172, 173
 Des Hopitaux, & de leurs Administrateurs, 304
 Des Députez aux Bureaux Generaux & Diocésains, 417
 Des Officiers des Decimes 418, jusqu'à 438.
 Des Reguliers, comment reduits, 122
 Procez comment se fait aux Cardinaux, Archev. & Evêq. & par qui, 13
 Procez criminels, comment se font aux Ecclesiast. & de leur instruction, 176, 177.
 Procez fait à M. l'Evêque de Leon, 8
 Memoires envoyez à Rome à sa Sainteté sur la procedure, 9
 Bref du Pape pour juger l'appel de M. de Leon, 11
 Jugement dudit appel, 11
 Procedure. En matiere Beneficiale, ses Reglemens, 150 jusqu'à 154
 Processions publiques, ce qu'il y faut observer, 82, 87
 Seront indites par l'Evêque à son
 ZZ zz üj

| | |
|---|---------|
| grand Vicairé ; | 84 |
| Rang des Seigneurs dans les Procès-
sions , | 87 |
| Proclamats des Decrets, comment se-
ront publiez , | 77 |
| Proclamats que doivent faire les Curez , | 78 |
| Procurations pour resigner les Evêchez , | 13 |
| Procureurs des causes pies dans les Dio-
ceses , | 65 |
| Profession de foy, quand & par qui se
doit faire , | 54 |
| Profession Religieuse , | 32 |
| L'âge pour y être receu , | 32. 33 |
| Ce qu'il faut faire auparavant , | 33. 116 |
| Des Juges qui en connoissent , | 571 |
| Temps pour reclaimer contre les
vœux , 33. <i>v. Novices.</i> | |
| Profes qui laisse passer cinq ans sans re-
clamer, n'est point receu , | 33 |
| Promenade dans l'Eglise, desfondue pen-
dant le service divin , | 73. 77 |
| Promesses de mariage, comment desfen-
dûes , | 98 |
| A qui en appartient la connoissance ,
99. <i>v. Mariage.</i> | |
| Promoteurs , | 26 |
| Curez ne le peuvent être , | 18 |
| Prendront les causes criminelles en
main , | 14; |
| Qui sont Chanoines, leurs privile-
ges , | 418 |
| Promoteurs des Assemblées generales , | 345 |
| Provisions de Cour de Rome , 192. jus-
qu'à 198 | |
| Provisions de Benefices. <i>v. Visâ.</i> | |

Q.

Quêtes des Religieux dans les Dio-
ceses. 125

R.

Rachapt & réunion des Domaines
de l'Eglise vendus & alienez ,
462 jusqu'à 466

Rachapt des Offices de Receveurs &
Contrôleurs des Decimes, Provin-
ciaux & Particuliers obtenu par le
Clergé , 427. 430

Rachapt des tentes sur les Benefices ,
180

Receveur general du Clergé.

Ses fondions , 418. 419

Ses privileges , 435, 436

Ne peut être emprisonné , 436

Par qui ne peut être contraint , 435

De ses comptes *v. Comptes.*

Receveurs & Contrôleurs Generaux ,
Provinciaux, de leur creation & fon-
ctions 420. jusqu'à 424

Opposition à leur creation, & rai-
sons du Clergé pour s'y opposer , 422

Temps de leurs payemens , 423, 424

Quand ont esté revoquez , 423

Quand en ont esté créez de nouveau ,
423. *v. Rachapt.*

Receveurs & Contrôleurs Provinciaux,
& Particuliers des Decimes , 425 ,

426 , 427

Ne sont compris aux taxes des Offi-
ciers de Finances , 436

Lents privileges & exemptions , 437 ,

438

Receveurs & Contrôleurs particuliers
des Decimes, où residèrent , 398

Leurs privileges & exemptions , 435

Ce qu'ils doivent faire tous les ans ,
398

De leur creation & origine , 428

Doivent donner caution , 434

Taxe de leurs gages , 431, 432

Des Contrats faits avec eux , 430

Comment peuvent estre deposez ,
433

Le Clergé les peut demettre , & rem-
bourser , *ibid.*

Reclamation contre les vœux , 33

Est de la connoissance de l'Official , 34

Recteur de la Ville d'Haute Rive , sa
séance aux Assemblées . 53

Reformation des Abbayes , Prieurez &
Maisons Religieuses , par qui se doit

faire , 36, 119
 Reformation des Religieuses d'Apt, 120
 Regale , 206 jusqu'à 212
 Son origine , 206
 De ceux qui s'en pretendent exempts , 209
 Discours de M. de Lodève sur la Regale , 206
 Plainte contre la Regale , 519
 Registres des Baptêmes , mariages & sepultures , 376
 Reglement de Melun pour la discipline Ecclesiastique , 34. jusqu'à 69
 Des Hopitaux , 65 , 299 , 300, 301
 Des Reguliers , 63
 Des Seminaires , 64
 Des Officialitez , 133 , jusqu'à 142
 Divers autres Reglemens , 371
 Reglemens de 1606. pour les Assemblées generales & provinciales du Clergé , 360
 de 1614. pour le mesme effet , 361
 de 1625. *idem.* 363
 de 1635. *idem.* 363
 de 1646. *idem.* *ibid.*
 Reglement , touchant les entreprises des Evêques les uns sur les autres , 201, 202 , 203 , 204.
 Reglement touchant les deputations , 370
 Reglement des Indultaires , 223 , 224
 des droits des Insinuations , 255, 256, 257.
 Touchant la nomination du Roy aux Benefices , 220 , 221 , 222
 Pour opiner dans les Assemblées , 371
 Pour la levée des Decimes , & pour en reformer les abus , 396 , jusqu'à 401.
 Reglement pour les provisions de Rome , 193 , 194 , 195 , 196
 Reglement du Visa , 201
 Reglement de la Cour , touchant l'impression des Livres , 162
 Reglemens des Universitez , 175 , 176 , 177 , 178

Reglemens particuliers ,
 Entre M. l'Evêque de Châlons sur Saone , & le Doyen de son Eglise , 4
 Entre M. l'Archev. d'Aix , & son Chapitre , 4 , 48
 Entre M. l'Evêque d'Amiens , son Chapitre , & les Officiers de la ville , 105
 Reglement pour le Chapitre de saint Pierre de Mascon , 161 , 262
 Reglement de M. l'Abbé de Cîteaux , pour la reforme de Savigny , confirmé par Arrest , 523
 Regles de la Chancellerie , observées en France , 192 , 193
 Regrez aux Benefices , 260
 Reguliers. Leurs Reglemens , 63, 123 , 371.
 Comment peuvent prêcher dans les Eglises qui ne sont de leur Ordre , 118
 Discours de M. l'Archev. de Toulouse , touchant les Reguliers , 127
 De leurs privileges anciens , qui se sont multipliez , 127
 Ne peuvent faire des assemblées , sur le fait des Decimes , 402
v. Religieux.
 Relation de ce qui s'est passé dans l'Assemblée de 1595. *v. Assemblées.*
 Relation de ce qui s'est passé en celle de 1615. *ibid.*
 Religieux anciens , des Ordres de saint Benoist , Cluny , Cîteaux & Prémontré , se doivent retirer dans leurs Abbayes , 37
 Ceux de Saint Augustin de mesme , *ibid.*
 Religieux & Religieuses , comment établis , 125 , 171
 Religieux , doivent vivre regulierement , 31
 Porter l'habit de leur Ordre , 37
 Ne peuvent quitter le Convent qu'ils ont choisi , 42
 Ne doivent aller seuls hors du Convent , *ibid.*

Leur nombre, par qui réglé, 104
 Si un Religieux se peut faire bâtir
 une Cellule, 32
 Quand peuvent estre emprisonnez, 36
 Se doivent retirer dans les Monas-
 teres de leur profession, 37
 Ne doivent point estre receus par
 presens, 32
 Ceux qui veulent quitter l'Ordre,
 ce qu'ils ont à faire, 173
 Demeurans hors du Convent, à qui
 sont sujets, 125
 Religieux, comment receus aux Ordres
 sacrez, 109
 Ceux qui se feront de la R. P. R. ne
 peuvent porter leurs habits dans les
 assemblées de ladite Religion, 142
 Religieux de l'Ordre de Cluny peuvent
 entrer dans les Assemblées du Cler-
 gé, 38
 Out esté rétablis dans S. Denis de
 la Chartre, 38
 Religieux ne doivent permettre aux
 Prestres de dire la Messe dans leur
 Eglise, qu'en certains cas, 78
 Quand ne se peuvent servir de leurs
 privileges, 123
 Ne peuvent confesser, sans avoir
 suby l'examen, 123
 Doivent publier les Mandemens des
 Evêques, 124
 Religieux Mendians, incapables de Be-
 nefices, 161
 Religieux des Abbayes, ou Prieurez
 conventuels, 35
 Ne peuvent sortir sans permission, 36
 Un affligé du mal cadue, s'il peut
 sortir, 37
 Religieux qui n'ont point de chef d'Or-
 dre, ce qu'ils doivent faire, 35
 Ceux qui sont Citez primitifs, sont
 sujets aux Archev. & Evêques, 29,
 102.
 Religieux de S. Victor de Marseille,
 comment ont esté reglez, 37

La discipline reguliere y a esté té-
 tablie, 38
 Religieuses. Aage pour estre receues. 33

Avant que les recevoir, ce qu'il faut
 faire, *ibid.*
 Les Evêques s'informeront de leur
 volonté, 33, 126
 Se doivent confesser & communier
 tous les mois, 40
 Aucun Prestre seculier ny regulier
 ne les doit entendre en Confession, 126
 Auront leut Confesseur ordinaire, &
 quelquefois des extraordinaires, 40,
 118, 126.
 Observeront la clôture, *v. Clôture*,
Monasteres, Profession.
 Leurs domestiques hors le Convent
 sont sujets à la Paroisse, 126
 Reglement pour les Religieuses, 63
 De leurs biens, 118, 126
 Quand doivent elire leurs Superieu-
 res, 40, 126
 Religieuses, quand doivent estre pour-
 vuës d'Abbayes, ou Prieurez con-
 ventuels, 40
 Religieuses du Ronceray d'Angers, leur
 différent avec leur Evêque, 103
 Religieuses Hospitalieres, à qui sont
 sujettes, 119
 Reliques des Saints, 72
 peuvent estre vendiquées contre les
 detempreurs d'icelles, 80
 Remontrances faites aux Roys par le
 Clergé de France, 479
 Remontrances faites au Roy Henry III,
 la premiere du 3. Juillet 1579. 480,
 & suivans,
 Seconde Remontrance, du 30. Aoust
 1579. 483
 3. Remontrance du 16. Septembre 1579. 484
 4. Remontrance du 3. Octobre 1579. 485
 5. Remontrance du mesme jour, 487
 6. Remontrance à M. le President Be-
 lièvre, 488
 7. Re-

7. Remontrance du 17. Juillet 1581. 489

8. Remontrance des 17. & 22. Juillet 1581. 490

9. Remontrance du 13. Juin 1584. 491

10. Remontrance du 14. Octobre 1585. 492

11. Remontrance du 19. Novembre 1585. *ibid.*

11. Remontrance du 3. Mars 1586. 494

13. Remontrance du 4. Mars 1586. 495

14. Remontrance du 3. Juin 1586. 496

15. Remontrance du 11. Fevrier 1588. 497

16. Remontrance du 16. Octobre 1588. *ibid.*

Remontrances faites au Roy Henry IV.

17. Remontrance du 24. Janvier 1596. 498

18. Remontrance du 18. May 1596. 500

19. Harangue du 30. Aoust 1598. *ibid.*

20. Remontrance du 28. Septembre 1598. *ibid.*

21. Remontrance du 5. Decembre 1605. 501

22. Remontrance de l'an 1608. *ibid.*

Remontrances faites au Roy Louys XIII.

23. Remontrance en l'an 1610. 503

24. Remontrance à la Reyne regente, 1610. 504

25. Harangue du 27. Octobre 1614. à l'ouverture des Etats generaux, 504

26. Remontrance aux Etats à la Noblesse 1614. 505

27. Remontrance à la Chambre du tiers Etat, ausdits Estats de 1615. 506

28. Remontrance du 29. Janvier 1615. contre les duels, 508

29. Remontrance du 23. Fevrier 1615. 510

30. Remontrance du 8. Aoust 1615. 512

31. Remontrance du mois d'Aoust 1615. 513

32. Remontrance du 2. Juin 1617. 514

33. Remontrance du 18. Juillet 1617. contre les duels, 514

34. Remontrance de l'an 1619. 516

35. Remontrance du 18. Octobre 1621. 516

36. Remontrance du 30. May 1625. 517

37. Remontrance du 19. Juin 1625. *ibid.*

38. Remontrance du 13. Fevrier 1626. 518

39. Remontrance du 22. Juillet 1635. contre la Regale, 519

40. Remontrance du 17. Fevrier 1636. *ibid.*

41. Remontrance du 13. Novemb. 1636. 521

42. Remontrance du 20. Avril 1636. 522

43. Remontrance du 30. Aoust 1641. *ibid.*

Remontrances faites au Roy Louys IV. & à la Reyne sa Mere.

44. Remontrance à la Reyne Mere, du 27. Juillet 1645. 523

45. Remontrance à la Reyne Mere, en 1645. 523

46. Remontrance, ou Harangue faite à l'Assemblée de 1646. de la part de la Reyne d'Angleterre du 19. Fevrier, 524

47. Remontrance du 19. Avril 1646. contre les blasphemateurs, 525

48. Remontrance du 30. Juillet 1646. 527

49. Remontrance du 12. Juillet 1650. contre M. le Duc d'Espernon, 528

50. Remontrance du 18. Janvier 1651. 529

51. Remontrance du 23. Fevrier 1651. 531

52. Remontrance du 21. Mars 1651. 533

53. Remontrance du 11. Avril 1651. 534

54. Remontrance du 7. Aoust 1651. 535

55. Remontrance du 8. Juin 1654. contre les entreprises de ceux de la R. P. R. 537

56. Remontrance du 2. Avril 1656. contre ceux de lad. R. P. R. 538, 539, 540

17. Remontrance du 21. Novembre 1656. [543](#)
 18. Remontrance du 5. May 1657. [543](#)
 19. Harangue du 2. Juillet 1660. *sur la Paix, & sur le Mariage du Roy.* [544](#)
 60. Harangue dudict jour, faite aux Reynes, sur le mesme sujet. [546](#), [547](#)
 61. Remontrance du 7. Fevrier 1661. contre ceux de La R. P. R. [548](#)
 62. Remontrance de l'an 1661. prenant congé de Sa Majesté, [548](#)
 63. Remontrance du 6. Octobre 1665. [549](#)
 64. Remontrance du 12. Janvier 1666. contre les Grands Jours du Clermont. [550](#), [551](#), [552](#)
 65. Remontrance du 17. Avril 1666. [553](#)
 66. Remontrance de l'an 1670. contre les entreprises de ceux de la R. P. R. [553](#)
 67. Remontrance de l'an 1670. touchant les Conciles Provinciaux, avec la réponse du Roy, [554](#), [555](#), [558](#)
 68. Remontrance, ou Harangue de M. Poncet du 10. Juin 1675. [558](#)
 69. autre Harangue de M. Poncet du 17. Juin 1675. [560](#), [561](#), [562](#)
 70. Remontrance du 17. Aoust 1675. contre La R. P. R. [563](#)
 71. Et dernière Remontrance du Clergé du 14. Septembre 1675. en prenant congé de Sa Majesté, [563](#)
 Renonciation aux vœux, [32](#)
 Rentes constituées sur les Benefices, [280](#), [281](#)
 Ne peuvent estre rachetées par contrainte, *ibid.*
 Les arrérages en especes, ne seront commuez en argent. [282](#)
 Rentes sur l'Hôtel de ville de Paris & de Toulouse, payées par le Clergé.
 De leur origine, [391](#), [392](#)
 D'où est venu tout le mal, [393](#)
v. Arrérages.
 Reparations des Eglises, & des Benefices, [314](#), [315](#), [316](#)

Quelle part en doivent les Decimateurs, [315](#), [316](#)
 Reparations faites par les Juges Royaux pour avoir connu des causes des Ecclesiastiques, [148](#), [149](#), [150](#)
 Reserves generales & speciales sur les Benefices, [215](#)
 Reserve des Benefices au Pape, [218](#)
 Residence, [19](#), [235](#), [236](#), [237](#), [238](#)
 De ceux qui en sont dispensés, [19](#), [24](#)
 Ordonnée aux Prelats de Provence par Arrest du Parlement d'Aix, qui fut cassé par celui du 9. Septembre 1675. [544](#)
 Residence dans les Monasteres, à qui descendüe, [249](#)
 Resignation d'Evêchez, [13](#), [14](#)
 Resignation d'un Benefice, extorquée d'un mineur, comment punie, [260](#)
 D'un Benefice affecté aux Maîtres de Musique ou Enfans de Chœur, est nulle, [261](#)
 Revenus des Eglises, par qui & comment peuvent être augmentez, [104](#)

S.

Sacre des Evêques, [233](#). *v. Evêques.*
 Sacrements doivent être usitez, & comment, [57](#)
 Saint Sacrement, comment peut être visité, [123](#)
 Comment exposé, [72](#). *ibid.*
 Satisfactions faites aux Evêques pour les contraventions à leurs défenses, de prêcher & confesser, [128](#)
 Satisfaction des Juges Royaux pour avoir entrepris contre l'Eglise, *v. Reparation.*
 Secte des illuminez, [143](#)
 Secularisation de la Congregation de la doctrine Chrétienne, [128](#)
 Seculiers. *v. Ecclesiastiques.*
 Seigneurs Hauts Justiciers Catholiques, ou de la R. P. R. ne peuvent établir dans leurs terres des Officiers autres que des Catholiques, sur quelle peine, [576](#)

Seigneuries & Juſices Eccleſiaſtiques
en pariage avec le Roy, [284](#), [285](#), [286](#)
Seminaires & de leur établifſement, [41](#),

[42](#)
Où ſeront établis, & à qu'elle fin, *ibid.*

Age & qualitez pour y entrer, [41](#)

Ceux qui y entreront, comment ſe-
ront habillez, [41](#)

A quoy ſ'appliqueront, [42](#)

Seminaires établis en pluſieurs Villes.

A Xaintes en 1644. [43](#)

A Paris celuy de ſaint Nicolas du
Chardonnet en 1644. *ibid.*

A ſaint Malo en 1646. *ibid.*

En la Ville de Laon en 1661. *ibid.*

A Luçon en 1663. [44](#)

A la Rochelle en 1664. [44](#)

A Aix en Provence en 1666. [44](#)

ACHâlons en Champagne en 1650 [44](#)

Sentences d'un Officiel, où ſe porte l'ap-
pel, [141](#)

Sentences dont on ne peut appeller, pas
même comme d'abus, [141](#)

Sentences des Juges Eccleſiaſtiques, &c.
de leur execution, [146](#)

Sepulchres des Catholiques, [66](#)

Des Chanoines, *ibid.*

Des decedez où doivent être faites,
[124](#). v. *Enterremens*.

Serment de fidelité des Evêques à la
cloture de la Regale, [211](#)

Service divin. De la reverence avec la-
quelle il doit être fait, [75](#)

Ce qu'il y faut obſerver, *ibid.*

Qui en doit connoître, [628](#)

Juges ſeculiers n'en peuvent connoître,
[628](#)

Service divin, pendant la tenue des Af-
ſemblées, [373](#), [374](#)

Simonie & confidence, [140](#), [141](#), [142](#),
[143](#), [159](#)

Sindics des Diocèſes, [357](#)

Sindics generaux du Clergé & de leur
pouvoir, [408](#)

Sinodes Diocèſains, comment l'on ſ'y
doit comporter, [67](#)

Souâdiacres & Diacres.

Age pour être receu, [107](#)

Comment doivent être receus, *ibid.*

Ce qu'il y faut obſerver, [107](#)

Ce qu'ils doivent faire avant que de

recevoir l'Ordre de Prêtriſe, [107](#)

De leurs Privileges, [148](#)

Subventions extraordinaires ou dons
gratuits, [450](#)

Contrats, paſſez en conſequence,
[450](#). juſqu'à [454](#)

Reglement touchant leſdites ſubven-
tions, [454](#), [455](#)

Superieurs des Congregations, leur de-
voir, [16](#)

Superieures des Religieuſes.

De leur election, [40](#)

v. *Religieuſes*, *Abbeſſes*.

T.

Tailles. Les Cletes en ſon exempt,
[351](#), [372](#)

Taxes de l'expedition des Bulles des Ar-
chevêchez & Evêchez de France, [163](#), [164](#)

Taxes des Deputez aux Aſſemblées ge-
nerales, [365](#)

Taxes faites ſur les Eccleſiaſtiques, [352](#)

[353](#)

Pour le don gratuit, à qui renvoyées,
[371](#)

Taxes des Francs-Fiefs & nouveaux ac-
queſts, [146](#)

T E D E U M. v. *Proceſſions*, *prieres pu-
bliques*.

Temoins des Sinodes, leurs qualitez &
ce qu'ils doivent obſerver, [67](#), [68](#)

Teſtaments receus par les Curez & Vi-
caires, [27](#)

Titres & papiers des Hôpitaux, par qui
inventoriez, [192](#)

Titres des biens, meubles & immeubles
de l'Egliſe inventoriez, [66](#)

Titres & papiers des biens Eccleſiaſti-
ques, [191](#)

Titre Sacerdotal, ou patrimoine des Ec-
cleſiaſtiques [110](#)

Comment doit être obſervé, [110](#), [111](#)

A A a a a ij

Heritages donnez pour servir de titre
Sacerdotal, 111
Tonfure comment doit être conférée, &
ce qu'il y faut observer, 107, 109
Traitez faits avec les Chevaliers de
Malte, 404
v. Composition des Rhodiens.
Translation d'Evêché. *v. Evêché.*
Tutelles & Curatelles ne conviennent
aux Ecclesiastiques, 355, 356
Tuteurs. De leur consentement au ma-
riage de leurs mineurs, 28

V.

Vente du tempotel de l'Eglise. *v.*
Alienation.
Vicaires des Curez, 27
Vicaires perpetuels, 28
Vicaires genetaux des Archevêques &
Evêques, 23
Leurs qualitez, *ibid.*
Doivent être originaires François, 22
Les Religieux ne le peuvent être, 23
Employez par les Evêques, sont te-
nus pour presens, 24
Representent les Prelats dans les Etats
& Assemblées, 49
Election d'un grand Vicair, faite en
l'absence de celui de l'Evêque, nulle,
23
Vicariats des Archevêchez, à qui doi-
vent estre donnez, 22
Non entregistrez, sont sans effet,
23, 24

Violence faite à M. l'Ev. de Cahors,
dans sa maison, 356
Visa des Ordinaires, 198, 199, 173
Ne peuvent estre contraincts à le don-
ner, 199, 200, 173
Reglement touchant le Visa, 200,
201, 173, 174
Visites des Abbex & Prieurs, Abbeses
& Prieures, 113
Visites des Archev. & Evêques, 31, 162
111, 112, 113, 171
Par qui & comment doivent estre
faites, *ibid.* & 114, 115, 116
Lieux sujets à visites, 111, 112, 113,
171.
Argent ne doit estre pris pour les-
dites visites, 111
Visites des Eglises, & ce qu'il y
faut observer, 14, 15, 111, 112, 113
Celles qui se pretendent exemptes,
comment visitées, 112, 171
v. Archev. Evêques.
Visites dans les Monasteres & Eglises,
120 ibid.
Unions des Benefices, par qui faites, 30
Univerfitez, de leurs privileges 170, 171
Maîtres, Regens & Ecoliers d'icel-
les, où convenus en justice, 171
Vœux, Si un Religieux affligé du mal
caduc en peut estre dispensé, 17
Usure. Ce que c'est, comme il s'y faut
comporter pour l'éviter, 67
Usurpateurs des Benefices, 401

Fin de la premiere Table.

SECONDE TABLE

DES MATIERES,

CONCERNANT LA RELIGION

PRETENDUE REFORMEE,

CONTENUES EN CE LIVRE.

A.

AGE des enfans de la R. P. R. pour pouvoir faire abjuration, 611

Abjurations. Comment les actes en seront receus, 613

Abolition de rous crimes, 655, 656, 657. 662. 670. 676. 678. 682. 694. 713

Il y en a d exceptez, *v. Crimes.*

Academies pour la Noblesse défendûes à ceux de la R. P. R. 609

Academie de Theologie, tentée par les Religioneires dans la Ville de Nîmes, 634

Ajoins comment seront pris par les Commissaires de l'une & de l'autre Religion pour l'instruction des procez, 678 692

Avocats de la R. P. R. leur nombre au Parlement de Roüen, 645

Ambassadeurs de France en pais Etrangers, protegeront les François de la R. P. R. qu'ils ne soient recherchez, 701

Amitié ordonnée entre les sujets de sa Majesté, 657

Idem. Dans le commencement de tous les Edirs.

Aministie pour Monsieur le Prince de Condé & ceux qui l'ont suivy 704.

v. Pardon, Retablissement, Abolition.

Anglois & leurs adherens, 714

Appel comme d'abus relevé des delibérations de Consistoire, 625

Appellations des Ordonnances des Synodes, 599

Apostats, ne peuvent contracter mariage, 617

Ne peuvent porter l'habit Ecclesiastique ou Religieux patmy ceux de la R. P. R. 142. 699. *v. Relaps.*

Arreits & Jugemens rendus contre ceux de la R. P. R. pendant les Troubles, 691. 705, 706

Articles particuliers de l'Edit de Nantes, 695

En quoy different audit Edit, *ibid.*

Articles secrets de l'Edit de 1577. donnez à Bergerac, 674

Articles de la Conference de Nerac, 677

Articles de la Conference de Flex, 680

Articles particuliers de la Conference de Loudun, 708

Articles de paix pour les habitans de la Rochelle, 713

Articles fairs par la Theologie de Paris, publiez aux Prônes des Eglises, 583

Artillerie prise pendant les Troubles, quand restituée à sa Majesté, 676. 683

Artisans Catholiques égaux du moins à ceux de la R. P. R. *v. Maîtres, Maîtres.*

Assemblées des Villes & Communautés, ce que l'on y doit observer, A A a a iij

641. 659. 661. 678.
 Assemblées de ceux de la R. P. R. quand
 & comment défendues, 598. 639.
 653
 Assemblées d'Etats au pays de Foix,
 comment seront faites, 717
 Assemblées, Colloques & Synodes,
 comment seront tenus, 599. 639. 699.
 700. 711. 712. 717.
 Ce qu'il y faut observer, 599. 639.
 653. 700. 711. 712
 Ne seront faites au son de la Cloche,
 635. 644
 Il y aura un Officier de la part du
 Roy, 601
 Reglement de Louys XIII. pour les-
 dites Assemblées, 600
 Declaration pour le même effet, 701.
 709. 711. 712
 Associations défendues avec les Etran-
 gers, 657. 684. 694. 702. v. *Corres-*
pondance.
 Aumônes distribuées également aux
 pauvres Catholiques, & à ceux de la
 R. P. R. 636. 643. v. *Hôpitaux.*
 Aumônes à la disposition des Chapitres,
 comment distribuées, 643, 659

B.

Baillages anciens, ce que c'est, 674
 Baillages. v. *Lieux de Baillages.*
 Baillages oubliez dans les Edits y sera
 pourveu, 658
 Baillage de Gex n'a que Sergy pour l'ex-
 ercice de la R. P. R. 637
 Baptemes. Les Ministres en tiendront
 Registre. 639. v. *Enfans.*
 Bâtards, & exposez. v. *Enfans.*
 Baux des biens de ceux de la R. P. R.
 676
 Biens des Catholiques restituez, 669.
 682. 683, 685
 Biens Ecclesiastiques vendus, ou usur-
 pez, quand rendus, 652. 675. 683.
 685. 695. 714.
 Biens de ceux qui ont suivy le party des
 Religioneux rétablis, 699

Biens de ceux qui se sont retirez à Ge-
 neve confisquezz, 582
 Blasphemateurs, comment punis, 590.
 v. *Impietez, profanations, punition.*
 Boucheries quand fermées par ceux de
 la R. P. R. 590. 635. v. *Fêtes.*
 Bouchers de la R. P. R. quand ne ven-
 dront publiquement leurs viandes.
 614. v. *Fêtes.*
 Brulemens d'Eglise, comment remis.
 v. *Abolition, pardon.*

C.

Catholiques seront preferez pour
 portet la parole dans les depu-
 tations. v. *D. putations.*
 Catholiques, ne seront subornez par
 ceux de la R. P. R. 614. v. *Officiers.*
 Catholiques Beneficiers qui auront sui-
 vy ceux de la R. P. R. comment ré-
 tablis, 675
 Catholiques qui changeront de Religion,
 ce qui sera observé dans leurs maria-
 ges, 614
 Causes criminelles où les Ecclesiastiques
 sont parties, pardevant qui seront
 traitées, 644. v. *Procez, Juges,*
Officiers.
 Causes d'un nouveau converty renvoyées
 au Parlement de Grenoble, 614
 Cemetieres des Catholiques ne servi-
 ront à ceux de la R. P. R. 626
 v. *Enterremens.*
 Cemetieres de ceux de la R. P. R. com-
 bien doivent estre éloignez de ceux
 des Catholiques, 616, 640
 Sera pourveu de lieux pour lesdits
 Cemetieres, 687. 700
 Chair ne sera mis en vente les jours dé-
 fendus par l'Eglise, 635. 644, 659
 Chambres de l'Edit, quand créées,
 668. 687. 688
 Sont Souveraines, & jugent en der-
 niers ressort, 672. 688
 De Paris & de Rouën supprimées,
 624
 De Beziers remise à Castres, 718

De Castres transférée à Castelnau-
dary, 614
De Grenoble à le ressort de Proven-
ce, 688
De Castres & de Bordeaux quand
réunies, 675. 688
De Montpellier, quand établie, 668
Et celles de Grenoble, Bordeaux,
Aix, Dijon, Roüen, Bretagne, 668.
688. 689
De Toulouse, 672. 688
Chambres de l'Edit, dequoy connoi-
sent, 672. 678. 688
Ne peuvent députer vers le Roy,
624
Ny connaître des élections Con-
sulaires, 624
Ny des procez des Villes & Com-
munautez.
Ne peuvent recevoir des appellations
comme d'abus, 625
Doivent juger en nombre égal d'Of-
ficiers, 669. 681. 690
Celle de Guyenne juge en plus grand
nombre de Catholiques que de ceux
de la R. P. R. 624
Quand établie, 681
Ne peuvent estre troublées par les
autres Cours & Jurisdiccions, 681.
692
Leurs Arrests comment exécutez,
681. 690. *v. Officiers.*
Garderont la forme & le style des
Parlemens où elles sont établies, 690
Chancellerie de la Chambre de Bor-
deaux, comment tenuë, 689
Chapelles & Colleges ne doivent estre
démolis, 593
Charges imposées sur les Villes, com-
ment portées, 717
Charges peuvent estre tenues par ceux
de la R. P. R. 663. 687. *v. Officiers*
Religioneux.
Cloches en quels lieux ne peuvent estre,
65
Quand doivent cesser de sonner,
633. 644

Des Catholiques ne serviront à ceux
de la R. P. R. 626
College de ceux de la R. P. R. ne peut
estre dit Royal; Regens du College de
Montpellier seront Catholiques, 635
Colloques, quand défendus, 598. 701
Ne seront allémblez que durant le
Synode, 599. 634. 639
Commercé rétably, 665
Commissaires envoyez aux Provinces
pour l'exécution des Edits, 712
Comperence. *v. Procez.*
Comptes de ceux de la R. P. R. com-
mient seront ouïs, 693, 694
Le Procureur du Roy y doit assister,
704
Condamnez à mort, comment exhortez,
v. Prisonniers.
Conseillers des Senéchaussées de la R.
P. R. ne peuvent presider en l'ab-
sence de leurs Chefs. 634. 641
Conseillers des Chambres my-parties.
v. Officiers.
Consiltoires ou Synodes. *v. Assemblées,*
Colloques, Synodes.
Comment tenus, 599 639
Ne jugent de la validité des maria-
ges. *v. Mariages.*
Ne peuvent estre heritiers, 625
Ny posséder des biens, *ibid.*
N'ont point de Jurisdiction, 624, 625
Consulats premiers occupez par les Ca-
tholiques, 621. 635. 641
Défenses à ceux de la R. P. R. de les
demander, 634
Ordre ancien des Consulats sera gar-
dé, 717
Consuls & Officiers politiques des Vil-
les, 620, 611
Responsables de l'exécution des Edits,
612. 684. 687
Admis en nombre égal, 633
Quand prêteront serment, 684
Ne mettront des marques dans les
bancs de leur Temples.
Obligé pour les affaires des Villes
comment dechargez, 717

Contestations, querelles & disputes défendues, 662. 684
 Conventicules illicites défendues, sous
 quelles peines, 581. 597
 Denonciateurs seront absous, 581
v. Assemblées, Confistoires, Synodes.
 Convertis, déchargés des dettes de
 ceux de la R. P. R. 611
 Ne seront intimidés ny molestés,
 sous quelles peines, 612
 Ne seront subotnez par argent, ny
 autrement, 613
 Nouveau converti déchargé de ses
 dettes pendant trois ans, 614
 Correspondances défendues avec les
 autres Provinces, 599. 625. 639. 684.
 702. *v. Association.*
 Corps morts de la R. P. R. ne seront
 exposés devant leurs maisons, 640
 Où peuvent estre enterrez, *ibid.*
 Criées d'heritages où faites, 692
 Crimes non pardonnez par les Edits,
 657. 676
 Et qui ont esté reservez, 694. 707

D.

Dettes contractées par ceux de la
 R. P. R. comment payées, 635.
 642. 717
 Declarations des Rois en conséquence
 des Edits, *v. Les Edits; elles sont ensuite.*
 Declaration du 2. Avril 1666. 638
 Défenses à ceux de la R. P. R. de se
 retirer chez les Etrangers, 711
 Degré de consanguinité pour mariage.
v. Loix, Mariages.
 Deliberations, comment seront prises
 dans les Synodes, 598
 Deliberation du Synode de Nismes cas-
 sée, & comment, 598
 Autres deliberations cassées, *ibid.*
 Deliberations publiques par qui seront
 faites, 690
 Deniers publics. Ceux qui les ont ma-
 nié pendant les Troubles déchargés,
 718
 Démolition des Temples, *v. Temples,*

602. & *suivans.*

Démolition des Eglises & Chapelles dé-
 fendue, 586
 Deputations. Catholiques prefetez pour
 porter la parole aux deputations, 630
 Discours à sa Majesté par ceux de la
 R. P. R. défendus.
 Discours. *v. Remontrances, Harangues.*
 Disputes de la foy défendues aux Etran-
 gers & aux illiterez, 582
 Dixmes, seront payées par ceux de la
 R. P. R. 668. 687
 Donations faites aux Ministres & pau-
 vres de la R. P. R. à qui renvoyées,
 307. 309. 699
 Droit annuel non payé par les Officiers,
 quand y seront receus, 716
 Droits honorifiques. *v. Seigneurs.*
 Droit de Patronage, surcis dans les E-
 glises tant que les Patrons seront de
 la R. P. R. 86

E.

Ecclésiastiques rétablis dans leurs
 biens, 685. 695. *v. Biens.*
 Ecoles ne peuvent estre tenues sans per-
 mission de l'Evêque, 628
 Ecoles publiques, 609. 643. 699. ce
 qu'on y doit enseigner, *ibid.*
 Défendues à Roüen, 609
 Comment établies, 626
 Enfants & serviteurs de la R. P. R.
 iront aux Ecoles des Maîtres Catho-
 liques, 587. 686
 N'y aura qu'une seule Ecole dans le
 lieu de l'exercice, 610. 686
 Petites Ecoles comment tenues, 636.
 665. 686
 Edits de sa Majesté seront observez,
 560. 585
 Officiers de sa Majesté y tiendront
 la main, 654
 Serment prêté pour leur observation,
 675. *v. Serment.*
 1. Edit de 1561. 651
 2. De 1562. 656
 3. De 1568. 662
 4. De

| | |
|---|-------------------------|
| 4. De 1570. | 662 |
| 5. De 1571. | 666 |
| 6. De 1576. | 667 |
| 7. De 1577. | 672 |
| 8. Edit de Nantes de 1593. | 684 |
| 9. Edit de 1616. | 702 |
| 10. Edit de 1626. | 713 |
| 11. Edit de 1629. Edit de Grace, 715 | |
| Edit de Château-Briant, 578. jusqu'à 583 | |
| Edit de Nantes sera executé, & en quels lieux, | 585. 697 |
| A esté confirmé par tous les Edits qui l'ont suivy, | 713. 716 |
| Edits de pacification, & Declarations. ensuite seront observez dans la Souveraineté de Sedan. | 645 |
| Education des enfans, | 611. 699 |
| <i>v. Enfans.</i> | |
| Eglises rétablies alentour de la Ville de Privas, | 587 |
| Enfans de la R. P. R. dont les petes sont Catholiques, | 643 |
| Où doivent estre mis, | 612 |
| Où baptisez, | 612. 614. 643. 659. 661 |
| Où élevez, | 612. 636. 643 |
| Enfans exposez, où portez, | 635. 643 |
| Enfans de la R. P. R. quand se peuvent convertir, | 611 |
| Receus aux Colleges Catholiques, | 587 |
| Défenses de censurer leurs petes, | 599. 640 |
| Enfans convertis, ne peuvent estre desheritez, | 611 |
| Seront nourris aux dépens de leur pete, | <i>ibid.</i> |
| Enfant converty enlevé par ses parens, ce qui en a esté ordonné, | 611 |
| Enfans nez hors du Royaume pendant les Troubles seront Regnicolés, | 693 |
| Ensollemens de Gens-de-Guerre défendus, | 654. |
| Enterremens de ceux de la R. P. R. comment & quand seront faits, | 616, 617. 640 700. |
| Ne seront faits de jour, | 616 |

| | |
|--|--|
| Hors des Cemetieres & Eglises Catholiques, | 615, 640 |
| Ne seront faits dans les Eglises, Monasteres & Cemetieres Catholiques, | <i>ibid.</i> 594. 615. 616 |
| Lieux leur seront indiquez pour les Sepultures, | 681. 700 |
| Catholique enterré avec ceux de la R. P. R. ce qu'il y a à faire, | 85 |
| Religieuses privez de la Sepulture Ecclesiastique, | 84 |
| Quand ils seroient fondateurs, | <i>ibid.</i> |
| Corps d'un de la R. P. R. enterré dans une Eglise en fut ôré, | 615 |
| Autres enterréz en Cemetiere Catholique deterréz, | 615, 616 |
| Entreprises de ceux de la R. P. R. où jugées, | 585. 623, 624 |
| <i>v. Les Remontrances faites sur ce sujet.</i> | |
| Entreprises contre les Capacins de Florac, | 630 |
| Etrangers ne seront admis aux Offices de la Couronne, | 703 |
| Etrangers ne peuvent estre Ministres, my Regens, | 600, 601, 627 |
| Ne doivent disputer de la Religion, | 582. <i>v. Ministres.</i> |
| Evocations des Chambres my-parties où renvoyées, | 690 |
| Examen. <i>v. Officiers.</i> | |
| Exercice public de la R. P. R. quand permis en France, & en quels lieux, | 653. 667. 681. 685. 696. 697. 698 |
| Où ne peut estre fait, & en quels lieux, | 593. 595. 616. 663. 668. 674. 686. 696, 697, 698 |
| Ne peut estre fait dans les Villes où il y a Archevêché ou Evêché, | 628. 686 |
| Comment ledit exercice doit estre prouvé, | 596 |
| Ne peut estre fait qu'és lieux destinez, | 595. 597. 678 |
| Cessé quand la Proceffion du saint Sacrement passe. <i>v. Saint Sacrement.</i> | |
| Exercice défendu dans la Ville & Faubourgs de Paris, | 698 |

Lieux où sera donné pour Paris, 698
 Exercice de la Religion ôté de divers lieux.
 De Mougou, Corbigny & Chauvigny, 594
 De Bourgueil & de Champrose, 595
 De Saint Ceré en Quercy, 595
 De Croisic & de Royan, 595, 596
 De Romoules, de Lucq, 596
 De Paroy en Charrolois, 627
 De Saint Silvain, 628
 De Villiers le Bel, & lieux circonvoisins, 629
 De Lants, la Coste & Gignac, &c. 633
 De Privas & de Tournon, 645
 Ne sera établi dans les terres de la Reyne Mere, 674
 Exercice de la R. P. R.
 Permis au Sieur de la Verune dans son Châteaueu, & à quelle condition, 596
 Permis à la Dame de la Lande Blanche en sa maison, 596
 Ne sera continué es lieux dont les Seigneurs sont Catholiques, 627
 Où sera continué, 685
 Au Baillage de Gex, réduit à deux Temples, Sergy & Fernez, 632
 Sera rétabli en certains lieux, 660.
 674. 685. 686. 704. 713
 Exheredations faites eu haine de la Religion nulles, 669. 687
 Extrait des Baptêmes & Mariages, v. *Baptême*.

F.

Fêtes de l'Eglise Catholique seront observées par ceux de la R. P. R. 590, 591. 644. 659. 686.
 Défenses de travailler, ny de tenir les Boutiques ouvertes lesdits jours, 590. 686
 Et d'aller au Cabaret pendant le Service divin, 591
 Juges de ladite Religion ne peuvent

connoître de la transgression des Fêtes, 629
 Femmes de la R. P. R. excluses de la Maîtrise des Lingeres de Paris, 622
 Filles de la R. P. R. comment receuës dans la maison de la propagation de la Foy à Sedan, 613
 Fondateur d'une Eglise, mourant dans la R. P. R. n'y peut estre enterré, 616
 v. *Enterremens, Seigneurs*.
 Fortifications de Caltres seront rasées, 718. v. *Villes*.

G.

Garnisons, vuidront les Places & Villes, 671. 674. 676
 Gouverneurs de Provinces prêteront serment de faire observer les Edits, 671. 676
 Greffiers des Maisons de Villes seront Catholiques, 641

II.

Habitans de Paris de la R. P. R. où se pourront retirer, 688
 Habitans des Villes, mis à la garde les uns des autres, 665. 684. v. *Villes, Consuls*.
 Ceux des Villes renduës à sa Majesté rétablis en leurs biens, 716
 Habirans de la Ville d'Aymet, comment punis de leurs impietez, 588, 589
 Habirans de Poitiers comment rétablis, 705
 Heresie, à qui en appartient la connoissance, 577, 578, 579
 Heretiques, comment recherchez en France, & comment punis, 578
 Leurs denouciateurs comment recompensez, 581
 Défense de les proteger en France, 582
 Histoire des Troubles, v. *Memoires Historiques*.
 Hôpitaux Catholiques, recevront ceux de la R. P. R. comme les autres, 643. 659. 666. 687
 Reçoivent les enfans exposez, 643

Hôpitaux défendus à ceux de la R. P. R.

307
Hôpital nouveau étable au Faux-bourg
Saint Marcel lez Paris, par ceux de

la R. P. R. fut supprimé, 309
Hôpital de Sefanne, comment rétabley,

645

I.

Impietez & blasphemes, comment
punis, 590

*v. Profanations, punition, invectives,
blasphemes.*

Impositions & levées de deniers, com-
ment défenduës à ceux de la R. P.

R. 625. 654

Faites sans permission du Roy, com-
ment punies, 625

Comment doivent estre faites, 625,
626. 634. 677, 678

Où ne seront point cottisées, 644.
661

Imprimeurs, n'imprimeront & ne ven-
dront des Livres censurez, 665. *v.*
Livres.

Infraction des Edits, 679

Invective contre le Pape & l'Eglise,
par le Ministre Sauvage de Florac,

630

Journée de saint Barthelemy, 669

Sa Majesté en témoigne regret & de-
plaisir, 669

Veuves de ceux qui ont esté tuez ont
des exemptions. *v. Veuves.*

Juges d'Eglise connoissent du crime d'he-
resie, 579

Juges de la R. P. R. 623, 624

Ne peuvent connoître de la trans-
gression des Fêtes, 629

Pourront estre refusez par les Ca-
tholiques, 664. *v. Officiers.*

Jugemens donnez contre ceux de la R.
P. R. quand rendus nuls, 691

Justices, comment rétablies en plusieurs
lieux, 678. 718

L.

LEgs faits par ceux de la R. P. R.
quand auront effect, 699

Leg fait par un de la R. P. R. aux
pauvres de ladite Religion à qui attri-
bué, 307. 309

Levée de deniers comment se doit faire
sur ceux de la R. P. R. 634. 642. 678

v. Imposition.

Libels diffamatoires défendus, 654. 707

Libraires ne vendront, ny imprimeront
des livres sans permission, 610

Lieux où l'exercice peut estre fait pour-
ront estre acheptez par ceux de la R.

P. R. 678. *v. Exercice.*

Lieux de Bailliages, 656. 686

Aucun ne sera donné pour le Bail-
lage de Beaujolois, 674. 696

v. Exercice.

Il y en a deux en chaque Bailliage, 696

Bailliage où il n'y en a qu'un, 697

Littres ou ceintures funebres ne seront
apposées pour les Seigneurs de la R.

P. R. 616. *v. Droits Seigneuriaux.*

Livres de la R. P. R. ne seront imprimez
sans attestation des Ministres,

& sans permission des Magistrats,

634. 638. 686

Ne seront vendus ny debirez en

France, 668. 686

Livres brûlez par l'Executeur de la
haute Justice, 609, 610

Livres de Geneve, ou soubçonnez d'he-
resie, ne seront apportez en France,

sur quelles peines, 580. 609. 668

Livre imprimé par des Ministres, &
adressé à sa Majesté, défendu, 609

Livres seront approuvez & atteliez,
611. 656

Censurez par la Faculté de Paris, ne

seront vendus ny imprimez, 665. 686

Loix politiques du Royaume, & celles
de l'Eglise Catholique pour les de-
grez de consanguinité au mariage,

seront observées, 642. 654. 686. 699

Lutheriens recherchez en France, 577

B B b b b ij

M.

M Agistrats, *v. Consuls.*
 Maîtres d'Ecoles seront Catholiques, & ne seront établis sans approbation, 581
 Maîtres Brodeurs de la R. P. R. n'auront des Apprentifs Catholiques, 622
 Maîtrises pour la R. P. R. comment réglées, 621
 Leurs Assemblées, 636. 641
 Malades de la R. P. R. ne seront visités par les Ecclesiastiques ny Religieux qu'en certain cas, 643
 Seront receus dans les Hôpitaux indifféremment, 643. *v. Hôpitaux.*
 Mariages de ceux de la R. P. R. comment contractez, 642
 Quand peuvent estre celebrez, 601
 Combien de personnes y peuvent assister, 601
 En quels degrez défendus, 639
 Ministres en tiendront Registre, *ibid.*
 Validité des mariages, par qui jugée, 640. 644. 674. 699
 Mariages des Apostats & Relaps, 699. *v. Apostats & Relaps.*
 Quand n'en peuvent estre recherchez, 699
 Mariage entre Catholiques & ceux de la R. P. R. ce qu'on y doit observer, 639
 Medecins de la R. P. R. de Rouen réduits à certain nombre, 621
 Ne peuvent estre admis au Decanat du College de Medecine, 645
 Memoires Historiques sur les Edits de Pacification, contenant l'Histoire des Troubles, 646 jusqu'à 653
 Ministres de la R. P. R.
 Doivent prêter serment de fidelité à sa Majesté, 627. 634
 Doivent resider & ne precher qu'au lieu du l'exercice, 599. 597. 599. 600. 601. 627. 629. 634. 638. 660
 Ne doivent precher en plusieurs lieux, 594. 597. 627. 634

Ny porter Sortanes, ny Robes longues, 600. 614. 639
 Contrevenans, comment punis, 596. 600
 Ne doivent faire des exhortations dans les rues, 597. 635. 696
 Ny prêcher des invectives ny choses seditieuses & offensives, 638. 654
 Ny parler contre les Ceremonies de l'Eglise, 634
 Ne doivent se nommer autrement que Ministres de la R. P. R. 584. 594. 614
 Et non Ministres de la patole de Dieu, 614. 639
 Ny *Pastores vigilantissimi.* 614
 Ny appeller leur Religion Orthodexe, 584. 585
 N'ont aucune Jurisdiction, 659
 Ministres doivent estre naturels François, 627
 Parleront avec respect des Ministres de l'Eglise, & non de persecutions ny de malheurs du temps, &c. 599
 Etrangers ne peuvent estre Ministres, & se doivent retirer, 600. 601
 Ny Regens des Colleges, & leur est défendu de s'ingerer es fonctions de Ministres, 600
 Ayant pris la qualité de Pasteurs de l'Eglise de Paris, comment punis, 600
 Ne donneront que des attestations aux livres, & non des permissions, 610. & suivans.
 Sortans du Royaume, & y revenant renouvelleront leur serment, 627
 Ne pourront servir de témoins contre leur Religion, 629
 Ministres anciens ou Diacres ne doivent reveler les choses declarées dans les Consistoires, 699
 Ne pourront tonie aucun prisonnier qu'il ne soit de la R. P. R. 643
 Ministres, sont exempts des Gabelles & des Tailles, 613. 642. 699
 Et du logement des Gens de Guerre, 642. 699
 Sont sous la protection du Roy &

des Seigneurs, 659
 Ministres convertis jouyissent des mêmes
 d. ois, 613
 Sont dechargez des Tailles, *ibid.*
 Ont des pensions pour leur subsistan-
 ce, 613
 Ministre Camps, puny pour irreveren-
 ce au saint Sacrement, 588
 Ministre du Molin interdit, & pour-
 quoy, 601
 Ministre Sauvage, puny de ses invecti-
 ves contre l'Eglise, & contre le Pape,
 630, 631
 Missionnaires de la Ville de Florac,
 comment excedez, 630, 631
 Monoye, fabrication rétablie à Mont-
 pellier apres les troubles, 678

N.

Notaires de la R. P. R. comment
 receus dans la Ville de Mont-
 pellier, 621. 628
 Recevans les testamens, ce qu'ils
 doivent observer, 636. 638

O.

Oblats. Ceux de la R. P. R. ne peu-
 vent estre Oblats, 622
 Obligation ou promesse de se faire Ca-
 tholique, nulle, 666
 Officiers Catholiques president à l'ex-
 clusion de ceux de la R. P. R. 620
 Comment feront continuez, 689
 Sont preferez pour porter la parole,
 622
 Officiers de la R. P. R. jugeront en
 nombre égaux, 699
 Pourront estre recuzez par les Gens
 d'Eglise, 623
 Sont dechargez des Ceremonies con-
 traires à leur Religion, 661. 668. 687
 Ne peuvent faire mettre des Tapis
 avec des fleurs de lis aux bancs qu'ils
 ont dans les Temples, 608. 690. 691
 Comment receus, 609.. & examinez,
 690. 691
 Officiers Royaux depossédez à cause

des Troubles, rétablis, 667. 701. 717
 Officiers des Chambres assisteront aux
 jugemens de tous les procez, 681. 700
 Ne tiendront aucuns conseils parti-
 culiers hors leurs Compagnies, 681
v. Chambres, Juges.
 Officiers de la Chambre de l'Edit de
 Paris, comment seront choisis, 700
 Officiers des Seigneurs ne pourront
 estre de la R. P. R. 620
 Officiers du Roy rechercheront & pu-
 riront les heretiques, 580
 Feront executer les Edits, sur quel-
 les peines, 661
 Offices de ceux de la R. P. R. quand
 declarez vacans, 619. quand restituez,
 716
 Opposition à la reception de M. Herval,
 à la charge d'Intendant des Finances,
 619

Raisons de ladite opposition, *ibid.*
 Onbly du passé quand ordonné, 684

P.

Pardon accordé au Duc d'Alençon,
 au Prince de Condé, & au Ma-
 rchal d'Amville, 670. 705
 Au Comte Palatin, aux Suisses, 671
 Au Duc de Vendôme, 706
 A Messieurs de Rohan & de Soubi-
 ze, 716
 Pardon general. *v. Absolution.*
 Parlemens prêteront serment pour faire
 observer les Edits, 672
 Ne pourront connoître des matieres
 attribuées aux Chambres my-par-
 ties, 681
 Paroisses seront pourueus de bons Cu-
 rez, 716
 Parages des procez où renvoyez, 623
 Patrons de la R. P. R. ne peuvent
 jouir des droits honorifiques dans les
 Eglises, 86. 619
 Pauvres de la R. P. R. sont receus dans
 les Maladeries, 636. *v. Hôpitaux.*
Malades.
 Penges & subsides nouveaux quand su-
 BB b b b iij

primez , 683
 Plaintes contre ceux de la R. P. R. *v. Les Remontrances dans la Table precedente contre leurs entreprifes.*
 Prêches & exercice de la R. P. R. où défendus , 593. 638. *v. Exercice.*
 Predicateurs n'exciteront les peuples aux armes , 659. 671
 Predicateurs envoyez par les Evêques , dans les lieux où il y a exercice de la R. P. R. doivent estre receus , avec défenses de les troubler , 592 , 593
 Jesuites refusez pour prêcher dans les Villes de seureté , ce qui a esté ordonné là dessus , 592
 Predicateur soupçonné d'heresie , ne peut prêcher qu'il ne soit purgé pleinement , 583
 Presidens des Chambres , comment presideront à l'Audiance , 701
 Prince d'Orange restitué en ses biens , 677
 Prince de Condé , *idem* 705. *v. Pardon.*
 Prisonniers & envoyez aux Galleres pour le fait des Troubles , comment delivrez , 663. 678. 693
 Prisonniers , comment consolez par les Ministres dans les Conciergeries , 600. 636. 638. 696. 707
 Privileges de ceux de la Rochelle , Nismes & Montauban conservez , 667. 676
 Processions du saint Sacrement. *v. Sacrement.*
 Procez criminel comment faits à ceux de la R. P. R. par les Presidiaux , & par le Prevost , 623. 624. 692. 634. 640. 692.
 Competence par qui jugée , 640
 Quand renvoyez aux Parlemens , 263
 Procez des Vagabons , par qui & comment jugez , 669. 682. 692
 Profanations & impietez des habitans d'Aymet , comment punies , 588. 589
 Pseaumes , ne seront chantez que dans

les Temples , 594
 Ne seront chantez quand la Procession du S. Sacrement passe , 588. 641
 Ny à haute voix par les ruës , 594. 636
 Ny aux feux de joye , ny executions de criminels , 640
 Ny és maisons privées , 661
 Punition d'un nommé Morisot , pour avoir parlé injurieusement contre les Ceremonies de l'Eglise , & contre les Ministres , 590
 Punition de deux Ecoliers de la R. P. R. qui communierent la veille de Noel , dans une Eglise de Saumur , 590

Q.

R.

R Ebellion de la Ville de la Rochelle , 710. la paix , 713
 Recherches défendues. *v. Abolition.*
 Recusations , comment jugées , 681. 690. 692.
 Regens. *v. Colleges, Ecoles.*
 Registres des baptêmes & mariages. *v. Baptêmes & mariages.*
 Relaps & Apostats , quand ne seront recherchez pour leurs mariages , 699
 Relaps & Apostats , bannis , 617. 618
 Seront pris & arrêtez , 618
 Jugez par les Parlemens , 618
 Religieux qui quitteront la Religion Catholique , pour suivre la pretendüe reformée , ne pourront paroître aux Assemblées avec leurs habits de Religieux , 142
 Religion Catholique , Apostolique & Romaine rétablie par tout où l'exercice avoit cessé , 586. 680. 685. 715
 En Bearn , 586
 Religion pretendüe reformée sera ainfi nommée en tous actes ; & non autrement , 584
 Religioneux , où ceux de la R. P. R. peuvent vivre & demeurer par tout , 636. 656. 666. 685. 716
 Seront receus aux Charges de Judica-

tures, 687
Quand n'y seront receus, 619
Quand exclus des Charges politiques, 620, 621

Ne peuvent former aucun corps d'Eglise ou Consistoire, 599

Ne seront contraints en leur conscience, 661. 676

Peuvent vendre leurs biens & se retirer où ils voudront, 666

Quand ne peuvent quitter leur demeure, 711

Sont dechargez de toutes recherches, 693. 694. 702. 704, 705

Ne seront surchargcz plus que les Catholiques, 693

Sont mis sous la protection de la Majesté, 656. 659. 663

Cas esquels ils contribuent aux reparations des Eglises & aux frais de Chapelles ou Confrairies, 642. 696

Quand en sont dechargez, 696

Titulaires des Benefices les resignent, & quand, 675. 701

Aux aumônes imposées. *v. Aumônes, impositions.*

Paycront les droits des entrées, 687

Souffriront la tenture devant leurs portes, 696. *v. Saint Sacrement.*

Porteront respect au saint Sacrement, *Idem.*

Ceux qui decederont dans la Ville de Paris où seront enterrcz, 658, 659. 668

Religionnaires établis à la Rochelle, leurs Reglemens, 633. leurs privileges, 676

Certains qui s'y estoient établis en ont esté expulsez, 62

Religionnaires des Ressorts de Bourgogne où plaideront, 688

Rétablissement de M. le Prince de Condé, 705

Et de ceux qui l'ont suivy, 706

Rétablissement du Duc de Vendôme, & ceux qui l'ont suivy, 706. *v. Pardon.*

Revenus des Communautés à quoy appliquez,

S.

Saint Sacrement de l'Autel, de la veneration qui luy est due, 587.

591

Religionnaires souffriront que l'on tapisse devant leur maison au temps de la Procession, 587. 628. 641. 696

A la diligence des Consuls, *ibid.*

Religionnaires rencontrans le Saint Sacrement, ce qu'ils ont à faire, 588. 642

Irreverence comment punie, 588

Pseaumes ne seront chantcz pendant que la Procession passe. 588. 641

Scandale défendu contre le saint Sacrement, & contre les Ceremonies de l'Eglise, 587

Et sur quelles peines, 588

Seigneurs de la R. P. R. ne peuvent jouyr des droits honorifiques dans les Eglises dont ils sont Patrons, 86. 629

Seigneurs ayaus Justice peuvent faire faire l'exercice, 656 657, 658. 685.

697

Quelles personnes y peuvent recevoir, 656

Ne peuvent avoir Temples, Cloches, bancs, Littres, ny aucune marque d'exercice public, 638. 645

Ne peuvent se servir des Cloches ny des Eglises Catholiques, 77. 626

Ny avancer ny reculer le Service divin des Curez, 77

Ne peuvent nommer des Officiers dans leurs terres qui ne soient Catholiques, 5-6. *v. Officiers.*

Seigneurs Hauts Justiciers, tenants plein Fief de Haubert, comment peuvent faire l'exercice, 627. 656. 657. 677.

685

Conditions necessaires, 656. 657. 660

Seigneurs de la Province de Provence, comment feront le Prêche dans leurs maisons, 662



Serment pour l'observation des Edits , 675. 679. 683. 695
 Service divin ne sera troublé par ceux de la R. P. R. sur quelle peine , 560. 592
 Sera rétabli où il a cessé , 662.
v. Religion Catholique.
 Serviteurs de la R. P. R. iront aux Ecoles des Catholiques , 587
 Subornation des Catholiques défendus , 618. 629. 642
 Sujets de la Majesté ne pourront estre recherchez en pays Etrangers pour leur Religion quelle qu'elle soit , 676
 Sujets de la Majesté invitez par elle à se remettre au giron de l'Eglise , 715
 Substituts des Procureurs généraux des Chambres ny-parties , quand créez , 689
 Synodes comment tenus , 639. 653
 Ce qu'il y faut observer , 702
 Ne se peuvent communiquer par deputez.
 Ministres des Seigneurs n'y peuvent estre admis , 645
v. Consistoires ; Assemblées , Colloques , Conventicules.

T.

Tailles , comment faites à Montpellier , 635
 Ministres en sont exempts. *v. Ministres.*
 Tapisseries devant les maisons des Religioneux à la Fêtes du Saint Sacrement , 587. 641
 Taxes faies sur ceux de la R. P. R. comment exécutoires , 651
 Temples , quand permis d'en bâtir , 668
 Eglises ne pourront servir de Temples , 668
 Temples bâtis depuis l'Edit de Nantes

démolis , 628
 Lâris sur les terres de l'Eglise aussi
 démolis , 686
 Temples réedifiez démolis , 595
 Temples démolis en divers lieux , 602.
 jusqu'à 608
 Temples & Cenerietes ôtez , quand
 reitituez , 716
 Temples ne peuvent estre appuyez sur
 les murailles des Villes , 628
 Temples de la R. P. R. ne sont exempts
 de la Taille , 642
 Testamens qui connoir de leur validité ,
 691. *v. Notaires.*
 Titres , papiers & enseignemens pris
 pendant les Troubles seront restitués ,
 664. 677. 692. 693. 707
 Troubles arrivez dans le Royaume , &
 de leur origine , 647. 648
v. Memoires Historiques.

V.

Veues de ceux qui ont esté ruez le
 jour saint Barthelemy , declarées
 exemptes de routes contributions , &
 de Tailles pendant six ans , 669
 Veuves & heritiers de ceux qui sont
 morts au service du Prince de Condé ,
 comment dechargez , 705
 Villes ruinées & demantellées pendant
 les Troubles , comment rétablies ,
 671. 682. 695
 Villes données en garde à ceux de la R.
 P. R. 664. 673. 676. 679. 707
 Villes remises à sa Majesté , leurs for-
 tifications démolis , 716
 Villes rétablies dans leurs mêmes privi-
 leges qu'elles avoient avant les trou-
 bles , 670. 678. 693
 Viandes ne seront vendies les jours que
 l'Eglise les défend , 590. 591. 644.
v. Fêtes , Chair.

Fin de la Table de la R. P. R.







